

Doctorat de l'Université de Toulouse

délivré en co-tutelle avec Université d'Alcalá de Henares
préparé à l'Université Toulouse - Jean Jaurès

Récits discursifs sur les frontières dans l'Équateur de la
plurinationalité. La Grève Nationale d'Octobre 2019.

Thèse présentée et soutenue, le 21 janvier 2025 par

Maria Dolores ORDONEZ

École doctorale

TESC - Temps, Espaces, Sociétés, Cultures

Spécialité

Études ibériques et latino-américaines

Unité de recherche

FRAMESPA- France, Amériques, Espagne-Sociétés, pouvoirs, acteurs

Thèse dirigée par

Franck GAUDICHAUD et Isabel Wences

Composition du jury

M. JULIO SEOANE, Président, Universidad de Alcalá

Mme NURIA TABANERA GARCIA, Rapporteure, Universidad de Valencia

Mme MARIA JOSÉ FERNANDEZ, Rapporteure, Université de Bretagne Occidentale

M. PEDRO PEREZ HERRERO, Examineur, Universidad de Alcalá

Mme MODESTA SUAREZ, Examinatrice, Université Toulouse - Jean Jaurès

M. Franck GAUDICHAUD, Directeur de thèse, Université Toulouse - Jean Jaurès

Mme ISABEL WENCES, Co-directrice de thèse, Universidad Complutense



Programa de Doctorado en “América Latina y la Unión Europea en el contexto internacional”

Doctorat en Études ibériques et latino-américaines

Narrativas discursivas sobre fronteras en el Ecuador de la Plurinacionalidad. El Paro Nacional de Octubre 2019

Récits discursifs sur les frontières dans l'Équateur de la plurinationalité. La Grève Nationale d'Octobre 2019.

Tesis Doctoral presentada por

MARIA DOLORES ORDÓÑEZ

Director/as:

DRA. Isabel Wences Simon

DR. Pedro Pérez Herrero

DR. Franck Gaudichaud

Alcalá de Henares 2024

Titre : Récits discursifs sur les frontières dans l'Équateur de la plurinationalité. La Grève Nationale d'Octobre 2019.

Mots clés : Plurinationalité, Etat-nation, Discours, frontières, conflit, peuples indigènes

Résumé : Dans l'environnement actuel de la région sud-américaine, immergée dans la logique globale de l'accumulation transnationale, l'Équateur joue un rôle croissant dans l'exploitation des ressources naturelles et l'exportation des matières premières en cette ère néo-extractive. Il joue également un rôle important dans la géopolitique du trafic de drogue et subit les assauts de la montée de la criminalité organisée, plus récemment intensifiée par les ravages générés par l'accord de paix en Colombie et la réorganisation concomitante des groupes armés, tout en devant gérer des conflits sociaux internes, en raison d'une situation économique délicate.

En même temps, et en réaction à ce qui se passe dans le pays, certains secteurs de la société équatorienne n'ont cessé de construire des processus sociaux dynamiques dans lesquels les sujets politiques, culturels et sociaux proposent de nouvelles stratégies de revendication qui atteignent une dimension nationale et même globale.

Grâce à ces processus persistants, en particulier de la part du mouvement indigène équatorien, le peuple équatorien a approuvé en 2008, par le biais d'un processus électoral, une Constitution qui reconnaît l'État plurinational et interculturel, dont le texte garantit l'exercice des droits des peuples historiquement exclus, ainsi que la promulgation de la nature en tant que sujet de droits. Cet événement sans précédent a marqué un tournant dans la région et une rupture dans la manière de concevoir la souveraineté et les droits des peuples historiquement exclus, une reprise du contrôle des ressources naturelles et donc une diminution de l'ingérence des pays intéressés par ces ressources.

Ce contexte général de la situation de l'Équateur met en évidence la tension permanente entre les besoins d'un modèle d'État-nation moderne, homogène et unique, en quête de développement, et les réalités des populations exclues de ce modèle. Il nous incite donc à réfléchir sur la nécessité d'approfondir le concept de « frontières », traditionnellement compris comme les limites et les marges, qui séparent les peuples, fragmentent et classifient les sociétés, et régulent les échanges.

Lors des manifestations populaires qui ont eu lieu en Équateur en octobre 2019, lorsque le pays a été paralysé pendant 11 jours par la mobilisation de divers secteurs sociaux dirigés par le mouvement social indigène « Confédérations des Nationalités Indigènes de l'Équateur » (CONAIE), à la suite de l'annonce par le gouvernement de l'augmentation des prix des carburants, des demandes précédemment soulevées ont émergé dans l'agenda national, ainsi que des questions abordées au niveau mondial en relation avec la déprédation de l'environnement au nom du développement et de l'accumulation. Les axes discursifs de l'État et des peuples indigènes ont déployé leurs stratégies pour se positionner par rapport à ces questions. Ainsi, à chaque moment, des versions différentes du concept de frontières, dans leurs dimensions sociales, politiques, culturelles et territoriales, ont été revendiquées.

A partir de l'événement décrit ci-dessus et dans une perspective socio-cognitive d'Analyse Critique du Discours, nous mettrons en perspective le tissu discursif des acteurs impliqués dans la grève, dans le but de produire une cartographie discursive des dimensions politiques, sociales, culturelles et territoriales du concept de « frontières » et d'identifier ainsi si la CONAIE propose des versions alternatives de ce concept à celles de l'Etat-nation.

Title: Discursive Narratives in Ecuador's Plurinationality: The National Strike of October 2019.

Key words: conflict, indigenous peoples, nation state, borders, discourse, plurinationality

Abstract: Ecuador has become a critical player in South America's global economy, particularly in the exploitation of natural resources and export of raw materials, marking a neo-extractive era. Additionally, the country plays a significant role in the geopolitics of drug trafficking, which has intensified since the Colombia peace agreement and subsequent reorganization of armed groups. This surge in organized crime, coupled with internal social unrest and economic instability, poses significant challenges for Ecuador.

Despite the challenges, Ecuadorian society has responded by fostering dynamic social processes, driven by diverse political, cultural, and social actors. These efforts have led to innovative strategies for change, resonating nationally and globally.

In 2008, Ecuador's indigenous movement played a pivotal role in shaping the country's future. Through a democratic electoral process, the Ecuadorian people approved a groundbreaking Constitution that recognized the Plurinational and Intercultural State. This historic document guaranteed the rights of historically marginalized communities and pioneeringly granted nature the status of a rights-bearing entity. This unprecedented achievement marked a significant milestone in the region, revolutionizing how sovereignty and global relationships are conceived. It signaled a decisive shift towards reclaiming control over Ecuador's natural resources, thereby reducing external interference from countries seeking to exploit them.

The Ecuadorian context reveals an inherent tension between the homogenizing forces of modern nation-building and the diverse realities of excluded populations. This paradox invites a nuanced reexamination of the concept of "borders," historically employed to demarcate, segregate, and classify societies, regulating flows and reinforcing social and economic disparities.

The nationwide protests in Ecuador in October 2019 brought the country to a standstill for 11 days, as various social sectors, led by the indigenous movement Confederation of Indigenous Nationalities of Ecuador (CONAIE), mobilized against the government's announcement to increase fuel prices. This unrest reignited long-standing demands on the national agenda and highlighted global concerns about environmental degradation in the name of development and economic growth¹. During this time, both the government and indigenous peoples developed strategies to assert their positions on these issues, revealing divergent understandings of borders and frontiers in their social, political, cultural, and territorial contexts.

Building on the aforementioned developments, this analysis will employ a socio-cognitive perspective within Critical Discourse Analysis to examine the discursive strategies of actors involved in the strike. The objective is to create a comprehensive discursive map of the political, social, cultural, and territorial dimensions of the concept of "borders." Specifically, this study aims to investigate whether CONAIE presents alternative conceptions of borders that challenge or diverge from those propagated by the nation-state.

DEDICATORIA

*A mis hijos Ushpa y Sayri que con su entusiasmo y amor me han dado las fuerzas para
culminar*

*A mi amor eterno Benito, que con su infinita sabiduría y paciencia acompañó cada etapa
de esta aventura, incondicionalmente.*

A mi madre Marisa, que en el camino me dejó su fuerza para continuar

A mi padre Marcelo, que me acompaña a cada paso

A los pueblos y nacionalidades indígenas del mundo que nunca dejarán de alzar su voz

NOTA DE LA AUTORA Y AGRADECIMIENTOS

Mientras en este 3 de octubre 2024 doy las últimas pinceladas a esta tesis, en Palestina y en el Líbano, es decir, a unos pocos miles de kilómetros de estas magníficas montañas de Alcalá de Henares que puedo contemplar desde mi ventana, caen bombas sobre edificios que despedazan a niños, mujeres, ancianos, familias enteras, presas de un odio desenfrenado de quienes quieren apoderarse de sus lugares de vida, de las tierras que los vieron nacer, de su existencia, de su historia, de su ser. No puedo dejar de pensar con extrema tristeza y rabia, que el mundo mira impávido esas masacres, justificando desde el discurso oficial, lo injustificable, a nombre de unas categorías inventadas que consiguen legitimar hasta lo más bárbaro...

La “frontera” como palabra que ha copado más que nunca mi cabeza en estos últimos años, nuevamente se hace presente como una obsesión alrededor de lo que me interpela. Aquellos límites, se van apretando cada vez más como cercos, arrasando a su paso, todo lo que consideran como indeseable, descartable, desechable.

El impulso por no dejar de soñar, por creer e imaginar que esas “fronteras” siempre pueden volver a ensancharse y abrazar a todos en un esfuerzo de reconocimiento, de reciprocidad, de complementariedad, sigue pese a todo presente. Y ese aliento no muere porque muchos pueblos a través del mundo muestran cada día que son capaces de reiventarse, de no dejar que se conviertan en una trampa que se cierra sobre sus cuerpos y sus almas, y que, mismo a costa de sus vidas, son capaces de derribar esos muros que encierran, prohíben, acallan, someten e incluso matan. Tengo la convicción profunda de que nada justifica que se separe, se segregue y se aparte a los seres humanos entre sí, por lo que apuesto en confiar en que las propuestas que abogan por abrir a la comprensión del otro, por tender la mano sin prejuicios y con generosidad, son los caminos que pueden apaciguar la violencia y la barbarie que presenciamos hoy.

En esta convicción por imaginar siempre esas fronteras distintas, en el año 2018, cuando algunas condiciones propicias se habían reunido para emprender el camino de este proyecto doctoral, nos desafiamos con mi esposo Benito y mis hijos Ushpa y Sayri, a explorar nuevos

mundos y comprobar también cuantos de esos límites trazados se erigirían frente a nosotros y cuantos podríamos sortear. Hoy, podemos decir sin lugar a duda, que hemos navegado en las porosidades de esas fronteras en las que hemos encontrado personas increíbles y especiales que fueron y son parte fundamental de este proyecto, no solo académico, pero de vida. Debo reconocer, no solamente la suerte infinita que tuve de encontrarlas, compartir con ellas, y también sentir su inmenso apoyo y cariño, lo que me ha marcado y transformado en lo más profundo.

Cuando elegí el Instituto Universitario de Investigaciones en Estudios Latinoamericanos (IELAT) para el desarrollo de este proyecto, el profesor Pedro Pérez Herrero fue mi primer interlocutor y fue quien me animó, con tan solo una conversación telefónica, a apostar todo y a cambiar nuestra vida en Ecuador por un mundo desconocido en Alcalá de Henares. En adelante se convertiría en el guía que acompañaría todo mi proceso durante todos estos años. La confianza que depositó en mí, hizo que mi proyecto académico se pudiera realizar en las mejores condiciones. Le agradezco por todos los roles que ha desempeñado en esta trayectoria compartida: como profesor, como director de tesis, como director del IELAT con el que tuve el privilegio de compartir despacho y trabajo cotidiano y como amigo entrañable. Su apoyo incondicional, consejos, sabiduría, habilidad, calidez han hecho de esos años, mi mejor experiencia. También mi cariño especial a Carmen Martínez, presente en la distancia y cuyo “Breviario de escritura académica” acompañó las largas horas de redacción.

En ese mismo primer año en el IELAT, tuve la dicha de conocer a la profesora Isabel Wences, cuyas clases fueron de especial impacto en mi aprendizaje. Cuando aceptó el reto de acompañarme para el largo ciclo que implica una investigación doctoral, fue una inmensa alegría y el mayor de los honores. El haber contado todos estos años con su extenso conocimiento y su increíble prolijidad para orientar, observar y corregir, ha sido un privilegio incomparable. Me ha brindado las claves fundamentales para que el trabajo llegue a su culminación. Le agradezco por todo el tiempo dedicado y además la confianza de haberme incluido, junto con José María Sauca, en los núcleos de sus múltiples proyectos de investigación y eventos académicos que no solamente han consolidado mi trayectoria, pero me han permitido sentirme parte de la experiencia académica madrileña. Agradezco su

amistad y cariño, y las palabras justas que me han animado en todos los momentos, sobre todo los más duros.

A raíz de la estrecha relación que el IELAT tejió con la Universidad de Toulouse durante muchos años, se pudo establecer el convenio de cotutela de tesis internacional que ha permitido que este trabajo trascienda la frontera. En ese reto, agradezco al profesor Franck Gaudichaud por haberse atrevido a sumarse a la dirección de esta investigación y haberme brindado una confianza infinita sin apenas conocerme. Su mirada comprometida con la justicia social y la sensibilidad en su lectura sobre lo que acontece en América Latina me han dado herramientas imprescindibles para el análisis. Pese a la distancia, Franck me ha hecho sentir parte de la vida del laboratorio FRAMESPA y de la Universidad de Toulouse, ciudad que se ha convertido en mi segundo hogar. Menciono también a los profesores François Godicheau, José Contel, Marie Agnès Palaisi y Thérèse Courau de la Universidad Toulouse Jean Jaurès quienes contribuyeron también a que la cotutela se haga realidad.

Extiendo por supuesto mi agradecimiento profundo al IELAT, que ha sido mi casa de estudio, de debate y reflexión desde mi llegada a España. Agradezco a su director Francisco Pascual Vives quien ha apoyado mis propuestas académicas y la última fase de mi camino doctoral. Hago una mención especial al profesor Daniel Sotelsek, docente del programa de Máster y excoordinador del programa de Doctorado quien me ha respaldado en gran parte de mi trayectoria. Mi agradecimiento asimismo al profesor Eduardo López Ahumada, actual coordinador del programa de Doctorado quien ha contribuido en permanencia a que todo fluya de la mejor forma. Mi especial agradecimiento también a los profesores Pedro Cháves, Rogelio Núñez, Gilberto Aranda y Héctor Casanueva y a los compañeros de ruta Digno Montalván, Germán Arias, Karla Fernández, Noelia Rodríguez, Gonzalo García Fernández, Rebeca Viñuela, Rodrigo Escribano, Guadalupe Adámez con quienes los diálogos han trascendido las paredes de las aulas.

Finalmente, para mí es importante destacar los nombres de quienes han estado presentes y han creído en mí durante este largo periodo. Del Centro de Estudios Estratégicos de la Universidad de las Fuerzas Armadas del Ecuador, agradezco a su actual director, Coronel (sp) Marcelo Romero por haber seguido alimentado nuestros intercambios y quien me ha

permitido, a la distancia, seguir siendo parte de esa prestigiosa institución, a su ex director, Coronel (sp) Galo Cruz por haber sido mi maestro durante muchos años y quien me condujo al camino de la investigación, y a mis compañeros investigadores y profesionales con los que he compartido en diferentes momentos de mi carrera profesional y de los que sigo aprendiendo mucho, General (sp) Javier Pérez, Coronel Antonio Poveda, Nieves Bregante, Héctor Luis Saint Pierre, Bernardo Gortaire.

A mi familia de sangre y de corazón dedico toda mi emoción y mi abrazo sentido por su presencia incondicional, María del Carmen Estupiñán y Yolande Lafituque que no han soltado mi mano ni un segundo. A mi hermana María Belén Ordóñez. A Dani Grange, Martha Ordóñez, Aimo Barribi, Trinidad Ordóñez, Juan Vásconez, Juana Ordóñez, Alejandra Ordóñez, Giulia Baribbi, Armando Suárez, Ana María Suárez, Juanita Suárez, Martín Suárez, Miguel Suárez, Galo Suárez, Vicente Suárez, Maëlle Guinard, Galina Pavlovic, Taina Mamani, Céline Sánchez, Julia Trelu, María José Ezquerro, Malena Bedoya, Laura Do Souto, Jennifer Torrent, Sabina González, Gina Balladares, Elena Rodríguez, Oscar Montero, María Ángeles Ávila, Belén González, Isabel Baldeón, Pablo Poveda, Gonzalo Garofalo, Estefan Vinuesa, Gabriela Verdesoto, Laetitia Courtois, Diego Aulestia, Verónica Proaño, Tania Fierro. Todos y cada uno han cumplido un rol especial en estos años.

A Benito, Ushpa y Sayri, solo quiero decirles que este esfuerzo es de nosotros cuatro, una familia que ha emprendido el sueño de cruzar otras fronteras y entender otros mundos. Benito, de tu mano aprendí lo que implica el compromiso político y social y que los ideales que mueven a todos los pueblos del mundo están mediados por la capacidad de ser generosos, tolerantes y aprender del otro en medio de las diferencias. Gracias por transmitirme de tu sabiduría y de tu infinita grandeza.

Nuestra sed de curiosidad nos condujo a Alcalá de Henares, donde pasamos una pandemia y donde afrontamos los momentos más alegres y los más dolorosos y donde aprendimos, desde la lejanía de nuestra tierra, a hacer familia de formas distintas, con la convicción de que, nuestras fronteras son abiertas e inclusivas.

En Alcalá de Henares, el 3 de octubre 2024

ÍNDICE

Introducción.....	12
CAPITULO PRIMERO: Reflexiones teóricas y conceptuales a propósito de “fronteras”	25
1. La frontera como objeto de reflexión en América Latina	25
1.1. La génesis de los Estudios sobre la Frontera: décadas de 1980 y 1990	25
1.2. Las fronteras, la identidad, la cultura, la nación	34
1.3. Relación entre frontera, territorio, cultura	38
1.4. Relación entre identidad y cultura	44
1.5. La alteridad como eje convergente: reflexiones desde los Estudios Culturales.....	48
2. Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad y fronteras	54
2.1. Génesis e influencias en el pensamiento decolonial	57
2.2. Colonialidad del poder, del saber y del ser: expresiones visibles de la Modernidad.....	65
2.3. Algunas pistas decoloniales frente a la modernidad/colonialidad	82
2.4. Distancias críticas y límites políticos del pensamiento decolonial	92
3. La globalización y el poder imperial en el siglo XXI: acumulación por desposesión, desarrollo geográfico desigual y sus efectos	101
3.1. La acumulación por desposesión: un mecanismo inherente al sistema capitalista	103
3.2. La acumulación originaria de Karl Marx	104
3.3. Las condiciones espacio temporales para la acumulación por desposesión ..	108
3.4. El desarrollo geográfico desigual como consecuencia de la acumulación por desposesión	112
3.5. El nuevo imperialismo y sus dimensiones simbólicas	117
3.6. América Latina y acumulación por desposesión	119
3.7. La securitización como mecanismo de miedo y control imperial	122

CAPITULO SEGUNDO: Contexto histórico y socio- político del discurso.

La construcción de la identidad ecuatoriana: de la Independencia al

Paro Nacional de Octubre 2019 133

1. La formación histórica de la nación ecuatoriana: proyecto de nación y herida

colonial 134

- 1.1. La conformación histórica de la nación ecuatoriana: de la colonia al
diseño de las fronteras nacionales 135
- 1.2. La identidad ecuatoriana asentada sobre la diferencia racial 141
- 1.3. El mestizo como figura imaginada de la ecuatorianidad 145
- 1.4. La construcción del “otro” como enemigo: banderas de la retórica
de lo nacional, de la defensa y de la seguridad nacional y hemisférica 152

2. La lucha del movimiento indígena: avances clave y nudos críticos 167

- 2.1. El camino al Estado Plurinacional e intercultural y hacia el *Sumak Kawsay* ...172
- 2.2. Educación intercultural bilingüe e institucionalidad indígena 182
- 2.3. El territorio como derecho y forma de resistencia a los extractivismos 185
- 2.4. Criminalización de la protesta social y persistencia del racismo 196

CAPITULO TERCERO: Caso de Estudio: Paro Nacional de Octubre 2019 201

1. Un marco de análisis: los Estudios Críticos del Discurso (ECD) 201

- 1.1. Los ECD y su postura de análisis comprometida socialmente 202

2. Discurso, cognición y sociedad: el triángulo del enfoque sociocognitivo 209

- 2.1. Componente cognitivo: nexo entre discurso y sociedad 210
- 2.2. Componente social y discursivo: poder y dominación en el centro de
los ECD 213
- 2.3. Dimensiones histórica y cultural en los ECD 218

3. Ruta de análisis en la perspectiva de los Estudios Críticos del Discurso (ECD) 220

- 3.1. Recolección del corpus del caso de estudio 222
- 3.2. ¿En qué consiste el análisis cuantitativo? 235
- 3.3. ¿En qué consiste el análisis cualitativo? 238

3.4.	¿En qué consisten las estrategias interpretativas?	243
4.	Análisis cuantitativo y cualitativo del caso de estudio	249
4.1.	Hito 1: Anuncio de las medidas. Inicio del paro 1 al 6 de octubre 2019.....	249
4.1.1.	CONAIE	252
4.1.2.	Estado	280
4.2.	Hito 2: Llegada del movimiento indígena a Quito. Protestas y represión. Del 6 al 12 de octubre 2019	305
4.2.1.	CONAIE	310
4.2.2.	Estado	351
4.3.	Hito 3: Diálogos para la paz y final de las protestas. 13 de octubre 2019	397
4.3.1.	CONAIE	398
4.3.2.	Estado	438
CAPITULO CUARTO: Mapeo discursivo sobre el concepto de "fronteras": Interpretación sociocognitiva		460
1.	El Estado ecuatoriano y sus representaciones sociales	465
1.1.	Ecuador y la figura del padre: una alegoría desde el Estado que legitima la nación	466
1.2.	El “ciudadano” como eje de la producción y el orden	473
2.	¿Qué sistemas ideológicos circulan en el discurso del Estado ecuatoriano?	479
2.1.	Las fronteras sociales y raciales en las narrativas del Estado ecuatoriano: ejercicio del poder en un mundo neoliberal	480
2.2.	En la expansión colonial e imperial solo se trazan fronteras para dominar y subordinar.....	484
2.3.	La securitización: estrategia que alimenta y sostiene el <i>statu quo</i>	487
3.	La CONAIE y sus representaciones sociales	480
3.1.	La autodeterminación de los “pueblos y nacionalidades”: núcleo de la representación cultural, social y política de la CONAIE	489
3.2.	El “pueblo”: origen de la lucha de la CONAIE y símbolo de	

su alcance nacional	496
4. Las apuestas ideológicas de la CONAIE. ¿Otras fronteras posibles?	498
Conclusiones	509
Bibliografía	520
Anexos	533
Glosario de referencias a los anexos.....	534
Índice de Anexos	535
Resumen en francés	791

ILUSTRACIONES

Ilustración 1. Voceros del discurso CONAIE	225
Ilustración 2. Voceros del discurso ESTADO.....	226
Ilustración 3. Corpus general para la investigación.....	232
Ilustración 4. Corpus específicos: Hitos y delimitación temporal.....	234
Ilustración 5. 50 palabras más frecuentes. Hito 1 CONAIE.....	253
Ilustración 6. Árbol de palabras según frecuencias. Hito 1 CONAIE.....	254
Ilustración 7. 22 unidades de análisis Hito 1 CONAIE.....	255
Ilustración 8. Matriz de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE	256
Ilustración 9. Mapa de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE.....	256
Ilustración 10. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 CONAIE	259
Ilustración 11. Configuración de estrategias de consistencia y coherencia.....	261
Ilustración 12. Matriz de análisis cualitativo: coherencia y consistencia.....	262
Ilustración 13. Matriz de análisis cualitativo. Estrategias de transformación	272
Ilustración 14. Matriz de análisis cualitativo: estrategias de legitimación	276
Ilustración 15. 50 palabras más frecuentes. Hito 1 Estado	282
Ilustración 16. 18 unidades de análisis. Hito 1 Estado	284
Ilustración 17. Matriz de relaciones de códigos. Hito 1 Estado	285
Ilustración 18. Mapa de relaciones de códigos. Hito 1 Estado.....	286
Ilustración 19. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 Estado.....	288
Ilustración 20. 50 palabras más frecuentes. Hito 2 CONAIE.....	312
Ilustración 21. 20 unidades de análisis. Hito 2 CONAIE.....	313
Ilustración 22. Matriz de relaciones de códigos. Hito 2 CONAIE	314
Ilustración 23. Mapa de relaciones de códigos. Hito 2 CONAIE.....	316
Ilustración 24. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 CONAIE	317
Ilustración 25. 50 palabras más frecuentes. Hito 2 Estado	353
Ilustración 26. Nube de 25 palabras más frecuentes Hito 2 Estado	354
Ilustración 27. 19 unidades de análisis. Hito 2 Estado	354
Ilustración 28. Matriz de relaciones de códigos. Hito 2 Estado	355
Ilustración 29. Mapa de relaciones de códigos. Hito 2 Estado.....	356
Ilustración 30. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 Estado.....	358
Ilustración 31. 38 unidades de análisis para el Hito 3 CONAIE	400
Ilustración 32. Mapa de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE.....	401
Ilustración 33. Matriz de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE	402
Ilustración 34. Unidades de tejidos de relaciones para establecer los temas. Hito 3 CONAIE	404
Ilustración 35. 50 palabras más frecuentes. Hito 3 Estado	440
Ilustración 36. Nube de 25 palabras más frecuentes Hito 3 Estado	441
Ilustración 37. 17 unidades de análisis para el Hito 3 Estado	441
Ilustración 38. Matriz de relaciones de códigos. Hito 3 Estado	442
Ilustración 39. Mapa de relaciones de códigos. Hito 3 Estado.....	443
Ilustración 40. Unidades de tejidos de relaciones para establecer los temas. Hito 3 Estado	444

Creíamos que con la nueva generación se había superado el racismo, pero en octubre del 2019 se vio que no se había superado ese racismo. Ahora es peor. Hubo racismo desde el Estado, desde los sectores de poder, de los grandes medios de comunicación, el trato que se dio, con el término que utilizaron: “indios de mierda”, por lo que había que darles palo y no importa que les maten. La declaración del gobierno, carta abierta, luz verde a los militares para que disparen.

Blanca Chancosa¹, 2022

INTRODUCCIÓN

Nuestra vida cotidiana está atravesada de forma permanente por límites físicos o simbólicos que se nos permiten o no cruzar: el terreno del vecino, el barrio de al lado, el país cercano o lejano, el idioma y la forma de actuar del contiguo. Estas líneas demarcatorias han llegado a tener en nuestro juicio diario una representación tan inalterable que hemos llegado a interiorizarlas, a punto de respetarlas sin ponerlas en cuestión, a delimitar los espacios, a separar las cosas y las personas en categorías, sin tela de duda.

Estos bordes, aun si no están trazados físicamente, al ser comúnmente aceptados, adquieren ese aspecto de realidad, y al pensar que son reales, son naturalizados sin objeción. Estos límites interiorizados son lo que de forma frecuente denominamos “fronteras”.

Los dispositivos fronterizos como elementos que nos obligan a pensar el mundo en función de categorías compartimentadas han jugado un rol determinante en las formas en las que concebimos la vida en sociedad. Estos construyen los marcos de referencia que movilizan nuestros comportamientos y nuestra relación con nuestros semejantes. Los universos que dibujan estas delimitaciones, acordes con la transferencia de conocimientos que nos han inculcado a lo largo de nuestras vidas, devienen los mundos en los que forjamos nuestra realidad. Aquello incide sobre nuestra formación cognitiva, sobre las representaciones de

¹ Lideresa indígena quichua del pueblo Otavalo. Fundadora y dirigente de la CONAIE también fue directora de la Escuela de Formación de Mujeres Líderes “Dolores Cacuango”.

nuestra identidad y de la de los demás, sobre la forma de gestionar las relaciones colectivas y las de ejercer el poder de acuerdo con determinados valores, y también en la manera en la que imaginamos el espacio en el que vivimos y desarrollamos nuestras vidas.

Pese a que a lo largo de la historia las fronteras se han revestido de un aspecto trascendental e inalterable que ha terminado forjando esa aparente realidad, éstas son dinámicas, relativas y re-significables. Como lo señala Alejandro Grimson las fronteras “pueden desplazarse, desdibujarse, trazarse nuevamente pero no pueden desaparecer (...) ya que no puede vivirse fuera del espacio y sin categorías de clasificación” (Grimson 2003,22). Todo el debate reside entonces en dónde se colocan, cuándo se refuerzan o debilitan y, además, qué o quienes conducen la necesidad de diversificar su sentido (Grimson 2003).

El llamado mundo occidental ha diseñado un orden mundial de acuerdo con su cosmovisión y ha creado un mapa del planeta dividiendo el espacio en parcelas denominadas países, cuyas formas de organización social, política y territorial se rigen bajo una entidad creada históricamente y llamada Estado, la misma que se organiza alrededor de un dispositivo cultural y político construido, designado como nación.

La construcción del Estado-nación, tal como lo conocemos hoy, como constructo imaginario que ha permitido la organización de las poblaciones y ha posibilitado así una vida colectiva ordenada, si bien ha sido una creación útil para viabilizar la convivencia de los seres humanos y posibilitar un funcionamiento económico a gran escala, ha sido a la vez un proyecto que impuso líneas demarcatorias desde las que muchas poblaciones quedaron excluidas, divididas e incomprensibles.

¿Cómo se expresan esos otros universos cognitivos que conciben esas “fronteras” bajo otros prismas?

Aquella pregunta nos ha llevado a poner el foco de la reflexión sobre la necesidad de ahondar sobre el concepto de “fronteras” e ir más allá de la connotación prohibitiva que tradicionalmente ha permeado su sentido. En efecto, si comúnmente ha sido entendido como límite y separación para segregar a los pueblos, fragmentar y clasificar a las sociedades, normar los intercambios y limitar los espacios, quisimos proponernos y comprobar si el

término, en sus dimensiones sociales, culturales, políticas y territoriales, podía comprender sentidos diferentes de sus definiciones clásicas, particularmente las que le ha otorgado la conformación de las narrativas del Estado-nación moderno. Nuestro interés consiste en conocer estos otros sentidos y sus alcances.

Contexto y antecedentes del objeto de la investigación

Desde las últimas décadas del siglo pasado, la región suramericana se encuentra inmersa en la lógica de acumulación transnacional la cual marca su orientación de política económica, social y política. En un contexto más reciente, en el que estas lógicas se han ido globalizando, Ecuador, el más pequeño de los países andinos, ha ido jugando, un creciente papel en la explotación de recursos naturales y exportación de materias primas dentro de la actual era neoextractiva². También, protagoniza hoy un importante rol en la geopolítica del narcotráfico a la vez que sufre los embates del auge de la delincuencia organizada transnacional, recrudecida por los estragos generados por el acuerdo de Paz en Colombia³ y la concomitante reorganización de grupos armados que desborda la frontera sur del país cafetero. Además, ha tenido que gestionar con debilidad las diásporas provenientes de Venezuela y la conflictividad social interna, debido a una delicada situación económica.

Al mismo tiempo, sin embargo, y en reacción a todos los ciclos de acumulación y crisis que ha enfrentado el país desde hace más de cincuenta años, ciertos sectores de la sociedad ecuatoriana han ido construyendo dinámicos procesos sociales en los que los sujetos políticos, culturales y sociales recrean en permanencia sus estrategias de representación y reivindicación, afianzando así su alcance nacional y consiguiendo hoy un impacto en el escenario global.

² Algunos autores como Maristela Svampa (2013), Thwaites Rey y Castillo (2008) coinciden en que desde los años 2000, América Latina ha entrado en una nueva fase de dominación económica, en la que, a partir de una política y un discurso, el capital global transnacional concentra su estrategia de acumulación, definiendo en las políticas nacionales, nuevas fórmulas de desarrollo para los países, que consisten en una nueva dependencia asociada a la producción de *commodities* que se ubica en la extracción de minerales, hidrocarburos y agro-alimentos.

³ El 26 de septiembre de 2016 el entonces presidente la república de Colombia Juan Manuel Santos firmaba el Acuerdo de Paz con el grupo armado Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo (FARC-EP) saldando así un conflicto armado interno que había durado más de cincuenta años en suelo colombiano.

Como resultado de esos procesos persistentes, especialmente por parte del movimiento indígena ecuatoriano⁴, en el año 2008, el pueblo ecuatoriano aprobó, en un proceso de Asamblea constituyente mediante elecciones democráticas, una Constitución que reconoce el Estado Plurinacional e Intercultural. El texto abona en la garantía del ejercicio de los derechos de los pueblos históricamente excluidos, así como la promulgación de la naturaleza como sujeto de derechos vislumbrando, entre otros temas trascendentales, una mayor protección de los elementos naturales que a menudo son considerados como recursos a explotar.

Este hecho inédito marcó un hito en la región pues significó una posibilidad de ruptura en la forma de concebir a la naturaleza únicamente como un recurso mercantilizable y por ende podía reubicar la relación con las potencias foráneas interesadas en la explotación de estos recursos. Contempló además la oportunidad de establecer relaciones sociales, culturales y políticas diferentes, pues la plurinacionalidad y la interculturalidad se presentaban como preceptos que desdibujarían las categorías impuestas por un orden republicano clásico en el que se habían perpetuado las lógicas de dominación heredadas de la Colonia. Era la ocasión también para subvertir las más actuales desigualdades provenientes del nuevo orden del capital global.

Sin embargo, esta Carta Magna, desde su vigencia, no se aplicó a cabalidad; mientras duró la presidencia de Rafael Correa (2007-2017), y pese a que este proyecto constitucional se gestó en su gobierno cuyo programa prometía una recuperación del país frente a la dominación de los grupos oligárquicos y los intereses de las empresas foráneas, se permitió la venta anticipada de petróleo y la concesión a empresas privadas asiáticas y norteamericanas para proyectos de explotación minera a gran escala. Durante el periodo de la presidencia de Lenin Moreno (2017-2021), electo como continuador del proyecto

⁴ Las reivindicaciones históricas del movimiento indígena han sido relativas a la demanda constante de una reforma agraria, y las luchas han sido por el respeto a la autodeterminación de los pueblos, por el agua, por la educación intercultural y además bilingüe, por el respeto a los territorios, por la supresión de las concesiones territoriales. Pero, sobre todo, con un alcance nacional y avizorando un cambio de estructura del Estado, su lucha ha sido por la implementación de un Estado Plurinacional que reconozca la diversidad cultural y social presente en el escenario ecuatoriano y la interculturalidad como la posibilidad de una convivencia de respeto y dignidad.

correista⁵, se dio una fuerte prioridad a una alineación con la política de seguridad hemisférica, cuyas dimensiones de la seguridad y de las relaciones internacionales estaban volcadas a intereses geoestratégicos extra regionales, comprometiendo seriamente la protección de la naturaleza frente a las transnacionales. En el mismo periodo se recurrió al endeudamiento externo con organismos internacionales comprometiendo al país a largo plazo con acreedores en capacidad de imponer condiciones drásticas. La apuesta por una mayor protección de los recursos nacionales y el avance en derechos colectivos quedó en letra muerta.

Fueron innumerables las contradicciones, entre, por un lado, el discurso político a la retórica anti-capitalista y anti-imperialista enarbolada por el proyecto del oficialismo de Correa durante la Asamblea Constituyente que afianzó su permanencia en el poder, y, por otro, la realidad de su gestión gubernamental durante los diez años de su fórmula de gobierno de la llamada “Revolución Ciudadana” y los siguientes de Lenin Moreno. En efecto, en muchos aspectos durante los dos mandatos, salieron favorecidos los tradicionales grupos de poder económico, financiero y mediático, así como ciertas potencias extranjeras en el acceso a la explotación de recursos naturales. Se multiplicaron además las denuncias de casos de corrupción de altos funcionarios de Estado. Sin embargo, al mismo tiempo se contó con indiscutibles avances en política social, en términos de recuperación de las instituciones estatales y en construcción de infraestructura pública que benefició a un amplio segmento popular de la población. Esa política de doble cara llevó a una polarización política sin precedentes en el seno de los movimientos sociales y partidos a tendencia de izquierda, pues para muchos, no era posible comulgar con un proyecto que si bien implementó avances sociales, seguía por otro lado planteando un eje desarrollista basado en la explotación de la naturaleza y el despojo de los territorios de los pueblos indígenas, atropellando también la construcción de relaciones interculturales, traicionando así todo lo alcanzado en el texto constitucional.

⁵ Lenin Moreno fue el vicepresidente de Rafael Correa durante su primer mandato (2007-2013) y se identificaba con los preceptos del proyecto político sostenido por el partido Alianza País. De hecho, su candidatura en el 2017 para la Presidencia de la República fue bajo esa bandera política y con el apoyo de Correa.

El contexto económico y político del año 2019 estaba entonces cargado de todas esas fuertes tensiones sociales en que la euforia de la década correista se había apaciguado. Ese momento fue entonces propicio para poner sobre la mesa la discusión, dos visiones. Por una parte, la continuidad de un modelo de Estado-Nación moderno, homogéneo y único cuyo desarrollo económico, si bien podía puntualmente llenar las arcas del Estado, seguía reposando sobre la explotación de materias primas y cada vez más inmerso y a la merced de las lógicas globales del capital. Por otra parte, el planteamiento de un modelo diferente que se enmarcara en los cambios conceptuales que había aportado la nueva Constitución en términos de avances en derechos, cosmovisiones y nuevos imaginarios colectivos que contemplaban un cambio de paradigma a más largo plazo, en términos de una nueva era de organización política, social, cultural y territorial bajo nuevos códigos de interpretación.

Elegimos concentrar el análisis en aquel año 2019, marcando el término temporal de nuestra investigación con un evento trascendental en la vida política y social reciente del Ecuador: el Paro Nacional de Octubre 2019. En efecto, este hito, como punto más álgido de ese año, condensa la conflictividad que se había tejido en años anteriores. Además, aquel año equivalía a una década de vigencia de la nueva Constitución ecuatoriana, considerada como una de las más garantistas del mundo, lo que permitía ahondar en un balance de su aplicación. Finalmente, el 2019 correspondía al término de una era, por preceder a la pandemia global del COVID19 que, sin duda, modificaría muchas de las realidades políticas y sociales y que podrían ser objeto de otra investigación.

Durante las protestas populares de octubre 2019 en que Ecuador estuvo paralizado durante 13 días por la movilización de varios sectores sociales liderados por el movimiento social indígena Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) a raíz del anuncio gubernamental de la subida de precios del carburante, surgieron en la agenda nacional, demandas ya planteadas anteriormente, así como temáticas abordadas a nivel global en relación con la depredación del medio ambiente en nombre del desarrollo y la acumulación de capital.

Nos pareció entonces que en aquel evento convergían varias condiciones ideales ya que los ejes discursivos tanto del Estado cuanto de los pueblos indígenas desplegarían en una muy

alta intensidad sus estrategias retóricas para posicionarse frente a esas temáticas, haciendo entrever así todo su potencial narrativo. Así, podríamos extraer, a partir de las reivindicaciones que se emitieran con toda la fuerza, versiones propias y disimiles del concepto de “fronteras”, en sus dimensiones sociales, políticas, culturales y territoriales.

Objeto e hipótesis de investigación

El objeto central de este estudio es entonces desentrañar las narrativas discursivas alternativas, críticas y de resistencia al modelo clásico del Estado-Nación, a partir de un mapeo discursivo en un contexto específico (el Paro de Octubre 2019 en Ecuador), tomando en cuenta las dimensiones políticas, sociales, culturales y territoriales del concepto de “fronteras”. Esta interpretación discursiva pretende abordarse desde una corriente de investigación liminal⁶ de las ciencias sociales.

Para alcanzar dicho objeto, hemos transitado por los siguientes pasos específicos. Para acercarnos al tema, nos planteamos hacer una revisión, desde una perspectiva transdisciplinar, del concepto de fronteras, desde la confrontación con otros conceptos como la identidad, la cultura, la nación y la alteridad. Ubicamos el punto de partida de nuestra investigación a partir de una crítica a la matriz de la modernidad como elemento desde el que se ha construido la organización social, política, cultural y territorial excluyendo a ciertas poblaciones desde un paradigma social y racial. Al mismo tiempo, buscamos situar el papel actual del Ecuador en las lógicas globales de la acumulación de capital para así tratar de entender los conflictos que oponen al Estado con los diferentes sectores sociales. También, pusimos en contexto la construcción histórica de la identidad ecuatoriana, a través del discurso, para establecer los cimientos de la edificación de las concepciones de fronteras políticas, culturales, sociales y territoriales, desde la época de la Independencia hasta la entrada en vigor de una nueva Constitución, en el año 2008, en la que se reconoce al Ecuador como Estado Plurinacional, intercultural y del Buen Vivir, como un hito de ruptura.

⁶ Este tipo de investigación pretende incorporar a la producción de pensamiento, saberes que no necesariamente se encuentran dentro del espectro clásico y hegemónico de las ciencias sociales. En América Latina en particular, existen múltiples procesos de reestructuración de las ciencias sociales para la producción de “pensamiento propio” que se caracterizan además por ser pluri, trans y multidisciplinares, como el pensamiento decolonial.

Finalmente, desciframos las narrativas que se movilizan, tanto por parte del Estado como desde la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) a partir de un análisis de lo sucedido durante el Paro Nacional de Octubre de 2019, y bajo el campo de investigación del Análisis Crítico del Discurso.

Más concretamente, todo lo anterior buscó responder a la siguiente hipótesis: Identificar si las narrativas discursivas producidas por la Confederación Nacional de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE) en Ecuador durante las protestas de octubre 2019, propician o no interpretaciones distintas a las cimentadas por el modelo de Estado-nación, del concepto “fronteras” en sus dimensiones sociales, políticas, culturales y territoriales.

Desarrollo de la investigación

En el horizonte temporal del mes de octubre de 2019, y a partir del hito descrito, este trabajo pretende poner en perspectiva, por un lado, la trama discursiva por parte del Estado y, por otra, las voces que expresan las experiencias reivindicativas de la Confederación Nacional de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE). Partiendo de todas esas premisas, el objeto de la investigación es disertar sobre el término “fronteras” en su sentido simbólico, y sobre su significado en las dimensiones sociales, culturales, políticas como también territoriales.

Más precisamente, el estudio de caso analiza, desde una perspectiva sociocognitiva del análisis de discurso, los pronunciamientos escritos y hablados de los actores del Estado ecuatoriano, por un lado, así como de los principales líderes institucionales de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE), por el otro lado, durante las jornadas de paro y protestas que tuvieron lugar del 1 al 13 de octubre 2019.

Puntualizamos con especial énfasis, que la interpretación de los conceptos que exploramos, sin duda están marcados por su lugar de enunciación, esto es América Latina y más específicamente en Ecuador. En ese sentido ejercemos lo que Stuart Hall denomina la “política de la ubicación” (Hall 2013, 8), que pretende marcar que el conocimiento está atravesado y moldeado por la posición desde donde emana, sin que esto signifique que se verá limitado o encasillado. Todo lo contrario, este ejercicio de conceptualización y

reconceptualización, en este caso de la noción de “fronteras”, abrirá quizás más dudas que certezas y procurará no limitarse en los riesgosos extremos de los fundamentalismos o esencialismos.

Esta postura que adoptamos, además, se cruza con otra igual de importante que también plantea Hall y reside en la importancia de “teorizar desde la práctica, reconociendo la práctica misma de la teoría” (Hall 2013, 13) y que sin duda implica la puesta en cuestión permanente de la teoría en función de lo que acontece en la realidad, es decir desde la agencia del movimiento social y político. Esta posición asumida para este trabajo permite abonar en la articulación entre el trabajo intelectual y la praxis, relación no siempre muy evidente.

Para ir tejiendo este diálogo conceptual, hemos desentrañado poco a poco algunos nudos problemáticos y yendo más allá, hemos tratado de deconstruir conceptos e ideas preconcebidas para volver luego a aproximarse a ellas, con perspectivas nuevas.

Sin pretensión de presentar un catálogo completo sobre la multitud de discusiones sobre la noción de “frontera”, nos acercamos a corrientes de pensadores que han puesto en discusión el término y que lo han problematizado tomando como contexto de la argumentación a la región de América Latina.

Proponemos en un primer capítulo, un marco teórico que navega en distintas matrices epistémicas para adentrarnos en un ejercicio de desprendimiento de estructuras de pensamiento que se consideran únicas y que nos permite transitar hacia nuevas posibilidades de construcción de conocimiento fuera de los cánones más clásicos.

Con la intención de marcar las pautas teóricas y ahondar en la búsqueda de matrices de pensamiento que permitan expandir la mirada y poner en entredicho el diseño clásico de “fronteras”, nos acercamos en primer lugar, desde una perspectiva interdisciplinar que rebasa la visión tradicional antropológica de la cultura, a los denominados Estudios sobre la Frontera como importante escuela que ha puesto en el centro de la discusión académica el concepto, alejándolo de su dimensión únicamente territorial o geopolítica, para poner énfasis en sus distintos espesores culturales, sociales y políticos. Hacemos referencia a la génesis de este movimiento intelectual para ubicar el contexto en el que surge esta escuela de pensamiento

y sus principales exponentes, así como su íntima relación con los Estudios Culturales que será otra categoría de utilidad para avanzar en la reflexión.

En aras de establecer una comprensión amplia del término frontera, los confrontamos con otros conceptos esenciales para la reflexión. Ponemos a dialogar esta palabra con otros conceptos como la cultura, la identidad, la nación y la alteridad, elementos que - aparentemente- se imbrican los unos con los otros son interdependientes, los unos dan sentido a los otros. Además, intentamos desmontar sus acepciones dentro de la lógica imperante que ha impuesto unas definiciones que hemos aceptado como únicas.

Apelamos posteriormente a marcos de pensamiento más críticos con las vertientes iniciales de los Estudios de la Frontera para señalar sus límites y plantear algunos nudos críticos acerca de la compleja relación entre la cultura, la identidad y la nación. Abordamos entonces el concepto de alteridad como un eje convergente sobre el que se erige la diferencia y la posibilidad de construcción de discursos sobre la identidad.

En segundo lugar, apelamos a los principales postulados y exponentes del proyecto Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad surgido a finales del siglo XX en América Latina, para entender la dimensión de la huella colonial en la conformación de los Estados-nación independientes en América. Alrededor de la problematización de la raza como elemento narrativo que origina la estructuración de las sociedades para justificar las relaciones de dominación de unos grupos sociales sobre otros, repasamos algunos postulados para entender las raíces de la construcción de la diferencia y por tanto la conformación de las fronteras clásicas en sus dimensiones sociales, culturales, políticas y territoriales hasta nuestros días. Exploramos entonces algunas de las propuestas del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad para desafiar esas diferencias y construir nuevas posibilidades de fronteras.

Finalmente, en tercer lugar, introducimos el concepto acuñado por el geógrafo crítico británico David Harvey (1998) de *acumulación por desposesión*, para intentar entender cómo los fenómenos globales y los intereses del capital ejercen su influencia en el espacio geográfico, para incorporar la dimensión territorial al concepto de “fronteras” en el marco de la globalización.

Esta perspectiva que se reivindica neomarxista, se complementa con la noción de *desarrollo geográfico desigual*, desarrollada por Neil Smith (2020), cuyos trabajos ofrecen pistas de gran utilidad para entender cómo y por qué, los territorios y poblaciones que a menudo han sufrido procesos de desposesión de sus territorios son a su vez los más olvidados del imaginario nacional y los más golpeados por la desigualdad, además de ubicarse, en muchas ocasiones, en los confines de los Estados Nación. Estas nociones serán de utilidad en nuestro estudio de caso para poner de relieve la ecuación entre la expansión del capital, el despojo de los territorios, de la naturaleza y de las poblaciones indígenas y su relación con los procesos de desarrollo social y geográfico desiguales.

Para el segundo capítulo, el marco anterior nos proporciona una base teórica para revisar, paso por paso, las obras de autores ecuatorianos para llegar a una conceptualización más cercana de la construcción histórica de la identidad ecuatoriana a través del discurso. Desde allí, y complementando la reflexión, a partir del pensamiento de intelectuales y líderes de pueblos indígenas ahondamos sobre las categorías conceptuales de interculturalidad, plurinacionalidad y *Sumak Kawsay* que nos permiten dilucidar si es posible construir nuevas definiciones de las “fronteras” en torno a las dimensiones de lo territorial, lo social, lo político y lo cultural, como categorías transversales al estudio de caso.

Partimos de la premisa de que, en América del Sur, los Estados-nación y las identidades nacionales que se erigieron con las independencias se forjaron sobre un relato histórico y una acción discursiva que han omitido e invisibilizado en su narrativa y en su construcción institucional a pueblos que habitaban previamente sus territorios⁷, y que, como reacción a esta exclusión, se ha dado pie, a través de largas luchas, a la construcción de un sujeto político: el “indígena”.

En el Ecuador, el “indígena” ha edificado su lucha desde esa identidad relegada y ha logrado posicionarla en una dimensión nacional a través del movimiento de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador CONAIE (1986). Esta construcción puso en tela de juicio el diseño de las fronteras, éstas entendidas en todas las dimensiones antes citadas.

⁷ Tomando en cuenta que la identidad se constituye por el ejercicio de inclusión/exclusión del otro en las narrativas

El tercer capítulo está dedicado al estudio de caso que se enfoca desde la perspectiva de los Estudios Críticos del Discurso (ECD) en su vertiente sociocognitiva. Exponemos en un primer momento, los principales ejes de los ECD que, como campo de investigación, abordan el análisis discursivo bajo una actitud crítica y se inspiran de múltiples escuelas de pensamiento, como la lingüística crítica, o visiones críticas de la sociolingüística, la pragmática, la sociología u otras disciplinas de las ciencias sociales (Van-Dijk 2016).

Esta opción, por su carácter pluridisciplinar y por una postura que se reclama como comprometida para visibilizar las relaciones desiguales y el abuso de poder, nos permite aprehender el discurso desde su marco contextual, tomando en cuenta las tensiones que se ejercen a su alrededor.

Como lo califica la autora colombiana, especialista del Estudio Crítico del Discurso, Neyla Pardo Abril, cuya obra será el referente metodológico central de este estudio de caso, los ECD permiten “analizar y comprender los problemas socioculturales desde los discursos propios de los grupos y las comunidades, con miras a desentrañar y resistir el ejercicio del poder, particularmente, cuando se ejerce para profundizar formas de desigualdad, discriminación y, en últimas, de exclusión social” (Pardo 2013, 13).

Los ejes de los ECD residen en la comprensión e interpretación de los fenómenos sociales mediante las relaciones que se tejen entre los discursos, el poder y la ideología, por lo que el análisis tomará en cuenta los elementos de contexto, tales como la dimensión conceptual recogida en el primer capítulo, el marco histórico y social retratado en el segundo capítulo, y las pautas cognitivas y lingüísticas que nos entrega el corpus de estudio, en aras de descifrar las relaciones estructurales de dominación social, cultural, o política. Al desentrañar esas relaciones, comprobamos si se posibilita el surgimiento de formas de discurso desafiantes al discurso imperante y por ende otras versiones del concepto de “fronteras”.

En un segundo momento, exponemos el análisis de discurso siguiendo la metodología propuesta por Neyla Pardo Abril extraída de su obra *Cómo hacer análisis crítico del discurso. Una perspectiva latinoamericana*. Específicamente, esta parte del capítulo recoge el corpus de investigación, así como la definición de sus límites que dará paso a la conformación de la

base de datos sobre la que se asienta el análisis. En seguida, se procede con el análisis cuantitativo con la ayuda de un procesador de texto, en este caso el software *Maxqda 2024*, para establecer las relaciones del léxico utilizado y así marcar ciertas asociaciones que ayudan a definir las temáticas abordadas en el discurso. A continuación, se realiza el análisis cualitativo que ayuda a delinear modelos reiterativos que marcan el posicionamiento de esquemas lingüísticos y culturales que circulan en el seno de los grupos que emiten los discursos. El detalle del desarrollo del análisis está consignado en un documento Anexo y los resultados son el objeto de este tercer capítulo.

El cuarto capítulo recopila en clave interpretativa los hallazgos alcanzados a lo largo de los análisis anteriores e intenta dar respuesta a la hipótesis planteada.

CAPITULO PRIMERO

Reflexiones teóricas y conceptuales a propósito de “fronteras”

1. La frontera como objeto de reflexión en América Latina

1.1. La génesis de los Estudios sobre la Frontera: décadas de 1980 y 1990.

Los Estudios sobre la Frontera nacen en la década de los 80 del siglo XX, fruto de una profunda preocupación intelectual sobre las interacciones culturales en la frontera entre México y Estados Unidos específicamente, lugar atravesado por una larga historia bélica, fuertes migraciones y donde se condensa la separación entre el mundo anglosajón y el mundo hispánico, en el que los cruces y desencuentros culturales e identitarios se convirtieron en problemas de investigación centrales, llevando perspectivas nuevas a los estudios mexicanos caracterizados entonces por ser muy nacionalistas y centralistas y a los estudios americanos, que si bien intentaban ser críticos con la visión imperialista de las ciencias sociales, no dejaban de escribirse y estudiarse únicamente en inglés (McKee, 2018, 912).

El empuje de los Estudios sobre la Frontera se dio con los Estudios Chicanos del lado estadounidense, mientras en el lado mexicano, se condensaron en 1982 con la creación del Centro de Estudios Fronterizos del norte de México que se convertiría en 1986 en el Colegio de la Frontera Norte ubicado en Tijuana, ciudad que devendría el laboratorio por antonomasia de los fenómenos transfronterizos. En cada lado de la frontera entre México y Estados Unidos convergieron corrientes de reflexión que propondrían nuevas maneras de abordar la investigación en ciencias sociales, poniendo en cuestión “las identidades fijas, las culturas nacionales y los paradigmas hegemónicos” para dar paso a “las movilidades, las ambigüedades, las multiplicidades, los intersticios, los desequilibrios y las híbridesces” (McKee 2018, 912). Al mismo tiempo, el auge de esta ola de reflexión se relacionaba con el hito de la firma del Tratado de Libre Comercio de América del Norte (TLCAN) en 1994, una mayor movilidad de la población desde el sur hacía el norte y la intensificación de los estragos violentos ligados al narcotráfico en México.

Esta línea de pensamiento que conoció una amplia diversificación y expansión en sus vertientes desde entonces, es de central importancia para nuestro objeto de estudio. Su nacimiento surge como una reacción a las concepciones teóricas esencialistas y folcloristas ligadas a las versiones impulsadas por los estados nacionales para explicar y señalar las mixturas culturales de las poblaciones y más aún, las que se encuentran en las zonas transfronterizas. Se inscribe entonces como un análisis crítico a la construcción de los Estados-Nación decimonónicos y al pensamiento hegemónico sobre las identidades y por tanto contribuye a nuestra reflexión. Además, pone en el centro de la discusión al término “frontera” y ofrece la posibilidad de evidenciar todo su espesor conceptual.

Dentro del recorrido de esta corriente de estudios, también denominada *Border Studies* por su vertiente del lado estadounidense, en este acápite, nos referiremos con especial atención a las figuras principales que marcaron su primera ola, es decir desde los años 80 a finales de los 90 del siglo XX. Estos son, del lado estadounidense de la frontera, la autora chicana Gloria Anzaldúa y del lado mexicano, José Manuel Valenzuela Arce y Néstor García Canclini.

Elegimos estos autores en específico, por el giro que han dado a la reflexión sobre las interacciones culturales e identitarias en el escenario de la frontera mexico-estadounidense que constituyeron un punto de inicio importante para la configuración de nuevos sentidos del término “frontera”. Pese a la prolífica literatura producida en aquella década, no nos detendremos sobre otros autores, puesto que la especificidad geográfica del análisis de la mayoría de ellos no es objeto de nuestro estudio, por lo que nos concentraremos en destacar, sobre los autores aludidos, en la forma en que estos han contribuido en dar cabida, en el espectro académico, a nuevas temáticas que movieron el tablero clásico de lo estudiado.

En la corriente que brota del lado estadounidense de la frontera, encontramos entonces la vertiente que se centró sobre la condición de los chicanos, es decir los ciudadanos de origen mexicano que viven o han nacido en suelo estadounidense, y cuya principal exponente es Gloria Anzaldúa con su obra *Bordelands/La Frontera: The New Mestiza* originalmente publicada en 1989.

Sus reflexiones son relevantes por su examen de las relaciones sobre el vínculo cultural, las dinámicas y las experiencias compartidas de uno y otro lado de las fronteras y por su tono comprometido para dar visibilidad a estas particularidades culturales en medio de dos Estados que reivindican un férreo nacionalismo. Esta ola de pensamiento se caracteriza además por su íntima relación con los Estudios Culturales al abordar en la problemática fronteriza, temáticas relacionadas con la etnicidad, el género y las prácticas de la vida cotidiana.

En el caso de Anzaldúa (1942-2004), se la identifica no solo por su aporte literario sino por su compromiso militante al encarnar una voz del pensamiento chicano y feminista. Su literatura plantea desde el ensayo y la poesía, la recuperación de las expresiones culturales que dan cabida a definiciones de la “frontera” más allá del espacio geopolítico que implica. Propone abordar “una meditación sobre varios fenómenos fronterizos, la que incorporaba consideraciones innovadoras, incluyendo las de género, de sexualidad y de etnicidad (tanto latinidad como indigeneidad)” (McKee 2018, 915).

La obra de Anzaldúa, considerada como un hito en la conceptualización innovadora de la “frontera” ha sido profundamente estudiada y reseñada. Su noción de *territorio fronterizo* y de *mestizaje* se refieren a las mixturas que describe como parte de su propia experiencia vivida. Se considera a sí misma una mujer de frontera por el hecho de haber crecido entre dos culturas, la mexicana y la angloamericana y asume su obra como la de su necesidad de “comunicar, de hablar, de escribir sobre la vida en la frontera, sobre la vida en las sombras” (Anzaldúa 2016, 36).

En efecto, considera a este espacio de frontera en el que creció y vive, como un territorio geográfico, pero también como un espacio simbólico que describe de la siguiente forma: “las tierras fronterizas están presentes de forma física siempre que dos o más culturas se rozan, cuando gentes de distintas razas ocupan el mismo territorio, cuando la clase baja, media, alta e infra se tocan (...)” (Anzaldúa 2016, 35). Así, sus reflexiones aluden en gran medida a las interacciones de clase y de raza a las que fue confrontada ella misma, a lo largo de su vida.

Así también, su obra retrata, para enlazar su propia vivencia con la de muchos otros denominados chicanos, la historia de la conformación de lo que hoy es México, haciendo referencia a la época precolonial, pero sobre todo describiendo el proceso colonial hasta la independencia en el siglo XIX (Anzaldúa 2016, 44-45-46-47). En ese trance, encuentra el origen del *mestizo*, que califica de nueva raza, como la mezcla entre españoles que llegaron con Hernán Cortés en el siglo XVI, con los indios que habitaban en el territorio. Para ella, los chicanos, es decir los mexicanoamericanos “son los descendientes de aquellos primeros emparejamientos” (Anzaldúa 2016, 44).

Adicionalmente, los movimientos de los españoles desde el centro de México hacia lo que es hoy el sur de Estados Unidos, cuyas campañas de expansión eran compuestas por caravanas de indios y mestizos encargados de las labores de servicio a los españoles, explica la proliferación de las mezclas entre “indios mexicanos y americanos y los españoles [lo que] dio lugar a un mestizaje aún mayor” (Anzaldúa 2016, 45). De allí también los ancestros de los hoy llamados chicanos.

La autora describe cómo las diásporas humanas entre aquellos territorios, después de múltiples guerras entre los “anglos” (para referirse a los anglosajones) y los mexicanos, en las que se arrebató gran parte de territorio a estos últimos, han continuado desde hace tres siglos hasta hoy. Menciona la fecha del 2 de febrero 1848 en que el Tratado de Guadalupe-Hidalgo que zanjó el conflicto territorial con los anglos y “dejó a cien mil ciudadanos mexicanos en este lado” (Anzaldúa 2016, 47), refiriéndose a Estados Unidos. Esos mexicanos, que vieron erigirse una frontera en medio de sus tierras, lo perderían todo “poco después por medio de engaños y estafas (..) y, hasta el día de hoy, no ha habido ningún tipo de restitución” (Anzaldúa 2016, 47).

Aquello le lleva a hacer referencia a la situación de finales del siglo XX, momento en que escribe su obra, en la que “miles de mexicanos que cruzan la frontera, legal o ilegalmente: diez millones de personas han regresado al suroeste” que conforman lo que Anzaldúa llama una “cultura de frontera, un tercer país, un país encerrado” (Anzaldúa 2016, 53).

Y es sobre ese país encerrado que Anzaldúa desarrolla su ensayo, ese mundo entre dos mundos que tiene sus propios códigos y que le permite abordar, a partir de la experiencia vivida y narrada, la condición de la mujer, el racismo, la homosexualidad, la violencia, la migración y el peso de los aparatos punitivos.

En ese sentido, la frontera para Anzaldúa está presente en la narración de cómo, permanentemente en su vida, ha ido transgrediendo los límites: los de su educación muy tradicional (2016, 56-57-58-59); los de la orientación sexual y de género, al reivindicarse como lesbiana y feminista (2016, 60-61); los del idioma, mezclando a su modo las expresiones del español y del inglés (2016, 103-114); los de su cultura, apelando a sus saberes y creencias ancestrales.

Asimismo, la interpretación simbólica de la frontera está presente de manera transversal en su obra, por la puesta en perspectiva crítica entre, lo que la autora llama el *anglo* para referirse a los blancos de Estados Unidos y los *chicanos* o *mexicanos*, como los otros protagonistas de sus narraciones.

En múltiples ocasiones, esgrime comparaciones entre las formas de la cultura occidental, en este caso, la anglosajona de Estados Unidos y la heredada por la colonia española y las ancestrales indígenas. Así, por ejemplo, consagra varias páginas a explicar los significados de las figuras religiosas como la *Virgen de Guadalupe*, central en la idiosincrasia mexicana (Anzaldúa 2016, 69-70-71-72) y su origen en la genealogía mesoamericana de la deidad *Coatlicue* que representa la fertilidad y la Tierra. Asimismo, asocia la figura de *La Llorona* a la antigua diosa azteca *Cihuacoatl* la Mujer Serpiente, y profundiza sobre la manera en que estas deidades, que representaban a la madre tierra, la guerra y los nacimientos, es decir figuras de fuerzas, fueron transformadas por la influencia católica en emblemas femeninos con características de sumisión, fragilidad y tristeza.

En estas comparaciones, Anzaldúa no solamente resalta la instalación de una cierta desvalorización de la figura femenina, sino, además, señala la forma en que las creencias ancestrales con sus dimensiones mágicas han sido anuladas por la cultura occidental. A este propósito reconoce:

Permití que la racionalidad blanca me dijera que la existencia del “otro mundo” es pura superstición pagana (...) Los antropólogos blancos afirman que los indios tienen mentes “primitivas” y, por lo tanto, deficientes, afirman que no somos capaces de pensar en el modo más elevado de la conciencia -la racionalidad-.(...) La cultura occidental ha convertido en “objetos” a las cosas y las personas al distanciarse de ellas, con lo que ha perdido el “contacto” con ella. En esta dicotomía se halla la raíz de toda violencia” (Anzaldúa 2016, 83).

También establece esas diferencias en relación con el arte que ella misma ejerce a través de su poesía y literatura que considera como “performances” y no como objetos “muertos” e inertes”, que para ella tiene una dimensión “comunal y habla de la vida cotidiana (...) hace que la gente se sienta esperanzada, feliz, segura” (Anzaldúa 2016, 122). Compara esta concepción con las formas en que se conciben el arte y las obras en el lado occidental, que consiste en “alojar sus obras artísticas en las mejores estructuras diseñadas por los mejores arquitectos y en equiparlas con pólizas de seguros, guardias para protegerlas, conservadores para preservarlas, especialistas para montarlas y exhibirlas, y las clases altas y cultas para “contemplarlas” (Anzaldúa 2016, 122)

Al mismo tiempo, esas diferencias culturales son las que viven en ella, que la interpelan todo el tiempo en su reflexión, en su escritura artística, en su militancia, y que la llevan a definir lo mencionado en el título de su obra, *The New Mestiza/la Nueva Mestiza*, es decir, la interpretación de esa mujer, chicana, habitante de la frontera, rasgada entre sus múltiples identidades, culturas, lenguajes, raza, clase. En sus palabras, “la *mestiza* sufre una lucha de carne, una lucha de fronteras, una lucha interior” (Anzaldúa 2016, 134).

A partir de esa figura de la *mestiza*, Anzaldúa plantea la reflexión sobre las identidades múltiples, con las que los seres que viven en fronteras conviven. Los que físicamente habitan una frontera geográfica, jaloneados entre varias patrias y culturas; los que llevan esas fronteras en ellos, por ser fruto de familias culturalmente distintas. Para salir de esa lucha ambivalente, propone entonces la *Nueva mestiza*, como una nueva consciencia que romperá con las tradicionales dualidades occidentales basadas sobre la cisión entre sujeto/objeto. Propone una consciencia capaz de trascender esa duplicidad,

desarrollando la tolerancia hacia las contradicciones, la tolerancia hacia la ambigüedad. Aprende a ser india en la cultura mexicana, a ser *Mexican* desde un punto de vista Anglo. Aprende a hacer juegos malabares con las culturas. Posee una personalidad plural, opera en un modo pluralista -nada se desecha, lo bueno lo malo y lo feo, nada se rechaza, nada se abandona- No solo sostiene las contradicciones, convierte la ambigüedad en otra cosa". (Anzaldúa 2016, 136)

En un sentido más amplio, esa nueva consciencia pretende convertirse en una lucha por trascender lo que subyace a ese conflicto interno de identidades, que es "el problema entre la raza blanca y la de color, entre hombres y mujeres". Esa lucha, augura la autora, podrá "conducirnos al fin de la violación, de la violencia, de la guerra" (Anzaldúa 2016, 137).

Por sus múltiples metáforas y narraciones de sus vivencias, alimentadas de un contundente discurso feminista, Anzaldúa es pionera en la reflexión sobre la frontera bajo sus dimensiones sociales, culturales, políticas y territoriales. Sus alusiones a la historia y al despojo territorial sufrido por pueblos ancestrales de México; su lucha política por evidenciar el rechazo de la homosexualidad femenina y el maltrato a la mujer en una sociedad atravesada por una estructura machista heredada en parte por la constante humillación racial vivida por los sujetos mexicanos por parte de los anglos; la cuestión del racismo experimentado por los chicanos tanto por su la tez de su piel y sus rasgos como por su manejo ambivalente del lenguaje; pero también, su apuesta en la consciencia de un nuevo ser, la *mestiza*, como identidad fronteriza en la que se conjugan todas las ambivalencias y contradicciones, son los elementos que hacen de la obra de Anzaldúa un punto de referencia para pensar el fenómeno fronterizo en todas sus dimensiones.

Desde una iniciativa reflexiva similar, es decir, tomando también a la frontera entre México y Estados Unidos como objeto de estudio y como concepto de investigación, pero con matices distintos, encontramos autores que han trabajado del lado mexicano de la frontera, sobre categorías de análisis discutidas en el marco de los Estudios Culturales y que hacen referencia a las dinámicas culturales diversificadas como son la "hibridez" o "hibridación", la "heterogeneidad", la "desterritorialización". Estos son Néstor García Canclini y José Manuel Valenzuela Arce.

La idea principal de la hibridez o “hibridación”, concepto acuñado por García Canclini en su obra *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad* (1989) consiste en describir el carácter heterogéneo de las configuraciones y encuentros entre culturas y la forma en que esta heterogeneidad se hace más patente en los bordes tanto territoriales como en los simbólicos en los que se conjugan cosmovisiones distintas. Así, en el centro del análisis de la obra, que abarca México, Brasil y Argentina, se sitúan los entramados culturales que conjugan lo autóctono con lo occidental, lo rural con lo urbano, lo local con lo global, a lo que se suma la mezcla de las narrativas de lo nacional.

El análisis de Canclini se sitúa específicamente en los fenómenos culturales de finales del siglo XX dentro del paso de la modernidad hacia el marco de la globalización. En este sentido, se ubica específicamente en la mezcla de expresiones culturales que se nutren entre ellas en un contexto en que las posibilidades de comunicación y la movilidad de las personas se han ido ampliando a gran velocidad y en el que las fronteras territoriales nacionales de los países que conforman el continente americano se encuentran políticamente definidas entre las estructuras estatales. Es decir, el marco de enunciación de esa categoría de análisis se sitúa en una visión que identifica a la modernidad con sus códigos asociados al mundo occidental, que entra en conjugación con los distintos mundos autóctonos presentes en los escenarios. De ese modo, la hibridación describe los procesos que entran en conexión y generan nuevas expresiones, dentro de estructuras culturales nacionales que se describen como más o menos estables.

Valenzuela Arce por su lado, autor mexicano y miembro fundador del departamento de Estudios Culturales del Colegio de la Frontera Norte en Tijuana, reconoce una versión de la hibridación que implica una resistencia cultural en situaciones asimétricas de poder. Su prolífica obra intelectual se ha centrado, como él mismo lo describe “sobre el sentido de las grandes categorías de lo identitario, la función agónica entre auto y hetero representación, las condiciones de las otredades, de las alteridades, la idea misma de los distintos repertorios identitarios de lo juvenil” (Valenzuela, 2018,5). Pone el acento sobre las complejidades y contradicciones de estas interacciones y relaciona a los espacios fronterizos con identidades particulares que se constituirían incluso con lo que él y artistas de la época denominaron como la “tercera nación” para hablar de Tijuana, lugar central de su investigación. Esta idea

polémica, también presente en la literatura de Anzaldúa que fue ampliamente discutida y criticada, surge en esa parte de la frontera entre Estados Unidos y México en la que se erigió el primer muro entre los dos países. En este sentido, Laura Velasco, señala en que la principal contradicción de esta idea es que, desde los Estudios Culturales el cuestionamiento el rol de la nación como aparato que uniformiza y somete a las culturas diversas y, sin embargo, se utiliza esa misma categoría de nación para pensar esos espacios donde se construye la hibridez y la resistencia (Velasco 2015, 14). La crítica sugiere que reproducir la nación en espacios locales termina reproduciendo las mismas esferas de poder y dominación sin dejar lugar a ningún tipo de emancipación.

García Canclini, quien regresa sobre su conceptualización de la hibridación en su texto “Noticias recientes sobre la hibridación” que publica en el año 2003, es decir más de 10 años después de haber acuñado el concepto, se refiere a este como “procesos socioculturales en los que estructuras o prácticas discretas, que existían en forma separada, se combinan para generar nuevas estructuras, objetos y prácticas” (García Canclini 2003).

Al contrario de Valenzuela, Canclini aborda con menos énfasis las variables de conflictividad y dominación, no solamente en el proceso de hibridación entre varias expresiones culturales, sino en el interior de los grupos que comparten estas expresiones. Al indicar que hay “estructuras que existían de forma separada” y que “se combinan para generar nuevas estructuras, objetos y prácticas” (García Canclini 2003), sugiere de alguna manera que esas estructuras en su interior son planas, armoniosas y homogéneas. Su interpretación de una posible conflictividad se describe como “lo que permanece incompatible o inconciliable en las prácticas reunidas” (García Canclini 2003), invisibilizando de alguna forma la intensidad de los procesos de dominación y subalternidad que operan, a veces con extrema violencia y de forma sistemática en el encuentro de expresiones culturales distintas, y también en las disparidades que pueden existir dentro de grupos que comparten una cultura. Estos campos de conflicto se hacen aún más patentes cuando se trata de analizar los procesos globalizadores en los que se busca la reapropiación de cualquier código cultural con tal de convertirlo en una oportunidad de imponer una versión del mundo uniforme y funcional al consumo masificado. Estos procesos equivalen a nuevas y fuertes fuentes de desencuentros.

Frente al señalamiento de este límite al concepto, Canclini reconoce que “conviene insistir en que el objeto de estudio no es la hibridez, sino los procesos de hibridación” (García Canclini 2003), y en este sentido incorpora una cierta noción de conflictividad en estos procesos que atribuye a “lo que no se deja o no quiere o no puede ser hibridado” (Canclini, 2003) lo que pone sobre la mesa la relación de dominación/subalternización presente. Sin embargo, en ningún momento pone en cuestión el carácter de las supuestas estructuras que no se dejan hibridar, dejando a un lado el aspecto más dinámico y heterogéneo de estas estructuras culturales, así como los históricos procesos de dominación que influyen sobremanera sobre esta hibridación.

Más allá de sus límites, el concepto de “hibridación” muy a menudo es enseñado y discutido en el seno de los Estudios Culturales y no deja de ser referente para analizar las complejas transformaciones culturales y sobre todo explicar su aspecto dinámico y cambiante. Consciente de que el contacto cultural que genera la hibridación no está exento de hegemonías, relaciones de dominación y desigualdades, el mismo Canclini sugiere que es “un proceso al que se puede acceder y que se puede abandonar, del cual se puede ser excluido o al que pueden subordinarnos” (García Canclini 2003, 19).

Estas reflexiones y análisis conceptuales desde la búsqueda de definiciones en las prácticas culturales durante el último cuarto del siglo XX y luego al iniciar el siglo XXI, colocaron a la cuestión de las fronteras como un eje de reflexión inevitable para aproximarse a problematizar la migración, la cultura, la identidad y la nación en el marco de los Estudios Latinoamericanos a lo ancho de la región. Los cruces que implicaba la reflexión sobre la frontera seguían ampliando el término en sus sentidos más simbólicos lo cual incluía la necesidad de entrecruzar las disciplinas y romper aún más los márgenes del pensamiento.

1.2. Las fronteras, la identidad, la cultura, la nación

A partir de los años 2000 se abrió una era prolífica en términos de encuentros intelectuales y diálogos en los que pensadores dieron cabida a miradas más críticas, desde espacios geográficos más allá de México, tales como América del Sur y enfocados a problemáticas que pondrían de nuevo el acento sobre el rol del Estado como actor en la construcción

histórica de las identidades, sobre la conflictividad y la desigualdad existente entre y dentro de las fronteras más allá del cruce y del diálogo condensado en la hibridación, y además, sobre una mayor investigación etnográfica que permitiría explorar sobre el aspecto fáctico y menos metafórico de la frontera.

Desde esa perspectiva, en este acápite haremos específicamente referencia a cuatro autores que se inscriben en esta rama crítica de los Estudios sobre la Frontera, por un lado, por sus coincidentes señalamientos a lo desarrollado por los Estudios sobre la Frontera en sus inicios, y además porque han avanzado ingentes aportes para dar nuevas dimensiones a la reflexión, incorporando un elemento clave dejado de lado como es el rol de los Estados-nación. Estos pensadores son Alejandro Grimson, Pablo Vila, Miguel Alberto Bartolomé y Laura Velasco.

Este giro crítico, que sin duda se ha nutrido de las primeras corrientes, ha querido explorar nuevas dimensiones del concepto de fronteras recuperando los procesos históricos que dieron cabida a la construcción de las fronteras en sus espesores culturales, sociales, políticos y territoriales. Señalaremos a continuación las ideas sobre las que se basan sus reflexiones y que sustentarán en parte, nuestro análisis de caso.

Una primera idea sobre la que coinciden estos autores en relación con la vertiente más temprana de los Estudios sobre la Frontera que se concentraba más que nada en los fenómenos transfronterizos entre México y Estados Unidos, es que, lo que se describe en esta, es preponderantemente leído desde el lado estadounidense de la frontera. En ese sentido, estos autores, en su crítica, reclaman lecturas desde otros puntos de enunciación. En el caso de México, Pablo Vila señala incluso que “muchos ciudadanos mexicanos no se sienten representados por la frontera tal cual es descrita por la actual teoría hegemónica de los estudios de frontera estadounidense” (Vila 2015, 394). Este señalamiento, nos permite abrir el espectro de la reflexión a las latitudes geográficas objeto de nuestro estudio.

Otro de los límites señalados es que, al haber puesto especial énfasis sobre la imposición cultural e identitaria operada por las transformaciones históricas y la conformación de los Estado-nación, se terminó optando por una visión esencializada de las poblaciones que allí habitan, atribuyéndoles algunas características de “autenticidad transhistórica” (Grimson,

2003,9), es decir una idea romantizada de que, las poblaciones autóctonas yacían allí desde siempre y que además, si los Estados no hubieran trazado sus fronteras en esos lugares, esas poblaciones hubieran permanecido incólumes a lo largo del tiempo. Se observa también una tendencia en la literatura temprana de los Estudios de la Frontera, hacia la amplificación esencializadora de los rasgos identitarios de los habitantes de las fronteras según sus características étnicas, de género o de nacionalidad, se critica la idea de que estas comunidades están unidas armónicamente, omitiendo así la complejidad de las tendencias de dominación/subalternización que se reproducen dentro de las mismas.

Este señalamiento pone de manifiesto más específicamente la forma equivocada en que se aborda la exacerbación de ciertos rasgos reclamados por ciertas comunidades, sean éstos étnicos, de género o de cualquier otro tipo. Es decir, si bien es cierto que hay comunidades que aglutinan sus reclamos reivindicando su pasado común, una identidad ancestral que tienen su origen y su fuerza en su forma de vida, una lengua común o unas tradiciones, no se interpreta adecuadamente el carácter político que subyace a la escenificación de estos rasgos, sino que se intenta recuperar un pasado nostálgico, una esencia primitiva o un orden social utópico. Ciertos autores como Miguel Alberto Bartolomé reflexionan más explícitamente sobre la intención política tras la recuperación de ese tipo de rasgos y aclaran que en el fondo, aquello pretende generar un discurso, con reivindicaciones precisas que se basan en elementos diferenciadores.

Específicamente, Bartolomé se refiere a los grupos étnicamente relacionados como dispositivos culturales que se aglutinan dentro de lo que denomina las “fronteras étnicas”, que se generan más allá del patrimonio cultural compartido. En efecto, para él, su diseño es fruto de “construcciones ideológicas de sus protagonistas” (Bartolomé 2015, 97) y tiene que ver con la voluntad de esgrimir rasgos que les permiten un espacio de diferenciación en relación con el Estado y otras comunidades que les proporcionan una posibilidad de negociación. Con esto, plantea que, por ejemplo, los grupos étnicos que ostentan las consistencias entre lengua, costumbres, vestimenta y cierta ritualidad, entre sí, lo hacen para diferenciarse de los “otros” y así logran sustentar su singularidad. Por tanto, lo “étnico no puede manifestarse como tal sin algún tipo de referente cultural posible que les otorgue un sentido diferencial respecto a otros grupos sociales” (Bartolomé 2015,100). En este sentido

insiste en que la forma estratégica de crear una identificación compartida que permite visualizar o materializar la diferencia, no significa que las “fronteras étnicas” no estén exentas de una diversidad y dinámica cambiante en su interior. Todo lo contrario, Bartolomé señala que estas fronteras étnicas son “contextuales, interactivas, procesuales, contrastivas y que no dependen de un patrimonio cultural para afirmarse” (Bartolomé 2015,97). Esta mirada contribuye entonces a ampliar el enfoque retratado por los autores de la primera ola de Estudios de la Frontera que dicotomizan de forma muy rígida las demarcaciones entre un “nosotros” que incluiría a los sujetos marginalizados o subordinados y un “ellos” que se refiere a los que subordinan o están en una posición privilegiada (Vila 2001, 17).

Lo anterior deriva también en la tendencia a “homogeneizar la frontera, como si hubiera una sola cultura e identidad fronterizas o un solo proceso de hibridación” (Vila 2015,393), límite que hemos ya señalado en relación con la conceptualización de Canciani. En esa línea Pablo Vila hace hincapié sobre un aspecto reiterativo de la literatura de los años 80 sobre los Estudios de la Frontera y apunta a que en esos trabajos “no es usualmente considerada la posibilidad teórica de que la fragmentación de la experiencia cotidiana que caracteriza a la posmodernidad pueda llevar al reforzamiento de fronteras en lugar de invitar a cruzarlas” (Vila 2001, 13). Es así como plantea la metáfora del “reforzador de frontera” como otro actor importante, que es el que se resiste a hibridarse o que no considera el cruce de o las fronteras (físicas o simbólicas) como un objetivo a cumplir. Este “reforzador de frontera” se condensa no solamente en los actores que reivindican un férreo nacionalismo y una resistencia frente a la globalización y a la migración masiva, sino a los que apelan a “otras formas identificatorias primarias, como la comunidad local, la religión” (Vila 2001, 25). Esta advertencia que Pablo Vila señalaba al inicio del milenio, pensando en un posible declive de la globalización, era algo premonitoria pues varios ejemplos alrededor del mundo actual muestran una tendencia a reforzar las fronteras identitarias locales, apelando a dispositivos discursivos que enaltecen los regionalismos y que se condensan alrededor de reivindicaciones muy específicas, y en lugares muy precisos. Así, Vila plantea la necesidad de tomar en cuenta, a la hora de acercarse a la problematización del concepto de frontera, a estos fenómenos que además hoy más que nunca son de actualidad.

Una vez planteados estos límites teóricos, queremos particularmente centrarnos en dos nudos críticos que plantearemos con más precisión a continuación y que estos autores han contribuido a desentrañar.

Es así como nos enfrentaremos en primera instancia a una problemática dentro del análisis, y es que las fronteras territoriales y políticas formadas por el Estado moderno en América Latina no siempre se corresponden con los límites de una cultura ya que una cultura no necesariamente se asienta en un territorio determinado. Además, la cultura no es un elemento fijo, sino que está atravesado permanentemente por múltiples dinámicas cambiantes.

En segunda instancia, pondremos en el centro de la discusión otro nudo crítico alrededor de la identidad y su correspondencia o no con la cultura para lo cual trataremos de encontrar caminos para explicar cuáles fueron los mecanismos de legitimación que ha utilizado el Estado moderno para concretar esta correspondencia.

1.3. Relación entre frontera, territorio y cultura

Ponemos como un punto de partida de la reflexión, el hecho de que el advenimiento del Estado liberal decimonónico en América Latina llegó de la mano de la idea de que las fronteras se han colocado con el objetivo de delimitar a los grupos humanos culturalmente e identitariamente.

A partir de aquello, caben algunas puntualizaciones. En primera instancia, es prudente señalar ciertos aspectos sobre las intenciones de las élites liberales en el diseño territorial y político de los nuevos estados que eclosionaban en el siglo XIX. En efecto, entre las decisiones centrales de los nuevos poderes, fruto de la Independencia, en lugar de propiciar la reagrupación de grupos humanos en un mismo territorio tomando en cuenta los aspectos de familiaridad, convivencia colectiva, lazos consuetudinarios y lenguas comunes, se priorizó - a la hora de colocar los límites soberanos- la funcionalidad de los intercambios comerciales y de las posiciones estratégicas de defensa y ataque militar frente a los enemigos.

Empero, resultaría una pobreza analítica sostener que sin la llegada de la división territorial y cultural operada primero por la colonia y luego, por el Estado liberal, la forma de

organización territorial, política y social de los distintos pueblos que habitaban determinados territorios hubiese permanecido incólume en el tiempo y en el espacio hasta nuestros días. Sin embargo, y puesto que han pasado dos siglos y podemos desmenuzar aquellos eventos nos atrevemos a preguntar: ¿Qué implicó la dominación en términos de diseño de fronteras culturales, políticas, territoriales y sociales?

Cabe anotar que, entre los desarrollos teóricos que vamos a abordar y que sitúan sus puntos de enunciación desde distintas latitudes como son México y el Cono Sur en América del Sur, en los que los contextos históricos de la construcción son muy distintos entre sí, como con la región andina donde se sitúa nuestro objeto de estudio, extraeremos prioritariamente de estas categorías teóricas del análisis, la importancia que da cuenta de la concordancia existente o no entre Estados-nación y sus fronteras, con las configuraciones culturales que se desarrollan.

Como lo señala Alejandro Grimson, que se ha concentrado en uno de los principales problemas teóricos que ha presentado la discusión sobre el concepto de cultura, es que, desde una visión clásica, a menudo se entiende aquel concepto como el ejercicio armónico de elementos simbólicos comunes a una población, ésta última, asentada en un territorio determinado. No obstante, la cuestión presenta algo más de complejidad. En efecto, en esta versión crítica de la reflexión, vemos que, al pensar la cultura, es indispensable tomar en cuenta que todo grupo humano no está fijado en el tiempo y en el espacio, y, en segundo lugar, que todo grupo humano -que comparte una cultura- no está exento, en su seno, de conflictividad, desigualdades y diferencias. Dentro de lo que podemos presuponer como una cultura, también se reproducen varias fronteras, éstas atravesadas por disputas de poder y, sobre todo, por dinámicas e influencias que son fruto del permanente movimiento de los que se encuentran de un lado u otro de ellas. Esto nos lleva a ahondar en la idea de los intereses en juego que han llevado y siguen llevando a colocar una delimitación, pues muy a menudo están conducidos por quienes detentan el poder de decisión o imposición, alcanzado de diversas formas a lo largo de la historia: invasiones, guerras, conquistas, colonizaciones, expoliaciones, etc.

Al situar nuestro análisis en América del Sur, encontramos que la configuración de fuerzas entre los distintos pueblos antes de la llegada de los españoles a esa región no era carente de

movimientos, reorganizaciones, disputas territoriales y búsqueda de medios para la supervivencia. Por ende, la delimitación de zonas geográficas está íntimamente ligada a la posibilidad de la perpetuación de la vida, mediadas por la conservación de colectivos que compartían rasgos y costumbres comunes.

El caso de México, y desde el análisis de lado mexicano de la frontera mexicano-estadounidense como lo reclaman los autores críticos a los que nos referimos, al igual que otros muchos proyectos nacionales en América durante el siglo XIX, atestigua de un proceso de homogeneización cultural agresivo, en torno “a la figura del ciudadano mestizo hablante del español y de fe católica” (Velasco, 2015, 8), que tendió a borrar las diferencias étnicas y culturales.

A esto se sumaron las dinámicas transfronterizas, fruto de las migraciones entre México y su vecino Estados Unidos, que han evidenciado aún más las enormes brechas étnicas a la hora de pasar por fronteras nacionales en las que las estratificaciones raciales y sociales son todavía más patentes ya que en Estados Unidos, “el proyecto consistió en la integración diferenciada de las distintas poblaciones a un Estado-Nación culturalmente angloamericano” (Velasco 2015, 11).

Abriendo el abanico sobre otras zonas geográficas, Laura Velasco, en su texto “Introducción: Migración, fronteras estatales y étnicas” (Velasco 2015), establece una diferenciación entre los procesos sociales en los que se configuran las naciones en América Latina y menciona que en los casos de “Brasil, Perú, Colombia, Bolivia, Chile, El Salvador, Venezuela, Nicaragua, Ecuador, Guatemala y México, la colonización española y portuguesa es un parteaguas en la definición de su diversidad étnica” mientras que, para el Cono Sur suramericano, Argentina y Chile “las migraciones europeas son un referente importante de su diversidad cultural” (Velasco 2015, 6).

En efecto, Velasco señala que, para América del Sur, la forma en que la Colonia estableció una clasificación étnica tenía como objetivo limitar de alguna manera el mestizaje o, al menos, servía como un “instrumento de administración colonial de las diferencias sociales y económicas, bajo el supuesto de que la mezcla racial amenazaba el orden social” (Velasco

2015, 7). En tal sentido, entendemos que durante la Colonia existió una intención de contener las mezclas, estableciendo jerarquías étnicas y sociales que se vieron reflejadas en la forma en que se segregaron a las poblaciones en el espacio (Velasco 2015, 7). Esta estrategia finalmente se constituyó como un obstáculo a la hora de hacer coincidir culturalmente a los nuevos ciudadanos en la constitución de los estados nacionales que requerían forjar su identidad desde una supuesta homogeneidad cultural.

Esa segmentación interna, es también descrita por Miguel Alberto Bartolomé en su texto “Fronteras estatales y fronteras étnicas en América Latina” (2015) como las “*fronteras interiores*, en la que se registra una conflictiva relación entre los frentes expansivos y las poblaciones nativas, las que fueron arrinconadas en dichos espacios a lo largo del periodo colonial y después de la expansión neocolonial de los siglos XIX y XX” (Bartolomé 2015, 53-54). Es evidente que, dentro de esa lógica de dominación, la brecha entre la concordancia de las culturas con las fronteras se ahondó mucho más.

A este propósito Bartolomé prosigue describiendo cómo, a lo largo del siglo XX, en América del Sur, con las intervenciones de los centros estatales en las entonces llamadas zonas desérticas y por la vehemencia de los procesos desarrollistas, muchas poblaciones nativas fueron empujadas hacia los confines de los Estados que eran necesarios colonizar con presencia estatal. Así, la llamada “Conquista del desierto” en Argentina derivó en que “gran parte de sus actuales fronteras están pobladas por los sobrevivientes de las guerras de exterminio” (Bartolomé 2015, 74-75) o, en lo que es el actual Chile, “los Mapuche de la Patagonia fueron arrinconados contra la Cordillera de los Andes y confinados en reservas fronterizas” (Bartolomé 2015, 75). Así, el autor hace referencia a la sistemática práctica de los Estados nacionales para marginalizar a los pueblos originarios en los límites de los territorios.

En el caso de la región andina, podemos decir que, como en otras latitudes, en el momento del diseño de las fronteras territoriales, los Estados centrales poco o nada tomaron en cuenta las continuidades culturales presentes en el espacio. En el caso de Ecuador específicamente, y que será más detalladamente abordado, la llegada del orden liberal se tradujo en la permanencia de los roles del poder social que, de forma violenta, ya habían mantenido al

margen, desde la Colonia, a los pueblos de ascendencia africana y a los indígenas. El historiador Enrique Ayala (1994) lo describe de la siguiente forma:

Aunque para el Ecuador, la Independencia significó una seria ruptura y un rápido cambio político, muchos rasgos de la sociedad colonial pervivieron más allá de la fundación de la República. El fuerte sentimiento corporativo y estamentario continuó sobre las fórmulas republicanas; se mantuvo la discriminación racial y la exclusión de la mujer de la vida política. Los rasgos aristocratizantes continuaron articulando las relaciones sociales, la cultura y la ideología. Tradiciones paternalistas siguieron rigiendo en las relaciones sociales (Ayala 2008, 72-73).

Pese a que el Estado liberal intentó propiciar una continuidad y homogeneidad cultural hacia adentro de sus fronteras, logró solo a medias una verdadera cisión de las continuidades étnicas y culturales transfronterizas. En efecto, algunos pueblos étnicamente aparentados y que vieron interponerse líneas demarcatorias en medios de sus territorios vitales, siguieron conservando sus lazos familiares, culturales y sociales por encima de las fronteras nacionales. Los confines territoriales se convertirían entonces en la prueba más fehaciente de la debilidad del relato del proyecto nacional. En efecto, hasta hoy en día, las zonas de fronteras estatales, más que en cualesquiera otras zonas territoriales, son las testigos por antonomasia de la evidente complejidad y fragilidad de la conformación histórica de los Estados y sus concordancias culturales.

Es así cómo, en las fronteras interiores no se puede hablar de una continuidad cultural estática ni una fluidez en las relaciones. En efecto, el hecho de compartir raíces étnicas no es garantía de un reconocimiento mutuo entre comunidades, como tampoco, es necesariamente motivo de conflicto o diferencia, el estar de lados distintos de una frontera. Por el contrario, también las comunidades dentro de un mismo lado de una frontera nacional no necesariamente establecen lazos pese a compartir esa misma identidad nacional. Todas esas condiciones, ponen en entredicho la esencia misma sobre la que se erige el Estado, es decir su uniformidad cultural.

En efecto, a pesar de la importancia que se adjudicó al diseño de las fronteras nacionales y lo que aquello implicó en términos sociales con el proceso de uniformización cultural, las zonas de separación entre Estados han permanecido como espacios porosos de

resignificación cultural, en los que se exageran los lazos como también las diferencias y las desigualdades.

Así, tal como lo reporta Bartolomé, se visualiza la frontera como “un espacio que no responde a las normas de los respectivos países y que construye su propia lógica existencial de índole casi lúdica” (Bartolomé 2015,66). Bartolomé (2015) sin embargo señala que esa misma lógica se puede aplicar no solamente a las zonas de frontera, sino también a muchos espacios territoriales de América Latina que se escapan de alguna manera de la influencia directa de la centralidad. En estos se construyen códigos de relaciones y de expresiones que se reconocen propios en contraposición a una dimensión donde existe mayor dominio del ente estatal o de la modernidad. Por tanto, para él esta descripción no es un rasgo característico de los espacios de frontera estatal sino una condición que se reproduce en varios niveles: se multiplican las fronteras, dentro de los espacios limitados por fronteras nacionales.

Para este autor, por un lado, queda claro que “en ningún caso, las fronteras estatales de América Latina se corresponden con fronteras étnicas” (Bartolomé 2015,69) y que, también, “las pretendidas naciones homogéneas construidas por los estados locales, a partir de los procesos de Independencia, constituyen configuraciones sociales y culturales internamente diversificadas” (Bartolomé 2015, 70), aportando así elementos claves para nuestra búsqueda conceptual, para la deconstrucción del concepto clásico de las fronteras, dentro del marco de nuestra investigación.

Estas primeras pistas sobre la frágil concordancia entre las fronteras nacionales y lo que Bartolomé llama “fronteras étnicas”, así como también el carácter dinámico y heterogéneo de las culturas en su interior es insuficiente si no se complementa con un análisis sobre otro concepto esencial dentro de este entramado: la identidad.

Así, otro de los nudos complejos al abordar los temas de identidad consiste en determinar los límites del concepto y la profundidad de lo que implica, especialmente cuando hablamos de identidades nacionales. Para iniciar nuestra reflexión partiremos de la siguiente pregunta: ¿Acaso las fronteras de la identidad se corresponden con las fronteras de la cultura?

1.4. Relación entre identidad y cultura

Alejandro Grimson propone superar tanto las visiones esencialistas como constructivistas presentes en los Estudios de la Frontera, y hace una distinción entre lo cultural y lo identitario, remitiendo lo primero a “prácticas y significados rutinarios” (Grimson 2020, 156) mientras lo segundo está atravesado por “sentimientos de pertenencia e intereses compartidos” (Grimson, 2020,156).

En primer lugar, retrata la perspectiva esencialista como la que “presupone la coincidencia entre nación, territorio, cultura e identidad, como asimismo un Estado” (Grimson, 2020,156). La perspectiva constructivista por su parte pone en tela de juicio el paradigma de que las naciones ratifican la existencia de atributos culturales comunes y plantea más bien el aspecto imaginado y construido de la nación dentro de un proceso histórico en el que el Estado y las élites cumplen un rol fundamental de intervención, mediante la imposición de ciertos dispositivos como la educación, los ritos, los mapas, los censos.

Esta diferenciación nos permite tener una primera idea de que en las fronteras de la identidad se puede compartir un mismo sentimiento de pertenencia pese a que existan diferencias culturales. La identidad nos permite entonces sentir que “pertenecemos a diferentes colectivos, que puedan corresponderse con una aldea, una ciudad, un país, una región (...) esas clasificaciones y nuestros modos de relacionarnos con ciertas categorías identitarias están inscriptos en nuestras historias culturales” (Grimson 2020,132). A la vez, precisa que cada persona elige con qué grupo se identifica y por qué lo hace, lo cual muchas veces tiene que ver con sentimientos y emociones, pero también con intereses (Grimson 2020,133).

La ruptura que propone Grimson se inscribe entonces en una tercera línea, que supera tanto los esencialismos como el constructivismo y que plantea la “experiencia compartida” (Grimson 2020,133) como eje central. Esta vía pone el acento sobre los cambios a los que conducen los procesos históricos y políticos, y que fabrican nuevos dispositivos culturales que terminan forjando una identidad que reposa sobre estos, lo que Grimson llama los sedimentos.

Tal como lo apunta Grimson, el objetivo de que las culturas sean extensivas a las identificaciones es que se confundan entre sí. De ese modo, se crea un paradigma en el que el ejercicio identitario está mediado por ciertos hábitos culturales que se tienden a generalizar. Este ha sido un mecanismo utilizado por el Estado liberal para construir el imaginario de la nación alrededor de una cultura que se quisiera uniforme y así justificar y legitimar el sentimiento de una identificación nacional (Grimson 2020,150).

Grimson, con el objetivo de profundizar sobre la comprensión de las relaciones entre cultura e identidad, detalla dos tradiciones teóricas: el culturalismo y el instrumentalismo. Alude a la definición del culturalismo como la identidad que se deriva de un grupo cultural (Grimson, 2015,146). Si bien aquella tradición antropológica supone un cierto fundamentalismo al sugerir que ciertos rasgos culturales son los que definen las identidades, el autor rescata la forma en que también, la diferencia cultural que se establece entre grupos a través del culturalismo, al exacerbar algunos de sus rasgos para justificar una continuidad, puede ser utilizada con un propósito político positivo, dependiendo desde luego, del contexto social en que esos dispositivos son puestos en marcha. En este sentido, Grimson se acerca a la idea de Bartolomé sobre el carácter ideológico y discursivo de las fronteras y menciona que las “diferencias construidas en situaciones de contrastes específicas y en contextos políticos concretos pueden redificarse hasta el punto de convencernos de lo radicalmente distintos que somos “nosotros” de “los otros” (Grimson, 2015, 71).

Bajo esa mirada, Grimson acerca al culturalismo al instrumentalismo que sería la forma en que las organizaciones y los líderes construyen identidades y por tanto apelan a una cultura en común para legitimarla (Grimson, 2015,147). En efecto, ambas formas son útiles para leer las fronteras en varios de sus sentidos pues estas definiciones permiten visualizar que tanto la cultura como la identidad son narrativas vehiculadas por un discurso que a lo largo del tiempo y de los procesos históricos se ha interiorizado. Por tanto, incorpora un elemento esencial para la reflexión, y es que la correspondencia entre las fronteras culturales y las fronteras identitarias son un constructo derivado de la acción humana que en su forma persistente de sedimentarse cobran cierta autonomía que se asienta y se legitima en el tiempo y en el espacio.

De cualquier modo, no se pueden desconocer las relaciones culturalmente existentes en la construcción de la identidad, pero, como lo precisa Grimson, simplemente esta correspondencia no tiene que ver con un carácter absoluto sino más bien como una “imperfeción entre las pretensiones identitarias y la correspondencia realmente existente” (Grimson 2020,150).

En ese sentido podemos preguntarnos cómo opera el discurso legitimador de la nación moderna sobre las identidades fronterizas (étnicas y nacionales en los espacios de frontera). Grimson sobre ese punto advierte sobre el riesgo de subestimar el rol del Estado y la idea de nación en las relaciones y dinámicas culturales e identitarias en las fronteras nacionales y étnicas. En efecto, el autor señala que al minimizar esa relación existe el riesgo de caer en análisis esencialistas que configuran una visión idílica de la hermandad entre pueblos y también concurre el riesgo de favorecer únicamente una lectura de una hibridación generalizada en la que los códigos de resignificación de las configuraciones culturales se mezclan y generan nuevos de forma caótica (Grimson 2020,107).

La visión de Grimson plantea un paradigma primordial y que será muy útil para nuestro estudio, y es que minimizar el rol del Estado-nación en el análisis de las configuraciones culturales e identitarias que se encuentran al margen (territorial y simbólico), impide incorporar a la reflexión la noción de conflicto. Sobre esto Grimson subraya enfáticamente: “Al subestimar el conflicto como dimensión central del “contacto entre culturas” se dificulta la visualización de las asimetrías entre sectores, grupos y Estados y de las dinámicas de inclusión/exclusión, así como de modalidades específicas de incorporación” (Grimson 2020,107).

Esa advertencia resulta fundamental pues es evidente que el papel del Estado está en el centro de las disputas identitarias actuales, que se reedifican justamente en esa pugna conflictiva con el sistema de violencia y control del Estado que, por otro lado, ha perdido su capacidad de protección social.

Esa exhortación alude también como crítica a los Estudios sobre la Frontera en su versión temprana que entregan una visión idílica de la unión entre pueblos fronterizos y

especialmente en la frontera mexico-estadounidense en que se describe al migrante mexicano o centroamericano que cruza la frontera como sujeto que hace posible la conexión cultural entre pueblos hermanados y cuyo transe se nutre de nuevas formas culturales. Ese “cruzador de fronteras” descrito por autores como Anzaldúa revela una experiencia de un “nosotros” homogéneo que engloba a “todos los posibles marginados o subordinados del lado estadounidense de la frontera” (Vila 2001, 17) obviando todos los matices que en realidad existen entre los migrantes y a los que se refiere Vila y entre los cuáles también se establecen relaciones de alteridad como, por ejemplo:

el migrante del Sur de México como el “otro” para el nativo del norte de México; el inmigrante ilegal mexicano como el “otro” en relación al inmigrante legal (...); el migrante mexicano en general como el “otro” en relación a los mexico-americanos, anglos y afro-americanos (...) (Vila 2001, 18)

Por tanto, cabe poner en el centro de la reflexión el rol desempeñado por el Estado dentro del análisis para evitar, como lo dice Grimson, una “versión romántica y esencialista [que] ha impedido comprender de modo cabal la relevancia cognitiva, afectiva y política del Estado y de la nación” (Grimson 2020,108). En efecto, para una comprensión de las narrativas alternativas que pretendemos explorar en nuestro estudio, es de vital importancia incorporar, en medio de todas las variables, las dimensiones afectivas de pertenencias que han conseguido producir los Estados, incluso en las poblaciones que han sido a menudo excluidas. Por tanto, hay que estar atentos a las dinámicas de poder y conflicto al interior de las comunidades o entidades identitarias, cuyas disimiles percepciones pueden marcar diferencias sustanciales en los análisis.

Así, es necesario apuntar sobre la importancia de la construcción histórica de las identidades nacionales y señalar los mecanismos sobre los que se asienta para alcanzar esta sedimentación. Al mismo tiempo, y a partir del análisis de esos mecanismos de legitimación, corresponde dilucidar los dispositivos de emergencias identitarias que proponen una alternativa al modelo de la identidad nacional, y ver cuánto de estos sedimentos permanecen en sus narrativas.

Como lo hemos visto, los análisis derivados de estos diálogos teóricos convergen a menudo en la idea de que tanto la cultura como la identidad extraen sus definiciones y desenredan sus

nudos críticos desde su interacción con otros conceptos. Para tal propósito, exploraremos un concepto ineludible dentro de esta reflexión: la alteridad.

1.5. La alteridad como eje convergente: reflexiones desde los Estudios Culturales

El siglo XX ha sido el asidero de la reflexión en torno a la identidad, especialmente en muchas de las latitudes del mundo que han pasado por procesos de colonización. En América Latina, el auge intelectual alrededor del análisis sobre la identidad se inscribe dentro de la complejidad para asumir, en un mismo tiempo, la huella colonial española que delinea un marco socio cultural y lingüístico innegable, así como el origen autóctono, invisibilizado y relegado en el imaginario, sobre el que se han cimentado categorizaciones sociales, políticas y étnicas con su correlato de racismo y clasismo.

El concepto de alteridad ha sido ampliamente utilizado para explicar las relaciones culturales e identitarias y se inscribe como el arquetipo mismo sobre el que se sostiene la idea de fronteras, sean éstas sociales, políticas, culturales o territoriales. Por tanto, la alteridad ha sido instrumentalizada teóricamente tanto para explicar las tensiones derivadas de la construcción de las identidades con una distancia crítica, como también para justificar ontológicamente las divisiones sociales, culturales, territoriales y políticas como una necesidad para el desarrollo del mundo.

Elegimos explorar el término desde su acepción más crítica y así tratar de estructurar teóricamente un panorama de cómo la alteridad ha sido y sigue siendo un elemento central en la construcción discursiva de todo tipo de fronteras, y lo analizaremos desde su íntima relación con el concepto de nación.

Esta reflexión toma como punto de referencia al pensamiento de los Estudios Culturales y especialmente lo desarrollado por Stuart Hall que permite “a las personas entender lo que está sucediendo, y especialmente proporcionar maneras de pensamiento, estrategias de sobrevivencia, y recursos para la resistencia a todos los que son ahora excluidos en términos económicos, políticos y culturales” (Hall 2013, 27).

Como primer elemento de tensión intuimos que la concepción de las identidades en las sociedades suramericanas, que desde el siglo XIX se han propuesto emular los modelos nacionales de las repúblicas europeas, acogieron una percepción del mundo que concibiera la toma de consciencia del “yo” individual, como un rasgo característico, dentro de la racionalidad ilustrada.

Esta toma de consciencia tiene su base filosófica en el pensamiento del francés René Descartes quien propuso evidenciar a esta concepción del “yo” como una capacidad exclusivamente humana, individual, que se condensa en su axioma “pienso, luego existo” (Descartes 1637, 22) desde donde se desprende el sustento del pensamiento occidental racional.

El elemento que entra en consonancia inmediata con esa visión racional de la toma de consciencia de sí como elemento constitutivo de la identidad, es el principio de alteridad, es decir la necesidad de la existencia del otro, diferente, que actúa como espejo, y así permite delimitar su propia identidad, poniendo de manifiesto las diferencias que permiten afirmar los propios rasgos, en relación con el otro. Esta consciencia del otro reafirma la consciencia de sí mismo, y, por ende, una consciencia identitaria (Chareaudau 2009, 1).

La legitimación de la identidad se constituye justamente en este imaginario de la diferencia, pues como lo reflexiona Stuart Hall en su texto “¿Quién necesita identidad?”, la identidad, funda su aspecto unitario y homogéneo señalando las diferencias con el otro, para contraponerlas (Hall 2003).

Dentro de esta concepción la relación entre identidad y alteridad, sin embargo, no está exenta de tensiones, pues si bien estos elementos son interdependientes, al mismo tiempo, operan tanto en un reconocimiento del otro para forjar la identidad, como también, un rechazo.

El reconocimiento o atracción, en palabras del lingüista francés Patrick Chareaudau, especialista en análisis de discurso, funciona como un mecanismo que pretende “la toma del

otro, su control, y que puede llegar hasta su absorción”⁸ (Chareaudau 2009, 7), es decir la dominación sobre el otro.

Aquel mismo mecanismo opera en el rechazo, pues se tiende a considerar al otro como una amenaza, y, por tanto, se tiende a excluirlo sometiéndole también a una dominación, de corte simbólico. La percepción del otro se acompaña de una incomprensión de sus diferencias, conjugada con temor al no percibir si estas diferencias, son perjudiciales.

En tal sentido, dentro de su reflexión, Stuart Hall, quien ha dedicado mucho de sus escritos a las relaciones de dominación sobre los sujetos racializados en contextos poscoloniales, señala que el aspecto unitario de las identidades “se construyen, en realidad, dentro del juego del poder y la exclusión y son el resultado, no de una totalidad natural e inevitable o primordial, sino del proceso naturalizado y sobredeterminado de cierre” (Hall 2003, 18). Esto se refiere a los límites que se impone una identidad, en relación con las otras identidades, es decir, donde inician las diferencias.

La construcción de la identidad entonces nace también a partir de ese rechazo, que genera un juicio negativo, y tiende a crear estereotipos, que condenan al otro, resaltando sus rasgos, bajo términos negativos (Chareaudau 2009, 1).

En palabras de Hall, estos estereotipos existen en una contraposición entre elementos “marcados” y otros “no marcados” cuya existencia parece definirse de manera cuasi esencial. Los elementos “marcados” por su parte, a menudo son los rechazados (Hall 2013).

Pero podemos preguntarnos ¿cómo se logran constituir esas dominaciones y qué tienen que ver con las sedimentaciones de las que habla Grimson?

Consideramos que es a través del discurso que se tejen esas relaciones de poder, pero sobre todo a partir de la legitimación que logra el discurso, jugando con esta articulación entre reconocimiento y rechazo, que construye narrativas, que justifican una versión del mundo,

⁸ Traducido del francés. Cita original: “la saisie de l’autre, de sa maîtrise, qui peut aller jusqu’à son absorption” (Chareaudau 2009, 7).

en detrimento de otra. El propósito de este mecanismo discursivo es el de legitimar un orden social, único y hegemónico en un contexto determinado.

La identidad opera cuando estas dos nociones coinciden, es decir, cuando hay un reconocimiento entre esa experiencia subjetiva y el discurso que la valida en un contexto social e histórico dado.

Hall reconoce que la formación de las naciones modernas se ha construido alrededor de la supresión de la diferencia cultural y por la imposición -a menudo violenta- de una hegemonía cultural sobre los pueblos. Señala que la construcción de estas identidades nacionales modernas se basa además bajo la figura de lo blanco y lo masculino, relegando a un segundo plano, a los sujetos racializados y a las mujeres en estas representaciones. En efecto, Hall plantea que las identidades nacionales, sobre todo en el mundo occidental, se han visto reforzadas y definidas al confrontarlas con la existencia de esas otras identidades culturales encontradas en las colonias.

Es precisamente en esta tensión, y cuando la construcción de la identidad se aplica a los sujetos colectivos, que se tejen relaciones jerárquicas de poder, en las que unos grupos tienden a imponerse sobre otros con base en la legitimación de valores que imponen una forma de ver el mundo aceptable, versus otra, inconcebible. El cimiento mismo de la identidad está en “la exclusión de algo y el establecimiento de una jerarquía violenta entre los dos polos resultantes” (Hall 2003,19).

Este efecto de dominación puede tomar, según Chareaudau, varios matices que este autor categoriza bajo cuatro ejes. El primer eje consiste en que ciertos grupos pueden tender a replegarse sobre si mismos, sobre todo si perciben una amenaza por parte de otro grupo cuya intención es dominarlos. En ese contexto se apela a reivindicar los aspectos más esencialistas de la identidad, y replegarse hacia el interior de la comunidad que comparte los mismos valores, culturales o nacionales, lo que lleva muchas veces a fenómenos como la formación de regionalismos o nacionalismos.

La segunda forma, y que es prácticamente la reacción contraria a la anterior, consiste en que los grupos tienden a abrirse a las influencias externas permitiendo una penetración de valores

provenientes de otros grupos, o incluso admitiendo la entrada de elementos extraños al grupo. Esta penetración está además mediada por la idea de que lo que viene de fuera tenderá a dar un valor agregado a las dinámicas ya existentes en el grupo.

Una tercera manera consiste en que ciertos grupos, que se sienten superiores, practican la dominación sobre otros buscando que estos se integren a él, se fusionen con él. Esta forma es propia de las colonizaciones que asimilan al grupo distinto, imponiendo la lengua y costumbres, y desapareciendo las diferencias, o, incluso, actúan con mecanismos más radicales, a través de la eliminación física de cierta parte de esa otra población. Esta categoría, se relaciona, especialmente, con la conformación de los Estados Nación en América del Sur que basaron su unidad sobre la eliminación de las diferencias étnicas, culturales, lingüísticas y sobre la dominación sobre el territorio.

Finalmente, como cuarta manera, puede operarse la mezcla entre dos grupos, que se genera por los cruces entre ambos, siempre que, por encima de este tejido identitario resultante, se compartan ciertos valores comunes (Chareaudau 2009, 9).

Hall sitúa a la identidad, como un punto de referencia discursivo, que se atribuye a un grupo, en un momento dado, es decir, en función de las narrativas discursivas que se construyen en ese lapso temporal, y que responden al contexto histórico y social de ese momento.

Para Hall la identidad trata de ese nexo de lo que llama el “punto de sutura”, que une “los discursos y prácticas que intentan «interpelarnos», hablarnos o ponernos en nuestro lugar como sujetos sociales de discursos particulares” (Hall 2003, 20) y “los procesos que producen subjetividades, que nos construyen como sujetos susceptibles de «decirse» (Hall 2003, 20).

En ese juego de reconocimiento y cimentación discursiva, Hall concibe que la identidad “sólo puede construirse a través de la relación con el Otro, la relación con lo que él no es, con lo que justamente le falta, con lo que se ha denominado su afuera constitutivo” (Hall 2003, 18). En efecto, esa coincidencia subjetiva y discursiva se hace efectiva cuando se confronta con la definición de lo que no es.

Esa permanente tensión ha derivado en que la noción de identidad nacional se construye a través de un discurso, en el que coinciden ciertos rasgos normativizados que se corresponden entre sí, y en el que su reconocimiento toma forma, en relación con la diferenciación con las otras identidades nacionales.

Hall habla de la identidad nacional como una “estructura de poder cultural” (Hall 2013, 395) y a este propósito plantea varios puntos importantes tomando como ejemplo central la construcción de la nación inglesa. Reconoce que la formación de las naciones modernas se ha construido alrededor de la supresión de la diferencia cultural y por la imposición -a menudo violenta - de una hegemonía cultural sobre pueblos y culturas. En segundo lugar, señala que los procesos nacionalistas se esfuerzan “por unificar las clases por encima de las divisiones sociales” (Hall 2013, 396) y así borrar esta sensación de la diferencia al subsumirse y reconocerse bajo el manto de lo que Hall llama “la familia de la nación” y, lo que es más, señala que, la construcción de estas identidades nacionales modernas se forjan exclusivamente bajo la figura de lo blanco y lo masculino.

Finalmente, Hall plantea que las identidades nacionales, sobre todo en el mundo occidental, se han visto reforzadas y definidas al confrontarlas con la existencia de esas otras identidades culturales encontradas en las colonias. Señala a este propósito que ciertos historiadores sostienen que “fue en este proceso de comparación entre las “virtudes” de la “inglesidad” y los rasgos negativos de otras culturas que muchas de las características distintivas de las identidades inglesas fueron definidas por primera vez” (Hall 2013, 396).

La alteridad es definitivamente el concepto desde el cual se construyen las identidades, pero quizás no solamente desde una visión moderna, sino como una característica intrínseca del ser humano para construir espacios de reconocimiento con los que puede desarrollar su vida en colectividad. Esta alteridad se puede construir tanto desde los imaginarios de identidad cultural como de identidad nacional o ambos al mismo tiempo.

Todo lo anterior nos permite entender que la identidad no es inamovible, y mucho menos esencialista, ya que es un proceso inacabado, en permanente cambio, que se produce “en

ámbitos históricos e institucionales específicos, en el interior de formaciones y prácticas discursivas específicas, mediante estrategias enunciativas específicas” (Hall 2003,18).

Tanto las reflexiones de Hall, Chareaudau como de Velasco, Vila, Bartolomé y Grimson nos indican que las relaciones jerárquicas de poder se fortalecen mediante el ejercicio discursivo que consigue imponer unos imaginarios por parte de los grupos que tienen la capacidad de emitirlos, forjando así una identidad, en un tiempo y un lugar determinados.

Este recorrido desde la Teoría de la Frontera y sus distintas ramificaciones, nos ha permitido colocar algunas bases de las complejas discusiones que atraviesan a las fronteras, la cultura, la identidad, la nación y la alteridad, pero sobre todo, nos ha facultado a establecer que, en América Latina, los límites sobre los que se han constituido las entidades nacionales durante los procesos de Independencia en el siglo XIX, han mantenido clasificaciones de la colonia y/o establecido nuevas, únicamente en función de estrategias funcionales a los intereses centrales de perpetuación de la dominación. Estas estrategias, de alguna manera se han mantenido en el tiempo y se reproducen hoy dentro de un sistema global, en que las fronteras internas de las que nos habla Bartolomé siguen vigentes y se expanden cada vez más.

2. Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad y fronteras

En consonancia con algunas teorías que acabamos de referir, especialmente las que tienen relación con los rezagos coloniales en áreas del mundo que han vivido procesos de colonización, el acápite que se presenta a continuación, con la intención de recorrer las distintas discusiones teóricas para el desarrollo del estudio de caso de esta investigación, propone acercarnos al llamado pensamiento decolonial o descolonial⁹, para intentar abonar en la reflexión sobre el concepto de frontera, desde una mirada que se autodefine como crítica a la modernidad.

⁹ Una de las más importantes exponentes de este pensamiento, Catherine Walsh aclara, a propósito de la forma de utilizar el término “decolonial” o “descolonial”, y quien opta por la fórmula sin la “s”, lo siguiente: “Suprimir la “s” y nombrar “decolonial” no es promover un anglicismo. Por el contrario, es marcar una distinción con el significado en castellano del “des”. No pretendemos simplemente desarmar, deshacer o revertir lo colonial; es decir, pasar de un momento colonial a un no colonial, como que fuera posible que sus patrones y huellas desistan de existir. La intención, más bien, es señalar y provocar un posicionamiento - una postura y actitud continua- de transgredir, intervenir, in-surgir e incidir. Lo decolonial denota, entonces, un camino de lucha continuo en el cual podemos identificar, visibilizar y alentar “lugares” de exterioridad y construcciones alternativas” (2009, 14-15)

Las razones por la que se elige desplegar los lineamientos de este pensamiento, a través de algunos de sus exponentes, en la búsqueda de múltiples conceptualizaciones para la noción de “frontera” en el contexto de este estudio, tienen su raíz en dos ideas principales.

La primera es la proximidad del término con la transversalidad de determinadas aportaciones de esta corriente. De hecho, el punto nodal sobre el que enfatiza es precisamente poner distancia y visibilizar otras formas de pensamiento que no se encuentran en el marco tradicional de la epistemología y colocarse en los márgenes para transitar hacia distintas maneras de ver el mundo. Walter Mignolo, como una de las figuras intelectuales que ha formado parte de estas reflexiones, habla casualmente de “pensamiento fronterizo” como la adopción de un enfoque no convencional dentro de la academia, cuya razón de ser conlleva una crítica a la modernidad como sistema y se erige como condición necesaria para que existan proyectos epistémicos distintos. Lo anterior nos lleva a pensar que no puede existir una sola definición de la frontera, por lo que plantearemos en adelante una pluralización del término. Hablaremos entonces de “fronteras”.

La segunda idea es que, siendo nuestro interés central las narrativas que se tejen por parte del movimiento indígena ecuatoriano, no podemos obviar la casual relación de diálogo epistémico que estaba en marcha a fines del siglo pasado y en los inicios del siglo XXI entre el movimiento social indígena y su militancia ideológica y la academia, especialmente en Ecuador. En efecto, la efervescencia de la lucha social, marcada por el Levantamiento Indígena en 1990, el debate político en torno a los 500 años de la invasión española a América y la histórica propuesta enarbolada por la CONAIE de la construcción de un Estado Plurinacional, nutrían los debates académicos y mostraban que lo que sucedía en la esfera pública requería de una reflexión teórica¹⁰. En ese contexto, la presencia de la profesora estadounidense Catherine Walsh en Ecuador en ese periodo, como figura del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad y su estrecha relación con Walter Mignolo permitieron una circulación de contenidos dinámica entre la experiencia social que protagonizaba el movimiento indígena ecuatoriano y los marcos de reflexión que proponía el colectivo.

¹⁰ En el año 2002, se conformaba en la Universidad Andina Simón Bolívar de Quito, la cátedra de Estudios afroandinos bajo la dirección de Catherine Walsh.

A partir del pensamiento decolonial, como una de las versiones críticas de la modernidad más no la única, nos interesa, para nuestro posterior análisis de discurso, rescatar la propuesta del colectivo en torno a la necesidad de leer las expresiones políticas y sociales que gravitan en los márgenes de la modernidad, derribando y/o resignificando sus fronteras a través del dialogo entre múltiples saberes. Algunos de los postulados planteados serán útiles en ese sentido.

En este acápite apuntaremos a un recorrido amplio de esa corriente de pensamiento, sin pretensión de recoger la totalidad de sus postulados, lo que sería imposible, pues como lo ha señalado en su momento el pensador argentino Ramón Grosfoguel a propósito de los autores que se reivindican decoloniales, no es un grupo homogéneo, sino “fue siempre una red de composición heterogénea y con muchas diferencias internas” (Grosfoguel 2018, 31).

En un primer momento entonces, describiremos cómo aparece en la escena académica el pensamiento decolonial así como cuáles han sido sus principales influencias teóricas que ponen en el centro del debate el colonialismo como punto de partida para pensar en las relaciones de dominación intrínsecas de la modernidad.

En un segundo momento, extraeremos tres de los conceptos clave del pensamiento decolonial que son la colonialidad del poder, la colonialidad del saber y la colonialidad del ser, que conectaremos con los tres componentes nodales sobre los cuáles se problematiza la crítica a la modernidad que son: la relación dialéctica modernidad/colonialidad, la raza y la diferencia colonial. Enfatizaremos en las reflexiones, los aspectos que guardan especial relación e interés con el objeto de nuestro estudio y los exploraremos procurando un diálogo entre los autores para conseguir retratar toda su dimensión.

En un tercer momento, por tener especial consonancia con el concepto de fronteras, revisaremos en particular tres vías propuestas por el pensamiento decolonial para superar la modernidad y marcar caminos de emancipación de la colonialidad. Estos son el pensamiento fronterizo, la transmodernidad y la interculturalidad.

Finalmente, señalaremos algunos de los nudos críticos a este pensamiento planteados por autores que también se sitúan en una reflexión en torno a la modernidad y sus aspectos problemáticos.

2.1. Génesis e influencias en el pensamiento decolonial

Las revueltas o intentos de revueltas de corte marxista que siguieron el ejemplo de la Revolución Cubana de la década de los 50 del siglo pasado, en varios países de América Latina, así como los movimientos de ruptura de un orden establecido durante los movimientos sociales de Mayo de 1968 en Europa y Norteamérica, tuvieron sin duda fuertes repercusiones en todo el continente americano y serían las semillas de una amplia producción literaria, académica y filosófica sobre las condiciones sociales, políticas derivadas de los hechos históricos que construyeron lo que en el siglo XX ya se denominaba como América Latina.

Pese a que estos hitos dieron pie a la conformación de alas políticas contestarias de izquierda, así como que círculos intelectuales y artísticos se acogieran a una retórica de la corriente marxista, la producción de pensamiento y las reivindicaciones políticas y sociales no contemplaban en su narrativa las otras versiones del mundo de una gran parte de la población de América cuyas voces, conocimientos, códigos de vida, idiomas y costumbres eran invisibles.

La preocupación por esta ausencia se hacía sentir en los círculos académicos durante el último cuarto del siglo XX, a partir de reflexiones que rondaban en universidades de todo el continente americano cuyo interés central era entender en sus múltiples dimensiones lo que denominamos América Latina. También y, sobre todo, la inquietud estaba cada vez más presente en el seno de los movimientos sociales que si bien habían nacido de la tradición reivindicatoria marxista, contaban entre sus miembros a muchos sujetos y colectivos que no se reconocían en su retórica. Se hacía cada vez más evidente que si bien se producía conocimiento en esa orilla del Atlántico, éste emanaba principalmente de una élite intelectual blanca o mestiza, y siempre estaba atravesado por una matriz de pensamiento cuya influencia mayor tenía su origen en Europa y dentro de la cual no cabían otras matrices del saber.

En el ámbito académico sobre el que nos concentraremos en esta parte, de acuerdo con el relato de Walter Mignolo en su antología publicada en 2015 *Habitar la Frontera: Sentir y Pensar la descolonialidad. (Antología, 1999-2014)*, es durante la Conferencia de la Asociación Internacional de Sociología (ISA) en Montreal, en 1998, que coinciden reflexiones y conversaciones interdisciplinarias e internacionales que llevaban un tiempo tejiéndose a propósito de una revisión y lectura crítica de la llamada modernidad. En estos debates, se incorporaba la característica adicional de anclar esta crítica a la otra cara de dicha modernidad: la colonialidad. Pronto, el colectivo que se formó en aquel encuentro en Canadá, y que contaba entre sus miembros, a intelectuales de orígenes geográficos y disciplinares muy diversos, se denominaría “Modernidad/ Colonialidad” y su proyecto: “Modernidad/ Colonialidad/ Descolonialidad”. En aquel inicio, figuras como Aníbal Quijano, Enrique Dussel, Fernando Coronil, Arturo Escobar y el mismo Mignolo serían el núcleo original de este grupo (Mignolo 2015, 23).

Las reflexiones de esta comunidad de pensamiento bebieron de algunas corrientes clave a las que nos vamos a referir, además de que, a medida del tiempo y de los encuentros y discusiones, se sumaron más pensadores de varias latitudes, especialmente de América Latina, en momentos en que la efervescencia social y política de la última década del siglo XX así como la primera del siglo XXI, se alineaban adecuadamente para el impulso de una reflexión rica a propósito de los fenómenos que sucedían en varios países de esa región, tales como la consolidación de movimientos de reivindicación indígenas y afros, una fuerte crítica al estado liberal y sus nuevas versiones neoliberales, etc. Así, se contaba con un laboratorio de primera mano para aliar la teoría con la práctica.

Entre los intelectuales que iniciaron y se unieron al colectivo, destacaremos en este acápite los que son referencias ineludibles de conceptos sobre los que nos vamos a detener especialmente. Los iremos nombrando y citando a medida que avanzaremos en la recopilación de sus aportes. Entre los más importantes encontramos a Enrique Dussel, Aníbal Quijano, Walter Mignolo, Nelson Maldonado-Torres, Catherine Walsh, Santiago Castro-Gómez, Edgardo Lander, Ramón Grosfoquel.

En las publicaciones más tempranas del colectivo, se reconoce la influencia de la literatura que trató el colonialismo, especialmente la del martiniqués Aimé Césaire (1913-2008) y su obra *Discurso sobre el colonialismo* (publicado por primera vez en 1950), que retrata los procesos coloniales de países europeos en África y en las islas del Caribe. Sus principales argumentos tienen que ver con una definición del colonialismo como destrucción de las poblaciones colonizadas, tanto en sus formas de vida como en su organización política, económica y ontológica, como en el efecto que éste ha tenido en las poblaciones colonizadoras. Refiere así al mecanismo bárbaro que puso en marcha la colonización en relación, tanto con los sujetos colonizados, como con los colonizadores, que se convirtieron en bestias embrutecidas que por odio, codicia y desprecio hacía el colonizado se comportaron de forma deshumanizada (Césaire 2004, 2).

Entre los aspectos más importantes de la obra y que constituye un punto central de la crítica de la racionalidad de la modernidad, señalamos la manera en la que Césaire presenta la ecuación, colonizado/colonizador como el elemento desde el cual emerge la idea de que en esa “relacionalidad constitutiva” se produce una situación que marca ambas partes y provoca también, para el pueblo colonizador, un cambio ontológico que anula su supuesto carácter civilizado que tanto reivindica. Césaire retrata así los verdaderos efectos de esta relación:

(...) la colonización, repito, deshumaniza al hombre incluso más civilizado; que la acción colonial, la empresa colonial, fundada sobre el desprecio del hombre nativo y justificada por este desprecio, tiende inevitablemente a modificar a aquel que la emprende; que el colonizador, al habituarse a ver al otro como la bestia, al ejercitarse en tratarlo como bestia, para clamar su conciencia, tiende objetivamente a transformarse él mismo en bestia (Césaire 2004, 7).

Asimismo, lo que será un punto central tratado por el pensamiento decolonial, Césaire esgrime una fuerte crítica al discurso celebratorio de la colonización aupado por los colonizadores, que justifica su agencia asociándola a un supuesto progreso para las poblaciones colonizadas a propósito de las obras, acceso a mercancías y a conocimientos occidentales que hubieran aportado, lo que señala así: “Me hablan de progreso, de “realizaciones”, de enfermedades curadas, de niveles de vida por encima de ellos mismos. Yo hablo de sociedades vaciadas de ellas mismas, de culturas pisoteadas, de religiones

asesinadas, de magnificencias artísticas aniquiladas, de extraordinarias posibilidades suprimidas” (Césaire 2004, 20).

En sus argumentos señala el rol que han ejercido los expertos académicos y pensadores de las disciplinas del saber occidental para justificar esta misión civilizatoria “desempeñando su papel en la sórdida división del trabajo para la defensa de la sociedad occidental y burguesa” (Césaire 2004, 27). Muestra como historiadores, teólogos, sociólogos, etnógrafos y psicólogos diseñaron un complejo discurso para explicar y justificar, desde la razón, la inferioridad de los pueblos colonizados (Césaire 2004). A este propósito ejemplifica su argumento refiriéndose extensamente al escritor y sociólogo francés Roger Caillois quien, en un artículo en una revista colonialista belga arguye específicamente a favor de la superioridad de Europa en la construcción de pensamiento y la imposibilidad de otros pueblos de tener esa capacidad (Césaire 2004). Estos elementos, que ponen en evidencia la importancia de la construcción de un discurso experto para justificar una ideología, en este caso una que presenta al conocimiento de Europa como el único capaz de razonar bajo una lógica universal, serán centrales en los planteamientos del pensamiento decolonial, en su crítica a la modernidad.

Otra influencia importante para el colectivo decolonial es la de Frantz Fanon (1925-1961), escritor, psiquiatra y filósofo francés de la Martinique, quien, en una preocupación intelectual y política similar a Césaire, de quien fue alumno, postula la relación intrínseca entre colonialismo y racismo. En ese sentido, pone el foco sobre la forma en que el colonialismo, además de operar con sus aparatos militares y administrativos, requiere afianzar sus discursos de inferiorización de los colonizados ejerciendo una alienación y asimilación que socava los sistemas de referencia y la posibilidad de su reproducción. Es lo que Fanon llama la ‘desculturación’. Esta desculturación consiste a menudo en la “destrucción de los valores culturales, de las modalidades de existencia. La lengua, el vestido, las técnicas son desvalorizadas” (Fanon 1965, 40).

El racismo como elemento sobre el que reposa el colonialismo se revela para Fanon en la necesidad de establecer diferencias para asegurar el sometimiento del pueblo colonizado para así resolver la necesidad de servidumbre (Fanon 1965, 41). La aplicación y las formas del

racismo, no obstante, se modifican a medida que cambian las necesidades de explotación. Así, si en la primera instancia del colonialismo el racismo en su “forma biológica corresponde al periodo de explotación brutal de los brazos y las piernas del hombre” (Fanon 1965, 43), luego, para adaptarse a las condiciones de industrialización y a nuevas formas de relaciones económicas que requiere de “la existencia más y más necesaria de colaboradores, imponen una nueva actitud” (Fanon 1965, 43). El racismo toma nuevas formas más camufladas que Fanon califica de racismo cultural y que opera haciendo “un llamado a grados diversos de adhesión, a la colaboración del autóctono [lo que] cambia las relaciones en un sentido menos brutal, más matizado, más cultivado” (Fanon 1965, 44) y que se manifiesta por la asimilación en la que el grupo colonizado adhiere al sistema de referencia del colonizador, ocultando sus propios rasgos culturales con sentimiento de culpa y de inferioridad. Esta asimilación pasa por una aculturación e inferiorización paulatina, que a su vez transforma al colonizador que asienta su justificación de dominación al punto de volverla natural sobre una “explicación emocional, afectiva, algunas veces intelectual, de esta inferiorización” (Fanon 1965, 48).

En la reflexión de Fanon, al igual que Césaire, sigue muy presente la forma en que tanto colonizadores como colonizados ven modificado su ser en esa relación dialéctica e interdependiente. Veremos cómo ese aspecto también está presente en el pensamiento decolonial, pese a que éste último se ha concentrado más en los efectos de la colonialidad sobre los pueblos colonizados. Por otro lado, la relación que establecen tanto Césaire como Fanon entre la empresa colonial con el racismo será de tratamiento central entre los pensadores decoloniales.

Otro autor que tuvo una importante influencia en los postulados iniciales del colectivo Modernidad/Colonialidad fue el sociólogo estadounidense Immanuel Wallerstein (1930-2019) quien acuñó la teoría sobre el sistema-mundo moderno, cuyos aportes son a su vez fuertemente influenciados por la teoría marxista y la teoría de la dependencia, así como por las reflexiones de Fanon sobre la constitución del racismo¹¹.

¹¹ A este propósito Ramón Grosfoguel, emite una fuerte crítica sobre el no reconocimiento abierto de los aportes de ciertos autores en las ideas del colectivo Modernidad/Colonialidad que expresa en estos términos: “El racismo organiza la división del trabajo. Y esa idea no es de Aníbal Quijano, es una tesis muy vieja que la podemos encontrar en los escritos de Fanon, Robinson y Davis (...). Esta red recupera tradiciones de pensamiento diversas, pero lamentablemente termina, como dije antes, por no reconocer de dónde saca sus

Para efectos de lo que nos concentra en este acápite, recobramos algunos desarrollos presentados en su texto de 1992 *Creación del sistema mundial moderno*, que se reconocen como puntos de partida para la reflexión decolonial, aún si algunos aspectos serán profundizados, acotados e incluso criticados por el colectivo Modernidad/Colonialidad.

El principal aporte de Wallerstein para el pensamiento decolonial es la premisa de que el descubrimiento de América es el inicio del proceso de expansión del capitalismo, la ciencia y el sistema-estatal como los conocemos ahora. Y que ese “descubrimiento” no es el fruto del azar, sino que es parte de la construcción de un sistema, que tiene su origen en un proyecto de expansión pensado y diseñado con antelación y que responde a múltiples interacciones históricas anteriores.

Wallerstein hace alusión a la situación del mundo europeo en distintas etapas históricas para retratar las circunstancias que llevaron hacia la edificación de lo que denominó el sistema-mundo. En ese orden de ideas, describe a la Europa de la Edad Media como “una zona del mundo relativamente pobre y atrasada [y que] no podía compararse en riqueza o cultura con los califatos árabes o con los sucesivos imperios de la China” (Wallerstein 1992, 201). Menciona luego a la instalación del feudo hacia el año 1000 al que identifica como un “sistema [que] funcionó bien en un principio y permitió el crecimiento de la población, del comercio y de los centros urbanos, el cultivo de gran cantidad de tierras recién explotadas y la expansión del cristianismo” (Wallerstein 1992, 201). No obstante, señala que aquel sistema se estancó largamente (1250-1450), producto de una muy fuerte y brutal explotación de los siervos y de las tierras que devinieron infértiles, frente a una población que crecía cada vez más. Este largo periodo de paralización de la economía fue además atravesado por importantes epidemias (peste negra) y guerras (cruzadas cristianas) que acabaron con inmensas franjas de población y con el encogimiento de las fronteras. Identifica en este contexto el colapso del sistema feudal, de los Estados y de la Iglesia.

El desmoronamiento de estos tres elementos centrales de la organización de la vida social, política y territorial de Europa en el siglo XV fue mediado, para Wallerstein, por múltiples

premisas epistemológicas, y por eso digo que la actitud de Quijano es para mí un asunto de injusticia cognitiva” (Grosfoguel 2018).

circunstancias tales como: la pérdida del poder político y económico de los señores feudales debido a la disminución de la población campesina, así como la merma de las tierras productivas, lo que llevó también a una relativa ganancia de poder para los campesinos que pudieron mejorar sus condiciones de trabajo y de vida y ser menos sometidos al poder feudal; la pérdida de autoridad de los Estados debido también a la escasez económica por la disminución de las rentas de los señores feudales, y; el desplome del poder de la Iglesia dependiente también de la economía feudal (Wallerstein 1992, 203).

Esta situación sombría para Europa llevó a las clases dominantes a crear un sistema nuevo, que reemplazaría el feudo y que Wallerstein identifica como el inicio de la “economía-mundo capitalista” (Wallerstein 1992, 203), es decir el sistema-mundo.

Asocia el nacimiento de este sistema como el punto de partida de la llamada modernidad, pero aclara que esa denominación requiere que concurren varios fenómenos a la vez que los resume en cinco puntos principales.

Primero, puntualiza que la esencia del sistema-mundo en su capítulo económico es el capitalismo que requiere expandirse en un área muy amplia para desarrollar procesos de producción y así acumular capital como motivación central e incesante. Esto, a su vez implica que todas las actividades productivas se conviertan en mercantilizables y “la división geográfica del trabajo en la cual las actividades más rentables y monopolizadas se concentrarían en un centro y las menos rentables y más competitivas quedarían en la periferia” (Wallerstein 1992, 203). Identifica entonces a América como la primera zona periférica de este sistema-mundo moderno, con el norte de Europa como el centro del sistema y España y Portugal, pese a haber sido los generadores del descubrimiento, relegados al rol de intermediarios “transmitiendo los bienes industriales del centro a las Américas y pagándoles con los bienes de la periferia” (Wallerstein 1992, 204). Cabe notar que, en el sistema, la periferia siendo productora de bienes menos rentables requiere mantener una mano de obra menos costosa por lo que el centro a menudo impone modalidades de producción bajo coacción.

Como segundo fenómeno ligado a la modernidad y por ende al capitalismo, Wallerstein identifica a la ciencia y la tecnología. Estos elementos, aparecen como motores para aumentar la rentabilidad, pues entre otras cosas, permitieron los avances en la construcción naval y el arte de la navegación, esenciales a la conquista de nuevos territorios.

El tercer elemento que marca el sello de la modernidad, ligado al anterior, es “la secularización creciente de la vida social o relegación de las instituciones religiosas a la esfera privada” (Wallerstein 1992, 204) para favorecer el lugar de la racionalidad.

El sistema de Estados es el cuarto elemento inherente al capitalismo y al sistema-mundo moderno. Estos Estados están ordenados dentro de un sistema interestatal que estableció las fronteras y que organizó nuevas normas como “la diplomacia, las normas de guerra, la soberanía nacional y el derecho internacional” (Wallerstein 1992, 204). Este punto es de central importancia para esta investigación ya que el foco estará en explorar la construcción discursiva que afianza este sistema.

Finalmente, como quinto fenómeno ligado a la modernidad y al capitalismo, Wallerstein identifica al universalismo. Lo define como la creencia de que los valores, conocimientos y derechos son de todas las personas. Y si bien a primera vista esa idea parece tener un potencial liberador, Wallerstein alerta sobre los vicios imperiales que ha tomado esta creencia a lo largo de la historia y ha permitido y justificado la imposición de los valores de las franjas dominantes sobre el resto de las sociedades.

Wallerstein destaca entonces a la colonización de América como la oportunidad de Europa para poner en marcha ese proceso de expansión y creación del sistema-mundo moderno, del cual sería el centro en los cinco siglos que seguirían. Señala también que con el inicio de la modernidad apareció la colonialidad que él denomina “americanidad” porque tomó forma específicamente en la colonización de América y consistió no solamente “en una jerarquía política sino también una jerarquía sociocultural” que “es el producto y la justificación de las desigualdades entre las zonas centrales y las zonas periféricas de la economía - mundo capitalista. Se manifiesta política, económica y culturalmente, en nuestra forma de pensar, hablar y proceder” (Wallerstein 1992, 206).

El aporte de Wallerstein resulta entonces clave para la comprensión de los desequilibrios ligados directamente a la conquista de América, que llevaron a la posibilidad de la expansión global del capitalismo como sistema, elementos sobre los que, en parte, se apoyará el proyecto Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad para construir su genealogía de pensamiento.

A la vez, la comprensión de la división del mundo que dio pie a la formación de estados-nación con su corolario simbólico es de central interés para desmenuzar las estructuras narrativas y discursivas que sostienen ese imaginario de territorios y poblaciones divididas por líneas imaginarias.

2.2. Colonialidad del poder, del saber y del ser: expresiones visibles de la modernidad

La idea de colonialidad del poder como pilar del pensamiento decolonial, aparece como tal en los escritos del sociólogo peruano Aníbal Quijano (1928-2018), en 1998. El primer texto en el que abordó el tema y que pronto se convertiría en un referente importante sobre la relación Colonialidad/Modernidad, fue publicado en el año 1992 en la Revista Perú Indígena, bajo el título “Colonialidad y modernidad/racionalidad”. En este, Quijano acuña el concepto de “colonialidad cultural” que define como la forma en que se coloniza el imaginario de los dominados en los procesos de colonización. Aquella categoría, a manera de sugerir lo que se iría consolidando luego como la colonialidad del poder, se refiere a las modalidades de los entes colonizadores de ejercer su dominio, reprimiendo sistemáticamente los patrones de expresión de los colonizados, así como sus conocimientos y significación, para luego imponer sus propios códigos. El autor retrata cómo, ese mecanismo de imposición, de forma estratégica, permite muy controladamente, un cierto acceso por parte de los colonizados a determinadas esferas de poder, para así, convertir los códigos de la cultura dominante en referentes a seguir y alcanzar. Esta suerte de juego de seducción, para volver atractivos los códigos de la cultura dominadora, permite la consolidación de la dominación como instrumento de ejercicio y disputa del poder (Quijano 1992).

Quijano introducirá la expresión “colonialidad del poder” como tal en el texto *Colonialidad del poder, cultura y conocimiento en América Latina* (Quijano 1998) la que quedará acuñada en sus reflexiones posteriores y asumida como categoría de reflexión por el colectivo Modernidad/Colonialidad.

Por su parte, la colonialidad del saber, aparece como la dimensión epistémica de la colonialidad del poder y no es más que “el efecto de subalternización, folclorización, o invisibilización de una multiplicidad de conocimientos que no responden a las modalidades de producción del conocimiento occidental” (Restrepo y Rojas 2010, 136). Al mismo tiempo, es el mecanismo para afianzar un:

universo intersubjetivo (..) un modo de producir conocimiento que daba cuenta de las necesidades cognitivas del capitalismo: la medición, la cuantificación, la externalización (objetivación) de lo cognoscible respecto del conocedor, para el control de las relaciones de las gentes con la naturaleza, y entre aquellas respecto de ésta, en especial de la propiedad de los recursos de producción (Quijano 2014, 286).

Pero para explicar más a profundidad la dimensión de la colonialidad del poder y del saber es oportuno explicitar en primera instancia lo que se entiende por colonialidad, y eso haciendo una distinción entre colonialismo y colonialidad. Restrepo y Rojas (2010) proponen unas definiciones generales, que revelan, por un lado, al colonialismo como la serie de dispositivos concretos tales como, los aparatos de dominio político y militar, que ejercen directamente su dominación sobre los pueblos colonizados para “garantizar la explotación del trabajo y las riquezas de las colonias” (2010,15). Por su parte, la colonialidad es determinada como un “fenómeno histórico (...) un patrón de poder que opera a través de la naturalización de las jerarquías territoriales, raciales, culturales y epistémicas, posibilitando la reproducción de relaciones de dominación” (Restrepo y Rojas 2010, 15).

En su artículo del año 2000 “¡Qué tal raza!”, Quijano profundiza sobre esa distinción, interpretando al colonialismo como la forma en que un pueblo colonizador ejerce una dominación directa, política, social y cultural, mientras que la colonialidad refiere a la estructura social, fruto de esa dominación colonial, que persiste a pesar de haber finalizado el periodo colonial. Más específicamente, se expresa en los ordenamientos sociales, jurídicos, políticos y culturales que han permanecido y que siguen produciendo discriminaciones

sociales, raciales, étnicas, antropológicas o nacionales y que se han enquistado hasta el punto de parecer naturales (Quijano 1999).

Pero ¿a qué proceso colonial se refieren estos autores en particular y cuál es la relación con la modernidad?

Para desentrañar esa pregunta cabe remitirse a un planteamiento ya abordado por Enrique Dussel en 1992 en su obra *1492. El encubrimiento del Otro. Hacia el origen del Mito de la Modernidad*, en el que establece que el punto de partida de lo que se denominará modernidad, corresponde al hito histórico de la invasión de América en el siglo XV, momento que marcó por un lado la confrontación de la civilización europea con seres “otros”, y por otro, el que inició la construcción de un nuevo orden mundial que llevó a una concentración sin precedentes de recursos bajo el dominio de una minoría europea.

En efecto, Dussel hace alusión a dos definiciones de la modernidad. La primera, que es la que históricamente se ha enseñado en los tradicionales círculos educativos y que se relaciona con la noción de un proceso de emancipación del ser humano a través de la razón que tiene su raíz en el pensamiento de Galileo (1616), Descartes (1636) o Bacon (1620) y que se manifiesta en “Los acontecimientos históricos claves para la implantación del principio de la subjetividad [como] (...) la Reforma, la Ilustración y la Revolución francesa”. Es decir, esa modernidad que se construyó entre los siglos XV y XVIII y que luego se consolidó en el siglo XIX con la industrialización en Europa. Para Dussel esta versión de la modernidad se basa en una visión intra-europea de los acontecimientos, es decir una que se describe únicamente desde el punto de enunciación europeo (Dussel 2000, 27).

La otra, sobre la que Dussel basará toda su teorización, es la que señala a la invasión de América en 1492 como el momento cumbre del nacimiento de la modernidad, porque considera que ese hito determina un nuevo sentido de historia mundial, en el que Europa, desde España y Portugal, establece un puente de relaciones mercantiles en el que se convierte en el “centro” que tiene bajo su yugo, a una “periferia”. Dussel, inspirado por Wallerstein, identifica ese momento como el inicio de la construcción de un sistema-mundo moderno que permite el inicio de un proceso de acumulación (Dussel 2000, 27). En efecto:

Europa moderna, desde 1492, usará la conquista de Latinoamérica (ya que Norteamérica sólo entra en juego en el siglo XVII) como trampolín para sacar una "ventaja comparativa" determinante con respecto a sus antiguas culturas antagónicas (turco-musulmana, etc.). Su superioridad será, en buena parte, fruto de la acumulación de riqueza, experiencia, conocimientos, etc., que acopiará desde la conquista de Latinoamérica (Dussel 2000, 29).

Desde esa definición Dussel postula claramente que la modernidad no puede desligarse de la colonialidad, ya que depende de ella para subsistir y seguir con su proceso de expansión. En efecto, esta modernidad surge por una parte, cuando Europa pudo confrontarse con el “otro” y controlarlo, vencerlo, violentarlo, y por tanto afirmarse como una civilización superior, y por otro, cuando esa dominación dio pie a la imposición de sus fines expansivos y de acumulación de riqueza y la construcción de un sistema-mundo. Dussel dice que “en su fundamento ontológico, dicha experiencia no es un "descubrimiento" de lo nuevo, sino, simplemente, el reconocimiento de una materia o potencia donde el europeo comienza a "inventar" su propia "imagen y semejanza" (Dussel 1994, 36). Europa se interpreta a sí misma como el centro y construye lo que Dussel denomina el “*ego* descubridor, conquistador” que puede confrontar al “no *ego*”, es decir a los habitantes de esas tierras que el colonizador considera como materia para su misión civilizadora. “Y es así como los europeos (o los ingleses en particular) se transformaron, (...), en "los misioneros de la civilización en todo el mundo", en especial con "los pueblos bárbaros" (Dussel 1994, 36).

A partir de ese postulado Dussel, sitúa a la primera modernidad entre 1492 y 1636 y se refiere a España y Portugal en estos términos:

Fue la primera región de Europa que tiene la originaria "experiencia" de constituir al Otro como dominado bajo el control del conquistador, del dominio del centro sobre una periferia. Europa se constituye como el "Centro" del mundo (en su sentido planetario). ¡Es el nacimiento de la Modernidad y el origen de su "Mito"! (Dussel 1994, 11-12)

Es decir, con la conquista y el dominio del Atlántico, se efectiviza la colonización y con ella surge la modernidad. Esa colonización, como proceso civilizador que tiene como fin la expansión y la apropiación de riquezas, se materializa en la necesidad del dominio de los conquistados, en primera instancia de forma física, al someterlos a la violencia bruta y al exterminio, para luego ejercer una dominación sobre sus cuerpos y sus representaciones como “el machismo sexual, de la cultura, de tipos de trabajos, de instituciones creadas por

una nueva burocracia política” (Dussel 1994, 47). También la conquista se hace en el plano de lo espiritual con la imposición de la religión cristiano-europea ya que “la religión indígena es demoniaca y la europea divina [por tanto] debe negarse totalmente la primera, y, simplemente, comenzarse de nuevo y radicalmente desde la segunda enseñanza religiosa” (Dussel 1994, 54).

Esta modernidad, sin embargo, para Dussel, debe justificar históricamente ante sí misma, el proceso irracional de violencia llevado adelante durante la conquista para sostener la idea de que toda acción era necesaria e inevitable para alcanzar una causa mayor. Por tanto, la Europa moderna ha ido fundando un mito, que Dussel identifica según los siguientes rasgos: la civilización moderna establece como postulado la idea de sí misma como una civilización superior, por tanto, esta condición, no solamente le da derecho a imponer sus códigos, sino que le obliga por exigencia moral, a transmitirlos y llevar hacia el desarrollo a los que consideran como primitivos. Este desarrollo, necesariamente se hace bajo los códigos europeos, considerados como los únicos válidos. En el transe del proceso civilizador, si se encuentra resistencia por parte de los conquistados, les es permitido ejercer la violencia ya que el proceso de modernización no tolera ningún obstáculo. Esta violencia “es interpretada como un acto inevitable, y con el sentido cuasi-ritual de sacrificio; el héroe civilizador inviste a sus mismas víctimas del carácter de ser holocaustos de un sacrificio salvador” (Dussel 2000, 30) pues, en cualquier caso, se considera que solo el colonizado puede ser culpable al oponerse al proceso civilizador. Ese sentido de culpa le otorga “a la "modernidad" presentarse no sólo como inocente sino como "emancipadora" de esa "culpa" de sus propias víctimas” (Dussel 2000, 30).

La colonialidad y la modernidad se presentan entonces como las dos caras de una misma moneda; la modernidad con su mito aparece como proyecto civilizador, emancipador y necesario para llevar a la humanidad hacia el desarrollo, pero al mismo tiempo, la cara oculta de esta modernidad es la colonialidad de la cual depende para llevar a cabo dicho proyecto, pero sin admitirlo. En efecto, la idea de modernidad existe porque se contrapone a la existencia de un mundo no-moderno que debe conquistar. Y es a nombre de esa modernidad que “se interviene sobre territorios, grupos humanos, conocimientos, corporalidades, subjetividades y prácticas, que en su diferencia son producidas como no-modernas”

(Restrepo y Rojas 2010, 18). La colonialidad del poder y del saber, en ese sentido, son las formas en cómo se manifiesta esa modernidad.

Para Anibal Quijano, (Quijano 1992) remitiéndose también a la invasión de América como punto de partida para explicar la modernidad, “la colonialidad es uno de los ejes o elementos constitutivos del patrón mundial de poder capitalista, la modernidad es el otro”. Esta afirmación, en la misma línea de Dussel que identifica a la modernidad y por ende a la colonialidad como el inicio del sistema-mundo, es para Quijano el momento en que se instaure una forma de poder que se articula subsumiendo todos los ámbitos de la vida social.

Esta forma de ejercer el poder, así como la de construir aquel universo intersubjetivo, para cumplir con las necesidades del capitalismo, se condensa en una forma eurocéntrica de pensar el mundo y se articula para Quijano sobre los elementos de dominación, explotación y conflicto para el control de cinco ámbitos esenciales de la existencia social. Estos son: el trabajo; la naturaleza y sus recursos de producción; el sexo y la reproducción de la especie; la autoridad colectiva para asegurar el control de las relaciones y regular los cambios; y, la subjetividad/intersubjetividad, es decir el imaginario y el modo de producir conocimiento (Quijano 2014, 289).

La colonialidad del saber específicamente, como la versión epistémica de la colonialidad del poder, opera a partir de la construcción de un imaginario que impone una única versión del mundo. Lo que tanto Quijano como Dussel llaman el eurocentrismo, es precisamente esta forma de concebir el mundo en la que la civilización europea presupone que es la única capaz de producir conocimiento desde la racionalidad y por lo tanto es superior a cualquier otra civilización. Quijano describe el eurocentrismo como “una perspectiva cognitiva” que da por sentado sin ser cuestionada que

Europa era preexistente a ese patrón de poder; que ya era antes un centro mundial del capitalismo que colonizó al resto del mundo y elaboró por su cuenta y desde dentro la modernidad y la racionalidad existían antes de cualquier sistema (Quijano 2014, 287)

La civilización europea se basa entonces sobre ese carácter de preexistencia que la coloca en una dimensión transhistórica para otorgarse esa superioridad que por ende implica el establecimiento de una jerarquía en la que se desmarcan ciertas categorías y dicotomías, unas

por encima de las otras (inferiores-superiores; civilizados-bárbaros; racionales-irracionales; tradicionales-modernos; europeos-no europeos), que, para el pensamiento decolonial, se fundamentan esencialmente sobre la idea de clase y de raza (Quijano 2014, 287).

A este propósito, el sociólogo venezolano Edgardo Lander y pieza importante en el colectivo Modernidad/ Colonialidad, plantea al eurocentrismo como la concepción dominante del conocimiento hasta la actualidad. En su texto del 2004 “Eurocentrismo, saberes modernos y naturalización del orden global del capital” explica cómo esta perspectiva permea los principios y fundamentos que orientan los procesos actuales de legitimación y naturalización del orden global del capital. Esta forma del ver el mundo se ha convertido en el cimiento del discurso que tiende a normalizar las tendencias que exacerban las distancias entre minorías privilegiadas y mayorías excluidas y sometidas (Lander 2004, 259).

Identifica cuatro características principales del saber eurocéntrico y sus subsecuentes efectos: en primer lugar, su construcción se fundamenta sobre la puesta en contradicción de conceptos en forma de dualismos para generar jerarquizaciones en la que una de las partes de esas parejas duales domina a la otra, como por ejemplo “razón/cuerpo, sujeto/objeto, cultura/naturaleza, masculino/femenino” (Lander 2004, 260). Esta separación ha conseguido establecer dos cuestiones centrales: por un lado, “la relación de exterioridad con la “naturaleza”, condición para la apropiación/explotación que está en la base del paradigma occidental del crecimiento sin límite” (Lander 2004, 261) y también, legitimar la idea de un saber “descorporeizado”, es decir un saber que no está situado en un lugar y momento particular. Esta última consecuencia es la que da cabida a una segunda característica que señala Lander: identifica al universalismo como una condición permanente en el discurso eurocéntrico. Tal como ya lo planteó Wallerstein, esto se refiere a la imposición de una sola concepción posible del mundo, con la característica adicional de que esa concepción -la europea- es la más avanzada y debe ser tomada como ejemplo absoluto.

Como tercer rasgo del saber eurocéntrico, Lander señala que, en aquella concepción, las diferencias con los otros son diferencias de valores en las que, necesariamente, el europeo es superior al otro con el que se compara. Sobre esto el autor enfatiza en que la raza, en este

discurso, es un elemento clave desde el que se establece una clasificación de inferior a superior.

El cuarto elemento clave que define el discurso eurocéntrico es el de colocar a la ciencia y al desarrollo tecnológico como sostenes inequívocos de la superioridad europea. Esto ha llevado a descalificar cualquier otra forma de conocimiento y tildarlo de “superstición”.

Otra consecuencia que se deriva de estas características del saber eurocéntrico, es que ha desconocido y borrado de sus narrativas el ejercicio de poder y de las relaciones coloniales que llevaron al nacimiento del sistema-mundo moderno tal como lo define Wallerstein. Para el pensamiento eurocéntrico, la construcción de la modernidad es producto del “genio europeo que nada le debe al resto del mundo” (Lander 2004, 261) y la situación actual de los pueblos empobrecidos, se debería a un retraso en el desarrollo capitalista y más no a la experiencia colonial que ha sumido a los pueblos en esa situación desigual.

Finalmente, y como eje esencial del pensamiento de Lander, la narrativa eurocéntrica “naturaliza el orden de la sociedad liberal capitalista” (Lander 2004, 261), es decir es la narrativa que considera que el estado normal de la sociedad es el liberal, capitalista que ha superado su fase primitiva. En esta concepción, el modelo de referencia a alcanzar y sobre el que se medirán constantemente las distintas sociedades es el liberal, capitalista, cuyos estándares consisten en “las separaciones entre los ámbitos de la vida colectiva (lo político, lo social, lo cultural, lo económico), y una concepción de la riqueza y de la buena vida asociada unilateralmente a la acumulación de bienes materiales” (Lander 2004, 261).

Por su parte, el filósofo argentino Walter Mignolo, figura central del colectivo Modernidad/Colonialidad, hace una identificación muy clara de los distintos momentos en que se establece la colonialidad del poder y del saber, así como los ámbitos en los que actúa y se expresa.

Al recorrer las distintas etapas de su pensamiento, uno de los textos que figuran en su antología (Mignolo 2015), aclara las etapas bajo las cuales fueron tomando forma la colonialidad del poder y del saber desde el siglo XV, identificando a este fecha como el inicio de la modernidad. Mignolo postula la idea de que la llegada de los europeos a América

construyó “un discurso que interpreta el devenir histórico en beneficio de los propios narradores de ese relato”, es decir los europeos (Mignolo 2015, 34). Para él, el inicio de esta modernidad fue marcado por una doble colonización: la del tiempo ya que a partir de aquel momento se dio inicio a la tradición y con esa noción se naturalizó el hecho de que la historia solo existió en Europa, y; la del espacio, que consistió en el apoderamiento de un nuevo territorio de tradición no-europea que sería necesario llevar hacia un mismo nivel de civilización, con ello nació lo que se llamaría América (Mignolo 2015, 33). En este sentido, Mignolo hace énfasis en que “la colonialidad del poder es sobre todo, el lugar epistémico de enunciación en el que se describe y se legitima el poder. En este caso, el poder colonial” (Mignolo 2003, 39).

En el periodo desde el Renacimiento a la Ilustración, Mignolo identifica a la retórica de la salvación, la novedad y el progreso como puntas de lanza de la modernidad para afianzar su instauración. En la temprana colonización por parte de España y Portugal, la teología cristiana es el eje primordial y en el que se plantea la conversión como salvación, es decir la obligación moral de los colonizadores -incluso por la fuerza- de salvar las almas de los colonizados considerados como primitivos. Aparece entonces la noción de novedad y el progreso desde “el siglo XVIII cuando el Reino Unido y Francia desplazaron a España en el liderazgo de la expansión imperial/colonial occidental” (Mignolo 2015, 33) que implicó la idea de que el proceso colonial es civilizatorio y debe llevar a los pueblos primitivos hacia la razón europea. No muy lejos de esa idea, entraría en juego después de la Segunda Guerra Mundial del siglo XX, el concepto de desarrollo, particularmente con Estados Unidos que tomó el liderazgo sobre Inglaterra y Francia e “inició un proyecto económico global bajo el nombre de «desarrollo y modernización»” (Mignolo 2015, 33). En la actualidad, asistimos a una nueva versión del progreso y desarrollo, bajo la retórica de la “«globalización y libre comercio»” (Mignolo 2015, 33).

Mignolo coincide con Dussel y Quijano en que la colonialidad no es más que la cara oculta de la modernidad y que la una es constitutiva de la otra. En ese sentido la colonialidad del poder y del saber, para él, actúan en cuatro ámbitos interrelacionados ya “que un único ámbito no puede comprenderse de forma correcta sin los otros tres” (Mignolo 2015, 45): primero plantea la gestión y control de las subjetividades, esto se refiere principalmente a la

estructuración de la educación y de las universidades que son los motores para forjar una versión del mundo acorde al fortalecimiento de la narrativa de la modernidad. En ese ámbito, también identifica, en la época actual, a la influencia de los medios de comunicación que se encargan de posicionar sin tregua un mensaje que reproduce los ideales de progreso y desarrollo. Segundo, se refiere a la gestión y control de la autoridad que se expresa en la distribución de ésta para el ejercicio del poder a través de varios entes que garantizan el orden impartido por la cima de la jerarquía, para esto pone el ejemplo de los ejércitos a lo largo de la historia. Tercero, se refiere a la gestión y control de la economía que da forma a las decisiones de la organización del comercio, a la utilización de los territorios para fines productivos y de acumulación (propiedad privada), a la organización de la mano de obra para la producción, etc. Finalmente, el cuarto ámbito, implica la gestión y control del conocimiento, sobre lo que se forjarán los cánones del pensamiento en todos los ámbitos: las ciencias, la filosofía, la estética, el derecho, etc (Mignolo 2015, 46).

Adicionalmente, Mignolo plantea que la enunciación de esta matriz colonial, que sostiene a la modernidad en su relato, y que controla los cuatro ámbitos antes enunciados, reposa sobre dos pilares fundamentales: la clasificación racial de la población del planeta, y la superioridad de los hombres blancos sobre los hombres de color.

Esta postura teórica ya había sido ampliamente expuesta por Césaire y Fanon cuando argumentaban sobre la forma en que los colonizadores europeos del siglo XIX y XX se armaron de un fuerte aparataje discursivo desde la ciencia y la razón para construir la idea de raza y así justificar las jerarquías entre colonizadores y colonizados, y de paso fundamentar la necesidad de explotación y dominación de las poblaciones colonizadas.

Las nociones de clase y de raza aparecen, para el colectivo Modernidad/Colonialidad, como elementos fundamentales de la relexión, con la diferencia de que postulan su origen en el siglo XV, con la invasión de América¹². Y es que la dominación, que se expresa en la

¹² El pensador argentino Ramón Grosfoguel, en su texto “La compleja relación entre modernidad y capitalismo: una visión descolonial” (2018) pone de manifiesto que autores del colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad como Anibal Quijano han recuperado las ideas de Fanon y Césaire, pero sin “reconocer de dónde saca sus premisas epistemológicas”. Aquello hace parte de las críticas que se emiten hacia Quijano en la dimensión de su práctica ética académica.

colonialidad del poder y del saber, construye su narrativa y su justificación alrededor de la idea de clasificación social que se basó en la invención de la raza como factor de diferenciación entre pueblos, y es lo que justificó la violencia con la que se dió la colonización de América.

Para Quijano, la idea de raza, en relación directa con la división del trabajo y la clasificación social, nació con la modernidad hace 500 años con el advenimiento del poder capitalista, y tuvo -y sigue teniendo- como objetivo, la reproducción de la dominación y el poder, en este caso, el que impuso Europa sobre América. Esta clasificación, que busca determinar jerarquías en función del color de la piel y de rasgos fenotípicos, es decir, sobre la racialización de las relaciones de poder, responde a la necesidad del patrón de poder capitalista -durante la colonia en manos de Europa- de afianzarse y legitimarse.

La idea de las diferencias raciales, que determinaron jerarquías de seres superiores e inferiores, se expresaron en primera instancia, en el siglo XV, a través de rasgos externos como el color de la piel, la forma y color de los ojos y de la nariz, pero, sobre todo, se fundamentaron sobre la idea o la puesta en cuestión del grado de humanidad del “otro” colonizado. En efecto, el conocido debate acerca de esta idea, retratado en la *Controversia de Valladolid* entre el fraile Bartolomé de Las Casas y el sacerdote Juan Ginés de Sepúlveda, a la que hace alusión Quijano (Quijano 1999, 148), es una clara referencia que identifica el origen de la jerarquización de las personas y por ende su clasificación en superiores e inferiores sobre la que se basa la explotación colonial, en la atribución del grado de humanidad de unos y otros, siendo, dentro de la gama de referencia, el hombre blanco, el más humano.

Más tarde, en los siglos XIX y XX, apelando al relato positivista, se reemplazó, la duda sobre la humanidad de los dominados con argumentos científicos para fundamentar que la diferencia entre razas tenía un origen biológico, relacionando al color de la piel con características físicas como el tamaño del cráneo asociándolo a capacidades cognitivas más o menos desarrolladas. De todos los modos, para el relato europeo,

el color de la piel fue definido como la marca “racial” diferencial más significativa (...). De ese modo, se adjudicó a los dominadores / superiores europeos el atributo de “raza blanca”,

y a todos los dominados / inferiores “no-europeos”, el atributo de “razas de color” (Quijano 2014, 319)

Aquella determinación jerárquica, que a fuerza de imposición violenta, así como por la destrucción u ocultación de otros imaginarios que posibilitarían otras relaciones de poder, se convirtieron en rasgos naturales que terminaron garantizando las relaciones de dominación. Es así como, para Quijano, esta dominación impuesta durante la colonia europea en América y la concentración de poder que la acompañó posteriormente no ha cesado, y en el siglo XX “se realiza con nuevo ímpetu de modo quizás, aún más violento y a escala largamente mayor, global” (Quijano 1992, 11). Esa dominación se basa en estructuras de poder en la que los explotados y dominados en su mayoría son miembros “de las “razas”, de las “etnias” o de las “naciones” en que fueron categorizadas las poblaciones colonizadas, en el proceso de formación de ese poder mundial, desde la conquista de América en adelante” (Quijano 1992, 12).

Mignolo por su parte coincide también en la idea de que el origen de la narrativa de la clasificación racial de las poblaciones responde a la necesidad de reproducir y perpetuar las estructuras de poder para -entre otras cosas- apropiarse de los territorios y explotar la mano de obra. Esta narrativa se fortalece por la expresión permanente de la colonialidad del poder y del saber, afianzando una concepción única de la historia y el ocultamiento de otras formas de contarla. Se remite entonces al proceso colonial de América durante el cual, los colonizadores se encontraban en una posición de dominación y por ende estaban en medida de establecer un modelo de referencia acorde a sus intereses, por lo que Mignolo concluye que:

el modelo de humanidad renacentista europeo se convirtió en hegemónico, y los indios y los esclavos africanos pasaron a la categoría de seres humanos de segunda clase, y eso cuando se los consideraba seres humanos. Se trata de los cimientos históricos, demográficos y raciales del mundo moderno colonial (Mignolo 2007, 41).

En ese sentido la idea de raza se convierte en un patrón de clasificación cuya referencia ideal es la del hombre blanco, europeo y cristiano. A partir de esa clasificación, que une la raza con la religión, se justificó la expansión de Europa en América. Así,

la combinación de la ideología de expansión del cristianismo de Occidente con la transformación del comercio derivada de la posesión de la tierra y la explotación a gran escala de mano de obra para producir mercancías destinadas a un nuevo mercado mundial engendró la matriz colonial del poder (Mignolo 2007, 55).

A esta forma de establecer jerarquías y enraizarlas a punto de que parezcan naturales es lo que Mignolo llama la *diferencia colonial*. Esta diferencia colonial se caracteriza por señalar las “faltas o excesos” de los grupos de personas para instaurar su grado de superioridad o inferioridad, esto siempre en relación con la civilización que lo determina, en este caso la europea blanca que constituye el patrón de referencia ideal.

Así, la *diferencia colonial* es reproducida y fortalecida a través de la colonialidad del poder y del saber que están presentes en la gestión y control de los ámbitos de la subjetividad, de la autoridad, de la economía y del conocimiento, bajo las estructuras implantadas por la matriz colonial, que se consideran como los patrones de referencia que procuran mantener viva aquella diferencia. Para Mignolo, la matriz de referencia se construyó desde el Renacimiento hasta hoy, y se siguió fortaleciendo a través de las cuatro narrativas ideológicas más visibles de la modernidad, es decir el cristianismo, el conservadurismo, el liberalismo y el socialismo, y sobre una ideología oculta, el colonialismo (Mignolo 2003, 35).

La *diferencia colonial* que nació con el encuentro del otro, no europeo, en el siglo XV, se convierte en la base sobre la que se justifica la colonialidad y constituye la exterioridad de la modernidad, es decir lo que contribuye a la definición de la mismidad dentro de los márgenes de la llamada modernidad. Sobre esta diferencia y esos límites, es que precisamente se erige la narrativa de la modernidad que aplica con legitimidad sus instrumentos de salvación, novedad, progreso y desarrollo que describimos anteriormente y que corresponden a las etapas e ideologías empujadas por la modernidad. En esta narrativa, no obstante, no se visibiliza a la colonialización violenta como condición para que esos instrumentos se lleven a cabo.

En esta cara oscura de la Modernidad, es decir la colonialidad, nos dice Mignolo, la *diferencia colonial* se materializa por la violencia ejercida sobre las poblaciones indígenas y afros especialmente. La *diferencia colonial*, como el lugar desde donde se marca un lado u otro de los límites entre Modernidad/Colonialidad, se convierte también en el lugar donde se

expresan desde el dolor, las narrativas ocultadas, la posibilidad de subjetividades otras, herederas de la colonialidad y sus códigos, pero también herederas de ese mundo camuflado por la modernidad. Esas narrativas *otras* son las que precisamente buscaremos explorar y analizar.

El tercer elemento sobre el que el colectivo Modernidad/Colonialidad enfoca su reflexión es la colonialidad del ser, que se concentra en la manera en que la modernidad ha permeado las capas ontológicas de las poblaciones dominadas. Es decir, trata sobre los efectos de la experiencia vivida, impuesta por el sistema-mundo moderno/colonial sobre varios espesores que constituyen la ontología de los subalternos coloniales, es decir sobre los sujetos de la *diferencia colonial*, así como sobre los sujetos dominantes.

La idea de colonialidad del ser, como el aspecto ontológico de la colonialidad del poder, fue trabajado en primera instancia por Walter Mignolo quien a partir de su genealogía sobre los efectos de la colonialidad en las distintas dimensiones como es el poder y su versión epistémica -el saber- define a la colonialidad del ser como la experiencia vivida de la colonización y su impacto en el aspecto ontológico de los colonizados, es decir, la huella que deja en su constitución como sujetos y no solamente en sus cosmovisiones, sino en las capas más profundas de su ser (Mignolo 2015).

Pero es Nelson Maldonado-Torres, pensador puertorriqueño quien ensaya una reflexión extensa sobre el tema y que adelanta una definición:

[...] uno podría decir que hay dos aspectos de la diferencia colonial (epistémico y ontológico) y que ambos están relacionados con el poder (explotación, dominación y control). En resumen, la diferencia sub-ontológica o diferencia ontológica colonial se refiere a la colonialidad del ser en una forma similar a como la diferencia epistémica colonial se relaciona con la colonialidad del saber. La diferencia colonial, de forma general, es, entonces, el producto de la colonialidad del poder, del saber y del ser. La diferencia ontológica colonial es, más específicamente, el producto de la colonialidad del ser (Maldonado-Torres 2007, 147).

La profundidad de la colonialidad del ser con su corolario de la invención del racismo que la justifica, se descifra para Maldonado-Torres en la reflexión filosófica sobre el Ser edificada por la modernidad en distintas etapas, y que contribuyó a formalizar y naturalizar la dominación sobre los sujetos racializados.

Para desarrollar su reflexión, se remite en primera instancia a la genealogía del filósofo alemán de inicios del siglo XX Martin Heidegger, quien propuso una relectura del postulado cartesiano “pienso luego soy” (*cogito ergo sum*) para definir el ser. El fundamento de la ontología para Heidegger, que se concentra en la parte del “soy” implicada en la máxima *cogito ergo sum* presupone que la cabida del ser está íntimamente anclada a la capacidad de pensar. Este cimiento desde el cual parte Heidegger para elaborar su reflexión ontológica y que tiene su origen en el núcleo cartesiano del pensamiento filosófico moderno sustenta entonces que, para la modernidad, la duda planteada acerca de la humanidad o no de los “seres otros” conquistados, sobre la que se fundó la idea de raza, postulaba fundamentalmente la pregunta sobre el ser de estos sujetos, eso es, la posibilidad o no de su existencia, en relación a su capacidad o no de pensar. En ese sentido, la modernidad basó la clasificación y jerarquización de los seres sobre su capacidad de conocimiento y sus habilidades cognitivas, atribuyendo a los seres colonizados la incapacidad o la ausencia de estos por no responder a los estándares europeos. “En el contexto de un paradigma que privilegia el conocimiento, la descalificación epistémica se convierte en un instrumento privilegiado de la negación ontológica” (Maldonado-Torres 2007, 145).

Probada la presuposición de la ausencia de conocimiento que se revela por la falta de escritura y sobre todo por la ausencia de una fe monoteísta, se aplica una especie de no reconocimiento ontológico de los colonizados, o al menos el reconocimiento de una inferioridad dada por hecho. Sobre este punto, Maldonado-Torres sugiere que, antes de que apareciera la noción de Descartes del *ego cogitum*, se inscribía lo que Dussel llamó el *ego conquiro* en el ideal de subjetividad moderna, y que se refiere a la necesidad intrínseca del hombre europeo de conquistar. En otras palabras, para Maldonado-Torres, en el *ego cogitum* de Descartes está insertado el *ego conquiro*, lo que significa que la posibilidad de *ser* (en el sentido de existir), está mediada por la capacidad de pensar y dominar, lo cual se perfecciona por la puesta en contradicción con el “otro” que no sabe pensar y que es dominado.

El *ego cogitum*, en el que se presupone adquirido el *ego conquiro* se basa sobre la división entre mente/cuerpo y mente/materia planteada por Descartes. Así, esta separación hace que, en ausencia de mente, los colonizados son considerados como cuerpo y materia que por sus características físicas diferentes al hombre blanco, se presuponen como incapaces de pensar,

y así solo pueden ser objeto de trabajo físico, y por ende, de dominación. Este dualismo, como pilar del pensamiento moderno, contribuyó a asimilar la concepción material del cuerpo que dio cabida al “estudio de ciertas poblaciones en términos naturalistas, lo que engendró el estudio científico de las razas” (Maldonado-Torres 2007, 135) pero sobre todo, que justificó la utilización de los cuerpos “otros” para el trabajo esclavo y la servidumbre. Esta concepción, que llegó a su climax en el siglo XX con la legitimación científica de la clasificación racial, de la misma manera sirvió de fundamento para la permanente obsesión de conquista del hombre europeo civilizado sobre la naturaleza considerada como material y como funcional a los fines de desarrollo y progreso. También, justificó la explotación de los cuerpos racializados para la edificación de los objetivos del progreso en el sistema-mundo/moderno/capitalista del que hablan Quijano y Dussel.

En este sentido Maldonado-Torres señala que:

podría plantearse la colonialidad como discurso y práctica que simultáneamente predica la inferioridad natural de sujetos y la colonización de la naturaleza, lo que marca a ciertos sujetos como dispensables y a la naturaleza como pura materia prima para la producción de bienes en el mercado internacional (Maldonado-Torres 2007, 135)

La colonialidad del ser se revela entonces como la expresión más profunda de la colonialidad ya que su puesta en marcha es la que da cabida a la deshumanización sistemática y naturalizada de los sujetos racializados. En efecto, los pilares filosóficos del pensamiento moderno sobre el que se sostiene el edificio de las creencias de la civilización occidental, se construyeron bajo el presupuesto de las concepciones racionales engendradas a partir del pensamiento cartesiano, que lograron, por una parte, convertir a la naturaleza y el cuerpo en objetos de conocimiento y control; por otra, concebir a la adquisición del conocimiento como una práctica que permite elevarse y así distanciarse de lo subjetivo/corporal; y finalmente, promover en un nivel científico las evidencias racistas, al nivel de filosofía y de fundamento mismo de las ciencias (Maldonado-Torres 2007, 145).

Maldonado-Torres lleva más allá su reflexión acerca de la colonialidad del ser, aduciendo que la forma en la que opera, equivale a la naturalización de eventos que suceden en la guerra. En efecto, inspirado en los análisis de Fanon sobre el mundo colonial, y a la luz de los análisis sobre la experiencia colonial de América, demuestra cómo, al igual que se legitiman actos

inhumanos en las guerras, se legitiman -dentro del contexto de la modernidad en que la diferencia colonial es asumida- actos como la esclavitud y la violación a punto de volverlos naturales. La excepcionalidad de las prácticas de la guerra deviene, para los sujetos racializados la experiencia cotidiana. Es lo que Maldonado-Torres denomina la naturalización de la no-ética de la guerra ya que demuestra cómo los conquistadores europeos, al llegar a América no aplicaron la ética que regía en sus reinos y justificaron sus actos violentos bajo el supuesto de una diferencia colonial patente, basada sobre la raza. En otras palabras, aplicaron las prácticas violentas que se consideraban como excepcionales en sus territorios de origen, tales la esclavitud, la violación o el genocidio, justificando en “términos del beneficio de los pueblos europeos vis-à-vis aquellos que viven fuera de la ecumene humana” (Maldonado-Torres 2007, 137). Esas prácticas se fueron normalizando, fundamentadas en la diferencia colonial a punto que “el racismo moderno, y por extensión la colonialidad, puede entenderse como la radicalización y naturalización de la no-ética de la guerra” (Maldonado-Torres 2007, 138).

Este estudio investigativo, que se propone analizar el discurso para hacer visibles las distintas maneras de definir las “fronteras” extraerá entonces desde los presupuestos del análisis de la colonialidad y sus efectos, que acabamos de describir, las narrativas que se ponen en escena desde varios sectores que serán interpelados en los casos abordados, tomando en cuenta la complejidad de la crítica a la modernidad desde su lado oscuro, es decir desde la colonialidad y su entramado de exclusión basado en la idea de raza.

En efecto, la intrínseca relación entre la modernidad, la colonialidad y la raza es de central importancia para nuestro estudio ya que precisamente pone el dedo sobre la construcción de narrativas e imaginarios que marcan algunos bordes, desde los que se derivan formas de organización social, política, cultural o territorial y desde donde se organizan dinámicas de poder.

En efecto, la narrativa de la modernidad, presente en todas las dimensiones del sistema-mundo/colonial/moderno/capitalista, que se expresa por la diferencia colonial y está atravesada por la clasificación racial puesta en marcha por la colonialidad del poder del saber y del ser, es una narrativa que se basa en un mito, y que determina toda una arquitectura que

impone una dinámica de la vida humana desde el siglo XV y por tanto esgrime un permanente discurso sobre el que se asienta.

2.3. Algunas pistas decoloniales frente a la modernidad/colonialidad

Si bien los postulados que hemos recorrido en el acápite anterior nos ofrecen, tanto un material valioso para problematizar sobre nuestro estudio de caso, cuanto una versión de lectura crítica de la modernidad desde la cual partir para la reflexión sobre las narrativas alrededor de las “fronteras”, también es necesario contar con elementos de respuesta propositiva y emancipatoria, que permitan conectar el pensamiento con alternativas políticas ancladas a la realidad.

Lo que nos interesa especialmente rescatar en este contexto, es la posibilidad de contar con elementos teóricos, que en ocasiones han abonado a nutrir estas alternativas emancipatorias, y desde donde iniciar la exploración discursiva que nos proponemos realizar a partir de la experiencia política y social del movimiento indígena ecuatoriano en la coyuntura de octubre 2019. Estos son el pensamiento fronterizo, la transmodernidad y la interculturalidad.

La colonialidad del poder, del saber y del ser, como formas heredadas de la colonización, si bien permanecen enquistadas en lo más profundo de los imaginarios, no solamente en los sujetos que siguen ejerciendo la dominación y que se esfuerzan por mantener ese *statu quo*, sino también, en los dominados que por generaciones han interiorizado su condición de subalternidad, a punto también de asumirla como dada por naturaleza, al ser identificadas, pueden ser objeto de un despertar que permita una deconstrucción de las estructuras que las mantienen vigentes.

Algunas de las propuestas que vamos a explorar a continuación, como lo hemos señalado en un principio, se elaboran a la luz de la experiencia vivida en América Latina. En ese sentido, los autores que abordaremos han desarrollado su reflexión basándose en las vivencias sociales y políticas concretas acaecidas en países de América del Sur.

Los rezagos de la colonialidad en el establecimiento y reproducción de las relaciones de poder, en la transmisión de los saberes y en el libre desarrollo del ser, hasta la actualidad, han

marcado de forma muy profunda las estructuras sociales y han conseguido imponer en el imaginario, unos bordes que determinan las clases sociales, las diferencias raciales, los límites territoriales, los roles de género y todo otro tipo de categoría cerrada. Todo aquello bajo un discurso racional, sustentado por la lógica y la ciencia, sea esta la económica, la social, la biológica incluso la química o la tecnológica. El mundo moderno se ha encargado de dar sentido al engranaje de un sistema en el que cada parte tiene su razón de ser y en que los valores, que hemos descrito con detalle en la primera parte, son los que se imponen.

Desde el proyecto Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad, es importante ahora analizar la tercera parte de la tríada, que corresponde a las formas en que se posibilita sortear los dos primeros conceptos que hemos explorado.

La perspectiva de la *decolonialidad*, explorada por Walter Mignolo en varias de sus obras (2003; 2007; 2015), se presenta como emancipatoria y como una posibilidad distinta a los modelos de pensamiento imperantes, incluso frente a los más críticos con los sistemas vigentes que regulan el poder, la economía, la organización social, la cultura y el territorio.

Según el relato de Mignolo en su antología (2015), la *decolonialidad* se inspira en la idea planteada por Frantz Fanon y la postura asumida por varios países en la Conferencia de Bandung en 1956, que proponían, como punto de inicio, desprenderse del capitalismo y del comunismo como referentes ideológicos. Es decir, se trata de una vía de reflexión y liberación que se concibe a partir de la idea de que es necesario dejar de reproducirse dentro del marco epistemológico moderno, europeo e ilustrado (Mignolo 2015, 174).

Mignolo reconoce por un parte, que la reflexión no es nueva, pues ya se había iniciado en los años 50 del siglo XX por pensadores críticos de los procesos de colonización europeos tanto en África, Asia y el Caribe. Estas corrientes críticas se nutrieron de un fuerte movimiento a nivel global, que agrupó a 29 países de Asia y África reunidos en Bandung y luego en la Conferencia de Países no Alineados (1961). Por otra parte, plantea que esta corriente no es una tercera vía que debe imponerse sobre los dos únicos modelos del capitalismo y comunismo propuestos en el marco de la modernidad, sino como una opción más “en el juego solidario y conflictivo de opciones existentes” (Mignolo 2015, 175).

En este sentido, el carácter primordial de la *decolonialidad* reside en no tomar como única referencia epistemológica, para pensar la política, la filosofía, la ética, la cultura, la economía y más, a las corrientes de pensamiento insertas en la lógica racional occidental, sino en pensar, desde matrices de saber “otras”.

Esta postura, implica desmontar el carácter universal del saber que ha sido impuesto como narrativa desde occidente, es decir lo que el autor Ramón Grosfoguel, en su texto “La descolonización de la política y los Estudios Postcoloniales. Transmodernidad, pensamiento fronterizo y colonialidad global” (2006) llama la “ego-política del conocimiento” que es casualmente la que ha permitido a la civilización occidental, reproducir una sola matriz de pensamiento.

En efecto, la ego-política del conocimiento ha funcionado como la producción y apropiación del conocimiento desde un no-lugar y desde un sujeto des-historizado y des-corporalizado, es decir, desde la idea de un universalismo que ha obviado las condiciones geográficas, ontológicas y las relaciones de poder en las que se ha inscrito la producción del conocimiento. En esta perspectiva del conocimiento “La ubicación epistémica étnica/racial de género/sexual y el sujeto que habla están siempre desconectadas” (Grosfoguel 2006, 20). Aquello se remite a lo que hemos expuesto acerca de la colonialidad del saber y la forma en que desde el famoso axioma de Descartes en el siglo XVI se produjo una cisión entre mente y cuerpo y entre mente y naturaleza, consiguiendo lo que Grosfoguel llama “un conocimiento no situado, universal y de visión omnipresente” (Grosfoguel 2006, 23).

Desde aquella premisa, la propuesta decolonial, que de por sí se considera como una opción en el campo del saber, consiste en reflexionar desde los bordes de la modernidad, es decir, desde esas temporalidades distintas a la concepción lineal racional, y desde realidades locales que, si bien están insertas en la lógica de la colonialidad, han subvertido de alguna manera muchos de sus códigos. Es lo que Mignolo llama el pensamiento/sensibilidad/hacer fronterizos o más comúnmente, el *pensamiento fronterizo*.

Así, *pensamiento fronterizo* y *decolonialidad* están interconectados. En efecto, el camino hacia la *decolonialidad* consiste en apelar a otras epistemes existentes, y que han

permanecido desvalorizados por el universalismo occidental. Sin embargo, no se trata solamente de situarse desde aquellos otras epistemes y así configurar nuevamente la lógica de la alteridad, sino se trata de desmontar la categoría de la alteridad, desprenderse del reconocimiento (o auto-reconocimiento) del “otro” que el discurso hegemónico ha forjado para justificar las clasificaciones. En palabras de Grosfoguel:

Dicho pensamiento es la respuesta epistémica de lo subalterno al proyecto eurocéntrico de modernidad. En lugar de rechazar la modernidad para retirarse en un absolutismo fundamentalista, las epistemologías fronterizas subsumen/redefinen la retórica emancipatoria de la modernidad desde las cosmologías y las epistemologías de lo subalterno, localizado en el lado oprimido y explotado de la diferencia colonial, hacia una lucha por la liberación descolonial por un mundo más allá de la modernidad eurocentrada. (...) Es una respuesta descolonial transmoderna de lo subalterno a la modernidad eurocéntrica (Grosfoguel 2006, 39).

El paso emancipador consiste entonces en no aceptar las únicas opciones filosóficas que se ofrecen, en las que uno mismo tiende a integrarse, y así hacer desaparecer, desde su base, las fronteras impuestas.

Para que aquello suceda, se trata primero de tomar consciencia, por un lado, de que existen otras maneras de vivir, de sentir y de pensar y por otro, de que la colonialidad se ha construido sobre el discurso de la diferencia racial y social apelando a la racionalidad para justificar su superioridad, y que, por tanto, ha permeado las dimensiones ontológicas y epistémicas. En otras palabras, descolonizarse consiste en desprenderse de esas categorías impuestas por la hegemonía occidental y que han logrado un imaginario categorizado de una sola manera, que incluye la colocación de ciertos individuos en categorías inferiores. Descolonizarse radica entonces en desmontar, desde la raíz, el discurso que ha conseguido la legitimación de un cierto orden y que lo ha elevado como el único posible. Se trata entonces de imaginar otros discursos posibles.

A partir de esa acción descolonizadora es que Mignolo plantea la necesidad de la emergencia del *paradigma otro*, no como uno más dentro de las categorías propuestas ya por la episteme de la modernidad y sus versiones *pos-*, sino el que se produce desde la externalidad de esa modernidad, no solamente como una forma crítica de aquella, sino como el que surge de las historias y las experiencias marcadas por la colonialidad.

Aquel *paradigma otro*, en el que pueden converger la diversidad de pensamientos, está sin embargo atravesado por un punto en común, y es que lo comparten

quienes han vivido o aprendido en el cuerpo el trauma, la inconsciente falta de respeto, la ignorancia (...) de cómo se siente en el cuerpo el ninguneo que los valores de progreso, de bienestar, de bien ser, han impuesto a la mayoría de habitantes del planeta, que, en este momento, tienen que “reaprender a ser” (Mignolo 2003, 21).

Mignolo advierte sin embargo que este *paradigma otro* no consiste en reproducir nuevamente una colonización dentro de los universales abstractos ya conocidos de la modernidad, sino que apunta a la apertura hacia una *di-versalidad* (término de Edward Glissant que se apropia) o *pluri-versalidad*, es decir hacia una multiplicidad de respuestas a la modernidad cuyo punto de enunciación sean los pueblos colonizados del todo el mundo.

En esa línea de respuestas decoloniales críticas a la modernidad e inscritas en un *pensamiento fronterizo*, encontramos en varios autores del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad, dos vías posibles, más no únicas.

Uno de los conceptos que el colectivo reivindica como siendo uno de los centrales de su reflexión para la búsqueda de respuestas a la colonialidad en todas sus formas, es el de *transmodernidad* de Enrique Dussel (2004).

El concepto de transmodernidad parte de una crítica a la modernidad en todas sus formas¹³. Es así como plantea la exterioridad como aquel espacio excluido de la lógica de la modernidad, es decir aquel “proceso que se origina, se moviliza desde otro lugar (más allá del “mundo” y del “ser” de la modernidad: desde el ámbito que guarda cierta exterioridad (...) distinto de la modernidad europea y norteamericana” (Dussel 2005). En prefijo *trans-* para Dussel indica el punto de partida de la exterioridad a la modernidad de la que habla. Para él, se refiere a todo lo que está por fuera de esa modernidad por cuanto ha sido excluido, negado, ignorado y calificado como

¹³ Dussel incluye a la posmodernidad en su crítica ya que, según él, aún si intenta superar la visión moderna, reproduce su misma lógica, en el sentido de que en ningún momento pone en cuestión la centralidad del pensamiento eurocéntrico.

insignificante, sinsentido, bárbaro, no cultura, alteridad opaca por desconocida; evaluada como salvaje, incivilizada, subdesarrollada, inferior, mero despotismo oriental, modo de producción asiático, etc. Diversos nombres puestos a lo no humano, a lo irrecuperable, a lo sin historia, a lo que se extinguirá ante el avance arrollador de la “civilización” occidental que se globaliza” (Dussel 2005, 222).

Para Dussel, es entonces a partir de esta exterioridad que surge una toma de consciencia y por ende una posibilidad de construcción de una opción distinta con rasgos que desafiarían toda la lógica homogeneizadora construida por la modernidad en su actual capítulo neoliberal transnacional. No obstante, precisa que esa exterioridad no se pretende pura ni absoluta. Todo lo contrario, Dussel es consciente de que esta exterioridad ha sido producida por la modernidad, pero enfatiza en que son espacios que no han sido subsumidos ni instrumentalizados por completo.

Para el autor, el despertar de estas identidades por siglos borradas, pero que han permanecido en esa exterioridad, son la posibilidad de trascender la modernidad pero con un horizonte distinto, cuyas características las resume así

Transmodernidad futura multicultural, polifacética, híbrida, poscolonial, pluralista, tolerante, democrática, pero más allá de la democracia liberal y del Estado moderno europeo, con espléndidas tradiciones milenarias, respetuosa de la exterioridad y afirmativa de identidades heterogéneas (Dussel 2005, 223).

Esta opción descrita por Dussel se inscribe intimamente en la emergencia por descolonizar el poder y especialmente el saber. Se trata de entregar, a esta externalidad por tanto tiempo invisibilizada, un lugar que le corresponde, en un mundo en el cual impera una sola versión: la occidental europea-norteamericana. Este proyecto transmoderno que no se pretende universalizante, se presenta como una opción para diversificar la narrativa única de la modernidad, llevar a la luz las experiencias que transcurrieron a la vez de esta modernidad y que hoy pueden significar, en palabras de Dussel “un mundo más humano y complejo, más apasionante y diverso; manifestación de la fecundidad de la especie humana durante milenios” (Dussel 2005, 224).

Con una intención emancipadora también, y frente a la lógica implacable de la modernidad, que norma especialmente las relaciones sociales, desde la propuesta de Catherine Walsh

como otra importante exponente del Colectivo Modernidad/ Colonialidad, se ha trabajado sobre la interculturalidad como una categoría de acción, no solamente para contrarrestar la lógica unidireccional de la modernidad sino para demostrar que pueden existir formas de relacionarse y concebir el mundo que pueden convivir, sin necesariamente imponerse unas sobre otras.

Para aproximarse a esta noción, Walsh, en su obra *Interculturalidad, Estado, Sociedad. Luchas (de)coloniales de nuestra época* (2009), caracteriza a la interculturalidad como un proyecto que no está solo orientado en un contexto geográfico definido sino como una forma de abordar las relaciones humanas en una lógica que desafía la que la modernidad ha establecido como universal y única posible. Esta definición retrata la profundidad de su propuesta filosófica:

Como concepto y práctica, proceso y proyecto, la interculturalidad significa en su forma más general el contacto e intercambio *entre culturas* en términos equitativos; en condiciones de igualdad. Tal contacto e intercambio no deben ser pensados simplemente en términos étnicos sino a partir de la relación, comunicación y aprendizaje permanentes entre personas, grupos, conocimientos, valores, tradiciones, lógicas y racionalidades distintas, orientados a generar, construir y propiciar un respeto mutuo, y un desarrollo pleno de las capacidades de los individuos y colectivos, por encima de sus diferencias culturales y sociales. En sí, la interculturalidad intenta romper con la historia hegemónica de una cultura dominante y otras subordinadas y, de esa manera, reforzar las identidades tradicionalmente excluidas para construir, tanto en la vida cotidiana como en las instituciones sociales, un con-vivir de respeto y legitimidad entre todos los grupos de la sociedad. (Walsh 2009, 41)

A partir de aquella definición, profundiza, sobre el aspecto continuo y dinámico de la interculturalidad, que no es una meta o un ideal a alcanzar, sino que es una relación que debe ser permanentemente pensada y puesta en cuestión, deconstruida y construida nuevamente, no solamente por ciertos sectores, sino por toda la sociedad en su conjunto, por lo que menciona que “la interculturalidad debiera ser pensada menos como sustantivo y más como verbo de acción” (Walsh 2009, 42) y que debe intervenir en todos los procesos y sistemas así como en todas las “relaciones, actitudes, valores, prácticas, saberes y conocimientos fundamentados en el respeto e igualdad, el reconocimiento de las diferencias y la convivencia democrática que, por la misma realidad social, es muchas veces conflictiva” (Walsh 2009, 42).

Para abonar en una explicación más extensa, Walsh hace una distinción de la interculturalidad con la multiculturalismo y la pluriculturalismo como categorías que muchas veces se incorporan al lenguaje institucional de organismos internacionales o de los Estados para señalar la presencia de diversos grupos humanos con diferentes culturas o modos de vida. Esta distinción es de crucial ayuda para señalar las disimiles características que abarca cada concepto y contraponerlo con la interculturalidad que tiene implicaciones diferentes.

Por una parte, la autora adelanta que las dos categorías de *multi-* y *pluri-* culturalismo se refieren a una “diversidad cultural”. Para Walsh, el término de multiculturalidad se suele utilizar para hacer una descripción de la multiplicidad de culturas en un espacio determinado pero sin mencionar ni analizar las relaciones entre sí. El concepto se refiere entonces a la presencia de grupos humanos, demarcados por culturas determinadas, con fronteras muy definidas entre sí, y aparentemente encerrados sobre sí mismos. El multiculturalismo es una categoría a menudo presente en el contexto discursivo del Estado liberal y que refiere a las minorías culturales como actores sociales que gozan de los mismos derechos dentro de un contexto denominado como “ciudadanía multicultural” (Walsh 2009, 42). Este concepto muestra entonces una aparente convivencia social en armonía, dentro de un determinado contexto geográfico, y promueve la tolerancia del otro como condición suficiente para un correcto funcionamiento de la sociedad con una monoculturalidad subyacente. Al mismo tiempo entonces, su discurso no incorpora las inequidades sociales ni los conflictos y por tanto supone que las estructuras establecidas y dominantes funcionan y así quedan intactas. La aparente apertura hacia esta diversidad cultural es a menudo una fórmula intrumentalizada discursivamente para el aseguramiento del “control y continuo dominio del poder hegemónico nacional y los intereses del capitalismo global” (Walsh 2009, 43).

Por su parte, el concepto de pluriculturalidad se enlaza con la representación de la particularidad de una zona en la que pueblos indígenas y afros han convivido con blancos por mucho tiempo y donde el mestizaje resultante es integrado a un imaginario cultural como ahistórico. Este imaginario es utilizado como un discurso de poder para justificar la reproducción de las jerarquías sociales y raciales. En otras palabras “sugiere una pluralidad histórica y actual, en la cual varias culturas conviven en un espacio territorial y juntas, supuestamente, hacen la totalidad nacional” (Walsh 2009, 44).

Para Walsh, ambos conceptos se limitan a describir una realidad y no plantean en ningún momento inferir cambios en esa realidad. Tampoco toman en cuenta la forma en que “la colonialidad sigue operando dentro de sí, racializando y subalternizando seres, saberes, lógicas, prácticas y sistemas de vida” (Walsh 2009, 44). En ese sentido, la incorporación de estos conceptos en las Constituciones de ciertos países implican un casi nulo avance, pues no van acompañadas de ningún cambio estructural y más bien, su mención en los textos magnos, hace pensar equivocadamente que se ha atendido una demanda social, mientras en realidad se refuerza y legitima aún más un *statu quo*, con la supuesta anuencia de los grupos culturales que simula incorporar.

Por el contrario, pensar y proponer la *interculturalidad* implica iniciar un proceso dinámico que, más allá de “reconocer, tolerar o incorporar lo diferente dentro de la matriz de estructuras establecidas”, consiste en:

implosionar –desde la diferencia– las estructuras coloniales del poder (incluyendo a aquéllas que intentan controlar el saber, el ser y las relaciones complejas en torno a la madre naturaleza), como reto, propuesta, proceso y proyecto; es re-conceptualizar y re-fundar estructuras sociales, epistémicas y de existencias, que ponen en escena y en relación equitativa lógicas, prácticas y modos culturales diversos de pensar, actuar y vivir (Walsh 2009, 43-44).

El prefijo *-inter* incorpora la noción de interacción, es decir encuentro. Deja de lado, en esa agencia, la posibilidad de dominación como producto de esa unión entre varias partes. En ese sentido, deja entrever que esa concurrencia entre sujetos, grupos, o entre maneras de ver el mundo y saberes diferentes, se hace admitiendo e incorporando esas diferencias dotándolas de la misma capacidad de actuar. A diferencia de otras nociones que hemos referido, en la relación intercultural,

No se trata simplemente de reconocer, descubrir o tolerar al otro o a la diferencia en sí. Tampoco se trata de esencializar identidades o entenderlas como adscripciones étnicas inamovibles. Más bien se trata de impulsar activamente procesos de intercambio que, por medio de mediaciones sociales, políticas y comunicativas, permitan construir espacios de encuentro, diálogo, articulación y asociación entre seres y saberes, sentidos y prácticas, lógicas y racionalidades distintas (Walsh 2009, 45).

Con lo último citado, Walsh apunta a la construcción de una propuesta que involucra a varios ámbitos de la vida humana en sociedad, ya que obliga a pensar y re-pensar las estructuras existentes y naturalizadas que marcan el cotidiano de las sociedades, es decir las fronteras sociales, culturales, políticas y también territoriales que se han diseñado desde el racismo, la desigualdad y el intercambio cultural asimétrico.

Con su advertencia de que la interculturalidad no consiste en esencializar identidades como a menudo se tiende a creer, Walsh hace hincapié sobre el aspecto heterogéneo, dinámico y polisémico de las identidades que desdibujan en permanencia las supuestas fronteras inamovibles y nos empuja a repensarlas desde otros prismas. Por tanto, insiste en que los procesos interculturales no consisten en rescatar las culturas mediante la búsqueda de elementos ancestrales como se suele interpretar a propósito de las comunidades indígenas o afros. Se trata más bien de revitalizar ciertos elementos “que contribuyen a formar seres individuales y colectivos; cuyo reconocimiento puede contribuir al fortalecimiento de autoestima y autenticidad” (Walsh 2009, 46).

Su proyecto, entonces, apunta precisamente a la búsqueda que motiva esta investigación, es decir la posibilidad de poner la luz sobre aquellos espacios de encuentro, diálogo, articulación y asociación entre seres y saberes, de los que habla. Por esa razón, a más de reclamar una manera de encarar las relaciones entre seres humanos, el proceso de interculturalidad que propone interpela en el sentido político, sobre la necesidad de deribar estructuras institucionales,

por medio de nuevas políticas, prácticas, valores y acciones sociales concretos y conscientes que se pueden construir no en “abstracto” sino en medio de procesos formativos colectivos, en los que se relacionen miembros de culturas diversas así como sus maneras de ser y estar en el mundo (Walsh 2009, 45).

Este proceso, a más de comprometer una agencia política requiere modificar la sociedad en sus estructuras y obliga a transformar el *statu quo* al visibilizar otras prácticas educativas, jurídicas, médicas, lingüísticas, filosóficas, estéticas y éticas. Por tanto, esa modificación es propositiva ya que busca tender puentes de relación, más no diseñar nuevos límites en lugares distintos ni obviar las relaciones sociales, raciales y étnicas inequitativas. Por el contrario, la interculturalidad toma en cuenta las relaciones insertas desde la colonialidad del poder tal

como las hemos descrito pero sobre todo, hace posible la construcción de “estrategias, expresiones, iniciativas, sentidos y prácticas interculturales, que desafían la homogeneidad, el control cultural y el mestizaje como discurso de poder; es decir, la matriz colonial y la hegemonía de la cultura dominante” (Walsh 2009, 46).

En otras palabras, la interculturalidad emerge como uno o varios procesos simultáneos que ponen sobre la mesa las tensiones, las transformaciones creativas, los intersticios del poder así como las voces que lo desvían, al mismo tiempo que posibilita nuevas formas solidarias de relacionarse. Por tanto, la interculturalidad no es un proceso cerrado sino en permanente construcción que tiene como reto mayor “no ocultar las desigualdades, contradicciones y conflictos de la sociedad o de la misma matriz colonial que hemos mencionado, sino trabajar *con* e intervenir *en* ellos” (Walsh 2009, 47).

Las pistas de emancipación que acabamos de explorar en el marco de lo reflexionado por el colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad no son las únicas, no obstante, todas ponen el acento sobre la necesidad de modificar o superar la matriz de pensamiento único desde la que se han diseñado las fronteras en todas sus dimensiones. Estas vías coinciden también sobre la importancia de la presencia de otras formas de pensar, sentir, relacionarse, vivir en sociedad que muchas veces han sido invisibilizadas o que emanan desde los márgenes. En tal sentido, estas herramientas teóricas son de central interés para nuestro estudio que buscará establecer la presencia de un discurso fronterizo, uno que desde el dolor de la marginación despierta e interactúa ofreciendo matrices otras de aprehender el mundo.

2.4. Distancias críticas y límites políticos del pensamiento decolonial

Muchos de los elementos que acabamos de desarrollar serán de utilidad para descifrar los discursos tanto del Estado como del movimiento indígena del Ecuador y desmenuzar su carga simbólica. Sin embargo, somos conscientes de que los postulados medulares que acabamos de recorrer no son reflexiones cerradas ni exentas de limitaciones por lo que dejamos abierta la posibilidad de complementarlas, modificarlas y repensarlas.

Incorporaremos en esta última parte, por considerarlo de interés para nuestra investigación, las alusiones a unos puntos críticos específicos que han circulado en varios escritos de autores

latinoamericanos en torno a la corriente de pensamiento decolonial. Cabe anotar como premisa y tal como lo subrayaba Ramón Grosfoguel, que “Modernidad-Colonialidad” no es un grupo, es una red, nunca fue un grupo” por lo que es difícil endosar a toda esta corriente, los elementos que aquí se mencionarán. De hecho algunas de las críticas se dirigen a autores del colectivo nominalmente.

Tomamos en cuenta para nuestro análisis las limitaciones que señalamos aquí, mas no necesariamente coincidimos a cabalidad con todos las críticas que hacen los autores que aludiremos, pero somos sensibles a sus matices. Paralelamente, intentaremos suplir los vacíos con otros aportes teóricos que están presentes en este trabajo y admitiremos también las aristas que se habrán quedado por fuera del análisis.

Planteamos además como otra premisa, que el ejercicio de esta investigación no consiste en apropiarse de las corrientes teóricas para verificar su pertinencia, sino que, toma como referencia los avances teóricos, dentro de un diálogo interdisciplinar, para contar con herramientas útiles para explorar los discursos cuyos protagonistas son actores políticos y sociales, a menudo externos al mundo académico.

Con este antecedente, no nos interesa en este apartado detenernos en las contradicciones que han podido surgir en términos de visiones políticas y de las apreciaciones frente a ciertos eventos coyunturales en distintos países de América Latina de unos y otros autores del colectivo¹⁴, ni tampoco ahondar demasiado sobre los señalamientos a las prácticas éticas/académicas, de algunos autores en particular¹⁵, sino más bien puntualizar sobre

¹⁴ Ramón Grosfoguel se refiere a los desacuerdos que se hicieron públicos respecto a la situación social y política de Venezuela en 2018 en medio de lo cual autores de las ciencias sociales, y entre esos Aníbal Quijano y Walter Dignolo se adscribieron a una carta que formulaba una descripción de dicha situación utilizando los argumentos esgrimidos por la derecha neoliberal de Venezuela, que entre otras cosas no reconoce la legitimidad del régimen venezolano de Nicolás Maduro quien está en el poder mediante elecciones democráticas. En tal sentido Grosfoguel emite una fuerte crítica a esta postura alineada en un sentido contrario a lo que plantean como medular en sus propuestas académicas. Para él existe una contradicción evidente que desdice de su calidad ética y de su postura política.

¹⁵ De igual manera, y tal como lo hemos mencionado en pies de página anteriores, Grosfoguel pone en tela de duda la calidad ética de Aníbal Quijano y Walter Dignolo por la forma en que incorporan en sus escritos ideas, atribuyéndoselas como propias, mientras no reconocen sus fuentes o influencias.

algunas omisiones que algunos postulados pueden presentar y que, para fines de nuestra investigación, son pertinentes de tomar en cuenta para matizar el análisis (Grosfoguel 2018).

Concretamente, señalaremos dos puntos fundamentales: el primero tiene que ver con la importancia de recuperar la noción de nación y su potencial de lucha muy prontamente olvidado o borrado por el colectivo decolonial en su lectura de la modernidad. El segundo aspecto pretende, dentro de la genealogía que problematiza sobre la relación modernidad y capitalismo, ahondar en las condiciones que supone esa relación en el marco de la globalización como la cara más actual del capitalismo.

En primer lugar, se señala por parte de autores como Claudia Zapata, Grínor Rojo y Alicia Salomone, en la obra *Poscolonialidad y Nación* (2003), un cuestionamiento tanto a la corriente poscolonial cuanto a la decolonial, que tiene que ver con la forma en que estas tendencias de pensamiento han borrado o parcializado la explicación de conceptos clave en la reflexión acerca de los procesos de construcción cultural e identitaria que operaron durante los procesos de tránsito de la colonia hacia las independencias en América Latina, y especialmente en torno a la construcción de los Estados-Nación.

Aquella omisión parcial deriva, en opinión de estos autores críticos, en que estas corrientes han tendido a hacer una descripción monolítica de lo que supone la “modernidad” en todo su desarrollo teórico, noción que es necesaria retomar y matizar para afinar la comprensión de los procesos políticos, sociales y culturales actuales.

Al poner el dedo sobre una descripción de la noción de modernidad como “un monolito ideológico completo sin fisuras ni contradicciones” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 127) Rojo, Zapata y Salomone reclaman particularmente por la muy rápida y simplista reducción que se hace del concepto de modernidad. En su razonamiento, esta reducción implica la anulación del aspecto emancipador que conlleva la modernidad y particularmente también, suprime de un zarpazo el papel los Estados-Nación en la construcción de las identidades.

En efecto, en la mayor parte de descripciones del colectivo Modernidad/Colonialidad se devela e insiste sobre la continuidad de los rasgos de la dominación que se han reproducido incluso después del establecimiento de los Estados-Nación decimonónicos, que es justamente

lo que consolida la idea central de que la modernidad no ha operado los quiebres significativos para considerar un cambio de sistema. Eso explica de algún modo porque su lectura de la modernidad es lineal pues, como proceso de emancipación, y pese a las revoluciones que han sido los ejes de su narrativa (revolución inglesa en el siglo XVII, revoluciones francesas y estadounidenses en el siglo XVIII, revolución industrial en el siglo XIX) han permanecido intactos los ordenes y los patrones de dominación establecidos (Grosfoguel 2018).

No obstante, Rojo, Salomone y Zapata advierten sobre el riesgo teórico y político que podría derivarse de la deslegitimación radical de aquellos procesos ya que aquello equivaldría también a desconocer las condiciones históricas y sociales que propendieron a formar entidades históricas tales como las naciones, que fueron las figuras políticas, culturales y territoriales que en su momento, materializaron los procesos de descolonización y por ende la existencia de Estados-Nación, que en el contexto actual, se presentan como la única escala para “luchar contra la absorción económica del imperialismo” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 120).

En tal sentido, la crítica que dirigen, no solo al colectivo Modernidad/colonialidad sino también al pensamiento poscolonial, es su forma de presentar la lucha por su emancipación a través de “una posición enunciativa otra” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 105), que en su opinión, no tiene más mérito que el de estar desprendida por completo de las posturas liberales así como de las posestructuralistas y posmodernas, pero que en el fondo son insuficientes y carecen de fuerza alguna para llevar adelante una transformación social contundente, menos frente a los procesos globales del capitalismo actual.

Zapata, Rojo y Salomone consideran que ese camino de posición teórica y política, en lugar de fortalecer una posibilidad emancipadora “da pie a una política de baja intensidad [...] que deviene no solamente compatible con sino que enteramente favorable a los designios del capitalismo neoliberal y globalizador” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 107) y por tanto anula todas las intenciones que promulga como centrales.

En efecto, de acuerdo con sus detractores, la forma desterritorializada y fragmentada que asumen los pensadores poscoloniales y decoloniales en la configuración que hacen de las

identidades, no solamente no consiguen hacerle frente a las estrategias neoliberales que centran su esfuerzo en “afianzar su dominio sobre lo más” sino que le hace un gran favor “al capitalismo neoliberal y globalizador [al que] no le inquieta en absoluto y antes bien le conviene y le complace ceder en lo de menos” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 107). Por tanto, sostienen, si la intención del pensamiento decolonial residía, en colocar en el centro de la reflexión posturas que alimentarían la oposición a los mecanismos depredadores del capitalismo, terminaron, al segmentar la concepción de los espacios de lucha, debilitándolos y así favoreciendo las estrategias de dominación.

Para zanjar de alguna forma aquella discusión y devolver al lugar de la reflexión unas definiciones matizadas acerca de la modernidad, Zapata, Rojo y Salomone, apuntan en la importancia de tomar en cuenta una distinción dentro de la definición de la modernidad, discerniendo su parte instrumental de aquella dimensión emancipadora. Esta última que recuperan y defienden es la que se presenta como posibilidad de lucha. Además colocan el papel de los Estados-Nación como el catalizador de esa emancipación.

Reconocen entonces sin duda que en su lado instrumental, la modernidad “barbarizó a las poblaciones nativas del Tercer Mundo” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 122), pues a nombre del progreso encontró la justificación para tal exterminación. Por otro lado, arguyen que la modernidad “llegado el momento hizo posible que se emprendiera la crítica de semejante proyecto y que se encontraran también los métodos para combatirlo y desarticularlo” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 122).

Así, rescatan la dimensión emancipadora que operó en la modernidad y en esa línea aluden a varias aportaciones filosóficas acerca, por ejemplo, de la autonomía del sujeto, y que “consiste en admitir que la libertad y la capacidad de acción son consustanciales a la naturaleza de los seres humanos” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 128) lo que permite descentrar una idea esencialista del ser humano como determinado por naturaleza y por ende cuestionar que el dominio sobre el otro es una condición *per se*.

Con el mismo propósito de reivindicar la dimensión emancipadora de la modernidad, los autores acuden a la figura del “igualitarismo moderno” recogiendo entre otros el pensamiento de la autora feminista Celia Amorós y del que sacan la siguiente conclusión: “puesto que

somos iguales, puesto que en el mundo moderno una cierta idea de la naturaleza nos ha hecho a todos iguales, es que podemos también ser diferentes” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 130). En ese supuesto, se introduce la idea del “semejante” que es la que permite exigir del otro las mismas diferencias que se reclama para sí mismo. Dentro de esta lógica, y para conseguir los equilibrios que se expresan en las diferencias, es necesaria la comunicación, lo que llaman “una plataforma de interconexión” que hace posible la convivencia dentro de esas diferencias.

El razonamiento de Zapata, Rojo y Salomone sobre esa posibilidad de convivencia en la diferencia se resume en lo siguiente:

Podremos, al fin, cartografiar la geografía de un territorio compartido más allá del cual se extiende el espacio de la diferencia. La homogeneización, de cualquier orden que ella sea, de género, étnica, social o cultural, puede ser neutralizada a partir de ese principio. Pero también, a partir de ese principio podemos responderle de manera adecuada a la heterogeneización insensata, a la absolutización de la diferencia, al separatismo o, como escribió el poeta Césaire, a la “segregación” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 131).

Así, apelar a la igualdad como concepto central para repensar el *ethos* moderno y así ampliar la única descripción de modernidad instrumental a menudo sugerida por el pensamiento decolonial, permite puntualizar sobre la discontinuidad de la modernidad y resituar en sus debidos contextos históricos los acontecimientos que pudieron existir. Pero más que nada, y creemos que es la preocupación fundamental de estos autores críticos, permite reivindicar la emancipación como capacidad de los pueblos y de los seres humanos de decidir sobre su auto determinación y “entenderse a sí mismos como mejor les plazca y a darse la organización que más les acomode” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 131).

En ese contexto de una lectura de la modernidad en su versión emancipatoria, se recupera también la idea de la construcción de los nacionalismos como mecanismos de liberación. Así, a través de una capacidad de convocatoria alrededor de una premisa identitaria, que procura, ni caer en la homogeneización absoluta, ni tampoco en la fragmentación de los conceptos de hibridez, ambivalencia y culturalistas de los que los autores han puntualizado los límites, se intenta conseguir una vía de convivencia que además le haga frente a las actuales formas de dominación y explotación encarnadas en el capitalismo neoliberal y globalizado.

Esa premisa identitaria que ha tomado forma en la construcción nacional, se convierte en una categoría tangible que no solamente es indispensable reconocer, sino sobre la que se convierte urgente volver a pensar y explorar alternativas. Al ser un constructo simbólico, y partiendo de la idea de que “la identidad nacional es algo que existe objetivamente, pero que existe porque fue hecho de esa manera”, estos autores invitan a que “podría volverse a hacer” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 132).

Sobre esto, Rojo, Salomone y Zapata piensan también en una franja importante de poblaciones y sujetos colectivos, que en medio del capitalismo global tratan de conservar sus apegos culturales, geográficos e históricos para no ser atrapados por las formas homogeneizantes de la mundialización. La idea de nación surge ahí como el mecanismo y aparataje más idóneo, “objetivándola como la identidad colectiva de un pueblo que lucha por seguir existiendo como lo que ha sido y como lo que no quiere dejar de ser” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 113).

A este propósito también, traen a colación el ejemplo del Ejército Zapatista de Liberación Nacional que como propuesta política recobra el papel de la nación frente a la globalización, como el lugar desde donde pretende construir un entorno digno para vivir, “sin perder ni su identidad, ni sus valores culturales” (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 114). La posibilidad incluso de saldar una deuda histórica frente a los pueblos indígenas se perfecciona en la construcción de “un estado nacional más justo y más solidario”. En otras palabras, se propone, en la figura de Estado-Nación, la oportunidad de un espacio desde donde luchar y tratar convivir en igualdad de condiciones.

Tomando nota de lo puntualizado por estos autores, encontramos coincidencias entre estos postulados críticos y los enunciados por una franja de los llamados Estudios de la Frontera que hemos abordado en la primera parte de este capítulo. Estas coincidencias radican específicamente en la importancia del rol de los Estados-Nación en las conformaciones identitarias y como marcos para la enunciación de reivindicaciones políticas y sociales frente a las lógicas globales que subsumen a los sectores que a menudo están fuera del poder.

En el caso del análisis crítico que acabamos de aludir, la razón fundamental de tal insistencia es que la globalización, tal como está operando no propone reales alternativas. En palabras de Rojo, Zapata y Salomone la globalización

no es un proceso de universalización, como a menudo se nos quiere hacer creer, es un proceso de extensión por la fuerza (...) de una particularidad, la del capitalismo internacional, y del tipo de sociedad, y del tipo de política y del tipo de cultura que con él se asocian (Rojo, Salomone y Zapata 2003, 137)

Si bien reconocemos que los matices son relevantes, y que una relectura de la modernidad es necesaria para dar cabida, a la luz de la realidad actual, a la recomposición de mecanismos y espacios identitarios aún vigentes y que son materialmente viables para la lucha colectiva - entre esos, los espacios nacionales-, no coincidimos con el argumento adelantado por estos autores críticos y que consiste en separar el advenimiento de la modernidad con el capitalismo y el imperialismo.

Sobre ese punto, reiteramos, que aquella ecuación y dialéctica entre modernidad y capitalismo, es uno los fundamentos sobre el que reposa el desarrollo de la colonialidad del poder, del saber y del ser sobre el que hemos reflexionado largamente en este capítulo y en el que nos adscribimos. Más bien, lo que si podemos entrever, es que el colectivo decolonial, no supo leer en su totalidad, y menos de cara a la expresión más reciente y agresiva del capitalismo, su fase global y neoliberal y así articular una reflexión más política respecto a eso.

Y en ese sentido, abordamos el segundo punto considerado como crítico en relación al colectivo decolonial, haciéndonos eco esta vez de lo que subraya Ramón Grosfoguel, en su texto *La compleja relación entre modernidad y capitalismo: una visión descolonial* (2018) sobre la falta de claridad o quizás podríamos decir, de contundencia política de algunos de los exponentes del colectivo Modernidad/Colonialidad, en cuanto a los alcances de la íntima relación entre la modernidad y el capitalismo ya que, en la práctica, sus postulados, a fuerza de haberse confinado dentro de la academia, sea esta del norte o sur global, han perdido la capacidad para diseñar y pensar procesos de transformación, quedándose así en meras propuestas académicas. Esta crítica abona igualmente a la que señalaron Rojo, Zapata y

Salomone sobre la débil capacidad del pensamiento decolonial para hacer frente a los actuales entramados de la globalización y del capitalismo salvaje que hemos anotado.

Esta falta de articulación más profunda del desarrollo crítico del colectivo decolonial con las dimensiones problemáticas de la gobalización y su tendencia a una despolitización en el alcance real de sus propuestas, ocurre fundamentalmente, por la tendencia que se instaló a lo largo de los años de invisibilizar como sujetos políticos y productores de conocimiento a los llamados subalternos, sujetos predilectos de los propios campos de análisis decoloniales (Inclán, 2016; Rivera Cusicanqui, 2010, Cumes 2012, Curiel, 2007).

Lo que si queremos abordar, puesto que nuestro interés se centra en la capacidad del movimiento indígena ecuatoriano para crear y recrear narrativas políticas en torno a las realidades sociales e históricas que le rodean, es, a partir de los postulados ya planteados y desde las críticas y limitaciones que se han puesto a la luz, extraer el potencial que ofrece la perspectiva decolonial para hilar los contextos en que surgen los discursos que vamos a analizar.

En aras de retomar desde algún punto los aportes del pensamiento decolonial y extender los hilos desde donde parece haberse quedado cortos, nos referimos a lo que con claridad recuerda Ramón Grosfoguel como premisa, y que también hemos desarrollado con detalle en este capítulo, y es que la modernidad lleva con si, la idea del progreso y se basa sobre una lógica cartesiana que separa el hombre de la naturaleza. A partir de eso, se deriva y reitera que

Esa cosmovisión dualista cartesiana es constitutiva de la manera de producir tecnologías, por eso digo que no existe “el capitalismo” como sistema aislado, sino que hay un capitalismo realmente existente, un capitalismo histórico, que es el sistema económico de la civilización moderna” y por tanto “las lógicas civilizatorias de la modernidad son constitutivas del capitalismo histórico” (Grosfoguel 2018, 40-41).

Por tanto, la visión que plantea el autor, en función de aplicar de manera más cabal una verdadera propuesta decolonial, consiste en poner en cuestión el conjunto de estructuras tanto materiales como simbólicas que son constitutivas de la modernidad y por ende del capitalismo, más allá de tratar de enmendar solo una parte de ellas. En este sentido, señala

por ejemplo, las limitaciones y fracasos de la izquierda anticapitalista del siglo XX, que se concentró de manera prioritaria en atacar los sistemas económicos para luchar contra el capitalismo pero reprodujo algunos de los marcos en que el capitalismo mismo se sostiene como es la división social, racial y de género, y la dominación sobre la naturaleza (Grosfoguel 2018).

Este último acápite que vino a completar los anteriores refleja la permanente inquietud de dejar abiertas las puertas para la incorporación de nuevas lecturas y la posibilidad de diálogo interdisciplinar como una postura asumida de investigación. Sabemos que muchas aristas contenidas en los desarrollos teóricos no se reflejan en su totalidad pero nos obligan también a retomar las lecturas en diferentes momentos del avance del estudio.

Por ahora, en cuanto a la naturaleza y el espacio, que es otro eje sobre el que el capitalismo ejerce su dominio, abordaremos a continuación una aproximación distinta desde una tradición epistémica cuyas vertientes más tradicionales, el marxismo, en su versión más *neo*-también constituye una mirada complementaria a lo presentado por incurrir en los aspectos de organización económica global y entender sus impactos sobre los dominios locales.

3. La globalización y el poder imperial en el siglo XXI: acumulación por desposesión, desarrollo geográfico desigual y sus efectos.

El apartado que presentamos a continuación constituye otra de las bases teóricas primordiales de esta investigación ya que, por un lado, nos ofrece un aparato muy amplio y consistente para pensar el concepto del espacio, no solo desde su acepción territorial sino desde su sentido social, político y cultural. Por otro lado, pone en el centro del análisis, la tensión entre la naturaleza y el ser humano, como foco de la disputa ontológica y filosófica que determina los caminos de la perpetuación de los sistemas de organización social actuales y sus contradicciones. A partir de aquel marco que sirve de cimiento para el entendimiento del funcionamiento del capitalismo en su etapa más reciente, la globalización neoliberal y transnacional, veremos cómo se han configurado y utilizado, desde finales del siglo XX en América Latina, las narrativas securitistas y del miedo para afianzar las políticas ultraliberales en el escenario regional. Aquello nos dará luces para mapear los efectos de esa

agenda neoliberal en Ecuador y las reacciones sociales que ha suscitado, en este caso por el movimiento indígena ecuatoriano.

Hemos optado por unos autores de tradición marxista, los geógrafos británicos David Harvey y Neil Smith, ya que, para construir nuevos sentidos del concepto de “fronteras” que es el objeto central de esta investigación, consideramos esencial entender la concepción de la espacialidad y de la organización social, como también política e incluso identitaria desde el marco del capitalismo como sistema de organización social, político y económico que rige a nivel global.

Consideramos entonces que las interpretaciones de la teoría marxista sobre el capitalismo por parte de Harvey y Smith, resultan ser herramientas útiles, que además de ofrecer una lectura de la teoría de Marx, marcan muchos acentos complementarios y críticos en relación con otras lecturas marxistas más clásicas.

En efecto, este minucioso entendimiento de la teoría marxista, que, en palabras del mismo Harvey, ha sido fruto de un incansable trabajo de análisis y lectura de sus obras a lo largo de su vida, y que además fue alimentado en mayores proporciones a partir de la conformación del proyecto “Reading Marx’s Capital with David Harvey”¹⁶ en el 2001 en la City University of New York (CUNY) donde era profesor. Esta iniciativa académica que emergió de un grupo de estudiantes consistió en grabar y difundir a través de la web las charlas que impartía Harvey en la Universidad, permitiendo así un acceso mucho más amplio y la constitución de un archivo audiovisual y textual de gran valor. La capacidad pedagógica de Harvey para transmitir la complejidad de la teoría marxista a un público amplio y no únicamente académico, le ha servido para que “retroalimente sus propias ideas y obligarle a conectar con realidades o lugares desconocidos y con ideas o temas quizá inesperados” (Benach y Albet 2019, 41)

Esta investigación, que se propone hacer una revisión de los discursos, por un lado, de un sector político perteneciente a la sociedad civil (movimiento indígena CONAIE) y del otro,

¹⁶ <http://davidharvey.org/reading-capital/>

del Estado, frente a una misma coyuntura, busca explorar los matices que se construyen alrededor del concepto de “fronteras”.

Como variable clave para esta reflexión, asumimos que, en la actualidad, las sociedades a nivel global están influenciadas por un sistema económico de libre mercado transnacional que expande un discurso funcional a sus objetivos de comercio sin fronteras, y flujos monetarios sin restricciones.

En este sentido, es ineludible abrir el espectro de análisis e intentar entender en una amplia dimensión, cómo las decisiones y maniobras políticas y económicas, así como los códigos discursivos que generan, circulan a gran escala e influyen globalmente.

Paralelamente a eso, no obstante, es necesario detenerse en las narrativas que se tejen localmente y que no se subsumen a las lógicas globales construyéndose así, sus propios sentidos.

Ahora bien, este acápite buscará explorar en un primer momento los aspectos del concepto acuñado por el geógrafo británico David Harvey de *acumulación por desposesión*, para comprender cómo el capitalismo ejerce su influencia en el espacio geográfico. Gran parte de su reflexión nos llevará a profundizar y complementar esta mirada con la noción de *desarrollo geográfico desigual*, desarrollada por Neil Smith, que nos dará las herramientas para entender las dinámicas del capitalismo global y las formas en que opera de forma desigual en las distintas latitudes. En un segundo momento, dentro de esa misma lógica del capital global, veremos el papel desempeñado por los procesos discursivos y el mecanismo de “securitización” como herramienta de control de los comportamientos y de las emociones.

3.1. La acumulación por desposesión: un mecanismo inherente al sistema capitalista

A partir de la amplia reflexión que nos ofrecen David Harvey y Neil Smith y su interpretación de los grandes cambios del orden mundial bajo la lógica del capital, pretendemos señalar y apropiarnos dentro de su teoría, de algunos puntos esenciales que nos permitirán

posteriormente explicar las causas de los fenómenos que vamos a analizar en nuestro estudio de caso.

Las ideas centrales que nos interesan desarrollar y conectar con lo que esta investigación se ocupa, tienen que ver con los siguientes puntos de análisis de Harvey y Smith: primero, la importancia que le han dado estos autores a la reflexión sobre el espacio y cómo esta dimensión, conjugada al análisis de la temporalidad resultan cruciales para la incesante acumulación de capital que rige en el sistema global; segundo, veremos cómo, dentro de esta lógica de acumulación se genera un desarrollo geográfico desigual que explica las grandes diferencias de los modos en que opera el capitalismo en los distintos lugares del mundo; y, tercero, nos referiremos a la noción de “nuevo imperialismo” que plantea Harvey como la reorganización espacial del poder como condición de la perpetuación y reproducción del capitalismo y su íntima relación con los procesos de securitización a través de la figura del Estado.

Por tanto, en una primera parte de este desarrollo argumentativo, veremos cómo y por qué opera la acumulación por desposesión, a partir de la importancia del espacio y del tiempo. En un segundo momento, abordaremos la teoría de Neil Smith del desarrollo geográfico desigual y sus distintas etapas. Finalmente, veremos las formas hegemónicas adoptadas por el capitalismo actual para perpetuarse en el tiempo y espacio y los aspectos críticos que señala Harvey.

En esa última parte se trata de destacar particularmente una descripción del rol del Estado Nación, pues entre otras preocupaciones, esta investigación quiere poner sobre la mesa el papel de esta forma de institución política, social, territorial y cultural a la hora de definir las “fronteras”.

Empezaremos entonces por preguntarnos ¿cómo y por qué opera la acumulación por desposesión?

3.2. La acumulación originaria de Karl Marx

Como antecedente para construir la categoría analítica de *acumulación por desposesión*, el geógrafo y pensador británico David Harvey, describe cómo desde la década de los 70 del

siglo XX empezó un nuevo proceso a escala global que reconfiguró la economía mundial, llevando a una mayor transnacionalización de las empresas capitalistas y a la mundialización de las relaciones capitalistas de producción, entre otros aspectos relevantes (Benach y Albet 2019).

Para entender cómo funciona el proceso de acumulación por desposesión, Harvey hace referencia al germen de su teoría en la categoría de “acumulación originaria” de Karl Marx al que lleva a un análisis del escenario económico global actual.

En la teoría de Marx, la acumulación “originaria” o “primitiva” se refiere a los procesos de imposición del modelo capitalista en la transición de las sociedades occidentales hacia la industrialización durante el siglo XIX, que se construyó bajo mecanismos de despojo de espacios geográficos, privatización de los medios y apropiación de la fuerza de trabajo, o en palabras de Marx “proletarización”.

Para entender la dimensión de esta acumulación primitiva es necesario adentrarse en el contexto histórico decimonónico de Europa occidental y en la transformación profunda de los regímenes económicos y sociales que estaban en marcha en aquel momento.

Si bien esta transición hacia la industrialización se hizo de forma violenta, ya que conllevaba, no solamente un cambio del sistema económico, sino una completa modificación de las relaciones sociales y políticas, haciendo surgir una nueva clase de trabajadores asalariados, según Harvey, esta “violencia de clase (..) tenía un efecto positivo: abolir las relaciones feudales, liberar energías creativas, abrir la sociedad a fuertes corrientes de cambio ideológico y organizativo” (Harvey 2004, 128).

En otras palabras, esta transición que en su contexto probablemente fue decisiva y necesaria, también fue inevitable para la concreción de un nuevo orden político, económico y social que en su contexto tenía buenas intenciones en *pos* de una visión de desarrollo y modernización liberal.

La justificación para esta transición se sustentó además sobre la voluntad del ser humano de materializar su dominio sobre la naturaleza, idea que emanaba de un origen protestante

anglosajón sobre la que se ponía de relieve la dicotomía entre la naturaleza y la sociedad que ha permeado la producción capitalista.

En palabras de Neil Smith en su obra *Desarrollo desigual*, “cuanto más profundo fue el corte de la civilización en el cuerpo de Dios y la naturaleza, más extremos fueron los intentos por legitimarlo” (Smith 2020, 40).

Smith hace además alusión a la tradición clásica de la economía, en la que se refiere a la producción en general, que se basa en considerar a la naturaleza como la frontera que delimita con el desarrollo económico, y por tanto como objeto a ser conquistado permanentemente por el hombre mediante la producción.

En ese contexto, cita a Marx quien consideraba a la producción como el proceso que transforma a la naturaleza, con la propia fuerza de la naturaleza inherente al hombre. La fuerza de trabajo del hombre es la que transforma a la naturaleza con el fin de darle una función de utilidad productiva (Smith 2020, 65).

En su obra *El Capital*, Marx específicamente describe así la relación dialéctica entre el hombre y la naturaleza mediada por el trabajo:

En este proceso, el hombre se enfrenta como un poder natural con la materia de la naturaleza. Pone en acción las fuerzas naturales que forman su corporeidad, los brazos y las piernas, la cabeza y las manos, para de ese modo asimilarse, bajo una forma útil para su propia vida, las materias que la naturaleza le brinda (Marx 1867, 164).

En esta relación transformadora, en la que el hombre, mediante su fuerza natural produce lo necesario para su vida, entran en juego algunos desequilibrios ya que no siempre coinciden la producción con el nivel de consumo de lo producido. Por diversas razones, cuando se hace imposible la producción y se genera escasez, la experiencia siguiente conducirá a producir más de lo necesario para suplir los periodos de carestías y evitar las crisis. Esto llevará a la creación de un excedente (Smith 2020, 68).

Esta voluntad del hombre de producir excedente “permite no solo la más básica supervivencia de la sociedad, sino también la subsecuente división del trabajo y el eventual crecimiento de la población” (Smith 2020, 68), y por tanto se convierte en una condición necesaria para la vida en sociedad.

En efecto, la instalación de un sistema basado sobre la permanente producción de excedente lleva a una necesaria división de la sociedad en clases -los que producen y los que consumen y gestionan el excedente- lo cual, de forma inevitable, conduce a una relación de dominación de unos sobre otros.

Llevando esta relación al desarrollo de la industrialización durante la transición decimonónica, se pretendía una emancipación del hombre frente a la naturaleza, aun si para eso fuera necesario desarrollar “las diferencias internas de la sociedad (...) esclavizando a una amplia parte de la población” (Smith 2020, 69). En otras palabras, el dominio sobre la naturaleza como condición hacia el progreso, requería de un ejercicio de dominación y explotación del otro, poniendo en marcha los instintos más primitivos para hacer efectiva esa transición.

Con la división de clases, entre los que producen y los que controlan, gestionan y distribuyen la producción, además de poseer los medios de producción -es decir, dominantes y dominados-, surge también una distribución desigual de la propiedad privada mediada por la pertenencia de clase. Es en este despliegue de la propiedad privada en el que “el acceso desigual a la naturaleza se torna visible y adquiere una dimensión espacial aún más evidente por la separación del campo y la ciudad” (Smith 2020, 71).

A diferencia incluso de otras etapas de producción, la producción capitalista, se caracteriza por crear una clase que posee los medios de producción pero que no trabaja y una clase que solo produce contando únicamente con su fuerza de trabajo (Smith 2020, 75).

A la par de esta división del trabajo y de la implantación de aquel modelo capitalista en esta transición industrial, surge un modelo específico de Estado como paraguas bajo el cual se construiría y legitimaría un imaginario moderno de lo territorial, lo político, lo social, lo económico y lo identitario.

Fundamentalmente, el Estado reviste una función de regulación de esta clase dominante que detiene los medios de producción “y esto lo hace por medio de sus brazos militar, legal, ideológico y económico” (Smith 2020, 72)

En ese sentido, Harvey hace especial mención del papel desempeñado por los Estados liberales en la transición a este modelo capitalista que describe Marx, en la que estos fueron a menudo los artífices de la utilización de medidas drásticas “no solo para forzar la adopción de dispositivos institucionales capitalistas, sino también para adquirir y privatizar determinados bienes como cimiento original para la acumulación de capital” (Harvey 2004, 82).

Así Harvey pone el acento sobre el rol fundamental del Estado con sus estructuras institucionales y sobre todo sus “fuerzas policiales y el monopolio sobre los instrumentos de violencia” (Harvey 2004, 81) como condición fundamental para garantizar la prosperidad y reproducción del capitalismo.

Va incluso más allá en su juicio sobre la relación del Estado con la reproducción del capitalismo, señalando que es

el organismo político, más capacitado para orquestar los dispositivos institucionales y manipular las fuerzas moleculares de acumulación de capital a fin de preservar la pauta de asimetrías en el intercambio más provechoso para los intereses capitalistas dominantes que funcionan en su marco (Harvey 2004, 109).

Si bien esta arquitectura institucional y de poder es esencial, entran en juego también otras condiciones para que el sistema siga en constante funcionamiento.

3.3. Las condiciones espacio temporales para la acumulación por desposesión

Aparece como central en esta reflexión, para entender los procesos de acumulación por desposesión, incorporar las nociones de tiempo y espacio. Para tal cometido, proponemos volver sobre algunas de las formas de producción capitalistas.

Con la división de clases que operó durante el proceso decimonónico de industrialización, que separó al trabajador asalariado de los medios de producción, volviéndolo dependiente de su fuerza de trabajo y a la vez, que liberó al capitalista de la necesidad de trabajar, hizo que la reinversión de capitales sea una condición necesaria para la reproducción del sistema.

Como lo señala Smith, por un lado, la fuerza de trabajo en tanto es algo mercantilizable, “el salario del trabajador es una medida del tiempo de trabajo socialmente necesario para su reproducción” (Smith 2020, 79). Por otro, la capacidad de reinversión del capitalista depende

fuertemente de su posibilidad de acumular la propiedad de los medios de producción, es decir de su facultad para acumular capital.

En la definición de acumulación originaria de Marx y que describía el entorno del siglo XIX, Harvey hace especial mención de las características centrales de los procesos de acumulación señalando concretamente: “la mercantilización y privatización de las tierras”, “la expulsión por fuerza de las poblaciones campesinas”, “la supresión del acceso a bienes comunales”, “la mercantilización de la fuerza de trabajo” (Harvey 2004).

Señala, como punto de partida de su categoría de acumulación por desposesión que esas características están presentes en la actual era del neoliberalismo, y plantea como una premisa adicional, el carácter inseparable entre las nociones de espacio y de tiempo. En efecto, el capital, para sobrevivir requiere contemplar esos dos elementos como interdependientes.

Así, por un lado, la continuidad del ciclo del capitalismo depende de su capacidad de crear nuevas formas de perpetuarse y expandirse en el espacio geográfico. Por otro, como característica inherente el sistema neoliberal actual requiere, con la finalidad de obtener mayores beneficios, acortar los tiempos y mover sus inversiones de la manera más rápida posible.

Esas dos condiciones facilitadas hoy en día, de una parte, por los avances tecnológicos y de otra, por las desregulaciones en el funcionamiento de los sistemas económicos, muestran la estrecha y dialéctica relación entre el espacio y el tiempo y que “el capital financiero siempre está buscando nuevas ventajas espaciales de la misma manera que lo está haciendo con la temporalidad” (Harvey 2015, 67)

En esa medida, la acumulación por desposesión, a la vez que aprovecha las virtudes de un sistema financiero que opera en segundos y sin interrupción, reorganiza también los espacios de forma cada vez más apresurada, convirtiendo así sus formas de acción en más voraces.

Algunas prácticas como “el fraude, (..) la especulación, (..) los esquemas de Ponzi, la destrucción estructurada de activos a través de la inflación, la liquidación de activos mediante fusiones y adquisiciones (...) la desposesión de activos” (Harvey 2019, 172) son las estrategias y modalidades más comunes dentro del actual sistema capitalista

La lógica del capitalismo en la era neoliberal agudiza constantemente, mediante la dominación del espacio y del tiempo, la apropiación de más capital a través de la liberalización del mercado, la reducción de las regulaciones estatales, la especulación financiera, pero sobre todo utiliza la privatización de bienes y servicios públicos como herramienta central para conquistar nuevos espacios geográficos.

A medida que sucede esta acumulación de capital derivada de la productividad de los bienes privatizados, se va generando a la vez una sobreacumulación, es decir un excedente de capital ocioso, que ya no encuentra oportunidades de inversión y que se acompaña por un excedente de fuerza laboral, y por tanto la generación de desempleo (Harvey 2004, 119).

Es ahí donde el capital requiere reforzar su control absoluto de las dimensiones espacial y temporal ya que esta sobreacumulación requiere buscar de forma inmediata y antes de verse afectada por las crisis que genera, nuevos nichos de inversión, en nuevos espacios geográficos, aplicando en ellos, nuevos procesos de privatización que permitan la inyección de los capitales sobreacumulados en nuevos contextos deprimidos y proveerles de un “uso rentable” (Harvey 2004, 119). Así el ciclo se reproduce y perpetua, dejando a su paso los estragos del despojo.

Lo descrito es lo que David Harvey denomina la “solución espacio-temporal” a las contradicciones internas de la acumulación de capital y a las crisis que generan. En efecto, como lo explica detalladamente, si en “determinado territorio (...) se generan excedentes de capital y de fuerza de trabajo que no pueden ser absorbidos internamente (...), entonces deben trasladarse a otros lugares donde encuentren un terreno fresco para su realización rentable, si no quiere que sean devaluados” (Harvey 2004, 98).

El problema de esta solución señala, es que suele ser pasajera, pues el fenómeno de sobreacumulación de capital tenderá a repetirse en los “nuevos espacios dinámicos de acumulación de capital” que a su vez deberán buscar nuevas soluciones espacio temporales para absorber esos excedentes “mediante sus propias expansiones geográficas” (Harvey 2004, 100).

Harvey advertía, en su análisis del año 2004, sobre las posibles consecuencias de estos procesos repetitivos. En un primer escenario un tanto conservador, planteó que los flujos de

capital se reorientan de forma sistemática para mantener una cierta estabilidad del sistema capitalista global, aunque los espacios geográficos locales donde se genera esa sobreacumulación sufren algunas consecuencias como “desindustrialización” o “desvaloraciones parciales”, como tal ha sido el caso en las décadas de los 80 y 90 del siglo XX (Harvey 2004, 100).

Desde una mirada prospectiva, el autor sin embargo ya avanzaba la hipótesis de que China sería el actor predilecto para absorber los excesos de capital en la primera etapa del siglo XXI (Harvey 2004, 101).

No se había equivocado, pues como lo vaticinó, China se convirtió en un actor central en la absorción de capital, iniciando así enormes inversiones internas con capital extranjero en las primeras décadas de los 2000, pasando de “5000 millones de dólares netos en 1991 a unos 50 000 millones en 2002” (Harvey 2004, 101)¹⁷.

Sin embargo, Harvey también preveía en este escenario que esta nueva configuración de las hegemonías mundiales podía llevar a una “exacerbación de las competencias internacionales, con múltiples centros dinámicos de acumulación de capital enfrentados en la escena mundial, buscando cada uno de ellos su propia solución a los importantes problemas de sobreacumulación” (Harvey 2004, 102-103).

Dentro de esa previsión, mucho más pesimista, incluía “serias crisis de devaluación localizada”, “pugnas entre Estados en forma de guerras comerciales y monetaria, con el peligro siempre al acecho de confrontaciones militares” (Harvey 2004, 103).

Los hechos no lo dejaron mentir, y cada día a la luz de los acontecimientos mundiales¹⁸, podemos notar la importancia de la conquista de territorios por parte de las viejas y nuevas

¹⁷ Pero, además, ese nuevo momento para China, marcado por el lema *Zou Chuqu* impulsado por el Estado chino en su plan quinquenal 2001-2005, y que significa “volverse global”, fue el elegido por el gigante asiático para emprender ingentes inversiones a través del mundo. Solo en América Latina, la inversión extranjera directa por parte de China alcanzó el 11% de un total de 209 000 millones de dólares, entre 2005 y 2015 (Sacher 2017, 85).

¹⁸ Nos referimos entre otras cosas a la guerra comercial desatada entre Estados Unidos y China en el año 2018 bajo la presidencia de Donald Trump en la que impuso altos aranceles a las importaciones chinas argumentando prácticas desleales de comercio por parte de China.

potencias hegemónicas que buscan, con aún más desesperación, a causa de la ferviente competencia, reubicar constantemente sus capitales, a cualquier costo.

3.4. El desarrollo geográfico desigual como consecuencia de la acumulación por desposesión.

A lo largo de la exposición de su teoría del *desarrollo geográfico desigual*, Neil Smith enfoca su reflexión, en un diálogo complementario con Harvey, sobre cómo la configuración geográfica, refiriéndose al espacio, contribuye a la supervivencia del capitalismo y cómo esa condición de producción deriva en la profundización cada vez mayor de la desigualdad.

Como premisa para desarrollar su reflexión, Smith recorre el concepto de “naturaleza”, a partir del surgimiento industrial, siguiendo tradiciones filosóficas decimonónicas que ponen de relieve el análisis de su rol en el proceso de transición económico hacia el capitalismo.

El punto de partida de su reflexión se ubica en una visión dual de la naturaleza heredada de Kant que, por una parte, es concebida como externa, es decir fuera de la sociedad, y que finaliza donde empieza el reino de los humanos. Por la otra parte, la naturaleza se considera universal ya que parte del ser humano también está atravesado por ella (Smith 2020, 26).

Desde la primera concepción, el reto del humano es ir empujando la frontera entre sociedad y naturaleza e ir ganando terreno sobre ella como señal de desarrollo. En la segunda acepción, se reconoce el aspecto simultáneo de la presencia de la naturaleza de forma interna y externa al ser humano (Smith 2020, 26).

Esta idea de dominio sobre la naturaleza, como lo acabamos de decir y como lo abordamos antes a propósito de la justificación de la instalación de un nuevo orden económico en el siglo XIX, aparece entonces como persistente cuando está ligada a la producción capitalista.

Pero además de un dominio constante, se trata de convertir a la naturaleza, tanto en su forma externa, como a la naturaleza humana en su sentido universal en un objeto de producción.

En tal medida, y como ya hemos avanzado con la categoría de acumulación por desposesión de Harvey, Neil Smith coincide en que

bajo el dictado del proceso de acumulación, el modo de producción capitalista debe expandirse de forma continua para sobrevivir (...). El capital se cierne sobre la tierra en busca de recursos materiales, y entonces la naturaleza se convierte en *un medio de producción universal* en el sentido de que no solo suministra los sujetos, los objetos y los instrumentos de producción, sino que también es, en su totalidad, un apéndice del proceso de producción (Smith 2020, 80).

La consideración de la naturaleza como objeto que se puede transformar, apropiar y moldear para satisfacer los fines de la acumulación de capital, es patente tanto en el paisaje geográfico como en el ser humano cuyo cuerpo, fuerza y consciencia social están subsumidos a la lógica de reproducción del capital.

Una vez más, las dimensiones del espacio y del tiempo se conjugan para definir las incesantes necesidades del capital para reproducirse, y en las que, la naturaleza es concebida tanto como parte del paisaje geográfico, así como en su dimensión más universal. En ese sentido, la producción de la naturaleza es parte sustancial de la producción del espacio dentro de la lógica de producción del capitalismo.

En esa medida, cabe detenernos un momento sobre las distintas acepciones del concepto de espacio para llegar a dimensionar cómo opera el desarrollo geográfico desigual dentro de los procesos de acumulación por desposesión.

La evolución en la concepción del espacio se presenta como una variable histórica en la que se han destacado varias discusiones teóricas que no pretendemos abordar en su totalidad, sino referirnos en términos generales a las que nos permiten examinar lo que Neil Smith llama la “geografía del capitalismo” y por ende ahondar en “la relación entre la producción de la naturaleza y la desigualdad del desarrollo capitalista” (Smith 2020, 101).

En una definición más primigenia del espacio, éste refería a las relaciones sociales que se tejían entre seres humanos en un lugar determinado, sin que se marque una distinción entre el espacio social y el espacio natural. Con la aparición del intercambio de mercancías aparece lo que Smith denomina “una segunda naturaleza (...) con ella se produce una escisión en la unidad del lugar y la naturaleza” (Smith 2020, 116)

Con el advenimiento del Estado, esta separación entre sociedad/naturaleza y función social/espacio, se hizo más evidente cumpliendo con dos misiones clave: primero, el Estado

surgió como un ente por encima de la sociedad con la capacidad de mediar conflictos entre clases y ordenar la tenencia de la propiedad privada y los privilegios de la clase dominante. Segundo, a diferencia de “la vieja organización nobiliaria, el Estado se distinguió (...) por agrupar a sus miembros sobre una base territorial” (Smith 2020, 117) y ya no sobre la reagrupación en función de los lazos de sangre.

Esta nueva forma de organización social, cuya pertenencia de las personas ya no se basaba en sus lazos familiares o de parentesco, y que apelaría a otros principios para hacer valer su autoridad, requeriría entonces de una nueva forma de control sobre el territorio y por tanto “el territorio es lo que fue dividido, no la gente: los habitantes se convirtieron en un apéndice político del territorio” (Smith 2020, 117).

A escala global, la transición al capitalismo y la extensión de su dominio encontró su expresión más elocuente en la parcelación de espacios separados por límites imaginarios: los Estados Nación. Así “el mundo actual está dividido en 160 o más Estados nación, y esto es tanto una necesidad del capital como una partición geográfica de la propiedad privada.” (Smith 2020, 123)

Lo señalado por Smith, fundamenta la forma en la que, la organización política y social, en la transición de las sociedades de antiguo régimen a las sociedades liberales y finalmente al Estado-nación decimonónico. Esto ha sido posible reorganizando y diseñando nuevas fronteras no solamente territoriales, sino también sociales y políticas en función de los intereses de unas clases dominantes que han basado estas nuevas delimitaciones sobre principios abstractos como la libertad, la democracia y la moral.

En el nuevo contexto económico y social industrial, el capital y su principio de reproducción bajo la acumulación requirió configurar espacios en los que el hombre podría seguir emancipándose de la naturaleza. Para conseguir esta expansión, el capitalismo ha tenido que desplegar cada vez más sus modos de producción a más gran escala, a punto de convertir todos sus procesos en universales.

Así, se adoptó a escala mundial, el modo del trabajo asalariado que, a la vez que desancla la relación del trabajador con el espacio, permitió multiplicar las posibilidades de expansión del capital en el espacio. O en palabras de Smith: “Esta universalidad de la relación trabajo-

salario en el capitalismo libra a la clase trabajadora y también al capital de cualquier atadura al espacio absoluto” (Smith 2020, 122).

Aquello ha llevado a una configuración funcional del espacio geográfico para los fines de la acumulación de capital, lo que ha derivado por ejemplo en que “reunir más y más trabajadores en las proximidades de los centros de trabajo se torne un imperativo”, o que, “mantener en el nivel mínimo la distancia al trabajo, (...) posibilita mantener bajos los salarios” (Smith 2020, 123).

Dentro de una visión del espacio como un objeto mercantil, es decir, de la determinación de su valor de uso y de cambio, la geografía se organiza como una estructura de producción unitaria que moldea el espacio “como una expresión de la relación entre capital y trabajo” (Smith 2020, 121).

En otras palabras, y tomando en cuenta la dimensión espacial, el trabajo y la noción marxista de la división social del trabajo están mediados por el espacio geográfico ya que “el capital se mueve a lugares específicos donde puede extraer ventajas económicas y realizar tasas de ganancia más elevadas” (Smith 2006, 5).

Esto significa que el capital, como lo hemos visto con Harvey, se desplaza donde encuentra oportunidades de inversión. En tal sentido, se vale de “la diferenciación espacial de las rentas, salarios, producción, costos” (Smith 2006, 5).

Uno de los nudos primordiales que desentraña Smith y que constituyen una mirada crítica al determinismo de la geografía, está en relación con las condiciones que hacen la diferenciación entre un espacio geográfico y otro.

En efecto, la geografía clásica a menudo plantea que las diferencias de desarrollo tienen que ver con las condiciones naturales. Así, en las escuelas estadounidense y alemana, hasta los años 60 del siglo XX, se sostenía la versión de un determinismo ambiental para el desarrollo de las actividades humanas y por ende para el desarrollo de la economía. Así, como lo señala Smith “en todas estas tradiciones, la concentración espacial de la riqueza fue considerada ante todo como el resultado de la diferenciación natural en función de la fisiografía, los recursos, el clima, etc” (Smith 2020, 143).

Este determinismo epistemológico ha justificado la forma de la división del trabajo en el sistema capitalista ya que se atribuyó, a ciertas zonas del planeta, la tarea de proveer y producir determinados productos en función de sus ventajas naturales, poniéndolas así, históricamente, al margen de cierto desarrollo industrial y tecnológico.

Smith señala a este propósito que actualmente las fuerzas productivas en el capitalismo han superado con creces las limitaciones naturales que podían justificar esta lógica de la geografía tradicional. En efecto, por un lado, hace mención del desarrollo de los medios de transporte que han superado el obstáculo de las distancias entre las materias primas y los medios industriales de transformación. También ubica que hoy en día la localización de los productos industriales está más determinada por sus fuerzas productivas que por la localización de sus materias primas. Esto lo lleva a concluir que “la concentración y la centralización del capital en el entorno construido se desarrolla en función de la lógica social inherente al proceso de acumulación de capital” (Smith 2020, 147).

Eso significa a la misma vez que “la diferenciación de lugares, (...) es cada vez menos una cuestión de locación y dotación natural” (Smith 2006, 7) pero es cada vez más producto de la lógica misma del capital que requiere de esa diferenciación para subsistir.

En ese sentido Smith señala que aún si el capital se enfrentara a un mundo homogéneo “los rígidos requerimientos de la acumulación rápidamente conduciría a un desarrollo de ciertas especialidades y condiciones de trabajo, distintos niveles de remuneraciones, diferentes recursos y tecnologías en algunos sitios a expensas de otros”. (Smith 2006, 7). Así, la diferenciación de los lugares y las escalas geográficas son una condición intrínseca del capitalismo para su expansión.

Esta geografía en escalas, en el siglo XX, se materializó en la figura del Estado-nación y por ende su división territorial y su posibilidad de organización para homogeneizar las condiciones que permitirían la expansión del capital. El alcance cada vez más extenso del capital requería de un sistema y una geografía acordes a sus necesidades y la estructura nacional, a través de sus instituciones como “leyes laborales e impositivas, sistemas de transporte, medios de comunicación, sistemas de reproducción social, subsidios al capital, etc” (Smith 2006, 7) podían ofrecer esas respuestas.

No obstante, a la noción temporal de crisis derivadas de la acumulación de capital, en las que se explicaba cómo los ciclos del capital requerían de sobreacumulación en determinados momentos para generar nuevos ciclos de inversión, se suma la dimensión espacial, en la que “el capitalismo genera “también ciclos espaciales de desarrollo en un polo y subdesarrollo en otro” (Smith 2006, 7).

3.5. El nuevo imperialismo y sus dimensiones simbólicas

Lo anterior nos lleva a abordar el tercer aspecto importante de este apartado y que rescatamos de Harvey para nuestro posterior análisis de caso. En efecto, las nuevas configuraciones políticas, sociales y territoriales a las que han llevado los procesos de acumulación por desposesión sugieren una reorganización del poder que Harvey llama un “nuevo imperialismo” por las formas específicas de su ejercicio.

Para entender en toda su dimensión el aspecto imperialista del capitalismo y en particular el que explica el colonialismo entendido como la conquista de nuevos territorios emprendido a finales del siglo XIX y principios del siglo XX, Harvey menciona las prácticas imperialistas de las potencias hegemónicas de finales del siglo XIX: Gran Bretaña, Francia y Estados Unidos. Denomina este fenómeno como un viraje hacia un imperialismo liberal (Harvey 2004, 104).

El contexto político y social de la época, dentro de una ola de industrialización, estaba marcado por la efervescencia de una clase obrera en construcción, que buscaba ver reflejadas las ganancias de la burguesía propietaria de estas industrias, en reformas sociales a su favor.

La sobreacumulación de capital, producto del desarrollo industrial boyante, sin embargo no sería invertido para cubrir las reivindicaciones sociales del momento, pues los intereses internos, marcados por la resistencia de las clases burguesas en renunciar a sus privilegios y por tanto en invertir en reformas sociales en favor de la clase obrera y así mantenerse en la cima de la escala social y del poder político, dio pie a emprender “soluciones espacio-temporales” a los problemas de sobreacumulación de capital y por tanto buscar nuevas expansiones geográficas en el exterior (Harvey 2004, 104).

En palabras de Harvey “Fueron problemas políticos internos de este tipo los que condujeron entre 1884 y 1945 a muchas potencias europeas a buscar en el exterior una solución para sus problemas” (Harvey 2004, 105). Cabe señalar que estas decisiones estaban mediadas por las alianzas entre poder político y poder económico y en ciertos casos con la anuencia de las dirigencias de la misma clase obrera.

Bajo la misma lógica que presenta Harvey este imperialismo liberal de la era industrial europea decimonónica, se refiere a la permanente obsesión imperial de las potencias hegemónicas en la era neoliberal del siglo XX y XXI.

En efecto, pese a algunas crisis de sobreacumulación de capital en las que las potencias hegemónicas como Estados Unidos pudieron emprender unas reformas e inversiones internas, dio paso a hazañas imperialistas como intervenciones militares en países y regiones lejanas que tuvieron como propósito “asegurar y promover los dispositivos institucionales externos e internacionales que hacen funcionar las asimetrías en las relaciones de intercambio en beneficio de la potencia hegemónica” (Harvey 2004, 139).

Estas intervenciones, hoy en día, no solo son de índole militar, sino que se expresan también bajo políticas expansionistas de corte económico que, bajo la presión institucional de organismos internacionales, obligan a las aperturas de los mercados y al desmantelamiento de las barreras proteccionistas. Así, el “libre comercio y los mercados de capital abiertos se han convertido en medios primordiales para primar a los poderes monopolistas basados en los países capitalistas avanzados que ya dominan el comercio, la producción, los servicios y las finanzas en el mundo capitalista” (Harvey 2004, 139).

Lo cierto es que, lo que lleva a esta exacerbada presión ejercida desde las potencias hegemónicas en el planeta hacia las más débiles, es la inviabilidad a largo plazo del sistema capitalista, que, tal como lo explicaba Harvey, requiere expandirse sin tregua en el espacio y el tiempo para no morir. Sin embargo, el coste de esta obsesión por mantenerlo vigente pasa por la “periódicas devaluaciones depredadoras de activos en un lugar u otro” (Harvey 2004, 139).

Esta reflexión es la que permite a Harvey hablar de un “Nuevo Imperialismo”, es decir nuevas formas de prácticas imperialistas que consisten en apropiarse, conquistar, invadir y saquear ciertos espacios para asegurar la supervivencia de los habitantes de otros.

Estas nuevas formas del imperialismo han adoptado características muy particulares, que precisamente tienen que ver con las infinitas posibilidades que ha ofrecido la globalización, sobre todo en su sentido financiero y económico. El mayor control del espacio y del tiempo, en ese sentido han cobrado especial importancia.

La facilidad con la que empezaron a moverse los flujos financieros en las últimas décadas del siglo XX dio pie a una nueva “lógica capitalista del poder” (Harvey 2004, 142), en la que fundamentalmente, el poder estatal se puso al servicio del poder financiero. El modelo, impulsado por Estados Unidos y Gran Bretaña, que consistió en una importante ola de privatizaciones de bienes nacionales y comunales, achicando al máximo el rol de los Estados.

3.6. América Latina y acumulación por desposesión

Como ejemplo concreto de lo que acabamos de describir, y por la importancia de la región de América Latina en nuestro estudio, nos enfocaremos en cómo la entrada en esa reconfiguración mundial del poder reavivó las prácticas de acumulación por desposesión en esa región.

Eso nos permitirá, para nuestro análisis, aplicar esta categoría al entorno del Ecuador como objeto específico de esta investigación, y así dar luces sobre los impactos específicos de esos procesos en dicho contexto.

Tal como lo hemos expuesto anteriormente, y dicho de forma muy simple, ha quedado patente que para que se inicie un proceso de acumulación por desposesión es porque existe una sobreacumulación de capital, es decir un excedente de capital en algún lugar, y que requiere ser invertido en otro, para no devaluarse.

Haciendo referencia al agresivo proceso de industrialización en Europa y Estados Unidos en el siglo XIX, a partir de la década de los años 70 del siglo XX en América Latina, sucedieron importantes transformaciones que se materializaron en los años 80 y 90 con la instalación

más evidente del llamado proyecto neoliberal que requirió de medidas muy similares a las de la acumulación originaria del siglo XIX planteada por Marx.

Este programa económico impulsó una ola de desarrollo que se puso en marcha alrededor del llamado *Consenso de Washington* cuya política, ideada por el economista estadounidense John Williamson, buscaba estabilizar a los países en crisis, liberalizando su economía, incrementando la inversión de empresas transnacionales, reduciendo a la vez el tamaño de sus aparatos estatales a través de agresivas olas de privatización de bienes y medios públicos o comunitarios.

Estas medidas económicas agresivas fueron acompañadas de la posibilidad de endeudamiento de los países con el Banco Mundial y el Fondo Monetario Internacional y la entrada de capitales extranjeros para la reactivación de la economía. Todo esto respaldado por una arquitectura legal minuciosamente diseñada para legitimar institucionalmente esta estructura económica y financiera.

Así, grandes extensiones de territorios agrícolas quedaron en manos de pocos propietarios, los recursos naturales renovables como no renovables tales la madera, el petróleo y los metales pasaron a grandes concesiones con capitales extranjeros, y los recursos vitales como el agua dejaron de ser administrados por colectivos comunitarios.

Este escenario de la década de los 70, quizás propicio, o como lo interpreta Harvey, propiciado por las potencias hegemónicas detentoras del capital, confirma que la privatización de los medios públicos y el despojo de vastos espacios geográficos “ha abierto igualmente vastas áreas en las que puede introducirse el capital sobreacumulado” (Harvey 2004, 119) y así la desposesión y desmantelamiento de los servicios del Estado se presentaron como condiciones *sine qua non* para que opere la acumulación por desposesión.

Estos procesos de privatización y las consecuencias sociales y económicas que los acompañaron en América Latina llevaron en los años 2000 a una nueva etapa del modelo neoliberal, y que según algunos autores como Thwaites Rey y Castillo en su texto “Desarrollo, dependencia y Estado en el debate latinoamericano” (2008) se han denominado como posneoliberal.

Entre las características principales de este nuevo momento, el proceso de acumulación por desposesión se propagó a más gran velocidad por el carácter aún más transnacional que adquirió el capital, gracias al mayor control de las dimensiones espacio temporales como lo señalamos anteriormente.

En esta nueva etapa, se generó entonces una aún más férrea dependencia de los llamados *commodities*, es decir de los productos primarios que no presentan ningún valor agregado como son las materias primas naturales como el petróleo o los recursos mineros, así como los productos agrícolas, que son utilizados en gran medida para la exportación (Svampa 2019) (Thwaites Rey y Castillo 2008).

En efecto, la inversión de capitales para la explotación de estas materias primas fue inmediata ya que contó en América Latina, con muchas condiciones favorables para su ejecución tales como: infraestructura y mano de obra adecuada; un marco legal laxo con pocas exigencias de cumplimiento de estándares medioambientales.

En efecto, esta modalidad, denominada *Consenso de los Commodities* por autores como Maristela Svampa, haciendo un guiño semántico al Consenso de Washington antes descrito, por sus similares características en las disposiciones y medidas que impulsa, logra, durante las primeras décadas del siglo XXI la adhesión de los Estados nacionales. Gracias a las rentas generadas por la exportación de los recursos naturales, los Estados han sostenido una aparente inversión pública, funcional a los intereses electorales inmediatos.

En la región andina en particular, sobresale la importante inversión en concesiones mineras por parte de capitales transnacionales provenientes de Canadá, Estados Unidos y, de China (Sacher 2017).

Esta problemática, se sumó a la de la explotación petrolera, maderera y agroindustrial como uno de los temas de preocupación y denuncia del discurso reivindicativo del movimiento indígena, por ser, en los territorios de los pueblos y nacionalidades, donde se desarrollan primordialmente esas concesiones, implicando acaparamientos de territorios muy extensos, así como el uso de recursos hídricos importantes, es decir, procesos agresivos de acumulación por desposesión.

3.7. La securitización como mecanismo de miedo y control imperial

El *Nuevo Imperialismo* neoliberal, además del control de los ámbitos políticos y económicos, requiere del dominio de las esferas simbólicas para asegurar su legitimidad a nivel global. Aquello se apoya en un manejo discursivo específico, potenciado particularmente desde los poderes hegemónicos ligados a los sectores financieros, económicos, mediáticos y militares.

En efecto, la voracidad con la que precisa actuar este nuevo imperialismo para mantenerse vigente, lo conduce a implementar varias estrategias discursivas y simbólicas para sortear las reacciones y límites que podría encontrar en su afán de expansión.

Las medidas empujadas en las últimas décadas del siglo XX para una reconfiguración del poder mundial volcado especialmente en beneficio del poder financiero y que permitió grandes devaluaciones y devastaciones de los bienes y servicios públicos, requería de una justificación ante el mundo para seguir su curso ya que el enorme auge del capital financiero sin límites encontró reacciones y resistencias importantes especialmente desde una clase media burguesa en los países europeos. Aquello derivó por una parte en el recrudecimiento de los nacionalismos, pero también en una multitud de movimientos anti- globalización (Harvey 2004, 144).

En Estados Unidos, por ejemplo, las formas volátiles y desregularizadas de la economía con total libertad financiera, terminó afectando a la propia potencia hegemónica, donde las especulaciones de capitales ficticios ligados a las *start ups*¹⁹ a finales de los 90, produciendo una importante crisis y poniendo así en cuestión el futuro del sistema.

Estas oposiciones al sistema neoliberal golpearon la credibilidad de este nuevo orden mundial que, si bien había vendido la idea de una interconexión a nivel global y por tanto de un mundo sin fronteras, había ahondado cada vez más las desigualdades y finalmente, había reforzado las líneas de separación entre regiones y personas.

¹⁹ Designa a un tipo de empresa configurada a partir de un modelo escalable y que usa nuevas tecnologías y que por tanto tiene grandes posibilidades de crecimiento en un corto plazo.

Así, el sistema neoliberal, experimentó una reconducción simbólica marcada por eventos concomitantes como fueron la entrada de George Bush al poder y el atentado a las Torres Gemelas del 11 de septiembre 2001.

En efecto, la presidencia de Bush produciría un vuelco hacia una línea neoconservadora con una idea de restablecimiento del orden y de la autoridad moral de Estados Unidos ante los ojos del mundo, efecto que se vio altamente potenciado por el atentado sufrido en pleno corazón de la capital simbólica del mundo occidental como es Nueva York.

Este ataque propició el empuje de un discurso de enaltecimiento de Estados Unidos como figura de referencia de la defensa de la democracia que avalaría entonces cualquier pretensión de control territorial, militar y económico sobre el resto del mundo, salvaguardada además tras una retórica religiosa cristiana opuesta al oscurantismo de cualquier otra religión del mundo y particularmente el Islam (Harvey 2004, 146).

El proyecto neoconservador aludía a los “términos como “libertad”, “democracia” y “respeto hacia la propiedad privada, el individuo y la ley”, como los elementos centrales que “conforman un código de conducta que se debería exportar y si es preciso imponer al resto del mundo” (Harvey 2004, 147).

Este discurso cumplió entonces una doble función: la de restablecer un control a nivel interno de los Estados Unidos apelando a creencias fuertemente enraizadas y ligadas a la cultura religiosa del cristianismo. Este mecanismo discursivo fue alimentado exacerbando la asimilación de la responsabilidad de los atentados sufridos en Nueva York con el extremismo religioso, lo que permitiría reforzar el patriotismo y por ende el apoyo de la opinión pública a cualquier acción violenta que se emprendería hacia afuera.

Por otro lado, este discurso permitió establecer una nueva agenda internacional que incluiría un control territorial militar, que poco después se haría realidad con la invasión a Iraq y el reforzamiento de la política anti-drogas en América Latina amalgamando la categoría de terrorista al fenómeno del narcotráfico (Harvey 2004, 147).

Como efectos adicionales, estos eventos y su muy calculada estrategia discursiva se convirtieron en cortapisas, orillando incluso a los sectores más liberales de la política

estadounidense a acogerse a esta nueva guerra contra el terrorismo y sus consecuentes afanes de invasiones en nombre de la seguridad interna y la defensa de la democracia, a punto de renunciar incluso a ciertos derechos civiles, avalando leyes represivas e invasivas de la libertad personal²⁰.

En este sentido, lo que subraya Harvey es que la hegemonía en el contexto del nuevo imperialismo, ejercida por Estados Unidos en especial, ya no solamente somete “mediante el consentimiento” sino que “recurre cada vez más a la dominación mediante la coerción” (Harvey 2004, 154).

Esa nueva forma de imposición por la fuerza, que Harvey atribuye especialmente a la tendencia que logró impulsar y enraizar el ala más neoconservadora de la política estadounidense, resultó incluso ser más agresiva que el paradigma neoliberal que apostaba a una guerra de baja intensidad.

En su capítulo atinente a América Latina, esta tendencia a introducir la narrativa de la seguridad para establecer un ambiente de vigilancia y de disciplina social y política se ha implementado en varias etapas y se introdujo especialmente a partir de la determinación de amenazas como puntos de partida de las políticas de seguridad locales.

Así, durante la primera arremetida del orden neoliberal global, una vez terminada la Guerra Fría en los años 1990, la calificación de las amenazas para América Latina fue determinada en gran parte por la influencia del Consenso de Washington a través de las Conferencias de ministros de Defensa de las Américas (CMDA). Consistió, según el pensador brasileño Héctor Luis Saint Pierre, “en consensuar una agenda de amenazas no tradicionales, que preocupaban fundamentalmente a EE. UU, pero que se presentaban como si fuesen comunes a todos los países del continente” (Saint Pierre 2017, 11).

²⁰ Un claro ejemplo de aquello fue la promulgación en octubre del 2001 de la Ley de Unión y Fortalecimiento de Estados Unidos mediante la Provisión de las Herramientas Necesarias para Interceptar y Obstruir el Terrorismo de 2001, también conocida como la Ley Patriota. Esta normativa se aprobó, como respuesta a los atentados del 11 de septiembre de 2001. Aprobada bajo la premisa de dotar al gobierno de Estados Unidos de más poder y supervisión para perseguir y, en última instancia, atrapar a los terroristas acusados de los atentados del 11 de septiembre, la ley modificó más de 15 estatutos federales, entre ellos la Ley de Privacidad de las Comunicaciones Electrónicas de 1986 (ECPA) y la Ley de Fraude y Abuso Informático (CFAA). Como resultado, la Ley Patriota otorgó a las fuerzas del orden y los organismos gubernamentales de Estados Unidos un mayor poder de vigilancia e investigación, lo que ha suscitado una gran preocupación en la opinión pública en lo que respecta a la privacidad personal.

En esta medida, se agrupó, particularmente por parte de Naciones Unidas, para todos los países de la región y bajo el único y mismo paraguas de la seguridad “multidimensional”, a fenómenos diversos, de origen y causa distinta, atribuyéndoles así una caracterización marcada por la amenaza y el peligro y, por tanto, visualizando una sola forma de erradicarlos o revertirlos, mediante mecanismos en los que intervenga la fuerza legítima.

A partir del evento del ataque a las Torres Gemelas en septiembre del 2001, la narrativa de seguridad impulsada a nivel global por Estados Unidos se intensificó también para América Latina y se centró sobre el fenómeno del narcotráfico. Así, el gobierno estadounidense se valió del ataque de Al Qaeda para incluir en sus amenazas a los grupos insurgentes, donde quiera que tengan actividad en el mundo, bajo el único supuesto de que amenacen la seguridad de su país. En ese contexto, los grupos insurgentes de Colombia fueron definidos como una amenaza a la seguridad nacional estadounidense al ser acusados de estar inmiscuidos en el negocio de las drogas, que se comercian en Estados Unidos, para financiar sus actividades de lucha guerrillera.

Aquella postura geopolítica de Estados Unidos se vio reforzada en 2002, con el fracaso de los procesos de diálogo entre el Gobierno del presidente Ernesto Samper con las Fuerzas Revolucionarias de Colombia (FARC)²¹. Con el tiempo se volvió evidente la misión “contrainsurgente” de los Estados Unidos en Colombia, que se expandió en la región, donde se llegó a una presencia sin precedentes de tropas norteamericanas, materializando así la vigilancia y control imperial en el continente.

En otras palabras, la aplicación recurrente de políticas de seguridad globales, en este caso, que han respondido a intereses hemisféricos, ideados desde una estrategia de seguridad de los Estados Unidos, ha tendido a importar la definición de un solo registro de amenazas, que se formulan colocando con prioridad a los Estados como sujeto central de lo amenazado, desplazando las especificidades de otros grupos, colectivos, comunidades, y que, no siempre

²¹ Diálogos de Paz con los presidentes Samper y luego Pastrana se refiere a la serie de negociaciones y conversaciones sostenidas con la guerrilla a través de varias comisiones que se llevaron a cabo en Colombia entre 1998 y 2002 para desmilitarizar ciertas zonas del país. Luego de un proceso atropellado y varias veces interrumpido, los diálogos fracasaron

corresponden a los problemas y especificidades domésticas de cada país. Estos intereses, son calificados por Saint Pierre como:

parte del paquete presentado por la confluencia de, por un lado, el Consenso de Washington con su preocupación por disminuir el tamaño del Estado y, por otro, el intento norteamericano de recomponer doctrinariamente el continente americano como su área de seguridad nacional²² (Saint Pierre 2011, 410)

Esta ejemplificación de las formas en que el Nuevo Imperialismo opera apropiándose de las narrativas sobre la seguridad y la democracia para justificar su expansión, ha estado particularmente presente en la literatura especializada de las relaciones internacionales, la seguridad y la defensa y que, para el juicio de Saint Pierre, lingüísticamente, denota una visión derivada de “una perspectiva epistémica orientada por la historia, la cultura, los valores e intereses de los centros coloniales”²³ (Saint Pierre 2011, 2011).

En este sentido, rescatando el aspecto medular de la apropiación de los códigos discursivos para justificar la implementación de una política y el afianzamiento de una ideología, Saint Pierre pone el dedo sobre el carácter ambivalente en la definición de los conceptos, que, según él están atravesados por su lugar de enunciación, y los intereses a los que responde el emisor.

Para el concepto de amenaza en particular, Saint Pierre apunta críticamente en la necesidad de adecuar los registros de lo que se determina como amenaza ya que “la amenaza en sí misma no constituye un peligro (...) [sino que es] relativa al condicionamiento del perceptor, pues es allí donde ella se configura” (Saint Pierre 2017, 13).

Señala que la amenaza no es un objeto que puede ser analizado, sino que es “una relación que exige una aceptación de todos sus componentes, desde el emisor de la señal, y, de la emisión hacia el receptor”²⁴ (Saint Pierre 2011, 420). De acuerdo con este análisis, la

²² Traducido del portugués. Cita original: “parte do pacote apresentado pela confluência de, por um lado, o Consenso de Washington com sua preocupação por diminuir o tamanho do Estado e, por outro, o intento norte-americano de recompor doutrinarmente o continente americano como sua área de segurança nacional”

²³ Traducido del portugués. Cita original: “uma perspectiva epistêmica orientada pela história, cultura, valores e interesses das metrópoles colonialistas”

²⁴ Traducido del portugués. Cita original: “uma relação que exige uma avaliação de todos os seus componentes, desde o emissor do sinal e a emissão até o receptor”

amenaza es un “fenómeno perceptivo”, más no objetivo, sujeto a la aprehensión que uno tiene a ciertos eventos o a la posibilidad de ocurrencia de estos.

Así, la amenaza se concibe desde el punto de vista del que la percibe. Si se trata de un país, la construcción de la amenaza depende “de su historia, de su enclave geopolítico, de la característica de sus vecinos, de su proyección internacional, de sus vulnerabilidades y sus potencialidades” (Saint Pierre 2017, 11). Desde ahí, la importancia de ubicar el punto de enunciación de las amenazas y los actores que las formulan, para ubicar los intereses a los que responden los emisores.

Esta mirada crítica acerca de la conceptualización de la amenaza que teje Saint Pierre abre la perspectiva sobre la importancia del manejo discursivo, en este caso, en el marco de las relaciones geopolíticas de la esfera global, que nos incita a adentrarnos al mecanismo de “securitización”, como la categoría primordial para entender la condición del discurso dentro de las narrativas de seguridad.

La Teoría de Securitización (TS) ideada por la Escuela de Copenhague en los años 80 y cuyos mayores exponentes son Barry Buzan y Ole Weaver, se enmarca en lo denominado como *security move* que es el desplazamiento de un determinado fenómeno que a primera vista no necesariamente tiene implicaciones estratégicas, hacía su tratamiento como tema de seguridad (Verdes-Montenegro 2015, 116).

Este desplazamiento se hace bajo un acto performativo y discursivo o *speech act*²⁵ que señala específicamente el fenómeno a ser tomado en cuenta como un tema de seguridad o como lo describe el catedrático Francisco J. Verdes-Montenegro Escáñez “el mero hecho de señalar un determinado asunto y calificarlo como una amenaza, se asocia a una racionalidad específica cargada de poder simbólico que da forma a un posicionamiento en base al binomio amigo/enemigo” (Verdes-Montenegro 2015, 117).

²⁵ Concepto utilizado por Buzan y Weaver pero que proviene de la teoría de los actos del habla de los filósofos lingüistas “John L. Austin y su discípulo John Searle, que en los años sesenta estudiaron la relación entre lenguaje y realidad y determinaron su carácter “performativo”: verbalizar ideas implica en ocasiones materializarlas en el mero acto de hablar”.

Este acto discursivo performativo está inmerso de una intencionalidad que necesariamente llevará a determinadas medidas y consecuencias. Pues a la vez que esta acción se genera, por la resonancia de la utilización de cierto lenguaje, apelando así a los sentidos más sensibles de los receptores tales como el miedo, la sensación de vulnerabilidad o peligro, también se encarga de identificar y señalar a los enemigos, lo que necesariamente, lleva hacia una demanda de mayor seguridad, y por tanto conduce a aceptar la dimensión de los fenómenos en la categoría de amenazas y así, legitima las medidas que se toman para contrarrestarlos. Es solamente cuando los receptores, que se denominan “audiencia”, aprueban esta amenaza y la aceptan como tal, que se concreta la “securitización”.

Esto significa que la securitización funciona, siempre y cuando el discurso del agente securitizador, casi siempre identificado como el Estado, o los entes de poder, coincide con la percepción de los elementos de amenaza interiorizados por los agentes beneficiarios de la seguridad, lo que se denomina como inter-subjetividad.

El convencimiento del receptor está atravesado por la sensación de miedo, alimentada por el discurso securitizador, es decir, la noción de que la seguridad está puesta en peligro, y que, un agente externo, que muchas veces no se identifica, quiere intervenir con la finalidad de desestabilizar algo que previamente estaba vigente. El miedo, es entonces la sensación de pérdida de seguridad, de certidumbre, y del *statu quo* que apela entonces a lo incierto y desconocido.

Y es precisamente a partir de ese sentimiento de vacío que se apoya la oferta de más seguridad, apelando al sentir más individual, desdibujando así la posibilidad colectiva de enfrentar las situaciones. Así, la forma en que se transmiten eventos violentos por parte del Estado o de los medios de comunicación no es carente de intencionalidad. Esta transmisión es una puesta en escena que, con códigos visuales y un lenguaje que pone en escena un espectáculo en el que existe un acuerdo tácito entre espectadores y actores para asumir sus roles de receptores y emisores.

Como lo señala Guy Debord, “el espectáculo no es un conjunto de imágenes, sino una relación social entre personas mediatizada por imágenes” (Debord 1967, 4). Esta idea se relaciona con la intersubjetividad que plantea la teoría de la securitización.

Por tanto, la espectacularización de los hechos violentos, a través del discurso, y por el despliegue grandilocuente de los medios de seguridad para combatir esta violencia (con más violencia) a través del aparato estatal, es una parte importante de las condiciones de dominación, o en palabras de Debord “es la representación diplomática de la sociedad jerárquica ante sí misma, donde toda otra palabra queda excluida. Lo más moderno es también lo más arcaico” (Debord 1967, 23). En este caso, prima entonces el discurso oficial que genera el miedo por sobre los otros discursos.

Concretar la sensación generalizada de miedo deriva fundamentalmente en la demanda de mayor seguridad, pero también en el abandono voluntario de la libertad, por lo que, Bauman y Dossal se refieren a la historia como un péndulo, en el que el orden de las cosas tiende a volver después de un tiempo.

La modernidad y el progreso, si bien parecía que irían hacia una mayor búsqueda de la libertad, ahora proponen un retorno, tal péndulo que se apalanca ahora hacia el otro extremo donde “se multiplican los indicios de que cada vez más gente cedería de buen grado parte de su libertad a cambio de emanciparse del aterrador espectro de la inseguridad existencial” (Bauman y Dossal 2014, 22).

Esta idea nos reafirma, que la tendencia a un mayor confinamiento que genera el miedo, acompañado de una política cada vez más securitista están íntimamente ligados a los procesos modernos y neoliberales, cuyos intereses son los de mantener a las sociedades bajo el manto del temor, para asegurar el control de sus comportamientos, y que así sean funcionales al mercado.

Como lo afirman Diego García y Débora Ávila en su estudio “*Enclaves de riesgo: gobierno neoliberal, desigualdad y control social*” a propósito del neoliberalismo que, “en la medida en que coloca al mercado, la libertad individual y la desigualdad en el centro de las relaciones

sociales, también instauro la idea de escasez, el deseo de competencia, la diferenciación y el miedo al otro en el centro de las subjetividades” (García y Ávila 2015, 17).

Por tanto, esta espectacularización del miedo, fomentada por el discurso político oficial, está reforzada por los medios de comunicación, por un lado, así como por ciertos productos de la industria cultural de masa, por otro, éstos predominantemente comerciales e inmersos en el sistema de mercado.

La relación entre miedo y mercado se condensa específicamente en la manera en que se exagera el peligro, como lo menciona Omar Rincón, con el objetivo de huir de “las calles y parques para habitar los centros comerciales y el consumo como estrategias de bienestar/seguridad individual” (Rincón y Rey 2008, 43).

En este contexto, el mundo global con sus códigos uniformes, posibilitan el acceso al consumo globalizado, como un refugio. Como lo señala el autor puertorriqueño Eliseo Colón Zayas, estos imaginarios de miedo “han servido para naturalizar las dádivas de consumo del proyecto utópico del mundo feliz neoliberal a través de unos recursos estéticos y unas formaciones narrativas que durante todos estos años se convirtieron en objetos de deseo” (Colón Zayas 2013, 8).

El miedo y el proyecto neoliberal están estrechamente ligados, pues, mientras más se exageran las narrativas de la amenaza y el peligro, más se refuerzan las estrategias liberales de seguridad, que equivalen a una restricción de las libertades individuales, por un lado, y a la mayor accesibilidad a los bienes de consumo, como paliativo a la angustia constante del miedo, por el otro lado. El control del discurso de la amenaza que refuerza las representaciones de un enemigo materializado en un “otro” no identificable pero asimilado a lugares o sujetos de peligro, es una herramienta de poder innegable utilizada por el nuevo imperialismo.

Este primer capítulo, como el contenedor de distintas tradiciones teóricas, que, en la forma que son presentadas aquí no permiten aún ver de forma clara las conexiones y diálogos que pueden establecerse entre ellas, son en cambio, cada una a su manera muy representativas de

las formas en que se aproximan las distintas aristas que conforman el entorno y los actores del discurso que nos proponemos analizar.

Así, hemos intentado abarcar de la forma más precisa el pensamiento de cada autor, procurando un diálogo que sea lo más cercano con el texto y contexto en los que se han planteado las ideas.

Más allá de eso, y a modo de generar un aparato teórico que sea sustento de los análisis que seguirán, consideramos que, los Estudios de la Frontera abordados en primera instancia, y que se instalan en el linaje de los Estudios Culturales en una tradición posmoderna sitúa sus aportes desde los “bordes”, es decir desde una condición identitaria atravesada por los cruces culturales y que ha florecido en un entorno intelectual marcado por las migraciones (Anzaldúa, Mc Kee, Canclini) por lo que su concepción desterritorializada del sujeto, para nuestra temática es útil, pero no suficiente. Así, el complementar esta corriente con sus versiones más críticas, y desde autores que han trabajado los fenómenos identitarios desde territorios concretos en América Latina, nos ofrecen el anclaje nacional para entender y analizar los espesores culturales que operan dentro de los espacios políticos, sociales y culturales en los que identidad cultural e identidad nacional están en tensión.

En segunda instancia, y con la intención de contar con otra versión de pensamiento que también sea crítica de la modernidad y contemple las voces de los sujetos que se encuentran al margen de esta modernidad, hemos optado por el desarrollo decolonial que apuesta por una mirada deconstructora de las murallas de la modernidad, es decir no una que la critique desde dentro, sino una que nos transporta a un punto de enunciación más exterior que nos ayuda a contemplarla en su más amplia dimensión. Esto nos permite mirar los complejos entramados que la colonización diseminó en las dimensiones ontológicas, culturales e incluso corporales de los pueblos y que pueden servir a comprender en un espectro ancho, las condiciones culturales, políticas sociales y territoriales actuales de América Latina. Si bien advertimos de las limitaciones de su postulación epistémica, sobre todo en cuanto a sus alcances políticos, constatamos también que sus mayores críticos apuntan a un mayor pragmatismo, asumiendo su posición de reflexión dentro de una ineludible modernidad, y por tanto recurriendo así a sus posibilidades más emancipadoras en lugar de su supresión.

Finalmente, y saliendo de la dimensión reflexiva sobre lo cultural, la aproximación a una visión neomarxista con la genealogía de David Harvey y Neil Smith, nos colocan en el esclarecimiento de las condiciones económicas y territoriales que también definen las fronteras, esta vez en el marco de la globalización en la versión más reciente del capitalismo, el neoliberalismo. Aquel marco de reflexión, si bien contemplan en su desarrollo otros matices de las consideraciones culturales y ontológicos mediante las cuales opera el despojo de territorios en aras de la acumulación, no se enmarcan en una revisión crítica de los relatos de la modernidad. Se presentan como un sustento de gran valor para mapear los mecanismos que organizan el espacio y que, por ende, entran en conflicto con las concepciones de territorialidad inmersas en las reivindicaciones de los pueblos indígenas, como uno de los temas de nuestro trabajo.

La conexión que aparece para la consecución de nuestra reflexión está en que las propuestas teóricas antes desarrolladas abonan en la posibilidad de resignificar las “fronteras” culturales, sociales, políticas y territoriales, permitiendo movernos a la misma vez, en los intersticios de los vestigios modernos encarnados en la figura del Estado-Nación y su marco de anclaje para diseñar identidades a partir de los sedimentos, tomando en cuenta además sus límites en el marco de la globalización, pero también sus potencialidades; también nos permite visualizar y aprovechar la fotografía ampliada y descarnada de la globalización para entender y ligar sus efectos en lo político y social; y finalmente, ensamblar el todo en un proceso integral y quizás imperceptible pero que contiene las claves para imaginar y volver a colocar otras fronteras.

CAPITULO SEGUNDO

Contexto histórico y socio- político del discurso. La construcción de la identidad ecuatoriana a través del discurso: de la Independencia al Paro Nacional de Octubre 2019

Hoy más que nunca las reflexiones en torno a las identidades están de actualidad, pues la contradicción evidente del mundo global es que postula una superación de las fronteras nacionales, al mismo tiempo que reclama cada vez más, un reconocimiento de lo regional, lo local y lo particular.

El apartado a continuación tiene como objetivo poner en contexto el escenario que abordaremos en el estudio de caso, es decir Ecuador. Para esto, ahondaremos sobre algunos hitos discursivos sobre los que se afianzó la construcción histórica nacional del Ecuador, a la luz de las reflexiones teóricas y conceptuales planteadas en el primer capítulo.

Aquí abordaremos el concepto de fronteras conectándolo con un recorrido histórico concreto en el que veremos cómo, a partir del discurso, se instaló una retórica identitaria de lo nacional desde una matriz con rasgos imperiales y coloniales, y que, a partir de ahí, han surgido voces e imaginarios que buscan dar una alternativa a esa única versión discursiva.

Este análisis que pone en contexto histórico la formación de la nación ecuatoriana tenderá los hilos entre la discusión teórico-epistemológica alrededor de la raza, la identidad, la alteridad, con algunas de las opciones emancipadores planteadas por el pensamiento decolonial como alternativa para deconstruir las formas hegemónicas que atraviesan el saber, el poder y el ser. También pondrá en evidencia los impactos de la globalización y de los procesos de acumulación por desposesión que afectan de forma particular los territorios de los pueblos y nacionalidades indígenas, lo cual es parte del discurso reivindicativo político del movimiento indígena ecuatoriano. Se pretende así develar, anticipando lo que quizás se corrobore con nuestro estudio de caso, otras maneras posibles de abordar la diversidad de identidades y las nociones de fronteras y su forma de expresarse y representarse en la sociedad actual.

En un primer lugar, pasaremos revista a algunos aspectos relevantes de la construcción discursiva que han acompañado la formación de la nación ecuatoriana, que mostrará la importancia de las narrativas en la legitimación de las fronteras entre identidades como consecuencia de la colonialidad y de la modernidad. En segundo lugar, exploraremos algunas vías disruptivas a la colonialidad que han permitido construir otras narrativas de emancipación frente al imaginario unificador y regulador instaurado por la construcción liberal. Estas otras narrativas condujeron a una lucha política y social que derivó en la incorporación constitucional del Ecuador como un Estado plurinacional en el año 2008. Finalmente, señalaremos los límites – a causa de la permanencia de la herencia colonial y liberal- de estos avances políticos y sociales en su aplicación real hasta el año 2019.

1. La formación histórica de la nación ecuatoriana: proyecto de nación y herida colonial

Como para la mayoría de las naciones ubicadas en el sur de América, la conformación de lo que hoy se llama Ecuador, es el resultado de un proceso histórico, político, territorial y de una edificación institucional permeado por construcciones discursivas que consiguieron configurar una identidad nacional.

Si bien no pretendemos aquí abordar en detalle cada etapa de la conformación -a partir del discurso- de la nación ecuatoriana, hemos de señalar algunos puntos relevantes que se relacionan con lo planteado en el primer capítulo, a propósito de la relación entre modernidad/colonialidad, raza, identidad, cultura y nación.

Se determina entonces a partir de las reflexiones anteriores, cómo, a partir del proceso de independencia de la corona española, que en la práctica parecía poner fin a la colonia, permanecieron -hasta hoy- elementos y estructuras que configuraron la identidad ecuatoriana bajo una retórica de clasificación social y racial heredada de la colonia.

Repasaremos las implicaciones de la colonialidad del poder, del saber y del ser y la diferencia colonial (Mignolo 2003, Quijano 2014, Walsh 2009) en la construcción de lo que hoy es Ecuador, describiendo los elementos sobre los que se edificaron los rasgos de la identidad ecuatoriana y cómo éstos encontraron, en el siglo XX, su corolario en la retórica de la defensa

militar. Veremos cómo el lenguaje castrense se inmiscuirá en la actualidad en el catálogo discursivo de la seguridad, registros utilizados por el Estado para desplegar su fuerza represiva particularmente en contra de las poblaciones racializadas y socialmente en desventaja. Desde ese punto de vista, veremos cómo esa construcción de nación, además, está atravesada permanentemente por el sujeto “blanco” como eje articulador del modelo ideal a alcanzar y detentor del poder.

1.1.La conformación histórica de la nación ecuatoriana: de la colonia al diseño de las fronteras nacionales

Como punto de partida para entender la forma en que la nación ecuatoriana se fue dibujando a partir del discurso, nos enfocaremos sobre la constitución de sus fronteras territoriales que se traducen como la representación física y política de la nación. En el caso de Ecuador, colinda al norte con Colombia, y al sur con Perú.

Una de sus regiones limítrofes en la zona norte del Pacífico se denomina la provincia de Esmeraldas la cual por sus genuinas riquezas y su distintiva diversidad étnica históricamente ha sido especialmente proclive a todo tipo de incursiones, tensiones y conflictos.

En el estudio de Michel Lapierre y Aguasantas Macías *Extractivismo, (Neo)colonialismo y Crimen Organizado en el norte de Esmeraldas* (2018), se describe detalladamente los procesos de colonización de esa zona del país, que hoy colinda con Colombia a la altura del departamento de Tumaco. No obstante, a inicios del siglo XVI esta región se extendía desde lo que hoy es Buenaventura en Colombia hasta la provincia de Manabí en Ecuador.

En el análisis histórico se describe que los pueblos que allí habitaban durante la colonia y a pesar de haber tejido una relación de intercambio anterior entre sí, fueron víctimas de la forma de organización violenta del territorio que rigió durante la colonia lo que agudizó las tensiones y conflictos entre ellos (Lapierre y Macias 2018, 43).

En efecto, las incursiones españolas en esa zona, registradas alrededor de 1535, generaron muy pronto, además de las divisiones internas, desplazamientos de población indígena que prácticamente fue obligada a movilizarse hacia otros territorios como servidumbre.

Fundamentalmente, el interés de los colonizadores en esa zona se centraba en sus recursos naturales siendo Esmeraldas rica en oro principalmente, pero también por su aventajada posición estratégica con su salida al mar. Todo aquello era propicio para “la apropiación del trabajo indígena, lo que en las primeras décadas de la conquista generó un dramático exterminio de población indígena” (Lapierre y Macias 2018, 43).

De acuerdo con un estudio histórico de esa zona retratado por el médico e historiador ecuatoriano Fernando Jurado Noboa, titulado *Esclavitud en la Costa Pacífica. Iscuandé, Tumaco, Barbacoas, Esmeraldas. Siglos XVI a XIX*, se estima que esa zona fue de las que más sufrió descenso de población durante la época de la conquista y que de los treinta mil indígenas que se estimaba que vivían en aquella región, para 1598, habían descendido a cinco mil. Aquella hecatombe se atribuyó entre otras cosas a los denominados “enganches” que consistían en la captura, cautiverio y desplazamiento de población, principalmente masculina en edad de procrear, para el trabajo encomendero” (Jurado 1990)

A mediados del siglo XVI, algunos naufragios de embarcaciones que transportaban esclavos africanos en esas costas del Pacífico llevarían al asentamiento de poblaciones negras en la zona. Estas comunidades, una vez radicadas, alcanzarían alianzas no solamente con la población indígena que ya se encontraba allí, sino también con los representantes de la Corona española. Aquello permitió varios acuerdos entre 1598 y 1602 que posibilitaron para estos pueblos una relativa autonomía en relación con los españoles. Esta organización política interétnica se denominaba “República Zamba”²⁶ y gozaba de una cierta libertad para la práctica de sus modos de vida ancestrales, e incluso la posibilidad de que el gobernador designado fuese indígena o afro. A cambio de esta autonomía, los españoles exigían la aceptación de sus pobladores de la fe católica y la obediencia a la Corona. Estos acuerdos, como práctica diplomática común de la colonia española, tenían un interés subyacente que consistía en garantizar cierta colaboración de las poblaciones colonizadas en el trabajo y evitar alianzas con otras potencias europeas, pero sobre todo pretendía, para este caso, lograr la incorporación de esa zona al eje comercial de Quito (Lapierre y Macias 2018).

²⁶ Esto se refiere a la organización política compuesta por alianzas y mezclas entre varias etnias, liderada en sus inicios por personajes negros como Antón Alonso de Illescas o el linaje de los Mangaches y que gobernaba un vasto territorio que no pudo ser subyugado por la colonia española.

Pese a esta relativa autonomía y a los acuerdos alcanzados entre la Corona y los pueblos indígenas y negros, existían tensiones causadas sobre todo por la ambición del reinado español por expandir su mercado comercial hacia el norte, lo que rápidamente rompería los acuerdos alcanzados e hiciera que se impusiera nuevamente el yugo colonial a través de malos tratos y esclavitud de la población para llevar a cabo sus empresas expansivas. Al mismo tiempo, se pondría fin a “los gobernantes negros o zambos” (Lapierre y Macias 2018, 53).

Así, para 1667 la Corona española había retomado el total control de esa zona y hasta finales del siglo XVIII, alentada por su imposibilidad de competir con los mercados ingleses, franceses y holandeses, optó por acelerar la explotación de recursos primarios de esos territorios colonizados, especialmente el oro. Se pretendía alcanzar, dentro de ese proyecto ambicioso de expansión, la habilitación de una ruta comercial que llevaría desde la Real Audiencia de Quito hacia Panamá. Aquel proceso puesto en marcha llevó al desplazamiento, fragmentación y aniquilación de mucha de la población indígena y negra, ésta última en menor proporción. También significó para la población autóctona el “abandono de sus modos de vida tradicionales, y sus medios de vida, como la caza, pesca, recolección y cultivos familiares” (Lapierre y Macias 2018). Para el año 1754, según Jurado, la población indígena en la zona de Esmeraldas era de 1500 individuos, es decir el 5% de la población existente en 1520 antes de la incursión española (Jurado 1990).

El proyecto vial que unía el norte del país a Panamá vio la luz en 1804 y fue aupado por la influencia del discurso basado en los ideales de modernización y progreso que traería el comercio, especialmente el de oro. Al mismo tiempo, se habían instaurado en la región los llamados “reales de mina”, es decir las explotaciones del metal precioso que se organizaban como “conjuntos de ranchos o rancherías que se levantaban cerca de los ríos y servían de vivienda a sus habitantes”, que además contaban con capillas e instrumentos para los esclavizados, mayoritariamente negros (Lapierre y Macias 2018, 59). Este mecanismo laboral autónomo permitía una producción más continua y un aislamiento de los trabajadores en relación con sus entornos sociales y culturales lo que garantizaba un mayor control de sus formas de vida. Aquello se expresaba también en una estrategia de sujeción de los esclavos

en su reproducción, promoviendo las “familias de esclavizados”, es decir evitando que estos se mezclaran (Lapierre y Macias 2018, 60).

Durante las gestas independentistas, tanto indígenas como negros libres y esclavizados en la zona de Esmeraldas -como en muchas otras- se convirtieron en actores potenciales para ambos bandos enfrentados pues su apoyo podía ser determinante para los intereses de cada franja. Lo cierto es que en Esmeraldas algunos grupos apoyaron la causa de la corona española mientras otros, movidos por las promesas de los libertadores de otorgarles emancipación se sumaron a las filas criollas²⁷. En cualquiera de los casos, los cálculos de los colonizados siempre estaban motivados por alcanzar algo de autonomía y libertad (Lapierre y Macias 2018).

Tras múltiples episodios bélicos entre 1812 y 1820 con la actuación de grupos montados a caballo denominados “montoneros”, como bando enfrentado a las fuerzas coloniales, la población negra especialmente seguía esclavizada en las minas. En agosto de 1820 tuvo lugar el movimiento de Río Verde²⁸ que se saldó el 5 de agosto con la independencia de la provincia de Esmeraldas (Lapierre y Macias 2018).

Este recuento de la fase colonial, que pone en escena las dinámicas que sucedían en lo que hoy es el norte de Ecuador, es una aproximación que revela algunos de los elementos puestos en debate por el pensamiento decolonial al que hicimos referencia en el primer capítulo.

Primero, como lo ha planteado Enrique Dussel (2000), el proyecto colonizador del siglo XV es fruto de una ambición de expansión de la corona española que requirió establecer un vínculo mercantil funcional a sus intereses en el que España se configuró como el centro y las tierras conquistadas, como su periferia. Esto corresponde al inicio del sistema-mundo que para Dussel se sitúa en el siglo XV.

²⁷ Se dice de los grupos de personas descendientes de europeos, pero nacidos en territorios de América y que buscaban la independencia de la corona española.

²⁸ De acuerdo con el periodista esmeraldeño Fabricio Guerrero, el 5 de agosto de 1820 marca el inicio de la libertad para el pueblo esmeraldeño y marca el inicio del proceso de independencia del Ecuador. Esta batalla fue liderada por personajes como Manuel Muriel, Víctor Manuel Lavayen, Ramón Tello y Ramón Téllez

Fuente especificada no válida..

Como lo acabamos de describir, la manera conflictiva y violenta con la que se dio la intrusión de los españoles en esa zona geográfica, así como las dinámicas de poder que se instalaron entre las poblaciones indígenas locales y las africanas traídas a la fuerza por los colonizadores, revelan, por un lado, que la expansión y recuperación económica de Europa estaba íntimamente supeditada a la conquista de nuevos territorios y extracción de bienes para su comercialización mediante el sometimiento de mano de obra servil; y, por otro, puso de manifiesto que la irracionalidad con la que actuaron los colonizadores, debía encontrar una justificación para instalar esa dominación de forma constante y así mantener vigente la posibilidad de seguir enriqueciéndose. Es así como se instauró, bajo un potente discurso, el relato del progreso que llevaría a Europa hacia un destino de grandeza y, el relato de la raza y la diferencia racial, para justificar la explotación que llevaría a buen puerto ese proyecto de progreso (Dussel 1994, Quijano 1992, Mignolo 2003).

Los mecanismos de sometimiento puestos en marcha, tanto a través de la servidumbre, esclavitud, desplazamientos, encomiendas, malos tratos que llevaron incluso a un exterminio de poblaciones, así como la imposición constante de sus códigos, modos de vida, creencias religiosas, han sido las expresiones más fehacientes de la voluntad de Europa de iniciar una forma de organización social, política y económica, sobre la base de la explotación sin límites de territorios y de la naturaleza, mediante el sometimiento -legitimado por la diferencia racial- de la fuerza corporal de sujetos “otros inferiores” para alcanzar la producción mercantil necesaria para el buen funcionamiento del engranaje de la estructura de acumulación de riqueza.

Aquello corresponde a lo que Dussel identificó como el inicio de la modernidad (Dussel 1994, 2000) en la que se diseñó un nuevo sistema económico ya no basado sobre las relaciones feudales, sino en la conquista y expansión de nuevos territorios para una acumulación de riqueza sin límites. Es decir, un sistema que abarca un nuevo mundo virgen y fértil a los ojos de los europeos, en el que no se enfrentaban a sus tradicionales enemigos y en el que, probablemente, las normas y valores se podían aplicar de forma nueva y diferenciada.

A la par del inicio de esta modernidad, se puso en marcha el mito que la acompaña, es decir la narrativa del enaltecimiento del proyecto expansivo y sus beneficios para Europa como también el ocultamiento en este relato, de la barbarie cometida para alcanzarlo. Encontramos aquí todos los elementos enumerados por Dussel (Dussel 1994, 2000). La premisa de que la civilización europea es superior y por tanto puede y debe imponer sus códigos y hacerlo por la fuerza de ser necesario. Aquello se materializó cuando, a nombre de su proyecto expansivo, la incursión española significó para la región de Esmeraldas un permanente conflicto para imponer su forma de explotación económica que, por la fuerza, se saldó desde sus inicios en la desaparición física de una gran parte de la población (Jurando 1990, Lapierre 2018). Esta imposición, en algunas etapas si bien tuvo que encontrar terrenos de negociación, se tradujo casi siempre por acuerdos que implicaban como condición obligatoria la aceptación de la religión católica y la lealtad a la corona para las poblaciones colonizadas. Esto coincide con la parte del mito de la modernidad que otorga al colonizador, a nombre de su proyecto civilizador, la misión emancipadora de convertir a los otros colonizados a la fe católica para garantizar su salvación.

La interpretación de Aníbal Quijano (2014) según la cual la modernidad se instaure como una forma de poder que se articula subsumiendo los ámbitos de la vida social, se vincula también al relato retratado de Esmeraldas. En efecto, el control ejercido por los españoles sobre las poblaciones de aquella zona se cumplió tanto en el trabajo, pues precisamente esa fue la forma principal de dominación mediante la explotación de los cuerpos de los indígenas y negros para la servidumbre, encomiendas y minas. Se cumplió también el control en el ámbito de la naturaleza y sus recursos de producción, pues lo más codiciado en la zona analizada fue la extracción del material aurífero y otras materias primas para lo que los colonizados eran utilizados.

El sexo y la reproducción de la especie también fue el otro aspecto controlado por los colonizadores pues como vimos, estos obligaban a los esclavos negros a reproducirse solamente entre ellos, evitando todo contacto con otras comunidades para impedir las mezclas.

Los españoles controlaban también la autoridad colectiva pues desde la Audiencia de Quito se designaban las autoridades locales (gobernadores) con la intención de blindar su capacidad de negociación y evitar sublevaciones.

Finalmente, el control de la subjetividad/intersubjetividad del que habla Quijano fue un ámbito en disputa constante, pues se mostró en la imposición permanente de la religión católica y en la anulación de los modos de vida tradicionales de las poblaciones dominadas.

1.2. La identidad ecuatoriana asentada sobre la diferencia racial

Una vez culminados los procesos de independencia, la realidad de los pueblos indígenas y afros no se modificaría mucho ya que “el Estado ecuatoriano constituido en 1830 tuvo como proyecto e ideario la integración del territorio nacional, el control férreo del Estado por parte de las élites criollas” (Lapierre y Macias 2018, 70) donde:

La expansión del capital, la explotación del trabajo, las jerarquías sociales, el patriarcado, el racismo y las líneas abismales se reconfiguraron dentro del Estado moderno, de rasgos autoritarios y conservadores, pero con un discurso liberal e iluminista, en un contexto de hegemonía económica.

Así, con la instalación de la etapa independiente, inspirada por la modernidad ilustrada europea “la visión racista colonial sufrió algunos acomodes, pero no existieron grandes cambios” (Lapierre y Macias 2018, 70). En Ecuador específicamente, esto se expresó por una postura de superioridad de las élites andinas que tardaría unos treinta años más después de la independencia, en abolir la esclavitud.

Así, el discurso moderno que enarbolaba en sus proclamas la igualdad entre todos los ciudadanos, en la realidad mostraba de forma permanente la superioridad biológica mediante “comportamientos, actitudes y construcciones socioculturales de la sociedad civilizada blanca-mestiza” y al mismo tiempo describía a las sociedades indígenas y negras como irracionales, salvajes y primitivas (Lapierre y Macias 2018, 71). Por tanto, las jerarquías sociales se mantuvieron casi intactas, a punto de que la Constitución de 1830 no consideraba a la población indígena y negra como ciudadanos para el ejercicio de sus derechos (Oficina de Derechos Humanos de las Naciones Unidas 2012, 34).

Esta noción de superioridad, según la autora ecuatoriana Martha Traverso en su investigación *La identidad nacional en Ecuador. Un acercamiento psicosocial a la construcción nacional* (1996), fue reforzada por los “criollos” terratenientes de origen español, quienes excluían de su proyecto de nación a indios y negros ya que los veían inferiores y únicamente como una potencial fuerza laboral (Traverso 1996, 71) reproduciendo así los mecanismos presentes en la colonia.

Estos rezagos potentes del colonialismo serían las puntas de lanza sobre los que se construirían las nuevas naciones independientes en la región desde sus élites, con la condición adicional de que la clasificación social sobre la diferencia racial tomaría un carácter más central y fuerte en adelante.

En efecto, sería a partir de ese núcleo racial que se definiría la nación en función de los intereses y necesidades de los terratenientes detentores del poder económico y político, excluyendo de su proyecto a otras poblaciones diferentes y poniendo en marcha de forma más elaborada su caracterización estructural, ya no exponiendo el carácter sagrado de la misión civilizatoria, sino en función de una lógica racional basada en el conocimiento y la ciencia y con el desarrollo y progreso como destino a alcanzar.

Así, esta exclusión social y concurrente explotación que antes encontraba su justificación en la duda de la humanidad de los indígenas y negros, en adelante sería legitimada y naturalizada por la difusión y proliferación del discurso de teorías científicas europeo, replicado por las élites terratenientes, acompañadas de sus círculos de intelectuales, que ponían en duda la capacidad cognitiva de los indígenas y negros por ciertas características biológicas.²⁹ Esta versión seguiría siendo funcional a sus intereses pues sobre esas capacidades diferenciadas se seguiría justificando la división del trabajo, asignando a indígenas y negros las tareas físicas, difíciles y con poca retribución, además de su sometimiento en todos los ámbitos.

²⁹ A este propósito, la teoría más conocida, del francés Joseph A. de Gobineau en su ensayo “Sobre la desigualdad de las razas” escrito entre 1853 y 1855, que propone una justificación sobre la degeneración de la raza humana al mezclarse, los arios de raza pura y, originarios del norte de Europa, con otras civilizaciones.

Aquello continuó después de la Revolución Liberal (1895-1924) que instauró el régimen liberal de Eloy Alfaro³⁰ cuyo gobierno y parangón ideológico se basaban de forma potente sobre las ideas de desarrollo fundamentadas en la ciencia, el conocimiento y la racionalidad. La economía en ese periodo seguía reposando sobre el trabajo indígena en la forma del concertaje que subsistió en Ecuador hasta 1916.

Y si bien la Revolución Liberal registró los avances modernizadores que vaticinaba, el “Estado del nuevo siglo que se consolida no es pues el Estado democrático burgués sino el Estado oligárquico” (Traverso 1996, 138), es decir que su forma de gobierno concentraba el poder en una élite minoritaria que no tenía muy claro un proyecto nacional novedoso sino que privilegiaba el mantenimiento de su economía y sus intereses mercantiles sobre las espaldas del trabajo indígena y negro, además que seguía nutriéndose de una visión eurocéntrica y colonial que miraba con desprecio al indígena y al afrodescendiente.

El discurso eurocéntrico (Lander 2004) permanecía entonces en el seno de la construcción de la identidad, invisibilizando todo otro tipo de ontologías y epistemes, y al mismo tiempo, ese nuevo sector burgués, continuaba con su proyecto desarrollista que tomaba en cuenta las poblaciones indígenas y negras únicamente para su empresa comercial. Para entonces ni siquiera se esbozaba aún una identidad nacional amparada en características más genuinas, sino que las élites fomentaban su espíritu de cuerpo sobre el imaginario de su herencia castiza y blanca para salvaguardar sus intereses económicos.

La socióloga ecuatoriana Erika Silva, acorde con esa lectura histórica, en su obra, *Identidad nacional y Poder* plantea que uno de los principales cimientos de la identidad ecuatoriana, en tanto nación, es el “núcleo étnico hispano-europeo-occidental al que pertenecían los blancos” (Silva 2004, 26). Su idea central, como lo subraya en su texto es que la nación ecuatoriana a partir de su independencia en 1830 se formó desde una estructura excluyente del otro, cuyas clases dominantes eran “un núcleo étnico altamente consciente de pertenecer

³⁰ Este personaje de la vida política del Ecuador, que gobernó en dos periodos, 1895-1901 y 1906-1911, es reconocido por su lucha contra el conservadurismo católico, logrando durante su mandato la separación entre la Iglesia y el Estado y otros avances liberales como la instauración del laicismo y de la escuela pública y gratuita, la instauración del matrimonio civil y del divorcio. Fue encarcelado y asesinado en 1912 por órdenes del presidente conservador Leonidas Plaza.

a una "aristocracia de raza" (los "blancos") y de ser descendientes de los conquistadores españoles idealizados como una "casta escogida" de naturaleza "superior" (Silva 2004, 26).

Si bien aquel núcleo en el momento de la independencia era una minoría, concentraba suficientes riquezas y por tanto todo el poder económico y político para imponer la clasificación social y racial de la población según los siguientes términos: “Los indios, población mayoritaria, y los negros, eran considerados, desde los contenidos ideológico-política-morales del núcleo étnico foráneo, como poblaciones "abyectas e inferiores" de naturaleza no humana, casi animales y el paradigma de la fealdad” (Silva 2004, 27).

Esta adjetivación peyorativa que apela al registro animal hace parte de esta concepción moldeada por el discurso científico de atribuir a los indígenas y negros condiciones físicas inferiores y así mantener vigentes las categorías jerárquicas que configuran un patrón de poder basado sobre la raza, es decir, lo que los pensadores del colectivo Modernidad/Colonialidad llamaron la colonialidad, que se expresa en el ejercicio del poder, en la imposición del saber y en el sometimiento del ser. Recordemos que Aníbal Quijano la define así:

La colonialidad es uno de los elementos constitutivos y específicos del patrón mundial de poder capitalista. Se funda en la imposición de una clasificación racial/étnica de la población [...] como piedra angular de dicho patrón de poder y opera en cada uno de los planes, ámbitos y dimensiones materiales y subjetivas, de la existencia social cotidiana y a escala societal (Quijano 2014, 285).

Así, es sobre la base de la colonialidad del poder cuyo discurso emergía de las élites terratenientes y que hacía énfasis en la *diferencia colonial* de la que Walter Mignolo habla (Mignolo 2003), que se forjaron los balbuceos de lo que poco a poco se convertiría en la identidad nacional ecuatoriana, que, sin embargo, tardaría todavía en consolidarse como tal.

En efecto, esa diferencia colonial, en el caso ecuatoriano, remitiéndose a este núcleo al que se refiere Erica Silvia, se diseñó por parte de las élites, sobre la persistencia de la continuidad del linaje de sangre entre los conquistadores y ellos. Los herederos de estas élites serían los llamados a ser los fundadores de la nación. En palabras de Silva “El racismo, entonces, se constituyó en el dispositivo ideológico que garantizaría la pureza del núcleo étnico blanco-

hispano-europeo-occidental” (Silva 2004, 27) Y más precisamente la diferencia colonial se expresó en la forma en que

Fue solo así, desterrando de la comunidad simbólica a las poblaciones originarias, como este núcleo étnico foráneo se constituyó en el núcleo "propio" de un Estado que, como podemos advertir, nació a la vida independiente castrado en sus potencialidades de crear vínculos filiales entre los habitantes de un mismo territorio (Silva 2004, 27).

Esa diferencia colonial siguió y sigue permeando las relaciones sociales, políticas, culturales y territoriales en el Ecuador -hasta nuestros días- sin embargo, entraría al mismo tiempo en consonancia, en la época liberal decimonónica, pero sobre todo en la época republicana, con la categoría del mestizo.

1.3. El mestizo como figura imaginada de la ecuatorianidad

Para la tradición liberal ecuatoriana del siglo XIX que empezaba a imaginar un proyecto de nación más consolidado, intelectuales, que hasta hoy se consideran ilustres pensadores por su aporte en la formación de la identidad nacional, en sus escritos, trazaban un ideario según el cual la nación ecuatoriana debía forjar sus valores básicos dentro de una tradición ilustrada, de idioma castellano y de religión católica. Estos pensadores también contribuirían en la formación de un nuevo sujeto: el mestizo.

Así, por ejemplo, para el caso ecuatoriano, la figura de Juan León Mera (1832-1894), reconocido escritor, historiador y político que escribió la letra del himno nacional ecuatoriano, pese considerarse a si mismo como anti-español, basó su propuesta política y cultural sobre el pensamiento racional, de herencia europea, como un modelo superior a alcanzar.

Para él, los indígenas debían ser equiparados a ese modelo cultural a través de la evangelización y la asimilación de la lengua castellana. El indígena, para él, tenía sus días contados y el ser mezclado -pero con preponderancia blanca- era el llamado a ser la figura central de la identidad de la nación ecuatoriana como lo describe este extracto:

Lo que por estas tierras vivirá más que las razas puras europea y americana, son la lengua y costumbres extranjeras. El elemento español tiene que preponderar en su mezcla con el

indígena, y acabará por absorberlo del todo: así tiene que ser naturalmente, puesto que este vale mucho menos que el otro; y así conviene que sea, y así viene siéndolo desde el tiempo de la conquista y sobre todo desde la independencia. El triunfo absoluto de nuestra lengua y nuestras costumbres es ya un hecho bajo cierto aspecto. El quichua no solamente va adulterándose, sino desapareciendo (Mera 1994).

Otro autor destacado de la era liberal decimonónica ecuatoriana es el escritor Juan Montalvo (1832-1889), personaje muy cercano a Eloy Alfaro. Elaboró su discurso en relación con la construcción de una identidad nacional alrededor de la libertad, la democracia y la cohesión social, excluyendo al indígena de ese proyecto por la consideración que hizo de él, deshumanizándolo, relacionándolo al trabajo servil y sin capacidad de emanciparse frente a la autoridad jerárquica. Lo describe despectivamente en los siguientes términos:

El indio, como el burro, es cosa mostrenca [...]. El soldado le coge para hacerle barrer el cuartel y arrear las inmundicias; el alcalde le coge, para mandarle con cartas a veinte leguas; el cura le coge, para que cargue las andas de los santos en las procesiones: la criada del cura le coge, para vaya por agua al río, y todo de balde, si no es tal cual palo que le dan para que se acuerde y vuelva por otro. Y el indio vuelve porque ésta es su cruel condición, que cuando le dan látigo, templado en el suelo, se levanta agradeciendo a su verdugo. *Diu su lu pagui amu*, dice: Dios se lo pague amo, a tiempo que se está atando el calzoncillo, ¡Inocente criatura! (Montalvo 1942, 12).

Estas concepciones provenientes de la élite decimonónica, que excluía al indígena, sin embargo, tenía que, de algún modo, diferenciarse del español colonizador. Sin aún mencionar el término, las propuestas planteadas de asimilación del indígena serían las semillas que inspirarían más tarde la conformación de la figura del mestizo. En efecto, la preocupación por poner un nombre sobre el sujeto que podría representar al ecuatoriano independiente y protagonista de una historia desmarcada de la colonia se haría de forma más concreta en la época republicana en los años cuarenta del siglo XX, que coincidiría además con un nuevo enfrentamiento con Perú por discordias en los límites territoriales. La figura del mestizo encarnaría con el tiempo la posibilidad de homogeneidad, utilizada tanto en los círculos de élite burgués como en la lógica militar como fundamento para la defensa de las fronteras, por ende, la razón de ser del ejército.

El autor boliviano Javier Sanjinés en su artículo “El mestizaje y la disyunción étnica de la plurinación: una visión personal del caso” (2015) aborda la problemática del mestizaje

analizándola específicamente en la zona andina. Lo describe como “la representación local de una perspectiva eurocéntrica que los letrados mestizos y criollos crearon para excluir las formas indígenas de concebir el mundo” (Sanjinés 2015, 72). Su postulado analiza al mestizaje como “un discurso de poder” que encuentra su raíz en la estructura del “hecho colonial y asentado en las relaciones de dominación”. Inscribe a la “categoría mental de “raza” [como] el inicio para legitimar estas relaciones y estructura, y moldear la sociedad moderna “nacional” (Sanjinés 2015).

Este mestizaje como discurso de poder, se expresó claramente en la era republicana con la incorporación de un discurso antiimperialista y descolonizador que descentraría el debate sobre lo étnico y racial a propiamente dicho. Se construiría entonces una narrativa que aglutinaría los intereses comunes de la nación en relación con una exterioridad amenazante (Walsh 2009, 29). El hecho de desplazar el foco de esta identidad de la problemática racial ocultaría nuevamente la presencia del indígena y el negro en la esfera del proyecto nacional que fundamentaba su ideario sobre una racionalidad y una lógica eurocéntrica.

Encontraríamos a lo largo del siglo XX, intelectuales que enfatizarían sobre el hombre mestizo como la figura por antonomasia de la nacionalidad ecuatoriana, dando por sentado que, bajo dicha denominación, el ser mestizo presupone pertenecer a una clase burguesa e hispanohablante, católica e ilustrada, invisibilizando así cualquier otra posibilidad de representación lingüista, cultural o espiritual.

En esta misma lógica, el literato ecuatoriano Fernando Tinajero (1972) describe así la particularidad del sujeto mestizo, como resultado de la contraposición con lo que no es, es decir indígena, y enalteciendo que esa diferencia se basa sobre la lengua y el conocimiento, reproduciendo así ese discurso de jerarquización e inferioridad del indígena:

¿Podemos decir que nosotros, los “hombres cultos”, los mestizos de la ciudad, formamos parte de una misma nación con los salasacas o los otavalos? No. Rotundamente no. Ellos son nuestros conciudadanos, pero no nuestros con- nacionales. Ocurre que entre ellos y nosotros no solamente hay el abismo de la lengua, sino también el de la mentalidad. Para cualquiera de nosotros es más fácil el entendimiento con un argentino, un mexicano o un europeo, que, con esos indígenas, que según nos dicen, forman parte de nuestra nación” (Tinajero 1986)

Otros personajes activos en la esfera intelectual y cultural del país como el Grupo de Guayaquil³¹ o Benjamín Carrión al que nos referiremos más ampliamente a continuación, contribuyeron también a la formación de esa figura. En efecto, al mismo tiempo que definían al mestizo apelando a los rasgos castizos y a los valores occidentales, también era necesario construir una narrativa propia cuyas características hicieran del ecuatoriano mestizo un ser particular.

El autor ecuatoriano Rafael Polo en su estudio “*Los intelectuales y la narrativa mestiza en el Ecuador*” (2002) recoge de forma crítica el rol protagonizado por ciertos de esos intelectuales de mediados del siglo XX en la construcción de la narrativa nacional y analiza algunos de esos rasgos distintivos sobre los que se afianza esa identidad, es decir la forma en que se ha conseguido que el discurso y experiencia vivida encuentren coincidencias y forjen un imaginario común (Hall 2003, Chareaudau 2009).

En aquellos discursos promocionados por las élites intelectuales Polo identifica dos vertientes (Polo 2002). Una, de tipo más conservadora que promulga un regreso al pasado español para afirmar la identidad ecuatoriana, apelando claramente al origen hispano y a la religión católica como base de la construcción de nación y, otra, más liberal, volcada a un reconocimiento del mestizaje como una reafirmación de una característica particular que confluye en “la legitimación al funcionar como la «ideología» oficial de la nación mestiza” y así posibilita la construcción de nación. En cualquiera de los dos casos Polo concluye que

Los relatos de la historia nacional que llevaron a efecto, a pesar de sus diferencias, es la historia de las «gestas gloriosas» del conquistador, del colonizador, del criollo, del blanco mestizo, del obrero; de la historia nacional narrada por ellos está excluido el indio (Polo 2002, 51).

En aquel contexto, la idea del mestizaje que finalmente primó dentro del proyecto político, social y cultural en ese afán de consolidar un espíritu patriótico y desmarcado del conquistador español, se materializó con la creación de la Casa de la Cultura Ecuatoriana en

³¹ En la década de los años 30 se conforma este grupo de intelectuales en la ciudad de Guayaquil cuya obra con contenido de denuncia social es un referente de la literatura ecuatoriana. Sus cinco integrantes cuyas obras son reconocidas a nivel regional son José de la Cuadra, Joaquín Gallegos Lara, Demetrio Aguilera Malta, Enrique Gil Gilbert y Alfredo Pareja Diezcanseco.

1944. Esta creación, empujada por Benjamín Carrión³² es un hecho íntimamente ligado a la derrota ecuatoriana contra Perú. En este contexto Carrión, intelectual ecuatoriano de élite, originario de la sureña ciudad de Loja, proponía un rescate del sentimiento nacional a través de la cultura (Polo 2002, 21).

En el decreto de creación, impulsado por el gobierno de José María Velasco Ibarra en 1944, se justificó el nacimiento de la Casa de la Cultura bajo las siguientes premisas, que invocaban la necesidad de reforzar un imaginario nacional:

Que la cultura nacional, necesita amplio apoyo del poder público para su desenvolvimiento y expansión. Que para robustecer el alma nacional y esclarecer la vocación y destino de la patria, es indispensable la difusión amplia de valores sustantivos del pensamiento ecuatoriano en la Literatura, las Ciencias y las Artes, así del pasado como del presente (Casa de la Cultura Ecuatoriana 1945, 3).

Así, Carrión, como principal impulsor de la política cultural que tenía como propósito central recuperar una auto-estima nacional afectada durante la guerra con Perú, diseñaría una ideología alrededor de la ecuatorianidad que encontraba su cimiento en los conceptos de cultura y libertad. Esto se desarrollaría dentro de su “Teoría de la Pequeña Nación” (Polo 2002, 55) cuyas ideas son recogidas en la publicación periódica de la Casa de la Cultura denominada *Letras del Ecuador*.

Entre los principales elementos presentes en la teoría de Carrión, Polo señala primero, el enaltecimiento que se hace del valor de la lucha por la libertad como designio del pueblo ecuatoriano, considerado dentro de sus atributos como rebelde. Esa rebeldía, según Carrión, se expresaría en las batallas libradas por los héroes de las gestas independentistas en nombre de la libertad. Carrión propone en su política cultural la recuperación y conmemoración de las fechas ligadas a esos eventos y así elevarlos a una categoría de “fechas de liberación” (Polo 2002, 48).

Segundo, la genealogía histórica que propone Carrión es, de acuerdo con Polo, una historiografía tradicional en la que las insurrecciones indígenas están ausentes del relato, pero

³² Benjamín Carrión: intelectual ecuatoriano, escritor y jurista nacido en 1897 en la ciudad de Loja. Fue diputado nacional, diplomático e impulsó la creación de la Casa de la Cultura Ecuatoriana de la que fue director por varios años, y que, hasta el día de hoy, lleva su nombre.

en la que se apela a un pasado incaico heroizado y mistificado que incluso propone una versión en la que el mestizaje se inició antes de la llegada de los españoles, es decir entre las distintas etnias indígenas, subsumiendo entonces a estos distintos pueblos en un solo pueblo indígena mestizo homogéneo (Polo 2002). Esta idea sería importante para elaborar al nuevo sujeto mestizo como la mezcla de blancos e indígenas esencializados, borrando así toda posibilidad de matices y sobre todo, ocultando las relaciones de dominación y conflicto sobre la que se asientan estas mezclas.

Un tercer elemento presente de forma permanente en el diseño ideológico de Carrión es la afirmación de la escritura como mecanismo fundamental de producción y difusión de la cultura, que reduce su versión de la cultura al mundo ilustrado de una cierta élite, dejando fuera a todo otro tipo de episteme. Este aspecto será ampliamente materializado en la Casa de la Cultura que pronto se dotaría de una editorial propia, de una biblioteca y de un archivo histórico. Todas estas vías reproducirían, mediante las letras, los valores centrales a vehicular, estos con enfoques universalistas y cosmpolitas, así como rasgos paternalistas. Adicionalmente, se abrirían varias sedes descentralizadas de la institución denominadas “núcleos” en varias provincias del país, garantizando así que esos valores no se queden únicamente en la capital, democratizando el imaginario de lo nacional a nivel territorial (Polo 2002).

En cuarto lugar, como lo menciona Polo, la noción de mestizaje de Carrión, como punto nodal sobre el que se asienta su definición de cultura, promueve una valorización positiva de la mezcla, esta entendida como una combinación biológica de razas. En esta fusión del español con el indígena, el indio desaparece por completo y con él sus peculiaridades culturales, su cosmovisión y su idioma, pues el mestizo es descrito como ilustrado, hispanoablante y católico. Así lo Polo describe a este dispositivo como:

un conjunto de representaciones, de imágenes, de «actitudes» que se encuentran encaminadas a homogeneizar a la población del país desconociendo *ipso facto* la diversidad cultural y social del país, es decir, arma una estrategia de integración simbólica alrededor de un proyecto social, pero con fronteras invisibles (Polo 2002, 58).

Rafael Polo, con estos señalamientos a la puesta en marcha de la narrativa de la identidad ecuatoriana, no solo como una elaboración discursiva sino como una institucionalización de

lo que denomina como la nación mestiza, marca la importancia del hito de la aparición de la Casa de la Cultura y de la figura de Benjamín Carrión en esta misión. No obstante, su visión es crítica y su descripción desnuda, al igual que lo han hecho los autores del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad, el ocultamiento de las narrativas de los “otros” indígenas y afros en el recuento historiográfico y en el proyecto nacional.

En ese sentido Polo se refiere al papel desempeñado por Carrión en los siguientes términos:

a quien en la historiografía cultural se considera como el «padre» o el «maestro» de la cultura nacional, para nosotros no es un crítico sino un *restaurador* del orden simbólico anterior en una nueva correlación de fuerzas” (...) Carrión es, ante todo, el ideólogo del mestizaje desde una mirada aristocrática, elitista y europeizante” (Polo 2002, 61)

El juicio que hace Rafael Polo no solo ubica el pensamiento de Benjamín Carrión como operador de esta noción de cultura e identidad, sino que denota la visión de gran parte de la élite política y económica ecuatoriana de mediados de siglo XX. La noción de cultura que logró asentar perduró, y sigue perdurando en parte, en el seno de la Casa de la Cultura Ecuatoriana.

En ese sentido, la construcción de esa narrativa nacional, homogénea y lineal de la historia nacional se revela como un mecanismo de poder, que, por sus rasgos distintivos, asentados sobre la diferencia racial y la clasificación social como patrones de poder heredados de la colonia, se asienta sobre la colonialidad del poder, del saber y del ser. En efecto, el diseño de la narrativa de la identidad nacional y la creación del sujeto mestizo son las muestras de la capacidad del poder económico y político en imponer y reproducir, para sus intereses y la salvaguarda de sus privilegios, mecanismos de dominación para los que, la naturalización de la diferencia social y racial es necesaria. Tal como lo menciona dice Polo “no debemos olvidar que quienes se encargan de elaborar discursos sin fisuras, preocupados en la continuidad, son los encargados de mostrar un orden establecido como legítimo, como natural” (Polo 2002, 61).

Esta necesidad de refuerzo de lo nacional por parte del poder se mantuvo e incluso se agudizó con la participación de los gobiernos militares, especialmente el del general Guillermo

Rodríguez Lara en 1972, que inauguró un “Nacionalismo revolucionario”³³ en el que el sujeto mestizo era el heredero de sus ancestros indios y españoles. Sin embargo, dentro de este proyecto de mestizaje se procuraba buscar un “blanqueamiento” de la población, es decir la integración del indio para así remozar el carácter unitario de los ecuatorianos mediante la asimilación hacía lo más blanco e hispano pues como decía Rodríguez Lara “(...) todos nosotros pasamos a ser blancos cuando aceptamos las metas de la cultura nacional” (Silva 2004, 99).

Esta etapa de la vida del Ecuador estaba además atravesada por la ola modernizadora capitalista en la que se conjugó, bajo un discurso desarrollista, la legitimación de la unión nacional para llevar al país hacía una nueva configuración, la del progreso y la prosperidad. En esta concepción la soberanía y la defensa territorial se conjugaba con la posibilidad de impulsar la economía nacional, convocando a una nación unitaria a trabajar hombro a hombro en la búsqueda del desarrollo.

1.4. La construcción del “otro” como enemigo: banderas de la retórica de la identidad nacional, de la defensa y de la seguridad nacional y hemisférica

A la par del mestizo como figura central de la construcción identitaria, la ecuatorianidad requería también erigirse bajo un eje de contraposición con otras identidades y así consolidar, no solamente su herencia histórica, sino también afianzar fronteras territoriales además de las sociales, culturales y políticas. La construcción del “otro” externo, como amenaza a los intereses económicos y soberanos, se fue afirmando alrededor de la retórica en primer lugar, de la defensa, a partir de la que se fueron aplicando las delimitaciones territoriales con lo que hoy conocemos como Colombia y Perú. Aquella retórica seguiría siendo parte del ideario nacional, adaptándose a las circunstancias económicas, políticas e internacionales deslizándose poco a poco hacía el catálogo discursivo de la seguridad nacional cuyos

³³ El proyecto de “Nacionalismo revolucionario” impulsado por el gobierno cívico militar de Rodríguez Lara en 1972, se caracterizó por poner impulsar una reforma agraria y se orientaba a que las Fuerzas Armadas asumieran el control de los sectores estratégicos del Estado, especialmente el sector petrolero y empresarial, dejando a un segundo plano, su misión de protección de fronteras. Esta revolución pretendía desplazar a las elites y los partidos políticos tradicionales, y permitir un espacio a cierta organización social (sindical, estudiantil) que se aliaría a las Fuerzas Armadas.

orígenes, más anglosajones, se emparejarían con las nuevas influencias geopolíticas de la segunda mitad del siglo XX encarnadas especialmente por Estados Unidos.

Esta construcción de la identidad, en la que a menudo se encuentra la contraposición con el “otro” para afirmarse, como lo hemos visto con Stuart Hall (2003), se robustece cuando existe un “punto de sutura” entre el discurso y la experiencia subjetiva. En este caso, tanto la figura del mestizo en contraposición con el indígena y negro, como la contraposición del ecuatoriano con los “otros” colombianos y peruanos, o el antagonismo con el “otro” comunista asimilado también al movimiento indígena organizado, que veremos a continuación, se fundamentan sobre la promoción de un discurso promulgado por las élites que, a fuerza de ser corroborado en los círculos políticos, económicos sociales e intelectuales, termina naturalizándose y entrando en un imaginario colectivo.

La experiencia subjetiva de las élites, fundamentada en el enaltecimiento de la razón y la superioridad del modelo blanco-ilustrado-católico, por el poder que ejerce, impuso su narrativa y sus valores, contraponiendo al “otro” bajo el juicio negativo, estereotipado bajo términos despectivos. Es lo que Hall llama los elementos marcados cuyas características negativas son exacerbadas y por ende estos elementos son señalados y rechazados.

Veremos entonces cómo esta narrativa se configuró y se legitimó en el caso ecuatoriano en relación con la construcción de sus fronteras nacionales en su oposición con sus vecinos, tanto para reforzar una identidad interna imaginada, como también para ir configurando una soberanía nacional con intereses económicos propios.

En el caso del diseño de la frontera del Ecuador con Colombia, es a partir de la Independencia³⁴ y luego de varios conflictos bélicos y arreglos diplomáticos que, en 1916,

³⁴ En 1830, bajo la presidencia de Juan José Flores en Ecuador, se pidió que se anexaran Pasto, Popayán y Buenaventura al Ecuador, lo que desataría una guerra que terminaría con el Tratado de Paz, Amistad y Alianza entre Nueva Granada y Ecuador y se fijó el río Carchi como límite entre los dos países. En 1843, se requiere que se anexen los territorios de Tumaco y Tuqueres al Ecuador, lo que no es aprobado. En 1856, se firma un acuerdo que fija en parte, ciertos límites entre el Océano Pacífico y el Río Carchi. Estos límites no quedan claros hasta 1908 con el Tratado Andrade Betancourt, que llega a un consenso definitivo en 1916, a través del Tratado Muñoz Vernaza Suárez (El Comercio 2018)

con el Tratado Muñoz Vernaza Suárez³⁵ se definieron los actuales límites territoriales. Estas decisiones se tomaron desde el centro estatal y bajo la visión del Estado moderno que configuró unos límites políticos y geográficos en función de una lógica de intercambios comerciales y de características geofísicas que favorecerían por un lado la circulación de mercancía, como por ejemplo las rutas fluviales y marítimas y al mismo tiempo, que constituyeran obstáculos naturales de defensa de posiciones estratégicas, dentro de una visión belicista.

La segunda mitad del siglo XIX se caracterizaba por un auge del capitalismo mundial bajo una ideología liberal que reforzaría el esquema de intercambio de materias primas e importación de bienes lo que de por sí significaba una desigualdad de condiciones de intercambios que Lapierre identifica como “subvaloración de materias primas, control de precios, contrabando, deuda externa, explotación del trabajo, entre otros” (Lapierre y Macias 2018, 78). Aquello tuvo como consecuencia un fortalecimiento de las élites terratenientes y mineras, lo que por ende se derivó en nuevos procesos de explotación en los que el trabajo y la extensión de territorios era asegurado por las mismas poblaciones indígenas y negras.

La zona limítrofe con Colombia, muy rica para la extracción de caucho, la silvicultura de tabaco y de tagua, así como la tala de árboles y la extracción del oro, la hizo proclive a sufrir los embates de la inestabilidad de los precios de la materia prima a nivel internacional. La necesidad, por parte de los inversores internacionales de asegurar sus ganancias aceleró los procesos de concesión, adquisición o compra de territorios, lo que sucedió con la anuencia

³⁵ Partiendo de la boca del río Mataje, en el océano Pacífico, aguas arriba de dicho río, hasta encontrar sus fuentes en el gran ramal de los Andes que separa las aguas tributarias del río Santiago de las que van al Mira; sigue la línea de frontera por la mencionada cumbre hasta la cabecera del río Canumbi, y por este río aguas abajo hasta su boca en el Mira; esta aguas arriba hasta su confluencia con el río San Juan; por este río aguas arriba hasta la boca del Arroyo o quebrada de Aguas Hediondas, y por esta hasta encontrar el origen principal del río Carchi, por este río aguas abajo hasta la boca de la quebrada de Teques, y por esta quebrada hasta el cerro de la Quinta, de donde sigue la línea al cerro de Troya y las cumbres de este hasta el llano de los Ricos; toma después la quebrada Pun desde su origen hasta la desembocadura en el río Chingual; de allí una línea a la cumbre de donde vierte la fuente principal del río San Miguel, este río aguas abajo, hasta el Sucumbíos, y este hasta su desembocadura en el río Putumayo; de esta boca en dirección sudoeste al divortium aquarum entre el río Putumayo y el río Napo, y por este divortium aquarum hasta el origen principal del río Ambiyacu, y por el curso de este río hasta su desembocadura en el río Amazonas: siendo entendido que los territorios situados al margen septentrional del Amazonas y comprendido entre esta línea de frontera y el límite con el Brasil, pertenecen a Colombia, la cual por su parte deja en salvo los posibles derechos de terceros” (El Comercio 2018)

del Estado aún muy endeudado con capitales ingleses por las guerras de independencia aún frescas (Lapierre y Macias 2018, 79-80).

Pero el otro componente sobre el que se fortaleció preponderantemente la idea de nación ecuatoriana en la época poscolonial es el que tiene que ver con la otra frontera territorial para el Ecuador: la amenaza de una invasión peruana (Pagnotta 2009), idea que se aglutinaba, en torno a la consolidación de un ejército nacional, cuyo origen se situaba en las gestas independentistas.

Cabe señalar que el germen de la pugna con Perú encuentra su origen en un tiempo mucho más lejano, pues la historia la ubica desde la resistencia a la invasión incaica³⁶ por parte de pueblos originarios que habitaban en los territorios del Ecuador actual en el siglo VII.

En esta parábola, encontramos la idea de alteridad sobre la que se erige la construcción de la identidad, esta vez en una oposición que había nacido desde un relato mítico (el del padre Juan de Velasco) y que se fue consolidando a lo largo del siglo XX en el que los límites fronterizos con Perú fueron motivo de conflicto.

Dentro de este relato histórico/mítico en sus distintas etapas, “el peruano representa al otro en relación con el cual se mide la propia identidad” (Pagnotta 2009). Esta narrativa de oposición al peruano se hizo aún más evidente en la forma de abordar la geografía donde se recuerda permanentemente tanto en la escuela, como en ciertas versiones de la historia, unos límites fronterizos antes y después del Protocolo de Río de 1942³⁷, en que el Ecuador perdió mucho de su territorio amazónico (Pagnotta 2009).

La identidad ecuatoriana se forjó, entre otros simbolismos, desde ese sentimiento nacionalista en contraposición al Perú, más aún después del conflicto de 1941 cuando la moral nacional

³⁶ Una versión histórica escrita por el padre Juan de Velasco, describe una nobleza quiteña, del pueblo Quitu Cara, que se asentó en lo que hoy es Quito, en el siglo VII. Según sus escritos, equiparada a la nobleza Inca, que hubiera sido la que impuso resistencia a la invasión incaica en 1470, sin lograrlo. Esta versión, desmentida por muchos historiadores, constituye sin embargo un mito sobre el cual se justifica la continuidad del rechazo al Inca, hoy encarnado en el peruano.

³⁷ Luego de siete meses de ocupación del ejército peruano en el sur del territorio ecuatoriano, y un bombardeo que permitiría a los peruanos llegar hasta Guayaquil, Ecuador se sienta a la mesa de negociaciones y bajo la presidencia de Arroyo del Río firma, el 29 de enero 1942 el Protocolo de Río de Janeiro en el que pierde 200 000 kilómetros cuadrados de selva amazónica.

fue altamente afectada por la derrota contra el vecino país. En esta idea, recobramos lo planteado a propósito del principio de alteridad y la necesidad de rechazo y tensión para la construcción de identidad, así como la noción de frontera como expresión simbólica de esta separación.

Precisamente sobre esta oposición se consolidó desde el Estado, la idea de soberanía que reivindicaba al territorio como el espacio del ejercicio del poder y de la construcción de una identidad nacional. Así, el imaginario de unidad se afianzó alrededor del mito de la resistencia de los distintos pueblos, al invasor Inca, que se trasladó a la resistencia del ecuatoriano frente al peruano. Esta versión histórica nos entrega además algunas pistas sobre la conflictividad presente antes de la llegada de los españoles y mucho antes de la conformación del Estado moderno, que pone de manifiesto el carácter dinámico de las culturas y la permanente resignificación de las fronteras étnicas y culturales.

Hoy todavía en la retórica militar, se enaltece el reconocimiento a esos héroes indígenas, como Atahualpa, Rumiñahui, Quis Quis o Calicuchima, por ser representantes de la defensa contra el enemigo inca y español que incluso, en los manuales escolares se identifican como “General Rumiñahui”, atribuyéndole un título castrense, y son considerados como parte de la génesis de la historia militar ecuatoriana (Ortíz 2006, 95).

Durante la década de los 70 del siglo XX, en buena parte de la región suramericana, se instauraba, de cara al contexto mundial de Guerra Fría, una política que pretendía asegurar una contención al avance del comunismo. Esta doctrina llamada de Seguridad Nacional se gestó en Estados Unidos en los años 70 y se expandió a los países suramericanos. Consistía en detener cualquier iniciativa de reclamo social que tuviera un semblante de simpatía por el proceso comunista ruso o por el proceso revolucionario cubano que había iniciado en 1952 (Leal 2003, 75).

Esta doctrina, que ubicó al enemigo interno como el probable agente al servicio del comunismo fomentó en varios países una militarización de los asuntos internos, considerando al comunismo como una amenaza de índole internacional que debía ser combatida

militarmente (Leal 2003, 75). En esta doctrina el “otro” era encarnado por el comunista o cualquiera que simpatizara con los movimientos de izquierda.

En este contexto, y para el caso ecuatoriano la doctrina fue aplicada de manera diferenciada, con una variante que priorizaba el carácter desarrollista, rescatando la idea de fomento de la unidad nacional para el desarrollo y prosperidad del país.

Las acciones para el desarrollo, con una clara intención de contener cualquier inconformidad social en función de una doctrina de seguridad nacional volcada al enemigo interno, se remediaron por parte de las Fuerzas Armadas, “con la incorporación de la base social, de procedencia mayoritaria de los conscriptos y sus familias a través del desarrollo y la capacitación del personal en tareas agrarias y artesanales” (García 2018, 40).

La construcción de infraestructura vial, la introducción de la explotación petrolera en la Amazonía ecuatoriana acompañadas de políticas educativas y sociales, ampliarían el espectro de la presencia del Estado a nivel nacional haciendo que “el Estado burgués impulsara el avance del pensamiento social, y la configuración de un perfil hegemónico en su gestión” (Silva 2004, 106).

A partir de 1979, Ecuador inició su transición hacia la democracia³⁸ y si bien los militares ya no estaban en el poder, la retórica castrense retomó fuerza al reactivarse en 1981 el conflicto con el Perú a propósito de un área limítrofe que permaneció en disputa desde el conflicto del 41³⁹.

Frente a un ataque aéreo peruano a un destacamento ecuatoriano en frontera y varios enfrentamientos que siguieron, el primer presidente electo, en esta nueva era democrática, Jaime Roldós Aguilera, declaró el estado de emergencia y llamó "a defender con nuestra sangre el territorio nacional" (Diario El Universo 2016) declarando: “Yo estoy, ecuatorianos,

³⁸ Este proceso inicia durante la dictadura militar del Triunvirato que sucede a Rodríguez Lara, en 1976. En este proceso, la junta militar propone una transición con votaciones populares sobre distintos temas como el de la Constitución de 1978, hasta la elección presidencial en 1979 que da como ganador a Jaime Roldós Aguilera, candidato de centroizquierda.

³⁹ En el Protocolo de Río de Janeiro firmado en 1942, los hitos de demarcación acordados no contemplaron la presencia del río Cenepa, río Santiago y río Zamora en la Cordillera del Cóndor. Esta área representaba 78km lineales que no contaban con una postura clara en el Protocolo. Por tanto, esta área seguía en disputa.

plenamente consciente, de las circunstancias que imperan en nuestra Patria. Tengo un deber por la paz y la seguridad de nuestro pueblo y estoy peleando porque así sea" (Diario El Universo 2016).

Este episodio bélico de corta duración y con el cuál se declaró un cese al fuego dejando pendiente el desacuerdo territorial, dejaría nuevamente a Ecuador con un sabor a derrota afectando a la moral patriótica. Eso pondría nuevamente sobre el tapete la importancia de la frontera como elemento necesario de demarcación para la afirmación de la identidad nacional.

La década de los 80, se caracterizó por la desconfianza de los militares hacía todo tipo de organización social y en especial, la organización indígena. En efecto, se la consideraba como un posible germen de rebelión por lo que la estrategia de apoyo al desarrollo se aplicó como una suerte de “guerra de baja intensidad (...) como instrumentos estratégicos contra una posible salida violenta al conflicto, por un lado, y como mecanismos de largo aliento para cortar el mal de raíz” (Ortíz 2006, 219).

Así, se incorporaba en el discurso, a otros elementos, que ponían en riesgo la seguridad del Estado.

La marginalidad indígena; falta de identidad y unidad nacional; la deuda externa; baja calidad de la educación, aumento de la delincuencia, unidos a las presiones de las potencias mundiales que atentan contra la autonomía de los países subdesarrollados y se ordenan dentro de una nueva lógica de conflictos norte-sur (que han remplazado a los conflictos este-oeste) las restricciones impuestas a los países para el acceso a tecnologías de punta, las nuevas políticas de contención de migraciones indeseables (García 2018, 40).

Por tanto, y frente a un movimiento social -especialmente indígena- creciente, el gobierno ecuatoriano optó por una política de fomento y apoyo, por un lado a la formación de liderazgos sociales, pero a través de una cooperación al desarrollo proveniente especialmente de Estados Unidos, y por otro, a una fuerte presencia militar en estos procesos de apoyo al desarrollo que se tradujeron en acciones cívicas en campos como la educación, la sanidad, las obras públicas, que asegurasen la mantención del orden social (Ortíz 2006, 220).

Paralelamente, y respondiendo a la misma estrategia de *soft power*, en la misma década de los 80, varias organizaciones, principalmente de Estados Unidos, se instalaron en el país, a veces en forma de ONG que combinaban acciones de desarrollo con evangelización y abogaban por un discurso de cooperación.

Estas organizaciones se manifestaron con fuerza al interior de las comunidades indígenas, como una política de Estados Unidos encaminada a ejercer "un control ideológico de los sectores campesinos e indígenas que constituye un apoyo de Estados Unidos, su política contra la *narcoguerrilla*" (Isacson 2005).

En efecto, el interés geopolítico de los Estados Unidos en ese momento, y que aumentó en la década de los noventa, se centró en la lucha contra las drogas que se producía en Colombia, donde se desarrollaba además un conflicto interno entre un grupo armado identificado como de izquierda, las "Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)" y el Estado colombiano. El contexto de la Guerra Fría aún latente llevó a la política exterior de Estados Unidos a combatir cualquier intento de organización de carácter marxista y al mismo tiempo la lucha anti-drogas devenía una prioridad en su agenda (Isacson 2005).

A partir de 1995, la reafirmación de la identidad ecuatoriana en oposición a Perú cobró nuevamente fuerza después del tercer conflicto bélico entre los dos países en que el Ecuador esta vez, salió victorioso. Este triunfo, se consolidó alrededor de lo militar, revelando nuevamente un proyecto político de nación, cuyas narrativas, se hacían presentes en los medios de comunicación, y calaban en el imaginario nacional.

En este contexto, se estrecharon las relaciones entre la sociedad ecuatoriana, el gobierno de ese entonces y las Fuerzas Armadas que permitieron la cristalización de un fuerte sentimiento nacional que encontró toda su fuerza en el lema del presidente Sixto Durán Ballén: "¡Ni un paso atrás!"⁴⁰ que reafirmaría un espíritu patriótico.

⁴⁰ El expresidente Sixto Durán Ballén (1992-1996), quien ejercía al reactivarse el conflicto bélico de Ecuador con Perú, dio un discurso en el balcón del Palacio de Gobierno, en febrero de 1995, en el momento de mayor tensión con Perú, en el que inmortalizó el lema de "¡Ni un paso atrás!" que alentó al pueblo ecuatoriano a recuperar su auto estima y unirse como nación a la lucha contra el enemigo peruano.

Así, por ejemplo, el diario guayaquileño El Telégrafo publicaba en su editorial del 17 de febrero 1995, al celebrar la victoria bélica ecuatoriana:

LA PATRIA INTACTA: La férrea unidad nacional, la valentía, la solidez moral, la decisión de nuestras Fuerzas Armadas, la justicia de nuestra causa, han impedido que la agresión extrema vulnere una vez más nuestras fronteras... HEROISMO... ACCION... UNIDAD... VIVA EL ECUADOR (Diario El Telegrafo 1995).

Las llamadas operaciones psicológicas producidas por el “Centro de Comunicadores civiles” y la prensa nacional alojados en el Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina (CIESPAL) contribuyeron en el andamiaje de un discurso que dio total legitimidad, a nivel nacional e internacional, a la acción armada por parte de Ecuador, ya que se corroboraba la información entregada por las Fuerzas Armadas ecuatorianas a los países garantes durante la guerra. En este entorno, el discurso alrededor del sentimiento de orgullo nacional cobró más fuerza que nunca (García 2018, 43).

Sin embargo, superada la guerra y terminado el discurso de contraposición contra el enemigo peruano se vio necesario aglutinar el sentimiento nacional alrededor de otras razones de Estado.

En este contexto, la organización indígena, que había tomado fuerza en los 90, especialmente tras el “Levantamiento Indígena” se convirtió para el estamento estatal ecuatoriano y para el ente militar, en un elemento de peligro para el proyecto integrador del Estado, así como para el principio de unidad nacional que tanto se había esforzado por implementar.

Los militares empezaron a incorporar en su determinación de riesgos y amenazas a los indígenas, ya que “no pueden aceptar la autodeterminación y autonomía que demandan los indígenas porque van en contra de los derechos de la gran mayoría de ecuatorianos” (Ortíz 2006, 205).

En efecto, el discurso indígena sobre la plurinacionalidad hizo saltar las alarmas en el imaginario castrense, ya que estas narrativas podían prestarse a la interpretación de un proyecto separatista que pondría en peligro la unidad de nación tal como se lo concibe desde el Estado moderno. Por tanto, las organizaciones indígenas se convirtieron en el blanco de la

vigilancia de la inteligencia militar, bajo la sospecha de tener estas ambiciones segregacionistas.

Al mismo tiempo se siguió fortaleciendo la estrategia de integración a través del desarrollo y la modernización y el discurso oficial puso de nuevo el acento sobre el mestizaje y la noción de “nacionalismo multicultural” que consistía en una aceptación parcial de las diferencias, siempre y cuando estas diferencias no se opusieran al proyecto nacional (Ortíz 2006, 14).

En esta asimilación, las Fuerzas Armadas ecuatorianas jugaron un rol primordial, pues apostaron al esquema desarrollista que “contribuye a la construcción de esa comunidad imaginada en la medida que permite la realización material y moral del hombre ecuatoriano” (Ortíz 2006, 206).

Así, en esta estrategia de seguir perpetuando una imagen de unidad nacional, los militares desarrollaban acciones de índole cívica hacia la población civil que afianzaban la imagen de un ejército comprometido con todos los extractos sociales.

Y es bajo esta misma consigna de unidad nacional y de protección a la soberanía territorial, una vez superado el conflicto con el Perú, e iniciado el siglo XXI, la preocupación militar ecuatoriana se trasladó a la frontera norte del país. Allí, para la institución castrense aún influenciada por la doctrina de Seguridad Nacional, se perfilaba, por una parte, la sombra del enemigo “comunista”, encarnado en las guerrillas colombianas y que desde hacía mucho utilizaban el territorio fronterizo ecuatoriano como su área de retaguardia frente a las ofensivas cada vez más violentas de las Fuerzas Militares colombianas, además del fenómeno del narcotráfico que ya había tomado gran magnitud en la realidad colombiana.

Estos dos fenómenos insertos dentro de las agendas geopolíticas de los Estados Unidos no estaban entonces deslindados de las políticas implementadas desde el país del norte y que, si bien golpeaban directamente a Colombia, tenían efectos colaterales sobre Ecuador.

A manera de contexto, recordemos que la política de control de las sustancias ilícitas por parte de los Estados Unidos ya había debutado en 1970 con la presidencia de Richard Nixon que precisamente acuñó la famosa “Guerra contra las drogas”, política que prosperó con

Ronald Reagan en la década siguiente, con un componente adicional, el de haber declarado a las drogas ilícitas como una amenaza a la seguridad nacional de los Estados Unidos (Youngers 2007, 108).

A finales de los años 80, el presidente George W. Bush lanzó la Iniciativa Andina como resultado de la identificación de lo amenazante que resultaba para la seguridad de los Estados Unidos la producción de drogas y su tráfico. Perú, Bolivia y Colombia fueron designados como los primeros proveedores de materia prima (hoja de coca y marihuana), así como países procesadores y comercializadores.

Esta iniciativa consistía en una contundente financiación de los cuerpos de seguridad de los tres países productores para que alinearan su política hacia el combate sin tregua a la producción de hoja de coca y cocaína, volcando las funciones de las policías y ejércitos locales a esa tarea.

Esta tendencia hacia la militarización del problema de las drogas gozaría además de un fuerte apoyo directo de las Fuerzas Armadas estadounidenses, especialmente del Comando Sur. La estrategia discursiva quedaba claramente develada cuando el mismo comandante estadounidense, el general Maxwell Thurman en los años 90 se refería a “la guerra contra las drogas como la única guerra que tenemos” (Isacson 2005, 46).

Esta política se agudizó en las décadas siguientes, adecuando y relacionando elementos discursivos que complejizaron y exacerbaron la supuesta amenaza. Así, a raíz de ataque de Al Qaeda a las Torres Gemelas de Nueva York el 11 de septiembre del 2001, se radicalizó la política de Seguridad de los Estados Unidos que incluyó en sus amenazas, a los grupos insurgentes de cualquier índole.

En ese contexto, los grupos guerrilleros de Colombia también fueron definidos como una amenaza a la seguridad nacional estadounidense al ser acusados de estar inmiscuidos en el negocio de las drogas para financiar sus actividades de lucha guerrillera. La retórica amenazante incluía entonces el término de “terrorismo” al léxico, señalando a las guerrillas como organizaciones “narcoterroristas” (Isacson 2005, 73).

Este giro discursivo ponía en evidencia la injerencia de Estados Unidos tanto en el conflicto colombiano como en la política anti-drogas a nivel global, pues al mismo tiempo, se multiplicaba la presencia de tropas americanas en América del Sur, Ecuador incluido⁴¹, con una clara misión contrainsurgente y un control geoestratégico de la subregión andina.

El denominado Plan Colombia⁴², iniciado en 1999 bajo la presidencia colombiana de Andrés Pastrana conoció su auge durante el mandato de Álvaro Uribe, quien, en el 2002, volcaba su política de seguridad en el sentido acuñado por la consigna estadounidense. En adelante la ayuda económica estadounidense no contemplaba solamente la lucha antidrogas sino también la lucha contra el nuevo enemigo “narcoterrorista”.

Este tratamiento del conflicto interno colombiano, amalgamado con la problemática del narcotráfico, llevaba a otras consideraciones que Adam Isacson resumió de la siguiente manera:

Al militarizar su guerra contra las drogas, Washington intensificó algunos de los peores aspectos de su estrategia de Guerra Fría en América Latina. El combate contra el tráfico de drogas supuso una nueva justificación de las operaciones militares contra un “enemigo interno”, y la ayuda antidroga contó con muy pocos incentivos para la reforma institucional. Esto ha obstaculizado iniciativas prometedoras en toda la región para consolidar la democracia, mejorar las relaciones entre civiles y militares, avanzar en la cooperación en materia de seguridad y poner fin a la impunidad del personal corrupto y abusivo de las fuerzas de seguridad (Isacson 2005, 29).

El hecho de que Estado Unidos categorizara al narcotráfico como una amenaza a su seguridad nacional, para la región andina, se tradujo en los roles atribuidos a las Fuerzas Armadas que vieron redefinidas sus misiones institucionales, en aras del combate hacia estas amenazas internas, lo que dio pauta a abusos sistemáticos contra los derechos humanos.

⁴¹ En el año 1999, bajo la presidencia de Jamil Mahuad se firmó un Convenio con el gobierno de los Estados Unidos para implementar el Centro Operativo de Avanzada (FOL por sus siglas en inglés) en la base militar de la ciudad costera de Manta. El objetivo de este puesto militar era detectar, controlar y rastrear aeronaves que realizaran actividades ilegales vinculadas al narcotráfico.

⁴² Se trata de un acuerdo bilateral entre los gobiernos de Colombia y Estados Unidos cuyos objetivos perseguían poner en marcha una nueva estrategia para el combate al narcotráfico. Estados Unidos invirtió 10000 millones de dólares en 15 años que tuvo vigencia el programa. La intervención militar de Estados Unidos en Colombia fue muy criticada y se ha denunciado la intención oculta del gobierno norteamericano de privilegiar el combate a la guerrilla antes que al narcotráfico.

Entre esas consecuencias, durante el régimen de Álvaro Uribe, se registraron varios episodios nefastos tales como el escándalo de falsos positivos⁴³, la criminalización de líderes sociales y defensores de derechos humanos⁴⁴, el programa de erradicación de los cultivos de hoja de coca mediante fumigación aérea⁴⁵, como parte de las medidas ligadas al Plan Colombia, con sus estragos sobre el medio ambiente y la salud de los pobladores de las zonas fumigadas.

En este contexto, Ecuador también sufrió las consecuencias de esta guerra. Por una parte, los habitantes de la zona norte colindante con Colombia fueron afectados por las fumigaciones con glifosato ya que ahí se erradicaban por vía aérea los cultivos de coca presentes en el lado colombiano. También, se padecían incursiones armadas de la Fuerzas Armadas colombianas que perseguían a grupos armados lo que provocaba enfrentamientos que ponían en riesgo a población civil de la frontera, entre estas, comunidades indígenas.

Entre esas incursiones militares, se registró el 1 de marzo 2008 una operación militar del ejército colombiano en el sector de Angostura, provincia de Sucumbíos, al norte de Ecuador, cuyo objetivo militar era un campamento de descanso de las FARC-EP, en el que se refugiaba el líder de esa organización, alias Raúl Reyes. La operación, que consistió en un bombardeo por vía aérea y un ataque militar por tierra, que no había sido autorizada por el Estado ecuatoriano, dejó como saldo 25 muertos, de los cuales 5 eran estudiantes mexicanos, visitantes del campamento para fines académicos. Esta intromisión violenta por parte del gobierno de Uribe llevó a una grave crisis diplomática entre los dos países y a una fuerte

⁴³ En el año 2017 se hicieron públicas las primeras denuncias de que unidades secretas del ejército colombiano asesinaban a jóvenes humildes o campesinos y los hacían pasar como guerrilleros para sumar a su activo las bajas de supuestos blancos. Según un estudio elaborado por Omar Eduardo Rojas en su libro Ejecuciones extrajudiciales en Colombia 2002-2010, el número de muertos oscila entre 4500 (según la fiscalía), 5700 según la Coordinación Colombia- Europa-EEUU y 6200 (según otras ONG presentes en suelo colombiano). Ver: <https://www.marcha.org.ar/colombia-10-000-falsos-positivos-en-el-gobierno-de-uribe/>

⁴⁴ En febrero de 2009, se publicó en la revista Semana en Colombia que el servicio de inteligencia nacional (DAS), ordenado por la presidencia de la República, intervino ilegalmente teléfonos y mensajes de correo electrónico, e hizo seguimientos a líderes sindicales, defensores de derechos humanos, periodistas, políticos de oposición y magistrados de la Corte Suprema. Ver: <https://www.semana.com/nacion/articulo/las-chuzas-das/111197-3/>

⁴⁵ Según varias investigaciones que se hicieron públicas a través de medios de comunicación, se demostró que en las zonas en las que se llevaron a cabo campañas de fumigación por glifosato, se presentaron mayores tasas de mortalidad infantil, mayor prevalencia de abortos espontáneos y enfermedades dermatológicas. Ver: <http://www.elspectador.com/noticias/nacional/consecuencias-de-aspersion-de-cultivos-ilicitos-articulo-462738>

campaña mediática por parte de medios colombianos en la que se acusaba al gobierno de Rafael Correa de proteger a los “narcoguerrilleros”.

Este episodio conflictivo fue uno de los detonantes que permitió que se visibilice la situación de abandono estatal que vivía la frontera norte del Ecuador, que, por falta de acceso a servicios básicos estaba inmersa en lógicas de economía paralela e irregular. Esto obligó al gobierno de Correa a posicionar en la esfera pública, un discurso acerca de su política de combate al narcotráfico y una posición en relación con la guerrilla colombiana.

Esta política, a lo largo de los años siguientes entregaba señales contradictorias ya que, en algunos aspectos, se alineaba efectivamente a los intereses geoestratégicos globales con el aumento de la militarización en la zona de frontera, la autorización de operaciones del organismo anti-drogas de los Estados Unidos (*Drug Enforcement Administration* DEA) en territorio ecuatoriano⁴⁶, así como una clara persecución a los líderes sociales y una criminalización de la protesta social asociando la acción popular y los reclamos en todas sus formas, a intentos de desestabilización democrática y delitos penales como sabotaje, sedición o terrorismo.

A este propósito, Correa declaraba, dirigiéndose a los líderes del movimiento indígena en una alocución pública el 29 de mayo 2010, en relación con las protestas que habían acaecido en esos días, con motivo de la votación de la propuesta de ley sobre recursos hídricos:

Lean la ley compañeros, cerrar carreteras es un delito, se llama sabotaje y terrorismo, si quieren cámbienlo de nombre a mí tampoco me gusta, lo importante es que es un delito, cuando se pone el delito ahí está el gobierno persiguiendo, acusándolos de terroristas (Correa 2010).

Sin embargo, en el discurso también reinaba un rechazo a la imposición hegemónica de la política estadounidense que se reflejaba, primero con la decisión política de acabar con el Convenio que permitía la presencia militar norteamericana en la base militar de Manta en el

⁴⁶ Según reporte del organismo anti-drogas estadounidense DEA, en julio del 2010, después de varios meses de labores de inteligencia por parte de agentes de este organismo, tuvo lugar la operación Tormenta del Manglar en la que se decomisó un submarino equipado y operativo, perteneciente a un cartel colombiano, en la zona de San Lorenzo, Esmeraldas al norte de Ecuador. En este reporte se verifica la presencia de una oficina del organismo norteamericano en la ciudad de Quito. Ver: https://www.dea.gov/sites/default/files/2021-04/2009-2013_p_153-179.pdf

2009⁴⁷, y luego, con un amplio proceso de depuración en los organismos de inteligencia policial y militar bajo la consigna de que estos respondían a intereses foráneos, especialmente estadounidenses, acompañado de una importante campaña mediática por parte de los encargados de la política de seguridad, que apuntaba a eliminar a los grupos o elementos que históricamente se habían formado y cooperaban con los organismos de seguridad americanos⁴⁸. En ese mismo esfuerzo, por -aparentemente- alejarse de la doctrina impuesta desde el norte a partir de los años 70, se emprendió por el poder ejecutivo, un proceso legislativo para reemplazar la caduca Ley de Seguridad Nacional por la Ley de Seguridad Pública y del Estado (2009).

A partir del segundo mandato del presidente Correa en el 2013 y que finalizó en 2017, así como durante el gobierno de Lenin Moreno que lo siguió del 2017 al 2021, la política llevada adelante, así como el discurso político sobre seguridad serían más coherentes entre sí.

El expresidente Correa, una vez más consolidado en el poder, adoptó poco a poco un giro más radical en su política económica, claramente volcada a una lógica desarrollista en la que las grandes obras y la explotación de los recursos naturales serían la prioridad.

Así, su discurso se adaptó a sus nuevos objetivos y encontró la justificación para cumplirlos en la condena pública de la oposición de los movimientos sociales a su proyecto, aduciendo que estos entorpecían el desarrollo del país y los intereses de todos los ecuatorianos. Así, apeló a la narrativa del interés nacional supremo y superior confrontado a los supuestos

⁴⁷ La decisión del expresidente Correa de no renovar el Convenio que permitía la presencia militar estadounidense en la Base militar de Manta en el 2009 fue una promesa de campaña que se reflejó también en el texto constitucional de 2008 que promulgó la interdicción de presencia militar extranjera en suelo ecuatoriano (artículo 5 de la Constitución de la República). El anuncio de la retirada de los soldados norteamericanos se hizo además en medio de una campaña mediática del frente ejecutivo encargado de la seguridad que ponía en evidencia la crítica a la acción estadounidense en los 10 años de labor en la base. Ver: <https://www.eluniverso.com/2009/09/18/1/1355/ecuador-retoma-base-manta.html/>

⁴⁸ A raíz del ataque ocurrido en Angostura el 1 de marzo 2008, investigaciones revelaron la posible complicidad de agentes policiales y militares en la operación liderada por el ejército de Colombia. Esto acarreó el desmantelamiento de algunas unidades dentro de la Policía que eran financiadas por Estados Unidos, como la remoción de algunos mandos de inteligencia militar. A la par, generó un breve incidente diplomático con Estados Unidos cuando Correa expulsó del país al primer secretario Marck Sullivan de la embajada americana por intromisiones en asuntos internos del país al haber retirado equipos informáticos de una unidad policial ecuatoriana que recibía financiamiento del gobierno de Estados Unidos. Ver: https://www.lainformacion.com/mundo/el-presidente-de-ecuador-no-descarta-expulsar-mas-funcionarios-estadounidenses_ukqimdstis4rzo2y0wuyy5/?autoref=true

intereses minoritarios de los pueblos indígenas. Bajo unos claros matices racistas, consolidó una campaña de menosprecio de las demandas de los pueblos indígenas, tildándolos de “infantiles”, “atrasados” y con afanes “segregacionistas de la nación”, recuperando el lenguaje anteriormente enarbolado por las élites frente a la reivindicación indígena (Samaniego 2020, 211).

El análisis discursivo sobre el que nos centraremos en esta investigación y que se concentrará en los eventos acaecidos entre el 1 al 14 de octubre 2019, cuyos principales voceros fueron el movimiento indígena ecuatoriano y las autoridades del Estado, se nutrirá del contexto histórico que acabamos de abordar.

2. La lucha del movimiento indígena: avances clave y nudos críticos

Una vez revisada la evolución y los principales cimientos del discurso de la formación de la nación ecuatoriana desde la independencia, de herencia colonial, hasta inicios del siglo XXI, veremos a continuación, cómo, paralelamente a la consolidación de la colonialidad en todas sus expresiones, se fueron tejiendo sujetos políticos colectivos “otros” cuyas voces, si bien siguen siendo invisibilizadas, han contribuido a la emergencia de narrativas que se contraponen al discurso unitario del Estado y proponen quizás, – y en medio de mucha oposición y dificultades- otros diseños posibles de fronteras en todas sus dimensiones.

Como lo hemos visto, en las auroras de la Independencia, la primacía de las élites criollas por tomar el poder de la Corona española implicó al mismo tiempo, sofocar todas las rebeliones indígenas. El autor ecuatoriano Stalin Herrera señala que la lógica colonial que consistía en someter al indio para apropiarse de su fuerza de trabajo pervivió después de la Independencia y solamente tomó unos matices ligeramente distintos, después de la Revolución Liberal de 1895⁴⁹ que pasó, de excluir política y culturalmente a los indios para subordinarlos, a tratar de asimilarlos a la cultura de la modernidad (Herrera 2005, 15).

⁴⁹ La Revolución liberal de Ecuador fue un proceso de transformación política y económica en la República del Ecuador que estalló el 5 de junio de 1895 en la ciudad de Guayaquil con el desconocimiento del gobierno nacional por parte de las autoridades locales, provocando un enfrentamiento bélico entre los liberales y los conservadores.

En efecto, lo que llama el economista ecuatoriano Pablo Dávalos, el “sistema hacienda” en el régimen liberal del Ecuador, fue el fruto de las dinámicas y relaciones de poder económicas y sociales heredadas de la colonia. Este sistema estructuró un Estado dirigido por élites que manejaban el gobierno como su hacienda, reproduciendo la figura paternal del hacendado dentro de la esfera política (Dávalos 2003, 3).

Esta forma de organización que tendió a homogeneizar a la población indígena volvió imposible la conformación de un auto reconocimiento identitario desde lo étnico y más bien, construyó una identidad para el sector indígena, desde la noción de clase campesina. Esto debido a que la mayor parte de la población indígena, particularmente en la sierra ecuatoriana se concentraba en el sector rural, donde su fuerza de trabajo servía al crecimiento de las grandes concentraciones de tierra de los hacendados.

A partir del siglo XX, esta identificación desde la noción de clase hizo que los primeros pasos organizativos indígenas se relacionaran con los Partidos Comunista y Socialista y con el sindicalismo, dando nacimiento en 1926, al primer sindicato indígena “Juan Montalvo”⁵⁰ (Herrera 2003, 16). Ante la presión de las organizaciones indígenas, en 1937, el Estado promulgó la Ley de Comunas que propició el reconocimiento de la comuna como forma de organización indígena y campesina en el medio rural y como categoría de propiedad colectiva, indivisible y no comercializable, que aún está vigente (Oficina de Derechos Humanos de las Naciones Unidas 2012, 32).

La lucha por la tierra como eje reivindicativo y discursivo primordial iría tomando fuerza y, sería durante una dictadura militar, en 1964, que tendría lugar la primera Reforma Agraria⁵¹ con el propósito de contener estos reclamos y controlar la fuerza que iba tomando la organización indígena.

⁵⁰ Cabe anotar que se trata del mismo Juan Montalvo que hemos citado más arriba en el texto y que profesaba una terrible opinión sobre los indígenas. Sin embargo, el nombre del sindicato no es en honor a su obra sino porque se fundó por Dolores Cacuango y Tránsito Amaguaña en la parroquia Juan Montalvo en el cantón Cayambe.

⁵¹ La primera Reforma Agraria se decretó durante la dictadura militar el 11 de julio de 1964, a través del Decreto 1480, la Junta Militar de Gobierno expidió la Ley de Reforma Agraria y Colonización.

Pero el reclamo por la tierra no era el único eje de protesta de las poblaciones indígenas. Aún en la década de los ochenta, el derecho a la ciudadanía en Ecuador, es decir a la posibilidad de participar en la vida política, estaba reservado a las personas mayores de edad y alfabetas. En ese entonces, se estimaba que al menos un 40% de la población no tenía acceso a la educación formal, lo que equivalía para muchos el no alcanzar los requisitos establecidos para ser ciudadanos con derechos (Dávalos 2003, 8).

La Reforma Agraria daría en algo un respaldo a las colectividades reivindicativas nacientes⁵² y finalmente permitiría una mejora significativa de las condiciones de vida campesinas del indígena, generando “una serie de modelos organizativos que tenían como objeto el acceso a la tierra o el manejo de los recursos obtenidos” (Sánchez 2017, 367) lo que dio pie a la conformación de una organización social indígena, que empezó a plantear la dimensión étnica con voz propia, fuera de los partidos tradicionales de izquierda.

En respuesta a la ausencia de los indígenas en la participación formal en la vida política del país, en 1986, nace la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (CONAIE), como una gran estructura de reagrupación de organizaciones indígenas, a nivel nacional, a través de sus tres filiales,⁵³ y que superaba la estructura sindical por la tierra. Su conformación, en la que tuvo mucho que ver la franja más progresista de la Iglesia Católica con la Teología de la Liberación⁵⁴, incorporó el término de “nacionalidades” justamente con la intención de visibilizar la existencia de otras naciones, entendidas estas como identidades culturales diversas, y así contraponerse al proyecto de homogeneización del Estado.

El encuentro de las organizaciones de las distintas regiones, pese a tener realidades muy distintas, convergió en sus demandas por “la reforma agraria, por el respeto a la autodeterminación de los pueblos, por el agua, por la educación intercultural y además

⁵² Desde los años sesenta nacen varias organizaciones: 1964: Federación Shuar y Jatún Cabildo Saraguro; 1969: FOIN en Napo; 1973: Chachis en Esmeraldas; 1972: Ecuarunari.

⁵³ En la Sierra con “Ecuador Runacunapac Riccharimui” (El despertar del hombre ecuatoriano) Ecuarunari, en la Amazonía con la Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENIAE) y en la costa con la Confederación de Organizaciones Campesinas e Indígenas de la Costa (CONAICE)

⁵⁴ Es una corriente que cuestiona la perspectiva del cristianismo contemporáneo hegemónico de la iglesia católica a nivel mundial, plantea una ruptura con las teorías existentes y se concibe desde una identidad popular y progresista. Acompañó a algunos movimientos sociales promocionando un tipo teológico-militante de intelectualismo desde la perspectiva de campo.

bilingüe, por el respeto a los territorios, por la supresión de las concesiones territoriales” (Dávalos 2003, 13).

El surgimiento de ese nuevo sujeto político colectivo terminó eclosionando con un hito trascendente que marcaría un nuevo momento en la escena tradicional de la política ecuatoriana. En junio del año 1990, al conjugarse una serie de condiciones tales como, la aplicación a rajatabla de políticas neoliberales que llevaron a un empobrecimiento de las poblaciones más excluidas, entre estas las indígenas, y una escasa participación de la población en las decisiones políticas tuvo lugar el “Levantamiento Indígena”⁵⁵. Durante estas protestas se visibilizaron las demandas como el reclamo por las tierras para cultivar, la educación bilingüe, pero, sobre todo, se puso sobre el tapete un cuestionamiento a las nociones de “Estado”, de “Nación”, de “democracia”, “ciudadanía”, “territorialidad”, que se constituían como los cimientos sobre los que reposaba el imaginario de lo ecuatoriano.

Empezaron a germinar en el escenario político los debates en torno a las propuestas de la CONAIE, que ya planteaban el proyecto de “Estado Plurinacional” y de “sociedad intercultural” rompiendo así con los paradigmas clásicos de la concepción del Estado liberal, y de las categorías de “multiculturalismo” y “pluriculturalismo”, términos que únicamente servían para caracterizar una situación diversa, pero que no hacía visible la relación entre culturas y sobre todo, la dominación ejercida de unas sobre otras (Walsh 2008, 140).

Uno de los referentes históricos del movimiento indígena ecuatoriano, Luis Macas, en su texto “Diez años del Levantamiento del Inti Raymi de junio de 1990: Un balance provisional” publicado en el boletín Rimay del Instituto Científico de Culturas Indígenas (ICCI) en el año 2000, enfatizaba sobre algunos avances.

De 1990 a la presente fecha, el país ha discutido los temas de la plurinacionalidad y ha reconocido el carácter plurinacional del Estado. Ha reconocido a los pueblos indígenas

⁵⁵ En el mes de junio de 1990, indígenas provenientes de todo el Ecuador, marcharon hasta la capital, Quito y tomaron la Iglesia de Santo Domingo. El Levantamiento, que se extendió por mas de 10 días consistió en el reclamo por el derecho a la tierra, una crítica al modelo agroexportador y al pago de la deuda externa y el rechazo del apoyo a los grupos empresariales por encima de los derechos de los campesinos. Inclusive, de manera visionaria en ese entonces, también reclamaban por la contaminación petrolera en la Amazonía ecuatoriana. Estas reivindicaciones calarían fuertemente en la sociedad ecuatoriana y la presión ejercida sobre el gobierno, tuvo resultados.

como naciones, y ha incorporado los Derechos Colectivos a la Constitución vigente (Macas 2000)

En efecto, durante aquel decenio denominado la “década ganada”, la reivindicación por reconocer la pluralidad cultural y étnica cobró lugar en parte de la sociedad ecuatoriana y el movimiento indígena tomó un impulso importante, convirtiéndose en “interlocutor y mediador de las clases populares con el Estado” (Herrera 2003, 25)

A partir de ese momento, se potenciaron discursos en el seno de la sociedad ecuatoriana, que modificaron su entorno político, generando un debate crítico en torno a la colonia y sus rezagos actuales, en ocasión, entre otras cosas, de la celebración en 1992 del “Encuentro de Dos Mundos”, impulsada por España por los 500 años de la invasión de América.

Se tradujo además para el movimiento indígena, en una presencia no solamente en la arena política del país, sino también en la participación electoral con la conformación del Movimiento de Unidad Plurinacional Pachakutik -Nuevo País (MUPP- NP) en 1995, que logró una presencia institucional y de representación electoral en varias instancias estatales⁵⁶. Macas remarca en su texto la magnitud que había tomado esta opción en el campo político,

La identificación del pueblo con el MUPP-NP es evidente y esa identificación explica que se hayan logrado en estas últimas elecciones seccionales, 27 alcaldías, 5 prefecturas de un total de 22 y un porcentaje que va entre el 60% y el 70% para las juntas parroquiales. Esto expresa el deseo de ir construyendo la democracia desde abajo (Macas 2000).

La decisión de incursionar en la esfera de representación formal significaba para el movimiento indígena una manera de modificar, desde adentro, la estructura misma del Estado e ir avanzando en el diseño de un Estado plurinacional y de una sociedad intercultural. En efecto, las reflexiones internas a las estructuras organizativas advertían que la estrategia para conseguir cambios, en un primero momento, implicaría forzar el reconocimiento de algunos ámbitos esenciales como los territorios o la cultura y así incorporar demandas como la de una

⁵⁶ Representación electoral: En 1995, los líderes indígenas y de las bases de Ecuador lanzaron el Movimiento Unidad Plurinacional Pachakutik- Nuevo País (MUPP-NP) como un mecanismo político para la toma del poder a través de las elecciones. Pachakutik representó el surgimiento de una tercera opción, la formación de un nuevo movimiento político en la que los indígenas y otros sectores de los movimientos sociales y populares se organizaron como iguales y crearon un proyecto conjunto para lograr objetivos comunes en busca de un mundo nuevo. En 1996 participa con un candidato a la Presidencia de la República y obtiene el tercer lugar con el 26.61 % configurando un nuevo mapa electoral ecuatoriano.

reforma agraria más integral o de la instauración de una educación bilingüe acorde a las necesidades de los pueblos. La interlocución con el Estado, en aquel contexto, se veía como ineludible (Dávalos 2003, 13).

Para Macas, el objetivo primordial consistía en que, desde la estructura del Estado, se reconozca la diversidad y la complejidad de la realidad ecuatoriana para lo que se requería conseguir propender un dialogo, desde dentro del Estado, con todos los sectores de la sociedad. Macas enfatizaba:

de lo contrario desde la visión de un solo sector, se construye un Estado homogeneizador, que somete, no consulta. Que impone y no dialoga. Que habla y no escucha. Se debe cambiar el rol del Estado, empezando por la participación de toda la sociedad en los problemas que aquejan a toda la sociedad. Es decir, se deben buscar las formas de consensuar la resolución de los conflictos a través de un verdadero diálogo (Macas 2000).

En este contexto, la necesidad de impulsar una reforma integral y profunda de las estructuras del Estado se dibujaba de forma cada vez más elocuente a través de la construcción de un modelo que ya se llevaba años pensando: el Estado Plurinacional e intercultural.

2.1. El camino al Estado Plurinacional e intercultural y hacia el *Sumak Kawsay*

La plurinacionalidad, se remite en primera instancia a la forma en que, pese a la imposición permanente de un Estado-nación homogeneizador que trazó su imaginario en función del mestizaje y desde una concepción occidental, los pueblos indígenas en particular han conseguido mantener sus sistemas de vida, construir sus identidades y sus territorialidades, dentro de este espectro nacional. La plurinacionalidad pretende entonces, de forma intencionada, señalar la diversidad de pueblos⁵⁷ y nacionalidades indígenas⁵⁸ al interior de

⁵⁷ Para la CONAIE “nacionalidad” es distinta a “pueblo”, este último entendido como “una colectividad cohesionada por un conjunto de factores; ocupan un territorio definido, hablan una lengua común, comparte una cultura, una historia y aspiraciones comunes; factores que les diferencian de otros pueblos y que han hecho posible que desarrollen instituciones sociales particulares y formas de organización relativamente autónomas. [...] Un pueblo indígena se define como tal en relación con una sociedad que no es originaria y que no logra serlo, por la conciencia que desarrollan sus miembros sobre esta situación” (CONAIE 2001). Actualmente existen 14 nacionalidades y 18 pueblos indígenas en el Ecuador.

⁵⁸ De acuerdo con el Consejo de Desarrollo de Nacionalidades y Pueblos del Ecuador, las nacionalidades indígenas designan “un conjunto de pueblos milenarios anteriores y constitutivos del Estado ecuatoriano, que se autodefinen como tales, que tienen una identidad histórica, idioma, y cultura comunes, que viven en un

la nación que se presenta como homogénea y lineal, además de cuestionar el hecho de que existe una sola forma de concebir a la nación. En este sentido, Walsh interpela sobre el sentido disruptivo del término

al disputar y contrariar el monopolio del Estado nacional que demanda una lealtad exclusiva y llevar a la consideración la existencia de lealtades múltiples dentro de un social descentrado, lo plurinacional marca una agenda “otra” nacional, pensada desde los sujetos históricamente excluidos en la visión unitaria del Estado, de la nación y de la sociedad (Walsh 2009, 97)

En su texto del 2009, *Interculturalidad, Estado, sociedad. Luchas (de) coloniales de nuestra época*, Walsh hace referencia a los momentos clave en los que se discutió la plurinacionalidad e identifica que, durante el proceso constitucional de 1998, en que el movimiento indígena estaba representado legislativamente a través de su brazo político Pachakutik, se planteó con precisión la plurinacionalidad como la posibilidad no solo de reivindicar un sentido étnico, sino de refundar la estructura del Estado hasta entonces excluyente. En ese momento, la plurinacionalidad construyó un eje convergente con la interculturalidad puesto que se clarificó que solo se puede construir un nuevo modelo de Estado plurinacional tendiendo los puentes de comunicación entre los diversos sectores, tomando en cuenta sus necesidades, demandas y concepciones diversas. En efecto, la interculturalidad como un elemento que consiste no solo en ceñirse al reconocimiento de la diversidad, sino que, como complemento del Estado plurinacional, construye nuevas relaciones y condiciones sociales para los pueblos, para que transformen radicalmente las estructuras, las instituciones y las relaciones dentro de la sociedad “Es esta ligazón entre la propuesta del Estado plurinacional y la interculturalidad, lo que permitió avanzar, articulando un proyecto social, político y ético, de carácter decolonial, ya no pensado sólo para los indígenas sino para todos” (Walsh 2009, 99).

Después de las décadas de luchas del movimiento indígena, tanto en las esferas de protestas y movilizaciones colectivas en la calle, cuanto en las esferas de representación formal que se alcanzaron a través del movimiento Pachakutik, en el año 2008, se registra un hito de importancia, al incorporarse en la Constitución que se aprobó por referéndum, la noción de

territorio determinado mediante sus instituciones y formas tradicionales de organización social, económica, jurídica, política y ejercicio de autoridad” (CONAIE 2001)

Estado Plurinacional, largamente enarbolada por la CONAIE. No obstante, el camino para conseguir aquel avance no estuvo exento de obstáculos.

En efecto, esta propuesta que ya había pasado por un camino reflexivo y de consolidación conceptual, además de haber sido reivindicado por la CONAIE a lo largo de la década de los años 1990, no tuvo resonancia y no se incorporó al texto magno aprobado en 1998. Por el contrario, coherente con el Consenso de Washington que se aplicaba a rajatabla en toda la región, la Constitución de 1998 consiguió facilitar la intromisión de políticas neoliberales en cuanto a la concesión y explotación de recursos naturales, muchas de éstas en territorios de pueblos indígenas, agudizando así su situación de pobreza, precariedad y explotación.

Un segundo momento en que se puso sobre la mesa a nivel nacional, la cuestión de la plurinacionalidad, fue durante el régimen de Lucio Gutiérrez, en el año 2003. Este ex coronel del ejército ecuatoriano que había liderado en 2001 la caída del presidente Jamil Mahuad, después de un periodo en la cárcel por ese golpe de Estado, fue electo legítimamente en el 2002. Durante su gobierno, en el que incluyó en sus inicios al movimiento indígena, desde la CONAIE se fue afirmando el proyecto de plurinacionalidad con más precisión, recogiendo principios como “el derecho a la coexistencia pacífica, el reconocimiento y respeto mutuos entre todas las nacionalidades, pueblos y demás sectores sociales” (Walsh 2009, 102). Sin embargo, la alianza entre Gutiérrez y la CONAIE duró poco tiempo, pues al cabo de unos meses, Gutiérrez se alineó abiertamente con la política neoliberal impulsada por Washington, traicionando el proyecto con el que ganó las elecciones con el apoyo de Pachakutik. Aquel revés de situación significó un duro golpe para el movimiento indígena y su brazo político, pues dio pie a disputas internas y una fuerte pérdida de legitimidad ante la opinión pública. Por ende, la discusión sobre la plurinacionalidad no prosperó.

En 2007, en los inicios del gobierno de Rafael Correa y de cara a la redacción de una nueva Constitución mediante una Asamblea Constituyente electa, el movimiento indígena planteó nuevamente la necesidad de incorporar la noción de Estado Plurinacional en la discusión a propósito del nuevo texto magno, lo cual presentó públicamente a través de un documento titulado *Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador Por un Estado*

Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico y la siguiente declaración pública:

Es el momento preciso e histórico para que los pueblos y nacionalidades indígenas y los sectores sociales del país hagamos un cambio estructural, político y jurídico del Estado ecuatoriano. Desde 1830 hasta la actualidad se han redactado 19 Constituciones, sin participación plena de los Pueblos y Nacionalidades Indígenas y se han constituido los poderes del Estado como un resultado del régimen colonial dominante. Tenemos que construir un Estado diferente, el Estado plurinacional para erradicar el regionalismo y la exclusión que hemos sido sometidos por un Estado impuesto piramidal y su forma de gobierno excluyente, autoritario, represivo. Queremos construir un Estado Plurinacional, pluricultural, de democracia participativa y directa, como un nuevo modelo de organización política para la descolonización de nuestras naciones y pueblos y para hacer realidad el principio de un país con unidad en la diversidad e igualdad social (CONAIE 2007).

Esta vez, después de múltiples debates y desacuerdos en el seno de la Asamblea Constituyente, la noción de plurinacionalidad fue efectivamente incorporada en la Constitución hasta ahora vigente: “el Ecuador es un Estado constitucional de derechos y justicia, social, democrático, soberano, independiente, unitario, intercultural, plurinacional y laico” (Registro Oficial 2008).

El texto constitucional, que hace alusión en múltiples ocasiones a la responsabilidad y obligación del Estado en incorporar una visión intercultural y plurinacional en diversos ámbitos de la vida social como la educación, la salud, la justicia, la cultura, fue recibido como un hito histórico, no solamente por el movimiento indígena y los pueblos afros, sino por la opinión pública internacional.

Casi de forma concomitante, en el año 2007 fue aprobada la Declaración de los Derechos de los Pueblos Indígenas de las Naciones Unidas por la Asamblea General de ese organismo, con el voto a favor del Ecuador. Aquel acontecimiento también favoreció a que el debate sobre derechos de los pueblos indígenas se visibilizara en el entorno ecuatoriano; sobre todo porque la representación y aportes de líderes indígenas ecuatorianos en el seno de las discusiones en Naciones Unidas fueron destacados. Esta Declaración se constituye como un documento clave en el reconocimiento de los derechos colectivos de los pueblos y plantea de forma profunda las implicaciones de las reivindicaciones de estos derechos que se

compaginan con los conceptos de interculturalidad y de construcción de un Estado Plurinacional.

Las discusiones de aquel periodo, tanto en el entorno de los movimientos sociales como en la academia fueron consolidando un discurso filosófico y conceptual cada vez más afinado, permitiendo el fomento de una comunicación más fluida entre distintos sectores sociales, ajustando los diálogos -dentro de un ejercicio intercultural- para que las demandas sociales y políticas sean plurales e incluyentes y así grandes franjas de la población se reconozcan en ellas.

En ese contexto se posiciona también otro de los principios ampliamente discutidos por el movimiento indígena y que en su esencia apunta a modificar la estructura de la economía capitalista y por ende el edificio del Estado en su concepción liberal. Este principio es lo que en la Constitución se denominó como *Buen Vivir* y que se asocia en el mismo texto constitucional con el concepto de *Sumak Kawsay* en idioma quichua. No obstante, cabe hacer algunas puntualizaciones sobre el concepto y sus acepciones.

Varios dirigentes indígenas que han cumplido con un rol histórico en el movimiento social ecuatoriano coinciden en que Buen Vivir en la forma que está concebido en la Constitución se relaciona más con la expresión quichua *Alli Kawsay*. En palabras del líder Saraguro Luis Macas aquello “hace relación a lo bueno, lo deseable, a la conformidad” (Macas 2014, 184), o según la líder del pueblo Otavalo Nina Pacari es “vivir bien, con acceso a bienes y servicios y es sentirse bien espiritualmente” (Pacari 2014, 345).

Sin embargo, el *Sumak Kawsay* en su sentido más estricto no trata únicamente de un modelo a aplicar sino más bien de una forma de aprehender el mundo ontológicamente. Es así que Luis Macas hace una distinción conceptual fundamental y separa el Buen Vivir del *Sumak Kawsay* que a su modo de ver abarca una definición mucho más amplia y profunda:

Mientras el *Sumak Kawsay* es una institución, una vivencia que se desarrolla en las entrañas del sistema de vida comunitario y es aplicable solo en este sistema, el concepto de Buen Vivir se procesa desde la visión occidental, que tiene correspondencia con el pensamiento, el sistema vigente y se inscribe en este modelo, que significa maquilar o mejorar este

sistema. Por lo que consideramos que el *Sumak Kawsay* y el Buen Vivir son dos concepciones totalmente contrapuestas (Macas 2014, 184).

Y su definición del concepto es

El *Sumak Kawsay* es la vida en plenitud, es el resultado de la interacción de la existencia humana y natural. Es decir, el *Sumak Kawsay* es el estado de plenitud de toda la comunidad vital. Es la construcción permanente de todos los procesos vitales, en las que se manifiesta la armonía, el equilibrio interno y externo de toda la comunidad, no solo humana sino también natural. A esta orientación o sistema de vida, desde la concepción y práctica comunitaria se le denomina la fase superior de la vida, el *Kapak Ñan* (Macas 2014, 184).

En el contexto de esta investigación, nos interesa rescatar el sentido otorgado por la CONAIE al *Sumak Kawsay* como concepto que atraviesa todas las capas de la vida humana, es decir, la manera en que ha sido interiorizado por la organización indígena como eje transversal para señalar los límites del modelo de desarrollo moderno, capitalista, cuyos principios y valores de progreso están llevando hacia la destrucción del hábitat de vida de todos los seres humanos.

En efecto, el *Sumak Kawsay*, en la trama discursiva del movimiento indígena, se traduce en un posicionamiento ideológico de rechazo al modelo neoliberal, destructor de la naturaleza y artífice de la acumulación por desposesión que hemos mencionado anteriormente.

Los intelectuales y líderes indígenas Luis Macas, Luis Maldonado y Floresmil Simbaña coinciden en sus textos (2014) en que la concepción del *Sumak Kawsay* sobre la que reposa el desarrollo del ideario político de la CONAIE es fruto de las memorias heredadas oralmente por los pueblos indígenas de la región andina que mantuvieron una organización social basada en la comunidad y que persistieron en el seno de las familias. Simbaña puntualiza que “los actuales movimientos indígenas retomaron y reivindicaron este principio como perspectiva ética-civilizatoria” (Simbaña 2014).

Lo que implica esta perspectiva es lo que norma y gestiona la vida social y la relación entre seres humanos con la naturaleza. Macas y Maldonado (2014) hacen referencia al paradigma de la comunidad que no solo se refiere a la comunidad humana, sino a la que incluye a todos los seres vivos y al mundo espiritual. Puntualizan que, a diferencia de la civilización

occidental, en el mundo andino, no conciben una ruptura entre el hombre y la naturaleza sino por el contrario consideran que el hombre es parte de ella. Por tanto, la organización comunitaria en armonía con esta naturaleza, considerada como la Madre Tierra o *Pachamama*.

El *Sumak Kawsay* en ese sentido hace referencia a las relaciones que se establecen entre esos distintos elementos de la comunidad, atendiendo los equilibrios de complementariedad, reciprocidad, integralidad y relacionalidad.

De acuerdo con el intelectual del pueblo Otavalo Ariruma Kowii, el *Sumak Kawsay* (2011) consiste en la permanente búsqueda o práctica de un equilibrio con la conjugación de figuras duales, que por su acción recíproca conducen a un resultado armónico. Esta mitología asume la complementariedad y reciprocidad como elementos centrales en los que se reconoce la diferencia, pero que al unirse representan el equilibrio y la equidad. Así por ejemplo las figuras duales de hombre/mujer se complementan y se proyectan en varios ámbitos de la vida para garantizar la reproducción de la vida. A este propósito Kowii precisa

En los mitos fundacionales del pueblo kichwa, es importante notar la presencia de la pareja, mujer-hombre, en las personas, en las montañas, en los objetos. La presencia de la dualidad está vigente en todo momento, así por ejemplo en el mito de los amores de Tayta Imbabura y Mama Cotacachi o en su defecto en los hijos que logran tener. Similar situación en el caso de los sembríos siempre será importante garantizar la presencia de semillas hembras y varones, y de esta forma lograr una buena producción (Kowii 2011)

Eso significa que en esta visión está presente la noción simbólica de que todo lo que se siembra, se cosecha. Así es indispensable la relación con el entorno ya que la suma de varias partes es la que genera el equilibrio, al mismo tiempo que la relación recíproca “se entiende como la capacidad de saber dar para recibir y saber recibir para dar (...). A través de ella se redistribuyen los excedentes y se logra el equilibrio social y económico” (Maldonado 2014, 200).

Luis Macas (2014) en su texto *El Sumak Kawsay* explica lo que los pueblos quichuas denominan *ranti ranti* o *maki maki* condensa el principio de reciprocidad que consiste en la asistencia mutua para establecer relaciones que posibiliten la vida de toda la comunidad. El

principio de integralidad, designado por las palabras *pura* o *tinkuy pura* en quichua, se refiere en cambio a que la “existencia de la realidad solo se explica desde la totalidad, desde la coexistencia de todos los elementos vitales relacionados entre sí” (Macas 2014, 187). La relacionalidad o *tinkuy* describe el vínculo interrelacional entre todos los elementos que constituyen un tejido que tiene como resultado la totalidad, es decir la vida.

Estos principios son entonces los que conducen la construcción ideológica de la CONAIE que pretende revitalizar una forma de organización social que rompa con la imposición del único modelo de vida occidental y que, además, por sus genuinas características se convierte en una alternativa de solución a la crisis civilizatoria actual, en la que la destrucción de la naturaleza por el hombre a nombre del progreso ha puesto en riesgo la misma pervivencia de la especie humana. Por tanto, el *Sumak Kawsay* se presenta como un proyecto que busca articular e incluir a toda la sociedad y no solo a los pueblos indígenas.

Para dar pie al análisis que se planteará en el estudio de caso, cuyo horizonte temporal se sitúa a un decenio de aprobado el texto constitucional y que pondrá en el seno de la discusión algunos de los conceptos que acabamos de identificar, cabe preguntar lo siguiente: ¿Cuáles fueron las posibilidades de cambio que se abrieron para el movimiento indígena tras incorporar la plurinacionalidad, la interculturalidad y el Buen Vivir en la constitución? ¿Qué tanto de lo planteado en el texto se pudo aplicar a la realidad?

El impulso para la aprobación de la Constitución se desarrollaba en medio de una coyuntura política continental favorable a la incorporación de nuevas ideas ya que varios países estaban gobernados por regímenes de izquierda, sensibles a las problemáticas sociales y que habían incorporado -en su discurso al menos- la preocupación por visibilizar las diversidades étnicas y culturales. Además, después de haber vivido los embates del neoliberalismo agresivo del Consenso de Washington, muchos de estos gobiernos se reclamaban como antiimperialistas.

En el caso de Ecuador, que acababa de tener casi una década de inestabilidad política con una sucesión de golpes de Estado⁵⁹, la llegada de Rafael Correa al poder significó una cara

⁵⁹ La sucesión de presidentes en el Ecuador del 2000 al 2007 ha sido la siguiente: 1996-1997 Abdala Bucarán (no terminó mandato); 1997-1998: Fabián Alarcón; 1998-2000: Jamil Mahuad defenestrado en 2000 se instaló

fresca en la política ecuatoriana. Enarbolaba un programa de gobierno con matices sociales de izquierda, y alimentaba su discurso con la promesa de devolver al país algo de estabilidad, y de recuperar la institucionalidad y auto estima perdidas.

Si bien su proyecto, cuya retórica respecto a la composición de la población ecuatoriana, plasmada en su Plan Nacional de Desarrollo 2007-2010, era novedosa al incluir expresiones tales como “valoración y afirmación de las diversas identidades socioculturales”, “superar la discriminación y las desigualdades sociales y culturales”, “Estado plurinacional, megadiverso y plural”, multiplicidad de identidades”. “identidades diversas” (Registro Oficial 2008), y pese a haber impulsado la nueva Constitución con todo su aspecto vanguardista y garantista, en lo que propiamente se refiere a descolonizar el poder, el saber y el ser, la década de la “Revolución Ciudadana”⁶⁰ se caracterizó más por los retrocesos que por los avances.

Descolonizar el poder, el saber y el ser como los elementos centrales que recoge la idea de construcción del Estado plurinacional y de la sociedad intercultural, implicaba deconstruir el sistema de clasificación de las personas, basado en las jerarquías sociales, raciales y también sexuales. También consistía en desmontar el discurso del mestizaje como discurso de la unidad nacional, y desmontar la estratificación y segregación dentro del Estado (Walsh 2008,137).

A la luz de esta premisa, la oportunidad que se abría para construir un Estado plurinacional, en los términos de las discusiones en el seno de las organizaciones sociales y de la academia en el Ecuador del 2007, equivalía a la posibilidad de cuestionar el carácter uninacional del Estado. También era la oportunidad para derribar una forma de gobernar en la que, el poder político estaba permanentemente concentrado en las pocas manos de quienes gozaban del poder económico. Tal como lo había propuesto la CONAIE, se trataba de,

un triunvirato (Lucio Gutiérrez, Antonio Vargas, Carlos Solórzano), 2000-2002: Gustavo Noboa; 2002-2005: Lucio Gutiérrez quien no terminó su mandato; 2005-2007 Alfredo Palacio terminó el mandato de Gutiérrez.

⁶⁰ Rafael Correa y su movimiento Alianza PAIS fue el proyecto político que gobernó al Ecuador desde el año 2007 hasta el 2017, teniendo como objetivo la implementación del socialismo del siglo XXI declarando su inspiración de la Revolución Liberal

la integración, la unidad en la diversidad y la interculturalidad dentro de un sólo Estado para erradicar las propuestas regionalistas, separatistas que sueñan los partidos dictatoriales. La refundación del Estado significa descolonizar el Estado, descolonizar la democracia mediante el reconocimiento y garantía a los pueblos indígenas y a todas y todos los ecuatorianos que conformamos el país (CONAIE 2007).

Por el contrario, el proyecto impulsado por Correa y la “Revolución Ciudadana” puso al concepto del “ciudadano” como eje transversal de su política y como tal, sujeto central de la preocupación del Estado. Esta concepción fue uno de los principales elementos que desdibujó el contenido del sujeto político colectivo ideado desde el movimiento indígena, como figura central de la construcción del proyecto intercultural.

El concepto de “ciudadano” en la narrativa del correísmo sugería una idea ambigua, de un sujeto sin condición social particular, sin reivindicaciones fuertes, sin identidad étnica particular, borrando así la diversidad de la población ecuatoriana, contraponiéndose radicalmente a la idea de interculturalidad planteada como uno de los primeros pasos el visibilizar la diversidad de culturas, grupos e identidades. En ese sentido, el ciudadano, palabra inspirada de la palabra francesa *citoyen* que surgió en la era ilustrada de la Revolución Francesa, se asemejaba en el contexto de la Revolución Ciudadana, a la idea del sujeto “mestizo” impulsada desde mediados del siglo XX en Ecuador y que pretendía dar un sentido de uniformidad a la nación promoviendo una categoría en la que la mayoría pueda encajar de forma homogénea.

En efecto, a la vez que la Constitución proponía la plurinacionalidad e interculturalidad como camino a seguir para un cambio radical en la forma de ejercicio del poder, el eje de comunicación del gobierno hablaba de la recuperación de los paradigmas de la Revolución Liberal alfarista de finales del siglo XIX, que, como lo revisamos anteriormente, propugnaba los ideales de la ciencia, el progreso, la ilustración y la modernidad como caballos de batalla para la recuperación del país.

Bajo esa lógica, además de múltiples intereses de los grupos políticos a la cabeza del poder sobre lo que no se entrará en detalle en este apartado, muchas de las decisiones políticas que seguirían en adelante se alejarían cada vez más del proyecto de plurinacionalidad e interculturalidad como de la implementación del Buen Vivir.

Veremos a continuación, para poner en contexto de lo que se tratará en nuestro estudio de caso, las principales contradicciones y nudos críticos entre los conceptos incorporados en la Constitución y su aplicación en la realidad con su correlato discursivo por parte del Estado, elementos que han llevado a exacerbar la conflictividad y que, por ende, dan pie a la redefinición de “las fronteras”.

2.2. Educación intercultural bilingüe e institucionalidad indígena

Una característica constante en la formación histórica de los estados que se independizaron de la colonia española ha sido la adopción y el enaltecimiento de la visión ilustrada y eurocéntrica por parte de los que detienen el poder, en los modos de vida cotidianos, invisibilizando o menospreciando la posibilidad de otras racionalidades epistémicas. La llamada colonialidad del saber está presente en la institucionalidad de los Estados y especialmente en el diseño de su educación formal (Walsh 2008, 137). Dentro de esa lógica, Ecuador no ha sido la excepción.

Coherentes con el proyecto de plurinacionalidad, la reivindicación por una educación intercultural y bilingüe fue y sigue siendo uno de los caballos de batalla del movimiento indígena ecuatoriano. En efecto, esta se entiende como parte del proceso de rompimiento de la hegemonía de una sola forma de cultura, la occidental, y la colonialidad que esta supone.

Tal como lo remarcaba el líder indígena Luis Macas en el 2004, en aquel entonces presidente la CONAIE,

los valores, principios, conocimientos, sabiduría de nuestros pueblos no solamente deben ser respetados y archivados, sino que deben ser ofrecidos como un aporte desde nuestros pueblos a la sociedad en su conjunto en función de cambio, como elementos sustanciales de un planteamiento alternativo (Macas 2004)

Al poner en cuestión algunos de los cimientos simbólicos sobre los que reposa la construcción de la nación ecuatoriana como el mestizaje, la unidad territorial, la lengua única, entre otros, la lucha por instituir un sistema de educación distinto, siempre se ha constituido como un punto conflictivo entre el Estado y el movimiento indígena.

Así, esta demanda incorporada por primera vez en 1983 en las políticas gubernamentales se concibió y aplicó por el poder de forma distorsionada ya que, si bien fomentó el uso y transmisión de lenguas indígenas en el sistema educativo bilingüe, lo propuso únicamente para las zonas con preponderancia indígena, limitando así el significado del carácter *-inter*, es decir la interacción multidireccional de los saberes. En efecto, esta concepción no incluyó la posibilidad de que las lenguas indígenas y los saberes y cosmovisiones “otros” pudieran ser enseñados en escuelas donde no existe únicamente población indígena y redujo su uso a los sectores indígenas, trazando, una vez más fronteras culturales, sociales y sin duda territoriales. La intención de esta forma de concebir el bilingüismo alimentó finalmente la misma colonialidad de saber puesto que buscaba nuevamente, pero de forma más encubierta, educar a los niños indígenas al castellano para así integrarles a la sociedad nacional y su corolario de saber universal y formal (Walsh 2009, 49).

A pesar de estas limitaciones, la educación intercultural bilingüe había alcanzado un nivel relativo de autonomía administrativa y financiera desde 1988 en que se institucionalizó el Sistema de Educación Intercultural Bilingüe (SEIB) dentro del Ministerio de Educación. Esa condición jurídica, en la que las organizaciones indígenas tenían la potestad de nombrar sus funcionarios se constituía como un avance relativo pues la división entre la educación formal y la educación intercultural bilingüe seguía siendo una circunstancia que profundizaba la marginación de esta segunda, sobre todo en un contexto neoliberal en que la inversión pública estaba en su mínima expresión (Walsh 2009, 51).

A partir de la nueva Constitución del 2008, contradictoriamente, no solo que se marginó al Consejo Plurinacional del Sistema de Educación Intercultural Bilingüe, sino que se desmanteló su carácter autónomo (Maldonado y Jijón 2011, 193). De esa forma, se homogeneizó la aplicación de las políticas públicas en la materia, poniendo en manos de personal técnico ajeno a la especificidad de estas necesidades, logrando resultados contrarios a su esencia primaria, es decir, promover la interculturalidad.

Asimismo, en el aspecto específico de las lenguas, se identifica una contradicción en el seno mismo del texto constitucional, pues a la vez que plantea el fomento de la interculturalidad, no se puso demasiado énfasis en el tema de las lenguas como elemento crucial en la definición

misma de alcanzar una sociedad plurinacional e intercultural. En efecto, en Ecuador existen 15 lenguas, sin embargo, la Constitución reconoce únicamente al castellano como idioma oficial, dejando al quichua y al shuar, como las lenguas más habladas por los pueblos indígenas, bajo la categoría de “idiomas oficiales de relación intercultural” (Registro Oficial 2008), mientras que las otras lenguas indígenas “son de uso oficial para los pueblos indígenas en las zonas donde habitan (..)” (Registro Oficial 2008).

Sobre ese tema se observa entonces un cierto retroceso en relación con la Constitución anterior, pues aquella promulgaba el uso de las lenguas indígenas a nivel nacional, sin límites territoriales, dándole la potestad de su utilización ante autoridades estatales, lo que deja de ser el caso actualmente, pues su uso se limita a un marco doméstico en el interior de la comunidad donde se practica (Maldonado y Jijón 2011).

Este principio constitucional derivó en que el Estado se deslindó de cualquier responsabilidad al respecto del acceso a la información pública en otras lenguas, marginando así a una parte de la población ecuatoriana, apelando una vez más a la visión de un Estado unitario con una sola lengua oficial, reproduciendo así la exclusión a las que ha sido sometida históricamente la población indígena.

Al mismo tiempo, como una intención adicional de limitar el avance del proyecto plurinacional, el gobierno correísta llevó a su mínima expresión al Consejo de Nacionalidades y Pueblos CODENPE⁶¹, institución encargada de diseñar las políticas públicas para los pueblos indígenas y que había alcanzado altos niveles de autonomía, incluso durante regímenes anteriores de cortes más neoliberales (Maldonado y Jijón 2011, 195).

En efecto, esta institución que había tomado fuerza desde la Constitución de 1998 en la que se reconoció los derechos colectivos de los pueblos indígenas y que se convirtió en la rectoría para el diseño de política pública para la aplicación de estos derechos, gozaba de autonomía administrativa y financiera y era dirigida por líderes indígenas.

⁶¹ CODENPE: La Constitución Política del Ecuador, promulgada en 1998 reconoció la existencia de los pueblos y nacionalidades como parte del Estado, lo que constituyó el marco jurídico y político que permitió la creación del Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador como una institución técnica, gerencial, que permita implantar un proceso en pos de la democratización del Estado, a través de la participación de los involucrados

En el año 2012, el gobierno presentó un proyecto de ley en la Asamblea para la creación de los Consejos de Igualdad, texto que fue aprobado en julio de 2014 y que dio nacimiento a cinco Consejos de Igualdad, entre estos, el atinente a Pueblos y Nacionalidades que empezó a funcionar desde el 2016. Sin embargo y según el informe de la Relatora Especial sobre derechos de los pueblos indígenas de las Naciones Unidas considera que esta nueva instancia “no cuenta con mecanismos para la representación directa de los pueblos indígenas [y que] Esta reestructuración acabó con la autonomía institucional indígena” (Asamblea General de las Naciones Unidas 2019, 5).

El desmantelamiento de los logros anteriormente alcanzados por el movimiento indígena, tanto en la implementación de una institucionalidad para el fomento de políticas públicas, así como específicamente lo concerniente a la educación intercultural bilingüe que se habían conseguido a fuerza de lucha, son señales de un ejercicio de poder vertical, que, a todas luces, poco interés tiene en implementar verdaderamente una concepción distinta de sociedad. Este irrespeto a lo consagrado en la Constitución, así como lo alcanzado gracias a la lucha social se vio reflejado en otros ámbitos también.

2.3. El territorio como derecho y forma de resistencia a los extractivismos

La actual Carta Magna del Ecuador incorporó algunos principios genuinos, íntimamente relacionados con demandas históricas de los pueblos indígenas, que para algunas consiguieron establecerse en la Declaración de las Naciones Unidas para los Derechos de los Pueblos Indígenas.

Estos principios tienen que ver, por un lado, con el reconocimiento de los territorios ancestrales para los pueblos indígenas, también, con el derecho a participar en el uso, usufructo, administración y conservación de los recursos naturales renovables que se encuentran en estos, así como también, con el derecho a ser consultados de forma previa, libre e informada en el contexto de proyectos relacionados con los recursos no renovables.

Empero la realidad dista mucho de esta declaración de derecho y es que existe una permanente tensión entre el Estado y los pueblos indígenas a propósito de estos tres temas que están relacionados entre sí.

Para retratar estas tensiones, primero revisaremos cómo se conceptualiza a los territorios indígenas en los instrumentos jurídicos y su aplicación -a menudo problemática- a la realidad ecuatoriana.

En un segundo momento, procuraremos delinear algunas pistas sobre las distintas dimensiones de la noción de “territorio” para los pueblos indígenas y su importancia como reivindicación política.

Veamos primero más de cerca cuál ha sido el recorrido del concepto en el ámbito jurídico y su aplicación en el marco del Ecuador. Para llegar a un entendimiento sobre lo que incluye la dimensión territorial para los pueblos indígenas, las nociones recogidas en el Convenio 169 de la Organización del Trabajo OIT y en la Declaración de las Naciones Unidas para los Derechos de los Pueblos Indígenas⁶² son a menudo un punto de referencia. En el caso del Ecuador aquellos instrumentos han sido reconocidos por el Estado y su espíritu recogido por su Constitución.

En la detallada genealogía que hacen los autores Isabel Wences y Digno Montalván de varios instrumentos internacionales en el texto “Hacia una interpretación descolonial del derecho al territorio de los pueblos indígenas en el derecho internacional de los derechos humanos: más allá de la propiedad y la cartografía” (2022), encontramos definiciones del territorio recogidas, tanto a lo largo del proceso de construcción de estos instrumentos jurídicos, cuanto de procesos legales en cortes internacionales en el que este aspecto ha sido tratado⁶³.

No nos adentraremos aquí en la pormenorización del compendio producido en el texto de Wences y Montalván, pero si extraemos algunas de sus reflexiones acerca de estas definiciones y los límites que presenta el instrumento jurídico en cuanto al reconocimiento de derechos en relación con los pueblos indígenas, al no encontrar una comprensión óptima

⁶² El caso específico de la Declaración de las Naciones Unidas para los Derechos de los Pueblos Indígenas recibe particular legitimidad por ser un tratado que ha tardado 37 años en su elaboración y aprobación y ha sido el resultado quizás más avanzado en términos consensuales sobre los derechos de los pueblos indígenas en general y sobre la temática del territorio en particular.

⁶³ El texto ofrece una extensa explicación sobre la complejidad del proceso de consenso sobre el concepto en la elaboración de los tres instrumentos jurídicos internacionales como son el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT), la Declaración de Naciones Unidas para los Derechos de los Pueblos Indígenas y la Declaración Americana sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas del 2016.

de su dimensión, debido a la incompatibilidad de las lógicas propias del derecho con las de cosmovisiones diversas e inmersas en comprensiones y relaciones distintas del hombre con su entorno. Tal como lo apuntan los autores “el derecho y sus intérpretes suelen actuar bajos los parámetros epistémicos de un modelo liberal que tiene como piedras angulares la propiedad privada y la división humano-naturaleza” (Montalvan y Wences 2021, 78)

En el texto final de la Declaración de las Naciones Unidas para los derechos de los Pueblos Indígenas, el concepto de territorio está aludido en sus artículos 10, 25, 26, 27, 28, 29, 30 y 32. Algunos de estos artículos, que conciernen específicamente a los derechos en relación con el territorio, se refieren a este, separado de los conceptos “tierras” y “recursos” que son descritos como lugares geográficos, es decir como espacios tangibles: “ (...) que tradicionalmente han poseído, ocupado o utilizado o adquirido”; “que poseen en razón de la propiedad tradicional u otro tipo tradicional de ocupación o utilización, así como aquellos que hayan adquirido de otra forma”. Está marcada diferenciación coloca a los “territorios” como categoría inmaterial, separada de “tierras” y “recursos” como elementos cuantificables de áreas geográficas y anclados a una concepción de propiedad (Asamblea General de las Naciones Unidas 2007).

En efecto, la discusión en cuanto a separar la noción de territorio de la de propiedad ha sido el constante punto álgido durante los decenios que ha durado la confección de esta Declaratoria. A pesar de la incorporación separada del “territorio” en el texto final con la que se sobrepasa la noción de propiedad y la consideración de los nexos de reciprocidad entre la reproducción ontológica y cultural, así como en la libre determinación, en la aplicación de la Declaratoria, ha permanecido el rezago de la concepción cuantificable del espacio. En efecto estas nociones siguen siendo los mayores nudos de discusión del concepto en juicios internacionales e instrumentos jurídicos locales.

Este punto de discusión se condensa en esta frase del texto de Wences y Montalván:

mientras la postura de los Estados respecto del término territorios fue definirlo y cerrarlo a la idea de propiedad, la postura de los pueblos indígenas que participaron en los trabajos preparatorios fue, desde el principio, dar cuenta de que el territorio no es un objeto capaz de ser apropiado y que, al ser un concepto no delimitable ni en el espacio ni en el tiempo, cualquier intento de definición sobre el mismo atentaría contra el derecho de los pueblos

indígenas a su libre determinación, esto es, a la búsqueda constante de su identidad, en cada época y cada lugar (Montalvan y Wences 2021, 72).

Así, aun cuando la incorporación de estos derechos significa un avance significativo en el reconocimiento de derechos para los pueblos indígenas ya que se contempla una específica relación entre los territorios y la reproducción y conservación de sus formas de vida y, por ende, de la protección de sus comunidades, sigue siendo insuficiente para concretar a cabalidad, y en el terreno de la realidad jurídica de los Estados, la libre determinación como eje central para su supervivencia. Más aún, resulta ser muy débil frente a la carrera extractivista que va en aumento bajo las lógicas de acumulación por desposesión (Harvey 2004).

Concretamente para el caso de Ecuador, la Constitución, en su artículo 57, que versa sobre los derechos colectivos, en consonancia con la Declaración de los Derechos de los Pueblos Indígenas de las Naciones Unidas y con el artículo 169 de la Convención de la OIT, habla del derecho de los pueblos indígenas a conservar la propiedad imprescriptible de sus tierras comunitarias, que serán inalienables, inembargables e indivisibles y exentas de tasas e impuestos. También establece el derecho a mantener la posesión de las tierras y territorios ancestrales y obtener su adjudicación gratuita; y a participar en el uso, usufructo, administración y conservación de los recursos naturales renovables que se hallen en sus tierras, así como la obligación de proceder a la consulta previa e informada de los pueblos indígenas para iniciar cualquier tipo de concesión (Registro Oficial 2008)

La realidad es que, desde el 2008, no se ha avanzado en el diseño de política pública para ejercer estos derechos. En efecto, a propósito de los derechos ligados al territorio, el informe de la entonces Relatora Especial sobre derechos de los pueblos indígenas de las Naciones Unidas, Victoria Tauli-Corpuz (cuyo mandato se extendió desde 2014 a 2020) que había visitado el Ecuador en noviembre de 2018, señaló que la Ley Orgánica de Tierras Rurales y Territorios adoptada en 2016 no se hizo conocer a los pueblos indígenas concernidos y que “los requisitos establecidos para el reconocimiento de los derechos territoriales indígenas carecen de un enfoque intercultural y no son acordes con los estándares internacionales” (Asamblea General de las Naciones Unidas 2019, 6), impidiendo así el ejercicio pleno de ese derecho.

De la misma forma, el derecho para crear circunscripciones indígenas avalado por la Constitución no ha logrado tomar el impulso adecuado debido a la falta de voluntad del Estado por facilitar estos procesos. La Relatora Especial sobre esto hace énfasis en que “su subordinación a la división administrativa y procedimientos del Estado, son factores que explicarían los escasos avances en su establecimiento” (Asamblea General de las Naciones Unidas 2019, 6).

Por otro lado, en relación con los principios ligados a la conservación de los recursos presentes en sus territorios, tampoco se ha cumplido con el principio de proteger “la propiedad intelectual colectiva de los saberes y conocimientos de los pueblos indígenas, importante frente a los casos de biopiratería y la apropiación de los conocimientos ancestrales vía la patentación de los mismos” (Maldonado y Jijón 2011, 198). En efecto, esa falta de aplicación de la Constitución se hizo nuevamente evidente, por ejemplo, con el Acuerdo Comercial Multipartes firmado en el gobierno de Correa con la Unión Europea en el año 2017, ya que permitió extender patentes para la fabricación de insumos farmacéuticos, poniendo a disposición de transnacionales que cuentan con grandes capitales, la posibilidad de apropiarse de los derechos de componentes naturales únicos, presentes sobre todo en la Amazonía ecuatoriana.

Lo anterior entra en contradicción con el artículo 322 de la Constitución, que “prohíbe toda forma de apropiación de conocimientos colectivos, en el ámbito de las ciencias, tecnologías y saberes ancestrales. Se prohíbe también la apropiación sobre los recursos genéticos que contienen la diversidad biológica y la agrobiodiversidad” (Registro Oficial 2008).

En la misma línea, desde la vigencia de la Constitución en adelante existieron múltiples casos en los que el Estado dio paso a la concesión de territorios habitados por pueblos indígenas para la extracción de recursos naturales como petróleo o minerales, o para la construcción de mega obras tales como hidroeléctricas, sin aplicar, como lo dictan la Constitución y los tratados internacionales, la consulta previa e informada y vulnerando los derechos colectivos y los derechos de la naturaleza.

Como lo señala Patricia Gualinga, líder del pueblo kichwa de Sarayaku en la Amazonía ecuatoriana, en los últimos años han existido tres casos emblemáticos en los que, estos intentos de concesión han conseguido sin embargo ser detenidos por la acción organizada de las comunidades afectadas, ante organismos internacionales. Estos son el caso Sinangoe⁶⁴, el caso Piatúa⁶⁵ y el caso de los pueblos Waorani de Pastaza⁶⁶.

Para muchos otros casos, la organización colectiva no ha logrado configurar un reclamo a nivel nacional y menos internacional. Según el Observatorio de Conflictos socioambientales del Ecuador, adscrito al departamento de Desarrollo, Ambiente y Territorio de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), sede Ecuador, hay 25 territorios en los que se registran conflictos entre población local e industrias de extracción de recursos naturales. En algunos de estos casos, se trata de empresas concesionadas por el Estado, en otros casos, se trata de explotación irregular, que no cuenta con permisos del Estado y donde operan grupos al margen de la ley (Observatorio de Conflictos Socio ambientales del Ecuador 2023).

Más específicamente, según la información del Observatorio de Conflictos Mineros en América Latina (OCMAL), existen 9 casos en que poblaciones locales están en conflicto con el Estado por concesiones mineras otorgadas en las que se han registrado irregularidades, daños ambientales y vulneración de derechos colectivos (Observatorio de Conflictos Mineros en América Latina 2023) .

Todos estos casos repertoriados ilustran la magnitud de la problemática, que no solo concierne a unas pocas comunidades indígenas aisladas, sino que devela una clara orientación por parte del capital global, a través de los Estados y de sus gobiernos -independientemente

⁶⁴ En el 2018, la comunidad A'Í Cofán de Sinangoe en la provincia de Sucumbíos demandó a empresas mineras luego de encontrar en las orillas del río Aguarico maquinaria para minería. La concesión no contó con la debida consulta previa, libre e informada. En la demanda se falló a favor de la comunidad deteniendo así el avance de la minera.

⁶⁵ En el 2017, el gobierno concesionó a la empresa Ilene Franck un río para la construcción de una central hidroeléctrica. El pueblo Kichwa del Cantón Santa Clara-PONAKICSC se ha interpuesto al proyecto y ha logrado en 2019 una acción de protección a favor de la comunidad, deteniendo el avance del proyecto,

⁶⁶ En el caso del pueblo Waorani de Pastaza, se refiere a varias concesiones petroleras en el año 2012 que según el Estado se habrían dado previa consulta. El pueblo Waorani demostró que dichas consultas no se hicieron según los estándares y logró declarar la nulidad de los supuestos procesos de consulta.

de su color político-, de contribuir a una lógica de acumulación por desposesión, apostando a la industria extractiva como mecanismo de obtención de rentas.

Esto también nos da indicios sobre la dificultad que enfrenta la organización colectiva indígena para posicionar un discurso que conecte con la totalidad del pueblo ecuatoriano sobre este tema en particular. Pese a contar con un texto constitucional e instrumentos jurídicos internacionales que respaldan y protegen sus derechos, en la mayoría de los casos, no se logra contrarrestar las decisiones unilaterales tomadas por el Estado en nombre de su soberanía sobre territorios y recursos naturales.

Pero más allá de lo jurídico, ¿cuáles son las dimensiones inmersas en la noción de territorio para los pueblos indígenas y por qué son un punto central de sus reivindicaciones?

Las definiciones generadas por intelectuales y dirigentes de organizaciones son referentes cruciales a la hora de recoger el espíritu tanto filosófico, así como la dimensión política que permea la noción de territorio para los pueblos indígenas y que se constituye más que nunca como uno de los ejes reivindicativos de sus organizaciones colectivas. Veamos a continuación algunos ejemplos de aquello.

El político e intelectual aymara de Bolivia Fernando Huanacuni Mamani, en su recopilación para la Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas (CAOI) titulada “Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas” (2010), recoge una definición consensuada por los pueblos amazónicos de Bolivia durante la Marcha por la Dignidad y el Territorio en 1991:

Desde la cosmovisión de los pueblos indígenas originarios, TIERRA constituye el espacio natural de vida, donde vive la comunidad, es el lugar sagrado de interacción, es el centro integrador de la vida en común-unidad. Comprende el espacio de arriba (el éter), el espacio en el que vivimos aquí, el espacio de abajo, es decir, todo lo que está dentro de la tierra, y el espacio indeterminado, donde moran nuestros ancestros. TERRITORIO se comprende como el espacio con propia estructura organizativa, según los usos y costumbres, tradiciones, idioma, cosmovisiones, principios y valores; donde se ejercen los “derechos y responsabilidades comunitarios”, los “derechos de relación”, entre ellos la autodeterminación sobre el manejo y la conservación de los recursos naturales, y el poder político y económico a través de las autoridades indígenas originarias en una “gestión comunitaria” plena (Mamani 2010, 51)

Como otro ejemplo, el dirigente del pueblo Sarayaku de la región amazónica del Ecuador, Marlon Santi, en el 2007, cuando era presidente de la CONAIE, se refería así a la noción de territorio, una vez que la Declaración de Naciones Unidas para los Derechos de los Pueblos Indígenas había sido aprobada:

Falta una cosa importante en esta declaratoria. No es solo para los pueblos indígenas sino para todos los sectores (...) La relación del hombre con la madre tierra no está siendo enfocado como un tema de relación sino una separación de la madre tierra y el hombre. Un mundo distinto. Mientras nosotros lo consideramos que son una conjetura en la que uno depende del otro. El hombre y también la madre tierra. (CONAIE 2008)

También el comandante Tacho, miembro del Ejército Zapatista de Liberación Nacional en Chiapas México, expresaba, durante el “Encuentro con Campesinos del Mundo”, en San Cristóbal de las Casas en el 2007, otra definición que condensaba tanto el carácter político como social y cultural del territorio

Para nosotros los indígenas zapatistas, la lucha por la tierra y el territorio es la base principal de nuestros pueblos. [...] Los pueblos indígenas y campesinos tenemos históricamente nuestras raíces en estos territorios. Ahí producimos nuestros alimentos para vivir, ahí nacemos, ahí nos desarrollamos, en ellos nos multiplicamos y convivimos, con las montañas, con los ríos, con el aire, con la vida de la misma naturaleza, con los manantiales; también en ellos viven todos los seres vivos con derecho a la vida, así como los recursos del subsuelo (Comandante Tacho 2007).

Desde Panamá, el dirigente del pueblo Kuna Nelson De León Kantule, más conocido como Papá Neba⁶⁷ miembro Directivo de Asociación Kunas Unidos por Napguana (KUNA) consignaba en una entrevista la siguiente definición:

Para los Pueblos Indígenas nuestras tierras, territorios y recursos, son elementos fundamentales que permiten la continuidad histórica y la plenitud de la vida, la espiritualidad y el desarrollo social, cultural, económico, político y humano, vinculado a nuestra cosmovisión, la cual consiste en la relación profunda con la Madre Tierra. La institucionalidad de los Pueblos Indígenas, expresada a través de las instituciones, autoridades ancestrales, sistema de participación política y sistema jurídico propio, permiten la convivencia armónica, la gestión y la gobernanza territorial (Kantule 2020).

⁶⁷ Significa en lengua Indígena Kuna “Abuelo de la Llanura” (Kantule 2020)

A la luz de estas experiencias y reflexiones, que en muchos puntos coinciden y que alían la importancia del territorio con la posibilidad de lucha y resistencia frente a la dominación, vemos que muchos elementos coinciden y que, mismo si no es posible aterrizar sobre una sola definición, es posible delinear algunos principios comunes sobre los que reposa la noción en su carácter reivindicativo.

En efecto, en este ámbito social y político del tema, notamos como premisa que, incluso si para cada pueblo indígena, la noción territorial puede diferir en función de sus cosmovisiones y relaciones particulares con los entornos en los que viven, en términos generales, estas versiones de territorio se presentan como diferentes a la que comúnmente se comprende como espacios geográficos definidos en términos de hectáreas o kilómetros cuadrados, normadas por la noción de la propiedad pública o privada dentro de una estructura de partición cuantitativa y medible del espacio, y con la finalidad de su uso y un valor monetario cuantificable. También difiere de la categorización política en la organización estatal que otorga al territorio la dimensión espacial de la soberanía, es decir la parte material y tangible sobre la que el Estado ejerce poder, y sobre la que tiene responsabilidad.

También, vemos que el concepto de territorio se conecta con la reflexión alrededor de los mecanismos depredadores del modelo neoliberal actual que tiene como consecuencias, entre otras, el cambio climático que afecta al planeta de forma global, pero que golpea de manera particular a los pueblos indígenas, en cuyos territorios de vida a menudo se encuentran las fuentes de recursos naturales apetecidas por las empresas extractivas (Sacher 2017, Svampa 2019).

Se destaca también que en el centro de la noción diferenciada de territorio está inmersa fundamentalmente en la visión filosófica sobre la naturaleza, que en su versión occidental postula una separación entre hombre y naturaleza y una posición jerárquica de dominación del uno sobre la otra con la finalidad de satisfacer sus necesidades.

A partir de aquellas premisas planteadas, tejemos algunas reflexiones aludiendo a las referencias teóricas abordadas en el primer capítulo.

La noción de separación hombre/naturaleza ha sido el centro del desarrollo capitalista como lo hemos visto con Harvey y Smith (2004, 2015, 2020) y contiene en su matriz un propósito y componente netamente colonial. En efecto, no se puede concebir la acumulación por desposesión sin una práctica de despojo – a menudo por la fuerza- y no se puede concebir al capitalismo sin una práctica de acumulación para su reproducción.

A la vez, tal como lo visualizamos con el pensamiento Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad, la visión occidental no puede concebir al capitalismo, *ergo* a la acumulación, sin una consideración de dominación. En efecto, para su reproducción, el capitalismo requiere sostener una sola forma dominante de definir el espacio territorial como un bien para uso y producción y que así sea funcional a los fines de acumulación y, por tanto, no puede legitimar ninguna otra concepción de territorio que no esté anclada a la tenencia y propiedad privada. Por tanto, debe dominar, invisibilizar y deslegitimar toda otra versión del territorio que no se ajuste a su afán de acumulación, tachando a los productores de toda otra concepción como inferiores, primitivos o subdesarrollados.

Esta íntima relación que acabamos de describir se condensa de forma clara y descarnada en la categoría de colonialidad territorial desarrollada por el autor y activista colombiano Milson Betancourt Santiago y que está en sintonía con el desarrollo teórico de la colonialidad del poder, del saber y del ser (Quijano 1998. Mignolo 2003).

La colonialidad territorial proviene del esfuerzo por entender que la devastación/dominación/explotación social, económica, política, ambiental y cultural está unida a una misma matriz o patrón de subalternización de todas las gentes y los territorios, de manera diferenciada y afecta con mayor fuerza a los más humildes, en particular a aquellos que bajo distintas estrategias y dispositivos, se han considerado incivilizados/ salvajes/ atrasados/ subdesarrollados/ improductivos, violencias simbólicas que acompañan siempre las violencias físicas (Betancourt 2021, 146)

Esta categoría, que hace visible la relación de dominación que se plasma en la dimensión territorial, así como reitera la reproducción de una matriz colonial, racista, capitalista, a la vez implica un componente emancipatorio que se teje desde diversas experiencias, o como lo denomina Betancourt “nuevas r-existencias territoriales” (Betancourt 2021, 147).

En efecto, al identificar la cadena de dominación, también se abre la posibilidad de resistencia que no consiste solamente en desafiar a las dominaciones, sino también en diseñar y difundir las vivencias propias de los pueblos en sus entornos de vida y concebir otras cartografías de los saberes. En otras palabras, y en parte es lo que busca esta investigación, se trata de identificar, a través de discursos, experiencias, y prácticas sociales y políticas, otras “fronteras” posibles que definan lo territorial, pero como uno componente transversal que proporcione claves para construir otras formas de vivir, relacionarse, gobernar, expresarse. Es decir, lo que para nuestra búsqueda hemos denominado las “fronteras” en sus dimensiones políticas, sociales, culturales y territoriales.

A este propósito, las consideraciones a las que llegan Montalván y Wences en su texto, después de la revisión de múltiples vocerías de intelectuales y representantes de pueblos indígenas, dan cuenta de estos elementos transversales en la definición de territorios⁶⁸ para los pueblos ancestrales que recogemos en sus grandes líneas.

En primer lugar, destacan que para los pueblos indígenas la noción de territorio es indivisible y por tanto “no puede ser trazado, demarcado, expropiado y convertido en patrimonio inmobiliario” (Montalvan y Wences 2021, 76). En ese sentido, esta cosmovisión de territorio, se desancla de la noción de propiedad privada.

En segundo lugar, el territorio no es solamente un área geográfica determinada y contenida dentro de unos linderos, “sino que debe concebirse como un tejido, como red” (Montalvan y Wences 2021, 77), y en ese sentido sus formas nunca terminan de asentarse y se reconstituyen sin parar.

En tercer lugar, el territorio “es una relación social de reproducción material y cultural. Es un ámbito dinámico y versátil” (Montalvan y Wences 2021, 77) en el que sus tramas cotidianas transforman sus conocimientos, saberes y formas de existir.

⁶⁸ En el texto los autores mencionan que estas consideraciones deben ser tomadas en cuenta por los actores jurídicos para casos en los que traten con derechos de los pueblos indígenas. No obstante, para nuestro interés, los elementos destacados resultan útiles para sintetizar los ejes principales que implican los territorios para los pueblos indígenas.

En cuarto lugar, “el territorio es fundamento de la existencia, es el depositario de la memoria de los pueblos que lo ocupan (...) y es semillero de su identidad” (Montalvan y Wences 2021, 77), es decir donde se reconstituye a partir de su propia historia, el reconocimiento de su cultura, lengua y costumbres para proyectar su futuro identitario.

Si bien estas consideraciones no se pretenden como definiciones cerradas del término territorio en la visión de los pueblos indígenas, nos ofrecen elementos valiosos para iniciar nuevas genealogías a partir de la experiencia narrativa del movimiento indígena que pretendemos desmenuzar en esta investigación.

2.4. Criminalización de la protesta social y persistencia del racismo

Lo anterior conduce directamente a otros de los nudos críticos persistentes pese a la vigencia de una Constitución garantista de derechos: la permanente deriva violenta del Estado en la utilización de su aparato de seguridad, así como de su sistema penal para contener y anular cualquier intento de protesta o denuncia de abusos, apelando a la retórica de la seguridad amalgamando el derecho a la protesta con las categorías criminales de terrorismo. Esto además edulcorado por un discurso en el que subyacen los tintes racistas y clasistas.

Esta criminalización, que se aplicó a todo tipo de líderes sociales, especialmente los que actuaban activamente en temáticas relacionadas al medio ambiente, fue denunciada por varios organismos internacionales y de derechos humanos.

Así, en julio de 2019 se hace público el informe de la Relatora Especial sobre los derechos de los pueblos indígenas de las Naciones Unidas Victoria Tauli-Corpuz, luego de su visita al Ecuador en noviembre del 2018. Entre las principales observaciones el punto 9 señala

En el decenio de 2006 a 2017, se produjo una regresión en el respeto, protección y aplicación de los derechos indígenas, en un contexto de represión y criminalización de la protesta social e indígena, a pesar del reconocimiento de los derechos colectivos en la Constitución de 2008. En muchos casos, la represión y criminalización tuvieron origen en la imposición de un modelo económico extractivo y de exportación de materias primas con graves impactos sobre las tierras, territorios y recursos naturales indígenas (Asamblea General de las Naciones Unidas 2019, 3)

Por su parte, la Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos en Ecuador, denunció, en el año 2018, es decir a una década de la vigencia de la nueva Constitución que “existen aproximadamente 700 personas procesadas penalmente, varias de ellas se encuentran en la condición de perseguidos y prófugos políticos y otras varias que ya han cumplido las penas por las que fueron sentenciados” (INREDH, 2018).

En efecto, se han condenado a varios líderes de comunidades indígenas por defender o ejercer la justicia indígena, o por protestar por sus derechos colectivos, afectados por las empresas mineras y petroleras transnacionales que están en sus territorios (INREDH, 2018). En el año 2017, la CONAIE presentó una solicitud de amnistía para 225 personas criminalizadas, que fue rechazada por la Asamblea Nacional (Asamblea General de las Naciones Unidas 2019, 12).

La criminalización de la protesta social, así como el uso excesivo de la estructura penal punitiva son eminentes rasgos del Estado liberal bajo el cual el orden se establece desde la centralidad y se ejerce verticalmente por parte del Estado.

Todo lo anterior lleva a observaciones poco alentadoras sobre la situación de los pueblos indígenas en el Ecuador a diez años de vigencia de una Constitución que en principio garantizaba una mayor protección para el ejercicio de sus derechos, desde enfoques genuinos como la plurinacionalidad y la interculturalidad para propender hacia la construcción de una sociedad cuyas relaciones entre identidades, culturas, géneros y clases sociales distintas sea más interactiva y armoniosa.

Sin embargo, todos los elementos enunciados llevan a concluir que la presión hacia los pueblos indígenas en sus territorios por la explotación de los recursos naturales ha sido creciente y se ha convertido en sistemática, traducándose así en lo que el pensamiento decolonial ha denominado una negación ontológica. Por parte del Estado esto se ha ejercido a través del recurrente posicionamiento de un discurso de descredito de las demandas de los pueblos, tildándolos de esencialistas y no comprometidos con el bien común de los ecuatorianos al no permitir la explotación de recursos que favorecen al conjunto de la población.

Se apeló entonces al imaginario de la unidad nacional para aislar y condenar desde la instancia estatal las demandas de los pueblos indígenas invocando su oposición al “progreso”, utilizando claramente la retórica del orden liberal, blanco-mestizo, racista, clasista y patriarcal presente en casi todos los periodos históricos del Ecuador, matando así en su germen la posibilidad de la construcción de la plurinacionalidad y más aún, de la sociedad intercultural.

Esto lleva a constatar no solamente una persistencia de la diferencia racial y social en el imaginario alentado por el Estado, sino también una recrudecimiento del racismo que se ve reflejado también en el discurso adoptado en la escena pública, lo que se hizo patente durante las protestas ocurridas en octubre del 2019 y que será objeto de nuestro análisis discursivo. Tal como lo relata la líder indígena Blanca Chancoso,

Creíamos que con la nueva generación se había superado el racismo, pero en octubre del 2019 se vio que no se había superado ese racismo. Ahora es peor. Hubo racismo desde el Estado, desde los sectores de poder, de los grandes medios de comunicación, el trato que se dio, con el término que utilizaron: “indios de mierda”, por lo que había que darles palo y no importa que les maten. La declaración del gobierno, carta abierta, luz verde a los militares para que disparen.

La persistencia del racismo será uno de los ejes fundamentales de nuestro análisis pues, uno de los mayores rasgos de la colonialidad reside en la permanente presencia de esa diferencia racial que posibilita la permanencia de un *statu quo* donde reina la dominación de unos grupos sobre otros y la desigualdad entre estos grupos.

La revisión histórica que hemos alcanzado en este capítulo nos ha permitido poner los cimientos de lo que se profundizará en el análisis de discurso que abordaremos con el estudio de caso. Este recorrido, que no se pretende completo, pone de manifiesto los nudos problemáticos desde donde se contraponen la construcción de las narrativas, de un lado por parte del Estado y del otro, de forma muy general, desde el movimiento indígena ecuatoriano.

La clasificación y jerarquización de la población, y por ende las “fronteras” establecidas dentro de la sociedad ecuatoriana están hasta hoy atravesadas por rasgos coloniales, que no solo se han perpetuado, sino que han tomado matices particulares, fruto de las dinámicas e

interacciones diversas sobrevenidas. Y, si bien en muchos de los episodios descritos se han señalado las desiguales relaciones entre los diversos sectores sociales y la dominación ejercida de unos sobre otros, no dejan de expresarse otras realidades culturales, políticas y sociales que transforman las identidades, interpelan el poder establecido y sortean los paradigmas hegemónicos impuestos.

El presente capítulo nos permite tener un panorama amplio al cual hay que ir acercándose, con cautela, con precisión y procurando, tal como consta como compromiso transversal de esta investigación, un diálogo de saberes, que permita adentrarse sin ideas preconcebidas.

CAPÍTULO TERCERO

Caso de Estudio: El Paro Nacional de Octubre 2019

Una vez que hemos profundizado sobre las nociones teóricas y conceptuales a lo largo de los capítulos precedentes para acercarnos a las dimensiones que abarca el término “fronteras” y sus nociones concomitantes, en este acápite, colocamos primero, las bases del método que hemos seguido para el estudio de caso que nos hemos propuesto analizar y, segundo, procedemos al análisis de acuerdo con los pasos propuestos por la metodología elegida.

Como se ha anunciado al inicio de este trabajo, el propósito de esta investigación es explorar el discurso emitido por dos grupos sociales en un contexto temporal y sociopolítico específico, con la finalidad de identificar cómo se contraponen o coinciden sus expresiones públicas y qué posibles efectos pueden tener sobre la construcción de saberes y definiciones a propósito de las distintas dimensiones de lo que se entiende por “fronteras”.

En efecto, el interés está centrado en determinar, cómo estos grupos, mediante sus expresiones y reivindicaciones, van tejiendo ciertas definiciones alrededor del concepto “fronteras” en cuatro de sus dimensiones: desde la dimensión cultural, es decir cuáles son los márgenes identitarios que tejen; desde las dimensiones política y social, es decir los límites que formulan en relación con las ideologías y las clases sociales; y finalmente, desde la dimensión territorial, es decir las líneas que se diseñan e instituyen en cuanto a los espacios de vida.

Para desmenuzar lo anterior, hace falta aclarar ciertos conceptos y enmarcarse en una determinada corriente de pensamiento que contribuya a sostener la precisión y prolijidad de nuestros análisis.

Para tal cometido, abordamos este capítulo de la siguiente manera. En un primer momento, nos acercamos a la corriente de los Estudios Críticos del Discurso (ECD) que utilizamos para analizar las narrativas de los actores y eventos que componen nuestros casos de estudio. Nos referimos en especial a los planteamientos de su principal exponente, el lingüista holandés Teun Van Dijk quien ha desarrollado gran parte de su trabajo en el estudio de la reproducción de las desigualdades sociales y el racismo a partir de las representaciones discursivas,

especialmente en los círculos de decisión política y de poder que gozan de la legitimidad simbólica de la palabra escrita y hablada. Sus aportes, que se han alimentado de varias corrientes postestructuralistas de la comunicación y el uso del lenguaje, proponen un enfoque multidisciplinar y crítico, que se inscribe en una orientación denominada sociocognitiva, que nos permite desmenuzar la palabra escrita y hablada desde varios matices.

Además de enunciar los principales postulados de esta corriente de pensamiento, explicamos por qué elegimos aquella categoría para avanzar en nuestra investigación. Nos detenemos también sobre la conceptualización del poder, la cognición, la ideología y el discurso como ejes centrales de la propuesta sociocognitiva de análisis que posibilita la integración de varias dimensiones en lectura de los discursos.

El capítulo se centra luego en el análisis del corpus elegido en torno a los pronunciamientos escritos y hablados del Estado y de la CONAIE en el marco de las protestas que tuvieron lugar en Ecuador en octubre de 2019.

1. Un marco de análisis: los Estudios Críticos del Discurso (ECD)

La preocupación intelectual por entender la forma en que la comunicación hablada o escrita, como facultad propia del ser humano impacta la mayoría de los aspectos de la vida en sociedad ha copado mucha de la investigación de múltiples disciplinas como la filosofía, la historia, la antropología, la sicología, y más específicamente la lingüística, la pragmática o la semiótica. Para la segunda mitad el siglo XX, estas disciplinas veían sus postulados complementarse y pensarse bajo el paraguas de las ciencias de la comunicación.

La comunicación como objeto de estudio se fue complejizando a medida que los sistemas y soportes que permiten el intercambio de palabras, mensajes, signos y señales, se tecnificaran y se democratizaran, hasta llegar a tejer redes de dimensiones globales.

El rol del texto, de la palabra escrita o hablada y la reflexión sobre su uso, sus efectos y su poder está más que nunca hoy en día en el centro de las fuerzas centrífugas que mueven las decisiones políticas y estratégicas y, por ende, el devenir de los habitantes del planeta. La velocidad con la que circulan los contenidos textuales o visuales, los pronunciamientos de personajes que influyen en la opinión pública, y, sobre todo, la forma en la que están

distribuidos los medios que controlan esos contenidos, son temáticas que están en el corazón de muchos estudios.

Con el objetivo de centrarnos en el análisis del discurso para desentrañar la hipótesis de nuestra investigación, elegimos una corriente de pensamiento que se adecúa a las premisas sobre las que partiremos para nuestra reflexión. Por tanto, los amplios debates teóricos acerca de la profundidad de los efectos de la recepción de los textos hablados o escritos y el impacto en la formación de ideas, emociones, identidades y tejidos narrativos se verán zanjados por la postura que se expresa en la corriente de pensamiento elegida, por lo que no profundizaremos sobre la genealogía y evolución de las teorías sobre el discurso en este trabajo, aunque algunos aspectos de varias escuelas teóricas serán aludidos.

Es así como, optamos por desarrollar nuestro examen sobre el tema a partir del Análisis Crítico del Discurso (ACD) conocido también como Estudios Críticos del Discurso (ECD que usaremos de preferencia en adelante) como fórmula multidisciplinar que permite la conjugación de varias miradas críticas y desde puntos de vista tanto cualitativos como cuantitativos para desmenuzar las tramas de los textos hablados o escritos.

Veremos en esta primera parte, cuáles son las especificidades de los Estudios Críticos del Discurso y por qué se constituyen, más que como una metodología, como una postura crítica para el análisis del texto escrito y hablado. Luego, nos acercaremos a la vertiente sociocognitiva de los ECD para entender la estrecha relación entre sociedad, cognición y discurso. Insistiremos sobre el concepto del poder como punto medular para la posibilidad de la instalación del discurso y las modalidades de los ECD para entender, exponer (en el sentido de desentrañar) y desafiar el poder. En esa misma línea, veremos la importancia de la ideología como elemento catalizador de las relaciones de poder.

1.1. Los ECD y su postura de análisis comprometida socialmente

De la mano de varias vertientes académicas en múltiples ámbitos tal como hemos visto con el repaso de los planteamientos de los Estudios Culturales, los Estudios sobre la Frontera, así como del colectivo Colonialidad/ Modernidad/ Decolonialidad que propusieron adoptar una distancia crítica frente a la modernidad en la segunda mitad del siglo XX, nuevas miradas sobre el análisis del lenguaje se perfilaron en ese mismo periodo, como una contribución

fundamental para entender cómo estaban interpuestas y fijadas, en las esferas del saber, unas únicas versiones de racionalidad científica que explicaban el mundo bajo una sola perspectiva.

En efecto, en ese esfuerzo por poner el acento sobre lógicas alternativas para aprehender el saber, el lenguaje y el discurso como prácticas sociales, no podían quedar por fuera del fervor intelectual, los saberes populares y locales, para aproximarse a otros panoramas epistemológicos que permitirían acercarse a las subjetividades, y así entender los significados culturales.

En palabras de la especialista colombiana Neyla Pardo Abril, “el lenguaje se configura entonces como una práctica social con dimensiones cognitivas, culturales, comunicativas, mediante el cual una comunidad ejerce poder” (Pardo Abril 2007, 21).

Al concebir que, a través del lenguaje y el discurso, se podían manifestar también ciertas formas de ejercer poder y hegemonía, así como resistencia, se abrió el abanico a toda una forma de abordar el análisis de las relaciones sociales, de las estructuras de pensamiento y de los modos de reproducción de la cultura.

Los principales exponentes del Análisis Crítico del Discurso coinciden en que, como punto de partida fundamental para este proceso crítico, la Escuela de Francfort, en su periodo de los años 60 del siglo pasado, tuvo un rol fundamental, pues fue a partir de sus planteamientos críticos a la filosofía hegemónica que se inició la reflexión sobre las formas autoritarias y totalitarias del ejercicio del poder, a través de las verdades vehiculadas por el saber científico y por los medios de comunicación. Así, sus postulados pudieron dar rienda a una crítica al ejercicio científico imperante, al marxismo, a la religión, así como a las ideologías y teorías sobre la identidad (Pardo Abril 2007, 26).

En efecto, esta escuela surgida en el periodo posterior a la segunda guerra mundial obligó a un reposicionamiento en muchos de los ámbitos de las ciencias sociales y humanidades sobre la noción de progreso y el rol de la ciencia, sobre todo después de los traumáticos eventos como el Holocausto y la destrucción de las ciudades japonesas de Nagasaki e Hiroshima por bombas nucleares cuya fabricación reposó sobre un desarrollo científico sin precedentes. Además de haber dejado muerte y desolación, quedó como una clara evidencia de que el

saber científico podía contribuir a que la humanidad se eliminase a sí misma. Así, “la filosofía crítica del siglo XX y la postura posmoderna formulan la inexistencia del progreso y retoman el papel de la conciencia histórica y de la acción como elementos fundamentales en la interacción y comprensión de la realidad” (Pardo Abril 2007, 27).

Se cuestionó entonces la legitimidad de la ciencia como única fuente posible de producción de verdades absolutas y se puso sobre el tapete la íntima relación entre el conocimiento y el poder (Pardo Abril 2007, 27).

La idea primordial que se desprendió de este giro teórico crítico, cuyo mayor exponente fue Jürgen Habermas, fue que el estudio del lenguaje y de la comunicación empezarían a ocupar un papel fundamental en el análisis de las relaciones de poder y es el fundamento central que nos interesa rescatar en particular para nuestro abordaje del análisis de discurso.

Así, otras influencias teóricas se condensaron a través de los aportes de pensadores de la comunicación, como el politólogo francés y especialista en teoría de la comunicación política, Dominique Wolton, quien desarrolló en su trabajo un análisis sobre la relación entre la cultura, la comunicación, la sociedad y la política.

Nos referimos con especial mención a unos de sus campos de reflexión, el desarrollo de los medios tecnológicos para la comunicación. En efecto, esta temática ocupó ampliamente el debate en los años 80 y 90 del siglo pasado en los que los marcos de contextualización, que con el tiempo llegaron a expandirse y globalizarse, modificaron sustancialmente los procesos comunicativos, acortando las distancias y los tiempos, y transformando la concepción de las relaciones entre seres humanos.

Sobre esta temática en particular, Wolton presentó criterios matizados de la Escuela de Francfort, que fue radical en considerar que la llegada de las nuevas tecnologías eran un instrumento de dominación de las masas. Wolton, a propósito de la masificación de la televisión en un primer momento, esgrimía un argumento a favor de esta, que veía como una forma de establecer un vínculo entre los ciudadanos y un sentimiento de pertenencia. Este criterio precedía evidentemente la llegada de la televisión temática o las plataformas de *streaming* como las conocemos ahora.

En el año 2000, Wolton reflexionó sobre la forma en que una nueva tecnología que no tenía precedentes, el internet, entraría a modificar las formas de uso del lenguaje y de las relaciones comunicativas entre seres humanos, que definirían lo que él llamó “los valores de la sociedad democrática” (Wolton 2000, 11).

En su libro *Internet ¿y después? Una teoría crítica de los nuevos medios de comunicación* (Wolton 2000) su análisis se centró en cómo el uso de esta tecnología transformó la libertad de la información y las luchas por la democracia y, por tanto, puso a la comunicación en el centro de las experiencias sociales. Advierte en su obra sobre la instrumentalización de la comunicación que, gracias a esta tecnificación, cada vez más, en lugar de ser utilizada en función de democratizar la palabra, también sirvió para vehicular ciertos intereses (Wolton 2000, 12).

Desarrolla su análisis describiendo usos combinados de la comunicación de la que señala que “además de una apuesta teórica y científica fundamental [es] una apuesta política y cultural, puesto que mezcla de manera inextricable las dimensiones antropológicas, los ideales y las técnicas, los intereses y los valores” (Wolton 2000, 12).

En este sentido, el hilo conductor de su pensamiento con relación a la comunicación y su tecnificación le conduce a reforzar una postura crítica frente a la fascinación absoluta de la tecnología, que si bien, como lo reconoce, beneficia a la circulación de información, señala que no necesariamente abona a la búsqueda de construcción de conocimiento. Para él, el uso de las nuevas tecnologías tiende a reforzar los discursos de los periodistas, empresarios y políticos, que transmiten más los intereses que los valores (Wolton 2000, 16-17).

Con este postulado, puso en el centro de la preocupación la importancia del vínculo entre una teoría de la comunicación y una teoría de la sociedad, idea que será central para los ECD y que desarrollaremos más adelante.

Los Estudios Críticos del Discurso, se inscriben en una corriente desarrollada por lingüistas críticos a partir de los años 70 del siglo XX y que propuso dedicarse específicamente a las formas de discurso público que develan, perpetúan y legitiman las desigualdades sociales.

Cuenta en su campo de reflexión con múltiples tendencias que ponen el acento sobre aspectos distintos del discurso. Así, se destacan escuelas de varios países y posturas con diversas influencias. En su obra *El discurso como interacción social. Estudios sobre el discurso II. Una introducción multidisciplinaria*, Teun Van Dijk, hace un recuento útil para ubicar estas distintas escuelas y tendencias y así puntualizar sobre su propio enfoque de análisis.

En el mapeo que retrata sobre las ECD, menciona a la escuela francesa, la lingüística crítica en Gran Bretaña, la semiótica social, el cambio sociocultural, el método histórico discursivo, el análisis de discurso, la escuela de Duisburg y, finalmente, los estudios sociocognitivos, en los que él mismo se ubica (Van Dijk 2016).

Una vez que hemos revisado uno a uno los enfoques de cada una de estas tendencias, y que los hemos puesto en perspectiva con las características que implican el estudio de caso que nos ocupa en esta investigación, nos hemos detenido con más precisión en las propuestas que vinculan una visión cognitivista y una perspectiva histórica y sociocultural, desde las reflexiones de Teun Van Dijk, Ruth Wodak y Norman Fairclough.

En efecto, acercándonos a la búsqueda sobre la configuración de esta corriente de estudio, hallamos elementos de interés en una entrevista realizada a Ruth Wodak en 2010, en la que retrata su experiencia académica desde los años setenta del siglo pasado, y la importancia que fue tomando el estudio del lenguaje dentro de su contexto para entender los fenómenos sociales y políticos, con la influencia por un lado de la sociolingüística, y por otro, de la teoría crítica de la Escuela de Francfort (Colorado 2010).

Así, en los años 80, de acuerdo con Wodak, convergía una tendencia en estudiar los problemas sociales a través del lenguaje, y es cuando ella coincide con Fairclough y Van Dijk. Wodak relata que, en una reunión en Ámsterdam en enero de 1991, se sistematiza e institucionaliza el Análisis Crítico de Discurso, por el impulso colectivo de múltiples proyectos de investigación y publicaciones con una clara postura crítica, aun cuando las propuestas teóricas presentan diversas aproximaciones (Colorado 2010).

Así, a rasgos generales, se destaca en la propuesta de Wodak y Fairclough:

El ACD interpreta el discurso-el uso del lenguaje en el habla y en la escritura- como una forma de “práctica social”. El hecho de describir el discurso como práctica social sugiere una relación

dialéctica entre un suceso discursivo particular y las situaciones, instituciones y estructuras sociales que lo enmarcan. Ahora bien, una relación dialéctica es siempre bidireccional: el suceso discursivo está moldeado por las situaciones, instituciones y estructuras sociales, pero a su vez les da forma. Otra manera de expresar este fenómeno es decir que lo social moldea el discurso pero que este, a su vez, constituye lo social de las personas y las relaciones de estas y de los grupos entre sí. Las constituye en el sentido de que contribuye a sustentar y reproducir el *estatu quo* social y también el sentido de que contribuye a transformarlo (Fairclough y Wodak 2000).

Más precisamente, Norman Fairclough es quien ha encarnado la reflexión sobre los cambios socioculturales que han acarreado los cambios en el discurso público en particular. Se ha dedicado, desde varios campos de la vida social, al análisis del abordaje discursivo de los servicios públicos en Gran Bretaña. Su mirada ha logrado destacar, entre otras cosas, el deslizamiento que ha operado en el discurso público con la utilización de un lenguaje coloquial y del registro de lo mercantil en los ámbitos de los servicios públicos. Esto, de acuerdo con sus conclusiones, ha derivado en una amalgama de los ámbitos públicos y privados en las prácticas e imaginarios culturales (Fairclough y Wodak 2000, 376).

Por su parte, Ruth Wodak, cuyo pensamiento ha sido fuertemente influenciado por la Escuela de Francfort y sobre todo por Habermas en su postura crítica a la lingüística formal, inauguró junto con su grupo de trabajo el “método histórico discursivo” que consistió en “integrar sistemáticamente toda la información disponible del contexto (*background information*) al análisis y la interpretación de las numerosas capas que constituyen un texto hablado o escrito” (Fairclough y Wodak 2000, 378).

Esta metodología tuvo como intención “hacer posible el análisis de emisiones prejuiciosas implícitas y también para identificar y poner de manifiesto los códigos y alusiones contenidos en el discurso prejuicioso” (Fairclough y Wodak 2000, 378).

En la misma línea, pero con sus propios matices, la postura impulsada por Van Dijk, se caracteriza por priorizar interés en el conjunto de procesos que operan alrededor de un acto del habla y hace hincapié en un aspecto en particular: el abordaje sociocognitivo.

Este “se propone establecer cómo los procesos cognitivos se articulan a los de significación, a través de las relaciones con las condiciones sociales y culturales en que se produce e interpreta un discurso dado” (Pardo Abril 2007, 34).

Este autor, que ha preferido rebautizar al Análisis Crítico de Discurso, como Estudios Críticos del Discurso, destaca en primer lugar el carácter interdisciplinar de este tipo de análisis, es decir como “un cruce de disciplinas distribuido a través de todas las humanidades y las ciencias sociales” (Van Dijk 2009, 21). En este sentido puntualiza que no se trata de un método de análisis en particular, sino una “esfera de la práctica académica” (Van Dijk 2009, 21).

Según Van Dijk, la idea fundamental que se desprende de los ECD es que estos exploran la forma en que el abuso de poder y la desigualdad social se representan, legitiman y resisten en el texto (hablado o escrito) en contextos sociales y políticos específicos. Es decir que los ECD ponen en evidencia, a través del estudio cuantitativo, cualitativo e interpretativo del texto, la forma en que se legitima el poder y sus abusos, como también, la forma en que se consigue desafiar aquello.

Señala que, a diferencia de otros enfoques de análisis, los ECD no solo se concentran en desmenuzar el texto hablado o escrito, sino que “indagan específicamente las relaciones complejas que existen entre la estructura social y la estructura del discurso y la manera en que pueden variar las estructuras del discurso por influencia de la estructura social” (Van Dijk 2009, 23-24). En otras palabras, buscan desentrañar las relaciones entre discurso y su impacto en las creencias sociales y las posibles acciones de quienes lo reciben.

Para el autor, este tipo de análisis asume un compromiso militante porque se concentra en evidenciar las formas en las que, los que ejercen el poder simbólico, es decir los grupos dominantes, consiguen instalar su versión de la realidad que, por sus características, terminan provocando desigualdad e injusticia social (Van Dijk 2009, 19).

En este sentido, en primer lugar, los ECD están comprometidos de forma prioritaria con evidenciar las relaciones de dominación y se estudian desde la perspectiva del interés del grupo dominado y a favor de este. En segundo lugar, es a partir de las experiencias de los grupos dominados que se mide y evalúa el discurso dominante. En tercer lugar, los ECD se emplean en demostrar que las acciones del discurso del grupo dominante son ilegítimas. Finalmente, y como forma de resistir o desafiar los discursos de los grupos dominantes, desde

los ECD pueden formularse alternativas a los discursos dominantes que coincidan con los intereses de los grupos dominados (Van Dijk 2009, 26).

Los cuatro puntos precedentes definen en gran medida una postura que asumen las ECD y por ende los investigadores que adoptan esta corriente para plantear sus investigaciones.

Este compromiso deliberado, que pone sobre el tapete el debate acerca de la viabilidad y la congruencia de asumir una postura sociopolítica en las investigaciones académicas y su nivel de rigurosidad, es respondido por Van Dijk al señalar que este tipo de estudio con dimensiones críticas y con una postura asumida es mucho más complejo porque requiere poner en relación “las estructuras del discurso, primero con las estructuras cognitivas y luego con las estructuras sociales, lo cual exige el empleo de teorías y métodos multidisciplinarios” (Van Dijk 2009, 28).

Esta postura implica para el investigador asumir

posiciones explícitas en los asuntos y combates políticos (...) y a comprometerse en prácticas profesionales que puedan ser útiles en general dentro de procesos de cambio político y social, y que apoyen en particular a la resistencia contra el dominio social y la desigualdad (Van Dijk 2009, 150-151)

En tal sentido, y a la luz de estos postulados, acogemos esta propuesta de análisis de forma abierta y a consciencia de sus implicaciones sociales, políticas e incluso éticas ya que, como lo adelanta Van Dijk, los investigadores que eligen esta línea

no se limitan meramente a estudiar los problemas sociales o las formas de desigualdad porque éstas sean materias “interesantes” de estudio, sino que además lo hacen explícitamente con el objeto de contribuir a producir un cambio social específico en favor de los grupos dominados (Van Dijk 2009, 27).

A partir de estos postulados, ahondaremos en las propuestas de Van Dijk sobre la relación entre discurso, cognición y sociedad, así como la reflexión sobre el concepto de poder.

2- Discurso, cognición y sociedad: el triángulo del enfoque sociocognitivo

Los elementos claves para entender las estructuras del discurso y cómo opera su influencia van mucho más allá del mero análisis del texto. La posibilidad de control y ejercicio del poder a través del discurso, para la perspectiva sociocognitiva en la que se sitúa Van Dijk en

particular, es un complejo entramado que “incluye el conocimiento personal y social, las experiencias previas, las opiniones personales y las actitudes, ideologías, normas y valores sociales” (Van Dijk 2009, 32).

Para darle forma teórica a este andamio, en el que las formas textuales del discurso no son suficientes para entender la influencia que puede ejercer la palabra en las conformaciones de las ideas y en la reproducción del poder, Van Dijk establece un triángulo conceptual que organiza su razonamiento. Es así como relaciona el discurso, la cognición y la sociedad. Su postulado reside entonces en que, si en la mayoría de los enfoques de los Estudios Críticos del Discurso, se establece una asociación entre el discurso y la sociedad, la orientación sociocognitiva enlaza los dos elementos a través de la cognición.

2.1. Componente cognitivo: nexo entre discurso y sociedad

Para entender cómo funcionan los procesos cognitivos y a qué se refieren, en su texto *Estudios Críticos del Discurso. Un enfoque sociocognitivo* (2016) Van Dijk hace una descripción de las estructuras cognitivas que entran en juego a la hora de producir y comprender los discursos.

Entre estas estructuras cognitivas destaca la memoria, como función intrínseca del cerebro que sirve para almacenar recuerdos y experiencias, así como conocimientos, actitudes e ideologías que se comparten socialmente (Van Dijk 2016).

Como otro elemento fundamental, señala a los modelos mentales, que engloban las experiencias personales que se han procesado mediante la memoria. Estos modelos son subjetivos e individuales y encierran las representaciones de los escenarios espaciotemporales, de sus participantes y acciones, así como sus objetivos. Contienen la información a través de los sentidos visuales, auditivos, sensomotrices, emocionales, etc (Van Dijk 2016).

¿Qué entiende Van Dijk por conocimiento? Si bien el mismo autor admite que hasta ahora no sabe a ciencia cierta sobre cómo se organiza el conocimiento, sí entrega algunas pistas útiles para definirlo como un sistema marcado por categorías y conceptos. Para él, el conocimiento “se define como aquellas creencias que se ajustan a los criterios epistémicos

(históricamente desarrollados) de cada comunidad, tales como percepción, discurso o inferencias fiables” (Van Dijk 2016, 143).

Sin embargo, para su construcción, primero se configura por modelos mentales resultantes de las experiencias personales y de nuestras percepciones propias del mundo. Se convierten en conocimiento al entrar en contacto con discursos sociales que de alguna forma dan sentido a los esquemas personales.

Por tanto, nos dice Van Dijk, el conocimiento se adquiere mediante el discurso, y al mismo tiempo es necesario el conocimiento compartido para conseguir producir y entender el discurso. En efecto, el entendimiento del discurso y sus sentidos apela a conocimientos sobre el sentido de oraciones, la articulación de las temáticas, así como elementos menos visibles como las implicaciones y presuposiciones.

En la perspectiva de los ECD, el conocimiento equivale a un medio de poder pues como ya lo hemos mencionado, el acceso privilegiado a los dispositivos de conocimiento más elaborados otorga una mayor oportunidad para controlar y manipular el discurso público y las acciones (Van Dijk 2016).

El vínculo que se establece entre discurso y sociedad no es completamente directo, sino que es a partir de las estructuras sociales que los miembros de una sociedad experimentan e interpretan, que se formulan los modelos mentales que dan forma a los conocimientos. Y son casualmente esas representaciones subjetivas las que influyen en el discurso de la gente. Para Van Dijk

la cognición personal y social siempre media entre la sociedad o las situaciones sociales y el discurso. De ahí que en los ECD necesitemos estudiar los problemas sociales en la perspectiva del triángulo discurso-cognición-sociedad. Ninguna de estas tres dimensiones puede comprenderse plenamente sin las otras dos (Van Dijk 2009, 39).

Es así como se establece una relación dialéctica entre discurso y sociedad, en la que la cognición cumple un rol fundamental. El discurso no podría ejercer una influencia sin que preexista una conexión compartida de modelos mentales, conocimientos e ideas. Asimismo, las estructuras de la sociedad no podrían tener una verdadera influencia sobre el discurso sin que exista una interpretación previa de los ambientes sociales por parte de los individuos.

Conectando la cognición con la sociedad, Van Dijk señala el concepto de cognición social como otro componente de importancia en la estructura cognitiva para la producción y comprensión del discurso. Con esto se refiere al “conocimiento abstracto y genérico del mundo compartido con otros miembros de la misma comunidad epistémica” (Van Dijk 2016).

Dentro de esta categoría de cognición social, Van Dijk menciona otro elemento esencial: la ideología.

En una definición muy amplia que hace del concepto, se refiere a “una “consciencia” de grupo o de clase que puede estar o no elaborada explícitamente en un sistema ideológico que sustente las prácticas socioeconómicas, políticas y culturales de los miembros destinadas a satisfacer (...) sus intereses” (Van Dijk 2009, 67-68). Como ejemplos de ideologías, podemos enumerar el racismo, el sexismo, el militarismo, el antirracismo, el feminismo, el socialismo, entre otras.

En tal sentido, puntualiza que las ideologías se adquieren y se organizan alrededor de instituciones sociales formales como el Estado, las Iglesias, los medios de comunicación, la educación, así como desde instancias de orden privado como la familia y los círculos sociales.

Hace referencia, desde una visión marxista, a la forma en que funcionan e influyen los marcos ideológicos. En esa línea, la ideología que predomina dentro de una sociedad es la que está vehiculada por quienes tienen los medios de producción y reproducción ideológica, es decir la clase dirigente y las élites. Dentro de esa visión, se considera que los grupos dominados tienden a aceptar la ideología dominante y a pensar incluso bajo concepciones que afectan sus propios intereses, lo que Marx llama la “falsa consciencia”. También, dentro de esa postura, se plantea que los grupos que controlan los medios de producción y por lo tanto dominan el espectro ideológico, tienden a ocultarlo para hacerlo parecer como un “sistema “general” o “natural” de valores, normas, objetivos” (Van Dijk 2009, 68).

A partir de esta versión marxista de la ideología, Van Dijk hace una distinción fundamental, pues propone que la ideología en sí no equivale a sus prácticas e instituciones, sino que es

un complejo marco cognitivo que controla la formación, la transformación y la aplicación de otras cogniciones sociales tales como el conocimiento, las opiniones y las representaciones

sociales, en las que se incluyen los prejuicios. Este mismo marco ideológico consiste en un conjunto de normas, valores, propósitos y principios socialmente importantes, seleccionados, combinados y aplicados de tal manera que favorezcan la percepción, la interpretación y la acción de las prácticas sociales que jueguen a favor del interés conjunto del grupo (Van Dijk 2009, 68).

En otras palabras, a diferencia de los análisis que se concentran, por una parte, en las macroestructuras de la sociedad y su influencia en las construcciones ideológicas, y, por otra parte, en los microniveles de las interacciones de los miembros de la sociedad que contribuyen a su reproducción, aquí el acento está puesto en el papel que desempeña el discurso en la formación, reproducción y transformación de las ideologías.

Es decir, el punto central consiste en analizar quienes, tras ciertas instituciones, controlan los instrumentos tales como los medios de comunicación, la educación, las empresas, las iglesias, los Estados, para vehicular discursos que arbitran y manejan creencias previamente construidas mediante un proceso cognitivo, para edificar una determinada versión de la realidad social y de las prácticas sociales.

En efecto, este control cognitivo es el que a la larga permite la instalación y reproducción de un marco ideológico que predominará sobre otros e influenciará sobremanera las prácticas sociales (Van Dijk 2009). Esta forma de control se debe complementar con el componente conceptual del poder, es decir, en la comprensión de cómo este se ejerce y por quienes.

2.2. Componente social y discursivo: poder y dominación en el centro de los ECD

En el marco de la cognición social -en tanto relación entre cognición y sociedad- y para ahondar sobre su relación con el discurso y la forma en que se consigue la instalación preponderante de ciertas ideologías a través del discurso, y la influencia dominante de unas sobre otras, es ineludible hacer mención al concepto de poder, largamente desarrollado por Van Dijk.

En su obra *Discurso y Poder* (2009) se dedicó a analizar de qué forma el uso y ejercicio del poder, a través del discurso, en ocasiones, contribuye a alimentar y a profundizar las desigualdades sociales. En su aporte, Van Dijk esgrime además la forma en que los Estudios Críticos del Discurso entienden, exponen, pero también hallan las formas para desafiar este poder.

Una de las ideas recogidas por Van Dijk y que nos permite adentrarnos a su razonamiento sobre la relación entre discurso y poder, es la definición que hace del poder social. En su concepción, este poder social se detalla de forma general como una interacción social que opera entre diversos grupos, clases, formaciones sociales. Pero, sobre todo, el poder social se refiere al control que ejerce un determinado grupo social sobre otros grupos semejantes.

Entre las condiciones esenciales para que pueda operar este ejercicio de poder y control y su mantenimiento en el tiempo, Van Dijk nos dice que quienes detentan el poder, deben incidir sobre el contexto de los actos de comunicación, es decir, sobre los modelos mentales de aquellas propiedades de la situación social que son relevantes para la producción y la comprensión del discurso.

Se refiere más específicamente a ciertas categorías de conocimiento como el entorno global de una situación, su espacio y su temporalidad, y sus participantes. Esto hace alusión a lo que antes hemos denominado cognición social (Van Dijk 2009, 159).

Van Dijk interpela sobre la desigualdad existente a la hora de acceder al discurso público, y puntualiza que quienes tienen la capacidad de convocatoria de los medios de comunicación masivos o de los espacios de difusión a gran escala, son quienes terminan regulando el acceso al discurso (Van Dijk 2009, 31).

Para identificar quién detenta el poder y lo ejerce, el autor puntualiza que es necesario un análisis teórico y social más exhaustivo. En este sentido hace referencia a una definición clásica del poder social -desde una óptica marxista- que se determina por su “acceso preferencial a los recursos materiales específicos, tales como el capital o la tierra” (Van Dijk 2009, 36).

A esta definición clásica, suma una visión más contemporánea del poder social -más bourdiana-, en su aspecto simbólico, que toma forma en “el acceso preferencial a-, o el control del- discurso público”. En este sentido identifica a las élites simbólicas de hoy como “los políticos, los periodistas, los escritores, los profesores, los docentes, los abogados, los burócratas y todos los demás que tienen un acceso especial al discurso público” (Van Dijk 2009, 36).

Estos actores sociales gozan de condiciones y estrategias preferenciales de acceso debido a su posición de influencia en la sociedad. Las dimensiones que controlan para contar con ese acceso preferencial son, primero: tienen la oportunidad de planificar, lo que implica la posibilidad de tomar la iniciativa de elaborar un evento comunicativo y además de hacerlo en un momento, lugar y con los participantes que se consideren oportunos para conseguir el efecto de comunicación deseado (Van Dijk 2009, 126).

Segundo, tienen la oportunidad de controlar la situación. Esto se refiere específicamente al mando y decisión sobre las condiciones en que se da un ejercicio de comunicación como son las de decidir sobre las personas que intervendrán y las que no, el rol que se asignará a los intervinientes, como también “la distancia, la postura y la presencia de “accesorios de poder” (el estrado y la toga de un juez, el uniforme de los policías o la “cabecera” de la mesa para el jefe)” (Van Dijk 2009, 126).

Además de aquella condición de control del contexto y del acceso al discurso, se adiciona en tercero, la variable del control del contenido de los eventos de comunicación. Esto se refiere a la imposición del tipo de texto a emplearse, como por ejemplo la elección entre hablado o escrito; el tipo de lenguaje a usar, coloquial, formal o experto, como también el idioma; quién controla el auditorio y los turnos de palabra; en ese sentido algunos son invitados a exponer sus ideas mientras otros solo pueden responder a preguntas, etc (Van Dijk 2009, 126-127).

Cuarto, el control de contexto y acceso, se expresan también mediante la prioridad que se le da al tratamiento de ciertos temas en relación con otros, o, a la forma en que determinados temas son abordados para que sean percibidos de una u otra manera e incluso en la forma en que ciertos temas son obviados u ocultados. Aquello implica un particular cuidado de las palabras que se usan, el nivel de detalle descriptivo, el orden de las frases, incluso el tiempo que se otorga al tratamiento de cada temática (Van Dijk 2009).

Quinto y último punto, este control y ejercicio de poder se expresan en la dimensión cognitiva, a través del dominio o regulación del discurso, como por ejemplo la prohibición hacia el grupo dominado de expresarse libremente o, a través de la imposición de un discurso por encima del suyo.

Esta forma de dominio se concreta, no solo imposibilitando el acceso a la formulación de las propias expresiones, sino además de forma más sutil e invisible, en el control que se administra hacia “las mentes de los sujetos controlados, es decir, a su conocimiento, sus opiniones, sus actitudes y sus ideologías, así como a otras representaciones personales y sociales” (Van Dijk 2009, 30). Este control de las mentes por ende influye en las acciones de las personas y alcanza a permear ámbitos de la vida humana como las normas, los valores, las ideologías y los imaginarios a más largo plazo.

El control mental como forma indirecta de ejercicio del poder social se consigue mediante la persuasión y otras formas de aplicaciones del discurso que implican inducir información u opiniones que pueden inocular temor a recibir algunas consecuencias nefastas de un grupo por parte de otro.

Para conseguir ejercer ese control, el grupo que influencia al otro debe apelar a una cierta base que “socialmente lo autoricen a ejercer el poder o la aplicación de sanciones en caso de no acatamiento” (Van Dijk 2009, 62). Esto se refiere a posiciones en la sociedad que sean colectivamente valoradas y otorguen cierta ventaja tales como la “riqueza, la posición, el rango, el estatus, la autoridad, el conocimiento, la idoneidad o los privilegios” (Van Dijk 2009, 62).

Y es justamente sobre esta base, que implica cogniciones sociales compartidas, construida en torno a creencias e intereses de un grupo, y que definimos antes como ideología, que se ejerce y reproduce el poder, que también va tomando formas distintas en función del discurso.

Si bien los Estudios Críticos del Discurso pretenden emplearse en prioridad en analizar cómo, a través del discurso se construyen estructuras cognitivas que permiten el ejercicio del poder social por parte de determinados grupos, y, a su vez, que el poder social ejercido por esos grupos permite la reproducción y mantenimiento de estructuras de poder, no siempre el objetivo del ejercicio del poder consiste en una dominación lesiva, es decir en una intención de fomentar la desigualdad, y perjudicar a otras personas *per se*.

Van Dijk puntualiza sobre la necesidad de que las sociedades estén normadas en función de un orden que implique ciertas jerarquías, en las que ciertos grupos ejerzan poder sobre otros. A este propósito pone el ejemplo de los padres o los maestros que educan a los niños, los

gobernantes ejercen su poder en el Estado para tomar decisiones en beneficio de todos, los médicos que mediante su conocimiento ejercen poder sobre los pacientes para curarlos, etc.

Sin embargo, el autor habla de *abuso de poder* y por ende de dominación (Van Dijk 2009, 30) cuando dentro de la relación de control, el grupo que tiene el poder extrae del grupo que controla únicamente algún beneficio propio, y que además este ejercicio de control implica ahondar desigualdades y perjudicar al grupo dominado.

De forma específica, cuando hablamos de discurso, el abuso de poder se hace presente mediante prácticas que Van Dijk califica de *ilegítimas* tales como la manipulación, el adoctrinamiento o la desinformación. Admite que resulta delicado determinar qué tipo de discurso tiene tintes de manipulación o desinformación, por lo que intenta definir el carácter ilegítimo del uso del poder como “la violación de las normas y los valores fundamentales, en beneficio de quienes retienen el poder y en contra de los intereses de los demás” (Van Dijk 2009, 42).

Van Dijk es consciente que esta definición no es suficiente y que no zanja la subjetividad con la que se puede calificar ciertos actos de legítimos o ilegítimos, y, por tanto, es aún más complejo hallar las formas sutiles en que se podría ejercer un abuso de poder en el discurso mediante el adoctrinamiento, manipulación o desinformación.

Para partir de una base general, y apelando a un marco de creencias que podría aplicarse de forma más o menos uniforme Van Dijk propone

que ante cada práctica discursiva tenemos que examinar cuidadosamente el contexto, las normas y los valores específicos que detienen la práctica apropiada. No obstante, como regla empírica general, podemos hablar de uso ilegítimo del poder discursivo, es decir, de dominación, cuando ese discurso, o sus posibles consecuencias violan sistemáticamente los derechos humanos y civiles de las personas. Más específicamente, se puede afirmar que el uso es ilegítimo cuando el discurso promueve formas de desigualdad social, como cuando favorece los intereses de los grupos dominantes y opera en contra de los intereses de los grupos no dominantes, precisamente porque estos últimos no tienen el mismo acceso al discurso público (Van Dijk 2009, 46).

Esta definición será de primordial atención para nuestro análisis, pues, atendiendo a un rigor que no se vislumbre como sesgado, es necesario colocar un marco de referencia teórico para caracterizar los matices de los discursos que vamos a analizar y poder así segregar de forma

jerárquica para ponderar el impacto de cada tipo de discurso en las formaciones del concepto de “fronteras “que queremos dilucidar, de acuerdo con su contexto.

2.3. Dimensiones histórica y cultural en los ECD

Es así como, adicionalmente a estos elementos, como lo reconoce Van Dijk -y es una perspectiva de la que nos apropiamos para nuestro análisis- hay que tomar en cuenta al menos dos dimensiones más para el análisis del ejercicio del poder a través del discurso: la dimensión histórica y la cultural.

Dimensión histórica

El enfoque histórico del discurso ha sido ampliamente trabajado por la lingüista Ruth Wodak quien se ubica en una perspectiva de la teoría crítica, cuyos principales aspectos tienen estrecha relación con una dimensión cognitiva. Establece en ese sentido tres elementos principales presentes en su orientación.

Primero, señala que el elemento crítico al discurso pretende desvelar las “incoherencias, contradicciones, autocontradicciones, paradojas y dilemas de las estructuras internas del texto o el discurso” (Wodak 2003, 103).

Segundo, plantea que este tipo de análisis de discurso va más allá de la mera exploración del texto ya que pone en juego el conocimiento del analista sobre el contexto de lo que se estudia para “situar las estructuras comunicativas e interactivas del acontecimiento discursivo en un amplio marco de relaciones sociales y políticas, de procesos y de circunstancias” (Wodak 2003). En esta fase de análisis, que sería de tipo interpretativo, se trata entonces de integrar las teorías sociales para dar cuenta de un fenómeno en su conjunto y dentro de su contexto histórico. En otras palabras, la atención del análisis se sitúa con más énfasis en el problema que sobre los elementos de carácter lingüístico.

Tercero, el proceder del análisis crítico supone poner en marcha su capacidad de transformación con efectos positivos en las dinámicas de comunicación. Sobre esto Wodak pone el ejemplo de que a partir de este tipo de análisis se puede proceder a acciones como la elaboración de propuestas y guías que reduzcan las barreras lingüísticas o que instruyan sobre

cómo evitar usar un cierto tipo de lenguaje que sugiere exclusión o segregación (Wodak 2003).

Dentro de esta perspectiva, Wodak reivindica la amplia posibilidad de orientaciones y el aspecto multimetódico para abordar el enfoque histórico y puntualiza que para reducir las posibilidades de hacer observaciones parcializadas se puede seguir lo que denomina el *proceso de triangulación*.

Aquello consiste en integrar, por una parte, “el conocimiento disponible sobre las fuentes históricas con el trasfondo de los ámbitos social y político en los que se insertan los “acontecimientos” discursivos”; el análisis sobre las evoluciones a través del tiempo de los tipos de discurso; y, el relacionamiento con las teorías sociales “con el fin de que sean capaces de explicar lo que llamamos contexto” (Wodak 2003, 104).

Como lo señala Wodak, en medio de la complejidad del mundo actual en el que, las opiniones públicas se elaboran a partir de los intereses perseguidos por los actores políticos y vehiculados por los medios de comunicación hacia múltiples grupos sociales, el reto consiste en desentrañar cómo opera la influencia entre esos múltiples actores, para lo que, su propuesta teórica y metodológica pretende aportar.

Dimensión cultural

A propósito de esta dimensión, nos referiremos de forma más amplia a las dimensiones sociales y culturales en la perspectiva de Norman Fairclough, quien concibe al Análisis Crítico del Discurso⁶⁹ como una orientación fundamental para la investigación en ciencias sociales puesto que, al centrarse en el análisis del lenguaje, o lo que él llama “semiosis”⁷⁰ que incluye varios tipos de lenguaje, posibilita la exploración de los procesos sociales en general.

En este sentido, la propuesta de Fairclough, al ubicar el discurso como una práctica social, su versión del ACD usa el discurso en todos sus tipos (no solo el lenguaje) para interpretar e interconectar las experiencias sociales en sus múltiples dimensiones, estas pueden ser

⁶⁹ Nótese que este autor no utiliza el denominativo Estudios Críticos del Discurso a la manera de Van Dijk, no obstante se refiere a la misma corriente de estudios, dentro de la cual hace también su propia propuesta.

⁷⁰ Esto se refiere a prácticas semióticas diversas que pueden ser la comunicación no verbal, la imagen, etc.

económicas, políticas o culturales ya que considera que estas están interrelacionadas. El uso lingüístico es según el autor un modo de acción, y además uno ubicado en dimensiones sociales e históricas particulares.

Esta forma de centrar el análisis en las prácticas sociales como productoras de sentidos discursivos, permite dimensionar tanto la estructura como la acción ya que

una práctica es, por un lado, una forma relativamente permanente de actuar en lo social, forma que viene definida por su posición al interior de una estructurada red de prácticas, y por otro, un dominio de acción e interacción social que además de reproducir estructuras posee el potencial de transformarlas (Fairclough 2003, 180).

Y es sobre esa posibilidad de transformación que Fairclough insiste ya que, para él, existe una relación dialéctica entre el discurso y los demás elementos de la vida social. A la vez que “está configurado socialmente, pero también que es constitutivo de lo social, en tanto contribuye a configurar lo social” (Fairclough 2008, 172). En particular, atribuye a esta relación dialéctica y a la tensión que emerge de ella, la constitución de las identidades sociales, de las relaciones sociales y de los sistemas de conocimiento y de creencias.

La línea metodológica que adoptamos para nuestro estudio que se reivindica como una postura comprometida para volver visibles las relaciones de poder y de dominación que operan a través del discurso se complementa en su fase operativa con una propuesta de análisis desarrollada por la autora colombiana Neyla Pardo Abril. Esta guía que aplicaremos paso a paso sobre el corpus que hemos delimitado se desarrollará a continuación.

3. Ruta de análisis en la perspectiva de los Estudios Críticos del Discurso (ECD)

A continuación desarrollaremos el aparato de análisis de caso de esta investigación que busca tejer relaciones entre nuestra propuesta teórica y metodológica contenidas en los capítulos precedentes y nuestra hipótesis central, a saber: identificar si las narrativas discursivas producidas por la CONAIE durante las protestas de octubre 2019 en Ecuador, posibilitan o no interpretaciones distintas a las cimentadas por el modelo de Estado-nación, del concepto “fronteras” en sus dimensiones sociales, políticas, culturales y territoriales.

En los acápite que siguen, se aplicará, a partir de la línea metodológica de Estudios Críticos del Discurso, la guía propuesta por Neyla Pardo Abril en su obra *Cómo hacer análisis crítico del discurso. Una perspectiva latinoamericana*.

Aquel texto metodológico, que recoge en su núcleo los ejes del procedimiento sociocognitivo como tendencia del análisis de discurso que hemos elegido, es minucioso y completo al integrar las perspectivas cuantitativas, cualitativas e interpretativas. Además, contiene un itinerario de gran alcance para llevar a la práctica el análisis y extraer de él ciertas conclusiones que podrán acercarnos a líneas de respuestas a nuestra hipótesis.

El capítulo desarrolla cada parte de la metodología propuesta por Pardo Abril, aplicándola directamente al corpus que hemos elegido y que anunciaremos. Así, en una primera parte explicamos en qué consiste cada uno de los cuatro pasos propuestos por la autora. En una segunda parte, nos concentramos en desarrollar los tres primeros pasos aplicándolos directamente a nuestro estudio de caso. Estos son: la recolección del corpus elegido, el análisis cualitativo y el análisis cuantitativo. El último paso, el análisis interpretativo, es el objeto del capítulo final.

La elección de la perspectiva sociocognitiva de los Estudios Críticos del Discurso para poner en marcha el análisis de caso que nos ocupa, por su carácter multidisciplinar, nos permite aprehender el discurso desde su marco contextual, tomando en cuenta las tensiones que se ejercen a su alrededor.

Como lo califica Neyla Pardo Abril, los ECD permiten “analizar y comprender los problemas socioculturales desde los discursos propios de los grupos y las comunidades, con miras a desentrañar y resistir el ejercicio del poder, particularmente, cuando se ejerce para profundizar formas de desigualdad, discriminación y, en últimas, de exclusión social” (Pardo Abril 2007, 13).

Los ejes centrales de los ECD residen en la comprensión e interpretación de los fenómenos sociales, mediante las relaciones que se tejen entre los discursos, el poder y la ideología, tomando en cuenta varios elementos de contexto, tales como los marcos histórico, social, cognitivo, lingüístico, en un ejercicio complejo y completo, en aras de descifrar relaciones

estructurales de dominación social, cultural, económica, étnica, de género o política. Al desentrañar esas relaciones, las ECD posibilitan el surgimiento de formas de discurso de resistencia.

Pardo señala que los estudios concernientes específicamente al discurso social se dividen en dos dimensiones, una “macro”, que permite revisar las nociones de dominación y desigualdad, y una “micro”, que se centra más en el significado y en la comprensión (Pardo 2013).

La metodología de análisis que la autora propone comprende cuatro pasos que utilizaremos como base de nuestro análisis de discurso, sin excluir los aportes de otros autores que hemos incluido en nuestro marco metodológico.

A continuación, a partir de cada uno de los pasos propuestos por Neyla Pardo Abril, exponemos en un primer acápite, el corpus de investigación general y su contexto, que es el punto de partida para nuestro análisis. En este, siguiendo los parámetros de la autora, sentamos, primero, las bases de la organización de nuestro análisis y anunciamos nuestra elección en función de la problemática que se va a explorar. Segundo, exponemos en los tres acápites siguientes, los dos pasos de Análisis Crítico de Discurso que propone Pardo Abril, estos son, el análisis cuantitativo, el análisis cualitativo. El último paso del análisis, es decir la interpretación sociocognitiva del discurso, será objeto del capítulo siguiente.

3.1. Recolección del corpus del caso de estudio

A la hora de recopilar el corpus, se trata de delinear los intereses del o de los grupos que actúan dentro de este corpus. Este elemento de estudio, entendido como un compendio de documentos o soportes que serán objeto de análisis, pretende en el presente caso, construir un marco de profundización reflexiva acerca del objeto de investigación.

En efecto, se trata de ponerlo en perspectiva y cruzar su contenido, por una parte, con el entorno teórico planteado alrededor del objeto a ser investigado, y por otra parte, con su contexto histórico, social y cultural, bosquejado en el capítulo antecedente. El análisis entrecruzado de estos tres elementos, entregará hallazgos que alimentarán el esclarecimiento de la hipótesis planteada.

Tema discursivo

El fenómeno sobre el que hemos decidido concentrar nuestra investigación consiste en las distintas interpretaciones del concepto “fronteras”. De acuerdo con el primer paso sugerido por Neyla Pardo Abril que consiste en el “reconocimiento de un fenómeno sociocultural y la apropiación del corpus “y, que en sus palabras

permite preguntarse por asuntos como: qué piensan los miembros de un determinado grupo o grupos en torno a un asunto fundamental para su comunidad; qué reiteran; qué eliden; qué se propone como conflictivo; qué valores se proponen comunes; o qué interpretan como colectivo acerca de un asunto que es inherente a sus vidas (Pardo Abril 2007, 91)

La recolección de corpus que presentamos más adelante, es el fruto de una primera búsqueda alrededor del caso que hemos elegido para ilustrar nuestro objeto de investigación. Es el resultado de la exploración de referentes que puedan representar en términos más tangibles, el interés personal previo que nos acercó al objeto de investigación.

Esta recolección también es el producto de las variables que se han planteado como parte de la inquietud intelectual propuesta a lo largo del capítulo teórico- conceptual y del marco contextual, es decir, un compendio de contenidos representativos de la realidad pasada en un determinado lapso temporal y que permite dilucidar aquellas presunciones que se dibujaron en el camino reflexivo.

Este compendio, para efectos del proceso metodológico de los ECD, refleja ciertas versiones de un evento político, social y cultural puntual, que a modo de ejemplo distintivo de nuestra curiosidad investigativa, abarca ciertas de las problemáticas ya planteadas en el marco teórico y en el contexto histórico, y que abonan en el señalamiento de evidencias de estructuras sociales de dominación, desigualdad, o, actitudes que develan marcos ideológicos reiterativos como el racismo, el clacismo, el machismo o la xenofobia.

Este evento puntual se centra en las protestas populares y concomitante paro nacional, sobrevenido en el Ecuador, del 1 de octubre 2019 al 13 de octubre 2019.

De forma más precisa, y en atención a la revisión conceptual que se propone hacer a lo largo de esta investigación alrededor del concepto “fronteras”, las señales de dominación o

desigualdad que plantea el problema a analizar, se podrán justamente evidenciar a través de las distintas interpretaciones que se podrán hacer del concepto “fronteras” -a través del discurso inmerso en el corpus elegido- particularmente en sus dimensiones sociales, políticas, culturales o territoriales.

Precisamente en la lectura o narrativa que se construye alrededor del concepto es que se podría dilucidar si este sirve para marcar diferencias, prohibiciones, exclusiones, divisiones, o si, por el contrario, abona en una visión de interacción, inclusión, intercambio o mezcla.

Los actores

En ese marco, interrogaremos -a través del análisis de sus pronunciamientos públicos- a dos tipos de actores que representan dos diferentes grupos sociales e institucionales cuyo protagonismo tiene características contextuales políticas en la vida pública del Ecuador.

Por un lado la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (en adelante denominaremos CONAIE) a través de sus principales líderes/voceros, con alcance continental, nacional y local. La CONAIE cuenta con sus filiales regionales: la Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana (CONFENIAE) en la región amazónica (este del país); la Confederación de Pueblos de la Nacionalidad Kichwa del Ecuador, conocida también como Ecuador Runakunapak Riccharimui (ECUARUNARI) en la Sierra (centro del país, franja de la Cordillera de los Andes que atraviesa de norte a sur); y la Confederación de Nacionalidades y Pueblos Indígenas de la Costa ecuatoriana (CONAICE) en la Costa (franja litoral de norte a sur del país). En cada filial regional existen movimientos de base provinciales, cuyos voceros también han intervenido en ocasiones.

Adicionalmente la CONAIE, cuenta con un representante de la Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA) que reagrupa a 9 países (Perú, Brasil, Venezuela, Bolivia, Guayana Francesa, Colombia, Surinam, Guyana y Ecuador). Concretamente, hemos recogido en nuestro corpus los pronunciamientos hablados y escritos de las siguientes instituciones y personas:

Ilustración 1. Voceros del discurso CONAIE

INSTITUCIÓN	VOCERO	REPRESENTACIÓN
COICA	Tuntoak Katán	Vicecoordinador Nacionalidad Shuar
CONAIE	Jaime Vargas	Presidente Nacionalidad Achuar
CONAIE	Luisa Lozano	Dirigente de la Mujer Nacionalidad Quichua Andina
CONAIE	Apawki Castro	Dirigente de Comunicación Nacionalidad Quichua Andina
ECUARUNARI	Carlos Shukushuñay	Presidente Nacionalidad Quichua andina
ECUARUNARI	Nayra Chalán	Vicepresidenta Nacionalidad Quichua andina
ECUARUNARI- Movimiento indígena y Campesino de Cotopaxi	Leonidas Iza	Presidente Nacionalidad Quichua Andina
ECUARUNARI	Dirigente Sierra	Nacionalidad Quichua andina
CONFENIAE	Marlon Vargas	Presidente Nacionalidad Achuar
CONFENIAE	Andrés Tapia	Dirigente Comunicación
CONAICE	Javier Aguavil	Presidente Nacionalidad Tsáchila
CONAICE- Movimiento indígena del Guayas (MIG)	José Herrera	Vocero Nacionalidad Quichua Andina
PACHAKUTIK Brazo político del movimiento indígena	Marlon Santi	Coordinador Nacionalidad Quichua Amazónica

Por otro lado, el Estado, a través de sus principales representantes en el nivel estratégico del ejecutivo y en las funciones relativas a la defensa y la seguridad, el presidente de la república, el vicepresidente de la república, el secretario general de la presidencia de la república, el secretario general de gabinete de la presidencia de la república, el ministro de defensa, la ministra de gobierno, el ministro de economía y finanzas, el contralor general del Estado y el presidente del Consejo de Participación Ciudadana y Control Social, a quienes en adelante, y como grupo, nos referiremos de forma genérica como Estado. A continuación, el detalle de las instituciones y sus voceros:

Ilustración 2. Voceros del discurso ESTADO

INSTITUCIÓN	VOCERO	REPRESENTACIÓN
Presidencia de la República	Lenin Moreno	Presidente Constitucional de la República
Vicepresidencia de la República	Otto Sonnenholzer	Vicepresidente Constitucional de la República
Secretaría General de la Presidencia de la República	José Augusto Briones	Secretario General de la Presidencia de la República
Ministerio de Defensa Nacional	Oswaldo Jarrín	Ministro de Defensa Nacional
Ministerio de Gobierno	María Paula Romo	Ministra de Gobierno
Ministerio de Economía y Finanzas	Richard Martínez	Ministro de Economía y Finanzas
Presidencia de la República	Juan Sebastián Roldán	Secretario General de Gabinete de la Presidencia de la República
Contraloría General del Estado	Pablo Celi	Contralor General del Estado
Consejo de Participación Ciudadana y Control Social	Cristian Cruz	Presidente del Consejo

Finalmente, haremos alusión a dos actores adicionales, que en la última etapa del paro nacional desempeñaron un rol importante por su papel de mediadores entre los dos grupos antes citados. Se trata del representante de las Naciones Unidas en Ecuador, Arnaud Peral, y el presidente de la Conferencia Episcopal Ecuatoriana Monseñor Luis Cabrera. Sus intervenciones serán incorporadas dentro de los dos corpus, tanto Estado, como CONAIE, pues las intervenciones de los actores se conectan con la mediación de estos dos moderadores.

Los tipos de texto

Siguiendo el método de Pardo Abril, y en función de categorizar el corpus, es decir “organizar y reorganizar conocimiento que procede del mundo discursivo y de los saberes que el analista posee o explora” (Pardo Abril 2007, 97), hemos elegido compendiar dos tipos de texto.

Por una parte, el comunicado oficial escrito, es decir el pronunciamiento institucional que se transmite en general, a través de los medios de comunicación tradicionales (prensa, TV, radio), pero también a través de los canales institucionales en redes sociales (Facebook, Instagram, X – antes Twitter). Se trata de un mensaje que mediante ese tipo de soporte hace pública la posición concertada de una institución o vocero público, acerca de un evento de interés colectivo.

Por otra parte, el pronunciamiento público hablado, que también se difunde de forma general a través de los medios de comunicación tradicionales y canales de redes sociales institucionales, y que consiste en una alocución, generalmente preparada y concertada al interior de la institución, de un vocero elegido y autorizado, y que refleja las decisiones y/o posturas de aquel conjunto colectivo acerca de un tema determinado.

Estos dos tipos de discurso, que suelen tener una línea argumentativa previamente preparada, ponen en evidencia una trama narrativa, cuyo contenido es fruto de una reflexión conjunta y un consenso, que busca colocar en el debate o en la recepción de un auditorio determinado (local, nacional o global), una actitud precisa en relación con un evento o un anuncio acerca de una decisión o medida de interés colectivo. También estos discursos, por su carácter público y reiterativo, vehiculan los valores que reflejan las características políticas y sociales de aquellas instancias que los emiten.

Estos dos formatos que utilizan la palabra por escrito o de forma verbal, a través de la puesta en escena de las intervenciones de los actores que entran en juego, del tiempo que se utiliza para expresarse, del vocabulario que se formula, de la gestualidad con la que se comunica, de la vestimenta que se usa, de la forma en la que se estructura el texto, del lenguaje que se manifiesta, y muchos otros elementos que entran en escena en cada forma usada, procuran condensar unas posturas políticas y las características sociales y culturales de un grupo.

El hecho mismo de haber elegido estos soportes discursivos enmarca y describe una forma de relatar el contexto de nuestro análisis. En efecto, estos formatos comunicacionales, en el entorno específico en el que se producen y se publican, apelan a una manera instituida de relación entre voceros públicos y ciudadanía, es decir, presupone un conocimiento de los mecanismos consensuados implícitamente para colocar en la opinión pública un mensaje.

Este conocimiento previo se podría denominar, de acuerdo a Van Dijk (2015) como “base común” (*common ground*) y engloba los códigos y conocimientos sobre el entorno cultural, social y lingüístico, las referencias acerca del tipo de tema y de género discursivo que se usa, los canales conocidos colectivamente para difundirlos, etc.

Desde un punto de vista general, el contexto coyuntural de producción y difusión de los discursos reflejados en el corpus está mediado por un conocimiento previo, común y sostenido en el tiempo, que puede ser reconocible por los grupos a los que se dirigen, es decir el conjunto del pueblo ecuatoriano.

En efecto, el caso que analizaremos, tiene lugar en Ecuador, a inicios del mes de octubre 2019, en un momento en el que el presidente de la República es Lenin Moreno, y que lleva casi dos años en el poder.

Contexto histórico: factores cognitivos y sociales del corpus

Tal como lo describimos en el capítulo precedente, el último periodo político del Ecuador, que puede contarse desde la vigencia de la Constitución aprobada en el 2008, estrenó nuevas configuraciones en la escena de los tradicionales partidos políticos durante el gobierno de Rafael Correa (2007-2017).

Sin embargo, en los últimos años de su mandato, habiéndose instalado un hiperpresidencialismo alrededor de su figura y habiendo estallado a la luz pública múltiples casos de corrupción y abuso de poder, se había desgastado ampliamente la adhesión a su proyecto político por parte de la población.

Como ya lo vimos en el amplio recuento de los fragmentos históricos y políticos de la vida del país, contamos para nuestro análisis y para la construcción del corpus, con muchos indicios sobre la configuración de las fuerzas sociales que se tejieron en las primeras décadas del nuevo milenio, razón por la cual elegimos concentrarnos en los actores que nos ocupan actualmente.

Para situar de forma más específica los eventos que analizaremos, completando el primer paso descrito por Pardo Abril en la categorización del corpus, haremos una breve

introducción contextual que tratará de explorar algunos de los factores cognitivos que servirán como bases de nuestro corpus que abonaran a los posteriores pasos analíticos.

Tras el proceso electoral presidencial del año 2017, la victoria, con un margen muy pequeño fue para Lenin Moreno⁷¹, representante del movimiento Alianza País, liderado por Rafael Correa. Si bien aquel mandato suponía un continuismo a la gestión de Correa, el presidente electo rápidamente mostró frontalmente una distancia hacia su antecesor.

Pese a que la ruptura con el correísmo era una evidencia, el tono político del nuevo gobierno que se perfilaba no auguraba un nuevo acercamiento hacia los sectores sociales puestos al margen durante los años anteriores, ni tampoco pretendía alejarse de la política neodesarrollista que se había ampliamente instalado con su corolario de criminalización hacia los sectores indígenas que no habían dejado de clamar por la defensa de sus territorios frente a las arremetidas extractivistas.

El regimen de Moreno se presentaba como una nueva versión de lo mismo, quizás con la diferencia que su política dejaba menos confusión discursiva pues mostraba una abierta y transparente simpatía por los sectores empresariales y bancarios del país. Así,

se materializó la entrega del control de la economía nacional a las cámaras privadas de las grandes empresas, vinculado a visibles cuadros de la burguesía en los principales cargos del Estado y un derrotero de medidas económicas para poner el peso de la crisis sobre la clase trabajadora que evidencian la reconfiguración del poder empresarial en el seno del gobierno (Vogliano y Castro 2020, 51).

El momento político y social que vivía el Ecuador, estaba entonces marcado por un fuerte descontento popular en relación con el mandato gubernamental que estaba lejos de cumplir con lo prometido.

Las medidas económicas que se iban perfilando y que tenían estrecha relación con los estragos de la crisis global y la caída de los precios de las materias primas (commodities) derivó directamente, para el caso del Ecuador en una caída de los ingresos públicos. Al tener

⁷¹ El Consejo Nacional Electoral (CNE), mediante su presidente Juan Pablo Pozo, presentó el resultado oficial de las elecciones el 4 de abril 2017. “Con el 99,65% del total de escrutinio podemos informar al país los resultados oficiales e irreversibles de las elecciones presidenciales de la segunda vuelta. En primer lugar, está el binomio de Alianza País, conformado por Lenin Moreno y Jorge Glas con 5 057 149 votos, que representan el 51,16%” (Diario El Comercio 2017)

una economía altamemte dependiente de ese mercado y además dolarizada, le era imposible, al contrario de otros países, devaluar su moneda para equilibrar la subida de precios de productos de amplia necesidad. Esta imposibilidad, ejercía también presión sobre los costes productivos de los empresarios que encontraron como única salida a su situación, recurrir a exigir del Estado reformar su política fiscal para hacer cargar el coste de esta crisis global sobre las espaldas del gasto público y por ende, de la población (Vogliano y Castro 2020).

En concreto, las primeras acciones del gobierno consistieron, en junio de 2018, en la aprobación y promulgación de la Ley de Reactivación Económica y la Ley para el Fomento Productivo, Atracción de inversiones y Generación Empleo (también denominada Ley Trole 3), que puso en marcha la desregularización de la economía y la remisión tributaria para los grandes grupos económicos⁷².

En marzo 2019, el gobierno firmó una carta de intención con el Fondo Monetario Internacional (FMI) para el otorgamiento de 4 mil millones de dólares de crédito, bajo ciertas condiciones que conducirían en lo posterior al anuncio de medidas que desencadenarían en las protestas, y que se conocerían como el *paquetazo*.

Entre estas condiciones negociadas con el FMI y que tenían que ver con las medidas más criticadas por las organizaciones sociales que se tomarían por parte del gobierno, se encontraban: el compromiso por parte del Ecuador a revisar su política fiscal y así reducir su deuda pública por debajo del techo de 40% de su PIB, poniendo en marcha ajustes fiscales como la reducción de la masa salarial en el sector público y la armonización (a la baja) de las tablas salariales de los funcionarios públicos. Otro punto álgido concernía a los subsidios del Estado a los combustibles, que deberían ser revisados hasta ser erradicados por completo, lo cual fue anunciado en octubre y sería el detonante de las protestas. También, el Ecuador se

⁷² La especialista económica ecuatoriana Wilma Salgado profundiza sobre los alcances de esta ley: “el objetivo no confesado de dicha ley es el de reinstaurar la política neoliberal para el tratamiento del déficit fiscal y de la deuda pública, trasladando su costo a las clases populares y a los sectores medios, incluyendo a las medianas y pequeñas empresas, cuya producción de bienes o servicios se orienta al mercado interno; mientras se conceden amplios beneficios tributarios e incluso remisiones de intereses, multas y costas judiciales a personas naturales y jurídicas que tienen obligaciones con distintas instituciones públicas. Dichas remisiones están concentradas en los grandes grupos económicos” (Salgado 2018)

comprometía a monetizar ciertos activos públicos, es decir privatizar algunas de las empresas que eran propiedad del Estado (Diario El Comercio 2019).

Lo que en ese periodo estaba sucediendo resonaba en la memoria de los ecuatorianos como a repetición. En efecto, años atrás, durante los gobiernos de Rodrigo Borja Cevallos (1988-1992) y Sixto Durán Ballén (1992-1996), ya se habían puesto en marcha medidas similares. Los rasgos de esta política, tenía reconocibles similitudes con la que se había implementado en los años 90 por el llamado Consenso de Washington en toda la región.

Por tanto, estos anuncios hacían reactivar una memoria colectiva y social, que despertaba desde las emociones más profundas un impulso de reclamo y descontento generalizado. Estas representaciones colectivas, que remitieron a la población a un pasado no muy lejano, apelaron a esta “base común” de la que habla Van Dijk como “un conocimiento general, compartido e indiscutible, que es no-ideológico o pre-ideológico dentro de esa comunidad epistémica” (Van Dijk 2015, 287).

Es desde ese conocimiento, que se relaciona con ciertas posturas que develan actitudes, a veces antagónicas con relación a los temas que aborda el discurso, que entra en juego una disputa narrativa por cierta legitimidad.

Así, aquellos elementos que aluden a la base común de conocimiento serán las claves para la exploración que haremos del texto escrito y hablado, puesto que será, desde el punto de vista del análisis sociocognitivo del discurso, a partir de ese conocimiento compartido y que entra en conflicto, por sus raíces históricas vividas, que se definirán las señales del ejercicio de dominación de unos grupos sobre otros. En efecto, en la disputa por el reconocimiento y la legitimación de las posiciones, en los que se develan los tintes ideológicos, operan las pugnas por el poder y la hegemonía.

Corpus general de la investigación

De acuerdo con los dos tipos de discurso elegidos para el análisis (escrito y hablado) y los dos grupos que se determinan como voceros del discurso alrededor de un mismo evento (CONAIE y Estado), y tomando en cuenta los factores cognitivos y sociales descritos para aproximarnos al objeto de investigación, obtenemos la siguiente categorización del corpus:

Ilustración 3. Corpus general para la investigación

TIPOS DE DISCURSO	ESTADO	Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador CONAIE
Comunicados escritos institucionales	07 comunicados de la presidencia de la república en el horizonte temporal de 03 de octubre al 13 de octubre 2019	12 comunicados institucionales del 03 de octubre 2019 al 13 de octubre 2019
TOTAL 19	7	12
Pronunciamentos hablados de voceros oficiales	7 espacios de pronunciamentos en cadena nacional del presidente de la república entre el 01 al 13 de octubre 2019 4 espacios de pronunciamentos en cadena nacional de los ministros del interior y de defensa entre 03 al 13 de octubre 2019 1 espacio de pronunciamento en cadena nacional del vicepresidente de la república entre el 03 y 13 de octubre 2019 1 espacio de pronunciamento en cadena nacional del secretario general de la presidencia de la república entre el 03 y 13 de octubre 2019 1 espacio de pronunciamentos en cadena nacional del presidente de la república y otros voceros del Estado entre el 03 y 13 de octubre 2019	6 pronunciamentos de varios voceros oficiales de CONAIE en el horizonte temporal del 03 de octubre 2019 al 23 de octubre 1 espacio de pronunciamento en tiempo real de voceros oficiales de la CONAIE entre el 03 y el 13 de octubre 2023 1 espacio de pronunciamentos en cadena nacional de voceros oficiales de la CONAIE entre el 03 y el 23 de octubre
TOTAL 22	14	8

Para efectos del análisis, siendo que el evento que nos servirá de soporte al objeto de la investigación sucedió en varias etapas, procederemos a desmenuzarlo en 3 hitos que marcaron su trama narrativa (principio, desarrollo del evento elemento de climax y final).

Así, para cada hito, categorizaremos un corpus específico, y seguiremos las etapas de análisis que propone Neyla Pardo Abril, las mismas que detallaremos más adelante.

En tal sentido, presentamos a continuación la propuesta de división de los hitos que revisaremos específicamente en las siguientes partes de este capítulo, así como los documentos que conforman el corpus de cada hito. Estos documentos constan en su totalidad en los Anexos de este trabajo. La codificación que referencia cada documento que consta en

la siguiente ilustración (por ejemplo ESTADO H3Doc 1) está presente en el archivo de Anexos.

Ilustración 4. Corpus específicos: Hitos y delimitación temporal

	ESTADO	CONAIE
Hito 1: Anuncio de las medidas. Inicio del paro Del 1 al 6 de octubre 2019	ESTADO H1Doc 1- 01 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	CONAIE H1Doc 1-03 de octubre 2019: <i>La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador</i>
	ESTADO H1Doc 2- 03 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	CONAIE H1Doc 2- 03 de octubre 2019: <i>Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos</i>
	ESTADO H1Doc 3- 06 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	CONAIE H1Doc 3-06 de octubre 2019: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas
	ESTADO H1Doc 4- 03 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República	CONAIE H1Doc 4-02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE
	ESTADO H1Doc 5-05 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República Información importante para evitar especulación en tarifas	CONAIE H1Doc 5-04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres
	ESTADO H1Doc 6- 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción	CONAIE H1Doc 6-04 de octubre 2019 Rueda de prensa 2019 COICA y CONAIE
	ESTADO H1Doc 7- 03 de octubre 2019 Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de excepción	CONAIE H1Doc 7-04 de octubre 2019 Rueda de prensa Jaime Vargas
Hito 2: Anuncio de la llegada del movimiento indígena a Quito- Represión y criminalización de la protesta social Del 7 al 12 de Octubre 2019	ESTADO H2Doc 1- 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista María Paula Romo y Oswaldo Jarrín	CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE
	ESTADO H2Doc 2- 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República <i>Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país</i>	CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019 Comunicado <i>Declaratoria Agenda de Lucha</i>
	ESTADO H2Doc 3- 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)	CONAIE H2Doc 3 07 de octubre 2019 Comunicado rechazo saqueos
	ESTADO H2Doc 4- 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)	CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado <i>Lenin Moreno instaura un régimen de terror</i>
	ESTADO H2Doc 5- 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (Fuerzas Armadas custodian bienes estratégicos del Estado)	CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa
	ESTADO H2Doc 6- 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado)	CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado <i>A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano</i>
	ESTADO H2Doc 7- 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios)	CONAIE H2Doc 7 10 de octubre 2019 Comunicado <i>Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana</i>
	ESTADO H2Doc 8- 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos)	CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019 Comunicado <i>La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto</i>
	ESTADO H2Doc 9- 11 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (corredor logístico)	CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana
	ESTADO H2Doc 10- 11 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno llamado al diálogo	CONAIE H2Doc 10 11 de octubre 2019 Comunicado <i>Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo</i>
Hito 3: Diálogo con el gobierno y derogatoria Decreto 883 Del 13 al 23 de octubre 2019	ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 1	CONAIE H3Doc 1- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1
	ESTADO H3Doc 2 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervención Moderadores	CONAIE H3Doc 2- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1
	ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 2	CONAIE H3Doc 3- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2
		CONAIE H3Doc 4- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2
		CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)
		CONAIE H3Doc 6- 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

Nos dedicaremos a describir los tres siguientes pasos de la propuesta de método planteada por Neyla Pardo Abril: el análisis cuantitativo o fase descriptiva y la fase analítica, también denominada análisis cualitativo, y, las estrategias interpretativas.

A partir del bagaje teórico de la corriente sociocognitiva de los ECD, convenimos en que nuestra búsqueda reside en comprender las dimensiones sociales, políticas y culturales a través del discurso y la cognición y la forma en que a través de aquello se ejerce poder.

Como lo adelantó Van Dijk, no hay que perder de vista la dimensión cognitiva que invita a interrelacionar y compendiar las varias dimensiones del análisis cualitativo cuanto cuantitativo. En efecto, en palabras de Pardo Abril es lo que “permite desentrañar qué es lo que resulta significativamente estable y permanente para una cultura en un momento histórico particular; esto es, lo que teóricamente se puede definir como lo cognitivamente consensual” (Pardo Abril 2007, 120).

Por tanto, la profundidad del análisis residirá en que se consiga interrelacionar e integrar adecuadamente todos los datos analizados para llegar a hallazgos y conclusiones que cumplan con los objetivos planteados.

3.2 ¿En qué consiste el análisis cuantitativo?

En este acápite explicaremos lo que Pardo Abril entiende por análisis cuantitativo y plantearemos los principales factores que tomaremos en cuenta para nuestro análisis, de acuerdo con su propuesta.

Para esto, primero se trata de acercarnos al discurso y a sus formas, es decir desmenuzar el lenguaje y su estructura, para así conectarlo con los códigos sociales y culturales que le son propios.

Se trata aquí de delimitar tres criterios de interés que servirán de herramienta para los siguientes pasos: definir y caracterizar las unidades de análisis, identificar las asociaciones y finalmente, jerarquizar y clasificar las distintas entidades asociadas.

Definición y caracterización de las unidades de análisis

Para iniciar este trabajo descriptivo, cabe dar un tratamiento al texto discursivo a través de algunos tamices para ir aclarando su estructura y su orientación temática. Para esto, se empieza por delimitar la extensión del corpus en términos de número de palabras.

La definición y caracterización temática consiste luego en hallar palabras o segmentos de texto que aparezcan de forma reiterativa en el corpus definido. Para conseguirlo, se puede poner atención a la ocurrencia de una palabra o grupo textual en el corpus, es decir, cuáles son las palabras que aparecen en el texto, determinando el número de palabras distintas. Luego, se pone atención a la frecuencia, es decir al número de veces que aparece una cierta palabra o un grupo de texto (Pardo Abril 2007).

Cuando se consigue definir estas unidades de análisis, se puede clasificar en función de los criterios que tengan sentido para nuestro análisis. Así, podemos extraer las palabras según dos elementos; las que más pertinencia tienen en relación con el objeto de estudio, o, a su vez, profundizar sobre las palabras que aparecen con más frecuencia.

Otro criterio de interés consiste en determinar ciertas concordancias, es decir determinar los co-textos⁷³ en relación con una palabra o grupo textual que previamente se haya identificado como frecuente o, con una palabra o grupo textual, que sea de especial interés con el objeto de la investigación.

La función de determinar las concordancias y su posterior análisis reside en “identificar la constitución de modelos en virtud de las relaciones conceptuales que se establecen en su interior o lo que se ha denominado redes conceptuales” (Pardo Abril 2007, 121)

Concretamente, para lo que concierne nuestro estudio de caso, procederemos a aplicar la ocurrencia, frecuencia y concordancia para cada hito que hemos delimitado en la *Ilustración 4. Corpus específicos: Hitos y delimitación temporal*. También, puntualizamos que aquellos

⁷³ Se refiere a los textos que acompañan una palabra o un segmento textual antes y después de su ocurrencia

conteos estadísticos serán procesados gracias a una aplicación computarizada de análisis de datos denominada *Maxqda*⁷⁴.

Identificación de las asociaciones y sus representaciones gráficas

Con la misma intención de tamizar datos para perfilar patrones estructurales en el discurso, esta etapa consiste en delinear ciertas relaciones entre palabras o grupos textuales, que dan cuenta de los ejes principales del discurso.

En esta fase descriptiva, se pretende hallar correspondencias entre palabras o grupos textuales y por ende establecer asociaciones.

Las asociaciones se determinan a partir de las unidades de análisis que han quedado en evidencia en el paso precedente. En efecto, se buscará encontrar qué palabras o grupos de texto se encuentran relacionados más frecuentemente entre sí.

Con un objetivo similar a las concordancias, en palabras de Pardo Abril, la función de las asociaciones se recoge de la siguiente forma:

El supuesto es que las unidades léxicas o palabras altamente asociadas, las expresiones reiterativas, las figuras retóricas, algunas estructuras sintácticas, algunas estructuras fijas de interacción, entre otras unidades discursivas, articuladas por relaciones asociativas, se corresponden con unidades conceptuales que pueden llegar a constituir modelos y, de esta forma, configurar, mantener o transformar conocimiento colectivo y, en consecuencia, formas de decir y de hacer típicas de una sociedad (Pardo Abril 2007, 121).

Para medir de forma cuantitativa el grado de asociación, el software *Maxqda*, en su función correspondiente, arrojará, a partir de las palabras representativas como unidades de análisis, las palabras que se utilizan juntas de forma reiterativa. Desde allí se podrán establecer gráficos y/o mapas que serán clave para el análisis cualitativo (por ejemplo, nubes de palabras).

⁷⁴ Maxqda es un software computacional de análisis cualitativo de datos que posibilita el análisis de varios tipos de texto, tanto escritos como audios. Existe desde el año 1989. El detalle de sus posibilidades de uso: <https://www.maxqda.com/>

Jerarquización y clasificación de las distintas entidades asociadas.

Llegado a este paso, y como consecuencia del procedimiento anterior, se trata de dividir por grupos los resultados de las asociaciones que se determinaron anteriormente. Es lo que Pardo Abril denomina *clúster*, es decir un “conjunto de unidades de análisis interrelacionadas y organizadas en clases cada vez más incluyentes” (Pardo Abril 2007, 135).

La función principal de esta caracterización más específica es simplificar los datos recogidos para extraer sus tipologías estructurales y las relaciones y nexos entre la información. También consiste en clasificar cada dato con criterios de similitud de modo cohesionado. Así, bajo un *clúster* se podrá encontrar varias clases, y para cada clase, palabras o grupos lexicales asociados según su cercanía en el texto.

En efecto, esta clasificación “se fundamenta en la categorización de los segmentos característicos, es decir, en el conjunto de unidades altamente asociadas con cada clase que de cierto modo la definen” (Pardo Abril 2007, 137).

Todos los pasos antes descritos tienen por objetivo principal, determinar una cierta estabilidad de conceptos a través de los cálculos de frecuencias. También, buscan visibilizar la centralidad de estos conceptos a través de las asociaciones y las clasificaciones en unidades. Esta información permitirá contar con un escenario decantado para iniciar con el análisis lingüístico, es decir la fase cualitativa del estudio que aclarará sobre el rol de estas unidades del lenguaje en el discurso.

3.3 ¿En qué consiste el análisis cualitativo?

Esta fase del análisis, que equivale a una entrada en materia más profunda y que se alimenta de lo anterior, también requiere de permanentes procesos de ajuste para el correcto entendimiento y posterior interpretación de los marcos cognitivos que están en juego en el discurso. Por tanto, es indispensable el conocimiento del analista sobre el objeto de investigación para que intuitivamente tome las decisiones acertadas en el procesamiento de los datos estadísticos previamente planteados.

Esta etapa consiste en integrar varios niveles de análisis del lenguaje explorando la sintaxis, la semántica y la pragmática y así ir visibilizando los “fenómenos sociopolíticos, socioculturales y socio discursivos presentes en el discurso que circula públicamente en una comunidad, así como sus modos de configuración visibles en los recursos lingüístico-discursivos, en el uso de estrategias discursivas y en los procesos lingüísticos implicados” (Pardo Abril 2007, 139)

Lo más importante a no perder de vista en esta parte del análisis, es relacionar lo que ya se ha determinado mediante el análisis cuantitativo, con el contexto del texto hablado o escrito.

Los tres pasos principales para cumplir en esta etapa analítica son: analizar la consistencia y coherencia discursiva; analizar la transformación discursiva, y; analizar las formas de legitimación discursiva.

Análisis de la consistencia y coherencia discursiva

Por coherencia del discurso, Pardo Abril entiende “la dimensión interpretativa del discurso, a través de la cual se reconocen las temporalidades, el objeto del discurso y las relaciones internas que hacen posible vincular lo expresado con el significado producido” (Pardo Abril 2007, 142).

Esto pretende comprobar que existe cierta estabilidad en el discurso y que los signos y dimensiones del lenguaje utilizados remiten a códigos que constituyen un conjunto de ideas que forman una matriz temática que tiene sentido.

Por su parte, la consistencia “permite reconocer los modos como circulan ideas, bien sea de manera estable o conflictiva en los discursos” (Pardo Abril 2007, 142).

El análisis de la consistencia y coherencia pasa entonces por una exploración de varios componentes del discurso como son el tema, el tópico y la citación. Esta exploración se puede poner en marcha mediante 3 modalidades: el análisis de la configuración de los tejidos de relación que unen palabras y conceptos. Aquello se materializa en las reiteraciones y asociaciones estadísticas entre unidades analíticas que hemos alcanzado con el análisis cuantitativo. Una segunda modalidad es la exploración de los titulares si acaso figuran en el

corpus. Finalmente, una tercera modalidad consiste en explorar directamente el texto haciendo una revisión minuciosa de los significados del discurso, “de los temas susceptibles de desentrañamiento por contexto y de las maneras como se orienta el discurso, con miras a que se consolide una determinada percepción de la realidad” (Pardo Abril 2007, 146).

La coherencia y consistencia discursiva existen según tres criterios: la segmentación, la integración y la ambivalencia.

Cuando el discurso presenta ideas conflictivas aisladas entre sí, en contextos separados y con voces distintas, diremos que la coherencia y consistencia se dan en la segmentación.

Cuando el discurso indica ideas que están en conflicto con voces distintas y aunque reflejan proximidad contextual, diremos que la estrategia discursiva es ambivalente.

Finalmente, cuando el discurso presenta una convergencia de múltiples discursos con un contenido cercano, junto con voces y contextos próximos, hablaremos de integración (Pardo Abril 2007).

Análisis de la transformación discursiva

Al igual que el análisis de la consistencia y coherencia, el análisis de la transformación discursiva reposa sobre una parte del análisis cuantitativo, esta es la indagación de las unidades léxicas en sus formas reiteradas y sus niveles de asociación.

En este caso, el análisis se centra específicamente en los actores que componen el discurso, y las formas en las que se les nombra, visibiliza y/o elude.

En tal sentido para Pardo Abril (2007, 161) la transformación, consiste en “el fenómeno sociodiscursivo de acuerdo con el cual se hace acopio de un conjunto de recursos lingüísticos que permiten construir o eliminar a un actor social o discursivo específico”.

Pardo Abril propone tres estrategias mediante las cuales se nombra a los actores discursivos: la elisión, el reordenamiento y la sustitución.

Así, la elisión consiste en suprimir parcial o totalmente a determinado actor en el discurso. Esta estrategia tiene como objetivo ocultar o minimizar su acción, o descartar su responsabilidad social (Pardo Abril 2007).

Por su parte, la estrategia de reordenamiento busca hacer una representación de los actores en el discurso de manera transformada, utilizando procedimientos lingüísticos que esconden o naturalizan ciertos fenómenos o estados en relación con determinado actor. Una forma de recurrir a esta estrategia consiste en describir a ciertos actores mediante acciones más o menos pasivas para construir representaciones que sean funcionales a las intenciones discursivas (Pardo Abril 2007, 162).

Finalmente, la sustitución es una estrategia utilizada para transformar la representación de ciertos actores mediante dos criterios: la impersonalización que ocurre cuando se tiende a objetivizar a un actor remitiendo su representación al lugar de donde viene (espacialización), a las herramientas que usa para trabajar (instrumentalización), o a una parte de su cuerpo (somatización) reduciendo sus características genuinas a rasgos específicos. La personalización, por el contrario, consiste en señalar específicamente a un actor social mediante una identidad explícita (Pardo Abril, 2007).

Para cada criterio, se puede profundizar en las modalidades que se usan y, sobre todo, en los efectos que cada forma de nombrar tiene sobre la construcción discursiva. La transformación discursiva nos da muchos indicios sobre las intenciones discursivas y los protagonistas que se quiere poner en valor, frente a los que se quiere excluir para dar cuenta de una cierta noción de la realidad.

Análisis de las formas de legitimación discursiva

La forma de nominación de los actores sociales en el discurso entra en directa relación con otro fenómeno que contribuye a cierta construcción social. Se trata de la legitimación. En palabras de Pardo Abril (2007, 174) “la legitimación es el fenómeno sociodiscursivo mediante el cual un sector de la sociedad busca aprobación moral de su grupo como respuesta o previsión de acusaciones que le ponen en riesgo”. Por tanto, la forma de nominación antes descrita no encontraría resonancia sin que los procesos de legitimación se pusieran también

en marcha. El objetivo siendo el conseguir establecer ciertos consensos sobre la representación de la realidad.

Para que dicho proceso de legitimación se establezca, se apela a mecanismos lingüísticos específicos como la negociación, la persuasión y la acusación-justificación (Pardo Abril 2007, 174).

En la negociación está implícito el protagonismo de poderes que están en disputa alrededor de su representación de la realidad. Esto tiene relación directa con la construcción discursiva del mundo.

La legitimación por persuasión persigue que se adhiera a una cierta visión del mundo y generalmente es un proceso que anula las otras visiones opuestas imponiendo su dominación.

El mecanismo acusar-justificar por su parte

implica un proceso tendiente a desequilibrar un ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad y de las acciones de un sector social y una respuesta a esa amenaza en procura de la preservación de la versión de la realidad y del orden social (Pardo Abril 2007, 176)

Pardo Abril señala varios mecanismos lingüísticos para desarrollar la legitimación bajo los criterios que acabamos de describir. Entre esos están: la autorización que apela a la ley y a la moral, las formas más tradicionales para intentar dar al discurso vicios de veracidad y así deslegitimar el discurso adverso. A menudo se utiliza el discurso experto para ilustrarlo (Pardo Abril 2007).

La racionalización por su parte consiste en entregar conclusiones morales sobre los actores a partir de sus actos. Se suele usar la metáfora para ilustrar este proceso lingüístico (Pardo Abril 2007).

La evaluación es una forma de construir una representación positiva de “nosotros” frente a una negativa de “ellos”. Se suele usar la figura de la metonimia, es decir la designación de algo con el nombre de otra cosa con las que sí hay una relación. Algunas tipologías de metonimia según Pardo Abril son por ejemplo “la parte por el todo, el productor por el

producto, el objeto usado por el usuario, el controlador por lo controlado, la institución por la gente responsable, el lugar por la institución, el lugar por el acontecimiento” (Pardo Abril 2007, 112)

Lo que la autora denomina la “narrativización” se utiliza para poner la atención discursiva sobre los detalles y hacer parecerlos como eventos excepcionales. Eso permite al agente discursivo justificar las medidas que toma frente a estos eventos y hacerlas parecer como inevitables. Se suele utilizar la hipérbole o la moraleja (Pardo Abril 2007).

Finalmente, la mitigación es un proceso mediante el cual se minimiza el rol del agente y su responsabilidad. Sirve para ocultar una realidad o naturalizarla. Se pretende atenuar una situación. Se suele usar los eufemismos para concretar este proceso (Pardo Abril 2007).

A medida que avanzaremos en el análisis, conectaremos las formas de discurso con estos procesos lingüísticos que procuran la legitimación.

3.4 ¿En qué consisten las estrategias interpretativas?

Esta fase del análisis del discurso, a la vez que constituye el epílogo del estudio de caso, para efectos de esta investigación, permitirá caminar sobre las rutas de respuestas a la hipótesis planteada al inicio de este trabajo. Esta fase será objeto central del capítulo final.

En términos pragmáticos, a medida que se avanzará en los pasos interpretativos del discurso, tanto de la CONAIE como del Estado ecuatoriano en las distintas etapas que se delinearón acerca de los eventos sobrevenidos en octubre 2019, se abordarán las distintas dimensiones que buscan acercar aproximaciones alternativas al concepto de “fronteras”. Para esto, además de integrar los hallazgos alcanzados en las fases cuantitativas y cualitativas, se tratará también de restituir nuevamente el marco teórico de este trabajo con aquellos aportes.

Recordando la óptica teórica y metodológica que se desprende de los Estudios Críticos del Discurso, Pardo Abril (2007,191) señala que

la idea de que el discurso, en tanto construcción social y subjetivo de la realidad, materializa: la organización social, la forma individual y apropiación del mundo; los saberes convencionales instituidos y consensuados; la preservación y modificación del orden social,

de las relaciones de poder y de las verdades establecidas; las formas de proceder y comportarse en función de los juegos de poder, de las metas comunes al colectiva y de la organización personal de modo de ser y de aprender, entre otras.

Esta premisa corrobora entonces que a partir de un análisis crítico de discurso, se puede aprender sobre distintas nociones acerca de un mismo concepto, además de develar cómo estas distintas formulaciones conceptuales traducen formas disímiles de ejercer el poder.

Para este último paso interpretativo, el modelo que adopta Pardo Abril y que seguiremos por adecuarse al criterio crítico que nos hemos propuesto, reivindica una lectura profunda de los discursos en relación con su contexto y un compromiso del investigador con el rigor.

En efecto, la prolijidad de la selección, búsqueda, relacionamiento, contextualización, análisis, profundización o valoración de la información suponen como resultado “hacer saber, hacer comprender, aclarar, proclamar, esclarecer, traducir o desenmascarar los símbolos que encarnan el entendimiento humano” (Pardo Abril 2007, 195).

El procedimiento de la interpretación se desarrolla a través de seis componentes que corresponden a los distintos niveles de lo que Pardo Abril denomina, la organización del significado y que se desprende de una visión habermasiana de la acción comunicativa, en la que se identifican ciertos elementos comunes dentro de las acciones individuales, que permiten el entendimiento entre individuos y su acto cooperativo de comunicación. Aquello permite las representaciones comunes de conceptos y fenómenos.

Así, los seis componentes que desarrolla para organizar el significado, integran los pasos previos de análisis, al tiempo que visibilizan las formas en las que se construyen y circulan los conocimientos en las sociedades, entre los grupos y sus miembros. Estos componentes son: las redes conceptuales, los modelos mentales, los esquemas mentales, los modelos culturales, las representaciones sociales, y, las ideologías.

Para cada uno de los componentes Pardo Abril propone unas interfases que no describiremos al detalle en este apartado, pero que serán aludidas a medida que avanzaremos en el análisis en el capítulo final.

Componente 1: Las redes conceptuales

Este primer paso se desprende, por una parte de lo extraído en la fase precedente de análisis cuantitativo. En aquel procedimiento se evidenciaron los conceptos con mayor relevancia en el discurso, sea por su reiteración en el texto, sea por su concordancia con otras palabras clave que registraban una alta frecuencia, sea por las asociaciones con otros segmentos textuales de interés.

Por otra parte, las redes conceptuales se configuran también a partir del análisis cualitativo en el que se evidenciaron las categorías temáticas y tópicos, así como los actores presentes en el discursos sea por su nominación, como por la falta de ella.

Así, en términos prácticos, la formulación de redes conceptuales deben dar cuenta del conocimiento experiencial, es decir el modo en que se organiza el conocimiento sobre un determinado objeto de análisis.

Para conseguir traducir este conocimiento en un esquema comprensible y didáctico, se apelará a funcionalidades disponibles (tales como *herramientas visuales* en aplicaciones como *Maxqda*), que permitirán, a partir de la codificación de las unidades de análisis extraídas y analizadas, recrear matrices de relaciones conceptuales.

Componentes 2 y 3: Los modelos y los esquemas mentales

Se trata a continuación de identificar y esquematizar los modelos mentales partiendo de las redes conceptuales. Por lo general, los modelos mentales remiten a la idea que nos hacemos sobre determinado objeto o fenómeno, de manera esquemática y desde la experiencia individual.

Por tanto, identificar los modelos mentales consiste en reconocer las experiencias individuales desde las condiciones más biológicas del individuo y desde el contexto físico, cultural y social en el que se desenvuelve.

En lo que concierne la esquematización de estos modelos mentales, estos responden a representaciones particulares y desde condiciones individuales por lo que son genuinos, pese a que comparte códigos intelegibles y comunes a un grupo.

La esquematización de modelos mentales, es decir su transición a esquemas mentales equivale a la materialización de una expresión formal básica como resultado de las relaciones establecidas entre elementos semánticos. Se trata de un mecanismo de estructuración de la realidad, que constituye la formulación de categorías tales como actores, acciones, lugares y contextos, y de las relaciones posibles entre estas distintas categorías. Aquello permite la configuración de un conocimiento subjetivo e intersubjetivo.

Así, con la finalidad del análisis, se definen las representaciones semánticas básicas en torno a las categorías (por ejemplo actores, lugares, tiempos y contextos) y se procede a producir representaciones de los actores del discurso de acuerdo a los marcos temporales, espaciales y de contexto. Como resultado de este relacionamiento, se obtiene lo que Pardo Abril denomina indistitamente como esquemas fundacionales o esquemas mentales.

Componente 4: Los modelos culturales

En el momento en el que, a partir conocimiento individual, es decir de los modelos y esquemas mentales, se consigue poner en común ciertos saberes, se transita hacia los modelos culturales. En efecto, las formas del discurso en las que se caracterizan los modelos culturales ya no son representaciones semánticas básicas sino representaciones que incluyen la experiencia social, es decir aquellas que aglutinan las formas de expresión intersubjetivas que permiten una más amplia comunicación e incluso procesos de aprendizaje.

En palabras de Pardo Abril (2007, 209), “los modelos culturales son estructuras sociocognitivas compartidas que materializan formas de conceptualizar objetos sociales en función de las convenciones establecidas y del modo específico en que los individuos interactúan con el entorno”.

Así, estos modelos culturales presentan características reconocibles tanto por los miembros de un grupo que se expresan mediante esos modelos, como por parte de otros grupos que los equiparan.

Para identificar los modelos culturales, es necesario “interpelar y formular los parámetros de acción y comprensión de significados que orientan la adopción de determinadas expresiones y unidades léxicas” (Pardo Abril 2007, 209). Aquello, señala la autora, puede expresarse en

formulaciones lingüísticas específicas de un lugar, refranes o metáforas que sean reconocibles para un grupo social en particular. Se puede identificar múltiples modelos culturales para corroborar la intención discursiva de apelar a referentes cognitivos que sugieran un conocimiento compartido y así interpelar en el discurso a partir de una base común y reconocible.

Componente 5: Las representaciones sociales

Afin de profundizar sobre la comprensión social y cultural a través del discurso, el identificar las representaciones sociales se torna medular puesto que los saberes que lo conforman influyen las dinámicas de comunicación en el seno de un grupo así como su relación con otros grupos, y moldean las formas de comprensión del mundo.

En efecto, entendiendo las representaciones sociales como un sistema de saberes compartidos por un grupo determinado acerca de un objeto o fenómeno social, estas toman forma en la determinación de su grado de consenso. Este acuerdo colectivo generalmente se identifica sobre los elementos nucleares del objeto o fenómeno a tratarse.

Según Pardo Abril (2007, 216) , “el núcleo es responsable de la identidad de la representación, dada su estabilidad y rigidez producto de las condiciones históricas, sociológicas o económicas del grupo en el que se desarrolla”. No obstante señala otros elementos que constituyen estas representaciones sociales tales como los valores que por lo general son estables y no se modifican con el tiempo. Estos suelen ser la base de las representaciones sociales.

Además, la autora señala que la organización y categorización de los modelos culturales que se han mencionado en el paso precedente, visibilizan la estructura medular de las representaciones sociales, pues aquel análisis decanta un contenido “altamente convencionallizado y ampliamente compartido por una comunidad” (Pardo Abril 2007, 217).

A partir de aquello, para conseguir identificar las representaciones sociales, se relacionará el fenómeno a analizar con elementos del saber social compartido sobre él. Luego, se jerarquizará cuáles son los valores medulares, desde los más estables hasta los menos compartidos, que se denominan la periferia. Finalmente, se interpreta sobre el papel de estas

representaciones sociales en el discurso en relación con las dinámicas sociales del grupo analizado.

Componente 6: Las ideologías

Desde la visión aportada en la teoría de Teun Van Dijk (2015) las ideologías se entienden como sistemas de creencias o representaciones generales, abstractas y compartidas por grupos amplios y heterogéneos. Su relación con las representaciones sociales que acabamos de describir es complementaria, pues el tejido de representaciones sociales puede condensar una ideología ya que aquellos valores compartidos y estables influyen los comportamientos de un grupo social⁷⁵. También las ideologías funcionan como ejes reguladores de los saberes colectivos, marcándose como marcos de referencia.

Entre las principales características de las ideologías está su composición con caracteres antagónicos muy desmarcados. Haciendo un símil con la estructura de las representaciones sociales que se componen de un núcleo y una periferia, en el caso de la ideología el núcleo es sólido y estable, mientras lo asimilable a la periferia corresponde a los valores que entran en conflicto o en contradicción.

Esta diferencia en la que se delimita claramente los valores nucleares en la ideología es lo que permite que esta sirva para encaminar una acción social, lo cual es otra de sus principales peculiaridades. En efecto, su capacidad en representar posturas antagónicas es la que permite garantizar una distinción entre poder y resistencia (Pardo Abril 2007).

La ideología por tanto “se distribuye de manera más heterogénea en los grupos y se estabiliza en discursos institucionalizados, articulados a doctrinas y prácticas arraigadas históricamente y consensuadas socialmente” (Pardo Abril 2007, 224).

De forma más específica, las ideologías se reconocen por las expresiones estables dentro del lenguaje, en discursos que suceden en espacios y temporalidades distintas por actores

⁷⁵ Según Pardo Abril, por lo menos dos representaciones sociales asociadas pueden recrear una ideología.

variados, pero en el que se delinearán ejes reconocibles por su forma de transmisión epistémica, emotiva y conativa en relación un fenómeno social (Pardo Abril 2007).

Esta última categoría de las ideologías se considera como la que aglutina todos los espesores de las otras cinco estructuras de significado que hemos descrito, por lo que, el paso por desmenuzar cada estructura permite profundizar sobre los intersticios del discurso para delinear un conocimiento social más continuado.

Además, en la perspectiva cognitiva y crítica a la que se adhiere, la integración de los hallazgos cuantitativos y cualitativos en esta fase interpretativa, por las características de las variables que se compromete a explorar, permite dejar en evidencia las relaciones entre discurso, sociedad y cultura y las relaciones de poder y dominación que se tejen en estas relaciones.

A más de una intención de comprensión de la actuación humana en sus dimensiones social y política a través del discurso, se aspira a propiciar la visualización de narrativas resistentes al ejercicio desigual del poder, para que, como lo propone Pardo Abril “los analistas del discurso puedan contribuir a consolidar el proceso de humanización” (Pardo Abril 2007, 233)

4. Análisis cuantitativo y cualitativo del caso de estudio

4.1. Hito 1: Anuncio de las medidas. Inicio del paro 1 al 6 de octubre 2019

La ola de protestas y las acciones de hecho que se iniciaron en el Ecuador en octubre 2019, más que el comienzo de unos eventos, son el resultado de un contexto social y político sobre el que se ha disertado largamente en el capítulo precedente y que encuentra sus causas estructurales en muchos de los elementos teóricos e históricos retratados en el marco teórico y conceptual de este trabajo.

Por tanto, para presentar el Hito 1 que analizaremos en esta primera parte, nos referiremos concretamente a la coyuntura de los eventos sobrevenidos en el lapso temporal a explorar, es decir del 1 al 6 de octubre 2019.

La noche del 1 de octubre, el entonces presidente de la república Lenin Moreno anunció, en cadena nacional, seis medidas económicas y trece propuestas de reformas para el poder legislativo con el objetivo de estimular el aparato productivo y económico del país.

Estas medidas consistían en la liberación de los precios de la gasolina diésel y extra que hasta entonces estaban subsidiados por el Estado con un precio fijo; la entrega de 15 dólares mensuales adicionales en bonos a 300 000 familias de muy bajo recursos; la eliminación o reducción de aranceles para maquinaria y materias primas agrícolas e industriales; la eliminación de aranceles a la importación de dispositivos móviles; la entrega de mil millones de dólares para créditos hipotecarios desde noviembre, a una tasa del 4,99%; la renovación de contratos ocasionales en el sector público con 20% menos de remuneración (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019)⁷⁶.

Concomitantemente, el gobierno nacional enviaría a la Asamblea Nacional, las siguientes propuestas de reformas legislativas: la contribución durante tres años por parte de empresas que perciben ingresos superiores a 10 millones de dólares al año; la reducción del impuesto a la renta único para el banano; la devolución automática de tributos al comercio exterior; la eliminación del anticipo del impuesto a la renta; la reducción a la mitad del impuesto a la salida de divisas (ISD) para materias primas, insumos para bienes de capital, según un listado; la reducción del impuesto a los vehículos de menos de 32.000 dólares para uso productivo; la reducción de vacaciones para empleados públicos de 30 a 15 días al año, exceptuando a la fuerza pública y servicios sociales; la aportación de un día del salario cada mes a los trabajadores públicos de las empresas públicas ; la aplicación de reformas laborales sobre nuevos contratos; la creación de nuevas modalidades de contratos para quien inicia un emprendimiento; la creación de una modalidad de contrato de reemplazo en caso de licencia de maternidad y paternidad y enfermedades catastróficas; facilidades para teletrabajo, un incremento del 2% del aporte para la jubilación para nuevos trabajadores (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019).

⁷⁶ En adelante utilizaremos la codificación que consta en la *Ilustración 4. Corpus específicos: Hitos y delimitación temporal* para referirnos en el texto a los documentos del corpus de investigación y que consta en Anexos.

Al día siguiente de estos anuncios, la respuesta social sería inmediata pues la CONAIE junto con otras organizaciones como el Frente Unitario de Trabajadores (FUT), el Frente Popular o el Parlamento Laboral, declararon un paro nacional. También el Frente Nacional de Transportistas anunció la paralización de labores de aquel gremio, que iniciaría el 3 de octubre.

Desde el mismo 3 de octubre, el gobierno nacional dispuso la suspensión de las clases en escuelas y colegios y en varios puntos del país iniciaron marchas estudiantiles, se bloquearon las vías por parte de los gremios de transporte y se multiplicaron las protestas en varias ciudades del país. Ese mismo día, el presidente Moreno declararían el Estado de excepción por un periodo de 60 días en todo el territorio ecuatoriano que implicaría la movilización inmediata de Fuerzas Armadas y Policía Nacional, la suspensión del ejercicio libre de asociación o reunión para evitar aglomeraciones en espacios públicos, la limitación del derecho a transitar en todo el territorio nacional, disponer las requisiciones para mantener los servicios públicos, establecer todo el territorio nacional como zona de seguridad (Anexos ESTADO H1 Doc 2 2019).

El 4 de octubre, la mayoría de las vías entre las provincias del país estaban paralizadas, se incrementaban los enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas del orden y se registraban los primeros heridos.

El 5 de octubre, la CONAIE anunciaba un “estado de excepción” en los territorios indígenas que significaba que se retendría a cualquier miembro de la fuerza pública que interviniera en territorio indígena para someterlos a las normas consuetudinarias de las comunidades. Mientras tanto, avanzaban a pie las comitivas de indígenas desde sus comunidades, sobre todo desde el centro del país, hacía la capital Quito (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019).

El 6 de octubre se registraba el primer fallecido en el contexto de protestas, un hombre atropellado por un conductor que cruzó a la fuerza un punto de cierre vial. Al mismo tiempo, varias autoridades de las principales ciudades del país se pronunciaban, contenían, reprimían o apoyaban el clamor popular.

4.1.1. CONAIE

El corpus que recoge el discurso emitido por parte de la CONAIE en estos primeros días del paro nacional y que hemos denominado *Hito 1. Anuncio de las medidas. Inicio del paro*, se compone de la siguiente manera:

Anexos CONAIE H1Doc 1-03 de octubre 2019: *La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador*

Anexos CONAIE H1Doc 2- 03 de octubre 2019: *Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos*

Anexos CONAIE H1Doc 3-06 de octubre 2019: *CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas*

Anexos CONAIE H1Doc 4-02 de octubre 2019 *Rueda de prensa CONAIE*

Anexos CONAIE H1Doc 5-04 de octubre 2019 *Pronunciamiento CONAIE mujeres*

Anexos CONAIE H1Doc 6-04 de octubre 2019 *Rueda de prensa COICA y CONAIE*

Anexos CONAIE H1Doc 7-04 de octubre 2019 *Rueda de prensa Jaime Vargas*

Análisis cuantitativo

Hemos procedido al análisis estadístico del corpus con la ayuda del software computacional *Maxqda 2022* que en su función *MaxDictio-frecuencias* de palabras, nos proporciona la siguiente información general. El corpus está compuesto por 3003 palabras. La ocurrencia de palabras es de 137 palabras distintas. De estas palabras, hemos establecido el listado de frecuencias de palabras, de forma descendente. De las palabras que aparecen con más frecuencia, a las que menos (la frecuencia mínima elegida siendo 3).

Presentamos, de esta lista las 50 palabras más frecuentes del corpus que nos entrega algunos datos adicionales de interés como la longitud de las palabras (número de letras), el número exacto de apariciones de la palabra en el conjunto de textos (frecuencia) y su equivalencia en un valor porcentual, el número de documentos del corpus en el que aparece la palabra y su equivalente en términos porcentuales:

Ilustración 5. 50 palabras más frecuentes. Hito 1 CONAIE

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Ranq	Doc	Documentos	HITO 1 CONAIE
derecho	7	38	2,55	1	6	85,71	85,71
na	2	37	2,48	2	6	85,71	85,71
conaie	6	30	2,01	3	7	100,00	100,00
nacional	8	28	1,88	4	7	100,00	100,00
gobernar	8	26	1,74	5	7	100,00	100,00
pueblo	6	26	1,74	5	6	85,71	85,71
territorio	10	26	1,74	5	7	100,00	100,00
compañero	9	23	1,54	8	4	57,14	57,14
nacionalidad	12	23	1,54	8	6	85,71	85,71
también	7	23	1,54	8	3	42,86	42,86
al	2	22	1,47	11	6	85,71	85,71
poblar	6	21	1,41	12	5	71,43	71,43
hermano	7	19	1,27	13	4	57,14	57,14
convocar	8	17	1,14	14	4	57,14	57,14
mujer	5	17	1,14	14	3	42,86	42,86
indígena	8	16	1,07	16	5	71,43	71,43
presidente	10	16	1,07	16	5	71,43	71,43
social	6	16	1,07	16	5	71,43	71,43
medir	5	15	1,00	19	5	71,43	71,43
rechazar	8	15	1,00	19	5	71,43	71,43
económico	9	12	0,80	21	5	71,43	71,43
ecuador	7	12	0,80	21	4	57,14	57,14
ecuatoriano	11	12	0,80	21	5	71,43	71,43
exigir	6	12	0,80	21	4	57,14	57,14
ir	2	12	0,80	21	3	42,86	42,86
país	4	12	0,80	21	6	85,71	85,71
querer	6	12	0,80	21	4	57,14	57,14
luchar	6	11	0,74	28	4	57,14	57,14
moreno	6	11	0,74	28	5	71,43	71,43
excepción	9	10	0,67	30	4	57,14	57,14
hacer	5	10	0,67	30	5	71,43	71,43
declarar	8	9	0,60	32	6	85,71	85,71
lenin	5	9	0,60	32	4	57,14	57,14
movilización	12	9	0,60	32	4	57,14	57,14
reclamar	8	9	0,60	32	2	28,57	28,57
señor	5	9	0,60	32	4	57,14	57,14
tener	5	9	0,60	32	3	42,86	42,86
unidad	6	9	0,60	32	5	71,43	71,43
octubre	7	8	0,54	39	6	85,71	85,71
sector	6	8	0,54	39	5	71,43	71,43
cárcel	6	7	0,47	41	3	42,86	42,86
jaime	5	7	0,47	41	6	85,71	85,71
paquetazo	9	7	0,47	41	5	71,43	71,43
resistencia	11	7	0,47	41	4	57,14	57,14
colectivo	9	6	0,40	45	4	57,14	57,14
dirigente	9	6	0,40	45	2	28,57	28,57
ecuarunari	10	6	0,40	45	3	42,86	42,86
estructurar	11	6	0,40	45	4	57,14	57,14
forzar	6	6	0,40	45	4	57,14	57,14

A partir de aquella lista, hemos requerido al programa *Maxqda 2022* una herramienta visual para obtener otra representación del orden de la frecuencia de las 25 palabras que más aparecen en el corpus analizado. La nube de palabras obtenida es la siguiente en la cual las palabras más frecuentes aparecen más grandes.

Ilustración 6. Árbol de palabras según frecuencias. Hito 1 CONAIE



Esta evaluación estadística nos ha permitido establecer un primer tamiz que define lo que Pardo Abril denomina las unidades de análisis, sobre las que partiremos para continuar con el análisis. En este caso, al no ser un corpus muy extenso, pero en el que lo emitido está enmarcado en un evento específico, nos concentraremos directamente sobre la frecuencia de palabras específicas que tienen relación con lo que sabemos del evento para determinar las unidades de análisis. Se trata en esta parte, de visualizar de forma más decantada la estructura y orientación macro del discurso.

El criterio principal para elegir la unidad de análisis es la frecuencia con la que aparecen las palabras en el corpus. No obstante, la elección obedece también a la relación de las palabras entre ellas, de las palabras con el objeto de estudio y el contexto antes descrito.

Hacemos notar que, a partir de la lista arrojada por el programa, algunas palabras no serán tomadas en cuenta por ahora como unidades de análisis pese a su alta frecuencia, siendo que se trata de conectores gramaticales (por ejemplo: “no”, “también” “al”.) que, en esta parte del análisis, no representan un aporte medular para visualizar la estructura macro del discurso.

Por otra parte, hemos incorporado como unidad de análisis a ciertos verbos y palabras, que, si bien no están entre las 25 palabras más frecuentes, nos parecen de importancia ya que, en el caso de los verbos, tienen similitud con verbos que, si constan en la lista más frecuente, pues su definición es sinónima, y, en el caso de palabras, se relacionan directamente con el tema tratado.

Proponemos entonces profundizar el estudio sobre las 22 unidades de análisis siguientes eligiendo ocurrencia mínima 9 apariciones de una unidad dentro del corpus:

Ilustración 7. 22 unidades de análisis Hito 1 CONAIE

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %	HITO 1 CONAIE
derecho	7	38	2,55	1	6	85,71	85,71
conaie	6	30	2,01	3	7	100,00	100,00
nacional	8	28	1,88	4	7	100,00	100,00
gobemar	8	26	1,74	5	7	100,00	100,00
pueblo	6	26	1,74	5	6	85,71	85,71
territorio	10	26	1,74	5	7	100,00	100,00
compañero	9	23	1,54	8	4	57,14	57,14
nacionalidad	12	23	1,54	8	6	85,71	85,71
hermano	7	19	1,27	13	4	57,14	57,14
convocar	8	17	1,14	14	4	57,14	57,14
mujer	5	17	1,14	14	3	42,86	42,86
indígena	8	16	1,07	16	5	71,43	71,43
presidente	10	16	1,07	16	5	71,43	71,43
social	6	16	1,07	16	5	71,43	71,43
rechazar	8	15	1,00	19	5	71,43	71,43
ecuador	7	12	0,80	21	4	57,14	57,14
ecuatoriano	11	12	0,80	21	5	71,43	71,43
exigir	6	12	0,80	21	4	57,14	57,14
país	4	12	0,80	21	6	85,71	85,71
luchar	6	11	0,74	28	4	57,14	57,14
declarar	8	9	0,60	32	6	85,71	85,71
reclamar	8	9	0,60	32	2	28,57	28,57

Hemos procedido a continuación a codificar las unidades de análisis, es decir a construir una base de datos en la que se registran todos los segmentos textuales que contienen la unidad de análisis.

Para tal cometido, hemos realizado, en el programa *Maxqda 2022*, lo que se denomina, una codificación de los segmentos de interés. Esta codificación consiste en identificar los

segmentos que contienen las unidades de análisis compuestos de las doce palabras que la anteceden la unidad de análisis y las cinco que la siguen.

Así, hemos creado 22 “códigos” con los nombres de cada unidad de análisis. En cada código, se pueden encontrar, todos los segmentos (es decir fragmentos de texto) de las unidades de análisis correspondientes en todo el corpus sobre el que estamos trabajando, es decir los 7 documentos del corpus.

Una vez que estos códigos están registrados, el programa tiene la capacidad de calcular e identificar las asociaciones más relevantes en términos de distancias. Es decir, como lo explica Pardo Abril en su procedimiento, se trata de dilucidar la cercanía entre las unidades de análisis para “destacar grupos concretos y tejidos de relación, de manera que con este propósito se elaboran diagramas estratégicos, en los que se visualiza la relación de un conjunto de expresiones de interés en función de sus grados de asociación” (Pardo Abril 2007, 133).

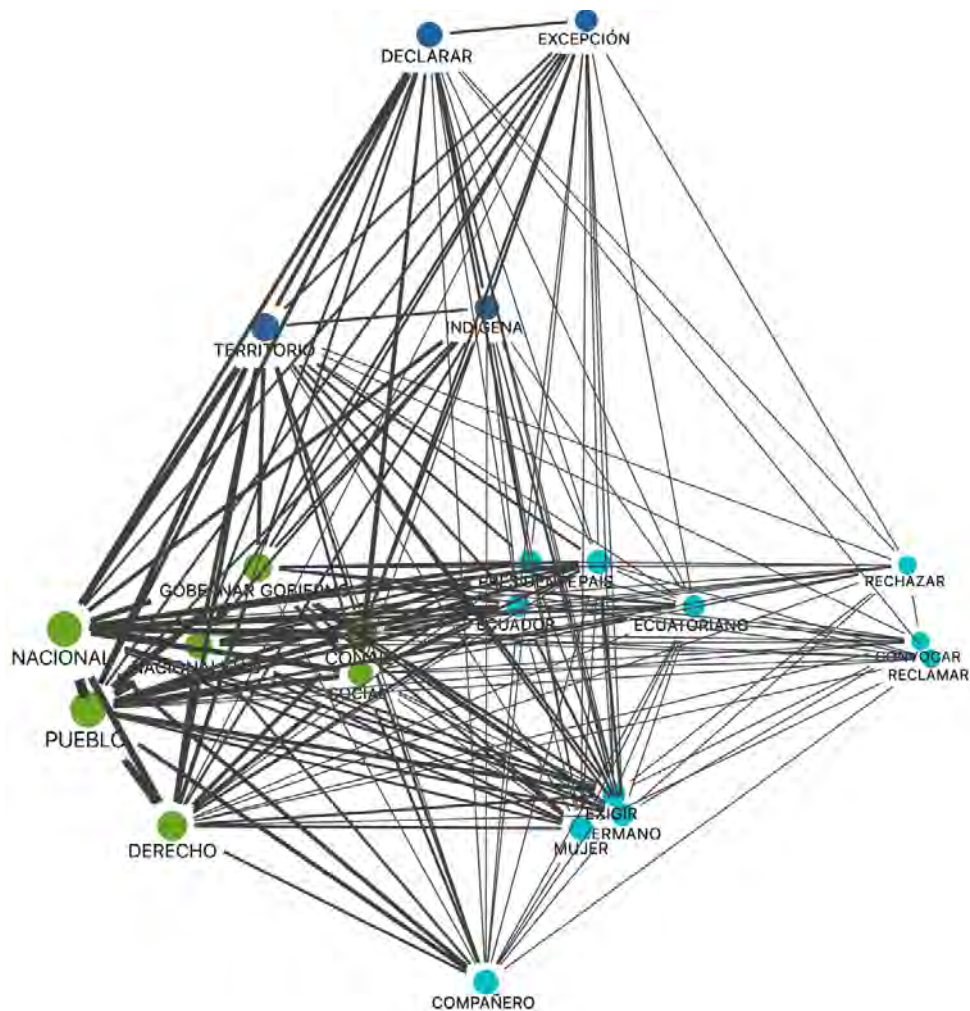
Para aplicar este procedimiento al programa *Maxqda 2022*, elegimos la función *Herramientas visuales-Matriz de relaciones de códigos*. A continuación, buscamos la *Proximidad de códigos en un mismo documento* que nos permitirá establecer la frecuencia (número de veces) en que dos códigos están presentes a un párrafo de distancia, es decir la frecuencia de su co-ocurrencia dentro del rango de un párrafo. Así, obtenemos el cuadro *Ilustración 8. Matriz de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE*. En este, los valores más altos corresponden a la mayor cercanía en términos de distancias entre dos códigos, es decir entre las unidades de análisis que lo componen, lo que nos sugiere mayor relación conceptual. Los valores más bajos, por su parte, corresponden a una distancia mayor entre las unidades de análisis que componen el código, lo que nos indica menor relación conceptual.

Ilustración 8. Matriz de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE

UNIDADES DE ANÁLISIS	EXCEPCIÓN	RECLAMAR	DECLARAR	PAÍS	EXIGIR	ECUATORIANO	ECUADOR	RECHAZAR	SOCIAL	PRESIDENTE	INDÍGENA	MUJER	CONVOCAR	HERMANO	NACIONALIDAD	COMPAÑERO	TERRITORIO	PUEBLO	GOBERNAR GOBIERNO	NACIONAL	CONAIE	DERECHO
EXCEPCIÓN	0	0	21	5	3	2	9	2	8	8	13	3	0	3	13	0	18	16	11	16	12	9
RECLAMAR	0	0	2	2	0	2	0	0	2	0	0	2	0	0	0	4	0	2	2	2	2	3
DECLARAR	21	2	0	8	5	9	10	2	13	12	18	3	0	3	19	4	29	29	21	29	19	10
PAÍS	5	2	9	0	8	5	11	3	11	7	9	6	0	12	14	9	18	14	14	26	16	7
EXIGIR	3	0	5	6	0	7	8	4	5	6	2	3	2	10	11	9	14	22	15	17	12	14
ECUATORIANO	2	2	9	5	7	0	4	2	10	4	6	9	3	5	7	2	10	20	13	13	10	8
ECUADOR	9	0	10	11	6	4	0	3	11	11	7	5	3	14	20	7	15	24	14	26	20	14
RECHAZAR	2	0	2	3	4	2	3	0	3	2	0	0	2	3	3	0	3	4	4	4	4	2
SOCIAL	8	2	13	11	5	10	11	3	0	15	10	9	2	10	24	12	18	33	24	36	18	24
PRESIDENTE	8	0	12	7	8	4	11	2	15	0	4	4	0	10	16	9	13	23	14	24	18	9
INDÍGENA	13	0	18	9	2	6	7	0	10	4	0	10	0	3	17	8	16	16	13	28	15	20
MUJER	3	2	3	6	3	9	5	0	9	4	10	0	0	3	12	7	4	19	12	20	17	19
CONVOCAR	0	0	0	0	2	3	3	2	2	0	0	0	0	3	2	0	3	4	2	3	3	2
HERMANO	3	0	3	12	10	5	14	3	10	10	3	3	3	0	15	8	12	21	11	20	13	10
NACIONALIDAD	13	0	19	14	11	7	20	3	24	16	17	12	2	15	0	17	26	46	26	50	23	33
COMPAÑERO	0	4	4	8	9	2	7	0	12	9	8	7	0	8	17	0	10	27	9	27	15	21
TERRITORIO	18	0	29	18	14	10	15	3	18	13	16	4	3	12	26	10	0	40	29	46	21	27
PUEBLO	18	2	29	14	22	20	24	4	33	23	16	19	4	21	46	27	40	0	45	66	38	50
GOBERNAR GOBIERNO	11	2	21	14	15	13	14	4	24	14	13	12	2	11	26	8	29	45	0	42	22	31
NACIONAL	18	2	29	26	17	13	26	4	35	24	28	20	3	20	50	27	46	66	42	0	40	50
CONAIE	12	2	19	16	12	10	20	4	18	19	15	17	3	13	23	15	21	38	22	40	0	25
DERECHO	9	3	10	7	14	8	14	2	24	8	20	19	2	10	33	21	27	50	31	50	25	0

El mapa visual que corresponde a este conteo de distancia es el siguiente:

Ilustración 9. Mapa de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE



En la *Ilustración 9. Mapa de relaciones de códigos Hito 1 CONAIE*, se representan con líneas más gruesas los valores más altos de cercanía entre las unidades de análisis, de acuerdo con su distancia más próxima. A la vez, esta distancia está representada por la distancia visual entre los distintos puntos que representan las unidades de análisis.

También, el programa *Maxqda 2022* establece automáticamente lo que Pardo Abril denomina los *clúster* o *análisis de conglomerados*, es decir grupos caracterizados y segmentados de las unidades de análisis. Estos grupos se forman por la similitud estadística entre las palabras, pero también tienen que responder a un criterio de “relevancia que tienen dentro del marco teórico y la coherencia semántica que proporcionen” (Pardo Abril 2007, 135). En la ilustración se establecen por colores y por la cantidad de unidades de análisis identificadas.

Hemos elegido que el programa establezca 3 agrupaciones principales. Siguiendo el criterio de frecuencia, podemos jerarquizar los clústeres de la siguiente manera:

1. Pueblo, derecho, nacional, nacionalidades, gobierno, CONAIE, social (verde)
2. Territorio, indígena, excepción, declarar (azul oscuro)
3. Compañero, hermano, mujer, ecuatoriano, exigir, Ecuador, presidente, país, rechazar, convocar, reclamar (turquesa)

Esta jerarquización nos permitirá seguir un orden a la hora de proceder al análisis cualitativo. Adicionalmente integramos a esta clasificación en *clúster* o conglomerados, las asociaciones de las palabras a cada unidad de análisis, a la que aumentaremos un criterio adicional, que consiste en asignar un referente a cada una de las agrupaciones que se desprenden de las asociaciones. En otras palabras, se le asigna un nombre específico que represente a cada clúster, lo que Pardo Abril denomina “tema”.

Con la integración de la información, obtenemos el siguiente cuadro:

Ilustración 10. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 CONAIE

	CLUSTER 1	
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
PUEBLO		DERECHOS Y DERECHOS DE LOS PUEBLOS Y NACIONALIDADES
DERECHOS		
NACIONAL		
NACIONALIDADES		
GOBERNAR/GOBIERNO		
CONAIE		
SOCIAL		
	CLUSTER 2	
TERRITORIO		TERRITORIO Y TERRITORIOS INDÍGENAS
INDÍGENA		
EXCEPCIÓN		
DECLARAR		
	CLUSTER 3	
COMPAÑERA/O		ORGANIZACIÓN INSTITUCIONAL DE PUEBLOS Y NACIONALIDADES
MUJER		
HERMANA/O		
ECUATORIANA/O		
EXIGIR		
ECUADOR		
PRESIDENTE		
PAÍS		
RECHAZAR		
CONVOCAR		
RECLAMAR		

Aquello nos conduce a otro paso presente en la propuesta de Neyla Pardo Abril y que consiste en determinar las concordancias, es decir identificar los co-textos en relación con una unidad

de análisis. Estas concordancias servirán para establecer modelos, paso que se abordará en el análisis cualitativo. En efecto, la función de las concordancias es la que nos permite visualizar en qué contexto se repite una misma unidad de análisis y con qué otras expresiones están relacionadas.

Análisis cualitativo

El paso analítico cualitativo buscará, en primera instancia, conocer si el discurso de la CONAIE, frente al anuncio gubernamental de implementar varias medidas que van en contra de los derechos que la CONAIE defiende, muestra señales de consistencia y coherencia. Aquello equivaldrá a identificar si el discurso de la CONAIE, en esta coyuntura precisa, comunica de forma estable su mensaje y vehicula valores e ideas que se mantienen y que son compartidas por el grupo.

Uno de los primeros criterios cualitativos es la comprobación de la consistencia y coherencia del discurso, que nos da indicios sobre su estructura, y, por ende, sobre las condiciones cognitivas de los que emiten el discurso.

En el contexto que nos ocupa y siendo que concentramos nuestro análisis sobre los pronunciamientos escritos y hablados de la CONAIE, el comprobar si los diferentes voceros emiten un mismo discurso acerca de un mismo acontecimiento da muestras de cuán cohesionada o no se encuentra dicha instancia, y por ende, si consigue reflejar o no una posición concertada y común, que se remite a códigos estables y que no es fruto de la improvisación.

Siguiendo los criterios propuestos por Neyla Pardo Abril para el análisis de la consistencia y coherencia del discurso, se trata de identificar cuál es el tipo de estrategia utilizada en el discurso y que determina cuán coherente y cohesionado es el discurso.

De acuerdo con su metodología, si el discurso se inscribe dentro de una estrategia de segmentación, quiere decir que presenta ideas conflictivas o aisladas entre sí, en contextos separados y con voces disonantes. Si, por el contrario, usa una estrategia de integración, significa que, en él, convergen los múltiples discursos y voces en un contenido cercano y con

contextos próximos. Finalmente, si es ambivalente, es que indica ideas que están en conflicto con voces distintas, aunque reflejan proximidad contextual (Pardo Abril 2007).

Para determinar a qué tipo de estrategia estamos enfrentados, procedemos a analizar la forma en que los temas y tópicos son puestos en escena, y la forma en que se cita a los actores nucleares del discurso.

El marco referente para calificar el tipo de estrategia utilizada se da en la forma consignada por Pardo Abril en el siguiente cuadro.

Ilustración 11. Configuración de estrategias de consistencia y coherencia

	TEMA/ TÓPICO	CO-TEXTO	CITA (VOCES)
Segmentación	Distintos	Aislados	Distintas
Integración	Similares	Próximos	Cercanas
Ambivalencia	Distintos	Próximos	Distintas

Fuente: Pardo Abril (2012, 154)

Concretamente, para proceder al análisis, hemos retomado los resultados de la fase cualitativa, que, como lo recordamos, ha arrojado la presencia de tres conglomerados o *clúster* distintos, es decir tres grupos en los que se relacionan unidades de análisis por su cercanía en el texto.

Al establecer el análisis cuantitativo de frecuencias de palabras y expresiones de estos tres grandes grupos, vemos las unidades de análisis que sobresalen, tal como indica la *Ilustración 12. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 CONAIE*, lo que nos ha permitido tematizar cada *clúster*. Estas temáticas son, para el clúster 1 los “Derechos y Derechos de los Pueblos y Nacionalidades”, el clúster 2, se ha denominado “Territorio y territorios de los pueblos indígenas” y el clúster 3 refiere a “Organización institucional de Pueblos y Nacionalidades”.

Una vez delimitados estos *clústeres* y su temática, hemos procedido, gracias a *Maxqda 2022* a reagrupar los segmentos de texto contenido en cada uno de los 7 documentos del corpus

Hito 1 CONAIE, obteniendo así, para el clúster 1, 71 segmentos a analizar, para el clúster 2, 31 segmentos, y para el clúster 3, 48 segmentos, como consta en los Anexos en las matrices de análisis *CONAIE H1 MC1*, *CONAIE H1 MC2*, *CONAIE H1 MC3*.

El análisis ha consistido, para cada clúster, en verificar en cada segmento, el grado de similitud, proximidad y cercanía entre, el contenido del segmento, el tema, el contexto y la voz. Es decir, comprobar si las unidades de análisis contenidas en el segmento guardan relación con la temática general del clúster, si el contexto del segmento guarda relación con la temática general del clúster y si, finalmente la voz del emisor discursivo contenida en el segmento está en fase con la temática del clúster⁷⁷.

Para proceder al análisis cualitativo, se integra en cada matriz los segmentos de cada clúster, obteniendo así tres matrices en el apartado *Anexos* de esta investigación. El formato de cada matriz es el siguiente y contiene los criterios necesarios para identificar el texto y proceder al análisis. En esta parte del análisis cualitativo, pondremos atención a los criterios señalados a continuación en verde:

Ilustración 12. Matriz de análisis cualitativo: coherencia y consistencia

CONAIE H1 MC1- ANALISIS CUALITATIVO								
DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DECISIÓN/DECIDIR NO, PAÍS ECUADOR /ECUATORIANO GOBERNAR/GOBIERNO SEGURIDAD	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/ CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN

Documento fuente: indica el documento del corpus del que se extrae el segmento de texto.

Segmentos: indica el número del segmento a analizar. Utilizaremos la referencia de segmento abreviado en (sgto,) para ubicar en la base de datos a qué segmento de texto nos referimos.

⁷⁷ En este último punto, es evidente que casi siempre encontraremos que la voz es cercana puesto que el corpus elegido pone en escena a protagonistas internos al discurso emitido y analizado. La voz solo podría ser distinta si un miembro de la organización hablara en contra de su propio colectivo.

Segmentos que contienen las unidades de análisis: indica el fragmento de texto en el que se registra la ocurrencia de la unidad de análisis de interés

Tema/tópico: indica la definición o referencia contenida en la unidad de análisis. Su sentido en el contexto utilizado. Se tiene que definir si existe cercanía entre el texto emitido y el tema general que se está abordando.

Contexto/Cotexto: indica las conexiones o asociaciones de la unidad de análisis con el resto del texto.

Voces: indica si el vocero es afín con el tema que se está abordando

Estrategia de consistencia y coherencia: indica qué estrategia se aplica para el fragmento analizado

El análisis arroja los siguientes resultados:

Para el clúster 1, cuyo detalle está contenido en la Matriz *CONAIE H1 MC1* que figura en el Anexo y cuya temática definida es “Derechos y derechos de los pueblos y nacionalidades” y cuyas unidades de análisis son: “Pueblo”, “Derechos”, “Nacional”, “Nacionalidades”, “Gobierno”, “CONAIE”, “Social”, hemos podido observar las siguientes particularidades.

La unidad de análisis “pueblo” es utilizada según dos modalidades que hacen entrever los dos niveles de “derechos” que encierra la temática.

Por un lado, el “pueblo” como nominación de todo el pueblo de la nación Ecuador, como sujeto social de derechos, enmarcado en la esfera del Estado de derecho en su concepción republicana. En varias ocasiones, esta nominación también encierra una alusión de clase social ya que el discurso marca menciones a la clase dominada que debe luchar para hacer reconocer sus derechos. Este acento es reiterativo puesto que en múltiples ocasiones la utilización de “pueblo” se asocia a expresiones como “en resistencia” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.3), “Ustedes son pagados por el pueblo” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.59),

“Ustedes tienen que garantizar los derechos del pueblo” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.60),
“pueblo ecuatoriano, vamos a la unidad” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.63).

Por otro lado, el lema “pueblo” refiere a “pueblos y nacionalidades” que remite directamente a los pueblos indígenas, en este caso del Ecuador. Esta mención engloba un sujeto de derechos específico, amparado por unos instrumentos jurídicos concretos. Es de notar que la forma de nominación asociada a “pueblos y nacionalidades” siendo la CONAIE el vocero discursivo, utiliza a menudo “nuestro”, “nosotros” marcando así la relación directa y concreta de la identificación entre el vocero y esta nominación.

La unidad de análisis “derecho” como de las más frecuentes en este *clúster*, también está aludida en dos niveles, asociados a los dos usos de “pueblo” que acabamos de describir. Por un lado, “derechos” del “pueblo ecuatoriano” en su conjunto, que remite a los derechos contenidos en los instrumentos jurídicos que rigen el estado de derecho del Ecuador como república y nación. En este ámbito de reivindicación, el lema “derechos” se asocia además desde una perspectiva de clase social. Es decir que la lucha por los derechos se enmarca en la retórica de la lucha social con acentos marxistas.

Por otro lado, los “derechos” de los “pueblos y nacionalidades” remiten a instrumentos jurídicos internacionales pero reconocidos por el marco estatal ecuatoriano, y que también están consignados en la Constitución de la República del Ecuador. En este sentido, el lema “derechos” remite a una reivindicación desde la perspectiva identitaria y cultural que se plasma en una lucha llevada adelante por los pueblos originarios en todo el mundo y que se condensa en demandas y concepciones precisas en cuanto al territorio, a la autodeterminación jurídica, cultural, de gobierno. (Naciones Unidas, 2007).

En el discurso, los dos niveles de “derechos” se mencionan, sin que se haga énfasis explícito en la diferencia entre unos y otros. No obstante, la forma de mención se modula en el lenguaje, pues a menudo los “derechos” del “pueblo ecuatoriano” se aluden como “sus derechos” marcando una cierta distancia, mientras que, cuando se refiere a los “derechos” de “pueblos y nacionalidades”, se utiliza “nuestros derechos”.

El lema “nacional” está asociado en ocasiones a “gobierno” que indica la representación del Estado y de sus autoridades. En ese sentido, y de forma reiterativa, el gobierno se representa como el actor que materializa la vulneración de los “derechos” y se representa a la vez, como actor activo de esta vulneración o simplemente también como un actor con rasgos nefastos, asociándolo a expresiones descalificativas como “oprimidos por el gobierno” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.1), “paquetazo neoliberal y el “Gobierno de los ricos” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.5), “Gobierno Nacional, en complicidad con el imperialismo representado por el FMI y la burguesía de este país, que profundizan las condiciones de explotación de nuestro pueblo” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto. 6), “Gobierno entreguista” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.7), “Responsabilizamos al gobierno nacional de los hechos de violencia” (Anexos CONAIE H1 MC1 sgto.14), para citar algunos ejemplos.

También, “nacional” se refiere a la designación geográfica de lo que abarca la nación del Ecuador en términos de territorio concreto o en términos políticos, cuando se habla de “territorio nacional”, “movilización nacional”, “unidad nacional”, “organismos nacionales”, “a nivel nacional”. Aquellas menciones nos dan indicios sobre la postura de CONAIE en cuanto al reconocimiento del Ecuador como nación y que, fundamentalmente, coincide con el diseño republicano del Estado Nación ecuatoriano. Esta conceptualización en el discurso será uno de los puntos medulares que, al complementar con otros elementos, serán objeto del análisis interpretativo del siguiente capítulo.

Podemos decir, que a lo largo del análisis de este *clúster* 1, y a la luz de la temática que atraviesa el conglomerado, la relación entre tema, contexto y voz es estable, sobresaliendo así la utilización de una estrategia de integración en el discurso, que muestra coherencia y consistencia.

En lo que concierne el *clúster* 2, cuyas unidades de análisis son “Territorio”, “Indígena”, “Excepción”, “Declarar” y la temática definida es “Territorio y Territorios indígenas”, destacamos los siguientes elementos.

El lema “territorio” que está en el centro de los segmentos que han prevalecido en aquel conglomerado, presenta dos sentidos principales en el discurso: por una parte, el de

“territorios indígenas” que refiere a la materialización de la autodeterminación de los pueblos indígenas. En ese sentido, los territorios son los espacios físicos donde viven los pueblos, pero, además, se remiten también a la dimensión jurídica en tanto son sujetos de derechos específicos. También entra en línea la dimensión simbólica ya que en los territorios indígenas es donde los pueblos pueden ejercer sus derechos culturales, de gobierno, de educación, de salud. Este sentido de territorio se contrapone a la visión liberal de la propiedad privada pues los territorios indígenas son espacios comunitarios y de reproducción de la vida (Comandante Tacho 2007, Kantule 2020, Mamani 2010).

La mención a los “territorios indígenas” en el discurso está a menudo asociada a “nuestros” que indica que es donde se reconocen los pueblos y nacionalidades que este caso están representados por la vocería de CONAIE. El sentido comunitario está marcado además en varios otros elementos que acompañan el “territorio” y que refieren a los bienes comunes que hacen parte de los territorios tales como “agua”, “nuestros páramos” (Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.2), “los bosques” (Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.24), “bienes de la naturaleza” (Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.29)

Por otro lado, la mención a “territorio” asociada a “nacional” se refiere al territorio de la nación ecuatoriana de acuerdo con su reconocimiento dentro del sistema mundial. Este reconocimiento es asumido por el movimiento CONAIE, que también enmarca su ámbito de acción dentro de ese margen institucional. Así, anuncia “medidas de hecho en todo el territorio nacional” (Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.5), “gran movilización indefinida en todo el territorio del país”(Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.14); “declarar todo el territorio ecuatoriano, un territorio libre de extractivismo” (Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.25), como también denuncian el “estado de excepción en todo el territorio nacional”(Anexos CONAIE H1 MC2 sgto.7) , asimilando a la vez, un ámbito territorial de lucha, delimitado en un campo geográfico preciso y en el que se reconocen, así como cuestionando una medida que otorga esta misma institucionalidad en el espectro geográfico que le corresponde.

Aquella forma discursiva, en la que el lema “territorio” es utilizado en función de reivindicar la lucha en un ámbito geográfico que se asimila a la versión territorial, institucional y política del Estado Nación, y a la vez, sirve para cuestionar la legitimidad de las normas que

posibilitan ese marco institucional, llega a su máxima expresión, cuando la CONAIE utiliza el titular “CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas” (Anexos CONAIE H1 MC2 scto.30), que recupera la figura de “estado de excepción”, expresando su intención de utilizar una medida fuera de la normalidad, como lo implica cuando esta es invocada por el Estado⁷⁸. En este contexto, la CONAIE muestra su intención de aplicar el mismo tratamiento de excepcionalidad a los representantes del Estado que incursionen en sus territorios, haciendo valer así una forma de soberanía. Aquel derecho soberano se expresa en

En ejercicio de nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción de los pueblos y nacionalidades, reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador (Anexos CONAIE H1 MC2 scto. 37).

Esta forma de utilización de la misma expresión “estado de excepción” pretende dejar marcada la intención de CONAIE de que puede, al igual que el Estado, apelar a instrumentos jurídicos para hacer valer sus derechos. Devela su propósito de mostrarse en igualdad de condiciones con el Estado para negociar sobre los temas que están en juego en aquella coyuntura. También quiere mostrar su capacidad de actuar con una fuerza legítima similar a la del Estado, mismo si esta se restringe a su aplicabilidad en los territorios indígenas.

En el análisis cualitativo de este *clúster 2*, hemos podido verificar que se ha puesto en marcha una estrategia de integración, puesto que la temática se compadece con el contexto y las voces que protagonizan el discurso.

Finalmente, en lo relacionado con el *clúster 3*, cuya temática transversal es “Organización institucional de Pueblos y Nacionalidades” y en la que los lemas principales son “Compañero”, “Mujer”, “Hermano”, “Ecuador”, “Ecuatoriano” “Presidente”, “País” y los verbos “Exigir”, “Rechazar”, “Convocar”, “Reclamar”, “Convocar”, podemos destacar los siguientes elementos.

⁷⁸ Bajo ciertas condiciones la declaratoria de estado de excepción ampara jurídicamente a las instituciones estatales para restringir libertades y aplicar medidas excepcionales de control o, en ciertos casos también, hacer uso de fondos públicos sobrepasando los candados de control legislativo. En el caso del Ecuador, estas condiciones están consignadas en la Ley de Seguridad Pública y del Estado.

Los segmentos que contienen en prioridad las unidades de análisis antes citadas y el análisis cualitativo bajo aquella temática, nos da indicios sobre un tipo de vocabulario específico que caracteriza a las relaciones comunitarias en el seno de la organización. Lo más evidente es la utilización de los apelativos “hermanos”, “hermanas”, “compañeros”, “compañeras” que son formas muy precisas de designar a los miembros que son parte de la organización.

Se desprende que estas formas de nombrar son utilizadas de forma interna para dirigirse a quienes pertenecen a la organización y desde esa forma, interpelarlos. La intención es congregarlos a iniciar la acción común, incluso como una suerte de arenga para hacer conocer de forma pública, una convocatoria interna. Esto se destaca en los segmentos “Hermanos y hermanas, por los derechos (...) a la gran movilización nacional” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 1), “nos convocamos hermanos y hermanas a esta resistencia nacional” (sgto 34), “hermanos presidentes de los pueblos y nacionalidades del Ecuador” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto.37), “Hermanos y hermanas, la CONAIE y las organizaciones sociales, estamos juntos” (CONAIE H1 MC3 sgto. 41). Con la misma intención, es utilizado el nominativo “compañeros” “compañeras” en el segmento 39 “Compañeros, compañeras, los pueblos y nacionalidades, las organizaciones sociales siempre de pie, nunca de rodillas”.

Adicionalmente, el término “compañero/a” en muchas ocasiones, antecede la nominación de un miembro específico de la organización, como señal del reconocimiento de que el individuo pertenece al colectivo, como muestra de un respaldo institucional. Por ejemplo “El compañero Marlon Santi coordinador Nacional de Pachacutik, compañero Jairo Gualinga, dirigente la juventud de la CONAIE” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 14); “nos solidarizamos con el compañero líder indígena, nuestro coordinador Nacional de nuestro movimiento Pachakutik y también, de nuestro compañero, Jairo Gualinga, nuestro dirigente de la juventud de la CONAIE” (sgto.20) “no vamos a permitir que sigan criminalizando a otros compañeros líderes” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 26).

De forma general observamos que no se suele evocar a alguna persona como parte de la organización sin esta mención. Aquello subraya el carácter comunitario de la organización, en el que los miembros gozan de un trato común y sin distinción, que implica a la vez, una solidaridad y defensa incondicional cuando un miembro se encuentra en una situación difícil,

así como una responsabilidad al requerir una reciprocidad de compromiso con la organización y una obediencia al llamado unitario de la lucha.

Es de notar, la forma distintiva de nombrar a ciertos actores de la organización con la formula específica de “presidente”. En efecto, este lema se utiliza para nombrar, dentro de la organización, a determinados líderes que ostentan una posición jerárquica de autoridad “presidente de la CONAIE” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 2-11) “presidentes de las comunidades, presidente de las asociaciones, presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador, presidente de la regional y todas sus estructuras” (Anexos CONAIE H1 MC3 scto. 33). Esta forma de nombrar, pese al carácter comunitario de la organización, otorga un grado tanto de autoridad como de responsabilidad diferente en relación con los otros “compañero/as”, que denota una estructura organizativa piramidal, con niveles de liderazgo y mando específicos.

El lema “presidente” es utilizado en el discurso también asociado a “de la república” o “Lenin Moreno” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 3-4-15) que demuestra que la CONAIE como organización reconoce la autoridad republicana encarnada en el presidente de la república. A la vez que lo nombra sin ambigüedad, también lo interpela “señor presidente Lenin Moreno, (...) también convocamos a las medidas de hecho en las calles” (Anexos CONAIE H1 MC3 scto. 3); “Rechazamos con frontalidad todo el paquetazo económico anunciado por el señor presidente Lenin Moreno” (sgto. 4); “Eso estamos exigiendo señor presidente Lenin Moreno” (CONAIE H1 MC3 scto. 15). La distancia que se antepone, por un lado, es una marca de respeto y reconocimiento de la figura presidencial, pero también, un llamamiento a la autoridad que encarna el cargo de presidente, y que debe responder ante la situación que enfrenta todo el país. Será de interés interpretar el contexto histórico y social que lleva a reconocer y reproducir dentro de la organización, las estructuras piramidales y jerárquicas.

Otros de los lemas utilizados en contextos que le otorgan varios sentidos son “Ecuador” y “ecuatoriano/a”. Podemos notar que, en la mayoría de los casos, “Ecuador” es utilizado dentro de la nominación CONAIE, es decir Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador. En estos casos, “Ecuador” es parte del nombre de la organización, lo que sitúa a la

organización dentro de una margen geográfico y político-institucional preciso, la nación Ecuador.

En otros casos, “Ecuador” se utiliza para designar la nación y el espacio geográfico “estado de excepción declarado en Ecuador” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 8), “lo que está sucediendo en nuestro Estado, Ecuador” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 35), “todos los sectores sociales del Ecuador” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 42). Aquello marca el reconocimiento de los voceros de la CONAIE con la estructura y la territorialidad de la nación.

Otro lema que llama especialmente la atención, y que se relaciona con el vocabulario específico de la organización social, es “mujeres”. En este contexto discursivo se refiere a una categoría específica de la lucha social. Aquello se expresa primero, en la nominación de “mujeres” asociado a “como mujeres CONAIE, como mujeres ECUARUNARI, como mujeres CONFENAIE, como mujeres CONAICE” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 13) que designa el sector de la organización que se dedica específicamente a los derechos de las mujeres. Esta forma de nominación que le da un carácter institucionalizado a la lucha es la expresión de que el tema de género está dentro de las preocupaciones de la organización, y que la reivindicación por los derechos toma en cuenta una perspectiva de género. Esto se demuestra también a través de la vocería de mujeres para aludir a estos derechos específicos.

Segundo, en el discurso, se habla de “las compañeras mujeres” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 16); “nuestras mujeres” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 18); “mujeres indígenas” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 19); “mujeres líderes” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 21); “nos han querido callar a nosotros como mujeres indígenas” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 25) que designa a las miembros mujeres dentro de la organización y que acompaña una reivindicación relacionada con especificidad a los derechos de las mujeres indígenas, contemplando así los dos tipos de derechos específicos que son objeto de reivindicación y que corresponden a sectores sociales vulnerados de forma específica y sistemática.

Finalmente, cabe destacar los verbos más a menudo utilizados, y que son propios del vocabulario reivindicativo. En la mayoría de los casos, se utiliza la primera persona del plural

que enfatiza el carácter común de demandas o reclamos expresados cuyo vocero es la organización social CONAIE. Así, las expresiones más utilizadas son “convocamos” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 1-3-6-32-33-34-35); “rechazamos” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 4-12-36-42-43) “nos declaramos” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 3-7.41); “estamos exigiendo” o “exigimos” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgtos. 15-23).

Las expresiones asociadas al rechazo o a las exigencias interpelan al Estado o a sus funcionarios. Así, el rechazo se materializa contra: “el paquetazo económico anunciado por el señor presidente Lenin Moreno” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 4); “la actitud del gobierno frente al pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 12); “la actitud agresiva del gobierno nacional” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 36); “todo atropello de los derechos” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 42); “las medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H1 MC3 sgto. 43), enumerando entonces claramente las acciones del gobierno que han suscitado el desacuerdo y, por ende, la escalada conflictiva.

El análisis cualitativo del *clúster* 3, que busca determinar el tipo de estrategia de coherencia y consistencia utilizada en el discurso muestra que, de forma sistemática, existe una relación estable entre el tema, el contexto y las voces que emiten el discurso. Así, podemos decir que se utiliza una estrategia de integración, en la que el vocabulario, especialmente el que se relaciona con la organización social es reiterativo, institucionalizado y asimilado por los diferentes voceros que intervienen de forma pública. Aquello muestra que existe una sólida cohesión en la organización, en la que los valores que se reivindican se transparentan y se comparten.

Una vez que se ha puesto en evidencia las estrategias de coherencia y consistencia de los discursos consignados en este primer hito, el análisis cualitativo, siguiendo la metodología de Pardo Abril, buscará dilucidar las estrategias de transformación y de legitimación del discurso que se ponen en marcha y que entregan indicios relevantes para, posteriormente, alcanzar una interpretación que es la que servirá para aclarar las intenciones, los juegos de poder y las ideologías que están detrás del discurso y que permiten clarificar si existen abusos de poder, pero también potenciales ejes de resistencia.

Transformación discursiva

Tal como lo hemos descrito en el inicio de este capítulo, en el punto 1.1.3. *¿En qué consiste el análisis cualitativo?*, las estrategias de transformación del discurso son las que, bajo múltiples modalidades, nombran o eluden a ciertos actores con la intención de entregarles o quitarles protagonismo, y, de esa manera, conseguir un efecto en los receptores del discurso. Por su parte, las estrategias de legitimación son las que buscan que el receptor adhiera al discurso y comparta los valores que se están transmitiendo.

A partir del corpus de este hito (7 documentos) y de conglomerados (*clúster*) que hemos delimitado, hemos procedido a analizar, bajo el prisma de cada temática, la forma en que se nomina a los actores (transformación), así como, el tipo de estrategia que se ha utilizado para legitimar el discurso.

De acuerdo con las categorías definidas por Pardo Abril, resumimos a continuación los resultados de ese análisis, y que consta en detalle en las matrices Anexos *CONAIE H1 MC1*, *CONAIE H1 MC2* y *CONAIE H1 MC3*.

El análisis correspondiente a las “Estrategias de transformación” está consignado en las matrices de análisis bajo la categoría señalada en verde a continuación.

Ilustración 13. Matriz de análisis cualitativo. Estrategias de transformación

CONAIE H1 MC1- ANALISIS CUALITATIVO								
DOCUMENTO FUENTE	SE GM EN TOS	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DECISIÓN/DECIDIR NO, PAÍS ECUADOR/ECUATORIANO GOBERNAR/GOBIERNO SEGURIDAD	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/ CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN

En lo que concierne a los actores nombrados en el discurso del corpus del Hito 1 observamos que se han utilizado las estrategias de reordenamiento y sustitución de las siguientes formas.

Se desprende del discurso, que el actor vocero del discurso es la CONAIE, es decir la institución colectiva, que es representada también a través de organizaciones filiales como “COICA”, “CONAIE Mujeres” que son dos de las vocerías presentes en este corpus, pero también ECUARUNARI, CONFENIAE, CONAICE, filiales que la CONAIE incluye como protagonistas de las reivindicaciones.

CONAIE es entonces el agente activo que habla en nombre de actores protagonistas y al mismo tiempo beneficiarios de la lucha social que se lleva adelante. Los actores protagonistas y beneficiarios son el “pueblo”, que refiere al pueblo ecuatoriano en su conjunto, y “pueblos”, como nominativo de los “pueblos y nacionalidades indígenas”.

El otro actor presente en el discurso es el Estado, materializado en distintas entidades, “gobierno nacional”, “ministros” para referirse a todos los actores que toman decisiones en el nivel ejecutivo. Se alude también directamente al presidente de la república, al que se nombra por su cargo “presidente de la república” y/o por su nombre “Lenin Moreno”, así como también a ciertos miembros del poder ejecutivo que son señalados por sus cargos “señor vicepresidente”, “señora ministra de gobierno”.

La estrategia de reordenamiento, a la que se apela por parte de los voceros del discurso, funciona en dos niveles. Por una parte, se enfatiza en el papel de la CONAIE como el agente activo y protagonista de las acciones propositivas. Aquello está presente en la forma en que se le asocia con los verbos de acción como, por ejemplo, “nos declaramos”, “rechazamos”, “nos solidarizamos”, “exhortamos” (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019). También, se ve plasmado su liderazgo en frases como “convoca a la gran unidad”, “estamos juntos para exigir”, “convocar a la gran movilización nacional” (Anexos CONAIE H1 Doc 4 2019).

Adicionalmente, CONAIE se presenta como el garante de los derechos y por tanto como proponente y líder de las acciones, lo que se refleja en expresiones como “somos los garantes de los derechos colectivos”, “seguimos en pie de lucha”, “exigir al gobierno nacional”, “somos voceros”, “vamos a seguir defendiendo” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019). También, se atribuye la defensa de los derechos y de los territorios con un amplio alcance

geográfico lo que se refleja en las expresiones “garantes de los derechos (...) a nivel local, nacional, internacional”, “todo el territorio del país” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019).

Al mismo tiempo, los actores “pueblo” y “pueblos y nacionalidades” son descritos como agentes activos en la lucha, pero, que responden a un liderazgo o una decisión colectiva que está por encima de estos. En múltiples ocasiones, los voceros se dirigen a la colectividad comunicando sobre las decisiones o estrategias adoptadas. Esto se desprende sobre todo del análisis del *clúster* 3 en que se develan las formas de nominación interna con los apelativos de “compañero/as”, “hermano/as” propias del lenguaje de la organización y que sugieren el llamado a la acción colectiva, pero bajo un liderazgo que indica una cierta estructura jerárquica y piramidal en la que hay voces mandantes (CONAIE) y voces obedientes (pueblo y pueblos y nacionalidades).

“Pueblo” y “pueblos y nacionalidades” son representados como agentes pasivos y vulnerables de la acción abusiva del Estado, cuya defensa es asumida en su nombre por la CONAIE. El reordenamiento, mediante el cual se vuelve pasivos a estos actores, se hace presente en expresiones como “oprimidos por el gobierno” (Anexos CONAIE H1 Doc 1 2019), “afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H1 Doc 2 2019), “abuso de autoridad contra el pueblo” (Anexos CONAIE H1 Doc 1 2019), “se robaron la plata del pueblo”, “se llevaron el dinero del pueblo” (Anexos CONAIE H1 Doc 5 2019), “a nombre de las nacionalidades amazónicas del Ecuador” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019).

Observamos que se hace también presente la estrategia de sustitución, que consiste, o bien, en aludir a los actores atribuyéndoles rasgos personalizados para impregnarlos de ciertas características que podrían tender a catalogarlos de forma inequívoca, o bien, en impersonalizar a los actores, con una intención de objetualizarlos, quitarles sus dimensiones humanas.

Aquí, se representa a “pueblo” bajo una forma personalizada, en ese sentido, es un actor tangible pero no determinado. Aquello se expresa en frases como “el pueblo es el que decide”, “se unan al pueblo”, “el pueblo es el que define”, “con el pueblo no se juega” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019).

En el caso de “pueblos y nacionalidades” se recurre a una figura de personalización por asimilación colectiva⁷⁹, que también sugiere que son actores tangibles, pero no determinados. Así por ejemplo se los relaciona con una cuantificación “15 pueblos”, “18 nacionalidades” (Anexos CONAIE H1 Doc 7 2019) o con un derecho que les es propio “nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción” (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019). En otras palabras, aquella forma de nombrar les otorga un estatus de objeto de derechos a la vez que minimiza la dimensión de seres individuales.

A propósito del otro actor presente, el Estado, el vocero del discurso de la CONAIE lo representa como el actor responsable de la vulneración de derechos. En este sentido, recurre a la estrategia de reordenamiento, mostrando el papel activo del Estado en esta vulneración, al señalar sus acciones lesivas, pero, al mismo tiempo, minimizando su capacidad de liderazgo, ya que se lo describe como un receptor pasivo de los reclamos de CONAIE.

Aquello se expresa por ejemplo en la forma que el vocero dirige a los actores del Estado “sepan comprender” (Anexos CONAIE H1 Doc 4 2019) o describe sus acciones de forma indirecta (diátesis pasiva) “medidas económicas tomadas por” (Anexos CONAIE H1 Doc 2 2019), “los hechos cometidos por este gobierno”, “el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona” (Anexos CONAIE H1 Doc 1 2019) que ponen al sujeto Estado en una postura subordinada, aún si son sujetos de toma de decisiones.

De igual forma, CONAIE no se dirige directamente a los actores del gobierno, sugiriendo así una posición de superioridad. Así, utiliza verbos al infinitivo o voces indirectas para marcar esa distancia, “exigir al gobierno nacional (..) derogue todos los decretos”, “reclamar también y al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social”, “para que sugieran al gobierno nacional pare estás medidas que atropellan los derechos” (Anexos CONAIE H1 Doc 7 2019).

Por otra parte, la estrategia de sustitución con la que opera la CONAIE cuando representa al Estado, consiste en una personalización por sobredeterminación que pretende mostrar que el

⁷⁹ Pardo Abril señala que esta figura es recurrente cuando se trata de representar a colectivos. El cuantificador en plural es un atributo de esta figura (Pardo Abril 2007).

Estado encarna los intereses de una clase social, es decir que personifica a una potencia externa en el contexto nacional del Ecuador. Es así como, el gobierno y sus actores son descritos como “de los ricos”, “en complicidad con el imperialismo” (Anexos CONAIE H1 Doc 2 2019), “haya tenido favoritismos y haya sido siempre corresponsables para que los beneficios pasen siempre a manos privadas” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019). Esta estrategia pretende, amalgamar al Estado con una clase social elitista, alejada de los intereses del pueblo, y así deslegitimar cualquiera de sus acciones o decisiones desde esa concepción de clase.

Legitimación discursiva

En esta última parte del análisis cualitativo del Hito 1 CONAIE, nos referiremos a las estrategias de legitimación utilizadas en el corpus, y que nos darán indicios sobre las maneras de construir la realidad en términos de poder, con la cual es factible delimitar entre quienes se representan como dominadores y quiénes como dominados (Pardo Abril 2007).

El análisis de las “estrategias de legitimación” se consignan en la matriz bajo la categoría que señala a continuación en verde:

Ilustración 14. Matriz de análisis cualitativo: estrategias de legitimación

CONAIE H1 MC1- ANALISIS CUALITATIVO								
DOCUMENTO FUENTE	SE GM EN TOS	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DECISIÓN/DECIDIR NO, PAÍS ECUADOR /ECUATORIANO GOBERNAR/GOBIERNO SEGURIDAD	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/ CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN

Hemos podido observar que la CONAIE apela a la estrategia de negociación, que, según Pardo Abril, implica poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad y, por ende, también, las formas discursivas de construir el mundo de acuerdo con sus intereses (Pardo Abril 2007).

También, la CONAIE utiliza la estrategia de acusación/justificación que consiste en, desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad y de las acciones de un sector opositor, y a la vez, construir una respuesta discursiva a esa amenaza para preservar una sola versión de orden social (Pardo Abril 2007).

A continuación, presentamos los principales hallazgos de estas estrategias en el discurso, y que constan con detalle en las matrices en ANEXOS.

La CONAIE apela a una forma de legitimación del discurso bajo una estrategia de acusación/justificación cuando hace un cuestionamiento en el plano moral sobre las actuaciones del gobierno nacional. Así, esgrime argumentos acusatorios que ponen en evidencia que los actores del Estado faltan a su deber de gobernar y velar por la mayoría, puesto que ciertas de sus decisiones y actitudes están en contradicción con el interés general y sirven los intereses de un solo sector. Aquello se expresa cuando se asocia al gobierno nacional con acciones como “gobierno de los ricos”, “complicidad con el imperialismo representado por el FMI”, “gobierno entreguista” (Anexos CONAIE H1 Doc 2 2019), “cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional y de los poderes económicos del país” (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019).

También, la CONAIE denuncia al gobierno de abusar de su poder en relación a la declaratoria de estado de excepción, lo cual se expresa en: “violaciones que ocurren en esta coyuntura”, “medida lesiva que contribuye a agravar la crisis”, “respuesta es la prepotencia y abuso de autoridad”, “hechos de violencia, intimidación, persecución y criminalización de derechos políticos y civiles” (Anexos CONAIE H1 Doc 1 2019), “Han reprimido a niños, han reprimido a personas de la tercera edad, han reprimido a nuestras mujeres”, “Estado no nos garantiza ningún derecho”, “Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos”, “violencia y la criminalización de la protesta social” (Anexos CONAIE H1 Doc 5 2019), “medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano”, “atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador, tenemos más de 350 apresados” (Anexos CONAIE H1 Doc 7 2019) “la brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública”, “insistencia del Gobierno Nacional de avanzar sobre nuestros territorios con la

explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida” (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019).

Estas valoraciones negativas sobre el gobierno, que tienden a desequilibrar el ejercicio de su poder, cuestionando su legitimidad desde valores de justicia y moral, se acompañan de propuestas de acciones positivas y de interés colectivo por parte de la CONAIE. Estas acciones, se presentan como justificadas para contrarrestar las decisiones lesivas del gobierno y así, procuran entregar un mensaje de nuevo equilibrio de poder.

De esa manera, se describe la respuesta del “pueblo” y de los “pueblos y nacionalidades” con expresiones como “en resistencia activa” (Anexos CONAIE H1 Doc 2 2019); “compañeros que luchan por los derechos de colectivos de los pueblos y nacionalidades”, “Seguimos exigiendo que nuestros derechos no sean vulnerados” (Anexos CONAIE H1 Doc 5 2019), “rechazamos las medidas (...) que afectan a toda la población”, “defender nuestros derechos”, “exigir al gobierno nacional (...) derogue todos los decretos que atropellan directamente los derechos”, “reclamar (...) al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social”, “reclamando nuestros derechos y en rechazo a las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos”, “Seguiremos reclamando por la libre determinación de nuestros pueblos, por el derecho a la protesta social” (Anexos CONAIE H1 Doc 6 2019), “vamos a la unidad, vamos a la resistencia”, “siempre de pie, nunca de rodillas”, “por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes”, “por los derechos de nuestros territorios, del agua, de nuestros páramos” (Anexos CONAIE H1 Doc 7 2019).

Al mismo tiempo, la estrategia de negociación está también muy presente en el discurso de esta primera fase de la temporada de protestas. En efecto, si queda claro que la intención de la CONAIE es poner en evidencia la actuación del Estado en condiciones de desigualdad de fuerza, mostrando que este hace un uso desmesurado de los mecanismos de su fuerza legítima y de sus instrumentos jurídicos, también se devela una real voluntad, como representante de los sectores sociales y de la sociedad en general, de buscar un diálogo que pueda derivar en acuerdos satisfactorios para la mayoría. En otras palabras, si bien el discurso de la CONAIE,

en esta primera fase, se muestra como confrontativo con el gobierno, a la vez guarda cierta compostura para no cerrar posibilidades a un diálogo.

La estrategia de negociación se ve plasmada, por ejemplo, en la representación del “territorio”, que como lo hemos detallado en el análisis del *clúster* 2, en el discurso de la CONAIE está contemplado según varias escalas; la una que refiere a los “territorios indígenas” como una entidad jurídica, simbólica-cultural, pero también geográfica, siendo el lugar en que los pueblos indígenas ejercen su autodeterminación y pueden reproducir y precautelar sus modos de vida. Esta concepción, que está contemplada en instrumentos jurídicos internacionales, es objeto permanente de las reivindicaciones del movimiento indígena.

La otra concepción refiere al “territorio nacional”, como referente de la nación del Ecuador, que implica un espacio geográfico y unos límites soberanos bajo la responsabilidad del Estado.

Como hemos visto, estas dos representaciones de “territorios” están aludidas en el discurso, con el reconocimiento por parte de la CONAIE de ambas. Si bien, en tanto organización social que lucha por los derechos de los pueblos indígenas, la CONAIE reivindica la concepción de “territorios indígenas”, no desecha ni desconoce la existencia y la representación del “territorio nacional” ecuatoriano. Desde esa premisa, marca una suerte de igualdad de condiciones para negociar sus demandas, pues ambas concepciones de “territorio” están enmarcadas en instrumentos jurídicos que son aceptados y legitimados tanto por el Estado como por la organización.

Así, está presente en el discurso, en varias ocasiones, las alusiones a los instrumentos internacionales que no solo amparan los derechos de los “territorios indígenas” sino también los “derechos de los pueblos y nacionalidades” en general. “Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador” (Anexos CONAIE H1 Doc 3 2019)

A partir de aquello, lo que está en el punto de negociación es el respeto de los “derechos” que implica cada concepción de “territorios”. Así, la CONAIE argumenta sobre lo que

implica por ejemplo el estado de excepción en cuanto a la configuración del territorio con la mención a "movilización del personal de Fuerzas Armadas y Policía Nacional y la disminución de las libertades civiles" (Anexos CONAIE H1 Doc 1 2019) que conlleva una disminución del derecho a desplazarse libremente en el territorio. También, la CONAIE pone en evidencia el uso indebido del "territorio" por parte del Estado a quien atribuye la decisión de "entregar a las empresas transnacionales" (Anexos CONAIE H1 Doc 5 2019).

En el marco del reconocimiento de estas nociones de "territorio", la CONAIE también hace conocer el alcance de su organización al subrayar el carácter "nacional" de sus medidas de hecho, para lo que se remite a la dimensión de territorio en tanto Estado-nación con expresiones como "convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional", "convoco a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos" (Anexos CONAIE H1 Doc 7 2019)

La estrategia de legitimación de CONAIE pretende entonces, partir sobre la base de presentarse en igualdad de condiciones. Por un lado, acusando al gobierno en su actuación, desde un marco moral y de justicia, lo que constituye un llamado de atención que puede tener resonancia, tanto en la sociedad ecuatoriana en su conjunto, concernida por el abuso del poder del Estado, cuanto, en la comunidad internacional, responsable de hacer respetar los derechos contenidos en los instrumentos jurídicos internacionales.

Por otro lado, CONAIE busca campos de negociación ajustando los equilibrios de poder, adoptando una estrategia de defensa de sus derechos enmarcada en la legalidad, restando así la posibilidad al gobierno de responder por la fuerza, sin que eso le pueda significar un alto costo en la opinión pública nacional e internacional.

4.1.2. Estado

Emulando la secuencia de análisis que hemos seguido para el discurso emitido por la CONAIE para el conjunto de pronunciamientos escritos y hablados durante lo que hemos llamado, *Hito 1. Anuncio de las medidas. Inicio del Paro*, presentamos a continuación el análisis realizado para los pronunciamientos que corresponden al otro actor protagonista de este estudio, que hemos denominado Estado. Más específicamente, esta parte del análisis de

caso implica los pronunciamientos hablados y escritos de la máxima autoridad del Estado, el presidente constitucional de la república del Ecuador, Lenin Moreno, y los ministros de gobierno y defensa, María Paula Romo y Oswaldo Jarrín respectivamente.

El detalle del corpus del que nos ocuparemos en esta parte es el siguiente:

Anexos ESTADO H1Doc 1- 01 de octubre 2019 Cadena nacional presidente de la república
Lenín Moreno

Anexos ESTADO H1Doc 2- 03 de octubre 2019 Cadena nacional presidente de la república
Lenín Moreno

Anexos ESTADO H1Doc 3- 06 de octubre 2019 Cadena nacional presidente de la república
Lenín Moreno

Anexos ESTADO H1Doc 4- 03 de Octubre 2019 Comunicado presidencia de la república

Anexos ESTADO H1Doc 5-05 de Octubre 2019 Comunicado presidencia de la república
Información importante para evitar especulación en tarifas

Anexos ESTADO H1Doc 6- 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado
de excepción

Anexos ESTADO H1Doc 7. 03 de octubre 2019 Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de
excepción

Anexos ESTADO H1Doc 8- 04 de octubre 2019 Rueda de prensa María Paula Romo y
Oswaldo Jarrín

Este corpus que se compone de 8 documentos, al aplicarle el primer tamiz con el software *Maxqda 2022* en su función *MaxDictio-frecuencias de palabras*, presenta un total de 2133 palabras. La ocurrencia de palabras es de 388 palabras diferentes.

Análisis cuantitativo

De acuerdo con el análisis estadístico que obtenemos con el mismo programa computacional, hallamos el listado de las 50 palabras más frecuentes, de forma descendente que presentamos a continuación:

Ilustración 15. 50 palabras más frecuentes. Hito 1 Estado

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
del	3	43	1,98	1	8	100,00
no	2	33	1,52	2	7	87,50
tener	5	33	1,52	2	7	87,50
decidir	7	29	1,33	4	4	50,00
país	4	29	1,33	4	8	100,00
al	2	27	1,24	6	8	100,00
ir	2	23	1,06	7	4	50,00
haber	5	20	0,92	8	7	87,50
nacional	8	18	0,83	10	8	100,00
trabajar	8	18	0,83	10	4	50,00
decisión	8	17	0,78	12	4	50,00
también	7	15	0,69	13	3	37,50
día	3	14	0,64	14	3	37,50
excepción	9	14	0,64	14	5	62,50
hacer	5	13	0,60	16	4	50,00
actividad	9	12	0,55	17	3	37,50
delito	6	12	0,55	17	2	25,00
ecuatoriano	11	12	0,55	17	4	50,00
ecuador	7	11	0,51	20	4	50,00
emplear	7	11	0,51	20	2	25,00
orden	5	11	0,51	20	4	50,00
policía	7	11	0,51	20	4	50,00
gobernar	8	10	0,46	24	6	75,00
ley	3	10	0	24	4	50
querer	6	10	0	24	5	63
acto	4	9	0,41	27	2	25,00
ciudadano	9	9	0,41	27	5	62,50
detenido	8	9	0,41	27	2	25,00
octubre	7	9	0,41	27	8	100,00
seguridad	9	9	0,41	27	5	62,50
ser	3	9	0,41	27	4	50,00
social	6	9	0,41	27	3	37,50
ayer	4	8	0,37	34	2	25,00
dar	3	8	0,37	34	4	50,00
mantener	8	8	0,37	34	4	50,00
nuevo	5	8	0,37	34	1	12,50
partir	6	8	0,37	34	5	62,50
provincia	9	8	0,37	34	1	12,50
tan	3	8	0,37	34	1	12,50
tomar	5	8	0,37	34	4	50,00
armar	5	7	0,32	42	2	25,00
bien	4	7	0,32	42	2	25,00
compatriota	11	7	0,32	42	2	25,00
crear	5	7	0,32	42	4	50,00
dólar	5	7	0,32	42	2	25,00
formar	6	7	0,32	42	3	37,50
fuerza	6	7	0,32	42	2	25,00
futuro	6	7	0,32	42	4	50,00
importante	10	7	0,32	42	4	50,00

Lo primero que salta a la vista, en términos cuantitativos es que, para el mismo periodo de análisis, las vocerías del Estado sobre el tema, se han concentrado en una extensión menor que las de la CONAIE en términos de cantidad de palabras, y por ende, de tiempo presente en el espacio público. Existe una diferencia de 870 palabras menos en el corpus correspondiente al Estado en el mismo término temporal.

También, podemos notar que el número de palabras diferentes es mayor, dándonos un primer indicio de que existe mayor diversidad de vocabulario en el discurso del Estado, y por ende, menos concentración de un discurso repetitivo que pretenda colocar un mensaje o temática únicos. Esto puede dar a pensar que el discurso tiene menos rasgos de consistencia, o que, los temas a tratar son más diversificados. Aquello se irá comprobando a lo largo del análisis.

No obstante, esta mayor diversidad nos ha planteado un reto mayor a la hora de elegir unidades de análisis que pudieran ser más representativas de la estructura discursiva. En atención a aquello, hemos elegido excluir algunas palabras por no constituirse como conceptos que pudieran aportar al análisis, tales como ciertos artículos como “del” o “al”, o el adverbio “también”, verbos como “tener”, “haber”, “hacer”, “querer”, “dar”, “mantener” que suelen utilizarse frecuentemente en cualquier conversación, pero que dan pocos indicios sobre la temática particular de un discurso.

A raíz de estas exclusiones, obtenemos 21 palabras más frecuentes. Para algunas, hemos procedido a reagruparlas bajo una misma unidad de análisis según pertenecen a una misma familia de significado. Así “decidir” y “decisión” son consideradas como una misma unidad, y “Ecuador” y “ecuatoriano” también. Hacemos notar que, a la hora de codificar las unidades de análisis, el sistema identifica todas las formas de la palabra. Así, por ejemplo, bajo la unidad de análisis “actividades”, también se codificarán los segmentos que contengan “acto”, “actuar” y “actuación”. Asimismo, pasará con la unidad de análisis “ciudadanía” que tomará en cuenta los lemas “ciudadana” y “ciudadano”. Lo consiguiente con “gobierno” y “gobernar”; “trabajo” y “trabajadores”, “nación” y “nacional”. Obtenemos así las 18 unidades de análisis que se detallan a continuación:

Ilustración 16. 18 unidades de análisis. Hito 1 Estado

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
no	2	33	1,52	2	7	87,50
decidir	7	29	1,33	4	4	50,00
país	4	29	1,33	4	8	100,00
nacional	8	18	0,83	10	8	100,00
trabajar	8	18	0,83	10	4	50,00
decisión	8	17	0,78	12	4	50,00
excepción	9	14	0,64	14	5	62,50
actividad	9	12	0,55	17	3	37,50
delito	6	12	0,55	17	2	25,00
ecuatoriano	11	12	0,55	17	4	50,00
ecuador	7	11	0,51	20	4	50,00
orden	5	11	0,51	20	4	50,00
policia	7	11	0,51	20	4	50,00
gobernar	8	10	0,46	24	6	75,00
ley	3	10	0	24	4	50
acto	4	9	0,41	27	2	25,00
ciudadano	9	9	0,41	27	5	62,50
detenido	8	9	0,41	27	2	25,00
seguridad	9	9	0,41	27	5	62,50
social	6	9	0,41	27	3	37,50

El paso siguiente para el análisis, y a partir de la determinación de las unidades de análisis, es la codificación de estas unidades, es decir, con la ayuda del programa, se hace un registro automático en forma de base de datos, de todos los segmentos en los que aparece cada unidad de análisis.

Para tal cometido, al igual que para la primera parte del corpus, hemos utilizado el programa en su herramienta *Análisis-Búsqueda de textos y autocodificación*. En aquella herramienta, hemos añadido, una a una, cada palabra de la unidad de análisis al buscador y hemos elegido que se codifiquen los segmentos como oración, es decir que se registre la oración completa que contiene la unidad de análisis. Adicional, hemos elegido que se registre la frase que precede y la frase que sigue a la oración, de tal manera que tengamos el contexto en el que se utiliza la unidad de análisis en el discurso.

Una vez codificados los segmentos, utilizamos la herramienta *Herramientas visuales-Matriz de relaciones de códigos* para conocer las asociaciones más relevantes entre unidades de análisis, en función de su distancia en el texto, siendo los valores más altos (tonos de rojo) los más cercanos, y los más bajos (tonos de azul) los más lejanos, obteniendo así el siguiente cuadro⁸⁰:

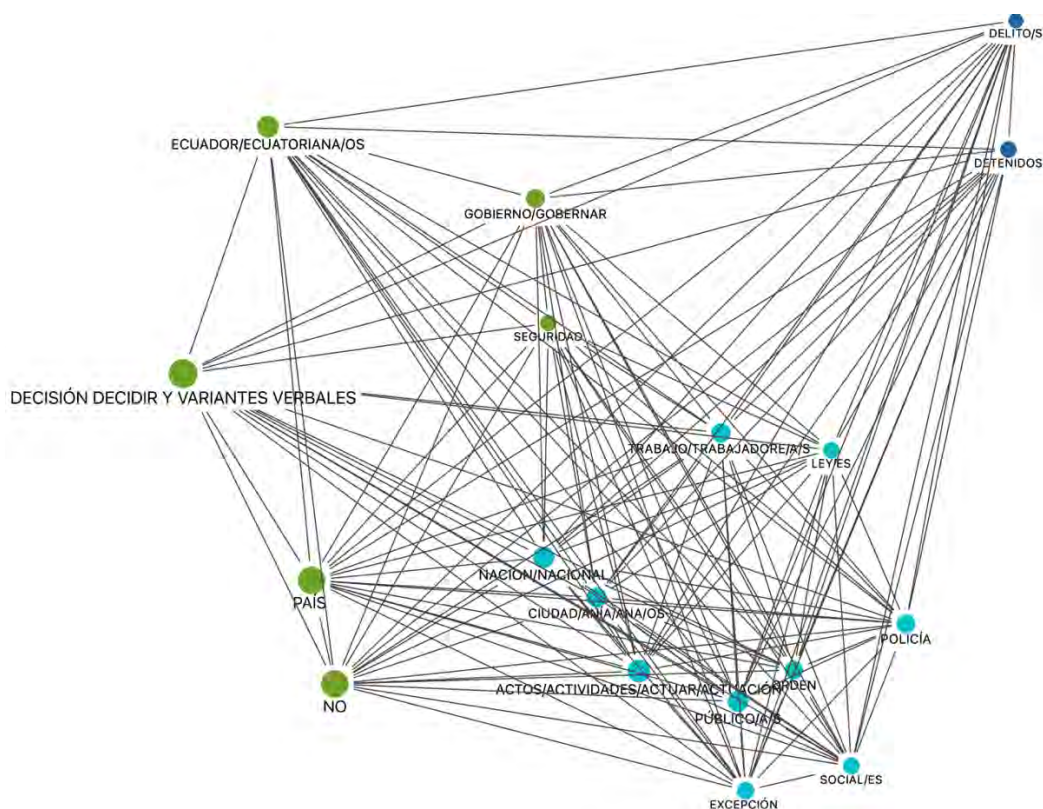
Ilustración 17. Matriz de relaciones de códigos. Hito 1 Estado

Sistema de códigos	SOCIAL/ES	SEGURIDAD	DETENIDOS	CIUDAD/ANÍA/ CIUDADANA/OS	ACTOS/ ACTIVIDADES/ ACTUAR/ ACTUACIÓN	LEY/ES	GOBIERNO/ GOBERNAR	POLICÍA	ORDEN	ECUADOR/ ECUATORIANA/OS	DELITO/S	EXCEPCIÓN	TRABAJO/ TRABAJADORE/A/S	NACION/ NACIONAL	PÚBLICO/A/S	PAÍS	DECISIÓN DECIDIR	NO
SOCIAL/ES	0	5	2	8	12	6	2	7	10	2	2	11	6	9	18	13	4	16
SEGURIDAD	5	0	0	8	3	3	5	3	8	10	0	5	4	7	3	17	12	18
DETENIDOS	2	0	0	10	12	3	5	9	10	5	9	2	11	10	11	5	3	7
CIUDAD/ANÍA/ CIUDADANA/OS	8	8	10	0	23	7	9	14	16	13	5	12	14	18	19	25	20	28
ACTOS/ACTIVIDADES/ ACTUAR/ACTUACIÓN	12	3	12	23	0	12	15	20	20	10	8	14	21	26	23	25	23	35
LEY/ES	6	3	3	7	12	0	4	8	7	4	2	8	7	8	13	10	11	8
GOBIERNO/ GOBERNAR	2	5	5	9	15	4	0	6	6	11	5	6	6	14	11	20	20	15
POLICÍA	7	3	9	14	20	8	6	0	16	6	8	12	12	14	21	13	9	16
ORDEN	10	8	10	16	20	7	6	16	0	6	7	13	11	16	15	20	11	23
ECUADOR/ ECUATORIANA/OS	2	10	5	13	10	4	11	6	6	0	4	2	8	13	10	25	37	26
DELITO/S	2	0	9	5	8	2	5	8	7	4	0	4	7	6	7	6	4	2
EXCEPCIÓN	11	5	2	12	14	6	6	12	13	2	4	0	7	10	16	20	13	18
TRABAJO/TRABAJADOR E/A/S	6	4	11	14	21	7	6	12	11	9	7	7	0	10	14	18	16	22
NACION/NACIONAL	9	7	10	18	26	9	14	14	16	13	6	10	10	0	20	26	25	28
PÚBLICO/A/S	14	3	11	19	23	13	11	21	15	10	7	16	14	20	0	26	18	23
PAÍS	13	17	5	25	25	10	20	13	20	25	6	20	18	26	26	0	42	40
DECISIÓN DECIDIR	4	12	3	20	23	11	20	9	11	37	4	13	16	25	18	42	0	38
NO	16	18	7	28	35	8	15	16	23	26	2	19	22	28	23	40	38	0

El mapa visual que corresponde a este conteo de distancia es el siguiente:

⁸⁰ Al igual que para el análisis del Hito 1 CONAIE hemos buscamos la *Proximidad de códigos en un mismo documento* que nos permitió establecer la frecuencia (número de veces) en que dos códigos están presentes a un párrafo de distancia, es decir la frecuencia de su co-ocurrencia dentro del rango de un párrafo.

Ilustración 18. Mapa de relaciones de códigos. Hito 1 Estado



Estableciendo una evaluación comparativa en términos cuantitativos sobre las asociaciones de unidades de análisis en el Hito 1, entre el corpus de CONAIE y el corpus de Estado, podemos ver que las asociaciones de unidades de análisis son mucho menos frecuentes (el número de co-ocurrencias más alto entre dos unidades de análisis siendo 42 versus 66 en el corpus CONAIE Hito 1), lo cual nos da una señal de que la relación conceptual tiene una menor densidad, es decir, que las temáticas abordadas son más diversas y menos repetitivas.

Aquello también se hace evidente en la formación de conglomerados temáticos o *clúster*, como se puede apreciar en el *Mapa de relaciones Hito 1 Estado*, en el que la división en grupos no se hace tan evidente como en el corpus anterior, y no existe un equilibrio muy marcado en el número de unidades de análisis cercanas o asociadas, como ya lo acabamos de decir.

De acuerdo con la determinación de 3 clúster que se visualizan en el mapa gracias al programa *Maxqda 2022*, podemos jerarquizar las unidades de análisis de la siguiente manera:

1. Decisión/decidir, País, No, Ecuador/ecuatorianos, Gobierno/gobernar, seguridad (verde)
2. Actividades/actos/actuar, orden, ciudadana/o/ciudadanía, policía, excepción, sociales, nacional, trabajo/adores, leyes (turquesa)
3. Delitos, detenidos (azul oscuro)

Sobre la base de estas agrupaciones, hemos creado, a través del sistema de códigos de *Maxqda 2022*, unos denominados *conjuntos de códigos* conformados por los códigos que integran los clústeres antes definidos, es decir, uniendo bajo cada conjunto, las unidades de análisis ya codificadas. Así, obtenemos tres conjuntos de códigos que corresponden a tres bases de datos de los segmentos del discurso que contienen las unidades de análisis de cada clúster.

Al elegir cada uno de esos conjuntos, el sistema *Maxqda 2022*, además de entregarnos un archivo con los segmentos de discurso donde figuran las unidades de análisis y que será nuestra base para el análisis cualitativo, diseña también una nube de las palabras con los lemas más frecuentes de cada clúster. Esa nube de palabras es un instrumento muy útil para guiarnos sobre el tejido de conceptos que más se relacionan en cada conglomerado. Ese tejido de conceptos, sumado al conocimiento que tenemos del contexto del discurso, nos permite establecer una temática que represente al conglomerado. La tematización a la que hemos llegado se puede apreciar en la *Ilustración 21. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 Estado*.

Para proceder al análisis cualitativo, se integra en un documento los segmentos de cada clúster, obteniendo así tres matrices en Anexo *ESTADO HI MC1*, *ESTADO HI MC2* y *ESTADO HI MC3*. Para la temática “Decisiones gubernamentales”, se analizarán 51 segmentos, para la temática “Control social, orden” se analizarán 29 segmentos y, para la temática “Delitos” serán 7 segmentos para analizar.

Nuevamente, con este conteo, observamos que la presencia reiterada de las unidades de análisis es menos frecuente en el discurso, lo que da muestra que el mensaje a posicionarse por parte del Estado, utilizó un lenguaje más disperso.

Ilustración 19. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 1 Estado

CLUSTER 1		
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
DECISIÓN/DECIDIR		DECISIONES GUBERNAMENTALES
NO		
PAÍS		
ECUADOR /ECUATORIANO		
GOBERNAR/GOBIERNO		
SEGURIDAD		
CLUSTER 2		
ACTOS/ACTIVIDADES		CONTROL SOCIAL Y ORDEN
ORDEN		
CIUDADANA/O/NIA		
POLICÍA		
SOCIALES		
NACIONAL		
TRABAJO/ADORES		
EXCEPCIÓN		
LEYES		
CLUSTER 3		
DELITO/S		DELITOS
DETENIDOS		

Análisis cualitativo

En esta primera parte del análisis cualitativo, se trata de evaluar la consistencia y coherencia del discurso del Estado durante esta primera fase del estudio de caso que nos ocupa, es decir, el momento en el que el Estado anuncia unas medidas económicas que entrarán en vigor por decreto.

A día seguido del anuncio del presidente de la república, es decir el 02 de octubre, iniciaron manifestaciones y muestras de descontento social frente a las decisiones del gobierno. Aquellas protestas, fueron respondidas por el Estado el 03 de octubre, con la declaratoria de un estado de excepción, es decir una medida excepcional, expedida mediante decreto ejecutivo y que otorga al Estado la potestad de desplegar su fuerza legítima en mayores proporciones para hacer frente a los posibles desbordes del orden público.

Retomando el recorrido metodológico alcanzado con el análisis cuantitativo, hemos conseguido delinear tres grandes temáticas que atraviesan el discurso del Estado en esta fase. A la luz de cada temática, veremos qué tan consistente y coherente se presenta el discurso⁸¹.

En lo que concierne el *clúster* 1, que hemos puesto bajo la etiqueta temática de “Decisiones gubernamentales”, cuyas unidades de análisis son “Decisión/decidir”, “País”, “Ecuador/ecuatorianos”, “Gobierno/gobernar”, “seguridad” se destacan los elementos que detallamos a continuación.

La familia de lemas más frecuente en este *clúster* corresponde a “decisiones”, “decidir” y todas sus variantes lexicales. Podemos deducir a primera vista, que la alta frecuencia de este lema, alrededor del cual se teje el discurso de este primer hito, corresponde al contexto de la situación del discurso, es decir, las decisiones anunciadas por el presidente de la república que inician la serie de protestas y manifestaciones de descontento social.

Por tanto, el principal vocero que hace un uso reiterativo de este lema es el presidente de la república, quien utiliza de forma indistinta junto al verbo “decidir”, tanto la primera persona del singular como la primera persona del plural, para mostrar que las decisiones, si bien son tomadas por él, lo son por su calidad de presidente de la república que goza de un respaldo institucional materializado en su gobierno, caracterizado por “nosotros”.

Encontramos en la mayoría de los casos, el verbo conjugado o el sustantivo, asociado a autovaloraciones positivas “siempre he tomado las decisiones que defienden el bien común” (Anexos ESTADO H1 MC1sgto. 4); “una decisión clave para el futuro del Ecuador” (Anexos

⁸¹ Esta parte del análisis consiste en verificar en cada segmento, el grado de similitud, proximidad y cercanía entre, el contenido del segmento, el tema, el contexto y la voz

ESTADO H1 MC1sgto. 9); “desde que decidió la necesidad de reinstitucionalizar el país” (Anexos ESTADO H1 MC1sgto. 23), o a acciones que se presentan como en beneficio de los ciudadanos “he decidido suprimir los impuestos a la importación de bienes de tecnología” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 11), “he decidido eliminar el anticipo de impuestos a la renta” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 19); “tomar decisiones en beneficio de este país al que amo tanto” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 21); “Estoy decidido también a que se controlen los precios y se sancione a los especuladores” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 26); “estoy decidido a cambiar el país. Decidido a que se sancionen a los correístas que saquearon los dineros del pueblo. Estoy decidido a que sancionen a los que se robaron el dinero en obras que no sirven para nada” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 27).

Desde esa representación de las “decisiones”, se insiste en el valor positivo desde la búsqueda del bien común, mostrando así un gobierno benefactor y responsable, que cumple con las reglas de un pacto social que presupone la entrega del poder a un representante a cambio de la garantía de un bienestar común y que rija para la mayoría.

Al mismo tiempo, se presentan rasgos paternales, ya que, el que ejerce el poder, también asume el sacrificio de las “decisiones” difíciles o impopulares. Aquello se expresa en “Las decisiones que he tomado son decisiones postergadas durante décadas” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 12); “Tengo valentía y me sobra para tomar decisiones” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 21), “yo he manifestado esa decisión, esa valentía, para tomar decisiones” (Anexos ESTADO H1 MC1 gto. 23). El discurso así se viste de una suerte de solemnidad en la que se muestra el ejercicio del poder por encima de los intereses partidistas o personales.

El lema “Ecuador” por su parte, hace referencia al concepto de nación del Ecuador más que a su denominación como lugar geográfico. A menudo es personificado al utilizarlo con el artículo “el” o “del”, de manera que se lo representa como un actor, pero uno que depende de las decisiones del gobierno o de las acciones de los “ecuatorianos” para generar una representación positiva. Así se lo describe como “nuestros exportadores muestran al mundo lo mejor de Ecuador” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.5), “esta es la decisión clave para el futuro del Ecuador”, “construyamos el Ecuador que merecen nuestros hijos” (Anexos

ESTADO H1 MC1 sgto.9), “la construcción del Ecuador digital” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.13).

Podemos anotar algunas modulaciones en cuanto a la utilización de otros lemas, dependiendo del vocero que emite el discurso. Si bien es cierto, estas diferencias son muy sutiles, es importante visibilizarlas en esta aproximación cualitativa.

Por ejemplo, cuando la vocería pertenece al presidente de la república, encontramos, así como lo ha hecho con el lema “Ecuador”, al igual que con el lema “país” una forma de referirse a la nación ecuatoriana. En efecto, a menudo “país” es asociado con un artículo definido o indefinido y se personifica, atribuyéndole una dimensión orgánica, a través del contexto en que se usa. Así aparece “país” como un ente vivo, cuyo bienestar está supeditado a las decisiones de quienes lo gestiona, es decir los gobiernos. Aquello se percibe en las expresiones “dejar un país mejor del que yo recibí” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.4), “El país necesita mayor entrega de sus funcionarios” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 15), “la necesidad de reinstitucionalizar el país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 23), “un subsidio perverso que estaba causando demasiado daño al país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.24).

Cuando el ministro de defensa se refiere al lema “país”, su representación es cercana a la del presidente, pues hace referencia a la nación del Ecuador, pero no le atribuye el mismo sentido orgánico. Simplemente, se refiere a “país” como una institución “las leyes que rigen en el país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 44), “las áreas estratégicas que tiene el país”, “el funcionamiento y el desarrollo económico del país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 45).

No obstante, en palabras de la ministra de gobierno, el lema “país” es utilizado más bien para referirse al lugar geográfico, es decir para designar la dimensión física dentro del territorio en la que se enmarca alguna acción. Así, por ejemplo, “Hemos tenido como ustedes conocen distintas reacciones en el país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 37), “asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.40), “Pero asimismo también, tenemos focos de violencia en distintos lugares del país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 41), “a devolverle la normalidad a cada uno de los lugares del país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 46).

Observamos que lo mismo sucede cuando la ministra utiliza el lema “Ecuador” pues lo hace para referirse al lugar geográfico principalmente, desmarcándose así del sentido personificado utilizado por el presidente de la república. Lo podemos notar en expresiones como “la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador”, “Yo creería que todos los ciudadanos en el Ecuador” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 39), “Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 51).

A pesar de estas ligeras modulaciones en la utilización de estos lemas, no podemos decir que afecta a la coherencia o consistencia del discurso ya que se inscriben en la misma línea de sentido. Es decir, bien sea cuando se utiliza “Ecuador” o “país” en el sentido de nación, o de territorio geográfico, o de institución, remite a la misma concepción de lo nacional y no la pone en cuestión. En efecto, las tres vocerías, que se sitúan en el lugar de enunciación del Estado, bajo sus directivas ejecutivas, hacen valer su autoridad en un ámbito territorial que responde a lo que se reconoce como el Ecuador, de acuerdo con un marco institucional y jurídico vigente en esa jurisdicción y con la legitimidad política de un estado de derecho democráticamente electo. El discurso por tanto es estable y el tema, el contexto y la vocería están integrados.

El lema “gobierno” por su parte, refiere en todos los casos al “gobierno nacional” como ente ejecutivo del Estado, es decir, el conjunto institucional y político que ejerce el poder ejecutivo. Así también “gobernadores” se refiere a los jefes de gobernación, entidad representativa del gobierno central en las 22 provincias del Ecuador. Esta figura de autoridad es nombrada por el presidente de la república mediante decreto ejecutivo y es de libre nombramiento y remoción, es decir que puede ser removido bajo única decisión del presidente.

En sus intervenciones, el presidente se refiere a “mi gobierno” o “este gobierno” para designar, el periodo de gestión bajo su mandato y el equipo de trabajo bajo su autoridad por lo que se asocia el lema con verbos de acción a la primera persona del plural, como “recordemos que el gobierno ha hecho lo suyo. Eliminamos 20 ministerios”, “Nos bajamos en 20% los sueldos de nivel jerárquico superior.” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 6); “En

la primera etapa de mi gobierno, nos concentramos” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto, 16); “hacemos un llamado a todos los sectores” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 31).

Finalmente, el lema “seguridad” presente en este clúster, es tratado como un área de responsabilidad del Estado, y se evoca especialmente por parte del ministro de defensa quien la asocia a “pública” y “ciudadana” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto. 44). La primera acepción, tal como lo menciona el propio ministro cuando dice “está vigente de acuerdo a las leyes que rigen en el país” (Anexos ESTADO H1 MC1 sgto.44), hace referencia al artículo 1 de la Ley de Seguridad Pública y del Estado, cuyo objeto de regular la seguridad pública y que se materializa

garantizando el orden público, la convivencia, la paz y el buen vivir, en el marco de sus derechos y deberes como personas naturales y jurídicas, comunidades, pueblos, nacionalidades y colectivos, asegurando la defensa nacional, previniendo los riesgos y amenazas de todo orden (Registro Oficial 2009, 2)

La segunda acepción, es referente a “la protección de los derechos, libertades y garantías de la ciudadanía” (Registro Oficial 2009, 5) y es responsabilidad del ministerio de gobierno y de la policía nacional. La misma ley puntualiza que la “seguridad ciudadana”

es una política de Estado, destinada a fortalecer y modernizar los mecanismos necesarios para garantizar los derechos humanos, en especial el derecho a una vida libre de violencia y criminalidad, la disminución de los niveles de delincuencia, la protección de víctimas y el mejoramiento de la calidad de vida de todos los habitantes del Ecuador (Registro Oficial 2009, 9).

Por lo anterior, vemos que la mención del lema “seguridad” está relacionada en el discurso con la estructura jurídica del Estado de derecho que rige en la nación Ecuador y, por tanto, se inscribe en la línea del discurso atinente a las decisiones tomadas por el gobierno. En ese sentido, abona en la estabilidad de la coherencia y consistencia del discurso.

El *clúster* 2, ha sido denominado, “Control social y orden” ya que, de manera general, los segmentos que resaltan para el análisis, por contener las unidades “actividades”, “orden”, “ciudadana/o/nía”, “policía”, “sociales”, “nacional”, “excepción”, “trabajo/adores”, “leyes”, relacionan la noción del orden con el trabajo, mostrando, en el discurso una clara dependencia

de lo uno con lo otro. Bajo ese prisma, vemos a continuación los elementos que concurren para determinar la consistencia y coherencia discursiva.

En efecto, comprobando de más cerca la utilización del lema “trabajo” y su familia lexical que incluye “trabajadores” y el verbo “trabajar” y sus formas conjugadas, se observa que este es utilizado para sugerir dos elementos simultáneos.

El primero, asociado a expresiones que insisten sobre una valoración positiva: “el objetivo es más trabajo, más emprendimientos, y mejores oportunidades” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto.10); “Es momento de trabajar, de pasar la página de la violencia” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 14), “recuperar el orden para volver a trabajar y a producir” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto.19), “quiero felicitar la actitud responsable (...) que han acordado que su provincia quiere trabajar y que quiere producir.” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 23). Se muestra al “trabajo” como una actividad que conduce a resultados que alimentan un entorno ordenado y como una contribución a la economía del país, sugiriendo así un aporte a un bien colectivo superior al individual. En tal instancia, el “trabajo” es asimilado con el “orden”, mientras que lo disruptivo al “trabajo” se considera como fuera de este orden “quiénes impidan que el país trabaje, también van a ser confrontados con la ley” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 37)

El segundo, que las asociaciones expresan una importante presencia e intervención del aparato estatal en mucho de lo que refiere a este lema. De hecho, las decisiones que se anuncian de forma unilateral están íntimamente relacionadas con el “trabajo”. Así, se confirma que “los compatriotas que hoy tienen una relación de trabajo mantendrán los beneficios” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 2), “nuevas modalidades de trabajo para quienes inician un emprendimiento” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 2); “siempre cuidando a nuestros trabajadores, generamos una nueva forma de jubilación patronal”, “incrementarán su aporte mensual en un 2% en beneficio de los nuevos trabajadores” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 6); “los trabajadores de las empresas públicas aportarán mensualmente como un día de su salario” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 9). Aquello sugiere que las normas que rigen las relaciones de trabajo son establecidas y controladas por el Estado y que este último es el regulador del aparato productivo del país.

En ese contexto, lo relacionado con el “trabajo” se presenta, de forma prioritaria como el único comportamiento que cuenta con la aprobación del gobierno y que, en un mismo tiempo, es regulado por él. Se habla entonces de “control social” porque la regulación de lo económico y productivo se considera como una prioridad por encima del bienestar social. Las señales de manifestación son calificadas como atentados al orden productivo que impone el Estado y, por ende, el orden social está mediado por el trabajo.

Lo último se destaca aún más por la presencia reiterada del lema “ley”. En efecto, su mención como instrumento regulador y legitimador de medidas cuyo cumplimiento es garantizado por el Estado, se enuncia de forma paralela a la lista de decisiones que se hacen públicas por parte del presidente de la república. A la vez que, a lo largo del discurso del presidente se hace conocer el contenido de lo que ha decretado para ejecución inmediata, también hace saber los proyectos legislativos que pretende presentar, ya que algunas de las medidas que quiere tomar, no pueden pasar por su única decisión, sino por la aprobación del cuerpo parlamentario. En ese caso, “ley” está asociado a vocabulario atinente al trabajo: “Esta nueva ley que propongo, rige para todos aquellos sean contratados luego de su promulgación” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 2); “es fundamental una nueva ley que facilite nuevos empleos, que facilite la contratación para aquellas personas que están buscando trabajo” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 3). Como dijimos, lo relacionado al “trabajo” se presenta como una potestad únicamente en manos del Estado, que no solamente se valora en términos positivos y simbólicos como un elemento de desarrollo para el país, sino sobre lo cual se promulga y se norma unilateralmente, sin participación de la ciudadanía.

La unidad de análisis “ley” es evocada también por el ministro de defensa y la ministra de gobierno, como instrumento mediante el cual se puede aplicar la autoridad estatal. Así, se toman acciones “de acuerdo a la constitución y las leyes vigentes, el orden jurídico y constitucional” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 21), o se advierte que “quiénes impidan que el país trabaje, también van a ser confrontados con la ley que prohíbe la paralización de servicios público” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 37).

Lo anterior adquiere una dimensión más impositiva cuando se trata de “estado de excepción”. En efecto, el control social no solamente se materializa en el condicionamiento simbólico y

real con el “trabajo” como elemento asociado al “orden”, sino que, frente al no acatamiento de las decisiones unilaterales, y a su manifestación en forma de protesta, se decreta un “estado de excepción” como medida de control para restituir el orden.

Así el “estado de excepción” se aplica como una respuesta a “actividades” o “actos” calificados como “vandálicos” o “de violencia” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 12) como una medida asociada al retorno del “orden” tal como se sugiere con las expresiones: “Con el fin de precautelar la seguridad ciudadana y evitar el caos, he dispuesto el estado de excepción a nivel nacional” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 12); “preservando la estabilidad y tratando de que el orden constitucional jurídico se restablezca en la forma más urgente” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 20), “El trabajo coordinado de policía y fuerzas armadas se mantendrá hasta que termine el estado de excepción y la normalidad vuelva a la estabilidad, a la calma y a la ciudadanía” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 25), “Con el estado de excepción se está logrando el propósito fundamental, el cual es restablecer el orden y la paz social” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 28), “dentro del estado de excepción y también no hay posibilidad de que se altere el orden público” (Anexos ESTADO H1 MC2 sgto. 29). Estas últimas expresiones están presentes sobre todo en el discurso del ministro de defensa y de la ministra de gobierno, quienes tienen la responsabilidad operativa de hacer cumplir esta decisión emitida por el presidente de la república.

Por todo lo anterior, podemos observar que el discurso se sostiene alrededor de la idea de “Control social y orden” en una manera consistente y coherente, pues los tres voceros que se expresan durante este hito 1, asocian las unidades de análisis a los mismos conceptos y buscan posicionar mediante las reiteraciones, la misma idea de que el “trabajo” es sinónimo de estabilidad y orden social mientras que la interrupción del trabajo no es una forma de protesta, pero un acto que se asemeja al caos y por ende se combate con todo el peso de la ley.

Esta idea central del discurso está aún más presente cuando se lo analiza a la luz de la temática del *clúster* 3 que hemos denominado “delitos” y que destaca los segmentos con las unidades de análisis “delitos” y “detenidos”, como vocabulario asociado a la delincuencia. Se observa que este conglomerado reúne muy pocos segmentos pues las unidades de análisis no están

muy presentes en el texto, sin embargo, por su ocurrencia y su cercanía constituyen un grupo a analizar.

De manera evidente, estas unidades de análisis registran una temática cercana y que guarda coherencia especialmente con el *clúster* 2, pues se desprende del análisis que el eje transversal del discurso del Estado gravita alrededor del orden y control social, que se materializa en la determinación del cometimiento de un “delito” y/o una “detención” si el orden no es respetado o si el control no es acatado.

La única vocería que ha emitido las unidades de análisis “delito/s”, “detenido/as”, “detención” y el verbo “detener” en sus distintas versiones conjugadas es la ministra de gobierno. Aquello se justifica pues a cargo de su ministerio de estado está la policía nacional que es la institución encargada de prevenir y combatir el delito y que tiene la potestad de detener a las personas que los cometan. Es propio entonces de la representante de esa cartera de estado emplear este tipo de vocabulario.

Al proceder a la revisión de la utilización de este léxico en el marco de las protestas populares, vemos que, las asociaciones que se producen para aliar el cometimiento de los delitos y los detenidos que se derivan como consecuencia, se conjugan con actos que se materializan en tipos penales tales “suspensión de servicios públicos” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 2), “disturbio en la vía pública” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 4), “vandalismo”, “daños a bienes públicos o privados” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 5); “actos vandálicos” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 6).

En otras palabras, el vocabulario presente en el código penal para tipificar acciones que suelen ser propias de una manifestación de descontento colectivo, tales como suspender por acción común un servicio para ejercer presión sobre quienes toman decisiones que pueden estar en contradicción con el bien común, u ocupar el espacio público para hacer conocer un desacuerdo como señal de protesta, se amalgama a una acción de tipo delincuencial.

Al borrar las fronteras o invisibilizar las intenciones de las acciones colectivas que por lo general son puntuales y buscan generar una respuesta o un campo de negociación, se las

reduce al mismo título de acciones criminales, es decir a acciones lesivas que comúnmente se producen únicamente para satisfacer intereses individuales.

No solamente en el discurso, sino también en la práctica, se opera una suerte de inversión de valores, en la que, la búsqueda de defensa de derechos que se expresa en la protesta social y que es llevada adelante por dirigentes sociales que representan colectivos, es finalmente aparentada a una afectación de derechos que se perfecciona en la descripción de los actos como tipos de delitos, de forma que se les atribuye la misma intención dolosa. Se justifica así la intervención del Estado a través de sus órganos de represión y de justicia: “Interrumpir la circulación es un delito y va a ser tratado como un delito” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 1), “ha sido detenido esta mañana en Quito, Jorge Calderón dirigente Nacional del taxismo. Él está procesado por el delito de suspensión de servicio público” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 7), “Suspender servicios públicos es un delito y va a ser tratado como un delito. Agredir a la policía cuando pretende asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país es un delito y va a ser tratado como un delito” (Anexos ESTADO H1 MC3 sgto. 8).

En consonancia con el análisis cualitativo del clúster 1 y 2, las unidades de análisis del *clúster* 3, apelan a un tipo de vocabulario muy relacionado con lo jurídico y lo legal, como soporte legitimador del discurso. En ese sentido, las tres vocerías, en mayores o menores intensidades, hacen resonar un lenguaje institucional, apegado al derecho más que a la política.

Se conciertan, en aquellas voces representativas de los ámbitos estatales, una unidad coherente que blinda una representación de un Estado fuerte, intransigente y unificador. Su mayor argumento de unidad se congrega alrededor de la idea del trabajo y de la producción como valores que conducen al desarrollo y por lo tanto al fortalecimiento de la nación. Además, se apela a la fuerza legítima del Estado y a los marcos legales para mantener y perpetuar estos valores en caso de que se vean amenazados.

En todos los segmentos analizados, y bajo el prisma de las tres temáticas que sobresalen del discurso y que guardan alta relación entre ellas, podemos decir que sí se aplica una estrategia

de integración en el discurso del Estado en el Hito 1. Si bien hemos notado algunas modulaciones en el sentido de algunas unidades de análisis, la concepción del Estado a la que se hace referencia es lineal y estable. Se apela en todos los casos, a la noción de “trabajo” como eje transversal de las prioridades del Estado, y de las decisiones bajo el manto de la “ley” y del “orden”, y en oposición al “delito”.

A continuación, veremos cómo, a partir del análisis cualitativo y de la tematización del discurso, se estructuran las estrategias de transformación y legitimación del discurso. Revisaremos entonces los hallazgos alcanzados en el análisis de la nominación y representación de los actores en el discurso, así como los tipos de estrategias utilizadas para dar legitimidad a los pronunciamientos emitidos.

Transformación discursiva

En primer lugar, el elemento que destaca a propósito de la nominación de los actores es el protagonismo sin equivoco del presidente de la república como autor y vocero de las decisiones, en tanto máxima autoridad del Estado. A lo largo del discurso se hace uso de la estrategia de reordenamiento, en la que el presidente de la república, que habla en nombre del Estado, hace uso de su poder para tomar decisiones en beneficio del país. Es el agente activo del discurso, garante del control social, del orden y de la seguridad. Su acción activa se expresa en los verbos utilizados, en ocasiones en primera persona del singular como “les anuncio las siguientes decisiones”, “la ley que propongo” (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019), o en primera persona del plural, indicando que goza del respaldo de un aparato institucional materializado en su gobierno, para lo que se refiere a un “nosotros” “añadiremos”, “eliminamos”, “nos bajamos”, “nos subiremos”, “dinamizamos”, “generamos”, “vamos a seguir avanzando” (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019).

Aquello se constata con mayor intensidad en su pronunciamiento del 6 de octubre 2019 en el que hace un uso hiperbólico del lema “decidir” en sus múltiples formas, lo que marca con fuerza su protagonismo como representante de la máxima autoridad del Estado. Despliega en su discurso todo el peso institucional del Estado para hacer conocer decisiones que conciernen y afectan a todos los habitantes de la nación ecuatoriana. Esta forma de expresión pretender dar un carácter solemne al anuncio, a la vez que quiere sugerir firmeza.

La estrategia de reordenamiento se perfecciona al pasivizar⁸² a los demás actores, pues los otros actores “ecuatorianos”, “gobernadores”, “país”, “conciudadanos”, “trabajadores” son descritos como agentes que se benefician o tienen que subordinarse a las decisiones tomadas por el gobierno, a nombre del Estado ecuatoriano. Así los actores se representan como “5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados”, “nos robaron a todos los ecuatorianos”, “Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos”, “para que sus productos sean más baratos para los ecuatorianos”, “los gobernadores tienen la disposición de coordinar” (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019); “desde que decidió definitivamente que se vuelva a respetar los derechos de los ecuatorianos”, “Ecuadorianos no te prestes para que aprovechen los que quieren el caos. No compartas noticias falsas” (Anexos ESTADO H1 Doc 2 2019).

También, se recurre a la estrategia de sustitución en varias ocasiones. Por ejemplo, al utilizar el lema “país”, aquí considerado como un actor para referirse a la nación ecuatoriana en un sentido de generalización del Estado, pero también de sus ciudadanos, se recurre a la personalización por especificación en expresiones como “este país que amo tanto”, “reinstitucionalizar al país”, “estaba causando demasiado daño al país” (Anexos ESTADO H1 Doc 2 2019).

Esta estrategia también está presente para nombrar a los actores opositores en el marco coyuntural de las protestas, que nunca se mencionan por sus afiliaciones institucionales organizativas, sino a través de figuras de impersonalización por instrumentalización⁸³ como: “quienes pretenden imponer el caos” (Anexos ESTADO H1 Doc 2 2019), “estas amenazas” (Anexos ESTADO H1 Doc 7 2019) o expresiones como “desarticulación social”, “los actos de violencia”, “el paro”, “el caos”, “quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quiénes impidan que el país trabaje”, “aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados” (Anexos ESTADO H1 Doc 8 2019).

⁸² Neyla Pardo Abril (2017, 167) habla de la “activación y pasivización de los actores” en los que los actores cumplen un determinado rol en el discurso. “En el proceso de activación, el actor es representado con capacidad de acción; en la pasivización, se le representa como un ente sobre el cual recae la acción”.

⁸³ El proceso de impersonalización ocurre cuando se objetualiza al actor que se está mencionando. Se le quita su dimensión humana. A la vez, la instrumentalización cuando se refiere a los actores mediante sus acciones.

Se utilizan también otras figuras como la impersonalización por autonomización de la producción⁸⁴, es decir que se representan a los actores opositores mediante sus actos. Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las medidas se utiliza expresiones como “quienes tengan diferencias”, “las alteraciones que se están realizando”, “la intensidad de la agresión y de la violencia”, “200 eventos hasta el día de ayer”, “291 actividades delictivas, de protesta y alteración del orden”, “la actividad (...) de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios”, “quienes cometan delitos”, “quienes suspendan los servicios públicos”, “quienes impidan que el país trabaje” (Anexos ESTADO H1 Doc 8 2019).

Esa misma forma es utilizada para referirse a los actores opositores al gobierno en general, a los que alude con esta forma indirecta. Así, el presidente de la república habla de “un malcriado” que se “expulsó de la Embajada en Londres” (Anexos ESTADO H1 Doc 3 2019), para referirse al activista Julian Assange, quien estaba refugiado en aquella embajada bajo custodia del Estado ecuatoriano, o “sátrapa dictador de Venezuela” (Anexos ESTADO H1 Doc 3 2019) para referirse al presidente venezolano Nicolás Maduro con el que se “rompieron relaciones”. En estos casos precisos, la referencia indirecta a estos personajes, marcan la intención del presidente de mostrar que quienes están opuestos al gobierno no merecen ni siquiera ser nombrados. Además, la alusión a personajes que tienen un carácter internacional sugiere que el presidente hace saber que su poder y el ejercicio de su soberanía se ejerce más allá del territorio continental de Ecuador sino también en las áreas territoriales exteriores, en este caso una embajada del Ecuador o el ámbito mismo de la política exterior.

Se recurre incluso a la estrategia de elisión por parte de la ministra de gobierno y del ministro de defensa con una supresión parcial de ciertos actores al mencionarlos de forma indirecta sugiriendo que existen, pero sin nombrarlos. Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las decisiones gubernamentales, los voceros minimizan su existencia con expresiones como “distintas reacciones” o con verbos sin sujeto como “agredir a la policía” “tenemos focos de violencia” (Anexos ESTADO H1 Doc 6 2019) o cuando el ministro de defensa utiliza “diferentes actividades que se considera una verdadera amenaza a la paz social”, “este tipo de amenaza a la paz a la tranquilidad (...) con normalidad” (Anexos

⁸⁴ A la vez que se quita la dimensión humana al actor referido, se lo representa a través de sus productos o el resultado de sus acciones.

ESTADO H1 Doc 7 2019). Esta forma de referirse pretende quitar protagonismo a los sectores opositores e incluso despojarlos de su carácter humano.

La supresión también se considera total cuando el vocero elude a los opositores al generalizar que “todos los ecuatorianos”, “la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador”, “todos los ciudadanos en el Ecuador” (Anexos ESTADO H1 Doc 6 2019) están en acuerdo con las decisiones gubernamentales. Se suprimen así todas las voces disonantes, o simplemente se les excluye de la categoría de ciudadanos, pues como se evidenció a través de la utilización de la estrategia de sustitución, se reduce la existencia de los opositores a sus actos que además son tildados de delincuenciales. También es de notar que “ecuatorianos” siempre es utilizado en su forma genérica, excluyendo así una mención de género, y asignando un carácter de identidad homogénea a toda la población.

Legitimación discursiva

En lo que concierne las estrategias de legitimación utilizadas, como último paso del análisis cualitativo, podemos destacar los siguientes elementos.

De forma preponderante, hemos observado que se recurre a la estrategia de negociación. Si bien se quiere imponer una sola versión de la realidad, eludiendo parcialmente a algunos actores, el abordaje discursivo se inclina por poner en escena el poder de forma positiva, llamando a adherir a esta representación a partir del convencimiento de que los beneficios son para la mayoría. Por tanto, se construye una versión del mundo en la que se negocia un modelo positivo, el del Estado benefactor, protector y fuerte, en oposición a un modelo negativo, el de la protesta, el caos y el desorden.

Esta estrategia, que a menudo es puesta en escena a través de la figura de autorización⁸⁵, es la que se utiliza para anunciar las decisiones del presidente que incidirán directamente sobre la población. Los argumentos presentados hacen referencia a información socialmente aprobada ya que su carácter parece ser beneficioso para la mayoría “serán 1 millón 300 mil familias, o sea, más de 5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados”, “les

⁸⁵ De acuerdo con Pardo Abril (2017, 177) esta figura se establece cuando se recurre a la ley o a la moral para dotar de veracidad al discurso. Se utiliza además para desvirtuar el discurso alterno (c.f. p240 de este trabajo)

anuncio las siguientes decisiones: no subiremos el IVA. Escúchenme bien, no lo subiremos”, “he decidido suprimir los impuestos a la importación de bienes de tecnología”, “ese subsidio ha beneficiado, durante décadas principalmente a los que no lo necesitaban y a los que viven del contrabando. Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019); "decisiones claves para el futuro del país", "decisiones que están en la línea de la reactivación de la economía y el empleo", "decisiones buscan fortalecer y sostener la dolarización" (Anexos ESTADO H1 Doc 6 2019).

A la vez que se insiste sobre la dimensión del beneficio colectivo de las decisiones, la figura de autorización también reposa sobre el valor central que se le otorga al trabajo como elemento sobre el que se acomoda un orden social aprobado y aceptado. Los voceros del Estado, en ese sentido, insisten sobre la prioridad de tomar medidas acerca del trabajo para favorecer a la mayoría de la población. Así, en el centro del anuncio del presidente de la república encontramos expresiones como “reformas laborales”, “facilidades para el teletrabajo y contratos por periodo determinado”, “nueva forma de jubilación patronal”, “más trabajo, más emprendimientos, y mejores oportunidades” (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019). En este sentido, la negociación se juega en el terreno de un modelo social que se basa en una economía productiva por antonomasia, cuyo motor es la libre empresa, la reducción de la función pública, la flexibilidad laboral, y una menor intervención del Estado.

Una vez que se declara el estado de excepción, se hace más evidente la utilización de la estrategia de acusación-justificación para legitimar el discurso, que equivale a justificar la medida adoptada. En efecto, la declaratoria de estado de excepción que otorga al Estado un mayor despliegue unilateral de sus medios coercitivos y de la disposición de recursos públicos, requiere de una mayor demostración de responsabilidad del gobierno frente a esa decisión. Para eso, apunta a evidenciar de forma acusatoria, el desborde del orden para así, de forma proporcional, dar una respuesta de mismas dimensiones, y así restablecer el orden.

Se recurre a la figura de racionalización⁸⁶ en la que se acusa a los actores opositores de comportamientos negativos que rompen con el orden social con expresiones como: “desarticulación social”, “los actos de violencia”, “el paro”, “el caos”, “quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quienes impidan que el país trabaje”, “aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados” (Anexos ESTADO H1 Doc 8 2019), frente a lo cual, el Estado cumple con su obligación de precautelar el orden en beneficio de la mayoría.

Aquella figura de racionalización también está presente cuando el cuestionamiento a los actores opositores opera a partir de la calificación de los manifestantes con un léxico propio de la delincuencia. Esto se evidencia en expresiones como “las alteraciones que se están realizando”, “la intensidad de la agresión y de la violencia”, “200 eventos hasta el día de ayer”, “291 actividades delictivas, de protesta y alteración del orden”, “la actividad (...) de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios”, “quienes cometan delitos”, “quienes suspendan los servicios públicos”, “quienes impidan que el país trabaje” (Anexos ESTADO H1 Doc 8 2019). Se emiten entonces conclusiones morales sobre los actores opositores, rechazando así su lugar en el discurso y reafirmando el discurso del Estado.

Se invoca la figura de autorización, apelando a la legitimidad de la ley y de los valores morales cuando el ministro de defensa menciona: “de acuerdo a la constitución y las leyes vigentes”, “el orden jurídico y constitucional”, “la paz social”, “la estabilidad”, “la tranquilidad”, “la protección de la sociedad”, “preservar sus libertades y sus derechos” (Anexos ESTADO H1 Doc 7 2019). De esa manera se justifica la medida excepcional a la vez que se desvirtúa la acción opositora y se reduce el poder de su discurso.

Las vocerías que representan al Estado, a través de sus estrategias discursivas de transformación y legitimación demuestran que no pretenden enfrentar frontalmente y sobre un plano político a los sectores sociales que representan las manifestaciones de rechazo a las medidas. Su forma de presentar el discurso procura construir una imagen de autoridad sólida

⁸⁶ De acuerdo con Pardo Abril (2017, 181) esta figura sirve cuando se describen las acciones de un actor como premisas “a partir de las cuales se emiten conclusiones morales sobre los actores. Se rechaza el lugar de otros actores, de sus discursos y se reafirma el lugar de poder de quien constituye el discurso (c.f. p240 de este trabajo).

e incuestionable porque expone una intención benevolente y de compromiso con la mayoría, y en defensa de un modelo cuyos valores están en sintonía con un cierto imaginario del desarrollo moderno y global como meta a perseguir. Para alcanzar ese modelo, ofrecen una representación homogénea y obediente de la ciudadanía, con la que no interactúan ya que la garantía del orden y la promesa de un sistema productivo saludable se estiman como condiciones suficientes para la mantención de un equilibrio social.

4.2. Hito 2: Llegada del movimiento indígena a Quito. Protestas y represión. Del 6 al 12 de octubre 2019

El 6 de octubre 2019 marcó el cuarto día de protestas continuas en el Ecuador, con la vigencia del cierre de ciertas vías por parte de la militancia del movimiento indígena y otras organizaciones sociales tales como el Frente Unitario de Trabajadores y el Frente Popular⁸⁷, en varios puntos del país.

El gremio de transportistas, que en un inicio detuvo sus actividades como protesta por el incremento del precio de los combustibles que implicaba el retiro del subsidio del Estado, reinició su trabajo luego de que el gobierno nacional le otorgara la posibilidad de incrementar el precio del servicio de transporte⁸⁸.

⁸⁷ El Frente Unitario de Trabajadores (FUT) es un organismo que reagrupó todas las centrales sindicales del país como Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas Unitarias de Trabajadores (CEDOCUT), la Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres (CEOSL), la Confederación de Trabajadores del Ecuador (CTE), la Unión General de Trabajadores del Ecuador (UGTE), Federación Ecuatoriana de Trabajadores Municipales y Provinciales (FETMYP), Unión Nacional de Educadores (UNE) y Federación Nacional de Obreros de los Gobiernos Provinciales del Ecuador (FENOGOPRE). Por su parte el Frente Popular reagrupa a las centrales sindicales del Frente Unitario de Trabajadores y a otras organizaciones como la Unión Nacional de Educadores (UNE), la Federación de Estudiantes Secundarios (FESE), la Federación de Estudiantes Universitarios (FEUE), la Unión de Campesinos Asalariados del Ecuador (UCAE) y la Federación Nacional de Trabajadores Bancarios, y la recientemente creada Unión General de Trabajadores del Ecuador (UGTE). Todos estos organismos cuyo propósito principal ha sido la defensa de los derechos de los sectores sociales populares del Ecuador han profesado una tendencia ideológica de izquierda, con distintos matices a lo largo del tiempo.

⁸⁸ Tal como anunciado a través del Comunicado Oficial de la Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República del Ecuador y que hemos analizado “Información importante para evitar especulación en tarifas” se ha autorizado el incremento de las tarifas de transporte entre 5 y 10 centavos de dólar por viaje en transporte urbano. Se precisó que cada municipalidad tendrá la potestad para aplicar la autorización de este incremento en su jurisdicción.

En el caso de la ciudad de Guayaquil, segunda urbe más importante del país, la alcaldesa Cynthia Viteri, perteneciente al Partido Social Cristiano, opositor al gobierno, anunció que se abstendría de decidir sobre la fijación del precio del transporte, responsabilidad que trasladó al gobierno central, aduciendo el vigente estado de excepción que permitía al gobierno asumir esa potestad (Municipalidad de Guayaquil 2019). Aquello significaría marcar una distancia con el gobierno al no asumir la corresponsabilidad de una medida impopular que podría tener un alto impacto político y social.

Aquel mismo 6 de octubre, los ministros de defensa e interior, Oswaldo Jarrín y María Paula Romo eran entrevistados en cadena nacional durante una hora de antena. Pudieron expresarse sin mayores interrupciones por parte del periodista entrevistador y así emitir las posturas del Estado sobre el conflicto en curso. Algunas de las expresiones del ministro Jarrín suscitaron la reacción del movimiento indígena. Aquella entrevista es parte del corpus analizado (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019).

El lunes 7 de octubre, el presidente de la CONAIE, Jaime Vargas anunciaba en rueda de prensa la llegada de 20000 indígenas a la capital para el martes 8 de octubre (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019). Al mismo tiempo, el gobierno disponía para toda la zona central del país, incluida la capital Quito, la suspensión de las clases en escuelas, colegios e institutos como medida de cautela por posibles desbordes en las manifestaciones.

Durante la noche del 7 al 8 de octubre tuvo lugar un ataque violento al edificio sede la Contraloría General del Estado en el que una banda organizada protagonizó daños a vehículos oficiales, ventanas, puertas y cámaras de seguridad. También se sustrajeron pantallas de televisión y se destruyó parte de la fachada externa. Este hecho, que casualmente se dio en medio de estas olas de protesta, pronto se demostraría que no tuvo relación directa con estas, sin embargo, suscitaría conmoción en la ciudadanía.

El 8 de octubre por la noche, el presidente Moreno, en una alocución en cadena nacional y acompañado de su vicepresidente Otto Sonenholzner y el alto mando militar, anunciaba el traslado de la sede del gobierno a la ciudad de Guayaquil por temor a un posible golpe de Estado, aduciendo que miembros del ex gobierno de Rafael Correa con la complicidad del

presidente de Venezuela Nicolás Maduro, habían fraguado un plan para sacarlo del poder “El sátrapa de Maduro ha activado, junto con Correa, su plan de desestabilización” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019) y que el movimiento indígena sería utilizado sin saberlo, para este fin “Ellos son quienes están detrás de este intento de golpe de estado y están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas, aprovechando su movilización para saquear y destruir a su paso” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019).

Un día después, el 8 de octubre y como muestra política de distancia tanto con el gobierno cuanto, con los sectores sociales descontentos, la alcaldesa de Guayaquil, Cynthia Viteri protagonizó, junto con el exalcalde y hombre político de trayectoria en Guayaquil, Jaime Nebot, un discurso público llamando a la defensa de la ciudad frente a las marchas de los pueblos indígenas que avanzaban desde el centro del país hacia la ciudad portuaria. En efecto, durante una alocución, que fue retransmitida por medios radiales, llamó a “defender la ciudad de Guayaquil” (Municipalidad de Guayaquil 2019), alegando que quienes intentaban entrar a la ciudad, lo hacían con la intención de “destruir la ciudad, quemar, robar, golpear y sencillamente hacer lo que hace casi 200 años intentaron hacer con nosotros” (Municipalidad de Guayaquil 2019). Sus palabras, cargadas de ambigüedad en cuanto a los procesos históricos a los que se refiere, generarían una reacción en el seno de la dirigencia indígena como veremos más a detalle en el análisis cualitativo.

Aquel día, las comunidades indígenas empezaron a llegar a la capital y se apostaron en la sede de la Casa de la Cultura Ecuatoriana, lugar emblemático en el que, en varias ocasiones, se recibieron a las poblaciones indígenas que llegaban a Quito para expresar su descontento frente a las decisiones de varios gobiernos de turno.

El miércoles 9 de octubre fue el escenario de múltiples frentes en distintos puntos del país. Para ese día estaba prevista la simultaneidad del levantamiento indígena, una huelga de trabajadores dispuesta por los sindicatos, y el paro nacional en todo el territorio con el cierre de vías como medida de presión hacia el gobierno. El cumplimiento del objetivo de paralización de todo el territorio fue palpable: permanecieron cerradas 117 vías principales; en Guayaquil la marcha de los trabajadores fue ampliamente concurrida mismo si fue muy reprimida por la policía nacional. Tal como lo había dispuesto la alcaldesa Cynthia Viteri, se

impidió la entrada a la ciudad portuaria de la población indígena que marchó desde el centro del país. En Quito, se registraron enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas del orden. Se estima que “Llegaron alrededor de 50.000 indígenas a Quito, el FUT tuvo una convocatoria orgánica más escueta, no más de 5000 trabajadores” (Iza, Tapia y Madrid 2020, 108). La jornada fue violenta y se saldó con el fallecimiento de 4 personas, a las cuales se añadieron centenas de heridos y 1152 detenidos (Defensoría del Pueblo 2019).

Durante el día siguiente se configuró, desde un punto de vista discursivo, un momento central de estas protestas. En efecto, el 10 de octubre, en la Casa de la Cultura, se congregaron miles de miembros de los pueblos y nacionalidades indígenas junto con los principales líderes del movimiento indígena, por una parte, para rendir homenaje a las cuatro personas fallecidas el día anterior durante las manifestaciones, y por otra, para, en un acto performativo de comunicación, obligar la transmisión en vivo, por parte de todos los medios de comunicación, de las alocuciones de dirigentes indígenas explicando sus demandas, además de evidenciar en tiempo real, el buen estado de salud y el adecuado respeto de las condiciones físicas y psicológicas de los ocho policías retenidos por las comitivas de los pueblos. Esta retención, se dio como un acto simbólico y una medida de presión, para captar la atención del gobierno, de los medios de comunicación, así como de otros organismos nacionales e internacionales. Los policías fueron entregados esa misma noche a representantes de las Naciones Unidas y organismos de Derechos Humanos (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019).

En el noveno día de protestas, el 11 de octubre, la violencia recrudeció en los alrededores de la Asamblea Nacional, donde manifestaban pacíficamente, con la presencia de mujeres y niños, comitivas de pueblos y nacionalidades indígenas. La calma de la concentración se rompió por un ataque de las fuerzas de seguridad contra los manifestantes que debieron replegarse rápidamente hacia la Casa de la Cultura no muy lejana, huyendo de los gases lacrimógenos. Luego de esa fuerte represión, que incluyó el lanzamiento de gases dentro de los puntos decretados como de “albergues humanitarios”, el presidente Moreno llamó al movimiento indígena, a través de un mensaje televisivo difundido en cadena nacional, al diálogo directo con él (Anexos ESTADO H2 Doc 10 2019). La respuesta de la CONAIE fue que el diálogo solo era posible con la derogatoria del Decreto 883 (Anexos CONAIE H2 Doc 10 2019).

El 12 de octubre, fecha simbólica que representa la llegada de Cristóbal Colón a suelo americano y el inicio del proceso colonizador europeo en América reavivó la reivindicación del movimiento indígena a la que se sumaron sectores urbanos y movimientos feministas en una marcha en Quito, con consignas de rechazo al llamado “Día de la Raza” que fue reemplazado en el año 2011 por el apelativo de “Día de la Interculturalidad y la Plurinacionalidad”, pero que permaneció en el imaginario colectivo ecuatoriano como la conmemoración del primer encuentro entre Europa y América. Pese al cambio de nombre, muchos sectores sociales y especialmente el movimiento indígena denunciaban a esta conmemoración como el encubrimiento de la invasión europea y el sometimiento de los pueblos indígenas, por lo que, organizaciones de izquierda, reivindicaron el “Día de la Resistencia Indígena y Popular”.

La movilización siguió activa y se hizo una estimación aquel día del cierre de “392 carreteras y se registraron 1228 puntos de conflicto en las zonas rurales” (Iza, Tapia y Madrid 2020, 110). Pese al decreto de “toque de queda” a las 15h00 por parte del gobierno, que obligaba a despejar todos los lugares públicos a esa hora *so pena* de intervención de las Fuerzas Armadas, los manifestantes hicieron caso omiso “En la noche, el toque de queda tampoco fue respetado por miles de personas que salieron a las calles para manifestarse por medio de un cacerolazo convocado en redes sociales” (Ramírez 2020, 74)

También, al igual que el 8 de octubre, se volvió a registrar un atentado contra el edificio sede de la Contraloría General del Estado, pero que esta vez fue más violento ya que se provocó un incendio que destruiría gran parte de la edificación. El propio presidente Moreno atribuyó este hecho a grupos vinculados al expresidente Rafael Correa, lo cual anunció en cadena nacional es mismo día, deslindando así la participación de movimientos sociales en este episodio violento: “Hoy fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizada y dirigidas por Correa y Maduro, en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos, causaron zozobra, violencia nunca antes vista (...) Tan es así que hoy quemaron el edificio de la contraloría para destruir las pruebas de la corrupción del gobierno anterior” (Anexos ESTADO H2 Doc 11 2019).

Esa misma noche, la CONAIE hacía conocer mediante un comunicado, su aceptación de iniciar un diálogo con el gobierno, en aras de “destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019). El presidente Moreno anunciaba su disposición al diálogo y a la revisión de las medidas (Anexos ESTADO H2 Doc 12 2019).

4.2.1. CONAIE

Este segundo conjunto de pronunciamientos públicos de la CONAIE, que recoge comunicados escritos y alocuciones habladas, se ha denominado *Hito 2. Llegada del movimiento indígena a Quito. Represión y criminalización de la protesta social*. Está compuesto de la siguiente manera:

Anexos CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

Anexos CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019 Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha

Anexos CONAIE H2Doc 3 07 de octubre 2019 Comunicado rechazo saqueos

Anexos CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado *Lenin Moreno insta un régimen de terror*

Anexos CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa

Anexos CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano*

Anexos CONAIE H2Doc 7 10 de octubre 2019 Comunicado *Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana*

Anexos CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019 Comunicado *La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto*

Anexos CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana

Anexos CONAIE H2Doc 10 11 de octubre 2019 Comunicado *Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo*

Anexos CONAIE H2 Doc 11 12 de octubre 2019 Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano* (Décima jornada)

Anexos CONAIE H2Doc 12 13 de octubre 2019 Comunicado Desmentido

Análisis cuantitativo

El corpus del hito 2 CONAIE, se compone de 12 documentos (la transcripción de los pronunciamientos emitidos el 10 de octubre en la Casa de la Cultura al ser dentro de un mismo contexto, pero por varias vocerías se ha presentado en un solo documento). Se han hallado 3848 palabras y 321 palabras distintas.

El primer tamiz aplicado en el programa *Maxqda 2024*⁸⁹ nos entrega la lista de las 50 palabras más frecuentes dentro de este corpus que presentamos a continuación:

⁸⁹ Al iniciar el análisis cuantitativo de este hito, el programa Maxqda nos ha puesto a disposición una versión actualizada del software denominada *Maxqda 2024* que cuenta con las mismas funcionalidades. Aquel cambio no altera en nada los resultados hallados en el primer hito analizado, ni los que presentamos a continuación. En adelante nos referiremos al programa como *Maxqda 2024*.

Ilustración 20.50 palabras más frecuentes. Hito 2 CONAIE

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
a	1	187	4,29	1	9	75,00
compañero	9	140	3,21	2	8	66,67
no	2	123	2,82	3	8	66,67
del	3	106	2,43	4	12	100,00
poblar	6	67	1,54	5	8	66,67
al	2	65	1,49	6	11	91,67
gobernar	8	61	1,40	7	11	91,67
indígena	8	56	1,28	8	11	91,67
luchar	6	47	1,08	9	9	75,00
nacional	8	41	0,94	10	9	75,00
ecuador	7	39	0,89	11	12	100,00
ecuatoriano	11	39	0,89	11	8	66,67
derecho	7	38	0,87	13	9	75,00
querer	6	38	0,87	13	5	41,67
territorio	10	35	0,80	15	5	41,67
aquí	4	31	0,71	16	2	16,67
tener	5	31	0,71	16	7	58,33
nacionalidad	12	25	0,57	18	10	83,33
económico	9	24	0,55	19	6	50,00
hermano	7	24	0,55	19	4	33,33
pueblo	6	24	0,55	19	4	33,33
país	4	23	0,53	22	8	66,67
conaie	6	22	0,50	23	10	83,33
hacer	5	22	0,50	23	5	41,67
señal	1	21	0,48	25	8	66,67
internacional	13	21	0,48	25	8	50,00
medir	5	21	0,48	25	6	50,00
también	7	21	0,48	25	3	25,00
día	3	20	0,46	29	7	58,33
medio	5	20	0,46	29	5	41,67
partir	6	20	0,46	29	6	50,00
quitar	6	20	0,46	29	11	91,67
comunicación	12	19	0,44	33	5	41,67
movimiento	10	19	0,44	33	11	91,67
defensa	7	18	0,41	35	6	50,00
casar	5	17	0,39	36	4	33,33
presidente	10	17	0,39	36	11	91,67
octubre	7	16	0,37	38	12	100,00
venir	5	16	0,37	38	3	25,00
dar	3	15	0,34	40	6	50,00
declarar	8	15	0,34	40	4	33,33
fondo	5	15	0,34	40	4	33,33
decretar	8	14	0,32	43	8	66,67
hoy	3	14	0,32	43	5	41,67
monetario	9	14	0,32	43	4	33,33
pedir	5	14	0,32	43	1	8,33
social	6	14	0,32	43	9	75,00
intervención	12	13	0,30	48	1	8,33
jaime	5	13	0,30	48	11	91,67

Al aplicar algunas exclusiones consistentes por ejemplo en “a”, “no”, “del”, “al”, “aquí”, “también” siendo que se trata de conectores gramaticales que no marcaran la estructura discursiva, obtenemos un cuadro con las 25 palabras más frecuentes dentro de este corpus, a partir de la cual podremos establecer las unidades de análisis sobre las que nos vamos a basar para explorar este corpus.

Una vez analizada esta primera lista, así como el contexto en el que se expresan estos discursos, nos detenemos sobre 20 unidades de análisis que serán el objeto de nuestra exploración, las cuales responden también a su frecuencia en el texto. Algunas de estas unidades, han sido juntadas bajo una misma familia de significado tal como “pueblo”,

“poblar” y “población”; “gobierno” y “gobernar”; “luchar” y “lucha”; “territorio” y “territorial”; “nacional” y “nación”; “Ecuador” y “ecuatoriano/a”; “economía” y “económico/a”; “medir” y “medios”; o “defensa” y “defender”. Así las unidades de análisis elegidas son las siguientes:

Ilustración 21. 20 unidades de análisis. Hito 2 CONAIE

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
compañero	9	140	3,64	1	8	66,67
poblar	6	67	1,74	2	8	66,67
gobemar	8	61	1,59	3	11	91,67
indígena	8	56	1,46	4	11	91,67
luchar	6	47	1,22	5	9	75,00
nacional	8	41	1,07	6	9	75,00
ecuador	7	39	1,01	7	12	100,00
ecuatoriano	11	39	1,01	7	8	66,67
derecho	7	38	0,99	9	9	75,00
querer	6	38	0,99	9	5	41,67
territorio	10	35	0,91	11	5	41,67
nacionalidad	12	25	0,65	13	10	83,33
económico	9	24	0,62	14	6	50,00
hermano	7	24	0,62	14	4	33,33
pueblo	6	24	0,62	14	4	33,33
país	4	23	0,60	17	8	66,67
conaie	6	22	0,57	18	10	83,33
internacional	13	21	0,55	20	6	50,00
medir	5	21	0,55	20	6	50,00
medio	5	20	0,52	24	5	41,67
comunicación	12	19	0,49	28	5	41,67
movimiento	10	19	0,49	28	11	91,67
defensa	7	18	0,47	30	6	50,00

A partir de la determinación de las unidades de análisis, se trata, tal y como hemos procedido para los análisis anteriores, de codificar estas unidades con la ayuda del programa computacional. Este procedimiento consiste en buscar cada unidad de análisis en todos los textos que conforman el corpus y agrupar, bajo lo que se denomina *código*, todos los segmentos (partes del texto) que contienen las unidades de análisis que hemos elegido. Para cada unidad de análisis, se codificará -es decir se registrará en forma de base de datos- la oración entera que contiene la unidad de análisis, así como la frase que la precede y la que le sigue. De esta forma obtenemos el contexto en el que la unidad de análisis es utilizada lo cual facilitará su análisis cualitativo. Esta búsqueda y registro se hace mediante la herramienta *Análisis-Búsqueda de textos y autocodificación*.

El paso siguiente consistirá en utilizar la herramienta *Herramientas visuales-Matriz de relaciones de códigos* que dará cuenta de las asociaciones entre las unidades de análisis en

términos de distancia en el texto, es decir, midiendo la frecuencia en que estas unidades se emiten próximas en el discurso. Así, los tonos rojos dan cuenta de una mayor cercanía entre las unidades y los tonos azules como señal de una cercanía menos frecuente. Obtenemos así la siguiente matriz de relaciones de códigos:

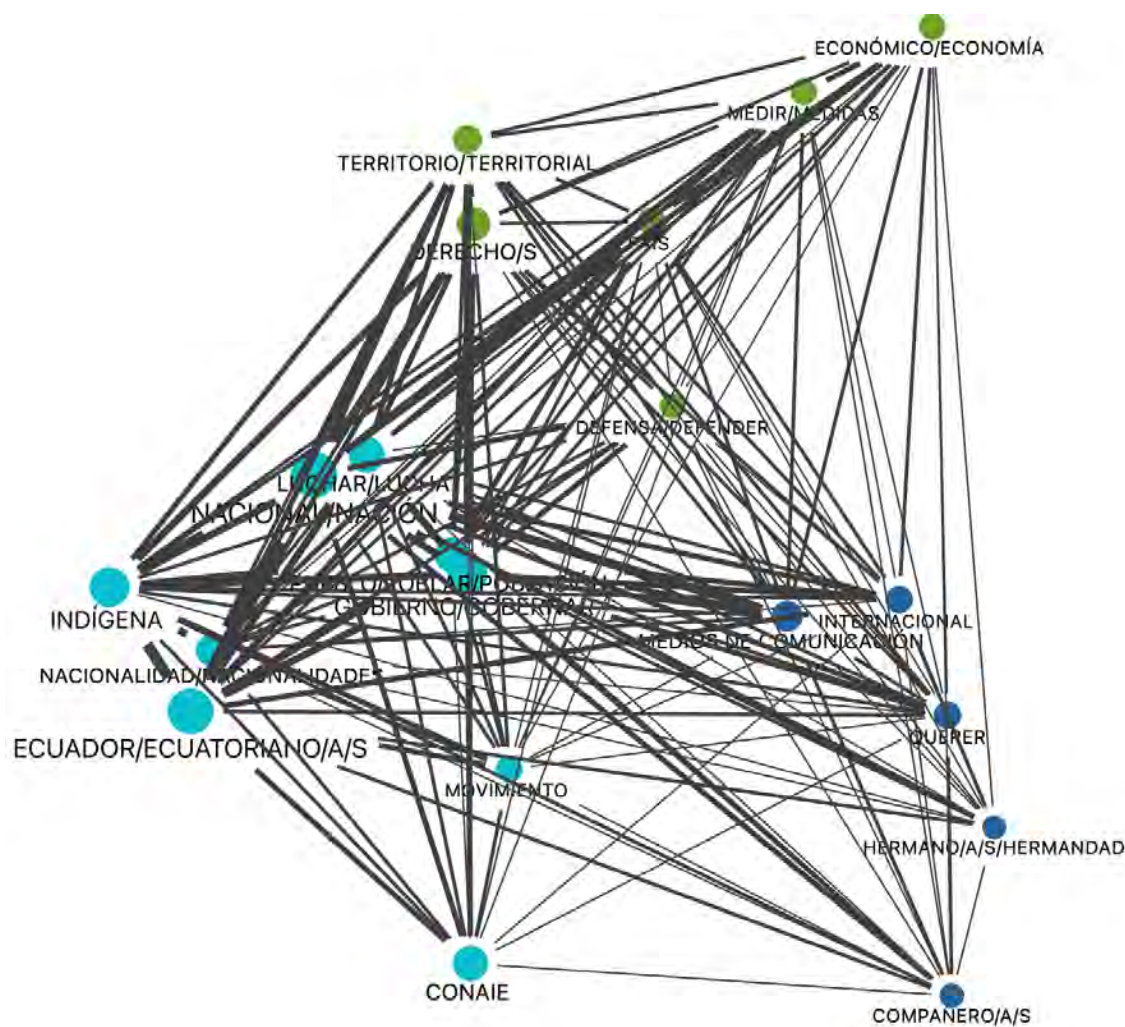
Ilustración 22. Matriz de relaciones de códigos. Hito 2 CONAIE

Sistema de códigos	DEFENSA/ DEFENDER	MOVIMIENTO	MEDIOS DE COMUNICACIÓN	MEDIR/ MEDIDAS	INTERNACIONAL	CONAIE	PAÍS	HERMANO/A/S/ HERMANDAD	ECONÓMICO/ ECONOMÍA	NACIONALIDAD/ NACIONALIDADES	TERRITORIO/ TERRITORIAL	QUERER	DERECHO/S	ECUADOR/ ECUATORIANO/A/S	NACIONAL/ NACIÓN	LUCHAR/ LUCHA	INDÍGENA	GOBIERNO/ GOBERNAR	PUEBLO/ POBLAR/ POBLACIÓN	COMPAÑERO/A/S
DEFENSA/ DEFENDER	0	5	6	4	5	2	6	3	4	8	9	5	10	11	14	6	9	12	7	3
MOVIMIENTO	5	0	5	5	3	7	4	2	3	7	5	5	8	13	11	10	14	11	9	5
MEDIOS DE COMUNICACIÓN	6	5	0	7	10	2	7	5	7	7	7	11	11	17	23	10	10	16	12	11
MEDIR/MEDIDAS	4	5	7	0	5	4	8	1	13	7	9	4	11	10	13	9	9	9	8	4
INTERNACIONAL	5	3	10	5	0	5	7	7	7	5	9	9	8	15	18	7	6	12	12	6
CONAIE	2	7	2	4	5	0	3	2	2	9	4	4	3	18	12	8	11	12	6	4
PAÍS	6	4	7	5	7	3	0	3	7	5	8	6	11	12	17	10	11	10	13	1
HERMANO/A/S/ HERMANDAD	3	2	5	1	7	2	3	0	3	3	3	6	4	10	12	6	5	7	9	4
ECONÓMICO/ ECONOMÍA	4	3	7	13	7	2	7	3	0	5	9	4	8	7	15	10	8	7	7	3
NACIONALIDAD/ NACIONALIDADES	8	7	7	7	5	9	5	3	5	0	10	3	8	23	22	10	18	8	11	5
TERRITORIO/ TERRITORIAL	9	5	7	9	9	4	8	3	9	10	0	7	14	15	22	13	13	19	11	1
QUERER	5	5	11	4	9	4	6	8	4	3	7	0	8	11	13	11	8	13	11	7
DERECHO/S	10	8	11	11	8	3	11	4	8	8	14	8	0	17	21	13	19	17	18	5
ECUADOR/ ECUATORIANO/A/S	11	13	17	10	15	16	12	10	7	23	15	11	17	0	34	20	29	22	20	9
NACIONAL/ NACIÓN	14	11	23	13	18	12	17	12	15	22	22	13	21	34	0	24	30	22	24	12
LUCHAR/LUCHA	6	10	10	9	7	8	10	6	10	10	13	11	13	20	24	0	20	19	20	5
INDÍGENA	9	14	10	9	8	11	11	5	8	19	13	8	19	29	30	20	0	21	21	9
GOBIERNO/GOBERNAR	12	11	16	8	12	12	10	7	7	9	19	13	17	22	22	19	21	0	18	10
PUEBLO/POBLAR/ POBLACIÓN	7	9	12	8	12	6	13	9	7	11	11	11	16	20	24	20	21	18	0	9
COMPAÑERO/A/S	3	5	11	4	6	4	1	4	3	5	1	7	5	9	12	5	9	10	9	0

Lo que salta rápidamente a la vista tiene que ver con los valores que arroja este análisis de co-ocurrencias de las unidades de análisis, es decir la proximidad de los códigos dentro de un documento, es que estos son mucho más bajos que en el análisis del discurso de la CONAIE en el hito 1. En efecto, los valores más altos de co-ocurrencia podían llegar a 66 mientras que, para este corpus, apenas tenemos valores de 34. Esto significa que la proximidad de los códigos es menos frecuente y, por tanto, el discurso es menos repetitivo. Los temas abordados pueden ser quizás más amplios y el vocabulario utilizado más extenso. No obstante, se puede establecer las relaciones entre los códigos y así determinar una matriz de relaciones que nos ayudarán a tematizar el discurso, es decir, a buscar los ejes temáticos más relevantes que atraviesan las líneas discursivas, elemento esencial para el análisis cualitativo.

Así, obtenemos a partir de la matriz anterior, recurriendo a la función *Herramientas visuales-Matriz de relaciones de códigos*, el siguiente esquema:

Ilustración 23. Mapa de relaciones de códigos. Hito 2 CONAIE



Al aplicar al diseño de esta matriz de relaciones de códigos la herramienta de *clúster* y eligiendo la opción de división en 3 grupos, el sistema, de forma automática, establece los conglomerados de los códigos, es decir los grupos en que las unidades de análisis están frecuentemente más asociadas. Como podemos observar, los 3 grupos o *clúster* que se configuran son los siguientes:

1. Pueblo/poblar/población- Gobierno/gobernar- Indígena- Lucha/luchar- Nacional/nación- Ecuador/ecuatoriano- Nacionalidades- CONAIE (turquesa)
2. Compañero/a/s- Querer- Hermano/a/s/hermandad- Internacional- Medir/medidas- medios de comunicación (azul oscuro)

3. Derechos- Territorio/territorial- Economía/económico- País- Defensa/defender
(verde)

El siguiente paso, a partir de estas agrupaciones, consiste en unir las unidades de análisis, es decir los *códigos* bajo una herramienta denominada *conjuntos de códigos*, lo que significa juntar en una sola base de datos, los segmentos de texto que contienen las unidades de análisis previamente agrupadas. De esta manera obtenemos tres conjuntos de códigos que concentran las bases de datos de cada unidad de análisis.

Al utilizar el programa *Maxqda 2024* para construir estas bases de datos, accedemos a la posibilidad de obtener una nube de palabras representativa de ese conjunto de unidades. Es a partir de estas nubes de palabras, que arrojarán mayores indicios sobre los lemas frecuentes de cada *clúster*, que podremos establecer un tejido de conceptos, que, una vez relacionado al contexto del texto que conocemos, nos orienta a determinar una temática como eje transversal para cada conglomerado. Es bajo esa temática que podremos adentrarnos en un siguiente paso, en el análisis cualitativo.

De acuerdo con las nubes de palabras conseguidas de la base de datos de cada clúster, obtenemos la *Ilustración 26, Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 CONAIE*. Una vez que hemos integrado las bases de datos a las matrices de análisis que constan en anexo, y después de excluir de las matrices los segmentos que se repiten, tenemos para la temática 1 denominada “Lucha del pueblo” con 66 segmentos a analizar, para el tema 2 “Manejo de la información y difusión internacional” 35 segmentos y para la temática 3 “Defensa de los derechos” con 40 segmentos.

Ilustración 24, Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 CONAIE

CLUSTER 1		
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
PUEBLO/POBLAR/POBLACIÓN		LUCHA DEL PUEBLO
GOBERNAR/GOBIERNO		
INDÍGENA		
LUCHA/LUCHAR		
NACIÓN/NACIONAL		
ECUADOR/ECUATORIANO		
NACIONALIDADES		
CONAIE		
CLUSTER 2		
COMPAÑERO/A/S		MANEJO DE LA INFORMACIÓN Y DIFUSIÓN INTERNACIONAL
QUERER		
HERMANO/A/S/HERMANDAD		
INTERNACIONAL		
MEDIR/MEDIDAS		
MEDIOS DE COMUNICACIÓN		
CLUSTER 3		
DERECHOS		DEFENSA DE LOS DERECHOS
TERRITORIOS/TERRITORIAL		
ECONOMÍA/ECONÓMICO		
PAÍS		
DEFENSA/DEFENDER		

Análisis cualitativo

Como primer paso del análisis cualitativo se trata de evaluar la consistencia y coherencia del discurso, en este caso de la CONAIE, durante esta segunda fase del caso de estudio que nos ocupa, es decir, la fase en que la conflictividad social va en aumento, cuando las acciones de cada “bando” enfrentado es una respuesta a la del otro.

Evidentemente, las respuestas, así como el aumento de los enfrentamientos se da en el escenario real de los hechos, es decir las calles de las ciudades del Ecuador, pero también en el plano discursivo en que se van midiendo las fuerzas de convocatoria de cada lado.

Es necesario puntualizar que el acceso a los medios de transmisión se da en condiciones desiguales pues el gobierno, como ente del Estado tiene la capacidad de disponer de “cadenas nacionales”, es decir de tiempo de difusión de mensajes en antena abierta, de forma unificada y obligatoria para todos los canales de comunicación.

Y es justamente uno de los ejes de análisis que nos ocuparán en este hito pues la disputa por obtener la atención de los canales de comunicación es un tema en la expresión del discurso de la CONAIE que recurre incluso a acciones simbólicas de protesta (retención no violenta de miembros de la policía y de miembros de los medios de comunicación) para obtener esta atención.

Pero procedamos en primer lugar a delinear los principales hallazgos alcanzados del análisis del clúster 1, “Lucha del pueblo”.

El lema que define temáticamente a este clúster es la familia lexical de “lucha”, que incluye el verbo “luchar” en todas sus conjugaciones. Si bien el hito 1 ponía en el centro de su estructura discursiva a los “derechos”, exponiendo los alcances de estos en todos los ámbitos de la vida social y política, tanto del Ecuador como para los pueblos y nacionalidades de forma específica, en este hito 2, remarcamos en primera línea la importancia de reivindicar la lucha social, en su sentido amplio. Es decir, la lucha que concierne a toda la población que carece de un acceso pleno a los derechos fundamentales necesarios para una vida digna, tales como, la garantía de un trabajo adecuadamente remunerado, el goce de servicios básicos de atención en salud y educación, de una vivienda decente y de alimentación y agua sana y suficiente⁹⁰.

⁹⁰ En el año 2019, en Ecuador se registraba una tasa de empleo adecuado del 38%, es decir, más de la mitad de la población activa vivía de la informalidad y la precariedad (Leonardo A. Arias y Andrés Chiriboga Tejada p.184). El analista Jonathan Baéz reportaba que entre diciembre 2018 y septiembre 2019 “La pobreza se incrementó del 23,20% al 23,90%. El índice de precarización aumentó a un 0,415% en septiembre 2019”. La pobreza extrema por su parte estaba presente en un 9% de la población lo que situaba a este segmento de personas por debajo de las condiciones mínimas de acceso a educación, trabajo y seguridad social, salud, agua y alimentación, hábitat, vivienda y ambiente sano (Leonardo A. Arias y Andrés Chiriboga Tejada p.184).

Desde esa perspectiva del contexto social, a la que se sumó el anuncio de nuevas medidas que afectarían aún más a los ya frágiles derechos de la población, el discurso ya no solo pugnaba por exponer los impactos de las medidas anunciadas por el presidente pero, aceleraba el paso hacía un llamado a la protesta e insurrección, verbalizado en la “lucha” como palabra que sugiere la convocatoria colectiva, el incremento de las acciones de protesta, la subida paulatina de la expresión verbal hacía tonalidades menos amigables y desde una óptica estratégica más ofensiva en términos de reivindicación.

Así, el discurso de la CONAIE se dotó de un acento volcado a radicalizar las medidas ya iniciadas, tomando como eje central de su acción la lucha social como herramienta para ejercer presión sobre el gobierno e incluso los medios de comunicación. Así encontramos expresiones como “saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 3), “Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto 4) “En ese sentido también la lucha no es de ningún partido político, movimiento, porsiacaso. Es un reclamo justo de la ciudadanía y de las organizaciones sociales” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 16), “Esta lucha no es por hoy, por el precio de la gasolina solamente, es para evitar que nos hipotequen el futuro, y que paguemos con hambre y pobreza de dos y tres generaciones” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 22); “la incansable voluntad de nuestra gente de luchar, mujeres, jóvenes, mayores y toda la población que llegó desde todos los rincones del país a sumarse al paro” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 28); “sólo mediante la lucha se conquistan derechos, a nosotros nunca nos han regalado nada, por ellos la lucha es nuestro único camino” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 36), “la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 48).

También, la CONAIE rescata el carácter histórico de su lucha para dotarla de una dimensión atemporal que trasciende la coyuntura que se está desarrollando. “nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 5), “Nosotros hace 527 años como lucha indígena no cierto, cuando vinieron a colonizar, aun así, nosotros no tenemos resentimientos” (Anexos CONAIE

H2 MC1 sgt. 13), “Rechazamos cualquier intención de desprestigiar nuestra lucha histórica tratando de tildarnos de terroristas y subversivos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt. 30).

Al igual que en el hito 1, el lema “pueblo” es uno de los más presentes en el discurso de la CONAIE, y su utilización denota varias acepciones que, a la luz del contexto, se pueden diferenciar sencillamente. El primer sentido asignado a “pueblo” designa a todos los habitantes de la nación Ecuador. Bajo este sentido, se registran leves variaciones en su utilización que describimos a continuación.

El uso de “pueblo” remite no solamente a la designación de la mayoría de una población, que en este caso es la que habita en suelo ecuatoriano, sino que señala a un sujeto político que se personifica en el reclamo y la lucha por sus derechos. El pueblo en múltiples de sus usos parece ser un ente que toma vida y es dotado de características similares a las de una persona, con capacidad de expresar sentimientos, emociones, juicios de valor y que además es descrito con metáforas atinentes al cuerpo humano. Aquello se expresa por ejemplo en: “no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo, indignado” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt.9); “un gobierno neoliberal venda la sangre de nuestro pueblo” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt.10); “el pueblo que reclama sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt.21); “somos Pueblo Organizado reivindicando y exigiendo derechos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt. 36); “el pueblo en general se junta para empujar un programa de unidad” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt.37); “somos un pueblo con dignidad” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt. 63); “el pueblo se ha puesto de pie” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgt. 64).

En otras ocasiones, el sentido de “pueblo” se modula ligeramente y se lo encuentra asociado a “ecuatoriano”. La utilización reiterativa de “pueblo ecuatoriano” busca reforzar la percepción del receptor del discurso de que existe una mayoría de la población cuyos intereses fueron afectados por las medidas del gobierno y de que esta misma mayoría respalda las acciones de protesta de la CONAIE. También sugiere que el vocero CONAIE, que usualmente se autorretrata como compuesto por miembros de pueblos y nacionalidades indígenas, también se reconoce como parte de la nación ecuatoriana y que, en el contexto de las protestas, no solamente es el representante de los pueblos y nacionalidades, sino de toda la población del Ecuador. El sentido vacila entonces entre lo que podríamos llamar una

representación identitaria que remite al imaginario de lo que significa ser parte de la nación ecuatoriana, y, una representación política, pues en el contexto de las protestas, la CONAIE se personifica como el líder que encabeza el movimiento de reivindicación: “una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto 4); “en esta lucha por los derechos de todo el pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 40); “para liberar al pueblo ecuatoriano y construir una buena sociedad” (sgto.46), “es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto.48); “este gobierno quiere matar de hambre al pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 49); “el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 55); “el pueblo ecuatoriano sea testigo de que no ha habido ningún secuestro” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 65).

La inclusión del vocero CONAIE como parte del “pueblo ecuatoriano”, está aún más presente en su asociación con el pronombre de la primera persona del plural “Nosotros declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 8); “nos declaramos en la verdadera unidad del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 10); “el movimiento indígena y el pueblo ecuatoriano somos un solo puño” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto.19).

Como otro eje de utilización de “pueblo”, se trata de las menciones de “pueblos y nacionalidades” y “pueblos indígenas” que, del mismo modo que lo observamos en el hito 1, se refiere a los pueblos y nacionalidades indígenas del Ecuador, es decir, a un sujeto con dimensiones históricas, lo que se expresa en: “Los pueblos y nacionalidades son auténticos, quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 14), “hoy desde que iniciamos, está firme, con mayor fuerza, nuestros pueblos y nacionalidades. Somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto.9).

También es un sujeto con dimensiones políticas: “nuestra resistencia de los pueblos y nacionalidades del Ecuador” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 3), “Que se apoya al desarrollo de soluciones y alternativas concretas contra al cambio climático propuestas por

los Pueblos y Nacionalidades”, “la conservación de los territorios y conocimientos de los pueblos indígenas son clave en esta lucha” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 38), “vamos a declarar tres días de luto para los pueblos y nacionalidades, declaramos para todo el Ecuador que nuestros compañeros que perdieron la vida luchando” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 57), “hermanos de México están haciendo un acto de solidaridad por la lucha de los pueblos indígenas del Ecuador” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 60).

Y finalmente es un sujeto con dimensiones identitarias: “vamos a compartir el almuerzo, la pamba mesa, la sagrada pamba mesa nombrada por los pueblos indígenas” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 60), “Esta casa que se llama Ecuador, esta casa, es de los pueblos y nacionalidades” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 13), “Compañeros presidentes de las quince nacionalidades/pueblos de nuestra querida patria” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 43);

Estas dimensiones se fueron conformando a través de la protesta, de la organización social, y del reconocimiento jurídico mediante instrumentos legales nacionales e internacionales. Aquello se expresa por ejemplo en: “nuestros pueblos y nacionalidades están movilizándose, avanzando a la ciudad de Quito” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 5)

En este clúster también destacamos la presencia reiterada de las unidades de análisis “CONAIE” y “movimiento indígena” que, en este hito, notamos que, con más insistencia que en el anterior, se representan como la organización que no solamente lucha por los derechos de los pueblos y nacionalidades, sino que su lucha es por el pueblo, entendido como el “pueblo ecuatoriano”. Con esta modulación, se procura afianzar hacia los receptores del discurso, el rol de la CONAIE como la organización líder de las protestas que han tomado dimensiones sociales y políticas, más allá de las reivindicaciones identitarias.

Para conseguir ser atractivos en este campo discursivo y que la población en general adhiera a las demandas planteadas, y asuma y apoye el liderazgo de la CONAIE, detectamos la presencia de ciertas expresiones como: “El movimiento indígena nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 5), “hemos demostrado al mundo que el movimiento

indígena y el pueblo ecuatoriano somos un solo puño” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 199, “La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, después de 9 días de exitosa movilización nacional y acciones de resistencia en todo el país”, “el diálogo que promulga carece de credibilidad, en este escenario la lucha social, encabezada por el Movimiento Indígena” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 26); “es responsabilidad de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo” (sgto.29), “las demandas del movimiento indígena, el sindical, las organizaciones populares y el pueblo en general se juntan para empujar un programa de unidad y de exigencias al Gobierno Nacional” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 37), “el Movimiento Indígena Ecuatoriano fue referente en Latinoamérica para decirle no al ALCA, no al TLC” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 66).

Al mismo tiempo, el mensaje pretende demostrar que la CONAIE es una organización con una estructura sólida, de alcance nacional, y que goza de una fuerza política importante que sus opositores no deben subestimar. Se muestra como consolidada en su accionar territorial e histórico: “La CONAIE nos hemos declarado en la movilización indefinida en todo el territorio del Ecuador” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 2); “También saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto.3), “El movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 6) “La CONAIE ratifica la permanencia de la movilización nacional contra las medidas económicas, el rechazo al extractivismo y la defensa de los territorios” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 42),

Frente a las acusaciones de que la CONAIE es instrumentado por otros organismos políticos, hace valer sus canales institucionales, apelando al conocimiento compartido por la población de las voces oficiales y de los códigos de comportamiento y de valores de la organización anteriormente demostrados, para que se identifiquen oportunamente los mensajes oficiales. Aquello se expresa en: “Nadie tomará la palabra por el movimiento indígena para hablar con este gobierno asesino, hasta que se cumplan estas demandas. La única voz oficial es la dirigencia de la CONAIE (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 24); “La Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador, CONAIE, desmiente afirmaciones maliciosas,

malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 31); “ACLARAMOS a la opinión pública que las personas que realizan estos actos no pertenecen al Movimiento Indígena que tiene una agenda de lucha definida, organizada y clara” (Anexos CONAIE H2 MC1 sgto. 39).

La revisión cualitativa de este clúster 1, en la perspectiva de comprobar su coherencia, es decir, la dimensión interpretativa desde las que se reconocen las temporalidades, así como el objeto del discurso y las relaciones internas que vinculan lo que expresa y produce el significado, y, también la consistencia, como modos de circulación de las ideas (Pardo Abril 2007), podemos decir que el discurso es estable y se enmarca en una estrategia de integración, puesto que el tema “lucha del pueblo”, el contexto y los voceros que intervienen son similares, próximos y cercanos respectivamente, en cada uno de los segmentos que conforman esta parte del corpus, y de acuerdo a las unidades de análisis que se han explorado.

En lo que concierne el clúster 2, cuya temática definida es “manejo de la información y difusión internacional” podemos señalar, de acuerdo con las unidades de análisis que sobresalen en prioridad que los lemas “compañeros”, “compañeras” así como “hermanos”, “hermanas” están especialmente presentes y se utilizan de forma específica para cada uno.

En primer lugar, aparece que el término “compañero”, “compañera”, usualmente utilizado por los miembros de la CONAIE para referirse a los miembros de la militancia, remite a la una apelación usual dentro de las organizaciones sociales con tendencia de izquierda y hace referencia a la noción de acompañamiento y pertenencia a una misma organización. Esta palabra también suele utilizarse en otras organizaciones con características orgánicas y colectivas, tales como los ejércitos porque también denota la noción de un cuerpo unido hacia objetivos comunes.

En el caso de la CONAIE, este lema es utilizado para dirigirse entre sí y hacia quienes tienen cierta relación con la organización, por la coincidencia en valores a defender y también en la forma colectiva de luchar y de llevar una acción de protesta o de construcción de un proyecto social común.

En el contexto de análisis de esta temática, es un apelativo que marca el lugar y la importancia del receptor de los mensajes, así como la condición orgánica y colectiva de la lucha. Así la insistencia y alta frecuencia de “compañero”, “compañera” sugiere que existe una base social amplia que respalda la acción que se está anunciando en el discurso. “Compañeros presidentes de las quince nacionalidades/pueblos de nuestra querida patria, compañeros presidentes de las organizaciones sociales de los trabajadores, de los jubilados, de los agricultores, esa juventud valiente que hoy está presente, también saludar a esas mujeres valientes que están aquí presentes.” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 17)

La reiteración al invocar esta palabra al terminar las frases, indica la búsqueda de aprobación y asentimiento del receptor, es decir, de la militancia. “Hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos ayúdenos a plantear un juicio al estado ecuatoriano compañeros y compañeras”, “viva la lucha compañeros y compañeras” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 26); “no somos delincuentes, no somos corruptos, no somos nada, solo exigimos un derecho compañeros y compañeras” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 27).

También sirve como forma de arenga para motivar al colectivo y llamarlo a que se sienta incluido y activo en la toma de decisiones y acciones, además de ser receptores de indicaciones y orientaciones. “Nuestra protesta, nuestra movilización va a ser pacífica compañeros y compañeras” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 9); “Por eso compañeros, compañeras, a radicalizar las acciones” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 10); “Esto quiere decir que el Fondo monetario Internacional está asesinando al pueblo ecuatoriano compañeros y compañeras” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 19); “con estas palabras compañeros quiero que sigamos en pie de lucha, en pie de resistencia, pero vamos a trabajar” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 21); “Escuchen compañeros, hay infiltrados de civil, están autorizados compañeros y compañeras detener y seguir trayendo acá” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 25).

En segundo lugar, observamos con frecuencia el apelativo “hermano”, “hermana”, que también es utilizado para hacer un llamado a otro actor aliado de la organización, pero en este caso, se utiliza para dirigirse especialmente a los miembros de los pueblos y nacionalidades indígenas. En efecto, esta diferenciación en la forma de interpelarse entre sí

pretende intencionadamente marcar la especificidad de los sujetos políticos y culturales dotados de características particulares y entre los cuales existe un nexo con dimensión identitaria y no solamente política o institucional. Así, por ejemplo, la hermandad trasciende las fronteras “hermanos de México están haciendo un acto de solidaridad por la lucha de los pueblos indígenas del Ecuador” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 28).

Bajo esta forma de nominar, se expresa la autodeterminación de los pueblos y nacionalidades indígenas que son sujetos de derechos específicos, pero que no están connotados bajo similitudes sociales o menos de círculos gremiales sujetos de privilegios, sino más bien, que reivindican su relación de hermandad, por las condiciones históricas de vulneración a las que han sido sometidos. Se subraya entonces de forma positiva los avances alcanzados en el reconocimiento de los pueblos y nacionalidades en la institucionalidad del Estado: “Hermanos y hermanas de nuestro querido estado Plurinacional” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 1).

Al analizar la puesta en escena del lema “hermanos”, “hermanas” en el contexto temático de “manejo de la información y difusión internacional” notamos que existe una intención política marcada de subrayar la forma de nominar, tanto a la militancia, con los lemas “compañeros”, “compañeras” así como a los pueblos y nacionalidades indígenas “hermanos”, “hermanas” para asociar la lucha a un lenguaje reconocible y de tendencia de izquierda, así como a un lenguaje de reivindicación de los derechos de los pueblos y nacionalidades. El discurso apela entonces de forma sobredeterminada a esta nominación para mostrar con grandilocuencia quienes están congregados y así difundir una imagen de cohesión y unidad. Aquello se expresa por ejemplo en “Hermanos y hermanas ecuatorianos, hoy desde que iniciamos, está firme, con mayor fuerza, nuestros pueblos y nacionalidades” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 5); “ayer vieron morir a un hermano luchador compañeros y compañeras” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 21).

El otro lema que toma importancia en el análisis de este *clúster 2* es “medios” y “medios de comunicación” que remite a los canales de difusión, radio, prensa y televisión y a sus representantes periodistas. A la vez que estos medios son considerados como las vías de transmisión y aliados para portar los mensajes de la lucha de la CONAIE al país y al mundo,

también son tildados, para algunos de ellos, como funcionales al poder económico y político contrario, en la concreción de privilegiar los intereses de las élites. La CONAIE se dirige a directamente a ellos en duros términos “saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 3), “Señores medios de comunicación no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 20).

La identificación de esta desigualdad a la hora de cubrir y difundir los mensajes que pone en evidencia la CONAIE con sus palabras, es lo que Van Dijk denominó como el “acceso preferencial” de las élites simbólicas (Van Dijk 2009, 36), es decir, la forma en que ciertos actores de la sociedad gozan de condiciones y estrategias preferenciales de acceso debido a su posición de influencia. Esta posición aquí se traduce por el privilegio que tiene el gobierno, como alta representación del Estado, para parcializar el mensaje mediático a su favor.

La presencia de los medios de comunicación, especialmente en los pronunciamientos del 10 de octubre, cuando la CONAIE y sus dirigentes estaban confinados en la Casa de la Cultura Ecuatoriana y que ejercían una retención sin violencia sobre algunos periodistas, para obligarlos a hacer una cobertura en tiempo real de los discursos que se emitían aquel día, es entonces utilizada como una ventana y una herramienta para poner en escena un intento de desequilibrio del poder.

En efecto, la intención, cuando se tomó el control la narración de los acontecimientos y se puso en escena el discurso de la CONAIE, fue mostrar otra versión de la realidad. Aquello permitía evidenciar ante la opinión pública nacional e internacional, una versión, en tiempo continuo, de los acontecimientos, así como garantizar una contextualización de los ejes reivindicativos de la CONAIE. En ese marco, se interpelaba a los medios de comunicación de la siguiente forma: “en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo y el Ecuador que tenemos un gobierno asesino hacia su pueblo” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 18), “Vamos a pedir a los medios de comunicación que se llegue al señor presidente el siguiente mensaje” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 23); “garanticemos que todos los medios de comunicación que estén tranquilos mientras van llegando los cadáveres resultados de esta masacre” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 27); “les garantizamos, no están

secuestrados, ni los policías, ni los medios de comunicación, estamos aquí y luego ya vamos a compartir el almuerzo” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 28), “por ello le decimos al Gobierno Nacional cualquier cosa es aquí, sin armas compañeros, por ello los medios de comunicación y la policía nacional tienen que mencionar que eso hemos tratado de garantizar” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 33) .

La posibilidad de la entrega de información al público, en tiempo real, con la alusión por ejemplo a las muestras de solidaridad por parte de organizaciones en otros países⁹¹, conseguía fortalecer la posición de fuerza de la CONAIE y desvanecer cualquier intento del gobierno de distorsionar su discurso. Esto, en respuesta especialmente a los pronunciamientos de los ministros sobre la actitud violenta de los manifestantes con una clara intención de desvirtuar la dimensión política de su lucha, reducirla y amalgamarla a actos de vandalismo y de delincuencia, y así justificar su condena moral y penal.

La denuncia pública de los abusos cometidos por el Estado hacía los manifestantes significaba un contrapeso al discurso del gobierno: “el impacto de una bomba hizo que caiga un compañero y encima pasan los caballos, eso fue lo que pasó con nuestro compañero, eso es la verdad medios de comunicación” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 32), “Frente al ocultamiento de información por parte de las autoridades y ciertos medios de comunicación, en los próximos días emitiremos un informe completo de todas las víctimas mortales, heridos y desaparecidos” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 13); “CONAIE, desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación quienes señalan que existe un grupo denominado "Mariátegui" al interior del movimiento indígena que fue el incitador a la violencia”. (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 14).

Finalmente, en este clúster, se destaca la frecuencia de la unidad de análisis “internacional”, que refiere a la conexión con el mundo de la CONAIE a través de los medios de comunicación, pero también describe los vínculos orgánicos de la CONAIE con otras

⁹¹ En el Anexo Segmento 28, se transcriben los pronunciamiento del dirigente Leonidas Iza: “esto ya es una noticia en el mundo, nuestros hermanos migrantes en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador, también, compañeros nuestros hermanos de Argentina como acto de solidaridad han hecho una marcha multitudinaria compañeros, nuestro tesoro Gobierno Nacional es el pueblo, no estamos solos, así también están nuestros hermanos de México”

organizaciones a nivel global en el marco especialmente de la hermandad con los pueblos y nacionalidades indígenas. Esta hermandad opera en el reconocimiento de la autodeterminación política y cultural de los pueblos y también en los instrumentos jurídicos nacionales e internacionales que amparan los derechos de esta autodeterminación, y que, tienen la característica de rebasar las fronteras. Aquello se expresa en “alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 16); “hoy condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno” (Anexos CONAIE H2 MC2 sgto. 20).

La revisión cualitativa de este conglomerado, bajo la temática “manejo de la información y difusión internacional” muestra estabilidad, pues la relación lineal entre el tema, el contexto y los diferentes voceros denota que las palabras se usan bajo las mismas acepciones y se relacionan al mismo contexto de los acontecimientos en curso.

A propósito del clúster 3, cuya temática definida es “Defensa de los derechos”, ya no está en el centro del discurso únicamente la exposición de los “derechos” y sus alcances como pudimos observar en el hito 1. En este hito, se evidencia que el discurso está más encaminado a expresar una reivindicación, y por tanto denota un tono más combativo y, por ende, más confrontativo.

Por una parte, la “defensa de los derechos” se ubica en el plano de los “derechos” que rigen para todos los ecuatorianos, y en este sentido están más asociados a las capas más vulnerables de la población. Así, la “defensa de los derechos” se enmarca en una lucha de clases y a favor de los colectivos mayoritarios de la población que a menudo se nomina como “pueblo”. Aquello está expresado en: “los sectores sociales que luchan por sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 1); “lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 2), “Nosotros declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 6) “Lo que se vive en este país no tiene nombre, no hay memoria en la historia reciente de una represión tan atroz y violenta sobre el pueblo que reclama sus derechos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 12), “decretado el estado de alerta frente a la violenta arremetida tanto de la

política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 16).

Cabe notar que la alusión a este tipo de derechos se precede del adjetivo posesivo “sus” y asociado al pueblo ecuatoriano. Aquello es señal de una cierta distancia del vocero, pues si bien la CONAIE y sus miembros se consideran como parte del “pueblo ecuatoriano”, veremos que cuando se refieren a los derechos de los “pueblos y nacionalidades” utilizan más fácilmente el adjetivo posesivo “nuestros”.

En efecto, por otra parte, vemos que la “defensa de los derechos” está más íntimamente asociada a los derechos específicos de los pueblos y nacionalidades, a los que los voceros se refieren de manera más prójima con la utilización del adjetivo “nuestros”, pero también, asociado a la defensa de múltiples dimensiones en el marco de estos derechos específicos. Así, se identifica que se refieren a los derechos de los pueblos y nacionalidades cuando se dirigen a un público específico como “nuestras bases” en la expresión “saludamos a nuestras bases por esa firme voluntad de seguir en la lucha por nuestros derechos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 14). Esta especificidad también está presente cuando se hace alusión a ciertas modalidades jurídicas que rigen especialmente para los pueblos y nacionalidades y que están consignadas en la Declaración de las Naciones Unidas de los derechos de los Pueblos Indígenas y recogidas en la Constitución de la República del Ecuador “No se ha garantizado la Consulta Previa, Libre e Informada. Ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social, y de generación y ejercicio de la autoridad” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 24), “Que se adopte integralmente las recomendaciones del reciente informe realizado por la Relatora Especial de las Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas sobre la situación de nuestros derechos en el país donde se evidencia graves violaciones” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 29).

Al mencionar específicamente la defensa de los derechos de los “pueblos y nacionalidades” a menudo también está presente el lema “territorios”, pues parte fundamental de este ejercicio de derechos específicos reside en la particularidad de la importancia del reconocimiento de los territorios indígenas como lugar simbólico y material en el que se pueden reproducir las formas de vida y garantizar la preservación de costumbres y lenguas de los pueblos. La

denuncia de la CONAIE por el irrespeto a los derechos ligados al territorio es permanente y se expresan en: “Así es que queremos rechazar los atropellos de los derechos colectivos de nuestros territorios” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 5), “nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 8), “en uso de nuestra autodeterminación y en defensa de nuestra vida y la de nuestros territorios, nos hemos declarado en movilización permanente” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 16).

Los atropellos a los derechos como acciones incoherentes del Estado con marcos jurídicos promulgados, especialmente a los relacionados con el derecho al “territorio”, develan algunos rasgos más profundos del comportamiento de éste que la CONAIE califica de “discriminación”, como se expresa en “acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 18). Esto se refiere especialmente a los pronunciamientos del ministro de defensa Oswaldo Jarrín quien en entrevista televisiva adujo que “no hay territorios indígenas en territorio del Estado ecuatoriano” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Esta expresión será explorada en la segunda parte de este Hito 2 dedicada a los pronunciamientos de los actores del Estado.

Otro lema que vuelve con frecuencia en este hito 2, es “economía”, “económico/a”, que a menudo está asociado con “medidas” en referencia a las decisiones anunciadas por el presidente de la república y que dio origen a esta ola de protestas. La mención a este lema se enmarca en el registro de la “economía” como área de gestión del Estado, es decir, el manejo de las finanzas públicas, de la productividad, de la organización laboral, por lo que concierne a toda la población de la nación Ecuador. Presupone la existencia y el reconocimiento, por parte de los voceros de este sistema estatal, con instituciones encargadas de gestionar, regular y controlar las distintas áreas del aparato económico del país, como son empresas públicas y privadas, áreas estratégicas, bienes y servicios públicos y privados, recurso humano, además de las áreas financieras como la banca pública y privada.

La protesta, reclamo o descontento se enmarcan entonces en dos tipos de consideraciones que podemos detectar por las modulaciones en las expresiones que se refieren a las “medidas económicas”. Algunas menciones operan dentro de un marco aceptación de este aparataje institucional y el marco jurídico que lo legitima, pero del cual se critica las formas o el manejo político específico que se le está dando. De forma muy concreta, se pone en cuestión las decisiones del gobierno con expresiones como “exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto 3). “Nosotros queremos la derogatoria de las medidas económicas. La derogatoria del Decreto 883” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 10), “Rechazamos las medidas económicas, denominadas el "paquetazo” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 16).

En otras expresiones, se hace un cuestionamiento más profundo a las decisiones, poniendo en alerta sobre su dimensión ilegítima, que rebasan la potestad ética y jurídica del mandatario, al afectar derechos: “nos hemos declarado en movilización permanente y decretado el Estado de alerta frente a la violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 16).

Además, se evidencia ante la opinión pública la falsedad de los argumentos adelantados por el gobierno para justificar sus medidas: “Las medidas económicas impuestas por el ejecutivo nada tienen que ver con un compromiso ante el Cambio Climático, dado que el estado sigue promoviendo la explotación de recursos no renovables y los megaproyectos energéticos como la base de su matriz económica y en cumplimiento de los acuerdos comerciales con terceros países” “La economía basada en la explotación de recursos no renovables como petróleo y minería es la raíz del problema que enfrentamos hoy” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto.19).

Finalmente, develan los intereses no confesados por el gobierno, sobre las verdaderas razones de la toma de estas medidas cuando reclaman la “Suspensión de la aplicación de las medidas económicas neoliberales impuestas por el Fondo Monetario Internacional, porque golpean fuertemente el costo de vida de las y los ecuatorianos en condiciones más vulnerables” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 25), “Una medida económica que viene desde arriba,

violando nuestra soberanía, eso se llama, el Fondo Monetario Internacional” (Anexos CONAIE H2 MC3 sgto. 35).

Las unidades de análisis que hemos identificado y explorado bajo el prisma de la temática “defensa de los derechos” develan la estructura discursiva de la CONAIE en esta etapa de las manifestaciones, pues pone en evidencia la escalada de la conflictividad y la paulatina subida en dureza de los reclamos. Se observa que las líneas discursivas han sido previamente consensuadas y preparadas en el seno de la organización al difundir con coherencia y consistencia por todos los voceros concernidos. El paso de la exposición y explicación de los derechos afectados por las medidas en el hito 1 a una fase de reivindicación activa es muestra de un trabajo previo de puesta en escena de los mensajes.

Para esta misma fase, veremos más adelante si los voceros del Estado consiguen también estructurar su discurso de forma coherente y consistente.

Transformación discursiva

En lo que concierne la identificación de las estrategias de transformación en el discurso, como segunda etapa del análisis cualitativo, se presentan a continuación los principales hallazgos.

Tal como lo hemos visto en el análisis del hito anterior, la transformación consiste según Pardo Abril en “el fenómeno sociodiscursivo de acuerdo con el cual se hace acopio de un conjunto de recursos lingüísticos que permiten construir o eliminar a un actor social o discursivo específico” (Pardo Abril 2007, 161). En tal sentido, la exploración se centra sobre los actores del discurso y la forma en que son representados.

El análisis de los actores presentes en el hito 2, muestra que las dos estrategias más presentes en los procesos de transformación discursiva son, la estrategia de reordenamiento, que consiste en delimitar los roles de los actores en el discurso según tienen un rol activo o pasivo. De acuerdo con esas distintas formas de representación en el discurso, se puede evaluar el tipo de rol que se les asigna, y también se puede deducir los propósitos de los productores del discurso, al proporcionar ciertas funciones en un contexto social determinado.

Dentro de la trama temporal que nos ocupa en este acápite, y en concordancia con el contexto de los eventos que se están desarrollando y que hemos descrito largamente, las representaciones que se asignan a los distintos actores por parte de los voceros de la CONAIE juegan un rol fundamental en el propósito de sumar simpatías por parte de la población ecuatoriana que está viviendo en su cotidiano una situación de paralización de las actividades en casi todo el territorio. En efecto, en una situación de mucha tensión, la adhesión o el rechazo a los argumentos y discurso que sostienen las medidas de hecho, son elementos clave para modificar los equilibrios de poder. El lenguaje, por tanto, debe procurar ser convincente y aquello pasa primero por los niveles de coincidencia e identificación que producen los diferentes actores involucrados, tanto del lado de la organización social, cuanto del gobierno.

La estrategia de reordenamiento es convocada en prioridad para describir las acciones del vocero “CONAIE” o “movimiento indígena” que, en consonancia con las temáticas que definimos, se representa tanto como el proponente o líder de la “lucha del pueblo”, protagoniza con prioridad el “manejo de la información y la difusión internacional” y es quien encabeza la “defensa de los derechos”. Notamos que a menudo en el discurso se describe a sí mismo en clave de posesivación⁹², es decir, es un actor que se autoatribuye características esenciales.

En este sentido la CONAIE se representa como el portavoz e iniciador de la lucha del pueblo. Su activación se expresa con verbos como “hemos declarado”, “queremos ratificar”, “nos caracterizamos”, “queremos rechazar”, “nosotros declaramos guerra”, “desde que iniciamos” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019) y que convoca a la lucha “compañeros, compañeras, a radicalizar las acciones” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019). Al mismo tiempo, representa al gobierno como pasivo subordinado “nada de diálogo con un gobierno asesino” (CONAIE H2 Doc 3 2019). Aquello pretende subrayar que CONAIE dirige la convocatoria de lucha.

Es el agente que toma acciones frente a los abusos, incluso en el manejo de la información. Su acción se determina primero, por la expresión “comunicamos al Ecuador” como una iniciativa orgánica y oficial y que tiene una dimensión nacional. Segundo, frente al hecho de

⁹² De acuerdo con Pardo Abril (2017, 167), la posesivación ocurre “cuando se atribuye a los actores características esenciales o el dominio de bienes”.

la muerte de ciertos manifestantes, se moviliza para garantizar la transparencia de los casos “nos encontramos en coordinación (...) no quede en la impunidad” (CONAIE H2 Doc 5 2019). La intención es atribuir el papel de controlador y garante de la transparencia de la información y así intentar restablecer un cierto equilibrio en el poder de quien habitualmente maneja los accesos privilegiados del discurso, es decir el gobierno.

Asimismo, en el Comunicado del 8 de octubre 2019, “CONAIE” se representa de forma personalizada a través de la indeterminación con el recurso de referencia exofórica generalizada⁹³. Así aparece como un organismo, agente activo con capacidad de gestionar la lucha expresada en la “movilización social” y “el acumulado de acciones de resistencia” en un ámbito territorial completo “todo el territorio nacional” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019).

Demuestra su capacidad en restablecer la veracidad de ciertas representaciones de la realidad. En primer lugar “desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas” y luego “aclara de manera categórica” (Anexos CONAIE H2 Doc 8 2019). Aquello opera con la intención de mostrar que puede rectificar la representación de la realidad construida por otros actores.

Durante la jornada de concentración del 10 de octubre en la Casas de la Cultura, se representó con más fuerza como el agente activo por participación del discurso. En efecto, su protagonismo operó en su forma de organizar la toma de la palabra y tomar el control en el manejo la información que se difundía. La mención reiterativa de “compañeros”, “compañeras” así como “hermanos”, “hermanas” para interpelar a su militancia y a los miembros de pueblos y nacionalidades es señal de que está al mando del discurso. La militancia se representa de forma pasiva a la vez subordinada ya que recibe instrucciones mediante el discurso, y beneficiaria de las acciones de la CONAIE “quiero que sigamos en pie de lucha”, “vamos trabajando estratégicamente”, “juntos vamos a limpiar” (Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019).

⁹³ De acuerdo con Pardo Abril (2017, 169) se refiere a un mecanismo por el que una expresión lingüística se refiere a un referente que está fuera del texto.

Esta estrategia de reordenamiento, también se ha hecho patente en la forma de pasivizar a otros actores, con la intención de mostrarlos como subordinados a las acciones de la CONAIE o a la acción de organismos externos.

Aquello es evidente en la forma de representar al actor “gobierno nacional” al que se le interpela subordinándolo “exigimos al gobierno ecuatoriano”, “que luche por la corrupción y que mande a la cárcel a todos esos corruptos”, “exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019) “gobierno débil y deslegitimado, la única respuesta que ha dado Lenin Moreno” (CONAIE H2 Doc 3 2019).

Lo describe en posición de rendición con la expresión “debacle, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder”, “abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019). El señalamiento del abandono del Palacio como símbolo del poder estatal también sugiere su falta de control territorial. Es una forma de insinuar que ya no ejerce la soberanía.

Los “medios de comunicación” se representan también como un actor pasivo subordinado pese que cumplen un rol en la transmisión del mensaje que quiere difundir la CONAIE a nivel nacional como internacional. Sin embargo, el vocero CONAIE los muestran supeditados a las condiciones que le imponen la organización y la militancia. Aquello se expresa en “en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo”, “señores medios de comunicación, no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo (...) no defiendan a Lasso”, “vamos a pedir a los medios de comunicación”, “para que los medios también cumplan” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019).

Finalmente, en el discurso es aludido otro actor, que no hace parte de los que se estudiarán específicamente en el corpus, pero su mención en uno de los pronunciamientos públicos lo hace ineludible. Se trata de la alcaldesa de Guayaquil Cynthia Viteri, cuyo discurso público durante un acto, el 09 de octubre 2019, fue objeto de reacciones⁹⁴. El vocero de la CONAIE

⁹⁴ Para abrir su discurso, Viteri mencionó “Hace ya casi 200 años un grupo de ciudadanos se enfrentó a la milicia prácticamente solos” parece ser una alusión histórica al proceso de independencia de Guayaquil sucedido en octubre de 1820. Significaría que Viteri hizo una amalgama entre, por un lado, la actualidad del discurso octubre 2019, cuando la población indígena se desplazó desde otras provincias para alcanzar Guayaquil y movilizar a la población local en contra de las medidas del gobierno bajo el argumento que estas afectaban a

que la menciona en su pronunciamiento representa a una filial del movimiento indígena en la región costa del Ecuador. El vocero se refiere a las declaraciones de Viteri cuando dice: “Nos han dicho que los indígenas venimos a quemar, a robar, a delinquir, a asaltar” (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019).

Frente a eso, el discurso del dirigente busca hacer una reconstrucción del actor “pueblo indígena” de Guayaquil, que ha sido aludido en términos despectivos y acusado de ser responsables del impedimento de desarrollo de las actividades en la ciudad. Adicionalmente, responde a las alegaciones de Viteri que ha asociado en sus dichos a ciertos actos de vandalismo con las acciones de protesta del movimiento indígena. Es así como, el vocero contrapone una representación de la “población indígena” como agente activo de la vida social y económica de Guayaquil. Así usa las expresiones “población pujante”, “vino a Guayaquil a aportar, a producir, a construir, a servir, a generar trabajo”, “el indígena ha sabido dar, ha sabido servir”, “nuestros padres tienen que salir tres cuatro de la mañana a trabajar” (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019). Frente a eso, pasiviza a la alcadesa Viteri, señalando su falta de conocimiento con la expresión “tiene un poco que revisar los procesos históricos” (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019).

Esta respuesta directa a un pronunciamiento de un actor opositor permite, de manera más evidente, visibilizar el proceso de transformación del discurso que, en este caso, faculta para que se reajuste la realidad en función de la puesta en escena de incongruencias e inexactitudes, y así desacreditar el discurso opositor. Al mismo tiempo, abona en poner al desnudo los mecanismos de discriminación que atraviesan el discurso.

La otra estrategia de transformación del discurso que opera en el corpus del hito 2 es la estrategia de sustitución, que consiste en dos modalidades, o bien asignar a los actores rasgos de seres humanos, incurriendo así en procesos de personalización, o, bien asignándoles rasgos de objetos, apelando a procesos de impersonalización. Esas distintas formas de describir a los actores marcarán el lugar y la importancia que se les asignarán, e irán

una gran mayoría de los sectores sociales de bajos recursos, y, por otro lado, el ejército realista de la corona española contra el que un grupo de guayaquileños independentistas se rebeló para tomar el poder y así declarar la independencia de Guayaquil en 1820.

modelando, en las mentes de los receptores, una representación que se relacionará con valores específicos predeterminados.

Así, por ejemplo, en el caso del actor “gobierno”, se describe preponderantemente como el autor material de acciones violentas, mediante un proceso de personalización por asociación⁹⁵ recurriendo a la parataxis “ha tratado al pueblo como un enemigo. No ha respetado zonas de resguardo humanitario, lanzando bombas lacrimógenas donde están nuestros niños y mayores”, “masacró a hermanos nuestros caídos con balas en el cuerpo, impactos de bomba, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente” (CONAIE H2 Doc 3 2019)

“Estado” y “gobierno nacional” a su vez, son representados de forma personalizada por generalización en singular con artículo definido o sin artículo para sugerir una distancia con el vocero y marcar el lugar de actor opositor y no afín. Aquello está expresado en “el actual Gobierno nacional”, “por parte del Estado”, “del ministro de Defensa Oswaldo Jarrín”, “del actual gobierno”, “al gobierno nacional” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019)

También encontramos al “gobierno” bajo la figura de personalización a través del proceso lingüístico de generalización asociado a calificativos negativos. Así, con el uso del singular se marca una cierta distancia que sugiere desprecio como en “un gobierno asesino”, “un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional”, “ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional”, “gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional”, “este gobierno lacra” (Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019). Aquello marca la intención de la CONAIE de denunciar ante el mundo al gobierno, y asociarlos con rasgos criminales.

Es de notar que bajo la figura de “gobierno” también se incluye a “ministra de gobierno” y “ministro de defensa” con sus respectivos nombres “María Paula Romo” y “Oswaldo Jarrín” como muestra de personalización específica y por individualización. Aquello le otorga el

⁹⁵ Según Pardo Abril (2017, 169) la figura de personalización por asociación “permite que los actores se representen como colectivos sin que exista la posibilidad de reconocer su señalamiento concreto”.

sentido de agente activo. En este caso como responsables directos de las muertes. (CONAIE H2 Doc 5 2019)

El actor “CONAIE” o “movimiento indígena” al ser el vocero del discurso, a menudo se auto-representa de forma positiva apelando a distintas figuras. Por ejemplo, es personalizado a través de la especificación y asimilado como un colectivo. Aquello le otorga el sentido de organismo. (CONAIE H2 Doc 5 2019) A la vez que encabeza la lucha, es el que “integra las demandas de la clase trabajadora, de estudiantes, campesinos, indígenas y los sectores empobrecidos del país” (CONAIE H2 Doc 6 2019).

También encontramos que “La CONAIE” se nombra de dos formas distintas. La primera personalizada mediante un proceso lingüístico de especificación e individualización con la utilización del artículo definido y en singular “rechaza”, “repudia”. La segunda forma, utiliza la personalización, pero a través de la indeterminación por asociación. Se utilizan pronombres y cláusulas posesivas atributivas como “nosotros” con la utilización de los verbos “aclaramos”, “denunciamos”, “hemos activado”, “llamamos” (Anexos CONAIE H2 Doc 10 2019). Ambas formas de nominar muestran a la CONAIE es el agente activo del discurso que reivindica una postura.

Por su parte, lo “medios de comunicación” se representan con una forma de personalización mediante un proceso lingüístico de especificación lo que le da una dimensión de actor activo, sobre todo en la materialización de la difusión de los eventos que está sucediendo y de los mensajes relacionados con la lucha de la CONAIE. Además, se convierten en un testigo de que la CONAIE lleva adelante una lucha respetando los derechos de todos los ciudadanos. “cómo pueden constatar todos los medios de comunicación que lo deseen”, “garantizados sus derechos humanos, físicos, psicológicos, y de sobrevivencia” (Anexos CONAIE H2 Doc 4 2019)

“Pueblo ecuatoriano” es a menudo acompañado del artículo definido “el”. Se usa entonces una forma de personalización a través de la especificación singular. En ese sentido, el “pueblo ecuatoriano” refiere a un colectivo que remite a su pertenencia a la nación Ecuador, pero también refiere específicamente al sector popular, es decir, a la noción de clase. “Pueblo

ecuatoriano” en este contexto representa entonces a la mayoría de la población, de la que se excluyen las élites y las autoridades gubernamentales. En el discurso resume a los sectores sociales especificados como “trabajadores”, “jubilados”, “agricultores”, “juventud”, “indígenas” (Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019). “El pueblo” deviene entonces un sujeto político en el que el vocero se incluye, a la vez actor y beneficiario de la lucha. El vocero habla entonces a nombre de este “Nebot, Lasso, Viteri, personas no gratas para este pueblo”, “condenamos ante el pueblo ecuatoriano”, “esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano”, “liberar al pueblo ecuatoriano”, “convocamos a ese pueblo valiente”, “es lucha de todo el pueblo ecuatoriano”, “quieren matar de hambre al pueblo ecuatoriano”, “nos sentamos con todo el pueblo a dialogar”, “el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones”, “el pueblo soberano del Ecuador”, “somos un pueblo con dignidad”, “el pueblo se ha puesto de pie” (Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019)

La forma de referirse al “pueblo ecuatoriano” se contrapone a la forma de representar “pueblos y nacionalidades indígenas” que son designados en muchos casos, de forma específica, con el pronombre “nosotros” que le da una dimensión de agente activo y colectivo, vocero del discurso.

La utilización sostenida del pronombre “nuestro”, “nuestra”, “nuestros” remite al mismo actor activo y subraya la dimensión colectiva de la lucha que le otorga el carácter de social y a nombre de un sector de la población: “nuestras familias”, “nuestra autodeterminación”, “nuestra vida y la de nuestros territorios”, “nuestros derechos”, “nuestros territorios”, “nuestros territorios y derechos”, “nuestros pueblos”, “nuestra propiedad colectiva”, “nuestra autodeterminación”, “nuestras bases”, “nuestro único camino”, “nuestras propias formas de convivencia”, “nuestros territorios legalmente reconocidos”. Aquello se enfatiza con la utilización de los verbos conjugados a la primera persona de plural: “nos hemos declarado”, “rechazamos”, “ratificamos”, “ejercemos gobierno”, “no somos instrumento” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019).

Se representa a los “pueblos y nacionalidades” bajo la figura de personalización por generalización utilizando el recurso del singular para mostrar su papel central en el discurso como agente activo y que por tanto reviste autoridad para tener una voz de defensa de los

derechos. Aquello, por ejemplo, en la respuesta dada por el dirigente indígena de la costa ecuatoriana en la rueda de prensa del 09 de octubre 2019, a las afirmaciones de la alcaldesa de Guayaquil que deslegitimó las reivindicaciones de los pueblos y nacionalidades y los tildó como foráneos a la ciudad de Guayaquil. Así califica a los pueblos indígenas como “quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles” y aclara dirigiéndose a Cynthia Viteri “por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la república en nuestro país” (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019).

En el comunicado del 13 de octubre 2019, se hace mención del actor "Dimitri Madrid" como militante de la CONAIE. Es nominado de forma personalizada mediante un proceso de especificación por individualización al mencionarlo por su nombre y cargo específicos “Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador” (Anexos CONAIE H2 Doc 8 2019). Además, se lo asocia con calificativos positivos “persona de intachable ética”, “aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe y en el fortalecimiento de la comunicación comunitaria” (Anexos CONAIE H2 Doc 8 2019). Esta forma de nominar que interviene como respuesta a “afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación” (Anexos CONAIE H2 Doc 8 2019) pretender demostrar no solamente la solvencia ética de la persona aludida, sino que le entrega al vocero CONAIE una voz institucional oficial y una representación colectiva para dar una respuesta como organización.

Las formas de nominar que acabamos de señalar, y que otorgan lugares definidos a los distintos actores dentro del discurso para generar cierta adhesión o rechazo, es una etapa que alimenta también el análisis de las formas de legitimación del discurso, cuyos hallazgos describimos a continuación.

Legitimación del discurso

El análisis de las formas de las formas de legitimación “formulan una manera de construir la realidad, en términos de poder, de acuerdo con lo cual es factible delimitar entre quienes se representan como dominadores y quiénes como dominados” (Pardo Abril 2007, 174).

Hemos identificado dos estrategias de legitimación utilizadas en el discurso del Hito 2 de la CONAIE. Estas son, la estrategia de acusación/justificación que busca cuestionar la veracidad de las acciones de un sector para desequilibrar el ejercicio del poder, para luego señalar una respuesta frente a ese desequilibrio. La segunda, la de negociación, que pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de las representaciones de la realidad.

La estrategia de acusación/justificación, para este hito, consiste en señalar las acciones cometidas por el “gobierno nacional” y el “Estado” en desmedro del “pueblo ecuatoriano” para, de alguna manera, legitimar la radicalización de las medidas de hecho tomadas por el “movimiento indígena”. En tal sentido, el objetivo consiste precisamente en desequilibrar el poder, pero no tanto para justificar acciones que devuelvan a un anterior estado de normalidad, sino más bien, con el propósito de ejercer presión para obligar al gobierno a entrar a un proceso de negociación.

Se describen y califican entonces las acciones del gobierno que han llevado a una respuesta de lucha de la CONAIE. La puesta en escena de estas acciones, buscan provocar un rechazo por lo que se recurre a la figura de racionalización que pretende tomar “las acciones como premisas a partir de las cuales se emiten conclusiones morales sobre los actores” (Pardo Abril 2007, 181). Con eso se busca rechazar el lugar de esos actores y sus discursos. Así el vocero CONAIE usa las expresiones: “frente a la violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales; como de la represión policial y militar que está aplicando el actual Gobierno Nacional en nuestros territorios y en el resto del territorio nacional”, “Nuestros territorios y derechos están permanente amenazados por la codicia, la destrucción y explotación de recursos naturales de parte del Estado”, “ratifican que las políticas, acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019)

Frente a eso, la CONAIE emite reivindicaciones y demandas como “Ratificamos que en ejercicio de nuestra autodeterminación y siendo parte de un estado intercultural y plurinacional ejercemos gobierno sobre nuestros territorios”, “Que se derogue el Estado Excepción decretado para reprimir a las comunidades y personas que hacen uso de su derecho

a la protesta social y resistencia del descontento popular”, “Que se cumpla con el “Mandato de las Mujeres Amazónicas” que fue entregado en las manos de Presidente de la República en 2018”, “Que se apoya al desarrollo de soluciones y alternativas concretas contra al cambio climático propuestas por los Pueblos y Nacionalidades” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019)

Se recurre también a la figura de autorización haciendo valer argumentos jurídicos o de política internacional que amparan las demandas con expresiones como “Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008”, “Acuerdo de París en 2015 y el último informe de la ONU sobre la biodiversidad”. Aquello sugiere que la lucha y las demandas de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía son una respuesta al abuso de poder del Estado a través del gobierno actual y son legitimadas por instrumentos legales (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019).

Observamos que también se recurre a la figura de autorización para argumentar sobre la defensa de los derechos, señalando los incumplimientos de la ley y la afectación a distintos tipos de derechos en las que ha incurrido el Estado. Desde la ley y la moral se trata de desvirtuar el discurso alterno. Aquello se expresa en: “violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales”, “la carta de intención suscrita con el Fondo Monetario Internacional, cuyo contenido no se ha hecho de carácter público violando la obligación de transparentar los actos del ejecutivo”, “nuestros territorios de vida, reconocidos en la Constitución sean declarados por el ejecutivo, sin nuestro consentimiento ni consulta previa como bloques petroleros, concesiones mineras o hidroeléctricas”, “las graves violaciones de derechos humanos que hemos sufrido en nuestras comunidades y territorios por parte del Estado”, “uso excesivo de la fuerza, violaciones contra la integridad física, contra el debido proceso, tortura y malos tratos”, “sin reconocer que los territorios indígenas son parte fundamental del Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008”, “acciones represivas y posturas del actual gobierno marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos”, “el estado sigue promoviendo la explotación de recursos no renovables”, “las medidas adoptadas se concentran en la flexibilización de derechos laborales y el incremento de beneficios para las grandes empresas nacionales y transnacionales que fomentan la concentración de riqueza, la exclusión y marginalización de nuestras

comunidades”, “favorecer la militarización de nuestros territorios, impedir nuestro derecho a la protesta y a la resistencia”, “pretende imponer sobre nuestros territorios desconociendo la constitución y mediante la amenaza y la coerción”, “práctica recurrente de abuso del derecho penal”, “favorecen el encubrimiento de vulneraciones a los derechos colectivos y de la naturaleza”, “no se ha garantizado la Consulta Previa Libre e Informada”, “ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social (...) de posesión ancestral”, “incumplimiento del Art 57 de la Constitución de la República, referido a la Consulta Previa, Libre e Informada”, “reciente informe realizado por la relatora Especial de Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas sobre la situación de nuestros derechos en el país donde se evidencia graves violaciones” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019). Se muestra entonces a un gobierno que no es capaz de cumplir con las leyes.

Se recurre a la figura de racionalización (c.f. p.244 de este trabajo) en el Comunicado del 11 de octubre 2019 de la presidencia de la república, bajo dos formas. Se responde a la propuesta de diálogo del “gobierno nacional” señalando que “ya motivamos el diálogo hace dos años y medio, sin obtener resultados concretos”. De esa forma se representa al gobierno como no confiable.

También se acusa al gobierno de ser responsable de la violencia y muertes de los actores de la lucha con expresiones como “peores masacres de la historia del Ecuador”, “violencia exacerbada interpuesta por la fuerza pública y militar con responsabilidad directa de los ministros (...) Jarrín”, “configurándose como delito de lesa humanidad” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019). A partir de esas premisas se justifica que no se acepta el diálogo con el gobierno mientras no se derogue el decreto 883. La puesta en evidencia por parte de la CONAIE de que el gobierno no cumple con sus compromisos le otorga una posición de ventaja y le permite imponer ciertas condiciones de cara a un próximo diálogo.

En el comunicado del 7 de octubre 2019, se usa la misma estrategia utilizada por el sector opositor que acusó al movimiento indígena de ser autor de actos vandálicos. La respuesta consiste en desvirtuar esas acusaciones, señalando la manipulación discursiva realizada para procurar la preservación de la versión de la realidad: “denunciamos el interés de grupos, ya

identificados, para deslegitimar y fomentar desprestigio hacia nuestras acciones” (Anexos CONAIE H2 Doc 10 2019).

Se justifican entonces las medidas tomadas frente a esa estrategia de desprestigio a través de la figura de racionalización que emite acciones a partir del rechazo de las acciones de los otros actores: “por tal razón, hemos activado la guardia indígena (...) identifique y retenga a los infiltrados” (Anexos CONAIE H2 Doc 10 2019). Aquello es la muestra de que la lucha de los pueblos también se libra en el campo simbólico.

En el comunicado del 8 de octubre 2019, se recurre a la figura de racionalización que analiza el comportamiento del gobierno para sacar conclusiones sobre las razones de sus acciones y poner en evidencia su posición de flaqueza al emitir un toque de queda que restringe la movilidad de los ciudadanos en el espacio público y así aumentar el uso de la fuerza pública del Estado para evitar la escalada de las protestas. Así la CONAIE expresa: “El gobierno nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debacle, debilidad y la incapacidad” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019).

A partir de ese lugar de acusación asignado al “gobierno nacional” se justifica la respuesta a la posible amenaza con los anuncios “alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar” y “La CONAIE ratifica la permanencia de la movilización nacional” (Anexos CONAIE H2 Doc 11 2019). Con esto la CONAIE quiere demostrar que el gobierno abusa de su poder porque se siente acorralado y que la CONAIE sigue en la lucha.

En el contenido de las intervenciones que transcurrieron durante la jornada del 10 de octubre 2019, en las que la dirigencia de la CONAIE junto con un número importante de militantes se encontraba congregada en la Casa de la Cultura, se recurren a varias figuras discursivas de legitimación.

Podemos observar la utilización de la figura de evaluación⁹⁶, muy característica de un esquema discursivo reivindicativo y es aquel que implica nominaciones de los actores para propiciar una valoración negativa que entra en oposición con una valoración positiva de las acciones de los voceros.

En este caso, la CONAIE o “movimiento indígena” como vocero representa a las acciones del “gobierno nacional” y “Estado” con valoraciones negativas. Esas acciones son calificadas como en detrimento de los intereses del “pueblo ecuatoriano” entendido como la mayoría de los habitantes del Ecuador y sobre todo de sus sectores más populares, y también, de los “pueblos y nacionalidades” entendidos como los sujetos de autodeterminación cultural específicos.

Al mismo tiempo, se justifican las acciones de respuesta frente a esa afectación y que consiste en acciones de lucha y reivindicaciones como “declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional”, “radicalizar con mayor creces cada uno de nuestros territorios”, “juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra”, “nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico”, “necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior, al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador”, “derogue el decreto 883”, “las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata”, “las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas”, “sostengamos la lucha en cada territorio”, “nos levantaremos miles y miles de compañeros” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019, Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019). Esta puesta en perspectiva de las acciones, para generar por un lado adhesión a la lucha de la CONAIE y por el otro lado rechazo a las acciones del gobierno sugiere que la lucha de la CONAIE es en beneficio de las mayorías y en respuesta al abuso del gobierno y a sus malas decisiones.

En estos pronunciamientos, hemos visto en el análisis cualitativo del clúster 2 que el cuestionamiento también concierne el manejo de la información por parte del gobierno con

⁹⁶ Esta figura que hemos abordado al inicio del capítulo, según Pardo Abril (2017, 184) “implica la asignación de nominación a los actores cargadas de valoraciones normativas específicas, lo cual contribuye en forma eficiente a una presentación positiva del nosotros y una construcción negativa de ellos (los otros)”.

la complicidad de los medios de comunicación. La respuesta de la CONAIE consistió entonces en retomar el control del manejo de la información para restablecer la veracidad de la representación de la organización ante el público del Ecuador y también del mundo.

El discurso recurre entonces a la figura de racionalización en la que la CONAIE señala los abusos de poder del gobierno para debilitar su imagen y demostrar que carece de calidad moral “gobierno asesino hacia su pueblo”, “gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional”, “gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional”, “lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano” (Anexos CONAIE H2 Doc 12 2019).

Se recurre también a la figura de autorización apelando a la intervención de instituciones socialmente aprobadas y al respaldo internacional para vestir de una dimensión global a la lucha y a la difusión del mensaje de la CONAIE. Aquello se expresa “en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo”, “condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno”, “hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos”, “ya es una noticia en el mundo”, “en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador”, “no estamos solos, así también están nuestros hermanos de México”, “soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal Ecuatoriana, a la Cruz Roja internacional que puedan participar acá”, “hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina (...) Perú” (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019). Esta versión de la realidad sugiere que la CONAIE cuenta con un respaldo y reconocimiento institucional mundial, que no solo da legitimidad a sus acciones pero que se constituye como una posibilidad de vigilancia de las acciones del gobierno más allá de las fronteras. Se teje tras esta forma de legitimarse, una forma de advertencia hacia el gobierno de que su desprestigio puede también trascender las fronteras nacionales.

En lo que concierne el uso de la estrategia de negociación, los actores voceros que corresponden a CONAIE ponen en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Así, durante la rueda de prensa del 7 de octubre, el vocero

recurre a la figura de autorización. Menciona el carácter “plurinacional” del Estado ecuatoriano, consagrado en la Constitución republicana. También recurre a la figura de evaluación, que construye una oposición de la acción de CONAIE que trabaja a favor de las mayorías y es quien trabaja en “una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano”, “rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatoriano”, “ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país”, “el verdadero proponente de construir un estado plurinacional”, “rechazar los atropellos de los derechos colectivos”, “declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano”, lo que opone a la representación del “gobierno nacional” que “venda la sangre de nuestro pueblo” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019). La CONAIE se representa como la que lidera la lucha a favor de los más vulnerables.

La figura de autorización también es utilizada para poner en escena el llamado a la lucha social ante la población y a través de los medios de comunicación. Se busca poner sobre el tapete lo que está en juego en la lucha. Se apela a la legitimidad de la lucha social y colectiva en favor de las mayorías como elemento de aprobación social. Así el discurso se dota de cierta solemnidad para convocar a la lucha y hacerla conocer de forma externa con expresiones como: “queremos este momento ratificar nuestra lucha”, “sectores sociales que luchan por sus derechos”, “no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo indignado”, “somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado”, “estaremos llegando más de 200000 indígenas aquí en la ciudad de Quito”, “nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de la educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019). Se pretende demostrar que la CONAIE es la convocante de una lucha justa.

También la CONAIE se representa como el actor que lucha en defensa de los derechos, no solo a favor de los pueblos y nacionalidades sino en beneficio de todo el pueblo ecuatoriano. Se recurre a la figura de evaluación que asigna valoraciones positivas de “nosotros” y negativas de “ellos”. Aquello está expresado en la representación positiva de la CONAIE o “movimiento indígena” o “pueblos y nacionalidades” con frases como “una lucha en defensa

de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano”, “movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país”, “el movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional”, “somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado”. Se describe en cambio a las acciones de los opositores como negativas con expresiones como “han tratado de minimizar al movimiento indígena”, “medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos”, “los atropellos de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 Doc 1 2019).

Durante la rueda de prensa del 09 de octubre 2019, en la que el vocero es un dirigente indígena de la región costanera ecuatoriana y que se refiere a las declaraciones de la alcaldesa de Guayaquil Cynthia Viteri a las que hemos hecho ya referencia, recurre a la figura de racionalización para emitir una conclusión moral sobre el actor opositor y así rechazar su lugar. Antes las declaraciones emitidas por Viteri (Municipalidad de Guayaquil 2019)⁹⁷, responde "Entonces decirle a la alcaldesa Cynthia Viteri, que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la República en nuestro país" (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019) con lo que busca evidenciar el desconocimiento y la desconexión de este personaje político con la población indígena, no solamente poniendo al desnudo su ignorancia, sino también su comportamiento discriminatorio.

En el comunicado emitido el 12 de octubre, en un momento en que la CONAIE ha ganado cierto terreno en el campo de la negociación, se busca poner en escena los poderes que se disputan la representación de la realidad de lo que le está sucediendo al “pueblo ecuatoriano” como receptor del discurso. Así, para darle una dimensión histórica a la lucha, se recurre a la figura de narrativización⁹⁸, relatando los acontecimientos y dándoles un carácter de excepcionalidad. Aquello se expresa en: “la jornada en el décimo día de movilización ha sido conmovedora”, “la población que llegó desde todos los rincones del país”, “una enorme

⁹⁷ Como ya lo hemos mencionado, durante una alocución, que fue retransmitida por medios radiales, Cynthia Viteri llamó a “defender la ciudad de Guayaquil” (Municipalidad de Guayaquil 2019), alegando que quienes intentaban entrar a la ciudad, lo hacían con la intención de “destruir la ciudad, quemar, robar, golpear y sencillamente hacer lo que hace casi 200 años intentaron hacer con nosotros” (Municipalidad de Guayaquil 2019)

⁹⁸ De acuerdo con Pardo Abril (2017, 185) la narrativización “consiste en la atención discursiva a los detalles de los acontecimientos para darles un carácter excepcional, lo cual permite que las acciones tomadas por el grupo dominante se propongan como obligatorias e inevitables”.

consciencia sobre las razones de la lucha”, “en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad”, “esta lucha no es solo de Ecuador” (Anexos CONAIE H2 Doc 7 2019).

Frente al sentido de legitimidad histórica que ha conseguido construir la lucha de la CONAIE, se utiliza también la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre el gobierno y mostrar su carácter criminal. Así, se señala al Estado que “ha demostrado tener la decisión de seguir matando indígenas y gente en las calles”, “es más importante para el presidente Lenin Moreno mostrar su implacable política represiva y la figura absurda de no dar el brazo a torcer” (Anexos CONAIE H2 Doc 7 2019).

En el comunicado del 10 de octubre 2019, momento en que miembros de la Policía Nacional estaban retenidos por la CONAIE en una acción simbólica para atraer la atención y ejercer presión sobre el gobierno, los medios de comunicación fueron los llamados a ser los actores testigo de esta representación, lo que se expresa en “como pueden constatar todos los medios de comunicación” (Anexos CONAIE H2 Doc 4 2019).

En un ejercicio de transparencia y de demostración del control de la información para dotar al discurso de la CONAIE de veracidad, se recurre a la figura de autorización por lo que se apela a la sociedad a que compruebe por sí misma y a través de los medios de comunicación como testigos, que a los policías retenidos les están “garantizados sus derechos humanos, físicos, psicológicos y de sobrevivencia” (Anexos CONAIE H2 Doc 4 2019). Se ampara inclusive la acción de la CONAIE en la “Constitución del Ecuador y demás instrumentos internacionales” (Anexos CONAIE H2 Doc 4 2019).

Con ese mismo objetivo de transparencia, se recurre a la figura de autorización para restablecer la realidad sobre afirmaciones que hubieran circulado a través de los medios de comunicación. En ese sentido, se clama por el prestigio de la academia para dotar al mensaje de veracidad y se nombra al “compañero Dimitri Madrid” haciendo referencia a su cargo “Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador” y a sus cualidades “persona de intachable ética y de impecable trayectoria profesional”, “aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe” (Anexos CONAIE H2 Doc 8 2019)

En este hito 2 la CONAIE ha apostado por un ejercicio fuerte y continuo de su capital simbólico acumulado. Se ha hecho presente una línea discursiva consolidada alrededor de principios de lucha social y unión que sin duda resonaron positivamente en la población. El ejercicio de transparencia que ha forzado incluso a los medios de comunicación corporativos a sumarse a la línea comunicativa de la CONAIE, bajo una presión colectiva, pero sin cortes de edición, se sintió como una intervención digna y valiente y sobre todo despojada de intenciones ocultas y oscuras.

El discurso ha sido elocuente y frontal con el Estado y el gobierno de turno. Se han puesto sobre la mesa temáticas que rebasaban los reclamos puntuales de la crisis en curso para abordar problemáticas recurrentes e incluso poner al desnudo estructuras de desigualdad enquistadas en la cultura política del país. Veremos a continuación cuál ha sido la reacción de gobierno a la vehemencia de CONAIE en esos mismos días.

4.2.2. Estado

Durante esta segunda etapa de los eventos de protestas que movilizaron al Ecuador en octubre de 2019, la presencia del Estado en la esfera pública con comunicados oficiales y pronunciamientos fue pronunciada, aunque, como lo veremos en detalle, con una línea discursiva en momentos, un poco difusa. La velocidad de los acontecimientos y el nerviosismo de los distintos actores discursivos se hicieron evidentes.

En este Hito 2 denominado *Llegada del movimiento indígena a Quito. Represión y criminalización de la protesta social* se ha procedido al análisis del siguiente corpus:

Anexos ESTADO H2Doc 1- 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista María Paula Romo y Oswaldo Jarrín

Anexos ESTADO H2Doc 2- 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República *Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país*

Anexos ESTADO H2Doc 3- 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)

Anexos ESTADO H2Doc 4- 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)

Anexos ESTADO H2Doc 5- 07 de octubre 2019 Comunicado 2 Presidencia de la República (Fuerzas Armadas custodian bienes estratégicos del Estado)

Anexos ESTADO H2Doc 6- 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado)

Anexos ESTADO H2Doc 7- 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios)

Anexos ESTADO H2Doc 8- 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos)

Anexos ESTADO H2Doc 9- 11 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (corredor logístico)

Anexos ESTADO H2Doc 10- 11 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno llamado al diálogo

Anexos ESTADO H2Doc 11- 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)

Anexos ESTADO H2 Doc 12- 12 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (refuerzo de seguridad en Casa de la Cultura Ecuatoriana)

Análisis cuantitativo

El conjunto del corpus analizado del Hito 2 Estado contiene un total de 12 documentos, entre pronunciamientos emitidos durante entrevistas televisivas, anuncios oficiales y comunicados escritos entre el 6 y el 12 de octubre 2019, que se podrían calificar como los días más álgidos de las protestas y enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas estatales, tanto en el terreno en varios puntos del país, como en la esfera política.

Este corpus se compone de 3831 palabras, con 370 palabras distintas. Una vez aplicado el programa *Maxqda 2024*, obtenemos la siguiente lista de las 50 palabras más frecuentes:

Ilustración 25. 50 palabras más frecuentes. Hito 2 Estado

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
país	4	64	1,67	1	9	75,00
gobemar	8	44	1,15	2	10	83,33
fuerza	6	39	1,02	3	9	75,00
decisión	8	38	0,99	4	6	50,00
nacional	8	38	0,99	4	11	91,67
ecuatoriano	11	35	0,91	6	7	58,33
amar	5	34	0,89	7	7	58,33
día	3	29	0,76	8	6	50,00
policía	7	28	0,73	9	6	50,00
ecuador	7	27	0,70	10	8	66,67
tomar	5	26	0,68	11	5	41,67
hoy	3	25	0,65	12	5	41,67
sector	6	24	0,63	13	5	41,67
ser	3	24	0,63	13	3	25,00
querer	6	23	0,60	15	7	58,33
paz	3	22	0,57	16	8	66,67
personar	8	21	0,55	17	4	33,33
lugar	5	20	0,52	18	5	41,67
orden	5	20	0,52	18	5	41,67
ley	3	18	0,47	20	5	41,67
creer	5	17	0,44	21	4	33,33
qué	3	17	0,44	21	2	16,67
forzar	6	16	0,42	23	4	33,33
indígena	8	16	0,42	23	7	58,33
manifestación	13	16	0,42	23	4	33,33
público	7	16	0,42	23	7	58,33
saber	5	16	0,42	23	4	33,33
social	6	16	0,42	23	7	58,33
trabajar	8	16	0,42	23	7	58,33
violencia	9	16	0,42	23	7	58,33
coser	5	15	0,39	31	2	16,67
gracia	6	15	0,39	31	5	41,67
punto	5	15	0,39	31	2	16,67
desarrollar	11	14	0,37	34	4	33,33
momento	7	14	0,37	34	5	41,67
octubre	7	14	0,37	34	12	100,00
bien	4	13	0,34	37	8	66,67
ciudadano	9	13	0,34	37	8	66,67
llegar	6	13	0,34	37	4	33,33
quitar	6	13	0,34	37	5	41,67
seguridad	9	13	0,34	37	6	50,00
solamente	9	13	0,34	37	1	8,33
diálogo	7	12	0,31	43	7	58,33
gran	4	12	0,31	43	3	25,00
muy	3	12	0,31	43	3	25,00
presidente	10	12	0,31	43	3	25,00
acto	4	11	0,29	47	5	41,67
caminar	7	11	0,29	47	3	25,00
derecho	7	11	0,29	47	4	33,33

A partir de esta lista, procedemos a elegir las principales unidades de análisis por su reiterada presencia en el texto, pero además tomando en cuenta la pertinencia con el contexto que se analiza. En este sentido, excluimos del análisis pormenorizado algunos lemas por ser conectores gramaticales o verbos que necesariamente se verán reflejados en el análisis junto con los lemas que hemos elegido. En tal sentido, y a la luz de la nube de las 25 palabras más frecuentes que presentamos a continuación, detendremos nuestro análisis sobre 19 unidades de análisis.

Ilustración 26. Nube de 25 palabras más frecuentes Hito 2 Estado



Ilustración 27. 19 unidades de análisis. Hito 2 Estado

Palabra	Longitud de	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documento s %
país	4	64	1,67	1	9	75,00
gobernar	8	44	1,15	2	10	83,33
fuerza	6	39	1,02	3	9	75,00
decisión	8	38	0,99	4	6	50,00
nacional	8	38	0,99	4	11	91,67
ecuatoriano/ Ecuador	11	35	0,91	6	7	58,33
amar	5	34	0,89	7	7	58,33
policía	7	28	0,73	9	6	50,00
paz	3	22	0,57	16	8	66,67
orden	5	20	0,52	18	5	41,67
ley	3	18	0,47	20	5	41,67
indígena	8	16	0,42	23	7	58,33
social	6	16	0,42	23	7	58,33
trabajar	8	16	0,42	23	7	58,33
violencia	9	16	0,42	23	7	58,33
desarrollar	11	14	0,37	34	4	33,33
ciudadano	9	13	0,34	37	8	66,67
seguridad	9	13	0,34	37	6	50,00
diálogo	7	12	0,31	43	7	58,33

Siguiendo el mismo procedimiento de los corpus anteriores, hemos codificado estas 19 unidades de análisis en el programa *Maxqda 2024* para, por un parte, conseguir visualizar las asociaciones más frecuentes entre estas unidades de análisis, así como, por otra parte, determinar las concordancias que se reflejan a través de la agrupación en conglomerados o *clústeres* de estos lemas más frecuentes y representativos del corpus.

La codificación de estos lemas, a través de la herramienta *Análisis-Búsqueda de textos y autocodificación* del programa *Maxqda 2024*, permite construir la base de datos sobre la cual desarrollamos el análisis cualitativo y cuantitativo, pues, como ya lo vimos, esta reagrupa todos los segmentos del texto que contienen las unidades de análisis frecuentes.

A continuación, encontramos, para el Hito 2 Estado, la matriz que refleja las relaciones entre los lemas codificados, que permiten determinar la proximidad entre los códigos, es decir su co-ocurrencia.

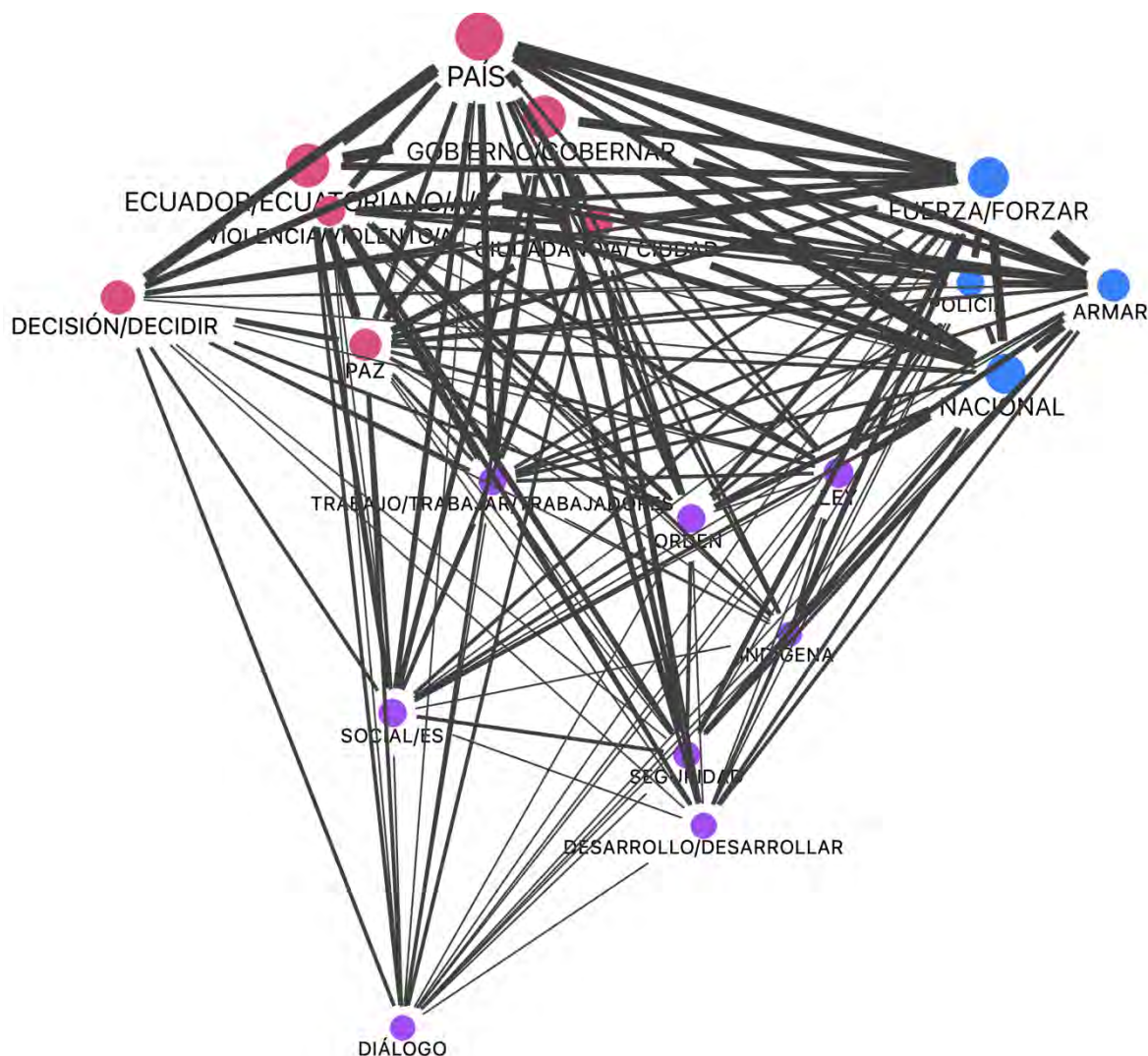
Ilustración 28. Matriz de relaciones de códigos. Hito 2 Estado

Sistema de códigos	LEY	PAZ	PAÍS	DIÁLOGO	SEGURIDAD	CIUDADANO/A/ CIUDAD	DESARROLLO/DESA RROLLAR	VIOLENCIA /VIOLENCIA	TRABAJO/ TRABAJAR/ TRABAJADORES	SOCIALES	INDÍGENA	ORDEN	POLICÍA	ARMAR	ECUADOR/ ECUATORIANO/ A/S	NACIONAL	DECISIÓN/D ECIDIR	FUERZA/ FORZAR	GOBIERNO/G GOBERNAR
LEY	0	19	20	6	5	17	10	11	14	5	14	12	21	22	26	15	8	25	19
PAZ	19	0	23	13	12	31	10	20	20	17	11	16	18	15	44	19	23	23	37
PAÍS	20	23	0	10	18	34	19	35	32	26	17	24	27	31	56	31	42	50	54
DIÁLOGO	6	13	10	0	9	13	9	4	9	11	6	8	8	6	20	11	17	11	16
SEGURIDAD	5	12	18	9	0	18	10	9	11	17	6	15	10	14	22	23	10	25	22
CIUDADANO/A/ CIUDAD	17	31	34	13	16	0	14	23	21	14	12	21	25	24	38	30	22	34	40
DESARROLLO/ DESARROLLAR	10	10	19	9	10	14	0	6	13	11	4	11	9	15	20	19	10	20	16
VIOLENCIA/ VIOLENCIA	11	20	35	4	9	23	6	0	11	12	12	11	16	13	35	7	22	22	21
TRABAJO/ TRABAJAR/ TRABAJADORES	14	20	32	9	11	21	13	11	0	14	7	10	13	16	30	17	14	19	25
SOCIALES	5	17	26	11	17	14	11	12	14	0	10	15	8	11	27	17	18	19	25
INDÍGENA	14	11	17	6	6	12	4	12	7	10	0	7	12	18	15	13	8	22	20
ORDEN	12	16	24	8	15	21	11	11	10	15	7	0	13	18	26	24	16	29	25
POLICÍA	21	18	27	8	10	25	9	16	13	8	12	13	0	31	23	26	11	36	26
ARMAR	22	15	31	6	14	24	15	13	16	11	18	18	31	0	24	36	12	48	31
ECUADOR/ ECUATORIANO/ S	26	44	56	20	22	38	20	35	30	27	15	26	23	24	0	33	44	37	54
NACIONAL	15	19	31	11	23	30	19	7	17	17	13	24	26	36	33	0	11	47	39
DECISIÓN/ DECIDIR	8	23	42	17	10	22	10	22	14	18	8	16	11	12	44	11	0	19	35
FUERZA/FORZAR	25	23	50	11	25	34	20	22	19	19	22	29	36	48	37	47	19	0	47
GOBIERNO/ GOBERNAR	19	37	54	16	22	40	16	21	25	25	20	25	26	31	54	39	35	47	0

Se destaca en esta matriz de asociaciones que sí existe cierta densidad en la co-ocurrencia de ciertos lemas como “Ecuador/ecuatoriano/a/s” con “país”; “gobierno/gobernar” con “país”; “Ecuador/ecuatoriano/a/s” con “gobernar”, lo que, en una primera instancia nos da una idea del abordaje central del discurso alrededor de estas temáticas recurrentes. Es de notar también la asociación reiterativa entre “Ecuador/ecuatoriano/a/s” con “paz”, “violencia” y “decisión” y de “gobernar” con “fuerza”, “ciudadano”, “paz”, “nacional”, “decisión”. El análisis cualitativo permitirá desmenuzar el sentido de estas asociaciones recurrentes.

El mapa visual que vemos a continuación, además de mostrar la densidad de estas asociaciones, también determina los conglomerados de las unidades de análisis, es decir las agrupaciones o *clústeres* que permiten delinear las principales temáticas que circulan dentro del texto consolidado.

Ilustración 29, Mapa de relaciones de códigos. Hito 2 Estado



Gracias al programa *Maxqda 2024*, podemos delinear claramente los 3 clúster que jerarquizamos como consta a continuación y a partir de los cuales, obtenemos una base de datos de los segmentos a analizar, que constan en las matrices en Anexos.

1. Diálogo, desarrollo/desarrollar, seguridad, indígena, sociales, orden, ley, trabajo/trabajadores (púrpura)
2. Ecuador/ecuatoriano/a/s, decisión, paz, violencia, ciudadano/a/os, gobierno/gobernar, país (rosa)
3. Fuerza/forzar, policía, nacional, armar (azul)

La codificación de cada uno de estos conjuntos de lemas permite la conformación de nubes de palabras de cada *clúster* como herramienta clave para visualizar las temáticas que circulan en cada conjunto. El tejido de relaciones nos permitió determinar un tema para cada *clúster* que proponemos a continuación:

Ilustración 30. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 Estado

CLUSTER 1		
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
DIÁLOGO		ORDEN, DESARROLLO Y DIÁLOGO
DESARROLLO/DESARROLLAR		
SEGURIDAD		
INDÍGENA		
SOCIALES		
ORDEN		
LEY		
TRABAJO/ADORES		
CLUSTER 2		
ECUADOR/ECUATORIANO/A/S		DECISIONES DEL GOBIERNO Y VIOLENCIA
DECISIÓN		
PAZ		
VIOLENCIA		
CIUDADANO/A/S		
GOBIERNO		
PAÍS		
CLUSTER 3		
FUERZA/FORZAR		EJERCICIO LEGÍTIMO DE LA FUERZA
POLICIA		
NACIONAL		
ARMAR		

Análisis cualitativo

Como consta en la *Ilustración 32. Unidades de tejido de relaciones para establecer los temas. Hito 2 Estado* se han definido tres temáticas principales a partir de los 3 conglomerados que el programa computacional ha conseguido determinar. Hemos denominado la primera temática “Orden, desarrollo y diálogo” que consta de 49 segmentos analizados, la segunda temática se nomina “Decisiones del Gobierno y violencia” y tiene 54 segmentos analizados, y, finalmente, la tercera temática es “Ejercicio legítimo de la fuerza”, en la que se analizaron 24 segmentos.

Retomando el camino analítico que hemos aplicado en las partes precedentes, en un primer momento, se trata de evaluar la consistencia y coherencia del discurso. En esta fase, en la que los enfrentamientos entre el gobierno, y los movimientos sociales han recrudecido, el campo discursivo ha sido intenso en pronunciamientos e intercambios de palabras mediante los medios de comunicación. Esta batalla en el escenario simbólico jugaría un rol fundamental en la construcción narrativa de cada “bando” que está en conflicto y por tanto se convertiría en un elemento determinante en las negociaciones que saldrán el periodo de protestas.

A continuación, presentamos los principales hallazgos que se desprenden del análisis de cada clúster y que dan cuenta del manejo del discurso por parte del Estado en esta situación de alta tensión en la que se juegan las futuras condiciones de gobernabilidad del presidente y de su gabinete. En el término inmediato, está sobre la mesa la posibilidad del cese de las paralizaciones en todo el país que ya han significado altos costos en términos económicos y sociales.

En lo que concierne al clúster 1, que denominamos “Orden, desarrollo y diálogo”, a diferencia del análisis de los 3 clúster del hito 1, encontramos que el discurso, que se produce y refiere a un mismo contexto espacio temporal, presenta diferencia en el tratamiento de los temas/tópicos según los distintos voceros. De acuerdo con la configuración de consistencia y coherencia de Neyla Pardo Abril (2012, 154), cuando eso sucede, está en marcha una estrategia de ambivalencia.

En el caso específico del análisis de este clúster 1, en que el tema discursivo que prevalece gira alrededor de los conceptos de “orden” y “desarrollo” como formas de ejercer el poder por parte del Estado, existe una diferencia marcada entre las definiciones que se hacen de estos conceptos en función de los voceros que emiten el discurso. En términos generales, la diferencia en las vocerías se hace patente en las concepciones diferentes que atribuyen a los mismos términos, en discursos emitidos en franjas temporales concomitantes.

En primera instancia, el uso que hacen del lema “orden” adquiere distintos matices. Por un lado, para los ministros de gobierno y defensa, María Paula Romo y Oswaldo Jarrín, el discurso se centra sobre el “orden público” como categoría que abarca el manejo de la mantención del “orden” mediante las fuerzas de seguridad. Esta definición del “orden” refiere esencialmente a las formas operativas en el terreno de los hechos para contener o doblegar a los manifestantes que mantienen vías cerradas, que impiden el funcionamiento de entidades públicas y privadas, y que propician la paralización de la circulación habitual. Así, el “orden” sugiere una dimensión que pretende oponerse al desorden, es decir la forma disruptiva e inusual con la que se comportan ciertos ciudadanos y que ocasionan que el Estado, a través de sus instituciones, no puede ejercer su autoridad y control.

La ministra Romo habla entonces de “devolverle el orden al país” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 3) confirmando que en ese momento reina el desorden. Para el ministro Jarrín, asimismo, el objetivo es “mantener el orden público” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 5), y la “preservación del orden” mediante la acción de los entes de seguridad. En tal sentido, aquella acepción del “orden” responde a una concepción vertical y jerárquica del ejercicio del poder del Estado quien es el único en tener la potestad de normar las conductas, que no pueden ser transgresoras, ni cuestionadoras de la autoridad. Se contempla incluso la fuerza antes que la negociación para revertir el desorden. El objetivo de esta concepción de “orden” es volver a una situación de normalidad, a un *statu quo* en el que, como lo menciona el ministro Jarrín “puedan desarrollar sus actividades diarias” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 5).

A propósito del mismo lema “orden” pero en la vocería emitida por el presidente de la república Lenín Moreno, encontramos una variación que sugiere una apertura un poco más

marcada hacía una posibilidad de negociación con el movimiento indígena. En efecto, el vocero se refiere a “romper el orden constituido”, “romper el orden democrático” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 18) sin asociarlo a las manifestaciones y paralizaciones protagonizadas por la población descontenta y los movimientos sociales que lideran estas protestas, sino para referirse a una estrategia política que buscaría derrocarlo del poder.

La diferencia de utilización del término se da entonces en dos planos distintos, primero, en su aplicación, pues no habla del orden público, sino de una dimensión simbólica del “orden” que remite a las instituciones socialmente constituidas como el ordenamiento jurídico o democrático, materializados en la constitución y las leyes y en las instituciones que deben velar por su cumplimiento. Segundo, esta alusión al “orden” que estaría puesto en peligro, no se atribuye a los manifestantes, sino a otras fuerzas políticas, lo que señala en expresiones como “aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 18), “son los corruptos (...), Ellos son quienes están detrás de este intento de golpe de estado y están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 20), “queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo (...) la alteración del orden democrático” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 28).

Bajo esa misma tendencia, el contralor general del Estado, Pablo Celi, se refiere al “orden legal” que estaría puesto en peligro por “las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 25). Asimismo, habla de “destruir el orden democrático” y de la “integridad del estado y del orden legal e institucional vigente” asociado a “utilizadas por fuerzas ajenas” sugiriendo, de la misma forma que lo hace el presidente, que ese “orden” de carácter simbólico e institucional está siendo atacado por entidades diferentes a los manifestantes de los movimientos sociales.

Estas menciones del lema “orden” colocan al discurso en registros referenciales diferentes y que no tienen directa conexión y de esa forma descentran el mensaje del Estado hacía la ciudadanía. El tratamiento de los mismos hechos, es decir, las jornadas de protesta, toma sentidos diferentes según la interpretación de cada vocero lo que debilita el mensaje institucional del Estado que no se percibe como unificado, es decir carece de consistencia.

Aquello también está presente en la forma en que se aborda el lema “seguridad” según los distintos voceros del Estado. En efecto, aquel lema, que está muy presente en este clúster, por una parte, se refiere a las condiciones físicas en las que se ejerce la presencia de los entes de la fuerza pública en el terreno, es decir en las distintas áreas geográficas. Aquella “seguridad” se mide en términos operativos y logísticos. Así cuando el ministro Jarrín se refiere a que “hemos redoblado la seguridad de los diferentes puntos” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 9) quiere decir que existe una presencia tangible de más efectivos policiales y militares. Ese mismo sentido es el que atribuye el vicepresidente Otto Sonnenholzner cuando subraya “Estamos enfocados en reforzar la seguridad” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 33).

El ministro Jarrín menciona también “atentar contra la seguridad nacional” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 11) que sugiere otra dimensión de la seguridad asociada a una concepción en que los fenómenos que constituyen riesgos y amenazas se miden por el impacto que pueden tener sobre el ámbito nacional de un país, es decir sobre la integridad de la nación y de sus instituciones⁹⁹.

En palabras del presidente de la república, la “seguridad” en cambio está asociada al “bienestar y las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 27), “decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 30) lo que sugiere que se hace referencia a una concepción de seguridad más centrada sobre el ser humano¹⁰⁰ y sus condiciones de vida y de realización social y personal.

⁹⁹ Aquella concepción de seguridad predominaba en las políticas de seguridad y defensa en los años 1970 del siglo anterior en que se priorizaba la posibilidad de conflictos limítrofes entre Estados, poniendo entonces a la integridad de la nación como objetivo primordial a precautelar. A partir del siglo XXI y la entrada de nuevos fenómenos, las políticas de seguridad de los Estados se volcaron en priorizar el combate a problemáticas transnacionales o internas que afectaban directamente a poblaciones.

¹⁰⁰ La Constitución ecuatoriana adoptó el concepto de seguridad integral inspirado en el de Seguridad Humana definida en la Comisión de Seguridad Humana de las Naciones Unidas en el 2003 la define así: “la seguridad humana consiste en proteger la esencia vital de todas las vidas humanas de una forma que realce las libertades humanas y la plena realización del ser humano. Seguridad humana significa proteger las libertades fundamentales: libertades que constituyen la esencia de la vida. Significa proteger al ser humano contra las situaciones y las amenazas críticas (graves) y omnipresentes (generalizadas). Significa utilizar procesos que se basan en la fortaleza y las aspiraciones del ser humano. Significa la creación de sistemas políticas, sociales,

Estas interpretaciones diferentes del lema “seguridad” ponen en evidencia la falta de coherencia y consistencia, no solamente del discurso emitido por los diferentes actores, sino de una política clara y cohesionada en relación con el tema de seguridad en el seno del gobierno. El ministro del ramo de la defensa utiliza concepciones que se podrían calificar de caducas pues la doctrina a la que hace referencia se ha ido transformado a través de la reflexión de los expertos en foros regionales y mundiales, dejando de lado la única prioridad del Estado en la gestión de la seguridad tal como lo sugiere en su discurso. Llama la atención entonces, el hecho de que en un tema tan delicado como la seguridad y la defensa, los conductores estratégicos presenten doctrinas diferentes que por ende atraviesan los discursos de forma contradictoria.

Aquella contradicción se hace también patente en la utilización del lema “indígena” que, en esta fase del análisis, sufrió un evidente quiebre en la coherencia y consistencia del discurso del Estado. En efecto, la utilización del término según distintas connotaciones en función de los voceros dejó en evidencia ciertas debilidades y limitaciones de la estrategia discursiva del gobierno.

Por una parte, “indígena” es utilizado junto con “movimiento indígena” para hacer referencia a la institución social que federa a los pueblos y nacionalidades indígenas. En este sentido, se lo menciona con el reconocimiento institucional que lo coloca como un interlocutor legítimo. Así se encuentra en expresiones como “miembros del movimiento indígena en sus diferentes expresiones” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 1); “estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 34), “las organizaciones indígenas que permanecen en la ciudad” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 46); “puntos seguros de cuidado y protección, algunos de los cuales se encuentran en los recintos donde está alojadas las organizaciones indígenas” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 49). No obstante, el ministro Jarrín, en la entrevista televisada que tuvo lugar el 6 de octubre 2019, en cadena nacional, en la que intervino junto con la ministra de gobierno María Paula Romo, emitió expresiones que sugieren otras connotaciones del lema “indígena”. Específicamente, afirmó que “no hay

medioambientales, económicos, militares y culturales que en su conjunto brinden al ser humano las piedras angulares de la supervivencia, los medios de vida y la dignidad” (Commission on Human Security 2003, 4).

territorios indígenas” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 6) lo que, dejó evidenciado su desconocimiento en cuanto a los derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades que rigen en la Constitución y en instrumentos jurídicos internacionales y reconocidos por el Estado ecuatoriano. La expresión de Jarrín hizo percibir que su conceptualización del territorio se remite a lo que tiene que ver con la soberanía territorial, es decir el área geográfica sobre la que un Estado ejerce su poder político y que es parte de lo que le permite materializarse como nación. En ese sentido, deja entrever que los pueblos y nacionalidades tienen la intención de ejercer poder político sobre áreas territoriales que son parte de la nación ecuatoriana, dejando de reconocer la autoridad del Estado ecuatoriano y atentando así al carácter unitario de la nación. En realidad, y tal como lo reivindica permanentemente la CONAIE, la noción de derechos colectivos sobre territorios para los pueblos y nacionalidades, abarcan dimensiones mucho más complejas¹⁰¹ que no se equiparan con la forma de soberanía tal como la interpreta Jarrín, ni tampoco pretenden coartar la unidad de la nación, ni crear naciones paralelas.

Las afirmaciones de Jarrín suscitaron la reacción de la CONAIE que se refirió en los siguientes términos a lo que dijo: “acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 Doc 2 2019). En efecto, su aseveración, aunque corta, está cargada de significado pues el desconocer “los territorios indígenas”, equivale a poner en cuestión los alcances de la lucha histórica del movimiento indígena lo que incluso podría sugerir el desconocimiento de su existencia y de su estatus jurídico; también equivale a desconocer el ordenamiento constitucional en su artículo 57 que habla del derecho de los pueblos indígenas a conservar la propiedad imprescriptible de sus tierras comunitarias, que serán inalienables, inembargables e indivisibles y exentas de tasas e impuestos. También establece el derecho a mantener la posesión de las tierras y territorios ancestrales y obtener su adjudicación gratuita; y a participar en el uso, usufructo, administración y conservación de los recursos naturales renovables que se hallen en sus tierras, así como la obligación de proceder a la consulta previa e informada de los pueblos

¹⁰¹ Ver en el capítulo 2 de este trabajo el acápite 2.3. El territorio como derecho y forma de resistencia a los extractivismos

indígenas para iniciar cualquier tipo de concesión (Registro Oficial n.º 449 2008). Finalmente, esta afirmación sugiere que su consideración de “indígena” se limita a la condición étnica de un cierto sector de la sociedad, invisibilizando la dimensión política que el sujeto indígena adquirió, incluso en términos institucionales al tener una representatividad organizativa y un estatus jurídico específico.

Los demás voceros del Estado no se hicieron eco de las afirmaciones de Jarrín ni reforzaron argumentos o líneas discursivas en ese mismo sentido, mostrando, con su silencio que la interpretación de Jarrín sobre “territorios indígenas” no se compaginaba con una postura oficial del gobierno, pues evidentemente, aquella interpretación era antojadiza y errónea. Sin embargo, este episodio, que reflejó la inconsistencia e incoherencia en el discurso del Estado, fragilizó su capacidad de negociación. En efecto, la CONAIE percibió lo dicho por Jarrín como la postura oficial del gobierno y por tanto alejó una posibilidad de diálogo en ese momento.

Otros de los lemas de central importancia en este clúster son “trabajo” y “desarrollo” que analizamos de forma conjunta por estar íntimamente ligados. Hemos notado que la definición que hacen de estos conceptos los distintos voceros no suele diferir demasiado, pues de forma general, el concepto del “trabajo” se presenta como una condición necesaria para el “desarrollo” dentro de un modelo económico monetizado y basado sobre la producción de bienes y servicios. Así a menudo estos lemas están asociados al vocabulario de la economía: “hoy los ecuatorianos trabajan juntos con un gobierno que se interesa por todos, que se preocupa por los más vulnerables, que cree en los emprendedores, que atrae a los inversionistas, que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento del Ecuador, que con diálogo y acuerdos está recuperando el desarrollo y el empleo” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 30); “nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico y social que nos ha permitido desarrollarnos los últimos 20 años, que es el dólar” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 35).

También “trabajo” y “desarrollo” se encuentran a menudo asociados al léxico del éxito y de la prosperidad, como valores propios del modelo neoliberal que mide su proceso ascendente en función de la acumulación. Por tanto, el trabajo y el desarrollo se compaginan con la idea

de una productividad que contribuye a alimentar un sistema cuyo fin primordial conduce a la acumulación y por ende se traduce por éxito y prosperidad. Aquello se transcribe en las palabras del vicepresidente Otto Sonnenholzner, reconocido además por su tendencia neoliberal dentro del gobierno de Moreno, por pertenecer a la clase empresarial de la ciudad de Guayaquil: “Estamos aquí para servir, para trabajar con todos, por un país de paz, por un país de desarrollo, por un país de prosperidad” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 36); “en adelante iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos dispuestos a trabajar” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 38), “venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad con crédito adecuado, oportuno, porque creemos que el camino es el empleo, el trabajo” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto.40). De acuerdo con el sentido que el vicepresidente otorga a estos lemas, el “trabajo” y el “desarrollo” se representan como los valores que se contraponen al desorden de las manifestaciones y paralizaciones que impiden el correcto desenvolvimiento de las actividades productivas y por ende se convierten en una traba al desarrollo.

En este clúster, otro lema presente y que avizora de algún modo el futuro de los acontecimientos, es la mención al “diálogo”. El término es utilizado de manera preponderante por el presidente de la república, quien lo menciona para demostrar su predisposición a la negociación. No hace un llamado directo a dialogar con los movimientos sociales, pero insiste en que es característico de su gobierno el ser abierto y dispuesto al diálogo: “somos un gobierno de diálogo” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 31), “mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 45). Esta idea también es retomada por el secretario de la presidencia “somos un gobierno que dialoga”, “Reiteramos nuestra disposición al diálogo” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 43), lo que indica una línea discursiva más coherente y cohesionada en cuanto a esta temática, mismo si queda claro que la mayor predisposición a la apertura del diálogo está marcada por el mismo presidente de la república. En esa misma línea encontramos al contralor del Estado Pablo Celi que, desde una postura institucional como autoridad del Estado pero que no pertenece al gobierno, expresa “alentamos el diálogo nacional como el camino necesario para encontrar un cauce común, para que prime el interés nacional y la paz social” (Anexos ESTADO H2 MC1 sgto. 27).

El análisis de este clúster deja entrever, por la ambivalencia del discurso a propósito de ciertas temáticas centrales, que existen fisuras entre los diferentes voceros del gobierno. Algunos presentan una postura de condena a las manifestaciones populares y las asocian con intenciones segregacionistas o de alteración del orden que entorpecen la actividad productiva que supone favorecer al conjunto de la población. Otros, se muestran más conciliadores y no desaprueban por completo las protestas populares, sino que atribuyen ciertos hechos violentos a intenciones de otros grupos políticos. Lo cierto es que el mensaje central alrededor de “Orden, desarrollo y diálogo” presenta inconsistencias.

Los hallazgos que presenta el análisis de los 54 segmentos que componen el clúster 2 y que hemos denominado “Decisiones gubernamentales y violencia” muestran, a diferencia de la temática anterior, más coherencia y consistencia. En efecto, los lemas que se han explorado a menudo guardan relación con el contexto, y responden a las mismas conceptualizaciones en los pronunciamientos de los distintos voceros.

Así, el lema “decisiones” que configura la temática central que trata el conglomerado refiere en boca de todos los voceros a las resoluciones y acciones legítimas encaminadas por el gobierno, bajo criterios sopesados y cuya finalidad es favorecer a una mayoría. Por tanto, “decisiones” refiere a una gestión de carácter político.

La reiterada insistencia en el lema “decisiones” y la argumentación que conlleva, en el lapso temporal en que se desarrollan estos pronunciamientos, tiene que ver con la postura del gobierno para seguir justificando las medidas económicas contenidas en el Decreto 883 y que han llevado a los desacuerdos, protestas y paralización del país. Es así como, en primera instancia, notamos que el lema está muy presente en los pronunciamientos del 6 y 7 de octubre, pero que se va desvaneciendo su presencia en los pronunciamientos de los días posteriores.

No obstante, mientras el argumento de la legitimidad de las “decisiones” del gobierno siguió primando en el discurso, hemos notado que se acompañó de expresiones que sugerían una valoración positiva y valiente de las medidas tomadas, alegando un pobre rédito político y un gran beneficio para la mayoría. En efecto, enunciados de la ministra Romo como “no son

decisiones sencillas” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto.1), “decisión que durante 40 años se ha discutido en el país”, “decisión difícil de tomar”, “decisión clave para hacer un cambio estructural en la economía del país” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 2), “estas decisiones por supuesto que tienen respaldo” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 3) pretenden mostrar la legitimidad de las medidas tomadas por su nivel de ponderación y de efectos positivos para la ciudadanía.

En el caso del presidente de la república, con un tono más grandilocuente, utiliza el lema “decisiones” para marcar su autoridad y su voluntad política de representarse como un agente de cambio a favor del país. Así utiliza expresiones como “la eliminación del subsidio a los combustibles es una decisión histórica”, “esta decisión afecta a grandes intereses económicos y a grandes intereses políticos”, “esa decisión asegura que nuestra economía está sana y la dolarización protegida” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 24), alegando así razones contundentes para seguir llevándolas adelante.

La línea argumental se modificaría en los días que siguieron, a raíz, por una parte, de la llegada de un gran número de comitivas de los pueblos y nacionalidades a la capital Quito, pero, sobre todo, por un cambio de dirección en la preocupación del gobierno, pues ciertas acciones violentas que se suscitaron en varias ciudades, incluido un ataque al edificio sede la Contraloría General del Estado el 7 de octubre, llevaron a los voceros del Estado a concentrar sus pronunciamientos en el señalamiento a grupos políticos vinculados al ex presidente Rafael Correa, en el sentido de que estarían aprovechando la conmoción general para intentar derrocar al presidente.

Alrededor de la dupla de los lemas “violencia” y “paz” se instaló una nueva narrativa en el discurso, que no se centraba en la confrontación entre el Estado y la CONAIE, sino que trataba de diferenciar, la protesta social calificada de “pacífica” con la actuación encubierta y violenta de grupos diferentes a la CONAIE, y que perseguían otros objetivos políticos.

Durante la entrevista hecha a la ministra Romo el 6 de octubre, se puede empezar a percibir de parte del gobierno que se busca asociar las acciones violentas a determinados grupos sin hacer un señalamiento al movimiento indígena o a los manifestantes de forma general.

Aquello se expresa en la afirmación “hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida, pero por otro lado hemos tenido hechos vandálicos y creo que estas dos cosas deben ser tratadas valoradas y juzgadas de una manera distinta” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt.4). A partir de esa expresión, Romo hace referencia a la “violencia” usando estilos indirectos y evitando detalles que podrían endilgar culpas explícitas. En su alocución habla de “Algunos focos más pequeños pero que han estado en diferentes lugares del país, de estas amenazas de saqueo o de violencia casi diría yo, aprovechando la preocupación que existe en otros sectores (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 6), “hemos tenido manifestaciones violentas”, “nunca la violencia es el camino” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 7), “ha sido una zona muy compleja, muy violenta” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 8).

Al mismo tiempo, se hace énfasis sobre el carácter “pacífico” del Ecuador para sugerir la sensación de excepcionalidad de la situación que se está viviendo “nosotros tenemos un país pacífico, manifestaciones que han sido totalmente pacíficas” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 9).

Después del primer ataque violento cometido contra el edificio sede de la Contraloría General del Estado el 7 de octubre, el Contralor del Estado también se expresó, poniendo una distancia en el señalamiento de quienes podrían estar tras este hecho violento y los manifestantes, con la siguiente declaración: “ante la situación de tensión que vive el país, manifestamos: es necesario diferenciar el reclamo social pacífico legítimo y garantizado por el mandato constitucional y el orden legal, de las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país, con ataques violentos contra personas e instituciones, destrucción de bienes públicos y privados y tomas de edificios e instalaciones estatales” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 27). Con esta afirmación aclaró que la violencia se atribuye a fuerzas oscuras calificadas de “acciones conspirativas” mientras que la protesta popular se califica como “reclamo social pacífico” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 27).

La valoración discursiva entre “violencia” y “paz” también fue retomada por el vicepresidente Otto Sonnenholzner quien, en una cadena nacional, el 9 de octubre, afirmó “Estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas. Muchos de ellos no identificados con la violencia” (Anexos

ESTADO H2 MC2 sgt. 35). A la misma vez, insistió sobre el carácter pacífico del Ecuador como un rasgo intrínseco “estamos enfocado en reforzar la seguridad, en volver a la paz” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 34), “la marcha en Quito está siendo pacífica” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 35), “Estamos aquí para servir, para trabajar con todos, por un país de paz por un país de desarrollo” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 40), “quienes se manifiesten pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT me parece, tuvieron una manifestación pacífica en Quito como lo están haciendo hoy” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 45) “Ecuador, que es un territorio de paz” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 46).

Siguiendo la misma línea argumental pero de manera mucho más explícita, el presidente Moreno, en cadena nacional el 7 de octubre, señaló los que, a su juicio, protagonizaron los hechos violentos y afirmó que “los saqueos, el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido”, “los más violentos, aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar, son individuos externos pagados y organizados” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 22). Asimismo, el 8 de octubre, en una nueva alocución en cadena nacional y acompañado del alto mando militar y otras autoridades del Estado, Moreno asoció directamente la “Violencia, daños a la propiedad privada, ataques a la fuerza pública, atentados a la naturaleza, robo a empresas productivas y agresiones” con expresiones que aluden a la relación del expresidente Correa con estos hechos, como por ejemplo; “quienes no se les unen”, “aquellos que quebraron el país y dejaron comprometido el futuro de todos los ecuatorianos”, “actores políticos del pasado” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt.29), “queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 30). El 12 de octubre, y luego de que el edificio sede de la Contraloría General sufriera otro ataque materializado en un incendio intencional, el presidente Moreno volvería a asociar la violencia con el expresidente Correa “Hoy fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizada y dirigidas por Correa y Maduro, en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos, causaron zozobra, violencia nunca vista” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgt. 51).

En estas dos alocuciones del presidente, así como en el comunicado de la presidencia de la república del 7 de octubre, encontramos concomitantemente y como contraparte de la “violencia”, la alusión a la “paz” como un estado característico del Ecuador “La democracia, la paz saldrán nuevamente victoriosas” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 23), “Gracias a todos los ecuatorianos que se han decidido también por el orden la paz y la democracia” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 25), “Ecuador es una nación de paz” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 26), “Mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 52), “por la paz, por el futuro, por cada ecuatoriano de bien, he tomado las siguientes resoluciones” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 53).

Finalmente, los lemas “Ecuador/ ecuatoriano/a/s”, “país” y “ciudadano/a/ía” a menudo expresados en este clúster son utilizados por los diferentes voceros con sentidos consistentes entre sí. De manera transversal subrayan tanto el carácter institucional de la nación traducida en sus diferentes apelaciones, como también el carácter emotivo ligado a la pertenencia identitaria. Las alusiones a estos lemas pretenden alimentar el sentimiento nacional para congrega a los receptores a unirse a unas causas comunes para las cuales el gobierno busca adhesión (medidas económicas).

En el caso del ministro de defensa Oswaldo Jarrín, el acento está puesto sobre el carácter institucional. Así los lemas “ecuatoriano” y “Ecuador” están asociados al “Estado” y a las “leyes que tiene el Ecuador” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 12). Asimismo, habla de los “centros estratégicos del país”, “la economía del país”, “el desarrollo del país” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 13) centrando su mensaje en la importancia de las instituciones y el porvenir estratégico del Ecuador como nación y poniendo menos énfasis en sus habitantes.

En los discursos de la ministra Romo, del presidente Moreno, del vicepresidente Sonnenholzner y del contralor Celi, los matices en las alusiones a estos lemas son aún más consistentes.

Así, encontramos una dimensión emotiva que sugiere un tratamiento aparentado a una persona humana con expresiones como “cariño por el país”, “responsable con un país” (Anexos ESTADO H2 MC2 sgto. 16), “lo que ha sucedido en estos días en el Ecuador”

(Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 22), “la situación de tensión que vive el país”, “un ambiente de caos en el país” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 27), “seguir saqueando al país” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 29)

También está muy presente una dimensión política, en la que estos lemas hacen referencia a los habitantes de la nación como sujetos de derecho “la tranquilidad de los ecuatorianos antes que mi propio bienestar” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 21), “los ecuatorianos pueden estar tranquilos, la violencia y el caos no van a ganar” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 23); “estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 26), “condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 28); “el futuro de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 29). Esta utilización sugiere que existe una igualdad en los derechos de todos los habitantes de la nación y que el Estado cobija a todos por igual.

La dimensión identitaria y de sentido nacional es también transversal a todos los voceros con expresiones como: “la mentira está provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 30), “los ecuatorianos les vamos a demostrar a los golpistas que somos solidarios”, “hoy los ecuatorianos trabajan juntos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 31), “miles de hermanos ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 32), “la mayoría de los ecuatorianos están deseosos de poder volver a la normalidad” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 34), “somos todos ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 36), “la estabilidad de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 38), “retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 44), “devolver a todos los ecuatorianos la tranquilidad” (Anexos ESTADO H2 MC2 scto. 50). Esta forma incluyente de referir a “ecuatorianos”, asociándolos a valoraciones positivas busca alimentar el sentimiento de unidad y adhesión a un proyecto común y en beneficio de la mayoría, invisibilizando las diferencias de clase, de raza y otras consideraciones que podrían connotar la exclusión. El llamado a la unidad nacional en el discurso se convierte en una estrategia útil para dar legitimidad a las decisiones del gobierno tanto en lo que tiene que ver con las medidas económicas que pretende llevar adelante, así como en la justificación de las acciones de represión de las protestas que tuvieron lugar.

El “Uso legítimo de la fuerza” es el último clúster que se destaca en este Hito 2, cuyos lemas principales están consignados en 24 segmentos del corpus.

El primer lema ampliamente utilizado en este clúster es “fuerza” que refiere a las formas de coerción utilizadas por los entes del Estado para precautelar la seguridad y el orden, pero también el lema se combina como “fuerzas armadas” y que se refiere a la institución armada militar encargada de la defensa exterior de la nación. En el contexto de las protestas que vive el país y que fueron elevadas al rango de “grave conmoción nacional” mediante decreto ejecutivo con el que se declaró el estado de excepción en todo el territorio nacional, se permitió que las fuerzas armadas ejerzan tareas de seguridad interna, razón por la cual están desplegadas y activas en el país durante los días de paralización, para controlar y contener las manifestaciones y constituirse como un ente disuasivo.

A lo largo del texto, encontramos que las referencias a estos lemas son consistentes y coherentes por parte de todos los voceros implicados y que, remiten a valoraciones positivas que buscan legitimar tanto el uso de la “fuerza” por parte de los entes del Estado, como la actuación de la institución “fuerzas armadas”.

En primera instancia, los ministros de gobierno y de defensa se refieren al término “fuerza” asociado a expresiones como “es una gran responsabilidad”, “hay reglas para usar la fuerza” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 2), “las reglas y los protocolos que tiene la policía para el uso de la fuerza” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 3), “el monopolio del uso de la fuerza” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 5), “la fuerza se opera cuando es necesaria, en forma progresiva, en forma proporcional” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 6), “son custodios y son precautorios en cuanto a la utilización de la fuerza” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 7), “fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 9), para sugerir que la utilización de la “fuerza” por parte de los entes de seguridad del Estado no es arbitraria, ni aleatoria, sino que responde a normas y protocolos y en un escenario de defensa o escalada de violencia.

Estas puntualizaciones sirven especialmente para contrarrestar las denuncias por parte de las organizaciones sociales por el uso desmedido de la fuerza por parte de las instituciones

armadas, además de la circulación de imágenes en redes sociales que muestran abusos de los entes de seguridad sobre la población. La ministra de gobierno se refirió a esos videos aduciendo que "los videos que circulan en redes son ciertos, otros no son ciertos, algunos corresponden a estas protestas, otros no lo son" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 2).

En el caso del presidente Moreno, sin embargo, es de notar un leve matiz al utilizar el lema "fuerza" pues se refiere a "fuerzas ajenas", es decir grupos que ejercen poder al margen del "orden democrático" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto 19). También hace otro uso al mencionar "la fuerza de la ley" y "la fuerza de nuestra democracia", proponiendo así una variación. Pese a esas diferencias en el sentido con el que reviste al lema, en el conglomerado priman las acepciones de "fuerza" ligadas a la acción coercitiva de los entes de seguridad y su justificación por parte de las autoridades del Estado.

En lo que concierne "fuerzas armadas" mencionadas reiterativamente, refiere exclusivamente a la institución armada militar y en términos positivos, respaldando su labor y su nivel de responsabilidad y profesionalismo: "las fuerzas armadas están en este momento concentradas en el orden público" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 1), "fuerzas armadas, hay que considerar que son el único órgano del Estado ecuatoriano (...) el monopolio del uso de la fuerza" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 5), "son profesionales como son estas fuerzas armadas" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 6), "no digamos de fuerzas armadas que apelen a su derecho de autodefensa" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 7), "las fuerzas armadas son cautelosas" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 8), "fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden, de la paz, de la protección de la población, de la propiedad pública y de la propiedad privada" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 9), "las fuerzas armadas saben defenderse" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 10), "tener confianza en sus fuerzas armadas", "el sacrificio que hacen tanto fuerzas armadas como policía es por dar atención, protección, seguridad" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 12), "las fuerzas armadas van a hacer entender, porque son profesionales, alta moral y con firmeza saben hacer cumplir sus misiones" (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 13), "quiero agradecer y destacar el compromiso de las fuerzas armadas (...) quienes con absoluta lealtad han defendido, en el marco del estado de derecho y las libertades civiles, la democracia y las instituciones con su

apoyo y trabajo permanente” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 18), “gracias a lo que hacemos en conjunto con las fuerzas armadas” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 22).

El despliegue discursivo en respaldo de la acción de las entidades armadas responde a una línea argumental consistente a lo largo de todos los pronunciamientos que busca colocar el mensaje de parte del Estado que el uso de la fuerza es legítimo, y que se rige bajo normas que no son arbitrarias ni abusivas. También sugiere que la decisión del uso de la fuerza legítima, en particular por parte de las fuerzas armadas cuya tarea primordial no es el orden interno, es una medida política que asume la autoridad ejecutiva del gobierno en respuesta al nivel de conmoción que enfrenta el país y justificado por la actividad encubierta de grupos políticos que buscan desestabilizar el orden democrático como lo mencionó el presidente y ministros.

En este contexto, las fuerzas armadas y la policía nacional son descritas como órganos ejecutores de estas decisiones, que cumplen con órdenes, de forma profesional y responsable. Actúan en nombre de un interés superior determinado por el gobierno que el presidente describe como “el marco del estado de derecho y las libertades civiles, la democracia y las instituciones” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 18) y el ministro de defensa como “la preservación del orden, de la paz, de la protección de la población, de la propiedad pública y de la propiedad privada” (Anexos ESTADO H2 MC3 sgto. 9). Bajo ambos paraguas de valores y de concepciones, se apela a una razón que supera los intereses individuales y que convoca el sentimiento de la identidad nacional que se encuentra precautelada por las acciones de las instituciones estatales.

Transformación discursiva

Como segunda etapa del análisis cualitativo del Hito 2, hemos procedido a evaluar las estrategias de transformación discursiva que operan en los distintos pronunciamientos, es decir la forma en que se nominan a los distintos actores. A la vista de los mecanismos utilizados por los voceros podemos obtener ciertas conclusiones sobre los roles que se pretenden atribuir a los actores en el discurso.

Hemos podido observar que, de forma preponderante, a lo largo del corpus del Hito 2, se hace uso de la estrategia de sustitución, es decir que se recurre a unos procesos lingüísticos mediante los cuales los actores se describen, o con formas humanas, o con formas impersonalizadas, en función del papel que se quiere otorgarles en el discurso. En algunos de los pronunciamientos, pero en menor proporción, también se ha utilizado la estrategia de reordenamiento, la cual estaba mucho más presente en el Hito 1. Esta estrategia por su parte consiste en delimitar los roles de los actores en el discurso como agentes activos o pasivos para atribuirles escalas de valores distintas en el discurso.

A continuación, repasaremos entonces los principales hallazgos sobre las formas de nominación que utilizan los voceros del Estado a propósito de los diferentes actores que se encuentran en escena, lo que podrá darnos señales sobre las intenciones discursivas y sobre todo sobre las formas de representar el mundo, elementos que nos serán útiles para nuestro posterior análisis interpretativo del discurso.

Durante la entrevista televisiva a la que fueron invitados los ministros de gobierno y de defensa, María Paula Romo y Oswaldo Jarrín respectivamente, el 6 de octubre 2019, en un momento en que el paro nacional ya había empezado desde varios días atrás, y cuando en diferentes lugares del territorio ecuatoriano habían tenido lugar enfrentamientos entre los manifestantes y la fuerza pública, los pronunciamientos perseguían dos objetivos: seguir justificando las decisiones tomadas por el gobierno en cuanto a medidas económicas, y, justificar ante la opinión pública nacional e internacional, la decisión del despliegue de toda la fuerza pública en el interior del país para contener las protestas.

A lo largo de estas intervenciones en la televisión, varios actores son aludidos por parte de los dos ministros voceros lo que nos da indicios claros sobre las posiciones que se adoptan en relación con estos.

En lo que concierne la alocución de María Paula Romo, hace uso de la impersonalización para referirse a los actores opositores al gobierno y que han actuado durante las protestas. Así, recurre a una forma de autonomización de la producción en la que representa a los actores a través de sus productos o acciones, evitando así darles una identificación clara.

Utiliza expresiones como “hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida”, “hemos tenido hechos vandálicos”, “tenemos algunas alertas de paralización de vías”, “tenemos (...) 12 patrulleros que también han sido quemados”, “estas amenazas de saqueo o de violencia”, “hemos tenido manifestaciones violentas”, “hemos tenido quema de cajeros automáticos” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Aquello sugiere que los opositores no son considerados como humanos, no tienen rostro y sus características esenciales se vinculan con la violencia.

También, tiende a nominar a estos actores opositores de forma personalizada por indeterminación, es decir formulándolos como seres anónimos sin una especificación concreta. Así describe a “dirigentes y miembros del movimiento indígena” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019) mediante el proceso de indeterminación por asociación a través del recurso de parataxis, y así les asigna una representación en el discurso que sugiere que están fuera del sistema establecido, como una forma de quitarles prestigio y respeto.

Por otro lado, para designar a los actores “fuerzas armadas” y “policía nacional” recurre a la personalización por especificación e individualización utilizando un artículo definido “la policía”, “las fuerzas armadas” para demostrar que son organismos únicos y reconocidos. Así encontramos expresiones como: “una buena parte de la policía, de las fuerzas armadas”, “es una gran responsabilidad de la Policía Nacional, es una gran responsabilidad de las Fuerzas Armadas”, “desde el punto de vista de las Fuerzas Armadas”, “desde el punto de vista de la policía nacional”, “los protocolos que tiene la policía para el uso de la fuerza” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Esta forma de nominar sugiere que la policía y las fuerzas armadas son cuerpos que actúan de forma homogénea.

Para hacer referencia al “presidente de la república” utiliza la personalización por especificación e individualización con el recurso del singular “el” mostrando que no es necesario pronunciar su nombre pues su legitimidad le precede y así se presupone que todos saben a quién se está refiriendo.

La referencia a “la población” sugiere una personalización por generalización usando el recurso de sustantivo de masa para sugerir que se trata de una mayoría. En este sentido, los describe más como agentes institucionales que como individuos.

Por su parte, el discurso del ministro Oswaldo Jarrín, aún más centrado en la fuerza de la institucionalidad, hace énfasis en nominar “las fuerzas armadas”, “el Estado ecuatoriano”, “la policía nacional”, “el país” también recurre al proceso de personalización por especificación e individualización, atribuyendo a estas instituciones un sentido orgánico con capacidad de pensar, sentir, decidir y tener pertenencias, con expresiones como : “las fuerzas armadas (...) son el único órgano del Estado ecuatoriano (...) que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza”, “el territorio es del Estado ecuatoriano”, “a nombre del Estado ecuatoriano”, “atribuciones que correspondan al Estado nacional”, “los centros estratégicos del país” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Reiterando lo que ya hemos percibido en el análisis de la coherencia y consistencia del discurso, se confirma a partir de esta forma de nominar y calificar al actor fuerzas armadas, que el ministro Jarrín propone una representación narrativa en la que el Estado es el centro de todas las prioridades.

El 7 de octubre 2019, luego de haber decretado el traslado de la sede de gobierno desde la capital Quito a la ciudad de Guayaquil por considerar que la zona del Palacio presidencial de Carondelet no contaba con las garantías suficientes de seguridad por su ubicación geográfica en el casco antiguo de la ciudad que podría ser cercado fácilmente, el presidente Lenin Moreno hace una alocución en televisión para anunciar el hecho. El punto medular de su intervención consiste en denunciar que la violencia inusitada que había tenido lugar en las calles no tiene directa relación con las manifestaciones en curso y que es protagonizada por actores políticos que pretenden poner en peligro su gobierno aprovechando la situación de conflicto ya existente.

En este contexto, el presidente se refiere a los distintos actores asignándoles un lugar particular. En lo que concierne a los actores que considera culpables de los hechos de violencia, utiliza procesos de personalización por indeterminación, es decir formulándolos como anónimos, sin especificación concreta. Más concretamente recurre a un proceso lingüístico de generalización vinculándolos con expresiones como “los ladrones”, “los

corruptos”, “los ociosos”, “individuos externos pagados, organizados”. Esta forma de referirse pretende marcar el carácter de contraventores de estos personajes. Están asociados a un léxico delincuencia.

También recurre a procesos de impersonalización a través de la forma de autonomización de la producción aludiendo a estos actores opositores a través de sus acciones: “los saqueos, el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). Aquello para alimentar una imagen de los opositores como actores que no tienen rostro humano, que únicamente son violentos y criminales.

En el caso de “el gobierno”, el vocero recurre a un proceso de personalización a través de la especificación individual con el uso del singular, dando por sentado que hay un entendimiento mayoritario del referente (se sabe a qué gobierno se alude) y dotando así de una dimensión orgánica al ente institucional “he trasladado la sede del gobierno”, “desestabilizar el gobierno”, “desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). La actuación del “gobierno” es además permanentemente descrita como activa por participación, es decir que tiene un papel diligente en beneficio de la mayoría.

También menciona “las fuerzas armadas” y a “la policía nacional” mediante un proceso de personalización por especificación e individualización para dotarles de una dimensión orgánica y darles ese aspecto de cuerpo homogéneo que incluso tiene la capacidad de actuar y que es dotado de valores. Utiliza las expresiones “con absoluta lealtad han defendido”, “con su apoyo y trabajo” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019) y el pronombre “quienes” para referirse a ambas instancias y así darles un espesor humano. Esta forma de nominar pretende mostrar que en su consideración las instituciones fuerzas armadas y policía son orgánicas y homogéneas y su labor está encaminada en favor de la mayoría. Aquellas instituciones, como símbolos de la protección y defensa de la nación, son entonces los artífices de la acción paternal del gobierno.

Para referirse a “los ecuatorianos”, el vocero usa el proceso lingüístico de especificación a través de la individualización. Esa forma de nominar hace presuponer que se incluye a todos los habitantes de la nación Ecuador “tranquilidad de los ecuatorianos”, “los ecuatorianos pueden estar tranquilos” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019).

Siguiendo también una estrategia de reordenamiento, el actor “los ecuatorianos” se describe además como el agente pasivo por beneficiación de las acciones del gobierno. Aquello sugiere el rol paternal y protector del Estado en relación con sus habitantes lo que contribuye a alimentar el sentimiento de identidad nacional homogéneo, así como el patriotismo. Bajo esa misma estrategia, los opositores al gobierno son descritos como actores activos de la violencia y destrucción con expresiones como: “actúan con la única intención de agredir, dañar”, “son quienes están detrás de este intento de golpe de estado”, “aprovechando su movilización para saquear y destruir a su paso”, “los recursos que se robaron”, otros actores son los pacientes subordinados de esas acciones. Aquello se expresa en la frase “están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). Esta última frase tiene también como intención enviar un mensaje al movimiento indígena y darle a entender que no se constituye como el enemigo.

El comunicado de la secretaria de comunicación de la presidencia de la república publicado el 7 de octubre 2019 tiene como objetivo informar y rechazar una acción violenta de saqueos en una fábrica de lácteos en el territorio de la provincia de Cotopaxi.

Este comunicado alude a varios actores relacionados con el hecho. Así, se utiliza un proceso de personalización por determinación a través de la generalización al referirse al actor “manifestantes indígenas” (plural sin artículo) tendiendo así a borrar la posibilidad de reconocer su señalamiento concreto. Esa forma de nombrar para describir la acción de “forzaron las puertas de seguridad” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019) sugiere una representación de los indígenas como los infractores y responsables del hecho violento.

Asimismo “organizaciones sociales” se nombra bajo el mismo proceso y es asociado a “descontrol en la expresión política” sugiriendo que las organizaciones incurren en infracciones. Esa idea se ve reforzada cuando se nombra a “la dirigencia” mediante esa

misma forma generalizada asociada a “actos de vandalismo y delincuencia” y “construyen un ambiente de violencia”. También se recurre a procesos de impersonalización a través de la forma de autonomización de la producción aludiendo a ellos a través de sus acciones “la agresión y el saqueo y todo acto que ponga en riesgo las vidas humanas”, “actos de vandalismo y delincuencia”, “quienes usan la violencia” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019).

El actor gobierno por su parte es descrito bajo un proceso de personalización por especificación e individualización “el gobierno muestra su gran preocupación” para así otorgarle un sentido orgánico, de ente vivo y pensante y que además es único. El gobierno se representa con rostro humano capaz de empatizar y proteger mientras los opositores no son humanos y dañan a las personas.

El 8 de octubre 2019 y luego de que el edificio sede de la Contraloría General del Estado sufrió un ataque a sus instalaciones, el presidente de la república se presenta en cadena televisión, rodeado de otros funcionarios de Estado para una alocución en la que también dio la palabra al contralor Pablo Celi y cuyo mensaje central es la denuncia de los hechos violentos y el señalamiento del expresidente Rafael Correa como responsable intelectual de los mismos.

En primera instancia el presidente designa en su alocución a “los señores presidentes de las funciones” recurriendo a un proceso de personalización por especificación para marcar el cargo institucional. “El señor contralor, Pablo Celi” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019) es nominado también por un proceso de especificación para revestirle de su rol institucional y en representación del actor Estado. Se buscó iniciar el mensaje bajo un aire de institucionalidad y autoridad y mostrar al Estado como agencioso.

En su alocución, Pablo Celi utiliza la expresión “el reclamo social pacífico” como una forma impersonalizada a través de la figura de autonomización de la producción (representación del actor a través de sus productos), para referirse a los manifestantes y “acciones conspirativas” (autonomización de la producción) para referirse a los actores que protagonizaron hechos en contra del Estado. Así se describe a los actores de la protesta como materia, despojándoles de su carácter humano.

El presidente de la república declara “la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019), con lo que refiere a un actor opositor político y que está representado en las acciones de “desestabilización” que están ocurriendo, expresadas con las palabras “manipulación”, “mentira”, “enfrentamiento entre ecuatorianos”. El término "correismo" designa, a través de una analogía a un grupo de personas afines al expresidente Correa, mediante un proceso de personalización por indeterminación con la forma de somatización (actores se representan mediante una parte de su cuerpo: rostro). Ese actor, que se materializa por un grupo, es aludido nuevamente a través de expresiones como “seguirán mintiéndote para generar el caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio”, “los golpistas” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019). La intención firme del mensaje es de ubicar al actor Rafael Correa como el autor intelectual de la desestabilización que está sufriendo el país y mostrarlo como criminal e inhumano.

El 9 de octubre 2019, el vicepresidente de la república fue quien se enlazó en cadena nacional para una intervención de cerca de 10 minutos en la que también se explayó sobre los hechos de violencia que tuvieron lugar y a los que también señaló como responsables a Rafael Correa y sus seguidores.

En tal sentido, para nominar a los que considera como culpables del desorden, en su intervención utiliza un proceso lingüístico de personalización a través de la especificación mediante asimilación con el cuantificador indefinido “unos pocos”, “muy bien organizados y muy mal intencionados” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019). También utiliza la figura de personalización a través de la indeterminación con el uso de pronombres indefinidos: “quienes hayan violado la ley”. Aquellas expresiones sirven para figurar que los grupos opositores son contraventores y fuera de la ley.

Para nominar al actor “indígenas” usa el proceso de impersonalización por abstracción “los indígenas” como que no fueran ciudadanos al mismo título que otros. Esta distancia e impersonalización se ve acentuada por la expresión “serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad” haciendo presuponer que son foráneos a las ciudades que son parte del territorio

ecuatoriano. El vocero incluso rectifica ya que iba a marcar más distancia diciendo “serán siempre bienvenidos (..) a cualquier lugar de este, nuestro [país]” y con un instante de duda, se retracta y lo reemplaza por “su país” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019). Este lapsus marca la presuposición de que el vocero considera que “los indígenas” no son parte del país Ecuador. Reitera a renglón seguido incluso, a manera de convencerse a sí mismo, que estos “tienen derechos”. Aquella forma de verbalizar algo que se supone obvio, hace pensar en una forma de prejuicio arraigado frente a lo cual el vocero necesita expresar su contrario, para hacer conocer públicamente y a manera de logro, que no adhiere a ese prejuicio.

Durante la misma alocución, nomina a “ciudadano extranjero” por un proceso de impersonalización por generalización con el uso del sustantivo de masa sin artículo asociándolo a expresiones como “generar el caos, la violencia, la delincuencia en el Ecuador”, “que no cumpla con las leyes del país”, “que ofenda a los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019), sugiriendo una construcción narrativa del extranjero ligada al irrespeto de la ley y a un estatus diferente del ciudadano nacional. Aún si no expresa explícitamente una forma de xenofobia, la manera en que se refiere a los “extranjeros” connota una imagen negativa de ellos por esencia, que puede tender a convertirse en una generalidad.

El vocero también tiende a delimitar los actores según una descripción como agentes activos o pacientes pasivos en el discurso en una estrategia de reordenamiento. Así por ejemplo describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como “estamos enfocados en reforzar la seguridad”, “estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances”, “el gobierno tuvo que escoger”, “estamos aquí para servir, para trabajar con todos”, “no vamos a ser tolerantes”, “queremos repensar el desarrollo de la ruralidad”, “venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad”, “no vamos a tolerar, no vamos a permitir”, “estamos planificando”, “los invitamos a ese diálogo” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019). Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional.

Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como: “unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019).

Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como “la mayoría de los ecuatorianos que están deseosos de poder volver a trabajar” (lo que presupone que no lo pueden hacer), “nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico”, “Estamos aquí para trabajar con todos, por un país de desarrollo, por un país de prosperidad”, “iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019).

El uso de esta estrategia de reordenamiento tiene la intención de describir al Estado como el que obra para el bien común mientras opositores solo hacen daño y piensan en sus intereses. La población ecuatoriana, por su parte es la que se beneficia de la acción responsable del Estado o víctima de la actuación irresponsable y criminal de los opositores.

El pronunciamiento que hace el secretario de la presidencia José Augusto Briones el 10 de octubre se refiere específicamente a los policías que se encuentran en los mismos momentos, retenidos por la CONAIE en el Ágora de la Casa de la Cultura. En efecto, aquel día se congregaron las delegaciones de pueblos y nacionalidades junto con los líderes del movimiento indígena para rendir homenaje a las personas fallecidas el día anterior en el marco de las manifestaciones, así como pronunciarse sobre la situación que estaba viviendo el país. Durante esa acción pública, en la que el pedido de la CONAIE consistía en que los medios de comunicación hagan una cobertura en directo y tiempo real de sus pronunciamientos, retuvieron sin ejercer coerción, a algunos policías y periodistas dentro del recinto. Ese procedimiento tenía como objetivo ejercer presión y conminar a que los medios de comunicación hicieran una cobertura sin interrupciones ni cortes de edición y así comunicar los hechos apegados a la realidad, sin distorsiones o manipulaciones.

En ese contexto, el vocero, como miembro del gobierno, emite un pronunciamiento para denunciar esta retención de policías y periodistas en la Casa de la Cultura por parte del movimiento indígena. Para referirse a estos actores retenidos, como el punto medular de su alocución, recurre a un proceso de personalización a través de la especificación con cuantificadores definidos “6 policías”, “27 periodistas” (Anexos ESTADO H2 Doc 8 2019). Esta forma de nominar materializa cuantitativamente a los retenidos en el imaginario de la opinión pública y así pretende otorgar a estos actores una posición de víctimas y así deslegitimar la acción de la CONAIE de cara a su demanda de cumplir con una cobertura de los hechos transparente.

El 12 de octubre, tras otras jornadas violentas, especialmente la madrugada de ese mismo día en que el edificio sede de la Contraloría General del Estado sufrió un segundo ataque, esta vez más violento y destructivo que el primero, al haber sido incendiada la totalidad de su estructura, el presidente Moreno nuevamente se pronuncia hacia la ciudadanía en cadena televisiva para anunciar la vigencia de un toque de queda, pero también para dar a conocer su voluntad de dialogar con los movimientos sociales y su disposición para hacer una revisión de las medidas económicas tomadas, especialmente las relacionadas con la reducción de sueldos en el sector público e impuestos.

Al pronunciarse frente a hechos violentos que ocurrieron en la ciudad de Quito, y entre el más destacable, el incendio al edificio de la Contraloría General del Estado, Moreno señala los que son a su juicio los autores intelectuales y materiales de los hechos. Hace una personalización por indeterminación de estos supuestos autores, recurriendo a la figura de asociación a través de la figura de circunstancias de acompañamiento con expresiones como “fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizada y dirigidas por Correa y Maduro”, “en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos” (Anexos ESTADO H2 Doc 9 2019). De esta forma señala claramente que el gobierno es víctima de un complot orquestado por Correa y sus seguidores, con complicidad del gobierno de Venezuela representado por su primer mandatario.

Al mismo tiempo hace uso de la estrategia de reordenamiento en la que describe al gobierno que actúa asignándole un rol activo en el discurso “gobierno nacional reforzará las acciones

necesarias para garantizar la seguridad”, “el Gobierno nacional (...) ha establecido puntos seguros”, “en estos espacios especiales se atiende a niños y niñas”. Se describe a la población como actor paciente y que se beneficia de las acciones del gobierno “para garantizar la seguridad”, “puntos seguros de cuidado (...) donde están alojadas las organizaciones indígenas”, “se atiende a niños y niñas para precautelar su salud física y mental” (Anexos ESTADO H2 Doc 9 2019). Al asignar estas valoraciones positivas al gobierno, frente a las negativas de los grupos opositores, el gobierno se quiere mostrar como garantista de los derechos humanos, protector de los más vulnerables, incluso en relación con las organizaciones indígenas que, al no ser más el blanco primordial de oposición, quiere hacer aparecer como aliados.

Lo que queda evidenciado en este hito, es el desplazamiento progresivo en el discurso de la mención de los actores a los que el Estado considera como opositores y enemigos. Poco a poco los voceros dejaron de centrarse sobre los movimientos sociales e indígena como los antagonistas de este conflicto, para focalizarse sobre los grupos afines al expresidente Rafael Correa que además estarían asociados a bandas organizadas extranjeras. Mismo si algunos voceros aún tienden a no marcar demasiado esta diferencia de nominación, este cambio en la narrativa queda muy clara en las palabras del presidente Moreno quien lleva la batuta discursiva en todo momento. Aquello nos da indicios sobre un viraje en su estrategia política, en la que propicia un acercamiento con el movimiento indígena, deslindando su vinculación con los hechos más violentos, para desactivar una parte del conflicto que está en marcha, y así enfrentar con mejores condiciones, la otra parte del conflicto oculto, que lo opone a su otro adversario político Rafael Correa y sus seguidores.

No obstante, de ese hecho coyuntural, podemos advertir en el discurso que las formas de nominación, especialmente las que atañen a los pueblos y nacionalidades indígenas están cargadas de connotaciones prejuiciosas aún si estas se disimulan bajo expresiones demagógicas y aparentemente inclusivas. Adicionalmente, es transversal la construcción narrativa de la homogeneidad de la nación alrededor de la que se apela a congregarse en permanencia. La insistencia sobre la legitimidad de las instituciones armadas y sus acciones, así como la identidad nacional como valor intrínseco, están presentes en menor o mayor medida en las palabras de todos los voceros alimentando así la conservación y continuidad

de un solo modelo de Estado homogéneo, en el que difícilmente caben otras formas de organización política y diversidad cultural.

Para este hito 2, finalmente, recogemos a continuación las principales observaciones en cuanto a las formas de legitimación del discurso que operan en los pronunciamientos analizados. Las distintas estrategias a las que se recurren a menudo sirven para buscar ante la opinión pública la aprobación moral o sirven de previsión para acusaciones de las que podrían ser objeto (Van Dijk, 1998). El conjunto de procesos y recursos lingüísticos utilizados buscan entonces establecer un consenso en la representación de la realidad. Cuando se trata de la institucionalidad del Estado, el objetivo consiste frecuentemente en preservar el orden social.

A todas luces, los pronunciamientos analizados en el hito 2 coinciden en gran parte con lo que adelanta Van Dijk puesto que hasta aquí hemos visto que la intención del gobierno ha consistido en justificar sus acciones en nombre del orden democrático y legal, pero también apelando a la razón de la preservación del Estado y de la nación como objetivos superiores frente a supuestas intenciones de puesta en peligro de estas entidades.

Veamos como estas estrategias son puestas en marcha a través de los distintos pronunciamientos y si estas se han ido modificando a medida que avanzan los acontecimientos.

Durante la entrevista a los ministros de gobierno y defensa del 6 de octubre podemos notar que los dos voceros utilizan estrategias diferentes en sus discursos. La vocera María Paula Romo, ministra de gobierno, hace uso de la estrategia de acusación/justificación, pues tiende a buscar el desequilibrio del ejercicio de poderes, poniendo en cuestión la veracidad y las acciones de un sector social y así dar una respuesta frente a esa amenaza. Así, recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores y señala “quienes están manifestándose en contra de las medidas, son dirigentes y miembros del movimiento indígena en sus diferentes expresiones” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019) para asignarles el lugar de los culpables de la violencia. Al mismo tiempo y para referirse a las grabaciones en video de abusos policiales, afirma “Muchas veces al ver un video, solamente

un pedazo del video (...) habrá que mirarlo para revisar si la actuación de un policía fue correcta” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019), recurriendo a la figura de narrativización centrando la atención sobre el caso específico para darle carácter de excepcional (uso de “un” policía). Esta forma de argumentar busca mostrar que los manifestantes en su conjunto son violentos mientras que la violencia en la policía es un caso aislado.

Durante su alocución Romo hace un informe de los acontecimientos de forma pormenorizada, buscando desequilibrar las representaciones del ejercicio del poder. Al cuestionar la veracidad de las acciones de un sector social puede justificar una respuesta o medida. Recurre así a la figura de evaluación que implica asociar acciones negativas a los actores opositores, es decir “ellos” y presentar positivamente al actor “nosotros”, es decir el gobierno. En este caso, el cuestionamiento a las acciones del sector social opositor se expresa en torno a la violencia de sus acciones. Aquello se expresa en: “hemos tenido muchos puntos violentos”, “manifestaciones de inconformidad con la medida, unas más violentas que otras”, “hemos tenido hechos vandálicos”, “tenemos (...) 12 patrulleros que también han sido quemados”, “estas amenazas de saqueo o de violencia”, “hemos tenido manifestaciones violentas”, “algunas de estas manifestaciones, han excedido mucho lo razonable”, “tenemos (...) a un grupo de personas atrapadas en la zona de Molleturo”, “ha sido una zona muy compleja, muy violenta (...) atrapadas en esta zona”, “el día de los saqueos (...) tuvimos 3500 personas y teníamos 300 policías” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). En sus descripciones también apela a la figura de racionalización que implica emitir conclusiones morales sobre los actores a partir de sus acciones. Aquello se expresa en “estas amenazas de saqueo o de violencia”, “estos actos vandálicos”, “hemos tenido quema de cajeros automáticos”, “hemos tenido cosas que nunca se han visto en el país” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019).

En respuesta a esta versión de los hechos, utiliza dos tipos de justificación; primero presenta con una valoración positiva las decisiones tomadas por el gobierno y luego justifica las acciones del Estado frente a la violencia de los opositores. Así, argumenta sobre las decisiones con expresiones como “las decisiones tomadas por el gobierno (...) no son decisiones sencillas”, “una decisión que durante 40 años se ha discutido en el país”, “es una decisión difícil de tomar, pero es una decisión correcta, es una decisión clave para hacer un cambio estructural”, “estas decisiones por supuesto tienen respaldo” (Anexos ESTADO H2

Doc 1 2019). En un segundo plano, hace referencia a la respuesta que ha dado el Estado como la “decisión de suspender las clases” como medida de prevención frente a “alertas todavía de algunos focos en dónde puede haber enfrentamientos con la fuerza pública”, pero, sobre todo, busca justificar, con todo lo anterior que “obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). También alude a las acciones cuestionadas de la policía apelando a la figura de mitigación que tiende a reducir o relativizar el papel desempeñado por la institución policial. Así frente a la circulación de videos que muestran acciones violentas de la policía, menciona “los videos que circulan en las redes son ciertos, otros no son ciertos, algunos corresponden a estas protestas, otros no lo son” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). La intención es representar la acción del Estado como justa y en favor de la mayoría y mostrar que los opositores a las decisiones son una minoría y solo generan caos y destrucción. Al mismo tiempo hace una justificación del uso legítimo de la fuerza por parte de la policía y minimiza los abusos que se han podido cometer.

El vocero Oswaldo Jarrín, ministro de defensa por su parte usa la estrategia de persuasión pues busca la adhesión de todos los sectores a su visión de la realidad. Aboga por la dominación. Recurre a la figura de autorización para describir las acciones de las fuerzas armadas y policía nacional. Se dota de la autoridad del presidente de la república para asignar veracidad a su discurso “quisiera expresar lo que el presidente constitucional de la república me ha indicado”, “que transmita a las fuerzas armadas y Policía nacional, el absoluto respaldo” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Pretende empoderar el discurso oficial del gobierno aludiendo a un propósito superior que es el de “mantener el orden público” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). El peso de la ley vuelve a estar presente en su afirmación de que “la ley está explicado, fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). En el mismo orden de ideas y bajo la figura de autorización, hace mención también del “interés nacional”, “la seguridad nacional” como valores que están por encima de cualquier cosa y que legitiman cualquier acción del Estado, por lo que sentencia “estamos asumiendo por completo las consecuencias de esa decisión” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019).

Recurre nuevamente a la figura de autorización para persuadir de la legitimidad de las decisiones del gobierno y su respuesta coercitiva frente a las manifestaciones. En ese sentido,

prioriza frases afirmativas y categóricas para no dejar lugar a la duda o a una opinión distinta, como “en primer lugar las fuerzas armadas, hay que considerar (...) el uso de la fuerza”, “no existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas, agresivas o de fuerza”, “En segundo lugar, no hay territorios indígenas, El territorio es del Estado ecuatoriano”, “no hay ninguna otra forma (...) al Estado nacional” (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019). Estas afirmaciones, que no dejan lugar a ningún cuestionamiento ni posibilidad de negociación en los conceptos pretenden dejar sentada la idea de que el Estado es el único que tiene poder.

El vocero presidente de la república, en su prestación televisiva del 7 de octubre al referirse a los hechos violentos pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de la representación de la realidad y apela a dos tipos de estrategias de legitimación. Primero usa la estrategia de acusación/justificación para justificar el traslado de la sede del gobierno desde la capital a la ciudad de Guayaquil y luego usa una estrategia de negociación para marcar una distancia entre sus opositores políticos y el resto de los manifestantes identificados como indígenas (con los que sí pretende negociar).

Dentro de la estrategia de acusación/justificación que quiere colocar como hecho excepcional el haber tenido que modificar la sede de gobierno, recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores a partir de sus acciones y así rechazar su lugar. En ese sentido, describe los hechos y las intenciones de estos como “los saqueos el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar al gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático”, “los más violentos, aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). También hace alusión al sector político opositor con expresiones como “son individuos pagados y organizados”, “son los corruptos”, “ellos quienes están detrás de este intento de golpe de estado”, “están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas”, “con los recursos que se robaron que están financiando las agresiones y saqueos” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). Con estas afirmaciones coloca el mensaje de que el movimiento social no es el enemigo, sino el expresidente Rafael Correa.

Recorre a la figura de autorización apelando a la ley para legitimar su decisión “he trasladado a la sede del gobierno a esta querida ciudad, de acuerdo a las atribuciones constitucionales que me competen” y justifica desde esa misma figura de autorización las decisiones tomadas y que han llevado a la acción de los opositores “desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos y la tranquilidad ciudadanos”, “la eliminación del subsidio a los combustibles es una decisión histórica”, “esta decisión afecta a grandes intereses económicos y grandes intereses políticos que buscan desestabilizar el país”, “esa decisión asegura que nuestra economía este sana y la dolarización protegida”, “hemos hecho lo correcto para con la patria” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019). Este tono, en momentos grandilocuente pretende insistir en la idea de que el gobierno obra para la mayoría y que su deber es salvaguardar la democracia y el orden legítimo.

Bajo la misma figura de autorización apela a valores comúnmente aceptados como la democracia, el derecho, la libertad para dotar el discurso de veracidad. Así expresa “como demócrata rechazo con contundencia ese atentado contra la democracia”. Asocia a las instituciones de seguridad “fuerzas armadas y policía nacional” a una actuación bajo altos valores como “absoluta lealtad”, “el marco del estado de derecho”, “las libertades civiles”, “la democracia” (Anexos ESTADO H2 Doc 3 2019) para demostrar que el gobierno y sus instituciones actúan bajo valores y no de forma arbitraria o en respuesta a intereses personales.

El vocero del comunicado publicado el 7 de octubre 2019, es decir la secretaria de la presidencia de la república del Ecuador, hace uso de la estrategia de acusación/justificación al referirse y rechazar el ataque a una fábrica de lácteos que tuvo lugar en la provincia de Cotopaxi. Recorre a la figura de racionalización que sirve para que las acciones de un sector social sean tomadas como premisas para emitir conclusiones morales sobre esos actores y rechazar su lugar. Así, se declara de forma afirmativa y categórica sin dejar lugar a la duda sobre los hechos: “rechazamos la agresión y el saqueo y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos y privados” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019) presuponiendo esta versión de la realidad, para sacar como conclusión “estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía y son responsabilidad directa de la dirigencia” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019). Al mismo tiempo se usa la figura de narrativización

describiendo con detalles la situación para dotarle de un carácter de excepcionalidad para justificar acciones igualmente excepcionales para contrarrestarlas. Así, se describe la acción con el detalle narrativo “aproximadamente a las 9h30, un grupo de aproximadamente 180 manifestantes indígenas” que se asocia con “forzaron las puertas de seguridad de las bodegas de esta empresa, se llevaron productos y agredieron a algunos trabajadores” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019).

Frente a esa acción, se justifica una respuesta para restablecer el orden, recurriendo a la figura de autorización que apela a un valor comúnmente aprobado “rechazamos la agresión y el saqueo y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos”, “el gobierno muestra su gran preocupación por el descontrol en la expresión política de organizaciones sociales” (Anexos ESTADO H2 Doc 4 2019).

Esta forma de argumentar, exponiendo primero la acción culpable y exacerbando las dimensiones de su afectación, permiten luego justificar una respuesta que pretenda restablecer el *statu quo*. En este caso, la descripción detallada de los actos vandálicos y el señalamiento de posibles culpables hace viable la condena pública y cualquier respuesta que sea necesaria para castigar el hecho. Además, permite poner en evidencia que el Estado es el garante del orden mediante su fuerza legítima.

En el pronunciamiento público y conjunto que protagonizaron el presidente de la república con el contralor Pablo Celi el 8 de octubre 2019, observamos la utilización de dos estrategias distintas.

La alocución del contralor Pablo Celi, en la lógica de acusación/justificación busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza. Recurre a la figura de autorización, basando su argumentación sobre el orden legal. Así, marca una diferencia entre, los manifestantes que ejercen su derecho a la protesta que califica de “reclamo social pacífico legítimo” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019) y los que están por fuera de ese marco legal. En relación con los segundos actores nombrados, describe sus acciones como hechos delictivos “las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país”, “ataques violentos

contra personas e instituciones”, “destrucción de bienes públicos y privados”, “toma de edificios e instalaciones estatales” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019). Frente a esas denuncias de infracciones a la ley y bajo la misma figura de autorización, recurre a la legitimidad que le otorga el marco legal para dotar sus decisiones de autoridad jurídica “en el marco de nuestras respectivas competencias”, “obligación del Estado, precautelar la seguridad (...) todos los ecuatorianos” y anuncia sus medidas “acciones de control, juzgamiento y sanción de todo acto reñido con la ley y ética pública” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019). El cuestionamiento público de las acciones violentas y criminales le permiten fortalecer el sentido lógico y legítimo de las decisiones y acciones que se tomarán frente a los atropellos, reiterando además la capacidad del Estado por constituirse como el garante del orden.

El discurso del presidente de la república Lenin Moreno por su parte, se inscribe en una estrategia de negociación que procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Tiende a recurrir a la figura de evaluación para asignar nominaciones cargadas de valoraciones a los distintos actores. Así, identifica a los opositores con valoraciones negativas como “la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019) para referirse a los partidarios del expresidente de la república Rafael Correa. Asocia este grupo con las acciones de “están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos”, “atentar a la estabilidad del país mediante la alteración de orden democrático”, “Seguirán mintiendo para generar caos”, “seguirán generando temor para incendiar el país”, “seguirán cerrando calles para generar inseguridad”, “seguirán desinformándote para generar odio”, “los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019).

Por el contrario, y para marcar un contrapeso, asigna valoraciones positivas al actor “los ecuatorianos” en el que se incluye. Así los describe como “solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores”, y también al gobierno al que retrata como el que “se interesa por todos”, “que se preocupa por los más vulnerables”, “que cree en los emprendedores”, “que atrae a los inversionistas”, “que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento de Ecuador”, “está recuperando el desarrollo y el empleo”, “Hemos tomado (...) decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento

y la protección social de todos los ecuatorianos”, “somos un gobierno de diálogo, respetuoso de la ley”, “somos el gobierno de todos” (Anexos ESTADO H2 Doc 6 2019). Este tono marca su voluntad de negociar con el movimiento indígena pues ya no los considera como los enemigos.

Siguiendo la misma estrategia de legitimación que inició el presidente, el vocero vicepresidente de la república, Otto Sonnenhlzner, en una larga alocución en cadena nacional el 9 de octubre también marca una distancia entre sus opositores políticos ligados al expresidente Correa y el resto de los manifestantes, especialmente los sectores indígenas con los que se pretende abrir un diálogo de negociación.

La intención de negociación lleva al vocero a recurrir a una figura de mitigación, en la que tiende, aún si no los considera como sus aliados, a reducir en cierta medida la responsabilidad del actor “indígena” en las acciones de violencia, atribuyendo esta responsabilidad a otros actores que nomina como “unos pocos” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019). Se muestra condescendiente en sus expresiones hacia el movimiento indígena y otras organizaciones sociales “estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas”, “quienes se manifiesten pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT”, “hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos”, “los invitamos a ese diálogo” (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019). Este acercamiento hacia el movimiento indígena y la forma en que se minimiza su responsabilidad en los escenarios de violencia es una muestra que al gobierno le urge cada vez más entrar a un proceso de negociación y a la desactivación de una parte de la conflictividad social con otros opositores políticos.

El 10 de agosto, el vocero José Augusto Briones, secretario de la presidencia de la república hace una intervención puntual y algo desentonada de la línea discursiva implementada por los demás actores del Estado. Aquello sucede en el momento en el que el movimiento indígena concentrado en la Casa de la Cultura no permite la salida de periodistas y policías que están dentro del recinto. Frente a ese hecho, y quizás de manera precipitada y sin tener demasiada información del contexto, se pronuncia haciendo uso de la lógica de

acusación/justificación, que busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza.

El movimiento indígena ha declarado que las personas mencionadas no están retenidas bajo coerción. No obstante, el vocero afirma a manera de acusación, recurriendo a la figura de narrativización que dota al discurso de un carácter excepcional y de gravedad y frente al que se debe actuar necesariamente, que: “6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad” (Anexos ESTADO H2 Doc 8 2019). Frente al hecho, y como respuesta a esa amenaza, condiciona “demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz, y para ello, la liberación de los policías y periodistas es una condición fundamental” (Anexos ESTADO H2 Doc 8 2019).

Llama la atención el tono adoptado por este funcionario, que se muestra más confrontativo con el movimiento indígena, pues sale de la tendencia que han puesto en marcha tanto el presidente de la república como el vicepresidente de lograr un acercamiento con la CONAIE y concentrar las acusaciones hacia otros grupos. Se puede atribuir este pronunciamiento diferente a una falta de coordinación entre las diferentes autoridades de gobierno o a una estrategia que responde a dos direccionamientos, el uno más conciliador y liderado por el presidente y el otro, de condena, empujado por un funcionario de menor jerarquía pero que pueda constituirse como un elemento de presión para el movimiento indígena en el contexto de los hechos que se desarrollaban en la Casa de la Cultura. Es probable que los dirigentes de los medios de comunicación presionaran al gobierno para que intervinieran durante la retención de sus periodistas.

El 12 de octubre marca de manera más explícita la voluntad del gobierno de negociar una solución con el movimiento indígena, que implica inclusive la posibilidad de revisar las medidas que llevaron al conflicto. El gobierno, a través de un pronunciamiento del presidente y de un comunicado oficial adopta una postura de negociación. En este sentido, el vocero presidente de la república, por ejemplo, recurre a la figura de autorización apelando al marco de la ley para justificar sus actuaciones como jefe del gobierno “mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz, pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución”

(Anexos ESTADO H2 Doc 11 2019). Bajo esa premisa impone también el cumplimiento legal para los otros actores “sobre las organizaciones indígenas que permanecen en la ciudad, tendrán que también cumplir con el toque de queda” (Anexos ESTADO H2 Doc 11 2019). A partir de ese escenario en que ambas partes acatarían las disposiciones legales, el gobierno estará dispuesto a negociar: “analizaremos y revisaremos conforme el pedido lo han hecho organizaciones indígenas y sectores sociales, el decreto 883” (Anexos ESTADO H2 Doc 11 2019).

En el mismo tono de negociación y apertura, la secretaria de comunicación de la presidencia de la república recurre a la figura de autorización apelando al marco de la seguridad y el orden para justificar sus acciones. Así anuncia que “reforzará las acciones necesarias para garantizar la seguridad en los alrededores de las Universidades de acogida al sector indígena” (Anexos ESTADO H2 Doc 12 2019) sugiriendo que cumple con su papel institucional de protección hacia la ciudadanía. También, en respuesta a las acusaciones que circulan en medios y redes sociales de los abusos cometidos por las fuerzas del orden, incluso a las que se señala de haber atacado los recintos universitarios con bombas lacrimógenas, siendo que estos lugares son inviolables por ley, se hace la precisión, apelando a la figura de narrativización, de que “las fuerzas del orden no han emprendido acción alguna para desalojar a las organizaciones indígenas de los recintos”, “el gobierno nacional (...) ha establecido puntos seguros de cuidado y protección” (Anexos ESTADO H2 Doc 12 2019). Aquello pretende dejar sentado ante la opinión pública que el gobierno actúa dentro del marco de la ley y el respeto de los derechos humanos.

Todos los eventos y las puestas en escena discursivas en este hito 2 se han hilado al calor de los acontecimientos y en un ambiente altamente tenso, en el que se han registrado fallecimientos de manifestantes, además de daños materiales en varios puntos del país y pérdidas económicas por la paralización de la actividad productiva. El tono de confrontación por parte de la CONAIE se ha elevado claramente, incluso activando toda su retórica histórica y la de sus agendas de lucha permanente. Por el lado del Estado, el discurso ha sido más estropeado, a la vez vehemente, pero apuntando hacia blancos disímiles, y finalmente, conciliador. La secuencia narrativa, sin embargo, ha dejado en el camino la evidencia de estructuras recurrentes de expresión que develan los marcos de los modelos de pensamiento

instalados en cada bando y que serán la materia para la extracción de interpretaciones más profundas. Antes de eso, cabe analizar el epílogo de este ciclo conflictivo a través del hito 3 que se presenta a continuación.

4.3. Hito 3: Diálogos para la paz y final de las protestas. 13 de octubre 2019

El domingo 13 de octubre amaneció un Ecuador paralizado y con un toque de queda activo. Durante el día, se informaría que la medida de restricción solo se aplicará en las inmediaciones de la Casa de la Cultura en el centro norte de la ciudad de Quito, donde permanecen alojadas las delegaciones del movimiento indígena.

Tras bastidores, no obstante, las conversaciones y el trabajo de los mediadores delegados de la organización de Naciones Unidas en Ecuador, así como los de la Conferencia Episcopal ecuatoriana, conseguirían poner de acuerdo con presidente de la república y a los líderes de la CONAIE y otras organizaciones indígenas para sentarse juntos en una mesa de diálogo. La CONAIE solicitó como condición que dicho diálogo sea transmitido en vivo y sin cortes por radio y televisión para que el país entero pueda seguir los avances de la negociación.

Para la CONAIE, el objetivo a alcanzar es la derogatoria del decreto 883 que puso en marcha las medidas económicas controvertidas por sus consecuencias negativas en los hogares más vulnerables. El gobierno nacional por su parte, se juega su crédito político por partida doble, pues si cede a las demandas y deroga el decreto, podrá aparecer como débil y su futura autoridad será difícil de recuperar. Por el contrario, si mantiene por la fuerza las medidas se expone a perder aún más apoyo por parte de la ciudadanía, a engrandecer las manifestaciones y por ende la escalada de violencia que conlleva, pudiendo llevar incluso a un conflicto mucho más generalizado. La gran mayoría de la población anhela y demanda un regreso a la calma, el cese de enfrentamientos entre ciudadanos y fuerzas del orden, la apertura de las carreteras y la reactivación de las actividades económicas cotidianas.

Este último hito que analizaremos, en su parte medular, se centra en este diálogo público que tuvo lugar aquel 13 de octubre 2019, y que sucedió en dos etapas. Una primera parte que duró alrededor de 2 horas. Luego de un receso fuera de cámaras que se prolongó por más de una hora y media, se transmitió nuevamente en vivo la segunda parte, que no duró más que

20 minutos, durante la que se anunció los acuerdos que finalmente se consiguieron fuera de cámaras, pero con la intervención constante de los mediadores.

En este hito también recogeremos algunos pronunciamientos de cada una de las partes en los días siguientes al diálogo y cuyos contenidos aún tenían relación con lo discutido por lo que consideramos importante incluirlos en el corpus.

Como para los hitos antes explorados, procederemos primero a recoger el corpus textual de las intervenciones hechas por los miembros de la CONAIE, y, en un segundo momento, indagaremos sobre las intervenciones realizadas por parte de los miembros del gobierno nacional, bajo el denominado actor Estado. En los dos corpus que estudiaremos, incluiremos las intervenciones de los mediadores ya que son parte integrante del diálogo.

4.3.1 CONAIE

Este tercer conjunto de alocuciones habladas y comunicados escritos por parte de la CONAIE que hemos denominado *Hito 3. Diálogos para la paz y epílogo de las protestas*, consta de los siguientes documentos.

Anexos CONAIE H3Doc 1- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1

Anexos CONAIE H3Doc 2- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1

Anexos CONAIE H3Doc 3- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2

Anexos CONAIE H3Doc 4- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2

Anexos CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)

Anexos CONAIE H3Doc 6- 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

Este corpus se compone entonces de 6 documentos. Al incorporarlo en el software *Maxqda 2024*, y mediante la función *MaxDictio-frecuencias de palabras*, se consigue la siguiente información: existen en este conjunto textual 4980 palabras y 436 palabras diferentes.

Hacemos notar que, para el desarrollo de este último hito, y puesto que hemos descrito en detalle en los hitos anteriores cada paso de análisis, consideramos no repetir en esta descripción el procedimiento para conseguir los datos cuantitativos, por lo que nos ceñiremos en adelante en presentar los datos que hemos conseguido y que nos ayudarán a incurrir en el análisis cuantitativo.

Análisis cuantitativo

Tal como lo hemos aplicado en los análisis anteriores, y después de analizar las palabras más frecuentes que aparecen en el corpus delimitado, presentamos a continuación el cuadro con las 38 unidades de análisis que hemos elegido para la exploración de este corpus. Hemos optado por ampliar las unidades de análisis a estudiar con relación a los corpus anteriores ya que la extensión de texto que conforma el corpus es mayor. También consideramos que el escenario de diálogo implica una mayor posibilidad de intervenciones menos preparadas, por tanto, un mayor grado de espontaneidad. Por lo anterior, nos pareció pertinente contar con mayor información para determinar la estabilidad del discurso en el contexto en que se produce.

Ilustración 31. 38 unidades de análisis para el Hito 3 CONAIE

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
presidente	10	123	2,47	1	6	100,00
país	4	83	1,67	2	6	100,00
ecuador/ecuatoriano	7	69	1,39	5	6	100,00
compañero	9	65	1,31	6	4	66,67
indígena	8	55	1,10	9	6	100,00
hermano	7	54	1,08	10	6	100,00
pueblo/poblar	6	54	1,08	10	6	100,00
nacionalidad/nación/nacional	12	51	1,02	12	6	100,00
luchar	6	42	0,84	13	4	66,67
gobierno/gobernar	8	40	0,80	14	6	100,00
paz	3	36	0,72	15	5	83,33
mujer	5	34	0,68	18	5	83,33
decretar	8	31	0,62	19	6	100,00
derecho	7	31	0,62	19	5	83,33
ministro	8	29	0,58	22	3	50,00
diálogo	7	27	0,54	24	6	100,00
conaie	6	26	0,52	25	4	66,67
social	6	26	0,52	25	6	100,00
movimiento	10	23	0,46	29	6	100,00
territorio	10	21	0,42	34	4	66,67
dirigente	9	20	0,40	36	4	66,67
palabra	7	20	0,40	36	4	66,67
trabajar/ trabajo/trabajadores	8	20	0,40	36	4	66,67
construcción/construir	9	19	0,38	40	5	83,33
organización	12	19	0,38	40	4	66,67
unir	4	18	0,36	42	5	83,33
universidad	11	18	0,36	42	3	50,00
decisión/decidir	8	17	0,34	44	5	83,33
medidas/medir	5	17	0,34	44	4	66,67
comunicación	12	14	0,28	53	5	83,33
defender	8	14	0,28	53	3	50,00
dólar	5	14	0,28	53	2	33,33
internacional	13	14	0,28	53	4	66,67
plurinacional	13	14	0,28	53	4	66,67
comunidad	9	13	0,26	59	5	83,33
resistencia	11	13	0,26	59	4	66,67
conocimiento/conocer	7	12	0,24	64	4	66,67
derogatoria/derogar	7	12	0,24	64	3	50,00

Como paso siguiente, procedimos a codificar todas las unidades de análisis con el fin de obtener una matriz que nos revele las relaciones más frecuentes que se tejen entre las distintas unidades y así procurar establecer las asociaciones, como base para nuestro posterior análisis cuantitativo.

La matriz de relaciones se establece en la *Ilustración 35. Matriz de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE* y la *Ilustración 34. Mapa de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE* que se desprende de aquellas asociaciones, es el siguiente.

Ilustración 32. Mapa de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE

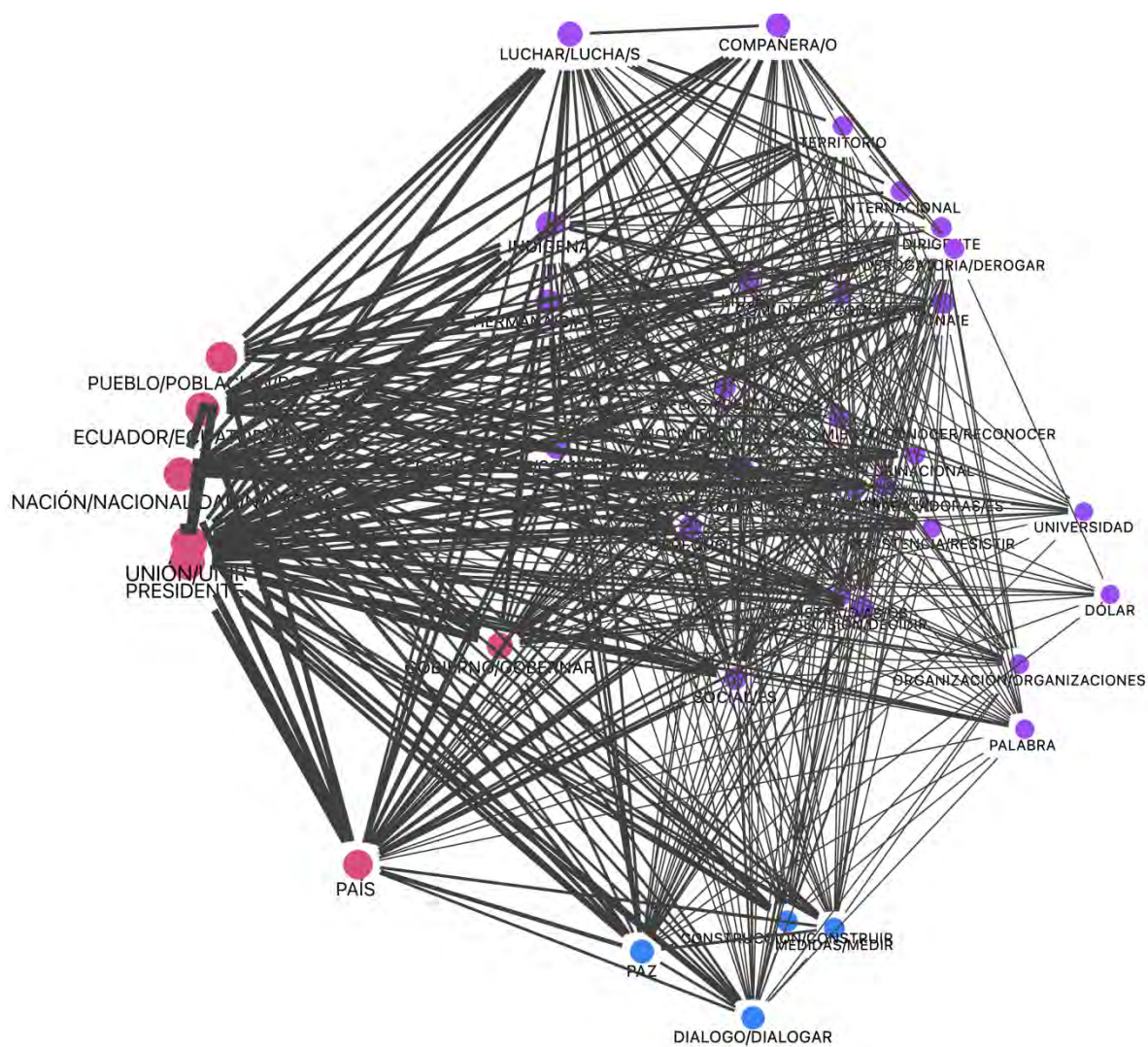


Ilustración 33. Matriz de relaciones de códigos. Hito 3 CONAIE

[illegible]

A partir del establecimiento de las asociaciones, se destacan de manera muy clara las unidades de análisis que se agrupan más a menudo, siendo el lema “unión/unir” que se aparenta con “nación/ nacional/ nacionalidades”; “pueblo”; “Ecuador”; “presidente”; y “comunicación/ medios/ comunicar”. Por otro lado, el otro lema que se asocia con más frecuencia con otros es “nación/nacional/nacionalidades” que se encuentra aparentado con “Ecuador”, “país” y “presidente”. Estas asociaciones se identifican en el cuadro por el color rojo y los valores altos de asociación. Esta observación nos será de utilidad para el análisis cualitativo pues nos da indicios sobre la circulación del discurso y las temáticas que se tejen como ejes primordiales.

Por otra parte, a partir de la matriz de relaciones que arroja 3 agrupaciones de unidades de análisis, obtenemos los siguientes conglomerados que serán la base de nuestro análisis cualitativo.

1. Presidente- país- Ecuador/ ecuatoriano/a/s- pueblo/ población/ poblar- nación/ nacionalidades/ nacional- unión/ unir- gobierno/ gobernar (rosa)
2. Compañero/a/s- indígena- hermano/a/s- mujer- CONAIE- movimiento- territorio- dirigentes- internacional- comunidad/ comunitario- reconocimiento/ conocer- derogatoria/ derogar- decreto/ decretar- luchas/ luchar- comunicación/ medios/ comunicar- derechos- ministro/a/s- sociales- palabra- trabajo/trabajar/trabajadores- organización/organizar- universidad- decisión/decidir- dólar- plurinacional- resistencia/resistir- defensa/defender (púrpura)
3. Paz- diálogo/dialogar- construcción/construir- medidas/medir (azul)

La codificación de estos grupos de unidades de análisis, gracias al programa *Maxqda 2024*, nos entrega dos herramientas fundamentales para el análisis cuantitativo. Por una parte, para cada agrupación, obtenemos una matriz que contiene todos los segmentos donde figuran las unidades de análisis. Por otra parte, obtenemos una nube de palabras que consigna las 25 palabras más frecuentes de cada clúster.

A continuación, encontramos el cuadro que reagrupa cada clúster y lo asocia con la nube de palabras correspondiente.

*Ilustración 34. Unidades de tejidos de relaciones para establecer los temas. Hito 3
CONAIE*

CLUSTER 1		
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
PRESIDENTE		

Para el análisis de este hito, y a partir de las frecuencias y asociaciones de palabras, se destaca que, en las nubes de palabras de 2 de los 3 clúster está presente en prioridad el lema “presidente”, pues es la primera palabra más frecuente de todo el corpus. En el tercer clúster es el lema “país” que resulta aparecer con prioridad. Esta evidencia será explorada en el análisis cualitativo pues nos dará luces sobre los usos de estos lemas y si refieren a lo mismo o se modifican sus sentidos dentro del contexto.

A la luz de los segmentos de texto que se agrupan para el clúster 1 y las nubes de palabras, hemos asignado la primera temática como “Mediación institucional” pues la prioridad del discurso está puesta en el carácter institucional del diálogo que se instala entre los dos actores del discurso que estamos estudiando. En el caso del segundo clúster, hemos visto que se destaca una argumentación atinente a las demandas de CONAIE en dos sentidos, por lo que hemos titulado este clúster “Reivindicaciones de la lucha social y de los pueblos y nacionalidades”. El tercer clúster, que reagrupa pocos lemas y por lo tanto pocos segmentos a analizar, destaca en prioridad los pronunciamientos de los mediadores del diálogo, pero no solamente. El contexto en que se usan los lemas de este clúster sugiere “Límites del diálogo y la paz. Retos de futuro”. El clúster 1 consta de 43 segmentos a analizar, el clúster 2 de 73 segmentos, y el clúster 3 consta de 16 segmentos.

Análisis cualitativo

Tal como hemos procedido en los hitos anteriores, se trata en primera instancia de evaluar la consistencia y coherencia del discurso.

En el caso que nos ocupa actualmente, esta fase estudiada corresponde al último día de las protestas en las calles, pero también es la primera vez, desde el inicio del conflicto, que ambas partes involucradas emitirán sus pronunciamientos en igualdad de condiciones. En efecto, la condición impuesta por la CONAIE, de que el diálogo con el presidente de la república se de a través de una cadena nacional en vivo, garantiza, por una parte, el mismo tiempo de emisión pública para ambos bandos, por otra parte, acredita la transparencia de las discusiones y acuerdos en tiempo real, evitando distorsiones. En la práctica, esta última condición no se cumplió a cabalidad pues existió una parte del diálogo que no fue público, pues fue durante

una pausa que otorgó el mediador de la mesa y que se extendió por más de una hora y media, que finalmente los acuerdos prosperaron. Sobre esto, lo que podemos suponer es que, el equilibrio de las intervenciones en ese tiempo fue asegurado por los mediadores que habían establecido reglas muy precisas para la toma de palabra. De haber existido alguna irregularidad en las condiciones establecidas por la mesa de diálogo, las partes tuvieron la posibilidad de denunciarlas en la segunda parte del diálogo que sí fue pública, y eso no sucedió, por lo que concluimos que las condiciones del diálogo fueron aseguradas todo el tiempo. Por nuestra parte, nos ceñiremos al análisis de las intervenciones que si tuvieron un carácter público.

En el primer clúster, los segmentos que destacan muestran un discurso en el que prevalece la idea del diálogo entre las partes como un encuentro altamente atravesado por la institucionalidad. La idea dominante es que la confrontación ya no se da en la calle a través de una lucha “cuerpo a cuerpo” entre los manifestantes y la fuerza pública, pero en un marco que podría calificarse de diplomático. Las partes convocadas son los representantes de colectivos, las autoridades del Estado y en medio de ellos, actores neutrales que fungen de árbitros. En este encuentro se establece como premisa que cada parte reconoce a las otras como legítimas representaciones de las instancias que encabezan.

Veremos entonces si el discurso de los diferentes representantes de CONAIE presenta cierta estabilidad en el reconocimiento institucional, tanto para su propia organización, como para los otros actores presentes en el escenario discursivo.

En lo que concierne al lema “pueblo” que aparece muy presente en el clúster, hace referencia en dos sentidos cercanos, pero bien definidos. Por una parte, la CONAIE habla de sus miembros como los “pueblos y nacionalidades” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgtos 6-17-26-27-28-29-30-40-42), asociado al pronombre “nuestros” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto 7) para marcar la diferencia con otros pueblos. También ese sentido de “nuestros pueblos” se puede ver asociado a “nuestras comunidades” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto.7) ya que esa noción es propia de la organización social y política de los pueblos y nacionalidades indígenas. CONAIE se autodenomina también como “15 nacionalidades y 18 pueblos” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 8) que implica la definición que tiene el movimiento

indígena de “pueblos indígenas”¹⁰². También aparece como “pueblos indígenas” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 38) como definición abreviada pero que hace referencia a lo mismo.

En todos los apelativos anteriores, CONAIE coloca a los pueblos y nacionalidades como sujetos políticos y que son parte de la lucha histórica por los derechos de los pueblos indígenas y razón de ser del movimiento indígena. De esa manera, hace referencia a un colectivo presente en la mesa de diálogo por los voceros que lo representan. En este caso están presentes Jaime Vargas, presidente de la CONAIE, Leonidas Iza, presidente del movimiento indígena de Cotopaxi, Miriam Cisneros como representante del pueblo Sarayaku de la Amazonía.

CONAIE también hace referencia a otros “pueblos”, como “pueblo de Quito” y “pueblo quiteño” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 10) que connota la dimensión identitaria de los habitantes de la ciudad de Quito. En este contexto se refiere a ellos mediante un proceso lingüístico de asimilación colectiva para otorgarles una valoración positiva por el protagonismo solidario de un grupo de ciudadanos durante las protestas con las delegaciones de pueblos indígenas provenientes de otras partes del país. Se generaliza para dotar de la valoración positiva de este grupo a todos los habitantes de Quito como rasgo distintivo. Al mismo tiempo, la nominación distinta podría interpretarse como que “pueblo de Quito” no es parte de los pueblos y nacionalidades.

En el mismo orden de ideas, CONAIE hace referencia a “pueblo montubio, afroecuatoriano” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 11) como entidades culturales específicas existentes en Ecuador pero que tampoco son parte de los pueblos y nacionalidades indígenas categorizados por la CONAIE. Esta mención pretende mostrar la diversidad de identidades existente en Ecuador y que participaron activamente durante las protestas y así demostrar que la vocería que representa CONAIE va más allá de los pueblos y nacionalidades como tal. También subraya el carácter diferencial de los pueblos y nacionalidades, que, por características

¹⁰² La CONAIE define “pueblo” como una colectividad cohesionada por un conjunto de factores; ocupan un territorio definido, hablan una lengua común, comparte una cultura, una historia y aspiraciones comunes; factores que les diferencian de otros pueblos y que han hecho posible que desarrollen instituciones sociales particulares y formas de organización relativamente autónomas. [...] Un pueblo indígena se define como tal en relación con una sociedad que no es originaria y que no logra serlo, por la conciencia que desarrollan sus miembros sobre esta situación” (CONAIE, 1997,47).

específicas, que sobre todo tienen que ver con el autorreconocimiento, todos los sujetos de lucha o incluso los que hacen parte de “pueblos”, no necesariamente son parte de los pueblos y nacionalidades como los clasifica la CONAIE.

Otra de las nociones de “pueblo” que se recoge ampliamente en el discurso refiere al “pueblo” como clase social popular, es decir como una categoría que por una parte es parte de la nación Ecuador “pueblo ecuatoriano” y también es el estrato mayoritario de la población que, en este contexto de negociación, es el que está reclamando por las medidas tomadas ya que le afectan en primera instancia. Así se hace referencia a “pueblo unido” y “le pueblo está esperando resultados” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 5) que sugiere el segmento mayoritario de la población.

Notamos que el lema “pueblo”, para designar a la población ecuatoriana en general es reemplazado aquí más a menudo por la referencia a “país”, “Ecuador/ecuatoriano” lo que muestra la dimensión institucional que se adopta con prioridad en este contexto de diálogo y que aparece con cierta estabilidad.

Así, vemos que se usa “país” para referirse a los habitantes de la nación Ecuador como un sujeto homogéneo e institucionalizado. Aquello se expresa en “lo que espera el país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 5), “agradecer al país por la solidaridad” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 9), “los sectores económicos, productivos de nuestro país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 13), “la improvisación de la política económica nos ha llevado como país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 14), “la intransigencia le está haciendo mucho daño al país”, “demuestre que está pensando en el país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto.15), “tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 16), “todo para el bien del país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 24), “acuerdos concretos que benefician a todo el país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 26), “proyectos que benefician verdaderamente al país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 29), “hemos liberado al país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 32).

En la referencia a “Ecuador” o “ecuatoriano/a/s” a la vez se designa a la nación Ecuador como un ente homogéneo a través de un proceso de personalización por generalización y a

menudo también, se usa la metonimia que atribuye una dimensión viviente a este ente no material. Así por ejemplo se expresa “las aspiraciones de todos los ecuatorianos” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 1); “el Ecuador ha sufrido muchísimo esos últimos días” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 2), “El Ecuador un país que amo profundamente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 3); “yo saludo a Ecuador” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 23), “todos los ecuatorianos y las ecuatorianas” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 24). Esta descripción de “Ecuador” y “ecuatoriano/a/s” enfatiza la dimensión institucional que enmarca el diálogo, es decir el reconocimiento de todas las partes a esta entidad de nación que se inscribe como el centro de interés de todos los actores involucrados. Se podría decir que es el sujeto que está en juego en el diálogo. Este reconocimiento institucional, que CONAIE asume plenamente, también valida su pertenencia a esa nación, que, dentro de su marco jurídico e institucional cuenta con instrumentos para la protección de los derechos tanto de los organismos colectivos como la CONAIE en su dimensión institucional, cuanto a los pueblos y nacionalidades indígenas. La noción de “nación” en este marco se ve reforzada y la circulación del discurso alrededor de un marco institucional asumido es consistente y estable.

Como últimos lemas que se destacan en este clúster encontramos “presidente” y “gobierno”. El término “presidente” en todos los casos refiere a una entidad de autoridad institucional y que representa a un colectivo. La mayoría de las menciones se refieren al presidente de la república del Ecuador. A todo lo largo de las intervenciones, no hemos encontrado en ningún momento que CONAIE pronuncie el nombre del presidente de la república. Los voceros se refieren a él como “señor presidente” o “presidente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgts. 2-4-5-6-7-8-12-13-14-15-16-17-19-20-22-23).

La muy reiterativa mención hace evidente la intención de CONAIE de insistir sobre el reconocimiento de la autoridad institucional como máxima representación del gobierno y del Estado, y es en ese sentido que procuran llamar en permanencia su atención a manera de increparlo sobre las demandas y también interpelarlo sobre la responsabilidad que su cargo implica en las decisiones. Así encontramos expresiones asociadas al presidente de la república, en las que CONAIE se dirige a él en un tono respetuoso pero exigente como: “el objetivo de un estado plurinacional” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 6) “señor presidente, tienes ministros que no te funcionan” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 7), “señor presidente,

si estamos indignados de todo lo que ha pasado” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 8), “señor presidente, es una medida que no tiene ninguna coherencia fiscal” (CONAIE H3 MC1 sgto. 12), “pedimos, señor presidente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 14), “señor presidente, demuestre que usted es una persona de diálogo” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 15), “señor presidente, tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 16), “para que este país, se transforme en un verdadero país de libertades, señor presidente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 17), “tenemos que hacer ese gobierno, señor presidente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 18), “hoy se ve y se siente clarito señor presidente, que la derecha está administrando en el país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 18), “pedimos que el gobierno nacional transparente los acuerdos, señor presidente” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 20).

En ese mismo sentido, se hace referencia a “gobierno nacional” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 12-14) como una entidad legítima pero que tiene responsabilidades por constituirse como el brazo ejecutivo del Estado. Así CONAIE plantea sus exigencias al gobierno en función de los compromisos que le corresponden en el orden institucional. En ese marco, por ejemplo, asocia al “gobierno nacional” con el “plan de desarrollo Toda una Vida” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 12), documento de planificación estratégica nacional emitido por el mismo gobierno. CONAIE señala la contradicción entre lo que reza aquel documento y las medidas adoptadas por el gobierno. Así menciona “no tiene ninguna relación con el plan de desarrollo” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 12). En esa misma noción de reconocimiento institucional, CONAIE expresa “hoy nos dicen gobierno es de todos” y devela otra contradicción al increpar al presidente con la frase “el buen gobierno es el que defiende a su pueblo, no lo intereses dolosos de las transnacionales” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 18) sugiriendo evidentemente que lo segundo es lo que está haciendo el gobierno.

Notamos, en un segundo momento, que CONAIE se refiere a “presidente” y “gobierno” en un sentido modulado, pues atribuye esas nominaciones a los líderes de su propia organización. Así “presidente de las nacionalidades” y “en calidad de gobierno de los pueblos y nacionalidades de este país” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 28) se refiere al presidente de la CONAIE, como ente que gobierna a los pueblos y nacionalidades, haciendo un símil a la estructura formal del Estado. Asimismo, “presidentes de las nacionalidades y pueblos del

Ecuador” hace referencia a los dirigentes que lideran las facciones regionales de la CONAIE. Se dirige a ellos para “informar a todas nuestras bases, que se levanta una medida de hecho, en cada uno de nuestros territorios” (Anexos CONAIE H3 MC1 sgto. 31). Aquello pretende marcar una señal de autoridad sobre esa estructura que también ejerce un poder, especialmente en los territorios marcados como de pueblos y nacionalidades.

En este primer clúster vemos que la circulación del discurso y la utilización de los lemas más frecuente presenta coherencia y consistencia pues la similitud, proximidad y cercanía entre los temas abordados, el contexto y las voces que emiten el discurso se cumplen en todos los segmentos analizados con unas muy leves modulaciones que guardan relación con el espíritu que predomina, es decir la solemnidad institucional con la que se busca revestir el discurso.

Podríamos intuir, a la luz de la primera exploración de este corpus que CONAIE se ha empeñado en jugar la carta de la diplomacia para encarar este diálogo, enfatizando sobre el reconocimiento de los actores institucionales para conseguir a la vez su propia legitimación como actor negociador.

En lo que concierne el clúster 2, se devela, a la luz de los segmentos que ha identificado el análisis cuantitativo y de los lemas que sobresalen en el discurso, la temática que hemos denominado como “reivindicaciones de la lucha social y de los pueblos y nacionalidades”.

Para fines prácticos y por la cantidad de unidades de análisis que agrupa este clúster, hemos asociado los lemas en pequeños grupos por la frecuencia con la que se acercan en el texto y para facilitar el análisis cualitativo. Estos son “movimiento indígena”, “CONAIE”, “lucha social” y “trabajo”; luego el lema “derogatoria/derogar”; también el grupo “medios”, “comunicación” e “internacional”; a continuación, el lema “ministro/a/s” y finalmente los lemas “derechos”, “territorios”, “plurinacional”, “resistencia” y “comunitario”.

De manera general, la primera observación que sobresale de este clúster de acuerdo con el sentido general de los segmentos que se reagrupan, es que el nudo central de la discusión es la derogatoria del decreto 883. Por tanto, la argumentación, con prioridad, gira en torno de este tema por lo que se justifica la primera parte de la denominación de este clúster como “reivindicaciones de lucha social”. En efecto, la derogatoria del decreto es una demanda

generalizada que ha derivado en la movilización nacional y la paralización del país entero. Se presupone entonces una convulsión social cuya causa reside en el decreto, y que, por ende, se podría desactivar con la derogatoria del mismo. En este marco, CONAIE se presenta como el portador de estas demandas a nombre de un colectivo social más extenso que los actores que usualmente representa. En este contexto, su palabra, es la de todos los sectores sociales organizados.

Adicionalmente, y por presentarse una coyuntura favorable, es decir, la posibilidad de un diálogo directo con las máximas autoridades del Estado, se identifica la mención a las demandas históricas propias y específicas del movimiento indígena que complementa en segundo plano las temáticas abordadas por CONAIE, por lo que la segunda parte del tema trata “y de los pueblos y nacionalidades”.

Así, en primera instancia la referencia a los lemas “movimiento”, “indígena”, “CONAIE”, “lucha social” y “trabajo” muestran que CONAIE se presenta como el vocero principal y el protagonista de la lucha popular al ser el actor que agradece a los otros actores “por la solidaridad, por el compromiso, por la unidad y por el acompañamiento sin condiciones al movimiento indígena” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 5).

En ese mismo sentido el vocero precisa en varias ocasiones que las demandas en este contexto “no es pedido del movimiento indígena” sino que el “el pedido del país” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 11), “la lucha no es sólo para los pueblos indígenas sino para todo el Ecuador” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 25), “el reconocimiento por ese compromiso, no por los indígenas, sino por el país” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 38), “la lucha no es solo para los indígenas sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 42), “luchar por nuestra patria” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 45), “la lucha que llevamos desde las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas, es también por velar por los intereses de todos los ecuatorianos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 46), “aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 61), “luchar por los derechos colectivos, luchar en busca de la justicia social, en busca de la libertad, en busca de la igualdad” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 64) enfatizando así el carácter amplio de la lucha, pero insistiendo a la vez que el protagonismo del movimiento

indígena es innegable. Esa noción de liderazgo está presente también en las menciones “luchemos juntos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 35), “compañeros de lucha” (CONAIE H3 MC2 sgt. 38).

El vocero infiere incluso en recordatorios históricos para reafirmar el carácter nacional de la lucha de los pueblos y nacionalidades haciendo referencia a “los indígenas defendimos en el Cenepa” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 9) aludiendo así al grupo militar especial creado en el ejército ecuatoriano después de los enfrentamientos contra Perú de 1981 denominado Grupos Comando de Selva Iwias, integrado exclusivamente por miembros de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía del Ecuador (Shuar y Achuar) y que combatieron en el conflicto acaecido con Perú en 1995, que tuvo lugar en un área geográfica llamada Alto Cenepa, y en el que Ecuador salió victorioso. Esta mención pretende subrayar a la vez el reconocimiento de los pueblos y nacionalidades de su pertenencia a la nación ecuatoriana, así como dar mayor peso de autoridad a su protagonismo dentro del diálogo.

El dirigente de la CONAIE Jaime Vargas utiliza el pronombre posesivo “mi” asociado a “todas las bases de mi movimiento indígena a nivel nacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 5) para establecer cierta pertenencia institucional que a la vez denota el carácter de protagonista que se atribuye como presidente de la CONAIE. Esta misma noción de pertenencia y de liderazgo está inmersa en la expresión “estos indígenas que con dignidad y con frente en alto, defendemos nuestra patria” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 9). La utilización de la primera persona del plural muestra que el vocero es a la vez parte del colectivo “indígenas” y también está a la cabeza de él. Aquello también se hace presente en la frase “los indígenas, nos gusta hablar fuerte” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 9).

El lema “trabajo/trabajar” es utilizado en la expresión “estamos dispuestos a construir y trabajar de manera conjunta” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgt. 12) sugiere la voluntad colectiva de la toma de decisiones en favor de la mayoría, en igualdad de condiciones con el gobierno, es decir, con el mismo rango de autoridad política y moral para actuar.

La unidad de análisis “derogatoria/derogar” se presenta por su parte en este contexto, como la meta a alcanzar para poner fin a la convulsión social y la condición central de la

negociación. Este pedido de derogatoria del decreto 883 está íntimamente relacionado con las demandas sociales de carácter económico que afectan de manera prioritaria a las grandes mayorías, es decir la clase popular y trabajadora. En este sentido, la demanda de derogatoria simboliza y materializa a la vez, el descontento social y es lo que alimenta la acción para intensificar y mantener el paro nacional. CONAIE, en su discurso, coloca a la demanda de derogatoria como el elemento central y lo reviste de un carácter político, lo convierte en el objetivo de la lucha y el condicionante no negociable para detener las manifestaciones. Al conseguir el cumplimiento de esta demanda por parte del gobierno, en la segunda parte del corpus, la mención a este lema desaparece, pues se comprende que ese objetivo ya no copa la discusión.

La argumentación de CONAIE alrededor de la demanda de derogatoria del decreto 883 se hace sobre un plano jurídico y de legitimidad social, lo que se expresa en: “pedimos la derogatoria de este decreto 883 y le solicitamos al presidente de la república que respete el ordenamiento jurídico vigente. Existen leyes fiscales que deben ser respetadas” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 7), “el pedido del país es la derogatoria del decreto 883” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 11). Al mismo tiempo, CONAIE como líder de la lucha, se atribuye la culminación del logro “hemos derogado juntos con la lucha” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 41).

Así como en el hito 2, encontramos de nuevo la presencia de la mención de los “medios de comunicación” y al ámbito “internacional” que para CONAIE son presentados como elementos que garantizan miradas externas sobre la situación que enfrenta a la CONAIE con el Estado.

Así, tanto lo “internacional” está ligado al organismo internacional de Naciones Unidas que en este contexto actúa como mediador y por tanto como garantía de un diálogo en igualdad de condiciones. También se relaciona con la “prensa internacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 39) cuya labor es calificada como “han hecho un alcance importante” o el “reconocimiento nacional e internacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 40) que sugiere que las reivindicaciones de lucha se han hecho conocer más allá del ámbito del Ecuador y por tanto han podido gozar de mayor resonancia en favor de la CONAIE.

Por su parte, los “medios de comunicación” son presentados como los que han permitido difundir los acontecimientos y por tanto como aliados de CONAIE. Así se expresa el líder quichua de la ECUARUNARI Carlos Shukuchañay, una vez que han cesado las manifestaciones “tengo que agradecer a todos los medios de comunicación que han hecho la cobertura de este levantamiento indígena histórico” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto.51). Este pronunciamiento, aún si no lo menciona, se refiere en especial a los medios afines que acompañaron con objetividad periodística todas las etapas de las movilizaciones. En efecto, tal como se denunció en los pronunciamientos que hemos analizado en el hito 2, ciertos medios de comunicación hicieron una cobertura parcial y con una lectura sesgada de los hechos. Aquella valoración negativa acerca de los medios de comunicación está presente por ejemplo en el pronunciamiento del líder de la Amazonía Marlon Vargas, quien, por su parte, habla de los “medios de comunicación que han tratado de tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía ecuatoriana” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 69). A la vez, emplaza a estos mismos medios de comunicación a “recorrer todo el territorio amazónico para conocer en qué situación vivimos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 69). En tal sentido, al igual que en el análisis alcanzado en el hito 2, los medios de comunicación cumplen un rol que puede tener consecuencias antagónicas según actúe de forma imparcial o sesgada.

El lema “ministro/a/s” que está presente con cierta frecuencia en este clúster, refiere a la representación de funcionarios del gobierno que son designados y trabajan con el presidente de la república. En ese sentido, se menciona el lema apelando a su sentido institucional, sin hacer referencia a las personas que ocupan el cargo. Así, vemos expresiones como “señor presidente, tienes ministros que no te funcionan, tienes ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 3), “tienes ministros que no tienen voluntad política”, “tienes ministros vagos que no hacen nada por la patria” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 16), “esos ministros que ganan de nuestra plata (...) tienes ministros vagos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 43) que interpelan al presidente en un plano de autoridad política en relación con la responsabilidad de conducir un gabinete ejecutivo que cumpla con su trabajo.

También, el lema “ministro/a/s” se menciona de manera específica, asociado a personas en particular, que además de ostentar el cargo, se identifican por sus nombres “la señora Romo, la ministra de gobierno” y “el ministro de defensa, el señor Jarrín” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 44). Estos dos personajes, son citados porque su actuación se describe no por omisión como en el caso de la anterior mención a “ministros”, sino por los actos por los que CONAIE les tiene como responsables. Así sus nombres se asocian con “han incrementado un nivel de violencia brutal en el Ecuador que ha dejado muertos, que ha dejado heridos, desaparecidos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 53), por lo que CONAIE interpela al presidente de la república con las exigencias de “tiene que bajarse”, “tiene que ir a la casa” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 44), “que renuncie” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 53). Esta demanda reivindicativa tiene un carácter político pues la forma en que asocia a estas personas con los actos violentos durante las manifestaciones materializados por la fuerza pública bajo su mando sugiere una forma de criminalización de la protesta social. Los dos ministros nombrados son los artífices de la represión. En tal sentido, CONAIE negocia la salida de sus cargos como una condición política para que el presidente demuestre, como una marca de confianza, su voluntad y sinceridad para el diálogo reconociendo la actuación abusiva de sus ministros, y poniendo distancia con esta actuación.

En última instancia, y que constituye otro eje transversal de este clúster, es lo atinente a las reivindicaciones de los pueblos y nacionalidades que se presentan como telón de fondo del discurso de la CONAIE a través de la mención de los lemas “derechos”, “territorios”, “plurinacional”, “resistencia”, “comunidad/comunitario”.

No es usual que se presente la oportunidad de que un diálogo directo se instale entre la CONAIE y el presidente de la república y miembros del Estado. No es de extrañarse entonces que el momento sea capitalizado para mencionar los derechos de los pueblos y nacionalidades más aun cuando estas demandas estas ligadas a las medidas que han llevado a la situación de convulsión que se discute en ese momento.

En efecto, las medidas que llevaron a las protestas están íntimamente relacionadas con las exigencias de los organismos internacionales prestamistas de fondos, que propenden a una mayor flexibilización de los marcos jurídicos para la entrada de inversiones extranjeras en el

territorio nacional. Así, la CONAIE pone de manifiesto, a manera de advertencia, sobre la presión que significa la entrada de empresas transnacionales para la explotación de recursos naturales en sus territorios y la estrecha relación del gobierno con organismos internacionales.

En tal sentido, el lema “territorio” en este contexto de reivindicación, no solamente se refiere a un espacio geográfico que contiene una determinada superficie con límites que se pueden medir en términos de propiedad privada, sino como un espacio de reproducción vital de los pueblos y nacionalidades en sus formas de gestión política, social y cultural. Así, se expresa cierta preocupación como: “Cuando tengamos que hablar de desarrollo, cuando nuestros territorios donde nosotros vivimos por cientos de años están siendo explotados, están siendo concesionados” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 24), “nuestros territorios también están viviendo consecuencias por la presencia de las empresas transnacionales y tendremos problemas” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 29), “El tema petrolero, el tema minero está acabando con nuestros territorios” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 54). Frente a esa preocupación, se advierte que “aquí estamos, defendiendo nuestros territorios” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 51) “en cada territorio que haya problemas, actuaremos de manera conjunta, colectiva” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 54) “hay que ir a los territorios para informar como vivimos a nivel nacional e internacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 69), “nosotros enmarcados en la constitución donde se nos otorga el autogobierno, autodeterminación, defender los territorios, eso ha sido único objetivo de las nacionalidades” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 73). Las reivindicaciones se hacen en función de un marco jurídico nacional e internacional apelando entonces a estructuras institucionales que garantizan el ejercicio de estos derechos.

Lo consiguiente también se puede observar en relación con otros “derechos” como “derechos humanos” o “derecho a la resistencia” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 13) que también están consignados en instrumentos legales “artículo 98 de la constitución sobre derecho a la resistencia”, u otros derechos específicos como “Los pueblos y nacionalidades del Ecuador tenemos un derecho constitucional que nos garantiza el derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral indígena” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 70), “ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo con la constitución y los

tratados internacionales” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 72) y que CONAIE, alineando su discurso al respeto institucional y legal, reclama por su falta de cumplimiento “se han violado muchos derechos humanos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 13) “los derechos humanos, la violencia desmedida contra el pueblo y el terrorismo de estado se representa” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 14), “es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa, libre e informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 31), “alrededor de más de 100 desaparecidos (...). Y eso es una violación de derechos humanos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 33).

Finalmente, el lema “plurinacional” se destaca ya que corresponde a una reivindicación histórica de los pueblos y nacionalidades, y que, en el marco de este diálogo ha surgido como un elemento que, pese a que está consagrado en la constitución, no se ejerce de forma cabal por parte del Estado central. Así, su mención en los pronunciamientos de CONAIE se presenta como un objetivo pendiente de cumplirse “Somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional (...). Y lo cual hasta este momento no se ha cumplido el objetivo fundamental. El objetivo de un estado plurinacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 2); “se ha hecho ver que la CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 15), “hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno, para construir un verdadero estado plurinacional que tanto soñamos todos los ecuatorianos” (Anexos CONAIE H3 MC2 sgto. 71). Nuevamente, se enmarca la reivindicación dentro del término jurídico, develando la contradicción entre lo que rezan los instrumentos legales y la realidad del ejercicio de derechos y mandatos.

El clúster 2, por la regularidad con la que los lemas refieren a las mismas temáticas, en contextos similares y por parte de voces que respetan los mismos sentidos, se puede deducir que el discurso es coherente y consistente y que responde a una estrategia de integración dentro de la temática central que se ha definido para este clúster, es decir “reivindicaciones de la lucha social y de los pueblos y nacionalidades”.

Finalmente, en lo que concierne el clúster 3, se destacan las voces de los mediadores de la mesa de diálogo, el representante de las Naciones Unidas Arnaud Peral y el presidente de la

Conferencia Episcopal ecuatoriana, Monseñor Luis Cabrera, y, algunos voceros de CONAIE, todas voces que se refieren en forma prioritaria en este conglomerado a los lemas “diálogo” y “paz”. Veremos cómo estos dos lemas tienen una ligera modulación en sus sentidos, en función de los voceros que los pronuncian.

En la vocería de los mediadores, el objetivo central de “diálogo” es conseguir la “paz”. Los dos lemas funcionan entonces en resonancia. El “diálogo” en concreto se refiere a la mesa de diálogo instalada en ese mismo momento, es decir a la discusión que tendrá lugar en ese día y que los mediadores llevan adelante. Por tanto, utilizan el tiempo presente “iniciemos este diálogo con un minuto de silencio” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgto. 2) y otras expresiones como: “como resultado del diálogo”, “participantes en este diálogo” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgto. 7). La referencia al lema acompañado de un artículo determinado y/o pronombre demostrativo le da un tratamiento de objeto concreto. El diálogo en ese sentido es un evento determinado.

En la vocería de CONAIE encontramos una modulación del lema “diálogo” que refiere más bien a la acción de dialogar en términos generales, no solamente en el marco de la conversación que les ocupa en ese día, sino como un mecanismo permanente de mantener una comunicación entre entes representativos que requieren conseguir consensos con relación a situaciones que conciernen un interés común y superior. Así encontramos expresiones como “señor presidente, demuestre que usted es una persona de diálogo” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgto. 5); “seguir dialogando para construir proyectos importantes” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgto. 10); “el gobierno vino a dialogar por la paz, pudiendo haber hecho eso antes” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgto. 15). La utilización del lema en su sentido de acción o capacidad sugieren una concepción de más largo plazo, que no se ciñe únicamente al escenario que está presente, sino como a una práctica política que tiende a una mayor comunicación entre mandatarios y mandantes, por tanto, a una forma más democrática de concebir las relaciones de poder.

Por su parte, la “paz” de la que hablan los mediadores, refiere en concreto al fin de las protestas y los enfrentamientos entre ciudadanos y fuerza pública que han tenido lugar en los días que han precedido “Que las decisiones que tomen (...) para conseguir la paz” (Anexos

CONAIE H3 MC3 sgt. 1), “llegó el momento de ir reconstruyendo un camino de paz” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 3), “de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos, que salga la paz” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 4), “nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 7); “ya llegó el momento de la paz” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 8), “la participación de muchas organizaciones sociales en este proceso de pacificación y diálogo” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 9). Se refiere al lema como la consecuencia directa de los acuerdos, es decir el cese inmediato de hostilidades de esa particular coyuntura.

La forma en que se presenta el lema en las intervenciones de CONAIE tiene un matiz un poco distinto pues alude a la “paz” como un concepto amplio que no solo se conseguirá con el cese de las hostilidades presentes sino como un proceso del cual dependen más elementos que aún están pendientes de cumplirse. Así, por ejemplo, el lema se acompaña de otras condiciones que se presentan como necesarias para conseguir un entorno de paz y que no solo serán posibles con el cese de los enfrentamientos: “le pedimos que apueste por la paz, por la estabilidad, por la recuperación del país” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 5); “buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 6), “pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, la renuncia (...) solo así el pueblo ecuatoriano tendrá paz y libertad” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 10); “venimos acá para encontrar o reencontrarnos y buscar el mejor camino, buscar la paz” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 12). También se refiere a la paz como un atributo inherente a los pueblos y nacionalidades como organización “somos hombres y mujeres de paz” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 13); “Nosotros venimos diciendo, somos hombres de paz, nuestras movilizaciones serán pacíficas” (Anexos CONAIE H3 MC3 sgt. 14).

Las leves modulaciones de las referencias a los lemas “diálogo” y “paz” revelan esencialmente una concepción diferente en términos de objetivos políticos. Para los mediadores, la misión central consiste en desactivar las movilizaciones en curso y conseguir un acuerdo. Para la CONAIE, los objetivos de lucha son constantes, pues los derechos, aún adquiridos pueden sufrir retrocesos y por tanto su vocería tiende a mostrar un tono de desconfianza hacia su contendor para dejar abierta la puerta a futuras negociaciones, pues se

considera que siguen presentes y pendientes muchos otros temas, más allá de los específicos que se tratan en el diálogo en curso.

Podríamos señalar entonces que en lo que concierne las intervenciones de los mediadores en este clúster, se observa una estrategia de ambivalencia, pues si el contexto es próximo, el tema y tópico, es decir la forma en que se define el lema, es distinto. Así también la voz del emisor se percibe como distinta, pues a la luz de la referencia que hace del lema notamos que este persigue unos objetivos precisos dentro de su propia agenda y que, en términos de más largo alcance, estas metas difieren de las de CONAIE como actor de este corpus.

En cuanto a la estrategia utilizada por los actores de CONAIE en este clúster 3 es de integración, pues la referencia de los lemas coincide con el señalamiento temático de “límites del diálogo y la paz” y conciben de manera consistente un contexto que pone de manifiesto los “retos de futuro”, pues la forma atemporal en que abordan las nociones de “diálogo” y “paz” sugieren que son objetivos no culminados y que quedan aún pendientes de cumplir a cabalidad.

En aras de seguir con los hallazgos del análisis cualitativo del corpus relativo a los pronunciamientos de la CONAIE en esta tercera etapa que hemos denominado Hito 3, veremos a continuación lo que concierne a la transformación discursiva, es decir, a la forma en que se apela a recursos lingüísticos para construir un actor o eliminarlo de la narrativa. Las distintas formas de nominar a los actores, tiene como efecto construir una determinada versión de la realidad, elemento que nos permitirá en el posterior análisis interpretativo, desmenuzar las intenciones que se tejen tras estas construcciones narrativas.

Transformación discursiva

Así, para el hito 3, de acuerdo con el análisis de los segmentos discursivos delimitados como fruto del análisis cuantitativo y que constan en las matrices de análisis en anexo, hemos alcanzado a observar cómo opera la transformación discursiva, que, como primer aspecto general, indica que se ha utilizado en prioridad una estrategia de reordenamiento, es decir, una que delimita los roles de los actores en el discurso como agentes activos por un lado y pasivos por el otro. Esa forma de representación de los actores nos da indicios sobre los

propósitos puntuales de los voceros que, en este contexto particular temporal, es decir el diálogo en el que se negocia un acuerdo, tienden a buscar cierto protagonismo y mostrar un papel activo y participativo para, de algún modo, amilanar al contendor y mostrarlo como subordinado y sin capacidad de gestión, y así conseguir la adhesión del público testigo de este diálogo hacía el actor vocero, es decir el que representa a los pueblos y nacionalidades.

Al poner el acento sobre la legitimidad institucional en la que se desarrolla el diálogo en la primera fase del análisis, vemos que CONAIE, como organización, pone en valor positivo su propio aporte hacia la sociedad en su conjunto. Así, a menudo encontramos la descripción de su papel activo y participativo en sus autodenominaciones: “los pueblos y nacionalidades siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos y somos los constructores de este estado”, “somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional, un estado de derecho, un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019). Se autodenomina como “gobierno de los pueblos y nacionalidades de este país plurinacional”, “somos autoridades comunitarias” y sus acciones son “a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador” y “en nombre del pueblo ecuatoriano”, “a nombre de las mujeres valientes”, “a nombre de esa juventud” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019). Al apelar a la legitimidad de su institucionalidad a través de su recuento histórico pretende ponerse en un pie de igualdad con el Estado, para iniciar la negociación.

En el marco específico de la negociación que está en marcha durante el diálogo, la CONAIE se presenta, primero, como el actor que toma la iniciativa del diálogo para provocar un consenso, por lo que, en su pronunciamiento, emplaza al presidente de la república a actuar activamente, insinuando de ese modo que hasta el momento su papel había sido pasivo. Aquello se expresa en el llamamiento que le hace “señor presidente, demuestre que usted es una persona de diálogo”, “le pedimos que apueste por la paz” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019).

En un segundo momento, cuando un acuerdo es alcanzado con el gobierno, CONAIE se presenta como el actor que ha conseguido su objetivo en beneficio de la mayoría. Aquello se

expresa en “hemos liberado al país”, “hemos liberado un derecho”, “hemos perdido el miedo. Ya no somos esos indígenas que nos dejábamos humillar” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). Además, se define como un actor activo en el marco del cambio político nacional “no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas”, “no podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019).

El pronunciamiento de CONAIE tiene un carácter institucional, formal, inserto en el marco jurídico y político de la nación Ecuador, y a nombre de todo el colectivo de los pueblos y nacionalidades que representa. Por tanto, su acción se expresa en “nos hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno, para construir el verdadero estado plurinacional”, “estamos dispuestos para colaborar al Estado ecuatoriano apegado al derecho” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019).

Su valoración positiva también se inscribe en su rol político y reivindicativo que hemos destacado en el análisis de clúster 2 y donde recogemos expresiones como “el compromiso ineludible de defender nuestro pueblo”, “realizar todos los sacrificios posibles”, “dar nuestra vida”, “estamos dispuestos a construir y trabajar de manera conjunta”, “CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional”, “todas las mujeres amazónicas (...) hemos venido desde la selva caminando” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019); “luchar por nuestra patria”, “haciendo uso del derecho a la resistencia”, “estamos defendiendo nuestros territorios”, “esta lucha que hemos hecho los pueblos indígenas”, “nos hemos puesto al frente de esta lucha, exponiendo nuestra vida”, “nos hemos enfrentado, nos parado a la represión”, “luchamos por los derechos colectivos”, “aquí estamos las mujeres exigiendo los derechos en la constitución” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). Estas expresiones, que utilizan en prioridad verbos conjugados a la segunda persona del plural denotan el carácter colectivo de la acción positiva, además que comunican una sensación de sacrificio a nombre de la mayoría que busca generar admiración y empatía.

Al mismo tiempo, aunque CONAIE reconoce al actor Estado en el marco de su estructura y los alcances de su poder, también lo coloca frente a sus responsabilidades institucionales y políticas. Así, tiende a cuestionar el rol del gobierno por cierta omisión en sus obligaciones al no cumplir a cabalidad con sus funciones, tratando de tomar a partido al presidente de la

república. Ese rol pasivo por subordinación, que a la vez interpela la autoridad del presidente y marca una distancia entre él y su equipo de gobierno, queda expresado en “no funciona el equipo de trabajo”, “ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno”, “irresponsablemente lo afirmó el vicepresidente de la república”, “La improvisación de la política económica nos ha llevado como país a este estado de convulsión nacional”, “ministros no midieron, nunca analizaron para tomar decisiones”, “ministros que no tienen voluntad política”, “ministros vagos que no hacen nada por la patria” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019), “ministros que ganan con nuestra plata”, “a pedido verbal hacen los oídos sordos” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). Parece que la mención reiterada a los ministros es una forma encubierta de culpar al presidente por sus omisiones, pero sin atacarle directamente y así dejarle una puerta abierta, invitándolo a que pueda rectificar.

El otro actor pasivo pero que es el beneficiario de las acciones de CONAIE es "el pueblo ecuatoriano" lo que queda patente en expresiones como “proyectos que benefician verdaderamente al país y al pueblo”, “cumplimos el mandato de nuestro pueblo” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019).

Podemos constatar también que los mediadores presentes en el discurso tienden a utilizar la estrategia de reordenamiento, pero en su caso, proponiendo como un actor activo a los movimientos sociales y al Estado como los llamados a tomar decisiones en este contexto de diálogo, y, describiendo a los pacientes como los ciudadanos del país, quienes se beneficiarán de esas decisiones.

Así en la primera parte del diálogo, antes de la intervención de todas las partes que están en conflicto, la participación y al mismo tiempo, el rol de responsabilidad recae en la expresión “las decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos” (Anexos CONAIE H3 Doc 1 2019). De esa forma, a más de colocar en un papel activo a estos actores, se los advierte de forma delicada de lo que pesa sobre sus hombros. Aquello se subraya más enfáticamente al mencionar a los beneficiarios como “todos los ecuatorianos y particularmente de los sectores marginados tanto de los campesinos como de los indígenas” (Anexos CONAIE H3 Doc 1 2019).

En la segunda parte del diálogo, los moderadores intervienen nuevamente insistiendo sobre la importancia de los actores que se beneficiarán de las decisiones y acuerdos adoptados entre las partes, con expresiones como “bien del país”, “restablecer la paz en el país”, “benefician a todo el país”, “toda la nación” (Anexos CONAIE H3 Doc 3 2019), recordando a la vez que los actores activos y que tienen entre sus manos estas consecuencias positivas son “las organizaciones del movimiento indígena”, el “gobierno nacional” y en un segundo plano, “las Naciones Unidas” y “la Conferencia Episcopal ecuatoriana” (Anexos CONAIE H3 Doc 3 2019) como garantes de este acercamiento entre las partes. Aquella descripción de los actores, que asigna un rol muy marcado a unos y a otros, contraponiendo la responsabilidad que se traduce por el rol activo y el beneficio por el papel pasivo y dependiente de la ciudadanía, entrega al discurso de los mediadores un tono solemne de institucionalidad en el que cada parte presente funge de representante de colectivos numerosos, organizados y reconocidos por un marco político y jurídico y que por tanto, el diálogo se desarrolla con plenas garantías de objetividad, imparcialidad, en un marco seguro y justo.

La segunda estrategia presente en este hito 3 para nominar a los diferentes actores presentes en las intervenciones es la estrategia de sustitución, que, a través de distintos procesos lingüísticos permite atribuir a cada protagonista del discurso representaciones distintas para marcar su lugar.

Esta estrategia está particularmente presente en los aspectos reivindicativos de la CONAIE en su discurso en los que los distintos voceros apelan a un lenguaje que sugiere la dimensión colectiva de su organización. Así se recurre a la figura de personalización por indeterminación que otorga una dimensión orgánica al vocero del discurso. Así se utiliza varias formas para hacer referencia al colectivo que se representa con expresiones como “los pueblos y nacionalidades del Ecuador”, “las nacionalidades de la región amazónica”, “1500 comunidades”, “las nacionalidades”, “nuestras comunidades” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019).

Se recurre también a la figura de personalización por especificación para nombrar al actor presidente de la república utilizando el recurso de pronombre singular para asignarle su papel

legítimo de acuerdo con cargo que ostenta “el presidente de la república” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019). Asimismo, se utiliza el mismo proceso de personalización, pero por generalización, para nombrar a las “autoridades electas por el pueblo ecuatoriano”. En ninguno de los casos, se mencionan los nombres de las personas con la intención de subrayar más bien su papel representativo institucional que individual, es decir, el Estado.

De la misma forma, CONAIE se auto representa mediante varias expresiones como “los pueblos y nacionalidades del Ecuador”, “represento a 1500 comunidades en toda la Amazonía ecuatoriana”, “nosotros” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019) que corresponden a procesos lingüísticos de especificación por asimilación colectiva.

Estas formas de nombrar sugieren que la CONAIE es ante todo una entidad organizada que lucha y defiende derechos independientemente de los líderes y voceros que en ese momento ejerzan la conducción del movimiento. Su nominación trasciende el marco coyuntural que se está atravesando ya que las demandas y reivindicaciones estaban presentes antes de ese episodio de movilización y, probablemente, subsistirán una vez que ese episodio haya culminado.

En ese mismo orden de ideas, CONAIE coloca a su contendor en el diálogo, como una personería institucional, encarnada en este caso por el presidente de la república. En efecto, a pesar de que el discurso de CONAIE no sugiere que pone en cuestión ni la existencia ni la autoridad del aparato estatal, el personaje del presidente, no obstante, al ser el representante del Estado, presupone ser la figura con la que siempre se tendrá que negociar derechos, independientemente incluso de su color político.

La estrategia de sustitución también se pone en marcha para nominar a los actores “la señora Romo, ministra de Gobierno” y “señor Jarrín, ministro de defensa” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019) mediante un proceso lingüístico de personalización por especificación asociando sus nombres a sus cargos y haciéndolos responsables de “100 desaparecidos a nivel de país”, “tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019) por la íntima relación de sus cargos con las instituciones que dirigen y que han cometido esos actos. Esa forma de nominación, si bien apela también al

sentido institucional de los cargos que ostentan los ministros y que interpela sobre sus responsabilidades, al pronunciar sus apellidos, marca una más precisa intención de cuestionarlos y acusarlos como personas y así no asignar sus decisiones a una recurrente práctica institucional.

Aquella forma de nominar a los ministros se complementa curiosamente con una estrategia de elisión cuando el vocero CONAIE hace una supresión parcial del actor presidente, pues no lo nombra directamente en el discurso pese a que está presente en el desentrañamiento del contexto. Así, se describen las consecuencias de la represión sin emitir acusaciones directas al Estado, sino señalar responsabilidades en las instituciones y los ministros, con expresiones como: “es importante respetar la constitución, el derechos a la consulta previa, libre e informada y otros derechos”, “hemos tenido en este proceso de lucha de resistencia (...) más de 2000 heridos, más de mil presos, alrededor de 10 asesinados”, “hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional”, “pedimos (..) la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019). En efecto, el uso de verbos al infinitivo como “respetar”, o la mención a los heridos, presos y asesinados sin señalar directamente los posibles causantes de aquello, y, sobre todo, evitar amalgamar la responsabilidad de estos atropellos con el accionar del presidente de la república, sugiere que no se busca confrontar directamente con él. Esta forma de marcar una cierta distancia, por parte de CONAIE entre el presidente y sus ministros puede configurarse como una forma hábil de tender un puente con el presidente para llegar a un acuerdo más favorable para CONAIE, además quizás, de conseguir que el presidente acceda a remover a sus ministros.

La estrategia de elisión también está presente cuando el vocero CONAIE se describe a sí mismo como el protagonista activo de la lucha y el responsable por seguir velando por los derechos y demandas que aún se encuentran en conflicto. También se presenta como el actor que ha conseguido que el gobierno acceda a derogar el decreto 883, lo que dio pie a un acuerdo final.

Así, su acción se retrata como “nos hemos levantado en busca de la libertad, en defensa de nuestros derechos”, “valentía de hombres y mujeres que salimos a nuestras calles (...) único

camino de buscar vías importantes para un verdadero desarrollo del país”, “hemos tenido un proceso de lucha de resistencia” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019). En esta forma de describir los hechos, CONAIE se atribuye a sí sola la responsabilidad de la lucha social.

Al mismo tiempo, y una vez que se ha alcanzado el acuerdo que derivó en la derogatoria del decreto 883, CONAIE invisibilizó parcialmente en su discurso al actor gobierno, suprimiendo su papel en el acuerdo alcanzado. El “movimiento indígena” como vocero se representó como el único actor presente, activo y protagonista de las reivindicaciones y de la lucha, no solo por demandas propias sino por los derechos de toda la población del Ecuador. Durante la rueda de prensa que tuvo lugar el 15 de octubre 2019, CONAIE se menciona a sí mismo y a sus aliados como los únicos presentes en la culminación del acuerdo, y utiliza las siguientes expresiones: “ese compromiso no solamente para los pueblos y nacionalidades indígenas sino compromiso y una decisión firme para el país (...) 16 millones de ecuatorianos y ecuatorianas”, “compañeros de lucha, para poder lograr un objetivo importante”, “reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país”, “hemos derogado juntos con la lucha, se ha derogado el decreto 883”, “luchar por nuestra patria”, “lucha que llevamos desde las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas”, “seguiremos firmes la lucha”, “el día de ayer acaba de firmar la historia del movimiento indígena”, “ellos han hecho más que pedirle al presidente que derogue el decreto 883”, “movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria”, “luchamos por los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). El uso de la estrategia de elisión, una vez culminado el proceso de diálogo consiste en reafirmar el liderazgo de CONAIE en la lucha por los derechos en el sentido más amplio, y no solo en cuanto a las demandas de los pueblos y nacionalidades, y así conseguir un reconocimiento a la altura de esa representación más extensa.

Las formas de nominación y que marcan la transformación discursiva, están íntimamente ligadas a las formas de legitimación del discurso. En efecto, lo primero tiende a alimentar lo segundo, para reforzar. En esta última parte del análisis cualitativo de los pronunciamientos de CONAIE en este Hito 3 del caso que estudiamos, veremos cómo operan las formas de legitimación del discurso como insumos indispensables para la interpretación del discurso que abordaremos en el capítulo siguiente.

Legitimación del discurso

Notamos de forma general que dos momentos marcan el desarrollo de este Hito 3, primero la fase del diálogo, en que el tono general y la argumentación sugieren, por parte del vocero CONAIE una estrategia de negociación, que es la estrategia preponderante utilizada en este hito. Y, un segundo momento, una vez finalizado el diálogo, en los días posteriores en que la CONAIE ha tenido pronunciamientos públicos mediante ruedas de prensa, se hace también presente, aunque de forma secundaria, la estrategia de acusación/justificación, es decir, la que incurre en desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad y de las acciones del sector social opuesto en el discurso.

La incorporación de elementos que inspiran este cuestionamiento tiene que ver con el balance de personas apresadas, heridas y fallecidas durante los días de protestas y para las que se exige una rendición de cuentas que haga la luz sobre las condiciones de los hechos para cada caso y así dilucidar indicios en caso de abuso de poder por parte del Estado. También, aquel tono de cuestionamiento se relaciona con las problemáticas que aún quedan pendientes sobre los asuntos que históricamente enfrentan a la organización indígena con el Estado, a propósito de derechos no respetados.

Veamos en un primer momento cómo CONAIE desarrolla su estrategia de negociación a lo largo del diálogo con el Estado.

En el marco del diálogo con el presidente de la república y otros miembros del gabinete de gobierno, se ponen en escena las partes institucionales, es decir los actores y los sectores a los que representan y que tienen la responsabilidad del diálogo: “presidente” está referido a su vez como presidente de la república y máxima autoridad del Estado, pero también como presidente de la CONAIE y presidentes de las filiales regionales de la CONAIE.

En la primera parte del diálogo (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019) se apela a la figura de autorización demostrando que CONAIE aglutina la representación de una franja importante de los sectores sociales, que sus acciones son a favor de la mayoría y que aboga por valores de interés general. Así invita al Estado a cumplir con decisiones en ese mismo sentido de interés colectivo: “somos millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz”,

“busquemos juntos ese horizonte de prosperidad, justicia social, equidad y paz social”, “tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país”, “estamos dispuestos de construir y trabajar de manera conjunta, tomar decisiones de manera participativa e incluyente, solidaria para que este país se transforme”, “tenemos que ser gobiernos de todos”, “tenemos que estar unidos” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019). De esta manera, el vocero CONAIE se coloca en el diálogo con el presidente, en igualdad de condiciones de legitimidad, mostrando que es el representante de una gran mayoría de la población, más allá de los pueblos y nacionalidades. Pone sobre la mesa de negociación el bien común por encima de los desacuerdos.

La vocería de CONAIE recurre también, en esta primera parte del diálogo con el gobierno, a la figura de evaluación atribuyendo valoraciones distintas a los actores para asignarles un lugar particular dentro de la narrativa. Así, CONAIE se presenta como el actor positivo, garante y defensor de los derechos y el Estado como el actor, que no solo no cumple con su responsabilidad de hacer respetar los derechos, sino que abusa de su poder.

Aquello se expresa por ejemplo en la descripción de CONAIE y sus miembros como “siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos”, “somos los que hemos planteado al Ecuador (...) un Estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador”, “esas mujeres valientes”, “tomar decisiones de manera participativa e incluyente solidaria” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019). Frente a esas valoraciones positivas, se hace una descripción negativa de los actores del Estado, asociando verbos de acción con el adverbio de negación “no” de forma muy insistente: “el equipo no funciona, la cabeza en función no puede funcionar”, “ministros que no te funcionan”, “ministros que no planifican”, “ministros que no tienen interés”, “ministros no tienen voluntad política”, “ministros vagos que no hacen nada por la patria” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019).

Bajo esa misma figura de evaluación, que presenta una carga valorativa positiva de “nosotros” al vocero y una negativa a quienes representan “ellos”, es decir el Estado y sus instituciones, encontramos elementos para describir al movimiento indígena y sus aliados asociados a sustantivos como “solidaridad”, “compromiso”, o al adjetivo calificativo

“valientes”, así como expresiones como “salvadores del país”, “darnos la mano y gritar la libertad”, “construir y recuperar la paz”, “construir un verdadero estado plurinacional”, “gesto de paz social”, “garantizar la paz”, “buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado” que sugieren valores positivos y con vocación de favorecer a la mayoría, es decir, valores relacionados con la democracia y la justicia social (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019).

Por otro lado, las acciones del Estado se describen asociadas a adjetivos calificativos como “irresponsablemente afirmó el vicepresidente de la república”, o acciones que sugieren crueldad e inspiran reprobación como “nos mandaron a la cárcel, nos persiguieron”, “malos gobiernos entregaron esos territorios”, “han muerto a nuestros hermanos”, “nuestro presidente nos manda a atacar con hombres armados” (Anexos CONAIE H3 Doc 2 2019).

Esta forma de contraponer esas valoraciones tan opuestas entre uno y otro actor busca connotar que la negociación confronta la justicia y la acción hacia el bien común inmersa en la lucha de CONAIE, con la injusticia y el abuso de poder protagonizados por el Estado.

En la segunda parte del diálogo (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019), y una vez que se ha alcanzado un acuerdo entre el gobierno y la CONAIE, el tono del discurso permanece en la estrategia de negociación en ciertos aspectos. Los voceros de CONAIE tienden así a recurrir a la figura de racionalización, es decir la que toma las acciones de los actores como premisas para emitir conclusiones morales sobre ellos y así rechazar su lugar. Así se expresa: “es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa libre informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019) para sugerir que el Estado no es capaz de cumplir con lo que reza la ley y así deslegitimar su posición.

Frente a eso, y al mismo tiempo, las acciones de CONAIE se describen dentro de la figura de autorización, que consiste en recurrir a la ley o a la moral para dotar el discurso de veracidad. Así, se señala que las demandas de la CONAIE están respaldadas por instrumentos jurídicos. Así CONAIE actúa “en defensa de nuestros derechos”, “en este proceso de lucha de resistencia” mientras que el Estado no siempre ha respetado “el derecho a la consulta previa, libre e informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades”, ha incurrido en

“tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional” y “violación de derechos humanos”. La utilización simultánea de estas dos figuras lingüísticas, a la vez que propone una visión positiva de la CONAIE por defender valores *en pro* del bien común, pretenden demostrar que su acción se enmarca en marcos legales que rigen para todos. No se trata entonces de una forma de protesta para conseguir nuevos derechos, sino una que reclama por la defensa y el cumplimiento de derechos ya adquiridos. Aquello sugiere que el Estado, al no cumplir a cabalidad con estos derechos, no solo es ilegítimo, sino que actúa de manera ilegal. Durante la rueda de prensa del 15 de octubre 2019, es decir dos días después del diálogo con el gobierno y el fin de las hostilidades, CONAIE se presenta nuevamente con un tono conciliador en cuanto se refiere a fortalecer el aspecto legal y legítimo de sus acciones y las del pueblo en general, como actores de las protestas. Aquello tiene que ver en particular con el hecho de que permanecen miembros de la organización apresados y que es necesario alimentar una representación de la realidad acorde con la justicia y la legitimidad de los actos que sucedieron durante las protestas.

Se recurre nuevamente a la figura de autorización apelando a la ley, moral y justicia para obtener un reconocimiento por el objetivo alcanzado: “es importante reconocer y es reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país”, “hoy es el pueblo el que tiene que decidir” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019).

Se describen las acciones de CONAIE acentuando su vocación colectiva y en *pos* del bien común, con expresiones que preponderantemente utilizan la segunda persona del plural “nosotros” y sus variaciones para enfatizar en la acción común y organizada como lo muestran las expresiones: “hemos liberado un derecho”, “hemos derogado juntos con la lucha”, “luchar por nuestra patria”, “este lazo de unidad que demuestra que la lucha que llevamos desde las organizaciones (...) es también para velar por los intereses de todos los ecuatorianos”, “luchamos por los derechos colectivos”, “exigiendo los derechos en la constitución y en la ley nos amparan a nosotras las mujeres” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). El discurso también se dota de un tono grandilocuente y solemne para suscitar, a los que lo escuchan, el sentimiento de haber sido parte o presenciado un episodio trascendental para la historia del país. Se busca producir esa sensación con ciertas expresiones como: “muchas gracias por esa entrega y compromiso”, “la lucha no es solamente para los indígenas

sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas”, “ha sido una lucha de todo el pueblo”, “se puede estar convirtiendo en uno de los mayores levantamientos de la historia del Ecuador”, “el movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019).

Por otro lado, y para resolver los temas pendientes en cuanto a las consecuencias legales ligadas a las protestas y para reclamar al Estado sobre las cuentas que aún quedan pendientes con este, CONAIE emite declaraciones apelando a la figura institucional y legal : “hemos pedido (...) a la fiscal general de la nación, que no criminalice, que no se inicien investigaciones contra (...) ninguno de los manifestantes”, “reconocer a nuestros hermanos caídos y declararlos como héroes nacionales”, “las demandas presentadas en esta jornada de lucha deben cumplirse”, “no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas”, “no podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). Aquello abona en la idea de que la lucha de CONAIE trasciende este evento coyuntural de protestas ya que seguirá una vez que el objetivo de derogatoria del decreto 883 se cumpla.

No obstante, en varios aspectos, vemos que el discurso adopta también algunos matices en su tono para referirse a los actores del Estado, pero también a los medios de comunicación, y recurre al proceso lingüístico de acusación/justificación que consiste en desequilibrar el ejercicio del poder, cuestionando la veracidad de la representación y las acciones de un sector social, y la forma en que se sugieren otras acciones para intentar contrarrestar o devolver un cierto orden a aquella representación.

Este proceso lingüístico es convocado en el discurso para hacer alusión a los incidentes registrados durante las protestas en cuanto a circunstancias en que, por ejemplo, fallecieron, resultaron heridos o desaparecieron un cierto número de personas, como también, permanecieron apresados otro cierto número de personas, y entre esas, líderes de los movimientos sociales. Así, se emite una acusación hacia instituciones y/o funcionarios del Estado por los abusos que se hubieran cometido y se proponen ciertas medidas para paliar o remediar esos abusos.

Una vez que se anunció el acuerdo alcanzado entre el gobierno y la CONAIE en cuanto a la derogatoria del decreto 883, CONAIE aprovechó la oportunidad para poner sobre la mesa la problemática de los supuestos abusos cometidos por miembros de la fuerza pública en contra de manifestantes y las implicaciones que deben tener esas acciones a nivel institucional y legal.

En los pronunciamientos de CONAIE, en la segunda parte del diálogo con el gobierno, se recurrió entonces a la figura de racionalización para emitir conclusiones sobre ciertos actores y rechazar su lugar. Así, se hizo alusión a la “violación de derechos humanos”, “Alrededor de más de 100 desaparecidos a nivel del país y hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional” (Anexos CONAIE H3 Doc 4 2019) y se pidió al presidente de la república, la “renuncia inmediata de la Señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa” por ser las figuras al mando de las instancias de la fuerza pública. Se aprovechó la mediación para denunciar, en el marco del respeto y del orden institucional las irregularidades cometidas por agentes del Estado durante las protestas, y así intentar obtener un resultado que en cierto grado compense la situación de afectación.

Durante la rueda de prensa del 15 de octubre 2019, el vocero CONAIE, utilizó nuevamente el proceso lingüístico de acusación/justificación y la figura de racionalización para señalar las acciones de abuso del gobierno y rechazarlas, frente a lo cual, CONAIE buscó las formas para contrarrestar y remediar lo cometido por el Estado.

Así, las acciones que describe la CONAIE y que generan una representación negativa y de repudio hacia el Estado se asocian con las siguientes expresiones que: “la sangre derramada de nuestros hermanos”, “este crimen al pueblo ecuatoriano”, “le tocaron el bolsillo de los más pobres”, “a pedido verbal hacen de los oídos sordos”, “nos reprimió sin pena”, “han incrementado un nivel de violencia brutal en el Ecuador que ha dejado muertos, que ha dejado heridos, desaparecidos” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). Frente a eso, la respuesta de la CONAIE para contener esas acciones ha sido “no ha quedado más que acudir al derecho constitucional que es el derecho a la resistencia”, “nos hemos enfrentado, hemos parado la represión”, “le hemos dicho al gobierno aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019). La CONAIE intenta recobrar un equilibrio

frente a las afectaciones que se han sufrido por parte del Estado con las expresiones: “no va a quedar así”, “tienen que pagar por todo este crimen”, “tienen que ir a procesos legales” (Anexos CONAIE H3 Doc 5 2019).

El proceso de acusación/justificación, finalmente, también es convocado con relación a otro actor: los medios de comunicación. En efecto, durante la rueda de prensa de la CONAIE que tuvo lugar el 23 de octubre 2019 (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019), la intervención del líder de la organización, Marlon Vargas, perteneciente a los pueblos y nacionalidades de la Amazonía, señaló con tono acusatorio a los medios de comunicación por su intento de cuestionar la legitimidad de la lucha de los pueblos indígenas. Así, aludiendo a estos medios dijo: “no es posible desinformar desde arriba”, “han tratado de tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades”, “rechazo rotundamente la persecución que nos hace y no vamos a permitir” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019). Al mismo tiempo, y para preservar una versión de la realidad que se vio amenazada por la acción del actor “medios de comunicación”, emitió las siguientes aclaraciones “nosotros no somos terroristas, no somos vándalos, no somos subversivos, no somos guerrilleros, como nos han tratado de decirlo a las nacionalidades” y formuló, como propuestas para restablecer la versión de la realidad que se intentó desvirtuar, el siguiente ofrecimiento: “invito a todos los medios de comunicación ir a visitar”, “quisiera invitar a todos los medios de comunicación (...) para conocer en qué situación vivimos, cómo vivimos, cómo están nuestras comunidades” (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019).

La fórmula de acusación/justificación, al tiempo que sirvió para hacer visible la forma en que los medios de comunicación no actúan de forma honesta en el ejercicio de sus funciones, develó el desconocimiento y la forma de representación prejuiciada que los medios hacen de los pueblos y nacionalidades indígenas.

Nuevamente se recurre a la figura de autorización apelando a la ley, moral e institucionalidad para marcar el terreno de la negociación. Así, por un lado el actor CONAIE recuerda en el marco de los derechos que “los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza el derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral o indígena”, “hemos ejercido nuestro derecho de la resistencia”, “apegado

a la constitución", "ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo a la constitución y los tratados internacionales" (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019) y, por otro lado, reitera que "los pueblos y nacionalidades, reconocemos a las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano, y en especial al presidente constitucional del Ecuador de lo cual somos parte de aquello" (Anexos CONAIE H3 Doc 6 2019) para hacer notar su pertenencia a la nación ecuatoriana tanto con derechos como con obligaciones y respeto de la institucionalidad. Así la CONAIE se muestra como actor político con capacidad de negociación y que pretende ejercer y hacer respetar sus derechos.

Finalmente, en cuanto al vocero mediador que está presente en este corpus, tiende a utilizar la estrategia de persuasión. Como ya lo hemos señalado, persigue un objetivo muy preciso que requiere cumplir a toda costa, como su única misión, por lo que no tiene más que concentrar todo su esfuerzo discursivo para alcanzar esa meta.

Durante la primera parte del diálogo entre el gobierno y la CONAIE, los mediadores ponen el acento sobre la importancia de este evento para la mayoría de los ecuatorianos y por tanto su lenguaje procura ser muy solemne, marcando la excepcionalidad y la trascendencia casi histórica de lo que se está jugando en ese escenario. Se recurre entonces a la figura de autorización apelando a valoraciones positivas para hablar del Ecuador en su conjunto, interpelando así las emociones de todo el público al escucha, con expresiones como "país de hermanos y hermanas", "símbolo en el mundo", "paz", "reconciliación" (Anexos CONAIE H3 Doc 1 2019).

Esa misma figura de autorización se aplica a los actores que protagonizan el diálogo, a los que se refiere con valoraciones tendientes a halagarlos. Así, los mediadores aluden a su capacidad de "buscar con sabiduría las soluciones apropiadas", "decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos", "seamos valientes, apostemos por la paz", "felicitar la voluntad de diálogo, la voluntad de paz, la voluntad de reconciliación", "momento de ir reconstruyendo un camino de paz y dejar a atrás la violencia, dejar atrás el odio", "les felicito por esa mano tendida", "esta mesa es una victoria", "salgan acuerdos que salga paz, reconciliación" (Anexos CONAIE H3 Doc 1 2019). La mención, en los pronunciamientos de los mediadores, a valores como la paz y la reconciliación procura

obligar a los actores del diálogo a actuar a la altura de las expectativas de una mayoría, que adhiere a esos valores.

En la segunda parte del diálogo, el portador del anuncio de que las conversaciones entre las partes han alcanzado un acuerdo tácito es el mediador de Naciones Unidas Arnaud Peral. Al ser el que protagoniza el pronunciamiento del desenlace de la discusión, su alocución, muy corta y concisa, se dota de solemnidad para así convertirse en legítima a los ojos de la población entera que aguarda por la noticia. Se recurre así a la figura de narrativización a través de la lectura textual del acuerdo, para darle un carácter excepcional y hacer que las decisiones tomadas se propongan como obligatorias e inevitables en virtud de las circunstancias y particularidades del acontecer. Se mencionan expresiones decisivas como “se establece un nuevo decreto”, “deja sin efecto al decreto 883”, “se terminan las movilizaciones y acciones de hecho en todo el Ecuador” (Anexos CONAIE H3 Doc 3 2019).

Se recurre también a la figura de autorización apelando a la moral a través del valor de la paz como objetivo supremo que debe ser alcanzado por encima de cualquier otra consideración. A partir de esa premisa, todas las acciones deben propender hacia ese objetivo superior. Así, se utilizan expresiones como: “nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país”, “llegó el momento de la paz”, “llega el momento de mirar el futuro para el Ecuador”, “el país tiene tantas fuerzas”, “reconocer que esta diversidad es la mayor riqueza que tiene el Ecuador”, “tenemos que construir puentes entre todas y todos”, “construyamos este país que se necesita” (Anexos CONAIE H3 Doc 3 2019).

El desenlace del conflicto, analizado desde el punto de la CONAIE deja evidenciado una cierta capacidad de negociación asociada a un hábil manejo de la estrategia política pues, si bien los objetivos marcados se cumplieron finalmente, los líderes no dejaron de clamar por sus exigencias históricas y siguieron señalando los posibles abusos cometidos por el Estado. Aquello les ha permitido colocar en la esfera pública elementos esenciales de su forma de concebir la política, haciendo evidente a la vez la gestión cuestionable del gobierno en esta crisis. Veremos a continuación la última fase del análisis cualitativo, es decir, los pronunciamientos del Estado en este mismo diálogo.

4.3.2. Estado

Esta última etapa del análisis de caso que recoge los pronunciamientos de los miembros del Estado en la mesa de diálogo que se instaló el 13 de octubre 2019 se inscribe como el cierre de una trama narrativa que nos proporcionó elementos de análisis importantes en cuanto al discurso que suele instalar el Estado en situaciones de crisis con movimientos sociales. En efecto, si bien las condiciones de cada crisis tienen particularidades y se decantan de los contextos sociales y políticos, extraeremos de este análisis las estructuras discursivas que se desprenden y que nos dan una idea sobre la forma en que circulan los discursos, se forman los imaginarios para finalmente, lo que será objeto del siguiente capítulo, establecer las relaciones de poder entre unos y otros grupos que se expresan.

En esta parte del análisis, podremos observar la presencia pronunciada del presidente de la república, pero también la intervención de otros miembros de otros poderes del Estado que procuran sugerir que el diálogo no inmiscuye únicamente al gobierno central sino a otras autoridades que conforman el aparato estatal.

El hecho de que este diálogo haya sido concertado y por ende preparado, constatamos mayor congruencia en las líneas argumentales, pero también cierta debilidad en la defensa del objetivo central del debate que es la vigencia o no del Decreto 883. Es probable que el peor escenario para el Estado, es decir la derogatoria de dicho decreto, haya sido contemplado desde un inicio. Aquello explicaría de algún modo porque, la fuerza para defender la mantención del decreto decae rápidamente. Eso también puede hacer pensar que, para ese momento, la parte estatal ya había sufrido un importante desgaste en su nivel de aceptación por parte de la ciudadanía y que además recibía presiones de otros sectores productivos y empresariales ávidos de retomar sus actividades y detener el flujo de pérdidas económicas engendradas por cada día de inactividad. Por otro lado, y de acuerdo con las declaraciones hechas por el mismo presidente de la república sobre la intervención encubierta de otros sectores políticos para atizar la violencia de las protestas e incluso poner en peligro el ejercicio de su poder, podemos pensar también que era necesario y urgente para el gobierno desactivar una gran parte de la crisis para tratar otros frentes con mayor fuerza.

Si bien no se trata de resolver las intenciones políticas del gobierno, los resultados del análisis que presentamos a continuación nos entregan pistas sobre la forma en la que se ejerce el poder por parte del Estado y lo que implica en la narrativa, en claves cultural, política, social y territorial.

Análisis cuantitativo

El corpus de este Hito 3, que hemos analizado se compone de la siguiente forma:

Anexos ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado
Parte 1

Anexos ESTADO H3Doc 2 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervención
Moderadores

Anexos ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado
Parte 2

Este corpus que se compone de 3 documentos corresponde para el Doc 1 y 3 a las dos etapas en las que se desarrollaron el diálogo. Una primera etapa larga con la que se instaló el diálogo e intervinieron todas las partes en turnos alternos y una segunda, muy corta, que sucedió después de una larga pausa, y que tuvo como propósito comunicar a la ciudadanía sobre un acuerdo alcanzado fuera de cámaras durante la pausa. El Doc 2 recoge únicamente los pronunciamientos de los moderadores de las Naciones Unidas y de la Conferencia Episcopal Ecuatoriana que no son los actores centrales de la discusión, pero cuyas palabras eran importantes recoger para dar coherencia al análisis discursivo en su conjunto. El corpus se compone de 2514 palabras, de las cuales 265 son diferentes.

A primera vista, notamos que el número de palabras diferentes utilizadas ha sido mucho más bajo que en Hito 2, lo que podría significar que el discurso está mucho más centrado y los lemas abordados por unos y otros actores del Estado, más repetitivos.

Obtenemos del primer tamiz aplicado a la aplicación computacional *Maxqda 2024*, la siguiente lista de 50 palabras más frecuentes, de la cual extraeremos las unidades de análisis que consideramos más pertinentes.

Ilustración 35. 50 palabras más frecuentes. Hito 3 Estado

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
presidente	10	37	1,70	1	3	100,00
diálogo	7	23	1,06	2	2	66,67
país	4	23	1,06	2	3	100,00
personar	8	22	1,01	4	2	66,67
ecuador	7	18	0,83	5	2	66,67
indígena	8	18	0,83	5	2	66,67
decretar	8	17	0,78	7	3	100,00
hermano	7	17	0,78	7	2	66,67
dólar	5	16	0,74	9	1	33,33
dinero	6	14	0,64	10	2	66,67
nuevo	5	14	0,64	10	3	100,00
intervención	12	13	0,60	12	3	100,00
nunca	5	13	0,60	12	2	66,67
paz	3	13	0,60	12	3	100,00
pobre	5	13	0,60	12	1	33,33
afectar	7	12	0,55	16	2	66,67
social	6	12	0,55	16	2	66,67
bueno	5	11	0,51	18	2	66,67
decisión	8	11	0,51	18	2	66,67
ecuatoriano	11	11	0,51	18	2	66,67
formar	6	11	0,51	18	1	33,33
necesitar	9	11	0,51	18	2	66,67
pedir	5	11	0,51	18	2	66,67
compañero	9	10	0,46	24	2	66,67
creer	5	10	0,46	24	2	66,67
fiscal	6	10	0,46	24	1	33,33
gasolina	8	10	0,46	24	1	33,33
hoy	3	10	0,46	24	2	66,67
jamás	5	10	0,46	24	2	66,67
pasar	5	10	0,46	24	2	66,67
patrio	6	10	0,46	24	1	33,33
principio	9	10	0,46	24	1	33,33
subsidiar	9	10	0,46	24	1	33,33
cada	4	9	0,41	34	3	100,00
casualidad	10	9	0,41	34	1	33,33
educación	9	9	0,41	34	1	33,33
palabra	7	9	0,41	34	3	100,00
recalcár	8	9	0,41	34	1	33,33
salir	5	9	0,41	34	3	100,00
tampoco	7	9	0,41	34	1	33,33
aceptar	7	8	0,37	41	2	66,67
bien	4	8	0,37	41	2	66,67
comisión	8	8	0,37	41	2	66,67
estar	5	8	0,37	41	2	66,67
gobemnar	8	8	0,37	41	2	66,67
gracia	6	8	0,37	41	3	100,00
mesar	5	8	0,37	41	3	100,00
nacional	8	8	0,37	41	1	33,33
precisamente	12	8	0,37	41	2	66,67

Ilustración 36. Nube de 25 palabras más frecuentes Hito 3 Estado



A partir de esta lista y de la nube de las 25 palabras más frecuentes de este corpus, establecemos, a la luz de la lectura de los textos transcritos de las alocuciones recogidas, la lista de las unidades de análisis más pertinentes para centrar nuestro análisis.

Para este corpus, hemos determinado 17 unidades de análisis:

Ilustración 37. 17 unidades de análisis para el Hito 3 Estado

Palabra	Longitud de palabra	Frecuencia	%	Rango	Documentos	Documentos %
presidente	10	37	1,70	1	3	100,00
diálogo	7	23	1,06	2	2	66,67
país	4	23	1,06	2	3	100,00
ecuador	7	18	0,83	5	2	66,67
indígena	8	18	0,83	5	2	66,67
decretar	8	17	0,78	7	3	100,00
hermano	7	17	0,78	7	2	66,67
dinero	6	14	0,64	10	2	66,67
paz	3	13	0,60	12	3	100,00
pobre	5	13	0,60	12	1	33,33
social	6	12	0,55	16	2	66,67
decisión	8	11	0,51	18	2	66,67
gasolina	8	10	0,46	24	1	33,33
patrio	6	10	0,46	24	1	33,33
principio	9	10	0,46	24	1	33,33
subsidiar	9	10	0,46	24	1	33,33
educación	9	9	0,41	34	1	33,33

Una vez codificadas estas 17 unidades de análisis, gracias a la herramienta *Análisis-Búsqueda de textos y autocodificación* que permite registrar en una base de datos los segmentos del

texto que contienen cada unidad de análisis elegida, se puede analizar las asociaciones de los lemas con el contexto.

Conseguimos también la información sobre la co-ocurrencia o concordancia entre los distintos lemas a partir de la herramienta *Herramientas visuales/ Matriz de relaciones de código*. Es decir, podemos visualizar mediante cuantificadores, las veces con las que los lemas coinciden de forma cercana en el texto. Los que aparecen en rojo en el siguiente cuadro, y con cifras más altas, son los que más coinciden entre sí, mostrando así cercanía en la relación semántica.

Ilustración 38. Matriz de relaciones de códigos. Hito 3 Estado

Sistema de códigos	SUBSIDIO/ SUBSIDIAR	PRINCIPIO	PATRIA/ PATRIO	GASOLINA	DECISIÓN/ DECIDIR	SOCIAL	POBRE	PAZ	DINERO	HERMANO/ HERMANA	DECRETO/ DECRETAR	INDÍGENA	ECUADOR/ ECUATORIANO/ ECUATORIANA	PAÍS	DIÁLOGO/ DIALOGAR	PRESIDENTE
SUBSIDIO/SUBSIDIAR	0	8	5	10	3	9	10	4	12	6	11	9	22	9	20	13
PRINCIPIO	8	0	16	12	4	9	13	3	10	10	12	14	8	6	17	14
PATRIA/PATRIO	5	16	0	10	3	10	13	0	9	9	13	14	7	10	16	13
GASOLINA	10	12	10	0	3	8	13	0	10	6	13	11	13	6	18	12
DECISIÓN/DECIDIR	3	4	3	3	0	5	7	7	6	11	5	10	12	9	4	11
SOCIAL	9	9	10	8	5	0	13	8	8	5	12	10	18	13	21	18
POBRE	10	13	13	13	7	13	0	6	12	8	11	13	18	11	19	17
PAZ	4	3	0	0	7	8	6	0	6	14	2	13	18	10	3	15
DINERO	12	10	9	10	6	8	12	6	0	8	10	9	20	10	16	12
HERMANO/HERMANA	6	10	9	6	11	5	8	14	8	0	9	18	13	10	12	15
DECRETO/ DECRETAR	11	12	13	13	5	12	11	2	10	9	0	14	16	15	28	20
INDÍGENA	9	14	14	11	10	10	13	13	9	18	14	0	18	13	26	19
ECUADOR/ECUATORIA NO/ECUATORIANA	22	8	7	13	12	18	18	18	20	13	16	18	0	23	25	26
PAÍS	9	6	10	6	9	13	11	10	10	10	15	13	23	0	15	20
DIÁLOGO/DIALOGAR	20	17	16	18	4	21	19	3	18	12	28	26	25	15	0	29
PRESIDENTE	13	14	13	12	11	18	17	15	12	15	20	19	26	20	29	0

Lo más evidente de estas relaciones de co-ocurrencia es la cercanía entre los lemas “diálogo” con “presidente”, “decreto”, “indígena” y “Ecuador, ecuatoriana/o/s”. Estas concordancias nos dan indicios sobre el tono adoptado para esta fase discursiva en que la recuperación e insistencia de la capacidad de “diálogo” es la que marca la forma política de comunicación. Ya han quedado atrás los lemas “violencia”, “decisión” y gobernar” que pretendían marcar de manera más insistente la confrontación entre bandos en sentidos verticales e impositivos. La centralidad de “diálogo” en relación con el resto de los lemas demuestra un acento de voluntad de negociación.

A continuación, se desprende de la matriz de relaciones de códigos, el mapa que permite visualizar estas cercanías establecidas en un plano gráfico, lo que permite apreciar las relaciones de distancias entre los lemas que concuerdan, además de su frecuencia gracias al

espesor de las líneas que los unen. Aquella ilustración también recoge una asociación de lemas en conglomerados o *clústeres* evidenciados por diferentes colores y que agrupa los lemas que más concuerdan en el texto. Esta división permite afinar el análisis y hallar, a partir de la estructuración de conglomerados, los principales temas que circulan en el discurso. La *Ilustración 42. Unidades de tejidos de relaciones para establecer los temas. Hito 3 Estado* además del tejido de relación que presentamos con nubes de palabras que corresponden a cada clúster, consigue determinar los temas alrededor de los cuales podremos proseguir con el análisis cualitativo.

Ilustración 39. Mapa de relaciones de códigos. Hito 3 Estado

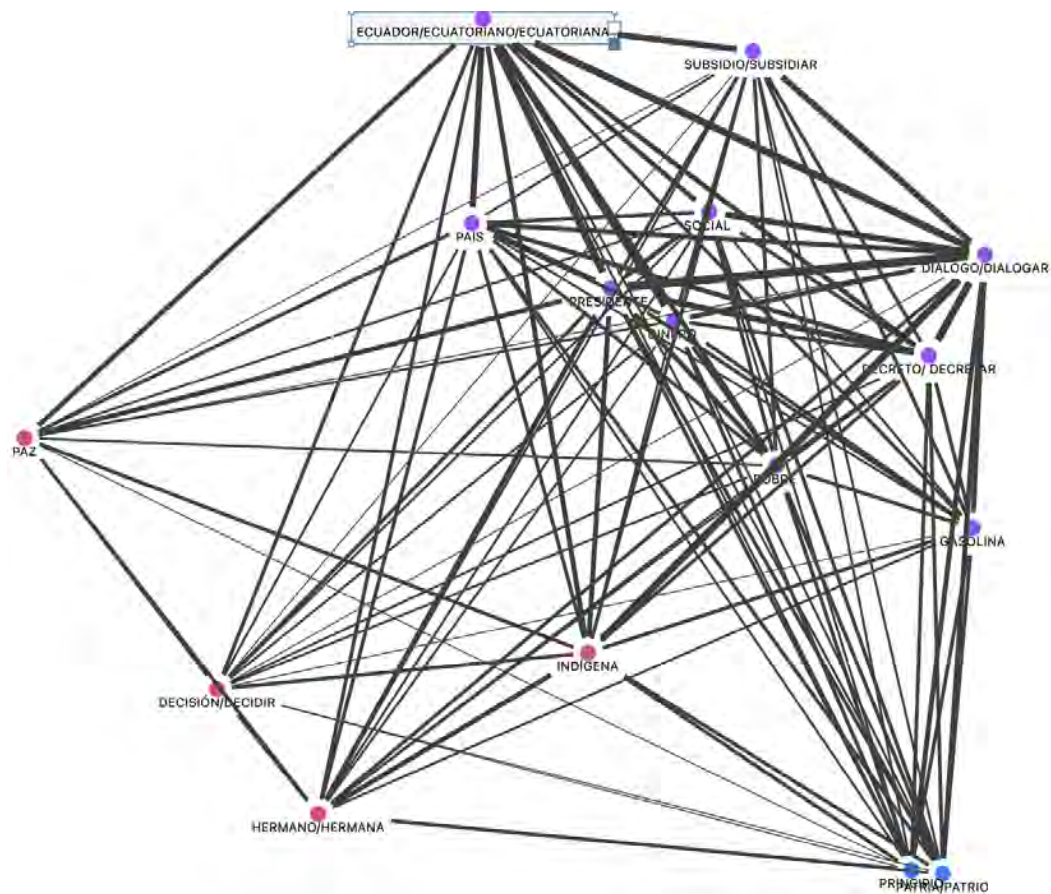


Ilustración 40. Unidades de tejidos de relaciones para establecer los temas. Hito 3 Estado

CLUSTER 1		
UNIDADES DE ANÁLISIS	NUBE DE PALABRAS	TEMA
ECUADOR/ECUATORIANO/A/S		DIÁLOGO Y POBREZA
SUBSIDIO/SUBSIDIAR		
PAÍS		
SOCIAL		
DINERO		
PRESIDENTE		
DIALOGAR		
DECRETO		
POBRE		
GASOLINA		
CLUSTER 2		
HERMANO/A/S		ACERCAMIENTO Y VOLUNTAD DE PAZ
INDÍGENAS		
DECISIÓN/DECIDIR		
PAZ		
CLUSTER 3		
PRINCIPIO/S		PRINCIPIOS Y PATRIA
PATRIA		

Análisis cualitativo

Los tres clústeres que se han conformado a través del programa *Maxqda 2024* juntan a los 3 grupos de lemas que constan en *Ilustración 42. Unidades de tejidos de relaciones para*

establecer los temas. Hito 3 Estado y que hemos tematizado. A partir de la base de datos que se ha conformado y que consta en anexos, en la que encontramos los segmentos de texto que recoge cada clúster, extraemos los siguientes resultados.

Como primera fase del análisis cualitativo nos detenemos en observar la coherencia y consistencia del discurso. El clúster 1 denominado “Diálogo y pobreza” consta de 30 segmentos de texto. Las unidades de análisis presentes en este clúster, en términos generales se recogen bajo los mismos sentidos.

La idea central que los voceros proponen y que está muy presente en este clúster es que los subsidios a los combustibles que el Estado financia, y que se han suspendido a través del Decreto 883 que dio inicio a las protestas, de recuperarse, serían utilizados para implementar políticas sociales dirigidas a las personas de menos recursos. Al mismo tiempo, el argumento es que los subsidios a los combustibles, mientras estaban vigentes, favorecían a los que menos los necesitaban, es decir “los más ricos”, o, las personas que hacen comercio ilícito con estos, a costa del Estado.

Así, encontramos a lo largo del clúster la utilización del lema “pobres/pobreza” bajo la expresión “los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 1,3,6,9,10,12,17) que sirve, de acuerdo con la forma que lo utilizan los diferentes voceros, para designar un sector social de la población del que se presupone es el que menos ingresos dinerarios tiene. Además, se menciona la “pobreza” como una condición inherente a esta parte de la población. “Los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 1,3,6,9,10,12,17) asociado por ejemplo a “los más postergados, a los más indefensos de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 1) subraya el carácter esencial de esta condición, como que se tratara de algo con lo que se nace. En el segmento 9 el presidente Moreno incluso expresa “¿Y quiénes son los más pobres? Los campesinos de la patria pues”. Con esa frase atribuye una condición específica a los “pobres” que asocia con un sector de la sociedad dedicado al trabajo de la agricultura. A través de esta deducción que el presidente da por sentada, se alude también indirectamente a la población indígena, pues históricamente es la que ha estado dedicada a la labor del campo. A través de su discurso y de esta afirmación, se develan entonces algunos elementos sobre la forma en que piensa el presidente: por una parte, que la pobreza es entendida como la ausencia de

medios materiales, que es una condición esencializada, y que las personas que trabajan en el campo necesariamente están en una situación de escasez de medios materiales. También y de forma más sutil, insinúa que los indígenas son el sector más pobre de la sociedad y que requieren del tutelaje del Estado.

En ese sentido, la reiteración de los “más pobres” connota esa suerte de paternalismo estatal a lo largo del discurso, pues a menudo se expresa que ellos son quienes hay que proteger: “las decisiones (...) están destinadas precisamente a favorecer a los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 1), “están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 2), “Que los más pobres no se vean afectados” (sgto. 6), “que esos recursos vayan para los más pobres de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 10), “Y tampoco puede suceder que el decreto afecte a los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 17), “se están llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando, a costa de las personas más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 21).

Los “subsidios” a los combustibles que el gobierno ha decidido dejar de proveer se presentan entonces como la solución para paliar la “pobreza” antes descrita, pues se convierten en la prestación del Estado cuyo destino a futuro será de invertirse en proyectos a carácter social que beneficiarán a estos sectores “más pobres”. Así la conversación pretende hallar “la fórmula de como logramos que ese dinero vaya a manos de los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 9), “que esos recursos vayan para los más pobres” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 10).

También, observamos que los lemas “país”, “Ecuador / ecuatoriano/a/s” están a menudo asociados entre sí y son utilizados para marcar la institucionalidad del Estado, es decir el carácter legítimo de la autoridad y poder del Estado para tomar decisiones e implementar medidas. Por ejemplo, la dimensión del lema “país” en tanto como “nación” posibilita en el discurso que el gobierno haga muchas acciones en nombre de este. A menudo “país” es invocado como un ente homogéneo, incluso dotado de vida propia o características asociadas a un ser vivo, lo que se expresa en: “estabiliza al país” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 2), “resolver la problemática que el país vive” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 13), “las decisiones políticas que el país necesita oír” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 15), “un

país que está perdiendo su actividad económica” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 16), “encauzar al país” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 22), “lo que espera el país” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 25), “ante los ojos del país” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 26).

Por su parte “Ecuador/ ecuatoriano/a/s” es mencionado para despertar las emociones relacionadas con la pertenencia identitaria con expresiones como “eso es lo que tenemos que ser los ecuatorianos, uno solo” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 7), “yo no estoy de acuerdo como ecuatoriano en que financiamos la gasolina extra a las personas que tienen vehículo y que conducen en la ciudad” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 19), “se están llevando el dinero de los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 21), “esos contrabandistas que desangran la economía del Ecuador” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 24), “Estos 12 días han sido días profundamente duros para todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 27), “el trabajo del gobierno es precautelar la realidad de todos los ecuatorianos” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 30).

Finalmente, el lema “diálogo/ dialogar” reenvía a la vía política de establecimiento de una comunicación sobre temas que generan controversia. También remite al momento que los voceros están materialmente viviendo mientras hablan en aquel escenario. El “diálogo” se convierte en un apelativo socialmente compartido en esa coyuntura y que, sin necesidad de precisar de qué “diálogo” se trata, se sobreentiende que se refiere al proceso de negociación que se está viviendo. Aquello se expresa por ejemplo en “este proceso de iniciar el diálogo” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 4), “es por eso que he aceptado el diálogo” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 7), “me alegro porque pueden ser parte de ese diálogo” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 9), “este es el diálogo, este es el momento de construir” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 11), “Como presidente de la función de transparencia y control social concurre a este diálogo” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 13), “las dos voluntades que están sentadas en esta mesa reconocen a este diálogo como el espacio de resolución de este conflicto” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 14), “que del diálogo salgan resultados” (Anexos ESTADO H3 MC1 sgto. 28). La forma en la que se refiere a este proceso reviste a “diálogo” de un carácter institucional, es decir un evento dotado de legitimidad por todas las partes involucradas y cuyas resoluciones tendrán un carácter vinculante.

Sin mayores dificultades, podemos observar que estamos ante una estrategia de integración, pues, en el caso de los principales lemas que constituyen el *clúster* 1, se verifica que los conceptos remiten a las mismas definiciones y que los voceros guardan una relación cercana en sus discursos. El discurso por tanto es coherente y consistente, pues circulan las mismas ideas, y las referencias narrativas son fácilmente identificables para cualquier receptor que esté inmiscuido en el contexto. En este caso, los ciudadanos ecuatorianos que viven esta situación de crisis en tiempo real.

El análisis del clúster 2 que hemos denominado bajo el tema “Acercamiento y voluntad de paz” y que consta de 16 segmentos nos da indicios sobre el tono narrativo que ha adoptado el gobierno en relación con el movimiento indígena en esta etapa del conflicto. A través de la utilización de las unidades de análisis recurrentes y la resonancia entre los distintos voceros, podemos a primera vista constatar que el acento está puesto en la negociación de forma consensuada.

La utilización de los lemas “hermano/a/s” e “indígenas” que se encuentran asociados en el texto, se presentan como elementos de un lenguaje complaciente con el actor contendor del diálogo y sugieren una real voluntad del vocero Estado de llegar a acuerdos. No obstante, y de acuerdo con el contexto de uso de los lemas, se develan las verdaderas intenciones de los actores al adoptar cierto tipo de lenguaje asociado.

El presidente Moreno en su manera de dirigirse a los miembros de los pueblos y nacionalidades con el apelativo “hermanos indígenas” a la vez que marca una posición que se podría percibir como de trato condescendiente y en igualdad de condiciones, se asocia a “siempre los he tratado con respeto y con cariño. Jamás he proferido un insulto contra ustedes. Nunca los he tratado con desprecio” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto.1). También se asocia a la siguiente afirmación:

En un comienzo yo manifesté que aprendí a querer a los hermanos indígenas desde muy pequeño. Cuando recibí de ellos los mayores cariños, los mayores afectos y por eso siempre los he tratado con respeto, siempre los he tratado con cariño e inclusive jamás he contestado ofensas, que perfectamente cualquiera lo podría haber hecho” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 15)

Estas expresiones tienden a presuponer que existirían motivos socialmente tolerados para no tratar a los “hermanos indígenas” de forma clemente pero que, la actitud naturalmente benevolente y tolerante del vocero, le han impedido incurrir en esos malos tratos. Esta alegación, aunque podría interpretarse como una manera cercana e incluyente de dirigirse a los “hermanos indígenas” deja de forma muy sutil la insinuación de que Moreno pudo comportarse de mala manera en relación con ellos y que no habría sufrido ninguna condena social (lo que está marcado por la expresión “que perfectamente cualquiera lo podría haber hecho”), pero que no lo ha hecho porque su calidad moral no se lo ha permitido. Estas modulaciones casi inaprensibles, que en un principio podrían mostrarse como gestos de invitación transparente a dialogar, en el fondo encierran insinuaciones cargadas de distancia.

En efecto, si a todo lo largo del discurso su tono parece bondadoso e indulgente, lo utiliza para lograr cierta adhesión a su propósito de conseguir la desactivación del conflicto al menor costo para el gobierno, ya que está consciente que tiene otros enemigos políticos a los que teme más. Aquello muestra la incapacidad del gobierno de gestionar dos frentes de conflicto a la vez. En tal instancia, Moreno apuesta por recordar a los “hermanos indígenas” que no los considera aliados de su enemigo político, el expresidente Rafael Correa subrayando que, durante el mandato de este, el movimiento indígena también había sido muy perjudicado: “No hagamos el juego a quienes jamás lo trataron con respeto. No hagamos el juego a quienes les dijeron que eran corruptos, que las dirigencias indígenas eran corruptas” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 4). También, insiste sobre lo que él, desde que es presidente ha rectificado en favor del movimiento indígena “Aquellos que les quitaron inclusive su casa que yo la devolví. Aquellos que les quitaron la educación intercultural bilingüe, que yo la devolví” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 4), “Apenas vimos la posibilidad de salir de esa malhadada UNASUR dije la universidad indígena, debe estar allí” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 5). El apelativo compasivo opera entonces a manera de chantaje. Espera del movimiento indígena una salida del conflicto, recordando que ambos enfrentan un enemigo común. Su forma de dirigirse a ellos connota una cierta instrumentalización antes que una actitud sincera de proximidad.

Por otro lado, lo que sí es transversal al discurso del presidente y de los demás voceros, es la dimensión del reconocimiento institucional del movimiento “indígena”. Para bien o para mal,

el interlocutor del diálogo se materializa en los “hermanos indígenas” o el movimiento “indígena” como actor político del que busca un terreno de entendimiento. Así están presente en el discurso expresiones como “las dirigencias indígenas” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 4), “la universidad indígena” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 5) “Les invito a profundamente al gobierno nacional y a los hermanos indígenas a que consensuemos” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 7), “queridos y respetados dirigentes del movimiento nacional de nacionalidades indígenas del país”, “El movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 8), “los representantes de las comunidades indígenas” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 9). Este reconocimiento no está puesto en duda en ningún momento.

El otro lema destacado de este *clúster 2* es “paz” que a menudo se utiliza como el fin o la ausencia de conflicto, es decir un estado de las cosas en que ya no existe confrontación. Queda claro que el objetivo de todos los voceros presentes, incluidos los moderadores, es conseguir el fin de las medidas de hecho de los manifestantes que generan interrupciones de las actividades normales y, en última instancia el enfrentamiento mediante la fuerza y la violencia de los manifestantes con los cuerpos de seguridad del Estado. La “paz” equivale entonces a un retorno a la situación que precedió el conflicto, y a la que se quiere retornar “el pueblo necesita paz” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 6), “el país pide paz” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto.7). Con una ligera modulación, el lema “paz” es utilizado por el presidente Moreno más que como un estado de quietud o ausencia de conflicto, como un valor que se tiene que perseguir y mantener. Así apela a la “paz” como característica cultural de la nación Ecuador “El Ecuador ha preservado durante su historia, una historia de paz” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 11) y como principio que se debe precautelar “Nosotros como estado tenemos que garantizar la paz” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto.12), “Todos han mencionado la palabra paz, es que no existe otro bien más maravilloso es que no existe otro principio de vida más maravilloso, que la paz, que, no siendo la consecuencia del amor, de querernos” (Anexos ESTADO H3 MC2 sgto. 14).

El clúster 2 bajo la temática “Acercamiento y voluntad de paz”, con ligeras modulaciones en el uso de las unidades de análisis, se presenta bajo una estrategia de integración pues, mismo si los lemas esconden intenciones desiguales entre los actores, la finalidad de esta parte del

discurso es desactivar el conflicto y por ende mostrar una actitud prominente hacia la negociación y el consenso. Esta actitud aparentemente complaciente corrobora la idea de que desde un inicio el Estado contempla una renegociación del Decreto 883 con tal de desactivar la conflictividad en las calles que le genera un alto costo político y económico.

El clúster 3 de este Hito 3 reagrupa el muy pequeño número de 11 segmentos de texto y se denomina “Principios y Patria” puesto que son los dos lemas que predominan. Cabe notar que el único vocero que sobresale en este clúster es el presidente Moreno por lo que los sentidos de los lemas y el discurso bajo esa temática son consistentes y coherentes.

La unidad de análisis “principios”, en el sentido de Moreno se remite a dos acepciones que utiliza indistintamente dentro del discurso. Primero como una forma de comportamiento con la que se actúa frente a diversas situaciones. Incluso le otorga a este lema una cierta dimensión esencial del ser “soy un hombre de principios, he sido toda mi vida toda la vida, he sido un hombre de principios” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 2), “está dentro de mis principios” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 4). Segundo, se refiere a este lema como los valores, normas e ideas que rigen los pensamientos “uno de los principios es el diálogo” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 5), “el principio de ustedes es el bienestar de sus pueblos, y está bien y está bien, porque es un principio que los tenemos todos” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 7), “no existe otro principio de vida más maravilloso, que la paz” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 12).

Por su parte, la unidad de análisis “patria” es utilizada para designar la dimensión simbólica de la nación que a su vez engloba la parte identitaria que remite a Ecuador. El sentido de pertenencia identitaria está presente en “todos los hermanos campesinos de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 1), “aquellos olvidados entre los olvidados de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 3), “los más pobres de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 9), “los pueblos indefensos de la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 10). También se la asimila a un ser vivo que suele ser una metáfora habitual para despertar el sentido emotivo que alimenta el simbolismo de filiación entre la patria y los ciudadanos “se robaron la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 6), “los corruptos que se llevaron la patria” (Anexos ESTADO H3 MC3 sgto. 11). Se apela en este sentido a la unidad y a la

defensa conjunta de este ser simbólico conformado por cada ciudadano. En tal instancia, cada uno es responsable por lo que le suceda a la patria.

La estrategia de integración presente a lo largo del análisis de los 3 conglomerados de textos y sus temáticas en este hito 3 muestran unos voceros del Estado consensuados en su línea argumental pero también una predominancia del vocero presidente de la república, razón por la que no hay mayores modulaciones en los sentidos de los lemas utilizados.

El léxico que circula en los pronunciamientos no connota confrontación sino más bien una voluntad de llegar a un acuerdo lo más pronto posible. No están presentes reales respuestas a planteamientos hechos por la CONAIE sino la exposición de una postura previamente acordada entre voceros del Estado. Veremos si efectivamente, a través del análisis de transformación y legitimación discursiva hallamos más elementos que corroboren la idea de una voluntad de negociación bastante abierta y con un tímido nivel de argumentación y contra argumentación. Aquello podría mostrar que el gobierno, para ese momento de la crisis, estaba en una posición de debilidad.

Estrategias de transformación discursiva

Durante este diálogo se menciona a pocos actores, pero la forma de nominarlos nos entrega indicadores sobre el lugar y las cargas valorativas que se les asigna en el discurso y que moldean la imagen que se quiere construir de ellos. La estrategia que predomina en este hito 3, es la estrategia de sustitución que hace uso de figuras lingüísticas para otorgar a los actores características humanas o no humanas.

El momento en que se desarrolla el diálogo transcurre después de 12 días de paralización en todo el país, durante los cuáles han existido enfrentamientos de mucha violencia entre manifestantes y fuerzas del orden, se han registrado personas fallecidas y heridas, muchos daños a estructuras materiales en las ciudades, pérdidas económicas por la ausencia de producción de bienes y servicios, y un enfrentamiento simbólico constante entre ciudadanos por la defensa de posturas y opiniones. En este marco de mucha tensión, parece ser que el gobierno busca calmar los ánimos y dirigir su discurso con un tono conciliador y apostando

por una nueva conexión con la ciudadanía que descubrió en los últimos una cara poco amable del aparato represivo del Estado.

En esa intención notamos que muchos de los voceros del gobierno y otras funciones del Estado, y sobre todo el presidente de la república, quieren dirigir su mensaje a un sector de la ciudadanía considerado como el más vulnerable. Es así como, a lo largo de las alocuciones del primer bloque del diálogo, y antes de que se llegue a un acuerdo, encontramos a menudo la alusión a “los más pobres” así como expresiones similares como “los olvidados de la patria”, “los pueblos indefensos de la patria” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019) bajo la figura de personalización por especificación y asimilación colectiva. La expresión “los más pobres” que en el sentido de los voceros se refiere a las personas con menos recursos materiales, es indeterminada y se presenta más insistentemente y con un tono compasivo, a modo de justificar las medidas que se tomaron al inicio del conflicto, “tengo preocupación realmente de que las decisiones que se hayan tomado, se hayan concebido como que no están destinadas precisamente a favorecer a los más pobres” ; “fundamentalmente están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres”; “que los más pobres no se vean afectados”; “no afectar a los más pobres”, “que esos recursos vayan para los más pobres de la patria”, “tampoco puede suceder que el decreto afecte a los más pobres”, “se están llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando a costa de las personas más pobres”, “desangran al economía del Ecuador a cambio (...) de las personas más pobres”, “la fórmula de como logramos que ese dinero vaya a manos de los más pobres” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019).

La nominación de este sector de la sociedad a través del artículo definido “los” indica que el vocero asocia una condición social “más pobres”, como algo inherente a esas personas. En otras palabras, esa forma de descripción esencializa a una parte de la sociedad bajo una condición social que se les asigna como innata. De acuerdo con las expresiones de preocupación de los voceros del Estado, esta condición requiere entonces de la atención y cuidado del Estado.

El presidente Moreno hace una aclaración adicional al mencionar: “la fórmula de como logramos que ese dinero vaya a manos de los más pobres ¿Y quiénes son los más pobres?

Los campesinos de la patria pues” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). Esa afirmación, asocia esa condición social con un determinado tipo de trabajador, el que se dedica a la agricultura. Esta calificación que coloca a un determinado oficio “los campesinos”, bajo la condición esencializada de “los más pobres”, está cargada de otros sentidos subyacentes, pues sobre todo en el centro del país, muchas comunidades rurales de los pueblos y nacionalidades se dedican en primera instancia a la agricultura. Sin mencionarlo abiertamente, Moreno asimila entonces a los pueblos indígenas al calificativo “los más pobres”. Con eso, pretende insinuar que son las poblaciones con menos recursos e intenta mostrar que su preocupación se dirige en prioridad a ellos. Ambas intenciones, buscan ganarse con un tono paternalista, la simpatía y adhesión de los representantes de los pueblos y nacionalidades con los que está dialogando.

Aquella actitud, a primera vista compasiva, también se encuentra en la nominación de “hermanos” e “indígenas” en los distintos pronunciamientos. Se recurre a una figura de personalización a través de la especificación por asimilación y colectivización con el uso de “indígenas” en la expresión “hermanos indígenas”.

La mención “hermanos indígenas” como apelativo para abrir el diálogo y dirigirse a la parte contendora de la conversación sugiere un grado de familiaridad y de consideración que traduce la voluntad de diálogo del gobierno.

No obstante, cuando se hace uso de “hermanos” precedido por el artículo definido “los” sugiere una personalización por especificación que marca un cierto grado de distancia: “los hermanos campesinos”, “los hermanos indígenas que durante estos días han tenido una serie de conversaciones”, “les invito al gobierno nacional y a los hermanos indígenas a que consensuemos” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). En efecto, al nominar de esa forma específica, si bien aparenta una cercanía por el significado del lema “hermano” que supone una relación filial, al mismo tiempo sugiere una separación en la que “los” marca la existencia de “ellos” distinto de “nosotros”. Esta diferencia puede significar la distancia existente entre el gobierno y el movimiento indígena que en este diálogo se opone, pero también puede sugerir como sentido subyacente una diferencia identitaria y social.

La mención de “hermanos” que hace el vocero Juan Sebastián Roldán mediante la personalización por especificación y asimilación colectiva presenta una ligera modulación en la que busca asimilar en un mismo orden de valores a varios actores. Así se menciona “hermanos indígenas, hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos” para sugerir que todos están en un pie de igualdad. Esta nominación particular, que parecería connotar una señal de simpatía del vocero hacia esos actores, sugiere un mensaje subyacente. En efecto, la insistencia sobre la igualdad de indígenas, afros, mestizos y blancos alimenta el ideario de la homogeneidad cultural de la nación, ya que su mención precedida de la frase “Y el trabajo del gobierno es precautelar la realidad de todos los ecuatorianos, de todos” (Anexos ESTADO H3 Doc 3 2019) busca desconocer la diversidad existente, así como las discriminaciones ligadas a esta. La mención de la figura de “todos los ecuatorianos” bastaría entonces para invisibilizar esa diversidad que también es parte de las reivindicaciones de la CONAIE. El vocero se quiere presentar, con esa forma de nominación como un actor incluyente y justo, que tiene consideración para todas las personas en igualdad de condición. No obstante, su mensaje encubierto es que, por encima de la autodeterminación identitaria diversa, está la identidad nacional homogénea.

El presidente Moreno, en su mensaje final se refiere, bajo la misma figura a “los hermanos militares” y “los hermanos policías” (Anexos ESTADO H3 Doc 3 2019) utilizando la misma retórica de fraternidad, y precisando que “a veces en gran cantidad son de origen campesino, de origen indígena” sugiriendo así que los actores enfrentados en el conflicto, en el fondo no son muy diferentes entre sí. El sentido profundo de su aseveración puede dar pie a varias interpretaciones, pero su alcance cualitativo es de equiparar, en igualdad de condiciones, a todos los actores involucrados y hacerles llegar su agradecimiento final.

En lo que concierne la nominación de actores que no están presentes en el diálogo, se menciona en la primera parte de las intervenciones, y antes de que se llegue a un acuerdo, a los personajes que, según el gobierno, son los más beneficiados por los subsidios a los combustibles que se han suspendido a través del Decreto 883. En el contexto del diálogo se podría percibir que el objetivo de la argumentación reside más que nada en justificar la actuación del gobierno durante los días de protesta y sus posibles consecuencias a largo plazo, y ya no tanto en mantener vigentes las medidas.

Para señalar a los actores que hacían un uso ilegal de los combustibles subsidiados, los voceros utilizan procesos lingüísticos de impersonalización por indeterminación y generalización, con apelativos como “los contrabandistas”, “los traficantes de gasolina”, “los traficantes de diésel y gasolina”, “los más ricos”, “los narcotraficantes” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). Con estas nominaciones, cargadas de valoraciones negativas que incluso sugieren el carácter criminal de estos actores, el gobierno reitera que su intención, al emitir el decreto era luchar en contra de ese tipo de actores y no afectar a los sectores “más pobres”. El gobierno así quiere dejar plasmada la imagen de una actuación correcta, legal, ética y de buena fe.

Estrategia de legitimación discursiva

En consonancia con el proceso que persigue el diálogo, la estrategia de legitimación discursiva a todo lo largo de las intervenciones es de negociación. A partir de los indicios de los análisis precedentes de este Hito 3 Estado, podemos observar que el tono de todos los voceros del Estado es de concertación. Los argumentos centrales que buscan posicionar consisten, primero, en justificar desde la buena fe, las medidas tomadas a través del Decreto 883, especialmente la que tiene que ver con la suspensión del subsidio a los combustibles, por lo que se esgrime que la intención prioritaria era la de impedir su mal uso por parte de delincuentes. Segundo, convencer de que se planificaba reasignar el presupuesto dedicado a este subsidio hacía la inversión social en favor de los sectores de la sociedad con más dificultades económicas.

En tal medida, y para establecer un ambiente de acercamiento, se recurre a la figura de mitigación para atenuar la confrontación. Aquello se registra en varias expresiones que hacen un reconocimiento al movimiento indígena por su actuación positiva y que lo deslindan de cualquier actuación nefasta que se haya producido en el contexto de las protestas. Lenin Moreno afirma “agradecerles y felicitarles a ustedes por haberse desprendido definitivamente de aquellos que quisieron enancar en una protesta justa de ustedes”, “no hagamos el juego a quienes les dijeron que eran corruptos, que las dirigencias indígenas eran corruptas”, “el movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social” (Anexos ESTADO H3 Doc 1

2019). El gobierno de esta manera se quiere mostrar condescendiente y tolerante para obtener la adhesión de la CONAIE a los términos de la negociación, pero también frente otros enemigos políticos que tanto el gobierno como la CONAIE comparten: el expresidente Rafael Correa y sus partidarios.

Para demostrar que la intención inicial del gobierno era de impedir el mal uso del subsidio a los combustibles y proteger los intereses de los más vulnerables, los voceros de gobierno recurren a la figura de evaluación que implica la valoración positiva de sus acciones, frente a las negativas de las de “ellos”, estos entendidos como los delincuentes que hacían un uso abusivo y doloso de los combustibles subsidiados. Aquello está presente en la descripción de las acciones del gobierno en beneficio de la mayoría y de los considerados “más pobres”, en expresiones como “todo está direccionado (...) a estabilizar el país, a estabilizar las cuentas fiscales del país”, “están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres”, “después del análisis del decreto y que podamos mejorarlo, sustanciarlo y renovarlo, convertirlo en algo que realmente sea de utilidad para el desarrollo del Ecuador”, “cuando se emitió el decreto, se manifestó que se iba a empezar un gran programa de desarrollo del agro”, “he aceptado el diálogo, porque el diálogo ha sido la tónica de mi gobierno”, “yo firmé un decreto de que se devuelva el ejercicio de las organizaciones sociales”, “veamos la fórmula de como logramos que ese dinero vaya a manos de los más pobres” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). Por otro lado, se señalan las actuaciones de los actores que perjudican al Estado y por extensión a los ciudadanos: “las personas que trafican y se enriquecen inmoralmemente del tráfico de diésel”, “cada dólar que le entregamos. alas manos de un contrabandista para que lo lleve a Perú o a Colombia es desangrar a la dolarización”, “cada contrabandista que compra el combustible aquí (...) está llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando, a costa de las personas más pobres”, “no es justo, señor presidente que sigamos subsidiando (...) a esas mafias, y a esos contrabandistas que desangran la economía del Ecuador” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). Se quiere dejar constancia de esta manera, que el gobierno toma decisiones para beneficio de los que menos ingresos tienen y lucha contra el crimen organizado.

Para alimentar esa imagen positiva del gobierno, como actor de buenas intenciones, el propio presidente recurre a la figura de evaluación para asignarse a sí mismo valoraciones

normativas asociando su comportamiento a valores positivos como “jamás he faltado a mi palabra”, “recorrí junto con la misión Manuela Espejo el Ecuador entero, peinándolo, haciendo la misión más exitosa que habido jamás”, “soy un hombre de principios”, “no cejaré es que ese dinero se lo sigan llevando los ricos, los narcotraficantes y los traficantes de diésel y gasolina”, “de que esos recursos vayan para los más pobres de la patria abierto completamente”, “nunca he puesto delante una situación personal antes que mis principios” (Anexos ESTADO H3 Doc 3 2019). Frente a aquello, y para marcar el contraste y demostrar que durante su gobierno ha tenido una gestión caracterizada por la ética, puntualiza las acciones negativas ligadas a la gestión del gobierno anterior encabezado por su enemigo político Rafael Correa y sus seguidores: “los correístas que se robaron la patria”, “los correístas que nos bastardearon”, “los correístas que quisieron quitar inclusive las organizaciones sociales” (Anexos ESTADO H3 Doc 1 2019). Este señalamiento hace nuevamente alusión al argumento planteado de forma insistente en el hito 2 pero que ha estado menos presente en este hito 3, y que tiene que ver con la acusación que hace el presidente Moreno a su predecesor Rafael Correa, de fraguar un intento de golpe de estado aprovechando la crisis que enfrentaba el país.

Pese a algunas expresiones cargadas de sentidos ambiguos que revelan ciertos prejuicios de los voceros del Estado en relación con los pueblos y nacionalidades indígenas en la forma de nominarlos, la intención del diálogo estaba claramente volcada hacia la búsqueda de un consenso final que acabara con los enfrentamientos. El objetivo fue alcanzado y la crisis social y política superada para ese momento.

El diálogo del 13 de octubre 2019 y sus inmediatas reacciones, simboliza entonces el epílogo de la crisis de octubre 2019 con una aparente victoria de la CONAIE y del pueblo manifestante que pugnaba en contra de las medidas económicas adoptadas por el gobierno. El Decreto 883 que había puesto en marcha estas medidas impopulares quedó sin efecto. Sin embargo, permanecerán muchas de las desigualdades y problemáticas sociales abordadas a todo lo largo de esta crisis, sintomática de unas fisuras estructurales más profundas y enraizadas, temáticas que ya no serán objeto de este estudio.

El análisis cuantitativo y cualitativo que se ha realizado a través de estos 3 hitos recoge el relato de los acontecimientos de aquellos 13 días de crisis. Los hallazgos alcanzados en términos de la exploración del texto en función de su contexto dejan una cantidad ingente de elementos para la interpretación y el establecimiento de patrones discursivos que permiten, de acuerdo con Neyla Pardo Abril,

la elaboración de resultados interpretativos-críticos que hacen posible dilucidar la unidad y variación intracultural e intercultural, los tejidos discursivos circulantes, los distintos grados de variación y aceptabilidad en los puntos de vista que las personas expresan a propósito de un asunto de su vida social (Pardo Abril 2007, 92)

Aquello será entonces el objeto del capítulo a continuación, que procurará consolidar el conocimiento alcanzado en este capítulo, con el contexto histórico-político del Ecuador que ya hemos retratado y el aparato teórico que estructura nuestra reflexión. Todo lo anterior, para conseguir descifrar las narrativas discursivas que se tejen alrededor del concepto de “fronteras” en sus dimensiones políticas, sociales, culturales y territoriales.

CAPITULO CUARTO

Mapeo discursivo sobre el concepto de “fronteras”: interpretación sociocognitiva

Las rutas de análisis recorridas a lo largo de esta investigación pretenden llegar en este capítulo final, a sus desenlaces. Lo más probable es que los hallazgos no sean definitivos ni concluyentes, pero quizás sí contribuyan al desentrañamiento de las estructuras cognitivas y discursivas que alimentan ciertas formas de ejercer el poder y también permitan dilucidar las formas de resistir a este ejercicio del poder.

Lo cierto es que las claves de respuesta que alcanzamos ofrecen un panorama plural con matices y lejano de los maniqueísmos y visiones dogmáticas y polarizadas con las que a menudo se quiere representar el mundo en la actualidad.

En efecto, los alcances del análisis interpretativo -que ya intuimos a grandes rasgos en el análisis cuantitativo y cualitativo- nos permiten entrar en los intersticios de la construcción discursiva y contemplar los mecanismos a los que los grupos sociales apelan para representarse, representar al mundo y negociar, conseguir espacios de expresión, de gobernanza y, finalmente, posibilidades de existencia. Aquello, probablemente también, nos posibilita concluir que nada de lo que se ha alcanzado a instalar en los imaginarios colectivos permanece incólume. Las narrativas están en constante conflicto y transformación, aun así, mucho de ellas dejan huellas.

Este último capítulo justamente es el que intenta retratar esas huellas, esos sedimentos que permanecen, que se adecuan y se perpetúan consiguiendo la permanencia del *statu quo* y de las desigualdades en el ejercicio del poder, pero también sobre las cuales se hacen posibles los procesos de cambio. Así como las representaciones y las narrativas son el resultado de mezclas y negociaciones, también son el motor para instalar en la memoria social ideas, concepciones e interpretaciones que moldean las mentalidades y el devenir de las sociedades: algunas cambian y otras se vuelven más inamovibles.

La respuesta a la hipótesis central de esta investigación, es decir, identificar si las narrativas discursivas producidas por la CONAIE durante las protestas de Octubre 2019 en Ecuador posibilitan o no interpretaciones distintas a las cimentadas por el modelo de Estado-Nación, del concepto de “fronteras” en sus dimensiones culturales, políticas, sociales y territoriales, no puede sino tener varios espesores, que, para efectos didácticos tratamos de desmenuzar lo más posible.

Para alcanzar a desentrañar esas varias capas que son plurales y matizadas, abordamos las dimensiones con las que hemos revestido al concepto de “fronteras” para nuestra investigación, y que se presentan con diferentes aproximaciones según se retrate desde las voces del Estado ecuatoriano o desde las voces de la CONAIE como actores de la vida política y social del Ecuador.

La dimensión cultural equivale al retrato del tejido de las identidades culturales presentes en el escenario ecuatoriano y su valoración y representación por parte de las diferentes voces, es decir, la colocación de las “fronteras” entre las diferentes identidades. Aquello nos hablará mucho del modelo inclusivo o exclusivo que se lleva adelante por los diferentes grupos sociales involucrados en el estudio.

Las “fronteras” en sus dimensiones política y social, por su parte, entrañan los márgenes que se formulan en términos de modelos de gobierno y divisiones entre grupos y clases sociales que impulsan los diversos colectivos. Aquello tiene que ver, no solamente con la forma en que conciben el ejercicio del poder, sino también con los modelos de pensamiento que promueven en cuanto a las relaciones dentro de la sociedad y con el Estado.

Finalmente, la dimensión territorial, se refiere a los bordes que se diseñan e instituyen en cuanto a los espacios, y que marcan no solamente los mapas geográficos que pretenden delimitar a los grupos humanos y a las construcciones nacionales, sino también, las cartografías que posibilitan o no la reproducción y perpetuación de la vida.

Para cada una de estas dimensiones, retomamos, dos niveles de conocimiento que abonan en el análisis interpretativo que propone Neyla Pardo Abril que son: las representaciones sociales y las ideologías, las primeras constitutivas de las segundas. En efecto, la exploración

de estos dos componentes cognitivos es lo que permite que “el analista dé cuenta de las situaciones sociales y comprenda y explique las estructuras sociales o de relación entre identidades, para evidenciar los modelos individuales, colectivos y contextuales, los rasgos cognitivos y las estrategias lingüísticas que presenta el discurso” (Pardo Abril 2007, 67-68). Todo lo cual que nos permite esbozar líneas de respuestas a nuestra hipótesis.

Las representaciones sociales son fruto de las redes conceptuales y los modelos culturales, estos últimos definidos por Pardo Abril (2007, 216) como “estructuras sociocognitivas compartidas que materializan formas de conceptualizar objetos sociales en función de las convenciones establecidas y del modo específico en que los individuos interactúan con el entorno” (Pardo Abril 2007, 209).

Estas estructuras de conocimiento se develaron en nuestro estudio en el capítulo anterior a través del análisis de la consistencia y coherencia discursiva que comprobaba la estabilidad en el discurso a través de la exploración de las unidades léxicas utilizadas y las asociaciones y concordancias entre estas unidades. También, por una parte, gracias a la información recopilada a través del análisis de la transformación discursiva, cuya función era la de revelar la representación de los actores dentro del discurso; y, por otra parte, la conseguida mediante el análisis de legitimación discursiva, que consistía en discriminar los niveles de aprobación de un fenómeno dentro de un grupo social. Todos estos elementos consiguieron identificar las representaciones de la experiencia social como elementos constitutivos de los llamados modelos culturales.

Las representaciones sociales que desentrañamos en adelante consisten en “la organización del conocimiento transportado en los modelos culturales en términos de saber altamente controversial y saber indiscutible y de estructuras genéricas y estructuras derivadas” (Pardo Abril 2007, 2016). Para hallar las estructuras que conforman estas representaciones sociales, se observa con detenimiento el nivel de consenso sobre ciertos contenidos. Para eso se trata de identificar el núcleo de la representación social, es decir su identidad, el cual está formado por la información más rígida (que no sufre cambios) de aquella representación y sirve para reconocer la estabilidad de los saberes alrededor de esta. Por lo general, esos saberes son los

que permanecen en condiciones sociales, económicas y culturales diversas. Es lo que entiende Pardo Abril por el “saber indiscutible”.

Para que este núcleo rígido sea identificado, cabe observar su periferia, es decir su entorno, más flexible que presenta versiones distintas de una misma representación social, menos consensuadas. Mientras exista más consenso a propósito de una representación social, más evidente se hará la diferenciación entre núcleo y periferia. En palabras de Pardo Abril “una representación social es un tejido de modelos culturales que se estructura de tal manera que su núcleo constituye un modelo cultural generativo, altamente convencionalizado y ampliamente compartido por una comunidad, mientras la periferia se establece como expresiones alternas de dicho núcleo e incluso lejanas a este” (Pardo Abril 2007, 217).

En cuanto a las ideologías como último elemento que dilucidamos, tal como lo detallamos en el capítulo precedente, tomando la definición de Teun Van Dijk

pueden implicar categorías abstractas de grupo, como por ejemplo relaciones de grupo o identidades, pero también objetivos colectivos, normas o valores. Por esta razón a menudo definen lo que es bueno o malo, correcto o incorrecto, pero las ideologías controlan también nuestras creencias sobre el mundo (Van Dijk 2015, 296)

Las ideologías están conformadas por al menos dos representaciones sociales y se identifican al observar que la conjugación de esos sistemas de saberes generan la capacidad de movilizar ciertos comportamientos de los miembros de un grupo. Las ideologías se identifican dentro un sistema de creencias porque claramente entran en conflicto, disenso o resistencia con otros sistemas de creencias. En ese sentido, aquello opera de una forma similar a las representaciones sociales cuyo núcleo se diferencia de la periferia, sin embargo, lo característico de las ideologías es que, al contrario de las representaciones sociales que “describen y explican la realidad, dirigen formas de decir y hacer (...) son un recurso de razonamiento y acción social y cohesionan un grupo”, las ideologías por su parte “dan sentido al mundo y fundamentan la acción social” (Pardo Abril 2007, 223), es decir son las que permiten dar un paso en la concreción de la agencia social, al converger alrededor de una creencia o ideal que convoca colectivamente hacia un objetivo, incluso si este es inalcanzable o utópico.

A partir de la interpretación y organización de estos conocimientos en los discursos elegidos, que procuramos enlazar con el marco teórico-conceptual desarrollado, tratamos de desentrañar cuáles son los saberes sociales y los sistemas de creencias ideológicas que se elaboran alrededor de la identidad cultural, de la gestión del poder, de la convivencia social y de la concepción territorial, todo lo cual nos aporta respuestas sobre las concepciones de “fronteras” que se tejen y que podrán constituir narrativas alternativas de resistencia a los modelos tradicionales.

Desde lo alcanzado en el análisis del discurso hasta ahora, identificamos en un primer momento, desde el discurso del Estado, las representaciones sociales que se hacen en relación con las dimensiones cultural, política, social y territorial. Estas dimensiones se consideran entrelazadas e inseparables pues vemos que la interpretación que se hace de la identidad cultural, de la condición social, de la forma de gestionar la gobernanza y el poder y de concebir los márgenes territoriales siguen una matriz lógica que es necesaria analizar en su conjunto ya que estas son el resultado de las concepciones que se tienen sobre el mundo. A partir de esa revisión, se identifican los sistemas ideológicos que circulan con mayor fuerza y diseñan una cierta versión del concepto de “fronteras”.

En un segundo momento y para finalizar, abordamos las interpretaciones en torno a las mismas dimensiones, pero desde el discurso de la CONAIE, para conseguir así responder a la hipótesis central de esta investigación y concluir si, desde su discurso, se construye una concepción diferente y desafiante de las representaciones e ideologías cimentadas por el Estado, situando las fronteras de la identidad cultural, de la organización social, del ejercicio político y de la territorialidad desde códigos diferentes.

Para alcanzar tal cometido y convertir a este ejercicio de investigación en un marco de reflexión más comprensible, planteamos dos preguntas que aplicamos para todas las dimensiones que nos hemos propuesto estudiar:

- Para identificar las representaciones sociales: ¿Qué saberes (objetos o fenómenos sociales) elabora cada grupo vocero alrededor de la identidad cultural, de la

organización social, de la gestión política y del diseño territorial a partir de las redes conceptuales y modelos culturales identificados?

- Para dilucidar los contornos ideológicos de cada grupo: ¿Qué sistemas de creencias están en marcha en el discurso?

1. El Estado ecuatoriano y sus representaciones sociales

Lo que definiremos en lo que sigue, en relación con el concepto de “fronteras” tiene que ver entonces con las distintas representaciones de la identidad cultural, la condición social, la forma de gestionar el poder y concebir los márgenes territoriales, que se otorgan, por parte del Estado ecuatoriano.

En efecto, se trata de analizar cómo el Estado ecuatoriano consolida y perpetúa esa construcción identitaria de lo nacional, cómo categoriza a la sociedad socialmente, cuál es su forma de ejercicio del poder y bajo qué configuraciones diseña los límites territoriales.

Una vez examinados los análisis que condensaron los tejidos de relaciones y tomando en cuenta los análisis cualitativos de transformación y legitimidad discursivas, haremos nuestro ejercicio de interpretación discursiva a partir de las redes conceptuales más reiterativas que gravitan alrededor de la construcción de las representaciones sociales.

A partir de los lemas “indígena”, “nación”, “nacionalidades”, “Ecuador /ecuatoriano”, “pueblo/s”, “país”, “patria”, “ciudadana/o/nía”, “territorio”, “orden”, “ley”, “seguridad”, “desarrollo” trataremos en un primer momento, de determinar los saberes, es decir las representaciones sociales, que elabora el Estado ecuatoriano sobre la identidad cultural, la organización social, la gestión política y el diseño territorial, en función del valor que otorgaron a estos conceptos en el texto discursivo.

La circulación de saberes en relación con la identidad cultural, la condición social y la gestión política en un entorno diverso es un aspecto complejo de desentrañar sin caer en las trampas de las generalizaciones o clasificaciones rígidas. La exploración de las representaciones sociales e ideologías que se desprenderán del camino allanado por lo que hasta aquí se ha encontrado en los discursos estudiados, determinará núcleos de saberes reiterativos y que,

trascendiendo la coyuntura del caso analizado, serán los saberes que se han instalado con el tiempo y que han permanecido en la consolidación de los grupos sociales en sus referentes colectivos.

Tal como hemos visto a lo largo del análisis cualitativo, cada etapa o hito investigado ha arrojado una serie de redes conceptuales reiterativas presentes en el discurso de cada grupo elegido. Aquellas redes conceptuales, a partir de su encadenamiento, han derivado en modelos culturales, es decir, representaciones que incluyeron la experiencia cognitiva y social cotidiana, lo que Pardo Abril llama “estructuras sociocognitivas compartidas que materializan formas de conceptualizar objetos sociales en función de las convenciones establecidas y del modo específico en que los individuos interactúan con el entorno” (Pardo Abril 2007, 209). Aquellos modelos culturales se hallaron en las expresiones y significados compartidos y reconocibles en un grupo en relación con los conceptos, como también por la forma en que se mencionaban a ciertos actores en el discurso.

1.1.Ecuador y la figura del padre: una alegoría desde el Estado que legitima la nación

La primera representación social que identificamos en el discurso del Estado, asociada al uso de los conceptos de “nación”, “Ecuador/ ecuatoriano”, “país” y “patria”, consiste en la asimilación de esas nociones a un cuerpo homogéneo. Aquellos lemas, utilizados a menudo de forma indistinta, describen al Ecuador como una entidad que abarca a un conjunto mayoritario de población y que se sitúa por encima de las personas. Mientras las acoge bajo su manto, también las encarna y habla por ellas.

Esta representación social es a menudo llevada a su máxima expresión al asimilar al “país”, “Ecuador”, “patria” o “nación” a un ser vivo, que siente, que toma decisiones, y que además ejerce un papel filial en relación con sus “ciudadanos”, pues les protege, les beneficia, actúa como un padre. En otras palabras, la nación “Ecuador” es el padre de los “ecuatorianos”. Lo que sobresale entonces en el discurso y que se asimila al núcleo de la representación social, es la construcción de una identidad cultural homogénea alrededor de la figura paternal a la que hay que parecerse, a la que hay que rendir cuentas y complacer.

Alejandro Grimson hacía una distinción entre lo cultural y lo identitario remitiendo lo primero a “prácticas y significados rutinarios” (Grimson, 2020,156) mientras lo segundo se refería “sentimientos de pertenencia e intereses compartidos” (Grimson, 2020,156). Estos dos elementos, desde una perspectiva constructivista de la cultura son visualizados desde los procesos históricos que consolidan una idea de nación, como construcciones simbólicas imaginadas por las élites que justifican y legitiman el sentimiento de una identificación nacional (Grimson 2020,150).

Stuart Hall hablaba de la identidad nacional como una “estructura de poder cultural” (Hall, 2013,395) construida a partir de la supresión de la diferencia cultural y la imposición de una hegemonía sobre pueblos y culturas y el reconocimiento bajo el manto de la “familia de la nación” forjada desde la figura de lo blanco y de lo masculino.

Lo cierto es que, a partir de estos imaginarios, con el tiempo se han forjado ideas preconcebidas de lo que es la identidad, las clases sociales y el ejercicio del poder, categorizando en cada uno de estos aspectos a las personas, a los grupos sociales y ubicando límites entre estos, que se terminan asumiendo como dados por naturaleza.

En aras de delimitar esta identidad cultural uniforme se identifica, lo que está por fuera de esta para así dejar sentadas las fronteras. Tradicionalmente, en los momentos de crisis, el modo elocuente de las autoridades del Estado-nación, para congregarse a la población alrededor de su sentido unitario, es el de cerrar filas frente a un enemigo común que personifica lo que está por fuera de la nación. No obstante, en el contexto que analizamos, el conflicto en marcha es interno, por tanto, la designación del opositor estaría entre los mismos “ecuatorianos” por lo que se vuelve necesario configurar, bajo criterios identitarios distintos, unos enemigos y así delimitar el “nosotros” del “ellos”.

Esta designación de la alteridad frecuentemente instrumentalizada para justificar las divisiones sociales, culturales y políticas, consolida una construcción del otro como amenaza, generando así temor y rechazo de ese ser diferente. De acuerdo con Stuart Hall, la configuración de la identidad “sólo puede construirse a través de la relación con el Otro, la relación con lo que él no es” y opera cuando las referencias discursivas de los rasgos que se

atribuye a ciertos grupos se identifican como claramente diferentes u opuestos a los valores del grupo que emite estas referencias, dentro de un contexto histórico y social determinado. Es lo que Hall llama el “punto de sutura que une los discursos y las prácticas” (Hall 2003,20) y es lo que en este análisis podría asemejarse a los modelos culturales.

En las figuras discursivas en las que las estrategias de transformación en marcha sirven para presentar al Estado como el actor activo en la protección de los ciudadanos, los protegidos son los que no protestan y son las víctimas de los que si lo hacen (Anexos ESTADO H1 MC2). El Estado, actúa entonces como el padre que protege a sus hijos buenos de los malos, estos últimos siendo los que no se han alineado a sus expectativas.

Así, en esa línea de liderazgo paternal del Estado, que en este caso toma además forma humana en la figura del presidente de la república, encontramos una narrativa en la que se tiende a compartimentar a los sectores sociales. Esta categoría, que apunta específicamente a una condición social, es la que se identifica en el discurso como “los más pobres” y que no se asocia en ningún momento en el texto con la de “ciudadanía”, término más comúnmente utilizado para designar a la población en términos generales y que desarrollaremos más adelante.

Cuando, durante el diálogo con las organizaciones que tuvo lugar el 13 de octubre, el presidente Lenin Moreno se preguntaba “¿Y quiénes son las más pobres?” a lo que él mismo respondía “Los campesinos de la patria pues” (Anexos ESTADO H3Doc 1), ponía en evidencia una formulación arraigada en el imaginario social de la asociación entre la “pobreza” y el trabajo del campo. Como hemos observado en el análisis cualitativo, la idea que se vehicula de que ser “pobre” equivale a la carencia de bienes materiales, así como a un sector que el mismo presidente calificaba de “los más postergados, a los más indefensos de la patria” y, de acuerdo con el análisis efectuado, la consideración de que la pobreza es una condición innata.

En la expresión del presidente, en realidad, está sutilmente sugerida la asociación entre el hecho de ser pobre y el de ser indígena. Al utilizar la palabra “campesinos” se alude a un sector social que se asocia intrínsecamente con la organización social indígena, pues en sus

inicios, el reclamo por la tierra aglutinaba al sector indígena del centro del Ecuador, preponderantemente dedicado a la labor del campo, el cual se autodefinía como “campesino” (Dávalos 2003).

No obstante, esta denominación encierra varios espesores que revelan múltiples aspectos sobre la representación social que hace el Estado del segmento “campesino” de la población, pues a partir de la figura paternal que encarna, y cuyo principal protagonista, en este caso, es el presidente de la república, encontramos la reproducción de rasgos arraigados en el tiempo.

La asociación entre “los más pobres” con “campesinos” y a la vez con “más desprotegidos”, “más indefensos” sugiere un desconocimiento del surgimiento de la organización social indígena que por décadas ha respaldado la lucha campesina y, además, pone en el primer plano el rol del Estado que surge como el único benefactor en favor de estos “más pobres”.

Aquella forma de expresión nos remite a la noción denominada por Pablo Dávalos (2003) como “sistema hacienda”¹⁰³ y que describe cómo, durante el régimen liberal del final de siglo XIX en Ecuador, se edificó un sistema social y político, calcado sobre el modelo de funcionamiento del feudo de las haciendas durante la colonia, cuyo núcleo se condensaba en una figura paternal y de poder.

Aquella organización social, económica y política compuesta por los patrones, terratenientes, dueños de la hacienda y detentores del poder, y de las comunidades indígenas, insertas dentro de la hacienda, trabajadores de la tierra bajo la modalidad de concertaje¹⁰⁴ o peonaje por deudas, consistía entonces en una relación en el que el trabajador indígena permanecía dentro de la hacienda, laborando sin reconocimiento y con una continua deuda con el patrón que le impedía emanciparse de esa relación.

Esta forma de dominación, que las élites terratenientes mantuvieron vigente hasta los años 1920, se trasladó a la forma de gobierno durante la formación republicana, encabezada por

¹⁰³ Ver Capítulo Segundo: Contexto histórico y socio-político del discurso. La construcción de la identidad ecuatoriana: de la Independencia al año 2019 2. La lucha del movimiento indígena: avances clave y nudos críticos 2.1.El camino al Estado Plurinacional e intercultural y hacia el *Sumak Kawsay*

¹⁰⁴ La Real Academia de la Lengua Española lo define como “Contrato mediante el cual un indígena se obligaba a realizar trabajos agrícolas de manera vitalicia y hereditaria, sin recibir salario o recibéndolo mínimo”.

estas mismas élites y reprodujo una estructura que fue tomando nuevos matices con el tiempo que Dávalos califica de “tipo corporativo, patrimonial, clientelar desde el Estado para fortalecer su presencia y su dominio de la representación electoral” (Dávalos 2003, 8).

En efecto, la metáfora de la dominación que se ejercía en la hacienda, como la herencia del sistema de encomiendas, se extendió en sus características emblemáticas sobre “un conjunto de prácticas, de relaciones simbólicas de poder que una manera u otra mantenía su influencia, y su control sobre el nuevo régimen político que emergía con el retorno a la democracia en 1979” (Dávalos 2003, 6).

En esa forma de dominación, encontramos nuevamente los rasgos paternos desde los cuales el ejercicio del poder opera desde un intercambio de favores y lealtades, en el que la población contribuye con su compromiso, fidelidad y fuerza de trabajo a cambio de una ilusión de protección y beneficios.

Sobre esta lógica desigual y siguiendo aquella forma de paternalismo se fue construyendo también la noción de “ciudadanía” en su dimensión política, a la que solo podían adherir las personas mayores de edad y los alfabetos de habla hispana, dejando fuera a un 40% de la población, preponderantemente indígena, que no contaba con instrucción formal. La participación política en la esfera republicana, al igual que dentro de la hacienda, era imposible para los indígenas considerados como menores de edad, incapaces de pensar y actuar por sí solos.

La consideración de “los más pobres” asociado a “los campesinos” en las palabras de Moreno en el entorno de 2019, aparece entonces como un rezago de esa estructura paternalista del llamado “sistema hacienda” en la que el tutelaje del Estado hacía los calificados como desprovistos de bienes materiales y considerados incapaces de generar riqueza material, persiste.

Aquella representación es patente en la figura lingüística de reordenamiento persistente en el discurso del presidente al presentarse a sí mismo y a su gobierno como el artífice de las acciones en beneficio de “los más pobres” *ergo*, desde su visión, de la población indígena-campesina. Al mostrarse a sí mismo como el que toma decisiones en nombre de todos los

“ecuatorianos” al suspender los subsidios a los combustibles, esgrimiendo el argumento del fomento de la ayuda social hacia los sectores “más pobres” (Anexos ESTADO H1 MC1), y también, al mostrarse como el tenedor de la potestad de reformas o propuestas de ley atinentes a la regulación del trabajo, Moreno se adjudica el papel de esta figura paternal que maneja a su antojo el país -tal su propia hacienda-, incluyendo o excluyendo a quienes considera oportuno y amparando a los que él considera incapaces.

La encarnación del padre de la nación en la figura del presidente de la república también ha sido particularmente evidente en la utilización del lema “decisiones/decidir” que marcó los discursos del 1 y 6 de octubre 2019, configurando una forma unilateral de ejercer el poder. Así, la insistencia en la utilización de la primera persona del singular con el verbo “decidir” dejó evidenciado un modelo vertical y jerárquico en la toma de resoluciones, que deja poco o nulo lugar al debate, a la interacción y al diálogo. En este contexto, la imposición de medidas se aplicó para el conjunto de la población por el presidente, presentándose como la figura paternal dispuesta a asumir el coste de la impopularidad que requiere el ejercicio de autoridad, sacrificando según él, la buena aceptación de la que gozaba, a nombre de un interés común superior. Esta forma de auto retratarse, apelando a connotaciones mesiánicas de mortificación, se aparentan a lo que en el sistema hacienda, Dávalos describía como “Figura paternal. Figura de poder. Es la representación del poder secular y sagrado, económico y productivo” (Dávalos 2003, 3).

Esta alegoría del Estado como el padre protector, encarnada por el presidente de la república en el discurso, también goza de su representación en la dimensión territorial. Así como la figura del hacendado ejercía su poder en el marco de los linderos de la hacienda en la descripción de Dávalos (2003), el presidente de la república, en el marco del Estado-nación actual, hace valer su autoridad dentro de las fronteras territoriales reconocidas y acordadas entre las naciones limítrofes. Dentro de estas líneas imaginarias, se asienta un poder que se concibe como efectivo, sobre lo cual existe una responsabilidad legítima.

Así, la demarcación territorial, se traduce en aspectos físicos como simbólicos, sobre los cuales el aparataje del Estado, encarnado por sus instituciones y la figura del presidente, tienen autoridad y responsabilidad. Estos aspectos, en la actualidad del sistema mundial se

cristalizan por ejemplo en el potencial estratégico, es decir, desde la ventaja que puede representar ese espacio delimitado, frente o en relación con otra nación. En los términos de las relaciones y del sistema internacional, estas ventajas se miden, por la cantidad de riqueza natural que se puede transformar en un caudal monetario, por la organización y potencia militar, que puede tornarse en medios eficaces para la dominación y subordinación, o, en su defecto para precautelar las riquezas existentes. También, en términos de infraestructura, como: redes viales que aseguren un transporte fluido de mercancías, bienes y personas; el espectro radioeléctrico y digital que garantice la cobertura de comunicación, información y conexión remota entre empresas, agencias de Estado y personas particulares; centrales de producción de energía, campos petroleros, etc. Finalmente, también, se mide por el potencial humano que alberga y su capacidad de adhesión alrededor de un proyecto común. Todos esos aspectos -al igual que en la hacienda- deben ser precautelados para asegurar que se mantenga el funcionamiento de la entidad Estado-nación en su totalidad. Por tanto, el presidente y su gobierno, como garantes de lo que se encuentra dentro de los linderos, insisten en tener el control sobre todos esos elementos (Anexos ESTADO H1 Doc 6; Anexos ESTADO H1 Doc 7; Anexos ESTADO H2 Doc 2; Anexos ESTADO H2 Doc 5; Anexos ESTADO H2 Doc 6, Anexos ESTADO H2 Doc 9)

Esta versión de lo territorial requiere entonces acompañarse de un relato que delimite con claridad el adentro y el afuera de esa zona espacial sobre la que se puede efectivamente ejercer ese control y de ese modo, se denomine con certeza lo que está bajo su responsabilidad, especialmente si se trata de riquezas naturales, infraestructuras importantes y capital humano que pueden significar bienes transformables en riqueza material. Recurriendo a las narrativas históricas, se forma este relato que justifica los límites de la nación, y, sobre esas mismas narrativas, que toman un carácter de derecho consuetudinario, se legitima la continuidad del ejercicio del dominio y control sobre esos espacios geográficos.

En el discurso del Estado estudiado, la alusión a la territorialidad del Ecuador no reitera específicamente las referencias históricas, pues la representación territorial está tan enraizada en el conocimiento común que se da por sentada su existencia. Así, cuando se menciona el “país”, “Ecuador” o ciertas de sus provincias, el conocimiento compartido o *common ground* (Van Dijk 2015) hace que no se explique con más detalle las referencias mencionadas. Sin

embargo, queda claro que estas remiten a zonas geográficas en específico en las cuales el Estado ecuatoriano tiene autoridad y ejerce un poder descentralizado a través de sus instituciones y representantes sobre un espacio geográfico reconocido comúnmente y que no es puesto en cuestión.

Esta autoridad espacial, se expresa también en su carácter internacional cuando se considera el lugar tangible de las embajadas en otros países, como parte del territorio ecuatoriano (Anexos ESTADO H1 Doc 3). Así, esas fronteras se materializan en parcelas territoriales reales, bien delimitadas y que toman sentido al momento que la representación del Estado, el padre, ejerce dominio sobre estos a través de la toma de decisiones.

1.2. El “ciudadano” como eje de la producción y el orden

En el contexto actual en que otras figuras identitarias han logrado ganar ciertos espacios de representación en el escenario nacional desdibujando la figura uniformizante del “mestizo” (Polo 2002), se hizo necesario para el Estado buscar nuevas formas de congregar a la población bajo una figura en la que la mayoría se sienta representada y que pueda al mismo tiempo, delimitar un ente antagónico que pueda mirarse como un adversario o enemigo. El concepto de “ciudadanía” resultó de utilidad para este fin. En efecto, aquella nominación genérica, que contempla la designación de la población mayoritaria, el “ciudadano” se perfecciona en su asimilación a un ente nacional específico cuyos códigos simbólicos son reconocibles y compartidos y por tanto resultan familiares dentro de una comunidad dada sin necesidad de explicaciones. Así, de forma habitual se dota de “ciudadanía” al individuo que está ligado por derecho a un Estado-nación porque ha nacido en este o ha desarrollado un arraigo familiar profundo con este. Siguiendo la metonimia de la relación filial, los “ciudadanos” son los hijos de la patria.

Pero no solamente. Dejando a un lado el espesor de la definición que se relaciona con ciertos derechos que otorga la noción de “ciudadanía”, en el contexto actual, su vertiente simbólica identitaria, social y política es dada por el hecho de no pertenecer a ningún clivaje gremial, corporativo, social o religioso identificable. En efecto, según lo detallan los autores Rickard Lalander y Pablo Ospina Peralta,

Este “ciudadano” tiene o debe tener una visión universalista y de largo plazo de la gestión gubernamental y de sus propias responsabilidades. Las fuentes de esta postura no son solo las doctrinas liberales de la representación política, sino sobre todo el hecho político objetivo que con los difusos “ciudadanos” no hay que negociar un programa político mientras que, con organizaciones sociales, la negociación se vuelve indispensable, compleja e incesante (Lalander y Ospina 2012, 38)

Es así como, bajo el manto común del concepto de “ciudadanía”, se designa a quienes forman parte de la nación dando por hecho que sus rasgos identitarios son comunes ya que no son especificados, pero, además, asumiendo que son los que no enarbolan una postura política determinada a más de cumplir con las normas y las leyes. Además de ser los hijos de la patria, son los que se destacan por siempre cumplir con sus reglas y no cuestionarlas.

Por el contrario, las voces que se expresan desde identidades diversas y sobre todo de las que ponen en cuestión el orden y los valores establecidos por el Estado se ven anuladas o descartadas de esta categoría del “ciudadano”. La identidad del “ciudadano” se quiere plana, despolitizada y fuera de cualquier afirmación de sujetos colectivos que pugnan desde posiciones sociales, raciales o de género.

Así, a lo largo del texto, hemos identificado menciones a la “ciudadanía ecuatoriana” o “ciudadanía del Ecuador” para señalar al conjunto de la población en la que no se reconoce diferencias de clase, género o raza. Al mismo tiempo, a propósito de quienes se expresan fuera de esa lógica plana y generalizada y que, por el contrario, promueven voces disonantes que ponen en cuestión el orden uniforme del Estado, no solamente quedan por fuera de esta categoría de “ciudadanos”, sino que son señalados como violentos y culpables de delitos (Anexos ESTADO H1 Doc 1 2019).

La identidad cultural nacional arraigada antaño en el discurso del mestizaje¹⁰⁵ sobre la que se construyó la narrativa de la “ecuatorianidad”, que perseguía fundamentalmente la exclusión de la presencia indígena en la conformación de una identidad liberada del yugo colonial (Sanjinés 2015; Walsh 2009), se asimila hoy a este relativamente nuevo modelo de sujeto, el “ciudadano” cuyas características son difusas y por lo tanto maleables. Y si bien,

¹⁰⁵ Ver capítulo segundo 1.3. El mestizo como figura imaginada de la ecuatorianidad

parecería que con esta categoría ya no se opera abiertamente una exclusión basada sobre la raza, o la clase social asociada a ella, como lo hacía con mucha virulencia la figura del “mestizo” como lo describían Montalvo (1942) o Mera (1994), la noción de “ciudadano” propone la consolidación de un modelo de sujeto ecuatoriano cuyas virtudes, en la forma de describirlo discursivamente no se conectan directamente con su “blanquitud”, sino con su capacidad a ser un sujeto productivo, funcional al modelo de desarrollo y respetuoso del orden. En ese orden “los más pobres” no tienen el mismo lugar pues requieren de la benevolencia del Estado hacia ellos y por tanto no cumplen con todos los parámetros para ser “ciudadanos” con todo derecho.

Lo anterior convierte a este modelo de sujeto en algo más atractivo en términos de identificación, pues sin duda, una parte importante de la población tiene la sensación de encajar en este modelo de mejor manera. Al no percibir una exclusión directa por razones de raza, clase o género, la adhesión a este supuesto proyecto nacional, que se construye alrededor de la figura del “ciudadano” resulta menos problemática. De acuerdo con el imaginario ideal del “ciudadano”, los modelos de sujetos colectivos que siguen pugnando por reivindicaciones específicas, se perciben como minoritarios y marginales e incluso ilegítimos.

Dentro de esta representación social del “ciudadano”, que se construye desde el llamado cultural nacional, también hallamos una que se llena de un contenido simbólico de lo global, es decir la de un sujeto que a la vez que está anclado en un contexto nacional específico, no deja de ser partícipe de un sistema de valores globales cuyos códigos de construcción cultural están dados en la idea del trabajo, del orden y del desarrollo.

En esta representación social, se conjugan las dimensión cultural y social del sujeto. En efecto, la dupla “ciudadano/nía”/ “trabajo/ador” que contiene su espesor identitario por cuanto se remite a la construcción de un sujeto homogéneo e idealizado, se caracteriza además por su natural disposición a la contribución al desarrollo nacional y por extensión global, a través de su compromiso con el trabajo. Así se convierte automáticamente en un “ciudadano” socialmente aceptable. En este sentido, la identidad del sujeto “ciudadano” está dada por su condición social de trabajador comprometido con el funcionamiento del sistema productivo.

Aquella representación ha estado presente en permanencia en el discurso analizado del Estado, sobre todo en las múltiples alusiones a la necesidad imperante de reanudar las actividades productivas paralizadas por las protestas (Anexos ESTADO H1 MC2). La valoración de aquellos que pugnaban por volver a trabajar era positiva y por tanto esos podían ser calificados de “ciudadanos”, mientras que los que seguían paralizando la vida económica del país, eran asimilados a una actitud criminal y de poco compromiso con el “país” (Anexos ESTADO H1 MC2).

La conexión entre esta construcción del “ciudadano” de aspecto global, comprometido con el trabajo y el desarrollo, tiene su raíz en los marcos liberales de representación que se consolidaron, tal como lo apuntó Edgardo Lander, bajo las principales características del saber eurocéntrico¹⁰⁶ de la Modernidad. En estos marcos se generan concepciones del mundo con jerarquizaciones duales que suponen una permanente tensión entre cuerpo y razón, sujeto y objeto, cultura y naturaleza, incluso masculino y femenino que llevan a normar los comportamientos que contribuyen a la visión liberal como “la relación de exterioridad con la “naturaleza”, condición para la apropiación/explotación que está en la base del paradigma occidental del crecimiento sin límite” (Lander 2004, 261). Aquello, llevado a su extremo fomenta un modelo en el que los estándares ideales de la vida consisten en “las separaciones entre los ámbitos de la vida colectiva (lo político, lo social, lo cultural, lo económico), y una concepción de la riqueza y de la buena vida asociada unilateralmente a la acumulación de bienes materiales” (Lander 2004, 261).

Adicionalmente, la asociación del “ciudadano” y “trabajador” se conecta con la noción de “orden” a su vez anclada a las nociones de “ley” y “seguridad”. Así, esta nueva versión del modelo identitario cultural global se construye en contraposición a los sujetos cuyo carácter es descrito como peligroso y marginal y por tanto amenazante del orden.

En este contexto de la investigación, los agentes disruptivos del “orden” se asimilan entonces a aquellos que para ese momento lideran esta disonancia, es decir la CONAIE, cuya

¹⁰⁶ Ver Capítulo Primero 2. Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad y fronteras 2.2. Colonialidad del poder, del saber y del ser: expresiones visibles de la modernidad

característica reside, entre otras, en reivindicar una concepción identitaria diversa y menos uniforme de la que el Estado reclama. Por tanto, el trasfondo del mensaje es que los pueblos y nacionalidades indígenas no entran del todo en la categoría de “ciudadanos”. O al menos no en el mismo orden que los demás.

Y si bien, en el discurso no se encuentran referencias abiertamente discriminatorias hacia la población indígena como se las podía encontrar en los escritos de Juan León Mera (1994), Juan Montalvo (1942) o Fernando Tinajero (1972) a los que nos referimos en el capítulo segundo¹⁰⁷, la presencia de un relato excluyente hacia los pueblos y nacionalidades subsiste en alusiones muy sutiles pero cargadas de doble sentido que detectamos en los discursos del presidente Lenin Moreno (Anexos ESTADO H3 MC2), del vicepresidente Otto Sonnenholzner (Anexos ESTADO H2 Doc 7 2019), del ministro de defensa Oswaldo Jarrín (Anexos ESTADO H2 Doc 1 2019), o de la alcaldesa de Guayaquil Cynthia Viteri (Municipalidad de Guayaquil 2019) como máximas figuras de autoridad y de la vida política del Ecuador. Aquello no son casualidades, sino modelos culturales que se reproducen y circulan fortaleciendo las representaciones sociales, como la que estamos analizando. Siguiendo la representación de un Estado que actúa como el padre protector y benefactor, todos sus hijos no reciben el mismo trato ni gozan de la misma consideración.

De forma muy sutil, el deslizamiento que opera en el discurso, para amalgamar a los sujetos que protagonizan la protesta social con los que actúan de forma delictiva se hace presente a través de la construcción narrativa de la amenaza y el peligro, así como de la instrumentalización y exacerbación del miedo. En efecto, además de señalar a los sujetos no productivos como los enemigos por su comportamiento disruptivo, se consolida su representación alrededor de su supuesto comportamiento transgresor, del que hay que apartarse. Así se hace un uso pronunciado del lenguaje jurídico y legal llevando al campo de la criminalidad a las acciones emprendidas por los que protestan y se los condena social y moralmente (Anexos ESTADO H1 MC3).

Por ende, se legitiman con más fuerza las estrategias de seguridad en contra de estos sujetos, para contenerlos y anularlos, con la anuencia de la “ciudadanía” que se dispone con

¹⁰⁷ Ver capítulo segundo 1.2. La identidad ecuatoriana asentada sobre la diferencia racial

consentimiento a renunciar, en favor del Estado, a una parte de sus propias libertades individuales a cambio del combate a estas amenazas latentes.

Frente a cualquier posibilidad de que ese orden se vea alterado, el Estado responde con el “estado de excepción” (Anexos ESTADO H1 Doc 6-7) que le otorga mayor amplitud para ejercer su fuerza legítima, restringiendo o anulando el ejercicio de derechos individuales y colectivos.

Así como este estado de excepción implica esa limitación de derechos, algunos tienen específicamente un impacto sobre la forma de concebir la territorialidad. Entre los derechos conculcados, está el de movilizarse libremente, es decir que el Estado impone un control sobre el espacio público que deviene con más fuerza la propiedad exclusiva de este. La separación que marca entre el espacio doméstico, que es privado y por tanto solo es permitido a quienes se apropian de él o a quienes los propietarios permitan entrar, y el público del que el Estado restringe el uso, deja por fuera a quienes no poseen ningún espacio. Así, la figura de estado de excepción se convierte en la máxima expresión de una territorialidad excluyente, en la que la única protegida es la propiedad privada.

La presencia del Estado en el espacio también se modifica dentro del estado de excepción, pues ya no se revela como una presencia de servicio a los ciudadanos, sino de control y coerción. Con los medios materiales y humanos del Estado, es decir adquiridos y remunerados con el erario de toda la población, se procede al control territorial de forma física, ejerciendo una dominación y subordinación sobre los cuerpos de quienes no cumplan con el comportamiento dictado. En este sentido, el estado de excepción se convierte en la herramienta de castigo del Estado, que, siguiendo la alegoría del padre, ya no solo protege y controla, sino que coacciona en un afán de corregir comportamientos que se desvían de su voluntad.

El estado de excepción se materializa entonces como el ejercicio más fehaciente del Estado en cuanto al “orden” en su capítulo territorial pues despliega su aparataje de fuerza legítima para vigilar, controlar y anular cualquier posibilidad de expresión social y política distinta que interfiera en su mandato y disposición. La vigencia del estado de excepción marca la máxima frontera entre el espacio privado que aún puede gozar de cierta libertad y el espacio

público prohibido. En esta lógica inflexible, lo que es distinto se convierte en clandestino, ilegal y punible.

La identidad cultural, política y social del “ciudadano”, bajo el estándar de la llamada “seguridad” establece entonces un modelo de sujeto ideal homogéneo, que no contempla necesariamente rasgos identitarios específicos para representarse, sino unas determinadas formas de comportamiento acordes a un estándar de respeto a la ley y el orden. Cualquiera que se encuentra fuera de ese estándar es un enemigo, al que se le teme, porque potencialmente pone en riesgo el ideal de orden y por lo pronto es necesario eliminarlo.

En las distintas versiones de los modelos identitarios del “ciudadano”, en los que priman un ejercicio del poder vertical y jerarquizado y en que “los más pobres” y los “pueblos y nacionalidades” son considerados como diferentes, se fortalecen los compartimentos que se han ido construyendo desde la conformación del Estado- Nación, heredando los rezagos coloniales. Veremos más adelante cómo estas fronteras que se establecen entre los grupos sociales y que están enraizadas en el imaginario común, no solamente permanecen por inercia, sino que a menudo son reproducidas y alimentadas con la intención de recrear relaciones de poder sin las cuales ciertos grupos sociales no podrían perpetuarse en la cima de la estructura social.

2. ¿Qué sistemas ideológicos circulan en el discurso del Estado ecuatoriano?

La figura de la nación como un ente vivo, asimilada al padre protector que hay que complacer y al que hay que obedecer, así como la del “ciudadano” global trabajador y respetuoso del orden -incluso a costa de sus derechos y libertades- alimentan sistemas de creencias que se fundamentan sobre una idea de reproducción sistemática de la acumulación de capital a través de la productividad sin límite y el enaltecimiento de la individualidad como valor transversal. Es decir, sistemas ideológicos cuyos códigos de representación responden a valores vehiculados por occidente y que, además, pretenden imponerse a nivel global y de forma imperial. Estos saberes, para conseguir perpetuarse y afianzarse, deben asentar su legitimidad sobre la diferencia y la exclusión entre las expresiones identitarias y las clases sociales, y el dominio de unas sobre otras. Además, requieren expresarse en el espacio territorial como condición inexorable para su reproducción.

En el núcleo de estos saberes, encontramos tres elementos ideológicos clave, conectados entre sí, y que hemos analizado en el primer capítulo. El primer elemento tiene que ver con la noción de progreso anclada a la libertad y a la democracia como los rasgos más recientes de la Modernidad como valores centrales de un sistema que asienta su reproducción sobre la diferencia social y racial: el neoliberalismo. El segundo elemento, se relaciona con la voluntad de expansión de este ideario a nivel global, que requiere imponer un proyecto civilizador alrededor de sus valores, este último, asentado nuevamente sobre las diferencias, es decir una nueva versión del colonialismo y del imperialismo. El tercer elemento ideológico es el de securitización y se presenta como el que operativiza los dos primeros al legitimar una narrativa alrededor de la seguridad y el orden para justificar una agencia política vertical que se traduce por la fuerza y la restricción de derechos.

2.1. Las fronteras sociales y raciales en las narrativas del Estado ecuatoriano: ejercicio del poder en un mundo neoliberal

En términos del pensamiento del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad que construyó una reflexión sobre los procesos coloniales del siglo XV y sus rezagos sobre las arquitecturas sociales, políticas y culturales de los pueblos de lo que hoy es América¹⁰⁸, el dispositivo que está en marcha en este contexto global es el de una continuidad de la *diferencia colonial* (Mignolo, 2007).

En efecto, sobre ese concepto se define la narrativa sobre la que se forjó la Modernidad y que requiere, precisamente, asentar las diferencias y los límites para construir discursivamente -alrededor de estas diferencias- los instrumentos del “progreso y desarrollo” (Mignolo, 2003). Estos valores, que también están anclados a la lógica global de la libertad y la democracia, se presentan entonces como los nuevos objetivos de un proyecto civilizador. La *diferencia colonial*, simboliza entonces ese lugar donde se marca la frontera divisoria entre la modernidad y la no-modernidad.

¹⁰⁸ Ver capítulo Primero 2. Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad y fronteras 2.2.Colonialidad del poder, del saber y del ser: expresiones visibles de la Modernidad

Maldonado-Torres (2007) subrayaba que “La diferencia colonial, de forma general, es, entonces, el producto de la colonialidad del poder, del saber y del ser¹⁰⁹”, es decir, el lugar preciso donde se expresan los sedimentos de la colonialidad que permean las múltiples capas de la vida social política y cultural de los individuos.

En la genealogía que hace Walter Mignolo (2003), la configuración del otro diferente nace durante la colonia del encuentro entre europeos y autóctonos y el sistema de dominio capitalista nace, mediante la expansión -a costa de este dominio- de los europeos sobre los pueblos que habitaban en las tierras colonizadas. Recordemos además que en la visión de Wallerstein (1992), una vez superados los periodos coloniales, con las independencias y la conformación de los Estado- nación como figuras de esta etapa tardía de la Modernidad, se configura a este Estado como el nuevo catalizador de ese “sistema-mundo” capitalista.

A través de ese sistema, se reproducen las necesidades del capitalismo que se condensan en el dominio de los ámbitos sociales y culturales bajo una lógica de poder descrita por Quijano (2014) como: el control sobre el trabajo, la naturaleza y sus recursos de producción, el sexo y la reproducción de la especie, la autoridad colectiva para asegurar el control de las relaciones y regular los cambios, y el modo de producir conocimientos. Asimismo, para asegurar aquel control y la división del trabajo necesaria a la reproducción del capitalismo, surge la idea de raza para jerarquizar y justificar la diferencia entre los roles que impone el capitalismo, es decir, el propietario capitalista y el trabajador (Quijano, 2014).

Cuando hablamos hoy del racismo como ideología transversal al capitalismo, pensamos en los sistemas de creencias compartidos por grupos amplios y heterogéneos como lo describe Pardo Abril. En tal sentido, la colonialidad del poder, del saber y del ser, cuyas expresiones se asientan sobre los señalamientos de las diferencias, sobre las categorizaciones de los grupos sociales en compartimentos, pero, sobre todo, sobre la jerarquización de los grupos y la dominación o superioridad de unos sobre otros, son muestras de cómo el racismo, en sus nuevas versiones globales neoliberales, sigue operando en múltiples ámbitos e influye sobre la formación y expresión de las identidades culturales y sociales, con formas más disimuladas.

¹⁰⁹ Idem

La adhesión a un modelo que impone relaciones desiguales de poder se obtiene desde un trabajo discursivo que opera paulatinamente, alimentado por valoraciones positivas en torno a ciertos códigos de conducta. En efecto, aquello se puede asimilar a lo que Frantz Fanon llamó el racismo cultural, al describir las diferentes formas que fue tomando la explotación colonial en la que los colonizados aceptaban poco a poco su expoliación. Este racismo, a diferencia de uno más abiertamente excluyente y físicamente violento que operó al inicio de los procesos coloniales, funciona haciendo “un llamado a grados diversos de adhesión, a la colaboración del autóctono [lo que] cambia las relaciones en un sentido menos brutal, más matizado, más cultivado” (Fanon 1965, 44).

A propósito de nuestro estudio de caso, las manifestaciones de este racismo latente, basado sobre la diferencia y dominio de identidades, son el resultado de un trabajo de largo aliento, que se ha ido cimentando con el tiempo y a través del ejercicio efectivo del poder. La aceptación de una aculturación a través de la adhesión a identidades globales uniformes y planas, que ilustramos con el ejemplo de la figura del “ciudadano”, que gravitan sobre un comportamiento de respeto del orden impuesto, el trabajo productivo y el consumo como fines, no se hacen necesariamente de forma violenta, sino con la participación activa o inconsciente de quienes son sometidos a un poder desigual.

Desde luego, las actuales formas difusas que desentrañamos en el discurso no han aparecido con la agencia de gobierno que rigió durante el mes de octubre 2019, sino que son resultado de la reproducción de las estructuras de dominio que fueron forjadas por lo que el colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad identifica como el inicio de la Modernidad y que sitúa en el siglo XV.

Entre las múltiples etapas de la historia del Ecuador que hemos analizado, hemos encontrado varias referencias del ejercicio de ese racismo estructural¹¹⁰. Puntualizamos además sobre las que más cercanamente preceden la crisis de octubre 2019, con la referencia a la década inmediatamente anterior del mandato de Rafael Correa (2007-2017) por ser la que registró con más evidencia incongruencias entre el discurso y los hechos. En efecto, durante esta

¹¹⁰ Ver Capítulo Segundo: Contexto histórico y socio- político del discurso. La construcción de la identidad ecuatoriana: de la Independencia al año 2019

etapa, y pese a la conquista en términos políticos y jurídicos que había alcanzado la CONAIE después de décadas de lucha y que se cristalizó con la incorporación del concepto de interculturalidad y plurinacionalidad en la Constitución de la República del Ecuador en el 2008, contradictoriamente, operó con fuerza el racismo a través por ejemplo de la destrucción de la institucionalidad indígena tal como el sistema jurídico (INREDH, 2018), el sistema intercultural bilingüe (Maldonado y Jijón, 2011) y la criminalización sistemática de la protesta social proveniente del movimiento indígena (INREDH, 2018). Esos atropellos que significaron retrocesos en la implementación de derechos de los pueblos indígenas aparecían aún más violentos al venir de una agrupación política que se autodenominaba de izquierda y progresista.

En el análisis de discurso de nuestro caso, tras la figura enaltecida del “ciudadano” como referente a alcanzar, se alimenta la representación de un sujeto desprovisto, tanto de su capacidad a autodefinirse en términos de clase social y por tanto imposibilitado de organizarse políticamente, cuanto de su posibilidad de autorreconocimiento identitario que le impide constituirse como un sujeto político que signifique un contrapeso al Estado, facilitando así una identificación con referentes planos y atomizados. Aquello deriva en que persista una estructura de poder ejercida desde la dominación en la que, en este caso, el ordenamiento social y cultural impuesto y homogéneo, sigue produciendo brechas sociales y raciales. Y si bien, en el discurso público, el racismo no se expresa en alusiones abiertamente despectivas hacia las identidades diferentes, su sentido está muy presente en el señalamiento de lo que no está incluido en la categoría de “ciudadano”. Aquello ha quedado patente en las representaciones sociales que se hacen de “los más pobres” y de los “campesinos” asimilados a los “indígenas”, así como a los que “promueven el desorden”.

Desde el caso analizado, vemos que ese racismo omnipresente se materializa a través de la construcción de la identidad sin identidad del “ciudadano”. Este es reproducido y alentado por el dispositivo del Estado como un sistema interconectado, que requiere de la perpetuación y afianzamiento de esa diferencia para asegurar su control sobre los individuos. Aquello explica en gran parte porque, los discursos a consonancia clasista y racista emitidos por autoridades del Estado en nuestro corpus de estudio consiguen cierta legitimidad, pues reflejan esa dimensión oculta, casi inconsciente de la sociedad, de considerar de manera

natural, a ciertas identidades diversas, como inferiores y por fuera de las categorías tradicionales del orden social, asimilando la diferencia y la separación de las identidades - considerando a unas por encima de otras- como inherente a la forma de concebir el mundo.

2.2. En la expansión colonial e imperial solo se trazan fronteras para dominar y subordinar

El racismo persistente en las estructuras del Estado ecuatoriano, heredado del colonialismo y fruto de la estructuración del capitalismo en su versión liberal decimonónica que construyó la idea de los Estados-Nación, se devela hoy con más fuerza en el seno de los Estados-nación bajo una estrategia a más gran escala con rasgos globales.

En efecto, no es extraño que, con las posibilidades que ofrece hoy el mundo conectado, el papel que ya habían desempeñado los Estados liberales en la transición hacia el modelo capitalista en el siglo XIX y XX, se haya reforzado drásticamente. En efecto, de acuerdo con David Harvey al que nos hemos referido largamente, en aquella transición, los Estados han sido útiles “no solo para forzar la adopción de dispositivos institucionales capitalistas, sino también para adquirir y privatizar determinados bienes como cimiento original para la acumulación de capital” (Harvey 2004, 82).

Así, en el contexto actual, para que esas lógicas subsistan y se perpetúen, Harvey menciona nuevos procesos de colonialismo e imperialismo que, así como operaron en varias etapas de acumulación de capital de los siglos XIX y XX a través de la invasión a menudo violenta de territorios, hoy se presentan con nuevos rasgos y modalidades, pero en el fondo, responden al mismo objetivo de expansión. Así, el denominado “Nuevo Imperialismo”¹¹¹ (Harvey, 2004) que ha cobrado fuerza en el siglo XXI gracias a las infinitas posibilidades ofrecidas por la tecnología y la globalización de los mercados, ha dado paso a un control no solo del espacio, sino también del tiempo, dando la ventaja a los capitales hegemónicos sobre los más débiles que requieren de recursos inmediatos para sostenerse. Así, por ejemplo, el endeudamiento de los países a través de los organismos bancarios internacionales, bajo condiciones que impactan sus economías en el mediano y largo plazo, son modos de presión

¹¹¹ Capítulo Primero. 3.5. El nuevo imperialismo y sus dimensiones simbólicas

que abonan a la subordinación de ciertas naciones sobre otras y garantizan el mantenimiento del desarrollo geográfico desigual (Smith 2020) como condición inherente al mantenimiento del capitalismo.

En la coyuntura en la que se desarrolla nuestro estudio, se materializa justamente lo dicho por Harvey pues las medidas del gobierno que han dado pie a las protestas son la traducción de la estrategia global de la expansión de la acumulación del capital, que, a través de los organismos internacionales dictan políticas de intervención en las economías locales en nombre del desarrollo y progreso. En efecto, las decisiones tomadas por el gobierno de Lenin Moreno, en cuanto a la suspensión de los subsidios a los combustibles y la reducción del aparato público, responden a las exigencias del Fondo Monetario Internacional con el que el país se ha endeudado, y que impone sus condiciones para garantizar el reembolso de aquella deuda¹¹².

La adquisición y privatización de determinados bienes de las que habla Harvey, se perfecciona en la deuda interminable que constriñe al Estado ecuatoriano con esos organismos y que lo pone en una perpetua posición de dominación y dependencia. Aquello se relaciona nuevamente a la práctica del concertaje descrita por Dávalos (2003) a propósito del sistema hacienda vigente en el siglo XIX, a través de la cual los propietarios de las haciendas mantenían endeudados a sus trabajadores para que su dominio sobre ellos persistiera continuamente y nunca pudieran salir de esa relación de subordinación.

La insistencia en la promoción de un sistema basado en el “trabajo”, el “orden” y el “desarrollo”, que está presente en el discurso del Estado analizado, con su defensa reiterativa de las medidas económicas tomadas, no es más que otra señal de la voluntad del fortalecimiento del modelo neoliberal. En su actual necesidad de mayor expansión global, el discurso que lo legitima consiste en inscribir en el imaginario colectivo, los valores de progreso, prosperidad y desarrollo como la finalidad a alcanzar dentro de un proyecto civilizador. Para cumplir con ese fin, se promociona la idea del “trabajo” y “orden” y el control sobre la naturaleza como condiciones ineludibles. La otra cara de la moneda de esta

¹¹² Ver Capítulo tercero. 2. Análisis cuantitativo y cualitativo del caso de estudio. 2.1. Hito 1: Anuncio de las medidas. Inicio del paro 1 al 6 de octubre 2019.

lógica de expansión es que, para que pueda cumplirse, es necesario un desarrollo desigual en las distintas escalas geográficas.

En efecto, tal como lo desmenuzaba Neil Smith con su teoría de desarrollo geográfico desigual,

bajo el dictado del proceso de acumulación, el modo de producción capitalista debe expandirse de forma continua para sobrevivir (...). El capital se cierne sobre la tierra en busca de recursos materiales, y entonces la naturaleza se convierte en *un medio de producción universal* en el sentido de que no solo suministra los sujetos, los objetos y los instrumentos de producción, sino que también es, en su totalidad, un apéndice del proceso de producción (Smith 2020, 80).

No obstante, esa lógica, para subsistir requiere mantener intrínsecamente desigualdades entre los espacios geográficos pues, para que los ciclos de acumulación de capital y de reinversión se sigan manteniendo, y así evitar las crisis de sobreacumulación (Harvey, 2004), la distribución del mundo en distintas escalas es necesaria, y, por ende, la subordinación de ciertos espacios a otros también.

Lo anterior explicaría de algún modo por qué las lógicas de un sistema global mantienen a determinados espacios geográficos, materializados en Estados- nación, como proveedores de materias primas, con pocas posibilidades de modificar sus matrices productivas y que, a raíz de esta dependencia volátil e inestable, estos se ven sumidos a la obligación de endeudarse para subsistir. Como consecuencia del endeudamiento, son sometidos a condicionamientos que derivan en ingentes medidas económicas y sociales, como las que han dado pie al conflicto que analizamos en este estudio.

El Ecuador es un país marginal en el orden global, sin embargo, alberga interesantes recursos naturales para los fines del capital global, por lo que se ha convertido en un punto de interés a explotar. Las reformas internas, que en el fondo tienen como propósito agrandar el endeudamiento externo, y facilitar las inversiones de grandes capitales son una muestra fehaciente de cómo opera el capital global en su afán de expansión. En ese contexto, el Estado actúa de forma funcional para “asegurar y promover los dispositivos institucionales externos e internacionales que hacen funcionar las asimetrías en las relaciones de intercambio en beneficio de la potencia hegemónica” (Harvey 2004, 139).

Una vez más, esas asimetrías se asientan sobre la dominación social y racial, en la que, los trabajadores reciben el mayor impacto pues sobre sus vidas recaen directamente las medidas económicas tomadas al restarles nivel adquisitivo y posibilidades de empleo digno, y, al mismo tiempo, impactan sobre los pueblos indígenas ya que, a menudo, en sus territorios de vida se encuentran los recursos naturales que son mercantilizados a través del Estado a empresas foráneas.

2.3. La securitización: estrategia que alimenta y sostiene el *statu quo*

Para garantizar el funcionamiento del orden neoliberal y de su proyecto incesante de expansión, se requiere, además de un aparataje ideológico que afiance sus ventajas, uno operativo, que repose sobre los valores de “seguridad”, “orden” y “ley” y que imponga el miedo como estrategia de poder.

Como lo vaticinó David Harvey (2004) con la denominación de “proyecto neoconservador” para señalar la política empujada por el gobierno de Bush en Estados Unidos a inicios del siglo XXI, que asociaba los términos de “libertad”, “democracia” con “respeto hacia la propiedad privada, el individuo y la ley” (Harvey 2004, 147), esta se aceleró y se expandió desde entonces de manera estrepitosa. En efecto, el atentado acaecido en el 2001 a las Torres Gemelas en Nueva York constituyó un hito que daría pie a la legitimación, con alcance global, de una estrategia de expansión del capital con formas abiertamente violentas, al colocar al hegemon de Estados Unidos como una brújula moral y simbólica de la democracia, otorgándole así el papel de dictar y elegir los enemigos a contrarrestar.

Aquellos enemigos se tradujeron, para las realidades de América Latina, como los actores del crimen organizado transnacional, elevados en adelante a la categoría de terroristas, pero también, y a través de un deslizamiento discursivo, amalgamados a los colectivos defensores de derechos, organizaciones sociales y partidos políticos de izquierda– también tildándolos de criminales y terroristas- por incurrir en acciones que van en contra de lo que el discurso oficial califica de “orden” y “seguridad”.

Esta hábil estrategia discursiva, que asocia la lucha social a la delincuencia, asimilando la protesta al caos, y, por ende, a sus actores como transgresores, está muy presente en el

discurso del Estado durante todas las etapas del Paro Nacional Octubre 2019. Aquella estrategia, como hemos visto, en este caso, sirvió para justificar la acción coercitiva del Estado y las víctimas mortales que dejó a su paso.

Pero más allá de su función inmediata, como respuesta del gobierno de Moreno para intentar salvar su capital político, aquella estrategia, se constituye como un rasgo ideológico que consigue afianzar una inversión de valores, ya que, a fuerza de condena moral de la protesta, vaciándola de su contenido político para hacerla ver como mera acción violenta sin propósito, se ha logrado posicionar un rechazo a más gran escala, sobre la base de la asociación entre la defensa de derechos y la voluntad de unas minorías para generar el desorden.

Por tanto, la securitización como estrategia discursiva que apuesta por ofrecer respuestas coercitivas a las problemáticas delincuenciales y criminales, y, de paso, contener todos los intentos de reivindicación frente a los abusos de poder, es inherente al neoliberalismo. Para mantener su *statu quo*, y por tanto alimentar la lógica del desarrollo desigual, el sistema neoliberal requiere condenar desde la retórica de la moral a los actores que intentan desafiar los preceptos que ha posicionado como ideario innegociable y que reposan sobre el enaltecimiento del trabajo, la producción y la prosperidad material. Así todos aquellos que subviertan ese orden actuarían como enemigos de ese progreso que se presenta como posible para todos, siempre y cuando se cumpla con las normas y el esfuerzo laboral. Al mismo tiempo, este orden requiere legitimar y blanquear sus acciones violentas a nombre de valoraciones morales superiores como la seguridad, el orden y el progreso, convenciendo de que el bien común está garantizado cuando el sistema funciona sin tropiezos. Así, la intervención de la fuerza pública contra la población civil, a nombre del orden interno, se presenta como el apéndice violento encargado de restablecer ese orden e impedir que la maquinaria productiva deje de funcionar. El Estado, cumpliendo con su rol de responsable en la utilización de su brazo armado, justifica su accionar aduciendo su responsabilidad en el mantenimiento de ese orden económico y político, y se presenta de esa manera como el garante del sistema neoliberal en la escala territorial de esa nación.

La máxima expresión de ese control territorial sucede cuando el gobierno acude al estado de excepción, como medida de despliegue total de su arsenal operativo, con la restricción de derechos a la que ya nos hemos referido.

Los elementos discursivos del Estado a los que hemos pasado revista con detenimiento marcan todas las características del ejercicio de poder según un orden neoliberal, funcional a una lógica global capitalista cuyo motor es la acumulación de capital y los valores, los de progreso, individualidad y protección de la propiedad privada. En ese marco, el Estado ecuatoriano, en la coyuntura de 2019, parece no ser muy desafiante con ese sistema de valores, y, aun si intenta débilmente construir una retórica alrededor de los intereses de la nación, la solidez de sus argumentos se desactiva por sus acciones y decisiones.

En este marco, y sin mayor dificultad, se identifican las concepciones inmersas en su discurso y que marcan unas claras fronteras sociales, clasificando a los sectores sociales según una lógica simplista en la que la pobreza es entendida como la falta de bienes materiales, y es asociada a la mantención de una estructura social liberal caduca del siglo XIX, en la que el imaginario que perdura es que los “indígenas” y “campesinos” son similares y que su falta de bienes materiales es una condición innata y fijada en el tiempo y en el espacio. El resto de la población, la “ciudadanía” se representa como un ente amorfo y desprovisto de condiciones sociales e identidades culturales variadas, pero se caracteriza por su compromiso con el trabajo y un imaginario nacional que no es muy preciso en su narrativa. Finalmente, la concepción territorial está dada por las fronteras nacionales, dentro de un sistema internacional con sus lógicas de expansión, del que también es funcional y, de una soberanía nacional marcada por la autoridad ejercida en el espacio geográfico mediante el control de la fuerza pública.

3. La CONAIE y sus representaciones sociales

3.1. La autodeterminación de los “pueblos y nacionalidades”: núcleo de la representación cultural, social y política de la CONAIE

Frente a las representaciones sociales que hace el Estado en su discurso de las dimensiones culturales, políticas, sociales y territoriales, la CONAIE propone una visión dual de la noción

de “pueblo” asociada a su relación con la “nación”, “la patria”, “Ecuador/ecuatoriano” y “país” pues asume por una parte, una identificación con los valores que tienen íntima relación con la construcción narrativa de esa nación, en la que reconoce sus símbolos, su lengua, su sistema político y social e incluso expresa un sentimiento de pertenencia. Esta representación se ve a menudo plasmada en el texto a través del lema “pueblo ecuatoriano”.

Pero, por otro lado también, y sobre lo que nos concentraremos primero, la narrativa de la CONAIE pone constantemente en valor la identidad ligada a los “pueblos y nacionalidades indígenas” como un conjunto de códigos culturales que coexisten con el llamado “nacional”. En los discursos se distingue la utilización reiterada de “pueblos y nacionalidades indígenas” para marcar a estas identidades diversas que se revelan a través de su decisión colectiva de autodeterminación (Anexos CONAIE H2 Doc 9 2019).

Esta forma de autorreconocimiento inmersa en el lema de “pueblos y nacionalidades indígenas” implica un trabajo colectivo de definición de objetivos comunes además de consensos en la adopción de formas simbólicas de convivencia, comportamiento, gobernanza y organización de la vida social y su aplicación se caracteriza por la revitalización de los espacios de encuentro, las posibilidades de diálogo entre culturas con el objetivo de romper con el esquema heredado de la historia hegemónica, en el que una cultura es dominante y otras son subordinadas.

La representación social que se teje alrededor de la autodeterminación, inmersa en un proyecto plurinacional e intercultural¹¹³, se caracteriza en que la concepción de “pueblos y nacionalidades” navega en un diálogo de ida y venida entre los códigos clásicos de lo nacional y los de las identidades diversas presentes en el escenario ecuatoriano.

En este contexto utilizamos la expresión “proyecto” plurinacional e intercultural, por un lado, porque esta representación está en permanente construcción y no se considera como algo finito. Por otro lado, la calificación de “proyecto” alude a la conexión de la CONAIE con unos idearios filosóficos -en este caso, de la plurinacionalidad y de la interculturalidad- que sugieren una postura institucional y colectiva determinada y que persigue un propósito

¹¹³ Ver capítulo segundo 2.1. El camino al Estado Plurinacional e intercultural y hacia el *Sumak Kawsay*

común preciso. En otras palabras, este proyecto se inserta en una aspiración permanente de construcción de sociedad por la que pugna la CONAIE, marcada por unos rasgos distintivos y genuinos que identifican su forma propia y reconocible de concebir las relaciones culturales, sociales, políticas y territoriales.

Las menciones a “pueblos y nacionalidades indígenas” en el discurso de la CONAIE están dotadas de una profundidad histórica e incluso jurídica que sugieren la configuración de una identidad enmarcada en una decisión política que se decanta en la autodeterminación. En efecto, para la CONAIE tanto el concepto de “pueblo”, como de “nacionalidad” e “indígena” surgen como una construcción histórica y una decisión colectiva para dar forma a instituciones, estatus político, cultural y territorial específicos y cuya agencia reposa sobre las nociones de plurinacionalidad e interculturalidad como orientaciones sobre cómo alcanzar esa construcción.

Así para la CONAIE un “pueblo indígena” es

una colectividad cohesionada por un conjunto de factores; ocupan un territorio definido, hablan una lengua común, comparte una cultura, una historia y aspiraciones comunes; factores que les diferencian de otros pueblos y que han hecho posible que desarrollen instituciones sociales particulares y formas de organización relativamente autónomas. [...] Un pueblo indígena se define como tal en relación con una sociedad que no es originaria y que no logra serlo, por la conciencia que desarrollan sus miembros sobre esta situación” (CONAIE, 1997, 47).

Y una “nacionalidad indígena” se define como

un conjunto de pueblos milenarios anteriores y constitutivos del Estado ecuatoriano, que se autodefinen como tales, que tienen una identidad histórica, idioma, y culturas comunes, que viven en un territorio determinado mediante sus instituciones y formas tradicionales de organización social, económica, jurídica, política y ejercicio de autoridad (Consejo de Desarrollo de Nacionalidades y Pueblos del Ecuador, 1997)

En ese marco, los elementos que construyen la identidad alrededor de los “pueblos y nacionalidades indígenas” no tienen que ver con una idea de recuperación de la etnicidad o el carácter ancestral de las poblaciones, sino como una posibilidad de auto concebirse desde lógicas diferentes a las nacionales y así crear la oportunidad de cimentar una sensibilidad cultural, social y política que dé paso a otro tipo de relación con el Estado y entre los actores

sociales. Esa construcción de relación distinta se configura en los términos de la plurinacionalidad y de la interculturalidad.

Como lo subrayaba Catherine Walsh, la interculturalidad “debiera ser pensada menos como sustantivo y más como verbo de acción” (Walsh 2009, 42) pues efectivamente, su característica intrínseca reside en su práctica (entendida como agencia) y en su construcción constante. En efecto, la interculturalidad implica una intención de enseñanza y aprendizaje, de intercambio continuo de valores, lógicas y conocimientos. Su objetivo no es solamente la transmisión de nuevos saberes que rompan con las formas duales de comunicar, sino con la búsqueda del fomento de la reciprocidad como una práctica transversal. La concepción misma de la interculturalidad, en la que no se reproducen las relaciones de dominación/subordinación sugiere la construcción de identidades cuyas formas de convivencia operan en el marco del respeto y de la inclusión.

Esta concepción que forja identidades culturales en plural visibiliza la heterogeneidad cultural como una riqueza y rescata el carácter dinámico y polisémico de las identidades, con una intención de formar colectivos que propongan una convivencia articulada bajo un intercambio cultural simétrico.

La plurinacionalidad es un modelo político y filosófico que pretende enfatizar sobre la diversidad de pueblos y nacionalidades indígenas dentro de la nación, presentada tradicionalmente como homogénea y lineal. También propone cuestionar la idea de un modelo único de nación (Walsh 2008).

La plurinacionalidad mantiene un eje de convergencia con la interculturalidad porque sólo puede construirse conectando a los diferentes sectores sociales, tomando en cuenta sus necesidades, demandas y concepciones. En efecto, la interculturalidad no sólo nos permite adherirnos al reconocimiento de la diversidad, sino que, además del Estado plurinacional, construye nuevas relaciones y condiciones sociales para las personas y los colectivos, para que puedan transformar radicalmente las estructuras, instituciones y relaciones dentro de la sociedad. Como señaló además Walsh, "Es este vínculo entre el proyecto de Estado plurinacional y la interculturalidad, lo que permite articular un proyecto social, político y

ético, de carácter decolonial, diseñado ya no sólo para los pueblos indígenas sino para todos” (Walsh 2009, 99).

La perspectiva de estas concepciones no consiste en cancelar o negar los sedimentos coloniales que marcan influencias culturales e identitarias, ni en defender una esencia étnica pura. Por el contrario, la plurinacionalidad y la interculturalidad exigen el reconocimiento de la libre autodeterminación de las identidades múltiples, y postulan que los sujetos colectivos y políticos, históricamente marginados por su identidad y condición social, puedan hacer oír su voz y desempeñar plenamente su papel en el seno de la sociedad ecuatoriana.

En la propuesta plurinacional e intercultural, así como en la configuración discursiva que hace la CONAIE, reconocemos rasgos de la superación del esencialismo y del constructivismo planteada por Alejandro Grimson cuando habla de la “experiencia compartida” (Grimson 2020,133) en la que los procesos históricos y políticos que dejan a su paso sedimentos consiguen fabricar nuevos dispositivos culturales.

Es evidente que la CONAIE como organización social, en su propósito político se apropia de los sedimentos de su acumulado histórico y a menudo acentúa estratégicamente ciertos rasgos que permiten la identificación de la pertenencia de sus miembros a los diferentes pueblos y nacionalidades. Es lo que Grimson (2020) llama el instrumentalismo, y que es una de las formas que, al forjar una narrativa reconocible socialmente actúa como legitimador y permite posicionarse para sortear los conflictos, especialmente los que afronta con el Estado.

Aquel dispositivo narrativo también se inscribe en la noción acuñada por Miguel Alberto Bartolomé, de las “fronteras étnicas” como dispositivos culturales que se construyen, más allá del patrimonio cultural compartido y que funcionan como “construcciones ideológicas de sus protagonistas” (Bartolomé 2015 97). Estas sirven fundamentalmente para dotarse de un espacio de negociación de demandas y reconocimiento, que, en el caso de la CONAIE, sobrepasa incluso las reivindicaciones propias de los pueblos y nacionalidades y se amplía a la dimensión del “pueblo ecuatoriano” como un sujeto de derechos sociales y políticos.

De la misma forma que hemos señalado que la plurinacionalidad y la interculturalidad se constituye como un proyecto en curso y continuo más que un objetivo puntual a alcanzar y

que además rebasa la noción de la etnicidad, Bartolomé señalaba que las fronteras étnicas son “contextuales, interactivas, procesuales, contrastivas y que no dependen de un patrimonio cultural para afirmarse” (Bartolomé 2015,97). En tal instancia, ofrecen una multitud de posibilidades de construcción de expresiones culturales, sociales y políticas que van mucho más allá de lo étnico y lo cultural como tradicionalmente se los representa, fijados en el tiempo y en el espacio.

Notamos, además, a través del análisis discursivo, que la plurinacionalidad e interculturalidad o las “fronteras étnicas” resuenan más allá de las fronteras nacionales tradicionales, pues el espacio de encuentro, de diálogo y de correspondencia de los “pueblos y nacionalidades indígenas” opera a nivel internacional a tal punto que, bajo esa construcción identitaria, aunque diversa, se ha alcanzado la conformación de instituciones e instrumentos supranacionales para la defensa de sus derechos.

A través del principio de autodeterminación, que organiza la presencia de colectivos de pueblos indígenas en varios entornos nacionales, se conecta un reconocimiento mutuo entre estos grupos, que configura una hermandad que trasciende las fronteras nacionales. De hecho, el lema “hermano/a/s” que hemos analizado específicamente en el hito 2, se presenta como el que recalca este reconocimiento mutuo (Anexos CONAIE H2 MC2). Uno de los puntos de coincidencia, es justamente la práctica de la relación intercultural cuya característica transversal consiste en la construcción de sociedades en las que puedan coexistir saberes, sentidos y prácticas, lógicas y racionalidades distintas.

En su dimensión territorial, la autodeterminación, la interculturalidad y plurinacionalidad también toman todo su sentido. A menudo las voces opositoras al proyecto de la CONAIE intentan posicionar la idea de que el concepto de plurinacionalidad implica una partición de la unidad territorial nacional, en la que los pueblos y nacionalidades pretenderían trazar unas fronteras que les separaran de la nación ecuatoriana y donde regirían sus propias normas y leyes. Desde la lógica de la concepción liberal, se podría interpretar de ese modo la plurinacionalidad en un sentido estricto. Es así como, de hecho, el discurso del Estado lo ha descifrado cuando, al haberse declarado el estado de excepción, la CONAIE, como provocación, y a modo de dar una respuesta que utilizaría el mismo léxico, declaró el “estado

de excepción” en los territorios indígenas (Anexos CONAIE H1 Doc 3). Frente a esa declaratoria, el Estado cuestionó a la CONAIE insinuando el carácter segregacionista de su proyecto (Anexos ESTADO H2 Doc 1).

No obstante, en su capítulo territorial¹¹⁴, la plurinacionalidad, anclada a lo que ya hemos desarrollado sobre la interculturalidad y la autodeterminación como elementos interdependientes, se asocia con unas condiciones que caracterizan a todos estos conceptos: la vida en comunidad y las autonomías como posibilidades de ejercer la defensa de derechos.

En efecto, la representación del territorio retratado con insistencia en el discurso de la CONAIE se refleja como la dimensión que permite el ejercicio de autodeterminación, y que solo se puede concebir desde una perspectiva colectiva y comunitaria.

Desde el momento en que se determinaron los “pueblos y nacionalidades indígenas” como entidades políticas, jurídicas y culturales, se visibilizaron todas las capas que constituyen sus propios modos de vida, tejidos bajo decisiones comunitarias, y que, requieren, para su reproducción y consolidación, unos mecanismos de salvaguarda, frente a un modelo unitario nacional y global que los quiere subsumir, invisibilizar o borrar.

Cuando se habla de la “defensa de los derechos” en lo que atañe a la educación intercultural, a la justicia indígena, a la salud indígena, entre otras, se refiere a la consolidación de unos códigos comunes que enlazan a los “pueblos y nacionalidades” más allá de sus particularidades y diversidades. Esta consolidación solo se puede entender desde el carácter comunitario de los pueblos y nacionalidades, que se conforman así, como un sujeto colectivo que comparte el deseo común de subsistir.

En este sentido, la reivindicación política y social con relación al territorio, más allá de muchos otros sentidos que abarca la dimensión territorial, en el discurso de la CONAIE se consolida como el espacio posible de la reproducción de la vida, en función de una libre elección de los modos, usos y costumbres en cuanto a educación, salud, organización política y social, etc.

¹¹⁴ Ver Capítulo Segundo. 2.La lucha del movimiento indígena: avances clave y nudos críticos. 2.3.El territorio como derecho y forma de resistencia a los extractivismos

Las autonomías, por tanto, devienen, a partir de esa libre elección, el instrumento para poder ejercer esos modos, usos y costumbres, es decir, espacios en que el Estado central, desde una visión intercultural, deje de imponer su única versión de gobernar, educar, sanar, y, de paso a un diálogo de saberes en que se pueda compartir experiencias diversas y enriquecerse unos a otros.

3.2. El “pueblo”: origen de la lucha de la CONAIE y símbolo de su alcance nacional

La segunda representación de “pueblo”, de acuerdo con el análisis cualitativo del corpus, se sintetiza en la asociación con un ente homogéneo “el pueblo ecuatoriano” a la manera que lo hace el Estado, pero con la diferencia que, en lugar de la descripción que hacían los voceros estatales de “país”, “patria”, “nación”, “ecuatorianos”, “ciudadanía” o “pueblo” como conjuntos uniformes y actores beneficiarios de la acción paternalista del Estado, “el pueblo” evocado por la CONAIE es el protagonista activo que se describe como un cuerpo viviente con capacidad de sentir y tomar decisiones. Adicionalmente, este “pueblo” del que habla la CONAIE, está enmarcado en su dimensión política y social, lo que se personifica en el discurso con la permanente alusión al reclamo y la lucha por sus “derechos” (Anexos CONAIE H1 MC1; Anexos CONAIE H2 MC1).

La nominación de “pueblo” en su escala política y social conectado con la defensa y la “lucha” por los “derechos” es una temática permanentemente presente en el discurso de la CONAIE. En efecto, esta se remite al proceso político e institucional del movimiento indígena que, fruto de su organización e incursión institucional en la vida política del Ecuador, fue ganando protagonismo.

Por tanto, aquella nominación de “pueblo”, asociada a la defensa de los “derechos” se remite a las configuraciones políticas que empezaron a regular las relaciones económicas y productivas en Ecuador a partir con los procesos de modernización que tomaron fuerza después de la Revolución Liberal de finales del siglo XIX. Con estos procesos que llegarían con el auge de la producción agrícola, se afianzó lo que se denominó “modelo económico (...) “primario exportador” (Maldonado 2006, 85) y con este “los actores sociales y políticos

fueron la burguesía y su contraparte el obrero, el trabajador asalariado” (Maldonado 2006, 86). Los dos últimos considerados como el “pueblo”.

Este modelo de la economía ecuatoriana, impulsado con prioridad desde la burguesía y que se afianzaría durante la primera mitad del siglo XX, vendría acompañado de la aparición de una organización social que conjugaría los colectivos sociales campesinos indígenas con los sindicales urbanos, con reivindicaciones sobre los “derechos” ligados a la educación, el salario, al acceso a la tierra y al cese de los abusos por parte de las élites terratenientes. En este esquema organizativo, se haría presente la influencia del modelo de Partido Comunista y de los procesos revolucionarios rusos y cubanos (Maldonado 2006, 86). Estas influencias incorporarían el carácter de clase dentro de la narrativa de los colectivos sociales indígenas en ciernes, cuyos rezagos permanecerían en todo el camino de conformación de los movimientos como los conocemos hoy¹¹⁵.

La dimensión de clase en la “lucha” del movimiento indígena ecuatoriano devino un punto clave pues es la que configuró el alcance nacional del movimiento, especialmente de la CONAIE que consiguió con el tiempo y las protestas, un protagonismo incluyente de todos los sectores sociales trabajadores, y en especial, bajo el esquema de la lucha obrera y campesina, la defensa de los derechos de la clase popular, o, en otras palabras, el “pueblo”. Encontramos entonces en esta concepción plural, el carácter intercultural como eje transversal, no solo del reconocimiento identitario, sino también de la construcción del esquema social que proyecta implementar perpetuamente como organización social. Tal como lo señalaba Catherine Walsh, la mirada intercultural implica la articulación de un proyecto social, político y ético “ya no pensado sólo para los indígenas sino para todos” (Walsh 2009, 99).

Aquella concepción, que configura la representación social de la CONAIE como un movimiento en defensa de los “derechos del pueblo” es un eje primordial del discurso, pues encontramos en el análisis cualitativo, múltiples menciones a la “lucha” histórica del

¹¹⁵ Ver capítulo Segundo: Contexto histórico y socio- político del discurso. La construcción de la identidad ecuatoriana: de la Independencia al año 2019 1. La lucha del movimiento indígena: avances clave y nudos críticos

movimiento indígena (Anexos CONAIE H2 MC1) en donde se insiste en los intereses comunes que mueven a la clase popular trabajadora, en la ciudad y en el campo, y que sufre en primera línea los embates de una economía capitalista que, en el contexto ecuatoriano, cuyo modelo primo-exportador persiste, y con un paupérrimo desarrollo industrial y terciario, no le permite mucho margen de estabilidad económica y condiciones sociales mínimas.

En esta segunda concepción de “pueblo” se traduce la dimensión política que la CONAIE ha conseguido posicionar en el imaginario social ecuatoriano, en la que el “pueblo” es un sujeto colectivo, que, en medio de su diversidad identitaria, se aglutina alrededor de intereses comunes y en prioridad por sus “derechos” anclados a las realidades de la estructura económica del país. El posicionamiento de este sujeto social y político de derechos, bajo una narrativa que se aleja de la tradicional del “mestizo” o del “ciudadano” posibilita un diálogo con el Estado en condiciones que no solo se operen desde la obediencia, la lealtad o la obligación, sino desde la reivindicación, la revelación de la autodeterminación y la búsqueda del reconocimiento y el respeto en igualdad de condiciones.

4. Las apuestas ideológicas de la CONAIE. ¿Otras fronteras posibles?

Luego del recorrido analítico alcanzado, este acápite procurará dejar sentados los hallazgos que responderán a la hipótesis planteada, pues una vez que hemos puesto sobre la mesa los fundamentos ideológicos sobre los que reposa el discurso del Estado, es hora de aterrizar sobre algunos elementos que nos permitan identificar si las narrativas de la CONAIE posibilitan o no interpretaciones distintas a las cimentadas por ese modelo de Estado. ¿Qué otras definiciones del concepto de “fronteras” culturales, sociales, políticas y territoriales podemos alcanzar?

El proyecto político y social de la CONAIE se presenta como una tarea de largo aliento. Y si bien, como organización social, no ha dejado de participar de la coyuntura política y ha librado sus luchas enfrentando el poder a partir de situaciones concretas, su visión de cambio para el mediano y largo plazo es constante. A la vez es consciente de que multiplicar las adhesiones hacia contenidos ideológicos distintos es un camino largo que requiere, paso a paso, reinventar las narrativas que por tanto tiempo han colmado el ambiente y las mentes.

Lo ocurrido durante las protestas de Octubre 2019 contribuyó sin duda a visibilizar la presencia de esas otras realidades que son parte del escenario social de Ecuador y que son lejanas de lo que las élites imaginan desde sus posiciones privilegiadas.

Cabe reconocer, llegada esta etapa de la investigación, que el corpus recopilado y analizado dista mucho en retratar todos los acontecimientos del Paro de Octubre 2019, lo que tampoco era objeto de este estudio. Sin embargo, nos parece necesario puntualizar que los eventos que sucedieron en todos los puntos del país durante esos trece días alcanzaron niveles de violencia extrema, que más allá del saldo de fallecidos, ha dejado también un resultado trágico en términos de traumas colectivos a raíz de los enfrentamientos físicos y simbólicos que resquebrajaron a muchas familias y comunidades.

Más allá de los relatos de los acontecimientos, esta última parte de la investigación en su fase interpretativa busca poner en evidencia los contenidos ideológicos inmersos en los discursos y pronunciamientos públicos, que son el hilo conductor que conduce la acción permanente de la CONAIE y que podrían configurarse como un horizonte de modelo diferente al que ha permanecido y que, a todas luces no ha hecho sino ahondar las desigualdades.

Las apuestas ideológicas que se desprenden del discurso, si son vistas a la luz de la genealogía de la lucha de la CONAIE, marcan definitivamente diferencias en las definiciones de las “fronteras” que ha construido el Estado liberal, aun si permanecen estructuras dentro de las que la CONAIE ha elegido movilizar su proyecto político. Identificamos en esta trama narrativa tres marcos ideológicos centrales que organizan un andamiaje alternativo en el que las “fronteras” se tornan, en términos del devenir de una población en su conjunto, como elementos de inclusión y consenso.

Estas tres vertientes ideológicas, que están íntimamente relacionadas, no se pueden explicar de forma atomizada. El desafío de la CONAIE al poder y a la estructura ideológica neoliberal vigente se concentra entonces sobre tres propuestas centrales, una de carácter decolonial, otra anti-capitalista y la última ambiental, todas estas con el propósito de dismantelar las relaciones de dominación que permean el sistema instituido cuyos cimientos reposan sobre la diferencia racial, social y de dominio sobre la naturaleza.

Al inscribirse en una vertiente decolonial, cuyos ejes centrales de orientación se consolidan alrededor de la plurinacionalidad, la interculturalidad y el *Sumak Kawsay*, la CONAIE expone los cimientos filosóficos de su proyecto y de su propósito social y político. No obstante, consciente de que su agencia se desarrolla en un marco real y determinado, su institucionalidad se inscribe dentro de los márgenes de la construcción nacional del Ecuador, del que reconoce sus autoridades, entidades administrativas y políticas, sus códigos culturales homogeneizados por el relato de la nación y sus límites geográficos. Las relaciones que establece con pueblos y nacionalidades de otras latitudes están atravesadas por una hermandad que se define a través de la autodeterminación, pero también guardan el reconocimiento de pertenencia nacional.

En virtud de esa concepción dual, su lucha no ha dejado de ser compatible con una concepción de corte decolonial, pues desde su experiencia la CONAIE ha percibido la importancia estratégica de llevar adelante un proyecto político y social en el que se incluya al Estado como una estructura de referencia para construir un modelo de sociedad diferente sobre una base existente e histórica. Su apuesta en ese sentido se basa en ir modificando desde dentro los códigos de referencia de esta sociedad, sin afán de hacer desaparecer los rezagos que dieron pie a su existencia actual, sino de recuperarlos y re-semantizarlos desde valores diferentes para construir un futuro en que todos los grupos humanos contenidos dentro de ese marco llamado Ecuador, tengan posibilidades de supervivencia y de vida digna.

En este sentido, la creencia del modelo decolonial impulsada por la CONAIE, aplicada a la realidad del marco del Ecuador, si bien pone en cuestión la concepción lineal de su composición cultural, y pugna por el reconocimiento plural de las identidades, reconoce también la riqueza de los sedimentos históricos productos de las luchas y las mezclas, y propone una dignificación de estos sedimentos derribando los fraccionamientos sociales y raciales que han permanecido y que han arrinconado a poblaciones enteras en condiciones de subalternidad. La recuperación de la historia y sus episodios se constituye también como la oportunidad de mantener en la memoria los fallos y abusos sistemáticos cometidos sobre esas poblaciones y así erradicar esas lógicas de poder.

En ese sentido, esa mirada decolonial se hace eco del pensamiento del colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad sobre todo en su capacidad crítica a la Modernidad que le permite evidenciar las capas en las que se siguen operando la colonialidad del poder, del saber y del ser. El intelectual quichua Otavalo Luis Maldonado Ruiz quien ha contribuido en gran medida a los principios filosóficos de la CONAIE subrayaba en un pronunciamento en el año 2010,

Esta colonialidad del poder vigente en nuestros países se sustenta en un sistema de pensamiento eurocéntrico que ha castrado las posibilidades de construir un pensamiento crítico desde nuestras perspectivas de pueblos que buscan una auténtica liberación. (...) La constatación de esta realidad colonial ha llevado (...) a plantear la necesidad de una crítica radical al sistema de pensamiento dominante que sustenta al sistema mundo capitalista” (Maldonado, 2010, 196).

En su propósito de cambio, la CONAIE consigue elaborar, aterrizando de la teoría hacia la práctica, una narrativa genuina que es capaz de contener y desentrañar las complejidades de unos pueblos que a través de su historia han constituido múltiples capas identitarias sociales y culturales, que a la vez incluyen la huella colonial como una herida que se quiere tapar pero que también representa una riqueza. Así, cuando el “pueblo” es nombrado en medio de esa polisemia, las comunidades rurales, los gremios de trabajadores, los habitantes de los centros urbanos marginales, los habitantes de la costa, de la sierra y de la Amazonía que se autodefinen como pueblos indígenas y los que no, se reconocen y se sienten incluidos en el proyecto político de la CONAIE.

Las fronteras culturales y sociales devienen así más porosas porque las condiciones que atraviesan a esos colectivos sean estas laborales, de procedencia cultural, del lugar donde habitan y desarrollan su vida, si bien definen una parte de lo que son, no les excluye de otras condiciones. Las condiciones que en la lógica liberal han supuesto delimitación y diferencia se convierten en multiplicación y riqueza.

Las fronteras políticas por su parte permanecen en los márgenes de un sistema de Estado-nación del que la CONAIE ha elegido ser parte para ser partícipe de una vida democrática en función de las reglas que lo establece ese determinado sistema. Esa apuesta, también se visualiza en clave decolonial en el sentido de que, si bien es consciente de que aquel sistema

reproduce las formas de dominación de las élites sobre los subordinados, pretende, desde sus entrañas establecer relaciones diferentes entre los actores que conforman ese sistema. Una de las formas consiste en introducir otros códigos de valores inclusivos, a partir de las orientaciones planteadas por los contornos filosóficos y de principios del *Sumak Kawsay*, de la interculturalidad y de la plurinacionalidad e ir modificando, en función de esos idearios, nuevos sentidos e imaginarios.

Si bien la interculturalidad y la plurinacionalidad se han convertido en representaciones sociales asociadas al movimiento indígena como lo acabamos de analizar, el *Sumak Kawsay* sigue siendo una concepción más compleja, que en el fondo recoge elementos cosmogónicos de los pueblos y nacionalidades indígenas y que ha alcanzado, a través de los principios filosóficos que encierra, rasgos políticos ideológicos y reivindicativos que hoy son parte de las principales demandas de la CONAIE.

El eje transversal de la “defensa por los derechos” presente a lo largo del discurso de la CONAIE lleva entonces la impronta del *Sumak Kawsay* que recoge los cuatro principios que movilizan su agencia: la complementariedad, la reciprocidad, la integralidad y la relacionalidad¹¹⁶.

La presencia de la noción del *Sumak Kawsay* tiene que ver entonces con concepciones que atañen varias capas de la vida social, entre estas, las formas de organizar la economía, las de abordar la gobernanza en el seno de un colectivo, las de relacionarse con el mundo y sus semejantes como con el entorno natural que incluye a todas las formas de existencia o como lo menciona Macas “aquellos elementos vitales como parte esencial de la naturaleza” (Macas 2014, 181).

En este sentido, el fundamento político central derivado del *Sumak Kawsay* y que busca una transformación social desde el interior del Estado se basa sobre lo que Luis Macas (2014, 183) denomina “la práctica del sistema comunitario” y que se revela constantemente en el discurso a través de la forma de referirse a la acción desde una visión colectiva. El “nosotros”

¹¹⁶ Ver capítulo Segundo 2.1. El camino al Estado Plurinacional e intercultural y hacia el *Sumak Kawsay*

es la forma más reiterativa con la que se expresa la CONAIE y da cuenta del sujeto comunitario como el sujeto alrededor del cual se mueven las decisiones.

El referente de la comunidad es entonces el que da forma a las fronteras políticas pues determina entre otras cosas la relación que se puede establecer con otros movimientos sociales y políticos. Se cultivan las relaciones complementarias y recíprocas cuando se encuentran coincidencias con las que se puede lidiar y sumar fuerzas. No obstante, en el afán de buscar los equilibrios, en atención a la relacionalidad, las fronteras políticas pueden verse reforzadas cuando se trata de los principios ideológicos con los que no comulga pues se refuerzan las distancias y los compartimentos cuando además de presentar intereses antagonistas, los actores políticos buscan afectar, deslegitimar y lesionar.

Así, esas fronteras políticas en clave anti-capitalistas se revelan a través el rechazo consistente de un sistema que enaltece la acumulación de riqueza a costa de la explotación desmesurada de los cuerpos y de la naturaleza. Como condición adicional, estas fronteras políticas que marcan principios innegociables materializan el rechazo de las expresiones visibles y ocultas del racismo como condición constitutiva del sistema capitalista. En ese sentido, la postura anti-capitalista presente en el discurso de la CONAIE devela una vez más una orientación decolonial.

Estas fronteras si bien son firmes en delimitar principios ineludibles, atendiendo al principio de integralidad, dan cabida a espacios de diálogo y de consenso cuando los intereses que están en juego predominan sobre ciertos desacuerdos de forma. Aquello ha sido patente al protagonizar el liderazgo del diálogo con el gobierno con la anuencia del pueblo ecuatoriano que sintió representados sus intereses por los líderes de la CONAIE. Esta forma de ejercer la política es lo que Luis Maldonado llama el “diálogo comunitario” como “una institución que permite regular los flujos del trabajo comunitario (...) la regulación social de toda la comunidad permite ejercer la justicia interna y regula el funcionamiento de las instituciones políticas internas, como los cabildos o los gobiernos comunitarios, así como la relación con otras instituciones o con el Estado” (Maldonado, 2010, 205).

Para Luis Macas, el mecanismo del diálogo representa además la búsqueda de modificar las relaciones de poder reafirmando “formas de encuentro con el otro”. El diálogo se convierte en una reivindicación política y tiene que ser útil para

entender la ruptura social producto de la colonialidad, un encuentro de saberes con otros pueblos y sectores, desde las afinidades culturales y políticas, en el marco de un proyecto estratégico hacia el entendimiento de los dos mundos, los mismos que vivimos juntos pero de espaldas (Macas 2014, 182)

El ejercicio de poder y de gobernabilidad en tal instancia se constituyen como horizontales y con preponderancia volcados al diálogo en igualdad de condiciones. La concepción política responde con coherencia a los principios filosóficos inherentes a la interculturalidad y al *Sumak Kawsay*, pugnando por un espacio de consenso y de paz en lugar de la imposición y el autoritarismo.

En esta propuesta diferente de modelo económico, político, social, que encierra principios filosóficos y ontológicos alternativos al modelo clásico de “desarrollo”, el *Sumak Kawsay* inherente a todas las propuestas de la CONAIE, despliega su potencial político. Como lo describía el pensador ecuatoriano Pablo Dávalos,

La noción de *sumak kawsay* (o sumaj qamaña, en aymara), forma parte del discurso político de los movimientos indígenas del continente, en especial del movimiento indígena de Ecuador y de Bolivia, y, en tal virtud, forma parte de su proyecto político e histórico. El *sumak kawsay*, de su parte, es la crítica más fuerte y radical que se ha realizado a los paradigmas de crecimiento económico por la vía de los mercados y a la noción teleológica del desarrollo como posibilidad histórica. Ambas demandas: plurinacionalidad y *sumak kawsay*, van de la mano y expresan las demandas y utopías de un sujeto histórico, que amplían el horizonte de posibles humanos a la emancipación (Dávalos 2011, 201)

Más allá de su dimensión filosófica, desde una conjugación de lo cultural, lo político y lo social, el *Sumak Kawsay* propone un modelo de construcción de una sociedad distinta, que vuelve a pensar la lógica de expansión, poniendo a un lado la acumulación de bienes materiales asociados tradicionalmente a la prosperidad, riqueza y abundancia. Luis Macas (2014, 181) era enfático en que “Desde esta posición, defendemos la comunidad, la Madre Naturaleza, el modo comunitario de la vida en su integralidad, el mismo que va más allá de la visión antropocéntrica, de la comunidad humana aislada de la totalidad”.

Desde esas lógicas, en el que el *Sumak Kawsay* orienta ideológicamente el proyecto de la CONAIE en clave decolonial y anti-capitalista, también contribuye a una narrativa sobre la territorialidad, y en ese sentido incorpora la preocupación por la defensa y protección de la naturaleza a su discurso.

La conexión entre la naturaleza y una propuesta de modelo económico alternativo devienen entonces centrales para este concepto, pues no puede existir *Sumak Kawsay* bajo una lógica de depredación de la naturaleza en nombre del desarrollo económico. El *Sumak Kawsay*, en uno de sus planteamientos centrales rechaza un modelo económico y social que se fundamente sobre la expansión sin límite del mercado, de la producción y la dominación del hombre sobre la naturaleza.

A ese propósito nos referimos a lo planteado por la CONAIE en el año 2001 dentro de su plan de lucha, que ya aludía a los principios filosóficos de esta concepción.

La filosofía que las nacionalidades y pueblos practicamos es una filosofía integral donde el hombre y la naturaleza están en estrecha y armónica interrelación garantizando la vida de todos los seres [...]. Consecuentes con el pasado y el presente, sustentamos el principio de la filosofía integral, en la interrelación y reciprocidad, entre el cosmos, hombre-naturaleza-sociedad; para conseguir mejores condiciones de vida individual y colectiva, propugnando para ello la construcción de la nueva sociedad plurinacional, comunitaria, colectiva, igualitaria, multilingüe e intercultural, equitativa (Kowii 2011).

Para esta construcción conceptual, no es posible reproducir la vida del ser humano si se destruye el entorno que le da todos los insumos para su supervivencia. Tal como lo mencionaba el dirigente Leonidas Iza el 15 de octubre de 2019, para dar cuenta de que si bien las protestas habían terminado, la lucha de la CONAIE y de los pueblos y nacionalidades no había concluido:

Nosotros luchamos no sólo porque queremos ser hijos de la madre tierra, sino porque si no tenemos madre, simplemente nos perecemos como seres humanos. Bajo este principio gregario, todos a cuidar la madre tierra. No más explotación de la tierra, no explotación a los trabajadores, no explotación del hombre por el hombre” (CONAIE H3 Doc 5)

Aun si la expresión *Sumak Kawsay* no está presente muy a menudo en el discurso analizado que nos ocupa, su sentido filosófico se expresa primordialmente en la construcción de

narrativas alrededor de la relación que configura entre el hombre y la naturaleza basada en el respeto y convivencia armónica, contrapuesta a la representación que hace el Estado del “desarrollo” cuya condición es la dominación de la naturaleza por el hombre para asegurar su supervivencia.

Así, en el texto, el compromiso con alcanzar el *Sumak Kawsay*, se expresa en la denuncia de la CONAIE frente a las medidas tomadas por el gobierno y que fueron el detonante de las protestas (entre estas la principal, la eliminación del subsidio al combustible y otras medidas económicas que pretenden facilitar la explotación de recursos naturales), las cuales, en su esencia, no solo fortalecen el modelo económico basado en la explotación petrolera y minera, sino que profundiza la desigualdad al llevar al encarecimiento de la vida que afectará en primera línea a los sectores populares (Anexos CONAIE H2 Doc 2).

También, destila en expresiones como “nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos” (Anexos CONAIE H2 Doc 1) como ejes constitutivos de la construcción de un modelo de sociedad que procura mantener equilibrios en todos los ámbitos de la reproducción de la vida, siendo ese su eje de preocupación por la relación con la naturaleza primordial, pues de la supervivencia del planeta y sus espacios vitales también depende la de los seres humanos.

Este concepto que aglutina las demandas impostergables e innegociables para la CONAIE constituye el sello de su proyecto político, que, marca las condiciones bajo las cuales la dimensión de territorio configura características genuinas. También es la impronta de su horizonte ideológico que diseña unas fronteras alternativas al modelo liberal clásico y el neoliberalismo en su versión global, sobre el que reposa el Estado- Nación moderno ecuatoriano.

A través de estas vertientes ideológicas combinadas, las fronteras en cuanto al territorio están descritas en sus múltiples escalas. La conexión entre una posición anti-capitalista y la globalización se expresa en la permanente denuncia de la CONAIE de los mecanismos del capital global como depredador de los recursos naturales que afectan desde una desigual distribución los territorios del mundo. En ese sentido, la CONAIE pone en evidencia los

intereses imperiales de los países hegemónicos y las herramientas que utiliza para arrodillar a los países subalternos como el Ecuador.

En una escala local, su reivindicación se centra sobre la directa afectación de las operaciones de las empresas transnacionales mineras, petroleras y madereras sobre los territorios del espectro geográfico ecuatoriano, y con especial énfasis sobre los que habitan las comunidades de los pueblos y nacionalidades indígenas, que por lo general albergan mayor biodiversidad, y que además representan espacios simbióticos de reproducción de la vida por su particular relación con el entorno natural.

Aquello toma todo sentido cuando las fronteras de su territorialidad no están marcadas como los linderos de la propiedad privada, pero que toman forma en la autodeterminación como principio vector que definen también, a partir de las decisiones colectivas, la conformación de comunidades y autonomías en las que rigen formas propias de gobierno, que implican también la protección y defensa de esos espacios de vida y todo lo que contienen, como una responsabilidad. En efecto, del cuidado y defensa de esos espacios frente a la destrucción y depredación, depende la supervivencia actual y futura de aquellas comunidades que se autodeterminan como tal.

Las fronteras territoriales en ese sentido no pretenden marcar espacios atomizados y aislados, sino por el contrario, se convierten en espacios de reivindicación de la vida, en los que se lucha por garantizar condiciones sanas que permitan la reproducción y salvaguarda de los pueblos y nacionalidades indígenas y por extensión, la de todos los pueblos humanos. En efecto, en los territorios que los pueblos defienden y protegen, se concentran los elementos esenciales para el equilibrio del planeta.

En suma, el *Sumak Kawsay* condensa todos los principios orientadores que permiten una construcción de “fronteras” distintas al modelo liberal. La lógica que impulsa, y que es interiorizada por la CONAIE en su cosmovisión y proyecto político, se revela como una verdadera apuesta alternativa pues propone una opción diferente para cada ámbito de la vida social, cultural y política, e incluso ofrece otras posibilidades de concebir el espacio.

La realidad es que el camino para que este ideario tenga mayor cabida en los imaginarios y se constituya como un modelo viable para derribar las lógicas de poder jerárquicas de las estructuras liberales y globales que dictan el funcionamiento de las sociedades, es aún largo y repleto de obstáculos.

Todas las luchas del movimiento indígena en las calles y en las comunidades a lo largo de lo que los pueblos indígenas conocen como *Abya Yala*, por un reconocimiento y un reclamo de dignidad, han sido posibilitadas por la resistencia de los pueblos de aquel continente desde hace más de 500 años. La persistencia por mantener vivo y compartir un legado que celebra la vida, la simbiosis y el respeto con el entorno, seguirá siendo el impulso que moverá su agencia. Como decía la lideresa del pueblo Cayambe Dolores Cacuango¹¹⁷ “Somos como la hierba de páramo que se arranca y vuelve a crecer... y de hierba de páramo sembraremos el mundo”.

¹¹⁷ Dolores Cacuango (1881-1971) fue activista ecuatoriana precursora de la lucha por los derechos de los pueblos indígenas y campesinos

CONCLUSIONES

Al iniciar esta investigación identificábamos la centralidad del Estado-nación como un constructo que cimentó ciertas formas de organización de la vida social, cultural, política y territorial. Pudimos observar también que las normas y parámetros que acompañaron esta construcción condicionaron cognitivamente a las poblaciones a representar el mundo y a edificar compartimentos para dar forma a estas representaciones imaginadas. Es lo que desde un inicio denominamos como “fronteras”.

Ecuador, como lugar de enunciación de nuestra investigación y como Estado-nación, representó un laboratorio útil para explorar cuanto de estas fronteras se han construido a partir del discurso labrado desde los grupos sociales que han ejercido el dominio en contextos determinados. El recorrido de su historia abonó en la comprensión de la evolución de ese discurso para obtener las claves del entorno actual marcado más que nunca por una lógica global y transnacional de acumulación de capital.

Se trató entonces, a partir de esas premisas, de identificar las formas en que ese discurso imperante que colmó el imaginario social podía generar respuestas alternativas, incluso contestatarias y críticas. En otras palabras, se trató de demostrar, basándonos en el análisis de un evento concreto y desde la voz de un colectivo representativo, cuanto de las narrativas discursivas que ofrecían una sola versión de las fronteras, podían desmontarse y generar otras interpretaciones de ese concepto.

Principales hallazgos en relación con los objetos de la investigación

Retomando uno a uno los pasos a través de los cuáles transitamos para obtener respuestas, hemos alcanzado los siguientes hallazgos:

Primero, en cuanto a la revisión teórica del concepto de fronteras con relación a otros conceptos como la identidad, la cultura, la nación y la alteridad, llegamos a la constatación de que el modelo de Estado-nación moderno, sin fronteras marcadas en sus dimensiones culturales, sociales, políticas y territoriales, no existiría.

En efecto, las principales nociones que hemos consignado a través de los aportes de Grimson (2000, 2003, 2010, 2013, 2020), Hall (2003), Bartolomé (2015), Charaudeau (2009), Vila (2015), Velasco (2015) es que los dispositivos de representación identitaria y cultural se forjan a través del tiempo y las interacciones entre grupos humanos van dejando sedimentos que modulan en permanencia dichas representaciones. La necesidad de construir estas representaciones que diferencien a los grupos humanos entre sí responde a estrategias de sobrevivencia y a menudo a intereses compartidos que tienen que ver con diferentes maneras de buscar condiciones de vida acordes a una manera de concebir el mundo. En ese sentido, las fuerzas que movilizan la agencia para construir, alimentar, salvaguardar y reproducir estas visiones del mundo hasta convertirlas en tradición, son proporcionales y consonantes con los intereses inherentes a cada grupo humano. En ciertos casos la visión del mundo se presenta como incluyente y abierta y en otros, como excluyente y segregacionista. La alteridad es el punto de convergencia en el que se determina esa exclusión.

A partir de esas aproximaciones, la construcción de esas representaciones, en clave nacional se exhibe como esa necesidad de forjar una visión colectiva en una escala mayor, respaldada además por un aparataje institucional que le da forma, consistencia y poder: el Estado. En esa dimensión nacional, el modelo de organización para que esa visión compartida perdure en el tiempo y en el espacio, requiere acentuar sus límites para así dar cabida a su existencia.

Así, el planteamiento de la configuración del Estado-nación a partir de la expresión permanente de sus fronteras en todas sus dimensiones se hizo patente en el estudio de caso que reveló, a través del análisis de discurso de sus actores en una situación de crisis, una insistencia sistemática por acentuar los límites, cimentando así una narrativa basada en el dominio social, moral e identitario.

Segundo. Esta misma narrativa forjada por el Estado-nación, corroboró también la idea bosquejada desde un inicio con una asumida posición crítica a la matriz de la modernidad, de que la organización social, política, cultural y territorial anclada a esa matriz, reposa sobre la división social y racial.

A través del recorrido histórico efectuado en el capítulo segundo, así como los elementos que se derivaron del análisis de caso, se han encontrado coincidencias con las líneas aportadas por el colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad. Lo más destacable es la evidencia de la permanencia, en el discurso vehiculado por el Estado, así como en su ejercicio del poder, de una estructura racista y clasista. Y si bien ese poder ha modulado sus formas discursivas, sigue practicando una fuerza violenta sobre los cuerpos de una importante franja de la población. El estudio de caso ha dejado patente que esa estructura de poder está aún vigente y que, en esta, los pueblos y nacionalidades indígenas se encuentran excluidos de los cánones considerados como ideales para el Estado. Además de ser compartimentados en categorías diferentes e inferiores por su autorreconocimiento identitario, son a menudo asimilados y fijados en categorías sociales subalternas, cuando no, a cualidades transgresoras.

La estructuración teórica de un pensamiento decolonial, que ya contaba con muchas vertientes antes de colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad, además de haberse configurado también en los aportes y reflexiones en torno a las vivencias de los movimientos sociales, especialmente en el movimiento indígena del Ecuador a lo largo de su conformación, han permitido llevar al campo de la experiencia, los aportes teóricos, demostrando que el diálogo entre la academia y la sociedad no solamente es posible, sino indispensable.

En ese sentido, nos importa subrayar que algunos de los límites señalados en el capítulo primero relativos al pensamiento y conocimiento de este colectivo en particular, se pudieron evidenciar a través del estudio de caso. Por una parte, la constatación de que el Estado-nación moderno, pese a ser el instrumento a través del cual se ha instituido de forma colectiva valores que entre otras cosas han llevado a la desigualdad social y al racismo sistemático, también resulta ser el espacio desde donde los pueblos y nacionalidades indígenas, congregados en la CONAIE han elegido llevar adelante sus reivindicaciones y luchas. Así, es necesario no dejar de replantear la visión crítica de la modernidad, en la que, el colectivo Modernidad/Colonialidad/Decolonialidad ha tenido una lectura a veces muy monolítica. La colocación del Estado-nación moderno como estructura desde la cual se puede buscar la emancipación también puede ser válida como lo planteaban Rojo, Salomone y Zapata (2003).

Por otra parte, como lo señalamos en consonancia con Ramón Grosfoguel, señalamos ciertas carencias en el desarrollo teórico del colectivo Modernidad/ Colonialidad/ Decolonialidad en cuanto a herramientas para leer las dimensiones críticas de la globalización.

Tercero. Con el objetivo de completa la carencia que señalamos en el punto anterior, los aportes de Harvey (1998, 2004, 2014, 2022) y Smith (2006, 2020) permiten configurar y abordar la problemática acerca de la depredación sobre la naturaleza presente en el discurso de la CONAIE. En efecto, ofrece herramientas para entender cómo las necesidades de acumulación de capital global causan despojo y violencia. Aquello, nos permite conectar con el rol que ejerce el Estado-nación en esta configuración y así interpretar con claves de comprensión más precisas, el discurso llevado adelante por el Estado ecuatoriano, así como el discurso de resistencia de la CONAIE.

Cuarto y, como último y principal hallazgo que permite responder a la hipótesis planteada, podemos decir que las voces divergentes materializadas en las líderes y en los líderes de la CONAIE sí han propiciado la instalación. en el imaginario colectivo, de unas versiones narrativas alternativas del concepto de fronteras, diferentes al modelo dominante.

Contra viento y marea, el discurso construido por la CONAIE a lo largo de su vida institucional y nutrido por los procesos reivindicativos anteriores ha ido sembrado las semillas de las que hablaba Dolores Cacuango al referirse metafóricamente a que estas seguirán reproduciendo la vida, a pesar de que las sigan destruyendo. Aquellas semillas sembradas en los pueblos indígenas que luchan, vislumbran la pervivencia de ciertos paradigmas que apelan al sentido de lo común y a una lógica despojada de pretensiones de poder. Estos sentires no solamente han persistido en el corazón de las comunidades de los pueblos y nacionalidades indígenas, sino que han conseguido multiplicarse y permear una consciencia colectiva que ha movilizó al pueblo ecuatoriano cuando ha enfrentado situaciones excepcionales.

La agencia política de la CONAIE que ha apostado por las relaciones interculturales en igualdad de condiciones, el respeto entre seres humanos para una convivencia pacífica en medio de las diferencias, una simbiosis con el entorno natural que permite las condiciones

vitales, y un proyecto que contemple la supervivencia de la especie humana representan convicciones que, a fuerza de haber sido transmitidas a lo largo de los años, muy probablemente han conseguido posicionarse en el imaginario colectivo y por ende, han logrado contener la destrucción de las condiciones de vida de una gran parte de la población y del entorno natural que serían aún más considerable.

La investigación aquí avanzada ha retratado la forma en que se consigue, a través de la palabra, colocar versiones discursivas diferentes y alternativas. Demuestra además que, pese a la constante descalificación y distorsión de esa palabra por parte de quienes precautelan una narrativa que mantiene el *statu quo*, es posible erigir una voz de resistencia. Y si bien esta voz se percibe como minoritaria es la que, pese a todo, ha representado un contrapoder con suficiente potencia para obligar al Estado a negociar, a dialogar y a asumir ciertos compromisos.

La intención de recobrar el sentido político de las representaciones de la realidad vehiculadas por el discurso, que es por antonomasia el que permite una agencia y movilización de las poblaciones cuando es necesario reequilibrar el ejercicio del poder, es lo que está consignado en el proceso de análisis alcanzado. Aquello de alguna forma permite confirmar que los procesos de resistencia frente a los abusos de poder se pueden construir por la fuerza colectiva.

En ese contexto de batalla por dominar la construcción simbólica de la realidad, las reivindicaciones que ostentan tintes identitarios plurales o propuestas políticas que tienden a recobrar el sentido gregario y comunitario del ser humano, tienden a ser asimiladas como marginales y hasta reprensibles por parte de quienes manejan el dominio del discurso.

En ese sentido, el enfoque sociocognitivo de la corriente de Estudios Críticos del Discurso ha cumplido con su propósito de compromiso crítico en explorar la forma en que el abuso de poder y la desigualdad social se representan y legitiman en el texto, pero también la forma en la que la palabra consigue desafiar este abuso de poder.

El estudio de caso ha sido un ejemplo significativo en las dos funciones antes enunciadas. Ha mostrado que la conjugación de los elementos históricos, lingüísticos, cognitivos, sociales

y políticos ofrecen un amplio y completo espectro para entender los fenómenos y desnudar las estructuras y estrategias de poder, pero también ha confirmado que las prácticas discursivas y políticas, de forma colectiva, pueden hacer frente a ese poder abusivo y contrarrestar sus efectos.

Así, las interpretaciones de los sentidos del concepto de “fronteras” que se han desentrañado en sus distintas dimensiones y por parte de los múltiples actores, han permitido ubicar cuan inclusivos o excluyentes son los modelos de gobernanza que se ponen en marcha. Por un lado, han dejado en evidencia las brechas que han ido cavando los márgenes prohibitivos e inflexibles que por tanto tiempo han prevalecido en las narrativas e imaginarios hegemónicos liberales y neoliberales. Por otro lado, han corroborado que, gracias a la lucha constante por el reconocimiento dentro del campo simbólico, es posible modular las fronteras aparentemente trazadas en piedra, y ampliar los horizontes.

Limitaciones

Al llegar al término de esta investigación, somos conscientes de sus limitaciones en términos de un abordaje más completo de la complejidad que atraviesa la cuestión política que estaba en marcha en el entorno ecuatoriano durante el Paro Nacional de Octubre 2019.

Al haber elegido una aproximación pluri e interdisciplinar para desentrañar los intersticios del discurso y su rol en la articulación de la dominación y el poder, entendemos que es posible haber dejado por fuera del análisis complejidades y detalles del juego político que probablemente se fraguaba en instancias institucionales partidistas y por fuera del escenario público en las que los actores no daban a conocer abiertamente sus decisiones y negociaciones.

También, reconocemos no haber hecho mención ni haber analizado los impactos en términos de violencia física, destrucción y trauma social derivados de los eventos que aquejaban al Ecuador en el periodo estudiado. En efecto, sabemos que los enfrentamientos entre adversarios se manejaron más allá del discurso y tuvieron lugar en el escenario de la calle.

Como se ha evidenciado a lo largo del análisis de discurso, en medio de las negociaciones por la defensa de derechos e ideales en el sentido amplio, las pugnas políticas entre grupos políticos y colectivos organizados estaban presentes. Aquello, nos obliga a reconocer que, hemos obviado en nuestro análisis esas coyunturas puntuales en aras de privilegiar una lectura más amplia y sistemática de la situación para generar hilos de interpretación que nos permitan desentrañar la continuidad de una narrativa. En tal instancia, las circunstancias más puntuales del momento han quedado por fuera del estudio.

Finalmente, en lo que atañe a la dimensión académica de esta investigación, somos conscientes de que, tanto en la corriente de los Estudios sobre la Frontera, cuanto, del pensamiento decolonial, así como la perspectiva crítica del espacio y la geografía crítica, hemos dejado por fuera a muchos autores que podrían haber complementado el análisis de la idea de “fronteras” y contribuir a abordarlo con mayor profundidad.

Consideramos que aquella temática de las “fronteras” en todas sus dimensiones simbólicas y en los fenómenos que se derivan de sus interpretaciones, seguirán siendo en el futuro centro de nuestra preocupación intelectual y nuestro objeto de estudio.

Aportaciones y reflexiones finales

En un sentido más amplio, esta investigación exploró ciertas pistas de reflexión que dejaron en evidencia que el mundo actual padece de una crisis generalizada que pone en cuestión la vigencia de los modelos políticos, económicos y sociales que han imperado en los dos últimos siglos en las sociedades occidentales y por extensión globales. En la escala más identificable de ese sistema, el Estado-nación aparece como el instrumento cada vez más cuestionado pues ya ha perdido la capacidad de satisfacer las necesidades y demandas de poblaciones que se han diversificado y nutrido por el intercambio global; ya no cumple con su rol de contenedor plural e incluyente de los aspectos esenciales a la vida en sociedad como lo cultural, lo político, lo social y lo territorial. Pero, sobre todo, al haberse convertido en un apéndice de la estructura del mercado, ha faltado a su papel de regulador, conciliador y artífice de la igualdad y de la libertad.

El ambiente de polarización que predomina, imbuido de odio, intolerancia y que se expresa en múltiples formas de violencia física y simbólica, es derivado, entre otras razones, por el exceso de información y opinión despojada de análisis argumentado que ha conseguido orientar los sentidos generalizados hacia un mayor repliegue a la individualidad, a la defensa de los intereses personales y de la propiedad privada, así como al rechazo y al miedo del otro.

En otras palabras, asistimos a un refuerzo de los valores vehiculados por un modelo liberal que se presenta hoy bajo sus tintes más exacerbados. Los mantras de la productividad como señal de éxito social y económico en la esfera privada, y del consumo ilimitado de bienes y servicios, como sinónimo de felicidad, son los que constantemente subyacen a los mensajes dentro del espectro de la comunicación mediática, política y del universo digital.

Bajo la lógica del capitalismo de la vigilancia, la velocidad con la que circula la información hace incluso posible que los aspectos más íntimos tales como los vínculos personales o familiares, estén intermediados por narrativas que instauran sus leyes morales y norman los comportamientos en función de las necesidades que le son útiles al mercado (Zudoff, 2020).

Esta investigación que ha finalizado en el año 2024 nos ha permitido ser testigos de acontecimientos posteriores al Paro de Octubre 2019, hemos podido seguir mirando el declive de un sistema global que, al verse agrietado, reforzó sus estrategias de presión en su lógica de acumulación por desposesión (Harvey 2004).

Desde el punto de vista del desarrollo geográfico desigual (Smith 2006), América Latina continúa siendo en el panorama mundial un proveedor de materias primas además de protagonizar un rol prominente en la producción y logística de la industria del crimen organizado. Al tiempo que suministra petróleo, minerales (extraídos y vendidos de forma regular o irregular), madera, aceite de palma y varios tipos de alimentos consumidos en el planeta, abastece de sustancias sicotrópicas como la cocaína, consumidas en mayor parte en el norte global. También es el aprovisionador de mano de obra barata, materializada en unos cuerpos, a menudo racializados y de extractos populares, que cruzan fronteras nacionales a costa de sus vidas, y cuyo destino es sostener una economía de consumo desenfrenado (Ordóñez 2023) .

El coste de mantener aquel sistema vigente es cada vez más elevado y recae con más fuerza sobre las espaldas de los pueblos que solo cuentan con su fuerza de trabajo para sobrevivir. La necesidad imperiosa por parte del poder hegemónico de fomentar una narrativa legitimada de dominantes y dominados aumenta la intensidad de un discurso basado sobre la división entre razas y clases sociales, en que la que, lo que no entra en el canon de la productividad, o de un comportamiento sometido y obediente es castigado moral o físicamente. Así, se sigue esencializando en el discurso, a la pobreza como condición inherente y con predisposición natural a la delincuencia y al crimen. Desde los bloques occidentales se construye la representación de una brújula moral que se otorga el papel de reguladora de lo que es aceptable o no, en nombre de la democracia y la seguridad.

Ecuador, por su talla secundaria en el escenario latinoamericano y mundial, ha sufrido en mayor medida los avatares de esa lógica implacable. La elección en el año 2021 del banquero Guillermo Lasso, después de la catastrófica gestión de la pandemia de COVID19 llevada a cabo por Moreno durante el 2020 y que dejó proporcionalmente, uno de los saldos más pesados de muertes *per capita* del mundo (Iturralde 2020), aceleró una política de privatización, endeudamiento externo y alineación a la política de seguridad hemisférica iniciada anteriormente. Lasso, de corte ideológico ultraliberal inició su mandato en mayo de 2021, traicionando casi de inmediato los acuerdos alcanzados en la mesa de diálogo de octubre 2019 al disponer la subida de los precios del combustible y evadiendo las posibilidades de discusión de las demandas del movimiento social indígena (Europa Press 2021).

Todo aquello, además de una inquietante situación de inseguridad producto de la arremetida más violenta del crimen organizado en el país, elevó otra vez la tensión social (Ordoñez 2022). En el mes de junio de 2022 nuevamente estallaron protestas populares que se acentuaron dando pie a un paro nacional, aún más largo que el ocurrido en 2019, pues este duró dieciocho días.

La CONAIE, junto con otras organizaciones sociales, lideró nuevamente esta lucha popular en la que se plantearon demandas relativas al congelamiento de los precios de los

combustibles, la moratoria de deudas en bancos públicos, privados y cooperativas, no ampliar la frontera del extractivismo minero, combatir la inseguridad, mayor presupuesto a la educación intercultural y precios justos para productos del campo (Colmenares 2023).

La evolución de los hechos, bajo un esquema bastante similar al de 2019, condujo a la intensificación de las narrativas emitidas por cada actor involucrado en las que se desplegó con fuerza el poder del Estado, criminalizando la protesta social, amalgamando las acciones de manifestaciones populares con actos delincuenciales para aplicar la ley penal. Según el informe de la Alianza por los Derechos Humanos Ecuador, los abusos por parte del Estado en ese periodo de protestas se condensaron en faltas de protección y garantías de los derechos a la protesta, poca disposición del gobierno a entablar el diálogo, uso excesivo de la figura de “estado de excepción” y de la fuerza, discriminación hacia las personas y las instituciones indígenas, entre las afectaciones más graves (Alianza por los Derechos Humanos Ecuador 2022).

Durante este más reciente episodio de movilizaciones, en el que el pueblo ecuatoriano dejó nuevamente en manos de la CONAIE la vocería de la defensa de sus derechos, y en el que, otra vez la CONAIE estuvo a la altura del llamado de una lucha política en nombre de un pueblo plural y diverso, se saldó con siete vidas humanas que lamentar, pero también con la atención favorable a las principales demandas planteadas (Ospina 2022).

Así, la negociación, gracias al diálogo como instrumento privilegiado de la CONAIE se consiguió que el gobierno cediera a varias de las demandas del pueblo. Se logró que se bajara el precio del combustible y que se iniciara el diseño de planes para focalizar los subsidios al carburante; se derogó el decreto 95 dejando sin efecto la ampliación de las fronteras extractivas para la protección de los territorios de los pueblos y nacionalidades; se reformó el decreto 151 impidiendo así la minería en áreas protegidas y territorios ancestrales, en zonas declaradas como intangibles, en zonas arqueológicas, en áreas de protección hídrica y se garantizaría los procesos de consultas previas, libres e informadas a los pueblos indígenas cumpliendo el mandato de los instrumentos internacionales reconocidos por Ecuador (CONAIE 2022).

CONCLUSIONES

También, la CONAIE comprometió al gobierno, a fortalecer los mecanismos de control de los precios de los productos de primera necesidad para evitar la especulación; declarar el estado de emergencia en el área de salud para reabastecer de medicinas e insumos a los hospitales públicos del país; aumentar el monto de la ayuda “Bono de desarrollo Humano” de 50 a 55 dólares; subsidiar el 50% del precio de la urea para pequeños productores; reducir la tasa de interés de créditos con bancos públicos para pequeños emprendedores; condonar deudas de pequeños créditos; otorgar una cartera de 100 millones de dólares para créditos productivos; y finalmente, instalar una mesa técnica de seguimiento a estos compromisos para los siguientes noventa días (CONAIE 2022). Su voz se hizo presente nuevamente y volvió a arrinconar al poder del Estado, obligándolo a reposicionar sus fronteras.

La desigualdad, la inequidad y la violencia siguen al orden del día en el entorno ecuatoriano como en el de toda la región latinoamericana. Y si aún puede parecer que la lucha y la palabra de los pueblos y nacionalidades indígenas y del movimiento social es marginal, minoritaria e inútil frente a un sistema global depredador y con mucho poder, la apuesta de seguir visibilizando estas otras “fronteras”, posibilita un mundo más inclusivo, más tolerante, más solidario.

BIBLIOGRAFÍA

- Alianza por los Derechos Humanos Ecuador (2022). *Informe de situación de Derechos Humanos en el primer año de gobierno de Guillermo Lasso y del Paro Nacional 2022 Ecuador*, Quito: Alianza por los Derechos Humanos Ecuador .
- Anderson, Benedict (2003). *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, (Rev. and Extended ed., 13. Impression), London: Verso.
- Anzaldúa, Gloria (2016). *Borderlands/La Frontera: The New Mestiza*, (2da edición), Madrid: Capitán Swing.
- Asamblea General de las Naciones Unidas (2019). *Visita al Ecuador. Informe de la Relatora Especial sobre los derechos de los pueblos indígenas*, Nueva York: Naciones Unidas.
- Ayala, Enrique (2008), *Resumen de Historia del Ecuador*, Quito: Corporación Editora Nacional.
- Bartolomé, Miguel Alberto (2015). «Fronteras estatales y fronteras étnicas en América Latina». En Laura Velasco (comp.), *Migración, fronteras e identidades étnicas transnacionales*, pp.47-89, México: Miguel Ángel Porrúa.
- Bauman, Zygmunt, y Dessel, Gustavo (2014). *El retorno del péndulo. Sobre psicoanálisis y el futuro del mundo líquido*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Beck, Ulrich (1998). *La Sociedad del Riesgo. Hacia una nueva modernidad*, Barcelona: Paídos Ibérica.
- Benach, Nuria, y Abel Albet (2019). *David Harvey. La lógica geográfica del capitalismo*, Barcelona: Icaria.
- Betancourt, Milson (2021). «Colonialidad territorial, relaciones sociedades-naturaleza y violencias a escala global-local: desafíos para la paz territorial en Colombia (y el mundo)» En Pabel Lopez y Milson Betancourt *Conflictos territoriales y territorialidades en disputa. Re-existencias y horizontes societales frente al capital en América Latina*, pp.145-174, Buenos Aires: CLACSO.
- Brown, Wendy (2015). *Estados amurallados, soberanía en declive*, Barcelona: Herder.
- Casa de la Cultura Ecuatoriana (1945). «Casa de la Cultura Ecuatoriana, organización y funcionamiento », Quito: Casa de la Cultura ecuatoriana.
- Castro-Gómez, Santiago, Kyle Kopsick, y David Golding (2023). «Michel Foucault and the coloniality of power». *Cultural Studies* 37 (3): 444-460. <https://doi.org/10.1080/09502386.2021.2004435>
- Chareaudau, Patrick (2009). «Identité linguistique, identité culturelle: une relation paradoxale» (Consultado en <http://www.patrick-charaudeau.com/Identite-linguistique-identite.html> en enero 2023).
- Colmenares, Alexis (2023). «Ecuador: paro nacional de 2022, una reflexión desde la acción noviolenta y resistencia civil». En *flacso.edu.ec*, (Consultado en <https://flacso.edu.ec/accionnoviolenta/ecuador-paro-nacional-de-2022-una-reflexion-desde-la-accion-noviolen-ta-y-resistencia-civil/#:~:text=En%20junio%20de%202022%2C%20el,y%20particularmente%20en%20la%20capital> en septiembre 2024).
- Colorado, César (2010). «Una mirada al Análisis Crítico del Discurso». En *Discurso y Sociedad Vol. 4*(3,) pp.579-596.

- Colón Zayas, Eliseo (2013). *Matrices culturales del neoliberalismo: una odisea barroca*, Salamanca: Comunicación Social Ediciones y Publicaciones.
- Comandante Tacho (2007). «La tierra es la base principal de nuestros pueblos». En *Encuentro con Campesinos del Mundo*, San Cristóbal de las Casas, (Consultado en <https://www.jornada.com.mx/2007/08/20/oja124-pagfinal.html> en febrero 2024).
- CONAIE (2007). *Principios y lineamientos para la nueva constitución del Ecuador Por un Estado Plurinacional, Unitario, Soberano, Incluyente, Equitativo y Laico*, yachana.org (Consultado en <https://www.yachana.org/earchivo/conaie/ConaiePropuestaAsamblea.pdf> en agosto 2024).
- . (2007b). *Resolución de la CONAIE 22 de octubre de 2007*, Quito: CONAIE
- Correa, Rafael (2010). *Enlace Ciudadano 174, 29 de mayo 2010* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=pmsJwnKNEWk> en agosto 2024)
- Dávalos, Pablo (2003). «Movimiento indígena ecuatoriano: bitácora de camino». En *Labour Again Publications* pp.47-82.
- Cumes, Aura Estela (2012). «Mujeres indígenas, patriarcado y colonialismo: un desafío a la segregación comprensiva de las formas de dominio». En *Anuario de Hojas de Warimi, Número 17*.
- Curiel, Ochy (2007). «Crítica poscolonial desde las prácticas políticas del feminismo antirracista». En *Nómadas (Col)*, núm. 26, pp. 92-101, Universidad Central Bogotá, Colombia
- Dávalos, Pablo (2011). «Sumak Kawsay (La vida en plenitud) » En Santiago Álvarez Cantalapiedra *Convivir para perdurar: conflictos ecosociales y sabidurías ecológicas*, pp.201-214, Madrid: Icaria.
- Debord, Guy (1967). *La société du Spectacle*, Paris: Champ Libre.
- Descartes, René [1637]. *Discours de la Méthode*, Les échos du Maquis (Edition 2011).
- Dezcallar de Mazarredo, Jorge (2023). «La crisis del orden hegemónico de los Estados Unidos». En *Documento de Análisis Instituto Español de Estudios Estratégicos*. Madrid: IEEE.
- Diario El Comercio (2017). «CNE presentó resultados ‘oficiales e irreversibles’: Lenín Moreno 51,16% - Guillermo Lasso 48,84%». En *elcomercio.com*, 04 de abril 2017 (Consultado en <https://www.elcomercio.com/actualidad/politica/cne-resultados-leninmoreno-guillermolasso-elecciones.html> en febrero 2023).
- . (2019). «Carta de intención del FMI tiene 6 pilares» En *elcomercio.com*, 21 de marzo 2019 (Consultado en <https://www.elcomercio.com/actualidad/negocios/carta-intencion-fmi-credito-ecuador.html> en febrero 2023).
- Diario El Telegrafo (1995). «Editorial 17 de febrero», Guayaquil:El Telégrafo.
- Diario El Universo (2016). «Paquisha, 35 años de este importante nombre en la historia del Ecuador». En *eluniverso.com*, 22 de enero 2016 (Consultado en <https://www.eluniverso.com/noticias/2016/01/21/nota/5359180/paquisha-nombre-historia-ecuador/> en noviembre 2022).
- Diario La Hora (2022). «La independencia de Esmeraldas, 202 años de rebeldía». En *lahora.com.ec*, 5 de agosto 2022 (Consultado en <https://www.lahora.com.ec/esmeraldas/destacado-esmeraldas/la-gesta-libertaria-del-pueblo-esmeraldeno/> en noviembre 2023).
- Durán, Lucía, y Edu León (2021). «Estallido social: Espacios y monumentos insurrectos de octubre», *Corpus Vol. 11, Nº. 1*. <https://doi.org/10.4000/corpusarchivos.4530>.

- Dussel, Enrique (1994). *1492 : el encubrimiento del otro : hacia el origen del mito de la modernidad*, La Paz : Plural.
- . (2000). «Europa, modernidad y eurocentrismo.» En Edgardo Lander, *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, pp.24-33, Buenos Aires: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- . (2005). «Sistema-mundo y transmodernidad.» En Ishita Banerjee Dube, Walter Mignolo y Saurabh Dube, *Modernidades coloniales: otros pasados historias presentes*, pp.201-226, Ciudad de México: El Colegio de México .
- Europa Press (2021). «Ecuador- La CONAIE matiza que no ha roto el diálogo con Lasso pero advierte de un escenario similar al de 2019» En *europapress.es*, 13 de octubre 2021 (Consultado en <https://www.europapress.es/internacional/noticia-conaie-matiza-no-roto-dialogo-lasso-advierde-escenario-similar-2019-20211013143106.html> en marzo 2023).
- Fairclough, Norman (2003). «El análisis crítico de discurso como método para la investigación en ciencias sociales.» En Ruth Wodak y Michael Meyer, *Métodos de análisis crítico del discurso*, pp. 179-201, Barcelona: Gedisa.
- Fairclough, Norman, y Ruth Wodak (2000). «El discurso como interacción social .» En Teun Van Dijk, *El discurso como interacción social*, pp.3667-404, Barcelona: Gedisa.
- Fanon, Frantz (1963). *Los condenados de la tierra* (primera edición en español), México: Fondo de Cultura Económica.
- .(1965). *Por la revolución africana*, México: Fondo de Cultura Económica
- .(2017). “Piel negra, máscaras blancas” (primera edición en 1952). En *Espacio Abierto*, vol. 26, núm. 3, Julio-septiembre, pp. 273-303.
- García Canclini, Néstor (1989). *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México: Grijalbo.
- . (2003). «Noticias recientes sobre la hibridación». En *Trans. Revista Transcultural de Música*, núm. 7.
- García Linera, Álvaro (2021). «Rencontre avec Álvaro García Linera». En *Ballast* N° 11 (1): 43-57. <https://doi.org/10.3917/ball.011.0043>.
- García, Bertha (2018). «La formación histórica de la Defensa en el Ecuador». En *Estudios en Seguridad y Defensa, Volumen 13 · número 26*, pp.23 - 46.
- García, Sergio y Débora Ávila (2015). *Enclaves de riesgo. Gobierno neoliberal, desigualdad y control social*, Madrid: Traficantes de sueños.
- Grimson, Alejandro (2000). «Pensar las fronteras desde las fronteras ». En *Nueva Sociedad* N° 170.
- . (2003). «Disputas sobre las fronteras» En David Johnson Scott Michaelsen, *Teoría de la frontera: Los límites de la política cultural*, pp.13-24, Madrid: Gedisa.
- . (2010). «Cultura, identidad: dos nociones distintas». En *Social Identities*, vol. 16, n° 1, pp. 63-79.
- . (2013). «Hegemonía cultural y políticas de la diferencia». En CLACSO *Micropolítica; Estudios culturales; Hegemonía; Mujeres; Políticas de la diferencia; Cultura; América Latina*, Buenos Aires: CLACSO.
- . (2020). *Los límites de la cultura. Crítica de las teorías de la identidad*, Buenos Aires: Siglo Veintiuno.
- Grimson, Alejandro, Ana María Ochoa Gautier y Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, eds. (2004). *La cultura en las crisis latinoamericanas*. 1. ed. Colección Grupos de trabajo de CLACSO, Buenos Aires: CLACSO.

- Grosfoguel, Ramón (2006). «La descolonización de la economía política y los estudios postcoloniales: Transmodernidad, pensamiento fronterizo y colonialidad global.» En *Tabula Rasa*, Número 4, pp.17-48. <https://doi.org/10.25058/20112742.245>
- . (2018). «La compleja relación entre modernidad y capitalismo: una visión descolonial». En *Pléyade*, No 21, pp.29-47. <http://dx.doi.org/10.4067/S0719-36962018000100029>.
- Hall, Stuart. (2003). «¿Quién necesita identidad?» En Stuart Hall y Paul Du Gay (comp.), *Cuestiones de identidad cultural*, pp.13-40, Buenos Aires: Amorrortu editores
- . (2013). «La cuestión de la identidad cultural». En Eduardo Restrepo, Catherine Walsh y Victor Vich (Comp.), *Sin garantías. Trayectorias problemáticas en estudios culturales*. Stuart Hall, pp. 373-416, Quito: Abya Yala.
- Harvey, David (1998). *La condición de la posmodernidad: investigación sobre los orígenes del cambio cultural* (primera edición en inglés 1990), Buenos Aires: Amorrortu editores.
- . (2004). *El Nuevo Imperialismo*, Madrid: Akal
- . (2014). *Diecisiete contradicciones y el fin del capitalismo*. 1ª ed, Quito, Madrid: IAEN-Instituto de Altos Estudios Nacionales del Ecuador, Traficantes de Sueños.
- . (2022). *Los Límites Del Capital* (primera edición en inglés 1982), Madrid: Traficantes de Sueños.
- Herrera, Stalin (2005). «El proceso de construcción de la identidad política del movimiento indígena ecuatoriano.» En CLACSO, *Informe final del concurso: Movimientos sociales y nuevos conflictos en América Latina y el Caribe*, pp.2-44, Buenos Aires: CLACSO.
- Hidalgo, Antonio Luis, Alejandro Guillén García, y Nancy Deleg Guazha Edits. (2014). *Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay. Sumak Kawsay Yuyay*, Cuenca, Huelva: Universidad de Cuenca, Universidad de Huelva.
- Inclán Solís, Daniel (2016). «Contra la ventriloquia: notas sobre los usos y abusos de la traducción de los saberes subalternos en Latinoamérica». En *Cultura-Hombre*, Vol.26, número.1, pp.61-80. <https://doi.org/10.7770/cuhso-v26n1-art1019>.
- Innerarity, Daniel (2020). *Una teoría de la democracia compleja. Gobernar el siglo XXI*, Barcelona: Galaxia Gutenberg.
- Isacson, Adam (2005). «Las Fuerzas Armadas en Estados Unidos en la guerra contra las drogas.» En Coletta Youngers y Eilen Rosin, *Drogas y democracia en América Latina*, pp.27-82, Buenos Aires: Biblos.
- Iza, Leonidas, Andrés Tapia, y Andrés Madrid (2020). *Estallido: la Rebelión de Octubre en Ecuador*. Quito, Ecuador: Ediciones Red Kapari.
- Jurado, Fernando (1990). *Esclavitud en la Costa Pacífica. Iscuandé, Tumaco, Barbacoas, Esmeraldas. Siglos XVI a XIX*, Quito: Abya Yala.
- Kantule, Nelson de León (2020). «Cultural Survival ». En *culturalsurvival.org*. 05 de octubre 2020 (Consultado en <https://culturalsurvival.org/news/el-significado-de-tierra-territorio-desde-la-cosmovision-indigena> en febrero 2024).
- Klein, Naomi (2014). *La Doctrina del Shock. El auge del capitalismo del desastre*, Barcelona: Paídos.
- Kowii, Ariruma (2011). «El Sumak Kawsay». En *Revista electrónica Aportes Andinos*; No. 28, pp. 1-4.
- Lalander, Rickard, y Pablo Ospina (2012). «Movimiento indígena y revolución ciudadana en Ecuador». En *Cuestiones Políticas Vol. 28, No 48*, pp.13-50.

- Lander, Edgardo (2004). «Eurocentrismo, saberes modernos y naturalización del orden global del capital». En Saurabh Dube *Modernidades coloniales: otros pasados, historias presentes*, pp.259- 283, México: El Colegio de México.
- Lamus Canavate, Doris (2007). «Diálogos descoloniales con Ramón Grosfoguel: Trasmernizar los feminismos». En *Tabula Rasa*, n.º 7 (diciembre), pp.323-40. <https://doi.org/10.25058/20112742.317>.
- Lapierre, Michel, y Aguasantas Macias (2018). *Extractivismo, (neo) Colonialismo y Crimen Organizado en el Norte de Esmeraldas*, Quito: Abya Yala.
- Lara, Amiel Ernenek Mejía (2013). «Ch'ixinakax utxiwa. Una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores». En *Revista de Antropología* 56 (2), pp. 597-604. <https://doi.org/10.11606/2179-0892.ra.2013.82544>.
- Leal, Francisco (2003). «La Doctrina de Seguridad Nacional: materialización de la Guerra Fría en América del Sur». En *Revista de Estudios Sociales*, No 15, pp. 74-87.
- Lefebvre, Henri (1974). «La production de l'espace». En *L'Homme et la société* 31 (1): 15-32. <https://doi.org/10.3406/homso.1974.1855>.
- Lugones, María (2008). «Colonialidad y género». En *Tabula Rasa* No.9, pp. 73-101.
- Macas, Luis (2000). «Diez años del Levantamiento del Inti Raymi de junio de 1990: Un balance provisional». En *icci.nativeweb.org*, *Boletín Rimay ICCI* (Consultado en <http://icci.nativeweb.org/boletin/15/macas.html> en febrero 2024)
- . (2004). «Diversidad y Plurinacionalidad.» En *icci.nativeweb.org*, *Boletín Rimay ICCI* (Consultado en <http://icci.nativeweb.org/boletin/64/macas.html> en febrero 2024).
- . (2014). «El Sumak Kawsay». En Antonio Luis Hidalgo, Alejandro Guillen y Nancy Deleg Edits., *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, pp.177-192, Huelva y Cuenca: Universidad de Huelva Universidad de Cuenca.
- Madrid Tamayo, Andrea (2022). «La movilización nacional de octubre de 2019 en Ecuador. Un acercamiento desde el análisis etnográfico». En *Disparidades. Revista de Antropología* 77. <https://doi.org/10.3989/dra.2022.034>.
- Maldonado, Luis (2006). «Pueblos y nacionalidades indígenas del Ecuador: de la reivindicación al protagonismo político.» En Corporación Andina de Fomento *Los pueblos indígenas en la agenda democrática: estudios de caso de Bolivia, Ecuador, México y Perú*, pp.76-151, La Paz: Corporación Andina de Fomento.
- . (2014). «El Sumak Kawsay/ Buen Vivir/ Vivir Bien. La experiencia de la República del Ecuador» En Antonio Hidalgo, Alejandro Guillen y Nancy Deleg Edits. *Sumak Kawsay Yuyay. Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay*, pp.195-210, Huelva y Cuenca: Universidad de Huelva Universidad de Cuenca.
- Maldonado, Luis, y Victor Hugo Jijón (2011). «Participación política y ejercicio de derechos en los pueblos indígenas del Ecuador ». En Beatriz Cajías de la Vega (editora), *Participación política indígena y políticas públicas para Pueblos Indígenas en América Latina*, pp.171-195, La Paz: Konrad Adenauer Stiftung.
- Maldonado-Torres, Nelson (2007). «Sobre la colonialidad del ser: contribuciones al desarrollo de un concepto.» En Santiago Castro-Gómez y Ramón Grosfoguel (eds.), *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, pp.127-167, Bogotá: Iesco-Pensar-Siglo del Hombre Editores.

- Mamani, Fernando Huanacuni (2010). *Buen Vivir/ Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Lima: Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas.
- Marx, Karl [1867]. *El Capital*, Hamburgo.
- Mbembe, Achille (2011). *Necropolítica*, Barcelona: Editorial Melusina.
- McKee, Robert (2018). «Trayectorias fronterizas más allá del boom». En *Revista Iberoamericana*, Vol. LXXXIV, Núm. 265, pp. 911-935. <https://doi.org/10.5565/rev/mitologias.674>
- Mendoza, Luis Eduardo (2018). «La criminalización de la protesta social en el gobierno del presidente Rafael Correa, período 2007-2017». En *Tesis de Maestría en Derecho Penal*, Quito: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Mera, Juan León (1994). «Carta a Antonio Rubió y Lluch». En *Antología esencial*, Quito: Banco Central del Ecuador Abya Yala.
- Mignolo, Walter (1997). «La razón postcolonial: herencias coloniales y teorías postcoloniales». En *Postmodernidad y postcolonialidad. Breves reflexiones sobre Latinoamérica.*, 51-70. Vervuert Verlagsgesellschaft. <https://doi.org/10.31819/9783964564658-003>.
- . (2003). *Historias locales/diseños globales. Colonialidad, conocimientos subalternos y pensamiento fronterizo*, Madrid: Akal.
- . (2008). «La opción de-colonial: desprendimiento y apertura. Un manifiesto y un caso ». En *Tabula Rasa*, Número 8: 243-281. <https://doi.org/10.25058/20112742.331>
- . (2015). *Habitar la Frontera: sentir y pensar la descolonialidad (Antología 1999-2014)*, Buenos Aires: CIDOB.
- . (2019). «Reconstitución epistémica/estética: la aesthesis decolonial una década después». En *Calle 14 revista de investigación en el campo del arte* 14 (25): 14-33. <https://doi.org/10.14483/21450706.14132>.
- Mignolo, Walter, y Michael Ennis (2001). «Coloniality at Large: The Western Hemisphere in the Colonial Horizon of Modernity». En *CR: The New Centennial Review* 1 (2): 19-54. <https://doi.org/10.1353/ncr.2003.0057>.
- Mignolo, Walter, y Silvia Jawerbaum (2007). *La idea de América Latina: la herida colonial y la opción decolonial*, Barcelona: Gedisa.
- Montalván, Digno e Isabel Wences (2021). «Hacia una interpretación descolonial del derecho al territorio de los Pueblos Indígenas en el Derecho Internacional de los Derechos Humanos: más allá de la propiedad y la cartografía». En *Revista Ius et Praxis*, Año 28, No 3, pp.61-84.
- Montalvo, Juan (1942). «Los Indios». En *Montalvo*, México: Secretaría de Educación Pública.
- Montezemolo, Fiamma (2008). «Talking with Renato Rosaldo». En *Aztlán: A Journal of Chicano Studies* 33 (2): 7-36. <https://doi.org/10.1525/azt.2008.33.2.7>.
- Municipalidad de Guayaquil (2019). En *facebook.com Municipalidad de Guayaquil*, 8 de octubre 2019 (Consultado en <https://www.facebook.com/alcaldiaguayaquil/videos/1670570533080211/> en abril 2024).
- Noboa, María Fernanda (2019). «Inteligencia posnormal y prospectiva crítica: transdisciplina en la comprensión de amenazas híbridas en Ecuador. El caso del Frente Oliver Sinisterra». En *Comunicación presentada en el Congreso Análisis de Inteligencia y Prospectiva. Grupo de Estudios en Seguridad Internacional. Universidad de*

- Granada, 8-9 de abril de 2019, Granada: Grupo de Estudios en Seguridad Internacional.
- Novik, Manuel (2023). «Minería: éstos son los puntos calientes en Ecuador». En *planv.com.ec*, 30 de enero 2023 (Consultado en <https://www.planv.com.ec/historias/plan-verde/mineria-estos-son-puntos-calientes-ecuador> en septiembre 2023).
- Observatorio de Conflictos Socio ambientales del Ecuador (2023). En *observatoriosocioambiental.info* (Consultado en <https://www.observatoriosocioambiental.info/quienes-somos/> en enero 2023).
- Oficina de Derechos Humanos de las Naciones Unidas (2012). *Módulos de Formación sobre los Derechos Colectivos de los Pueblos y Nacionalidades del Ecuador*, Quito: OACDH.
- Ordóñez, María Dolores (2019). «Frontera Ecuador-Colombia en tiempos de post acuerdo de paz y la construcción de nuevos escenarios de conflicto». *Trabajo de Fin de Máster. Programa Máster "América Latina y la Unión Europea. Una cooperación estratégica"*, Alcalá de Henares, Madrid: Universidad de Alcalá.
- . (2023). «¿Abrazos y no balazos?». En *osepi-ufv*. 2 de febrero 2023 (Consultado en <https://osepi-ufv.weebly.com/seguridad/abrazos-y-no-balazos> en septiembre de 2024).
- Ortiz, Cecilia (2006). *Indios, militares e imaginarios de nación en el Ecuador del siglo XX*, Quito : Abya Yala.
- Ospina, Pablo (2022). «El Paro Nacional de junio 2022 ¡Otra vez la CONAIE!». En *Ecuador Debate* 116, pp.11-27.
- Pacari, Nina (2014). «Sumak Kawsay para que tengamos vida». En Antonio Hidalgo, Alejandro Guillen y Nancy Deleg, *Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay. Sumak Kawsay Yuyay*, pp.343-355, Huelva y Cuenca: Universidad de Huelva Universidad de Cuenca.
- Pagnotta, Chiara (2009). «La identidad nacional ecuatoriana entre límites externos y internos» En *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*. <https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.4000/alhim.3061>.
- Pardo Abril, Neyla (2007). *Cómo hacer análisis crítico del discurso. Una perspectiva latinoamericana*, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Paz, Antonio (2022). «Ecuador: la minería avanza aceleradamente en la provincia de Napo y llega hasta tres de sus áreas protegidas.» En *es.mongabay.com* 30 de agosto 2022 (Consultado en <https://es.mongabay.com/2022/08/mineria-avanza-aceleradamente-en-la-provincia-de-napo-en-ecuador/> en marzo 2023).
- Perez, Diego (2020). «Representaciones en los medios impresos: Movimiento indígena y paro nacional en Ecuador». En *Austral Comunicación* 9 (02): 217-48. <https://doi.org/10.26422/aucom.2020.0902.per>.
- Polo, Rafael (2002). *Los intelectuales y la narrativa mestiza en el Ecuador*, Quito: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Quijano, Aníbal (1992). «Colonialidad y Modernidad/Racionalidad.» En *Perú Indígena* 13 (29), pp.11-20.
- . (1999). «¡Qué tal raza!». En *Ecuador Debate* 48, pp.141-152.
- . (2020). *Cuestiones y horizontes: de la dependencia histórico-estructural a la colonialidad/ descolonialidad del poder. Antología esencial*, Buenos Aires: CLACSO.

- Ramírez, Franklin (2020). *Octubre y el derecho a la resistencia. Revuelta popular y neoliberalismo autoritario en Ecuador*, Buenos Aires: CLACSO.
- Registro Oficial (2008). «Constitución de la República del Ecuador». En *Registro Oficial 449 del 20 de octubre de 2008*, Quito: Registro Oficial
- Restrepo, Eduardo, y Alex Rojas (2010). *Inflexión decolonial: fuentes, conceptos y cuestionamientos*, Popayán: Universidad del Cauca.
- Rincón, Omar, y German Rey (2008). «Los cuentos mediáticos del miedo» En *URVIO Revista Latinomaericana de Seguridad Ciudadana, Número 5, 2008*, pp.34-35.
- Rojo, Grinor, Alicia Salomone, y Claudia Zapata (2003). *Poscolonialidad y nación*, Santiago: LOM Ediciones.
- Sánchez, Francisco (2017). «Ecuador: el indio como problema». En Salvador Martí I Puig, *Pueblos Indígenas y Política en América Latina. El reconocimiento de sus derechos y el impacto de sus demandas a inicios del siglo XXI*, pp.361-397, Barcelona: Fundació CIDOB.
- Sánchez, Leandro (2014). «Estudios críticos de fronteras. Aportes de los estudios culturales». En *Si Somos Americanos* 14 (1): 173-90. <https://doi.org/10.4067/s0719-09482014000100009>.
- Sacher, William (2017). *Ofensiva megaminera china en los Andes. Acumulación por desposesión en el Ecuador de la Revolución Ciudadana*, Quito: Abya Yala.
- Saguié, Marcelo (2023). «América Latina frente al cambio climático: pequeños avances en tiempos inciertos». En *América Latina: transiciones ¿hacia dónde? Informe anual 2022-2023*, Madrid: Fundación Carolina.
- Saint Pierre, Héctor Luis (2017). «Amenaza, concepto, clasificación y proceso de secutirización.» En Universidad de las Fuerzas Armadas del Ecuador ESPE, *Amenazas globales. Consecuencias locales. Retos para la inteligencia estratégica actual.*, pp. 7-30. Sangolquí: Universidad de las Fuerzas Armadas ESPE.
- Salazar, Juan García, y Catherine Walsh (2015). «Memoria colectiva, escritura y Estado. Prácticas pedagógicas de existencia afroecuatoriana». En *Cuadernos de Literatura* 19 (38): 79. <https://doi.org/10.11144/javeriana.cl19-38.mcee>.
- Salgado, Wilma (2018). «Paquetazo para “toda una vida” en el proyecto de Ley Orgánica para el Fomento Productivo, Atracción de Inversiones, Generación de Empleo y Estabilidad y Equilibrio Fiscal» En *Ecuador Debate* pp.8-23. Quito: FLACSO.
- Samaniego, Diego (2020). «Análisis del discurso de Rafael Correa en relación al movimiento indígena ecuatoriano Elucidación del tema del racismo y la discriminación.» En *Tesis doctoral*, Alicante: Universidad de Alicante.
- Sanjinés, Javier (2015). *El espejismo del mestizaje*. Lima: Institut Français d'Études Andines.
- Segato, Rita, Walter Mignolo, y José Tasat (2021). «Avatares de la “interculturalidad”». En Rita Segato, Walter Mignolo y José Tasat *Pedagogías críticas americanas*, Bogotá: UNAD.
- Silva, Erika (2004). *Identidad Nacional y Poder*, Quito: Abya-Yala.
- Simbaña, Floresmilo (2014). «El Sumak Kawsay como proyecto político». En Antonio Hidalgo, Alejandro Guillen y Nancy Deleg., *Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre Sumak Kawsay. Sumak Kawsay Yuyay*, pp.247-252, Huelva y Cuenca: Universidad de Huelva Universidad de Cuenca.
- Smith, Neil (2006). «El desarrollo geográfico desigual». En Bill Dunn y H K Radice, *100 years of permanent revolution : results and prospects*, Londres: Pluto Press.

- . (2020). *Desarrollo desigual. Naturaleza, capital y la producción del espacio*, Madrid: Traficantes de Sueños.
- Stefanono, Pablo (2023). «¿Giro hacia dónde? Elecciones, protestas y reconfiguraciones políticas en América Latina (2021-2022)». En *América Latina: transiciones ¿hacia dónde? Informe anual 2022-2023*, Madrid: Fundación Carolina.
- Svampa, Maristela (2019). *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina. Conflictos socio ambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependencias*, Alemania: CALAS.
- Tagle, Jesús Antonio Pérez (2022). «La hegemonía de Estados Unidos: una propuesta conceptual». En *Iztapalapa. Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, pp.197-228.
- Thwaites Rey, Mabel, y José Castillo (2008). «Desarrollo, dependencia y Estado en el debate latinoamericano». En *Araucaria. Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, vol. 10, núm. 19, primer semestre, 2008, pp. 24-45.
- Tinajero, Fernando (1986). *Teoría de la cultura nacional*, Quito: Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Traverso, Martha (1998). *La identidad nacional en Ecuador. Un acercamiento psicosocial a la construcción nacional*, Quito: Abya Yala.
- Van Dijk, Teun (2003) «La multidisciplinaridad del análisis crítico del discurso: un alegato en favor de la diversidad». En Ruth Wodak & Michael Meyer, *Métodos de análisis crítico del discurso*, pp. 143-177, Barcelona: Gedisa
- . (2005) «Discurso, conocimiento e ideología Reformulación de viejas cuestiones y propuesta de algunas soluciones nuevas». En *Cuadernos de Información y Comunicación*, núm. 10, 2005, pp. 285-318, Madrid: Universidad Complutense de Madrid.
- . (2009). *Discurso y poder. Contribuciones a los Estudios Críticos del Discurso*, Barcelona: Editorial Gedisa.
- . (2016a). «Estudios Críticos del Discurso. Un enfoque sociocognitivo.» *Discurso y Sociedad. Vol. 10 (1)*, pp.137-162.
- . (2016b). «Análisis Crítico del Discurso». En *Revista Austral de Ciencias Sociales*, (30), 203–222. <https://doi.org/10.4206/rev.austral.cienc.soc.2016.n30-10>
- . (2021). «Algunos principios de una teoría del contexto». En *Revista Latinoamericana de Estudios del Discurso* 1 (1): 69-81. <https://doi.org/10.35956/v.1.n1.2001.p.69-81>.
- Velasco, Laura (2015). «Introducción: Migración, fronteras estatales y étnicas». En Laura Velasco (coord.), *Migración, fronteras estatales y étnicas*, pp. 4-47, Tijuana: El Colegio de la Frontera Norte.
- Verdes-Montenegro, Francisco (2015). «Securitización: agendas de investigación abiertas para el estudio de la seguridad » En *Relaciones Internacionales No 29*, 111-131. <https://doi.org/10.15366/relacionesinternacionales2015.29.006>
- Vila, Pablo (2015). «Procesos identificatorios en la frontera entre México y Estados Unidos». En Laura Velasco (coord.), *Migración, Fronteras e identidades étnicas transnacionales*, pp.392-439, Tijuana: El Colegio de la Frontera Norte (2da edición).
- . (2001). «Versión estadounidense de la teoría de frontera: una crítica desde la etnografía.» En *Papeles de Población. Octubre-diciembre número 030* 11-30, Toluca: Universidad de Texas.
- Vogliano, Soledad, y Apawki Castro (2020). «Ecuador: estallido tras una década de silencio». En *Revista Catarsis No 2*, pp.50-54, Buenos Aires: Instituto de Estudios de América Latina y el Caribe (UBA).

- Wallerstein, Immanuel (1992). «Creación del sistema mundial moderno.» En Luis Bernardo Peña, *Un mundo jamás imaginado*, pp.201-209, Bogotá: Santillana.
- Walsh, Catherine (2006). «Interculturalidad y (de)colonialidad: diferencia y nación de otro modo». En *Textos y Formas*, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- . (2007). «¿Son posibles unas ciencias sociales/ culturales otras? Reflexiones en torno a las epistemologías decoloniales». En *Nómadas (Col)*, núm. 26, pp. 102-113, Bogotá: Universidad Central.
- . (2008). «Interculturalidad, plurinacionalidad y decolonialidad: las insurgencias político-epistémicas de refundar el Estado». En *Tabula Rasa*, Número 9, pp.131-152
- . (2009). *Interculturalidad, Estado y Sociedad. Luchas (de)coloniales de nuestra época*, Quito: Abya Yala.
- Wodak, Ruth y Michael Meyer (2003). *Métodos de análisis crítico del discurso*, Barcelona: Gedisa.
- Wolton, Dominique (2000). *Internet, ¿y después? Una teoría crítica sobre los nuevos medios de comunicación*, Barcelona: Gedisa.
- Youngers, Coletta (2007). «Drogas, narcoterrorismo y relaciones entre Estados Unidos y América Latina». En Álvaro Guizado (comp.), *Narcotráfico: Europa, Estados Unidos, América Latina*, pp.107-161, Barcelona: Universitat Barcelona.
- Zudoff, Shoshana (2020). *La era del capitalismo de la vigilancia. La lucha por un futuro humano frente a las nuevas fronteras del poder*, Barcelona: Paídos.

REFERENCIAS DEL CORPUS DE ESTUDIO

- CONAIE (2019a). «Rueda de prensa CONAIE 2 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=zX6k0XRyCIE> en febrero 2022).
- . (2019b). «La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador 3 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019c). «Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019d). «CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, 6 de octubre 2019, Quito: CONAIE.
- . (2019e). «Pronunciamiento CONAIE mujeres 4 de octubre 2019». En *facebook.com* (Consultado en https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=950455221975630 en febrero 2022).
- . (2019f). «Rueda de prensa 2019 COICA y CONAIE 4 de octubre 2019». En *facebook.com* (Consultado en https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=950455221975630 en febrero 2022).
- . (2019g). «Rueda de prensa Jaime Vargas 4 de octubre». En *facebook.com conaie.org* (Consultado en <https://www.facebook.com/conaie.org/videos/399763397586985> en febrero 2022).
- . (2019h). «Rueda de prensa CONAIE 7 de octubre». En *facebook.com conaie.org* (Consultado en <https://www.facebook.com/conaie.org/videos/727728041033079> en febrero 2022).

- . (2019i). «Declaratoria de Agenda de Lucha de Organizaciones, Pueblos, Nacionalidades y Comunidades Indígenas Amazónicas en apoyo a la movilización nacional y en ejercicio de nuestra autodeterminación 7 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019j). «Comunicado». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, 7 de octubre 2019, Quito: CONAIE.
- . (2019k). «Lenin Moreno instala un régimen de terror 8 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019l). «Rueda de prensa Movimiento indígena de la Costa 9 de octubre 2019». En *facebook.com conaie.org* (Consultado <https://www.facebook.com/conaie.org/videos/2429864594000759>
- . (2019m). «A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano 10 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019n). «Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana 10 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019o). «La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto 10 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019p). «Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana 10 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=zqBnhQxgsfQ&t=2722s>
- . (2019q). «Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, 11 de octubre 2019, Quito: CONAIE.
- . (2019r). «A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano 12 de octubre 2019». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, Quito: CONAIE.
- . (2019s). «Comunicado». En *Archivo institucional CONAIE Boletines de Prensa*, 13 de octubre 2019, Quito: CONAIE.
- . (2019t). «Diálogo Gobierno y CONAIE (Parte 1)». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=58VQYVEh1gI>
- . (2019u). «Diálogo Gobierno y CONAIE (Parte 2)». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>
- Secretaría General de Comunicación de la Presidencia de la República del Ecuador (2019a). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 1 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=jUbirFT0I&t=324s> en febrero 2022).
- . (2019b). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 3 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=e9MnRPyq-nk> en febrero 2022).
- . (2019c). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 6 de octubre 2019». En *twitter.com* (Consultado en <https://twitter.com/ComunicacionEc/status/1181029167460167683> en febrero 2022).
- . (2019d). «Comunicado oficial. 03 de octubre 2019». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.

- . (2019d). «Comunicado oficial. Información importante para evitar especulación en tarifas. 05 de octubre 2019». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.
- . (2019e). «Pronunciamiento María Paula Romo sobre estado de excepción 03 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=ZcRJu1w2JCE> en febrero 2022).
- . (2019f). «Pronunciamiento Oswaldo Jarrín sobre estado de excepción 03 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=ZcRJu1w2JCE> en febrero 2022).
- . (2019g). «Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo Jarrín 04 de octubre 2019». En *facebook.com* (Consultado en <https://www.facebook.com/watch/?v=1752173001750923> en febrero 2022).
- . (2019h). «Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrín 06 de octubre 2019». En *facebook.com* (Consultado en https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=391618175065088 en febrero 2022).
- . (2019i). «Comunicado Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país. 06 de octubre 2019». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.
- . (2019j). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 07 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=u9T4vrym9Ac&t=107s> en febrero 2022).
- . (2019k). «Comunicado Oficial. 07 de octubre 2019. El Gobierno nacional rechaza la agresión a empleados». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.
- . (2019l). «Comunicado Oficial. 07 de octubre 2019. Con el fin de precautelar los servicios y proteger los bienes del Estado». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.
- . (2019m). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 08 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en https://www.youtube.com/watch?v=nlnzHEFj_GM&t=78s en febrero 2022).
- . (2019n). «Cadena nacional vicepresidente de la república Otto Sonnenholzner 09 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=5UX8jdPzg-I> en febrero 2022).
- . (2019n). «Cadena nacional secretario de la presidencia de la república José Augusto Briones 10 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=Pv2oGK-Fv1o> en febrero 2022).
- . (2019o). «Comunicado Oficial. 11 de octubre 2019». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.
- . (2019p). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 11 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=HiBd2Pzv0Uk78s> en febrero 2022).

BIBLIOGRAFÍA

- . (2019q). «Cadena nacional presidente de la república Lenin Moreno 12 de octubre 2019». En *youtube.com* (Consultado en <https://www.youtube.com/watch?v=2WzCBl3pv9c> en febrero 2022).
- . (2019r). «Comunicado Oficial. 12 de octubre 2019». En *Archivo institucional Secretaría General de la Presidencia de la República del Ecuador*, Quito: Presidencia de la República del Ecuador.

ANEXOS

GLOSARIO DE REFERENCIAS A LOS ANEXOS

H: Hito.

El estudio se compone de 3 Hitos por lo que se precisará H1,2,3)

Doc: Documento.

El corpus de estudio se compone de varios documentos que se han dividido por cada Hito y actor del análisis (CONAIE o ESTADO). Cada documento será numerado de la siguiente forma: Doc 1, Doc 2, Doc 3...)

M: Matriz de análisis.

En cada hito se analiza el discurso del actor CONAIE y ESTADO. Para cada actor, se configuran 3 matrices de análisis que corresponden a los 3 clúster (o conglomerados) de texto.

C: Clúster

En cada hito se analiza el discurso del actor CONAIE y ESTADO. Para cada actor, se configuran 3 matrices de análisis que corresponden a los 3 clúster (o conglomerados) de texto, es decir los 3 temas principales que atraviesan el hito. Para cada matriz de análisis se precisa si se trata del análisis del Clúster 1,2,3 de la siguiente forma C1, C2, C3.

Sgto: Segmento

Cada matriz de análisis contiene los segmentos de texto que se analizan. Estos segmentos están numerados y serán citados en el texto bajo la contracción sgto.1, 2, 3.

Ejemplo de referencias, en el cuerpo de texto del capítulo IV, de los documentos que constan en el Anexo.

CONAIE H1DOC1, 5: hace referencia al Documento 1 del corpus del Hito 1 de CONAIE que se encuentra en la página 5 de los Anexos.

CONAIE H1MC1, sgto. 3, 15 : hace referencia a la Matriz de análisis del Hito 1 de CONAIE, Clúster 1, segmento de texto 3 que se encuentra en la página 15 de los Anexos.

ÍNDICE DE ANEXOS

CONAIE H1Doc 1 - 03 de octubre 2019 Comunicado: La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador -----	540
CONAIE H1Doc 2 - 03 de octubre 2019 Comunicado: Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos -----	541
CONAIE H1Doc 3 - 06 de octubre 2019 Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas -----	542
CONAIE H1Doc 4 - 02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE -----	543
CONAIE H1Doc 5 - 04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres -----	544
CONAIE H1Doc 6 - 04 de octubre 2019 Rueda de prensa COICA y CONAIE -----	546
CONAIE H1Doc 7 - 04 de octubre 2019 Rueda de prensa Jaime Vargas -----	549
CONAIE H1 MC1: Derechos del Pueblo y de los Pueblos y Nacionalidades -----	551
CONAIE H1 MC2: Territorio y Territorios indígenas -----	562
CONAIE H1 MC3: Organización institucional de Pueblos y Nacionalidades -----	568
ESTADO H1Doc 1- 01 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno -----	577
ESTADO H1Doc 2- 03 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno -----	580
ESTADO H1Doc 3 - 06 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno -----	581
ESTADO H1Doc 4 - 03 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República -----	582
ESTADO H1Doc 5 -05 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República Información importante para evitar especulación en tarifas -----	583
ESTADO H1Doc 6 - 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción -----	584
ESTADO H1Doc 7 - 03 de octubre 2019 Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de excepción -----	585
ESTADO H1Doc 8 - 04 de octubre 2019 Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo Jarrín -----	586
ESTADO H1 MC1: Decisiones gubernamentales -----	590

ESTADO H1 MC2: Control social y orden -----	598
ESTADO H1 MC3: Delitos -----	604
CONAIE H2Doc 1-07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE -----	607
CONAIE H2Doc 2 -07 de octubre 2019 Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha -----	608
CONAIE H2Doc 3 - 07 de octubre 2019 Comunicado rechazo saqueos -----	612
CONAIE H2Doc 4 - 08 de octubre 2019 Comunicado Lenin Moreno insta un régimen de terror -----	613
CONAIE H2Doc 5 - 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa -----	614
CONAIE H2Doc 6 - 10 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano -----	615
CONAIE H2Doc 7 - 10 de octubre 2019 Comunicado Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana -----	616
CONAIE H2Doc 8 - 10 de octubre 2019 Comunicado La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto -----	617
CONAIE H2Doc 9 - 10 de octubre 2019 Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana -----	618
CONAIE H2Doc 10 - 11 de octubre 2019 Comunicado Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo -----	624
CONAIE H2 Doc 11 - 12 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano (Décima jornada) -----	625
CONAIE H2Doc12 - 13 de octubre 2019 Comunicado Desmentido -----	626
CONAIE H2 MC1: Lucha del Pueblo -----	628
CONAIE H2 MC2: Manejo de la Información y difusión internacional -----	648
CONAIE H2 MC3: Defensa de los Derechos -----	657
ESTADO H2Doc 1- 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista María Paula Romo y Oswaldo Jarrín -----	667
ESTADO H2Doc 2- 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país -----	674
ESTADO H2Doc 3- 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil) -----	676

ESTADO H2Doc 4- 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat) -----	677
ESTADO H2Doc 5 - 07 de octubre 2019 Comunicado 2 Presidencia de la República (Fuerzas Armadas custodian bienes estratégicos del Estado) -----	678
ESTADO H2Doc 6 - 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado) -----	679
ESTADO H2Doc 7 - 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios) -----	681
ESTADO H2Doc 8 - 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos) -----	684
ESTADO H2Doc 9 - 11 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (corredor logístico) -----	685
ESTADO H2Doc 10 - 11 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno llamado al diálogo -----	686
ESTADO H2Doc 11 - 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas) -----	687
ESTADO H2 Doc 12 - 12 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (refuerzo de seguridad en Casa de la Cultura Ecuatoriana) -----	688
ESTADO H2 MC1: Desarrollo y diálogo -----	690
ESTADO H2 MC2: Decisiones del gobierno y violencia -----	698
ESTADO H2 MC3: Uso legítimo de la fuerza -----	708
CONAIE H3Doc 1- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1 -----	714
CONAIE H3Doc 2 - 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1 -----	717
CONAIE H3Doc 3 - 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2 -----	725
CONAIE H3Doc 4 - 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2 -----	727
CONAIE H3Doc 5 - 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos) -----	729

CONAIE H3Doc 6 - 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE -----	736
CONAIE H3 MC1: Mediación Institucional -----	741
CONAIE H3 MC2: Reivindicación de lucha social de los Pueblos y Nacionalidades -----	750
CONAIE H3 MC3: Límites del diálogo y la paz. Retos de futuro -----	764
ESTADO H3Doc 1 - 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado (Parte 1) -----	768
ESTADO H3Doc 2 -13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervención Moderadores -----	776
ESTADO H3Doc 3 -13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado (Parte 2) -----	797
ESTADO H3 MC1: Diálogo y Pobreza -----	780
ESTADO H3 MC2: Acercamiento y voluntad de paz -----	786
ESTADO H3 MC3: Principios y Patria -----	789

CORPUS DE ANÁLISIS

HITO 1 CONAIE

Anuncio de las medidas. Inicio del paro

CONAIE H1Doc 1-03 de octubre 2019 Comunicado: *La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador*

CONAIE H1Doc 2- 03 de octubre 2019 Comunicado: *Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos*

CONAIE H1Doc 3-06 de octubre 2019: Comunicado: *CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas*

CONAIE H1Doc 4-02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

CONAIE H1Doc 5-04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres

CONAIE H1Doc 6-04 de octubre 2019 Rueda de prensa COICA y CONAIE

CONAIE H1Doc 7-04 de octubre 2019 Rueda de prensa Jaime Vargas

CONAIE H1Doc 1 - 03 de octubre 2019

La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador**CONAIE**

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 - 31 de enero del 2008
Creado legalmente: 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M. Quito, 3 de octubre de 2019.

La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador

La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, ve con preocupación la declaración de estado de excepción como única respuesta frente a la crisis social y económica que el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona como mecanismo para afrontar las acciones de resistencia en rechazo al paquetazo neoliberal, flexibilización laboral y demás políticas económicas que se anunciaron en esta semana.

Denunciamos la declaración del estado de excepción en todo el territorio nacional porque sobre todo significa la movilización del personal de Fuerzas Armadas y Policía Nacional y la disminución de las libertades civiles como medida lesiva que contribuye agravar la crisis que se pretende solucionar.

La movilización nacional que desde hoy, 3 de octubre, tomó fuerza con las demandas legítimas del movimiento indígena, organizaciones sociales, sindicales, que agrupa obreros, campesinos, estudiantes, indígenas, mujeres, artistas y la ciudadanía en general es la consecuencia directa del despojo económico, del incumplimiento de derechos constitucionales para los pueblos y nacionalidades y obreros, pero sobre todo, es producto del alto costo de la vida que el gobierno de Lenin Moreno ha provocado privilegiando a la derecha, aplicando la agenda y acuerdos impuestos por el FMI y privilegiando a los corruptos, es decir, se han agotado todos los canales de diálogo y otros no han sido eficaces para solucionar los conflictos sociales.

Responsabilizamos al gobierno nacional de los hechos de violencia, intimidación, persecución y criminalización de derechos políticos y civiles que se puedan generar por la declaratoria de este estado de excepción. Llamamos a nuestras bases a no caer en provocación y mantener las medidas de hecho con firmeza.

Pues con esto queda claro que el gobierno no pretende encontrar salidas a los conflictos sociales y su única respuesta es la prepotencia y el abuso de autoridad contra el pueblo que defiende su territorio, sus derechos, sus derechos al trabajo, a una vida digna y en paz.

Finalmente instamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos a estar atentos y denunciar a todo nivel las violaciones que ocurren en esta coyuntura, elevando una voz unida en rechazo y protesta contra los hechos cometidos por este gobierno.

Atentamente:

Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas.
PRESIDENTE DE LA CONAIE



• Av. Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-433-339 / 2-452-335
• Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
www.conaie.org
Quito - Ecuador

CONAIE H1Doc 2- 03 de octubre 2019

Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos



DMQ, 03 de Octubre del 2019

Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos

Luego de un análisis profundo ante las últimas medidas económicas tomadas por el Gobierno Nacional, en complicidad con el imperialismo representado por el FMI y la burguesía de este país, que profundizan las condiciones de explotación de nuestro pueblo; la CONAIE, ECUARUNARI y CONFENIAE, declaramos

**EL INICIO DE MEDIDAS DE HECHO INDEFINIDAS EN TODO
EL TERRITORIO NACIONAL.**

Con la unidad del pueblo en resistencia activa, no permitiremos la imposición de las políticas económicas del FMI, ni las privatizaciones, ni la flexibilización y desregulación laboral, así como ninguna medida económica que afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano, de igual manera, en continuidad con la lucha desde los territorios indígenas exigimos que se declare al país libre de minería metálica.

Todos juntos a enfrentar el paquetazo neoliberal, convocamos a campesinos, trabajadores, ciudadanía, explotados del campo y la ciudad a sumar fuerzas en acciones contundentes y enfrentar en unidad al Gobierno entreguista de Lenin Moreno.

Convocamos a la unidad de todos los sectores populares del país para enfrentar con altura el paquetazo neoliberal.

**Carlos Zucushañay
ECUARUNARI**

**Jaime Vargas
CONAIE**

**Marlon Vargas
CONFENIAE**



CONAIE H1Doc 3 - 06 de octubre 2019:

CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas



CONAIE

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 -31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas

- 1) Ante la brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública para comprender el carácter popular de las demandas del Paro Nacional contra el Paquetazo, que afecta al conjunto de la sociedad ecuatoriana y deteriora las condiciones de vida y existencia de los sectores populares más vulnerables del país;
- 2) Ante la insistencia del Gobierno Nacional de avanzar en sobre nuestros territorios con la explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida y respaldando con fuerzas militares la presencia de las empresas;
- 3) En ejercicio de nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción de los pueblos y nacionalidades, reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador;

La CONAIE declara estado de excepción en todos los territorios indígenas.

Militares y policías que se acerquen a territorios indígenas serán retenidos y sometidos a justicia indígena.

**Consejo de Gobierno
CONAIE**



• Av. Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-453-339 / 2-452-335
• Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
www.conaie.org
Quito - Ecuador

CONAIE H1Doc 4 - 02 de octubre 2019

Rueda de prensa CONAIE

<https://www.youtube.com/watch?v=zX6k0XRyCIE>

Jaime Vargas- Presidente de la CONAIE

Nos declaramos, primero a la unidad nacional de los pueblos oprimidos por el gobierno, y queremos también decirlo, señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente, señora ministra de gobierno, sepan comprender que los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales, también convocamos a las medidas de hecho en las calles. Esperamos que no sepan comprender.

Así es que hoy queremos declararnos en acciones importantes en cada uno de nuestros territorios.

No quiero dar detalles porque mis compañeros, todos se han manifestado.

Rechazamos con frontalidad todo el paquetazo económico anunciado por el señor presidente Lenin Moreno, porque sabemos de que se están cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional y de los poderes económicos del país.

Hermanos y hermanas, por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes, de los pueblos y nacionalidades, por los derechos de nuestros territorios, del agua, de nuestros páramos, la CONAIE nos convocamos, toda su estructura, las 15 nacionalidades y los 18 pueblos y el Frente Unitario de Trabajadores y el colectivo nacional de los sectores sociales, pueblos y nacionalidades el mes de octubre, a la gran movilización nacional.

CONAIE H1Doc 5 - 04 de octubre 2019

Pronunciamiento CONAIE mujeres

https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=950455221975630

A partir del min. 9:48

DIRIGENTE MUJERES CONAIE LUISA LOZANO

Bueno buenas tardes, una vez más como CONAIE mujeres, rechazamos la actitud del gobierno frente al pueblo ecuatoriano.

Hemos vivido una represión, ya que el Estado no nos garantiza ningún derecho como mujeres indígenas. Ningún derecho como mujeres para la sociedad. Han reprimido a niños, han reprimido a personas de la tercera edad, han reprimido a nuestras mujeres a nivel nacional. Eso no lo vamos a tolerar y no vamos a permitir que no sigan reprimiendo.

Hemos vivido la cárcel, hemos pasado la persecución, pero eso no nos amedrenta. Estamos con mucha fuerza, y llamamos a la unidad a todas las mujeres de pueblos y nacionalidades y también a la sociedad a decir que todas las compañeras mujeres, nos sumemos a esta lucha justa.

Siempre nos han querido comprar la conciencia, siempre nos han querido callar a nosotros como mujeres indígenas cuando reclamamos nuestros derechos y lamentamos mucho que el Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos que están amparados en la Constitución, y también que esté usando el COIP para criminalizar la protesta social.

Una vez más, llamamos a la ciudadanía, llamamos también a la Fuerza Armada a no reprimir. Pueden ser sus madres, pueden ser sus hermanas que estén pasando, pueden ser sus hijos que estén pasando por esta situación. Solamente miran sus bolsillos o no está mirando hacia atrás.

Nos están afectando a nuestros territorios. Están usando nuestro territorio para entregar a las empresas transnacionales y eso no están mirando. Luego a futuro, no vamos a tener agua, no vamos a tener productos del campo sanos para nosotros.

Eso estamos exigiendo señor presidente Lenin Moreno, a todos sus ministros, a los asambleístas, exigimos que por favor, ya no queremos más persecución, ya no queremos más actos violentos de parte del Estado hacia la sociedad.

También exhortamos y decimos que no vamos a permitir que sigan criminalizando a otros compañeros líderes por salir a las calles a exigir nuestros derechos. Lamentablemente el Estado con sus cómplices, asimismo cómo hizo Rafael Correa, lo mismo está haciendo el actual gobierno.

Nunca han recuperado un centavo. ¿Por qué no les mandan presos a los que se robaron el dinero del pueblo? Están mandando presos a los compañeros que luchan por los derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades.

También preguntamos al consejo de la judicatura y también a la fiscalía ¿Por qué no persiguen a los que se llevaron el dinero del pueblo? ¿Por qué no están exigiendo que nos devuelvan el dinero que se robaron?

Decir una vez más, que estamos unidas CONAIE y como mujeres CONAIE, como mujeres ECUARUNARI, como mujeres CONFENAIE, como mujeres CONAICE. Seguimos exigiendo que nuestros derechos no sean vulnerados una vez más.

Estamos juntos. Hemos derramado sangre, nuestras Mamas, nuestros Taitas, han derramado sangre por nosotras y nosotros tenemos que seguir dejando un legado para nuestros hijos. No podemos permitir, ni podemos callar nuestra voz a tanta injusticia que vive el pueblo ecuatoriano.

JAIME VARGAS- PRESIDENTE DE LA CONAIE

Para terminar, rechazamos toda la violencia y la criminalización de la protesta social. La CONAIE y toda su estructura, nos solidarizamos con el compañero líder indígena, nuestro coordinador Nacional de nuestro movimiento Pachakutik y también, de nuestro compañero, Jairo Gualinga, nuestro dirigente de la juventud de la CONAIE.

Señores jueces, pido garantizar derechos y necesitamos la libertad inmediata de estos compañeros porque a nivel del país tenemos más de 350 encarcelados.

Necesitamos la libertad de los compañeros jóvenes estudiantes, hombres y mujeres líderes que por reclamar sus derechos han sido encarcelado.

El compañero Marlon Santi coordinador Nacional de Pachacutik, compañero Jairo Gualinga, dirigente la juventud de la CONAIE.

Usted está todo el pueblo, haremos todos los esfuerzos necesarios y queremos la libertad de cada uno de ustedes.

Muchas gracias

CONAIE H1Doc 6- 04 de octubre 2019
Rueda de prensa 2019 COICA y CONAIE

https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=950455221975630

TUNTOAK KATÁN DIRIGENTE DE COICA

Buenas tardes con todos, hermanos y hermanas que nos escuchan por este medio de comunicación

Mi nombre es Tuntiak Katán de la coordinadora de las organizaciones indígenas de la Cuenca amazónica COICA.

En este momento, quiero referirme a la realidad que está pasando en el país, especialmente en la Amazonía ecuatoriana. Como amazónico que soy, expresar tajantemente el rechazo a la criminalización a la movilización y a la resistencia de nuestros hermanos de la Amazonía. A nombre de las nacionalidades amazónicas del Ecuador, rechazamos las medidas económicas de Lenin Moreno que afectan a toda la población, no solo a las nacionalidades, sino al país.

Nosotros hemos estado en resistencia porque nuestros territorios están siendo contaminados, nuestras comunidades diezmadas por las actividades extractivas y nuestra demanda, en esta ocasión es, que las nacionalidades y sus territorios debemos vivir sanos, en nuestros territorios.

Vamos a seguir defendiendo el agua, los bosques, los territorios, la pervivencia de nuestras nacionalidades. En ese sentido, rechazamos nuevamente y reiteramos la persecución y encarcelamiento de nuestros líderes que está pasando en este momento, través de la declaratoria de esta medida de excepción que ha realizado Lenin Moreno.

Así que convocamos desde la desde la COICA, a estar presentes y vigilantes porque somos los garantes de los derechos colectivos, derechos de los pueblos indígenas a nivel local, nacional e internacional.

Pedimos, al gobierno de Lenin Moreno que se retracte y que respete la libre determinación, el derecho a la resistencia, que es un derecho fundamental. Los derechos no negociamos, no vamos a retroceder, como amazónicos, como nacionalidades y pueblos organizados de distintos sectores sociales. Muchas gracias.

NAYRA CHALAN VICEPRESIDENTA DE LA ECUARUNARI

Un saludo para los compañeros y compañeras de los pueblos y nacionalidades de las diferentes comunidades y las organizaciones provinciales también, que se han levantado en

medidas de hecho convocadas y planificadas desde hace mucho tiempo ya desde la CONAIE y desde el movimiento indígena.

Saludamos y felicitamos por la valentía de ustedes por haberse declarado en movilización permanente y en el paro permanente también.

De aquí transmitirles también nuestra fortaleza y esta convicción de continuar con esta medida de hecho, reclamar también y al Estado ecuatorianos sobre la criminalización de la protesta social, sobre la barbarie que se está cometiendo sobre el pueblo ecuatoriano en contubernio con los sectores privados.

Rechazamos de que este gobierno haya tenido favoritismos y haya sido siempre corresponsables para que los beneficios pasen siempre a manos privadas.

Como pueblos y nacionalidades seguiremos reclamando por nuestros territorios. Seguiremos reclamando por la libre determinación de nuestros pueblos, por el derecho a la protesta social. Seguiremos reclamando también, por los compañeros y compañeras estudiantes que se encuentran en las aulas universitarias, que se encuentran dentro de las escuelas y colegios de nuestra de nuestros diferentes territorios.

Reclamamos también por los derechos laborales de los compañeros y compañeras que también trabajan en espacios donde la florícola, donde la cólera también se ha instalado. Reclamamos también el respeto a estos derechos de estos compañeros.

Un saludo fuerte y seguiremos aquí en pie de lucha. Seguiremos aquí convocados no declinaremos no esta medida de hecho que hemos convocado con movimiento indígena, como ECUARUNARI, también lo sostenemos en la región sierra.

Un saludo fuerte y muchísimas gracias

JAIME VARGAS

Compañeros buenas tardes, hermanos y hermanas. Saludar a cada uno de ustedes compañeros presidentes de las tres regiones, hermanos presidentes de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, hermanos de los sectores sociales, jóvenes estudiantes, campesinos, agricultores, artesanos, transportistas, niños, hombres y mujeres de nuestro querido país plurinacional.

La CONAIE y toda su estructura nos convocamos a la unidad nacional. Nos convocamos al paro, a la movilización indefinida, por todo lo sucedido y por todo lo que está sucediendo en nuestro Estado, Ecuador.

La CONAIE convocamos a los presidentes de las comunidades, presidente de las asociaciones, presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador, presidente de la regional y todas sus estructuras, a la unidad y salir a las calles a manifestarnos reclamando nuestros derechos y en rechazo a las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos.

Medida económica que no acogen los intereses de nuestros pueblos.

Y decir al señor presidente Lenin Moreno, a todos sus ministros, el pueblo es el que define. El pueblo es el que decide. Rechazamos la declaratoria del estado de excepción. Con decretos o con declaratoria de estado de excepción, nuestra está lucha va más allá.

Nuestra lucha es por la vida. Nuestra lucha es por nuestros territorios. Nuestra lucha es en defensa de la vida de nuestras futuras generaciones.

Así es que la CONAIE, la CONFENAIE, la ECUARUNARI, la CONAICE, todos juntos, nos convocamos a esta gran movilización indefinida en todo el territorio del país, en todas las provincias, en todos los cantones, parroquias, comunidades de nuestro Estado plurinacional.

Estaremos alertos y rechazamos con frontalidad, la criminalización de la protesta social. Rechazamos con frontalidad, la actitud agresiva del gobierno nacional y también alertamos, a las Naciones Unidas, a la Corte Interamericana de Derechos Humanos, para que sugieran al gobierno nacional pare estás medidas que atropellan los derechos de hombres y mujeres, de los estudiantes, de los trabajadores, de los transportistas, de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.

Señor presidente Lenin Moreno, quiero que sepas, con el pueblo no se juega. El pueblo es el que decides. Con cárcel o sin cárceles, seguiremos en pie de lucha y no nos iremos a la cárcel por ser corrupto como la revolución ciudadana, como su gobierno.

Sí tenemos que ir a la cárcel, el pueblo, estamos organizados. Los dirigentes somos voceros y seguiremos en pie de lucha y nos convocamos hermanos y hermanas a esta resistencia nacional.

Compañeros, hermanos dirigentes, estar organizados. Habrá fuertes, compañeros, atropellos de nuestros derechos y convoco también a la fuerza pública, a la Fuerza Armada, que se unan al pueblo. Ustedes son pagados por el pueblo. Ustedes tienen que garantizar los derechos del pueblo y exigimos respeto a los derechos, porque ustedes también son padres de familia, porque ustedes también viven en nuestros territorios. Así es que a defender nuestros derechos y exigir al gobierno nacional, si es posible, derogue todos los decretos que atropellan directamente los derechos de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.

Desde la CONAIE firme y de pie y no de rodillas
Muchas gracias.

CONAIE H1Doc 7- 04 de octubre 2019

Rueda de prensa Jaime Vargas

<https://www.facebook.com/conaie.org/videos/399763397586985>

JAIME VARGAS

A partir del min. 9.00

Buenas tardes, hermanos y hermanas del pueblo ecuatoriano.

La CONAIE y toda su estructura, el colectivo Nacional de todos los sectores sociales del Ecuador, queremos, desde este momento, convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional y exigir al gobierno nacional el respeto de los Derechos colectivos de nuestros pueblos y rechazamos todo atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador, tenemos más de 350 apresados.

Necesitamos la libertad de los hermanos y hermanas. La CONAIE y toda su estructura, este momento, nos encontramos movilizadados en cada uno de nuestros territorios y convocó a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos, a levantar nuestras lanzas en las calles para rechazar las medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano.

Hermanos y hermanas, la CONAIE y las organizaciones sociales, estamos juntos para poder exigir al gobierno, para que este paquetazo vaya a la baja, especialmente decir que nosotros, los pueblos y nacionalidades, la CONAIE, la CONAICE, la CONFENIAE nos declaramos a la gran movilización nacional y exigimos al gobierno nacional su decreto estado excepción no nos dará miedo. Las cárceles no nos dan miedo. Mejor exigimos señor presidente, mande a la cárcel a esos ladrones de Alianza País, de su gobierno. Tiene que devolver los 70 mil millones de dólares que saquearon al país, esos delincuentes.

Usted nos ha calificado de delincuentes, de ladrones. Su gobierno y la revolución ciudadana, ustedes son los ladrones. Ustedes son los delincuentes.

Es por eso, convoco a la gran unidad y luchemos por nuestros territorios para declarar todo el territorio ecuatoriano, un territorio libre de extractivismo, libre de minería metálica. Así es que, pueblo ecuatoriano, vamos a la unidad, vamos a la resistencia.

Compañeros, compañeras, los pueblos y nacionalidades, las organizaciones sociales siempre de pie, nunca de rodillas. Viva la libertad.

MATRICES DE ANÁLISIS

HITO 1 CONAIE

CONAIE H1 MC1: Derechos del Pueblo y de los Pueblos y Nacionalidades

CONAIE H1 MC2: Territorio y Territorios indígenas

CONAIE H1 MC3: Organización institucional de Pueblos y Nacionalidades

CONAIE HI MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE A2:D2A2:E2A2:G3A2:H3	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: PUEBLO, DERECHOS, NACIONAL, NACIONALIDADES, GOBIERNO, CONAIE, SOCIAL	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DERECHO DEL PUEBLO Y DE LOS PUEBLOS Y NACIONALIDADES	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES: PUEBLO, PUEBLOS Y NACIONALIDADES, GOBIERNO NACIONAL, CONAIE	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA CONAIE EN RELACIÓN CON LOS DERECHOS DEL PUEBLO Y DE LOS PUEBLOS Y NACIONALIDADES?
CONAIE HI Doc 4 02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	1 Nos declaramos, primero a la unidad nacional de los pueblos oprimidos por el gobierno , y queremos también decirlo, señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente, señora ministra de gobierno , sepan comprender que los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales, también convocamos a las medidas de hecho en las calles.	"nacional" apela a todo el pueblo al que se le da la característica de "oprimido" (es decir al que se le vulnera sus derechos, por parte del "gobierno" entendido como Estado, quien materializa esta vulneración. "gobierno" también utilizado como apelativo del ministerio encargado de la seguridad interior. "pueblos y nacionalidades" asociado a "sectores sociales" como los actores de las reivindicaciones. Se entiende que quienes	Se reconocen las autoridades del Estado pero se actúa de forma institucional contra ellas. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO REORDENAMIENTO "Nos declaramos" asociado a "unidad nacional de los pueblos " es una nominalización común que sugiere una forma de activación del actor "pueblos" en el discurso mediante participación (actores como agentes que forman parte de una acción colectiva y que comparten ideas). "oprimidos por el gobierno" sugiere que el gobierno es el ente activo en la vulneración de derecho. "señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente, señora ministra de gobierno , sepan comprender" sugiere en cambio una pasivación de estos agentes en el discurso a quienes se les pone en situación de oyentes, suscitando un cambio de correlación de fuerzas. <u>Sentido:</u> El gobierno es el artífice de la vulneración de derechos pero mediante la acción eso se pretende cambiar.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se utiliza la figura de autoización a través de la calificación "pueblos oprimidos" que apela a la moral. La palabra "oprimido" refiere directamente a la vulneración de derechos. <u>Sentido:</u> Se condena moralmente al gobierno. Se utiliza la figura de racionalización en relación con la nominación del "presidentet Lenin Moreno" asociado a "cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional y de los poderes económicos del país" pues se emiten conclusiones sobre el actor opositor rechazando su actuación. <u>Sentido:</u> el gobierno y su figura Lenin Moreno no velan por intereses colectivos.
	2 Rechazamos con frontalidad todo el paquete económico anunciado por el señor presidente Lenin Moreno, porque sabemos de que se están cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional y de los poderes económicos del país.	"presidente" asociado con Lenin Moreno, figura del Estado. Se asimila las medidas tomadas por él a intereses externos y ajenos al pueblo "Fondo Monetario Internacional" "poderes económicos del país". Por ende vulneran derechos del pueblo SIMILAR	El Estado como artífice del abuso y vulneración de derechos. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	3 Con la unidad del pueblo en resistencia activa, no permitiremos la imposición de las políticas económicas del FMI, ni las privatizaciones, ni la flexibilización y desregulación laboral, así como ninguna medida económica que afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano, de igual manera, en continuidad con la lucha desde los territorios indígenas exigimos que se declare al país libre de minería metálica.	Referencia a "pueblo" desde su sentido amplio, más allá de pueblos y nacionalidades. Reivindicación de los derechos desde la condición de clase. SIMILAR	Se deja en evidencia que la vulneración de derechos se materializa en las medidas económicas y al FMI como autor intelectual de esas medidas. PRÓXIMO	VOZ institucional COICA CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO " pueblo " representado como un agente activo que está "en resistencia activa" pero también como víctima pasiva (pasivización subordinada) de las medidas del gobierno "afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano" <u>Sentido:</u> pueblo es activo en la defensa de sus derechos pero es pasivo cuando sus derechos son vulnerados.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se utiliza la figura de racionalización designando como negativa la acción del gobierno que toma medidas "que afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano" y se reafirma la acción positiva del pueblo en "resistencia activa" en continuidad con la lucha" <u>Sentido:</u> Se reafirma el lugar de poder de quien emite el discurso
	4 EL INICIO DE MEDIDAS DE HECHO INDEFINIDAS EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL .	"nacional" refiere al alcance territorial del Estado que la CONAIE reconoce y en el que se incluye. Marco de referencia desde donde se reivindican los derechos del pueblo. SIMILAR	Anuncio de una decisión colectiva institucional PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	Las acciones del " gobierno " se expresan de forma indirecta "medidas económicas tomadas por" <u>Sentido:</u> sugiere una pasivación en clave de beneficiación marcando que esas medidas solo beneficia al gobierno y a los ricos en detrimento del pueblo SUSTITUCIÓN	Se designa al "gobierno" según la figura de evaluación asociando una valoración específica "gobierno de los ricos" "complicidad con el imperialismo representado por el FMI" (metonimia) "la burguesía de este país" "entreguista" que sugieren una representación negativa en función de los valores del actor discursivo

ANEXOS

CONAIE HI Doc 2 03 de octubre 2019 Comunicado: Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos	5	Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos	"Gobierno" asociado a "los ricos" y cercano a "paquetazo neoliberal" sugiere la lucha por los derechos desde la noción de clase. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	"gobierno" es asociado a calificativos "de los ricos" "en complicidad con el imperialismo" "entreguista". Esta connotación sugiere una estrategia de personalización a través de sobredeterminación cuyo sentido es nombrar al gobierno como un ente vinculado a una forma de poder abusivo. <u>Sentido:</u> Aquello sugiere una nominación del actor "gobierno" basada en la idea de clase.	<u>Sentido:</u> se deslegitima a quien vulnera los derechos
	6	Luego de un análisis profundo ante las últimas medidas económicas tomadas por el Gobierno Nacional , en complicidad con el imperialismo representado por el FMI y la burguesía de este país, que profundizan las condiciones de explotación de nuestro pueblo; la CONAIE , ECUARUNARI y CONFENIAE, declaramos	"nacional" asociado a "gobierno" como representante del Estado. Por extensión se lo asimila al "imperialismo" y con la utilización de "burguesía" "explotación" "FMI" referencia en clave anticapitalista con una retórica marxista. SIMILAR	El gobierno y Estado responde a intereses o directrices externas PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	7	Todos juntos a enfrentar el paquetazo neoliberal, convocamos a campesinos, trabajadores, ciudadanía, explotados del campo y la ciudad a sumar fuerzas en acciones contundentes y enfrentar en unidad al Gobierno entreguista de Lenin Moreno.	"gobierno" asociado a "entreguista" y "Lenin Moreno" indica un reclamo y rechazo de la representación estatal SIMILAR	Desconfianza y rechazo de la figura estatal PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE HI Doc 3 06 de octubre 2019 Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios	8	Denunciamos la declaración del estado de excepción en todo el territorio nacional porque sobre todo significa la movilización del personal de Fuerzas Armadas y Policía Nacional y la disminución de las libertades civiles como medida lesiva que contribuye agravar la crisis que se pretende solucionar.	"nacional" referido junto con territorio que remite a la vulneración de derechos de todo el pueblo. Lucha en el sentido de clase ya que se habla de "disminución de las libertades civiles" SIMILAR	Reclamo de las vulneración de derechos desde la óptica republicana (alusión a las FFAA y Policía nacional, reconocimiento del territorio nacional). PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO REORDENAMIENTO "CONAIE", "Pueblo" y son nominados activos mediante participación expresada en una forma de postura "La CONAIE ante el estado de excepción", "La CONAIE ve con preocupación" "el pueblo que defiende su territorio (...)" También se expresa una pasivización subordinada de "Pueblos y Nacionalidades" cuando se describe la vulneración de derechos "incumplimiento de derechos constitucionales para los pueblos y nacionalidades" "abuso de autoridad contra el pueblo" <u>Sentido:</u> Actores activos en la defensa de sus derechos está expresado en la nominación de CONAIE pero pasivos cuando los derechos de "pueblos y nacionalidades" son vulnerados "gobierno nacional" también es un actor activo pero su acción es descrita de forma indirecta "los hechos cometidos por este gobierno" "el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona" <u>Sentido:</u> minimizar la participación del actor gobierno nacional	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se recurre a la figura de autorización mostrando la vulneración de derechos cuando se relaciona las expresiones "declaración de estado de excepción" con "la disminución de las libertades civiles", "violaciones que ocurren en esta coyuntura", "se han agotado los canales de diálogo", "respuesta es la prepotencia y abuso de autoridad", "hechos de violencia, intimidación, persecución y criminalización de derechos políticos y civiles" <u>Sentido:</u> se busca desvirtuar el discurso del gobierno dotando al discurso sobre los derechos, de veracidad para obtener aprobación social.
	9	Finalmente instamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos a estar atentos y denunciar a todo nivel las violaciones que ocurren en esta coyuntura, elevando una voz unida en rechazo y protesta contra los hechos cometidos por este gobierno	"derechos" asociado a "humanos" remite a los derechos del "pueblo" en su sentido amplio y apelando a los organismos garantes de los derechos a nivel nacional e internacional. "gobierno" refiere al Estado como actor que materializa la vulneración de derechos. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva jurídica tradicional. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	10	La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador	Titular. CONAIE como institución responde al anuncio del gobierno de declaratoria de estado de excepción. Anuncia postura institucional y advierte sobre vulneración de derechos	Reivindicación desde una postura institucional como movimiento social y defensor de derechos	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	11	La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE , ve con preocupación la declaración de estado de excepción como única respuesta frente a la crisis social y económica que el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona como mecanismo para afrontar las acciones de resistencia en rechazo al paquetazo neoliberal, flexibilización laboral y demás políticas económicas que se anunciaron en esta semana.	"nacional" asociado a "gobierno" como representación del Estado. "social" asociado a "crisis" y a "económica" para hacer referencia a la situación que atraviesa el pueblo como clase. Se reclama la vulneración de derechos frente a medidas del Estado que obedece a una política "neoliberal". SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

indígenas	1 2	La movilización nacional que desde hoy, 3 de octubre, tomó fuerza con las demandas legítimas del movimiento indígena, organizaciones sociales , sindicales, que agrupa obreros, campesinos, estudiantes, indígenas, mujeres, artistas y la ciudadanía en general es la consecuencia directa del despojo económico, del incumplimiento de derechos constitucionales para los pueblos y nacionalidades y obreros, pero sobre todo, es producto del alto costo de la vida que el gobierno de Lenin Moreno ha provocado privilegiando a la derecha, aplicando la agenda y acuerdos impuestos por el FMI y privilegiando a los corruptos, es decir, se han agotado todos los canales de diálogo y otros no han sido eficaces para solucionar los conflictos sociales .	"nacional" asociado a "movilización" como referencia al alcance de la lucha por los derechos. "sociales" asociado a "organizaciones" para reivindicar una lucha de los derechos desde la condición de clase. Se refuerza con mención a otros sectores como "obreros" "campesinos" "estudiantes""mujeres""artistas""ciudadanía en general". Mención específica a derechos de los PyN asociándolos a la Constitución. "sociales" asociado a conflictos, concibe la defensa de los	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	
	1 3	Pues con esto queda claro que el gobierno no pretende encontrar salidas a los conflictos sociales y su única respuesta es la prepotencia y el abuso de autoridad contra el pueblo que defiende su territorio, sus derechos , sus derechos al trabajo, a una vida digna y en paz.	"gobierno" como representante del Estado y como actor que materializa la vulneración de derechos. Se asocia al Estado por su "prepotencia" "abuso de autoridad". "pueblo" refiere al sentido amplio asociado a su derecho al "trabajo" y a "una vida digna y en paz" SIMILAR	El Estado como artifice del abuso y vulneración de derechos. El pueblo como defensor de sus propios derechos. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	
	1 4	Responsabilizamos al gobierno nacional de los hechos de violencia, intimidación, persecución y criminalización de derechos políticos y civiles que se puedan generar por la declaratoria de este estado de excepción.	"gobierno nacional" como representante del Estado, Asociado a términos negativos como "violencia", "intimidación", "persecución", "criminalización". Actor de la vulneración de derechos. "derechos" asociado a "políticos" y "civiles", se trata de reivindicación de	Estado como artifice de la vulneración de derechos, PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	
	1 5	¿Por qué no les mandan presos a los que se robaron el dinero del pueblo ?	Aquí el pueblo no se refiere solamente a los pueblos indígenas, sino como una extensión en la que los pueblos y nacionalidades están inmersos. SIMILARES	Queda implícito que existe impunidad y que eso afecta a los derechos PRÓXIMOS	Líder mujer indígena CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "CONAIE" es tratada como agente activo asociada a verbos como "rechazamos""estamos unidas""nos solidarizamos""exhortamos". Al mismo tiempo " pueblo " y " pueblos y nacionalidades " se ven descritos como entes pasivos por subordinación, sobre todo cuando su derechos son vulnerados "se robaron la plata del pueblo""frente al pueblo ecuatoriano""se llevaron el dinero del pueblo" <u>Sentido:</u> CONAIE es el actor activo protagonista del discurso y el garante en la defensa de los derechos vulnerados de " pueblo " y " pueblos y nacionalidades " SUSTITUCIÓN " pueblo " y " pueblos y nacionalidades " se anclan a una forma de personalización específica en que se asimila su existencia como fenómeno colectivo <u>Sentido:</u> Son actores tangibles aunque no determinados
	1 6	Bueno buenas tardes, una vez más como CONAIE mujeres, rechazamos la actitud del gobierno frente al pueblo ecuatoriano.	Nuevamente "pueblo" convocado desde su sentido amplio, no solo cultural. "gobierno" topicalizado como Estado. "CONAIE" asociado a "mujeres" refiere a la franja femenina de reivindicación que remite a una lucha institucional desde la categoría de la lucha feminista, pero de acuerdo con los códigos y valores de la CONAIE como movimiento indígena SIMILAR	Apropiación del reclamo al poder del Estado desde la voz específica de las mujeres. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN- JUSTIFICACIÓN Se recurre a la figura de evaluación para contraponer a los actores que vulneran los derechos, frente a los que los defienden. La nominación asociada a " gobierno " (o Estado) es negativa y se traduce por "presos a los que se robaron el dinero del pueblo", "Han reprimido a niños, han reprimido a personas de la tercera edad, han reprimido a nuestras mujeres""Estado no nos garantiza ningún derecho", "Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos", "violencia y la criminalización de la protesta social" Mientras tanto, la nominación positiva atribuida a " CONAIE ", " pueblos " " pueblos y nacionalidades " se traduce en "llamamos a la unidad a todas las mujeres de pueblos y nacionalidades", "compañeros que luchan por los derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades", "La CONAIE y toda su estructura, nos solidarizamos", "hombres y mujeres líderes que por reclamar sus derechos han sido encarcelado""Seguimos exigiendo

ANEXOS

CONAIE HI Doc 5 04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres	1 7	Decir una vez más, que estamos unidas CONAIE y como mujeres CONAIE , como mujeres ECUARUNARI, como mujeres CONFENAIE, como mujeres CONAICE.	"mujer" asociado a CONAIE y a las filiales institucionales refiere a la categoría de lucha por los derechos desde el género. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde una categoría específica de género PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	que nuestros derechos no sean vulnerados" Sentido: la contraposición de la realidad busca desequilibrar un ejercicio de poder a través del cuestionamiento de acciones
	1 8	El compañero Marlon Santi coordinador Nacional de Pachacutik, compañero Jairo Gualinga, dirigente la juventud de la CONAIE .	"nacional" para referirse a una categoría de alcance institucional dentro del movimiento Pachacutik como brazo político de la CONAIE. SIMILAR	Referencia a institución y líder cercano a la CONAIE y que defiende derechos de los P y N PRÓXIMO .	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	
	1 9	Estamos con mucha fuerza, y llamamos a la unidad a todas las mujeres de pueblos y nacionalidades y también a la sociedad a decir que todas las compañeras mujeres, nos sumemos a esta lucha justa.	Reivindicación de derechos desde la categoría de género y de identidad cultural "PyN" SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde una categoría específica de género PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	
	2 0	Están mandando presos a los compañeros que luchan por los derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades .	"PyN" junto con "compañeros" remite a la lucha desde el componente identitario SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de identidad PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	
	2 1	Están usando nuestro territorio para entregar a las empresas transnacionales y eso no están mirando.	"nacional" utilizado dentro del término "transnacional" que se refiere a las empresas y corporaciones del amplio mercado capitalista y que no tienen arraigo nacional. Asociado a "nuestro territorio" refiere a los derechos de Py N en sentido más estricto ya que en territorios ancestrales indígenas se suelen situar los recursos que son concesionados a las empresas foráneas. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	
	2 2	Han reprimido a niños, han reprimido a personas de la tercera edad, han reprimido a nuestras mujeres a nivel nacional .	"nacional" implica aquí que la vulneración de derechos se ha hecho al pueblo en general, entendido como clase. Pero la mención de "mujeres" con "nuestras" si especifica una vulneración a las mujeres indígenas en particular. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde una categoría específica de género PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	
	2 3	Hemos vivido una represión, ya que el Estado no nos garantiza ningún derecho como mujeres indígenas.	La "represión" y "Estado" indica la vulneración de derechos. La mención de "mujeres" especifica una vulneración a las mujeres indígenas en particular SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde una categoría específica de género PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

24	La CONAIE y toda su estructura, nos solidarizamos con el compañero líder indígena, nuestro coordinador Nacional de nuestro movimiento Pachakutik y también, de nuestro compañero, Jairo Gualinga, nuestro dirigente de la juventud de la CONAIE.	"nacional" asociado con "nuestro coordinador" refiere al alcance de la CONAIE y Pachakutik como brazo político. Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de PyN SIMILAR	Referencia a institución y líder cercano a la CONAIE y que defiende derechos de los P y N PRÓXIMO .	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
25	Lamentablemente el Estado con sus cómplices, asimismo cómo hizo Rafael Correa, lo mismo está haciendo el actual gobierno .	"actual gobierno" asociado al Estado y comparado con anterior gobierno, que también cometió vulneración de derechos con PyN. SIMILAR	Los gobiernos suelen vulnerar derechos	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
26	Necesitamos la libertad de los compañeros jóvenes estudiantes, hombres y mujeres líderes que por reclamar sus derechos han sido encarcelado.	"derechos" asociados a P y N con la mención a "líderes". La defensa de los derechos ha llevado a la cárcel. Doble vulneración. SIMILAR	Referencia a institución y líderes de la CONAIE y que defiende derechos de los P y N PRÓXIMO .	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
27	Ningún derecho como mujeres para la sociedad.	"derechos" asociado a mujeres refiere a la reivindicación particular de derechos desde el género, SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde una categoría específica de género PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
28	No podemos permitir, ni podemos callar nuestra voz a tanta injusticia que vive el pueblo ecuatoriano.	"pueblo" asociado a ecuatoriano refiere al pueblo en clave de clase. Sin embargo la mención "nuestra voz" si refiere a CONAIE como portador de esa reivindicación SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva del pueblo como clase pero también como PyN. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
29	Para terminar, rechazamos toda la violencia y la criminalización de la protesta social .	"social" asociado a protesta y cercano a "criminalización" da cuenta de la vulneración de los derechos del pueblo en su sentido amplio SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
30	Seguimos exigiendo que nuestros derechos no sean vulnerados una vez más.	"derechos" asociado a "nuestros" se refiere a derechos de los Py N que están siendo vulnerados. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
31	Señores jueces, pido garantizar derechos y necesitamos la libertad inmediata de estos compañeros porque a nivel del país tenemos más de 350 encarcelados.	Se asocia "derechos" con la figura de "jueces" apelando a la institucionalidad de la justicia garante de derechos frente al atropello materializado en "350 encarcelados" SIMILAR	Reivindicación de derechos desde el aparato institucional de la justicia. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
32	Siempre nos han querido comprar la conciencia, siempre nos han querido callar a nosotros como mujeres indígenas cuando reclamamos nuestros derechos y lamentamos mucho que el Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos que están amparados en la Constitución, y también que esté usando el COIP para criminalizar la protesta social .	"mujeres" asociado a "indígena" remite directamente a la organización y la reivindicación de derechos desde el enfoque específico del género. Se apela a la defensa de estos "derechos" desde los instrumentos del estado de derecho la "Constitución". SIMILAR	Reivindicación de derechos desde el aparato institucional de la justicia. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

3 3	También exhortamos y decimos que no vamos a permitir que sigan criminalizando a otros compañeros líderes por salir a las calles a exigir nuestros derechos .	"derechos" asociado a "nuestros" remite a los P y N. Está reforzado por la mención de "compañeros líderes" lo que se refiere específicamente a la organización. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
	También preguntamos al consejo de la judicatura y también a la fiscalía ¿Por qué no persiguen a los que se llevaron el dinero del pueblo ?	"pueblo" en su sentido amplio. Llamado de atención en forma de pregunta a la institución judicial. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde el aparato institucional de la justicia. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
3 5	A nombre de las nacionalidades amazónicas del Ecuador, rechazamos las medidas económicas de Lenin Moreno que afectan a toda la población, no solo a las nacionalidades , sino al país.	El reclamo por los derechos implica el del pueblo en general además de los de los pueblos y nacionalidades SIMILAR	Queda dicho que los derechos vulnerados son de todos y a nivel nacional, no solo de los pueblos y nacionalidades PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "CONAIE" Y "COICA" como instituciones organizadas son descritas como los agentes activos que velan por los derechos, tanto a nivel nacional como internacional con el alcance más amplio de COICA "somos los garantes de los derechos colectivos""seguimos en pie de lucha""exigir al gobierno nacional""nos convocamos""transmitir nuestra fortaleza y convicción de continuar""somos voceros""rechazamos con frontalidad""reclamamos por nuestros derechos""seguiremos reclamando por" "Vamos a seguir defendiendo". Su voz activa en clave de participación permite además tomarse la palabra de pueblos y nacionalidades que son agentes pasivos en ocasiones beneficiados "a nombre de las nacionalidades amazónicas del Ecuador", y en otras ocasiones subordinados "decretos que atropellan directamente los derechos de P y N" <u>Sentido:</u> CONAIE es el actor activo protagonista del discurso y el garante en la defensa de los derechos vulnerados de "pueblo" y "pueblos y nacionalidades" SUSTITUCIÓN "pueblo" representado mediante un proceso de impersonalización objetualizada que instrumentaliza su acción "el pueblo es el que decide""se unan al pueblo""el pueblo es el que define""con el pueblo no se juega". "gobierno" es asociado a calificativos "corrupto" "haya tenido favoritismos y haya sido siempre corresponsables para que los beneficios pasen siempre a manos privadas". Esta connotación sugiere una estrategia de personalización a través de sobredeterminación cuyo sentido es nombrar al gobierno como un ente vinculado a una forma de poder abusivo. <u>Sentido:</u> Aquello sugiere una nominación del actor "gobierno" basada en la idea de clase.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN- JUSTIFICACIÓN y PERSUASIÓN Se recurre a la figura de autorización para, a la vez acusar y legitimar y justificar la defensa de los derechos apelando a la moral y dotando al discurso de veracidad desvirtuando el discurso opositor por lo que se asocian iniciativas y demandas concretas frente a las vulneraciones. "rechazamos las medidas (...) que afectan a toda la población"; "defender nuestros derechos" "exigir al gobierno nacional (...) derogue todos los decretos que atropellan directamente los derechos"; "reclamar (...) al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social"; "reclamando nuestros derechos y en rechazo a las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos"; "Pedimos, al gobierno de Lenin Moreno que se retracte y que respete la libre determinación, el derecho a la resistencia"; "Seguiremos reclamando por la libre determinación de nuestros pueblos, por el derecho a la protesta social" <u>Sentido:</u> el gobierno (Estado) es moralmente cuestionable PERSUASIÓN Con la expresión "Convoco también a la fuerza pública, a la Fuerza Armada, que se unan al pueblo" se busca la adherencia de sectores que están en oposición.
3 6	Así es que a defender nuestros derechos y exigir al gobierno nacional , si es posible, derogue todos los decretos que atropellan directamente los derechos de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.	"Nacional" utilizado con "gobierno" se refiere directamente al poder estatal. Se relaciona explícitamente la vulneración de los derechos por el actor "gobierno nacional" DISTINTO SIMILAR	Se deja en evidencia quien es el actor que materializa la vulneración de derechos de los pueblos y nacionalidades es "el Gobierno nacional" PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
3 7	Así es que la CONAIE , la CONFENAE , la ECUARUNARI , la CONAICE , todos juntos, nos convocamos a esta gran movilización indefinida en todo el territorio del país, en todas las provincias, en todos los cantones, parroquias, comunidades de nuestro Estado plurinacional .	"nacional" utilizado en el término "plurinacional" que se refiere directamente a los derechos reivindicados por los pueblos y nacionalidades. SIMILAR	Referencia a los logros alcanzados en los derechos de los pueblos y nacionalidades al evocar la plurinacionalidad como reivindicación histórica que hoy consta en la Constitución. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
3 8	Así que convocamos desde la desde la COICA, a estar presentes y vigilantes porque somos los garantes de los derechos colectivos, derechos de los pueblos indígenas a nivel local, nacional e internacional.	Se refiere de forma más específica a los derechos de los pueblos y nacionalidades apelando a la institucionalidad de la COICA como organización de pueblos amazónicos. Desde esta perspectiva, la lucha por los derechos tiene un alcance más amplio, rebasa las reivindicaciones en el marco del Ecuador, sino que recupera la condición cultural y de identidad étnica. SIMILAR	La lucha por los derechos de los pueblos y nacionalidades indígenas es un asunto internacional PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
3 9	Con cárcel o sin cárceles, seguiremos en pie de lucha y no nos iremos a la cárcel por ser corrupto como la revolución ciudadana, como su gobierno .	"gobierno" utilizado para designar al poder estatal. DISTINTO	Consciencia de que la lucha por los derechos se da en condiciones desiguales pero que es justa. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

40	De aquí transmitirles también nuestra fortaleza y esta convicción de continuar con esta medida de hecho, reclamar también y al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social , sobre la barbarie que se está cometiendo sobre el pueblo ecuatoriano en contubernio con los sectores privados.	"social" asociado a protesta y cercano a "criminalización" da cuenta de la vulneración de los derechos del pueblo en su sentido amplio SIMILAR	La vulneración de los derechos se da desde el Estado y en contra de todo el pueblo. Reivindicación desde la clase social. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
41	El pueblo es el que decide.	"pueblo" en su sentido amplio. Junto al verbo "decidir" implica reivindicación de derecho de autodeterminación SIMILAR	PROXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
42	Estaremos alertos y rechazamos con frontalidad, la criminalización de la protesta social .	"social" asociado a protesta y cercano a "criminalización" da cuenta de la vulneración de los derechos del pueblo en su sentido amplio SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de pueblo como clase PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
43	Habrà fuertes, compañeros, atropellos de nuestros derechos y convoco también a la fuerza pública, a la Fuerza Armada, que se unan al pueblo .	"derechos" asociado a "pueblo" en su sentido amplio. Se apela a la unión de Fuerzas Armadas y fuerza pública como parte de ese "pueblo". SIMILAR	Medidas afectan a todo el "pueblo" incluso a las instituciones encargadas de defenderlas "fuerza pública", "Fuerzas Armadas" PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
44	La CONAIE convocamos a los presidentes de las comunidades, presidente de las asociaciones, presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador, presidente de la regional y todas sus estructuras, a la unidad y salir a las calles a manifestarnos reclamando nuestros derechos y en rechazo a las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos .	Defensa de los derechos desde la perspectiva de la identidad. Llamado a dirigentes indígenas "presidentes de comunidades", "presidentes de asociaciones", "presidente de las nacionalidades y pueblos", "presidente de la regional". Refiere directamente a "nuestros pueblos" SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
45	La CONAIE y toda su estructura nos convocamos a la unidad nacional .	"nacional" se remite aquí al reconocimiento de la nación pero asimilada al "pueblo". Se relaciona con la defensa de los derechos de todos. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de pueblo como clase PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
46	Los derechos no negociamos, no vamos a retroceder, como amazónicos, como nacionalidades y pueblos organizados de distintos sectores sociales .	"derechos" asociado a amazónico y a Py N, además de "sectores sociales" que refiere al pueblo en sentido de clase SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva del pueblo como clase pero también como PyN. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
47	Los dirigentes somos voceros y seguiremos en pie de lucha y nos convocamos hermanos y hermanas a esta resistencia nacional .	"nacional" asociado a "resistencia" remite al alcance territorial de la lucha por los derechos SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
48	Medida económica que no acogen los intereses de nuestros pueblos .	"pueblos" referido a P y N. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

CONAIE HI Doc 6 04 de octubre 2019 Rueda de prensa COICA y CONAIE	4 9	Nosotros hemos estado en resistencia porque nuestros territorios están siendo contaminados, nuestras comunidades diezmadas por las actividades extractivas y nuestra demanda, en esta ocasión es, que las nacionalidades y sus territorios debemos vivir sanos, en nuestros territorios.	"nacionalidades" en el sentido de Py N. "nosotros" refiere al componente identitario que se ve reforzado por "nuestros territorios" (x2), "nuestras comunidades", "nuestra demanda". La defensa de los derechos de los Py N SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	5 0	Pedimos, al gobierno de Lenin Moreno que se retracte y que respete la libre determinación, el derecho a la resistencia, que es un derecho fundamental.	"gobierno" asociado a "Lenin Moreno" refiere al Estado. "derecho" asociado a "resistencia" se asimila a la reivindicación de lucha social de clase. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	5 1	Rechazamos con frontalidad, la actitud agresiva del gobierno nacional y también alertamos, a las Naciones Unidas, a la Corte Interamericana de Derechos Humanos, para que sugieran al gobierno nacional pare estás medidas que atropellan los derechos de hombres y mujeres, de los estudiantes, de los trabajadores, de los transportistas, de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.	"gobierno nacional" como representante del Estado. Se asocia con calificativo de "agresivo", por ende el que vulnera derechos. "derechos humanos" asociado a organismos internacionales como Corte Interamericana y Naciones Unidas. Se apela a mecanismos internacionales cuando se trata de vulneraciones de derechos tanto del pueblo en su sentido amplio ("hombres", "mujeres", "estudiantes", "trabajadores", "transportistas") como de Py N.	No hay garantías suficientes dentro del país. No hay confianza en el Estado ecuatoriano. Reivindicación tanto desde la perspectiva de clase como la de P y N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	5 2	Rechazamos de que este gobierno haya tenido favoritismos y haya sido siempre corresponsables para que los beneficios pasen siempre a manos privadas.	"gobierno" entendido como Estado. Actores de la vulneración de derechos por su asociación "corresponsables""beneficios pasen a manos privadas" SIMILAR	Estado como artífice de la vulneración de derechos, PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	5 3	Reclamamos también el respeto a estos derechos de estos compañeros.	"derechos" vulnerados. Asociado a "compañeros" remite a que se trata de derechos de los P y N. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	5 4	Saludar a cada uno de ustedes compañeros presidentes de las tres regiones, hermanos presidentes de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, hermanos de los sectores sociales, jóvenes estudiantes, campesinos, agricultores, artesanos, transportistas, niños, hombres y mujeres de nuestro querido país plurinacional.	"presidentes" asociado a "compañeros" que se refiere a los líderes de los Py N. Se ha adoptado el mismo lenguaje institucional para designar a las autoridades. "sociales" asociado a "sectores", se refiere al pueblo en sentido amplio desde una perspectiva de clase. "plurinacional" rompe con el modelo clásico de estado nacional. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde una perspectiva de clase pero con énfasis en los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

55	Seguiremos reclamando por la libre determinación de nuestros pueblos , por el derecho a la protesta social .	"pueblos" asociado a "nuestros" y "libre determinación" refiere a los derechos de P y N. SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
56	Señor presidente Lenin Moreno, quiero que sepa, con el pueblo no se juega.	"presidente" asociado con Lenin Moreno, como figura del Estado. Avertencia en la modalidad de tuteo. "pueblo" refiere en un sentido amplio. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
57	Si tenemos que ir a la cárcel, el pueblo , estamos organizados.	"pueblo" en su sentido amplio. Junto a "estamos organizados" sugiere una fuerza colectiva unida que puede enfrentar la vulneración de derechos sin miedo, a punto incluso de enfrentar la "cárcel" SIMILAR	Reivindicación de derechos desde el aparato institucional de la justicia. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
58	Un saludo para los compañeros y compañeras de los pueblos y nacionalidades de las diferentes comunidades y las organizaciones provinciales también, que se han levantado en medidas de hecho convocadas y planificadas desde hace mucho tiempo ya desde la CONAIE y desde el movimiento indígena.	"pueblos y nacionalidades" asociado a "medidas de hecho" indica la acción concreta en la defensa de los derechos. Reivindicación desde los Py N, con la referencia "CONAIE" "movimiento indígena". SIMILAR	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
59	Ustedes son pagados por el pueblo .	"pueblo" en su sentido amplio. Organización institucional del Estado. "pueblo" como parte del contrato social. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de pueblo como clase PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
60	Ustedes tienen que garantizar los derechos del pueblo y exigimos respeto a los derechos , porque ustedes también son padres de familia, porque ustedes también viven en nuestros territorios.	"pueblo" en su sentido amplio. Organización institucional del Estado. "pueblo" como parte del contrato social. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de pueblo como clase PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
61	Vamos a seguir defendiendo el agua, los bosques, los territorios, la pervivencia de nuestras nacionalidades .	"nacionalidades" en el sentido de Py N. "nuestras" refiere al componente identitario que refuerza los derechos al "agua, los bosques, los territorios" como derechos de los Py N	Reivindicación de derechos desde los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
62	Y decir al señor presidente Lenin Moreno, a todos sus ministros, el pueblo es el que define.	"pueblo" en su sentido amplio. Organización institucional del Estado. "pueblo" como parte del contrato social. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de pueblo como clase PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
63	Así es que, pueblo ecuatoriano, vamos a la unidad, vamos a la resistencia.	"pueblo" utilizado en el sentido amplio. Concepción de los derechos no solo desde la condición de identidad cultural, sino desde la condición de clase SIMILAR	La lucha por los derechos es un asunto de todos los ecuatorianos. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "CONAIE" "pueblo" y "pueblos y nacionalidades" son agentes activos en	UTILIZACIÓN DE ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN- JUSTIFICACIÓN Se recurre a la figura de evaluación en la que se valora positivamente a los actores defensores de los derechos (CONAIE, pueblo, PyN) y se representa de forma negativa a

ANEXOS

CONAIE HI Doc 7 04 de octubre 2019 Rueda de prensa Jaime Vargas	6 4	Compañeros, compañeras, los pueblos y nacionalidades , las organizaciones sociales siempre de pie, nunca de rodillas.	"pueblos y nacionalidades" asociado a "organizaciones sociales" deja entrever la relación entre lucha por los derechos desde el componente identitario, pero también de clase. SIMILAR	Lucha por los derechos desde la dignidad y haciendo frente a la dominación PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	...un mismo nivel como se traduce por los verbos y expresiones de participación activa asociados como "vamos a la unidad""siempre de pie""estamos juntos para poder exigir""nos declaramos""exigimos""nos convocamos""queremos convocar""rechazamos""nos encontramos movilizados""levantar nuestras lanzas" <u>Sentido:</u> CONAIE, pueblo y pueblos y nacionalidades como sujeto colectivo de lucha activa	...los que los vulneran (Gobierno, Estado) Aquello se expresa en la asociación de CONAIE, pueblo, PyN con "vamos a la unidad, vamos a la resistencia", "siempre de pie, nunca de rodillas" "por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes""or los derechos de nuestros territorios, del agua, de nuestros páramos". En opción gobierno se asocia con "medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano""atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador, tenemos más de 350 apresados" <u>Sentido:</u> CONAIE, pueblo y PyN garantes y defensores de los derechos
	6 5	Hermanos y hermanas, la CONAIE y las organizaciones sociales , estamos juntos para poder exigir al gobierno , para que este paquetazo vaya a la baja, especialmente decir que nosotros, los pueblos y nacionalidades , la CONAIE , la CONAICE, la CONFENIAE nos declaramos a la gran movilización nacional y exigimos al gobierno nacional su decreto estado excepción no nos dará miedo.	"nacional" asociado en dos sentidos: a "gobierno" que indica el Estado y a "movilización" que indica el alcance de la CONAIE para la defensa de los derechos. "sociales" asociado a organizaciones y cercano a CONAIE para indicar la lucha colectiva en un sentido amplio que abarca todo el pueblo como clase. SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva de clase. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	SUSTITUCIÓN "pueblos" y "nacionalidades" también está mencionado asociado a cuantificadores definidos "15 pueblos" y "18 nacionalidades" que le otorga un sentido de especificación por asimilación y agregación. <u>Sentido:</u> Los P y N son un cuerpo tangible.	
	6 6	Hermanos y hermanas, por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes, de los pueblos y nacionalidades , por los derechos de nuestros territorios, del agua, de nuestros páramos, la CONAIE nos convocamos, toda su estructura, las 15 nacionalidades y los 18 pueblos y el Frente Unitario de Trabajadores y el colectivo nacional de los sectores sociales, pueblos y nacionalidades el mes de octubre, a la gran movilización nacional .	"derechos" asociado a "trabajadores", "jubilados", "campesinos", "transportistas", "medios de comunicación", "jóvenes" hace referencia a los derechos del pueblo en su sentido amplio. Mención específica a "PyN" asociado al agua, a "nuestros páramos" en que se especifica que características propias de los territorios indígenas. CONAIE asociada a "15 nacionalidades y los 18 pueblos" marca una especificidad en la defensa de los derechos, mismo si esa defensa se amplía a un espacio más amplio.	Reivindicación de derechos desde una perspectiva de clase pero con énfasis en los Py N. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	6 7	La CONAIE y toda su estructura, el colectivo Nacional de todos los sectores sociales del Ecuador, queremos, desde este momento, convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional y exigir al gobierno nacional el respeto de los Derechos colectivos de nuestros pueblos y rechazamos todo atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador, tenemos más de 350 apresados.	"nacional" asociado a "colectivo" apela al sentido de organización social, es decir al pueblo en general. De igual forma "nacional" asociado a "territorio" toma aquí el sentido del territorio ecuatoriano como contenedor del pueblo. Los "derechos" por tanto se refieren a los de todos y al mismo tiempo específicamente el de "nuestros pueblos" referidos a PyN.	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva del pueblo como clase pero también como PyN. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

	6 8	La CONAIE y toda su estructura, este momento, nos encontramos movilizados en cada uno de nuestros territorios y convocó a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos, a levantar nuestras lanzas en las calles para rechazar las medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano.	Referencia específica a PyN, asociado a "nuestros territorios" "las comunidades""asociaciones", También hace referencia a "nuestras lanzas" como símbolo de lucha de los PyN. Sin embargo remite que esta lucha por los derechos se extiende porque va en contra de los "intereses del pueblo ecuatoriano" CONAIE como representante del todo el pueblo SIMILAR	Reivindicación de los derechos desde la perspectiva del pueblo como clase pero también como PyN. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE HI Doc 3 06 de octubre 2019: Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	6 9	1) Ante la brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública para comprender el carácter popular de las demandas del Paro Nacional contra el Paquetazo, que afecta al conjunto de la sociedad ecuatoriana y deteriora las condiciones de vida y existencia de los sectores populares más vulnerables del país;	La palabra nacional junto con "paro" refiere al evento que está sucediendo y que es de conocimiento general. Nacional aquí refiere a la dimensión que conlleva el paro. Los derechos se defienden a través del paro. SIMILARES	Queda dicho que los derechos vulnerados son de todos y a nivel nacional, no solo de los pueblos y nacionalidades PRÓXIMOS	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "CONAIE" es agente activo asociado al verbo "declara" mientras que la acción del " gobierno nacional " es descrito en forma indirecta "la insistencia del gobierno nacional de avanzar" <u>Sentido:</u> otorgar menos protagonismo a la acción del gobierno	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se recurre a la figura de racionalización en la que se busca rechazar el lugar de otros actores en el que se toman ciertas acciones como premisas. Así a propósito del gobierno (Estado) se asocian las expresiones: "a brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública", "insistencia del Gobierno Nacional de avanzar en sobre nuestros territorios con la explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida"
	7 0	Ante la insistencia del Gobierno Nacional de avanzar en sobre nuestros territorios con la explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida y respaldando con fuerzas militares la presencia de las empresas;	"Nacional" utilizado con "gobierno" se refiere directamente al poder estatal. El término se aleja de la dimensión reivindicativa sino que refiere al poder que materializa la vulneración de derechos DISTINTO	Se deja en evidencia quien es el actor que materializa la vulneración de derechos "el Gobierno nacional" PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	SUSTITUCIÓN " Pueblos y nacionalidades " asociado a "nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción" le otorga un sentido de especificación por asimilación colectiva. <u>Sentido:</u> pueblos y nacionalidades son agentes.	"a brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública", "insistencia del Gobierno Nacional de avanzar en sobre nuestros territorios con la explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida" Sentido: deslegitimar el discurso del opositor, el gobierno.
	7 1	CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	Titular. Respuesta frente a la vulneración de derechos por parte del Estado a partir de su declaratoria de Estado de excepción. Reivindicación del derecho a la autodeterminación de los territorios indígenas y la jurisdicción de la justicia indígena. SIMILAR	Se deja en evidencia que la respuesta al Estado se da bajo los mismos mecanismos. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	7 2	En ejercicio de nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción de los pueblos y nacionalidades , reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador	Reivindicación de derechos específicos de los Pueblos y Nacionalidades apelando a los instrumentos internacionales SIMILAR	PROXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

CONAIE H1 MC2- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	S G T O	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: TERRITORIO INDÍGENA, EXCEPCIÓN, DECLARAR	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
		TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? TERRITORIO Y TERRITORIOS INDÍGENAS	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : INDÍGENA, CONAIE, GOBIERNO, PRESIDENTE	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA CONAIE EN RELACIÓN CON LOS EL TERRITORIO Y LOS TERRITORIOS INDÍGENAS?
CONAIE H1 Doc 4 02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	1	Así es que hoy queremos declararnos en acciones importantes en cada uno de nuestros territorios .	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico.	"declararnos" anuncia una medida colectiva que emana y se materializa desde el lugar simbólico y real de los territorios indígenas	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO REORDENAMIENTO "CONAIE" asociado con los verbos "Nos convocamos", "queremos declararnos", "nos declaramos" es una nominalización común que sugiere una forma de activación del actor "CONAIE" en el discurso mediante participación (actores como agentes que forman parte de una acción colectiva y que comparten ideas). Cabe notar que se utiliza a menudo CONAIE como equivalente de "Pueblos y Nacionalidades"	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de la autorización que apela a la ley cuando "territorios" asociado a "derechos" sugiere una estatus legal del objeto que se está defendiendo. <u>Sentido:</u> Está en disputa esta representación de la realidad en que los "territorios" indígenas están insertos en un territorio nacional más amplio y el poder que se ejerce en estos se tiene que negociar.
	2	Hermanos y hermanas, por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes, de los pueblos y nacionalidades, por los derechos de nuestros territorios , del agua, de nuestros páramos, la CONAIE nos convocamos, toda su estructura, las 15 nacionalidades y los 18 pueblos y el Frente Unitario de Trabajadores y el colectivo nacional de los sectores sociales, pueblos y nacionalidades el mes de octubre, a la gran movilización nacional.	"territorios" referido como territorios indígenas. Sentido simbólico y jurídico desde donde se materializa la auto-determinación indígena y uno de los objetos de la lucha indígena asociado a "derechos" que se complementa con "agua" y "nuestros páramos"	"nuestros" asociado a "territorios" señala la dimensión colectiva que se contrapone a la noción de propiedad privada clásica	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	"señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente, señora ministra de gobierno, sepan comprender" sugiere en cambio una pasivación de estos agentes en el discurso a quienes se les pone en situación de oyentes, suscitando un cambio de correlación de fuerzas. Sentido: El gobierno es el agente opositor	
	3	Nos declaramos , primero a la unidad nacional de los pueblos oprimidos por el gobierno, y queremos también decirlo, señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente, señora ministra de gobierno, sepan comprender que los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales, también convocamos a las medidas de hecho en las	"nos declaramos" asociado a "unidad nacional de los pueblos oprimidos por el gobierno" sugiere una noción de territorio más amplia, que rebasa los territorios indígenas e implica a todo el pueblo ecuatoriano	Declaración que toma una dimensión nacional frente al Estado y que se materializa en todo el territorio.	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	4	Con la unidad del pueblo en resistencia activa, no permitiremos la imposición de las políticas económicas del FMI, ni las privatizaciones, ni la flexibilización y desregulación laboral, así como ninguna medida económica que afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano, de igual manera, en continuidad con la lucha desde los territorios indígenas exigimos que se declare al país libre de minería metálica.	"territorios indígenas" designa desde donde se materializa la auto-determinación indígena, figura simbólica y jurídica	La asociación de "territorios indígenas" con "exigimos se declare al país" sugiere un alcance nacional de la reivindicación territorial. Lo que se decide en los territorios indígenas se tiene que aplicar a nivel nacional	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "territorios indígenas" representado como un agente activo asociado con "exigimos que se declare" <u>Sentido:</u> "territorios indígenas" es un agente Las acciones del "gobierno" se expresan de forma indirecta "medidas económicas tomadas por" Sentido: sugiere una pasivación en	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización al utilizar " territorios indígenas " en forma de personalización ya que están subyacentes los instrumentos nacionales e internacionales legales que amparan a los territorios indígenas. Sentido: se negocia con el Estado en igualdad de condiciones La misma figura de autorización está interpelada en la expresión "territorio nacional" que remite a una

ANEXOS

CONAIE HI Doc 2 03 de octubre 2019 Comunicado: Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos	5	EL INICIO DE MEDIDAS DE HECHO INDEFINIDAS EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.	"territorio nacional" designa el rango material de la actuación de la CONAIE. Donde se actuará físicamente. Sentido del territorio como espacio geográfico. SIMILAR	Se sugiere un alcance territorial nacional de la reivindicación y de las acciones. Lo que se decide en los territorios indígenas se tiene que aplicar a nivel nacional PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	clave de beneficiación marcando que esas medidas solo beneficia al gobierno y a los ricos en detrimento del pueblo SUSTITUCIÓN Se recurre al proceso lingüístico de personalización específica con asimilación colectiva al utilizar "territorios indígenas" asociado a una acción "exigimos que se declare" <u>Sentido:</u> los territorios indígenas no solo son tierras sino son su colectivo (habitantes)	jurisdicción ampliamente legitimada. Las "medidas de hecho" también remiten a un vocabulario que se enmarca en la categoría legitimada por el derecho a la protesta. <u>Sentido:</u> se negocia con el Estado en toda su jurisdicción
	6	Luego de un análisis profundo ante las últimas medidas económicas tomadas por el Gobierno Nacional, en complicidad con el imperialismo representado por el FMI y la burguesía de este país, que profundizan las condiciones de explotación de nuestro pueblo; la CONAIE, ECUARUNARI y CONFENIAE, declaramos	Bajo "declaramos" está inmerso tanto "pueblo" que remite a todo el territorio nacional cuanto "CONAIE" que significa los territorios indígenas. Sentido simbólico y jurídico del territorio. SIMILAR	Se sugiere un alcance territorial nacional de la reivindicación y de las acciones. Lo que se decide en los territorios indígenas se tiene que aplicar a nivel nacional PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE HI Doc 3 06 de octubre 2019 Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	7	Denunciamos la declaración del estado de excepción en todo el territorio nacional porque sobre todo significa la movilización del personal de Fuerzas Armadas y Policía Nacional y la disminución de las libertades civiles como medida lesiva que contribuye agravar la crisis que se pretende solucionar.	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. "territorio nacional" como un ente jurídico pero también geográfico donde se actuará materialmente. SIMILAR	La actuación material de "estado de excepción" asociado a "territorio nacional" está enmarcada por "movilización de Fuerzas Armadas y Policía Nacional" PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO REORDENAMIENTO La utilización de "declaración del estado de excepción", "estado de excepción declarado", "la declaración de estado de excepción" sin nombrar directamente al responsable de esta declaración en la entidad del gobierno, y sin utilizar los verbos en su forma activa sugiere una pasivización de su rol de agente. <u>Sentido:</u> minimizar la importancia de acción del gobierno en el discurso.	UTILIZACIÓN DE LAS ESTRATEGIAS DE NEGOCIACIÓN Y DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización al develar que "declaración de estado de excepción" implica "movilización del personal de Fuerzas Armadas y Policía Nacional y la disminución de las libertades civiles". "movilización" y "disminución de libertades civiles" implica una modificación por la fuerza de la noción simbólica del territorio en su sentido jurídico <u>Sentido:</u> Se pretende desvirtuar el discurso oponente haciendo visible las consecuencias de una medida legal que modifica la configuración del territorio. Está en juego la representación que es necesaria negociar del territorio como espacio simbólico y jurídico contenedor de derechos del pueblo ecuatoriano y de los pueblos indígenas
	8	La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. "Ecuador" es el ente jurídico y geográfico. SIMILAR	"declarado" da cuenta que es una acción fuera del alcance del que emite el discurso "CONAIE". Sin embargo emite su posición colectiva "ante" el hecho. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	9	La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, ve con preocupación la declaración de estado de excepción como única respuesta frente a la crisis social y económica que el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona como mecanismo para afrontar las acciones de resistencia en rechazo al paquetazo neoliberal, flexibilización laboral y demás políticas económicas que se anunciaron en esta semana.	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"la declaración" da cuenta que es una acción fuera del alcance de la CONAIE. Sin embargo emite su "preocupación" colectiva. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN A través de la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores opositores y rechazar su lugar de poder en el discurso, se asocia la decisión de "estado de excepción" entendido como forma de poder sobre el territorio con "medida lesiva que contribuye a agravar la crisis", "única respuesta frente a la crisis social", "respuesta es la prepotencia y el abuso de autoridad contra el pueblo", "hechos de violencia, intimidación, persecución, y criminalización de derechos políticos y civiles" <u>Sentido:</u> Nociones de territorio opuestas
	10	Pues con esto queda claro que el gobierno no pretende encontrar salidas a los conflictos sociales y su única respuesta es la prepotencia y el abuso de autoridad contra el pueblo que defiende su territorio , sus derechos, sus derechos al trabajo, a una vida digna y en paz.	"territorio" en el sentido de espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas que se pretende defender. SIMILAR	"territorio" asociado a "defiende", "sus derechos" remite a la figura jurídica de los territorios indígenas amparados por instrumentos legales nacionales e internacionales. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

	1 1	Responsabilizamos al gobierno nacional de los hechos de violencia, intimidación, persecución y criminalización de derechos políticos y civiles que se puedan generar por la declaratoria de este estado de excepción .	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"estado de excepción" vinculado a "gobierno nacional" que le da sentido al alcance territorial. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE HI Doc 5 04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres	1 2	Están usando nuestro territorio para entregar a las empresas transnacionales y eso no están mirando.	"territorio" en el sentido de espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas pero también espacio geográfico donde viven físicamente los pueblos indígenas (ubicación de recursos naturales) SIMILAR	"territorios" asociado a "usando", "entregar a las empresas transnacionales" traduce la idea del despojo de los territorios, razón por la que se los defiende. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN SUSTITUCIÓN Las acciones de despojo "usando nuestro territorio", "afectando a nuestros territorios" son atribuidas a actores a través de la impersonalización por asociación "empresas transnacionales" y que se materializan a través del verbo "entregar" (circunstancias de acompañamiento) <u>Sentido:</u> el gobierno y las empresas transnacionales funcionan juntos	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena una disputa de representaciones del "territorio" o como espacio simbólico y jurídico contenedor de derechos del pueblo ecuatoriano y de los pueblos indígenas y la que es una fuente de riqueza para el Estado y las empresas.
	1 3	Nos están afectando a nuestros territorios .	"nuestros territorios" refiere al espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas que se pretende defender. SIMILAR "	"territorios" asociado a "nos están afectando" sugiere que no solo se afecta al territorio en su sentido físico sino también a los pueblos que habitan allí. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
	1 4	Así es que la CONAIE, la CONFENAE, la ECUARUNARI, la CONAICE, todos juntos, nos convocamos a esta gran movilización indefinida en todo el territorio del país, en todas las provincias, en todos los cantones, parroquias, comunidades de nuestro Estado plurinacional.	"territorio del país" designa el rango material de la actuación de la CONAIE. Donde se actuará físicamente. Sentido del territorio como espacio geográfico. "Estado plurinacional" refiere a la categoría jurídica caracterizada en la Constitución y que otorga reconocimiento jurídico a nacionalidades indígenas y a sus territorios. SIMILAR	"territorio" como espacio geográfico reforzado por las expresiones "todas las provincias", "todos los cantones, parroquias, comunidades" que remite a una visión del estado nación. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO REORDENAMIENTO La CONAIE se representa como un agente activo y cuyo margen de participación es todo el territorio del Ecuador en su sentido geográfico y su lucha en defensa del "territorio" en su sentido simbólico. Aquello se expresa en los verbos "nos convocamos"; "rechazamos", "hemos estado en resistencia", "seguiremos reclamando", "seguir defendiendo" asociados a "todo el territorio del país", "garantes de los derechos (...) a nivel local, nacional, internacional". <u>Sentido:</u> CONAIE es protagonista de la defensa de los territorios	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización ya que están subyacentes los instrumentos nacionales e internacionales legales que amparan a los territorios. Aquello se expresa en "nuestro Estado Plurinacional" como figura constante en la Constitución que da un estatus legal a los pueblos y nacionalidades y sus territorios. También "derechos de los pueblos indígenas a nivel local, nacional e internacional" que sugiere el amparo de instrumentos internacionales en el que se inscribe el amparo de los derechos de los territorios indígenas. <u>Sentido:</u> Se negocia en igualdad de condiciones con el Estado apelando a la ley. Se sugiere un mismo control territorial
	1 5	Así que convocamos desde la desde la COICA, a estar presentes y vigilantes porque somos los garantes de los derechos colectivos, derechos de los pueblos indígenas a nivel local, nacional e internacional.	En "derechos de los pueblos indígenas" se incluyen los derechos del territorio con sentido colectivo. SIMILAR	Se refiere a "territorio" en su dimensión simbólica y jurídica a través de los derechos que lo amparan. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	1 6	Como pueblos y nacionalidades seguiremos reclamando por nuestros territorios .	"nuestros territorios" refiere al espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas que se pretende defender. SIMILAR	"seguiremos reclamando" fortalece la idea de defensa del territorio como un derecho en su sentido simbólico y jurídico. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	1 7	Con decretos o con declaratoria de estado de excepción , nuestra está lucha va más allá.	"declaratoria de estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"nuestra lucha va más allá" infiere en que la lucha rebasa una concepción del territorio enmarcada en la que abarca el estado de excepción. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE HI Doc 6 04 de octubre 2019 Rueda de prensa COICA y CONAIE	18	En ese sentido, rechazamos nuevamente y reiteramos la persecución y encarcelamiento de nuestros líderes que está pasando en este momento, través de la declaratoria de esta medida de excepción que ha realizado Lenin Moreno.	"declaratoria de esta medida de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"persecución y encarcelamiento de nuestros líderes" asociado al "medida de excepción" sugiere que se limita la libre circulación en el territorio PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	19	Nosotros hemos estado en resistencia porque nuestros territorios están siendo contaminados, nuestras comunidades diezmadas por las actividades extractivas y nuestra demanda, en esta ocasión es, que las nacionalidades y sus territorios debemos vivir sanos, en nuestros territorios .	"nuestros territorios" refiere al espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas que se pretende defender. SIMILAR	"nuestros territorios" asociado a "en resistencia" sugiere la defensa del territorio como un derecho en su dimensión jurídica, simbólica pero también física ya que concretamente estos son "contaminados", "comunidades diezmadas por las actividades extractivas" PROXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	20	Nuestra lucha es por nuestros territorios .	"nuestros territorios" refiere al espacio simbólico donde se materializa la autodeterminación de los pueblos indígenas que se pretende defender. SIMILAR	"territorios" asociado a "nuestra lucha" sugiere la dimensión simbólica, jurídica y geográfica cuyos derechos son amparados. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	21	Rechazamos la declaratoria del estado de excepción .	"declaratoria de estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"rechazamos" asociado a "estado de excepción" sugiere una posición de defensa del territorio. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	22	Seguiremos reclamando también, por los compañeros y compañeras estudiantes que se encuentran en las aulas universitarias, que se encuentran dentro de las escuelas y colegios de nuestra de nuestros diferentes territorios .	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"territorios" asociado a "que se encuentran" designa el lugar geográfico que en aquel momento se ve amenazado por el estado de excepción. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	23	Ustedes tienen que garantizar los derechos del pueblo y exigimos respeto a los derechos, porque ustedes también son padres de familia, porque ustedes también viven en nuestros territorios .	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"ustedes también viven en nuestros territorios" se dirige a los miembros de la fuerza pública que en ocasiones también son parte del pueblo o de los PyN. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	24	Vamos a seguir defendiendo el agua, los bosques, los territorios , la pervivencia de nuestras nacionalidades.	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	La noción de "territorio" en su dimensión simbólica y jurídica también incluye los recursos naturales que hay que defender: "agua, bosques", como también los PyN "pervivencia de las nacionalidades" cuya relación con el territorio es codependiente PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN

CONAIE HI Doc 7 04 de octubre 2019 Rueda de prensa Jaime Vargas	2 5	Es por eso, convoco a la gran unidad y luchemos por nuestros territorios para declarar todo el territorio ecuatoriano, un territorio libre de extractivismo, libre de minería metálica.	"nuestros territorios" se asimila en esta expresión a los que contienen los derechos de P y N, dimensión simbólica y jurídica. "territorio" asociado a "ecuatoriano" refiere a la situación geográfica y política. SIMILAR	"nuestros territorios" asociados a "luchemos por" indica la defensa de los derechos. "declarar todo el territorio ecuatoriano libre de extractivismo" sugiere que la lucha se expande para que los derechos de PyN sea una realidad para todo el Ecuador. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN
	2 6	Hermanos y hermanas, la CONAIE y las organizaciones sociales, estamos juntos para poder exigir al gobierno, para que este paquetazo vaya a la baja, especialmente decir que nosotros, los pueblos y nacionalidades, la CONAIE, la CONAICE, la CONFENIAE nos declaramos a la gran movilización nacional y exigimos al gobierno nacional su decreto estado excepción no nos dará miedo.	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"estado de excepción no nos dará miedo" asociado a "gran movilización nacional" sugiere que la defensa de los derechos tiene lugar en una misma dimensión territorial. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	La CONAIE se representa como un agente activo y cuyo margen de participación es todo el territorio del Ecuador en su sentido geográfico y su lucha en defensa del "territorio" en su sentido simbólico. Aquello se expresa: "convoca a la gran unidad", "para declarar todo el territorio ecuatoriano", "estamos juntos para exigir", "nos declaramos a la gran movilización nacional", "convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional", "rechazamos todo atropello a los derechos", "nos encontramos movilizad@s" <u>Sentido:</u> CONAIE es protagonista de la defensa de los territorios	Se recurre a la figura de autorización ya que están subyacentes los instrumentos nacionales e internacionales legales que amparan a los territorios. Aquello se expresa en "respeto de los derechos colectivos de nuestros pueblos" Eso se ve reforzado por la alusión a mecanismos de protesta amparados por la ley "convoco a la gran unidad", "nos declaramos a la gran movilización nacional", "convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional", convocó a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos, a levantar nuestras lanzas en las calles " <u>Sentido:</u> Se negocia en igualdad de condiciones con el Estado apelando a la ley. Se sugiere un mismo control territorial.
	2 7	La CONAIE y toda su estructura, el colectivo Nacional de todos los sectores sociales del Ecuador, queremos, desde este momento, convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional y exigir al gobierno nacional el respeto de los Derechos colectivos de nuestros pueblos y rechazamos todo atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador, tenemos más de 350 apresados.	La figura legal de "estado de excepción" se vincula con una jurisdicción territorial. SIMILAR	"estado de excepción no nos dará miedo" asociado a "gran movilización nacional" y "todo el territorio nacional" sugiere que la defensa de los derechos tiene lugar en una misma dimensión territorial. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	2 8	La CONAIE y toda su estructura, este momento, nos encontramos movilizad@s en cada uno de nuestros territorios y convocó a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos, a levantar nuestras lanzas en las calles para rechazar las medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano.	"nuestros territorios" se asimila en esta expresión a los que contienen los derechos de P y N, dimensión simbólica y jurídica. Se asocia a "CONAIE y toda su estructura" SIMILAR	"convoco a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador" y "los intereses del pueblo ecuatoriano" sugieren la defensa de los derechos en una dimensión territorial que rebasan los territorios indígenas PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	2 9	Ante la insistencia del Gobierno Nacional de avanzar en sobre nuestros territorios con la explotación de minería, petróleo y bienes de la naturaleza, destruyendo entornos de vida y respaldando con fuerzas militares la presencia de las empresas;	"nuestros territorios" se asimila en esta expresión a los que contienen los derechos de P y N, dimensión simbólica y jurídica SIMILAR	La noción de "territorios" refiere a "territorios indígenas" que gozan de derechos específicos PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN
	3 0	CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	"territorios indígenas" designa desde donde se materializa la auto-determinación indígena, figura simbólica y jurídica SIMILAR	"territorios indígenas" asociado a "CONAIE declara estado de excepción" sugiere control territorial PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	"nuestros territorios" asociado al "estado de excepción" sugiere una personificación del control del territorio. La dimensión jurídica y simbólica de "territorios" asociada a la CONAIE, le otorga un sentido de personificación por asimilación colectiva. <u>Sentido:</u> El territorio es equivalente a los habitantes, además de ser contenedor de sus derechos.	El discurso busca colocar una representación de la realidad en la que se disputan poderes, en este caso el control del territorio. Se recurre a la figura de autorización para desvirtuar el discurso alterno, procurando reducir el lugar del poder de ese discurso opositor. Así se utiliza la misma fórmula de "estado de excepción" pero declarado desde "CONAIE" y para "los territorios indígenas" para poner en escena la disputa del control territorial, que además se ampara en instrumentos legales internacionales que dan respaldo a los derechos del territorio como "Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el

ANEXOS

CONAIE HI Doc 3 06 de octubre 2019; Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	3 1	En ejercicio de nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción de los pueblos y nacionalidades, reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador;	"nuestro derecho a la autodeterminación" es base del derecho al territorio. Dimensión simbólica y jurídica. SIMILAR	"Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas", "Convenio 169 de la OIT", "Constitución de la República" son los instrumentos legales en los que se perfeccionan los derechos al territorio entre otros derechos de los PyN. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador", "justicia indígena". <u>Sentido:</u> CONAIE negocia con el Estado en igualdad de condiciones.
	3 2	Militares y policías que se acerquen a territorios indígenas serán retenidos y sometidos a justicia indígena	"territorios indígenas" designa desde donde se materializa la auto-determinación indígena, figura simbólica y jurídica SIMILAR	"sometidos a justicia indígena" asociado a "territorios indígenas" sugiere la dimensión jurídica de los derechos de PyN en cuanto al control territorial. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	

CONAIE H1 MC3- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	S G T O	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: COMPAÑERO, MUJER., HERMANO, ECUATORIANO, EXIGIR, ECUADOR PRESIDENTE, PAÍS RECHAZAR, CONVOCAR RECLAMAR, CONVOCAR	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
		TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? ORGANIZACIÓN INSTITUCIONAL DE PUEBLOS Y NACIONALIDADES	DETERMINAR QUE RELACÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : COMPAÑERO, MUJER, HERMANO, ECUATORIANO, PRESIDENTE	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA CONAIE EN RELACIÓN CON LA ORGANIZACIÓN INSTITUCIONAL DE PUEBLOS Y NACIONALIDADES
CONAIE H1 Doc 4 02 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	1	Hermanos y hermanas , por los derechos de los trabajadores, por los derechos de los jubilados, de los campesinos, de los transportistas, de los medios de comunicación, de los jóvenes, de los pueblos y nacionalidades, por los derechos de nuestros territorios, del agua, de nuestros páramos, la CONAIE nos convocamos , toda su estructura, las 15 nacionalidades y los 18 pueblos y el Frente Unitario de Trabajadores y el colectivo nacional de los sectores sociales, pueblos y nacionalidades el mes de octubre, a la gran movilización nacional.	"hermanos y hermanas" como forma de nominación orgánica. Se dirige a los miembros dentro de la organización SIMILAR	"hermanos y hermanas" asociado con "los derechos de nuestros territorios", "la CONAIE nos convocamos" renite a la acción como organización. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Los actores de la organización social "hermanos y hermanas", "presidente de la CONAIE" son los agentes activos por participación a través de los verbos propios del vocablo de la militancia social "convocamos", "declaramos", "rechazamos". Los actores "presidente" "Lenin Moreno" "vicepresidente", "ministro de gobierno" se describen pasivizados subordinados con las expresiones "sepan comprender", "anunciado por", "están cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional". Se dirigen a ellos como sujetos oyentes y se les atribuye acciones por cuenta de otros poderes. <u>Sentido:</u> Organización social sí actúa activamente mientras que actores de Estado cumplen no tiene autonomía ni autoridad propia sino que cumplen órdenes de otros.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de racionalización para rechazar el lugar de otros actores y reafirmar el lugar del autor del discurso. Aquello se evidencia en la estrategia de reordenamiento adoptada.
	2	Jaime Vargas- Presidente de la CONAIE	"presidente" en el marco de la jerarquía de la organización social SIMILAR	Representa la firma en final de comunicado como formalismo de quien se hace responsable de lo emitido, a nombre del colectivo organizado PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	3	Nos declaramos , primero a la unidad nacional de los pueblos oprimidos por el gobierno, y queremos también decirlo, señor presidente Lenin Moreno, señor vicepresidente , señora ministra de gobierno, sepan comprender que los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales, también convocamos a las medidas de hecho en las calles.	"presidente" "vicepresidente" designa al presidente y vicepresidente de la república. Nominación jerarquica de autoridad estatal. Los verbos "declaramos", "convocamos" se atribuyen a la organización quien interpela al Estado. SIMILAR	"declaramos" asociado a "unidad nacional de los pueblos oprimidos" y "convocamos" asociado a "medidas de hecho en las calles" remite a una decisión organizada, concertada y colectiva propio vocabulario de organización social. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	4	Rechazamos con frontalidad todo el paquetazo económico anunciado por el señor presidente Lenin Moreno, porque sabemos de que se están cumpliendo los grandes intereses del Fondo Monetario Internacional y de los poderes económicos del país .	"presidente" designa al presidente de la República. "país" designa al Ecuador como nación. SIMILAR	"señor presidente" asociado a "Lenin Moreno" marca el reconocimiento de la autoridad estatal al tiempo que asocia a "rechazamos" marca el emplazamiento a la responsabilidad del cargo que ostenta. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H1Doc 2 03 de octubre 2019 Comunicado: Frente al paquetazo neoliberal y el Gobierno de los ricos	5	Con la unidad del pueblo en resistencia activa, no permitiremos la imposición de las políticas económicas del FMI, ni las privatizaciones, ni la flexibilización y desregulación laboral, así como ninguna medida económica que afecte y empobrezca al pueblo ecuatoriano , de igual manera, en continuidad con la lucha desde los territorios indígenas exigimos que se declare al país libre de minería metálica.	"ecuatoriano" designa a todo el pueblo de la nación Ecuador e su dimensión simbólica. "país" designa al Ecuador como nación.	SIMILAR	"pueblo ecuatoriano" asociado a "pueblo en resistencia" y "exigimos se declare al país" remite a la lucha de la organización social.	PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Los actores de la organización social que emiten el discurso son los agentes activos por participación, lo que se expresa por los verbos "no permitiremos", "exigimos", "convocamos", "declaramos" que son reconocibles en el vocablo de la militancia social. Los verbos asociados al gobierno son indirectos como "medidas económicas tomadas por el gobierno nacional" pero además sus acciones mostradas como decididas por otros entes "imposición de las políticas del FMI", "en complicidad con el imperialismo representado por el FMI". <u>Sentido:</u> Organización social sí actúa activamente mientras que actores de Estado cumplen, no tiene autonomía ni autoridad propia sino que responden órdenes de otros.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de racionalización para rechazar el lugar de otros actores y reafirmar el lugar del autor del discurso. Aquello se evidencia en la estrategia de reordenamiento adoptada.
	6	Convocamos a la unidad de todos los sectores populares del país para enfrentar con altura el paquetazo neoliberal.	"país" designa al Ecuador como nación.	SIMILAR	"unidad de todos los sectores populares del país" asociado a "convocamos" remite a los procesos de organización social colectiva	PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	7	Luego de un análisis profundo ante las últimas medidas económicas tomadas por el Gobierno Nacional, en complicidad con el imperialismo representado por el FMI y la burguesía de este país , que profundizan las condiciones de explotación de nuestro pueblo; la CONAIE, ECUARUNARI y CONFENIAE, declaramos	"país" designa al Ecuador como nación.	SIMILAR	"burguesía de este país" remite a un término que designa la clase social. También se asocia "imperialismo". Vocabulario comunmente utilizado por la organización social.	PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE H1Doc 3 06 de octubre 2019: Comunicado: CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	8	La CONAIE ante el estado de excepción declarado en Ecuador	Titular. Anuncia la postura de la organización frente a una medida del gobierno "Ecuador" como nación.	SIMILAR	"La CONAIE ante" expresa la postura concertada y colectiva tomada como organización	PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Los actores de la organización social CONAIE son agentes activos participativos a través de las expresiones "ante el estado de excepción" (postura), "ve con preocupación la declaración de estado de excepción", "demandas legítimas del movimiento indígena". Mientras tanto, al "presidente Lenin Moreno" como representante del "gobierno nacional" se reduce su acción con la expresión "su única respuesta frente a la crisis social" asociado a la "declaración de estado de excepción" <u>Sentido:</u> la acción del gobierno es poco creativa	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de evaluación que asignan nominaciones con valoraciones para presentar de forma negativa al opositor en el discurso "declaración de estado de excepción como única respuesta frente a la crisis social y económica que el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona como mecanismo para afrontar las acciones de resistencia en rechazo al paquetazo neoliberal, flexibilización laboral y demás políticas económicas", "incumplimiento de derechos constitucionales", "alto costo de la vida que el gobierno de Lenin Moreno ha provocado privilegiando a la derecha, aplicando la agenda y acuerdos impuestos por el FMI y privilegiando a los corruptos" <u>Sentido:</u> la acción del gobierno es lesiva
	9	La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador , CONAIE, ve con preocupación la declaración de estado de excepción como única respuesta frente a la crisis social y económica que el gobierno nacional a través del presidente Moreno acciona como mecanismo para afrontar las acciones de resistencia en rechazo al paquetazo neoliberal, flexibilización laboral y demás políticas económicas que se anunciaron en esta semana.	"Ecuador" dentro del acrónimo CONAIE. "presidente" designa al presidente de la República.	SIMILAR	"CONAIE ve con preocupación" expresa una postura concertada y colectiva ante las medidas del "presidente" asociado a "declaración de estado de excepción"	PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	10	La movilización nacional que desde hoy, 3 de octubre, tomó fuerza con las demandas legítimas del movimiento indígena, organizaciones sociales, sindicales, que agrupa obreros, campesinos, estudiantes, indígenas, mujeres , artistas y la ciudadanía en general es la consecuencia directa del despojo económico, del incumplimiento de derechos constitucionales para los pueblos y nacionalidades y obreros, pero sobre todo, es producto del alto costo de la vida que el gobierno de Lenin Moreno ha provocado privilegiando a la derecha, aplicando la agenda y acuerdos impuestos por el FMI y privilegiando a los corruptos, es decir, se han agotado todos los canales de diálogo y otros no han sido eficaces para solucionar los conflictos sociales.	"mujeres" se refiere aquí como ente colectivo y organizado que representa a un sector social	SIMILAR	"mujeres" asociado a "obrerros, campesinos, estudiantes, indígenas, artistas" designa una categoría de la organización social		Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

11	PRESIDENTE DE LA CONAIE	"presidente" en el marco de la jerarquía de la organización social SIMILAR	Representa la firma en final de comunicado como formalismo de quien se hace responsable de lo emitido, a nombre del colectivo organizado PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
12	Bueno buenas tardes, una vez más como CONAIE mujeres, rechazamos la actitud del gobierno frente al pueblo ecuatoriano.	"CONAIE mujeres" se refiere a la estructura que defiende específicamente los derechos de las mujeres en el seno de la organización. SIMILAR	"CONAIE mujeres" junto con "rechazamos" sugiere una voz específica dentro de la organización. Se suma a la voz institucional pero también tiene reivindicación propia. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se describe la acción de la organización social como activa con verbos o expresiones como "rechazamos", "estamos exigiendo", "exigimos", "luchan por los derechos", "reclamar sus derechos", "exigiendo derechos", "exhortamos", "no vamos a permitir" mientras hay una pasividad del rol del gobierno que sugiere subordinación con expresiones como "exigiendo señor Presidente Lenin Moreno", "lamentamos mucho que el Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos" <u>Sentido</u> : se representa al gobierno como incapaz de cumplir con su rol garantista de derechos.	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se recurre a la figura de autorización que busca anclarse a la ley y a la moral para desvirtuar el discurso alterno. En este caso, se denuncia la falta de garantía del Estado en cumplir con la ley se expresa en: "no queremos más actos violentos de parte del Estado hacia la sociedad", "el Estado no nos garantiza ningún derecho como mujeres indígenas.", "líderes que por reclamar sus derechos han sido encarcelados", "pido garantizar derechos y necesitamos la libertad inmediata de estos compañeros", "el Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos que están amparados en la Constitución" <u>Sentido</u> : el Estado no cumple con la ley y comete abuso de poder
13	Decir una vez más, que estamos unidas CONAIE y como mujeres CONAIE, como mujeres ECUARUNARI, como mujeres CONFENIAIE, como mujeres CONAICE.	"mujeres" asociado a "CONAIE", "ECUARUNARI", "CONFENIAIE", "CONAICE" refiere a las estructuras dentro de las organizaciones que defienden específicamente los derechos de las mujeres. SIMILAR	"Estamos unidas" asociado a "mujeres CONAIE, mujeres ECUARUNARI, como mujeres CONFENIAIE, como mujeres CONAICE" sugiere una voz concertada y colectiva que emite una reivindicación común y bajo el prisma del género como categoría de derechos específicos. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
14	El compañero Marlon Santi coordinador Nacional de Pachacutik, compañero Jairo Gualinga, dirigente la juventud de la CONAIE.	"compañero" como nominativo de los miembros de la organización SIMILAR	"compañero" asociado a "coordinador nacional", "dirigente de la juventud" remite a una dimensión de estructura organizativa con responsabilidades específicas PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
15	Eso estamos exigiendo señor presidente Lenin Moreno, a todos sus ministros, a los asambleístas, exigimos que por favor, ya no queremos más persecución, ya no queremos más actos violentos de parte del Estado hacia la sociedad.	"presidente" designa al presidente de la república. Nominación jerárquica de autoridad estatal. SIMILAR	Repetición de "exigiendo", "exigimos" asociado a "presidente", "ministros", "asambleístas", sugiere el reclamo hacia el aparato del Estado, desde la organización social. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
16	Estamos con mucha fuerza, y llamamos a la unidad a todas las mujeres de pueblos y nacionalidades y también a la sociedad a decir que todas las compañeras mujeres , nos sumemos a esta lucha justa.	"mujeres", "compañeras mujeres" refiere a la nominación de un colectivo representativo dentro de la organización social. SIMILAR	"mujer", "compañeras mujeres" asociado a "nos sumemos a esta lucha justa" sugiere una declaración colectiva que busca incluir al componente "mujer" como una voz con fuerza reivindicativa. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE HI Doc 5 04 de octubre 2019 Pronunciamiento CONAIE mujeres	17	Están mandando presos a los compañeros que luchan por los derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades.	"compañeros" como nominativo de los miembros de la organización. SIMILAR	"compañeros" asociado a "luchan por los derechos colectivos de PyN" sugiere que son los miembros de la organización social. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	18	Han reprimido a niños, han reprimido a personas de la tercera edad, han reprimido a nuestras mujeres a nivel nacional.	"nuestras mujeres" refiere a las mujeres de la organización SIMILAR	"nuestras mujeres" asociado a "nivel nacional" refiere que las mujeres de todos los P y N han sido blancos de represión. Se refiere a "mujeres" en su dimensión organizativa. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	19	Hemos vivido una represión, ya que el Estado no nos garantiza ningún derecho como mujeres indígenas.	"mujeres indígenas" como sujetos de derecho SIMILAR	"mujeres indígenas" asociado a "represión", "Estado.. No garantiza..derecho" sugiere una reivindicación por el respeto a un derecho por parte de la organización. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	20	La CONAIE y toda su estructura, nos solidarizamos con el compañero líder indígena, nuestro coordinador Nacional de nuestro movimiento Pachakutik y también, de nuestro compañero , Jairo Gualinga, nuestro dirigente de la juventud de la CONAIE.	"compañero" como nominativo de los miembros de la organización SIMILAR	"compañero" asociado a "líder indígena", "coordinador nacional de nuestro movimiento", "nuestro dirigente de la juventud de la CONAIE" remite a una dimensión de estructura organizativa con responsabilidades específicas PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	21	Necesitamos la libertad de los compañeros jóvenes estudiantes, hombres y mujeres líderes que por reclamar sus derechos han sido encarcelado.	"compañeros" como nominativo de los miembros de la organización. "mujeres líderes" como nominación de un colectivo representativo dentro de la organización social. SIMILAR	"compañeros" y "mujeres líderes" asociado a "reclamar sus derechos" sugiere la acción reivindicativa colectiva de la organización. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	22	No podemos permitir, ni podemos callar nuestra voz a tanta injusticia que vive el pueblo ecuatoriano .	"pueblo ecuatoriano" en su sentido amplio, toda la población de la nación Ecuador. Sujeto social. SIMILAR	Como organización se marca una posición de garante en defensa de los derechos del "pueblo ecuatoriano" por lo que la voz se reivindica un tono indirecto "no podemos permitir", "ni podemos callar" que sugiere que la organización lo hace a nombre de. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN
	23	Seguimos exigiendo que nuestros derechos no sean vulnerados una vez más.	"exigiendo" como vocabulario de reivindicación de derechos propio de la organización social. SIMILAR	"exigiendo" asociado a "nuestros derechos", "no sean vulnerados" como declaración colectiva de reivindicación de la organización PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

24	Señores jueces, pido garantizar derechos y necesitamos la libertad inmediata de estos compañeros porque a nivel del país tenemos más de 350 encarcelados.	"compañeros" como nominativo de los miembros de la organización. SIMILAR	Expresiones como "pido garantizar derechos", "necesitamos libertad inmediata" sugiere un tono reivindicativo propio de la organización PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
25	Siempre nos han querido comprar la conciencia, siempre nos han querido callar a nosotros como mujeres indígenas cuando reclamamos nuestros derechos y lamentamos mucho que el Estado ecuatoriano no esté garantizando esos derechos que están amparados en la Constitución, y también que esté usando el COIP para criminalizar la protesta social.	"mujeres indígenas" como sujetos de derecho "Estado ecuatoriano" se refiere al sistema institucional de la nación Ecuador. SIMILAR	"mujeres indígenas" asociado a "cuando reclamamos nuestros derechos", "comprar la conciencia" sugiere una voz de reivindicación colectiva y concertada. PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
26	También exhortamos y decimos que no vamos a permitir que sigan criminalizando a otros compañeros líderes por salir a las calles a exigir nuestros derechos.	"compañero" como nominativo de los miembros de la organización SIMILAR	"compañeros" asociado a "exigir nuestros derechos" refiere a la acción de los miembros de la organización. "exhortamos", "no vamos a permitir" es la voz reivindicativa de la organización PRÓXIMO	VOZ Institucional CONAIE Mujeres CERCANA	INTEGRACIÓN		
27	A nombre de las nacionalidades amazónicas del Ecuador , rechazamos las medidas económicas de Lenin Moreno que afectan a toda la población, no solo a las nacionalidades, sino al país.	"nacionalidades amazónicas del Ecuador" como ente de la organización social. SIMILAR	"A nombre de" sugiere una declaración fruto de la concertación colectiva, corroborado por la utilización de verbos en primera persona del plural "rechazamos" PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Los actores de la organización social CONAIE y COICA son agentes activos participativos a través de las expresiones "rechazamos las medidas", "a defendere nuestros derechos y exigir al gobierno", "reclamar al Estado ecuatoriano", "convocamos hermanos y hermanas a esta resistencia nacional" "convocamos al paro nacional, a la movilización indefinida". Mientras tanto el gobierno es el agente pasivo de los reclamos "exigir al gobierno nacional (...) derogue todos los decretos", "reclamar también y al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social", "para que sugieran al gobierno nacional pare estás medidas que atropellan los derechos". <u>Sentido:</u> representar al Estado como un ente que debe obedecer frente a las demandas de la organización	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN La figura de autorización es convocada para desvirtuar el discurso alterno del gobierno. Las expresiones "las medidas económicas de Lenin moreno que afectan a toda la población", "los decretos que atropellan directamente los derechos de los pueblos y nacionalidades del Ecuador", "criminalización a la movilización y a la resistencia", "criminalización a la protesta social", "las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos", "alertamos, a las Naciones Unidas, a la Corte Interamericana de Derechos Humanos" sugieren que el Estado vulnera derechos amparados por la ley. <u>Sentido:</u> Estado comete abuso de poder
28	Así es que a defender nuestros derechos y exigir al gobierno nacional, si es posible, derogue todos los decretos que atropellan directamente los derechos de los pueblos y nacionalidades del Ecuador .	"pueblos y nacionalidades del Ecuador" se refiere al sujeto de derecho "indígenas" SIMILAR	"exigir" está relacionado con "defender nuestros derechos" y la reivindicación se dirige al Estado "gobierno nacional" PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
29	Como amazónico que soy, expresar tajantemente el rechazo a la criminalización a la movilización y a la resistencia de nuestros hermanos de la Amazonia.	"hermanos" como forma de nominación orgánica. Se dirige a los miembros dentro de la organización SIMILAR	"resistencia de nuestros hermanos" refiere a un vocablo común de la organización social. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
30	De aquí transmitirles también nuestra fortaleza y esta convicción de continuar con esta medida de hecho, reclamar también y al Estado ecuatoriano sobre la criminalización de la protesta social, sobre la barbarie que se está cometiendo sobre el pueblo ecuatoriano en contubernio con los sectores privados.	"ecuatoriano" con dos sentidos: "Estado ecuatoriano" refiere al aparato institucional de la nación Ecuador y "pueblo ecuatoriano" designa a todo el pueblo de la nación Ecuador e su dimensión simbólica. SIMILAR	Se contraponen las dos versiones de "ecuatoriano", la del Estado y la del pueblo en su dimensión simbólica. El actor que "reclama" al Estado es la organización social a nombre del pueblo. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

CONAIE HI Doc 6 04 de octubre 2019 Rueda de prensa COICA y CONAIE	31	En este momento, quiero referirme a la realidad que está pasando en el país, especialmente en la Amazonia ecuatoriana .	"Amazonia ecuatoriana" para designar el lugar geográfico que se quiere describir y que se encuentra dentro del territorio de la nación del Ecuador. SIMILAR	"Amazonia ecuatoriana" también está relacionado con los PyN que reprenen el vocero de la organización. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	32	Habrán fuertes, compañeros , atropellos de nuestros derechos y convoco también a la fuerza pública, a la Fuerza Armada, que se unan al pueblo.	"compañero" como nominativo de los miembros de la organización SIMILAR	"convoco" sugiere un llamamiento a tomar una acción por parte de la organización. Se dirige a una parte del aparato estatal "fuerza pública" "Fuerza Armada" a colocarse del lado de la organización y no en contra de ella. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	33	La CONAIE convocamos a los presidentes de las comunidades, presidente de las asociaciones, presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador, presidente de la regional y todas sus estructuras, a la unidad y salir a las calles a manifestarnos reclamando nuestros derechos y en rechazo a las medidas económicas que atropellan los derechos colectivos de nuestros pueblos.	"presidentes" aquí como nominativo de una responsabilidad en el marco de la jerarquía de la organización social "nacionalidades y pueblos del Ecuador" refiere a los entes que configuran la organización social. SIMILAR	"CONAIE" es el vocero protagonista que transmite sus decisiones concertadas y unificadas de un colectivo a todas las jerarquías que conforman la organización. Se dirige a su propia estructura con consignas "convocamos", "salir a las calles a manifestarnos", "reclamando nuestros derechos", "rechazo a las medidas ". PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	34	Los dirigentes somos voceros y seguiremos en pie de lucha y nos convocamos hermanos y hermanas a esta resistencia nacional.	"hermanos y hermanas" como forma de nominación orgánica. Se dirige a los miembros dentro de la organización SIMILAR	"nos convocamos" sugiere que la organización se dirige a sus miembros de forma interna PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN
	35	Nos convocamos al paro, a la movilización indefinida, por todo lo sucedido y por todo lo que está sucediendo en nuestro Estado, Ecuador .	"nuestro Estado, Ecuador" refiere al reconocimiento de Ecuador como nación por parte de la organización SIMILAR	La asociación de Estado, Ecuador con "nuestro" es menos usual en la nominación de la organización pero sugiere que ese reconocimiento del aparato estatal también implica una responsabilidad de los representantes estatales que incluye a los PyN. "nos convocamos" refiere a un llamamiento interno de los miembros de la organización. PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN

36	Rechazamos con frontalidad, la actitud agresiva del gobierno nacional y también alertamos, a las Naciones Unidas, a la Corte Interamericana de Derechos Humanos, para que sugieran al gobierno nacional pare estás medidas que atropellan los derechos de hombres y mujeres , de los estudiantes, de los trabajadores, de los transportistas, de los pueblos y nacionalidades del Ecuador .	"mujeres" se refiere aquí como ente colectivo y organizado que representa a un sector social SIMILAR	"rechazamos" refiere a la postura concertada y colectiva de la organización social que interpela a nombre de todos sus miembros en forma de denuncia internacional la acción del Estado PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
	Saludar a cada uno de ustedes compañeros presidentes de las tres regiones, hermanos presidentes de los pueblos y nacionalidades del Ecuador , hermanos de los sectores sociales, jóvenes estudiantes, campesinos, agricultores, artesanos, transportistas, niños, hombres y mujeres de nuestro querido país plurinacional.	"compañero" y "hermanos" como nominativo de los miembros de la organización "presidentes" como nominativo de los cargos de responsabilidad en la estructura de la organización social SIMILAR	La organización se dirige a sus miembros internamente . PRÓXIMO	Voz institucional COICA CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
38	Así es que, pueblo ecuatoriano , vamos a la unidad, vamos a la resistencia.	"pueblo ecuatoriano" en su sentido amplio, toda la población de la nación Ecuador. Sujeto social. SIMILAR	"vamos a la unidad", "vamos a la resistencia" sugiere proclamas usuales de la organización social PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se representa a la organización CONAIE como la iniciadora y vocera activa de la lucha por los derechos. En este comunicado se dirige principalmente a sus miembros aunque también alude al pueblo ecuatoriano en un sentido más amplio pero con una noción de clase, el pueblo como la masa más vulnerable. La mención reiterativa de "compañeros", "hermanos" apela a esa acción colectiva concertada. Al mismo tiempo, el rol del gobierno se describe como agente pasivo al que hay que subordinar a las demandas de la mayoría. El Estado como el ente institucional que debe responder al pueblo mandante con expresiones como "estamos juntos para poder exigir al gobierno, para que este paquetazo vaya a la baja", "exigimos al gobierno nacional su decreto estado excepción no nos dará miedo", "exigir al gobierno nacional el respeto de los Derechos colectivos de nuestros pueblos" <u>Sentido:</u> el Estado debe obedecer a las demandas de los mandantes	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena la veracidad de la representación de la acción de la organización apelando a la figura de autorización para legitimar la acción de la organización en términos de moral y justicia. Aquello está expresado en "vamos a la resistencia", "siempre de pie, nunca de rodillas", "por un territorio libre de extractivismo", "rechazamos todo atropello a los derechos". <u>Sentido:</u> la lucha de la organización es por el interés de los derechos de la mayoría
39	Compañeros, compañeras , los pueblos y nacionalidades, las organizaciones sociales siempre de pie, nunca de rodillas.	"compañeros, compañeras" como nominativo de los miembros de la organización. SIMILAR	La mención en femenino marca el compromiso organizativo con la problemática social de género. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
40	Es por eso, convoco a la gran unidad y luchemos por nuestros territorios para declarar todo el territorio ecuatoriano , un territorio libre de extractivismo, libre de minería metálica.	"territorio ecuatoriano" designa el territorio geográfico que corresponde a la concepción política de la nación Ecuador SIMILAR	Reconocimiento por parte de la organización de la nación de Ecuador a la que se remite el "territorio ecuatoriano" pero que también contiene "nuestros territorios" estos como los de los PyN. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
41	Hermanos y hermanas , la CONAIE y las organizaciones sociales, estamos juntos para poder exigir al gobierno, para que este paquetazo vaya a la baja, especialmente decir que nosotros, los pueblos y nacionalidades, la CONAIE, la CONAICE, la CONFENIAE nos declaramos a la gran movilización nacional y exigimos al gobierno nacional su decreto estado excepción no nos dará miedo.	"hermanos y hermanas" como forma de nominación orgánica. Se dirige a los miembros dentro de la organización SIMILAR	"exigir" relacionado a "estamos juntos" reforzado por la nominación de la CONAIE, la CONAICE, la CONFENIAE nos declaramos" indica la acción colectiva y concertada de la organización. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
42	La CONAIE y toda su estructura, el colectivo Nacional de todos los sectores sociales del Ecuador , queremos, desde este momento, convocar a la gran movilización nacional en todo el territorio nacional y exigir al gobierno nacional el respeto de los Derechos colectivos de nuestros pueblos y rechazamos todo atropello de los derechos porque sabemos este momento en el Ecuador , tenemos más de 350 apesados.	"Ecuador" se refiere a la nación, dimensión política que contiene a todo el pueblo ecuatoriano. SIMILAR	La organización se coloca como representante de los sectores sociales de la nación Ecuador, como vocera de una parte de su pueblo. Reivindica su alcance nacional asociada a "convocar a la gran movilización nacional" PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		

CONAIE HI Doc 7
04 de octubre 2019
Rueda de prensa
Jaime Vargas

ANEXOS

	43	La CONAIE y toda su estructura, este momento, nos encontramos movilizados en cada uno de nuestros territorios y convocó a las comunidades, asociaciones, nacionalidades y pueblos del Ecuador a levantarnos, a levantar nuestras lanzas en las calles para rechazar las medidas económicas que no recogen los intereses del pueblo ecuatoriano .	"nacionalidades y pueblos del Ecuador" refiere a los P y N indígenas como parte de la organización. "pueblo ecuatoriano" remite a la población en géminos más	La organización se dirige a sus miembros internamente y se coloca como garante de derechos de todo el pueblo ecuatoriano PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		
06 DE OCTUBRE 2019 COMUNICAD O CONAIE declara estado de excepción en territorios indígenas	44	1) Ante la brutalidad y la falta de conciencia de la fuerza pública para comprender el carácter popular de las demandas del Paro Nacional contra el Paquetazo, que afecta al conjunto de la sociedad ecuatoriana y deteriora las condiciones de vida y existencia de los sectores populares más vulnerables del país;	"sociedad ecuatoriana" como nominación de todos los habitantes que conforman la nación del Ecuador. Sentido político. SIMILAR	La organización como vocera de toda la "sociedad ecuatoriana" PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO La organización CONAIE se presenta como la vocera de la "sociedad ecuatoriana" y por tanto como garante de la exigencia de cumplimiento de derechos por parte del Estado que es representado como subordinado. <u>Sentido</u> : el Estado debe someterse a la voluntad del pueblo cuya voz se expresa mediante la CONAIE	UTILIZACIÓN DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN La CONAIE al colocarse como vocera de los sectores sociales del país busca posicionar el carácter legítimo de las demandas que responden a una mayoría de la sociedad. Busca la adherencia de todos mostrando que la lucha concierne el interés de la mayoría.
	45	En ejercicio de nuestro derecho a la autodeterminación y nuestra autoridad para la administración de justicia en la jurisdicción de los pueblos y nacionalidades, reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales, y la Constitución de la República del Ecuador;	"Constitución de la República del Ecuador" como nominación de la nación del Ecuador. Sentido político y jurídico. SIMILAR	Reconocimiento por parte de la organización de la nación de Ecuador a la que se remite la asociación entre derecho a la autodeterminación y "Constitución de la República del Ecuador" como instrumento jurídico anclado a la dimensión política del Ecuador. PRÓXIMO	Voz institucional CONAIE CERCANA	INTEGRACIÓN		Se recurre a la figura de evaluación para contribuir a una representación positiva de la acción de "nosotros" que incluye al "conjunto de la sociedad ecuatoriana" frente a una representación negativa de la representación del Estado y sus aparatos "brutalidad y falta de conciencia" cuyas medidas "deteriora las condiciones de vida y existencia de los sectores populares más vulnerables del país" Se recurre también a la figura de autorización para mostrar que la lucha está amparada por instrumentos legales nacionales e internacionales "jurisdicción de los pueblos y nacionalidades, reconocida en la Declaración de Naciones Unidas sobre Pueblos Indígenas, el Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y

CORPUS DE ANÁLISIS

HITO 1 ESTADO

Anuncio de las medidas. Inicio del paro

ESTADO H1Doc 1- 01 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República
Lenín Moreno

ESTADO H1Doc 2- 03 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República
Lenín Moreno

ESTADO H1Doc 3- 06 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República
Lenín Moreno

ESTADO H1Doc 4- 03 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República

ESTADO H1Doc 5-05 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República

Información importante para evitar especulación en tarifas

ESTADO H1Doc 6- 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de
excepción

ESTADO H1Doc 7. 03 de octubre 2019 Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de
excepción

ESTADO H1Doc 8- 04 de octubre 2019 Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo
Jarrín

ESTADO H1Doc 1- 01 de octubre 2019

Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno

<https://www.youtube.com/watch?v=jUb-rirFT0I&t=324s>

Queridos compatriotas, buenos días. Cuando fui elegido presidente constitucional del Ecuador me hice una promesa. Dejar un país mejor que el que yo recibí, y para eso siempre he tomado las decisiones que defienden el bien común. En la primera etapa de mi gobierno, nos concentramos en recuperar la democracia y la institucionalidad.

0:30

En una segunda etapa, como lo dije en mi informe a la nación, el objetivo es más trabajo, más emprendimientos, y mejores oportunidades. En esa línea de impulsar el crecimiento económico y empleo, les anuncio las siguientes decisiones: no subiremos el IVA. Escúchenme bien, no lo subiremos. Se mantendrá en el nivel actual del 12%. Y no sólo eso, sino que bajaremos impuestos para ayudar a que la economía se dinamice. A quienes si vamos a pedir que hagan un esfuerzo adicional es a los que más tienen.

1:00

Aquellas empresas que perciben ingresos por más de 10 millones de dólares al año, pagarán por tres años , una contribución especial que totaliza más de 300 millones, que se destinarán exclusivamente, óiganme bien, exclusivamente para seguridad, educación y salud.

Compatriotas, es necesario corregir graves errores de la economía ecuatoriana. El país destina más de 1300 millones de dólares al año, en subsidios al diésel, a la gasolina extra.

1:34

En el continente, el único país que tiene ese subsidio es Venezuela, y estarán de acuerdo conmigo no es el mejor ejemplo a seguir. Además, y ustedes lo saben, ese subsidio ha beneficiado, durante décadas principalmente a los que no lo necesitaban y a los que viven del contrabando. Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos. Por eso he firmado el decreto que libera el precio del diésel y de la gasolina extra.

2:02

Y para proteger a quienes se pudieran ver afectados por la medida, añadiremos 300.000 familias al millón que ya reciben los distintos bonos. A partir de ahora, serán 1 millón 300 mil familias, o sea, más de 5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados. Todos ellos recibirán 15 dólares mensuales adicionales, a evaluarse luego del primer año. Por otra parte, con el fin de que comerciantes inescrupulosos no especulen con los precios de sus productos en almacenes y mercados, los gobernadores tienen la disposición de coordinar un control diario y pormenorizado en todos los establecimientos.

2:30

Eliminar ese subsidio a los combustibles fósiles, en línea con la agenda mundial que lucha contra el cambio climático, nos permite liberar recursos para apoyar a nuestros emprendedores, sobre todo a los pequeños y medianos empresarios. Para ellos, estamos eliminando o reduciendo los aranceles, para maquinaria para equipos y para materia prima, tanto agrícola cuanto industrial

3:00

Así, de esta forma le damos una gran mano a nuestros productores, para que sean más competitivos, para que sus productos sean más baratos para los ecuatorianos y para que podamos exportar más. Escuchando la voz de nuestros productores bananeros, hemos bajado y simplificado el impuesto a la renta único al banano, que se llama. Dinamizamos el sector y al mismo tiempo generamos empleo. Vamos a seguir avanzando en la construcción del Ecuador digital.

3:30

Los teléfonos celulares las computadoras, las tabletas, son herramientas para emprender para educar e informarse. Para ser más competitivos. Por eso, he decidido suprimir los impuestos a la importación de bienes de tecnología.

Conciudadanos, nuestros exportadores, no sólo muestran al mundo lo mejor de Ecuador a través de las ventas de camarón, banano, atún, rosas, cacao, café, sino que con ello, sostenemos la dolarización por entrada de divisas.

4:00

Vamos a permitirles optar por un procedimiento simplificado de devolución automática de tributos al comercio exterior, por un porcentaje del valor por la exportación. Todo esto, insisto, contribuye a dinamizar la economía, a dinamizar el empleo. Cada vez que recorro el país, los emprendedores me dicen que el anticipo al impuesto a la renta es un verdadero dolor de cabeza. Por eso he decidido eliminar el anticipo de impuestos a la gente.

Compatriotas, para que nuestro sector productivo crezca y genere más empleo tenemos que reducir sus costes.

4:31

He decidido bajar a la mitad, el impuesto de salidas de divisas para materias primas, para insumos y para bienes de capital, que constan en el estado del comité de política tributaria. No hay sector que cree más plazas de trabajo que la construcción. Para apoyarla, a partir del mes de noviembre, ampliaremos nuestro programa casa para todos añadiendo, mil millones de dólares en créditos hipotecarios a una tasa de 4,99%.

4:55

Para aquellos emprendedores que usan su auto o camioneta para comercializar sus emprendimientos, he decidido igualmente, bajar el impuesto a los vehículos de menos de 32.000 dólares.

Amigas y amigos, recordemos que el gobierno ha hecho lo suyo. Eliminamos 20 ministerios, separamos del gobierno a 23.000 funcionarios. Nos bajamos en 20% los sueldos de nivel jerárquico superior. Eliminamos 170 asesores del gabinete ministerial. Los ministros dejaron de tener planes de teléfonos pagados por el estado.

5:35

Vendimos 449 autos de lujo y 365 bienes inmuebles por un valor de 115 millones de dólares, que destinamos al plan casa para todos, y, por supuesto, seguiremos buscando y recuperando el dinero de la corrupción. Nuevamente, la asamblea tiene la oportunidad en sus manos de aprobar una ley de extinción de dominio. Esa ley, más la decisión de fiscales y jueces, es la única manera de recuperar la riqueza que nos robaron a todos los ecuatorianos.

6:00

En más de una ocasión, hemos oído que la solución es reducir la masa salarial. Hay que recordar que la inmensa mayoría de empleados públicos, el 80% de ellos, son maestros, médicos, policías, militares, enfermeras, que sirven a sus compatriotas, principalmente, a los más pobres y más necesitados. Estamos claros que podemos ser aún más eficientes,

por eso hemos decidido: primero, con el fin de preservar el empleo y a la vez reducir la masa salarial, los contratos ocasionales se renovarán con un 20% menos de remuneración

6:30

Segundo, los empleados privados gozan de 15 días de vacaciones en un año. Por justicia, los empleados públicos, con excepción de la fuerza pública, y los prestadores de servicios sociales, dejarán de tener 30 días y pasarán a los mismos 15 días de sector privado. El país necesita mayor entrega de sus funcionarios, en beneficio de los más necesitados, de los más vulnerables, de los más pobres.

7:02

Tercero, los trabajadores de las empresas públicas, aportarán mensualmente como un día de su salario, esto, porque su remuneración es superior a la que percibe en el resto de la administración pública.

Conciudadanos, con respecto a las esperadas reformas laborales, el tema más importante para nosotros, vuelvo a recalcar, es el empleo. Queremos promoverlo, para ello es fundamental una nueva ley que facilite nuevos empleos, que facilite la contratación para aquellas personas que están buscando trabajo. futuro acorde

7:32

Una ley para el con los nuevos tiempos. Todos los compatriotas que hoy tienen una relación de trabajo, mantendrán los beneficios y resguardos que la ley actual les entrega, los mantendrá. Esta nueva ley que propongo, rige para todos aquellos sean contratados luego de su promulgación y los elementos fundamentales son: nuevas modalidades de trabajo para quienes inician un emprendimiento.

8:00

Igualmente, nueva modalidad de contratos de reemplazo en caso de licencia de maternidad y paternidad, así como enfermedades catastróficas. Facilidades para el teletrabajo y contratos por periodo determinado. Para poder hacer todo esto, siempre cuidando a nuestros trabajadores, generamos una nueva forma de jubilación patronal, en la que los empleadores incrementarán su aporte mensual en un 2% en beneficio de los nuevos trabajadores. Ese valor adicional podrá ser ahorrado en el IESS o en fondos privados. Se ha dicho con sobrada razón que el buen gobernante no piensa en las próximas elecciones, piensa en las próximas, en las futuras generaciones

8:31

Las decisiones que he tomado son decisiones postergadas durante décadas. Muchos de mis opositores, muchos de mis críticos y futuros candidatos no lo van a decir en público, pero dicen en privado y lo saben, que esta es la decisión clave para el futuro del Ecuador. Un Ecuador, de más oportunidades de prosperidad, de empleo, de felicidad. Compatriotas, construyamos el Ecuador que merecen nuestros hijos, nuestros nietos y los hijos de ellos.

Muchas gracias

9min 11s

ESTADO H1Doc 2- 03 de octubre 2019

Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno

<https://www.youtube.com/watch?v=e9MnRPyq-nk>

Quiero manifestar a ustedes que las medidas que tomamos en conjunto y que se les manifesté el día miércoles, martes perdón, están completamente en firme.

No existe posibilidad de cambiar, principalmente aquellas relacionadas con un subsidio perverso que estaba causando demasiado daño al país, que distorsionaba la economía, pero, que, sobre todo, además, permitía que importantes, ingentes recursos del del erario nacional, vayan a manos de quien no correspondía.

Con el fin de precautelar el orden y la tranquilidad, pero sobre todo la seguridad ciudadana y controlar, vuelvo a recalcar, a quienes pretenden imponer el caos como el mecanismo de conseguir algo, ese tiempo ya pasó, ese tiempo se acabó, debemos abandonar esa costumbre que linda con lo miserable de tratar de imponer criterios y peor todavía con actos vandálicos y actos de violencia.

Con el fin de precautelar la seguridad ciudadana y evitar el caos, he dispuesto el estado de excepción a nivel nacional. Reiteramos por supuesto siempre nuestra apertura al diálogo. Siempre estaremos dispuestos a ceder espacios que no comprometan bajo ninguna circunstancia la ética y la moral, la transparencia con la que se ha conducido siempre este gobierno. En más de una ocasión, me han manifestado a mí, personas queridas, que da la impresión de que no tomo decisiones. Pues yo creo que es solamente impresión.

El presidente ha demostrado, desde que convocó a la consulta popular, desde que decidió la necesidad de reinstitucionalizar el país, que era un deseo de todos los ecuatorianos, desde que decidió definitivamente que se vuelva a respetar los derechos de los ecuatorianos, y que se vuelva a respetar el sagrado derecho a la información y a la libertad de expresión, desde ese momento, yo he manifestado esa decisión, esa valentía, para tomar decisiones. Una cosa es que uno sea prudente y otra cosa es que no tenga valentía. Tengo valentía y me sobra para tomar decisiones en beneficio de este país al que amo tanto.

2min25s.

ESTADO H1Doc 3- 06 de octubre 2019
Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno

<https://twitter.com/ComunicacionEc/status/1181029167460167683>

Ecuatorianos, estoy decidido, tan decidido ahora como ayer.

Estoy decidido como cuando se decidió consultar al pueblo acerca de varios aspectos democráticos, ustedes recuerdan. Tan decidido como cuando se reinstitucionalizó el país. Tan decidido cuando se determinó la autonomía y la libertad de cada función del Estado. Tan decidido como cuando se devolvió la libertad de expresión a los medios de comunicación. Tan decidido como cuando se eliminó ese órgano estatal que coartaba la libertad de expresión. Tan decidido como cuando se expulsó a un malcriado de la Embajada en Londres por muchas razones, inclusive por haber manchado con sus heces las paredes de la embajada que es territorio nacional. Tan decidido como cuando se rompieron relaciones con el sátrapa dictador de Venezuela que tiene sumido en el hambre y la desesperación a todo un pueblo. Tan decidido como cuando se decidió terminar definitivamente con el asalto a los recursos del pueblo ecuatoriano por parte de traficantes inescrupulosos de diésel y gasolina.

Queridos compatriotas ecuatorianos, estoy decidido. Claro que estoy decidido a cambiar el país. Decidido a que se sancionen a los correístas que saquearon los dineros del pueblo. Estoy decidido a que sancionen a los que se robaron el dinero en obras que no sirven para nada. Estoy decidido también a que se controlen los precios y se sancione a los especuladores.

Pero siempre también estoy decidido a dialogar. A tender la mano a la gente decente, a la gente honesta, que quiere realmente cambiar el país. Estoy decidido a dialogar con ustedes, hermanos indígenas, con quienes compartimos muchas causas. Dialoguemos sobre cómo usar los recursos del país, para los más necesitados.

Ecuatorianos no te prestes para que aprovechen los que quieren el caos. No compartas noticias falsas. Ayúdanos a denunciar la especulación. Es momento de trabajar, de pasar la página de la violencia. Es la oportunidad de enfrentar con optimismo el futuro. Estoy decidido a cambiar el país. Estoy decidido sí, pero también necesito que tú también lo estes.

ESTADO H1Doc 4- 03 de Octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República

COMUNICADO OFICIAL

03 de octubre de 2019

Ante la medida adoptada por el gremio de transportistas que ha perjudicado las actividades y el normal desempeño de la movilización en el país, el Gobierno Nacional ha decidido mantener la suspensión de clases del viernes 4 de octubre en todas las escuelas y colegios.

Mantenemos el compromiso de precautar la seguridad de todos los ciudadanos, en especial la de nuestros niños y jóvenes.

Rechazamos los hechos violentos que se presentaron en las manifestaciones de este jueves y hacemos un llamado al gremio de transportistas a manifestarse de forma pacífica.

La decisión tomada por el Gobierno es clave para el presente y futuro del Ecuador, por eso hacemos un llamado a todos los sectores a manifestarse de manera pacífica y a agotar todas las instancias de diálogo.

SECRETARIA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



ESTADO H1Doc 5-05 de Octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República

Información importante para evitar especulación en tarifas

COMUNICADO OFICIAL

05 de octubre de 2019

INFORMACIÓN IMPORTANTE PARA EVITAR ESPECULACIÓN EN TARIFAS

El Gobierno Nacional es el ente rector en materia de transporte y movilidad. Los municipios del país tienen sobre esta materia competencias que incluyen la fijación de tarifas dentro de su cantón.

El Ministerio de Transporte y Obras Públicas y la Agencia Nacional de Tránsito, han elaborado los análisis técnicos correspondientes y comunican al país lo siguiente:

TARIFA DE ESTUDIANTE: NO SE INCREMENTA.

TARIFA PREFERENCIAL PARA PERSONAS CON DISCAPACIDAD, ADULTOS MAYORES, NIÑOS Y ADOLESCENTES: NO SE INCREMENTA.

TRANSPORTE URBANO DENTRO DE CADA CANTÓN: Por la actualización de costos, se justifica un incremento de mínimo **5 centavos** y **NO PODRÁ SUPERAR LOS 10 CENTAVOS DE DÓLAR**. Serán los municipios los encargados de ratificar la tarifa vigente en su cantón en función de sus competencias.

La regulación de tarifas de taxis es competencia de los GAD municipales.

SECRETARÍA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



ESTADO H1Doc 6- 03 de octubre 2019

Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción

<https://www.youtube.com/watch?v=ZcRJu1w2JCE>

Hemos tenido como ustedes conocen distintas reacciones en el país a las decisiones tomadas por el presidente de la república, por el gobierno y al proyecto de ley presentado a la Asamblea Nacional. Ambas decisiones que están en la línea de la reactivación de la economía y el empleo y que, como era de , también hay sectores que no están de acuerdo con esas medidas. Pero tenemos las llamadas de alcaldes y prefectos del país que reconocen el valor de esta decisión y su importancia para la economía nacional.

0:30

La asociación de municipalidades del Ecuador se ha pronunciado esta mañana reconociendo que las decisiones buscan fortalecer y sostener la dolarización. Cientos, yo les diría, que miles de ciudadanos, que escriben, que se pronuncian, que opinan sobre la importancia de esta medida. Eso es parte de la evaluación, de la valoración que se ha hecho.

1:00

Pero asimismo también, tenemos focos de violencia en distintos lugares del país. Algunos asociados al anuncio de los transportistas, de un paro que empezó hace pocas horas y que se ha cumplido de manera parcial y con diferencias en distintos lugares del país.

Este paro ha provocado, por un lado, que ciudadanos no puedan llegar a sus trabajos. Se suspendieron las clases para precautelar la seguridad de niños, niñas, adolescentes, que es nuestra prioridad. Pero por supuesto, es el deseo del presidente y el de todos los ecuatorianos recuperar la calma cuanto antes y recuperar el orden para volver a trabajar y a producir que eso es lo que queremos la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador.

1:32

Yo creería que todos los ciudadanos en el Ecuador y eso es lo que estamos buscando. En ese marco, en el marco de las protestas tenemos en esta mañana 19 personas detenidas. Interrumpir la circulación es un delito y va a ser tratado como un delito.

2:01

Suspender servicios públicos es un delito y va a ser tratado como un delito. Agredir a la policía cuando pretende asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país es un delito y va a ser tratado como un delito.

En el marco, en ese contexto, de decisiones difíciles pero necesarias, de decisiones claves para el futuro del país y que se mantienen en firme, en ese marco, el presidente ha firmado hace unos minutos el estado de excepción y en ese estado de excepción nos encarga tareas específicas, tanto al ministro Jarrín como a mí, en calidad de encargados del ministerio de defensa y de gobierno. Esto lo que a mí me corresponde.

ESTADO H1Doc 7- 03 de octubre 2019

Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de excepción

<https://www.youtube.com/watch?v=1hQx3a1Lmo0>

Las fuerzas armadas, en coordinación con la policía nacional, han venido en una forma, progresiva dando protección, prevención, contención a las diferentes actividades que se considera una verdadera amenaza a la paz social. Es por esta razón, que de acuerdo a la constitución y las leyes vigentes, el orden jurídico y constitucional, hasta el presente momento, no está siendo suficiente para afrontar este tipo de amenazas a la paz a la tranquilidad, a la protección de la sociedad, a preservar sus libertades y sus derechos para que las actividades sociales, económicas, productivas se realicen con normalidad. Es por esta razón, que en consideración de estos aspectos, se ha determinado por parte del señor presidente constitucional de la república, un estado de excepción de acuerdo a la Constitución.

1:01

Concretamente el artículo 164 de la Constitución y con el número 5 del mismo artículo, se establece zona de seguridad al territorio nacional. El propósito fundamental, a más de lo que se acaba de manifestar, preservar, proteger las actividades sociales económicas y productivas, las áreas estratégicas que tiene el país, las áreas de distribución, de exportación, de importación, el aeropuerto, la distribución de combustibles, es decir, todas las actividades de las cuales depende, y que son consideradas como áreas vitales, para la vida, el funcionamiento y el desarrollo económico del país. El propósito fundamental es, en primer lugar, que en base de las circunstancias que estamos viviendo, no se extiendan estas amenazas, y en la forma más rápida posible, se pueda reconstituir el orden, la seguridad pública, la seguridad ciudadana, que está vigente de acuerdo a las leyes que rigen en el país.

2:02

Por esta razón, el estado de excepción que ha sido firmado, se cumplirá en el tiempo establecido. Continuaremos policía y fuerzas armadas de una forma directa preservando la estabilidad y tratando de que el orden constitucional jurídico se restablezca en la forma más urgente.

ESTADO H1Doc 8- 04 de octubre 2019

Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo Jarrín

<https://www.facebook.com/watch/?v=1752173001750923>

María Paula Romo:

Información circula, mucha información falsa por las redes. Circulan videos falsos, circulan videos desactualizados y creo que es muy importante, precisamente, tener información fluida para evitar las mentiras o las distorsiones.

Quisiera comentarles los temas más relevantes relacionados con el trabajo de la Policía Nacional. Teníamos hasta la noche de ayer, 195 detenidos. En unos minutos voy a ofrecerles la lista actualizada, pero la mayor parte de los detenidos están relacionados con los actos de vandalismo que se dieron en la ciudad de Guayaquil.

Es muy importante hacer esta distinción: no es lo mismo participar en una protesta. Hay detenidos que participaron en las protestas, aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados. Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador, están detenidos por actos vandálicos en la perimetral.

Ustedes se conocen exactamente el tema al que me estoy refiriendo. Calculamos que más o menos 3000 personas participaron en actos vandálicos y en saqueos durante la tarde de ayer. La policía contuvo esos actos, recibió el apoyo de las fuerzas armadas. Un par de horas después de que empezaron, ya estábamos en el estado de excepción, y al final de la jornada más o menos 150 personas- les daré los datos exactos en unos minutos -fueron detenidas en relación con estos actos vandálicos.

También, creo que es importante además de hacer esa distinción, decirles que respecto de las detenciones que siempre podrían causar alguna preocupación, me he comunicado esta mañana con el defensor del pueblo, para pedirle que nos reunamos. Nos vamos a reunir más o menos en una hora y vamos a revisar la lista de detenidos, por provincia, por tipo de delito, y si es que la defensoría del pueblo tiene alguna pregunta sobre algún caso en particular, vamos a aclararlo, para que esto tampoco se preste a una mala interpretación.

La Policía Nacional, en su objetivo de mantener el orden va a seguir haciendo su trabajo. Pero por supuesto, vamos a hacerlo en el límite de las normas legales y de los procedimientos que tenemos para actuar y vamos a discutir este tema con el defensor del pueblo esta misma mañana.

También ustedes, han recibido la noticia de una detención a la madrugada de un dirigente de organizaciones indígenas. Él fue detenido en la provincia de Pastaza, en un disturbio, en una carretera. Por un disturbio en la vía pública, la policía procede a la detención de cuatro personas al momento de desalojar la vía. Después de estar detenidos, al verificar la lista de

los nombres, pues se encuentra ahí el nombre de un dirigente. De ninguna manera se trata de una detención que iba direccionada hacia él, ni tampoco existe contra él una orden de prisión, sino una contravención cometida en su momento y, en unas horas habrá una audiencia de flagrancia para que pueda el juez resolver respecto de esta detención.

Quiero añadir algunas noticias que son buenas noticias también. Tenemos varias provincias en donde la normalidad se restablece ya, excepto por la suspensión de clases. Tenemos provincias como por ejemplo, los Ríos en donde el 100% de las vías se encuentran abiertas. Hay bastante normalidad y yo quiero felicitar la actitud responsable la actitud patriótica de las autoridades de esa provincia, que el día de ayer se han reunido gobernador, prefecto, alcaldes, dirigentes gremiales de la provincia y que han acordado que su provincia quiere trabajar y que quiere producir. Están próximos, a una semana de festividades, tienen eventos internacionales, así que han llegado al acuerdo de privilegiar el trabajo. Por supuesto quienes tengan diferencias, así lo harán saber, pero no van a perjudicar el trabajo y la producción en su provincia. Tenemos casos similares a este y a lo largo de la jornada también ustedes verán, la postura de distintos alcaldes y prefectos que rechazan los actos de violencia, que rechazan el paro, que rechazan el caos, y que llaman a sus ciudadanos a trabajar, a producir y a devolverle la normalidad a cada uno de los lugares del país.

Esto como una primera aproximación a los datos de las últimas horas. Antes de darle la palabra al ministro Jarrin, que les va a hablar ya sobre la ejecución del estado de excepción, también comunicarles que ha sido detenido esta mañana en Quito, Jorge Calderón dirigente Nacional del taxismo. Él está procesado por el delito de suspensión de servicio público y en este caso vamos a participar también, vamos a participar, vamos a presentar una denuncia y un pedido de que se ha procesado. Vamos a aportar con todas las pruebas, aunque han sido públicas, pero creemos que el delito en este caso y el delito que los jueces tienen que resolver y tienen que tratar, es, suspensión de un servicio público.

La noche de ayer a la madrugada de hoy, por el mismo delito, fue detenido también el presidente de la cámara de transporte del Azuay, en la ciudad de Cuenca. Creo que es importante, lo dijimos el día de ayer, el gobierno privilegia el diálogo. Ese siempre será la primera herramienta, pero quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quienes impidan que el país trabaje, también van a ser confrontados con la ley que prohíbe la paralización de servicios públicos y que prohíbe, por supuesto actos violentos y vandálicos.

Oswaldo Jarrín:

Muy buenos días.

Con el estado de excepción se está logrando el propósito fundamental, el cual es restablecer el orden y la paz social, y digo esto, porque de acuerdo a cómo se ha venido desarrollando, con el apoyo y el trabajo que han realizado Fuerzas Armadas, Policía Nacional, todos los delegados y representantes de los ministerios, en un trabajo coordinado y conjunto, se ha logrado que vaya bajando la intensidad de la agresión y de la violencia.

En números significa, teníamos registrados 200 eventos hasta el día de ayer en el inicio de las actividades de protesta y de manifestaciones. A la noche se intensificaron a 291 actividades delictivas y de protesta y de alteración del orden. Para el día de hoy, no pasan de

100. Esto en datos significa que, en primer lugar, la ciudadanía se ha dado cuenta que no puede ser manipulada por agitadores sociales. Otra de las razones para lograr este mejoramiento del orden público, se relaciona con la actividad de Fuerzas Armadas y de policía para dar protección a la población, asegurar los centros de abastecimiento, puntos estratégicos, y me refiero a términos concretos como, por ejemplo, que en la noche se logró completar los reabastecimientos de combustible y de víveres, de tal manera que en todas las ciudades del país, no se puede incrementar la desarticulación social, qué es lo que se pretende.

En la mañana de hoy, hemos revisado a nivel nacional, las diferentes actividades que se cumplen y son mínimos las alteraciones que se están realizando. Ponemos especial atención en las vías. No hay ninguna vía bloqueada este momento. Todas las vías están expeditas. El aeropuerto ciento por ciento en funcionamiento. Y tenemos un patrullaje permanente en la Ruta Viva, en las rutas principales de la ciudad, en las de acceso a las ciudades. Me refiero a Quito y a Guayaquil esencialmente. Las otras ciudades, aparente calma y con actividades normales de desarrollo de transportación, actividades sociales, comerciales, que están volviendo a la normalidad.

Estos aspectos se consideran fundamentales dentro del estado de excepción y también no hay posibilidad de que se altere el orden público, porque lo que es el aspecto de transporte, inclusive militar, está colaborando en el transporte público.

El día de hoy en Quito, tendremos vehículos militares que estén atendiendo la transportación. En vista de que hay tranquilidad, podemos decir que, al finalizar el día de hoy estará completamente superada la actividad, en primer lugar, de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios, y ya no habrá destrucción por lo que estamos dando protección a las instalaciones de infraestructura y a la propiedad privada.

Cuando existan necesidades de mayor acompañamiento, escolta, las realizan Fuerzas Armadas. Tenemos en todo el país organizados 293 equipos para trabajar y 90 equipos de fuerza de reacción inmediata, para apoyar a esos equipos.

El trabajo coordinado de policía y fuerzas armadas se mantendrá hasta que termine el estado de excepción y la normalidad vuelva a la estabilidad, a la calma y la ciudadanía.

MATRICES DE ANÁLISIS

HITO 1 ESTADO

ESTADO H1 MC1: Decisiones gubernamentales

ESTADO H1 MC2: Control social y orden

ESTADO H1 MC3: Delitos

ESTADO H1 MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DECISIÓN/DECIDIR NO, PAÍS ECUADOR /ECUATORIANO GOBERNAR/GOBIERNO SEGURIDAD	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DECISIONES GUBERNAMENTALES	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : ECUATORIANO/AS, GOBIERNO/ADORES, ECUADOR, PAÍS	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS DECISIONES GUBERNAMENTALES ?
1	Y para proteger a quienes se pudieran ver afectados por la medida, añadiremos 300.000 familias al millón que ya reciben los distintos bonos. A partir de ahora, serán 1 millón 300 mil familias, o sea, más de 5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados. Todos ellos recibirán 15 dólares mensuales adicionales, a evaluarse luego del primer año.	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	Se hace referencia a una decisión que beneficiará a los actores "5 millones de ecuatorianos" PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE ESTRATEGIAS DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO El gobierno, a través de la figura vocera del presidente de la república es el agente activo por participación y se asocia a menudo con verbos de acción, en primera persona del plural, que sugiere una acción conjunta en tanto gobierno (el presidente y su equipo de gobierno): "añadiremos", "eliminamos", "nos bajamos", "no subiremos", "dinamizaremos", "generamos", "vamos a seguir avanzando", pero también, en primera persona del singular cuando se trata de decisiones que pueden generar más empatía y/o popularidad "he decidido suprimir los impuestos", "Las decisiones que he tomado son decisiones postergadas durante décadas", "he firmado el decreto que libera el precio del diésel y de la gasolina extra", "he decidido eliminar el anticipo de impuestos a la renta". Al mismo tiempo, los otros actores "ecuatorianos", "gubernadores" son agentes pasivos por participación en calidad de beneficiados o subordinados. Así a menudo los "ecuatorianos" son los agentes beneficiarios de las decisiones de "gobierno": "5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados", "nos robaron a todos los ecuatorianos" Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos", "para que sus productos sean más baratos para los ecuatorianos" o "gubernadores" son subordinados a "gobierno" con expresiones como "los gobernadores tienen la disposición de coordinar"	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización en la que se utilizan argumentos con referencias aprobadas socialmente para dotar al discurso de veracidad al actor discursivo, en este caso el presidente de la república. Así, las decisiones que se anuncian se presentan como beneficiosas para la mayoría aún si implican ciertos sacrificios: "serán 1 millón 300 mil familias, o sea, más de 5 millones de ecuatorianos en total los que serán apoyados", "les anuncio las siguientes decisiones: no subiremos el IVA. Escúchenme bien, no lo subiremos", "he decidido suprimir los impuestos a la importación de bienes de tecnología", "ese subsidio ha beneficiado, durante décadas principalmente a los que no lo necesitaban y a los que viven del contrabando. Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos". Además el anuncio de las medidas se acompaña de otras compensaciones como: "Y para proteger a quienes se pudieran ver afectados por la medida, añadiremos 300.000 familias al millón que ya reciben los distintos bonos", "siempre he tomado las decisiones que defienden el bien común", Amigos y amigos, recordemos que el gobierno ha hecho lo suyo. Eliminamos 20 ministerios, separamos del gobierno a 23.000 funcionarios. Nos bajamos en 20% los sueldos de nivel jerárquico superior"
2	Por otra parte, con el fin de que comerciantes inescrupulosos no especulen con los precios de sus productos en almacenes y mercados, los gubernadores tienen la disposición de coordinar un control diario y pormenorizado en todos los establecimientos.	"gubernadores" como figura de representación del gobierno central en las provincias SIMILAR	"gubernadores tienen la disposición" marca que el nivel de decisión se encuentra en el gobierno central. Descentralización del poder. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	SUSTITUCIÓN Se utiliza a menudo el término "país" para referirse a la nación ecuatoriana en un sentido de generalización del Estado pero también de sus ciudadanos. Así se recurre a la figura de personalización por especificación en expresiones como "el país destina más de 1300 millones de dólares al año en subsidios", "dejar un país mejor que el que yo recibí", "el país necesita". También "Ecuador" se utiliza para nombrar a la nación bajo una figura de personificación por individualización "lo mejor de Ecuador", "un Ecuador, de más oportunidades (...) felicidad", "el Ecuador que merecen nuestros hijos", "del Ecuador digital" <u>Sentido</u> : Ecuador es un ente que depende de las decisiones del gobierno.	Además el anuncio de las medidas se acompaña de otras compensaciones como: "Y para proteger a quienes se pudieran ver afectados por la medida, añadiremos 300.000 familias al millón que ya reciben los distintos bonos", "siempre he tomado las decisiones que defienden el bien común", Amigos y amigos, recordemos que el gobierno ha hecho lo suyo. Eliminamos 20 ministerios, separamos del gobierno a 23.000 funcionarios. Nos bajamos en 20% los sueldos de nivel jerárquico superior"
3	Compatriotas, es necesario corregir graves errores de la economía ecuatoriana . El país destina más de 1300 millones de dólares al año, en subsidios al diésel, a la gasolina extra.	"ecuatoriana" como genérico para referir a algo que sucede en la nación Ecuador. "país" como representación del Estado. SIMILAR	"economía ecuatoriana" asociado con "errores" refiere a decisiones de gobiernos anteriores. Sugiere mala conducción gubernamental. "el país destina" refiere a decisiones del Estado de Ecuador a través de su gobierno. En este caso refiere a decisiones anteriores.	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
4	Queridos compatriotas, buenos días. Cuando fui elegido presidente constitucional del Ecuador me hice una promesa. Dejar un país mejor que el que yo recibí, y para eso siempre he tomado las decisiones que defienden el bien común.	"Ecuador", "país" como nación. SIMILAR	"Ecuador" asociado a "presidente constitucional" para marcar el rango de poder del enunciador. "decisiones" asociado a "defienden el bien común" sugiere un uso legítimo del poder PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
5	Conciudadanos, nuestros exportadores, no sólo muestran al mundo lo mejor de Ecuador a través de las ventas de camarón, banano, atún, rosas, cacao, café, sino que con ello, sostenemos la dolarización por entrada de divisas.	"Ecuador" como nación. SIMILAR	"Ecuador" asociado a "nuestros exportadores" sugiere la imagen del Ecuador como nación en el contexto internacional. Sugiere que como jefe de Estado cumple con velar por esa imagen. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
6	Amigos y amigos, recordemos que el gobierno ha hecho lo suyo. Eliminamos 20 ministerios, separamos del gobierno a 23.000 funcionarios. Nos bajamos en 20% los sueldos de nivel jerárquico superior.	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado SIMILAR	"gobierno ha hecho lo suyo" sugiere la coresponsabilidad en las decisiones entre mandatario (gobierno) y mandante (ecuatorianos) PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO HI Doc 1 - 01 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	7	Nuevamente, la asamblea tiene la oportunidad en sus manos de aprobar una ley de extinción de dominio. Esa ley, más la decisión de fiscales y jueces, es la única manera de recuperar la riqueza que nos robaron a todos los ecuatorianos .	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	"ecuatorianos" asociado a "la riqueza que nos robaron" sugiere una puesta en pie de igualdad. No solo habla como presidente pero como un ciudadano más del Ecuador. AISLADO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	8	En esa línea de impulsar el crecimiento económico y empleo, les anuncio las siguientes decisiones : no subiremos el IVA. Escúchenme bien, no lo subiremos.	"no" y "decisiones" marcadores del poder del Estado SIMILAR	"anuncio las siguientes decisiones" y "no subiremos" sugieren los mecanismos unilaterales de poder del Estado a través de sus autoridades. Las decisiones son tomadas y luego informadas.	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	9	Las decisiones que he tomado son decisiones postergadas durante décadas. Muchos de mis opositores, muchos de mis críticos y futuros candidatos no lo van a decir en público, pero dicen en privado y lo saben, que esta es la decisión clave para el futuro del Ecuador . Un Ecuador , de más oportunidades de prosperidad, de empleo, de felicidad. Compatriotas, construyamos el Ecuador que merecen nuestros hijos, nuestros nietos y los hijos de ellos. Muchas gracias	"Ecuador" como nación. SIMILAR	"Ecuador" asociado a "futuro", "más oportunidades de prosperidad, empleo, de felicidad", "que merecen nuestros hijos" sugiere un modelo de nación homogéneo y estable. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	10	Se ha dicho con sobrada razón que el buen gobernante no piensa en las próximas elecciones	"gobernante" como figura de autoridad de la nación. SIMILAR	"gobernante" asociado a "buen" sugiere una autovaloración positiva PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	11	Para ser más competitivos. Por eso, he decidido suprimir los impuestos a la importación de bienes de tecnología.	"decidido" como acción legítima de la autoridad de Estado. SIMILAR	"decidido" asociado a "suprimir los impuestos" sugiere los mecanismos unilaterales de poder del Estado. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	12	Las decisiones que he tomado son decisiones postergadas durante décadas.	"decisiones" como acciones legítimas de la autoridad de Estado. SIMILAR	"decisiones" asociado a "postergadas durante décadas" sugiere una autovaloración positiva de una gestión eficaz, que se contraponen a gestiones anteriores. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	13	Dinamizamos el sector y al mismo tiempo generamos empleo. Vamos a seguir avanzando en la construcción del Ecuador digital.	"Ecuador" como nación. SIMILAR	"Ecuador" asociado al calificativo "digital" sugiere un proyecto de nación moderno y homogeneizador insertado en la realidad global. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	14	En el continente, el único país que tiene ese subsidio es Venezuela, y estarán de acuerdo conmigo no es el mejor ejemplo a seguir	"país" aquí referido a la nación de Venezuela SIMILAR	"Venezuela" utilizado aquí como eje comparativo asociado a "no es el mejor ejemplo" para sugerir una imagen con valor negativo. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN
	15	El país necesita mayor entrega de sus funcionarios, en beneficio de los más necesitados, de los más vulnerables, de los más pobres.	"país" como nación Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "necesita" y "en beneficio" sugiere la puesta en práctica de la reciprocidad del contrato social dentro de una nación PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

16	En la primera etapa de mi gobierno , nos concentramos en recuperar la democracia y la institucionalidad.	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado SIMILAR	"mi gobierno" asociado a "recuperar la democracia y la institucionalidad" sugiere que esos valores se perdieron en gobiernos anteriores. Autovaloración positiva de su gestión acorde con la idea de "decisiones" PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
17	Aquellas empresas que perciben ingresos por más de 10 millones de dólares al año, pagarán por tres años una contribución especial que totaliza más de 300 millones, que se destinarán exclusivamente, órgano bien, exclusivamente para seguridad , educación y salud.	"seguridad" como concepto genérico de una área de gestión de responsabilidad del Estado. SIMILAR	"seguridad" asociado a "300 millones que se destinarán exclusivamente" marca la prioridad de la gestión de gobierno en fase con la idea de contrato social que implica la protección del Estado a sus ciudadanos. Autovaloración positiva de su gestión acorde con las decisiones. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
18	Además, y ustedes lo saben, ese subsidio ha beneficiado, durante décadas principalmente a los que no lo necesitaban y a los que viven del contrabando. Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos . Por eso he firmado el decreto que libera el precio del diésel y de la gasolina extra. Esos recursos deben invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social para todos los ecuatorianos	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	"todos los ecuatorianos" asociado a "invertirse en salud, en educación, en vivienda, en seguridad social" marca la prioridad de la gestión del gobierno en cumplimiento del contrato social. Protección del Estado al conjunto de ciudadanos sin distinción. Autovaloración positiva de sus decisiones. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
19	Cada vez que recorro el país , los emprendedores me dicen que el anticipo al impuesto a la renta es un verdadero dolor de cabeza. Por eso he decidido eliminar el anticipo de impuestos a la renta.	"país" como territorio geográfico del Ecuador SIMILAR	"recorro el país" sugiere una apropiación del territorio de la nación de forma física. El gobierno está presente territorialmente. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
20	Así, de esta forma le damos una gran mano a nuestros productores, para que sean más competitivos, para que sus productos sean más baratos para los ecuatorianos y para que podamos exportar más. Escuchando la voz de nuestros productores bananeros, hemos bajado y simplificado el impuesto a la renta único al banano, que se llama.	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	"ecuatorianos" asociado a "productos sean más baratos para" sugiere que las decisiones son en beneficio de los ecuatorianos como ciudadanos de la nación que representa el poder ejecutivo del Estado. Cumplimiento del contrato social. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
21	Tengo valentía y me sobra para tomar decisiones en beneficio de este país al que amo tanto.	"país" como nación Ecuador SIMILAR	"decisiones" asociado a "en beneficio de este país" sugiere autovaloración positiva de la gestión y cumplimiento del contrato social. Nótese el uso de la primera persona. El presidente encarna el Estado y el gobierno. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN El presidente de la república, vocero y representante del Estado y del gobierno es el agente activo. Su presencia se marca con énfasis en el uso de la primera persona del singular que centraliza el poder de decisión en su voz "tengo valentía y me sobre", "país al que amo tanto", "yo he manifestado esa decisión, esa valentía, para tomar decisiones".pero también en la nominación del él mismo en tercera persona del singular USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización en la que se utilizan argumentos con referencias aprobadas socialmente para dotar al discurso de veracidad al actor discursivo, en este caso el presidente de la república y a la vez se comunica una disposición al diálogo bajo condiciones de moral y justicia con expresiones como

ANEXOS

ESTADO H1 Doc 2 03 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	Reiteramos por supuesto siempre nuestra apertura al diálogo. Siempre estaremos dispuestos a ceder espacios que no comprometan bajo ninguna circunstancia la ética y la moral, la transparencia con la que se ha conducido siempre este gobierno .	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado SIMILAR	"este gobierno" asociado a "ética", "moral", "transparencia" sugiere una autovaloración positiva de la gestión. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	para dejar impreso en el discurso que se trata de la voz de la primera magistratura del Estado: "El presidente ha demostrado, desde que convocó a la consulta popular, desde que decidió la necesidad de reinstitucionalizar el país" Al mismo tiempo el actor "ecuatorianos" es pasivizado y beneficiario de las decisiones "que era un deseo de todos los ecuatorianos, desde que decidió definitivamente que se vuelva a respetar los derechos de los ecuatorianos" <u>Sentido:</u> El presidente es el garante de las decisiones que benefician a la mayoría	"tomar decisiones en beneficio de este país", "Siempre estaremos dispuestos a ceder espacios que no comprometan bajo ninguna circunstancia la ética y la moral, la transparencia con la que se ha conducido siempre este gobierno", "decidió definitivamente que se vuelva a respetar los derechos de los ecuatorianos" <u>Sentido:</u> el presidente de la república y su gobierno no son autoritarios en su toma de decisiones
	El presidente ha demostrado, desde que convocó a la consulta popular, desde que decidió la necesidad de reinstitucionalizar el país , que era un deseo de todos los ecuatorianos , desde que decidió definitivamente que se vuelva a respetar los derechos de los ecuatorianos , y que se vuelva a respetar el sagrado derecho a la información y a la libertad de expresión, desde ese momento, yo he manifestado esa decisión , esa valentía, para tomar decisiones . Una cosa es que uno sea prudente y otra cosa es que no tenga valentía.	"país" como nación Ecuador "ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	"decidió", "decisiones" es utilizado aquí en tercera persona. El vocero se representa a sí mismo en tercera persona para marcar que las decisiones corresponden a su cargo y así vestir las de institucionalidad y poder. Las decisiones se relacionan con el "país" como ente que reagrupa a la nación en que están inmersos "todos los ecuatorianos" y los "derechos de los ecuatorianos". Autovaloración positiva de la gestión y de las decisiones a las que asocia la "voluntad" como valores	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	SUSTITUCIÓN Se utiliza a menudo el término "país" para referirse a la nación ecuatoriana en un sentido de generalización del Estado pero también de sus ciudadanos. Así se recurre a la personalización por especificación en expresiones como "este país que amo tanto", "reinstitucionalizar al país", "estaba causando demasiado daño al país" <u>Sentido:</u> el país es un objeto que depende de las decisiones de un gobierno	
	No existe posibilidad de cambiar, principalmente aquellas relacionadas con un subsidio perverso que estaba causando demasiado daño al país , que distorsionaba la economía, pero, que, sobre todo, además, permitía que importantes, ingentes recursos del del erario nacional, vayan a manos de quien no correspondía.	"país" como nación Ecuador SIMILAR	"causando demasiado daño al país" refiere a la afectación al conjunto de la nación y por ende a todos sus ciudadanos. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	Tan decidido como cuando se rompieron relaciones con el sátrapa dictador de Venezuela que tiene sumido en el hambre y la desesperación a todo un pueblo. Tan decidido como cuando se decidió terminar definitivamente con el asalto a los recursos del pueblo ecuatoriano por parte de traficantes inescrupulosos de diésel y gasolina. Queridos compatriotas ecuatorianos , estoy decidido . Claro que estoy decidido a cambiar el país.	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	Reiteración de "decidido" como figura de estilo para subrayar la voluntad del primer mandatario como figura principal del gobierno y representante del Estado. Exposición del poder del Estado mediante mecanismos unilaterales de decisión. Autovaloración positiva de las decisiones que son en beneficio del "pueblo ecuatoriano" referido como el conjunto de sus ciudadanos. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El presidente de la república, vocero y representante del Estado y del gobierno es el agente activo. Su presencia se marca con énfasis en el uso de la primera persona del singular que centraliza el poder de decisión. Se hace un uso exagerado y repetitivo de "decisión" y sus derivados verbales en primera persona "he decidido" para reforzar esa idea. Frente a eso el actor "ecuatorianos" es representado como el agente pasivo, a quien se dirige el discurso pero a manera de informar sobre decisiones tomadas unilateralmente. Además de representar al actor "ecuatoriano" como beneficiario de las decisiones, también se ve subordinado a los mandatos del presidente "Ecuadorianos no te prestes para que aprovechen los que quieren el caos. No compartas noticias falsas", "Estoy decidido si, pero también necesito que tú también lo estes" <u>Sentido:</u> El presidente de la república es el garante de las decisiones de la mayoría	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN
	Estoy decidido también a que se controlen Los precios y se sancione a los especuladores. Pero siempre también estoy decidido a dialogar.	"decidido" como variante de la UA "decisión" como mecanismo en el centro del análisis de clúster 1. SIMILAR	"estoy decidido" marca la apropiación del rol de máxima autoridad del Estado y su poder. Habla en primera persona exponiendo su capacidad personal a gestionar acciones que tienen un impacto: "controlen los precios", "sancione a los especuladores". PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO HI Doc 3 06 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenin Moreno	2 7	Queridos compatriotas ecuatorianos , estoy decidido . Claro que estoy decidido a cambiar el país . Decidido a que se sancionen a los correistas que saquearon los dineros del pueblo. Estoy decidido a que sancionen a los que se robaron el dinero en obras que no sirven para nada	"ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador "país" como nación Ecuador SIMILAR	"estoy decidido" marca la apropiación del rol de máxima autoridad del Estado y su poder. Habla en primera persona exponiendo su capacidad personal a gestionar acciones en beneficio de los ciudadanos y en contra de quienes los perjudicaron "sancionen a los correistas que saquearon los dineros", "sancionen a los que se robaron"	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	2 8	Estoy decidido a cambiar el país . Estoy decidido sí, pero también necesito que tú también lo estes.	"país" como nación Ecuador SIMILAR	"estoy decidido" marca la apropiación del rol de máxima autoridad del Estado y su poder. Habla en primera persona exponiendo su capacidad personal a gestionar acciones en beneficio de los ciudadanos y contraponen la necesidad de compromiso recíproco "necesito que tú también lo estés" apelando al principio de corresponsabilidad que implica el contrato social. PRÓXIMO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	2 9	Dialoguemos sobre cómo usar los recursos del país , para los más necesitados. Ecuadorianos no te prestes para que aprovechen los que quieren el caos. No compartas noticias falsas.	"país" como nación Ecuador "ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "los recursos del" indica que esos recursos pertenecen a toda la nación. Con la palabra "dialoguemos" y "cómo usar" invita a un ejercicio democrático de decisión conjunta. AISLADO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	3 0	Estoy decidido a dialogar con ustedes, hermanos con quienes compartimos muchas causas. Dialoguemos sobre cómo usar los recursos del país , para los más necesitados.	"país" como nación Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "los recursos del" indica que esos recursos pertenecen a toda la nación. "dialogar con ustedes" se dirige a la CONAIE con la que busca un campo de entendimiento y negociación con la palabra "hermanos" y la expresión "compartimos muchas causas". Sugiere un ejercicio democrático de decisión conjunta. AISLADO	Máxima autoridad del gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
3 1		La decisión tomada por el Gobierno es clave para el presente y futuro del Ecuador , por eso hacemos un llamado a todos los sectores a manifestarse de manera pacífica y a agotar todas las instancias de diálogo.	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado SIMILAR	"gobierno" asociado a "decisión" y a "futuro del Ecuador" sugiere el rol de responsabilidad del gobierno. PRÓXIMO	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor que se representa como agente activo es el "gobierno nacional" quien toma las decisiones, y tiene capacidad de acción "hacemos un llamado", "ha decidido mantener la suspensión de clases",	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se apela a la figura de evaluación en la que el actor que tiene la voz "gobierno nacional" rechaza el lugar de otros actores "gremio de transportistas" atribuyendole una

ANEXOS

ESTADO HI Doc 4 03 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República	3 2	Ante la medida adoptada por el gremio de transportistas que ha perjudicado las actividades y el normal desempeño de la movilización en el país, el Gobierno Nacional ha decidido mantener la suspensión de clases del viernes 4 de octubre en todas las escuelas y colegios.	"país" como territorio geográfico del Ecuador	"gobierno" asociado a "ha decidido. Mantener la suspensión" y "compromiso de precautelar" sugiere el rol de responsabilidad del gobierno.	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República	CERCANO	INTEGRACIÓN	"mantenemos el compromiso" . <u>Sentido:</u> El gobierno como representante del Estado tiene el poder de decisión	valoración negativa "medida adoptada" que "ha perjudicado las actividades y el normal desempeño de la movilización en el país". Mientras tanto, el actor que tiene la voz actúa positivamente "Mantenemos el compromiso de precautelar la seguridad de todos los ciudadanos, en especial la de nuestros niños y jóvenes" <u>Sentido:</u> El Estado cumple con su papel de protección mientras otros actores ponen en riesgo a la población.	
		Mantenemos el compromiso de precautelar la seguridad de todos los ciudadanos, en especial la de nuestros niños y jóvenes.	SIMILAR	PRÓXIMO						
ESTADO HI Doc 5 05 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República Información importante para evitar especulación en tarifas	3 3	El Ministerio de Transporte y Obras Públicas y la Agencia Nacional de Tránsito, han elaborado los análisis técnicos correspondientes y comunican al país lo siguiente:	"país" como nación Ecuador	"al país" asociado a "comunican" sugiere la idea de una nación homogénea que recibe un mensaje único.	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República	CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor "gobierno nacional" a través de sus instancias "ministerio de transporte y obras públicas" y "agencia nacional de tránsito" es activo y el tomador de decisiones. El actor "país" es el actor pasivo que se beneficia y es subordinado a las decisiones. Así se utiliza el "no" para informar que no existen cambios en las medidas y por tanto eso es beneficioso. <u>Sentido:</u> El gobierno es benefactor	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre ala figura de autorización haciendo énfasis en las competencias otorgadas por ley "gobierno es el ente rector en materia de transporte y movilidad", "Los municipios del país tienen sobre esta materia competencias" y que gozan de sustentos técnicos legítimos "análisis técnicos". <u>Sentido:</u> gobierno cumple con la ley	
	3 4	El Gobierno Nacional es el ente rector en materia de transporte y movilidad. Los municipios del país tienen sobre esta materia competencias que incluyen la fijación de tarifas dentro de su cantón.	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado "país" como nación Ecuador	"país" asociado a "los municipios del" refiere a la división política de la nación.	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República	CERCANO				
	3 5	TARIFA DE ESTUDIANTE: NO SE INCREMENTA. TARIFA PREFERENCIAL PARA PERSONAS CON DISCAPACIDAD, ADULTOS MAYORES , NIÑOS Y ADOLESCENTES: NO SE INCREMENTA. TRANSPORTE URBANO DENTRO	"No" como decisión	"no" como anuncio del mantenimiento del estatu quo	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República	CERCANO				INTEGRACIÓN
	3 6	TRANSPORTE URBANO DENTRO DE CADA CANTÓN: Por la actualización de costos, se justifica un incremento de mínimo 5 centavos y NO PODRÁ SUPERAR LOS 10 CENTAVOS DE DÓLAR. Serán los municipios los encargados de ratificar la tarifa vigente en su cantón en	"No" como decisión	"no" como anuncio del mantenimiento del estatu quo	Secretaría de Comunicación de la Presidencia de la República	CERCANO				
ESTADO HI Doc 6 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción	3 7	Hemos tenido como ustedes conocen distintas reacciones en el país a las decisiones tomadas por presidente de la república, por el gobierno y al proyecto de ley presentado a la Asamblea Nacional.	"país" como nación Ecuador y como espacio geográfico	"país" aquí sugiere un ente homogéneo que recibe las "decisiones" del gobierno. No existe la consideración de individuos ni grupos sociales heterogéneos.	Ministra de Gobierno	CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN Se recurre a una supresión parcial de ciertos actores al hacer mención de forma indirecta sugiriendo que existen pero sin nombrarlos. Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las decisiones gubernamentales el vocero minimiza su existencia con la expresión "distintas reacciones" o se refiere a ellos con verbos sin sujeto como "agredir a la policía "tenemos focos de violencia" y así le quita el protagonismo a sectores opositores. La supresión también puede ser total o parcial cuando el vocero elude a los opositores cuando dice que "todos los ecuatorianos", "la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador" , "todos los ciudadanos en el Ecuador" están en acuerdo con las decisiones gubernamentales. <u>Sentido:</u> los sectores en desacuerdo con las medidas son insignificantes	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización mediante la cual se justifica las "decisiones" del gobierno sobre la base de argumentos que apelan a valores moralmente aprobados. Así, se describen las decisiones como "claves para el futuro del país", "decisiones que están en la línea de la reactivación de la economía y el empleo", "decisiones buscan fortalecer y sostener la dolarización". Asimismo, se justifica la suspensión de clases "para precautelar la seguridad de niños, niñas, adolescentes, que es nuestra prioridad" y se justifica la declaratoria de estado de excepción porque "es el deseo del presidente y el de todos los ecuatorianos recuperar la calma cuanto antes y recuperar el orden para volver a trabajar". <u>Sentido:</u> El Estado es responsable y justo en sus decisiones	
	3 8	En el marco, en ese contexto, de decisiones difíciles pero necesarias, de decisiones claves para el futuro del país y que se mantienen en firme, en ese marco, el presidente ha firmado hace unos minutos el estado de excepción y en ese estado de excepción nos encarga tareas específicas, tanto al ministro Jarrin como a mí, en calidad de encargados del <i>ministerio de defensa y de</i>	"país" como nación Ecuador	"decisiones" asociado a "futuro del país" sugiere un destino homogéneo de la nación.	Ministra de Gobierno	CERCANO				INTEGRACIÓN
	3 9	Se suspendieron las clases para precautelar la seguridad de niños, niñas, adolescentes, que es nuestra prioridad. Pero por supuesto, es el deseo del presidente y el de todos los ecuatorianos recuperar la calma cuanto antes y recuperar el orden para volver a trabajar y a producir que eso es lo que queremos la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador . Yo creería que todos los ciudadanos en el Ecuador y eso es lo que estamos buscando. En ese marco, en el marco de las protestas tenemos en esta mañana 19 personas detenidas.	"seguridad" como concepto de protección "ecuatorianos" como ciudadanos de la nación Ecuador "en el Ecuador" como espacio geográfico que corresponde a la nación Ecuador	"todos los ecuatorianos" designa un ente homogéneo cobijado por una sola identidad nacional. De la misma forma se utiliza "todos los ciudadanos en el Ecuador". Sugiere que quienes no están de acuerdo con la medida no están dentro de la nominación de "todos los ecuatorianos"	Ministra de Gobierno	CERCANO				
	4 0	Agredir a la policía cuando pretende asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país es un delito y va a ser tratado como un delito.	"país" como territorio geográfico del Ecuador	"vías del país" asociado a "delito" sugiere la soberanía y capacidad de control del Estado sobre el territorio nacional	Ministra de Gobierno	CERCANO				INTEGRACIÓN
		SIMILAR	PRÓXIMO							

ANEXOS

	4 1	Pero asimismo también, tenemos focos de violencia en distintos lugares del país	"país" como territorio geográfico del Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "tenemos focos de violencia" sugiere que el control del territorio no consigue ser total. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	
	4 2	Ambas decisiones que están en la línea de la reactivación de la economía y el empleo y que, como era de , también hay sectores que no están de acuerdo con esas medidas. Pero tenemos las llamadas de alcaldes y prefectos del país que reconocen el valor de esta decisión y su importancia para la economía nacional.	"país" como nación Ecuador y como espacio geográfico SIMILAR	"país" asociado a "alcaldes y prefectos" sugiere el poder descentralizado del Estado que en este caso son entes que avalan las "decisiones" PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	
	4 3	La asociación de municipalidades del Ecuador se ha pronunciado esta mañana reconociendo que las decisiones buscan fortalecer y sostener la dolarización. Cientos, yo les diría, que miles de ciudadanos, que escriben, que se pronuncian, que opinan sobre la importancia de esta medida.	"Ecuador" como parte de la nominación de una institución del Estado "Asociación de Municipalidades del Ecuador" SIMILAR	Respaldo institucional a las decisiones tomadas por el poder central. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	
ESTADO HI Doc 7 03 de octubre 2019 Pronunciamiento Oswaldo Jarrín Estado de excepción	4 4	El propósito fundamental es, en primer lugar, que en base de las circunstancias que estamos viviendo, no se extiendan estas amenazas, y en la forma más rápida posible, se pueda reconstituir el orden, la seguridad pública, la seguridad ciudadana, que está vigente de acuerdo a las leyes que rigen en el país .	"seguridad" como concepto genérico de una área de responsabilidad del Estado. "país" como nación del Ecuador. SIMILAR	"seguridad pública" y "seguridad ciudadana" como dos variables técnicas del concepto de seguridad que equivale al ejercicio de la fuerza legítima del Estado. La aplicación de esta fuerza se da en respuesta a "no se extiendan estas amenazas" como léxico de lo que pone en cuestión el statu quo del Estado. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una impersonalización por instrumentalización al referirse a los actores opositores sin nombrarlos directamente pero calificándolos como "estas amenazas", es decir nominarlos por sus supuestas actividades. <u>Sentido:</u> los opositores no deben tratarse como ciudadanos con derechos a la protesta.
	4 5	El propósito fundamental, a más de lo que se acaba de manifestar, preservar, proteger las actividades sociales económicas y productivas, las áreas estratégicas que tiene el país , las áreas de distribución, de exportación, de importación, el aeropuerto, la distribución de combustibles, es decir, todas las actividades de las cuales depende, y que son consideradas como áreas vitales, para la vida, el funcionamiento y el desarrollo económico del país .	"país" como nación Ecuador y como espacio geográfico SIMILAR	"país" asociado a "áreas estratégicas" a la vez refiere a los lugares tangibles que contienen bienes estratégicos tales como recursos naturales o actividades productivas esenciales de la vida económica (pesca, agricultura, vías, espacio aéreo, etc) y, asociado a "funcionamiento y el desarrollo económico del país" refiere al Estado ecuatoriano como nación y organización institucional. Visión soberanista del Estado. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN Se presenta una sola versión de la realidad a la que se busca que todos adhieran. Se apela a la figura de autorización que pretende legitimar el discurso y las decisiones mediante valores morales y legales por lo que se hace mención a "reconstituir el orden, la seguridad pública, la seguridad ciudadana, que está vigente de acuerdo a las leyes que rigen en el país", "preservar, proteger las actividades sociales económicas y productivas, las áreas estratégicas que tiene el país", "el artículo 164 de la Constitución y con el número 5 del mismo artículo, se establece zona de seguridad al territorio nacional" <u>Sentido:</u> La acción del Estado es legítima porque es moral y legal
	4 6	Concretamente el artículo 164 de la Constitución y con el número 5 del mismo artículo, se establece zona de seguridad al territorio nacional.	"seguridad" como concepto genérico de una área de gestión de responsabilidad del Estado. SIMILAR	"seguridad" asociado a "zona" y "territorio nacional" refiere a la concepción territorial soberana del Estado amparada por instituciones y leyes. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	
	4 7	Otra de las razones para lograr este mejoramiento del orden público, se relaciona con la actividad de Fuerzas Armadas y de policía para dar protección a la población, asegurar los centros de abastecimiento, puntos estratégicos, y me refiero a términos concretos como, por ejemplo, que en la noche se logró completar los reabastecimientos de combustible y de víveres, de tal manera que en todas las ciudades del país , no se puede incrementar la desarticulación social, qué es lo que se pretende. OJ	"país" como nación Ecuador y como espacio geográfico SIMILAR	"país" asociado a "todas las ciudades" sugiere una concepción homogénea de la nación. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE ESTRATEGIAS DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una figura de impersonalización mediante instrumentalización para nominar a los actores opositores al gobierno. Se los designa por sus actos o comportamientos con expresiones como "desarticulación social", "los actos de violencia", "el paro", "el caos", "quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quienes impidan que el país trabaje", "aquellos que tuvieron un
							USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se cuestiona las acciones de un sector social y se argumenta las respuestas frente a esa amenaza. Se recurre a la figura de evaluación y narrativización, que, por un lado asigna nominaciones específicas con valoraciones negativas a los actores opositores, como lo vimos a través de la estrategia de sustitución.

ANEXOS

ESTADO H1Doc 8 04 de octubre 2019 Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo Jarrín	4 8 Tenemos casos similares a este y a lo largo de la jornada también ustedes verán, la postura de distintos alcaldes y prefectos que rechazan los actos de violencia, que rechazan el paro, que rechazan el caos, y que llaman a sus ciudadanos a trabajar, a producir y a devolverle la normalidad a cada uno de los lugares del país. MPR	"país" como nación Ecuador y como espacio geográfico SIMILAR	"país" asociado a "cada uno de los lugares" sugiere concepción homogénea de la nación. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados" <u>Sentido:</u> Opositores no son ciudadanos con derechos y, que se detiene en detalles de la narración de los hechos para darles un carácter excepcional frente a lo que se justifican medidas excepcionales. Aquello se expresa en "La noche de ayer a la madrugada de hoy, por el mismo delito, fue detenido también el presidente de la cámara de transporte del Azuay, en la ciudad de Cuenca", "Hay detenidos que participaron en las protestas, aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados. Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador, están detenidos por actos vandálicos en la perimetral". <u>Sentido:</u> La declaratoria de estado de excepción era necesaria
	4 9 Tenemos provincias como por ejemplo, los Ríos en donde el 100% de las vías se encuentran abiertas. Hay bastante normalidad y yo quiero felicitar la actitud responsable la actitud patriótica de las autoridades de esa provincia, que el día de ayer se han reunido gobernador , prefecto, alcaldes, dirigentes gremiales de la provincia y que han acordado que su provincia quiere trabajar y que quiere producir. Están próximos, a una semana de festividades, tienen eventos internacionales, así que han llegado al acuerdo de privilegiar el trabajo. MPR	"gobernador" como figura de representación del gobierno central en las provincias SIMILAR	"gobernador" asociado a "actitud responsable", "actitud patriótica" sugiere valoración positiva de la gestión del gobierno a través de su representante. Y, asociado a "han acordado que su provincia quiere trabajar" sugiere decisiones unilaterales del gobierno sobre la población. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	
	5 0 La noche de ayer a la madrugada de hoy, por el mismo delito, fue detenido también el presidente de la cámara de transporte del Azuay, en la ciudad de Cuenca. Creo que es importante, lo dijimos el día de ayer, el gobierno privilegia el diálogo. Ese siempre será la primera herramienta, pero quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quienes impidan que el país trabaje, también van a ser confrontados con la ley que prohíbe la paralización de servicios públicos y que prohíbe, por supuesto actos violentos y vandálicos. MPR	"gobierno" como ente ejecutivo del Estado "país" como nación del Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "trabaje" supone un modelo de la nación asociada a la reproducción económica PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	
	5 1 Hay detenidos que participaron en las protestas, aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados. Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador , están detenidos por actos vandálicos en la perimetral. Ustedes se conocen exactamente el tema al que me estoy refiriendo. MPR	"Ecuador" como nación. SIMILAR	"en el Ecuador" refiere al territorio soberano en que el Estado actúa legítimamente. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	

ESTADO H1 MC2- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: ACTOS/ACTIVIDADES ORDEN, CIUDADANA/O/NIA POLICÍA, SOCIALES, NACIONAL, EXCEPCIÓN TRABAJO/ADORES, LEYES	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? CONTROL SOCIAL Y ORDEN	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : COMPRATRIOTAS, CONCIUDADANOS, TRABAJADORES, ECUATORIANOS	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON EL CONTROL SOCIAL, ORDEN Y SEGURIDAD ?
ESTADO H1 Doc 1 01 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno	1 Nuevamente, la asamblea tiene la oportunidad en sus manos de aprobar una ley de extinción de dominio. Esa ley , más la decisión de fiscales y jueces, es la única manera de recuperar la riqueza que nos robaron a todos los ecuatorianos.	"ley" como elemento normativo del estado de derecho institucionalizado SIMILAR	"la asamblea tiene la oportunidad en sus manos de aprobar una ley" indica la separación de poderes del Estado PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El Estado a través del representante del gobierno, presidente de la república quien actúa como vocero es el agente activo del discurso que toma la decisión y es el garante del control social, del orden y de la seguridad. Así, en el discurso se expresa su participación activa "les anuncio las siguientes decisiones", "la ley que propongo", "queremos promoverlo". Por otra parte, los "compatriotas", "conciudadanos", "trabajadores" son los agentes pasivos que reciben las decisiones tomadas, como beneficiarios "recuperar la riqueza que nos robaron a todos los ecuatorianos", "mantendrán los beneficios y resguardos que la ley actual les entrega", "contratación para aquellas personas que están buscando trabajo", "cuidando a nuestros trabajadores", "en beneficio de los nuevos trabajadores", pero también como subordinados "los empleadores incrementarán su aporte mensual en un 2%", "los trabajadores de las empresas públicas aportarán mensualmente con un día de su salario". Sentido: El Estado norma y garantiza las relaciones laborales que aseguran el control social	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se apela a la figura de autorización apoyando la argumentación a favor de las decisiones gubernamentales, sobre la legitimidad de la ley y del fortalecimiento del aparato ligado al trabajo y por tanto, beneficioso para la mayor parte de la población. Aquello se expresa en "una ley para el futuro", "ley de extinción de dominio (...) recuperar la riqueza", "reformas laborales", "facilidades para el teletrabajo y contratos por periodo determinado", "nueva forma de jubilación patronal", "más trabajo, más emprendimientos, y mejores oportunidades". Sentido: Las decisiones gubernamentales que implican control social son beneficiosas para la mayoría.
	2 Una ley para el futuro, acorde el con los nuevos tiempos. Todos los compatriotas que hoy tienen una relación de trabajo , mantendrán los beneficios y resguardos que la ley actual les entrega, los mantendrá. Esta nueva ley que propongo, rige para todos aquellos sean contratados luego de su promulgación y los elementos fundamentales son: nuevas modalidades de trabajo para quienes inician un emprendimiento.	"ley" como instrumento de derechos dentro de un Estado institucionalizado "trabajo" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"ley" asociada a "para el futuro", "nueva ley" y a "trabajo" sugiere un control del Estado del aparato productivo y por ende de sus actores. PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	3 Conciudadanos , con respecto a las esperadas reformas laborales, el tema más importante para nosotros, vuelvo a recalcar, es el empleo. Queremos promoverlo, para ello es fundamental una nueva ley que facilite nuevos empleos, que facilite la contratación para aquellas personas que están buscando trabajo .	"conciudadanos" como sujetos pertenecientes a una misma nación en la que el presidente se incluye. SIMILAR	"ley" asociada a "reformas laborales", "nuevos empleos", "contratación", "trabajo" sugiere un control del Estado del aparato productivo y por ende de sus actores. PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	5 Conciudadanos , nuestros exportadores, no sólo muestran al mundo lo mejor de Ecuador a través de las ventas de camarón, banano, atún, rosas, cacao, café, sino que con ello, sostenemos la dolarización por entrada de divisas.	"conciudadanos" como sujetos pertenecientes a una misma nación en la que el presidente se incluye. SIMILAR	"conciudadanos" asociado a "nuestros exportadores" refuerza la idea de pertenencia como marca de control social del Estado PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	6 Igualmente, nueva modalidad de contratos de reemplazo en caso de licencia de maternidad y paternidad, así como enfermedades catastróficas. Facilidades para el teletrabajo y contratos por periodo determinado. Para poder hacer todo esto, siempre cuidando a nuestros trabajadores , generamos una nueva forma de jubilación patronal, en la que los empleadores incrementarán su aporte mensual en un 2% en beneficio de los nuevos trabajadores . Ese valor adicional podrá ser ahorrado en el IESS o en fondos privados.	"trabajadores" como los actores de la relación productiva dentro del sistema económico SIMILAR	"nuestros trabajadores", "en beneficio de los nuevos trabajadores" sugiere el control del Estado sobre aparato productivo y sus actores PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

	9	Tercero, los trabajadores de las empresas públicas, aportarán mensualmente como un día de su salario, esto, porque su remuneración es superior a la que percibe en el resto de la administración pública.	"trabajadores" como los actores de la relación productiva dentro del sistema económico SIMILAR	"trabajadores de las empresas públicas" asociado a "aportarán mensualmente" sugiere una decisión unilateral y muestra del control del Estado sobre ese aparato productivo. PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	10	En una segunda etapa, como lo dije en mi informe a la nación, el objetivo es más trabajo , más emprendimientos, y mejores oportunidades. En esa línea de impulsar el crecimiento económico y empleo, les anuncio las siguientes decisiones: no subiremos el IVA.	"trabajo" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"más trabajo" como lema que sugiere una promesa política PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO HIDoc 2 03 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno	11	Quiero manifestar a ustedes que las medidas que tomamos en conjunto y que se les manifesté el día miércoles, martes perdón, están completamente en firme. No existe posibilidad de cambiar, principalmente aquellas relacionadas con un subsidio perverso que estaba causando demasiado daño al país, que distorsionaba la economía, pero, <u>que sobre todo, además, permita</u>	"nacional" como referente a la nación Ecuador SIMILAR	"nacional" asociado a "erario" concierne el bien común correspondiente a la economía de la nación PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se presenta a los actores que se oponen a las medidas del gobierno a través de la figura de impersonalización por instrumentalización al denominarlos como "quienes pretenden imponer el caos", "con actos vandálicos y actos de violencia" <u>Sentido:</u> los opositores no son ciudadanos	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se apela a la figura de racionalización que representa a los actores opositores desde valoraciones normativas negativas (definidas por la estrategia de sustitución) para justificar la medida tomada por el gobierno "he dispuesto el estado de excepción a nivel nacional". <u>Sentido:</u> la declaratoria de excepción es una respuesta legítima y legal para restablecer el orden.
	12	Con el fin de precautelar el orden y la tranquilidad, pero sobre todo la seguridad ciudadana y controlar, vuelvo a recalcar, a quienes pretenden imponer el caos como el mecanismo de conseguir algo, ese tiempo ya pasó, ese tiempo se acabó, debemos abandonar esa costumbre que linda con lo miserable de tratar de imponer criterios y peor todavía con actos vandálicos y actos de violencia . Con el fin de precautelar la seguridad ciudadana y evitar el caos, he dispuesto el estado de excepción a nivel nacional . Reiteramos por supuesto siempre nuestra apertura al diálogo.	"excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima "nacional" designa aquí el ámbito territorial de la nación SIMILAR	"estado de excepción a nivel nacional" como acción legítima del Estado sobre la dimensión territorial soberana que le corresponde, frente a "actos vandálicos" y "actos de violencia" que van en contra del orden y de la seguridad PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO HIDoc 3 06 de octubre 2019 Cadena nacional Presidente de la República Lenín Moreno	13	Tan decidido como cuando se eliminó ese órgano estatal que coartaba la libertad de expresión. Tan decidido como cuando se expulsó a un malcriado de la Embajada en Londres por muchas razones, inclusive por haber manchado con sus heces las paredes de la embajada que es territorio nacional . Tan decidido como cuando se rompieron relaciones con el sátrapa dictador de Venezuela que tiene sumido en el hambre y la desesperación a todo un pueblo.	"nacional" como referente a la nación Ecuador SIMILAR	"territorio nacional" asociado a "Embajada en Londres" como demostración de la autoridad del Estado para restablecer el orden en todos los territorios que corresponden a la nación Ecuador PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se alude a un actor de forma indirecta por la manera en que se lo nombra, y para materializar un ejemplo del control que ejerce el gobierno en todos los territorios correspondientes la nación Ecuador. Así cuando el vocero del discurso habla de "un malcriado" que se "expulsó de la Embajada en Londres", se refiere al activista Julian Assange, quien estaba refugiado en aquella embajada bajo custodia del Estado ecuatoriano. Su expulsión es mencionada aquí como muestra de autoridad soberana del gobierno.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se apela a la figura de racionalización que representa a los actores opositores desde valoraciones normativas negativas (definidas por la estrategia de sustitución) para justificar la medida tomada por el gobierno. En este discurso se utilizan a manera de ejemplos para mostrar el poder soberano ejercido en pos de restituir el orden. Así "se expulsó a un malcriado de la Embajada en Londres" por "haber manchado con sus heces las paredes de la embajada que es territorio nacional", "se rompieron relaciones con el sátrapa dictador de Venezuela" porque tiene "sumido en el hambre y la desesperación a todo un pueblo"
	14	Ayúdanos a denunciar la especulación. Es momento de trabajar , de pasar la página de la violencia. Es la oportunidad de enfrentar con optimismo el futuro.	"trabajar" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"trabajar" y "oportunidad de enfrentarse con optimismo el futuro" como respuesta a la "violencia" PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	De igual forma, se nombra bajo una figura de impersonalización a través de una metáfora "sátrapa dictador de Venezuela" para referirse al presidente venezolano Nicolás Maduro con el que se "rompieron relaciones" mostrando una decisión soberana <u>Sentido:</u> el gobierno ejerce control en todos los espacios de la nación. Opositores no merecen ser mencionados por sus nombres	Se apela a la figura de racionalización que representa a los actores opositores desde valoraciones normativas negativas (definidas por la estrategia de sustitución) para justificar la medida tomada por el gobierno. En este discurso se utilizan a manera de ejemplos para mostrar el poder soberano ejercido en pos de restituir el orden. Así "se expulsó a un malcriado de la Embajada en Londres" por "haber manchado con sus heces las paredes de la embajada que es territorio nacional", "se rompieron relaciones con el sátrapa dictador de Venezuela" porque tiene "sumido en el hambre y la desesperación a todo un pueblo" <u>Sentido:</u> las decisiones y medidas del gobierno son justas en todos los ámbitos

ANEXOS

ESTADO H1Doc 4 03 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República	15	Ante la medida adoptada por el gremio de transportistas que ha perjudicado las actividades y el normal desempeño de la movilización en el país, el Gobierno Nacional ha decidido mantener la suspensión de clases del viernes 4 de octubre en todas las escuelas y colegios. Mantenemos el compromiso de precautelar la seguridad de todos los ciudadanos , en especial la de nuestros niños y jóvenes. Rechazamos los hechos violentos que se presentaron en las	"ciudadanos" como sujetos pertenecientes a la nación Ecuador "nacional" como referente a la nación Ecuador SIMILAR	"actividades" asociado al "normal desempeño de la movilización" sugiere el orden que ha sido roto. "precautelar la seguridad" sugiere la responsabilidad del Estado de mantener el orden. PRÓXIMO	Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se representa al gremio de transportistas como agente activo responsable de actividades que perjudican al bien común "ha perjudicado las actividades y el normal desempeño de la movilización en el país", "los hechos violentos que se presentaron" <u>Sentido:</u> el gremio de transportistas va en contra del bien común, es enemigo del gobierno	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se apela a la figura de racionalización que representa a los actores opositores desde valoraciones normativas negativas (definidas por la estrategia de sustitución) para justificar la medida tomada por el gobierno de "mantener la suspensión de clases" con el fin de "precautelar la seguridad de todos los ciudadanos" <u>Sentido:</u> las medidas del gobierno son respuestas a la amenaza al orden
ESTADO H1Doc 5 05 de Octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República Información importante para evitar especulación en tarifas	16	INFORMACIÓN IMPORTANTE PARA EVITAR ESPECULACIÓN EN TARIFAS El Gobierno Nacional es el ente rector en materia de transporte y movilidad. Los municipios del país tienen sobre esta materia competencias que incluyen la fijación de tarifas dentro de su cantón. El Ministerio de Transporte y Obras Públicas y la Agencia Nacional de Tránsito, han elaborado los análisis técnicos correspondientes y comunican al país lo siguiente:	"nacional" como referente a la nación Ecuador SIMILAR	"gobierno nacional" asociado a "ente rector" sugiere que es quien toma las decisiones legítimas en cuanto al transporte y al derecho a movilizarse sobre el territorio PRÓXIMO	Presidencia de la República CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El Estado, a través del "gobierno nacional" es el actor activo en el ámbito del manejo territorial del transporte y el derecho a la movilidad de las personas. <u>Sentido:</u> Estado establece el orden territorial	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se apela a la figura de autorización apoyando la argumentación a favor de las decisiones gubernamentales, sobre la legitimidad de la ley que otorga al Estado el manejo territorial del transporte y movilidad como "ente rector" <u>Sentido:</u> El Estado pone en escena su representación sobre el orden territorial
ESTADO H1Doc 6- 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción	17	Suspender servicios públicos es un delito y va a ser tratado como un delito. Agredir a la policía cuando pretende asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país es un delito y va a ser tratado como un delito. En el marco, en ese contexto, de decisiones difíciles pero necesarias, de decisiones claves para el futuro del país y que se mantienen en firme, en ese marco, el presidente ha firmado hace unos minutos el estado de excepción y en ese estado de	"policía" como ente que materializa la fuerza legítima del Estado "excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima SIMILAR	"agredir a la policía" sugiere una agresión al Estado y por tanto es un "delito" "estado de excepción" como acción legítima del Estado. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN Y REORDENAMIENTO ELISIÓN Se recurre a una supresión parcial de ciertos actores al hacer mención de forma indirecta sugiriendo que existen pero sin nombrarlos. Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las decisiones gubernamentales el vocero minimiza su existencia con la utilización de verbos al infinitivo "suspender servicios públicos", "agredir a la policía" <u>Sentido:</u> los sectores en desacuerdo con las medidas son casi inexistentes	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se apela a la figura de racionalización que representa a los actores opositores desde valoraciones normativas negativas (definidas por la estrategia de sustitución) para justificar tanto las decisiones gubernamentales que causaron el descontento cuanto la medida de estado de excepción tomada por el gobierno para recuperar el orden y el control social frente al descontento. <u>Sentido:</u> el Estado precautela el orden en beneficio de la mayoría
	18	Se suspendieron las clases para precautelar la seguridad de niños, niñas, adolescentes, que es nuestra prioridad. Pero por supuesto, es el deseo del presidente y el de todos los ecuatorianos recuperar la calma cuanto antes y recuperar el orden para volver a trabajar y a producir que eso es lo que queremos la mayoría de los ciudadanos en el Ecuador.	"ciudadanos" como sujetos pertenecientes a la nación Ecuador "trabajar" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"recuperar el orden" asociado a "deseo del presidente y de todos los ecuatorianos" y la "mayoría de los ciudadanos en Ecuador" sugiere que el desorden es fruto de una minoría PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	REORDENAMIENTO La participación activa de los opositores es representada de forma negativa "suspender servicios públicos es un delito", "agredir a la policía (...) va a ser tratado como un delito", mientras que la participación activa del gobierno es representada en beneficio de la mayoría "decisiones claves para el futuro del país", "recuperar el orden para volver a trabajar y a producir" <u>Sentido:</u> El Estado precautela los intereses de la mayoría y protege de las amenazas.	
	19	La asociación de municipalidades del Ecuador se ha pronunciado esta mañana reconociendo que las decisiones buscan fortalecer y sostener la dolarización. Cientos, yo les diría, que miles de ciudadanos , que escriben, que se pronuncian, que opinan sobre la importancia de esta medida. Eso es parte de la evaluación, de la valoración que se ha hecho.	"ciudadanos" como sujetos pertenecientes a la nación Ecuador SIMILAR	"miles de ciudadanos" asociado a "que opinan sobre la importancia de esta medida" sugiere que el orden y el control que establece el gobierno es avalado por la mayoría de los ciudadanos de la nación PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	20	Por esta razón, el estado de excepción que ha sido firmado, se cumplirá en el tiempo establecido. Continuaremos policía y fuerzas armadas de una forma directa preservando la estabilidad y tratando de que el orden constitucional jurídico se restablezca en la forma más urgente.	"excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima SIMILAR	"estado de excepción" como medida para recuperar el "orden". Aquí se asocia orden con "constitucional jurídico" sugiriendo que este ha sido quebrantado. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN Y REORDENAMIENTO ELISIÓN Se recurre a una supresión parcial de ciertos actores al hacer mención de forma indirecta sugiriendo que existen pero sin nombrarlos. Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las medidas se utiliza "diferentes actividades que se considera una verdadera amenaza a	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se tiende a un desequilibrio del poder haciendo un cuestionamiento a los sectores opositores autores del desorden. En respuesta a esa amenaza, se justifican las medidas tomadas (en este caso declaratoria de estado de excepción) y así se preserva o restablece el orden

ANEXOS

ESTADO H1Doc 7 03 de octubre 2019 Pronunciamiento o Oswaldo Jarrin Estado de excepción	21	Las fuerzas armadas, en coordinación con la policía nacional, han venido en una forma, progresiva dando protección, prevención, contención a las diferentes actividades que se considera una verdadera amenaza a la paz social . Es por esta razón, que de acuerdo a la constitución y las leyes vigentes, el orden jurídico y constitucional, hasta el presente momento, no está siendo suficiente para afrontar este tipo de amenazas a la paz a la tranquilidad, a la protección de la sociedad, a preservar sus libertades y sus derechos para que las actividades sociales, económicas, productivas se realicen con normalidad. Es por esta razón, que en consideración de estos aspectos, se ha determinado por parte del señor presidente constitucional de la ~~república un estado de excepción~~	"actividades" utilizado como objeto de desorden social y como productivas. "excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima SIMILAR	"estado de excepción" como medida para recuperar el "orden". Aquí se asocia orden con "leyes", "jurídico y constitucional" apelando a un lenguaje jurídico. Pero también orden asociado a "a la paz, a la tranquilidad, a la protección de la sociedad", "preservar sus libertades y sus derechos" apelando a una concepción social. Finalmente orden en un sentido económico asociado a las "actividades sociales, económicas, productivas" PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	que se considere una verdadera amenaza a la paz social", "este tipo de amenaza a la paz a la tranquilidad (...) con normalidad" <u>Sentido:</u> los sectores en desacuerdo con las medidas están fuera de la sociedad REORDENAMIENTO En respuesta a invisibilizar a los actores opositores, se representa al Estado a través de sus instituciones como activos "continuaremos policía y fuerza armadas de una forma directa preservando la estabilidad (...) urgente", "el estado de excepción (...) se cumplirá" <u>Sentido:</u> El Estado precautela el orden	preservar los derechos y el orden social. Se recurre a la figura de autorización, apelando a la ley "de acuerdo a la constitución y las leyes vigentes", "el orden jurídico y constitucional" y a valores morales "la paz social", "la estabilidad", "la tranquilidad", "la protección de la sociedad", "preservar sus libertades y sus derechos" para justificar las decisiones para desvirtuar la acción opositora y reducir el poder de su discurso. <u>Sentido:</u> el Estado es el garante del orden
	23	Tenemos provincias como por ejemplo, los Ríos en donde el 100% de las vías se encuentran abiertas. Hay bastante normalidad y yo quiero felicitar la actitud responsable la actitud patriótica de las autoridades de esa provincia, que el día de ayer se han reunido gobernador, prefecto, alcaldes, dirigentes gremiales de la provincia y que han acordado que su provincia quiere trabajar y que quiere producir. Están próximos, a una semana de festividades, tienen eventos internacionales, así que han llegado al acuerdo de privilegiar el trabajo . MPR	"trabajar" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"trabajo", "trabajar" asociado a "producir", "actitud responsable", "actitud patriótica" como valoraciones positivas inmersas dentro de un orden que responde al modelo institucionalizado. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN, SUSTITUCIÓN Y REORDENAMIENTO ELISIÓN Y SUSTITUCIÓN Se recurre a una supresión parcial de ciertos actores al hacer mención de forma indirecta sugiriendo que existen pero sin nombrarlos ya que se presupone que sus acciones son conocidas de la mayoría. Al mismo tiempo opera una estrategia de sustitución ya que cuando se hace mención a los opositores, se recurre a figuras como la impersonalización por autonomización de la producción, es decir que se los representa mediante sus actos . Así, para hacer mención de los sectores en desacuerdo con las medidas se utiliza expresiones como "quienes tengan diferencias", "las alteraciones que se están realizando", "la intensidad de la agresión y de la violencia", "200 eventos hasta el día de ayer", "291 actividades delictivas, de protesta y alteración del orden", "la actividad (...) de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios", "quienes cometan delitos", "quienes suspendan los servicios públicos", "quienes impidan que el país trabaje" <u>Sentido:</u> Los opositores no son humanos ni ciudadanos REORDENAMIENTO La acción del Estado a través de su fuerza pública e instancias descentralizadas se representa como activa en acciones y decisiones a favor de la ciudadanía beneficiaria y pasiva. Así por ejemplo vemos que se describe las acciones del Estado como "gobernador, prefecto, alcaldes, dirigentes gremiales de la provincia y que han acordado que su provincia quiere trabajar y que quiere producir", "alcaldes y prefectos que rechazan los actos de violencia, que rechazan el paro, que rechazan el caos, y que llaman a sus ciudadanos a trabajar, a producir", "Tenemos en todo el país organizados 293 equipos para trabajar y 90 equipos de fuerza de reacción inmediata, para apoyar a esos equipos", "actividad de Fuerzas Armadas y de policía para dar protección a la población, asegurar los centros de abastecimiento", "La Policía Nacional, en su objetivo de mantener el orden va a seguir haciendo su trabajo", "Fuerzas Armadas, Policía Nacional, todos los delegados y representantes de los ministerios en un trabajo coordinado y	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se tiende a un desequilibrio del poder haciendo un cuestionamiento a los sectores opositores autores del desorden. En respuesta a esa amenaza, se justifican las medidas tomadas y así se justifica la preservación o restablecimiento del orden social. Se recurre a la figura de racionalización en la que se toma como premisa las acciones de los actores opositores, asimilados a acciones delincuenciales para emitir conclusiones morales sobre ellos y así rechazar su lugar (estas acciones son las descritas en las estrategias de elisión y sustitución). Se reafirma el lugar de quien construye el discurso, es decir el Estado quien justifica así las medidas que toma (lo que se describe en la estrategia de reordenamiento). <u>Sentido:</u> El Estado restablece el orden social frente al caos generado por la protesta ilegítima ya que infringe la ley.
	24	Por supuesto quienes tengan diferencias, así lo harán saber, pero no van a perjudicar el trabajo y la producción en su provincia. Tenemos casos similares a este y a lo largo de la jornada también ustedes verán, la postura de distintos alcaldes y prefectos que rechazan los actos de violencia, que rechazan el paro, que rechazan el caos, y que llaman a sus ciudadanos a trabajar , a producir y a devolverle la normalidad a cada uno de los ~~lugares del país~~ .	"trabajo", "trabajar" como relación de producción del sistema económico SIMILAR	"trabajo", "trabajar" asociado a "la producción", "a producir y a devolverle la normalidad" sugiere una valoración positiva inmersa dentro de un orden que responde al modelo social institucionalizado. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
	25	Tenemos en todo el país organizados 293 equipos para trabajar y 90 equipos de fuerza de reacción inmediata, para apoyar a esos equipos. El trabajo coordinado de policía y fuerzas armadas se mantendrá hasta que termine el estado de excepción y la normalidad vuelva a la estabilidad, a la calma y a la ciudadanía . OJ	"trabajar" como acción del Estado "excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima SIMILAR	"trabajo" en este contexto como esfuerzo concertado de las instituciones del Estado. Se le da un valor agregado al cuantificar la dimensión de la acción "293 equipos para trabajar". El lema suele tener una valoración positiva porque implica una acción asociada a la productividad, al orden, al mantenimiento o restablecimiento del statu quo, "normalidad vuelva a la estabilidad". "ciudadanía" como ente beneficiario de la acción del Estado. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO H1Doc 8 04 de octubre 2019 Rueda de prensa María Paula Romo y Oswaldo Jarrín	26	Para el día de hoy, no pasan de 100. Esto en datos significa que, en primer lugar, la ciudadanía se ha dado cuenta que no puede ser manipulada por agitadores sociales . Otra de las razones para lograr este mejoramiento del orden público, se relaciona con la actividad de Fuerzas Armadas y de policía para dar protección a la población, asegurar los centros de abastecimiento, puntos estratégicos, y me refiero a términos concretos como, por ejemplo, que en la noche se logró completar los reabastecimientos de combustible y de víveres, de tal manera que en todas las ciudades del país, no se puede incrementar la desarticulación social , qué es lo que se pretende. En la mañana de hoy, hemos revisado a nivel nacional, las diferentes actividades que se cumplen y son mínimos las alteraciones que se están	SIMILAR	"ciudadanía" como el conjunto de la sociedad de la nación Ecuador. Sujetos de derechos.	"ciudadanía" se opone a "agitadores sociales" (quienes no tienen la calidad de ciudadanos). "orden público" asociado a varios ámbitos: lo social "protección a la población", lo económico "asegurar los centros de abastecimiento", "se logró completar los reabastecimientos de combustible y víveres", lo estratégico "puntos estratégicos", "no se puede incrementar la desarticulación social" está dado por la acción positiva del Estado "actividad de Fuerzas Armadas y policía"	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	"ciudadanía" como el conjunto de la sociedad de la nación Ecuador. Sujetos de derechos. "ciudadanía" se opone a "agitadores sociales" (quienes no tienen la calidad de ciudadanos). "orden público" asociado a varios ámbitos: lo social "protección a la población", lo económico "asegurar los centros de abastecimiento", "se logró completar los reabastecimientos de combustible y víveres", lo estratégico "puntos estratégicos", "no se puede incrementar la desarticulación social" está dado por la acción positiva del Estado "actividad de Fuerzas Armadas y policía"
	27	La Policía Nacional, en su objetivo de mantener el orden va a seguir haciendo su trabajo . Pero por supuesto, vamos a hacerlo en el límite de las normas legales y de los procedimientos que tenemos para actuar y vamos a discutir este tema con el defensor del pueblo esta misma	SIMILAR	"policía" como ente que materializa la fuerza legítima del Estado "trabajo" como acción del Estado	"trabajo" del Estado enmarcado en las "normas legales" sugiere una legitimación de la actuación para "mantener el orden"	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	
	28	Muy buenos días. Con el estado de excepción se está logrando el propósito fundamental, el cual es restablecer el orden y la paz social, y digo esto, porque de acuerdo a cómo se ha venido desarrollando, con el apoyo y el trabajo que han realizado Fuerzas Armadas, Policía Nacional, todos los delegados y representantes de los ministerios, en un trabajo coordinado y conjunto, se ha logrado que vaya bajando la intensidad de la agresión y de la violencia. En números significa, teníamos registrados 200 eventos hasta el día de ayer en el inicio de las actividades de protesta y de manifestaciones. A la noche se intensificaron a 291 actividades delictivas y de protesta y de alteración del orden. Para el día de hoy, no pasan de 100. OJ	SIMILAR	"excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima "trabajo" como acción del Estado "policía" como ente que materializa la fuerza legítima del Estado	"estado de excepción" asociado a "restablecer el orden y la paz social" sugiere la valoración de la acción que entrega resultados positivos. "trabajo" como acción del Estado que entrega resultados positivos en contra de la amenaza "ha logrado que vaya bajando la intensidad de la agresión y de la violencia". El resultado del "trabajo" es cuantificado para mostrar su dimensión positiva "teníamos registrados 200 eventos hasta el día de ayer", "para el día de hoy, no pasan de 100".	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	
	29	Me refiero a Quito y a Guayaquil esencialmente. Las otras ciudades, aparente calma y con actividades normales de desarrollo de transportación, actividades sociales , comerciales, que están volviendo a la normalidad. Estos aspectos se consideran fundamentales dentro del estado de excepción y también no hay posibilidad de que se altere el orden público, porque lo que es el aspecto de transporte, inclusive militar, está colaborando en el transporte público. OJ	SIMILAR	"excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima	"normalidad" que sugiere el orden, asociado a "transportación", "actividades sociales", "comerciales"	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

32	Hay detenidos que participaron en las protestas, aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados. Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador, están detenidos por actos vandálicos en la perimetral. Ustedes se conocen exactamente el tema al que me estoy refiriendo. Calculamos que más o menos 3000 personas participaron en actos vandálicos y en saqueos durante la tarde de ayer. La policia contuvo esos actos, recibió el apoyo de las fuerzas armadas. Un par de horas después de que empezaron, ya estábamos en el estado de excepción, y al final de la jornada más o menos 150 personas- les daré los datos exactos en unos minutos -fueron detenidas en relación con estos actos vandálicos. MPR	"actos" como acciones delictivas (vandálicos) "policia" como ente que materializa la fuerza legítima del Estado SIMILAR	"actos vandálicos" sugiere la utilización del vocabulario asociado a la delincuencia pese a estar en un contexto de protesta social. Lo que está fuera del orden social es delincuencia. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
36	El día de hoy en Quito, tendremos vehículos militares que estén atendiendo la transportación. En vista de que hay tranquilidad, podemos decir que, al finalizar el día de hoy estará completamente superada la actividad, en primer lugar, de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios, y ya no habrá destrucción por lo que estamos dando protección a las instalaciones de infraestructura y a la propiedad privada. Cuando existan necesidades de mayor acompañamiento, escolta, las realizan Fuerzas Armadas. OJ	"actividades" como acciones delictivas SIMILAR	"actividad" aquí asociado a "de manifestaciones, de amotinamientos innecesarios" que generan un resultado valorado negativamente "destrucción" a "las instalaciones de infraestructura y a la propiedad privada" sugiere que la protesta social es similar a la delincuencia y pone en riesgo a la propiedad privada como pilar del sistema económico de la nación. PRÓXIMO	Ministro de Defensa CERCANA	INTEGRACIÓN		
37	Creo que es importante, lo dijimos el día de ayer, el gobierno privilegia el diálogo. Ese siempre será la primera herramienta, pero quienes cometan delitos quienes suspendan los servicios públicos, quienes impidan que el país trabaje, también van a ser confrontados con la ley que prohíbe la paralización de servicios públicos y que prohíbe, por supuesto actos violentos y vandálicos. MPR	"trabajo" como relación de producción del sistema económico "ley" como elemento normativo de un Estado institucionalizado "actos" como acciones delictivas SIMILAR	Paralización de actividades relacionadas con el trabajo, como forma de protesta social son asociadas a acciones delictivas sancionadas por la ley "quienes suspendan los servicios públicos", "quienes impidan que el país trabaje", "actos violentos y vandálicos" PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
38	Calculamos que más o menos 3000 personas participaron en actos vandálicos y en saqueos durante la tarde de ayer. La policia contuvo esos actos, recibió el apoyo de las fuerzas armadas. Un par de horas después de que empezaron, ya estábamos en el estado de excepción, y al final de la jornada más o menos 150 personas- les daré los datos exactos en unos minutos -fueron detenidas en relación con estos actos vandálicos. MPR	"actos" como acciones delictivas (vandálicos) "policia" como ente que materializa la fuerza legítima del Estado "excepción" como medida legal del Estado para desplegar su fuerza legítima SIMILAR	actos vandálicos sugiere la utilización del vocabulario asociado a la delincuencia pese a estar en un contexto de protesta social. Lo que está fuera del orden social es delincuencia. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		

ESTADO H1 MC3- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DELITO/S DETENIDOS	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DELITOS	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : DETENIDOS- POLICIA NACIONAL	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LOS DELITOS ?
ESTADO H1 Doc 6 03 de octubre 2019 Pronunciamiento María Paula Romo Estado de excepción	1 En ese marco, en el marco de las protestas tenemos en esta mañana 19 personas detenidas . Interrumpir la circulación es un delito y va a ser tratado como un delito .	"delito" como acto castigado por la ley "detenidas" como privadas de libertad SIMILAR	"personas detenidas" asociado a "el marco de las protestas" sugiere que se considera a la protesta como un delito. De hecho "interrumpir la circulación" como acto de protesta será "tratado como un delito" PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una figura de impersonalización por autonomización, es decir que los actores se representan por sus actos. Aquí los actores "detenidos" son nombrados en relación a su cometido "delito", en este caso "interrumpir la circulación". <u>Sentido:</u> Los manifestantes son delincuentes	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se cuestiona la legalidad de la actuación de los manifestantes, recurriendo a la figura de autorización, representando la acción de "interrumpir la circulación" como un "delito" y no como un acto de protesta. <u>Sentido:</u> El Estado hace cumplir la ley
	2 Vamos a aportar con todas las pruebas, aunque han sido públicas, pero creemos que el delito en este caso y el delito que los jueces tienen que resolver y tienen que tratar, es, suspensión de un servicio público. La noche de ayer a la madrugada de hoy, por el mismo delito, fue detenido también el presidente de la cámara de transporte del Azuay, en la ciudad de Cuenca. Creo que es importante, lo dijimos el día de ayer, el gobierno privilegia el diálogo. MPR	"delito" como acto castigado por la ley "detenido" como privadas de libertad SIMILAR	"suspensión de un servicio público" asociado a "delito" sugiere un tratamiento delictuoso a una acción de hecho colectiva impulsada por un gremio de trabajadores. "por el mismo delito, fue detenido el presidente de la cámara de transporte del Azuay" confirma que acción de hecho gremial es tratada de forma delictuosa PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una figura de impersonalización por autonomización, es decir que los actores se representan por sus actos. Aquí los actores "detenidos" son nombrados en relación a su cometido "delito", en este caso "suspensión de un servicio público", "por un disturbio", "actos de vandalismo", "comportamientos de violencia o de daños a bienes públicos o privados" <u>Sentido:</u> Los manifestantes son delincuentes	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se cuestiona la legalidad de la actuación de los manifestantes, recurriendo a la figura de autorización, representando la acción de "suspensión de un servicio público" como un "delito" y no como un acto de protesta. <u>Sentido:</u> El Estado hace cumplir la ley
	4 También ustedes, han recibido la noticia de una detención a la madrugada de un dirigente de organizaciones indígenas. Él fue detenido en la provincia de Pastaza, en un disturbio, en una carretera. Por un disturbio en la vía pública, la policía procede a la detención de cuatro personas al momento de desalojar la vía. Después de estar detenidos , al verificar la lista de los nombres, pues se encuentra ahí el nombre de un dirigente. De ninguna manera se trata de una detención que iba direccionada hacia él, ni tampoco existe contra él una orden de prisión, sino una contravención cometida en su momento y, en unas horas habrá una audiencia de flagrancia para que pueda el juez resolver respecto de esta detención . MPR	"detenido" como privado de libertad SIMILAR	"detención" asociado a "dirigente de organizaciones indígenas" sugiere que se trata de una protesta social, que se califica de "disturbio" PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO HIDoc 8 04 de octubre 2019 Rueda de prensa Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrin	5	Quisiera comentarles los temas más relevantes relacionados con el trabajo de la Policía Nacional. Teníamos hasta la noche de ayer, 195 detenidos. En unos minutos voy a ofrecerles la lista actualizada, pero la mayor parte de los detenidos están relacionados con los actos de vandalismo que se dieron en la ciudad de Guayaquil. Es muy importante hacer esta distinción: no es lo mismo participar en una protesta. Hay detenidos que participaron en las protestas, aquellos que tuvieron un comportamiento de violencia o de daños a bienes públicos o privados. Pero, la mayor parte de los detenidos el día de ayer, en el Ecuador, están detenidos por actos vandálicos en la perimetral. Ustedes se conocen exactamente el tema al que me estoy refiriendo.MPR	"detenidos" como privados de libertad SIMILAR	"detenidos" para referirse a las personas privadas de libertad en el marco de las protestas sociales, asociados a la mención de tipos penales como "actos de vandalismo", comportamientos de violencia o de daños a bienes públicos y privados", "actos vandálicos" sugiere un amalgama entre protesta y delito. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
	6	La policía contuvo esos actos, recibió el apoyo de las fuerzas armadas. Un par de horas después de que empezaron, ya estábamos en el estado de excepción, y al final de la jornada más o menos 150 personas- les daré los datos exactos en unos minutos -fueron detenidas en relación con estos actos vandálicos. También, creo que es importante además de hacer esa distinción, decirles que respecto de las detenciones que siempre podrían causar alguna preocupación, me he comunicado esta mañana con el defensor del pueblo, para pedirle que nos reunamos. Nos vamos a reunir más o menos en una hora y vamos a revisar la lista de detenidos, por provincia, por tipo de delito, y si es que la defensoría del pueblo tiene alguna pregunta sobre algún caso en particular, vamos a aclararlo, para que esto ~~tema sea claro a uno solo~~	"detenidos" como privados de libertad SIMILAR	"detenidos" para referirse a las personas privadas de libertad en el marco de las protestas sociales, asociados a la mención de tipos penales como "actos vandálicos" sugiere un amalgama entre protesta y delito PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
	7	Esto como una primera aproximación a los datos de las últimas horas. Antes de darle la palabra al ministro Jarrin, que les va a hablar ya sobre la ejecución del estado de excepción, también comunicarle que ha sido detenido esta mañana en Quito, Jorge Calderón dirigente Nacional del taxismo. El está procesado por el delito de suspensión de servicio público y en este caso vamos a participar también, vamos a participar, vamos a presentar una denuncia y un pedido de que sea procesado. MPR	"detenido" como privado de libertad SIMILAR	"suspensión de un servicio público" asociado a "delito" sugiere un tratamiento delincuencia a una acción de hecho colectiva impulsada por un gremio de trabajadores el del taxismo. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	
	8	En ese marco, en el marco de las protestas tenemos en esta mañana 19 personas detenidas. Interrumpir la circulación es un delito y va a ser tratado como un delito. Suspender servicios públicos es un delito y va a ser tratado como un delito. Agredir a la policía cuando pretende asegurar el tránsito en las calles y en las vías del país es un delito y va a ser tratado como un delito. MPR	"delito" como acto castigado por la ley "detenida" como privada de libertad SIMILAR	"interrumpir la circulación", "suspender servicios públicos", "agredir a la policía" asociado a "delito" sugiere un tratamiento delincuencia a acciones de hecho que suelen enmarcarse en una acción colectiva como señal de protesta. PRÓXIMO	Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	

HITO 2 CONAIE

Hito 2: Anuncio de la llegada del movimiento indígena a Quito- Represión y criminalización de la protesta social-

7 a 12 de Octubre 2019

CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019 Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha

CONAIE H2Doc 3 07 de octubre 2019 Comunicado rechazo saqueos

CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado *Lenin Moreno instaura un régimen de terror*

CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa

CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano*

CONAIE H2Doc 7 10 de octubre 2019 Comunicado *Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana*

CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019 Comunicado *La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto*

CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana

CONAIE H2Doc 10 11 de octubre 2019 Comunicado *Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo*

CONAIE H2 Doc 11 12 de octubre 2019 Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano* (Décima jornada)

CONAIE H2Doc 12 13 de octubre 2019 Comunicado Desmentido

CONAIE H2Doc 1 - 07 de octubre 2019

Rueda de prensa CONAIE

<https://www.facebook.com/conaie.org/videos/727728041033079>

<https://www.facebook.com/conaie.org/videos/1698912530239437>

JAIME VARGAS

Hermanos y hermanas de nuestro querido estado Plurinacional. Compañeros de los medios de comunicación, saludar a todos esos medios que nos han acompañado en el proceso de resistencia. También saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos.

Queremos este momento ratificar nuestra lucha, nuestra resistencia de los pueblos y nacionalidades del Ecuador. Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano.

La CONAIE nos hemos declarado en la movilización indefinida en todo el territorio del Ecuador. En este momento nuestros pueblos y nacionalidades están movilizándose, avanzando a la ciudad de Quito para poder exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos.

El movimiento indígena nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país. El movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional. Así es que queremos rechazar los atropellos de los derechos colectivos de nuestros territorios.

Rechazamos las versiones del señor ministro de defensa y de la señora ministra de gobierno. Nos han calificado de delincuentes, de terroristas, de zánganos. Los zánganos han sido los que han explotado, los que saquearon al país. El señor ministro Jarrín declara guerra contra el pueblo, que declare guerra contra los corruptos, que declare guerra contra la delincuencia que tanto, cada día, vive nuestro país. No una guerra contra el pueblo.

Nosotros y declaramos guerra contra la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano y exigimos al gobierno ecuatoriano, d sí verdad quiere luchar, que luche por la corrupción, y que mande a la cárcel a todos esos corruptos que hoy están felices en otros países, y no contra un pueblo que lucha. Pero hemos dicho claramente que, si tenemos que ir a la cárcel, iremos, con frente en alto, con dignidad. Aquí no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo, indignado.

Hermanos y hermanas ecuatorianos, hoy desde que iniciamos, está firme, con mayor fuerza, nuestros pueblos y nacionalidades. Somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado. Todos estos procesos, los shuares, los achuar, somos los guerreros, los Arutam, los Iwias quienes defendimos la patria. No es posible que un gobierno neoliberal venda la sangre de nuestro pueblo y es por eso, nos declaramos en la verdadera unidad del pueblo ecuatoriano.

Y termino diciendo, gracias a los hermanos y hermanas quiteños y quiteñas quienes nos han abierto, nos han solidarizado y nos esperan con brazos abiertos y estaremos llegando más de 20000 indígenas aquí en la ciudad de Quito, para exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883. Y también decirlos, más allá del decreto, nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos. ¡Viva la Patria!

CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019
Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha



**DECLARATORIA DE AGENDA DE LUCHA DE ORGANIZACIONES,
PUEBLOS, NACIONALIDADES Y COMUNIDADES INDÍGENAS
AMAZÓNICAS EN APOYO A LA MOVILIZACIÓN NACIONAL Y EN
EJERCICIO DE NUESTRA AUTODETERMINACIÓN**

7 de octubre, 2019—Puyo, Pastaza

A la opinión pública y al Pueblo Ecuatoriano.

Nosotros, Pueblos y Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana, unidos en esta hora dolorosa para el país y para nuestras familias, en uso de nuestra autodeterminación y en defensa de nuestra vida y la de nuestros territorios, nos hemos declarado en movilización permanente y decretado el Estado de alerta frente a la violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales; como de la represión policial y militar que está aplicando el actual Gobierno Nacional en nuestros territorios y en el resto del territorio nacional.

Rechazamos las medidas económicas, denominadas el “paquetazo”, y demandamos la reversion integral de la carta de intención suscrita con el Fondo Monetario Internacional; cuyo contenido no se ha hecho de carácter público violando la obligación de transparentar los actos del ejecutivo; así como la terminación de los intentos de privatización de las empresas públicas encubiertas bajo la figura de “concesión”.

Rechazamos que nuestros territorios de vida, reconocidos en la Constitución, sean declarados por el Ejecutivo sin nuestro consentimiento, ni Consulta Previa como bloques petroleros, concesiones mineras o hidroeléctricas. Nuestros territorios y derechos están permanente amenazados por la codicia, la destrucción y explotación de recursos naturales de parte del Estado, estando muchos de nuestros pueblos en riesgo de exterminio por condiciones demográficas, socioeconómicas, y por la falta de formalización de nuestra propiedad colectiva.

Rechazamos estado de Excepción declarado por el Ejecutivo y avalado de manera funcional por la Corte Constitucional y denunciamos las graves violaciones de derechos humanos que hemos sufrido en nuestras comunidades y territorios por parte del Estado, que incluyen entre otras uso excesivo de la fuerza, violaciones contra la integridad física, contra el debido proceso, tortura y malos tratos. Tal como lo han recogido en varios pronunciamientos organizaciones nacionales e internacionales de Derechos Humanos, manifestando su preocupación sobre este uso abusivo de la fuerza.

Rechazamos las infundadas y convenientes declaraciones del Ministro de Defensa Oswaldo Jarrín señalando que en nuestro país no existen territorios indígenas, lo que busca facilitar la militarización del territorio nacional y el exceso en el uso de su presencia, sin reconocer que los territorios indígenas son parte fundamental del Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008. Las Declaraciones de Jarrín ratifican que las políticas, acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por

criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos.

Ratificamos que en ejercicio de nuestra autodeterminación y siendo parte de un estado intercultural y plurinacional ejercemos gobierno sobre nuestros territorios.

No somos instrumento de Correa, Lasso o Nebot, somos Pueblo Organizado reivindicando y exigiendo derechos, con una agenda propia, discutida con nuestras bases y con la certeza de que sólo mediante la lucha se conquistan derechos, a nosotros nunca nos han regalado nada, por ellos la lucha es nuestro único camino.

Respecto al paquetazo del Gobierno Nacional, afirmamos que:

- Las medidas económicas impuestas por el ejecutivo nada tienen que ver con un compromiso ante el Cambio Climático, dado que el estado sigue promoviendo la explotación de recursos no renovables y los megaproyectos energéticos como la base de su matriz económica y en cumplimiento de los acuerdos comerciales con terceros países.
- La economía basada en la explotación de recursos no renovables como petróleo y minería es la raíz del problema que enfrentamos hoy. Queremos un modelo económico post-petrolero, no más expansión de estas actividades en nuestros territorios. La eliminación de los subsidios al combustible no garantiza la reducción de su consumo y la tasa de emisiones. Esta medida por sí sola no cambiará la matriz energética, y en nuestro caso solo contribuirá a encarecer el costo de la vida como ya está sucediendo en estos momentos en nuestro angustiado país. Se debería quitar los beneficios económicos y subsidios que benefician las empresas petroleras, pero eliminar el subsidio al precio del combustible provoca impactos graves en las población más vulnerables.
- Las medidas adoptadas se concentran en la flexibilización de derechos laborales y el incremento de beneficios para las grandes empresas nacionales y transnacionales que fomentan concentración de la riqueza, la exclusión y marginalización de nuestras comunidades.
- Las medidas no contribuyen a superar el extractivismo, sino que alientan su profundización y alianza con los capitales especulativos que contribuyen a incrementar sus ganancias en el mercado con la sangre de nuestra tierra.

Respecto de la situación estructural de violación de derechos denunciados que:

- El decreto 884 que declara estado de excepción y que ha sido avalado por la corte no contiene hechos que constituyan una grave conmoción interna que no pueda ser superada a través del régimen constitucional ordinario (art. 121.2 y art. 121.3) y, por tanto, es contrario a la Constitución de la República, siendo su único fin favorecer la militarización de nuestros territorios, impedir nuestro derecho a la protesta y la resistencia e imponer las medidas adoptadas ante el FMI
- La decisión gubernamental de ampliar fronteras extractivas se pretende imponer sobre nuestros territorios desconociendo la constitución y mediante la amenaza y la coerción. Hasta la fecha la ampliación de fronteras petroleras y mineras en los territorios indígenas no deja saldos positivos ni en lo ambiental ni en lo económico, las concesiones de minería a gran escala en las provincias

de Napo y Morona Santiago, el inicio de la fase de explotación minera en la Cordillera del Cóndor y las concesiones mineras otorgadas en el territorio A'i Cofán de Sinangoe en Sucumbios amenazan gravemente nuestros territorios y nuestras formas de vida.

- Existe una demostrada complicidad del ejecutivo con la empresa Genefran S.A para continuar con la construcción de una hidroeléctrica en el Río Piatua;
- El ejecutivo y las empresas mantienen la estrategia de criminalizar dirigentes y comunidades, existe una práctica recurrente de abuso del derecho penal para intentar silenciar nuestros procesos de exigibilidad y denuncia.
- Entidades como el Ministerio de Ambiente, lejos de cumplir con su mandato favorecen el encubrimiento de vulneraciones a los derechos colectivos y de la naturaleza y generan escenarios favorables para el desarrollo de actividades extractivas.
- No se ha garantizado la Consulta Previa, Libre e Informada. Ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social, y de generación y ejercicio de la autoridad, en nuestros territorios legalmente reconocidos y tierras comunitarias de posesión ancestral.

En tal virtud, las demandas del movimiento indígena, el sindical, las organizaciones populares y el pueblo en general se juntan para empujar un programa de unidad y de exigencias al Gobierno Nacional, que incluye:

- Que se derogue el Estado Excepción decretado para reprimir a las comunidades y personas que hacen uso de su derecho a la protesta social y resistencia del descontento popular;
- La inmediata liberación de todos los compañeros y compañeras detenidas en el marco de las movilizaciones;
- Suspensión de la aplicación de las medidas económicas neoliberales impuestas por el Fondo Monetario Internacional, porque golpean fuertemente el costo de vida de las y los ecuatorianos en condiciones más vulnerables, y la reversión de la carta de intención con dicho fondo firmada de manera inconsulta y en violación al derecho al acceso a la información pública;
- La ejecución inmediata de la política de recaudación tributaria dirigida a banqueros y empresas exoneradas con 4.295 millones en impuestos; su pago deberá cubrir la deuda pública.
- La cancelación de las concesiones petroleras, mineras, hidroeléctricas, madereras en territorios indígenas por incumplimiento del Art. 57 de la Constitución de la República, referido la Consulta Previa, Libre e Informada;
- Cumplimiento de los acuerdos alcanzado en el llamado "Diálogo Nacional" con lo que se buscaba reivindicar nuestros derechos, que fueron vulnerados sistemáticamente en gobierno anterior y que se vieron estancados en su cumplimiento por falta de voluntad política de las actuales autoridades gubernamentales.
- Investigación y sanción de ministros, funcionarios públicos y empresas por la indebida obtención de concesiones y licencias en industrias extractivas, y garantías para que las sentencias

favorables obtenidas por las comunidades en defensa de sus derechos territoriales y los de la naturaleza sean respetadas;

- Cumplimiento integral de las sentencias en defensa de las nacionalidades algunos casos:
 - La sentencia histórica que protege al río Piatua de la construcción de la hidroeléctrica Genefrán S.A. (Santa Clara, provincia de Pastaza);
 - La victoria del pueblo Waorani en la acción de protección que impide la explotación petrolera del bloque 22 que protege 180.000 hectáreas de selva amazónica;
 - La sentencia de los A'i Cofán de Sinangoe que requiere la reversión de 52 concesiones mineras.
 - La sentencia dictada por la Corte Interamericana de Derechos Humanos en Sarayaku v. Ecuador
- Cumplimiento de los acuerdos entre Petroamazonas y los comuneros levantados en el Paro de las parroquias amazónicas de Chontapunta, Inés Arango, Dayuma y Cuyabeno;
- Que se cumpla con el "Mandato" de las "Mujeres Amazónicas" que fue entregado en las manos de Presidente de la República en 2018 y que no ha tenido respuestas efectivas.
- Auditoría ambiental, social y económica integral en las áreas donde existe explotación minera y petrolera para establecer responsabilidades por las contaminación a las poblaciones indígenas y campesinas y la reparación integral.
- Que se apoye al desarrollo de soluciones y alternativas concretas contra al cambio climático propuestas por los Pueblos y Nacionalidades, reconociendo que la conservación de los territorios y conocimientos de los pueblos indígenas son clave en esta lucha, como fue destacado en el Acuerdo de París en 2015 y el último informe de la ONU sobre la biodiversidad.
- Que se respete la declaración de los Pueblos y comunidades, en uso de nuestro autodeterminación, que nuestros territorios son libres de actividades extractivas.
- Que se adopte integralmente las recomendaciones del reciente informe realizado por la Relatora Especial de las Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas sobre la situación de nuestros derechos en el país donde se evidencia graves violaciones.

CONAIE H2Doc 3 07 de octubre 2019

Comunicado rechazo saqueos

#ElParoNoPara



COMUNICADO

D.M. Quito, 07 de octubre 2019

La Conferedación de Nacionales Indígenas del Ecuador, CONAIE, **RECHAZA y REPUDIA** los actos vándalicos y de saqueo acaecidos el día de hoy en ciertos sectores del país.

ACLARAMOS a la opinión pública que las personas que realizan estos actos no pertenecen al Movimiento Indígena que tiene una agenda de lucha definida, organizada y clara.

DENUNCIAMOS el interés de grupos, ya identificados, por deslegitimar y fomentar desprestigio hacia nuestras acciones de resistencia al infiltrar agentes provocadores y violentos.

Por tal razón hemos activado la guardia indígena que dará seguridad a los manifestantes, controle la movilización e identifique y retenga a los infiltrados.

Llamamos a los sectores sociales y ciudadanía a unirse en esta lucha por los derechos de todo el pueblo ecuatoriano y no asumir información que busca provocar el caos.

Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE



CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019

Comunicado *Lenin Moreno instauration un régime de terror*



CONAIE

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 -31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M. Quito, 08 de octubre 2019

LENIN MORENO INSTAURA UN RÉGIMEN DE TERROR

La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, ante la expedición del Decreto 888 que dispone el Toque de queda, restricción de movilidad y tránsito, desde las 20:00 hasta 05:00 en áreas estratégicas e instituciones públicas, expresa lo siguiente:

El Gobierno Nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debacle, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder frente a la movilización social y el acumulado de acciones de resistencia vigentes desde el Movimiento Indígena en todo el territorio nacional, que a su vez, se traduce en el abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente Lenin Moreno.

Denunciamos la dimensión de esta medida, al puro estilo de una dictadura militar, alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar.

La Conaie ratifica la permanencia de la movilización nacional contra las medidas económicas, el rechazo al extractivismo y la defensa de los territorios, nuestras bases están organizadas y con la agenda de lucha clara, la concentración en Quito constituye una medida de presión de una parte de nuestra estructura ya que las acciones locales y provinciales se mantienen a la espera de nuevas estrategias de lucha.


Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE



• Av. Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-453-339 / 2-452-335
• Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
www.conaie.org
Quito - Ecuador

CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019
Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa

<https://www.facebook.com/conaie.org/videos/2429864594000759>

Compañeros con un cordial saludo. Nos sentimos un poco desanimados, un poquito heridos por las declaraciones dadas por la señora alcaldesa.

Nos han dicho que los indígenas venimos a quemar, a robar, a delinquir, a asaltar. Me gustaría hacer una aclaración en esa parte. La población indígena pujante, por si acaso, una población pujante, ha sabido trabajar.

La población indígena vino a Guayaquil a aportar, a producir, a construir, a servir, a generar trabajo. Incluso en este momento, no hay alimentos para los guayaquileños.

Es justamente porque juegan un rol importantísimo en el proceso de comercialización de los productos de primera necesidad. Entonces, no somos ladrones, no somos ociosos y no sino somos en este caso, mentirosos.

Segundo, me gustaría aclarar también. Nosotros hace 527 años como lucha indígena no cierto, cuando vinieron a colonizar, aun así, nosotros no tenemos resentimientos.

El indígena ha sabido dar, ha sabido servir y en ese sentido, no es que venimos a casa ajena. Esta casa que se llama Ecuador, esta casa, es de los pueblos y nacionalidades. Los pueblos y nacionalidades son auténticos, quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles.

Entonces decirle a la alcaldesa Cynthia Viteri, que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la República en nuestro país. El indígena utilizado como carne de cañón en los procesos democráticos. En este momento que, de alguna manera, se nos tilde en esa manera, no nos parece correcto.

Por otro lado, ¿cuál es nuestra nuestra lucha? Son las medidas económicas. Nosotros queremos la derogatoria de las medidas económicas. La derogatoria del Decreto 883.

En ese sentido también la lucha no es de ningún partido político, movimiento, por siacaso. Es un reclamo justo de la ciudadanía y de las organizaciones sociales. La Justicia, la Biblia, Atahualpa que nos representa la cultura, Huancavilca, son características propias de la población indígena del pueblo kichwa de la costa. Nuestra protesta, nuestra movilización va a ser pacífica compañeros y compañeras.

En ese sentido, responsabilizamos las declaraciones un poco discriminatorias, declaraciones que ofenden y molestan al sector indígena. Insisto una vez más, el ama shua, ama llulla, y el Ama killa, son parte de nuestra naturaleza y no necesitamos decir que ejercemos eso, sino que en la práctica se ve. Nuestros padres tienen que salir tres 4 de la mañana a trabajar y acostarse once de la noche para producir y generar. Y en este rato, hay profesionales que están ocupando puestos importantes en la sociedad y creo que el discurso, tanto del gobierno nacional y de la alcaldesa son incorrectos. El alcalde Jaime Nebot, ha llamado que el presidente se ha equivocado, pero creemos que esa esa equivocación la puede corregir, pero derogando las medidas económicas. Muy buenas noches.

CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019

Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano***CONAIE**

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 -31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M. Quito, 10 de octubre 2019

A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano,

Hemos vivido días de mucha agitación, nos hemos sorprendido de nuestra propia capacidad de lucha y resistencia, y hemos demostrado al mundo que el movimiento indígena y el pueblo ecuatoriano somos un solo puño, y en el lugar que nos ha dado la historia, hemos hecho temblar al poder. Nuestra palabra esta puesta: **esto no para hasta que el FMI salga del Ecuador.**

Como todo gobierno débil y deslegitimado, la única respuesta que ha dado Lenin Moreno es la violencia y la represión. Sin ningún resquicio de respeto a las normas más básicas de respeto a los derechos humanos, ha tratado al pueblo como un enemigo. No ha respetado zonas de resguardo humanitario, lanzando bombas lacrimógenas donde están nuestros niños y mayores. Nos impidió la creación de corredores humanitarios para que los heridos lleguen a los hospitales. Y masacró a hermanos nuestros caídos con balas en el cuerpo, impactos de bombas, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente. Lo que se vive en este país no tiene nombre, no hay memoria en la historia reciente de una represión tan atroz y violenta sobre el pueblo que reclama sus derechos.

Quiénes sostendrán a este gobierno para que se sienta en capacidad de lanzarse una guerra contra el pueblo: los mismos que lo resguardaron en Guayaquil. La clase empresarial, vende patria y pro imperialista, que quiere asegurar los préstamos del Fondo Monetario Internacional para que sus deudas, su crisis, la paguemos la clase trabajadora, los indígenas y los sectores populares.

Esta lucha no es por hoy, por el precio de la gasolina solamente, es para evitar que nos hipotequen el futuro, y que paguemos con hambre y pobreza de dos y tres generaciones, lo que no frenamos a tiempo hoy.

Lágrimas de ira tenemos, pero si hemos aprendido de nuestras mamás y taitas que a los muertos de la lucha se los honra multiplicándonos. El diálogo que plantea Lenin Moreno es una fantochada. Por eso compañeros, compañeras, a radicalizar las acciones. Nada de diálogo con un gobierno asesino hasta que se cumplan los mínimos requisitos: la salida de María Paula Romo y de Oswaldo Jarrín del gobierno y la derogación del decreto 883.

Mientras tanto la tarea es ir a la lucha, renovar fuerzas y sostener los bloqueos de vías y las tomas de gobernaciones y edificios públicos, asambleas en todas las comunidades y alianzas con todos los sectores del pueblo.

Nadie tomará la palabra por el movimiento indígena para hablar con este gobierno asesino, hasta que se cumplan estas demandas. La única voz oficial es la dirigencia de la CONAIE, ya está dicho, dirigentes que incumplan el mandato del pueblo se someten a la justicia indígena y popular.

¡Ni un paso atrás!

¡Fuera FMI del Ecuador!

¡Este Paro no para!

Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE



CONAIE H2Doc 7 10 de octubre 2019

Comunicado Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana



COMUNICADO

D.M. Quito, 10 de octubre 2019

Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana

En el marco del Paro Nacional, aclaramos que los miembros de la Policía Nacional retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura, están como pueden constatar todos los medios de comunicación que lo deseen y los miles de personas presentes, garantizados sus derechos humanos, físicos, psicológicos, y de sobrevivencia en situación de conmoción social, contemplados en la Constitución de la República del Ecuador y demás instrumentos internacionales.

#ElParoNoPara
#LaLuchaVaPorqueVa

Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE



CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019

Comunicado *La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto*



COMUNICADO

D.M. Quito, 10 de octubre del 2019

LA CONFEDERACIÓN DE NACIONALIDADES INDÍGENAS DEL ECUADOR SE DECLARA DE LUTO

Con profundo dolor e indignación comunicamos al Ecuador que en la represión desmedida y brutal del día miércoles 09 de octubre, hacia el Movimiento Indígena, direccionada por las políticas represivas del Gobierno de Lenin Moreno y su Ministra de Gobierno, María Paula Romo y Ministro de Defensa, Oswaldo Jarrín, confirmamos que existen compañeros que perdieron la vida.

Nos encontramos en coordinación con diversas organizaciones de derechos humanos para continuar con los procesos necesarios y pertinentes para que este delito de lesa humanidad no quede en la impunidad.

Frente al ocultamiento de información por parte de las autoridades y ciertos medios de comunicación, en los próximos días emitiremos un informe completo de todas las víctimas mortales, heridos y desaparecidos.



Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE

CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019

Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana

13:10 Intervención Jaime Vargas Parte 1 (6min32)

¿Están transmitiendo o no están transmitiendo? En este momento se abre la comunicación a nivel nacional: en Teleamazonas, en Ecuavisa, Gamavisión, EcuadorTV; EcuadorTV es del pueblo ecuatoriano, compañeros y compañeras, muchas gracias hermanos y hermanas del pueblo ecuatoriano.

Compañeros presidentes de las quince nacionalidades/pueblos de nuestra querida patria, compañeros presidentes de las organizaciones sociales, de los trabajadores, de los jubilados, de los agricultores, esa juventud valiente que hoy está presente, también saludar a esas mujeres valientes que están aquí presentes. Saludar a todos mis hermanos y hermanas de cada una de nuestras provincias que también está movilizados y paralizados.

Compañeros y compañeras denunciamos hoy, hoy, en la vista de todos los pueblos, en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo y el Ecuador que tenemos un gobierno asesino hacia su pueblo, carajo, tenemos un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional. Esto quiere decir que el Fondo monetario Internacional está asesinando al pueblo ecuatoriano compañeros y compañeras. En nuestros territorios hemos dicho con claridad, no a la minería, no hay petróleo, queremos paz y libertad en nuestros territorios compañeros y compañeras. Denunciamos al pueblo y al mundo, Ecuavisa no está transmitiendo... sí está transmitiendo dice. Señores medios de comunicación no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo, no defiendan a ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional, no defiendan el interés del señor Trump carajo, no defiendan a Lasso carajo. Así es que hoy hemos declarado al señor Nebot, a esos racistas de este pueblo, al señor Nebot, Lasso, Viteri personas no gratas para este pueblo que lucha día a día, así es que hoy, hoy condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno, gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional, también denunciamos, compañeros y compañeras, a esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano, a esos neoliberales, a esos compañeros que han saqueado al país. El gobierno de Lenin Moreno debe mandar a los policías, a los militares, a esos corruptos de la revolución ciudadana, a ellos tienen que matar compañeros, durante diez años saquearon al país y por eso estamos aquí compañeros, para liberar al país, para liberar al pueblo ecuatoriano y construir una buena sociedad, una buena sociedad plurinacional compañeros y compañeras.

19:14 Intervención Jaime Vargas Parte 2 (2min43)

Por favor ayúdenos compañeros de los medios digitales. (...). Es por eso que les declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional. Compañeros, hemos convocado a todas las organizaciones, a todas las provincias radicalizar con mayor crece cada uno de nuestros territorios, esto no va a quedar así compañeros, esto no va a quedar así, mandaremos a la cárcel a este señor asesino de Lenin Moreno, vamos a mandar a la cárcel

carajo, por ser criminal, y con estas palabras compañeros quiero que sigamos en pie de lucha, en pie de resistencia, pero vamos trabajando estratégicamente compañeros, hoy los hermanos de Quito también se están levantando compañeros, se están levantando porque ayer vieron morir a un hermano luchador compañeros y compañeras. Así es que convocamos a ese pueblo valiente aquí de Quito porque juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional. Así es que compañeros y compañeras estamos juntos y aquí estaremos con ustedes, muchas gracias hermanos y que viva la patria.

23:09 Intervención Carlos Shucushuñay (2min07)

Sí somos de la paja y desde la paja damos de comer, porque trabajamos noche y día para dar de comer a las personas ecuatorianas. Eso es nuestra Ecuatorunari, eso es nuestros pueblos y nacionalidades, esa es la lucha desde la Ecuatorunari para todo ecuatoriano, ahora ya no hay únicamente la lucha nuestra, es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos. Una medida económica que viene desde arriba, violando nuestra soberanía, eso se llama, el Fondo Monetario Internacional, alguna vez, alguna vez un medio de comunicación, pasaron ustedes, vieron ustedes ¿Qué consultaron al pueblo para tomar la medida económica? ¿Consultaron, analizaron? No señor, hicieron en un escritorio y se olvidaron, por eso compañeros ahora estamos aquí, para decir presidente, derogue el decreto 883 y nos iremos a trabajar en nuestro campo para seguir dando de comer a los hermanos y hermanas de la ciudad.

25:40 Intervención Dirigente Sierra (2min11)

Esto no vamos a perdonar porque está asesinando, día a día, minuto a minuto, no importa que tenga comprado con millones de dólares, las bombas, los gases, aquí vamos a aguantar compañeros, no importa si transmiten o no transmiten los canales oligarcas, nosotros tenemos capacidad para subir a la montaña de Taita Pichincha, recorreremos nuestros bosques, aquí estamos compañeros. No nos preocupamos por ustedes, ustedes no viven por nosotros, usted no nos interesa, lo que interesa es lo que este gobierno quiere matar de hambre al pueblo ecuatoriano, como podemos movilizar de Costa a Oriente un costo excesivo mientras que el sueldo básico sigue en treientos picos de dólares, no alcanza el pan en la casa.

Por lo tanto, querido pueblo ecuatoriano, hay que recordar a este gobierno farsante que dice que es culpa de Correa; él es culpable; él comenzó a gobernar; él estuvo atrás de Correa; él fue vicepresidente; él es culpable, no nos venga a engañar. Amigos ecuatorianos llamamos a esta gran unidad, si no va a estar poniendo la bandera aquí vamos a estar nosotros, si hoy toca morir, moriremos, a nosotros nos apresaron, las 24 horas estuvimos en cuartel policial, estuvimos setenta indígenas sin derecho de comunicación, hemos venido acá para pie de la lucha, que viva el pueblo ecuatoriano, aquí ni un solo paquetazo, que se vaya ese gobierno a la casa, viva el Ecuador.

40:01: Intervención Leonidas Iza (4min44)

Gracias compañeros, con esto cerramos. Vamos a pedir a los medios de comunicación que se llegue al señor presidente el siguiente mensaje: Nosotros estamos aquí pidiendo que baje

el paquetazo económico, para esta condición necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior y al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador. Segundo derogue el decreto 883 y nos sentamos con todo el pueblo a dialogar, si no está en capacidad de aquello váyase a la casa entonces, compañeros y compañeras. Tercero, las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata, no minería en territorios, soluciones al transporte comunitario, políticas al beneficio de los pueblos agrarios de las nacionalidades de los pequeños y grandes productores, no puede ser que los mismos grupos económicos se beneficien, no queremos imposición del Fondo Monetario Internacional, es con usted con quien queremos conversar, pero demuestras quitando el decreto 883, si no, todos a las casas compañeros y compañeras. Quiero proponer lo siguiente para que los medios también cumplan, todos los asambleístas que están con el pueblo tienen que venir acá compañeros y compañeras, y los que no están con el pueblo ecuatoriano también que se vayan a la casa de la asamblea. Escuchen compañeros, hay infiltrados de civil, están autorizados compañeros y compañeras detener y seguir trayendo acá compañeros, no pueden seguir provocando, pero inteligencia, sean militares, sean policías deben contener en sus propias comunidades, en sus propias organizaciones, y para finalizar, el gobierno nacional debe responsabilizar por todas las vidas que han perdido nuestros pueblos, nuestras nacionalidades, el pueblo ecuatoriano. Hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos ayúdenos a plantear un juicio al estado ecuatoriano compañeros y compañeras. Queremos agradecer a las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas, no han ingresado productos a los mercados, pero sí queremos compañero presidente, el movimiento indígena de Tungurahua de manera inmediata, necesitamos resolver el tema del agua porque aquí no es la bronca de pueblo contra pueblo,

aquí es del pueblo contra los ricos y contra el Gobierno Nacional compañeros y compañeras. Así que resolvemos ese tema para que no nos digan que estamos afectando los derechos humanos, lo que hace el Ecuador, en este caso el Estado, ellos sí han criminalizado nuestros derechos y han acabado con la posibilidad de ser un Estado Plurinacional, viva la lucha compañeros y compañeras.

47:39: Intervención Leonidas Iza Parte 2 (4min48)

En vivo y en directo, además de eso a través de sus medios de comunicación insistimos que se diga la verdad, y el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones, por ellos compañeros y compañeras necesitamos, necesitamos, si no están nuestros dirigentes que por favor se identifiquen y vengan para mantenernos unidos como la mazorca compañeras y compañeros, como dijo Dolores Cacuango, somos paja de páramo, aunque nos maten, el gobierno nos ha querido meter miedo ¿sí o no compañeros? Lo que ha puesto es rebeldía, lo que ha puesto es lucha, de aquí no nos vamos si no tenemos respuestas compañeras y compañeros. Les pedimos compañeros y compañeras tengamos confianza en los dirigentes, no dejemos generar chisme, eso nos daña, volvemos todo desorden y lo que quiere es eso el gobierno, por favor, en este momento nos comunican que ya están en camino los cadáveres, vamos a recibir aquí a nuestros héroes compañeros y cada lagrima derramada, que cada lagrima derramada en el suelo, aquí en el territorio del pueblo Kitukara sea una semilla que germine en cada corazón de cada pueblo, de cada nacionalidad y que sostengamos la lucha en cada

territorio, nuestras lágrimas, nuestro cansancio, nuestra voz, no puede quedar compañeros y compañeras sin la posibilidad de que haya una solución. Por ellos vamos a declamar también, mientras lleguen, vamos a declarar tres días de luto para los pueblos y nacionalidades, declaramos para todo el Ecuador que nuestros compañeros que perdieron la vida luchando y le queremos decir también al Gobierno Nacional, mañana es 9 de octubre y quieren compañeros ellos celebrar los días que impusieron la colonia, quieren celebrar el día de las fiestas de la colonia el 12 de Octubre quieren celebrar como día de la raza, aquí compañeros, no hay ningún día de la raza, hay un día de asesinato que fue el 12 de Octubre de 1492, abajo la colonia compañeros y compañeras. Vamos acá a traer y hemos pedido también a la Universidad Salesiana un sacerdote, nos va a ayudar con una misa campal y así mismo un pastor que nos comparta en este caso este acto ritual. Por favor compañeros y compañeras es un momento de tragedia para los pueblos, pero no nos acobardamos, si tenemos que dar la vida, daremos la vida, pero burlados jamás, empeñados jamás. Muchas gracias compañeros y compañeras, pedimos que sentemos, tomemos asiento, garanticemos que todos los medios de comunicación que estén tranquilos mientras van llegando los cadáveres resultados de esta masacre que ha hecho el Gobierno Nacional, dejamos claro, no hay policías secuestrados, vinieron de manera

voluntaria, la garantía que pedimos es, ya no sigan asesinando, no somos delincuentes, no somos corruptos, no somos nada, solo exigimos un derecho compañeros y compañeras.

1:22:50: Intervención Leonidas Iza Parte 3 (1min33)

El gobierno tiene tanto miedo compañeros que hasta el internet han quitado ¿se pueden imaginar? Está con miedo, pero compañeros no está gobernando Moreno, está gobernando la derecha y la derecha no puede tomar el país. Esto esta gobernado por Jaime Nebot (...). Aquí no han respetado los pueblos, a los transportistas, a los trabajadores, pedimos que restituya por lo menos las redes sociales para poder informar, comunicar, en este caso a todo el Ecuador, si no hay internet, si no hay televisión, si no hay radio, de a poco nos levantaremos miles y miles compañeros, que la información pase de boca en boca y de familia en familia

1:30:00 Intervención Leonidas Iza Parte 4 (3min58)

El tema de información (...), les garantizamos, no están secuestrados, ni los policías, ni los medios de comunicación, estamos aquí y luego ya vamos a compartir el almuerzo, la pamba mesa, la sagrada pamba mesa nombrada por los pueblos indígenas. Compañeros, esto ya es una noticia en el mundo, nuestros hermanos migrantes en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador, también, compañeros nuestros hermanos de Argentina como acto de solidaridad han hecho una marcha multitudinaria compañeros, nuestro tesoro Gobierno Nacional es el pueblo, no estamos solos, así también están nuestros hermanos de México y así mismo hermanos de México están haciendo un acto de solidaridad por la lucha de los pueblos indígenas del Ecuador. Así también hermanos migrantes, nuestros migrantes también están haciendo un acto de solidaridad, este levantamiento de a poco va teniendo canales de comunicación en el mundo compañeros y compañeras. Llamamos a la unidad del mundo, nuestra madre naturaleza se está agotando por los intereses capitales, ahora están desangrando a nuestra madre tierra en cada territorio en el mundo unámonos, no queremos explotación de la madre tierra, ni queremos explotación de los seres humanos, queremos vivir en armonía de los seres humanos con la madre naturaleza ¿sí o no compañeros? Compañeros, nos informan los compañeros

migrantes de Estados Unidos han tomado la sede el Fondo Monetario Internacional, abajo las políticas del neoliberalismo compañeros y compañeras. La dignidad del pueblo, carajo, no se impone, el pueblo es soberano del mundo, el pueblo soberano del Ecuador, nosotros decidimos por la vida de los ecuatorianos, nosotros decidimos por el modelo de desarrollo en el Ecuador, no queremos imposición de ninguna potencia mundial compañeros y compañeras. Así que por favor pedimos a los familiares del fallecido para que podamos hacer una biografía o si no sus dirigentes que puedan compartir antes de que

ingresen nuestros compañeros y hermanos que cayeron en esta batalla que nosotros los pueblos del Ecuador convocamos únicamente para que no sean agredidos, nos han llamado violentos, nos han llamado saqueadores, pero qué más violencia podemos esperar compañeros, el paquete económico es un acto violento contra nuestros hijos, contra nuestros taitas, contra nuestros abuelos que muchas veces no tenemos ni qué comer compañeros, se encarece la vida, qué más violento va a ser compañeros si no lo que están haciendo con el paquetazo, eso es violencia, por eso genera violencia compañeros.

1:39:00: Intervención Leonidas Iza Parte 5) (0min56)

Compañeros, vivan los medios de comunicación independientes. Compañeros, el gobierno quiere poner al pueblo contra nosotros, pero aquí no están solo los indígenas, están: los obreros, los trabajadores, sindicatos, transportistas, amas de casa, estudiantes, profesores, maestros, todos estamos en esta medida de hecho. Por el amor, para la vida, para la fuerza.

1:41:24 Intervención Leonidas Iza Parte 6 (3min30) Respuesta a Briones

Compañeros, el primer fallecido fue lanzado por la policía nacional hacia abajo del puente y murió compañeros lanzado por la policía nacional, no es que cayó tropezando, que vil mentira. Y el segundo compañero que está aquí, dos compañeros fueron lanzados al vacío y murieron. Segundo, el día de ayer todos, absolutamente todos estamos clarito lo que pasó ayer, un grupo de compañeros que estaban manifestando tranquilamente, pero ya no eran ningún problema porque ya todos retornaron acá, se sacaron sus medias, sus zapatos, descansando compañeros, muchos estaban en el parque el arbolito descansando, pero la disposición del ministerio fue mandar con caballos y lo que pasó compañeros y el impacto de una bomba hizo que caiga un compañero y encima pasan los caballos, eso fue lo que pasó con nuestro compañero, eso es la verdad medios de comunicación. Así que compañeros si quiere paz, nosotros hemos ofrecido paz ¿quiere paz? Derogue las medidas económicas y aquí con los 27 medios sentamos y dialogamos de manera pública para el Ecuador y para el mundo. Y además de eso compañeros y compañeras, aquí planificamos los ecuatorianos cómo queremos el desarrollo de este país, no aceptamos imposiciones del Fondo Monetario Internacional carajo somos un pueblo con dignidad y así mismo les decimos, acá deben venir al pueblo las cámaras de comercio, los grupos económicos, los banqueros, aquí estamos con el pueblo, o sea ¿solo el pueblo debe cargar sobre sus hombros toda la crisis que generaron? No queridos, aquí el pueblo tiene dignidad y ellos tienen que poner más, pues deben poner más, no van a sacar de nuestros bolsillos para engordar sus intereses, eso jamás compañeros, ya nos han venido explotando durante 500 años, ya no estamos dispuestos compañeros y compañeras a seguir tolerando semejantes atrocidades, por eso los trabajadores cuantos los han explotado, cuanto

explotan en las empresas privadas, empresas petroleras, en las de comercio, como explotan a nuestros indígenas montubios abajo en las bananeras, en las cacaoteras, no tienen ni siquiera salud, eso no puede seguir así hermanos y hermanas. Compañeros ahora nos comunican que un fallecido más hay, el Gobierno Nacional creo que quiere llenar al Ecuador con cientos de muertos si eso quiere, pues está equivocado, el pueblo se ha puesto de pie y tenemos que sostener esta lucha compañeros y compañeras, ahora pedimos a los compañeros que graben las palabras de los policías de uno en uno.

2:19:35 Intervención Leonidas Iza Parte 7 (1min10)

Compañeros, acá a nuestra izquierda tenemos a una compañera para todos en la lucha que de pronto entendemos en señas también nos ha venido a apoyar en la lucha. Queremos decir compañeros, nosotros aquí no tenemos armas, los medios de comunicación no tienen armas, nuestra única arma es la palabra, por ello le decimos al Gobierno Nacional cualquier cosa es aquí, sin armas compañeros, por ello los medios de comunicación y la policía nacional tienen que mencionar que eso hemos tratado de garantizar para que se desarrolle.

2:21:36 Intervención Leonidas Iza Parte 8 (3min30)

Compañeros, hemos pedido a los compañeros dirigentes a nivel nacional que por favor comuniquen y soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal Ecuatoriana, a la Cruz Roja Internacional que puedan participar acá y demostrarle al país y a las Naciones Unidas que estamos en un proceso establecido y que no hay ningún tipo de violencia, pedimos que por favor vengan acá estas instituciones y además de eso también tenemos aquí el representante de un poder del Estado del Consejo de Participación Ciudadana, no va a dar la palabra, pero va a ser la garantía compañeros y compañeras para que aquí el pueblo ecuatoriano sea testigo de que no ha habido ningún secuestro solo estamos pidiendo un acuerdo en concreto y ese acuerdo el gobierno nacional debe responder o sino deje ese espacio. Vamos a pedir compañeros cortitos.

3:10:50 Intervención Dirigente mujer CONAIE (1min52)

(...) También recordemos a los compañeros de San Roque, todos ustedes han visto el video de los compañeros de San Roque, los chicos que cayeron del puente cuando la policía los acorraló. Por todos esos muertos que el discurso oficial ha querido pelear compañeros, vamos a sostenernos aquí y volvemos a llamar al Gobierno Nacional, que si quiere dialogar, dialoguemos compañeros, quiero recordarles también que en estos días a nivel internacional hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina, de Bolivia, de Colombia, de Perú, acuérdense compañeros lo que éramos hace años el Movimiento Indígena Ecuatoriano fue referente en Latinoamérica para decirle no al ALCA, no al PVC,

Lo que estamos haciendo ahorita compañeros es un momento histórico para decirles no a las políticas del Fondo Monetario Internacional, que solo vienen a entregarnos un montón de plata, a endeudarnos a ustedes, a mis hijos y a los hijos de mis hijos, esa es la agenda que nosotros estamos combatiendo en este momento, seamos un referente para Latinoamérica, si nosotros nos levantamos contra las políticas del FMI, se levanta Sudamérica compañeros.

CONAIE H2Doc 10 11 de octubre 2019

Comunicado Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo



CONAIE

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 -31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M. Quito, 11 de octubre 2019

SOBRE LA LLAMADA DEL PRESIDENTE LENÍN MORENO AL "DIÁLOGO"

La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, después de 9 días de exitosa movilización nacional y acciones de resistencia en todo el país, por la derogatoria del Decreto 883, le expresamos al Gobierno Nacional que ya motivamos el diálogo hace dos años y medio, sin obtener resultados concretos.

En consecuencia, el diálogo que promulga carece de credibilidad, en este escenario la lucha social, encabezada por el Movimiento Indígena, el cual integra las demandas de la clase trabajadora, de estudiantes, campesinos, indígenas y los sectores empobrecidos del país, le pertenece al pueblo.

El diálogo que el Gobierno Nacional dice promulgar se ha sustentado durante este proceso de resistencia en una de las peores masacres en la historia del Ecuador, una violencia exacerbada interpuesta por la fuerza pública y militar, con responsabilidad directa de los Ministros, de Gobierno, María Paula Romo y Defensa, Oswaldo Jarrín, que hasta el momento deja una cifra de más 554 heridos, 929 detenidos, 5 muertos y otros tantos desaparecidos, configurándose como delito de lesa humanidad.

NOS DISPONEMOS AL DIÁLOGO CUANDO SE DEROGUE EL DECRETO 883.

Por el Consejo de Gobierno
Jaime Vargas
PRESIDENTE DE LA CONAIE



• Av.Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-453-339 / 2-452-335
• Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
www.conaie.org
Quito - Ecuador

CONAIE H2 Doc 11 12 de octubre 2019

Comunicado *A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano* (Décima jornada)**CONAIE**

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817-31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M. Quito, 12 de octubre 2019

A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano,

La jornada en el décimo día de movilización nacional ha sido conmovedora por la incansable voluntad de nuestra gente de luchar, mujeres, jóvenes, mayores y toda la población que llegó desde todos los rincones del país a sumarse al paro, con una enorme conciencia sobre las razones de la lucha y la necesidad de movilizarnos en unidad, pero sobre todo lo que significa el retorno de las políticas neoliberales del Fondo Monetario Internacional, mientras en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad frente a embajadas, emisión de comunicados de respaldo, demostrando que no estamos solos y que esta lucha no es solo de Ecuador.

Esta es la mejor expresión de lo que constituye el movimiento indígena y los sectores empobrecidos de este país. Sin embargo, el Estado y todo su aparato ha demostrado tener la decisión de seguir matando indígenas y gente en las calles hasta derrotarnos en el dolor de perder a nuestros compañeros y hermanos de lucha. Al parecer, es más importante para el presidente Lenín Moreno mostrar su implacable política represiva y la figura absurda de no dar el brazo a torcer, que dar una salida que contemple escuchar la voluntad popular, saludamos a nuestras bases por esa firme voluntad de seguir en la lucha por nuestros derechos.

Por ello, es responsabilidad de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo, por la brutal represión a manos de la fuerza pública. Por tanto, orientamos a seguir las acciones de lucha mientras se delega a una interlocución exploratoria para diseñar una serie de medidas que impliquen salir de esta encrucijada. No hay diálogo real sin las debidas garantías a la integridad de los dirigentes indígenas en todo el territorio nacional.

Aclaramos a nuestras bases y a la opinión pública que en este contexto no ha existido ninguna negociación sino se trata de reorientar la política económica del país. Por ello, realizaremos los acercamientos para tratar la derogatoria del decreto 883, pero sostendremos las acciones de movilización a nivel nacional y en cada uno de los territorios, exhortando al Gobierno para que existan las debidas garantías.

Rechazamos cualquier intención de desprestigiar nuestra lucha histórica tratando de tildarnos de terroristas y subversivos, nuestras bases han decidido salir a las calles con firmeza y por propia decisión.

Jaime Vargas

Presidente CONAIE

Marlon Vargas

Presidente CONFENIAE

Carlos Zhucushañay

Presidente ECUARUNARI.



• Av. Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-453-339 / 2-452-335
 • Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
 www.conaie.org
 Quito - Ecuador

CONAIE H2Doc12 13 de octubre 2019

Comunicado Desmentido



CONAIE

Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ACUERDO - CODENPE N° 817 -31 de enero del 2008

Creado legalmente - 24 de agosto de 1989 - M.B.S 01734

D.M., Quito, 13 de octubre de 2019

COMUNICADO

La Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador, CONAIE, desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación quienes señalan que existe un grupo denominado "mariateguí" al interior del movimiento indígena que fue el incitador a la violencia.

La CONAIE aclara de manera categórica que el compañero Dimitri Madrid, Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador, es una persona de intachable ética y de una impecable trayectoria profesional, el cual ha colaborado con el movimiento indígena por muchos años, siendo un aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe y en el fortalecimiento de la comunicación comunitaria de nuestras bases de la Sierra y Amazonía ecuatoriana.

Desde la CONAIE tomaremos las acciones pertinentes sobre estas declaraciones y afirmamos nuestro respaldo y gratitud al accionar de universidades y catedráticos, quienes, con conciencia crítica estuvieron apoyando la resistencia del Movimiento Indígena.

Jaime Vargas

PRESIDENTE DE LA CONAIE



• Av. Los Granados E10-275 y 6 de Diciembre • Casilla 17-17-1235 • Telfs. (593-2) 2-453-339 / 2-452-335
• Telefax: (593-2) 2444-991 • E-mail: secretaria@conaie.org / info@conaie.org
www.conaie.org
Quito - Ecuador

MATRICES DE ANÁLISIS HITO 2 CONAIE

CONAIE H2 MC1: Lucha del Pueblo

CONAIE H2 MC2: Manejo de la Información y difusión internacional

CONAIE H2 MC3: Defensa de los Derechos

CONAIE H2 MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: PUEBLO/POBLAR/POBLACIÓN- GOBIERNO/GOBERNAR- INDÍGENA- LUCHA/LUCHAR- NACIÓN/NACIONAL- ECUADOR/ECUATORIANO- NACIONALIDADES- CONAIE	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/C O-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? LUCHA DEL PUEBLO	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : PUEBLO, GOBIERNO, INDÍGENA, CONAIE, PUEBLOS Y NACIONALIDADES	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA LUCHA DEL PUEBLO
1	Hermanos y hermanas de nuestro querido estado Plurinacional . Compañeros de los medios de comunicación, saludar a todos esos medios que nos han acompañado en el proceso de resistencia.	"plurinacional" como categoría de organización política de la nación vigente en la Constitución del Ecuador SIMILAR	"plurinacional" asociado a "nuestro querido" sugiere el énfasis en el reconocimiento de una categoría que ha sido objeto de lucha del movimiento indígena PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor "CONAIE" o "movimiento indígena" utilizado indistintamente es el actor activo alrededor del cual se organiza la "lucha". En ese sentido su activación se da en clave de posesivación, es decir que este actor se atribuye a sí mismo características esenciales o el dominio de bienes. En este caso, este actor se representa como el portavoz e iniciador de la lucha del pueblo. Su activación se expresa con verbos como "hemos declarado", "queremos ratificar", "nos caracterizamos", "queremos rechazar", "nosotros declaramos guerra", "desde que iniciamos". Hay una delimitación en el rol de los demás actores, que se representan de forma pasiva pero beneficiaria de la acción de "CONAIE" y "movimiento indígena" con expresiones como "Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos", "un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN NEGOCIACIÓN Los actores voceros que corresponden a CONAIE y movimiento indígena se ponen en escena de manera a legitimar su acción de lucha desde la figura de autorización. Así mencionan el carácter "plurinacional" del Estado ecuatoriano, que está consagrado en la Constitución republicana. También se recurre a la figura de evaluación, que construye una oposición de la acción de CONAIE que trabaja a favor de las mayorías "una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos", "ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país", "el verdadero proponente de construir un estado plurinacional", "rechazar los atropellos de los derechos colectivos", "declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano" con la representación del "gobierno nacional" que "venda la sangre
2	La CONAIE nos hemos declarado en la movilización indefinida en todo el territorio del Ecuador .	"CONAIE" como institución que lleva adelante la lucha del pueblo. "Ecuador" se refiere a la nación, dimensión política que contiene a todo el pueblo ecuatoriano. SIMILAR	"CONAIE" asociado a "nos hemos declarado" sugiere la representación colectiva de una decisión "Ecuador" asociado a "todo el territorio" indica la incidencia de la lucha de la CONAIE en el área geográfica que abarca la nación Ecuador, más allá de los territorios indígenas PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor "CONAIE" o "movimiento indígena" utilizado indistintamente es el actor activo alrededor del cual se organiza la "lucha". En ese sentido su activación se da en clave de posesivación, es decir que este actor se atribuye a sí mismo características esenciales o el dominio de bienes. En este caso, este actor se representa como el portavoz e iniciador de la lucha del pueblo. Su activación se expresa con verbos como "hemos declarado", "queremos ratificar", "nos caracterizamos", "queremos rechazar", "nosotros declaramos guerra", "desde que iniciamos". Hay una delimitación en el rol de los demás actores, que se representan de forma pasiva pero beneficiaria de la acción de "CONAIE" y "movimiento indígena" con expresiones como "Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos", "un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN NEGOCIACIÓN Los actores voceros que corresponden a CONAIE y movimiento indígena se ponen en escena de manera a legitimar su acción de lucha desde la figura de autorización. Así mencionan el carácter "plurinacional" del Estado ecuatoriano, que está consagrado en la Constitución republicana. También se recurre a la figura de evaluación, que construye una oposición de la acción de CONAIE que trabaja a favor de las mayorías "una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos", "ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país", "el verdadero proponente de construir un estado plurinacional", "rechazar los atropellos de los derechos colectivos", "declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano" con la representación del "gobierno nacional" que "venda la sangre

3	Compañeros de los medios de comunicación, saludar a todos esos medios que nos han acompañado en el proceso de resistencia. También saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos. Queremos este momento ratificar nuestra lucha , nuestra resistencia de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.	"indígena" como sujeto político y autodeterminación cultural "nacionalidades" como "pueblos y nacionalidades indígenas" SIMILAR	"indígena" asociado a "movimiento" indica la organización desde la cual se lucha por los derechos. "nacionalidades" casi siempre para designar a los pueblos y nacionalidades indígenas. Categoría política, étnica y cultural desde la cual se construye la plurinacionalidad "luchan" y "nuestra lucha" designa sujeto colectivo que se organiza alrededor de la defensa de sus	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	intereses del país". Finalmente, el actor "gobierno nacional" es representado de forma pasiva al que se le interpela subordinándolo "exigimos al gobierno ecuatoriano", "que luche por la corrupción y que mande a la cárcel a todos esos corruptos", "exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883". <u>Sentido:</u> La CONAIE es quien lidera la lucha a favor del pueblo. El gobierno no trabaja en función de los intereses del pueblo.	de nuestro pueblo" <u>Sentido:</u> CONAIE lucha a favor de los más vulnerables
	Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano .	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador. SIMILAR	"lucha" asociado a "conjunta", "sectores sociales", "pueblo ecuatoriano" sugiere que la lucha va más allá del movimiento indígena y de las reivindicaciones propias a los derechos de los pueblos y nacionalidades indígenas sino que abarca a todo el pueblo del Ecuador, especialmente los sectores socialmente más empobrecidos. Sugiere una lucha de clase PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN		
	En este momento nuestros pueblos y nacionalidades están movilizándose, avanzando a la ciudad de Quito para poder exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos . El movimiento indígena nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país.	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "ecuatorianos" como todos los habitantes de la nación Ecuador. "indígena" como sujeto político y autodeterminación cultural SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "nuestros" sugiere una decisión colectiva y orgánica en relación a "avanzando a la ciudad de Quito" que presupone su existencia en varios lugares geográficos del Ecuador. "todos los ecuatorianos" sugiere un colectivo más grande que el de los "pueblos y nacionalidades" pero del que son parte. Lo que corrobora "luchando (..) grandes intereses	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	6	El movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional. Así es que queremos rechazar los atropellos de los derechos colectivos de nuestros territorios.	"indígena" como sujeto político y autodeterminación cultural "plurinacional" como categoría de organización política de la nación vigente en la Constitución del Ecuador SIMILAR	"movimiento indígena" como organización que defiende los derechos de los PyN pero asociado a "proponente de construir un estado plurinacional" sugiere incidencia en ámbitos de la nación Ecuador, más allá de los territorios y derechos indígenas. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN
	7	Los zánganos han sido los que han explotado, los que saquearon al país. El señor ministro Jarrín declara guerra contra el pueblo, que declare guerra contra los corruptos, que declare guerra contra la delincuencia que tanto, cada día, vive nuestro país. No una guerra contra el pueblo.	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	"pueblo" asociado a "guerra" y alusión al ministro de defensa sugiere un uso de la fuerza legítima del Estado normalmente dirigido a una amenaza externa, en este caso aplicado a "pueblo" como clase popular más vulnerable de la nación Ecuador. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN
	8	Nosotros declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano y exigimos al gobierno ecuatoriano, si verdad quiere luchar, que luche por la corrupción, y que mande a la cárcel a todos esos corruptos que hoy están felices en otros países, y no contra un pueblo que lucha. Pero hemos dicho claramente que si tenemos que ir a la cárcel, iremos, con frente en alto, con dignidad.	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador. "gobierno ecuatoriano" como aparato institucional y político del Estado Ecuador SIMILAR	Inversión de la utilización de "guerra" y asimilación a la "lucha" social. La lucha como "defensa de los derechos", en contra de la "corrupción." "pueblo ecuatoriano" designa a la vez la población de la nación Ecuador pero también la clase popular del Ecuador. La lucha es de clase PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN
	9	Aquí no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo, indignado. Hermanos y hermanas ecuatorianos, hoy desde que iniciamos, está firme, con mayor fuerza, nuestros pueblos y nacionalidades. Somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado.	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "ecuatorianos" como habitantes de la nación Ecuador "pueblos y nacionalidades" como "indígenas", es decir sujetos políticos y autodeterminación cultural. SIMILAR	"pueblo" asociado a "indignado" designa una clase popular que es representada por la organización. "pueblos y nacionalidades" y "somo pueblos" designa a los pueblos indígenas y su autodeterminación cultural, política, y territorial PROXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN

	10	Todos estos procesos, los shuares, los achuar, somos los guerreros, los Arutam, los Iwias quienes defendimos la patria. No es posible que un gobierno neoliberal venda la sangre de nuestro pueblo y es por eso, nos declaramos en la verdadera unidad del pueblo ecuatoriano. Y termino diciendo, gracias a los hermanos y hermanas quiteños y quiteñas quienes nos han abierto, nos han solidarizado y nos esperan con brazos abiertos y estaremos llegando más de 20000 indígenas aquí en la ciudad de Quito, para exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883.	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	"gobierno" asociado con "neoliberal" indica una calificación de orden político y económico propia de la lucha de clases. "nuestro pueblo", "unidad del pueblo ecuatoriano" designa el conjunto de la nación Ecuador pero con énfasis a la clase popular PROXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN		
	11	Y también decirlos, más allá del decreto, nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena , en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"nuestra lucha" asociado a "en defensa de" indica las reivindicaciones del movimiento indígena que se materializan en "territorios", "agua", "justicia indígena", "educación", "salud intercultural", "biodiversidad", "derechos colectivos". En ese sentido se refiere a la lucha específica relacionada con los derechos de PyN. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN		
	12	DECLARATORIA DE AGENDA DE LUCHA DE ORGANIZACIONES , PUEBLOS, NACIONALIDADES Y COMUNIDADES INDÍGENAS AMAZÓNICAS EN APOYO A LA MOVILIZACIÓN NACIONAL Y EN EJERCICIO DE NUESTRA AUTODETERMINACIÓN 7 de octubre, 2019-Puyo, Pastaza	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "indígenas" como sujeto político y de autodeterminación cultural "nacional" como ámbito político y territorial de la nación del Ecuador SIMILAR	Titular del comunicado "pueblos, nacionalidades" y "comunidades indígenas amazónicas" determina el ámbito territorial de los pueblos y nacionalidades aludidos. Se recoge la referencia del ámbito regional referente a la estructura organizacional de la CONAIE (tres filiales regionales). Asociado a "movilización nacional" reconoce el ámbito territorial de la nación Ecuador en el que se enmarca la	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN La forma de nominar a los actores les atribuye roles dentro del discurso. "opinión pública" y "pueblo ecuatoriano" representados de forma impersonalizada mediante un proceso lingüístico de generalización mediante el singular con artículo definido que sugiere que son un actor pasivo que recibe el mensaje. Se contraponen a la forma de representar "pueblos y nacionalidades indígenas de la Amazonia ecuatoriana" que son designados de forma específica con el pronombre "nosotros" que le da una dimensión de agente activo y colectivo, vocero del discurso. La utilización sostenida del pronombre "nuestro", "nuestra" "nuestros" remite al mismo actor activo y subraya la dimensión colectiva de la lucha que le otorga el carácter de social y a nombre de un sector de la población "nuestros familiares"	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de racionalización que toma las acciones del actor opositor como premisas para legitimar las demandas y reivindicaciones. En este caso las acciones del "gobierno nacional" y "Estado" que han llevado a declarar una agenda de lucha son "frente a la violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales; como de la represión policial y militar que está aplicando el actual Gobierno Nacional en nuestros territorios y en el resto del territorio nacional", "Nuestros territorios y derechos están permanente amenazados por la codicia, la destrucción y explotación de recursos naturales"

CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019 Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha	13	A la opinión pública y al Pueblo Ecuatoriano Nosotros, Pueblos y Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana, unidos en esta hora dolorosa para el país y para nuestras familias, en uso de nuestra autodeterminación y en defensa de nuestra vida y la de nuestros territorios, nos hemos declarado en movilización permanente y decretado el Estado de alerta frente a la violenta arremetida tanto de la política económica, que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales; como de la represión policial y militar que está aplicando el actual Gobierno Nacional en nuestros territorios y en el resto del territorio nacional .	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "indígenas" como sujeto político y de autodeterminación cultural "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Diferenciación marcada entre "nuestros territorios" y "resto del territorio nacional" marca la lucha en dos frentes, la que aboga por los derechos de los PyN y la que aboga por el pueblo ecuatoriano como clase social popular. PRÓXIMO	CONAIE CONFENI AE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN	populación, "nuestras familias", "nuestra autodeterminación", "nuestra vida y la de nuestros territorios", "nuestros derechos", "nuestros territorios", "nuestros territorios y derechos", "nuestros pueblos", "nuestra propiedad colectiva", "nuestra autodeterminación", "nuestras bases", "nuestro único camino", "nuestras propias formas de convivencia", "nuestros territorios legalmente reconocidos". Aquello se enfatiza con la utilización de los verbos conjugados a la primera personal de plural: "nos hemos declarado", "rechazamos", "ratificamos", "ejercemos gobierno", "no somos instrumento". Sentido: Los pueblos y nacionalidades indígenas de la Amazonía ecuatoriana son agentes activos en la lucha del pueblo.	explotación de recursos naturales de parte del Estado", "ratifican que las políticas, acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos". Frente a eso las reivindicaciones y demandas que resultan son "Ratificamos que en ejercicio de nuestra autodeterminación y siendo parte de un estado intercultural y plurinacional ejercemos gobierno sobre nuestros territorios", "Que se derogue el Estado Excepción decretado para reprimir a las comunidades y personas que hacen uso de su derecho a la protesta social y resistencia del descontento popular", "Que se cumpla con el "Mandato de las Mujeres Amazónicas" que fue entregado en las manos de Presidente de la República en 2018", "Que se apoya al desarrollo de soluciones y alternativas concretas contra el cambio climático propuestas por los Pueblos y Nacionalidades". Se recurre también a la figura de autorización haciendo valer argumentos jurídicos o de política internacional que amparan las demandas con expresiones como "Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008", "Acuerdo de París en 2015 y el último informe de la ONU sobre la biodiversidad" <u>Sentido:</u> La lucha y las demandas del los pueblos y nacionalidades de la Amazonía son una respuesta al abuso de poder del Estado a través del gobierno actual y son legitimadas por instrumentos legales.
	14	Nuestros territorios y derechos están permanente amenazados por la codicia, la destrucción y explotación de recursos naturales de parte del Estado, estando muchos de nuestros pueblos en riesgo de exterminio por condiciones demográficas, socioeconómicas, y por la falta de formalización de nuestra propiedad colectiva.	"pueblos" como sujetos políticos y culturales. SIMILAR	"nuestros pueblos" se refiere a los PyN. Lucha por los derechos de los pueblos y nacionalidades indígenas. Entre esos refiere a "nuestra propiedad colectiva". La lucha es por una forma de territorio. PRÓXIMO	CONAIE CONFENI AE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN	"Estado" y "gobierno nacional" son representados de forma personalizada por generalización en singular con artículo definido o sin artículo "el actual Gobierno nacional", "por parte del Estado", "del ministro de Defensa Oswaldo Jarrín", "Jarrín", "del actual gobierno", "al gobierno nacional". Sentido: Aquello marca una distancia que sugiere que se trata de actores opositores, no afines.	
	15	Rechazamos las infundadas y convenientes declaraciones del Ministro de Defensa Oswaldo Jarrín señalando que en nuestro país no existen territorios indígenas , lo que busca facilitar la militarización del territorio nacional y el exceso en el uso de su presencia, sin reconocer que los territorios indígenas son parte fundamental del Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008. Las Declaraciones de Jarrín ratifican que las políticas, acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "nacional" como ámbito político y territorial de la nación Ecuador "plurinacional" como categoría jurídica del Estado ecuatoriano. "gobierno" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Lucha por reconocimiento de la autodeterminación y derechos colectivos que implica la categoría de "estado plurinacional" y que es desconocido por una autoridad de Estado. PRÓXIMO	CONAIE CONFENI AE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	16	Ratificamos que en ejercicio de nuestra autodeterminación y siendo parte de un estado intercultural y plurinacional ejercemos gobierno sobre nuestros territorios. No somos instrumento de Correa, Lasso o Nebot, somos Pueblo Organizado reivindicando y exigiendo derechos, con una agenda propia, discutida con nuestras bases y con la certeza de que sólo mediante la lucha se conquistamos derechos, a nosotros nunca nos han regalado nada, por ellos la lucha es nuestro único camino.	"gobierno" como acción colectiva de ejercer el poder. "pueblo" designa a los sectores sociales populares SIMILAR	Lucha social y popular como forma de reivindicar derechos como la "autodeterminación", "estado intercultural y plurinacional" PRÓXIMO	CONAIE CONFENI AE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc	17	Ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social, y de generación y ejercicio de la autoridad, en nuestros territorios legalmente reconocidos y tierras comunitarias de posesión ancestral. En tal virtud, las demandas del movimiento indígena, el sindical, las organizaciones populares y el pueblo en general se juntan para empujar un programa de unidad y de exigencias al Gobierno Nacional, que incluye: Que se derogue el Estado Excepción decretado para reprimir a las comunidades y personas que hacen uso de su derecho a la protesta social y resistencia del descontento popular;	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador y también a sector social popular SIMILAR	Lucha por los derechos de los PyN que remite a formas culturales, políticas, sociales y territoriales propias "nuestro derecho a (...) de posesión ancestral. Lucha social y popular que se expresa en "demandas del movimiento indígena, el sindical, las organizaciones populares y el pueblo en general" PRÓXIMO	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	18	Que se cumpla con el "Mandato de las Mujeres Amazónicas" que fue entregado en las manos de Presidente de la República en 2018 y que no ha tenido respuestas efectivas. Auditoría ambiental, social y económica integral en las áreas donde existe explotación minera y petrolera para establecer responsabilidades por la contaminación a las poblaciones indígenas y campesinas y la reparación integral. Que se apoye al desarrollo de soluciones y alternativas concretas contra el cambio climático propuestas por los Pueblos y Nacionalidades, reconociendo que la conservación de los territorios y conocimientos de los pueblos indígenas son clave en esta lucha, como fue destacado en el Acuerdo de París en 2015 y el último informe de la ONU sobre la biodiversidad.	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. SIMILAR	Lucha de los PyN es más amplia que las demandas puntuales de las protestas. Alusión a "Mandato de las Mujeres Amazónicas" como reivindicaciones anteriores. Alusión a "Auditoría ambiental, social y económica integral en las áreas donde existe explotación minera y petrolera" como parte de la agenda de lucha de CONAIE. Rol de los PyN en la lucha contra el cambio climático	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía Ecuatoriana) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	19	Quito, 07 de octubre 2019 La Conferedación de Nacionales Indígenas del Ecuador, CONAIE, RECHAZA y REPUDIA los actos vandálicos y de saqueo acaecidos el día de hoy en ciertos sectores del país . ACLARAMOS a la opinión pública que las personas que realizan estos actos no pertenecen al Movimiento Indígena que tiene una agenda de lucha definida, organizada y clara.	"CONAIE" como institución que lleva adelante la lucha del pueblo. "Ecuador" dentro del acrónimo de Universidad Central del Ecuador "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"CONAIE" asociado a los verbos "rechaza y repudia" así como "aclaramos" sugiere un anuncio oficial producto de una decisión colectiva y concertada propia de la práctica organizativa. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se nombra a los distintos actores bajo figuras diferentes para marcar su lugar en el discurso. "La CONAIE" se nombra de dos formas distintas. La primera personalizada mediante un proceso lingüístico de especificación e individualización con la utilización del artículo definido y en singular "rechaza", "repudia". La segunda forma utiliza la personalización pero a través de la indeterminación por asociación. Se utilizan pronombres y cláusulas posesivas atributivas como "nosotros" con	USODE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN-JUSTIFICACIÓN Se busca responder al intento del desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad de las acciones de un sector social. Se usa la misma estrategia utilizada por el sector opositor que acusó al movimiento indígena de ser autor de actos vandálicos. La respuesta consiste en desvirtuar esas acusaciones, señalando la manipulación discursiva realizada para procurar la preservación de la versión de

ANEXOS

3 07 de octubre 2019 Comunicado rechazo saqueos	20	DENUNCIAMOS el interés de grupos, ya identificados, por deslegitimar y fomentar desprestigio hacia nuestras acciones de resistencia al infiltrar agentes provocadores y violentos. Por tal razón hemos activado la guardia indígena que dará seguridad a los manifestantes, controle la movilización e identifique y retenga a los infiltrados . Llamamos a los sectores sociales y ciudadanía a unirse en esta lucha por los derechos de todo el pueblo ecuatoriano y no asumir información que busca provocar el caos.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador y también a sector social popular SIMILAR	El vocero CONAIE es el sujeto de los verbos "denunciamos", "llamamos" que a la vez sugiere un anuncio oficial, muestra que es producto de una decisión colectiva. Se asocia más vocabulario relacionado con la lucha como "los sectores sociales", "unirse a esta lucha por los derechos". PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	la utilización de los verbos "aclaramos", "denunciamos", "hemos activado", "llamamos". <u>Sentido:</u> La CONAIE es un agente activo del discurso. Reivindica una postura. Se recurre a una forma de nominar de personalización por especificación colectiva a los actores opositores con sustantivos de colectivo para marcar una cierta distancia "las personas que realizan estos actos" "el interés de grupos", "agentes provocadores y violentos", "los infiltrados". <u>Sentido:</u> Los que generan el caos son instrumentos de grupos de poder.	la realidad. "denunciamos el interés de grupos, ya identificados, para deslegitimar y fomentar desprestigio hacia nuestras acciones". Se justifica entonces las medidas tomadas frente a esa estrategia de desprestigio a través de la figura de racionalización que emite acciones a partir del rechazo de las acciones de los otros actores : "por tal razón, hemos activado la guardia indígena (...) identifique y retenga a los infiltrados" <u>Sentido:</u> La lucha también se libra en el campo simbólico. El movimiento indígena no es delincuente.
CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado Lenin Moreno instaura un régimen de terror	21	LENIN MORENO INSTAURA UN RÉGIMEN DE TERROR La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, ante la expedición del Decreto 888 que dispone el Toque de queda, restricción de movilidad y tránsito, desde las 20:00 hasta 05:00 en áreas estratégicas e instituciones públicas, expresa lo siguiente: El Gobierno Nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debacle, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder frente a la movilización social y el acumulado de acciones de resistencia vigentes desde el Movimiento Indígena en todo el territorio nacional, que, a su vez, se traduce en el abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente Lenin Moreno.	"CONAIE" como institución que lleva adelante la lucha del pueblo. "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado de la nación Ecuador "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"CONAIE" asociado a la expresión "ante la" sugiere que hace conocer su postura frente a un hecho público, en este caso la "expedición del Decreto 888". "movimiento indígena" asociado a "acciones de resistencia" y "todo el territorio nacional" sugiere el anuncio del alcance territorial de su lucha. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimitan los roles de los actores en el discurso para representar la capacidad de actuación en el contexto social y político en curso. Así "la CONAIE" se representa de forma personalizada a través de la indeterminación con el recurso de referencia exofórica generalizada. Así aparece como un organismo, agente activo con capacidad de gestionar la lucha expresada en la "movilización social" y "el acumulado de acciones de resistencia" en un ámbito territorial completo "todo el territorio nacional". Frente a eso el "gobierno nacional" se describe como pasivo al solamente expedir un decreto. Aquello se expresa en "debacle, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder", "abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente". El señalamiento del abandono del Palacio como símbolo del poder estatal también sugiere su falta de control territorial. Ya no ejerce la soberanía. <u>Sentido:</u> El gobierno está derrotado, y ha perdido el control del poder.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de racionalización que toma las acciones del actor opositor como premisas para emitir conclusiones morales sobre los actores. Aquello se expresa en "El gobierno nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debacle, debilidad y la incapacidad". A partir de ese lugar de acusación asignado al "gobierno nacional" se justifica la respuesta a la posible amenaza con los anuncios: "alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar" y "La Conaie ratifica la permanencia de la movilización nacional". <u>Sentido:</u> El gobierno abusa de su poder y la CONAIE sigue en la lucha.
	22	Denunciamos la dimensión de esta medida, al puro estilo de una dictadura militar, alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar. La Conaie ratifica la permanencia de la movilización nacional contra las medidas económicas, el rechazo al extractivismo y la defensa de los territorios, nuestras bases están organizadas y con la agenda de lucha clara, la concentración en Quito constituye una medida de presión de una parte de nuestra estructura ya que las acciones locales y provinciales se mantienen a la espera de nuevas estrategias de lucha.	"nacional" referente a la nación Ecuador "CONAIE" como institución que lleva adelante la lucha del pueblo. SIMILAR	Utilización de los verbos "denunciamos", "alertamos", "ratifica" así como las expresiones "permanencia de la movilización nacional", "rechazo al extractivismo", "defensa de los territorios", "bases están organizadas", "agenda de lucha", "concentración en Quito", "medida de presión", "nuevas estrategias de lucha" sugieren un léxico atinente a la lucha social. PRÓXIMO		INTEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa	23	Nos sentimos un poco desanimados, un poquito heridos por las declaraciones dadas por la señora alcaldesa. Nos han dicho que los indígenas venimos a quemar, a robar, a delinquir, a asaltar. Me gustaría hacer una aclaración en esa parte. La población indígena pujante, por si acaso, una población pujante, ha sabido trabajar. La población indígena vino a Guayaquil a aportar, a producir, a construir, a servir, a generar trabajo. Incluso en este momento, no hay alimentos para los guayaquileños.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"indígena" asociado a "población" se refiere a "pueblos y nacionalidades" PROXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero que representa a una filial del movimiento indígena en la región costa del Ecuador, da estas declaraciones en respuesta a declaraciones de la alcaldesa de Guayaquil Cynthia Viteri y del político Jaime Nebot, en un acto público, el 9 de octubre 2019 (a precisar en análisis cualitativo en el texto). El vocero se refiere a estas declaraciones con "Nos han dicho que los indígenas venimos a quemar, a robar, a delinquir, a asaltar"	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena una representación contrapuesta de la realidad para conseguir una construcción discursiva distinta del mundo. Se recurre a la figura de racionalización en la se toman acciones o discursos como premisas para emitir una conclusión moral sobre los actores para rechazar su lugar. En este caso, se toma como premisa las declaraciones de Viteri y Nebot para evidenciar su desconocimiento y desconexión con la población indígena. Aquello se evidencia en la respuesta "Entonces decirle a la alcaldesa Cynthia Viteri, que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la República en nuestro país". <u>Sentido:</u> Viteri y Nebot son ignorantes
	24	Segundo, me gustaría aclarar también. Nosotros hace 527 años como lucha indígena no cierto, cuando vinieron a colonizar, aun así, nosotros no tenemos resentimientos. El indígena ha sabido dar, ha sabido servir y en ese sentido, no es que venimos a casa ajena. Esta casa que se llama Ecuador , esta casa, es de los pueblos y nacionalidades .	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "Ecuador" como nación "pueblos y nacionalidades" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"lucha indígena" como referente histórico de la época colonial en América del Sur "hace 527 años". Esta alusión sirve para enmarcar una respuesta a las declaraciones de la alcaldesa de Guayaquil que ha tildado a los indígenas con términos despectivos. Esto refiere a la lucha por los derechos de PyN y su reconocimiento. "pueblos y nacionalidades" asociado a "esta casa que se llama Ecuador" implica el reconocimiento de los PyN por	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN	En tal sentido, el discurso busca hacer una reconstrucción del actor "pueblo indígena" de Guayaquil, que ha sido aludido en términos despectivos y acusados de ser responsables del impedimento de desarrollo de las actividades en la ciudad de Guayaquil. Adicionalmente, se ha asociado en el discurso ciertos actos de vandalismo a las acciones de protesta del movimiento indígena. Frente a aquello, el vocero del movimiento indígena representa a la "población indígena" como agente activo de la vida social y económica de Guayaquil, contraponiendo a los argumentos de Viteri. Así usa las expresiones "población pujante", "vino a Guayaquil a aportar, a producir, a construir, a servir, a generar trabajo", "el indígena ha sabido dar, ha sabido servir", "nuestros padres tienen que salir tres cuatro de la mañana a trabajar". Frente a eso pasiviza a la alcaldesa Viteri, señalando su falta de conocimiento con la expresión "tiene un poco que revisar los procesos históricos" <u>Sentido:</u> La lucha del pueblo no es delincuencia	
	25	Los pueblos y nacionalidades son auténticos, quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles. Entonces decirle a la alcaldesa Cynthia Viteri, que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la República en nuestro país.	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "estaban antes inclusive de la llegada de los españoles" como alusión histórica sobre la que reposa la construcción del sujeto político de PyN. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	26	El indígena utilizado como carne de cañón en los procesos democráticos. En este momento que, de alguna manera, se nos tilde en esa manera, no nos parece correcto.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"indígena" asociado a "carne de cañón en los procesos democráticos" refiere a la instrumentalización del sujeto indígena en el marco de procesos electorales. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	27	Por otro lado, ¿cuál es nuestra lucha ? Son las medidas económicas. La derogatoria del Decreto 883. En ese sentido también la lucha no es de ningún partido político, movimiento, por si acaso. Es un reclamo justo de la ciudadanía y de las organizaciones sociales.	"lucha" como lucha social y política SIMILAR	"nuestra lucha" para marcar la decisión colectiva y orgánica. Asociado a "un reclamo justo de la ciudadanía y de las organizaciones sociales" da amplitud a la reivindicación. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN		

28	La Justicia, la Biblia, Atahualpa que nos representa la cultura, Huancavilca, son características propias de la población indígena del pueblo kichwa de la costa. Nuestra protesta, nuestra movilización va a ser pacífica compañeros y compañeras. En ese sentido, responsabilizamos las declaraciones un poco discriminatorias, declaraciones que ofenden y molestan al sector indígena . Insisto una vez más, el ama shua, ama llulla, y el Ama killa, son parte de nuestra naturaleza y no necesitamos decir que ejercemos eso, sino que en la práctica se ve.	"población indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural. "pueblo kichwa" como parte de los "pueblos y nacionalidades" SIMILAR	"población indígena" y "pueblo kichwa" asociados a marcadores culturales y territoriales, algunos precolombinos como "Huancavilca" que refiere a un pueblo ancestral, "Atahualpa" como un cacique Inca, "ama sughua, ama llulla, ama killa" (no mentirás, no robarás, no serás ocioso en kichwa) pero también "justicia", "Biblia" como referentes coloniales, y "de la costa" que refiere a su	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN		
	Nuestros padres tienen que salir tres 4 de la mañana a trabajar y acostarse once de la noche para producir y generar. Y en este rato, hay profesionales que están ocupando puestos importantes en la sociedad y creo que el discurso, tanto del gobierno nacional y de la alcaldesa son incorrectos.	"gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	"discurso, tanto del gobierno nacional y de la alcaldesa son incorrectos" refiere a declaraciones de autoridades del gobierno y de la alcaldesa de Guayaquil en función de estigmatizar a los "pueblos y nacionalidades" como responsables de la paralización del trabajo y de la producción en el país. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAIE) CERCANO	INTEGRACIÓN		
30	Quito, 10 de octubre 2019 A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano, Hemos vivido días de mucha agitación, nos hemos sorprendido de nuestra propia capacidad de lucha y resistencia, y hemos demostrado al mundo que el movimiento indígena y el pueblo ecuatoriano somos un solo puño, y en el lugar que nos ha dado la historia, hemos hecho temblar al poder. Nuestra palabra esta puesta: esto no para hasta que el FMI salga del Ecuador . Como todo gobierno débil y deslegitimado, la única respuesta que ha dado Lenin Moreno es la violencia y la represión.	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador y designa también un sector social popular "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "Ecuador" como nación SIMILAR	"nuestras bases" se diferencia de "pueblo ecuatoriano" pues las bases se refieren a los miembros orgánicos del movimiento indígena, sujetos políticos que se reconocen bajo ciertos rasgos de autodeterminación cultural y "pueblo" refiere a la clase popular. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO "CONAIE" es el agente activo que representa a los pueblos y nacionalidades indígenas pero también al "pueblo ecuatoriano", este entendido como el sector de clase popular. Se representa mediante acciones por participación "hemos hecho temblar al poder", "ir a la lucha, renovar fuerzas y sostener los bloqueos de vías y las tomas de gobernaciones y edificios públicos". El "gobierno nacional" por su parte es pasivizado "gobierno débil y deslegitimado, la única respuesta que ha dado Lenin Moreno"	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN A través de este comunicado se dirige sobre todo a la militancia de la CONAIE y de los movimientos sociales. Se busca la adherencia de todos los sectores sociales populares a la lucha. Se aboga por una unión bajo el manto de la CONAIE. Aquello se evidencia en el recurso a la figura de racionalización que representa al actor "gobierno" como culpable de los heridos y muertos en el marco de las protestas (ver estrategia de sustitución), pero además se emiten conclusiones morales sobre ese actor "gobierno débil y deslegitimado", "sin ningún resquecio de respeto a la normas más básicas de respeto a los derechos humanos"
	Sin ningún resquecio de respeto a las normas más básicas de respeto a los derechos humanos, ha tratado al pueblo como un enemigo. No ha respetado zonas de resguardo humanitario, lanzando bombas lacrimógenas donde están nuestros niños y mayores.	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	"pueblo" como la población ecuatoriana de clase popular que manifiesta en las calles. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	<u>Sentido:</u> el gobierno tiene una posición desfavorable para negociar SUSTITUCIÓN Se describe al gobierno como el	<u>Sentido:</u> El gobierno es ilegítimo e inhumano

ANEXOS

CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano	32	Y masacró a hermanos nuestros caídos con balas en el cuerpo, impactos de bombas, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente. Lo que se vive en este país no tiene nombre, no hay memoria en la historia reciente de una represión tan atroz y violenta sobre el pueblo que reclama sus derechos. Quiénes sostendrán a este gobierno para que se sienta en capacidad de lanzarse una guerra contra el pueblo : los mismos que lo resguardaron en Guayaquil. La clase empresarial, vende patria y pro imperialista, que quiere asegurar los préstamos del Fondo Monetario Internacional para que sus deudas, su crisis, la paguemos la clase trabajadora, los indígenas y los sectores populares.	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno" como aparato institucional del Estado "indígenas" como sujeto político y con autodeterminación cultural SIMILAR	"pueblo" asociado a "reclama sus derechos" sugiere una lucha social desde los sectores sociales más vulnerables. "una guerra contra el pueblo" retoma la metáfora del guerra, haciendo alusión a que se usa la fuerza legítima del Estado contra la población. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	autor material de acciones violentas mediante un proceso de personalización por asociación recurriendo a la parataxis "ha tratado al pueblo como un enemigo. No ha respetado zonas de resguardo humanitario, lanzando bombas lacrimógenas donde están nuestros niños y mayores", "masacró a hermanos nuestros caídos con balas en el cuerpo, impacto de bomba, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente" <u>Sentido:</u> el gobierno es asesino	
	33	Esta lucha no es por hoy, por el precio de la gasolina solamente, es para evitar que nos hipotequen el futuro, y que paguemos con hambre y pobreza de dos y tres generaciones, lo que no frenamos a tiempo hoy.	"lucha" como lucha social y política SIMILAR	"lucha no es por hoy" sugiere el ámbito de una lucha estructural e histórica atemporal. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN		
	34	Lágrimas de ira tenemos, pero si hemos aprendido de nuestras mamás y taitas que a los muertos de la lucha se los honra multiplicándonos. El diálogo que plantea Lenin Moreno es una fantochada.	"lucha" como lucha social y política SIMILAR	"muertos de la lucha" alude a los fallecidos durante las protestas, no es figurativo. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN		
	35	Por eso compañeros, compañeras, a radicalizar las acciones. Nada de diálogo con un gobierno asesino hasta que se cumplan los mínimos requisitos: la salida de María Paula Romo y de Oswaldo Jarrín del gobierno y la derogación del decreto 883. Mientras tanto la tarea es ir a la lucha , renovar fuerzas y sostener los bloqueos de vías y las tomas de gobernaciones y edificios públicos, asambleas en todas las comunidades y alianzas con todos los sectores del pueblo . Nadie tomará la palabra por el movimiento indígena para hablar con este gobierno asesino, hasta que se cumplan estas demandas. La única voz oficial es la dirigencia de la CONAIE , ya está dicho, dirigentes que incumplan el mandato del pueblo se someten a la justicia indígena y popular.	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "indígena" como sujeto político y con autodeterminación cultural SIMILAR	"radicalizar las acciones" como marca de intensificación en el proceso de lucha. Comunicado como pliego de instrucciones para la militancia en el proceso de lucha con los verbos "ir a la lucha", "renovar fuerza", "sostener los bloqueos de vías (...)" todos los sectores del pueblo" PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN		
CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019 Comunicado La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto	36	Quito, 10 de octubre del 2019 LA CONFEDERACION DE NACIONALIDADES INDIGENAS DEL ECUADOR SE DECLARA DE LUTO Con profundo dolor e indignación comunicamos al Ecuador que en la represión desmedida y brutal del día miércoles 09 de octubre, hacia el Movimiento Indígena , direccionada por las políticas represivas del Gobierno de Lenin Moreno y su ministra de Gobierno, María Paula Romo y Ministro de Defensa, Oswaldo Jarrín, confirmamos que existen compañeros que perdieron la vida.	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "gobierno" como aparato institucional del Estado "Ecuador" como los habitantes de la nación SIMILAR	"compañeros que perdieron la vida" alude a las muertes en el marco de las protestas. Se señala claramente los actores de la lucha "movimiento indígena" y los actores causantes de las muertes "gobierno de Lenin Moreno y su ministra de Gobierno, María Paula Romo y Ministro de Defensa, Oswaldo Jarrín" PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se nombra a los actores de distintas maneras para marcar su papel en el conflicto en curso y señalar responsabilidades por sus consecuencias directas, las muertes de personas. El actor "Ecuador" como receptor del mensaje es representado en singular con artículo definido como marca de personalización por generalización. Señala un receptor amplio pero que existe en los límites de lo que se reconoce como la nación Ecuador. Aquello le muestra como objeto. El actor "movimiento indígena" es personalizado a través de la especificación y asimilado como un colectivo. Aquello le otorga el sentido de organismo. g "gobierno" en el que incluye a "ministra de gobierno" y "ministro de defensa" con sus respectivos nombres muestra una personalización específica y por individualización. Aquello le otorga el sentido de agente activo.	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN A través de este comunicado se dirige a toda la población del Ecuador con un tono de denuncia de responsabilidad por la muerte de personas durante las protestas. Se recurre entonces a la estrategia de racionalización en la que se rechaza el lugar de otros actores a partir de sus acciones. En este caso se rechaza el lugar del actor "gobierno" y sus ministros. <u>Sentido:</u> el gobierno es asesino

						USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN
37	PRONUNCIAMIENTO CONAIE AGORA DE LA CASA DE LA CULTURA 10 DE OCTUBRE 2019 ¿Están transmitiendo o no están transmitiendo? En este momento se abre la comunicación a nivel nacional: en Teleamazonas, en Ecuavisa, Gamavisión, EcuadorTV; EcuadorTV es del pueblo ecuatoriano, compañeros y compañeras, muchas gracias hermanos y hermanas del pueblo ecuatoriano. Compañeros presidentes de las quince nacionalidades/pueblos de nuestra querida patria, compañeros presidentes de las organizaciones sociales, de los trabajadores, de los jubilados, de los agricultores, esa juventud valiente que hoy está presente, también saludar a esas mujeres valientes que están aquí presentes. JV	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador y designa también un sector social popular "nacional" referente a a la nación Ecuador "pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. SIMILAR	apertura de discurso que se dirige al conjunto del "pueblo ecuatoriano" que sugiere la dimensión nacional del auditorio (amplificado por los medios de comunicación). Se especifica luego a los presentes en el lugar de congregación colectiva. Los lemas "compañeros", "compañeras", "presidentes de las organizaciones sociales", "trabajadores", "jubilados", "juventud", "mujeres" es un	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	Se nombra a los actores para dotarles de distintos roles en el discurso. "Pueblo ecuatoriano" es a menudo acompañado del artículo definido "el". Se usa entonces una forma de personalización a través de la especificación singular. En ese sentido, el "pueblo ecuatoriano" refiere a un colectivo que remite a su pertenencia a la nación Ecuador, pero también refiere específicamente al sector popular, es decir, a la noción de clase. "pueblo ecuatoriano" en este contexto representa entonces a la mayoría de la población, de la que se excluyen las élites y las autoridades gubernamentales. A menudo en el discurso resume a los sectores sociales especificados como "trabajadores", "jubilados", "agricultores", "juventud", "indígenas". En el discurso "el pueblo" deviene entonces un sujeto político en el que el vocero se incluye, a la vez actor y beneficiario de la lucha. El vocero habla entonces a nombre de este "Nebot, Lasso, Viteri, personas no gratas para este pueblo", "condenamos ante el pueblo ecuatoriano", "esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano", "liberar al pueblo ecuatoriano", "convocamos a ese pueblo valiente", "es lucha de todo el pueblo ecuatoriano", "quieren matar de hambre al pueblo ecuatoriano", "nos sentamos con todo el pueblo a dialogar", "el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones", "el pueblo soberano del Ecuador", "somos un pueblo con dignidad", "el pueblo se ha puesto de pie" <u>Sentido</u>: Pueblo es actor y beneficiario de la lucha. "pueblos y nacionalidades" por su parte, es nominado de forma personalizada por generalización con el artículo definido "los" o el pronombre "nuestros" que lo diferencia de la forma en que se nombra a "pueblo ecuatoriano". En efecto, en este hito se refiere en menor proporción a los PyN ya que la lucha concierne a todo el pueblo del Ecuador. Al diferenciar la nominación con "nuestros" recuerda que el o los voceros se autodeterminan como parte de los PyN pero que su vocería se dirige al pueblo en general. <u>Sentido</u>: los PyN son parte del "pueblo ecuatoriano" Por su parte el actor vocero CONAIE se acompaña siempre del artículo "la" que remite a una forma de nominar de personalización a través de la indeterminación con referencia exofórica generalizada que enfatiza sobre la dimensión orgánica de la CONAIE como institución. El "movimiento indígena" también es nominado con un sentido de personalización a través de la indeterminación bajo un proceso lingüístico de	Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de evaluación que implica nominaciones de los actores para propiciar una valoración normativa que entra en oposición con una valoración positiva de las acciones de los voceros. En este caso, la CONAIE (o "movimiento indígena") como vocero representa a las acciones del "gobierno nacional" y "Estado" con valoraciones negativas como descrito en la estrategia de sustitución. Esas acciones calificadas como en detrimento de los intereses del "pueblo ecuatoriano" entendido como la mayoría de los habitantes del Ecuador y sobre todo de sus sectores más populares, y, de los "pueblos y nacionalidades" entendidos como los sujetos de autodeterminación cultural específicos, son condenadas y al mismo tiempo, se justifican las acciones de respuesta frente a esa afectación y que consiste en acciones de lucha y reivindicaciones como "declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional", "radicalizar con mayor creces cada uno de nuestros territorios", "juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra", "nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico", "necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior, al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador", "derogue el decreto 883", "las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata", "las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas", "sostengamos la lucha en cada territorio", "nos levantaremos miles y miles de compañeros" <u>Sentido</u>: La lucha de la CONAIE es en beneficio de las mayorías y en respuesta al abuso del gobierno y a sus malas decisiones
38	Saludar a todos mis hermanos y hermanas de cada una de nuestras provincias que también está movilizadas y paralizadas. Compañeros y compañeras denunciamos hoy, hoy, en la vista de todos los pueblos, en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo y el Ecuador que tenemos un gobierno asesino hacia su pueblo, carajo, tenemos un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional. Esto quiere decir que el Fondo monetario Internacional está asesinando al pueblo ecuatoriano compañeros y compañeras. En nuestros territorios hemos dicho con claridad, no a la minería, no hay petróleo, queremos paz y libertad en nuestros territorios compañeros y compañeras. JV	"gobierno" como aparato institucional del Estado "Ecuador" como nación "pueblo" y "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	El discurso se dirige a los presentes en el lugar que son militantes pero pretende llegar a "todos los pueblos" mediante los medios de comunicación presentes en el lugar. Vocabulario asociado con la lucha social "compañeros y compañeras denunciamos", "tenemos un gobierno asesino hacia su pueblo", "queremos paz y libertad" PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	"pueblos y nacionalidades" por su parte, es nominado de forma personalizada por generalización con el artículo definido "los" o el pronombre "nuestros" que lo diferencia de la forma en que se nombra a "pueblo ecuatoriano". En efecto, en este hito se refiere en menor proporción a los PyN ya que la lucha concierne a todo el pueblo del Ecuador. Al diferenciar la nominación con "nuestros" recuerda que el o los voceros se autodeterminan como parte de los PyN pero que su vocería se dirige al pueblo en general. <u>Sentido</u>: los PyN son parte del "pueblo ecuatoriano" Por su parte el actor vocero CONAIE se acompaña siempre del artículo "la" que remite a una forma de nominar de personalización a través de la indeterminación con referencia exofórica generalizada que enfatiza sobre la dimensión orgánica de la CONAIE como institución. El "movimiento indígena" también es nominado con un sentido de personalización a través de la indeterminación bajo un proceso lingüístico de	Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de evaluación que implica nominaciones de los actores para propiciar una valoración normativa que entra en oposición con una valoración positiva de las acciones de los voceros. En este caso, la CONAIE (o "movimiento indígena") como vocero representa a las acciones del "gobierno nacional" y "Estado" con valoraciones negativas como descrito en la estrategia de sustitución. Esas acciones calificadas como en detrimento de los intereses del "pueblo ecuatoriano" entendido como la mayoría de los habitantes del Ecuador y sobre todo de sus sectores más populares, y, de los "pueblos y nacionalidades" entendidos como los sujetos de autodeterminación cultural específicos, son condenadas y al mismo tiempo, se justifican las acciones de respuesta frente a esa afectación y que consiste en acciones de lucha y reivindicaciones como "declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional", "radicalizar con mayor creces cada uno de nuestros territorios", "juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra", "nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico", "necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior, al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador", "derogue el decreto 883", "las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata", "las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas", "sostengamos la lucha en cada territorio", "nos levantaremos miles y miles de compañeros" <u>Sentido</u>: La lucha de la CONAIE es en beneficio de las mayorías y en respuesta al abuso del gobierno y a sus malas decisiones
39	Señores medios de comunicación no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo, no defiendan a ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional, no defiendan el interés del señor Trump carajo, no defiendan a Lasso carajo. Así es que hoy hemos declarado al señor Nebot, a esos racistas de este pueblo, al señor Nebot, Lasso, Viteri personas no gratas para este pueblo que lucha día a día, así es que hoy, hoy condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno, gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional, también denunciamos, compañeros y compañeras, a esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano, a esos neoliberales, a esos compañeros que han saqueado	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	La lucha social concierne a todo el "pueblo ecuatoriano" y no solo PyN y se reivindica desde la clase social personificando a los opositores del pueblo como personajes de la élite del Ecuador "Nebot, Lasso, Viteri", "esos neoliberales" y desde la nación Ecuador en contraposición a lo extranjero personificado por "Fondo Monetario Internacional", "señor Trump". PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	Se nombra a los actores para dotarles de distintos roles en el discurso. "Pueblo ecuatoriano" es a menudo acompañado del artículo definido "el". Se usa entonces una forma de personalización a través de la especificación singular. En ese sentido, el "pueblo ecuatoriano" refiere a un colectivo que remite a su pertenencia a la nación Ecuador, pero también refiere específicamente al sector popular, es decir, a la noción de clase. "pueblo ecuatoriano" en este contexto representa entonces a la mayoría de la población, de la que se excluyen las élites y las autoridades gubernamentales. A menudo en el discurso resume a los sectores sociales especificados como "trabajadores", "jubilados", "agricultores", "juventud", "indígenas". En el discurso "el pueblo" deviene entonces un sujeto político en el que el vocero se incluye, a la vez actor y beneficiario de la lucha. El vocero habla entonces a nombre de este "Nebot, Lasso, Viteri, personas no gratas para este pueblo", "condenamos ante el pueblo ecuatoriano", "esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano", "liberar al pueblo ecuatoriano", "convocamos a ese pueblo valiente", "es lucha de todo el pueblo ecuatoriano", "quieren matar de hambre al pueblo ecuatoriano", "nos sentamos con todo el pueblo a dialogar", "el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones", "el pueblo soberano del Ecuador", "somos un pueblo con dignidad", "el pueblo se ha puesto de pie" <u>Sentido</u>: Pueblo es actor y beneficiario de la lucha. "pueblos y nacionalidades" por su parte, es nominado de forma personalizada por generalización con el artículo definido "los" o el pronombre "nuestros" que lo diferencia de la forma en que se nombra a "pueblo ecuatoriano". En efecto, en este hito se refiere en menor proporción a los PyN ya que la lucha concierne a todo el pueblo del Ecuador. Al diferenciar la nominación con "nuestros" recuerda que el o los voceros se autodeterminan como parte de los PyN pero que su vocería se dirige al pueblo en general. <u>Sentido</u>: los PyN son parte del "pueblo ecuatoriano" Por su parte el actor vocero CONAIE se acompaña siempre del artículo "la" que remite a una forma de nominar de personalización a través de la indeterminación con referencia exofórica generalizada que enfatiza sobre la dimensión orgánica de la CONAIE como institución. El "movimiento indígena" también es nominado con un sentido de personalización a través de la indeterminación bajo un proceso lingüístico de	Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de evaluación que implica nominaciones de los actores para propiciar una valoración normativa que entra en oposición con una valoración positiva de las acciones de los voceros. En este caso, la CONAIE (o "movimiento indígena") como vocero representa a las acciones del "gobierno nacional" y "Estado" con valoraciones negativas como descrito en la estrategia de sustitución. Esas acciones calificadas como en detrimento de los intereses del "pueblo ecuatoriano" entendido como la mayoría de los habitantes del Ecuador y sobre todo de sus sectores más populares, y, de los "pueblos y nacionalidades" entendidos como los sujetos de autodeterminación cultural específicos, son condenadas y al mismo tiempo, se justifican las acciones de respuesta frente a esa afectación y que consiste en acciones de lucha y reivindicaciones como "declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional", "radicalizar con mayor creces cada uno de nuestros territorios", "juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra", "nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico", "necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior, al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador", "derogue el decreto 883", "las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata", "las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas", "sostengamos la lucha en cada territorio", "nos levantaremos miles y miles de compañeros" <u>Sentido</u>: La lucha de la CONAIE es en beneficio de las mayorías y en respuesta al abuso del gobierno y a sus malas decisiones

40	El gobierno de Lenin Moreno debe mandar a los policías, a los militares, a esos corruptos de la revolución ciudadana, a ellos tienen que matar compañeros, durante diez años saquearon al país y por eso estamos aquí compañeros, para liberar al país, para liberar al pueblo ecuatoriano y construir una buena sociedad, una buena sociedad plurinacional compañeros y compañeras. JV	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	Se trata de una lucha es social y concierne a todo el "pueblo ecuatoriano". Refiere a "esos corruptos de la revolución ciudadana" como dirigentes políticos que hubieran afectado al "país". No se trata solamente de la lucha del movimiento indígena. Se busca "construir una buena sociedad plurinacional" que abarca a la vez la lucha social y la lucha por los PyN. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	generalización con la utilización del artículo definido "el". Aquello marca un conocimiento compartido por parte de los receptores del discurso a los que no hace falta especificar de qué movimiento indígena se trata. En el discurso se representan como sinónimos (ambas nominaciones se refieren al mismo organismo) y son descritos como voceros del discurso y actores activos en la lucha. Sentido: La CONAIE y el movimiento indígena son organismos reconocidos. "gobierno", "Estado" también son nominados de forma personalizada por generalización con artículos definidos pues se presupone en el discurso el reconocimiento de estas entidades y del conocimiento compartido que se tiene de ellas cuando se las refiere. En el discurso es señalado como el opositor cuyas acciones van en contra de los intereses del "pueblo ecuatoriano" y de "los pueblos y nacionalidades" y que favorece los intereses de élites y organismos internacionales. Se representa con calificativos negativos como "gobierno asesino hacia su pueblo", "gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "un gobierno que no defiende a su pueblo", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "este gobierno lacra que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional", "gobierno quiere matar de hambre al pueblo ecuatoriano", "gobierno farsante", "aquí es el pueblo contra los ricos y contra el gobierno nacional", "el gobierno nos ha querido meter miedo", "esta masacre que ha hecho el gobierno", "el gobierno nacional creo que quiere llenar al Ecuador con cientos de muertos" <u>Sentido:</u> El gobierno y el Estado son organismos reconocidos y son opositores al pueblo.
41	(...). Es por eso que les declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros, la resistencia nacional. Compañeros, hemos convocado a todas las organizaciones, a todas las provincias radicalizar con mayor crece cada uno de nuestros territorios, esto no va a quedar así compañeros, esto no va a quedar así, mandaremos a la cárcel a este señor asesino de Lenin Moreno, vamos a mandar a la cárcel carajo, por ser criminal, y con estas palabras compañeros quiero que sigamos en pie de lucha, en pie de resistencia, pero vamos trabajando estratégicamente compañeros, hoy los hermanos de Quito también se están levantando compañeros, se están levantando porque ayer vieron morir a un hermano luchador compañeros y compañeras. Así es que convocamos a ese pueblo valiente aquí de Quito porque juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional. Así es que...	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Discurso es una convocatoria a unirse a la lucha que tiene carácter político lo que se expresa en: "resistencia", "radicalizar con mayor creces", "sigamos en pie de lucha", "trabajando estratégicamente", "también se están levantando", "hermano luchador", "convocamos a ese pueblo valiente", "juntos vamos a limpiar este gobierno lacra", "estamos juntos y aquí estaremos con ustedes", "viva la patria". Además la lucha tiene un alcance	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	INTEGRACIÓN	
42	Si somos de la paja y desde la paja damos de comer, porque trabajamos noche y día para dar de comer a las personas ecuatorianas. Eso es nuestra Ecuatoriana, eso es nuestros pueblos y nacionalidades, esa es la lucha desde la Ecuatoriana para todo ecuatoriano, ahora ya no hay únicamente la lucha nuestra, es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos. Una medida económica que viene desde arriba, violando nuestra soberanía, eso se llama, el Fondo Monetario Internacional, alguna vez, alguna vez un medio de comunicación, pasaron ustedes, vieron ustedes ¿Qué consultaron al pueblo para tomar la medida económica? CS (ECUARUNARI)	"ecuatorianas" como habitantes de la nación Ecuador. "pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	La lucha es de carácter social y político y concierne a todo el pueblo ecuatoriano, no solo a PyN. Aquello se expresa en "lucha desde la ECUARUNARI para todo ecuatoriano", "ya no hay únicamente la lucha nuestra, es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano". La lucha también es de clase "afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas". PRÓXIMO	Carlos Shucuchuna y Presidente ECUARUNARI CERCANO	INTEGRACIÓN	

43	Esto no vamos a perdonar porque está asesinando, día a día, minuto a minuto, no importa que tenga comprado con millones de dólares, las bombas, los gases, aquí vamos a aguantar compañeros, no importa si transmiten o no transmiten los canales oligarcas, nosotros tenemos capacidad para subir a la montaña de Taita Pichincha, recorreremos nuestros bosques, aquí estamos compañeros. No nos preocupamos por ustedes, ustedes no viven por nosotros, usted no nos interesa, lo que interesa es lo que este gobierno quiere matar de hambre al pueblo ecuatoriano, como podemos movilizar de Costa a Oriente un costo excesivo mientras que el sueldo básico sigue en trecientos picos de dólares, no alcanza el pan en la casa. Por lo tanto, querido pueblo ecuatoriano, hay que recordar a este gobierno farsante que dice que es culpa de Correa; él es culpable; él comenzó a gobernar; él estuvo atrás de Correa; él fue	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	La lucha es de carácter social y político y enfrenta al "pueblo ecuatoriano" en su conjunto contra el "gobierno" que no garantiza los intereses del pueblo. Aquello se expresa en "está asesinando", "este gobierno quiere matar de hambre al pueblo ecuatoriano", "gobierno farsante" La lucha también se juega en el campo simbólico de la información "no importa si transmiten o no transmiten los canales oligarcas"	Dirigente de la región Sierra CERCANO	INTEGRACIÓN
44	Amigos ecuatorianos llamamos a esta gran unidad, si no va a estar poniendo la bandera aquí vamos a estar nosotros, si hoy toca morir, moriremos, a nosotros nos apresaron, las 24 horas estuvimos en cuartel policial, estuvimos setenta indígenas sin derecho de comunicación, hemos venido acá para pie de la lucha, que viva el pueblo ecuatoriano, aquí ni un solo paquetazo, que se vaya ese gobierno a la casa, viva el Ecuador. DIRIGENTE SIERRA	"ecuatorianos" como habitantes de la nación Ecuador "indígenas" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno" como aparato institucional del Estado SIMILAR	La lucha es de carácter social y de clase y no solo de PyN pese a que se hace énfasis en que los apresados son "indígenas". La lucha concierne a los "ecuatorianos" y al "pueblo ecuatoriano" como miembros de la nación Ecuador pero tiene una consideración de clase y se dirige al sector popular, una mayoría que se congrega en el paraguas de "esta gran unidad". PRÓXIMO	Dirigente de la región Sierra CERCANO	INTEGRACIÓN
45	Vamos a pedir a los medios de comunicación que se llegue al señor presidente el siguiente mensaje: Nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico, para esta condición necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior y al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador. Segundo derogue el decreto 883 y nos sentamos con todo el pueblo a dialogar, si no está en capacidad de aquello váyase a la casa entonces, compañeros y compañeras. LI	"gobierno nacional" como aparato institucional del Estado "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	Lucha social y popular en la que se involucra a todo la clase popular del Ecuador con demandas que conciernen a una mayoría "pidiendo que baje el paquete económico", "derogue el decreto 883" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN

CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamientos Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana	46	Tercero, las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata, no minería en territorios, soluciones al transporte comunitario, políticas al beneficio de los pueblos agrarios de las nacionalidades de los pequeños y grandes productores, no puede ser que los mismos grupos económicos se beneficien, no queremos imposición del Fondo Monetario Internacional, es con usted con quien queremos conversar, pero demuestras quitando el decreto 883, si no, todos a las casas compañeros y compañeras. Quiero proponer lo siguiente para que los medios también cumplan, todos los asambleístas que están con el pueblo tienen que venir acá compañeros y compañeras, y los que no están con el pueblo ecuatoriano también que se vayan a la casa de la asamblea. LI	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	Lucha es en dos frentes. Por los derechos de los PyN "no minería en territorios, soluciones al transporte comunitario, políticas al beneficio de los pueblos agrarios". Por los derechos de la clase popular del Ecuador "asambleístas que están con el pueblo". PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
	47	Escuchen compañeros, hay infiltrados de civil, están autorizados compañeros y compañeras detener y seguir trayendo acá compañeros, no pueden seguir provocando, pero inteligencia, sean militares, sean policías deben contener en sus propias comunidades, en sus propias organizaciones, y para finalizar, el gobierno nacional debe responsabilizar por todas las vidas que han perdido nuestros pueblos, nuestras nacionalidades, el pueblo ecuatoriano. Hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos ayúdenos a plantear un juicio al estado ecuatoriano compañeros y compañeras. LI	"gobierno nacional" como aparato institucional del Estado "pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	Lucha contra el gobierno es en dos frentes. A favor de los PyN "todas las vidas que han perdido nuestros pueblos, nuestras nacionalidades" y también por la clase popular del Ecuador. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
	48	Queremos agradecer a las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gubernaciones, están manteniendo las vías cerradas, no han ingresado productos a los mercados, pero si queremos compañero presidente, el movimiento indígena de Tungurahua de manera inmediata, necesitamos resolver el tema del agua porque aquí no es la bronca de pueblo contra pueblo, aquí es del pueblo contra los ricos y contra el Gobierno Nacional compañeros y compañeras. Así que resolvemos ese tema para que no nos digan que estamos afectando los derechos humanos, lo que hace el Ecuador, en este caso el Estado, ellos sí han criminalizado nuestros derechos y han acabado con la posibilidad de ser un Estado Plurinacional, viva la lucha compañeros y compañeras. LI	"gubernaciones" como entidad de representación del Gobierno en las provincias "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado "Ecuador" como nación SIMILAR	La lucha tiene un alcance territorial "provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho", "movimiento indígena de Tungurahua" La lucha es de clase y política "no es la bronca de pueblo contra pueblo, aquí es el pueblo contra los ricos y contra el Gobierno nacional", "el Estado, ellos sí han criminalizado nuestros derechos", "han acabado con la posibilidad de ser un Estado Plurinacional"	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN

49	En vivo y en directo, además de eso a través de sus medios de comunicación insistimos que se diga la verdad, y el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones, por ellos compañeros y compañeras necesitamos, necesitamos, si no están nuestros dirigentes que por favor se identifiquen y vengan para mantenemos unidos como la mazorca compañeros y compañeros, como dijo Dolores Cacuango, somos paja de páramo, aunque nos maten, el gobierno nos ha querido meter miedo ¿sí o no compañeros? Lo que ha puesto es rebeldía, lo que ha puesto es lucha, de aquí no nos vamos si no tenemos respuestas compañeras y compañeros. LI	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador. "gobierno" como aparato institucional del Estado. SIMILAR	Lucha es de carácter social y político "el pueblo ecuatoriano exige que haya resoluciones", "vengan para mantenemos unidos" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
50	Les pedimos compañeros y compañeras tengamos confianza en los dirigentes, no dejemos generar chisme, eso nos daña, volvemos todo desorden y lo que quiere es eso el gobierno, por favor, en este momento nos comunican que ya están en camino los cadáveres, vamos a recibir aquí a nuestros héroes compañeros y cada lagrima derramada, que cada lagrima derramada en el suelo, aquí en el territorio del pueblo Kitukara sea una semilla que germine en cada corazón de cada pueblo, de cada nacionalidad y que sostengamos la lucha en cada territorio, nuestras lágrimas, nuestro cansancio, nuestra voz, no puede quedar compañeros y compañeras sin la posibilidad de que haya una solución. LI	"gobierno" como aparato institucional del Estado "pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. SIMILAR	Lucha está en el campo simbólico de lo cultural de los PyN. Se menciona el "territorio del pueblo Kitukara" para hablar de Quito (versión de los PyN frente a versión republicana). "nuestras lágrimas, nuestro cansancio, nuestra voz" se refiere a la lucha de PyN. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
51	Por ellos vamos a declarar también, mientras lleguen, vamos a declarar tres días de luto para los pueblos y nacionalidades, declaramos para todo el Ecuador que nuestros compañeros que perdieron la vida luchando y le queremos decir también al Gobierno Nacional, mañana es 9 de octubre y quieren compañeros ellos celebrar los días que impusieron la colonia, quieren celebrar el día de las fiestas de la colonia el 12 de Octubre quieren celebrar como día de la raza, aquí compañeros, no hay ningún día de la raza, hay un día de asesinato que fue el 12 de Octubre de 1492, abajo la colonia compañeros y compañeras. Vamos acá a traer y hemos pedido también a la Universidad Salesiana un sacerdote, nos va a ayudar con una misa campal y así mismo un pastor que nos comparta en este caso este acto ritual. LI	"pueblos y nacionalidades" como sujetos políticos y culturales. "Ecuador" como nación y como territorio geográfico "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	La lucha tiene un alcance simbólico desde los PyN como sujeto político. PyN como líderes de la lucha "los pueblos y nacionalidades declaramos para todo el Ecuador". Se oponen a los símbolos de referencia del "gobierno nacional" que celebra fechas que para PyN no son de celebración "9 de octubre", "12 de octubre" como "fiestas de la colonia", "día de la raza", "asesinato que fue el 12 de octubre de 1492"	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN

52	Por favor compañeros y compañeras es un momento de tragedia para los pueblos, pero no nos acobardamos, si tenemos que dar la vida, daremos la vida, pero burlados jamás, empeñados jamás. Muchas gracias compañeros y compañeras, pedimos que sentemos, tomemos asiento, garanticemos que todos los medios de comunicación que estén tranquilos mientras van llegando los cadáveres resultados de esta masacre que ha hecho el Gobierno Nacional, dejamos claro, no hay policías secuestrados, vinieron de manera voluntaria, la garantía que pedimos es, ya no sigan asesinando, no somos delincuentes, no somos corruptos, no somos nada, solo exigimos un derecho compañeros y compañeras. LI	"pueblos" como sujetos políticos y culturales. "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado. SIMILAR	La lucha es el campo simbólico como PyN que han sido acusados de acciones delincuenciales en el marco de las protestas. Reivindicación de una lucha social por los derechos "no somos delincuentes, no somos corruptos, no somos nada, solo exigimos un derecho" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
53	Esto esta gobernado por Jaime Nebot (...). Aquí no han respetado los pueblos, a los transportistas, a los trabajadores, pedimos que restituya por lo menos las redes sociales para poder informar, comunicar, en este caso a todo el Ecuador, si no hay internet, si no hay televisión, si no hay radio, de a poco nos levantaremos miles y miles compañeros, que la información pase de boca en boca y de familia en familia (...). LI	"pueblos" como sujetos políticos y culturales. "Ecuador" como nación y como espacio geográfico SIMILAR	Lucha es social y política "no han respetado a los pueblos, a los transportistas, a los trabajadores". Está en disputa el campo del acceso a la comunicación "restituya por lo menos las redes sociales para poder informar, comunicar", "si no hay televisión, si no hay radio (...) que la información pase de boca en boca y de familia en familia" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
54	El tema de información (...), les garantizamos, no están secuestrados, ni los policías, ni los medios de comunicación, estamos aquí y luego ya vamos a compartir el almuerzo, la pamba mesa, la sagrada pamba mesa nombrada por los pueblos indígenas. Compañeros, esto ya es una noticia en el mundo, nuestros hermanos migrantes en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador, también, compañeros nuestros hermanos de Argentina como acto de solidaridad han hecho una marcha multitudinaria compañeros, nuestro tesoro Gobierno Nacional es el pueblo, no estamos solos, así también están nuestros hermanos de México y así mismo hermanos de México están haciendo un acto de solidaridad por la lucha de los pueblos indígenas del Ecuador. Así también hermanos migrantes, nuestros migrantes también están haciendo un acto de solidaridad,	"pueblos indígenas" como sujetos políticos y culturales. "pueblo del Ecuador" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Lucha política y simbólica desde los PyN con sus modalidades colectivas "vamos a compartir el almuerzo, la pamba mesa". Lucha es social y popular "marcha de solidaridad con el pueblo del Ecuador", "nuestros migrantes también están haciendo un acto de solidaridad" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN

55	Llamamos a la unidad del mundo, nuestra madre naturaleza se está agotando por los intereses capitales, ahora están desangrando a nuestra madre tierra en cada territorio en el mundo unámonos, no queremos explotación de la madre tierra, ni queremos explotación de los seres humanos, queremos vivir en armonía de los seres humanos con la madre naturaleza ¿sí o no compañeros? Compañeros, nos informan los compañeros migrantes de Estados Unidos han tomado la sede el Fondo Monetario Internacional, abajo las políticas del neoliberalismo compañeros y compañeras. La dignidad del pueblo, carajo, no se impone, el pueblo es soberano del mundo, el pueblo soberano del Ecuador, nosotros decidimos por la vida de los ecuatorianos, nosotros decidimos por el modelo de desarrollo en el Ecuador, no queremos imposición de ninguna potencia mundial	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Lucha social y política con dimensión global y civilizatoria, más allá del territorio nación Ecuador "unidad del mundo", "nuestra madre naturaleza se está agotando", "están desangrando a nuestra madre tierra en cada territorio", "ni queremos explotación de los seres humanos", "el pueblo soberano del mundo" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
56	Compañeros, vivan los medios de comunicación independientes. Compañeros, el gobierno quiere poner al pueblo contra nosotros, pero aquí no están solo los indígenas, están: los obreros, los trabajadores, sindicatos, transportistas, amas de casa, estudiantes, profesores, maestros, todos estamos en esta medida de hecho. Por el amor, para la vida, para la fuerza. LI	"gobierno" como el aparato institucional del Estado. "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "indígenas" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	La lucha es de carácter social y de clase y no solo de PyN "gobierno quiere poner al pueblo contra nosotros", "no están solo los indígenas", "obrerros, trabajadores, sindicatos, transportistas, amas de casa, estudiantes, profesores, maestros" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN
57	Así que compañeros si quiere paz, nosotros hemos ofrecido paz ¿quiere paz? Derogue las medidas económicas y aquí con los 27 medios sentamos y dialogamos de manera pública para el Ecuador y para el mundo. Y además de eso compañeros y compañeras, aquí planificamos los ecuatorianos cómo queremos el desarrollo de este país, no aceptamos imposiciones del Fondo Monetario Internacional carajo somos un pueblo con dignidad y así mismo les decimos, acá deben venir al pueblo las cámaras de comercio, los grupos económicos, los banqueros, aquí estamos con el pueblo, o sea ¿solo el pueblo debe cargar sobre sus hombros toda la crisis que generaron? LI	"Ecuador" como nación "ecuatorianos" como habitantes de la nación Ecuador "pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular SIMILAR	Lucha es de carácter social y político en que están en juego los intereses de la mayoría "aquí planificamos los ecuatorianos como queremos el desarrollo de este país", "somos un pueblo con dignidad" PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	INTEGRACIÓN

58	No queridos, aquí el pueblo tiene dignidad y ellos tienen que poner más, pues deben poner más, no van a sacar de nuestros bolsillos para engordar sus intereses, eso jamás compañeros, ya nos han venido explotando durante 500 años, ya no estamos dispuestos compañeros y compañeras a seguir tolerando semejantes atrocidades, por eso los trabajadores cuantos los han explotado, cuanto explotan en las empresas privadas, empresas petroleras, en las de comercio, como explotan a nuestros indígenas montubios abajo en las bananeras, en las cacaoteras, no tienen ni siquiera salud, eso no puede seguir así hermanos y hermanas. Compañeros ahora nos comunican que un fallecido más hay, el Gobierno Nacional creo que quiere llenar al Ecuador con cientos de muertos si eso quiere, pues está equivocado, el pueblo se ha puesto de pie y tenemos que sostener esta lucha compañeros y compañeras, ahora pedimos a los compañeros que...	"pueblo" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "indígenas" como sujeto político y de autodeterminación cultural "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	La lucha es de carácter social y a la vez reivindica el carácter político de la lucha de los PyN. "el pueblo tiene dignidad" se refiere a todo el pueblo ecuatoriano, pero "nos han venido explotando durante 500 años", "explotan a nuestros indígenas montubios" refiere a los PyN. SIMILAR	Dirigente mujer CONAIE	INTEGRACIÓN		
59	Compañeros, hemos pedido a los compañeros dirigentes a nivel nacional que por favor comuniquen y soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal Ecuatoriana, a la Cruz Roja Internacional que puedan participar acá y demostrarle al país y a las Naciones Unidas que estamos en un proceso establecido y que no hay ningún tipo de violencia, pedimos que por favor vengan acá estas instituciones y además de eso también tenemos aquí el representante de un poder del Estado del Consejo de Participación Ciudadana, no va a dar la palabra, pero va a ser la garantía compañeros y compañeras para que aquí el pueblo ecuatoriano sea testigo de que no ha habido ningún secuestro solo estamos pidiendo un acuerdo en concreto y ese acuerdo el gobierno nacional debe responder o sino...	"nacional" referente a la nación Ecuador "pueblo ecuatoriano" designa al todo el pueblo del Ecuador pero también a la clase popular "gobierno nacional" como aparato institucional del Estado SIMILAR	Lucha requiere de garantías a nivel internacional. "soliciten a las Naciones Unidas", "a la Cruz Roja Internacional" porque no existe confianza en las instituciones del Estado de Ecuador PRÓXIMO	Dirigente mujer CONAIE	INTEGRACIÓN		
60	(...) También recordemos a los compañeros de San Roque, todos ustedes han visto el video de los compañeros de San Roque, los chicos que cayeron del puente cuando la policía los acorraló. Por todos esos muertos que el discurso oficial ha querido pelear compañeros, vamos a sostenemos aquí y volvemos a llamar al Gobierno Nacional, que si quiere dialogar, dialoguemos compañeros, quiero recordarles también que en estos días a nivel internacional hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina, de Bolivia, de Colombia, de Perú, acuérdense compañeros lo que éramos hace años el Movimiento Indígena Ecuatoriano fue referente en Latinoamérica para decirle no al ALCA, no al TLC, lo que estamos haciendo ahorita compañeros es un momento histórico para decirles no a las políticas del Fondo Monetario Internacional, que solo vienen a entregarnos un montón de...	"gobierno nacional" como aparato institucional del Estado "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo Mapuche" como sujeto político y cultural. SIMILAR	Lucha tiene un carácter social y cultural y una dimensión regional. "hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina, de Bolivia, de Colombia, de Perú", "Movimiento Indígena Ecuatoriano fue referente en Latinoamérica", "momento histórico para decirles no a las políticas del Fondo Monetario Internacional", "seamos un referente para Latinoamérica" PRÓXIMO	Dirigente mujer CONAIE	INTEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc 10 11 de octubre 2019 Comunicado Sobre la llamada del presidente Lenin Moreno al diálogo	61	SOBRE LA LLAMADA DEL PRESIDENTE LENÍN MORENO AL "DIALOGO" La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, después de 9 días de exitosa movilización nacional y acciones de resistencia en todo el país, por la derogatoria del Decreto 883, le expresamos al Gobierno Nacional que ya motivamos el diálogo hace dos años y medio, sin obtener resultados concretos. En consecuencia, el diálogo que promulga carece de credibilidad, en este escenario la lucha social, encabezada por el Movimiento Indígena, el cual integra las demandas de la clase trabajadora, de estudiantes, campesinos, indígenas y los sectores empobrecidos del país, le pertenece al pueblo.	"gobierno nacional" como aparato institucional del Estado "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "pueblo" designa a la clase popular SIMILAR	"le expresamos al Gobierno Nacional" sugiere que el mensaje se dirige específicamente a ese actor. "lucha social encabezada por el movimiento indígena" muestra que es una lucha plural y que concierne a varios sectores sociales. Lucha es en dos frentes: derechos PyN y derechos sociales (lucha de clase). Aquello se refuerza con la expresión "le pertenece al pueblo" que refiere a los sectores populares.	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se nombra a los actores de distintas maneras para marcar su posición de poder en el conflicto en curso y a la misma vez, señalar responsabilidades por sus consecuencias directas, las muertes de personas. "movimiento indígena" es nombrado de acuerdo al proceso lingüístico de especificación por asimilación a un colectivo. A la vez que encabeza la lucha, es el que "integra las demandas de la clase trabajadora, de estudiantes, campesinos, indígenas y los sectores empobrecidos del país" <u>Sentido:</u> Movimiento indígena encarna al pueblo y a la lucha social "el gobierno nacional" es personalizado a través de un proceso de especificación por individualización al igual que "los Ministros, de Gobierno, María Paula Romo y Defensa, Oswaldo Jarrín" <u>Sentido:</u> Gobierno y ministros son responsables de las muertes. Son agentes asesinos	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se tiende a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones del actor opositor. Se recurre a la figura de racionalización que toma las acciones del actor opositor como premisa para rechazar su lugar. En este caso bajo dos formas. Se responde a la propuesta de diálogo del "gobierno nacional" señalando que "ya motivamos el diálogo hace dos años y medio, sin obtener resultados concretos". De esa forma se representa al gobierno como no confiable. También se acusa al gobierno de ser responsable de la violencia y muertes de los actores de la lucha con expresiones como "peores masacres de la historia del Ecuador", "violencia exacerbada interpuesta por la fuerza pública y militar con responsabilidad directa de los ministros (...)" Jarrín, "configurándose como delito de lesa humanidad". A partir de esas premisas se justifica que no se acepta el diálogo con el gobierno mientras no se derogue el decreto 883. <u>Sentido:</u> Movimiento indígena pone las condiciones.
	62	El diálogo que el Gobierno Nacional dice promulgar se ha sustentado durante este proceso de resistencia en una de las peores masacres en la historia del Ecuador, una violencia exacerbada interpuesta por la fuerza pública y militar, con responsabilidad directa de los Ministros, de Gobierno, María Paula Romo y Defensa, Oswaldo Jarrín, que hasta el momento deja una cifra de más 554 heridos, 929 detenidos, 5 muertos y otros tantos desaparecidos, configurándose como delito de lesa humanidad. NOS DISPONEMOS AL DIALOGO CUANDO SE DEROGUE EL DECRETO 883.	"gobierno" como aparato institucional del Estado "Ecuador" como nación SIMILAR	"peores masacres de la historia del Ecuador" sugiere una referencia a la lucha en perspectiva histórica, reconociendo un periodo con la existencia de la nación Ecuador. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN		
	63	12 de octubre 2019 A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano, La jornada en el décimo día de movilización nacional ha sido conmovedora por la incansable voluntad de nuestra gente de luchar, mujeres, jóvenes, mayores y toda la población que llegó desde todos los rincones del país a sumarse al paro, con una enorme conciencia sobre las razones de la lucha y la necesidad de movilizarnos en unidad, pero sobre todo lo que significa el retorno de las políticas neoliberales del Fondo Monetario Internacional, mientras en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad frente a embajadas, emisión de comunicados de respaldo, demostrando que no estamos solos y que esta lucha no es solo de Ecuador. Esta es la mejor expresión de lo que constituye el movimiento indígena y los sectores empobrecidos de este país.	"pueblo ecuatoriano" designa a todos los habitantes que conforman la nación Ecuador. "población" como pueblo que designa a los sectores sociales populares "Ecuador" como nación SIMILAR	"al pueblo ecuatoriano" sugiere que el receptor del mensaje es toda la población de los sectores populares del Ecuador. "población" asociado a "mujeres, jóvenes, mayores" y "que llegó desde todos los rincones del país" sugiere que la lucha aglutina a las mayorías. "no es solo de Ecuador" asociado a "en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad" sugiere que la	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se nombra a los actores para dotarles de distintos roles en el discurso. "el pueblo ecuatoriano" es señalado bajo un proceso de personalización por generalización que le otorga un rol pasivo de receptor. "nuestra gente" también es descrita bajo una forma de personalización pero por especificación con el pronombre "nuestra" que le da un papel de agente activo. Aquello es reforzado con los calificativos "incansable voluntad (...) de luchar" "movimiento indígena" y "CONAIE" como vocero del discurso es representado mediante una personalización a través de la indeterminación por referencia exofórica generalizada y por especificación con la utilización del singular "el movimiento indígena", "la Confederación de	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se busca poner en escena los poderes que se disputan la representación de la realidad de lo que está sucediendo al "pueblo ecuatoriano" como receptor del discurso. Así se recurre a la figura de narrativización, relatando los acontecimientos dándoles un carácter de excepcional. Aquello se expresa en "la jornada en el décimo día de movilización ha sido conmovedora", "la población que llegó desde todos los rincones del país", "una enorme conciencia sobre las razones de la lucha", "en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad", "esta lucha no es solo de Ecuador". <u>Sentido:</u> La lucha del pueblo es histórica Se utiliza también la figura de racionalización tomando acciones como premisas para emitir conclusiones morales

ANEXOS

CONAIE H2 Doc 11 12 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano (Décima jornada)	64	Sin embargo, el Estado y todo su aparato ha demostrado tener la decisión de seguir matando indígenas y gente en las calles hasta derrotamos en el dolor de perder a nuestros compañeros y hermanos de lucha. Al parecer, es más importante para el presidente Lenin Moreno mostrar su implacable política represiva y la figura absurda de no dar el brazo a torcer, que dar una salida que contemple escuchar la voluntad popular, saludamos a nuestras bases por esa firme voluntad de seguir en la lucha por nuestros derechos. Por ello, es responsabilidad de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo, por la brutal represión a manos de la fuerza pública. Por tanto, orientamos a seguir las acciones de lucha mientras se delega a una interlocución exploratoria para diseñar una serie de medidas que impliquen salir de esta encrucijada. No hay diálogo <u>sin las debidas garantías a la</u>	"indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural "CONAIE" como organización social "pueblo" designa a los pueblos y nacionalidades indígenas "nacional" referente a la nación Ecuador SIMILAR	la decisión de seguir matando indígenas" sugiere que la acción del Estado es selectiva. "sangre de nuestro pueblo" asociado a CONAIE significa que se refiere específicamente a pueblos y nacionalidades indígenas y refuerza la idea que la acción del Estado apunta de forma selectiva a los "indígenas". Esa idea también está presente en "no hay diálogo real sin las debidas garantías a la integridad de los dirigentes indígenas"	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	nacionalidades indígenas del Ecuador CONAIE" Sentido: La CONAIE es el agente activo y es responsable de garantizar la lucha política sin consecuencias nefastas sobre el pueblo.	sobre los actores y rechazar su lugar. Así, se señala al Estado que "ha demostrado tener la decisión de seguir matando indígenas y gente en las calles", "es más importante para el presidente Lenin Moreno mostrar su implacable política represiva y la figura absurda de no dar el brazo a torcer". <u>Sentido:</u> el gobierno es asesino
	65	Por ello, realizaremos los acercamientos para tratar la derogatoria del decreto 883, pero sostendremos las acciones de movilización a nivel nacional y en cada uno de los territorios, exhortando al Gobierno para que existan las debidas garantías. Rechazamos cualquier intención de desprestigiar nuestra lucha histórica tratando de tildarnos de terroristas y subversivos, nuestras bases han decidido salir a las calles con firmeza y por propia decisión.	"nacional" referente a la nación Ecuador "gobierno" como aparato institucional del Estado SIMILAR	"movilización a nivel nacional" indica la dimensión territorial de la lucha. "lucha histórica" sugiere la dimensión atemporal de la lucha. Dimensión simbólica y política de la lucha. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN		
CONAIE H2Doc12 13 de octubre 2019 Comunicado Desmentido	66	COMUNICADO La Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador, CONAIE, desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación quienes señalan que existe un grupo denominado "Mariátegui" al interior del movimiento indígena que fue el incitador a la violencia. La CONAIE aclara de manera categórica que el compañero Dimitri Madrid, Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador, es una persona de intachable ética y de una impecable trayectoria profesional, el cual ha colaborado con el movimiento indígena por muchos años, siendo un aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe y en el fortalecimiento de la comunicación comunitaria de nuestras bases de la Sierra y Amazonia ecuatoriana. Desde la CONAIE tomaremos las	"CONAIE" como institución que lleva adelante la lucha del pueblo. "Ecuador" dentro del acrónimo de Universidad Central del Ecuador "indígena" como sujeto político y de autodeterminación cultural SIMILAR	"CONAIE" y "movimiento indígena" como voceros dan respuesta pública a acusaciones públicas. Por tanto la repetición de "CONAIE" y "movimiento indígena" refleja una postura organizativa que este caso se refiere a un individuo que ha sido acusado por "dirigentes y medios de comunicación" de incitar a la violencia. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN "movimiento indígena" o "CONAIE" como vocero del discurso es representado mediante una personalización a través de la indeterminación con la utilización de la referencia exofórica generalizada o especificación singular "el movimiento indígena", "la Confederación de nacionalidades Indígenas del Ecuador CONAIE". El actor "Dimitri Madrid" es personalizado mediante un proceso de especificación por individualización al ser nominado por su nombre y cargo específicos. Además se lo asocia con calificativos positivos "persona de intachable ética", "aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe y en el fortalecimiento de la comunicación comunitaria", <u>Sentido:</u> La CONAIE es el agente activo y tiene una voz institucional oficial y una	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Los actores voceros que corresponden a CONAIE y movimiento indígena se ponen en escena de manera a legitimar y respaldar la acción de uno de sus miembros. Aquello se evidencia en los procesos lingüísticos de la estrategia de sustitución. <u>Sentido:</u> La CONAIE es un organismo con una sola línea discursiva oficial.

CONAIE H2 MC2- ANALISIS CUALITATIVO								
DOCUMENTO FUENTE		SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: COMPAÑERO/A- QUERER-HERMANO/A- INTERNACIONAL-MEDIR/MEDIDAS- MEDIOS DE COMUNICACIÓN	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTOS	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
		TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? MANEJO DE LA INFORMACIÓN Y DIFUSIÓN INTERNACIONAL	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES: HERMANOS/AS, COMPAÑERO/AS, MEDIOS DE COMUNICACIÓN, PUEBLOS Y NACIONALIDADES	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL
CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	1	Hermanos y hermanas de nuestro querido estado Plurinacional. Compañeros de los medios de comunicación , saludar a todos esos medios que nos han acompañado en el proceso de resistencia.	"hermanos", "hermanas" como forma de interpelar a los miembros de PyN "compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización "medios" equivalente a "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"hermanos", "hermanas" en este contexto refiere a la relación simbólica de fraternidad entre pueblos indígenas. Reconocimiento o desde el denominador común de la autodeterminación. Identidad cultural como sujeto indígena está por encima de identidades nacionales. El término "compañero" en América Latina a menudo es utilizado como apelativo entre miembros de una misma organización,	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita los roles de cada uno de los actores en función de su representación activa o pasiva en el discurso. El vocero CONAIE es el actor activo del discurso que si bien es representado por su presidente, habla a la persona persona del plural para marcar su representatividad colectiva y concertada. Aquello se expresa en el uso de "queremos este momento ratificar", "queremos rechazar", "rechazamos", "desde que iniciamos", "nos hemos liberado". Los actores "hermanos y hermanas", "compañeros" son los receptores pasivos del discurso, a quienes se convoca para que sean beneficiarios por participación de las acciones y demandas de CONAIE. <u>Sentido:</u> La CONAIE es quien convoca a la lucha y delinea las demandas.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena el llamado a la lucha social ante la población y a través de los medios de comunicación. Se busca poner sobre el tapete lo que está en juego en la lucha. Se recurre a la figura de autorización que apela a la legitimidad de la lucha social y colectiva en favor de las mayorías como elemento de aprobación social. Así el discurso se dota de cierta solemnidad para convocar a la lucha y hacerla conocer de forma externa con expresiones como: "queremos este momento ratificar nuestra lucha, "sectores sociales que luchan por sus derechos", "no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo indignado", "somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado", "estaremos llegando más de 200000 indígenas aquí en la ciudad de Quito", "nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de la educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos" <u>Sentido:</u> CONAIE convoca a una lucha justa.
	2	Queremos este momento ratificar nuestra lucha, nuestra resistencia de los pueblos y nacionalidades del Ecuador.	"queremos" como verbo que anuncia una demanda relativa a una decisión colectiva SIMILAR	Asociado a "ratificar" nuestra lucha, nuestra resistencia" sugiere el anuncio de una postura PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION		
	3	También saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos.	"medios" equivalente a "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"saludar a los medios" como manera de interpelar a los medios de comunicación para que vehiculen un anuncio o mensaje PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION		
	4	El movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional. Así es que queremos rechazar los atropellos de los derechos colectivos de nuestros territorios. Rechazamos las versiones del señor ministro de defensa y de la señora ministra de gobierno.	"queremos" como verbo que anuncia una demanda relativa a una decisión colectiva SIMILAR	Asociado a "rechazar los atropellos de los derechos colectivos" sugiere el anuncio de una postura PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION		

	5	Aquí no es una convocatoria de un dirigente, sino es del pueblo, indignado. Hermanos y hermanas ecuatorianos, hoy desde que iniciamos, está firme, con mayor fuerza, nuestros pueblos y nacionalidades. Somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado.	"hermanos", "hermanas" como forma de interpelar a los miembros de PyN SIMILAR	El uso de "hermanos y hermanas" sugiere que el vocero se dirige específicamente a los miembros de Py N. El uso de la palabra "convocatoria" sugiere que se hace un anuncio. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACIÓN		
	6	No es posible que un gobierno neoliberal venda la sangre de nuestro pueblo y es por eso, nos declaramos en la verdadera unidad del pueblo ecuatoriano. Y termino diciendo, gracias a los hermanos y hermanas quiteños y quiteñas quienes nos han abierto, nos han solidarizado y nos esperan con brazos abiertos y estaremos llegando más de 20000 indígenas aquí en la ciudad de Quito, para exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883. Y también decirlos, más allá del decreto, nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios, en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos.	"hermanos", "hermanas" como forma de interpelar a los miembros de PyN SIMILAR	El uso de "hermanos y hermanas" asociado a "quiteños y quiteñas" puede sugerir que la hospitalidad que han demostrado ha sido propia la hermandad con la que actúan los PyN entre ellos. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACIÓN		
CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado Lenin Moreno instaura un régimen de terror	7	Denunciamos la dimensión de esta medida , al puro estilo de una dictadura militar, alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar.	"medida" como decisión unilateral "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador SIMILAR	El uso de los verbos "denunciamos", "alertamos" hace referencia al anuncio de un mensaje oficial por parte de la organización. La referencia a "organismos" "internacionales" sugiere que la difusión de información trasciende el ámbito de la nación Ecuador	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	TEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero CONAIE es el agente que toma acciones frente a los abusos, incluso en el manejo de la información. Su acción se determina por las expresiones "denunciamos la dimensión de esta medida", "alertamos a los organismos nacionales e internacionales" <u>Sentido:</u> La CONAIE tiene capacidad de manejo de la información en el ámbito nacional e internacional.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de autorización para denunciar acciones socialmente condenadas como asociar la medida a "puro estilo de una dictadura militar" y apelar a la intervención de organismos socialmente aprobados "organismos nacionales e internacionales de derechos humanos"
CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa	8	Compañeros con un cordial saludo. Nos sentimos un poco desanimados, un poquito heridos por las declaraciones dadas por la señora alcaldesa.	"compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización SIMILAR	Asociado a "un cordial saludo" como forma de interpelar a la militancia. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAICE) CERCANO	TEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita los roles de cada uno de los actores en función de su representación activa o pasiva en el discurso. El vocero de CONAICE es el actor activo del discurso que representa a un colectivo y que convoca y hace conocer las demandas de la lucha "nosotros queremos la derogatoria de las medidas económicas" <u>Sentido:</u> El mensaje de la lucha es la derogatoria del Decreto 883.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena las representaciones de la realidad. Se recurre a la figura de racionalización que ponen en evidencia las acciones de los actores para sacar conclusiones morales sobre ellos. Así se señala a la alcaldesa de Guayaquil por las declaraciones que ha emitido en contra de la población indígena, con las expresiones "heridos por las declaraciones dadas por la señora alcaldesa", "responsabilizamos las declaraciones un poco discriminatorias". Al mismo tiempo, se recurre a la figura de autorización para representar positivamente y desde referencias aprobadas socialmente al pueblo indígena de la costa ecuatoriana con la referencia a "La justicia, la Biblia, Atahualpa que nos representa, la cultura Huancavicka, son características propias de la población indígena del pueblo kichwa de la costa" <u>Sentido:</u> Las declaraciones de la alcaldesa carecen de
	9	Por otro lado, ¿cuál es nuestra lucha? Son las medidas económicas. Nosotros queremos la derogatoria de las medidas económicas. La derogatoria del Decreto 883.	"queremos" como verbo que anuncia una demanda relativa a una decisión colectiva "medidas" como decisiones impuestas por el gobierno SIMILAR	"queremos" asociado a "la derogatoria de las medidas económicas" sugiere el anuncio de una demanda. PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAICE) CERCANO	TEGRACIÓN		
	10	La Justicia, la Biblia, Atahualpa que nos representa la cultura, Huancavicka, son características propias de la población indígena del pueblo kichwa de la costa. Nuestra protesta, nuestra movilización va a ser pacífica compañeros y compañeras . En ese sentido, responsabilizamos las declaraciones un poco discriminatorias, declaraciones que ofenden y molestan al sector indígena.	"compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización SIMILAR	Asociado a un anuncio que sugiere la convocatoria a la lucha "nuestra protesta, nuestra movilización va a ser pacífica" PRÓXIMO	Dirigente Movimiento Indígena de la Costa (CONAICE) CERCANO	TEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano	11	El diálogo que plantea Lenin Moreno es una fantochada. Por eso compañeros, compañeras , a radicalizar las acciones. Nada de diálogo con un gobierno asesino hasta que se cumplan los mínimos requisitos: la salida de María Paula Romo y de Oswaldo Jarrín del gobierno y la derogación del decreto 883.	"compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización SIMILAR	Asociado a "radicalizar las acciones" sugiere un anuncio relacionado con convocar a la militancia. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita los roles de los actores. Así el vocero CONAIE es el agente activo que convoca a la lucha "compañeros, compañeras, a radicalizar las acciones" y representa al gobierno como pasivo subordinado "nada de diálogo con un gobierno asesino". <u>Sentido:</u> CONAIE dirige la convocatoria de lucha	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena las representaciones de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación en la que el actor gobierno es cargado de valoraciones normativas negativas "el diálogo que plantea Lenin Moreno es una fantochada", "un gobierno asesino". Frente a eso se negocia como condición de un diálogo "la salida de María Paula Romo y de Oswaldo Jarrín del gobierno y la derogación del decreto 883" <u>Sentido:</u> CONAIE plantea las condiciones de un diálogo.
CONAIE H2Doc 7 10 de octubre 2019 Comunicado Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana	12	Sobre los policías retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura Ecuatoriana En el marco del Paro Nacional, aclaramos que los miembros de la Policía Nacional retenidos en el Ágora de la Casa de la Cultura, están como pueden constatar todos los medios de comunicación que lo deseen y los miles de personas presentes, garantizados sus derechos humanos, físicos, psicológicos, y de sobrevivencia en situación de conmoción social, contemplados en la Constitución de la República del Ecuador y demás instrumentos internacionales .	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión "internacionales" como fuera de la nación Ecuador SIMILAR	"medios de comunicación" como garantes del correcto desarrollo de la convocatoria y de la difusión de la lucha. Referencia a instrumentos internacionales sugiere una dimensión de la lucha que rebasa el ámbito de la nación Ecuador. La difusión de la lucha trasciende las fronteras nacionales. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se representa a los "medios de comunicación" con una forma de personalización mediante un proceso lingüístico de especificación lo que le da una dimensión de actor activo, sobre todo en la materialización de la difusión de los eventos que está sucediendo y de los mensajes relacionados con la lucha de la CONAIE. Además se convierten en un testigo de que la CONAIE lleva adelante una lucha respetando los derechos de todos los ciudadanos. <u>Sentido:</u> Medios de comunicación difusores de la lucha y observadores de su buen desarrollo	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. En aquel contexto, en que se han retenido a miembros de la Policía Nacional para atraer la atención y ejercer presión sobre el gobierno, los medios de comunicación son llamados a ser el actor testigo de esta representación, lo que se expresa en "como pueden constatar todos los medios de comunicación". Se recurre a la figura de autorización para dotar el discurso de veracidad por lo que se apela a la sociedad a que compruebe por sí misma y a través de los medios de comunicación como testigos, que a los policías retenidos les están "garantizados sus derechos humanos, físicos."
CONAIE H2Doc 8 10 de octubre 2019 Comunicado La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador se declara de luto	13	LA CONFEDERACION DE NACIONALIDADES INDIGENAS DEL ECUADOR SE DECLARA DE LUTO Con profundo dolor e indignación comunicamos al Ecuador que en la represión desmedida y brutal del día miércoles 09 de octubre, hacia el Movimiento Indígena, direccionada por las políticas represivas del Gobierno de Lenin Moreno y su ministra de Gobierno, María Paula Romo y Ministro de Defensa, Oswaldo Jarrín, confirmamos que existen compañeros que perdieron la vida. Nos encontramos en coordinación con diversas organizaciones de derechos humanos para continuar con los procesos necesarios y pertinentes para que este delito de lesa humanidad no quede en la impunidad.	"comunicamos" como forma de difusión de mensaje oficial. "compañeros" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	"comunicamos al Ecuador" sugiere una modalidad de difusión en un ámbito geográfico y en una dimensión política, la nación Ecuador. "confirmamos que existen compañeros que perdieron la vida" sugiere un aparato de la información dentro de la organización PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero CONAIE es el agente que toma acciones frente a los abusos, incluso en el manejo de la información. Su acción se determina primero por la expresión "comunicamos al Ecuador" como una iniciativa orgánica y oficial y que tiene una dimensión nacional. Segundo, frente al hecho de la muerte de ciertos manifestantes, se moviliza para garantizar la transparencia de los casos "nos encontramos en coordinación (...)no quede en la impunidad". <u>Sentido:</u> CONAIE es agente en el manejo y garantía de transparencia de la información	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación en la que se asigna nominaciones cargadas de una valoración negativa para el gobierno, al que se le señala de "represión desmedida y brutal" y "las políticas represivas del Gobierno". Por el otro lado, la representación positiva de "nosotros" (vocero CONAIE) está presente en "nos encontramos en coordinación (...)no quede en la impunidad" <u>Sentido:</u> CONAIE garantiza difundir la verdad
	14	Frente al ocultamiento de información por parte de las autoridades y ciertos medios de comunicación , en los próximos días emitiremos un informe completo de todas las víctimas mortales, heridos y desaparecidos.	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"ocultamiento de la información" asociado a "ciertos medios de comunicación" sugiere que existe falta de transparencia en los procesos de comunicación y que la organización garantiza ese proceso. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCANO	TEGRACION		

15	¿Están transmitiendo o no están transmitiendo? En este momento se abre la comunicación a nivel nacional: en Teleamazonas, en Ecuavisa, Gamavisión, EcuadorTV; EcuadorTV es del pueblo ecuatoriano, compañeros y compañeras , muchas gracias hermanos y hermanas del pueblo ecuatoriano. Compañeros presidentes de las quince nacionalidades/pueblos de nuestra querida patria, compañeros presidentes de las organizaciones sociales, de los trabajadores, de los jubilados, de los agricultores, esa juventud valiente que hoy está presente, también saludar a esas mujeres valientes que están aquí presentes. JV	"comunicación" como transmisión de mensajes "compañeros y compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	"se abre la comunicación a nivel nacional" sugiere un control en el manejo de la información. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y DE SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO La CONAIE a través de sus voceros representantes es el agente activo por participación del discurso, que organiza la toma de la palabra y que maneja la información que se difunde. La mención reiterativa de "compañeros", "compañeros" así como "hermanos", "hermanos" para interpelar a su militancia y a los miembros de PyN es señal de que está al mando del discurso. La militancia se representa de forma pasiva a la vez subordinada ya que recibe instrucciones mediante el discurso, y beneficiaria de las acciones de la CONAIE "quiero que sigamos en pie de lucha", "vamos trabajando estratégicamente", "juntos vamos a limpiar". Los "medios de comunicación" se representan como un actor pasivo subordinado pero que cumple un rol en la transmisión del mensaje que quiere difundir la CONAIE a nivel nacional como internacional y que está supeditado a las condiciones que le imponen la CONAIE. Aquello se expresa en "en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo", "señores medios de comunicación, no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo (...) no defiendan a Lasso", "vamos a pedir a los medios de comunicación", "para que los medios también cumplan." <u>Sentido: La CONAIE maneja la información y el discurso</u> SUSTITUCIÓN Se representa al "gobierno" bajo la figura de personalización a través del proceso lingüístico de generalización asociado a calificativos negativos. Así, con el uso del singular se marca una cierta distancia que sugiere desprecio como en "un gobierno asesino", "un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "este gobierno lacra". <u>Sentido: La CONAIE denuncia hacia mundo al gobierno asesino así como beneficiaria de las acciones de la CONAIE.</u>	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se busca desequilibrar el ejercicio del poder a través del cuestionamiento de la veracidad de la representación de la realidad de un sector social. En este caso el cuestionamiento concierne el manejo de la información por parte del gobierno con la complicidad de los medios de comunicación. La respuesta consiste en retomar el control del manejo de la información para restablecer la veracidad de la representación de la CONAIE ante el público del Ecuador y también del mundo. Se recurre a la figura de racionalización en que se exponen las acciones de los actores para emitir conclusiones morales sobre ellos y rechazar su lugar en el discurso. Así la CONAIE señala los abusos de poder del gobierno "gobierno asesino hacia su pueblo", "gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano". <u>Sentido: El gobierno carece de calidad moral</u> Se recurre también a la figura de autorización apelando a la intervención de instituciones socialmente aprobadas y al respaldo internacional para vestir de una dimensión global a la lucha y a la difusión del mensaje de la CONAIE. Aquello se expresa "en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo", "condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno", "hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos", "ya es una noticia en el mundo", "en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador", "no estamos solos, así también
	Saludar a todos mis hermanos y hermanas de cada una de nuestras provincias que también está movilizadas y paralizadas. Compañeros y compañeras denunciamos hoy, hoy, en la vista de todos los pueblos, en la vista de los medios internacionales , queremos que sepa el mundo y el Ecuador que tenemos un gobierno asesino hacia su pueblo, carajo, tenemos un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional . JV	"hermanos", "hermanas" como forma de interpelar a los miembros de PyN "compañeros y compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización "medios" equivalente a "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador SIMILAR	"Saludar a todos mis hermanos y hermanas" se refiere específicamente a los miembros de PyN, reforzado por el pronombre "mis". Indica el inicio de una alocución, interpela. Cambia de interlocutor al interpelar a "compañeros y compañeras" que refiere a la militancia del movimiento indígena que rebasa el ámbito de los PyN. "en vista de los medios internacionales", "que sepa el mundo"	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	SUSTITUCIÓN Se representa al "gobierno" bajo la figura de personalización a través del proceso lingüístico de generalización asociado a calificativos negativos. Así, con el uso del singular se marca una cierta distancia que sugiere desprecio como en "un gobierno asesino", "un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "este gobierno lacra". <u>Sentido: La CONAIE denuncia hacia mundo al gobierno asesino así como beneficiaria de las acciones de la CONAIE.</u>	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se busca desequilibrar el ejercicio del poder a través del cuestionamiento de la veracidad de la representación de la realidad de un sector social. En este caso el cuestionamiento concierne el manejo de la información por parte del gobierno con la complicidad de los medios de comunicación. La respuesta consiste en retomar el control del manejo de la información para restablecer la veracidad de la representación de la CONAIE ante el público del Ecuador y también del mundo. Se recurre a la figura de racionalización en que se exponen las acciones de los actores para emitir conclusiones morales sobre ellos y rechazar su lugar en el discurso. Así la CONAIE señala los abusos de poder del gobierno "gobierno asesino hacia su pueblo", "gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano". <u>Sentido: El gobierno carece de calidad moral</u> Se recurre también a la figura de autorización apelando a la intervención de instituciones socialmente aprobadas y al respaldo internacional para vestir de una dimensión global a la lucha y a la difusión del mensaje de la CONAIE. Aquello se expresa "en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo", "condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno", "hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos", "ya es una noticia en el mundo", "en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador", "no estamos solos, así también
	Esto quiere decir que el Fondo monetario Internacional está asesinando al pueblo ecuatoriano compañeros y compañeras . En nuestros territorios hemos dicho con claridad, no a la minería, no hay petróleo, queremos paz y libertad en nuestros territorios compañeros y compañeras. Denunciamos al pueblo y al mundo, Ecuavisa no está transmitiendo... si está transmitiendo dice. JV	"internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador "compañeros y compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	El uso del verbo "denunciamos" sugiere la transmisión de un mensaje oficial. La interacción "Ecuavisa no está transmitiendo... si está transmitiendo dice." sugiere la importancia del control en el manejo de la información. Se quiere garantizar que la información se transmita en tiempo real. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	SUSTITUCIÓN Se representa al "gobierno" bajo la figura de personalización a través del proceso lingüístico de generalización asociado a calificativos negativos. Así, con el uso del singular se marca una cierta distancia que sugiere desprecio como en "un gobierno asesino", "un gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "este gobierno lacra". <u>Sentido: La CONAIE denuncia hacia mundo al gobierno asesino así como beneficiaria de las acciones de la CONAIE.</u>	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se busca desequilibrar el ejercicio del poder a través del cuestionamiento de la veracidad de la representación de la realidad de un sector social. En este caso el cuestionamiento concierne el manejo de la información por parte del gobierno con la complicidad de los medios de comunicación. La respuesta consiste en retomar el control del manejo de la información para restablecer la veracidad de la representación de la CONAIE ante el público del Ecuador y también del mundo. Se recurre a la figura de racionalización en que se exponen las acciones de los actores para emitir conclusiones morales sobre ellos y rechazar su lugar en el discurso. Así la CONAIE señala los abusos de poder del gobierno "gobierno asesino hacia su pueblo", "gobierno que se ha entregado con alma y sangre al Fondo Monetario Internacional", "gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional", "lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano". <u>Sentido: El gobierno carece de calidad moral</u> Se recurre también a la figura de autorización apelando a la intervención de instituciones socialmente aprobadas y al respaldo internacional para vestir de una dimensión global a la lucha y a la difusión del mensaje de la CONAIE. Aquello se expresa "en la vista de los medios internacionales, queremos que sepa el mundo", "condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales, ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno", "hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos", "ya es una noticia en el mundo", "en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador", "no estamos solos, así también

18	Señores medios de comunicación no defiendan a un gobierno que no defiende a su pueblo, no defiendan a ese gobierno que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional , no defiendan el interés del señor Trump carajo, no defiendan a Lasso carajo. Así es que hoy hemos declarado al señor Nebot, a esos racistas de este pueblo, al señor Nebot, Lasso, Viteri personas no gratas para este pueblo que lucha día a día, así es que hoy, hoy condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos internacionales , ante el mundo a este gobierno de Lenin Moreno, gobierno de la derecha, gobierno neoliberal, gobierno asesino del pueblo ecuatoriano, gobierno que está matando por intereses del Fondo Monetario Internacional , también denunciamos, compañeros y compañeras , a esos lacras que chupan la sangre del pueblo ecuatoriano, a esos neoliberales, a esos compañeros que han saqueado al país. JV	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador "compañeros", "compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	"Señores medios de comunicación" sugiere la interpelación a los periodistas representantes de los medios de comunicación para que sean los mediadores del mensaje que se va a entregar por parte del vocero. Se dirige directamente a ellos. Se trata de un mensaje de denuncia y en el que se emite una postura de la organización "condenamos ante el pueblo ecuatoriano, ante los organismos	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	están nuestros hermanos de México", "soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal Ecuatoriana, a la Cruz Roja internacional que puedan participar acá", "hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina (...) Perú". <u>Sentido:</u> El respaldo a la CONAIE es mundial
19	Es por eso que les declaramos a nivel nacional, en pie de lucha compañeros , la resistencia nacional. Compañeros , hemos convocado a todas las organizaciones, a todas las provincias radicalizar con mayor crece cada uno de nuestros territorios, esto no va a quedar así compañeros , esto no va a quedar así, mandaremos a la cárcel a este señor asesino de Lenin Moreno, vamos a mandar a la cárcel carajo, por ser criminal, y con estas palabras compañeros quiero que sigamos en pie de lucha, en pie de resistencia, pero vamos trabajando estratégicamente compañeros , hoy los hermanos de Quito también se están levantando compañeros , se están levantando porque ayer vieron morir a un hermano luchador compañeros y compañeras . Así es que convocamos a ese pueblo valiente aquí de Quito porque juntos vamos a limpiar a este gobierno lacra que se ha entregado al Fondo Monetario Internacional . Así es que compañeros y compañeras estamos juntos y aquí estaremos	"compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización "hermano/s" como forma de interpelar a los miembros de PyN "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador SIMILAR	El uso de los verbos "declaramos", "hemos convocado", "sigamos", "vamos trabajando", "juntos vamos a limpiar" sugiere el anuncio de un mensaje hacia "compañeros" y "hermanos" como actores participantes de la lucha. Al mismo tiempo, el mensaje sugiere transparencia en las acciones que tomará la CONAIE. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCANO	TEGRACION	
20	Eso es nuestra Ecuarrunari, eso es nuestros pueblos y nacionalidades, esa es la lucha desde la Ecuarrunari para todo ecuatoriano, ahora ya no hay únicamente la lucha nuestra, es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos. Una medida económica que viene desde arriba, violando nuestra soberanía, eso se llama, el Fondo Monetario Internacional , alguna vez, alguna vez un medio de comunicación , pasaron ustedes, vieron ustedes ¿Qué consultaron al pueblo para tomar la medida económica? ¿Consultaron, analizaron? CS	"internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	Alusión al papel de los "medios de comunicación" como mediadores de la información "alguna vez un medio de comunicación pasaron, vieron ustedes" PRÓXIMO	Carlos Shucuchunay Presidente ECUARRUNARI CERCANO	TEGRACION	

CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamient os Ágora Casa de la Cultura Ecuatoriana	21	Gracias compañeros, con esto cerramos. Vamos a pedir a los medios de comunicación que se llegue al señor presidente el siguiente mensaje: Nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico, para esta condición necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior y al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador. LI	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión "compañeros" como forma de interpelar a la militancia de la organización SIMILAR	"vamos a pedir a los medios de comunicación" sugiere que cumplen como mediadores de los mensajes públicos de la CONAIE PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
	22	Segundo derogue el decreto 883 y nos sentamos con todo el pueblo a dialogar, si no está en capacidad de aquello váyase a la casa entonces, compañeros y compañeras. Tercero, las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata, no minería en territorios, soluciones al transporte comunitario, políticas al beneficio de los pueblos agrarios de las nacionalidades de los pequeños y grandes productores, no puede ser que los mismos grupos económicos se beneficien, no queremos imposición del Fondo Monetario Internacional, es con usted con quien queremos conversar, pero demuestras quitando el decreto 883, si no, todos a las casas compañeros y compañeras. Quiero proponer lo siguiente para que los medios también cumplan, todos los asambleístas que están con el pueblo tienen que venir acá compañeros y compañeras, y los que no están con el pueblo ecuatoriano también que se vayan a la casa de la	"compañeros" "compañeras" como forma de interpelar a la militancia de la organización "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador "medios" equivalente a "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"para que los medios también cumplan" se refiere a que cumplan con su papel de mediadores de los mensajes de la CONAIE. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
	23	Escuchen compañeros, hay infiltrados de civil, están autorizados compañeros y compañeras detener y seguir trayendo acá compañeros, no pueden seguir provocando, pero inteligencia, sean militares, sean policías deben contener en sus propias comunidades, en sus propias organizaciones, y para finalizar, el gobierno nacional debe responsabilizar por todas las vidas que han perdido nuestros pueblos, nuestras nacionalidades, el pueblo ecuatoriano. LI	"compañero" "compañera" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	"escuchen compañeros" sugiere interpelar a la militancia para hacer llegar un mensaje e incluso dar instrucciones. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
	24	Hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos ayúdenos a plantear un juicio al estado ecuatoriano compañeros y compañeras. Queremos agradecer a las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas, no han ingresado productos a los mercados, pero si queremos compañero presidente, el movimiento indígena de Tungurahua de manera inmediata, necesitamos resolver el tema del agua porque aquí no es la bronca de pueblo contra pueblo, aquí es del pueblo contra los ricos y contra el Gobierno Nacional compañeros y compañeras. Así que resolvemos ese tema para que no nos digan que estamos afectando los derechos humanos, lo que hace el Ecuador, en este caso el Estado, ellos sí han criminalizado nuestros derechos y han acabado con la posibilidad de ser un Estado Plurinacional, viva la lucha compañeros y compañeras.	"compañero" "compañera" como forma de nombrar a la militancia de la organización "queremos" como forma de anunciar una demanda colectiva SIMILAR	"queremos" asociado a "agradecer a las provincias", "resolver el tema del agua" sugiere un anuncio de interés público junto con un acción por parte de la CONAIE. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO

25	Compañeros y compañeras, pedimos que sentemos, tomemos asiento, garanticemos que todos los medios de comunicación que estén tranquilos mientras van llegando los cadáveres resultados de esta masacre que ha hecho el Gobierno Nacional, dejamos claro, no hay policías secuestrados, vinieron de manera voluntaria, la garantía que pedimos es, ya no sigan asesinando, no somos delincuentes, no somos corruptos, no somos nada, solo exigimos un derecho compañeros y compañeras. LI	"compañero" "compañera" como forma de nombrar a la militancia de la organización "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"garanticemos que todos los medios de comunicación que estén tranquilos mientras van llegando los cadáveres" sugiere que los "medios de comunicación" actúan como testigos de lo que la CONAIE quiere difundir. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO	
26	El tema de información (...), les garantizamos, no están secuestrados, ni los policías, ni los medios de comunicación, estamos aquí y luego ya vamos a compartir el almuerzo, la pamba mesa, la sagrada pamba mesa nombrada por los pueblos indígenas. Compañeros, esto ya es una noticia en el mundo, nuestros hermanos migrantes en Estados Unidos y Canadá, en estos momentos están haciendo una marcha en solidaridad con el pueblo del Ecuador, también, compañeros nuestros hermanos de Argentina como acto de solidaridad han hecho una marcha multitudinaria compañeros, nuestro tesoro Gobierno Nacional es el pueblo, no estamos solos, así también están nuestros hermanos de México y así mismo hermanos de México están haciendo un acto de solidaridad por la lucha de los pueblos indígenas del Ecuador. LI	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión "compañeros" como forma de nombrar a la militancia de la organización "hermanos" como forma de interpelar a los miembros de PyN SIMILAR	"ya es una noticia en el mundo" sugiere que el manejo de información ha sido efectivo para difundir las acciones de la CONAIE. "en Estados Unidos y Canadá", "de Argentina", "de México", sugiere que la difusión de la información ha trascendido el ámbito nacional y está en el ámbito internacional. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO	
27	Así también hermanos migrantes, nuestros migrantes también están haciendo un acto de solidaridad, este levantamiento de a poco va teniendo canales de comunicación en el mundo compañeros y compañeras. LI	"hermanos", como forma de interpelar a los miembros de PyN "canales de comunicación" como vías para transmitir los mensajes "compañeros", "compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR SIMILAR	"este levantamiento de a poco va teniendo canales de comunicación en el mundo" sugiere que el mensaje de la CONAIE trascendió el ámbito nacional y está en el ámbito internacional PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO	

28	Llamamos a la unidad del mundo, nuestra madre naturaleza se está agotando por los intereses capitales, ahora están desangrando a nuestra madre tierra en cada territorio en el mundo unámonos, no queremos explotación de la madre tierra, ni queremos explotación de los seres humanos, queremos vivir en armonía de los seres humanos con la madre naturaleza ¿sí o no compañeros? Compañeros, nos informan los compañeros migrantes de Estados Unidos han tomado la sede el Fondo Monetario Internacional, abajo las políticas del neoliberalismo compañeros y compañeras. La dignidad del pueblo, carajo, no se impone, el pueblo es soberano del mundo, el pueblo soberano del Ecuador, nosotros decidimos por la vida de los ecuatorianos, nosotros decidimos por el modelo de desarrollo en el Ecuador, no queremos imposición de ninguna potencia mundial compañeros y compañeras. LI	"queremos" como verbo que anuncia una demanda relativa a una decisión colectiva "compañeros", "compañeras" como forma de nombrar a la militancia de la organización SIMILAR	"llamamos a la unidad del mundo" sugiere transmitir un mensaje más allá del ámbito nacional Ecuador. "no queremos" asociado a "explotación de la madre tierra", "explotación de los seres humanos" y "queremos" asociado a "vivir en armonía de los seres humanos con la madre tierra" sugiere el posicionamiento de un mensaje que trasciende la coyuntura nacional.	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
29	Compañeros, vivan los medios de comunicación independientes. Compañeros, el gobierno quiere poner al pueblo contra nosotros, pero aquí no están solo los indígenas, están: los obreros, los trabajadores, sindicatos, transportistas, amas de casa, estudiantes, profesores, maestros, todos estamos en esta medida de hecho. LI	"compañeros" como forma de nombrar a la militancia de la organización "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"vivan los medios de comunicación independientes" sugiere que existen medios de comunicación dependientes, es decir no libres. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
30	Y el segundo compañero que está aquí, dos compañeros fueron lanzados al vacío y murieron. Segundo, el día de ayer todos, absolutamente todos estamos claro lo que pasó ayer, un grupo de compañeros que estaban manifestando tranquilamente, pero ya no eran ningún problema porque ya todos retornaron acá, se sacaron sus medias, sus zapatos, descansando compañeros, muchos estaban en el parque el arbolito descansando, pero la disposición del ministerio fue mandar con caballos y lo que pasó compañeros y el impacto de una bomba hizo que caiga un compañero y encima pasan los caballos, eso fue lo que pasó con nuestro compañero, eso es la verdad medios de comunicación. LI	"compañeros" como forma de nombrar a la militancia de la organización "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"eso fue lo que pasó con nuestro compañero, eso es la verdad medios de comunicación" sugiere la narración de la CONAIE para restituir la veracidad de los hechos interpelando a los "medios de comunicación" como mediadores de ese relato. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO
31	Compañeros, acá a nuestra izquierda tenemos a una compañera para todos en la lucha que de pronto entendemos en señas también nos ha venido a apoyar en la lucha. Queremos decir compañeros, nosotros aquí no tenemos armas, los medios de comunicación no tienen armas, nuestra única arma es la palabra, por ello le decimos al Gobierno Nacional cualquier cosa es aquí, sin armas compañeros, por ello los medios de comunicación y la policía nacional tienen que mencionar que eso hemos tratado de garantizar para que se desarrolle. LI	"compañero" como forma de nombrar a la militancia de la organización "medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"medios de comunicación no tienen armas, nuestra única arma es la palabra" sugiere que la difusión de la información es una de las estrategias de lucha de la CONAIE PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCANO	TEGRACIO

	32	Compañeros, hemos pedido a los compañeros dirigentes a nivel nacional que por favor comunique y soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal Ecuatoriana, a la Cruz Roja Internacional que puedan participar acá y demostrarle al país y a las Naciones Unidas que estamos en un proceso establecido y que no hay ningún tipo de violencia, pedimos que por favor vengan acá estas instituciones y además de eso también tenemos aquí el representante de un poder del Estado del Consejo de Participación Ciudadana, no va a dar la palabra, pero va a ser la garantía compañeros y compañeras para que aquí el pueblo ecuatoriano sea testigo de que no ha habido ningún secuestro solo estamos pidiendo un acuerdo en concreto y ese acuerdo el gobierno nacional debe responder o sino deje ese espacio. LI	"compañero" como forma de nombrar a la militancia de la organización "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador SIMILAR	"comunique" y soliciten a las Naciones Unidas, a la Conferencia Episcopal, a la Cruz Roja "Internacional" sugiere la difusión de la información hacia afuera para representar la veracidad de los hechos de la CONAIE PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC	CERCANO	TEGRACION	
	33	(...) También recordemos a los compañeros de San Roque, todos ustedes han visto el video de los compañeros de San Roque, los chicos que cayeron del puente cuando la policía los acorraló. Por todos esos muertos que el discurso oficial ha querido pelear compañeros, vamos a sostenernos aquí y volvemos a llamar al Gobierno Nacional, que si quiere dialogar, dialoguemos compañeros, quiero recordarles también que en estos días a nivel internacional hemos recibido solidaridad del pueblo Mapuche en Argentina, de Bolivia, de Colombia, de Perú, acuérdense compañeros lo que éramos hace años el Movimiento Indígena Ecuatoriano fue referente en Latinoamérica para decirle no al ALCA, no al PVC, lo que estamos haciendo ahorita compañeros es un momento histórico para decirles no a las políticas del Fondo Monetario Internacional, que solo vienen a entregarnos un montón de plata, a endeudarnos a ustedes, a mis hijos y a los hijos de mis hijos, esa es la agenda que nosotros estamos combatiendo en	"compañero" como forma de nombrar a la militancia de la organización "internacional" como fuera del ámbito de la nación Ecuador SIMILAR	"a nivel internacional hemos recibido solidaridad", "Argentina", "Bolivia", "Colombia", "Perú", "referente para Latinoamérica" sugiere la dimensión internacional en la transmisión de la información. PRÓXIMO	Dirigente mujer CONAIE	CERCANO	TEGRACION	
CONAIE H2DoC12 13 de octubre 2019 Comunicado Desmentido	34	COMUNICADO La Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador, CONAIE, desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas de ciertos dirigentes y medios de comunicación quienes señalan que existe un grupo denominado "Mariátegui" al interior del movimiento indígena que fue el incitador a la violencia.	"medios de comunicación" referente a radio, prensa y televisión SIMILAR	"medios de comunicación" asociado a "afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas" sugiere que el manejo de la información está en juego. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno	CERCANO	TEGRACION	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Y REORDENAMIENTO SUSTITUCIÓN Se representa a los "medios de comunicación" con una forma de personalización mediante un proceso lingüístico de especificación lo que le da una dimensión de actor activo, sobre todo en la materialización de la difusión de mensajes que en este caso son calificados de "afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas" Sentido: Los medios de comunicación son un agente en la construcción de la realidad
	35	La CONAIE aclara de manera categórica que el compañero Dimitri Madrid, Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador, es una persona de intachable ética y de una impecable trayectoria profesional, el cual ha colaborado con el movimiento indígena por muchos años, siendo un aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe y en el fortalecimiento de la comunicación comunitaria de nuestras bases de la Sierra y Amazonia ecuatoriana. Desde la CONAIE tomaremos las acciones pertinentes sobre estas declaraciones y afirmamos nuestro respaldo y gratitud al accionar de universidades y catedráticos, quienes, con conciencia crítica	"compañero" como forma de nombrar a la militancia de la organización "comunicación" como práctica social SIMILAR	Utilización de los términos "aclara", "tomaremos las acciones pertinentes sobre estas declaraciones" sugiere el anuncio de un mensaje que busca restablecer una versión de la realidad que ha sido alterada. En este caso, por "ciertos dirigentes y medios de comunicación" PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno	CERCANO	TEGRACION	REORDENAMIENTO CONAIE es un agente activo en el manejo de la información. En este caso demuestra su capacidad en restablecer la veracidad de ciertas representaciones de la realidad. En primer lugar "desmiente afirmaciones maliciosas, malintencionadas y divisionistas" y luego "aclara de manera categórica" Sentido: CONAIE tiene la capacidad de rectificar la representación de la realidad construida por otros actores. USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de autorización para restablecer la realidad sobre afirmaciones que hubieran circulado a través de los medios de comunicación. En ese sentido, se apela al prestigio académico para dotar al mensaje de veracidad y se nombra al "compañero Dimitri Madrid" haciendo referencia a su cargo "Decano de la Facultad de Comunicación Social de la Universidad Central del Ecuador" y a sus cualidades "persona de intachable ética y de impecable trayectoria profesional", "aporte fundamental en la educación intercultural bilingüe" Sentido: La militancia de la CONAIE es prestigiosa y confiable

CONAIE H2 MC3- ANALISIS CUALITATIVO								
DOCUMENTO FUENTE		SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DERECHOS-TERRITORIO/TERRITORIAL-ECONOMÍA/ECONÓMICO-PAÍS- DEFENDA/DEFENDER-	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO /CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
		TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DEFENSA DE LOS DERECHOS	DETERMINAR QUE RELACIÖN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :CONAIE, PUEBLO, PUEBLOS Y NACIONALIDADES, GOBIERNO,	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA DEFENSA DE LOS DERECHOS
CONAIE H2Doc 1 07 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	1	Compañeros de los medios de comunicación, saludar a todos esos medios que nos han acompañado en el proceso de resistencia. También saludar a los medios que han tratado de minimizar al movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos .	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"derechos" asociado a "movimiento indígena" y "sectores sociales" sugiere derechos de los PyN y derechos de los sectores sociales y populares PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita los roles de cada uno de los actores en función de su representación activa o pasiva en el discurso. El vocero CONAIE que también se denomina como "movimiento indígena"o "pueblos y nacionalidades" se representa como el agente activo del discurso y el que protagoniza la defensa de los derechos. Aquello se expresa en: "movimiento indígena y a los sectores sociales que luchan por sus derechos", "una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "La CONAIE nos hemos declarado en la movilización indefinida", "nuestros pueblos y nacionalidades están movilizándose" "el movimiento indígena nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando", "el movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional", "nosotros declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano", "defendimos la patria", "nuestra lucha es en defensa de (...) derechos colectivos" <u>Sentido:</u> la CONAIE es el líder de la defensa por los derechos	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se busca poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. En este caso la CONAIE se representa como el actor que lucha por causas justas, no solo a favor de los PyN sino en beneficio de todo el pueblo ecuatoriano. Se recurre a la figura de evaluación que asigna valoraciones positivas de "nosotros" y negativas de "ellos". Aquella está expresado en la representación positiva de la CONAIE o "movimiento indígena" o "pueblos y nacionalidades" que representan valores positivos como "una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano", "movimiento que ha venido luchando historicamente por los grandes intereses del país", "el movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional", "somos pueblos historicamente guerreros quienes nos hemos liberado". Se describe en cambio a las acciones de los opositores como negativas con expresiones como "han tratado de minimizar al movimiento indígena", "medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos", "los atropellos de los derechos colectivos". <u>Sentido:</u> La CONAIE lucha por la defensa de los derechos de todos los ecuatorianos
	2	Queremos este momento ratificar nuestra lucha, nuestra resistencia de los pueblos y nacionalidades del Ecuador. Una lucha conjunta con los sectores sociales, una lucha en defensa de los grandes intereses del pueblo ecuatoriano.	"en defensa de" como postura y compromiso político SIMILAR	"defensa" asociado a "grandes intereses del pueblo ecuatoriano" sugiere la postura y compromiso político de la CONAIE	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O			
	3	La CONAIE nos hemos declarado en la movilización indefinida en todo el territorio del Ecuador. En este momento nuestros pueblos y nacionalidades están movilizándose, avanzando a la ciudad de Quito para poder exigir y rechazar estas medidas económicas que atropellan los bolsillos de todos los ecuatorianos.	"territorio" como lugar geográfico y también simbólico que corresponde a la nación Ecuador "económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"todo el territorio del Ecuador" sugiere el ámbito geográfico de influencia de la CONAIE así como el reconocimiento o de la nación Ecuador "medidas económicas" referente a las decisiones en materia de economía del gobierno en la gestión de todo el Estado PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN		
	4	El movimiento indígena nos caracterizamos como un movimiento que ha venido luchando históricamente por los grandes intereses del país .	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR	"grandes intereses del país" y "luchando" refiere a la defensa de los derechos de la mayoría de los habitantes de la nación Ecuador PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O			
		5	El movimiento indígena es el verdadero proponente de construir un estado plurinacional. Así es que queremos rechazar los atropellos de los derechos colectivos de nuestros territorios . Rechazamos las versiones del señor ministro de defensa y de la señora ministra de gobierno.	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos "territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"derechos colectivos" asociado a "nuestros territorios" sugiere que se trata de los derechos de y los territorios de los PyN específicamente y que está amparados en instrumentos legales específicos. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN	

6	Nos han calificado de delincuentes, de terroristas, de zánganos. Los zánganos han sido los que han explotado, los que saquearon al país . El señor ministro Jarrín declara guerra contra el pueblo, que declare guerra contra los corruptos, que declare guerra contra la delincuencia que tanto, cada día, vive nuestro país . No una guerra contra el pueblo. Nosotros declaramos guerra por la defensa de los derechos del pueblo ecuatoriano y exigimos al gobierno ecuatoriano, d si verdad quiere luchar, que luche por la corrupción, y que mande a la cárcel a todos esos corruptos que hoy están felices en otros países , y no contra un pueblo que lucha. Pero hemos dicho claramente que si tenemos que ir a la cárcel, iremos, con frente en alto, con dignidad.	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes "defensa de" como postura y compromiso político "derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"defensa por los derechos del pueblo ecuatoriano" sugiere derechos en su sentido amplio (lucha del pueblo). Uso de la metáfora de "la guerra" declarada por el ministro de defensa que se utiliza como sinónimo de "lucha" y también de "defensa" PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN	
7	Somos pueblos históricamente guerreros quienes nos hemos liberado. Todos estos procesos, los shuares, los achuar, somos los guerreros, los Anutam, los Iwias quienes defendimos la patria. No es posible que un gobierno neoliberal venda la sangre de nuestro pueblo y es por eso, nos declaramos en la verdadera unidad del pueblo ecuatoriano.	"defendimos" como postura y compromiso político. SIMILAR	"defendimos la patria" asociado a "somos los guerreros, los Anutam, los Iwias" refiere a grupos específicos de las FFAA del Ecuador compuestos por miembros de los PyN específicamente. Se asocia la defensa de la nación por parte de PyN. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN	
8	Y termino diciendo, gracias a los hermanos y hermanas quiteños y quiteñas quienes nos han abierto, nos han solidarizado y nos esperan con brazos abiertos y estaremos llegando más de 20000 indígenas aquí en la ciudad de Quito, para exigir al gobierno nacional que se derogue el decreto 883. Y también decirlos, más allá del decreto, nuestra lucha es en defensa de nuestros territorios , en defensa del agua, en defensa de la justicia indígena, en defensa de educación, en defensa de salud intercultural, en defensa de la biodiversidad, en defensa de los derechos colectivos. Viva la Patria!	"en defensa de" como postura y compromiso político SIMILAR	"en defensa" asociado a "nuestros territorios", "del agua", "de la justicia indígena", "de educación", "de salud intercultural", "de la biodiversidad", "de los derechos colectivos" sugiere la reivindicación específica sobre los derechos de PyN. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O	INTEGRACIÓN	
16	A la opinión pública y al Pueblo Ecuatoriano Nosotros, Pueblos y Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana, unidos en esta hora dolorosa para el país y para nuestras familias, en uso de nuestra autodeterminación y en defensa de nuestra vida y la de nuestros territorios , nos hemos declarado en movilización permanente y decretado el Estado de alerta frente a la violenta arremetida tanto de la política económica , que violenta nuestros derechos económicos y sociales fundamentales; como de la represión policial y militar que está aplicando el actual Gobierno Nacional en nuestros territorios y en el resto del territorio nacional. Rechazamos las medidas económicas , denominadas el "paquetazo", y demandamos la reversión íntegra de la carta de intención suscrita con el Fondo Monetario Internacional; cuyo contenido no se ha hecho de	"defensa" como postura y compromiso político. "territorios" como lugar geográfico y también simbólico "derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos "económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"nosotros pueblos y nacionalidades indígenas" asociado a "en defensa de", "nuestros territorios" sugiere que se está refiriendo a los derechos de los PyN. "el resto de territorio nacional" marca la diferenciación con "nuestros territorios". Se trata de concepciones geográficas y políticas distintas del espacio. "medidas económicas"	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita el rol de los actores representándolos de forma activa o pasiva. El vocero "CONAIE" o "movimiento indígena" se representa como el agente activo en defensa de los derechos. Es el que toma la iniciativa para denunciar, rechazar, y formular demandas relacionadas con la defensa de los derechos, tanto de los PyN como del pueblo ecuatoriano en general. No obstante, la mayor parte de su discurso se relaciona con la defensa de los "territorios indígenas" como una temática de la defensa de derechos específica que tiene que ver con la autodeterminación de los PyN y la propiedad colectiva de los territorios. También se relaciona con otro tipo de "derechos" afectados en relación con las "medidas económicas" adoptadas por el gobierno, es decir la situación coyuntural en curso. La acción de la CONAIE está presente en expresiones tales: "en uso de nuestra autodeterminación y en defensa de nuestra vida y de nuestros

17	Rechazamos que nuestros territorios de vida, reconocidos en la Constitución, sean declarados por el Ejecutivo sin nuestro consentimiento, ni Consulta Previa como bloques petroleros, concesiones mineras o hidroeléctricas. Nuestros territorios y derechos están permanentemente amenazados por la codicia, la destrucción y explotación de recursos naturales de parte del Estado, estando muchos de nuestros pueblos en riesgo de exterminio por condiciones demográficas, socioeconómicas, y por la falta de formalización de nuestra propiedad colectiva. Rechazamos estado de Excepción declarado por el Ejecutivo y avalado de manera funcional por la Corte Constitucional y denunciamos las graves violaciones de derechos humanos que hemos sufrido en nuestras comunidades y territorios por parte del Estado, que incluyen entre otras, uso excesivo	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico "derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"nuestros territorios y derechos" asociado a "nuestros pueblos en riesgo de exterminio" sugiere que se refiere a los "territorios" y "derechos" de los PyN. La defensa de los derechos en esta parte concierne demandas históricas del movimiento indígena en específico. "derechos humanos" como una categoría del derecho que vela por la	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN	de nuestra vida y de nuestros territorios, nos hemos declarado en movilización permanente", "rechazamos las medidas económicas", "demandamos la reversión íntegra de la carta de intención suscrita con el Fondo Monetario Internacional", "rechazamos que en nuestros territorios (...)concesiones mineras o hidroeléctricas", "rechazamos estado de excepción declarado por el ejecutivo", "rechazamos las infundadas e inconvenientes declaraciones del Ministro de Defensa Oswaldo Jarrín señalando que en nuestro país no existen territorios indígenas". <u>Sentido:</u> La CONAIE lidera la defensa de los derechos	Constitución sean declarados por el ejecutivo, sin nuestro consentimiento ni consulta previa como bloques petroleros, concesiones mineras o hidroeléctricas", "las graves violaciones de derechos humanos que hemos sufrido en nuestras comunidades y territorios por parte del Estado", "uso excesivo del afuerza, violaciones contra la integridad física, contra el debido proceso, tortura y malos tratos", "sin reconocer que los territorios indígenas son parte fundamental del Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008", "acciones represivas y posturas del actual gobierno marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos", "el estado sigue promoviendo la explotación de recursos no renovables", "las medidas adoptadas se concentran en la flexibilización de derechos laborales y el incremento de beneficios para las grandes empresas nacionales y transnacionales que fomentan la concentración de riqueza, la exclusión y marginalización de nuestras comunidades", "favorecer la militarización de nuestros territorios, impedir nuestro derecho a la protesta y a la resistencia", "pretende imponer sobre nuestros territorios desconociendo la constitución y mediante la amenaza y la coerción", "práctica recurrente de abuso del derecho penal", "favorecen el encubrimiento de vulneraciones a los derechos colectivos y de la naturaleza", "no se ha garantizado la Consulta Previa Libre e Informada", "ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social (...) de posesión ancestral", "incumplimiento del Art 57 de la Constitución de la República, referido a la Consulta Previa, Libre e Informada", "reciente informe realizado por la relatora Especial de Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas sobre la situación de nuestros derechos en el país donde se evidencia graves violaciones Sentido: El Estado y el gobierno no cumplen con la ley, son contraventores
18	Rechazamos las infundadas e inconvenientes declaraciones del Ministro de Defensa Oswaldo Jarrín señalando que en nuestro país no existen territorios indígenas, lo que busca facilitar la militarización del territorio nacional y el exceso en el uso de su presencia, sin reconocer que los territorios indígenas son parte fundamental del Estado Plurinacional que rige en Ecuador desde 2008. Las Declaraciones de Jarrín ratifican que las políticas, acciones represivas y posturas del actual gobierno están marcadas por criterios de discriminación, desconocimiento de nuestra autodeterminación y del alcance de los derechos colectivos.	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos "país" referente a la nación Ecuador "territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"derechos humanos" como una categoría del derecho que vela por la garantía de la integridad y dignidad de los seres humanos. Son derechos inalienables. Asociado a "organizaciones nacionales e internacionales" sugiere que se pretende interpelar a actores garantes dentro y fuera de la nación Ecuador. "nuestro país" referente a la nación Ecuador de la	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN		
19	Respecto al paquetazo del Gobierno Nacional, afirmamos que: Las medidas económicas impuestas por el ejecutivo nada tienen que ver con un compromiso ante el Cambio Climático, dado que el estado sigue promoviendo la explotación de recursos no renovables y los megaproyectos energéticos como la base de su matriz económica y en cumplimiento de los acuerdos comerciales con terceros países. La economía basada en la explotación de recursos no renovables como petróleo y minería es la raíz del problema que enfrentamos hoy.	"económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"medidas económicas impuestas por el ejecutivo" sugiere un abuso de poder. "explotación de recursos no renovables" asociado a "base de su matriz económica" sugiere una valoración negativa así como "la economía basada en la explotación de recursos no renovables" PRÓXIMO	CONAIE CONFENIAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc 2 07 de octubre 2019 Comunicado Declaratoria Agenda de Lucha	21	Esta medida por sí sola no cambiará la matriz energética, y en nuestro caso solo contribuirá a encarecer el costo de la vida como ya está sucediendo en estos momentos en nuestro angustiado país. Se debería quitar los beneficios económicos y subsidios que benefician las empresas petroleras, pero eliminar el subsidio al precio del combustible provoca impactos graves en la población más vulnerables. Las medidas adoptadas se concentran en la flexibilización de derechos laborales y el incremento de beneficios para las grandes empresas nacionales y transnacionales que fomentan concentración de la riqueza, la exclusión y marginalización de nuestras comunidades.	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes "económicos" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"nuestro angustiado país" sugiere un malestar de los habitantes del Ecuador en su mayoría, asociado a "contribuirá a encarecer el costo de la vida" como derecho afectado. "derechos laborales" como categoría específica que concierne la organización y las garantías y responsabilidad de los trabajadores.	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN
	22	Respecto de la situación estructural de violación de derechos denunciamos que: El decreto 884 que declara estado de excepción y que ha sido avalado por la corte no contiene hechos que constituyan una grave conmoción interna que no pueda ser superada a través del régimen constitucional ordinario (art.121.2 y art. 121.3) y, por tanto, es contrario a la Constitución de la República, siendo su único fin favorecer la militarización de nuestros territorios , impedir nuestro derecho a la protesta y la resistencia e imponer las medidas adoptadas ante el FMI	"derechos" como libertades y garantías de los individuos o colectivos SIMILAR	"Respecto de la situación estructural de violación de derechos denunciamos que" sugiere existe un abuso de poder. "su único fin favorecer la militarización de nuestros territorios, impedir nuestro derecho a la protesta y resistencia" sugiere la materialización del abuso de poder.	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN
	23	La decisión gubernamental de ampliar fronteras extractivas se pretende imponer sobre nuestros territorios desconociendo la constitución y mediante la amenaza y la coerción. Hasta la fecha la ampliación de fronteras petroleras y mineras en los territorios indígenas no deja saldos positivos ni en lo ambiental ni en lo económico , las concesiones de minería a gran escala en las provincias de Napo y Morona Santiago, el inicio de la fase de explotación minera en la Cordillera del Cóndor y las concesiones mineras otorgadas en el territorio A'í Cofán de Sinangoe en Sucumbios amenazan gravemente nuestros territorios y nuestras formas de vida.	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"nuestros territorios", "territorio A'í Cofán", "los territorios indígenas" sugiere que se está refiriendo a los territorios de los PyN. PRÓXIMO	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN
	24	El ejecutivo y las empresas mantienen la estrategia de criminalizar dirigentes y comunidades, existe una práctica recurrente de abuso del derecho penal para intentar silenciar nuestros procesos de exigibilidad y denuncia. Entidades como el Ministerio de Ambiente, lejos de cumplir con su mandato favorecen el encubrimiento de vulneraciones a los derechos colectivos y de la naturaleza y generan escenarios favorables para el desarrollo de actividades extractivas. No se ha garantizado la Consulta Previa, Libre e Informada. Ni tampoco nuestro derecho a conservar y desarrollar nuestras propias formas de convivencia y organización social, y de generación y ejercicio de la autoridad, en nuestros territorios legalmente reconocidos y tierras comunitarias de posesión ancestral.	"el derecho" como conjunto de normas que imponen deberes y garantizan derechos. "derechos" como libertades y garantías de los individuos o colectivos "territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"derecho penal" como área del derecho que norma las capacidades punitivas (contrarias a la que garantiza el ejercicio de los derechos). "derechos colectivos y de la naturaleza" como una categoría del derecho que garantiza la integridad de los sujetos colectivos como los PyN y la naturaleza como sujeto de derecho	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN

25	La inmediata liberación de todos los compañeros y compañeras detenidas en el marco de las movilizaciones; Suspensión de la aplicación de las medidas económicas neoliberales impuestas por el Fondo Monetario Internacional, porque golpean fuertemente el costo de vida de las y los ecuatorianos en condiciones más vulnerables, y la reversión de la carta de intención con dicho fondo firmada de manera inconsulta y en violación al derecho al acceso a la información pública;	"económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"medidas económicas neoliberales impuestas por el Fondo Monetario Internacional" asociado a "suspensión de la aplicación" sugiere que se trata de una demanda frente a un hecho que afecta a los derechos. "violación al derecho al acceso a información pública" sugiere un abuso de poder. PRÓXIMO	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN	
26	La cancelación de las concesiones petroleras, mineras, hidroeléctricas, maderas en territorios indígenas por incumplimiento del Art. 57 de la Constitución de la República, referido la Consulta Previa, Libre e Informada;	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"territorios indígenas" asociado a "cancelación de las concesiones petroleras, mineras, hidroeléctricas, maderas" sugiere a defender el derecho de autodeterminación en los territorios indígenas PRÓXIMO	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN	
29	Que se respete la declaración de los Pueblos y comunidades, en uso de nuestra autodeterminación, que nuestros territorios son libres de actividades extractivas. Que se adopte integralmente las recomendaciones del reciente informe realizado por la Relatora Especial de las Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas sobre la situación de nuestros derechos en el país donde se evidencia graves violaciones.	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico "derechos" como libertades y garantías de los individuos o colectivos "país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR	"nuestros territorios" sugiere que se trata de los territorios de los PyN y que en respecto a sus derechos amparados en instrumentos legales deben ser "libres de actividades extractivas" "nuestros derechos en el país" sugiere que se trata de los derechos de PyN. Asociado a "Relatora Especial de las Naciones Unidas para los Pueblos Indígenas"	CONAIE CONFEN IAE (Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonia Ecuatoriana) CERCAN O	INTEGRACIÓN	
30	Llamamos a los sectores sociales y ciudadanía a unirse en esta lucha por los derechos de todo el pueblo ecuatoriano y no asumir información que busca provocar el caos.	"derechos" como libertades y garantías de los individuos o colectivos SIMILAR	"derechos de todo el pueblo ecuatoriano" sugiere que la defensa de los derechos concierne a los sectores sociales y populares PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita el rol de los actores representándolos de forma activa o pasiva. El vocero "CONAIE" o "movimiento indígena" se representa como el agente activo en defensa de los derechos. Es el que toma la iniciativa y convoca. Aquello se expresa en "llamamos a los sectores sociales y ciudadanía a unirse a esta lucha por los derechos", "La USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN JUSTIFICACIÓN Se pretende desequilibrar el ejercicio del poder a partir del cuestionamiento de la veracidad de las acciones del sector opositor. Se recurre a la figura de racionalización que describen las acciones del gobierno como premisas para emitir conclusiones morales sobre el y rechazar su

CONAIE H2Doc 4 08 de octubre 2019 Comunicado Lenin Moreno instaura un régimen de terror	31	La Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, ante la expedición del Decreto 888 que dispone el Toque de queda, restricción de movilidad y tránsito, desde las 20:00 hasta 05:00 en áreas estratégicas e instituciones públicas, expresa lo siguiente: El Gobierno Nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debilidad, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder frente a la movilización social y el acumulado de acciones de resistencia vigentes desde el Movimiento Indígena en todo el territorio nacional, que, a su vez, se traduce en el abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente Lenin Moreno. Denunciamos la dimensión de esta medida, al puro estilo de una dictadura militar, alertamos a los organismos nacionales e internacionales de derechos humanos lo que esto pueda provocar.	"territorio" como lugar geográfico y también simbólico que corresponde a la nación Ecuador "derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos	"acciones de resistencia vigentes desde el movimiento indígena en todo el territorio nacional" indica el ámbito geográfico de influencia de la CONAIE "derechos humanos" como una categoría del derecho que vela por la garantía de la integridad y dignidad de los seres humanos. Son derechos inalienables. Asociado a	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN	Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador (...) expresa lo siguiente", "Denunciamos la dimensión de esta medida", "La CONAIE ratifica la permanencia de la movilización (...) territorios", "nuestras bases están organizadas". Por otra parte el "gobierno nacional" es descrito como pasivo, subordinado en sus acciones "El gobierno nacional lo único que demuestra con estas acciones es su debilidad, su debilidad y la incapacidad", "se traduce en el abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente Lenin Moreno". Sentido: La CONAIE gana terreno en la defensa de los derechos y el gobierno pierde terreno.	lugar. Aquello está expresado en "ante la expedición del Decreto 888 que dispone el toque de queda (...)". "el gobierno nacional, lo único que demuestra con estas acciones es su debilidad, debilidad y la incapacidad de las autoridades para responder frente a la movilización social", "a su vez, se traduce en el abandono del Palacio de Carondelet por parte del presidente Lenin Moreno". Frente a aquello, la CONAIE responde, en procura de la preservación del orden social con las expresiones: "denunciamos la dimensión de esta medida (...) lo que esto pueda provocar", "la CONAIE ratifica la permanencia de la movilización nacional (...) de los territorios". <u>Sentido:</u> La CONAIE no cede frente a las medidas amenazantes del gobierno
	32	La Conaie ratifica la permanencia de la movilización nacional contra las medidas económicas , el rechazo al extractivismo y la defensa de los territorios , nuestras bases están organizadas y con la agenda de lucha clara, la concentración en Quito constituye una medida de presión de una parte de nuestra estructura ya que las acciones locales y provinciales se mantienen a la espera de nuevas estrategias de lucha.	"económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado "territorio" como lugar geográfico y también simbólico que corresponde a la nación Ecuador SIMILAR	"contra las medidas económicas" asociado a "la CONAIE ratifica la permanencia de la movilización nacional" sugiere que es un objetivo central de la defensa de los derechos. "la defensa de los territorios" asociado a "rechazo del extractivismo" sugiere que se se refieren a los territorios de los PyN a menudo afectados por	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN		
CONAIE H2Doc 5 09 de octubre 2019 Rueda de prensa Movimiento Indígena de la Costa	9	Los pueblos y nacionalidades son auténticos, quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles. Entonces decirle a la alcaldesa Cynthia Viteri, que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la República en nuestro país . El indígena utilizado como carne de cañón en los procesos democráticos.	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR	"país" asociado a la "construcción de la República" sugiere el reconocimiento de la nación Ecuador y la pertenencia de los PyN a esa estructura política y territorial PRÓXIMO	Dirigente Movimien to Indígena de la Costa (CONAIE) CERCAN O	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se representa a los "pueblos y nacionalidades" bajo la figura de personalización por generalización utilizando el recurso del singular para mostrar su papel central en el discurso como agente activo y que por tanto reviste autoridad para tener una voz de defensa de los derechos. Aquello en respuesta de las afirmaciones de la alcaldesa de Guayaquil que deslegitimó las reivindicaciones de los PyN y los tildó como foráneos a la ciudad de Guayaquil. Lo que genera la respuesta "quienes estaban antes inclusive de la llegada de los españoles", "Cynthia Viteri que por favor tiene que un poco revisar los procesos históricos y cómo se ha dado la construcción de la república en nuestro país". La expresión "en nuestro país" refuerza la reivindicación de pertenencia, <u>Sentido:</u> PyN indígenas son parte de la república del Ecuador	
	10	Por otro lado, ¿cuál es nuestra nuestra lucha? Son las medidas económicas . Nosotros queremos la derogatoria de las medidas económicas . La derogatoria del Decreto 883.	"económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"medidas económicas" asociado a "nuestra lucha" y "derogatoria" sugiere el objeto de la defensa de los derechos PRÓXIMO	Dirigente Movimien to Indígena de la Costa (CONAIE) CERCAN O	INTEGRACIÓN		

CONAIE H2Doc 6 10 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano	11	Como todo gobierno débil y deslegitimado, la única respuesta que ha dado Lenin Moreno es la violencia y la represión. Sin ningún resquicio de respeto a las normas más básicas de respeto a los derechos humanos, ha tratado al pueblo como un enemigo. No ha respetado zonas de resguardo humanitario, lanzando bombas lacrimógenas donde están nuestros niños y mayores.	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"derechos humanos" como una categoría del derecho que vela por la garantía de la integridad y dignidad de los seres humanos. Son derechos inalienables. Asociado a "la única respuesta que ha dado Lenin Moreno es la violencia y represión", "sin ningún resquicio de respeto a las normas más básicas de respeto" sugiere la afectación a			USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se representa al "gobierno" bajo la figura de personalización por generalización utilizando el singular con pronombre indefinido "todo gobierno débil y deslegitimado" y así establecer una comparación y mostrar un patrón de comportamiento. También se lo nombra con el pronombre demostrativo "este gobierno" para representarlo específicamente bajo el proceso lingüístico de individualización y de esa manera señalarlo de forma precisa. <u>Sentido:</u> el gobierno protagoniza la afectación de los derechos que son necesarios defender.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se busca poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. En este caso la CONAIE representa al gobierno como el autor de la afectación de los derechos que son necesarios defender. Aquello se expresa en "la única respuesta que ha dado Lenin Moreno es la violencia y la represión", "ha tratado al pueblo como a un enemigo", "no ha respetado zonas de resguardo humanitario", "masacró a hermanos, nuestros caídos con balas en el cuerpo, impactos de bombas, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente", "una represión tan atroz y violencia sobre el pueblo" <u>Sentido:</u> el gobierno es asesino
	12	Y masacró a hermanos nuestros caídos con balas en el cuerpo, impactos de bombas, atropellados por caballos, golpeados e incluso lanzados al vacío desde un puente. Lo que se vive en este país no tiene nombre, no hay memoria en la historia reciente de una represión tan atroz y violenta sobre el pueblo que reclama sus derechos . Quiénes sostendrán a este gobierno para que se sienta en capacidad de lanzarse una guerra contra el pueblo: los mismos que lo resguardaron en Guayaquil.	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"derechos" asociado a "pueblo que reclama" sugiere una reivindicación por la defensa de los derechos PRÓXIMO				
	33	Esto quiere decir que el Fondo Monetario Internacional está asesinando al pueblo ecuatoriano compañeros y compañeras. En nuestros territorios hemos dicho con claridad, no a la minería, no hay petróleo, queremos paz y libertad en nuestros territorios compañeros y compañeras. Denunciamos al pueblo y al mundo, Ecuavisa no está transmitiendo... sí está transmitiendo dice. JV	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"nuestros territorios" asociado a "no a la minería, no al petróleo" sugiere que se trata de los territorios de PyN. PRÓXIMO	Jaime Vargas Presidente de la CONAIE CERCAN O			
	35	Sí somos de la paja y desde la paja damos de comer, porque trabajamos noche y día para dar de comer a las personas ecuatorianas. Eso es nuestra Ecuavisa, eso es nuestros pueblos y nacionalidades, esa es la lucha desde la Ecuavisa para todo ecuatoriano, ahora ya no hay únicamente la lucha nuestra, es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano, porque se encuentra afectada por una medida económica dirigida para pocos ciudadanos y ciudadanas ecuatorianos. Una medida económica que viene desde arriba, violando nuestra soberanía, eso se llama, el Fondo Monetario Internacional, alguna vez, alguna vez un medio de comunicación, pasaron ustedes, vieron ustedes ¿Qué consultaron al pueblo para tomar la medida económica ? ¿Consultaron, analizaron? CS	"económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado SIMILAR	"medidas económicas" asociado a "es la lucha de todo el pueblo ecuatoriano" hace referencia a la defensa de los derechos de todos los ecuatorianos liderada por la CONAIE PRÓXIMO	Carlos Shucuchunay Presidente ECUARUNARI CERCAN O			

CONAIE H2Doc 9 10 de octubre 2019 Pronunciamiento s Agora Casa de la Cultura Ecuatoriana	36	Vamos a pedir a los medios de comunicación que se llegue al señor presidente el siguiente mensaje: Nosotros estamos aquí pidiendo que baje el paquetazo económico, para esta condición necesitamos que el gobierno nacional debe hacer renunciar a la ministra del interior y al ministro de defensa, aplicaron la violencia en el Ecuador. Segundo derogue el decreto 883 y nos sentamos con todo el pueblo a dialogar, si no está en capacidad de aquello váyase a la casa entonces, compañeros y compañeras. Tercero, las demandas que fueron presentadas hace dos años, debe cumplir de manera inmediata, no minería en territorios, soluciones al transporte comunitario, políticas al beneficio de los pueblos agrarios de las nacionalidades de los pequeños y grandes productores, no puede ser que los mismos grupos económicos se beneficien, no queremos imposición del Fondo Monetario Internacional, es con usted con	"económico" referente a la gestión financiera y productiva del Estado "territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR	"paquetazo económico" se refiere a las medidas tomadas por el gobierno en materia económica y que afectan a los derechos de la gran mayoría del pueblo ecuatoriano. Apelativo que resume las medidas frente a las cual se protesta. PRÓXIMO	Leonidas Iza Presidente del MICC CERCAN O	
	37	Hemos pedido a la Defensoría del Pueblo, a instituciones de derechos humanos ayúdenos a plantear un juicio al estado ecuatoriano compañeros y compañeras. Queremos agradecer a las provincias que en el territorio están manteniendo la medida de hecho, han tomado las gobernaciones, están manteniendo las vías cerradas, no han ingresado productos a los mercados, pero sí queremos compañero presidente, el movimiento indígena de Tungurahua de manera inmediata, necesitamos resolver el tema del agua porque aquí no es la bronca de pueblo contra pueblo, LI	"derechos" como libertades y garantías de los individuos o colectivos "territorio" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR		Leonidas Iza Presidente del MICC CERCAN O	
	38	Lo que ha puesto es rebeldía, lo que ha puesto es lucha, de aquí no nos vamos si no tenemos respuestas compañeras y compañeros. Les pedimos compañeros y compañeras tengamos confianza en los dirigentes, no dejemos generar chisme, eso nos daña, volvemos todo desorden y lo que quiere es eso el gobierno, por favor, en este momento nos comunican que ya están en camino los cadáveres, vamos a recibir aquí a nuestros héroes compañeros y cada lagrima derramada, que cada lagrima derramada en el suelo, aquí en el territorio del pueblo Kitukara sea una semilla que germine en cada corazón de cada pueblo, de cada nacionalidad y que sostengamos la lucha en cada territorio, nuestras lágrimas, nuestro cansancio, nuestra voz, no puede quedar compañeros y compañeras sin la posibilidad de que haya una solución. LI	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR		Leonidas Iza Presidente del MICC CERCAN O	
	39	Así también hermanos migrantes, nuestros migrantes también están haciendo un acto de solidaridad, este levantamiento de a poco va teniendo canales de comunicación en el mundo compañeros y compañeras. Llamamos a la unidad del mundo, nuestra madre naturaleza se está agotando por los intereses capitales, ahora están desangrando a nuestra madre tierra en cada territorio en el mundo unámonos, no queremos explotación de la madre tierra, ni queremos explotación de los seres humanos, queremos vivir en armonía de los seres humanos con la madre naturaleza ¿sí o no compañeros? LI	"territorios" como lugar geográfico y también simbólico SIMILAR		Leonidas Iza Presidente del MICC CERCAN O	

ANEXOS

	40	Así que compañeros si quiere paz, nosotros hemos ofrecido paz ¿quiere paz? Derogue las medidas económicas y aquí con los 27 medios sentamos y dialogamos de manera pública para el Ecuador y para el mundo. Y además de eso compañeros y compañeras, aquí planificamos los ecuatorianos cómo queremos el desarrollo de este país , no aceptamos imposiciones del Fondo Monetario Internacional carajo somos un pueblo con dignidad y así mismo les decimos, acá deben venir al pueblo las cámaras de comercio, los grupos económicos , los banqueros, aquí estamos con el pueblo, o sea <u>solo</u> el pueblo debe cargar sobre sus hombros toda la crisis que generaron?	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR		Leonidas Iza Presidente del MICC CERCAN O			
CONAIE H2 Doc 11 12 de octubre 2019 Comunicado A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano (Décima jornada)	13	A nuestras bases y al pueblo ecuatoriano, La jornada en el décimo día de movilización nacional ha sido conmovedora por la incansable voluntad de nuestra gente de luchar, mujeres, jóvenes, mayores y toda la población que llegó desde todos los rincones del país a sumarse al paro, con una enorme conciencia sobre las razones de la lucha y la necesidad de movilizarnos en unidad, pero sobre todo lo que significa el retorno de las políticas neoliberales del Fondo Monetario Internacional, mientras en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad frente a embajadas, emisión de comunicados de respaldo, demostrando que no estamos solos y que esta lucha no es solo de Ecuador. Esta es la mejor expresión de lo que constituye el movimiento indígena y los sectores empobrecidos de este país . Sin embargo, el Estado y todo su aparato ha demostrado tener la voluntad de desarmar la	"país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR	"país" asociado a "todos los rincones" sugiere la dimensión geográfica y simbólica de la convocatoria de la CONAIE en defensa de los derechos. "los sectores empobrecidos de este país" sugiere que la defensa de los derechos es también una cuestión de lucha de clases. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se delimita los roles de cada uno de los actores en función de su representación activa o pasiva en el discurso. El vocero CONAIE que también se denomina como "movimiento indígena" o "pueblos y nacionalidades" se representa como el actor activo, proponente y garante de las iniciativas de defensa de los derechos "la necesidad de movilizarnos en unidad", "es la responsabilidad de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador CONAIE, destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo", "orientamos a seguir las acciones de lucha", "realizaremos los acercamientos para tratar la derogatoria del decreto 883", "sostendremos las acciones de movilización" Al mismo tiempo "nuestras bases" y "pueblo ecuatoriano" es descrito son representados a través de pasividad por beneficiación. Se los presenta como receptores del mensaje de la CONAIE y bajo sus orientaciones. Aquello se expresa en la manera de nominar "a nuestras bases y al pueblo ecuatoriano", "aclaramos a nuestras bases" <u>Sentido:</u> La CONAIE lidera la defensa de los derechos	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de la representación de la realidad. Se recurre a la figura de narrativización para dotar al discurso de un carácter de excepcionalidad y mostrar las acciones como obligatorias e inevitables en virtud de las circunstancias "la jornada en el décimo día de movilización nacional ha sido conmovedora por la incansable voluntad de nuestra gente de luchar, mujeres, jóvenes, mayores y toda la población que llegó desde todos los rincones del país a sumarse al paro", "mientras en el mundo cientos de organizaciones nos expresaron solidaridad frente a embajadas, emisión de comunicados de respaldo". Sentido: La acción de la CONAIE es justa
	14	Al parecer, es más importante para el presidente Lenin Moreno mostrar su implacable política represiva y la figura absurda de no dar el brazo a torcer, que dar una salida que contemple escuchar la voluntad popular, saludamos a nuestras bases por esa firme voluntad de seguir en la lucha por nuestros derechos . Por ello, es responsabilidad de la Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador, CONAIE, destrabar la situación y evitar un baño de sangre de nuestro pueblo, por la brutal represión a manos de la fuerza pública.	"derechos" como libertades y garantías d los individuos o colectivos SIMILAR	"nuestros derechos" asociado a "nuestras bases" sugiere que se refiere a la defensa por los derechos de los PyN. PRÓXIMO	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN		
	15	Por tanto, orientamos a seguir las acciones de lucha mientras se delega a una interlocución exploratoria para diseñar una serie de medidas que impliquen salir de esta encrucijada. No hay diálogo real sin las debidas garantías a la integridad de los dirigentes indígenas en todo el territorio nacional. Aclaramos a nuestras bases y a la opinión pública que en este contexto no ha existido ninguna negociación sino se trata de reorientar la política económica del país. Por ello, realizaremos los acercamientos para tratar la derogatoria del decreto 883, pero sostendremos las acciones de movilización a nivel nacional y en cada uno de los territorios, exhortando al Gobierno para que existan las debidas garantías. Rechazamos cualquier intención de desprestigiar nuestra lucha histórica tratando de tildarnos de terroristas y subversivos, nuestras bases han decidido salir a las calles con firmeza y por propia decisión.	"territorio" como lugar geográfico y también simbólico que corresponde a la nación Ecuador "económicas" referente a la gestión financiera y productiva del Estado "país" como nación del Ecuador y sus habitantes SIMILAR	"todo el territorio del Ecuador" sugiere el ámbito geográfico de influencia de la CONAIE así como el reconocimiento de la nación Ecuador "reorientar la política económica del país" refiere al derecho del pueblo mandante de opinar y decidir sobre los asuntos del estado tales como la gestión de la economía.	CONAIE Consejo de Gobierno CERCAN O	INTEGRACIÓN		

HITO 2 ESTADO

Hito 2: Anuncio de la llegada del movimiento indígena a Quito. Represión y criminalización de la protesta social.

7 a 12 de octubre 2019

ESTADO H2Doc 1- 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrín

ESTADO H2Doc 2- 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República *Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país*

ESTADO H2Doc 3- 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)

ESTADO H2Doc 4- 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)

ESTADO H2Doc 5- 07 de octubre 2019 Comunicado 2 Presidencia de la República (Fuerzas Armadas custodian bienes estratégicos del Estado)

ESTADO H2Doc 6- 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado)

ESTADO H2Doc 7- 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios)

ESTADO H2Doc 8- 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos)

ESTADO H2Doc 9- 11 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (corredor logístico)

ESTADO H2Doc 10- 11 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno llamado al diálogo

ESTADO H2Doc 11- 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)

ESTADO H2 Doc 12- 12 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (refuerzo de seguridad en Casa de la Cultura Ecuatoriana)

ESTADO H2Doc 1- 06 de octubre 2019

Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrín

https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=391618175065088

INTERVENCIÓN MARIA PAULA ROMO 1 HASTA 3.17

Empezamos este espacio de conversación con la ministra de gobierno.

Doctora María Paula Romo Buenas noches, gracias por estar aquí en este espacio conversación.

Buenas noches Muchas gracias a usted y muchas gracias por el espacio es muy importante en estos días el que nos mantengamos informados es muy importante.

Porque además entiendo de lo que conversamos con las personas, de las llamadas que recibo que hay una preocupación en el país. No solamente por algunas cosas que están sucediendo y ahora las vamos a tratar, pero también porque estamos inundados de noticias falsas este fin de semana. Estamos inundados de videos falsos de anuncios que no son verdad, de fotos que tienen que ver con años anteriores con otras manifestaciones, con otros países y esto realmente nos ponen en un ánimo, pues exacerbado de preocupación y que realmente debemos hacer un llamado para que no sea así.

Por favor, un llamado a comunicarnos por canales oficiales, a dudar un poco sobre la información que recibimos verificar y poder contrastar para saber exactamente qué está pasando.

Permítame hacer un mapa general de lo que hemos tenido en estos días.

Por favor, en primer lugar, las decisiones tomadas por el gobierno, las decisiones tomadas por el presidente Moreno, no son decisiones sencillas y me refiero en particular al tema del subsidio de los combustibles. No es una decisión sencilla sino alguien la habría tomado antes. Una decisión que durante 40 años se ha discutido en el país pero que precisamente por la cantidad de efectos que conlleva y también por muchas cosas que simboliza hace que es una decisión difícil de tomar, pero es una decisión correcta, es una decisión clave para hacer un cambio estructural en la economía del país.

Hasta esta semana después de la decisión del presidente hasta este día, solamente Venezuela y Ecuador manteníamos este mecanismo de subsidio de combustibles fósiles creo que esto también es importante.

Vamos a entrar en una lógica diferente, significa que se elimina la cantidad de permisos engorrosos para transportar combustible, significa que vamos a tener menos personal destinado al tema de contrabando de combustible. Hay una gran cantidad de correcciones que se provocan no solamente en la economía, sino Incluso en ámbitos de ilegalidad en el país. Pero dicho esto, estas decisiones por supuesto tienen respaldo, pero también tienen detractores también hay personas que critican esta decisión y creo que el lo más importante también, es distinguir lo que ha pasado en estos últimos días porque hemos tenido muchos puntos violentos, muchos puntos violentos, que no hubiéramos querido tener, pero hemos tenido muchos puntos violentos, pero no todos explica de la misma manera.

Por un lado, hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida unas más violentas que otras. También quisiera referirme a esto hemos tenido manifestaciones de

inconformidad con la medida, pero por otro lado hemos tenido hechos vandálicos y creo que estas dos cosas deben ser tratadas valoradas y juzgadas de una manera distinta.

MARIA PAULA ROMO 2 3.46 A

En la Costa y en la Amazonía, las clases van a ser normales el día de mañana y las actividades van a ser normales. De hecho, se han normalizado ya durante este fin de semana en todas estas provincias del país, entonces en la costa y la Amazonía hay clases y actividades normales. En la región Sierra en el régimen Sierra ahí, el gobierno ha tomado la decisión de suspender las clases, porque a pesar de que las actividades van a ser normales y yo creo que, en la gran mayoría de esta región, sí tenemos algunas alertas de paralización de vías y tenemos algunas alertas todavía de algunos focos en dónde puede haber enfrentamientos con la fuerza pública.

Y lo mejor es precautelar la integridad de los niños de las niñas, también recibimos la preocupación de muchos papás de muchas mamás que enfrentan esta cantidad, esta inundación de noticias falsas que hemos tenido el fin de semana. Estaban alterados por el bienestar de sus hijos.

El día de mañana entonces. recibimos esa preocupación. Tenemos también la constatación de que el día de mañana habrán cierres en algunos lugares del país, puntos ahora sin identificar porque se han registrado algunos inconvenientes en Imbabura en ciertos sectores, en la provincia de Cotopaxi, al norte de la provincia de Pichincha, en Tungurahua, también se han reportado ciertos desmanes, en Chimborazo, en Azuay algunos lugares en Bolívar.

Algunos inconvenientes todavía en Loja exactamente como usted lo describen ahora es la Sierra son provincias de la Sierra, son lugares en donde quiénes están manifestándose en contra de las medidas son dirigentes y miembros del movimiento indígena en sus diferentes expresiones.

Pero permítame regresar a lo que yo había dicho antes porque no quiero confundir las cosas y en esto quiero ser muy clara. Al empezar esta explicación, yo le decía hay que separar aquellos sectores o aquellas personas que muestran una inconformidad con las medidas tomadas por el gobierno y otros sectores que han cometido actos vandálicos en estos días. Entonces hay que separar estas dos cosas: actos vandálicos como los que vimos en Guayaquil, en la perimetral, saqueos en lugares en donde llegamos a tener 3000 a 3500 personas participando de un saqueo. Esto no es fácil de controlar. Esto no es una protesta. Esto no hace parte de una libertad de manifestarse democráticamente. Están cometiendo un delito. En el Quicentro Sur aquí en Quito tuvimos también varios altercados, la amenaza de que entraban al centro comercial posibles saqueos, algunos bienes que fueron dañados bienes privados, me refiero una UPC al costado del centro comercial que fue completamente quemada. Tenemos en lo que va de las protestas de estos días, 12 patrulleros que también han sido quemados entonces ahí para separar estas dos cosas también. Algunos focos más pequeños pero que han estado en diferentes lugares del país, de estas amenazas de saqueo o de violencia casi diría yo, aprovechando la situación de preocupación que existe en otros sectores. Y aprovechando que una buena parte de la policía, de las fuerzas armadas están en este momento concentradas en el orden público y tratarlo más adelante también para hablar un poco y sobre la identificación de los responsables de estos actos vandálicos. Yo también afectado varios sectores de distintas ciudades del país tenemos una importante participación en redes sociales.

MARIA PAULA ROMO 3 DESDE 7'46 A 10'44

Ya respondiendo a su primera pregunta separando dos tipos de problemas que hemos tenido en estos días, pero quiero referirme al segundo. A los sectores que se manifiestan en contra de las medidas. Hemos tenido manifestaciones violentas y creo que es importante decirlo, no puede ser el camino. Nunca la violencia es el camino. Y algunas de estas manifestaciones, han excedido mucho lo razonable, han excedido en mucho lo que es respetuoso con los derechos de las otras personas. Por ejemplo, hemos tenido militares y policías secuestrados. Esto no está bien, no es aceptable, no es cierto, que esto sea una manera legítima de manifestarse. Están cometiendo también una grave falta. Hemos tenido y todavía tenemos, a un grupo de personas atrapadas en la zona de Molleturo. Ha sido una zona muy compleja, muy violenta en dónde tenemos familias, en dónde tenemos personas de la tercera edad que siguen atrapadas en esta zona. Y hay que hacer un llamado también a los dirigentes políticos que promueven este tipo de medidas para que asuman responsabilidad sobre el bienestar de las personas. Tenemos 11 ambulancias atacadas por los manifestantes en estos días. Tocar una ambulancia es la regla mínima aún en las zonas de guerra. No puede ser de ninguna manera permitido un comportamiento de esta naturaleza. Creo que es importante fijar estos lugares en donde no se dio paso a las ambulancias, lugares en donde se atacaron las ambulancias hoy tenemos un caso lamentable y que no deberíamos permitir que se repita. En ningún lugar del país, una persona, una persona particular en su carro privado, seguramente frente a la angustia de verse atrapado por un día entre unas montañas en la zona de Molleturo, en un momento en dónde se intentaba despejar la vía, intenta también él a su vez superar los obstáculos y cruzar. No sabemos, a qué trataba de llegar, no sabemos si tenía una emergencia. No sabemos si tenía que llegar a ver a un familiar, no sabemos si estaba asustado, pero en este tratar de llegar y sobrepasar los obstáculos, atropella a una persona que hoy resultó muerta porque la ambulancia no pudo llegar por los propios obstáculos que sus compañeros pusieron en esa vía. Señor Raúl Chilpe quién falleció en el kilómetro 58 de la vía cuenca, Molleturo Naranjal exactamente. Eso es llegar a un nivel de irracionalidad, que no nos podemos permitir, no podemos permitirnos que por la preocupación y por la angustia, que tenga una persona tome una decisión de esta naturaleza y termina afectando, a quien estaba con sus compañeros seguramente tratando de hacer pública su opinión no puede ser. Está no es la manera. Creo que en el país entero debemos rechazar este tipo de cosas y es para precautelar, que más ciudadanos no se vean expuestos a estas circunstancias que se toma la decisión de que niños, niñas, adolescentes, no estén el día de mañana en sus actividades normales.

MARIA PAULA ROMO 4 DE 11'29 A 14'45

Los videos que circulan en las redes son ciertos, otros no son ciertos, algunos corresponden a estas protestas, otros no lo son. El utilizar la fuerza es una gran responsabilidad de la Policía Nacional, es una gran responsabilidad de las fuerzas armadas. En unos minutos el ministro Jarrín les podrá comentar también eso desde el punto de vista de las fuerzas armadas y de su responsabilidad en el estado de excepción. Desde el punto de vista de la policía por supuesto hay reglas para usar la fuerza. Muchas veces el ver un video, solamente un pedazo del video, no nos permite saber exactamente ¿qué pasó? No nos permite saber exactamente en qué circunstancias se dieron los hechos y habrá que mirarlo para revisar si la actuación de un policía fue correcta. En este momento estamos ocupados en devolverle el orden al país. Una vez que se devuelva el orden y que se termine el estado de excepción se revisará y se trabajará con las reglas y con las normas a las que la policía está sometida. También he conversado y lo hago todos los días con el mando de la policía. Hoy, hasta hace algunos minutos con el

director general de operaciones. Estábamos en una reunión junto con el comandante general, pero conversado con ambos para pedirles que seamos muy enfáticos en las reglas y los protocolos que tiene la policía para el uso de la fuerza. De nuevo hemos tenido en estos días circunstancias, que no han sido sencillas, ni tampoco pacíficas, hemos tenido quema de cajeros automáticos, hemos tenido cosas que nunca se han visto en el país. Nosotros tenemos un país pacífico, manifestaciones, que han sido totalmente pacíficas y lo que vimos en estos días no es correcto, no está bien y obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas. Mire usted en el tema de los saqueos, el día de los saqueos en la perimetral tuvimos 3,500 personas y teníamos 300 policías. Es más fácil ponerse de lado de la red social y decir este policía no debió haber actuado de tal o cual manera, pero la verdad es que enfrentar con 300 policías un saqueo de 3000 personas no debe haber sido una tarea sencilla. Claro que sí estamos colaborando. Estamos recuperando la calma en el país, no quiero solamente tener una opinión desde el punto de vista de la seguridad, sino que dejando de lado los hechos vandálicos, hay sectores que tienen una postura política sobre estos temas y quiero decir que, respecto a esos sectores, estamos conversando. Tenemos el diálogo abierto, tenemos previstas nuevas conversaciones en los próximos días. Estamos dispuestos, lo ha dicho el presidente hace pocos minutos en su Cadena Nacional. El presidente ha dicho, estoy decidido y estoy decidido a cambiar el Ecuador. Estoy decidido a tomar la medida que se ha tomado. Estoy decidido a sostener la llama, pero también ha dicho estoy decidido a dialogar con los sectores de buena fe que quieran discutir, estas medidas y comprender qué es lo que está detrás de la decisión del gobierno y también discutir algo muy importante ahora ¿qué vamos a evitar? Que tanto dinero se vaya a donde no se tenía que ir. Que tanto dinero se vaya por el contrabando. Hay que tomar decisiones de cómo invertir. Lo mejor para reactivar el campo, porque también hay muchas demandas legítimas en algunas de estas manifestaciones.

OSWALDO JARRÍN 1 desde 18'27 a 23'23

Buenas noches, gracias por la invitación. Para comenzar quisiera expresar lo que el presidente constitucional de la República me ha indicado. Que transmita a las fuerzas armadas y Policía Nacional, el absoluto respaldo para el cumplimiento de sus labores y cumplimiento de misiones que están establecidas en los planes respectivos, con la finalidad de mantener el orden público, garantizar los derechos de la población a nivel nacional en sus libertades, y las garantías para que puedan desarrollar sus actividades diarias.

Y con relación a su pregunta, no existen ningunas tanquetas. Lo que han existido son blindados que son parte del equipamiento policial. Fuerzas Armadas no ha entregado, no ha participado, ni tiene concebido hasta el momento, ningún tipo de ese material. Sencillamente porque en primer lugar las fuerzas armadas, hay que considerar que son el único órgano del Estado ecuatoriano, como de los de todos los estados del mundo que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza. No existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas, agresivas o de fuerza. Más aún cuando estamos en estado de excepción, si la normalidad exige el cumplimiento de las leyes, la Constitución, no digamos en un estado de excepción. Esto significa que lo que viene ocurriendo, en el país, es un irrespeto a la autoridad, a la ley y a quiénes representan como policía y fuerzas armadas. Por supuesto que hay necesidad de saber cómo se emplean, si son profesionales cómo son estas fuerzas armadas y la policía saben que la fuerza se opera, se utiliza cuando es necesaria, en forma progresiva, en forma proporcional, pero especialmente cuando hay agresión a las personas, como autodefensa. En términos generales, no digamos de fuerzas armadas que apelen a su derecho de autodefensa porque poseen armas y no la han

hecho y no lo harán porque son custodios y son precautorios en cuanto al utilización de la fuerza. Esto significa que hay que respetar. Alguna vez se lo dije y lo repito ahora en la forma más enfática con todo lo que está ocurriendo, no se provoque la fuerza pública, no le desafíen, no hay que agredir a los militares. Estamos realmente consternados de la forma de cómo se agrede, de una forma manifiesta. No solamente a la infraestructura los vehículos al equipamiento, a las personas. Las fuerzas armadas son cautelosas, seguirán siendo, pero no hay que provocarlas. Tienen derecho a la autodefensa, como cualquier ciudadano. R

Periodista: En las últimas horas también la dirigencia de la CONAIE de la confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador ha emitido un comunicado en el que prácticamente advierte a la fuerza pública de nuestro país, que no pueden acercarse a los territorios de la CONAIE y tampoco tratar de acercar o contener las movilizaciones de las cuales están siendo protagonistas en el transcurso de las últimas horas. ¿Esta movilización grande que se conoce de un grupo de indígenas que está avanzando por las principales vías de la serranía de nuestro país está generando preocupación en la autoridad del gobierno?

OJ 22'21: En primer lugar, no hay ningún acercamiento de grupos indígenas. Son puntos focales, dónde están obstruyendo las vías y generando malestar. En segundo lugar, no hay territorios indígenas. El territorio es del Estado ecuatoriano. Y si alguien hace un llamado a nombre del estado ecuatoriano, solamente es el presidente de la República en función de la Constitución y de las leyes que tiene el Ecuador. Aquí no hay ninguna otra forma o minoría que reclame facultades o atribuciones que correspondan al Estado nacional. No existe esa posibilidad y si alguien toma esas atribuciones, es una alevosa atribución que están haciendo y están sujetos a las leyes porque la ley está explicando fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden, de la paz, de la protección de la población de la propiedad pública y de la propiedad privada y todo eso está siendo agredido por determinados sectores.

OSWALDO JARRIN 2 desde 23'25 a 24'20

Han sido advertidas y prontamente serán autorizadas de salir, qué es diferente de otro tipo de manifestaciones. Que sea un hotel porque están haciendo entrenamiento hombres rana preparándose para la defensa nacional, y no les dejan salir de un hotel hasta este momento consideramos que es una inadecuada gestión que estén realizando los directivos, los propietarios de ese hotel, pero pronto saldrán de tal manera que no consideremos otro tipo de manifestaciones porque las fuerzas armadas saben defenderse. Tienen experiencia de combate y de guerra. No puede ser ultrajadas tienen honor, tienen dignidad y se harán respetar.

OSWALDO JARRIN 3 desde 31'51 hasta 34'08

En primer lugar, las noticias falsas, la propaganda negra que es más grave todavía que se está utilizando tiene que ser combatida con más información oficial. Propaganda Blanca información real de las fuentes oficiales, qué son las que están facultadas de dar información y no dejarse arrastrar por manipulaciones y saber diferenciar. Hay que procesar la información que llega. Sobre todas las redes sociales que son una fuente inconmensurable de información. Y eso se filtra, de todo tipo gente que pretende manipular pasar noticias rumores o falsos y eso es fundamental que con mayor información como lo estamos haciendo de

fuentes oficiales y de hechos, por qué no solamente hay que mirar lo que se escribe y lo que se publica sino los hechos que se producen.

Entonces hay que ver y eso tiene que relacionarse con su pregunta, ¿qué están haciendo las fuerzas armadas? Obviamente están organizadas en todo el territorio nacional. Los equipos que se han conformado están desarrollando actividades, no solamente de patrullajes de control de puntos sensibles, de áreas estratégicas, de puntos que generan la provisión de abastecimientos y qué son como por ejemplo las antenas, que son áreas sensibles, están controladas. Está con personal militar. Hemos redoblado la seguridad de los diferentes puntos. Atentado contra la sociedad contra los derechos que tiene la población para con tanto sacrificio que ha logrado desarrollar sistemas sean vulnerados por gente desadaptada, con intereses mezquinos que no tienen que ver con el interés Nacional.

OSWALDO JARRIN 4 desde 35'01 a 36'08

Acabo de manifestar en primer lugar, tener confianza en sus fuerzas armadas y la policía, si es que no hay confianza de la ciudadanía, quiere decir que las fuerzas armadas no les están sirviendo y no es el caso. El sacrificio que hacen tanto fuerzas armadas como policía es por dar atención, protección, seguridad. Por supuesto que muchas de las veces se sobrepasan estas capacidades porque, podríamos decir, que hay una asimetría. Una cosa es tener material no letal, para protegerse con escudos, y otra cosa es que formen barricadas, cómo fue el viernes y tratan de romper las vallas y crear una barricada en contra de los blindados antimotines. Eso ni siquiera es vandálico, eso es criminal y eso es atacar contra la seguridad nacional. Las fuerzas armadas van a hacer entender, porque son profesionales, alta moral y con firmeza saben hacer cumplir sus misiones.

OSWALDO JARRIN 5 desde 41'56 a 43'48

A esta pregunta la puedo responder yo, y para detenidos es preferible que lo haga la señora ministra ministra de gobierno que está en su campo. Para resguardar es lo más importante hemos distribuido las fuerzas, en primer lugar, a los centros estratégicos del país a las áreas sensibles, áreas de servicios y áreas de las que depende la economía del país que son por eso estratégicos no solamente por el nivel de importancia que tienen sino por el significado que tienen para el crecimiento el desarrollo del país. Y eso se complementa con el patrullaje que se realiza y sobre todo en los puntos que están, en los diferentes puntos de la vía 35 que se están estableciendo rupturas, bloqueos y equipos de extracción integrándose con maquinaria pesada. Inclusive del Ministerio del MTOP. Se está tratando de que se limpie. El problema radica, en lo que acabo de decir hace un momento, no hay respeto a la autoridad. Si no respetan las leyes tampoco respetan a la autoridad. Entonces se termina de limpiar de extraer los obstáculos que están en la vía, lo hacen más abajo o lo vuelven a hacer. Entonces esto es burlarse de la autoridad y del ejercicio que tienen los equipos en su trabajo. Entonces se tiene que adoptar otro tipo de medidas que no es del empleo de armas letales, pero si vamos a emplear mayor preponderancia como dice la ley. Con mayor firmeza y con mayor acción para que no se burle de las acciones que se está cumpliendo por parte de la autoridad tanto de policía como de fuerzas armadas.

OSWALDO JARRÍN 6 desde 48'58 a 49'47

Ningún caso en fuerzas armadas, por la sencilla razón que el orden público, especialmente en los sectores urbanos en donde se presentan, lo ha hecho profesionalmente la Policía Nacional, que tiene contacto con los manifestantes, con los disturbios y las agresiones que se

presentan. Ahí se dan en medio de ese caos, de esa confusión. Fuerzas armadas no, está protegiendo los puntos sensibles. No hay contacto. El único que hay, es la agresión a los militares, que es diferente. Pero desconocen que las fuerzas armadas, a más de ser profesionales, tienen gran disciplina. Para que hayan soportado esto es porque son muy disciplinados. Tienen alta moral y firmeza en el desarrollo de sus operaciones, y lo mantendrán.

OSWALDO JARRIN 7 desde 53'59 a 54'58

Primero hay que considerar que las decisiones del señor presidente constitucional de la República son firmes y abierto al diálogo qué es lo que va a facilitar el retorno a la normalidad lo más pronto posible y con relación a las fuerzas armadas, solamente puedo decir una cosa, confianza en sus fuerzas armadas a la población y no desafía a las fuerzas armadas de los grupos extremistas y desadaptados.

MARIA PAULA ROMO 5 desde 55'hasta 56'51

Todas las fuerzas armadas solamente puedo decir una cosa confiar extremistas. Esto es un desafío para enfrentarnos todos juntos a un gran a una gran distorsión de la economía a un momento en dónde debemos unir fuerzas para sostener y asegurar la dolarización. A un momento en el que tenemos que tomar decisiones responsables porque hay la posibilidad siempre hay la posibilidad de lavarse las manos. Siempre hay la posibilidad de tomar el camino más fácil siempre hay la posibilidad también de tomar el camino del populismo te decir aquí no pasa nada y dejamos que los problemas se siguen acumulando. Hace una semana el ministro de finanzas emitió bonos del Estado ecuatoriano y la apetencia, la demanda luego a ser de casi 4000 millones de dólares. Imagínese usted si el gobierno en lugar de colocar lo que se necesitaba colocaba esa cantidad por completo y habría podido decir no tomo ninguna decisión responsable sigo solamente cargado en el tema del endeudamiento y se sigue acumulando el gran déficit y el problema económico en el país. El gobierno ha tomado una decisión difícil, pero responsable una decisión que no tiene cálculo político que no tiene cálculo electoral. Estamos asumiendo por completo las consecuencias de esa decisión y lo estamos haciendo porque creemos que es lo responsable con un país al que queremos tanto y creo que, en ese cariño por el país por su gente por días mejores, coincidimos todos. Ojalá no nos enfrentemos la opción es no enfrentarnos y buscar cuáles son los mejores caminos porque creo que hay una gran coincidencia también con aquellos sectores, que hoy discuten la medida con esos sectores sociales con esos sectores con esos sectores de los movimientos indígenas, con esos sectores de los de algunos sindicatos, con algunos sectores de estudiantes. Yo creo que tenemos una gran coincidencia o del país y ojalá podamos profundizar en esa coincidencia y examinar las mejores decisiones.

ESTADO H2Doc 2- 06 de octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República

*Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre
circulación en el país*

Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país

Quito, Pichincha .- El Gobierno Nacional articula acciones para garantizar la libre circulación en toda la red vial nacional, así como para precautelar la seguridad ciudadana. Desde los Puestos de Mando Unificado (PMU), instalados a escala nacional en los 16 centros ECU 911, se coordinan las labores interinstitucionales para atender incidentes y garantizar la recuperación total de la paz social.

La Policía Nacional, las Fuerzas Armadas del Ecuador y el Ministerio de Transporte y Obras Públicas trabajan en conjunto para despejar los tramos de vías que aún se encuentran obstaculizadas para la circulación vehicular. Los elementos de las fuerzas del orden y la maquinaria del ministerio tienen entre sus prioridades la limpieza de calles y carreteras en el país.

La red vial de la región Costa está habilitada en su totalidad. En el resto del país se encuentran bloqueos en tramos de las vías de las provincias de Azuay (Molleturo, Cumbe, El Descanso), Cañar (Biblian, Zhud, Suscal), Imbabura (La Esperanza, Otavalo, Jordan), Loja (Gonzanamá, Saraguro, Cotacocha), Pichincha (Cayambe), Cotopaxi (Lasso), Chimborazo (Alausí, Guamote, Colta, Chunchi) Napo (Contuno, Misahuallí) y Pastaza (Puyo – Macas). Se prevé que, con el trabajo articulado del Gobierno Nacional, en el transcurso del día se continúen habilitando las vías.

Para verificar el estado de vías, la ciudadanía puede comunicarse al 9-1-1 o acceder al siguiente enlace <https://www.ecu911.gob.ec/consulta-de-vias/> (<https://www.ecu911.gob.ec/consulta-de-vias/>).

En las zonas urbanas de las todas ciudades del país las actividades se desarrollan con normalidad, los ciudadanos desempeñan sus labores cotidianas con regularidad, el orden y la movilidad están restablecidos por completo.

Por otra parte, los aeropuertos de la red nacional se mantienen operativos con normalidad en todo el país.

En cuanto a la distribución de combustibles, existe el resguardo militar para garantizar el abastecimiento en todas las provincias del país. La Agencia de Regulación y Control Hidrocarburífera (ARCH) realiza operativos rotativos de monitoreo en todas las estaciones de servicio y depósitos de gas; además, verifica el abastecimiento para la entrega de combustible y el efectivo despacho a la ciudadanía.

Además, el Ministerio de Agricultura y Ganadería en coordinación con las Intendencias y Comisarías desarrollan operativos a escala nacional, con la finalidad de controlar los precios de productos de primera necesidad y evitar que la especulación afecte a los ecuatorianos. Como resultado de los operativos se registran 19 detenidos (17 en Guayaquil y 2 en Quito) por incrementar los valores de los productos y fueron puestos a disposición de la autoridad competente para la respectiva sanción, basados en el Código Orgánico Integral Penal:

Artículo 321.- Actos ilegales tendientes al alza de precios de productos sujetos a precio oficial. La persona que, sin autorización legal, incremente los valores de productos sujetos a precio oficial, será sancionada con pena privativa de libertad de quince a treinta días.

El Gobierno Nacional tiene como prioridad la atención a los grupos más vulnerables. Por ello se mantienen las tarifas preferenciales de pasajes a escala nacional. Así, la tarifa actual de estudiantes y la tarifa actual preferencial para personas con discapacidad, adultos mayores, niños y adolescentes: no se incrementan.

Desde el Gobierno de Todos no se escatiman esfuerzos para garantizar la seguridad ciudadana, el abastecimiento de combustibles y productos de primera necesidad a todo el país, y la habilitación de carreteras de primer orden a escala nacional.

(https://twitter.com/hashtag/EcuadorPa%C3%ADsDePaz?src=hashtag_click)

(https://twitter.com/hashtag/DecididosACrecer?src=hashtag_click)

Para mayor información

Dirección de Gestión de la Comunicación – Secretaría General de Comunicación

ESTADO H2Doc 3- 07 de octubre 2019

Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)

<https://www.youtube.com/watch?v=u9T4vrym9Ac&t=107s>

Compatriotas, me trasladado a la ciudad de Guayaquil y he trasladado a la sede del gobierno a esta querida ciudad, de acuerdo a las atribuciones constitucionales que me competen. Siempre he antepuesto la paz y la tranquilidad de los ecuatorianos antes que mi propio bienestar. Lo que ha sucedido en estos días en el Ecuador no es una manifestación social de descontento protesta frente a una decisión de gobierno. No, los saqueos el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una

intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático. En las imágenes es evidente que los más violentos, aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar son individuos externos pagados y organizados. ¿Acaso creen ustedes que es coincidencia que Correa, Virgilio Hernández, Patiño, Pabón hayan viajado al mismo tiempo hace pocas semanas a Venezuela?

El sátrapa de Maduro ha activado, junto con Correa, su plan de desestabilización. Son los corruptos, que han sentido los pasos de la justicia cercándolos para que respondan. Ellos son quienes están detrás de este intento de golpe de estado y están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas, aprovechando su movilización para saquear y destruir a su paso. Es con los recursos que se robaron que están financiando las agresiones y los saqueos.

Son ellos los que no quieren la institucionalidad democrática. No quieren que ella siga firme. Como demócrata rechazo con contundencia ese atentado contra la democracia. Quiero destacar y agradecer el compromiso de las fuerzas armadas y de la policía nacional quienes con absoluta lealtad han defendido, en el marco del estado de derecho y las libertades civiles, la democracia y las instituciones con su apoyo y trabajo permanente.

Siempre desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos y la tranquilidad ciudadanas, evitaremos siempre cualquier derramamiento de sangre. Los ecuatorianos pueden estar tranquilos, la violencia y el caos, no van a ganar. La democracia, la paz saldrán nuevamente victoriosas. Quienes se han permitido agredir, robar, destruir, tendrán que someterse a la ley. Como lo manifesté, ustedes recuerdan desde el primer momento, no voy a dar marcha atrás porque lo correcto no tiene matices.

Ecuadorianos, la eliminación del subsidio a los combustibles es una decisión histórica, que quita de las manos a los contrabandistas cientos de millones de dólares. Recordemos que esta decisión afecta a grandes intereses económicos y a grandes intereses políticos, que buscan desestabilizar al país. Esa decisión asegura que nuestra economía esté sana y la dolarización protegida. Les aseguré que por duro que parezca hemos hecho lo correcto para con la patria.

Se acabó dije, la zanganada. Se acabó la zanganada de esquilar los recursos del estado. Y cuando digo zángano, para que quede claro, me refiero a los ociosos y a los ladrones. Por eso, llamo a los sectores sociales al diálogo fraterno y sincero. Una puerta que desde el gobierno jamás se cerró nunca. Nunca voy a claudicar en mis principios por un puesto. Lo dije. Yo estoy decidido.

Gracias a todos los ecuatorianos que se han decidido también por el orden la paz y la democracia. Muchísimas gracias.

ESTADO H2Doc 4- 07 de octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)

COMUNICADO OFICIAL
07 de octubre de 2019

El Gobierno Nacional rechaza la agresión a empleados y los saqueos efectuados la mañana de este lunes 07 de octubre, a las instalaciones de las bodegas de la empresa Parmalat Ecuador S.A., ubicada en Lasso, provincia de Cotopaxi.

Aproximadamente a las 9h30, un grupo de aproximadamente 180 manifestantes indígenas forzaron las puertas de seguridad de las bodegas de esta empresa, se llevaron productos y agredieron a algunos trabajadores. Aún no se han determinado las afectaciones humanas y materiales.

Rechazamos la agresión y el saqueo, y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos y privados. El Gobierno muestra su gran preocupación por el descontrol en la expresión política de organizaciones sociales.

Estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía y son responsabilidad directa de la dirigencia de quienes se han movilizad, pues construyen un ambiente de violencia en el país.

Ecuador es una nación de paz. Quienes quieren destruirlo son quienes usan la violencia como mecanismo de protesta.

#EcuadorPaisDePaz
#DecididosACrecer

SECRETARÍA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



ESTADO H2Doc 5- 07 de octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República (Fuerzas Armadas custodian bienes estratégicos del Estado)

COMUNICADO OFICIAL

07 de octubre de 2019

Con el fin de precautelar los servicios y proteger los bienes del Estado en áreas estratégicas como energía eléctrica, antenas repetidoras, estaciones y lugares de almacenamiento de combustibles, oleoducto, poliducto y estaciones de bombeo, las Fuerzas Armadas mantienen un contingente, en las provincias de la Sierra Centro, que resguardan de forma permanente las infraestructuras.

SECRETARÍA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



ESTADO H2Doc 6- 08 de octubre 2019

Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra
estructuras del Estado)

https://www.youtube.com/watch?v=nlnzHEFj_GM&t=78s

Bien, en primer lugar, mi saludo afectuoso a todos ustedes, de manera especial a los señores presidentes de las funciones, que lo vuelvo a recalcar ahora funcionan, ahora cumplen con su tarea de manera autónoma e independiente, y todos en conjunto, han decidido respaldar, no al presidente, a la democracia, al orden constituido, a la constitución.

El grupo ha designado al señor contralor, Pablo Celi para que él sea quien dé lectura a las resoluciones a las cuales se llegaron.

1:33: Pablo Celi

Gracias, señor presidente. Los titulares de las funciones del estado, reunidos en Guayaquil, ante la situación de tensión que vive el país, manifestamos: es necesario diferenciar el reclamo social pacífico legítimo y garantizado por el mandato constitucional y el orden legal, de las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país, con ataques violentos contra personas e instituciones, destrucción de bienes públicos y privados y tomas de edificios e instalaciones estatales.

Las reivindicaciones de los movimientos sociales no pueden ser utilizadas por fuerzas ajenas, empeñadas en destruir el orden democrático y revertir el proceso de reinstitucionalización y lucha contra la corrupción, que venimos impulsando todas las funciones del estado, en resguardo de la seguridad, de la integridad del estado y del orden legal e institucional vigente.

En el marco de nuestras respectivas competencias adoptaremos todas las acciones de control, juzgamiento y sanción, de todo acto reñido con la ley y la ética pública. Es la obligación del estado, precautelar la seguridad, el bienestar y las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos, por lo cual, alentamos el diálogo Nacional como el camino necesario para encontrar un cauce común, para que prime el interés nacional y la paz social. Muchas gracias. Gracias gracias señores

VIDEO: Violencia, daños a la propiedad privada, ataques a la fuerza pública, atentados a la naturaleza, robos a empresas productivas y agresiones a quienes no se les unen. Es lo que quieren instaurar aquellos a que quebraron el país y dejaron comprometido el futuro de todos los ecuatorianos. Pero eso no es el verdadero Ecuador.

Hoy, actores políticos del pasado porque por amarres y compromisos, nunca tomaron decisiones económicas responsables, que por su prepotencia se acostumbraron al despilfarro y la corrupción, permisividad que le costó al pueblo ecuatoriano millones de dólares.

5:01

Ahora pretenden desestabilizar al Ecuador para satisfacer sus oscuros intereses e intentar por codicia y violencia, regresar al poder para seguir saqueando al país y dejar impunes sus actos ilícitos. Sus dirigentes inescrupulosos así lo exigen.

Queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo. Ellos son los que a través de la manipulación y la mentira están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos, entre el pueblo y las fuerzas del orden que los cuidan con un interés firme: atentar a la estabilidad del país mediante la alteración del orden democrático.

Seguirán mintiéndote para generar caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio.

Pero los ecuatorianos les vamos a demostrar a los golpistas que somos solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores porque esto, sí es el Ecuador.

Hoy los ecuatorianos trabajan juntos con un gobierno que se interesa por todos, que se preocupa por los más vulnerables, que cree en los emprendedores, que atrae a los inversionistas, que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento del Ecuador, que con diálogo y acuerdos está recuperando el desarrollo y el empleo. Hemos tomado decisiones que durante 40 años fueron postergadas, decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos. Estamos sincerando la economía.

Estamos recuperando recursos para mejorar la calidad de más de 5 millones de ecuatorianos en situación de vulnerabilidad. Eliminamos el anticipo al impuesto a la renta, se redujo los aranceles para maquinaria y materia prima agrícola, se suprimió los impuestos a herramientas tecnológicas, entre otros beneficios. Somos un gobierno de diálogo, respetuoso de la ley y de las opiniones diferentes. Somos el gobierno de todos, que nunca apoyaremos la violencia y que rechazamos tajantemente a los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática poniendo en riesgo la seguridad de miles de hermanos ecuatorianos.

Siempre desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos y la tranquilidad ciudadanas. Evitaremos siempre cualquier derramamiento de sangre. Los ecuatorianos pueden estar tranquilos. La violencia y el caos no van a ganar la democracia la paz, saldrán nuevamente victoriosas.

Gracias a todos los ecuatorianos que se han decidido también por el orden, la paz, y la democracia.

9min37sec

ESTADO H2Doc 7- 09 de octubre 2019

Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente de la república (varios
anuncios)

<https://www.youtube.com/watch?v=5UX8jdPzg-I>

Amigos de la prensa, ecuatorianos que están hoy enlazados en esta rueda de prensa desde la ciudad de Guayaquil.

De aquí brevemente para informarles que, gracias al esfuerzo de todos, gracias a lo que hacemos en conjunto con las fuerzas armadas con la policía nacional, con los municipios del país, estamos logrando frenar esta pretensión de desestabilizar al gobierno nacional por parte de grupos políticos organizados y concentrados enfocados en hacerle daño al Ecuador.

El daño ha sido grande, no lo podemos negar. La mayoría de los ecuatorianos están deseosos de poder volver a trabajar, de poder volver a la normalidad de su vida, de poder llevar su día a día como siempre lo han hecho en beneficio del país, y lo que no puede ocurrir es que unos pocos, eso sí, muy bien organizados, y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país, que lo único que necesita es hacer todo por juntos, salir adelante.

Por eso estamos enfocados en reforzar la seguridad, en volver a la paz, a la calma. Estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas. Muchos de ellos no identificados con la violencia ni con esta forma de hacer las cosas. Entiendo que la marcha en Quito está siendo pacífica al momento. Otros, que lamentablemente no han dado un ejemplo que sea repetible o deseable. Que han hecho mucho mucho daño a sus propias comunidades y ahora nuestro enfoque va a estar en cómo ayudamos a esas comunidades a volver a la normalidad y a recuperar todo lo perdido.

Nosotros entre hermanos jamás debemos hacernos daño. Somos todos ecuatorianos. Yo personalmente no distingo etnia, ni raza, ni nivel socioeconómico. Nunca lo he hecho. Menos aun cuando hoy tengo la responsabilidad, en calidad de vicepresidente de la república, junto con el presidente y las autoridades, representarlos a todos de la misma forma como lo hemos hecho, y como lo seguiremos haciendo.

Pero insisto, hemos perdido ya demasiado. La gente que como ha salido, es gente que ha dejado posiblemente de comer en muchos casos y los que han perdido todo les costará mucho recuperarlo.

Debo anunciar que ya está el gobierno pensando en la recuperación. Que ya estaba en Ecuador visitando a todas las víctimas de vandalismo para refinanciarles su negocio, ayudarlos a volver a la normalidad. Es lo menos que podemos hacer. Es penoso porque ese dinero estaba enfocado en la reactivación productiva, justamente de los sectores más deprimidos del país. Porque si tomamos esta decisión que desde el inicio dijimos que iba a ser difícil. Pero también les dijimos que este es un gobierno dispuesto a hacer lo correcto por encima de lo popular. Y esta decisión lo que hace es quitar los recursos que llegaban en más de un 80 por ciento a los más ricos del país, para destinarlos mayoritariamente a atender a quienes más lo necesitan, es decir pasarlos de quienes más detienen a quienes más los necesitan.

Esa es esta medida. Por eso nos mantenemos en la intención de seguir adelante con esta decisión porque además sabemos y peor hoy, hoy después de lo que ha pasado, que si retrocedemos, lo único que peligra es la dolarización y la estabilidad de todos los ecuatorianos.

El gobierno tuvo que escoger entre los subsidios y la dolarización. Nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico y social que nos ha permitido desarrollarnos los últimos 20, que es el dólar.

Esta decisión responsable. Hoy mientras más continúe la desestabilización en las protestas, más firmes debemos de mantenerlo porque las pérdidas han sido gigantescas para el país. Olvídense del gobierno.

Nosotros somos transitorios. Nosotros no estamos empecinados en el poder no nos interesa. Estamos aquí para servir, para trabajar con todos, por un país de paz por un país de desarrollo, por un país de prosperidad es. Pero no vamos a tolerar ni vamos a permitir que se salgan con la suya. No lo podemos hacer, no por nosotros, por el Ecuador.

Si hoy el Ecuador puede ser secuestrado por unos pocos ¿qué futuro nos espera a los ecuatorianos? Si unos cuantos miles puede definir el futuro del país ¿para qué sirve la democracia? ¿para qué sirven las elecciones?

Esa es la reflexión que tenemos que hacer todos hoy y que la tienen clara la gran mayoría de los compatriotas que han salido a manifestarse voluntariamente en contra de lo que está ocurriendo, en contra de la violencia, en contra de la incertidumbre y de la inestabilidad.

Felicitemos también a los líderes políticos que han tomado posiciones serias, decentes, no pensando en las elecciones sino pensando en el Ecuador y que hoy se manifiestan. Y lo digo así, Guillermo Lasso, Jaime Nebot, alcaldes en todo el país, en la provincia de El Oro, sus autoridades.

En muchas provincias y en muchas alcaldías del Ecuador, la AME, la asociación de municipalidades del Ecuador, gremios, sectores sociales, universidades, que tienen claro que éste nunca debe de ser el camino. Que nunca podemos volver a transitar por el camino de la incertidumbre, de la inestabilidad, del golpismo. Que debemos de dejarlo atrás.

Y en este camino de recuperar la normalidad, porque lo vamos a hacer yo creo que hoy va a ser el día más complejo y en adelante iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos dispuestos a trabajar, que hoy se han manifestado por el trabajo que es lo único que nos va a sacar de la pobreza.

En ese camino, señores debo decir que no vamos a ser tolerantes con quienes han violado las leyes del Ecuador. No lo podemos hacer, no por nosotros, por el país. Quienes han sido tomados prisioneros, han sido apresados perdón, por la policía, por las fuerzas armadas, tendrán que cumplir y responder ante la ley. Quienes han cometido actos de terrorismo, como tomarse operaciones petroleras en el país, hidroeléctricas o antenas de telecomunicación, son actos de terrorismo, tendrán que responder.

Son 18 años de prisión señores, yo no soy juez no soy fiscal, pero si tendrán que responder ante la ley por los actos terroristas. Y quienes se manifiesten pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT me parece, tuvieron una manifestación pacífica en Quito como lo están haciendo hoy.

Hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad, a cualquier lugar de este, nuestro, su país, para manifestarse en paz porque tienen derecho, tienen derechos. Y no sólo a manifestarse, sino también a creer que el gobierno puede estar equivocado.

Como nosotros tenemos derecho a conversar y buscar soluciones, como les decía., Estamos trasladando los recursos de quienes más tienen a quienes más los necesitan. Eso es lo que vamos a hacer. Queremos repensar el desarrollo de la ruralidad sobre todo andina, muy empobrecida, por un abandono de más de una década.

Venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad con crédito adecuado oportuno, porque creemos que el camino es el empleo, el trabajo.

Creemos que el camino no es la limosna. Sabemos que ustedes son capaces de hacer las cosas bien. Y estamos planificando y los invitamos a ese diálogo para ver qué hacemos con estos recursos que hoy los sacamos de las manos de los delincuentes también, de las mafias del contrabando de combustibles.

Más de 300 millones de dólares al agua y los podemos poner disponibles en incremento de bonos de desarrollo humano como ya lo anunció el presidente, en reducción de aranceles para el sector productivo y en el desarrollo de planes de lucha contra la pobreza rural enfocados y también en la zona andina del Ecuador.

No quiero dejar de decirles que, en las manifestaciones, infiltrados seguramente, hemos apresado a un número importante de ciudadanos extranjeros. Ciudadanos extranjeros que en sus testimonios declaran cómo están recibiendo dinero entre 40 y 50 dólares por asistir a esta manifestación.

La inteligencia está decidiendo su trabajo y vamos a llegar con los responsables. A muchos ya los tenemos identificados, a otros ya los tenemos apresados. Y ciudadano extranjero que se presta para generar el caos, la violencia, la delincuencia en el Ecuador, que es un territorio de paz, un territorio que ha sido hospitalario con centenas de miles de extranjeros, extranjero que no cumpla con las leyes del país y que ofenda a los ecuatorianos, no podrá seguir en el Ecuador. No podrá seguir en el Ecuador. Lo sancionaremos con todo el peso de la , y haremos todo lo que esté a nuestro alcance, para iniciar deportaciones de quienes tengan este tipo de comportamiento. Lo tenemos que hacer. Tenemos que dar ese mensaje. Es necesario. Esto no es tolerable señores.

A todos los ecuatorianos, un mensaje de calma de tranquilidad. Vamos a salir adelante con ustedes, vamos a lograr que las cosas positivas pasen y vamos a conseguir que el Ecuador vuelva a ser el país que todos siempre hemos anhelado. Muchas gracias.

9:49

ESTADO H2Doc 8- 10 de octubre 2019

Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos)

<https://www.youtube.com/watch?v=Pv2oGK-Fv1o>

Ecuatorianos, en este momento hay ciudadanos ecuatorianos secuestrados en la Casa de la Cultura. 6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad.

A nombre del gobierno nacional, demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz, y para ello, la liberación de los policías y periodistas es una condición fundamental.

Por otro lado, han circulado varias versiones sobre fallecidos en medio de las manifestaciones. Oficialmente, una persona fue atropellada el día lunes por un conductor amedrentado por los manifestantes y esa persona murió.

Hoy, podemos confirmar que un ecuatoriano falleció ayer, por una caída y golpe en su cabeza, en las manifestaciones llevadas adelante en Quito.

Como lo hemos venido manifestando, somos un gobierno que dialoga y toma decisiones, siempre beneficiando el bien común.

Reiteramos nuestra disposición al diálogo, siempre en el marco de la paz.

Todos queremos trabajar, que nuestros hijos puedan ir a estudiar. Estamos retomando la tranquilidad poco a poco.

Hoy Quito, Guayaquil y más del 70% de las ciudades del Ecuador están en paz.

Es el momento de deponer posiciones intransigentes y devolver a todos los ecuatorianos la tranquilidad. Para ellos necesitamos orden porque todos queremos trabajar y vivir en paz. Muchas gracias.

ESTADO H2Doc 9- 11 de octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República (corredor logístico)

COMUNICADO OFICIAL 11 DE OCTUBRE DE 2019

El corredor logístico que impulsa el Gobierno Nacional, a través del Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca (MPCEIP), y demás instituciones públicas en articulación con el sector industrial, es una estrategia efectiva que beneficia a los consumidores del país, pues se han visto afectados por la paralización y bloqueos de vías que provocaron el desabastecimiento de productos de primera necesidad en diversas zonas.

Durante la jornada del sábado 11 de octubre, los aviones facilitados por las Fuerzas Armadas y la empresa privada, han arribado a Cuenca, Machala, Guayaquil y Manta, movilizand o alrededor de 20 toneladas de productos. Cabe mencionar que esta actividad se la irá replicando en todo el territorio ecuatoriano.

Hasta el momento han arribado a las distintas localidades productos medicinales, alimentos procesados, frutas, bebidas, víveres, embutidos, productos lácteos, papel higiénico, pañales, entre otros.

Mediante este esfuerzo logístico el Gobierno Nacional busca que de a poco el país vaya retomando la normalidad y que las perchas de los recintos comerciales satisfagan la necesidad de los compradores.

SECRETARÍA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



ESTADO H2Doc 10- 11 de octubre 2019
Cadena nacional Lenin Moreno llamado al diálogo

<https://www.youtube.com/watch?v=HiBd2Pzv0Uk>

Envío este mensaje a la dirigencia de las organizaciones indígenas y a sus bases. Es indispensable frenar la violencia. Hay que encontrar soluciones para los temas del país y sobre todo del campo.

Hago un llamado a los dirigentes a dialogar directamente conmigo, pero repito hago un llamado a los dirigentes a dialogar directamente conmigo.

Sentémonos, sentémonos para conversar, dialogar sobre el decreto 883. Hablemos de a dónde debe dirigirse sus recursos y asegurémonos de que vayan a quienes más lo necesitan. Pongamos en nuestras manos la solución de las diferencias.

El país debe recuperar la calma que el país sepa que tenemos la voluntad del diálogo pues aquí está la mía.

ESTADO H2Doc 11- 12 de octubre 2019
Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)

<https://www.youtube.com/watch?v=2WzCBI3pv9c>

Ecuatorianos, hoy es un día triste para el Ecuador, para Quito, para la historia del país. Hoy fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizada y dirigido por Correa y Maduro, en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos, causaron zozobra, violencia nunca antes vista. Atentaron contra el patrimonio de la ciudad de Quito, causaron miedo a muchas familias. Secuestraron a policías y una larga lista de delitos para un solo día. Tan es así que hoy quemaron el edificio de la contraloría para destruir las pruebas de la corrupción del gobierno anterior. Mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución. Hoy hemos decretado en toque de queda en Quito y los valles. Este ya tiene resultados tangibles y para la noche hemos recuperado la calma en muy buena parte de la ciudad. Sobre las organizaciones indígenas que permanecen en la ciudad, tendrán que también cumplir con el toque de queda y permanecer en lugares donde se encuentran. El gobierno no quiere confrontación entre hermanos, pero tampoco permitiremos que quienes actúan con violencia agredan a quienes quieren vivir en paz. Con la fuerza de la ley y con la fuerza de nuestra democracia, nuestra policía y fuerzas armadas, mantendremos la paz. Con quienes tengan la decisión de dialogar, lo haremos. Ese proceso tiene avances y espero darles pronto buenas noticias. Porque varias organizaciones han confirmado ya su voluntad de dialogar. Por ello, por la paz, por el futuro, por cada ecuatoriano de bien, he tomado las siguientes resoluciones. Primero, mantendremos el toque de queda en Quito hasta próximo aviso. Segundo, analizaremos y revisaremos conforme el pedido lo han hecho organizaciones indígenas y sectores sociales, el decreto 883. Para estudiar sus efectos, para asegurar que los recursos lleguen al campo. Para que las comunidades y los beneficiarios manejen sus propios recursos. Tercero, en cuanto al proyecto de ley que se enviará a la asamblea, he recibido la preocupación de funcionarios públicos, respecto a la reducción de sueldos por renovación de contratos ocasionales y sobre el recorte de vacaciones. Lo analizaremos igualmente. Cuarto, proponemos un bono de 20 dólares mensuales, que pagarán las empresas privadas a sus empleados. Estamos trabajando también para apoyar a quienes han tenido que botar su leche, han perdido sus cultivos, producto de la paralización. Quinto, como saben, en el mismo proyecto de ley se incluirá un impuesto para grandes empresas. Para que aquellos que mas ganan sean aquellos que más contribuyan al país. Han sido días difíciles, pero vamos a sacar al país adelante. Lo vamos a hacer juntos con decisión, y con firmeza. Buenas noches.

ESTADO H2 Doc 12- 12 de octubre 2019

Comunicado Presidencia de la República (refuerzo de seguridad en Casa de la Cultura Ecuatoriana)

**COMUNICADO OFICIAL
12 DE OCTUBRE DE 2019**

El Gobierno Nacional reforzará las acciones necesarias para garantizar la seguridad en los alrededores de las Universidades de acogida al sector indígena y en el Ágora de la Casa de la Cultura. Reiteramos de manera enfática que las fuerzas del orden no han emprendido acción alguna para desalojar a las organizaciones indígenas de los recintos antes mencionados.

Adicionalmente, el Gobierno Nacional a través del Ministerio de Inclusión Económica y Social ha establecido puntos seguros de cuidado y protección, algunos de los cuales se encuentran en los recintos donde están alojadas las organizaciones indígenas. En estos espacios especiales se atiende a niños y niñas para precautelar su salud física y mental. Así también, se han implementado procesos de sensibilización familiar para prevenir la exposición de los menores de edad a riesgos innecesarios.

El Gobierno Nacional garantiza el derecho de los ciudadanos a manifestarse, siempre y cuando lo hagan de forma pacífica y sin afectar bienes públicos o privados.

SECRETARÍA GENERAL DE
COMUNICACIÓN DE LA PRESIDENCIA



MATRICES DE ANÁLISIS HITO 2 ESTADO

ESTADO H2 MC1: Desarrollo y diálogo

ESTADO H2 MC2: Decisiones del gobierno y violencia

ESTADO H2 MC3: Uso legítimo de la fuerza

ESTADO H2 MC1- ANALISIS CUALITATIVO							
DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DIÁLOGO-DESARROLLO/DESARROLLAR-SEGURIDAD- SOCIAL-PRESIDENTE- INDÍGENA-ORDEN-LEY TRABAJO/TRABAJAR/TRABAJADOS	CONTEXTO/CO-TEXTO	TEMA /TÓPICO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? ORDEN, DESARROLLO Y DIÁLOGO	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : PRESIDENTE- INDÍGENAS- TRABAJADORES-MOVIMIENTO INDÍGENA - POLICIA- FUERZAS ARMADAS	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
1	Tenemos también la constatación de que el día de mañana habrán cierres en algunos lugares del país, puntos ahora sin identificar porque se han registrado algunos inconvenientes en Imbabura en ciertos sectores, en la provincia de Cotopaxi, al norte de la provincia de Pichincha, en Tungurahua, también se han reportado ciertos desmanes, en Chimborazo, en Azuay algunos lugares en Bolívar. Algunos inconvenientes todavía en Loja exactamente como usted lo describen ahora es la Sierra son provincias de la Sierra, son lugares en donde quiénes están manifestándose en contra de las medidas son dirigentes y miembros del movimiento indígena en sus diferentes expresiones. MPR	"indígena" como "movimiento indígena" designa la organización social PRÓXIMO	El desorden social es causado por "dirigentes y miembros del movimiento indígena" DISTINTO	María Paula Romo MINISTRA DE GOBIERNO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se tiende a nominar a los actores de forma personalizada por indeterminación, es decir formulándolos como seres anónimos sin una especificación concreta. Así se describe a "dirigentes y miembros del movimiento indígena" mediante un proceso de indeterminación por asociación a través del recurso de parataxis, para designar a los que están fuera del orden Para designar al actor "fuerzas armadas" y "policia nacional" se recurre a la personalización por generalización utilizando un artículo definido "la policia", "las fuerzas armadas" para demostrar que son organismos. Para hacer referencia al "presidente de la república" se utiliza la personalización por especificación e individualización con el recurso del singular "el" mostrando que no es necesario pronunciar su nombre pues su legitimidad le precede. La referencia a "la población" sugiere una personalización por generalización usando el recurso de sustantivo de masa para sugerir que se trata de una mayoría. Sentido: Se quiere describir a los actores como agentes institucionales más que como individuos.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y PERSUASIÓN Los dos voceros utilizan estrategias diferentes en sus discursos. La vocera María Paula Romo, ministra de gobierno, hace uso de la estrategia de acusación/justificación, pues tiende a buscar el desequilibrio del ejercicio de poderes, poniendo en cuestión la veracidad y las acciones de un sector social y así dar una respuesta frente a esa amenaza. Así, recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores y señala "quienes están manifestándose en contra de las medidas, son dirigentes y miembros del movimiento indígena en sus diferentes expresiones" para asignarles el lugar de los culpables de la violencia. Al mismo tiempo y para referirse a las grabaciones en video de abusos policiales, se refiere en los siguientes términos afirma "Muchas veces al ver un video, solamente un pedazo del video (...) habrá que mirarlo para revisar si la actuación de un policía fue correcta", recurriendo a la figura de narrativización centrando la atención sobre el caso específico para darle carácter de excepcional (uso de "un" policia). Sentido: Los indígenas son todos violentos mientras que en la violencia en la policia es un caso aislado. El vocero Oswaldo Jarrín, ministro de defensa usa la estrategia de persuasión pues busca la adhesión de todos los sectores un su visión de la realidad que acontece. Aboga por la dominación. Recurre a la figura de autorización para describir las acciones de las fuerzas armadas y policia nacional. Se dota de la autoridad del presidente de la república para asignar veracidad a su discurso "quisiera expresar lo que el presidente constitucional de la república me ha indicado", "que transmita a las fuerzas armadas y Policia nacional, el absoluto respaldo". Pretende empoderar el discurso oficial del gobierno aludiendo a un propósito superior que es el de "mantener el orden
2	Algunos focos más pequeños pero que han estado en diferentes lugares del país, de estas amenazas de saqueo o de violencia casi diría yo, aprovechando la situación de preocupación que existe en otros sectores. Y aprovechando que una buena parte de la policia, de las fuerzas armadas están en este momento concentradas en el orden público y tratarlo más adelante también para hablar un poco y sobre la identificación de los responsables de estos actos vandálicos. Y también ha afectado a varios sectores de distintas ciudades del país tenemos una importante participación en redes sociales. MPR	"orden" como "orden público" designa la atribución del Estado a controlar el orden en el espacio público a través de sus fuerzas del orden (policia). "sociales" como "redes sociales" designa a uno de los medios a través de los cuales circula información DISTINTO	"concentradas en el orden público" presupone que está en marcha un descontrol del orden. PRÓXIMO	María Paula Romo MINISTRA DE GOBIERNO	AMBIVALENCIA		
3	Muchas veces el ver un video, solamente un pedazo del video, no nos permite saber exactamente ¿qué pasó? No nos permite saber exactamente en qué circunstancias se dieron los hechos y habrá que mirarlo para revisar si la actuación de un policia fue correcta. En este momento estamos ocupados en devolverle el orden al país. Una vez que se devuelva el orden y que se termine el estado de excepción se revisará y se trabajará con las reglas y con las normas a las que la policia está sometida. MPR	"orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas DISTINTO	"devolverle el orden al país" sugiere que está en marcha un descontrol del orden. PRÓXIMO	María Paula Romo MINISTRA DE GOBIERNO	AMBIVALENCIA		

ANEXOS

ESTADO H2Doc 1 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrín	4	Claro que si estamos colaborando. Estamos recuperando la calma en el país, no quiero solamente tener una opinión desde el punto de vista de la seguridad , sino que dejando de lado los hechos vandálicos, hay sectores que tienen una postura política sobre estos temas y quiero decir que, respecto a esos sectores, estamos conversando. Tenemos el diálogo abierto, tenemos previstas nuevas conversaciones en los próximos días. MPR	"seguridad" como area de gestión del Estado encargada del orden público intero y de la defensa nacional. "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia DISTINTO	"punto de vista de la seguridad" como area de gestión de la ministra de gobierno encargada del orden público interno. "diálogo abierto" sugiere que existen conversaciones entre el gobierno y las organizaciones que está protestando contra las medidas anunciadas. PRÓXIMO	Maria Paula Romo MINISTRA DE GOBIERNO DISTINTA	AMBIVALENCIA	público". El peso de la ley vuelve a estar presente en su afirmación de que "la ley está explicado, fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden". En el mismo orden de ideas y bajo la figura de autorización, hace mención también del "interés nacional", "la seguridad nacional" como valores que están por encima de cualquier cosa y que legitiman cualquier acción del Estado, por lo que sentencia "estamos asumiendo por completo las consecuencias de esa decisión". La misma figura de autorización está en marcha en relación a la argumentación del vocero Jarrín alrededor del concepto de "territorios indígenas". Para declarar que "no hay territorios indígenas. El territorio es del Estado ecuatoriano" apela nuevamente a la autoridad del presidente de la república como máximo representante del Estado señalando "un llamado a nombre del estado ecuatoriano, solamente es el presidente de la república en función de la Constitución". Sentido: La actuación del Estado (fuerzas de seguridad) contra los manifestantes son necesarias, legales y legítimas
	5	Para comenzar quisiera expresar lo que el presidente constitucional de la República me ha indicado. Que transmita a las fuerzas armadas y Policía Nacional, el absoluto respaldo para el cumplimiento de sus labores y cumplimiento de misiones que están establecidas en los planes respectivos, con la finalidad de mantener el orden público, garantizar los derechos de la población a nivel nacional en sus libertades, y las garantías para que puedan desarrollar sus actividades diarias. OJ	"orden" como "orden público" designa la atribución del Estado a controlar el orden en el espacio público a través de sus fuerzas del orden (policía y fuerzas armadas) DISTINTO	"mantener el orden público" como finalidad de las fuerzas del orden. Se asocia el orden público a la garantía de derechos, libertades y correcto desarrollo de actividades PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA	
	6	En segundo lugar, no hay territorios indígenas . El territorio es del Estado ecuatoriano. Y si alguien hace un llamado a nombre del estado ecuatoriano, solamente es el presidente de la República en función de la Constitución y de las leyes que tiene el Ecuador. OJ	"indígenas" como sector específico de la población que el vocero califica de "minoría" "leyes" referido a la normativa vigente en el Ecuador DISTINTO	"no hay territorios indígenas" como desconocimiento del Art. 57 de la Constitución de la república sobre "derechos de las comunidades, pueblos y nacionalidades" (literales 4.5.6.9.11) y Art. 60 en el que se "reconoce a las comunas que tienen propiedad colectiva dela tierra, como una forma ancestral de organización territorial" PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA	
	7	Aquí no hay ninguna otra forma o minoría que reclame facultades o atribuciones que correspondan al Estado nacional. No existe esa posibilidad y si alguien toma esas atribuciones, es una alevosa atribución que están haciendo y están sujetos a las leyes porque la ley está explicado, fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden , de la paz, de la protección de la población de la propiedad pública y de la propiedad privada y todo eso está siendo agredido por determinados sectores. OJ	"leyes" referido a la normativa vigente en el Ecuador "orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas DISTINTO	el "orden" está establecido por las leyes y se garantiza su cumplimiento mediante el ejercicio de las fuerzas del orden. Estado como único con capacidad legal para hacer reinar el orden. PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA	
	9	Está con personal militar. Hemos redoblado la seguridad de los diferentes puntos. Es un atentado contra la sociedad contra los derechos que tiene la población para con tanto sacrificio que ha logrado desarrollar sistemas sean vulnerados por gente desadaptada, con intereses mezquinos que no tienen que ver con el interés Nacional. OJ	"seguridad" como area de gestión del Estado encargada del orden público interbo y de la defensa nacional. "desarrollar" como señal de progreso positivo hacia una idea de modernidad DISTINTO	"redoblado la seguridad" sugiere aquí más control en términos tangibles, es decir mayor presencia de las fuerzas del orden (policía y militar). "con tanto sacrificio ha logrado desarrollar sistemas" sugiere que el progreso requiere de esfuerzo PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA	

ANEXOS

	10	Acabo de manifestar en primer lugar, tener confianza en sus fuerzas armadas y la policía, si es que no hay confianza de la ciudadanía, quiere decir que las fuerzas armadas no les están sirviendo y no es el caso. El sacrificio que hacen tanto fuerzas armadas como policía es por dar atención, protección, seguridad . Por supuesto que muchas de las veces se sobrepasan estas capacidades porque, podríamos decir, que hay una asimetría.	"seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público intero y de la defensa nacional DISTINTO	"el sacrificio que hace tanto fuerza armadas como policía y por dar atención, protección, seguridad" sugiere que mantener el orden es una tarea difícil que requiere de esfuerzo PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	11	Una cosa es tener material no letal, para protegerse con escudos, y otra cosa es que formen barricadas, cómo fue el viernes y tratan de romper las vallas y crear una barricada en contra de los blindados antimotines. Eso ni siquiera es vandálico, eso es criminal y eso es atentar contra la seguridad nacional. Las fuerzas armadas van a hacer entender, porque son profesionales, alta moral y con firmeza saben hacer cumplir sus misiones. OJ	"seguridad nacional" como doctrina que establece las normas del ejercicio de la fuerza legítima del Estado en la nación Ecuador DISTINTO	"atentar contra la seguridad nacional" sugiere una alteración del orden no solo público sino como un ataque al Estado. PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	12	Ningún caso en fuerzas armadas, por la sencilla razón que el orden público, especialmente en los sectores urbanos en dónde se presentan, lo ha hecho profesionalmente la Policía Nacional, que tiene contacto con los manifestantes, con los disturbios y las agresiones que se presentan. Ahí se dan en medio de ese caos, de esa confusión.	"orden" como "orden público" designa la atribución del Estado a controlar el orden en el espacio público a través de sus fuerzas del orden (policía y fuerzas armadas) DISTINTO	La tarea sobre "orden público" aquí atribuida a la policía nacional PRÓXIMO	Oswaldo Jarrín MINISTRO DE DEFENSA NACIONAL DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	13	Estamos asumiendo por completo las consecuencias de esa decisión y lo estamos haciendo porque creemos que es lo responsable con un país al que queremos tanto y creo que en ese cariño por el país por su gente por días mejores, coincidimos todos. Ojalá no nos enfrentemos la opción es no enfrentarnos y buscar cuáles son los mejores caminos porque creo que hay una gran coincidencia también con aquellos sectores, que hoy discuten la medida con esos sectores sociales con esos sectores con esos sectores de los movimientos indígenas , con esos sectores de los de algunos sindicatos, con algunos sectores de estudiantes. Yo creo que tenemos una gran coincidencia o del país y ojalá podamos profundizar en esa coincidencia y examinar las mejores decisiones. MPR	"sociales" como "sectores sociales" refiere a los distintos gremios que representan a la sociedad tales como trabajadores, sindicatos, estudiantes, jubilados, "indígenas" como "movimientos indígenas" designa específicamente a los movimientos organizados que defienden los derechos de los pueblos y nacionalidades indígenas (CONAIE y otros) DISTINTOS	"discuten la medida con esos sectores sociales (...) de los movimientos indígenas" sugiere que existe una voluntad y un llamado al diálogo. PRÓXIMO	María Paula Romo MINISTRA DE GOBIERNO DISTINTA	AMBIVALENCIA		
ESTADO	17	Siempre he antepuesto la paz y la tranquilidad de los ecuatorianos antes que mi propio bienestar. Lo que ha sucedido en estos días en el Ecuador no es una manifestación social de descontento protesta frente a una decisión de gobierno.	"social" designa "de la sociedad". Es decir del conjunto de los ecuatorianos DISTINTO	"manifestación social de descontento" se refiere a la expresión de los sectores sociales organizados en contra de las medidas del gobierno.	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Y REORDENAMIENTO SUSTITUCIÓN Se tiende a nominar a los actores opositores al gobierno bajo procesos de personalización por indeterminación, es decir formulándolos como anónimos, sin especificación concreta. Así, el presidente de la república recurre a un proceso lingüístico de generalización cuando nombra a sus opositores vinculándolos con expresiones como "los ladrones", "los corruptos", "los ociosos", "individuos externos pagados, organizados". Sentido: Los opositores son contraventores. REORDENAMIENTO Mientras que los opositores al gobierno son descritos como actores activos de la violencia y destrucción con expresiones como: "actúan con la única intención de	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero presidente de la república procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Así, marca una distancia entre sus opositores políticos y el resto de manifestantes identificados como indígenas (con los que si pretende negociar). Recurre a la figura de racionalización tomando acciones como premisas para emitir conclusiones sobre los actores y rechazar su lugar. Así, hace alusión a este sector político opositor con "una intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido", "aquellos que actúan con la única intención de agredir", "son individuos pagados y organizados", "son los corruptos", "ellos quienes están detrás de este intento de golpe
	18	No, los saqueos el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático. En las imágenes es evidente que los más violentos, aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar son individuos externos pagados y organizados.	"orden constituido" referente a los mecanismos legales y legítimos para ejercer el poder "orden democrático" referente a los mecanismos socialmente pactados para el ejercicio de gobierno DISTINTO	"una intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático" refiere a un orden simbólico y político y a la presencia de otros actores en el conflicto PRÓXIMO	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		

ANEXOS

H2Doc 3 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)	19	Son los corruptos, que han sentido los pasos de la justicia cercándolos para que respondan. Ellos son quienes están detrás de este intento de golpe de estado y están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas , aprovechando su movilización para saquear y destruir a su paso. Es con los recursos que se robaron que están financiando las agresiones y los saqueos.	"sectores indígenas" como sector específico de la sociedad. Designado como un sector social homogéneo. DISTINTO	"instrumentalizando algunos sectores indígenas" sugiere que en el conflicto existen otros actores y que los "indígenas" están siendo manipulados PRÓXIMO	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	agredir, dañar", "son quienes están detrás de este intento de golpe de estado", "aprovechando su movilización para saquear y destruir a su paso", "los recursos que se robaron", otros actores son los pacientes subordinados de esas acciones. Aquello se expresa en una frase "están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas". Sentido: El movimiento indígena no es enemigo.	de estado", "están usando e instrumentalizando algunos sectores indígenas", "con los recursos que se robaron que están financiando las agresiones y saqueos". Sentido: La CONAIE no es enemiga. El enemigo es Correa.
	20	Y cuando digo zángano, para que quede claro, me refiero a los ociosos y a los ladrones. Por eso, llamo a los sectores sociales al diálogo fraterno y sincero. Una puerta que desde el gobierno jamás se cerró nunca.	"sectores sociales" como organizaciones de la sociedad "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia DISTINTO	"llamo a los sectores sociales al diálogo fraterno" sugiere un reconocimiento de las organizaciones sociales como sujetos políticos PRÓXIMO	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	21	Gracias a todos los ecuatorianos que se han decidido también por el orden la paz y la democracia. Muchísimas gracias.	"orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas DISTINTO	"el orden, la paz y la democracia" sugiere el orden simbólico PRÓXIMO	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
ESTADO H2Doc 4 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)	22	Aproximadamente a las 9h30, un grupo de aproximadamente 180 manifestantes indígenas forzaron las puertas de seguridad de las bodegas de esta empresa, se llevaron productos y agredieron a algunos trabajadores . Aún no se han determinado las afectaciones humanas y materiales.	"indígenas" como sector específico de la población "trabajadores" como a los individuos empleados en aquella empresa DISTINTO	"manifestantes indígenas forzaron" sugiere que los culpables de la agresión son identificados como "indígenas" pero sin establecer cómo se logró esta identificación PRÓXIMO	PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN El comunicado de la secretaria de comunicación de la presidencia de la república, que representa la voz del gobierno, hace referencia a ciertos actores mediante los siguientes procesos lingüísticos para informar sobre eventos violentos sucedidos en una fábrica. Se utiliza un proceso de personalización por determinación a través de la generalización al referirse al actor "manifestantes indígenas" (plural sin artículo) tendiendo así a borrar la posibilidad de reconocer su señalamiento concreto. Esa forma de nombrar para describir la acción de "forzaron las puertas de seguridad" sugiere una representación de los indígenas como infractores. Asimismo "organizaciones sociales" se nombra bajo el mismo proceso y es asociado a "descontrol en la expresión política" y sugiriendo que las organizaciones incurren en infracciones. Esa idea se ve reforzada cuando se nombra a "la dirigencia" mediante esa misma forma generalizada asociada a "actos de vandalismo y delincuencia" y "construyen un ambiente de violencia".	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN El vocero del comunicado, la presidencia de la república tiende a desequilibrar el ejercicio del poder a través del cuestionamiento de las acciones de un sector social y construir una respuesta a la amenaza en procura de la preservación del orden social. Recurre a la figura de racionalización desde la que se toman las acciones como premisas para emitir conclusiones morales sobre los actores y rechazar su lugar. Al mismo tiempo se usa la figura de narrativización describiendo con detalles la situación para dotarle de un carácter de excepcionalidad para justificar acciones igualmente excepcionales para contrarrestarlas. Así, se describe la acción con el detalle narrativo "aproximadamente a las 9h30, un grupo de aproximadamente 180 manifestantes indígenas" que se asocia con "forzaron las puertas de seguridad de las bodegas de esta empresa, se llevaron productos y agredieron a algunos trabajadores". Frente a esa acción, se justifica una respuesta para restablecer el orden recurriendo a la figura de autorización que apela a un valor comúnmente aprobado "rechazamos la agresión y el saqueo y todo acto
	23	Rechazamos la agresión y el saqueo, y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos y privados. El Gobierno muestra su gran preocupación por el descontrol en la expresión política de organizaciones sociales . Estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía y son responsabilidad directa de la dirigencia de quienes se han movilizado, pues construyen un ambiente de violencia en el país.	"organizaciones sociales" como organizaciones que representan a ciertos sectores específicos de la sociedad. DISTINTO	"descontrol en la expresión política de organizaciones sociales" asociado a "actos de vandalismo y delincuencia" sugiere que se acusa desde el discurso a las organizaciones de ser culpables de actos delictivos. DISTINTO	PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	24	Bien, en primer lugar, mi saludo afectuoso a todos ustedes, de manera especial a los señores presidentes de las funciones, que lo vuelvo a recalcar ahora funcionan, ahora cumplen con su tarea de manera autónoma e independiente, y todos en conjunto, han decidido respaldar, no al presidente, a la democracia, al orden constituido, a la constitución. El grupo ha designado al señor contralor, Pablo Celi para que él sea quien de lectura a las resoluciones a las cuales se llegaron. LM	"orden constituido" referente a los mecanismos legales y legítimos para ejercer el poder como la Constitución DISTINTO	Aquí el "orden constituido" representado con la presencia de otras funciones del Estado: el de control y participación ciudadana. DISTINTO	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Y REORDENAMIENTO SUSTITUCIÓN El presidente de la república se presenta en televisión, rodeado de otros funcionarios que designa en su alocución como "los señores presidentes de las funciones" recurriendo a un proceso de personalización por especificación para marcar el cargo institucional. "el señor contralor, Pablo Celi" es nominado también por un proceso de especificación para revestirle de su rol institucional dentro de la alocución y en representación del actor Estado	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y NEGOCIACIÓN El vocero presidente de la república y contralor de la república utilizan dos estrategias distintas. Así, marcan una distancia entre sus opositores políticos y el resto de manifestantes identificados como indígenas (con los que si pretende negociar). La alocución del contralor Pablo Celi, en la lógica de acusación/justificación busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza

ANEXOS

ESTADO H2Doc 6 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado)	25	Gracias señor presidente. Los titulares de las funciones del estado, reunidos en Guayaquil, ante la situación de tensión que vive el país, manifestamos: es necesario diferenciar el reclamo social pacífico legítimo y garantizado por el mandato constitucional y el orden legal , de las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país, con ataques violentos contra personas e instituciones, destrucción de bienes públicos y privados y tomas de edificios e instalaciones estatales. PC	"social" designa "de la sociedad". Es decir del conjunto de los ecuatorianos	"reclamo social pacífico legítimo" refiere las manifestaciones en el marco de la ley	PABLO CELI Contralor de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	Representación del actor Estado. Sentido: Revestir la alocución de institucionalidad y autoridad y mostrar al Estado como agencioso. En su alocución, Pablo Celi utiliza la expresión "el reclamo social pacífico" como una forma impersonalizada a través de la figura de autonomización de la producción (representación del actor a través de sus productos), para referirse a los manifestantes y "acciones conspirativas" (autonomización de la producción) para referirse a los actores que protagonizaron hechos en contra del Estado. Sentido: Los actores de las protestas son materia El presidente de la república hace alusión a "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo", con lo que refiere a un actor opositor político y que está representado en las acciones de "desestabilización" que están ocurriendo, expresada en "manipulación", "mentira", "enfrentamiento entre ecuatorianos". El término "correísmo" designa a través de una analogía a un grupo de personas afines al expresidente Correa, mediante un proceso de personalización por indeterminación con la forma de somatización (actores se representan mediante una parte de su cuerpo: rostro). . Ese actor, que se materializa por un grupo es aludido nuevamente a través de expresiones como "seguirán mintiéndote para generar el caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio", "los golpistas". <u>Sentido:</u> Rafael Correa es el actor tras la desestabilización	Recurrir a la figura de autorización, basando su argumentación sobre el orden legal. Así, marca una diferencia entre los manifestantes que ejercen su derecho a la protesta que califica de "reclamo social pacífico legítimo" y los que están por fuera de ese marco legal que describiendo sus acciones como hechos delictivos "las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país", "ataques violentos contra personas e instituciones", "destrucción de bienes públicos y privados", "toma de edificios e instalaciones estatales". Frente a esas infracciones legales, bajo la misma figura de autorización recurre al marco legal para dotar sus decisiones de autoridad jurídica "en el marco de nuestras respectivas competencias", "obligación del Estado, precautelar la seguridad (...) todos los ecuatorianos" y anuncia sus medidas "acciones de control, juzgamiento y sanción de todo acto reñido con la ley y ética pública". Sentido: EL Estado es el garante del orden y actúa legítimamente.
	26	Las reivindicaciones de los movimientos sociales , no pueden ser utilizadas por fuerzas ajenas, empeñadas en destruir el orden democrático y revertir el proceso de reinstitucionalización y lucha contra la corrupción, que venimos impulsando todas las funciones del estado, en resguardo de la seguridad , de la integridad del estado y del orden legal e institucional vigente. PC	"orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas "seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público intero y de la defensa nacional	"movimientos sociales no pueden ser utilizadas" se refiere a organizaciones reconocidas por el Estado y se desmarca su responsabilidad en "destruir el orden democrático" "destruir el orden democrático" referente a poner en peligro los mecanismos socialmente pactados para el ejercicio de gobierno en un Estado de derecho "resguardo (...) del orden legal e institucional	PABLO CELI Contralor de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA		El discurso del presidente de la república, Lenin Moreno, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Tiende a recurrir a la figura de evaluación para asignar nominaciones cargadas de valoraciones a los distintos actores. Así, identifica a los opositores con valoraciones negativas como "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo" para referirse a los partidarios del expresidente de la república Rafael Correa. Asocia este grupo con las acciones de "están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos", "atentar a la estabilidad del país mediante la alteración de orden democrático", "Seguirán mintiendo para generar caos", "seguirán generando temor para incendiar el país", "seguirán cerrando calles para generar inseguridad", "seguirán desinformándote para generar odio", "los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática". Por el contrario y para marcar un contrapeso, asigna valoraciones positivas al actor "los ecuatorianos" en el que se incluye. Así los describe como "solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores", y también al gobierno al que retrata como el que "se interesa por todos", "que se preocupa por los más vulnerables", "que cree en los emprendedores", "que atrae a los inversionistas", "que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento de Ecuador", "está recuperando el desarrollo y el empleo", "Hemos tomado (...) decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos", "somos un gobierno de diálogo, respetuoso de la ley", "somos el gobierno de todos". Sentido: Correa es enemigo del orden democrático. Se puede negociar con movimiento indígena.
	27	En el marco de nuestras respectivas competencias adoptaremos todas las acciones de control, juzgamiento y sanción, de todo acto reñido con la ley y la ética pública. Es la obligación del estado, precautelar la seguridad , el bienestar y las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos, por lo cual, alentamos el diálogo Nacional como el camino necesario para encontrar un cauce común, para que prime el interés nacional y la paz social . Muchas gracias. PC	"ley" como norma que rige en un estado de derecho "seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público intero y de la defensa nacional "desarrollo" refiere a una forma de progreso dentro de una visión de modernidad "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"todo acto reñido con la ley" refiere al cometimiento de delitos "Es la obligación del Estado, precautelar la seguridad" refiere a la potestad del Estado de ejercer la fuerza legítima (pacto social) "las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos" refiere a las condiciones de un pacto social en que el mandante entrega el poder al mandatario a cambio de la garantía de esas condiciones.	PABLO CELI Contralor de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	REORDENAMIENTO Se representa a los actores de forma activa y pasiva para otorgar lugares distintos en el discurso. El actor Estado es activo y su acción se hace efectiva a través de sus funcionarios "ahora funcionan, ahora cumplen con su tarea", "han decidido respaldar (...) al orden constituido", "la lucha contra la corrupción que venimos impulsando", "adoptaremos todas las acciones de control, juzgamiento y sanción", "alentamos al diálogo", mientras que otros actores son pasivos por beneficiarización "precautelar la seguridad, el bienestar y las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos", "hemos tomado decisiones (...) la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos" <u>Sentido:</u> el Estado obra en favor de la mayoría de la población ecuatoriana.	
	28	Queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo. Ellos son los que a través de la manipulación y la mentira están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos, entre el pueblo y las fuerzas del orden que los cuidan con un interés firme: atentar a la estabilidad del país mediante la alteración del orden democrático. LM	"orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas	"fuerzas del orden" como ente armado que posee el ejercicio legítimo de la fuerza "alteración del orden democrático" referente a poner en peligro los mecanismos socialmente pactados para el ejercicio de gobierno en un Estado de derecho	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	29	Seguirán mintiéndote para generar caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad , seguirán desinformándote para generar odio. LM	"inseguridad" como categoría que rompe con la garantía de protección del Estado	"seguirán cerrando las calles para generar inseguridad" sugiere mecanismos delictivos	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		

	30 Pero los ecuatorianos les vamos a demostrar a los golpistas que somos solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores porque esto, si es el Ecuador. Hoy los ecuatorianos trabajan juntos con un gobierno que se interesa por todos, que se preocupa por los más vulnerables, que cree en los emprendedores, que atrae a los inversionistas, que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento del Ecuador, que con diálogo y acuerdos está recuperando el desarrollo y el empleo. Hemos tomado decisiones que durante 40 años fueron postergadas, decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos.	"trabajadores" como adjetivo, es decir calificativo de muy aplicado al trabajo "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "desarrollo" refiere a una forma de progreso dentro de una visión de modernidad "seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público interno y de la defensa nacional	"trabajadores", "trabajan" asociados a "los ecuatorianos" sugiere una mayoría que está dentro del "orden" "diálogo y acuerdos está recuperando el desarrollo y el empleo" sugiere que el gobierno está cumpliendo con su compromiso y obligación dentro del pacto social. "decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad" sugiere que el gobierno seguirá cumpliendo con su compromiso y obligación	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	31 Eliminamos el anticipo al impuesto a la renta, se redujo los aranceles para maquinaria y materia prima agrícola, se suprimió los impuestos a herramientas tecnológicas, entre otros beneficios. Somos un gobierno de diálogo, respetuoso de la ley y de las opiniones diferentes. Somos el gobierno de todos, que nunca apoyaremos la violencia y que rechazamos tajantemente a los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática poniendo en riesgo la seguridad de miles de hermanos ecuatorianos.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público interno y de la defensa nacional	"somos un gobierno de diálogo" sugiere que dispone de canales de comunicación con la sociedad de civil "rechazamos (...)" que pretenden atentar a la estabilidad democrática poniendo en riesgo la seguridad de miles de hermanos" sugiere la condena a quienes no respetan el orden establecido.	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
ESTADO	33 El daño ha sido grande, no lo podemos negar. La mayoría de los ecuatorianos están desearos de poder volver a trabajar, de poder volver a la normalidad de su vida, de poder llevar su día a día como siempre lo han hecho en beneficio del país, y lo que no puede ocurrir es que unos pocos, eso sí, muy bien organizados, y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país, que lo único que necesita es hacer todo por juntos, salir adelante. Por eso estamos enfocados en reforzar la seguridad, en volver a la paz, a la calma.	"trabajar" como relación de producción del sistema económico "seguridad" como área de gestión del Estado encargada del orden público interno y de la defensa nacional	"volver a trabajar" equivale a volver a un orden económico sin interrupciones "reforzar la seguridad" implica incrementar la fuerza legítima del Estado con medios y personal.	OTTO SONNENHOLZNER Vicepresidente de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO El vocero vicepresidente de la república tiende a delimitar los actores según una descripción como agentes activos o pacientes pasivos en el discurso. Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero vicepresidente de la república, Otto Sonnenhnlzner procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Así, marca una distancia entre sus opositores políticos y el resto de manifestantes, especialmente los sectores indígenas con los que se pretende abrir un diálogo de negociación. La intención de negociación, lleva al vocero a recurrir a una figura de mitigación, en la que tiende, aún si no considera como sus aliados, a reducir en cierta medida la responsabilidad del actor "indígena" en las acciones de violencia, atribuyendo esta responsabilidad a otros actores que nomina como "unos pocos". Se muestra condescendiente en sus expresiones hacia el movimiento indígena y otras organizaciones sociales "estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas", "quienes se manifiestan pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT", "hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos", "los invitamos a ese diálogo" Sentido: El gobierno necesita negociar urgentemente.
	34 Estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas. Muchos de ellos no identificados con la violencia ni con esta forma de hacer las cosas.	"indígena" como "movimiento indígena" designa la organización social DISTINTO	"negociaciones con los movimientos indígenas" sugiere que existe una voluntad de diálogo y un reconocimiento de las organizaciones como sujetos políticos	OTTO SONNENHOLZNER Vicepresidente de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la
	35 El gobierno tuvo que escoger entre los subsidios y la dolarización. Nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico y social que nos ha permitido desarrollarnos los últimos 20, que es el dólar. Esta decisión responsable.	"desarrollarnos" refiere a una forma de progreso dentro de una visión de una cierta modernidad	"desarrollarnos" asociado a "dolarización" sugiere que la visión de progreso consiste en la integración a un sistema global cuya moneda de cambio es el dólar.	OTTO SONNENHOLZNER Vicepresidente de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la
	36 Nosotros no estamos empujados en el poder no nos interesa. Estamos aquí para servir, para trabajar con todos, por un país de paz por un país de desarrollo, por un país de prosperidad es. Pero no vamos a tolerar ni vamos a permitir que se salgan con la suya.	"desarrollo" refiere a una forma de progreso dentro de una visión de una cierta modernidad	"país de desarrollo" asociado a "país de prosperidad" sugiere una idea de progreso basada en el éxito económico	OTTO SONNENHOLZNER Vicepresidente de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la	Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "estamos enfocados en reforzar la seguridad", "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes", "queremos repensar el desarrollo de la ruralidad", "venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad", "no vamos a tolerar, no vamos a permitir", "estamos planificando", "los invitamos a ese diálogo". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la

ANEXOS

H2Doc 7 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholz er vicepresident e (varios anuncios)	38	Y en este camino de recuperar la normalidad, porque lo vamos a hacer yo creo que hoy va a ser el día más complejo y en adelante iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos dispuestos a trabajar , que hoy se han manifestado por el trabajo que es lo único que nos va a sacar de la pobreza. En ese camino, señores debo decir que no vamos a ser tolerantes con quienes han violado las leyes del Ecuador.	"trabajar" como relación de producción del sistema económico "leyes" como normas que rigen en un estado de derecho	"trabajar" asociado "retomando la normalidad" sugiere el retorno a un orden económico sin interrupciones "no vamos a ser tolerantes con quienes han violado las leyes del Ecuador" sugiere que las protestas tienen tintes delincuenciales	OTTO SONNENHOLZ NER Vicepresident e de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	mayoría de los ecuatorianos que están deseosos de poder volver a trabajar" (lo que presupone que no lo pueden hacer), "nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico", "Estamos aquí para trabajar con todos, por un país de desarrollo, por un país de prosperidad", "iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos". SUSTITUCIÓN Se describen a ciertos actores mediante figuras lingüísticas que les dan un carácter específico en el discurso. Para describir a los actores que señala como culpables del desorden, utiliza un proceso lingüístico de personalización a través de la especificación mediante asimilación con el cuantificador indefinido "unos pocos" "muy bien organizados y muy mal intencionados". También utiliza la figura de personalización a través de la indeterminación con el uso de pronombres indefinidos: "quienes hayan violado la ley" Sentido: Los grupos opositores son contraventores
	39	Y quienes se manifiestan pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT me parece, tuvieron una manifestación pacífica en Quito como lo están haciendo hoy. Hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad, a cualquier lugar de este, nuestro, su país, para manifestarse en paz porque tienen derecho, tienen derechos. Y no sólo a manifestarse, sino también a creer que el gobierno puede estar equivocado.	"indígenas" como sector específico de la población	"los indígenas serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad" sugiere que son parte de otra ciudad u otro país.	OTTO SONNENHOLZ NER Vicepresident e de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	
	40	Eso es lo que vamos a hacer. Queremos repensar el desarrollo de la ruralidad sobre todo andina, muy empobrecida, por un abandono de más de una década. Venimos personalmente trabajando en el desarrollo de esa ruralidad con crédito adecuado oportuno, porque creemos que el camino es el empleo, el trabajo . Creemos que el camino no es la limosna.	"desarrollo" refiere a una forma de progreso dentro de una visión de una cierta modernidad "trabajo" como relación de producción del sistema económico	"desarrollo de la ruralidad" asociada a "muy empobrecida" sugiere que el desarrollo genera riqueza	OTTO SONNENHOLZ NER Vicepresident e de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	
	41	Sabemos que ustedes son capaces de hacer las cosas bien. Y estamos planificando y los invitamos a ese diálogo para ver qué hacemos con estos recursos que hoy los sacamos de las manos de los delincuentes también, de las mafias del contrabando de combustibles. Más de 300 millones de dólares al agua y los podemos poner disponibles en incremento de bonos de desarrollo humano como ya lo anunció el presidente, en reducción de aranceles para el sector productivo y en el desarrollo de planes de lucha contra la pobreza rural enfocados y también en la zona andina del Ecuador.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"los invitamos a ese diálogo" sugiere que se dirige a la población del Ecuador	OTTO SONNENHOLZ NER Vicepresident e de la República DISTINTO	AMBIVALENCIA	
ESTADO H2Doc 8 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas retenidos)	42	6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad. A nombre del gobierno nacional, demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz, y para ello, la liberación de los policías y periodistas es una condición fundamental. Por otro lado, han circulado varias versiones sobre fallecidos en medio de las manifestaciones.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz" sugiere una voluntad de negociación	JOSÉ AUGUSTO BRIONES Secretario de la Presidencia de la República DISTINTA	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se asignan nominaciones a los actores para otorgarles ciertos roles en el discurso. El vocero, como miembro del gobierno, emite un pronunciamiento para denunciar la retención de policías y periodistas en la Casa de la Cultura por parte del movimiento indígena. Para referirse a los retenidos, hace uso de un proceso de personalización a través de la especificación con cuantificadores definidos "6 policías", "27 periodistas". Sentido: Los policías y periodistas son víctimas.
	43	Como lo hemos venido manifestando, somos un gobierno que dialoga y toma decisiones, siempre beneficiando el bien común. Reiteramos nuestra disposición al diálogo , siempre en el marco de la paz. Todos queremos trabajar , que nuestros hijos puedan ir a estudiar.	políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"somos un gobierno que dialoga" asociado a "beneficiando el bien común" sugiere una voluntad de negociación	JOSE AUGUSTO BRIONES Secretario de la Presidencia de la República DISTINTA	AMBIVALENCIA	
	44	Es el momento de deponer posiciones intransigentes y devolver a todos los ecuatorianos la tranquilidad. Para ellos necesitamos orden porque todos queremos trabajar y vivir en paz. Muchas gracias.	"orden" como atribución del Estado para controlar cualquier acción que se considere como ajena a normas establecidas	"orden" asociado a "queremos trabajar" sugiere que un orden económico sin interrupciones	JOSÉ AUGUSTO BRIONES Secretario de la Presidencia de la República DISTINTA	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN El vocero José Augusto Briones, como secretario de la presidencia de la república hace una intervención puntual pues en ese momento el movimiento indígena está concentrado en la Casa de la Cultura y no permite la salida de periodistas y policías que están dentro del recinto. Frente a ese hecho, se pronuncia haciendo uso de la lógica de acusación/justificación, que busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza. EL movimiento indígena ha declarado que las personas mencionadas no están retenidas. El vocero afirma a manera de acusación, en cadena nacional recurriendo a la figura de narrativización que dota al discurso de un carácter excepcional y de gravedad y frente al que se debe actuar necesariamente : "6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad". Frente al hecho, y como respuesta a esa amenaza, condiciona "demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz, y para ello, la liberación de los policías y periodistas es una condición fundamental" Sentido: El gobierno pone las condiciones de la negociación.

ANEXOS

ESTADO H2Doc 11 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)	45	Mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución Hoy hemos decretado en toque de queda en Quito y los valles	"diálogo"en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "ley" como normas que rigen en un estado de derecho	"diálogo de paz" asociado a "apegado a la ley" sugiere una disposición para negociar pero con una posición de dominación	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	USOE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN El vocero asigna nominaciones a ciertos actores para definir su lugar en el discurso. Para referirse a los opositores que reclaman en contra de las medidas del gobierno, el vocero presidente de la república recurre a una forma de peronalización a través de la indeterminación con el uso del pronombre indefinido "quienes actúan con violencia". Utiliza la misma figura para referirse a los aliados del gobierno con la expresión "quienes quieren vivir en paz". <u>Sentido:</u> El presidente sugiere un tono de conciliación y se presenta como mediador	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero presidente de la república, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad.Recorre a la figura de autorización apelando al marco de la ley para justificar sus actuaciones como jefe del gobierno "mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución". Bajo esa premisa impone también el cumplimiento legal para los otros actores "sobre las organizaciones indígenas que permanecen en la ciudad, tendrán que también cumplir con el toque de queda". A partir de ese escenario en que ambas partes acatarían las disposiciones legales, el gobierno estará dispuesto a negociar: "analizaremos y revisaremos conforme el pedido lo han hecho organizaciones indígenas y sectores sociales, el decreto 883" Sentido: el gobierno negocia bajo condiciones
	46	Este ya tiene resultados tangibles y para la noche hemos recuperado la calma en muy buena parte de la ciudad. Sobre las organizaciones indígenas que permanecen en la ciudad, tendrán que también cumplir con el toque de queda y permanecer en lugares donde se encuentran. El gobierno no quiere confrontación entre hermanos, pero tampoco permitiremos que quienes actúan con violencia agredan a quienes quieren vivir en paz.	"indígena" como "organizaciones indígenas" designa a los miembros de la organización social DISTINTO	"organizaciones indígenas" que permanecen en la ciudad sugiere que no son de la ciudad	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
	47	Primero, mantendremos el toque de queda en Quito hasta próximo aviso. Segundo, analizaremos y revisaremos conforme el pedido lo han hecho organizaciones indígenas y sectores sociales , el decreto 883. Para estudiar sus efectos, para asegurar que los recursos lleguen al campo.	"indígena" como "organizaciones indígenas" designa a la organización social "sectores sociales" como organizaciones sociales DISTINTO	"el pedido lo han hecho organizaciones indígenas y sectores sociales" sugiere una voluntad de negociación y un reconocimiento de estas organizaciones como sujetos políticos	Lenin Moreno PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		
ESTADO H2 Doc 12 12 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (refuerzo de seguridad en Casa de la Cultura Ecuatoriana)	48	DOC 12 12 DE OCTUBRE 2019 COMUNICADO PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA	"seguridad" como area de gestión del Estado encargada del orden público intero y de la defensa nacional "orden"como "fuerzas del orden" como entidades que poseen el legitimo uso de la fuerza "indígenas" como "organizaciones indígenas" designa a la organización social	"garantizar la seguridad" como compromiso y responsabilidad del Estado mediante el uso legitimo de la fuerza "fuerzas del orden no han emprendido acción alguna para desalojar a las organizaciones indígenas" sugiere que no ha existido el uso de la fuerza legítima por parte del Estado.	PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El gobierno que actúa como vocero de este comunicado se asigna un rol activo en el discurso "gobierno nacional reforzará las acciones necesarias para garantizar la seguridad", "el Gobierno nacional (...) ha establecido puntos seguras", "en estos espacios especiales se atiende a niños y niñas". Al mismo tiempo, se describe a la población como actor paciente y que se beneficia de las acciones del gobierno "para garantizar la seguridad", "puntos seguros de cuidado (...) donde están alojadas las organizaciones indígenas", "se atiende a niños y niñas para precautelar su salud física y mental" Sentido: el gobierno garantiza los derechos humanos	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN La secretaria de comunicación de la presidencia de la república, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad.Recorre a la figura de autorización apelando al marco de la seguridad y el orden para justificar sus acciones. Así anuncia que "reforzará las acciones necesarias para garantizar la seguridad en los alrededores de las Universidades de acogida al sector indígena"sugiriendo que cumple con su papel institucional de protección hacia la ciudadanía. También, en respuesta a las acusaciones que circulan en medios y redes sociales de los abusos cometidos por las fuerzas del orden, incluso a las que se señala de haber atacado los recintos universitarios con bombas lagrimógenas, siendo que estos lugares son inviolables por ley, se hace la prescripción, apelando a la figura de narrativización, de que "las fuerzas del orden no han emprendido acción alguna para desalojar a las organizaciones indígenas de los recintos", "el gobierno nacional (...) ha establecido puntos seguros de cuidado y protección" Sentido: el gobierno actúa dentro del marco de la ley y el respeto de los derechos humanos.
	49	Adicionalmente,el Gobierno Nacional la través del Ministerio de Inclusión Económica y Social ha establecido puntos seguros de cuidado y protección,algunos de los cuales se encuentran en los recintos donde están alojadas las organizaciones indígenas . En estos espacios especiales se atiende a niños y niñas para precautelar su salud física y mental	"indígena" como "organizaciones indígenas" designa a los miembros de la organización social DISTINTO		PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DISTINTO	AMBIVALENCIA		

ESTADO H2 MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: ECUADOR/ECUATORIANO/A/S- DECISIÓN/DECIDIR- PAZ- VIOLENCIA- CIUDADANO/A/S/CIUDAD- GOBIERNO/GOBERNAR- PAÍS	TEMA/TÓPICO	CONTEXTO/CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DECISIONES DEL GOBIERNO Y VIOLENCIA	DETERMINAR QUE RELACIÓN QUE EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
	1 Permítame hacer un mapa general de lo que hemos tenido en estos días. Por favor, en primer lugar, las decisiones tomadas por el gobierno, las decisiones tomadas por el presidente Moreno, no son decisiones sencillas y me refiero en particular al tema del subsidio de los combustibles. No es una decisión sencilla sino alguien la habría tomado antes. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. SIMILAR	"decisiones" asociado a "postergadas durante décadas" sugiere una autovaloración positiva de una gestión eficaz, que se contraponen a gestiones anteriores. PRÓXIMO	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se utiliza procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a los actores del discurso y así otorgarle un determinado lugar. En lo que concierne la alocución de María Paula Romo, hace uso de la impersonalización para referirse a los actores opositores al gobierno y que han actuado durante las protestas. Así, recurre a una forma de autonomización de la producción en la que representa a los actores a través de sus productos o acciones, evitando así darles una identificación clara. Utiliza expresiones como "hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida", "hemos tenido hechos vandálicos", "tenemos algunas alertas de paralización de vías", "tenemos (...) 12 patrulleros que también han sido quemados", "estas amenazas de saqueo o de violencia", "hemos tenido manifestaciones violentas", "hemos tenido quema de cajeros automáticos". Sentido: Opositores no son humanos, no tienen rostro y son violentos. Por su parte, el discurso del ministro Oswaldo Jarrín, centrado en la fuerza de la institucionalidad, hace énfasis en nominar "las fuerzas armadas", "el Estado ecuatoriano", "la policía nacional", "el país" mediante un proceso de personalización por especificación e individualización, atribuyendo a estas instituciones un sentido orgánico con capacidad de pensar, sentir, decidir y tener pertenencias, con expresiones como : "las fuerzas armadas (...) son el único órgano del Estado ecuatoriano (...) que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza", "el territorio es del Estado ecuatoriano", "a nombre del Estado ecuatoriano", "atribuciones que correspondan al Estado nacional", "los centros estratégicos del país". Sentido: El Estado es el centro de todas las prioridades por encima de los ciudadanos.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y PERSUASIÓN En la alocución de la ministra Romo, quien entrega un informe de los acontecimientos, tiende a desequilibrar el ejercicio del poder, cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y así justificar una respuesta o medida. Recurre a la figura de evaluación que implica asociar acciones negativas a los actores opositores, es decir "ellos" y presentar positivamente al actor "nosotros", es decir el gobierno, En este caso, el cuestionamiento a las acciones del sector social opositor se expresan en torno a la violencia de sus acciones. Aquello se expresa en: "hemos tenido muchos puntos violentos", "manifestaciones de inconformidad con la medida, unas más violentas que otras", "hemos tenido hechos vandálicos", "tenemos (...) 12 patrulleros que también han sido quemados", "estas amenazas de saqueo o de violencia", "hemos tenido manifestaciones violentas", "algunas de estas manifestaciones, han excedido mucho lo razonable", "tenemos (...) a un grupo de personas atrapadas en la zona de Molleturo", "ha sido una zona muy compleja, muy violenta (...) atrapadas en esta zona", "el día de los saqueos (...) tuvimos 3500 personas y teníamos 300 policías" En respuesta a esta versión de los hechos, utiliza dos tipos de justificación: primero presenta con una valoración positiva las decisiones tomadas por el gobierno y luego justifica las acciones del Estado frente a la violencia de los opositores. Así primero, argumenta sobre las decisiones con expresiones como "las decisiones tomadas por el gobierno (...) no son decisiones sencillas", "una decisión que durante 40 años se ha discutido en el país", "es una decisión difícil de tomar, pero es una decisión correcta, es una decisión clave para hacer un cambio estructural", "estas decisiones por supuesto tienen respaldo". En un segundo plano, hace referencia a la respuesta que ha dado el Estado como la "decisión de suspender las clases" como medida de prevención frente a "alertas todavía de algunos focos en donde puede haber enfrentamientos con la fuerza pública", pero sobre todo, busca justificar, con todo lo anterior que "obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas". <u>Sentido:</u> El Estado es justo y obra por el bien de la mayoría. Los opositores son una minoría. En el caso del ministro Jarrín, el
	2 Una decisión que durante 40 años se ha discutido en el país pero que precisamente por la cantidad de efectos que conlleva y también por muchas cosas que simboliza hace que es una decisión difícil de tomar, pero es una decisión correcta, es una decisión clave para hacer un cambio estructural en la economía del país. Hasta esta semana después de la decisión del presidente hasta este día, solamente Venezuela y Ecuador manteníamos este mecanismo de subsidio de combustibles fósiles creo que esto también es importante. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"decisiones" asociado a "postergadas durante décadas" sugiere una autovaloración positiva de una gestión eficaz, que se contraponen a gestiones anteriores. PRÓXIMO	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN		
	3 Hay una gran cantidad de correcciones que se provocan no solamente en la economía, sino Incluso en ámbitos de ilegalidad en el país. Pero dicho esto, estás decisiones por supuesto tienen respaldo, pero también tienen detractores también hay personas que critican esta decisión y creo que él lo más importante también, es distinguir lo que ha pasado en estos últimos días porque hemos tenido muchos puntos violentos , muchos puntos violentos , que no hubiéramos querido tener, pero hemos tenido muchos puntos violentos pero no todos se explican de la misma manera. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "violentos" refiere al calificativo de un acción que hizo un uso intencional de la fuerza para causar un daño a personas o a estructuras.	"decisiones" asociado a "tienen respaldo" y a "tienen detractores" sugiere que no gozan de unanimidad. "puntos violentos" se refiere lugares en donde se ejerció un uso de la fuerza intencional para causar un daño.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN		
	4 Por un lado, hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida unas más violentas que otras. También quisiera referirme a esto hemos tenido manifestaciones de inconformidad con la medida, pero por otro lado hemos tenido hechos vandálicos y creo que estas dos cosas deben ser tratadas valoradas y juzgadas de una manera distinta. MPR	"violenta" refiere al calificativo de una acción que hizo un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"violentas" asociadas a "manifestaciones", es decir acciones en las que se hizo uso de la fuerza. Sugiere dos niveles de violencia. Uno asociado a "inconformidad con la medida", otro asociado a "hechos vandálicos"	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN		
	5 En la región Sierra en el régimen Sierra ahí, el gobierno ha tomado la decisión de suspender las clases, porque a pesar de que las actividades van a ser normales y yo creo que, en la gran mayoría de esta región, si tenemos algunas alertas de paralización de vías y tenemos algunas alertas todavía de algunos focos en donde puede haber enfrentamientos con la fuerza pública. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"decisión de suspender las clases" remite a la autoridad del Estado sobre el sistema educativo.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO H2Doc 1 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrin	6	Tenemos en lo que va de las protestas de estos días, 12 patrulleros que también han sido quemados entonces ahí para separar estas dos cosas también. Algunos focos más pequeños pero que han estado en diferentes lugares del país, de estas amenazas de saqueo o de violencia casi diría yo, aprovechando la situación de preocupación que existe en otros sectores. MPR	"violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"violencia" asociado a "focos más pequeños" sugiere que el uso de la fuerza es puntual.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN	tono utilizado pretende la persuasión, es decir que todos los sectores adhieran a su visión del mundo. Recurre a la figura de autorización que apela a la ley, a la moral o a la tradición para dotar el discurso de veracidad y desvirtuar el discurso alterno, en este caso, para persuadir de la legitimidad de las decisiones del gobierno y su respuesta coercitiva frente a las manifestaciones. En ese sentido, prioriza frases afirmativas y categóricas para no dejar lugar a la duda o a una opción distinta, como "en primero lugar las fuerzas armadas, hay que considerar (...) el uso de la fuerza", "no existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas, agresivas o de fuerza", "En segundo lugar, no hay territorios indígenas, El territorio es del Estado ecuatoriano", "no hay ninguna otra forma (...) al Estado nacional". Sentido: El Estado es el único que tiene poder.
	7	A los sectores que se manifiestan en contra de las medidas. Hemos tenido manifestaciones violentas y creo que es importante decirlo, no puede ser el camino. Nunca la violencia es el camino. Y algunas de estas manifestaciones, han excedido mucho lo razonable, han excedido en mucho lo que es respetuoso con los derechos de las otras personas. MPR	"violenta" refiere al calificativo de una acción que hizo un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"violentas" asociadas a "manifestaciones", es decir acciones en las que se hizo uso de la fuerza.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN	
	8	Hemos tenido y todavía tenemos, a un grupo de personas atrapadas en la zona de Molleturo. Ha sido una zona muy compleja, muy violenta en dónde tenemos familias, en dónde tenemos personas de la tercera edad que siguen atrapadas en esta zona. Y hay que hacer un llamado también a los dirigentes políticos que promueven este tipo de medidas para que asuman responsabilidad sobre el bienestar de las personas. MPR	"violenta" refiere al calificativo de una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"violenta" asociada a "zona de Molleturo", "zona muy compleja" sugiere que los actos calificados con uso de la fuerza para causar daño son focalizados en determinados lugares.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN	
	9	De nuevo hemos tenido en estos días circunstancias, que no han sido sencillas, ni tampoco pacíficas, hemos tenido quema de cajeros automáticos, hemos tenido cosas que nunca se han visto en el país . Nosotros tenemos un país pacífico , manifestaciones, que han sido totalmente pacíficas y lo que vimos en estos días no es correcto, no está bien y obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas. Mire usted en el tema de los saqueos, el día de los saqueos en la perimetral tuvimos 3,500 personas y tenemos 300 policías. MPR	"país" como nación Ecuador "pacífico" califica a acciones que se hacen sin uso de la fuerza.	"pacífico" asociado a "país" sugiere una calificación generalizada, como un rasgo distintivo de las relaciones sociales entre los habitantes de la nación Ecuador. "pacífico" asociado a "manifestaciones" sugiere contraponer a las mismas acciones de manifestación con uso de la fuerza.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN	
	10	Estamos dispuestos, lo ha dicho el presidente hace pocos minutos en su Cadena Nacional. El presidente ha dicho, estoy decidido y estoy decidido a cambiar el Ecuador. Estoy decidido a tomar la medida que se ha tomado. Estoy decidido a sostener la llama, pero también ha dicho estoy decidido a dialogar con los sectores de buena fe que quieran discutir, estas medidas y comprender qué es lo que está detrás de la decisión del gobierno y también discutir algo muy importante ahora ¿qué vamos a evitar? Que tanto dinero se vaya a donde no se tenía que ir. MPR	"decidido" derivado de "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"decidido" asociado a "el presidente ha dicho" remite a la alocución del presidente de la república en la que reitero la legitimidad de sus resoluciones de acuerdo al uso legítimo de su poder.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN	
	11	Fuerzas Armadas no ha entregado, no ha participado, ni tiene concebido hasta el momento, ningún tipo de ese material. Sencillamente porque en primer lugar las fuerzas armadas, hay que considerar que son el único órgano del Estado ecuatoriano , como de los de todos los estados del mundo que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza. No existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas , agresivas o de fuerza. OJ	"violenta" refiere al calificativo de una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"violentas" asociado a "manifestaciones", "agresivas o de fuerza" sugieren un uso constante de la fuerza para hacer daño.	OSWALDO JARRIN Ministro de Defensa	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

12	En segundo lugar, no hay territorios indígenas. El territorio es del Estado ecuatoriano . Y si alguien hace un llamado a nombre del estado ecuatoriano , solamente es el presidente de la República en función de la Constitución y de las leyes que tiene el Ecuador . Aquí no hay ninguna otra forma o minoría que reclame facultades o atribuciones que correspondan al Estado nacional. OJ	"ecuatoriano" referente a la nación Ecuador	"ecuatoriano" asociado al Estado refiere a la institucionalidad de la nación Ecuador	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa	INTEGRACIÓN
13	Para resguardar es lo más importante hemos distribuido las fuerzas, en primer lugar, a los centros estratégicos del país a las áreas sensibles, áreas de servicios y áreas de las que depende la economía del país que son por eso estratégicos no solamente por el nivel de importancia que tienen sino por el significado que tienen para el crecimiento el desarrollo del país .	"país" como nación Ecuador	"país" asociado a "centros estratégicos", "áreas sensibles", "economía", "desarrollo" sugiere la institucionalidad del Estado-nación Ecuador.	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa	INTEGRACIÓN
14	Esto es un desafío para enfrentarnos todos juntos a un gran a una gran distorsión de la economía a un momento en dónde debemos unir fuerzas para sostener y asegurar la dolarización. A un momento en el que tenemos que tomar decisiones responsables porque hay la posibilidad siempre hay la posibilidad de lavarse las manos. Siempre hay la posibilidad de tomar el camino más fácil siempre hay la posibilidad también de tomar el camino del populismo es decir aquí no pasa nada y dejamos que los problemas se siguen acumulando. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"decisiones" asociado a "responsables" sugiere una autovaloración positiva	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN
15	Hace una semana el ministro de finanzas emitió bonos del Estado ecuatoriano y la apetencia, la demanda llegó a ser de casi 4000 millones de dólares. Imagínese usted si el gobierno en lugar de colocar lo que se necesitaba colocaba esa cantidad por completo y habría podido decir no tomo ninguna decisión responsable sigo solamente cargado en el tema del endeudamiento y se sigue acumulando el gran déficit y el problema económico en el país . MPR	"ecuatoriano" referente a la nación Ecuador "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "país" como nación Ecuador	"ecuatoriano" asociado al Estado refiere a la institucionalidad de la nación Ecuador "decisión" asociado a "responsable" sugiere una autovaloración positiva. "país" asociado a "problema económico" sugiere la institucionalidad del Estado-nación Ecuador	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN
16	El gobierno ha tomado una decisión difícil, pero responsable una decisión que no tiene cálculo político que no tiene cálculo electoral. Estamos asumiendo por completo las consecuencias de esa decisión y lo estamos haciendo porque creemos que es lo responsable con un país al que queremos tanto y creo que en ese cariño por el país por su gente por días mejores, coincidimos todos. Ojalá no nos enfrentemos la opción es no enfrentarnos y buscar cuáles son los mejores caminos porque creo que hay una gran coincidencia también con aquellos sectores, que hoy discuten la medida con esos sectores sociales con esos sectores con esos sectores de los movimientos indígenas, con esos sectores de los de algunos sindicatos, con algunos sectores de estudiantes. Yo creo que tenemos una gran coincidencia o del país y ojalá podamos profundizar en esa coincidencia y examinar las mejores decisiones. MPR	"decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "país" como nación Ecuador	"decisión" asociado a "difícil", "responsable", "consecuencias de" sugiere que la resolución del gobierno ha sido reflexionada.	MARIA PAULA ROMO Ministra de Gobierno	INTEGRACIÓN

ANEXOS

ESTADO H2Doc 2 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país	17	Quito, Pichincha.- El Gobierno Nacional articula acciones para garantizar la libre circulación en toda la red vial nacional, así como para precautelar la seguridad ciudadana . Desde los Puestos de Mando Unificado (PMU), instalados a escala nacional en los 16 centros ECU 911, se coordinan las labores interinstitucionales para atender incidentes y garantizar la recuperación total de la paz social.	"paz" como ausencia de un conflicto "ciudadana" como perteneciente o relativo al Estado-nación	"ciudadana" asociado a "seguridad" indica la seguridad interior de una país. La que tiene que ver con la convivencia social en el seno de la nación. "paz" asociado a "social" se refiere a la ausencia de conflicto dentro de la nación, entre ciudadanos.	SECRETARIA DE LA PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA CERCANA	INTEGRACIÓN		
	18	Se prevé que, con el trabajo articulado del Gobierno Nacional, en el transcurso del día se continúen habilitando las vías. Para verificar el estado de vías, la ciudadanía puede comunicarse al 9-1-1 o acceder al siguiente enlace https://www.ecu911.gob.ec/consulta-de-vias/ . En las zonas urbanas de las todas ciudades del país las actividades se desarrollan con normalidad, los ciudadanos desempeñan sus labores cotidianas con regularidad, el orden y la movilidad están restablecidos por completo. Por otra parte, los aeropuertos de la red nacional se mantienen operativos con normalidad en todo el país .	"ciudadanos" como pertenecientes o relativos al Estado-nación "país" como nación Ecuador	"ciudadanía", "los ciudadanos" sugiere los habitantes de toda la nación del Ecuador. Se refiere a la sociedad en su sentido amplio. "todas las ciudades del país", "normalidad en todo el país" sugiere el sentido territorial, geográfico, es decir en todos los lugares que conforman el espacio geográfico de la nación Ecuador.	SECRETARIA DE LA PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA CERCANA	INTEGRACIÓN		
	19	En cuanto a la distribución de combustibles, existe el resguardo militar para garantizar el abastecimiento en todas las provincias del país . La Agencia de Regulación y Control Hidrocarbúrfica (ARCH) realiza operativos rotativos de monitoreo en todas las estaciones de servicio y depósitos de gas; además, verifica el abastecimiento para la entrega de combustible y el efectivo despacho a la ciudadanía . Además, el Ministerio de Agricultura y Ganadería en coordinación con las Intendencias y Comisarias desarrollan operativos a escala nacional, con la finalidad de controlar los precios de productos de primera necesidad y evitar que la especulación afecte a los ecuatorianos .	"país" como nación Ecuador "ciudadanía" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "ecuatoriano" referente a la nación Ecuador	"todas las provincias del país" sugiere el sentido territorial, geográfico, es decir en todos los lugares que conforman el espacio geográfico de la nación Ecuador. "los ecuatorianos" asociado "evitar la especulación que afecte a los" sugiere el conjunto de los habitantes de la nación Ecuador.	SECRETARIA DE LA PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA CERCANA	INTEGRACIÓN		
	20	Así, la tarifa actual de estudiantes y la tarifa actual preferencial para personas con discapacidad, adultos mayores, niños y adolescentes: no se incrementan. Desde el Gobierno de Todos no se escatiman esfuerzos para garantizar la seguridad ciudadana , el abastecimiento de combustibles y productos de primera necesidad a todo el país , y la habilitación de carreteras de primer orden a escala nacional. #EcuadorPaísDePaz #DecididosACreer	"ciudadana" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "país" como nación Ecuador	"ciudadana" asociado a "seguridad" indica la seguridad interior de una país. La que tiene que ver con la convivencia social en el seno de la nación. "todo el país" sugiere el sentido territorial, geográfico, es decir en todos los lugares que conforman el espacio geográfico de la nación Ecuador.	SECRETARIA DE LA PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA CERCANA	INTEGRACIÓN		
	21	Compatriotas, me he trasladado a la ciudad de Guayaquil y he trasladado a la sede del gobierno a esta querida ciudad , de acuerdo a las atribuciones constitucionales que me competen. Siempre he antepuesto la paz y la tranquilidad de los ecuatorianos antes que mi propio bienestar.	"ciudad" como conjunto urbano definido geográfica e institucionalmente "paz" como ausencia de conflicto "ecuatorianos" relativo a los habitantes de la nación Ecuador	"la ciudad de Guayaquil", "esta querida ciudad" refiere al territorio concreto de ese conjunto urbano así como a su dimensión simbólica, lo que representa en términos identitarios.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Y REORDENAMIENTO Se utiliza procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a los actores del discurso y así otorgarle un determinado lugar. Al mismo tiempo el vocero otorga valoraciones de participación y de pasivación para reforzar el lugar que atribuye a cada actor. En esta alocución del presidente de la república, hace alusión a la acción del "gobierno" como un ente orgánico, a "los	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN En la alocución del presidente se tiende a desequilibrar el ejercicio del poder, cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y así justificar una respuesta o medida. Así, pone en escena los hechos violentos que se han suscitado para justificar el traslado de su sede de gobierno a otra ciudad (como hecho excepcional)

ANEXOS

ESTADO H2Doc 3 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)	22	Lo que ha sucedido en estos días en el Ecuador no es una manifestación social de descontento protesta frente a una decisión de gobierno . No, los saqueos el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático. En las imágenes es evidente que los más violentos , aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar son individuos externos pagados y organizados.	"Ecuador" como nación "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "violencia", "violentos" calificativo de una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"en el Ecuador" sugiere dentro del territorio geográfico de la nación Ecuador. "una decisión de gobierno" sugiere de una resolución comandada desde el poder ejecutivo "violencia" asociado a "saqueos", "vandalismo" sugiere que el propósito de hacer daño es criminal	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	ecuatorianos" como un sujeto social homogéneo y los opositores como un objeto. En el caso de "el gobierno", el vocero recurre a un proceso de personalización a través de la especificación individual, con el uso del singular, dando por sentado que hay un entendimiento mayoritario del referente (se sabe a qué gobierno se alude) y dotando así de una dimensión orgánica al ente institucional "he trasladado la sede del gobierno", "desestabilizar el gobierno", "desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos". Su actuación es además activa por participación. Para referirse a "los ecuatorianos", también uso el proceso lingüístico de especificación a través de la individualización. Se presupone entonces que esa forma de nominar incluye a todos los habitantes de la nación Ecuador "tranquilidad de los ecuatorianos", "los ecuatorianos pueden estar tranquilos". Este actor se describe en cambio como pasivo por beneficiación de las acciones del gobierno. Finalmente, para referirse a los opositores, en contraposición, recurre a procesos de impersonalización a través de la forma de autonomización de la producción aludiendo a ellos a través de sus acciones: "los saqueos, el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar el gobierno" Sentido: El gobierno es un agente activo que obra por el bien de la mayoría, los ecuatorianos se benefician de las acciones del gobierno y los opositores no tienen rostro humano, son violentos y criminales.	Recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores a partir de sus acciones y así rechazar su lugar. En ese sentido, describe los hechos y las intenciones de estos como "los saqueos el vandalismo y la violencia demuestran que aquí hay una intención política organizada para desestabilizar al gobierno y romper el orden constituido, romper el orden democrático", "los más violentos, aquellos que actúan con la única intención de agredir, dañar" Recurre a la figura de autorización apelando a la ley para legitimar la decisión del traslado de la sede del gobierno a esta querida ciudad, de acuerdo a las atribuciones constitucionales que me competen" y justifica desde esa misma figura de autorización las decisiones tomadas y que han llevado a la acción de los opositores "desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos y la tranquilidad ciudadanos", "la eliminación del subsidio a los combustibles es una decisión histórica", "esta decisión afecta a grandes intereses económicos y grandes intereses políticos que buscan desestabilizar el país", "esa decisión asegura que nuestra economía este sana y la dolarización protegida", "hemos hecho lo correcto para con la patria" <u>Sentido:</u> El gobierno obra para la mayoría. El gobierno debe salvaguardar la democracia y el orden legítimo. Los opositores son violentos y fuera de ley (criminales).
	23	Siempre desde el gobierno vamos a seguir protegiendo los derechos y la tranquilidad ciudadanas , evitaremos siempre cualquier derramamiento de sangre. Los ecuatorianos pueden estar tranquilos, la violencia y el caos, no van a ganar. La democracia, la paz saldrán nuevamente victoriosas.	"ciudadanas" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "ecuatorianos" relativo a los habitantes de la nación Ecuador "violencia" relativo a una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"ciudadana" asociada a "los derechos y la tranquilidad" sugiere un sujeto de derechos como ente colectivo. "violencia" asociado a "caos" y contrapuesta a "democracia", "paz" sugiere que existe una solución política	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	24	Ecuadorianos , la eliminación del subsidio a los combustibles es una decisión histórica, que quita de las manos a los contrabandistas cientos de millones de dólares. Recordemos que esta decisión afecta a grandes intereses económicos y a grandes intereses políticos, que buscan desestabilizar al país . Esa decisión asegura que nuestra economía esté sana y la dolarización protegida. Les aseguro que por duro que parezca hemos hecho lo correcto para con la patria.	"decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "país" como nación Ecuador	"decisión" asociado a "histórica" sugiere que una resolución excepcional "buscan desestabilizar el país" asociado a "grandes intereses económicos", "grandes intereses políticos" sugiere el sentido político de país, sus instituciones, su estructura económica y social.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO H2Doc 4 07 de octubre 2019 Comunicado Presidencia de la República (agresión empresa Parmalat)	25	Lo dije. Yo estoy decidido . Gracias a todos los ecuatorianos que se han decidido también por el orden la paz y la democracia. Muchísimas gracias.	"decidido" derivado de "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "paz" como ausencia de conflicto.	"paz" asociado a "el orden" y "la democracia" sugiere que la ausencia de conflicto es una decisión política	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	26	Rechazamos la agresión y el saqueo, y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos y privados. El Gobierno muestra su gran preocupación por el descontrol en la expresión política de organizaciones sociales. Estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía y son responsabilidad directa de la dirigencia de quienes se han movilizad, pues construyen un ambiente de violencia en el país . Ecuador es una nación de paz . Quienes quieren destruirlo son quienes usan la violencia como mecanismo de protesta.	"ciudadanía" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "violencia" relativo a una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño "paz" como ausencia de conflicto	"ciudadanía" asociado a "están afectando" sugiere que es un sujeto político y de derechos "ambiente de violencia en el país" asociado a "responsabilidad directa de la dirigencia" sugiere la designación de un culpable a los actos con intención de dañar. "es una nación de paz" sugiere un rasgo distintivo	SECRETARIA DE LA PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se utiliza procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a los actores del discurso y así otorgarle un determinado lugar. El actor gobierno es descrito bajo un proceso de personalización por especificación e individualización "el gobierno muestra su gran preocupación" para otorgarle un sentido orgánico, de ente vivo y pensante y que además es único. Para referirse a los opositores, en contraposición, recurre a procesos de impersonalización a través de la forma de autonomización de la producción aludiendo a ellos a través de sus acciones "la agresión y el saqueo y todo acto que ponga en riesgo las vidas humanas", "actos de vandalismo y delincuencia", "quienes usan la violencia". Sentido: El gobierno tiene rostro humano capaz de empatizar y proteger mientras los opositores no son humanos y dañan a las personas.	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN El comunicado busca que todos los sectores adhieran a una sola visión del mundo. Se recurre a la figura de racionalización tomando las acciones como premisas para emitir conclusiones morales sobre los actores y rechazar su lugar. Así, se declara de forma afirmativa y categórica sin dejar lugar a la duda sobre los hechos: "rechazamos la agresión y el saqueo y todo acto que ponga en riesgo vidas humanas y bienes públicos y privados" presuponiendo esta versión de la realidad, para sacar como conclusión "estos actos de vandalismo y delincuencia están afectando a la ciudadanía y son responsabilidad directa de la dirigencia" Sentido: Los opositores son violentos y fuera de ley (criminales).

ANEXOS

ESTADO H2Doc 6 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de acciones violentas contra estructuras del Estado)	27	Gracias señor presidente. Los titulares de las funciones del estado, reunidos en Guayaquil, ante la situación de tensión que vive el país , manifestamos: es necesario diferenciar el reclamo social pacífico legítimo y garantizado por el mandato constitucional y el orden legal, de las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país , con ataques violentos contra personas e instituciones, destrucción de bienes públicos y privados y tomas de edificios e instalaciones estatales.	"país" como nación Ecuador "pacífico" derivado de "paz" como ausencia de conflicto "violentos" alifectivo de una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"situación de tensión que vive el país" sugiere el sentido territorial así como institucional. "reclamo social pacífico" asociado a "legítimo" sugiere una vía política de reivindicación. Aquello contrapuesto a "ataques violentos" asociado a "acciones conspirativas" que sugieren una voluntad de dañar	PABLO CELI Contralor de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN En su alocución, Pablo Celi utiliza la expresión "el reclamo social pacífico" como una forma impersonalizada a través de la figura de autonomización de la producción (representación del actor a través de sus productos), para referirse a los manifestantes y "acciones conspirativas" (autonomización de la producción) para referirse a los actores que protagonizaron hechos en contra del Estado. Sentido: Los actores de las protestas son materia, no tienen rostro humano y actúan fuera de la moral y la ley. El presidente de la república hace alusión a "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo", con lo que refiere a un actor opositor político y que está representado en las acciones de "desestabilización" que están ocurriendo, expresada en "manipulación", "mentira", "enfrentamiento entre ecuatorianos". El término "correísmo" designa a través de una analogía a un grupo de personas afines al expresidente Correa, mediante un proceso de personalización por indeterminación con la forma de somatización (actores se representan mediante una parte de su cuerpo: rostro). Ese actor, que se materializa por un grupo es aludido nuevamente a través de expresiones como "seguirán mintiéndote para generar el caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio", "los golpistas". Sentido: Rafael Correa es el actor tras la desestabilización	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y NEGOCIACIÓN El vocero presidente de la república y contralor de la república utilizan dos estrategias distintas. Así, marcan una distancia entre sus opositores políticos y el resto de manifestantes identificados como indígenas (con los que si pretende negociar). La alocución del contralor Pablo Celi, en la lógica de acusación/justificación busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza. Recurre a la figura de autorización, basando su argumentación sobre el orden legal. Así, marca una diferencia entre los manifestantes que ejercen su derecho a la protesta que califica de "reclamo social pacífico legítimo" y los que están por fuera de ese marco legal que describiendo sus acciones como hechos delictivos "las acciones conspirativas que pretenden instaurar un ambiente de caos en el país", "ataques violentos contra personas e instituciones", "destrucción de bienes públicos y privados", "toma de edificios e instalaciones estatales". Frente a esas infracciones legales, bajo la misma figura de autorización recurre al marco legal para dotar sus decisiones de autoridad jurídica "en el marco de nuestras respectivas competencias", "obligación del Estado, precautelar la seguridad (...) todos los ecuatorianos" y anuncia sus medidas "acciones de control, juzgamiento y sanción de todo acto reñido con la ley y ética pública". Sentido: EL Estado es el garante del orden y actúa legítimamente. El discurso del presidente de la república, Lenin Moreno, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Tiende a recurrir a la figura de evaluación para asignar nominaciones cargadas de valoraciones a los distintos actores. Así, identifica a los opositores con valoraciones negativas como "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo" para referirse a los partidarios del expresidente de la república Rafael Correa. Asocia este grupo con las acciones de "están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos", "atentar a la estabilidad del país mediante la alteración de orden democrático", "Seguirán mintiendo para generar caos", "seguirán generando temor para incendiar el país", "seguirán cerrando calles para generar inseguridad", "seguirán desinformándote para generar
	28	En el marco de nuestras respectivas competencias adoptaremos todas las acciones de control, juzgamiento y sanción, de todo acto reñido con la ley y la ética pública. Es la obligación del estado, precautelar la seguridad, el bienestar y las condiciones de desarrollo justas y equitativas para todos los ecuatorianos , por lo cual, alentamos el diálogo Nacional como el camino necesario para encontrar un cauce común, para que prime el interés nacional y la paz social. Muchas gracias.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador	"todos los ecuatorianos" asociado a "obligación del estado", "precautelar la seguridad y las condiciones de desarrollo justas y equitativas" sugiere sujeto de derechos	PABLO CELI Contralor de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	29	Violencia , daños a la propiedad privada, ataques a la fuerza pública, atentados a la naturaleza, robos a empresas productivas y agresiones a quienes no se les unen. Es lo que quieren instaurar aquellos a que quebraron el país y dejaron comprometido el futuro de todos los ecuatorianos . Pero eso no es el verdadero Ecuador . Hoy, actores políticos del pasado porque por amarras y compromisos, nunca tomaron decisiones económicas responsables, que por su prepotencia se acostumbraron al despilfarro y la corrupción, permisividad que le costó al pueblo ecuatoriano millones de dólares. Ahora pretenden desestabilizar al Ecuador para satisfacer sus oscuros intereses e intentar por codicia y violencia , regresar al poder para seguir saqueando al país y dejar impunes sus actos ilícitos. Sus dirigentes inescrupulosos así lo exigen.	"violencia" refiere a una acción mediante un uso intencional de la fuerza para causar un daño "país" como nación Ecuador "Ecuador" como nación	"violencia" asociado a "daños a la propiedad privada", "ataques a la fuerza pública", "atentados a la naturaleza", "robos a empresas", "agresiones a quienes no se les unen" sugiere que el daño intencional es criminal y diferente a la protesta.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	30	Queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo. Ellos son los que a través de la manipulación y la mentira están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos , entre el pueblo y las fuerzas del orden que los cuidan con un interés firme: atentar a la estabilidad del país mediante la alteración del orden democrático. Seguirán mintiéndote para generar caos, seguirán generando temor para incendiar el país , seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "país" como nación Ecuador	"enfrentamientos entre ecuatorianos" sugiere un conflicto en el seno de la nación	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

31	Pero los ecuatorianos les vamos a demostrar a los golpistas que somos solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores porque esto, sí es el Ecuador. Hoy los ecuatorianos trabajan juntos con un gobierno que se interesa por todos, que se preocupa por los más vulnerables, que cree en los emprendedores, que atrae a los inversionistas, que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento del Ecuador, que con diálogo y acuerdos está recuperando el desarrollo y el empleo. Hemos tomado decisiones que durante 40 años fueron postergadas, decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos. Estamos sincerando la economía.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "pacíficos" derivado de "paz" como ausencia de conflicto "decisiones" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"los ecuatorianos" asociado a "les vamos a demostrar" sugiere un sujeto social e identitario. "somos solidarios, pacíficos" sugiere un rasgo distintivo ligado a la identidad. "decisiones" asociado a "responsables", "durante 40 años fueron postergadas", "seguirán reactivando" sugiere una respuesta política	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	odio", "los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática". Por el contrario y para marcar un contrapeso, asigna valoraciones positivas al actor "los ecuatorianos" en el que se incluye. Así los describe como "solidarios, pacíficos, trabajadores, emprendedores, soñadores", y también al gobierno al que retrata como el que "se interesa por todos", "que se preocupa por los más vulnerables", "que cree en los emprendedores", "que atrae a los inversionistas", "que toma decisiones responsables para recuperar el crecimiento de Ecuador", "está recuperando el desarrollo y el empleo", "Hemos tomado (...) decisiones que seguirán reactivando el comercio, el empleo, la seguridad, el emprendimiento y la protección social de todos los ecuatorianos", "somos un gobierno de diálogo, respetuoso de la ley", "somos el gobierno de todos". Sentido: Correa es enemigo del orden democrático. Se puede negociar con movimiento indígena.
32	Somos el gobierno de todos, que nunca apoyaremos la violencia y que rechazamos tajantemente a los del pasado, que pretenden atentar a la estabilidad democrática poniendo en riesgo la seguridad de miles de hermanos ecuatorianos.	"violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño "ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador	"nunca apoyaremos la violencia" sugiere que la respuesta debe ser política	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	
33	Amigos de la prensa, ecuatorianos que están hoy enlazados en esta rueda de prensa desde la ciudad. De aquí brevemente para informarles que gracias al esfuerzo de todos, gracias a lo que hacemos en conjunto con las fuerzas armadas con la policía nacional, con los municipios del país, estamos logrando frenar esta pretensión de desestabilizar al gobierno nacional por parte de grupos políticos organizados y concentrados enfocados en hacerle daño al Ecuador.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "país" como nación Ecuador "Ecuador" como nación	"municipios del país" refiere la institucionalidad local del territorio nacional. División geográfica y política. "al Ecuador" como sujeto institucional: sus estructura estatal y también ente simbólico, la nación como un ente homogéneo y vivo.	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Y SUSTITUCIÓN REORDENAMIENTO El vocero vicepresidente de la república tiende a delimitar los actores según una descripción como agentes activos o pasivos en el discurso. Describe al actor Estado o gobierno, mediante una participación activa en acciones y decisiones, lo que se refleja en expresiones como "gracias a lo que hacemos en conjunto (...) estamos logrando frenar esta pretensión de desestabilizar", "estamos enfocados en reforzar la seguridad" "estamos conversando y hemos llegado ya en algunos avances", "ya está el gobierno pensando en la recuperación", "el gobierno tuvo que escoger", "estamos aquí para servir, para trabajar con todos", "no vamos a ser tolerantes". Observamos que a menudo utiliza la segunda persona del plural para describir esta participación activa del gobierno, marcando así su pertenencia a ese ente institucional. Al mismo tiempo, y para marcar un contraste, describe a los opositores, también como agentes activos, pero asociados a acciones negativas como : "unos pocos, eso sí, muy bien organizados y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país" Por otro lado, el actor paciente que se beneficia de las acciones del gobierno o es subordinado a las acciones de los opositores se describe como "la mayoría de los ecuatorianos que están deseosos de poder volver a trabajar" (lo que presupone que no lo pueden hacer), "lo único que peligr es la dolarización y la estabilidad de todos los ecuatorianos", "nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico" Sentido: El Estado obra para el bien común.
34	El daño ha sido grande, no lo podemos negar. La mayoría de los ecuatorianos están deseosos de poder volver a trabajar, de poder volver a la normalidad de su vida, de poder llevar su día a día como siempre lo han hecho en beneficio del país, y lo que no puede ocurrir es que unos pocos, eso sí, muy bien organizados, y muy mal intencionados, lesionen tan severamente un país, que lo único que necesita es hacer todo por juntos, salir adelante. Por eso estamos enfocados en reforzar la seguridad, en volver a la paz, a la calma.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "país" como nación Ecuador "paz" como ausencia de conflicto	"la mayoría de los ecuatorianos" sugiere los habitantes de la nación Ecuador como sujetos sociales. "país" asociado a "en beneficio de" sugiere el ente del Estado, sus instituciones y estructuras sociales y económicas. "volver a la paz" sugiere que existe un conflicto en curso.	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero vicepresidente de la república, Otto Sonnenholzner procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Así, marca una distancia entre sus opositores políticos y el resto de manifestantes, especialmente los sectores indígenas con los que se pretende abrir un diálogo de negociación. La intención de negociación, lleva al vocero a recurrir a una figura de mitigación, en la que tiende, aún si no considera como sus aliados, a reducir en cierta medida la responsabilidad del actor "indígena" en las acciones de violencia, atribuyendo esta responsabilidad a otros actores que nomina como "unos pocos". Se muestra condescendiente en sus expresiones hacia el movimiento indígena y otras organizaciones sociales "estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas", "quienes se manifiestan pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT", "hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos", "los invitamos a ese diálogo" Sentido: El gobierno necesita negociar urgentemente.
35	Estamos conversando y hemos llegado ya a algunos avances en estas negociaciones con los movimientos indígenas. Muchos de ellos no identificados con la violencia ni con esta forma de hacer las cosas. Entiendo que la marcha en Quito está siendo pacífica al momento.	"violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño "pacífica" derivado de "paz" como ausencia de conflicto	"no identificados con la violencia" asociado a "negociaciones con los movimientos indígenas" indica que la violencia tiene otro origen "Quito está siendo pacífica al momento" sugiere una tregua del conflicto.	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	
36	Nosotros entre hermanos jamás debemos hacernos daño. Somos todos ecuatorianos. Yo personalmente no distingo etnia, ni raza, ni nivel socioeconómico.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador	"somos todos ecuatorianos" sugiere homogeneidad del sujeto social de la nación Ecuador	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	SUSTITUCIÓN El vocero hace uso de procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a ciertos actores y así asignarles un lugar en el discurso. Para nominar al actor "indígenas" hace uso del proceso de impersonalización por abstracción "los indígenas" como que no fueran ciudadanos al mismo título que otros. Esta distancia e impersonalización se ve
37	Debo anunciar que ya está el gobierno pensando en la recuperación. Que ya estaba en Ecuador visitando a todas las víctimas de vandalismo para refinarles su negocio, ayudarlos a volver a la normalidad.	"Ecuador" como nación	"en Ecuador" refiere al lugar geográfico.	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

ESTADO H2Doc 7 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios)TE	38	Es penoso porque ese dinero estaba enfocado en la reactivación productiva, justamente de los sectores más deprimidos del país . Porque si tomamos esta decisión que desde el inicio dijimos que iba a ser difícil. Pero también les dijimos que este es un gobierno dispuesto a hacer lo correcto por encima de lo popular. Y esta decisión lo que hace es quitar los recursos que llegaban en más de un 80 por ciento a los más ricos del país , para destinarlos mayoritariamente a atender a quienes más lo necesitan, es decir pasarlo de quienes más detienen a quienes más los necesitan. Esa es esta medida. Por eso nos mantenemos en la intención de seguir adelante con esta decisión porque además sabemos y peor hoy, hoy después de lo que ha pasado, que si retrocedemos, lo único que peligra es la dolarización y la estabilidad de todos los ecuatorianos . El gobierno tuvo que escoger entre los	"país" como nación Ecuador "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"del país" sugiere el ente del Estado, sus instituciones "tomanos esta decisión", "seguir adelante con esta decisión" sugiere una resolución política	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	acentuada por la expresión "serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad" haciendo presuponer que son foraneos a dichas ciudades. El vocero incluso rectifica ya que iba a marcar más distancia diciendo "serán siempre bienvenidos (...) a cualquier lugar de este, nuestro [país]" y se retracta y lo reemplaza por "su país". Este lapsus marca la presuposición de que el vocero considera que "los indígenas" no son parte del país Ecuador. Reitera incluso, a manera de convencerse a sí mismo que "tienen derechos". Por otro lado, nomina "ciudadano extranjero" por un proceso de impersonalización por generalización con el uso del sustantivo de masa sin artículo asociándolo a expresiones como "generar el caos, la violencia, la delincuencia en el Ecuador", "que no cumpla con las leyes del país" "que ofenda a los ecuatorianos" <u>Sentido:</u> Los indígenas no son parte de la nación. Los extranjeros son delincuentes.
	39	Nosotros no queremos ser el gobierno responsable de quitarle a los ecuatorianos el único activo económico y social que nos ha permitido desarrollarnos los últimos 20, que es el dólar. Esta decisión responsable.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado.	"los ecuatorianos" sugiere la mayoría de la población de la nación Ecuador como sujetos homogéneos. "decisión responsable" sugiere una respuesta política	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	
	40	Nosotros no estamos empecinados en el poder no nos interesa. Estamos aquí para servir, para trabajar con todos, por un país de paz por un país de desarrollo, por un país de prosperidad es. Pero no vamos a tolerar ni vamos a permitir que se salgan con la suya.	"país" como nación Ecuador "paz" como ausencia de conflicto	"por un país de paz" sugiere un Estado sin conflicto en su seno como respuesta política	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	
	41	No lo podemos hacer, no por nosotros, por el Ecuador . Si hoy el Ecuador puede ser secuestrado por unos pocos ¿qué futuro nos espera a los ecuatorianos ? Si unos cuantos miles puede definir el futuro del país ¿para qué sirve la democracia?	"Ecuador" como nación "ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "país" como nación Ecuador	"el Ecuador" como sujeto institucional: sus estructura estatal y también ente simbólico, la nación como un ente homogéneo y vivo "los ecuatorianos" sugiere la mayoría de la población de la nación Ecuador como sujetos homogéneos. "el futuro del país" sugiere el Estado y sus instituciones	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	
	42	¿para qué sirven las elecciones? Esa es la reflexión que tenemos que hacer todos hoy y que la tienen clara la gran mayoría de los compatriotas que han salido a manifestarse voluntariamente en contra de lo que está ocurriendo, en contra de la violencia , en contra de la incertidumbre y de la inestabilidad. Felicitamos también a los líderes políticos que han tomado posiciones serias, decentes, no pensando en las elecciones sino pensando en el Ecuador y que hoy se manifiestan.	"violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño "Ecuador" como nación	"en contra de la violencia" asociado a "la gran mayoría de compatriotas" sugiere una respuesta política "pensando en el Ecuador" sugiere un sujeto institucional: sus estructura estatal y también ente simbólico, la nación como un ente homogéneo y vivo	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	
	43	En muchas provincias y en muchas alcaldías del Ecuador , la AME, la asociación de municipalidades del Ecuador, gremios, sectores sociales, universidades, que tienen claro que éste nunca debe de ser el camino. Que nunca podemos volver a transitar por el camino de la incertidumbre, de la inestabilidad, del golpismo.	"Ecuador" como nación	"alcaldías del Ecuador" refiere la institucionalidad local del territorio nacional. División geográfica y política.	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

	44	Que debemos de dejarlo atrás. Y en este camino de recuperar la normalidad, porque lo vamos a hacer yo creo que hoy va a ser el día más complejo y en adelante iremos retomando la normalidad de la mano de todos los ecuatorianos dispuestos a trabajar, que hoy se han manifestado por el trabajo que es lo único que nos va a sacar de la pobreza. En ese camino, señores debo decir que no vamos a ser tolerantes con quienes han violado las leyes del Ecuador . No lo podemos hacer, no por nosotros, por el país .	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "Ecuador" como nación "país" como nación Ecuador	"todos los ecuatorianos" asociado a "dispuesto a trabajar", "que se han manifestado por el trabajo" sugiere sujeto de derechos "leyes del Ecuador" sugiere la institucionalidad jurídica	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN		
	45	Y quienes se manifiesten pacíficamente como lo están haciendo hoy en Quito, como lo hizo por ejemplo el FUT me parece, tuvieron una manifestación pacífica en Quito como lo están haciendo hoy. Hasta el momento los indígenas serán siempre bienvenidos a cualquier ciudad , a cualquier lugar de este, nuestro, su país , para manifestarse en paz porque tienen derecho, tienen derechos. Y no sólo a manifestarse, sino también a creer que el gobierno puede estar equivocado.	"pacíficamente", "pacífica" derivado de "paz" como ausencia de conflicto "país" como nación Ecuador	"pacíficamente" asociado a "quienes se manifiesten" sugiere una forma política de actuación. "su país" asociado a "los indígenas" sugiere un reconocimiento de pertenencia (que al subrayarlo presupone que no es obvio)	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN		
	46	A muchos ya los tenemos identificados, a otros ya los tenemos apresados. Y ciudadano extranjero que se presta para generar el caos, la violencia , la delincuencia en el Ecuador , que es un territorio de paz , un territorio que ha sido hospitalario con centenas de miles de extranjeros, extranjero que no cumpla con las leyes del país y que ofenda a los ecuatorianos , no podrá seguir en el Ecuador . No podrá seguir en el Ecuador .	"ciudadano" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño "paz" como ausencia de conflicto "país" como nación Ecuador	"ciudadano extranjero" sugiere perteneciente a otro Estado nación. Asociado a "caos", "violencia", "delincuencia", "no cumpla las leyes", "ofenda a los ecuatorianos" y "no podrá seguir en Ecuador" sugiere que es criminal	Otto Sonnenholzner Vicepresidente de la República	INTEGRACIÓN		
ESTADO H2Doc 8 10 de octubre 2019 Cadena nacional José Augusto Briones Secretario de la Presidencia (denuncia de policías y periodistas)	47	Ecuadorianos , en este momento hay ciudadanos ecuatorianos secuestrados en la Casa de la Cultura. 6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad.	"ecuatorianos" referente a la nación Ecuador "ciudadano" como pertenecientes o relativo al Estado-nación	"ciudadanos ecuatorianos" asociados a "secuestrados" sugiere una afectación de derechos a sujetos de derechos	Jose Augusto Briones Secretario General de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se asignan nominaciones a los actores para otorgarles ciertos roles en el discurso. El vocero, como miembro del gobierno, emite un pronunciamiento para denunciar la retención de policías y periodistas en la Casa de la Cultura por parte del movimiento indígena.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN El vocero José Augusto Briones, como secretario de la presidencia de la república hace una intervención puntual pues en ese momento el movimiento indígena está concentrado en la Casa de la Cultura y no permite la salida de periodistas y policías que están dentro del recinto. Frente a ese hecho, se pronuncia haciendo uso de la lógica de acusación/justificación, que busca desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y presentar la respuesta a esa amenaza. EL movimiento indígena ha declarado que las personas mencionadas no están retenidas. El vocero afirma a manera de acusación, en cadena nacional recurriendo la figura de narrativización que dota al discurso de un carácter excepcional y de gravedad y frente al que se debe actuar necesariamente: "6 policías fueron retenidos y a 27 periodistas de distintos medios de comunicación, no se les ha permitido salir, como es su voluntad". Frente al hecho, y como respuesta a esa amenaza condiciona "demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz, y para ello, la liberación de los policías y
	48	A nombre del gobierno nacional, demandamos que cualquier proceso de diálogo se haga en el marco de la paz , y para ello, la liberación de los policías y periodistas es una condición fundamental. Por otro lado, han circulado varias versiones sobre fallecidos en medio de las manifestaciones.	"paz" como ausencia de un conflicto	"paz" asociado a "proceso de diálogo" sugiere una respuesta política	Jose Augusto Briones Secretario General de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	Para referirse a los retenidos, hace uso de un proceso de personalización a través de la especificación con cuantificadores definidos "6 policías", "27 periodistas". Sentido: Los policías y periodistas son víctimas	
	49	Oficialmente, una persona fue atropellada el día lunes por un conductor amedrentado por los manifestantes y esa persona murió. Hoy, podemos confirmar que un ecuatoriano falleció ayer, por una caída y golpe en su cabeza, en las manifestaciones llevadas adelante en Quito. Como lo hemos venido manifestando, somos un gobierno que dialoga y toma decisiones , siempre beneficiando el bien común. Reiteramos nuestra disposición al diálogo, siempre en el marco de la paz . Todos queremos trabajar, que nuestros hijos puedan ir a estudiar.	"ecuatoriano" referente a la nación Ecuador "decisión" como puesta en marcha de resoluciones y acciones legítimas de la autoridad de Estado. "paz" como ausencia de conflicto	"un ecuatoriano falleció ayer" sugiere la definición de un sujeto por su pertenencia a la nación "toma decisiones siempre beneficiando el bien común" sugiere una respuesta política	Jose Augusto Briones Secretario General de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

retenidos)	50	Estamos retomando la tranquilidad poco a poco. Hoy Quito, Guayaquil y más del 70% de las ciudades del Ecuador están en paz . Es el momento de deponer posiciones intransigentes y devolver a todos los ecuatorianos la tranquilidad. Para ellos necesitamos orden porque todos queremos trabajar y vivir en paz . Muchas gracias.	"Ecuador" como nación "paz" como ausencia de conflicto	"las ciudades del Ecuador" sugiere el espacio geográfico y territorial, así como la dimensión simbólica institucional Asociado a "paz" sugiere que no hay conflicto en esos territorios	Jose Augusto Briones Secretario General de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		periodistas es una condición fundamental" También recurre a la figura de mitigación, reduciendo la responsabilidad del gobierno frente a la denuncia de una persona fallecida durante las manifestaciones, declarando que esa persona no murió a manos de la fuerza pública o por hechos violentos fruto de la protesta sino que "oficialmente, una persona fue atropellada el día lunes por un conductor amedrentado por los manifestantes" sugiriendo así que la responsabilidad reside en los manifestantes. <u>Sentido:</u> Los policías y periodistas son víctimas y los manifestantes actúan de mala fe y son irresponsables. El Estado pone las condiciones de negociación
ESTADO H2Doc 11 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)	51	Ecuatorianos , hoy es un día triste para el Ecuador , para Quito, para la historia del país . Hoy fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizada y dirigidas por Correa y Maduro, en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos, causaron zozobra, violencia nunca antes vista.	"ecuatorianos" referentes a la nación Ecuador "ciudadanos" como pertenecientes o relativo al Estado-nación "violencia" refiere a una acción que hace un uso intencional de la fuerza para causar un daño	"ecuatorianos" como sujeto de la nación Ecuador. "ciudadanos extranjeros" sugiere que pertenecen a otro Estado Nación, asociado a "delincuencia política organizada", "narcoterrorismo", "violentos" sugiere que son criminales	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN El vocero asigna nominaciones a ciertos actores para definir su lugar en el discurso. El presidente de la república se pronuncia frente a hechos violentos que ocurrieron en la ciudad de Quito, y entre el más destacable, el incendio al edificio de la Contraloría General del Estado. Frente a ese hecho, Moreno señala los que son a su juicio los autores intelectuales y materiales de los hechos. Hace una personalización por indeterminación de estos supuestos autores, recurriendo a la figura de asociación a través de la figura de circunstancias de acompañamiento con expresiones como "fuerzas oscuras vinculadas a delincuencia política organizadas dirigidas por Correa y Maduro", "en complicidad con el narcoterrorismo con pandillas con ciudadanos extranjeros violentos" Sentido: El gobierno es víctima de un complot orquestado por Correa	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero presidente de la república, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Recurre a la figura de autorización apelando al marco de la ley para justificar sus actuaciones como jefe del gobierno con la intención de obrar por el bien de la mayoría "mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución", "hemos decretado el toque de queda en Quito y los Valles", "mantendremos el toque de queda en Quito", "vamos a sacar el país adelante. Lo vamos a hacer juntos" Sentido: El gobierno está dispuesto a dialogar
	52	Secuestraron a policías y una larga lista de delitos para un solo día. Tan es así que hoy quemaron el edificio de la contraloría para destruir las pruebas de la corrupción del gobierno anterior. Mi gobierno siempre ha sido de diálogo y de paz pero también de firmeza siempre apegado a la ley y a la constitución Hoy hemos decretado en toque de queda en Quito y los valles. Este ya tiene resultados tangibles y para la noche hemos recuperado la calma en muy buena parte de la ciudad .	"gobierno" como periodo de un mandato "paz" como ausencia de conflicto "ciudad" como lugar geográfico	"el gobierno anterior" sugiere el mandato del presidente que antecedió al actual, es decir Rafael Correa "mi gobierno" sugiere el mandato actual	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	53	Porque varias organizaciones han confirmado ya su voluntad de dialogar. Por ello, por la paz , por el futuro, por cada ecuatoriano de bien, he tomado las siguientes resoluciones. Primero, mantendremos el toque de queda en Quito hasta próximo aviso.	"paz" como ausencia de un conflicto	"por la paz" sugiere una respuesta política	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	54	Para que aquellos que mas ganan sean aquellos que más contribuyan al país . Han sido días difíciles, pero vamos a sacar al país adelante. Lo vamos a hacer juntos con decisión, y con firmeza.	"país" como nación Ecuador	"al país" sugiere un sujeto institucional: sus estructura estatal y también ente simbólico, la nación como un ente homogéneo y vivo	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ESTADO H2 MC3- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: FUERZA/FORZAR-POLICÍA-NACIONAL-ARMAR/ARMAS/ARMADAS	TEMA/TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? USO LEGITIMO DE LA FUERZA	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
1	Algunos focos más pequeños pero que han estado en diferentes lugares del país, de estas amenazas de saqueo o de violencia casi diría yo, aprovechando la situación de preocupación que existe en otros sectores. Y aprovechando que una buena parte de la policía , de las fuerzas armadas están en este momento concentradas en el orden público y tratarlo más adelante también para hablar un poco y sobre la identificación de los responsables de estos actos vandálicos. Yo también afectado varios sectores de distintas ciudades del país tenemos una importante participación en redes sociales.	"policía" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"una buena parte de la policía de las fuerzas armadas" se refiere a los efectivos de esos cuerpos uniformados. Asociado a "concentradas en el orden público" significa que ambas instituciones se dedican a la seguridad interna del país.	Maria Paula ROMO Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTIUCIÓN Se utiliza procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a los actores del discurso y así otorgarle un determinado lugar Los actores que a menudo menciona la ministra Romo en su alocución es "policía" y "fuerzas armadas" mediante un proceso de personalización mediante individualización para dotar de un carácter orgánico a esas instituciones con el uso de un artículo definido, en expresiones como: "una buena parte de las policía, de las fuerzas armadas", "es una gran responsabilidad de la Policía Nacional, es una gran responsabilidad de las Fuerzas Armadas", "desde el punto de vista de las Fuerzas Armadas", "desde el punto de vista de la policía nacional", "los protocolos que tiene la policía para el uso de la fuerza" Sentido: La policía y fuerzas armadas son cuerpos que actúan de forma homogénea. Por su parte, el discurso del ministro Oswaldo Jarrín, también se centrado en la fuerza de la institucionalidad, hace énfasis en nominar "las fuerzas armadas", "el Estado ecuatoriano", "la policía nacional", "el país" mediante un proceso de personalización por especificación e individualización, atribuyendo a estas instituciones un sentido orgánico con capacidad de pensar, sentir, decidir y tener pertenencias, con expresiones como : "las fuerzas armadas (...) son el único órgano del Estado ecuatoriano (...) que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza", "el territorio es del Estado ecuatoriano", "a nombre del Estado ecuatoriano", "atribuciones que correspondan al Estado nacional", "los centros estratégicos del país". Sentido: El Estado es el centro de todas las prioridades por encima de los ciudadanos.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y PERSUASIÓN ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN La alocución de la ministra Romo tiende a desequilibrar el ejercicio del poder cuestionando la veracidad de las acciones de un sector social y así justificar una respuesta o medida. Recurre a la figura de racionalización que implica emitir conclusiones morales sobre los actores a partir de sus acciones. En este caso, el cuestionamiento a las acciones del sector social opositor se expresan en torno a la violencia de sus acciones. Aquello se expresa en "estas amenazas de saqueo o de violencia", "estos actos vandálicos", "hemos tenido quema de cajeros automáticos", "hemos tenido cosas que nunca se han visto en el país" En respuesta a esta versión de los hechos, justifica las acciones del Estado frente a la violencia de los opositores. Hace referencia a la respuesta que ha dado el Estado y sobre todo a las acciones cuestionadas de la policía apelando a la figura de mitigación que tiende a reducir o relativizar el papel desempeñado por la institución policial. Así frente a la circulación de videos que muestran acciones violentas de la policía, menciona "los videos que circulan en las redes son ciertos, otros no son ciertos, algunos corresponden a estas protestas, otros no lo son" Sentido: Los opositores son violentos. La policía hizo uso del ejercicio legítimo de la fuerza como la "decisión de suspender las clases" como medida de prevención frente a "alertas todavía de algunos focos en dónde puede haber enfrentamientos con la fuerza pública", pero sobre todo, busca justificar, con todo lo anterior que "obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas". Sentido: El Estado es justo y obra por el bien de la mayoría. Los opositores son una minoría. En el caso del ministro Jarrín, el tono utilizado pretende la persuasión, es decir que todos los
2	Los videos que circulan en las redes son ciertos, otros no son ciertos, algunos corresponden a estas protestas, otros no lo son. El utilizar la fuerza es una gran responsabilidad de la Policía Nacional , es una gran responsabilidad de las fuerzas armadas . En unos minutos el ministro Jarrín les podrá comentar también eso desde el punto de vista de las fuerzas armadas y de su responsabilidad en el estado de excepción. Desde el punto de vista de la policía por supuesto hay reglas para usar la fuerza .	"fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado para utilizar la coerción para precautelar la seguridad de una mayoría "policía nacional" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"fuerza" asociado a "policía nacional", "fuerzas armadas" y a "una gran responsabilidad", hay reglas" sugiere que la fuerza legítima del Estado no es arbitraria.	Maria Paula ROMO Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		
3	Hoy, hasta hace algunos minutos con el director general de operaciones. Estábamos en una reunión junto con el comandante general, pero conversado con ambos para pedirles que seamos muy enfáticos en las reglas y los protocolos que tiene la policía para el uso de la fuerza . De nuevo hemos tenido en estos días circunstancias, que no han sido sencillas, ni tampoco pacíficas, hemos tenido quema de cajeros automáticos, hemos tenido cosas que nunca se han visto en el país. Nosotros tenemos un país pacífico, manifestaciones, que han sido totalmente pacíficas y lo que vimos en estos días no es correcto, no está bien y obliga a la fuerza y a la policía a usar sus herramientas. MPR	"policía" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado para utilizar la coerción para precautelar la seguridad de una mayoría	"policía" asociado a "uso de la fuerza" y "reglas y protocolos", así como "obliga a la fuerza" sugiere que la fuerza legítima del Estado no es arbitraria sino una respuesta.	Maria Paula ROMO Ministra de Gobierno CERCANA	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO H2Doc 1 06 de octubre 2019 Cadena Nacional entrevista Maria Paula Romo y Oswaldo Jarrín	4	Para comenzar quisiera expresar lo que el presidente constitucional de la República me ha indicado. Que transmita a las fuerzas armadas y Policía Nacional , el absoluto respaldo para el cumplimiento de sus labores y cumplimiento de misiones que están establecidas en los planes respectivos, con la finalidad de mantener el orden público, garantizar los derechos de la población a nivel nacional en sus libertades, y las garantías para que puedan desarrollar sus actividades diarias. OJ	"policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "nacional" referente a la pertenencia a la nación: territorio, lengua, costumbres	"fuerzas armadas" y "policia nacional" asociado a "absoluto respaldo para el cumplimiento de sus labores" sugiere que el uso legítimo de la fuerza del Estado no es arbitrario sino fruto de una decisión política y para garantizar el "orden público"	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	sectores adhiran a su visión del mundo. Recurre a la figura de autorización que apela a la ley, a la moral o a la tradición para dotar el discurso de veracidad y desvirtuar el discurso alterno, en este caso, para persuadir de la legitimidad de las decisiones del gobierno y su respuesta coercitiva frente a las manifestaciones. En ese sentido, prioriza frases afirmativas y categóricas para no dejar lugar a la duda o a una opción distinta, como "en primero lugar las fuerzas armadas, hay que considerar (...) el uso de la fuerza", "no existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas, agresivas o de fuerza", "En segundo lugar, no hay territorios indígenas, El territorio es del Estado ecuatoriano", "no hay ninguna otra forma (...) al Estado nacional". Sentido: El Estado es el único que tiene poder.
	5	Lo que han existido son blindados que son parte del equipamiento policial . Fuerzas Armadas no ha entregado, no ha participado, ni tiene concebido hasta el momento, ningún tipo de ese material. Sencillamente porque en primer lugar las fuerzas armadas , hay que considerar que son el único órgano del Estado ecuatoriano, como de los de todos los estados del mundo que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza . No existe otro órgano posible que puede ejecutar este tipo de manifestaciones violentas, agresivas o de fuerza . OJ	"policia" derivado de "policia" como perteneciente a esta institución o que se deriva de ella. "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado para utilizar la coerción para precautelar la seguridad de una mayoría	"equipamiento policial" sugiere los medios materiales utilizados por la institución policia "fuerzas armadas" asociado a "el único órgano (...) que tiene la facultad, la atribución y el monopolio del uso de la fuerza" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario sino legal. (aquello es falso, la policia y el cuerpo de vigilancia penitenciario también están facultados a ejercer el uso legítimo de la fuerza)	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	
	6	Por supuesto que hay necesidad de saber cómo se emplean, si son profesionales cómo son estas fuerzas armadas y la policia saben que la fuerza se opera, se utiliza cuando es necesaria, en forma progresiva, en forma proporcional, pero especialmente cuando hay agresión a las personas, como autodefensa.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado para utilizar la coerción para precautelar la seguridad de una mayoría	"fuerza" asociado a "se utiliza cuando es necesaria", "progresiva", "proporcional", "como autodefensa" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	
	7	En términos generales, no digamos de fuerzas armadas que apelen a su derecho de autodefensa porque poseen armas y no la han hecho y no lo harán porque son custodios y son precautorios en cuanto al utilización de la fuerza .	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "armas" como herramientas utilizadas por las instituciones para materializar el uso de la fuerza legítima "fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del	"fuerzas armadas" asociado a "su derecho de autodefensa" y "son precautorios en cuanto a la utilización de la fuerza" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario.	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	
	8	No solamente a la infraestructura los vehículos al equipamiento, a las personas. Las fuerzas armadas son cautelosas, seguirán siendo, pero no hay que provocarlas. Tienen derecho a la autodefensa, como cualquier ciudadano.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"las fuerzas armadas son cautelosas" y asociado a "tienen derecho a la autodefensa" sugiere que uso de la fuerza del Estado no es arbitrario y surge en respuesta a una agresión	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

9	No existe esa posibilidad y si alguien toma esas atribuciones, es una alevosa atribución que están haciendo y están sujetos a las leyes porque la ley está explicando fuerzas armadas y policía son las únicas que utilizan la fuerza en preservación del orden, de la paz, de la protección de la población de la propiedad pública y de la propiedad privada y todo eso está siendo agredido por determinados sectores.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale	"fuerzas armadas y policia son las únicas que utilizan la fuerza" asociado a "la ley" y "preservación del orden, de la paz (...) propiedad privada" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario pero normado por leyes y se activa en respuesta a una agresión	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN
10	Han sido advertidas y prontamente serán autorizadas de salir, qué es diferente de otro tipo de manifestaciones. Que sea un hotel porque están haciendo entrenamiento hombres ranas preparándose para la defensa nacional , y no les dejan salir de un hotel hasta este momento consideramos que es una inadecuada gestión que estén realizando los directivos, los propietarios de ese hotel, pero pronto saldrán de tal manera que no consideremos otro tipo de manifestaciones porque las fuerzas armadas saben defenderse. Tienen experiencia de combate y de guerra.	"nacional" referente a la pertenencia a la nación: territorio, lengua, costumbres "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"defensa nacional" referente a su tarea de protección del territorio de la nación Ecuador frente a amenazas de otros Estados-nación "fuerzas armadas saben defenderse" asociado a "experiencia de combate y de guerra" sugiere que la función de fuerzas armadas consiste en los conflictos bélicos con otros países.	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN
11	Entonces hay que ver y eso tiene que relacionarse con su pregunta, ¿qué están haciendo las fuerzas armadas ? Obviamente están organizadas en todo el territorio nacional . Los equipos que se han conformado están desarrollando actividades, no solamente de patrullajes de control de puntos sensibles, de áreas estratégicas, de puntos que generan la provisión de abastecimientos y qué son como por ejemplo las antenas, que son áreas sensibles, están controladas.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "nacional" referente a la pertenencia a la nación: territorio, lengua, costumbres	"¿Qué están haciendo fuerzas armadas?" asociado a "organizadas en todo el territorio nacional" sugiere que su despliegue abarca toda la nación del Ecuador en su interior. La amenaza que enfrenta no viene de fuera del territorio.	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN
12	Acabo de manifestar en primer lugar, tener confianza en sus fuerzas armadas y la policía , si es que no hay confianza de la ciudadanía, quiere decir que las fuerzas armadas no les están sirviendo y no es el caso. El sacrificio que hacen tanto fuerzas armadas como policía es por dar atención, protección, seguridad. Por supuesto que muchas de las veces se sobrepasan estas capacidades porque, podríamos decir, que hay una asimetría.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación	"tener confianza en sus fuerzas armadas y la policia" sugiere que son instituciones pertenecientes a toda la nación Ecuador y por tanto a sus habitantes	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN
13	Eso ni siquiera es vandálico, eso es criminal y eso es atacar contra la seguridad nacional . Las fuerzas armadas van a hacer entender, porque son profesionales, alta moral y con firmeza saben hacer cumplir sus misiones.	"nacional" referente a la pertenencia a la nación: territorio, lengua, costumbres "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"seguridad nacional" refiere a la vulneración del Estado ecuatoriano en sus bienes estratégicos "fuerzas armadas" asociado a "van a hacer entender", "porque son profesionales" "saben hacer cumplir sus misiones" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario pero profesional	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN
14	Entonces esto es burlarse de la autoridad y del ejercicio que tienen los equipos en su trabajo. Entonces se tiene que adoptar otro tipo de medidas que no es del empleo de armas letales, pero si vamos a emplear mayor preponderancia como dice la ley. Con mayor firmeza y con mayor acción para que no se burle de las acciones que se está cumpliendo por parte de la autoridad tanto de policía como de fuerzas armadas .	"armas" como herramientas utilizadas por las instituciones para materializar el uso de la fuerza legítima	"armas letales" referente a herramientas que tienen como finalidad quitar la vida. La mención "no es del empleo de armas letales" sugiere que esa no es la intención del Estado, sino una intención disuasiva	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

	15	Ningún caso en fuerzas armadas , por la sencilla razón que el orden público, especialmente en los sectores urbanos en dónde se presentan, lo ha hecho profesionalmente la Policía Nacional , que tiene contacto con los manifestantes, con los disturbios y las agresiones que se presentan. Ahí se dan en medio de esos caos, de esa confusión. Fuerzas armadas no, está protegiendo los puntos sensibles. No hay contacto.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policía" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación	"policía nacional" asociado a "que tiene contacto con los manifestantes" y "fuerzas armadas" asociado a "no hay contacto" sugiere que la fuerza legítima del Estado al interior de la nación es materializada por la policía nacional.	OSWALDO JARRÍN Ministro de Defensa CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO H2Doc 2 06 de octubre 2019 Comunicado presidencia de la República Gobierno Nacional continúa restableciendo la paz social y la libre circulación en el país	16	La Policía Nacional , las Fuerzas Armadas del Ecuador y el Ministerio de Transporte y Obras Públicas trabajan en conjunto para despejar los tramos de vías que aún se encuentran obstaculizadas para la circulación vehicular. Los elementos de las fuerzas del orden y la maquinaria del ministerio tienen entre sus prioridades la limpieza de calles y carreteras en el país.	"policía" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"policía nacional" y "fuerzas armadas" asociados a "ministerio de transporte y obras públicas trabajan" sugiere una acción conjunta del Estado. No solo implica el uso de la fuerza.	Secretaria de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	17	Por otra parte, los aeropuertos de la red nacional se mantienen operativos con normalidad en todo el país. En cuanto a la distribución de combustibles, existe el resguardo militar para garantizar el abastecimiento en todas las provincias del país.	"nacional" referente a la pertenencia a la nación: territorio, lengua, costumbres	"red nacional" sugiere una cobertura territorial, es decir en todos los puntos de la nación Ecuador. "existe resguardo militar" sugiere la presencia de fuerzas armadas en una labor disuasiva, sin uso de la fuerza coercitiva	Secretaria de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO H2Doc 3 07 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (traslado sede gobierno a Guayaquil)	18	Como demócrata rechazo con contundencia ese atentado contra la democracia. Quiero destacar y agradecer el compromiso de las fuerzas armadas y de la policía nacional quienes con absoluta lealtad han defendido, en el marco del estado de derecho y las libertades civiles, la democracia y las instituciones con su apoyo y trabajo permanente.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policía" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación	"el compromiso de fuerzas armadas y de la policía nacional" asociado a "han defendido", "en el marco del estado de derecho y las libertades civiles, la democracia y las instituciones" sugiere que el uso de la fuerza del Estado no es arbitrario sino legal y moral	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se utiliza procesos lingüísticos para personalizar o impersonalizar a los actores del discurso y así otorgarle un determinado lugar. El presidente de la república menciona a "las fuerzas armadas" y a "la policía nacional" mediante un proceso de personalización por especificación e individualización para dotarles de una dimensión orgánica. Para darles ese aspecto de cuerpo homogéneo que incluso tiene la capacidad de actuar y que es dotado de valores, utiliza la expresión "con absoluta lealtad han defendido", "con su apoyo y trabajo" y la utilización del pronombre "quienes" para referirse a ambas y así darles una espesor humano. Sentido: Las instituciones Fuerzas Armadas y Policía son orgánicas y homogéneas	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El vocero pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación. Recurre a la figura de autorización apelando a valores comúnmente aceptados como de la democracia, derecho, libertad para dotar el discurso de veracidad. Así expresa "como demócrata rechazo con contundencia ese atentado contra la democracia". También, asocia a las instituciones de seguridad "fuerzas armadas y policía nacional" a una actuación bajo altos valores como "absoluta lealtad", "el marco del estado de derecho", "las libertades civiles", "la democracia" Sentido: El gobierno y las instituciones de Estado actúan bajo valores
ESTADO H2Doc 6 08 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (denuncia de	19	Las reivindicaciones de los movimientos sociales, no pueden ser utilizadas por fuerzas ajenas, empeñadas en destruir el orden democrático y revertir el proceso de reinstitucionalización y lucha contra la corrupción, que venimos impulsando todas las funciones del estado, en resguardo de la seguridad, de la integridad del estado y del orden legal e institucional vigente.	"fuerzas" referente a instituciones u organizaciones armadas	"fuerzas ajenas" sugiere instituciones armadas fuera de la nación Ecuador o no legítimas, fuera del Estado	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN El presidente de la república hace alusión a "destruir el orden democrático y revertir el proceso de reinstitucionalización y lucha contra la corrupción" que asocia a "fuerzas ajenas" como un recurso lingüístico de personalización por indeterminación, es decir que no se pueden identificar claramente. Luego, su discurso se precisa al expresar: "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo", con lo que refiere a un actor opositor político y que está representado en las acciones de "desestabilización" que están ocurriendo, expresada en "manipulación", "mentira", "enfrentamiento entre ecuatorianos". El término "correísmo" designa a través de una analogía a un grupo de personas afines al expresidente Correa, mediante un proceso de personalización por indeterminación con la forma de somatización (actores se representan mediante una parte de su cuerpo: rostro). Ese actor, que se	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN El discurso del presidente de la república, Lenin Moreno, procura poner en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Tiende a recurrir a la figura de evaluación para asignar nominaciones cargadas de valoraciones a los distintos actores. Así, identifica a los opositores con valoraciones negativas como "las fuerzas ajenas, empeñadas en destruir el orden democrático y revertir el proceso de desestabilización y lucha contra la corrupción", "la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo" para referirse a los partidarios del expresidente de la república Rafael Correa. Asocia este grupo con las acciones de "violencia, daños a la propiedad privada, ataques a la
	20	Violencia, daños a la propiedad privada, ataques a la fuerza pública, atentados a la naturaleza, robos a empresas productivas y agresiones a quienes no se les unen. Es eso lo que quieren instaurar aquellos a que quebraron el país y dejaron comprometido el futuro de todos los ecuatorianos.	"fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado para utilizar la coerción para precautelar la seguridad de una mayoría	"fuerza pública" sugiere las instancias del Estado encargadas de la seguridad (policía y fuerzas armadas) Asociado a "ataques" sugiere el enfrentamiento a la fuerza legítima del Estado	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

acciones violentas contra estructuras del Estado)	21	Queda claro, la desestabilización tiene nombre y rostro: correísmo. Ellos son los que a través de la manipulación y la mentira están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos, entre el pueblo y las fuerzas del orden que los cuidan con un interés firme: atentar a la estabilidad del país mediante la alteración del orden democrático.	"fuerzas" referente a instituciones u organizaciones armadas	"fuerzas del orden" como equivalente a instancias del Estado encargadas de la seguridad (policía y Fuerzas armadas) asociado a "que los cuidan" referido a "pueblo" sugiere	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	materiaanza por un grupo es aludido nuevamente a través de expresiones como "seguirán mintiendote para generar el caos, seguirán generando temor para incendiar el país, seguirán cerrando calles para generar inseguridad, seguirán desinformándote para generar odio", "los golpistas". Sentido: Rafael Correa es el actor tras la desestabilización pero de forma oculta.	fuerza publica, alienados a la naturaleza, robo a empresas prproductivas y agresiones". "quebraron el país y dejaron comprometido el futuro de todos los ecuatorianos", "están provocando el enfrentamiento entre ecuatorianos", "atentar a la estabilidad del país mediante la alteración de orden democrático" Sentido: Correa es enemigo del orden democrático y actúa encubierto
ESTADO H2Doc 7 09 de octubre 2019 Cadena nacional Otto Sonnenholzner vicepresidente (varios anuncios)	22	Amigos de la prensa, ecuatorianos que están hoy enlazados en esta rueda de prensa desde la ciudad. De aquí brevemente para informarles que gracias al esfuerzo de todos, gracias a lo que hacemos en conjunto con las fuerzas armadas con la policía nacional , con los municipios del país, estamos logrando frenar esta pretensión de desestabilizar al gobierno nacional por parte de grupos políticos organizados y concentrados enfocados en hacerle daño al Ecuador. El daño ha sido grande, no lo podemos negar.	"fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación "policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación	"hacemos en conjunto con" asociado a "fuerzas armadas con la policía" sugiere que la acción de estas instituciones no es arbitraria, es ordenada por el gobierno.	Otto Sonnenholzner VICEPRESIDENTE DE LA REPÚBLICA CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN
	23	No lo podemos hacer, no por nosotros, por el país. Quienes han sido tomados prisioneros, han sido apresados perdón, por la policía, por las fuerzas armadas , tendrán que cumplir y responder ante la ley. Quienes han cometido actos de terrorismo, como tomarse operaciones petroleras en el país, hidroeléctricas o antenas de telecomunicación, son actos de terrorismo, tendrán que responder.	"policia" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"policia" y "fuerzas armadas" asociado a "han sido apresados por" sugiere que la acción de estas instituciones no es arbitraria sino como una respuesta a una agresión.	Otto Sonnenholzner VICEPRESIDENTE DE LA REPÚBLICA CERCANO	INTEGRACIÓN		
ESTADO H2Doc 11 12 de octubre 2019 Cadena nacional Lenin Moreno (nuevas medidas)	24	El gobierno no quiere confrontación entre hermanos, pero tampoco permitiremos que quienes actúan con violencia agreden a quienes quieren vivir en paz. Con la fuerza de la ley y con la fuerza de nuestra democracia, nuestra policía y fuerzas armadas , mantendremos la paz. Con quienes tengan la decisión de dialogar, lo haremos.	"fuerza" como uso legítimo de la fuerza que equivale a la potestad del estado "policía nacional" como institución estatal encargada de la seguridad interna del estado-nación "fuerzas armadas" como institución militar encargada de la seguridad externa del estado nación	"fuerza de la ley", "fuerza de nuestra democracia" utilizado como modulación de la fuerza coercitiva. Sugiere que la respuesta puede ser política y no solamente coercitiva. "nuestra policía y fuerzas armadas" asociadas a "paz" sugiere el uso disuasivo de la fuerza legítima para que no exista conflicto o ponerle fin a este.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN

HITO 3 CONAIE

Diálogo con el gobierno y derogatoria Decreto 883

13 a 23 de octubre 2019

CONAIE H3Doc 1- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1

CONAIE H3Doc 2- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1

CONAIE H3Doc 3- 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2

CONAIE H3Doc 4- 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2

CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)

CONAIE H3Doc 6- 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE

CONAIE H3Doc 1- 13 de octubre 2019

Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1

<https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>

INTERVENCIÓN MONSEÑOR LUIS CABRERA PRESIDENTE CONFERENCIA EPISCOPAL Los importantes desafíos que estamos viviendo y juntos buscar con sabiduría las soluciones apropiadas. Que las decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos y particularmente de los sectores marginados tanto de los campesinos como de los indígenas para conseguir la paz. Se necesita valor, mucho más que para hacer la guerra.

Iniciemos este diálogo como minuto de silencio en memoria de todas las personas que han perdido la vida en estos días de violencia.

Bienvenidos a esta mesa de escucha y negociación cuenten con nuestro incondicional apoyo seamos valientes apostamos por la paz muchas gracias

INTERVENCIÓN ARNAUD PERAL- REPRESENTANTE DE NACIONES UNIDAS Muy buenas tardes con todas y con todos. Estimado señor presidente estimados y estimados líderes y lideresas de los movimientos indígenas ecuatorianos, Monseñor Cabrera. Estimados representantes de las funciones del Estado, estimados representantes de los medios de comunicación, señoras, señores, colegas todos.

Señoras y señores quisiera en primer lugar felicitar la voluntad de diálogo la voluntad de paz la voluntad de reconciliación el Ecuador ha sufrido muchísimo esos últimos días y ya llegó el momento de la reconciliación, el momento de ir reconstruyendo un camino de paz y dejar atrás la violencia, dejar atrás el odio. Eso es la mano tendida y les felicito por esta mano tendida. Quisiera expresar mis condolencias y solidaridad con las familias de las personas que han fallecido en esta crisis, a sus seres queridos, a todas las personas que han sufrido de una forma u otra, les invito en esta mesa a ir buscando los puntos que nos unen y no seguir insistiendo en los puntos que nos dividen.

El Ecuador un país que amo profundamente es un país de paz, es un país de hermanos de hermanas, es un símbolo en el mundo. Y en este mundo este momento todos los ojos están dirigidos hacia el Ecuador todo el país está mirando en este preciso momento esta mesa y lo que quiere escuchar el país y el mundo, es paz, reconciliación. Han habido hechos difíciles durísimos pero ya es el momento de ir tendiendo esta mano y aceptando la mano del otro.

Con esas breves palabras instalamos la mesa y si nos permiten dar algunos algunas reglas básicas de moderación.

Moderadora

Para esta mesa y seguimos adelante con las palabras, diría, por favor muy buenas tardes con

todos con todas, señor presidente autoridades de los pueblos y nacionalidades, de autoridades del estado nacional. Lo que tenemos aquí son solamente unos elementos facilitadores del diálogo para que sea más fácil fluya sea más rápido y sea concreto. Lo primero que les vamos a solicitar es que se pida la palabra y la palabra va a darse y va a ser dada por turnos.

Empezará nuestro señor presidente y después vamos con los pueblos y nacionalidades, el estado y los pueblos nacionalidades y el estado.

La palabra la dará nuestro representante en nuestro coordinador residente yo apoyaré para ir tomando los turnos para que estemos todos en la misma en la misma pagina.

Pedimos a las personas que están como observadores como observadoras por favor silencio y no intervenir.

La idea es que los observadores y las observadoras puedan cumplir con su trabajo de veedores garantizar que el diálogo esté dándose en las mejores condiciones por eso solicitamos que para que mejor cumplan su papel no intervengan quienes intervendrán son las personas que están en la mesa y por supuesto es un impulsor para el diálogo la escucha abierta y activa cada parte tiene ya su posición. La idea es que ahora escuchemos con mucha atención la posición de la otra parte y con esto iniciaríamos. Esperamos que esté todo claro. Si hay alguna duda durante la intervención se puede hacer. Y una última cosa les rogamos que hablemos máximo cinco minutos. Habrán turnos en los que se puede seguir tomando la palabra y la idea es que vayamos al punto de la negociación que ustedes plantean. Muchísimas gracias buena suerte. Muchísimas gracias señor presidente quiere empezar

33:15 ARNAUD PERAL

Muchísimas muchísimas gracias señor. Jaime Vargas, quisiera antes de darle de nuevo la palabra recoger las coincidencias de las dos intervenciones esta mesa es una victoria esta mesa estar aquí sentados todos es una victoria y de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos que salga paz reconciliación que miremos adelante como pueblo unido en ese sentido quisiera retomar dos elementos que veo de convergencia de un lado el señor presidente propuso la creación de una comisión de inmediato sugeriría que esta comisión no dure más de 48 horas porque el tiempo apremia y el pueblo está esperando resultados ya nada más que 48 horas con una comisión compuesto ojalá puedan aceptar esta proposición contrapropuesta o digamos como moderador de dos representantes de cada parte es solamente una sugerencia pero 48 horas el señor presidente decía retomó sus palabras un acuerdo generar un acuerdo para un nuevo decreto perfeccionado que permita a redireccionar direccionar los recursos a los que más necesitan y retomando las palabras del señor vargas decía que la medida o sea el decreto actual es una medida que no tiene beneficio social ahí ven veo en sus dos intervenciones un punto de conexión y yo creo que si las partes podrían aceptar ahora mismo ante los ojos del país la creación de esta comisión y darle un plazo muy corto para que sea invitado emitido un nuevo decreto sería una gran victoria de esta mesa y de todas las partes de la propuesta también por parte de señor vargas de que las reformas que se vienen tengan primero un control constitucional antes de ir a la asamblea o sea las dos

partes han hecho ya propuestas concretas el señor presidente me estaba diciendo que quería hacer una tener una reacción entonces le doy la palabra señor presidente gracias

45:40

Gracias, señor presidente. Como tuvo una réplica le doy la oportunidad al señor Vargas de poder de poder responder. Hay otras otras solicitudes después de palabras muchas, entonces por favor sean breves en sus intervenciones. Repito, sería muy importante que en este espacio podamos confirmar la creación de la comisión. Eso urge, estamos ante los ojos de la nación sería muy importante que esta propuesta se pueda confirmar señor Vargas, por favor tiene la palabra

CONAIE H3Doc 2- 13 de octubre 2019

Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1

<https://www.youtube.com/watch?v=58VQYVEh1gI>

17:40 INTERVENCIÓN 1 JAIME VARGAS

Primero empezar diciendo los pueblos y nacionalidades siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos y somos los constructores de este estado. Somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional, un estado de derecho, un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador. Y lo cual que hasta este momento no se ha cumplido el objetivo fundamental. El objetivo de un estado plurinacional, señor presidente.

Creo los presidentes, cuando no funciona el equipo de trabajo, creo el que pague es el presidente. Cuando el equipo no funciona, la cabeza en función no puede funcionar. Y cuando hubo un primer encuentro del 11 de diciembre del 2017, señor presidente, me acuerdo clarito cuando yo dije, señor presidente, tienes ministros que no te funcionan, tienes ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno. Tienes ministros que no planifican de acuerdo a las realidades de nuestras comunidades, de nuestros pueblos, de nuestra gente, y eso creo que no se ha cumplido. Y es por eso quiero, este momento, permitirme leer el sentimiento de mi pueblo. Primero, señor presidente si está indignados de todo lo que ha pasado y me duele el corazón pero voy a hablar con valentía y con coraje. Saludarle a nombre de 15 nacionalidades, 18 pueblos del Ecuador. Primero agradecer al país por la solidaridad, por el compromiso, por la unidad, y por el acompañamiento sin condiciones al movimiento indígena y a los movimientos sociales en estas jornadas de resistencia en busca de la libertad. Agradecimiento al pueblo de Quito Luz de América y el reconocimiento al pueblo quiteño por todo su apoyo en estas jornadas de resistencia. También agradecer a todas las bases de mi movimiento indígena a nivel nacional, a la organización FEINE y FENONCIN Y UNORCAG y a las organizaciones de trabajadores del FUT, a los transportistas y a las organizaciones de mujeres. Esas mujeres valientes que han salido a las calles con sus hijos cargados a defender su derecho. A las organizaciones barriales, a las organizaciones de comerciantes, a los estudiantes, a los jóvenes que hoy cientos y miles de jóvenes no tienen la oportunidad de ingresar libremente a las universidades.

A los hermanos del pueblo montubio, afroecuatoriano, a los campesinos, a los sectores de las universidades, universidades Católica de Quito, universidad Salesiana, Politécnica Nacional, universidad Andina, universidad Central del Ecuador.

Gracias a esas universidades quiénes han sido uno de los aliados que siempre han trabajado en fortalecer a nuestras organizaciones y a las organizadas sociales, ciudadanos de todo el país que apoyaron esta movilización, arriesgando sus vidas por defender al pueblo ecuatoriano y un agradecimiento especial a los jóvenes. A esos jóvenes valientes que hicieron el cordón humanitario para proteger a su pueblo en los momentos más dramáticos y violentos y que estuvieron todo este tiempo y la primera fila En la línea de la resistencia.

Es una medida que golpea a los estratos más pobres de la población porque sus gastos en transporte y en canasta básica se incrementan de tal manera que los llevan directamente hacia la miseria.

Es una medida que no genera ningún beneficio social, más bien genera injusticia social y no tiene ninguna relación con el plan de desarrollo “toda una vida” del gobierno nacional. Señor presidente, es una medida que no tiene ninguna coherencia fiscal porque se adopta el mes de octubre cuando se tiene que presentar a la asamblea nacional la nueva proforma fiscal. Es una medida que ha provocado una convulsión social y una pérdida millonaria para todos los sectores económicos, productivos de nuestro país.

Es una medida que no tiene ninguna relación con la dolarización de la economía como irresponsablemente lo afirmó el vicepresidente de la república. Por todo ello pedimos la derogatoria de este decreto 883 y le solicitamos al presidente república que respete el ordenamiento jurídico vigente. Existen leyes fiscales que deben ser respetadas.

La improvisación de la política económica nos ha llevado como país a este estado de convulsión nacional.

Pedimos señor presidente, antes que el gobierno nacional a la asamblea las reformas legales anunciadas, envíe a la corte constitucional del Ecuador. Realice el respectivo control de constitucionalidad de estas medidas. Le pedimos señor presidente que actúe conforme al artículo 147 de la constitución que establece la obligación de respetar y hacer respetar la constitución.

Nuestra posición siempre ha sido de diálogo, por eso estamos aquí. A instancias nuestras, la intransigencia le está haciendo mucho daño al país. Señor presidente, demuestre que usted es una persona de diálogo, y por fuera de todo, demuestre que está pasando en el país. Somos millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz, por la estabilidad, por la recuperación del país. Derogue este decreto 883 y busquemos juntos ese horizonte de prosperidad, justicia social, equidad, paz social, el Buen Vivir, Sumak Kawsay, “beguer p justine”.

Ahora la decisión de recuperar la patria está en sus manos señor presidente. Señor presidente tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país que nos reconoce como su legítimo interlocutor. No vamos a negociar esa dignidad, no vamos a negociar nuestros caídos. Esperamos que hoy se encuentre una solución definitiva y duradera. Si eso no se cumple, seguiremos señor presidente firme y unidos y con el compromiso ineludible de defender a nuestro pueblo y estamos dispuestos a realizar todos los sacrificios posibles. Si así y aquella que dar nuestra vida lo haremos, no dude de eso señor

presidente.

Los pueblos y nacionalidades señor presidente estamos dispuestos de construir y trabajar de manera conjunta tomar decisiones de manera participativa e incluyente solidaria para que este país se transforme un verdadero país de libertades señor presidente. Si así no se da pues quisiera lamentar de todo lo que hayamos dicho señor presidente.

En calidad de presidente y gobierno de mi pueblo de los pueblos y nacionalidades con mis propios ojos he visto morir a mi gente, a mi pueblo a mis jóvenes, a mis líderes eso sí me ha indignado y con lágrimas hemos dicho, tenemos que unir fuerzas para seguir luchando Si en verdad hay esa voluntad de decir de que somos gobiernos de todos, tenemos que ser gobiernos de todos.

Esperamos que no se repita y sentimos como que continúa antes nos dijeron la patria era de todos, hoy nos dicen gobierno de todos. Tenemos que hacer ese gobierno señor presidente, el buen gobierno es el que escucha al pueblo, es el que respeta y respalda al pueblo. El buen gobierno es el que defiende a su pueblo, no los intereses dolosos de los transnacionales. Y hoy se ve y se siente clarito señor presidente, que la derecha está administrando en el país y el Fondo Monetario Internacional y es por eso señor presidente estamos aquí. Estoy con todos mis presidentes de las nacionalidades. Hemos hecho todo el esfuerzo posible. Claro se ha dicho de que allá son los terroristas, pero creo esos jóvenes también están siendo engañados, también están siendo manipulados. Con esto termino señor presidente. Ayer nos dijeron que cerrar vías, tomarse las instalaciones era terrorismo. La señora Rivadeneira, la ex presidenta de la asamblea nacional, el señor Virgilio Hernández, el señor Serrano, por cerrar vías nos declararon terroristas y sabotadores. Nos mandaron a la cárcel, nos persiguieron, tuvimos que abandonar a nuestras familias, vivir lejos, un año dos años y eso es lo que hemos vivido y hoy, esa gente demuestra que son salvadores del país y hemos rechazado y hemos dicho a todas las funciones del Estado, la fiscalía, a ellos tienen que seguir los militares. los policías, no estos indígenas que con dignidad y con un frente en alto defendemos nuestra patria. Los shuar, los actuar, los quichuas, los indígenas defendimos en el Cenepa, en alto Cenepa, en cordillera del Cóndor derramamos nuestra sangre, recuperamos territorios. Pero los malos gobiernos entregaron esos territorios donde derramamos la sangre señor presidente, eso nos indigna, pero estamos aquí señor presidente.

Los indígenas nos gusta hablar fuerte y después si hay que darnos la mano y gritar la libertad de este país. Buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado y de nuestras familias ecuatorianas. Muchas gracias

46:15 INTERVENCIÓN JAIME VARGAS 2

Muchas gracias creo es importante recalcar a algunas y algunos puntos importantes. Señor presidente se han violado muchos derechos humanos. El artículo 98 de la constitución sobre derecho a la resistencia, yo creo que eso tenemos que analizar también. Nos hemos propuesto una agenda de diálogo al gobierno nacional bajo los siguientes puntos. Osea ha habido un proceso importante.

Pedimos no, si sabemos de que hay problemas fiscales, por ello pedimos se conforme una auditoría de los costos que le signifiquen al país la ley de fomento productivo y su respectiva

reforma por parte de la Asamblea Nacional Pedimos a la Corte Constitucional que ejerza el respectivo control de constitucionalidad de todas las medidas económicas y las leyes que el presidente pretenda llevar adelante.

Pedimos que el gobierno nacional transparente los acuerdos, señor presidente, los acuerdos a los que llegó con el Fondo Monetario Internacional. También se yo, presidente, ha habido una convulsión social.

Entendemos y el respeto a los derechos humanos, la violencia desmedida contra el pueblo y el terrorismo de estado se representa. Osea yo creo que aquí sus ministros, no midieron, nunca analizaron para tomar decisiones como es la ministra antes interior y ahora de gobierno, y su ministro de defensa. Así es que, si en verdad queremos paz señor presidente, es un pedido en honor del movimiento indígena, hoy no estamos hablando como movimiento indígena señor presidente. La CONAIE se ha construido y se ha hecho ver que la CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional y por eso estamos entre todas las organizaciones sociales como un gesto de paz social.

Al país, pedimos señor presidente, esperamos no estar fuera de la decisión tuya, pedimos su inmediata separación de estos dos ministros. También señor presidente, es verdad que sí, ahí está la educación intercultural. Sus ministros nunca han medido los procesos que tienen que avanzar. Hoy la educación intercultural bilingüe, de lo que acaba de manifestar, no hemos avanzado de un mínimo. Todavía se sigue manipulando desde el estado ecuatoriano señor presidente. Todavía no tenemos autonomía como habíamos hablado, señor presidente.

Usted dijo públicamente aquí les entregó mediante el decreto 445, está en sus manos hermanos de los pueblos y nacionalidades, pero todavía está en manos de la actual ministra y de los viceministros. Todavía no se ha avanzado en tema de educación superior, la universidad. Eso quiere decir, con esto termine, eso quiere decir que tiene ministros que no tienen voluntad política. Dos años de diálogo señor ministro, un año teníamos medio medio acercamiento, 2018. Todo este 2019, no hemos dialogado ni hemos tenido acercamiento ni reuniones de trabajo para avanzar el diálogo con ninguno de los ministros señor presidente. Tiene ministros vagos que no hacen nada por la patria y le hacen quedar mal señor presidente.

Nunca contestan los celulares y hoy en este mes, en este evento importante, así cada minuto cada segundo, cada diez segundos, hemos tenido llamadas y lo conocen y a los que he dicho están aquí.

Eso ha sido uno de los problemas señor presidente. Dos años de diálogo no hemos avanzado. UNASUR, no hemos avanzado ni un milímetro. Los ministros han dicho, no sé, que el presidente creo que se emocionó. Y así es que queda en las manos del presidente. Así lo han dicho señor presidente y le digo aquí en la cadena nacional y el pueblo ecuatoriano está escuchando, el pueblo ecuatoriano está escuchando, señor presidente.

Señor presidente, es por eso, creo es importante, decirnos y decir la verdad. Lo que siente el pueblo porque también, tengo atrás un pueblo que también me presiona. ¿Qué están dialogando?, ¿qué está diciendo ¿Qué mismo están dando? ¿Cuánto te daría el gobierno? No sé qué será de eso de decir cuánto dan, pero nuestra firmeza siempre ha sido defender nuestros

derechos. Como dije, tenemos dignidad para decirlo. Creo señor presidente, con esto termino si en verdad quiere, seguir construyendo los sueños de nuestro país y de nuestro pueblo, de los 16 millones de ecuatorianos, cambie la estructura de todo el país.

Hay hombres, jóvenes, profesionales dispuestos a construir esta sociedad. Hombres profesionales, mujeres, jóvenes indígenas, no indígenas, afros, montubios, profesionales. A ese nivel señor presidente, hemos vivido durante estos dos años y creo la causa de eso y pues hoy estamos viviendo esta crisis social. Así es que también están mis presidentes de las tres regiones está la CONAICE, la CONFENIAE. Dueños del petróleo.

Yo digo siempre, la Amazonía, dueño del petróleo. Sí, aunque Nebot nos dijo que teníamos que ir vivir en el páramo, aquí estamos los dueños del territorio, dueños del petróleo. Y ni así no tenemos ni una calle de cuatro carriles como tiene Quito, como tiene Guayaquil. Así es que hay que pensar y analizar y tomar mejores decisiones.

Señor Vargas había solicitado el tema de la comisión, si podría responder sobre el tema de su disponibilidad o no, el tema de la creación de una comisión para la revisión porque después tenemos que seguir avanzando y muchas solicitudes de palabra

Nuestra decisión, nuestra decisión, aquí no venimos para conformar comisiones, para trabajar. El pedido del país, esto no es pedido del movimiento indígena, el pedido del país es la derogatoria del decreto 883. Si este momento se decide, el país se tranquiliza totalmente en todos los territorios del país muchas gracias.

1:04:13 INTERVENCIÓN LEONIDAS IZA

Estimados compañeras y compañeros, pueblo del Ecuador. Nosotros creemos que vamos a ser absolutamente responsables. En este momento para bajar los niveles de violencia que enfrenta el Ecuador queda únicamente en la responsabilidad del presidente de la república. Nosotros queremos ser absolutamente claros. Me parece un acto irresponsable creer que es un acto vandálico de la gente o de los correístas. No estamos viendo bien, no estamos viendo con objetividad. Nosotros mismos nos sorprendemos la cantidad de gente. No creo que Correa en este momento tenga la capacidad de mover aquello. Estamos dando mucho crédito compañeros a una posibilidad. En consecuencia, querer en este momento tapar una realidad, es también un acto de irresponsabilidad.

Lo decimos con respeto, lógicamente porque en una mesa de diálogo necesitamos en este caso sobre las diferencias refutarnos.

Siguiente tema ¿Qué más violento es cuando estás dormido? Antes ponías 20 dólares en tu tractorcito que ibas a trabajar. Al siguiente día despiertas, tienes que poner 45 dólares en tu tractorcito. Estos 45 dólares que te servía para mandar a tu niño a la escuela, ahora ya no la tienes. ¿Qué más violento puede ser un acto de este en este sentido? No es posible, si yo tengo tres hijos que mandaba ese recurso, tengo que poner gasolina tengo que poner diésel al 123 por ciento. Ese es un acto violento y reacción de aquello, es lo que en este momento el pueblo ecuatoriano está manifestando. Por ello nosotros hemos dicho, queremos garantizar la paz y la paz va a depender, y no estamos diciendo señor presidente que nos revisemos. En

este momento, si queremos la paz es derogar, derogar y ¿Qué podemos conversar? Nosotros, no somos, no soy economista, pero mínimamente cuando se ha puesto este criterio que se va a dejar en juego el tema de la dolarización, estamos mintiendo. Lo que tenemos entendido, hemos revisado la oferta monetaria en el Ecuador en este en este mes, es de 54 mil millones de dólares. Decimos ¿Cuánto está en juego en este momento? En este momento, son 1300 millones en el año. Si dividimos para los 12 meses, es 100 millones de dólares. 100 millones de dólares es apenas 0.2 por ciento de todo el conjunto de la dolarización. Entonces no creo que el tema de los subsidios ponga en duda el tema de la estabilidad de

la dolarización. Nosotros creemos que se están mal utilizando. No sé si para un análisis así realmente necesitamos tener la profundidad. ¿Qué más decimos? ¿Qué podemos discutir después de estos que se derogue?

Discutamos efectivamente estamos con estas dos cuestiones que he planteado el señor presidente. Si es que vemos que el combustible está siendo utilizado por los ricos para lo que sea, para cualquier actividad económica, entonces apliquemos un impuesto. Agreguemos un impuesto más a los que tienen más. No es posible que en el último año se haya ganado más de 500 millones de dólares, un sector, y el resto del pueblo no haya ganado nada. Entonces creemos que se tiene que focalizar en donde está concentrado la plata y con ello creemos que podemos recuperar mucho más de esos 100 millones de dólares que será un grano de arena a todo el sistema económico que mueve en este país.

Y para finalizar señor presidente, señores, creemos que si se debe racionalizar los subsidios. Hay que objetivizar los subsidios. Pero en este momento eso no va a traer la calma al Ecuador. Y quiero finalizar diciendo. Ahora se ha querido confundir con actos vandálicos o con actos delincuenciales. Sí exigimos que todos los que en este momento han caído en la cárcel, están heridos, si tiene que ser una responsabilidad del Estado ecuatoriano. Por ello nosotros, de manera pública lo hemos dicho, los ministros que están dirigiendo la fuerza pública no son garantía. Yo de verdad, desde el 98 he estado en procesos de movilización, pero nunca hemos visto un nivel de violencia brutal como lo que se está viendo en estos días. Por eso proponemos señor presidente, ¿De dónde podemos sacar la plata?

Usted sabiamente lo dijo. Hemos identificado en los diez años del despilfarro del estado. Se había identificado en más de 70 mil millones de dólares en despilfarro. ¿Qué estamos proponiendo? Se debía pasar la ley que incaute los bienes que hicieron ricos gracias a la corrupción. Se incaute los bienes. Con solo recuperar el 30 o el 50 por ciento estaríamos garantizando 20 años de subsidio. Por favor es una cuestión lógica. Asimismo, con la ley de fomento productivo se condonó más de 4500 millones de dólares, donde sí, la clase media y baja si se beneficiaron, pero si vamos a ver cuáles fueron los grupos económicos que se beneficiaron. Fue en una gran cantidad de recursos económicos que seguramente alcanzaba mínimamente para tres años ¿Qué más podemos hacer? Se puede renegociar con la telefonía celular, se puede negociar en el tema del petróleo. Con que ahorremos un dólar los que están intermediando en este negocio, tendríamos para garantizar esos subsidios que en este momento está en discusión en el país. Además de eso ¿Qué decimos? Se debe mínimamente, demos un mensaje de ética y de moral. Eliminemos en este caso, los sueldos vitalicios. El Ecuador aplaudirá estas cuestiones que realmente van a permitir generar algo de recursos. Se debe generar, no es posible, el Ecuador necesita 2 mil millones de dólares para gasto

corriente. Pero en este sentido, no creo que equipara los 100 millones de dólares que realmente beneficia a todo el sistema económico.

Por ello decimos, en el momento que incrementó el precio a los combustibles e incrementó al pasaje, incrementó todo. en nuestras papas, nuestras habas, simplemente sin observar por el Estado.

Por ello exigimos que, de manera, si con toda la responsabilidad de parte a parte, necesitamos derogar y sentar, eso sí desde mañana y repensemos en este sentido todo el modelo económico para que no siga cargando sobre los hombros de los ecuatorianos, sobre todo de la clase media y clase pobre. Por ello yo saludo al Ecuador. Tenemos que estar unidos aquí nadie quiere la guerra, pero necesitamos resolver estos temas y ya y eso depende de quien está comandando en el Ecuador. Señor presidente de la república muchas gracias

1:32:36

INTERVENCIÓN MIRIAM CISNEROS – PRESIDENTA DEL PUEBLO SARAYAKU

Saludo therapy pajín. En primer lugar, quiero darles, un saludo cordial al señor presidente Lenin Moreno. Como mujer amazónica en nombre de todas las mujeres amazónicas, quiero decirles que hemos venido desde la selva caminando, dejando a nuestros hijos en la casa, dejando nuestros quehaceres en la casa, porque pensando en un estado digno y soberano, queremos que el Estado ecuatoriano responda a las necesidades de los pueblos y nacionalidades del Ecuador. Cuando hablamos de un estado plurinacional, como estados somos nosotros, no somos consultados. Justamente eso nos duele cuando nos tratan de que los pueblos indígenas y los campesinos somos pobres me da mucha pena. Cuando tengan que hablar de pobreza, cuando los pueblos indígenas que labramos en el campo trabajamos que cultivamos queramos de alimentar a la ciudad nos tengan que tratar de esa manera. Nosotros hemos venido con un objetivo señor presidente, pedimos la derogatoria de decreto 883 porque estamos siendo afectados, estamos siendo violentados. Yo como madre, como esposa, como hija me duele, he llorado. He pasado 13 días en la calle sin comer dejando a mi hijo. No sé quién sabes si nuestros hijos están comiendo. Me duele en el alma cuando nuestros pequeños han tenido que entregar sus vidas ahogándose con bombas lacrimógenas. Han muerto a nuestros hermanos eso quiere decir que nuestro presidente nos manda a atacar con hombres armados cuando nosotros hemos venido con una lucha pacífica señor presidente. ¿Qué es lo que está pasando en un estado plurinacional? Cuando tengamos que hablar de desarrollo, cuando nuestros territorios donde nosotros vivimos por cientos de años están siendo explotados, están siendo concesionados, entregando a nuevos bloques petroleros. Eso si verdaderamente nos afecta. Por eso también como mujeres amazónicas hemos venido a decirte señor presidente, que pongas en zapatos de nosotros y que pongas en la conciencia de nosotros y pedirte que todo lo que está pasando en el Ecuador tienes que de corazón hacerlo. Nuestro pedido y pedir también que nuestros hermanos que están en la cárcel sean liberados porque la lucha no es sólo para los pueblos indígenas sino para todo el Ecuador. Y pedir también que nuestros dirigentes no sigan siendo perseguidos. Después de todo lo que está pasando en el Ecuador yo no me siento sola porque la lucha ha sido justa de todos los pueblos, ecuatorianos, mestizos, campesinos, negros, afros, pueblos indígenas, sectores sociales, todos hemos unido con una sola voz. Entonces eso pido que por favor nos escuches. Yo como mujer pido se me han secado las lágrimas de tanto estar llorando por

nuestros hijos que han dejado sus vidas en la calle. Nuestras mujeres que han tenido que sufrir los atropellos, los golpes de los de las policías y de los militares. Ayer justamente estuvimos en la casa de la cultura. No nos tuvieron compasión señor presidente. Acaso no te duele cuando sus hijos tengamos que estar en la calle gritando y cuando tengas que ordenar a hombres armados que nos vengán a enfrentar a mujeres a jóvenes quienes estamos luchando por una vida justa, reclamando nuestros derechos. Porque esta patria tiene que ser digna y soberana. Señor presidente esto viene a decirle como mujer amazónica que en su conciencia que de todos todos los hermanos caídos en esta lucha muchas gracias.

CONAIE H3Doc 3- 13 de octubre 2019

Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2

<https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>

INTERVENCION ARNAUD PERAL- REPRESENTANTE ONU

En el espíritu en el cual ha empezado con respeto con altura y todo para el bien del país, de todos los ecuatorianos y las ecuatorianas este espacio de receso ha sido un poquito más, bastante más largo, pero ha sido muy importante porque ha permitido a las partes conversar, intercambiar puntos de vista, acercar posiciones y tenemos un texto. Tenemos un acuerdo y me permiten leer este acuerdo entre las partes. Como resultado del diálogo se establece un nuevo decreto que deja sin efecto el decreto 883 para lo cual se instala una comisión que elaborará este nuevo decreto integrada por las organizaciones del movimiento indígena, participantes en este diálogo y el gobierno nacional con la mediación de las naciones unidas y la conferencia episcopal ecuatoriana y con la veeduría de las otras funciones del Estado. Con este acuerdo se terminan las movilizaciones y medidas de hecho en todo el Ecuador y nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país. Hasta ahí va.

1:53

Señoras y señores, este este texto seguramente algunas piensan no es suficiente. Hubiera podido ser mejor. Ya pasó bastante tiempo, pero recordemos algo, el país está una situación grave, dramática. Desde hace 12 días ha habido muertos, heridos personas que han perdido su empleo, que han perdido su entorno, que han sufrido por sus familias, muchísima angustia, muchísima preocupación. Ya llegó el momento de la paz, llegó el momento del acuerdo, llega el momento de mirar el futuro para el Ecuador. El país tiene tantas fuerzas, tantas riquezas por su diversidad, la naturaleza tiene mucha riqueza y es lo que le da fuerza y el Ecuador tiene una diversidad que es la que le da fuerza. Reconocer que esta diversidad es la mayor riqueza que tiene el Ecuador es lo que nos permite avanzar. Pero tenemos que respetarnos, tenemos que construir puentes entre todas y todos. Este acuerdo es un fantástico, extraordinario paso adelante.

Señoras y señores, un momento muy crítico en el mundo, se están reabriendo conflictos, la palabra se está volviendo violenta, estamos viendo grupos por todas partes del mundo a través de redes sociales o físicamente que se están agrediendo. Ya no más ya no más. Bajemos las armas, bajemos las palabras violentas. Construyamos este país que se necesita en este momento. Eso es el clamor que estamos escuchando de todo el país. Les felicito de todo corazón a nombre de la comunidad internacional, de la Conferencia Episcopal por este extraordinario acuerdo. Vamos a trabajar. Aquí estamos. Vamos a acompañar, Conferencia Episcopal, Naciones Unidas. El trabajo de esta comisión estamos dispuestos a trabajar ahora mismo. Ahora mismo levantándose de esa mesa. No mañana o pasado. Ahora mismo nos ponemos a trabajar en lo que nos invita a hacer este decreto.

4:40 INTERVENCION MONSEÑOR CABRERA- PRESIDENTE DE LA
CONFERENCIA EPISCOPAL

En nombre del sistema de Naciones Unidas en Ecuador y de la Conferencia Episcopal ecuatoriana, agradecemos una vez más al gobierno y a las organizaciones de todos los pueblos y nacionalidades por haber llegado, a través de un diálogo respetuoso, a acuerdos concretos que benefician a todo el país. Del mismo modo, reconocemos la participación de muchas organizaciones sociales en este proceso de pacificación y diálogo como también la de los medios de comunicación por transmitir en vivo y en directo las distintas intervenciones a toda la nación.

Ha triunfado la sensatez, la pasión y la decisión de vivir en paz podemos seguir soñando en un país donde se respetan los derechos individuales y colectivos. Un país capaz de acoger la diversidad cultural como una riqueza y no verla como un obstáculo. Un país donde hombres y mujeres queremos vivir como hermanos y hermanas como compañeros de un camino y no una tierra de enemigos o rivales. Sigamos construyendo la paz sobre los cimientos de la justicia, de la verdad de la libertad y de la equidad. Yo me sumo a sus actos de gratitud, de felicitación que se han expresado aquí muchísimas gracias

CONAIE H3Doc 4- 13 de octubre 2019

Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2

<https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>

6:56 INTERVENCIÓN JAIME VARGAS

Mis queridos hermanos y hermanas de este estado plurinacional, primero antes de es decir lo yo creo que es importante, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, solamente cambiar una letra.

En lugar de este nuevo decreto, poner otro nuevo decreto. Sí porque está ahí está este sino el otro nuevo decreto punto y parte. Muchas gracias hermanos presidente de las nacionalidades en calidad de gobierno de los pueblos y nacionalidades de este de este país plurinacional señor presidente creo que ha sido importante este acercamiento.

Nosotros veníamos pidiendo hace tiempo conversar estos procesos así es que quisiéramos también de corazón ponernos y decir de que, los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales que nos hemos levantado en busca de lalibertad, en defensa de nuestros derechos pues decirlo sí y reconocemos la valentía de hombres y mujeres que salimos a nuestras calles y creo que es el único camino de buscar vías importantes para un verdadero desarrollo del país.

Señor presidente quisiera también aprovechar de esta ocasión, quisiéramos de que la constitución se respete y conocemos de que, nuestros territorios donde vivimos, y el señor contralor lo sabe, todos sabemos. Nuestros territorios también están viviendo consecuencias por la presencia de las empresas transnacionales y tendremos graves problemas. Y así es que es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa libre informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades. Así es que también quisiéramos agradecer a las Naciones Unidas, Conferencia Episcopal por esta intermediación. Creo que es importante señor presidente e informar este momento y es un resumen que hemos hecho. Hemos tenido en este proceso de lucha de resistencia de nuestros pueblos más de 2.000 heridos, más de mil presos, alrededor de 10 asesinados y el número puede aumentarse este momento. Alrededor de más de 100 desaparecidos a nivel del país y hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional. Y eso es una violación de derechos humanos. Argumento suficiente señor presidente, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa. Solo así el pueblo ecuatoriano tendrá paz y libertad. Y tendremos la oportunidad de seguir conversando, seguir dialogando para construir proyectos importantes, proyectos participativos, proyectos que benefician verdaderamente al país y al pueblo. Porque hemos revisado señor presidente, siempre aquí

en el Ecuador, todas las medidas económicas nunca han beneficiado a las comunidades más aledañas de nuestro país. En todo, en todos los servicios, en todos los beneficios, que se debe recibir como ecuatorianos y ecuatorianas. Así es que en nombre del pueblo ecuatoriano, a nombre de las mujeres valientes, a nombre de esa juventud que en medio de humos gritaba la libertad, en medio de humos gritaban presidente, luchemos juntos y con lágrimas en los ojos nos decía, presidente hay que seguir caminando. Y a nombre de mis dirigentes de los pueblos y nacionalidades, preocupados porque estábamos ahí, señor presidente. Somos autoridades comunitarias y es por eso cumplimos también un mandato de nuestro pueblo.

Y por eso venimos acá para encontrar o reencontrarnos y buscar el mejor camino, buscar la paz de nuestros hermanos y hermanas del país. Y decir, señor presidente, ya no queremos más represión. Desde este momento, desde este momento porque aún siguen reprimiendo dónde están nuestros Hermanos. La casa de la cultura, la universidad Central del Ecuador, la universidad Católica y salesiana. Este momento sigue reprimiendo la fuerza pública. Mientras nuestra gente nos está mirando este momento. ¿Cuál va a ser nuestra posición? Así es que agradecer por esta decisión. Se ha dejado sin efecto el decreto 883 y eso es para todo el país. Muchas gracias hermanos y hermanas de todo el país y autoridades por ese apoyo, por esa conciencia. Decirlo el movimiento indígena del Ecuador CONAIE, ese Ecuador es un estado plurinacional. ¡Viva el Ecuador! viva la paz! muchas gracias Y también terminando con esto quisiera también señor decirlo. Con esto decirlo a todos los presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador. Informar a todas nuestras bases, que se levanta una medida de hecho, en cada uno de nuestros territorios por la libertad. Así es que muchas gracias, hermanos y hermanas.

CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019

Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)

<https://www.youtube.com/watch?v=IxuY0k1j-FA>

JAIME VARGAS

Muchas gracias por esa entrega y compromiso, ese compromiso, no solamente para los pueblos y nacionalidades indígenas sino compromiso y una decisión firme pues para el país todos los hermanos y hermanas, para 16 millones ecuatorianos y ecuatorianas. Compañero Marlon, nuestro coordinador del movimiento plurinacional Pachakutik muchas gracias Hermanos de los medios de comunicación, en especial queremos reconocer de corazón también, a nombre del consejo de gobierno de la CONAIE, en nombre del movimiento indígena y todos los pueblos y nacionalidades del Ecuador, a los medios comunitarios digitales, a los lanceros digitales. A todos los medios que han estado siguiendo paso a paso todo lo que estaba sucediendo en este proceso de resistencia, en este proceso de lucha de estos 13 días.

Compañeros de lucha, para poder pues lograr un objetivo importante. Agradecer de corazón a mi amigo, a mi hermano presidente de la casa de la cultura Camilo. ¿Dónde está Camilo? Muchas gracias hermano de corazón, te apreciamos mucho. Simplemente el reconocimiento por ese compromiso, no por los indígenas, sino por el país. Y también queremos agradecer a la universidad Central del Ecuador, a la Universidad Católica, a la universidad Salesiana, a la Universidad Andina Simón Bolívar, a la FLACSO. Agradecer a los hermanos y hermanas de la ciudad de Quito que aportaron granito de arena para que esta resistencia, esta lucha, de frutos. Agradecer esos jóvenes de las brigadas médicas. Ayer un joven, creo que era de Manabí me dijo, señor presidente, misión cumplida. Ya no quisiéramos ver más muertos y gracias por esta paz. Yo creo que es importante.

Los ecuatorianos siempre somos hombres y mujeres de paz, así es que creo es importante. A la Cruz Roja quisiéramos también agradecerle. A la prensa internacional que han hecho un alcance importante Si, mucha gente dijo, bueno son la marcha de los indígenas ¿Qué estarán buscando? ¿Qué estarán reclamando? Eso nos dijeron. Nos dijeron, nos dijeron que éramos indígenas, no vengan a Guayaquil, no vengan a las ciudades, quédense allá en los páramos, en la selva. Así nos dijeron. Pero yo creo que es importante reconocer y es reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país. Hemos liberado un derecho compañeros y compañeras. Ya basta que nos sigan saqueando al pueblo ecuatoriano. Quisiéramos agradecer a esos jóvenes valientes que se entregaron su vida en defender su patria, su pueblo. También esas mujeres valientes, que dejaron a sus hijos, dejaron sus casitas, dejaron de hacer su trabajo y la casa y dijeron, tenemos que luchar juntos.

Juntos con nuestros pueblos y hemos logrado compañeras y compañeros. Hemos derogado juntos con la lucha, se ha derogado el decreto 883. Me han confirmado si es la posibilidad desde esta tarde, o más tardar hasta mañana o desde mañana tendrán que normalizarse todas las tarifas la gasolina, diésel.

Los pasajes. Tal vez hubo alza de productos de primera necesidad. Eso tiene que normalizar. Eso quiere decir que la lucha no es solamente para los indígenas sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas. Y agradecer también de corazón, compañeros y compañeras, a todos los dirigentes de las organizaciones de base. Hasta hoy están todavía paralizadas en otras provincias tal vez los medios tratan de hacer confundir.

Ayer estuvimos haciendo un buen trabajo. Dijimos lo que teníamos que decir al señor presidente. Sin miedo. Hemos perdido el miedo. Ya no somos esos indígenas que nos dejábamos humillar de un gobierno, sino hoy el pueblo es el que tiene que decidir. El pueblo tiene que expresarse como piensa o como pensamos. Por eso dije ayer, a esos ministros que ganan con nuestra plata. Sentados se ganan más de dos mil dólares y les dije, señor presidente, te hacen quedar mal, tienes ministros vagos que no hacen nada por la patria. Que no planifican, que no hacen bien. Que no hacen un plan de desarrollo pensando, pensando en las verdaderas necesidades de nuestro pueblo. Y por eso a veces los gobiernos o el ejecutivo tiene que pagar y dijimos tiene que barrer todo eso, tiene que barrer todo. Y, asimismo, pedimos al señor presidente, sin miedo aunque tengamos amenazas. Estamos recibiendo amenazas en este momento. Lo único que hemos hecho compañeros, es luchar por nuestra patria y dijimos que tiene que ir la señora Romo, la ministra del gobierno tiene que bajarse. Y el ministro de defensa, el señor Jarrín, tiene que ir a la casa.

Pero más allá de eso con todo lo que ha pasado, la sangre derramada de nuestros hermanos no va a quedar así. Esos dos ministros tienen que pagar por todo este crimen al pueblo ecuatoriano. Tienen que ir a tener procesos legales, compañeros y compañeras. Nosotros venimos diciendo, somos hombres de paz, nuestras movilizaciones serán pacíficas, pero también diciendo, señores del gobierno, si la policía, si la fuerza armada, empieza reprimir, el pueblo está decidido a defenderse.

Eso hemos sostenido compañeros. Así es que compañeros, para el país, creo hoy hemos hecho, ayer, todo este proceso, un trabajo importante, compañeros y compañeras. Mucha gente desconfió. Mucha gente dijo señor presidente, los dirigentes se están vendiendo, dicen que usted se ha vendido. Pero había mucha gente que quiso hacer daño compañeros y compañeras. Pero dije y di mi palabra, nunca, nunca, voy a traicionar a mi pueblo y esa sangre y con esa sangre que derramamos es innegociable, la decisión de mi pueblo. Y por eso sostuvimos hasta ayer. Dijimos señor presidente, si quiere la paz (...) y querido pueblo ecuatoriano, compañeros y compañeras.

10:38 Andrés Tapia DIRIGENTE de comunicación CONFENIAE.

Con ese compañero estuviera de lucha entre el campo y la ciudad. Queremos felicitar a esos jóvenes a esas mujeres a todas esas brigadas médicas a todo el pueblo porque está ha sido la lucha de todo el pueblo. Y el pueblo quiteño ha podido entender, ha podido encontrar también las nacionalidades de la Amazonía de la sierra de la costa, este lazo de unidad que demuestra que la lucha que llevamos desde las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas, es también por velar por los intereses de todos los ecuatorianos y de todas las ecuatorianas. Nosotros exigimos y hemos hablado con la fiscal general de la nación en la reunión que se mantuvo que no haya criminalización a todas las personas, a todos los detenidos que ha habido durante este paro nacional.

Un saldo de más de mil detenidos, de más de mil heridos, oficialmente 7 fallecidos de parte del movimiento indígena, pero muchísimos más todavía por investigarse. Todavía personas que no los podemos encontrar, que tenemos que corroborarlo, familias separadas, de las delegaciones que vinieron desde la Amazonía, que todavía no encuentran a todos ellos.

Todavía tenemos que cuantificar en cuanto a los heridos la gravedad de los mismos, es decir hay una serie de heridas abiertas compañeros y por tanto nos sumamos a la exigencia de que tiene que denunciar la ministra María Paula Romo porque es la causante de toda esta violencia.

Por tanto, nosotros hemos pedido el día de ayer, a la fiscal general de la nación, que no criminalice, que no se inicien investigaciones contra ninguno, ninguno, absolutamente ninguno, de los manifestantes compañeros.

Porque aquí ha sido el pueblo, aquí el pueblo masivamente ha estado peleando en el norte de Quito, ha estado peleando en el centro de Quito, en los Valles, en todas las partes de Quito. Hemos podido constatar que ha sido el pueblo el que ha estado levantado compañeros y por tanto el pueblo no puede ser criminalizados.

De igual manera, hay compañeros detenidos, tenemos que detallar la lista de detenidos pero al menos en el caso de la Amazonía, tenemos cerca de 100 detenidos 40 en la provincia de Sucumbíos y cerca de 20 en la provincia de Orellana. De igual manera en la provincia de Napo. A cada una de las provincias un número de 100 detenidos nosotros necesitamos amnistía inmediata compañeros para todos aquellos compañeros, sean de base o sean dirigentes que hayan sido criminalizados, porque no es posible, que cuando la violencia ha sido generada desde el estado, y tenemos las pruebas de aquello. porque cuando realizamos las marchas aquí mismo. fue el gobierno que empezó, fueron las fuerzas represivas las que empezaron a lanzar las bombas, las que disparan con cartuchos calibre 16, las que directamente atacaron a nuestras bases, las que iniciaron los actos que generaron. Por tanto, nosotros exigimos y exigimos que tiene que no haber más criminalización y que la integridad de cada uno de los dirigentes aquí presentes, de cada una de los líderes debe ser garantizada. Hacemos un llamado a la comunidad internacional a velar por la integridad de todos los dirigentes. Se han recibido amenazas. Hemos vivido momentos de mucha zozobra, de muchísima tensión, en este mismo lugar.

Queremos agradecer al presidente de la casa de la Cultura porque ya este lugar es histórico compañeros. El ágora la Casa de la Cultura se ha convertido también en el centro político de la capital porque aquí el pueblo tomó decisiones y desde aquí hemos logrado derogar el decreto 883.

De igual manera, el parque del Arbolito que nosotros lo hemos llamado el parque de la Resistencia, se ha convertido en el sitio histórico de este segundo levantamiento indígena y popular, que tenemos bastante autoridad para decir compañeros, se puede estar convirtiendo en una de los mayores levantamientos de la historia del Ecuador y sin duda, en el mayor levantamiento indígena en la historia de la CONAIE compañeros así que nuestro saludo a todos los que han hecho posible esto.

Seguiremos firmes en la lucha, a nuestras bases de la región amazónica están ahí pendiente, están movilizadas. Nos hemos comunicado con ellos. Efectivamente ha habido ya el anuncio

presidencial hace unos minutos a través de su cuenta oficial de que se procede a derogar el decreto. Ratifica el mismo acuerdo, que el día de ayer se manifestó. Es cuestión de horas de que se oficialice el registro.

15:00 CARLOS SUCUZHAÑAY- PRESIDENTE DE LA ECUARUNARI

Buenas tardes, señores periodistas, señor compañero presidente de la CONAIE, compañeros presidentes de organizaciones regionales. En esta tarde tengo que agradecer a todos los medios de comunicación que han hecho la cobertura de este levantamiento indígena histórico, denominado el mes de la resistencia. La ECUARUNARI con todos sus 18 pueblos, lo han levantado porque lo ha exigido el Estado, no ha levantado sin motivo alguno, porque le tocaron el bolsillo de los más pobres, el bolsillo de los más vulnerables. Como al pedido verbal hacen de los oídos sordos, no ha quedado más que acudir al derecho constitucional que es el derecho de la resistencia. Haciendo uso del derecho a la resistencia, el día de ayer, acaba de firmar la historia del movimiento indígena de la región interandina del Ecuador, partiendo de Zamora Chinchipe, de las provincias de Loja, Saraguro, Cañar, Azuay, Chimborazo, Tungurahua, Cotopaxi, Bolívar y Pichincha, Cayambe, Imbabura y Carchi y una parte de la zona de Esmeraldas. Ellos han hecho más que pedirle al presidente que derogue el decreto 883. Y efectivamente el día de ayer, en junta de sus ministros, se firmó. Estamos esperando que se oficialice en el registro oficial para que quede en firme tal decisión que tuvo el señor presidente. Muchas gracias.

17:33 JAVIER AGUAVIL PRESIDENTE DE LA CONAICE

Muy buenas tardes a todo el pueblo ecuatoriano nosotros como región costa por primera vez hemos salido a las calles, a luchar y a defender por nuestro pueblo ecuatoriano. Agradezco a nombre de la CONAICE, a mis hermanos de las nacionalidades de la costa, Chachi, Epera, Awá, Tsáchila, Manta Huancavilca, también a los hermanos montubios y otros que estaban en el sector de las diferentes provincias de la región costa. Del sector ganadero, agricultor, que se levantó por primera vez, a una causa sobre todo que tiene que ir el bienestar de nuestras familias.

Es por eso que estamos aquí, pero, antes de nada, señor presidente quiero hacer un pedido al consejo y sobre todo a toda la nación. Hay que reconocer a nuestros hermanos caídos y declararlos como héroes nacionales del Ecuador, porque han dado su vida para defender por esta patria. A ellas familias que están ahorita con el dolor en el alma, pero también estamos con ese sentimiento que nos duele por la pérdida de la vida humana. Ellos lucharon por todos nosotros, por nuestros hijos, por nuestros padres, por los abuelos. A mí me duele el alma, me duele en el corazón que este gobierno nos reprimió sin pena a nosotros.

Pero el día de ayer. hicimos notar hicimos eco, la voz del pueblo, la voz de dios y aquí estamos defendiendo nuestros territorios. También queremos agradecer a mis hermanos quienes en cada uno de los rincones aportaron con un grano de arena alimentos, medicamentos, que vinieron aquí a la casa de la cultura. Que se hicieron presentes en la universidad Salesiana, de los diferentes sectores para poder abastecer los alimentos y poder

seguir luchando. Hermanos vayamos trabajando por este Ecuador, que queremos que sea un Ecuador democrático. Que viva la patria del Ecuador.

20:13 LEONIDAS IZA SALAZAR PRESIDENTE DEL MOVIMIENTO INDIGENA DE COTOPAXI

Estimados medios de comunicación. Estimados compañeros y compañeras. Nada más agradecer y sumarme a las palabras de todos muchos dirigentes nacionales. Nosotros no somos dirigentes políticos. Nosotros lo que hacemos es dirigir desde las bases para sostener las estructuras nacionales y regionales. Por ello decir, que estamos totalmente convencidos que las demandas presentadas en esta jornada de lucha deben cumplirse. Ni un milímetro atrás, compañeros y compañeras, Estamos a expectativas, todo el país está a expectativas, que salga ese decreto que deroga definitivamente el 883. Así también el pueblo ecuatoriano está a las expectativas, en el momento, en este caso, que renuncie la señora ministra Romo y el señor ministro Jarrín. Es de manera inmediata e innegociable porque han incrementado un nivel de violencia brutal en el Ecuador que ha dejado muertos, que ha dejado heridos, desaparecidos. Realmente, un tema muy doloroso para el Ecuador y decirles compañeras y compañeros que, ahora más que nunca el Ecuador debe estar unidos estar unido. Estar unidos y estar atentos. En cada rincón, en cada territorio que haya problemas, actuaremos de manera conjunta, colectiva.

Necesitamos salir de este modelo económico extractivista. El tema petrolero, el tema minero está acabando con nuestros territorios. Esa es la siguiente batalla que tenemos que enfrentar hermanas y hermanos. Y así también decirle al Ecuador, que no solo es que decimos no. Hay que hacer lo que sabemos hacer miles de años. Hay que hacer lo que sabemos hacer desde muchos años atrás. Campesinos, indígenas, cholos, montubios, todos los que hemos vivido en nuestro querido Ecuador. Lo que sabemos hacer es la agricultura, la ganadería y hay que fortalecer el tema del turismo a nivel internacional. Por ello decimos, esas son las fuentes de economía que nos garanticen el equilibrio entre la naturaleza y el ser humano sino seguiremos siendo, compañeras y compañeros, aportantes a la destrucción de la madre tierra. Nosotros luchamos no sólo porque queremos ser hijos de la madre tierra, sino porque si no tenemos madre, simplemente nos perecemos como seres humanos. Bajo este principio gregario, todos a cuidar la madre tierra. No más explotación de la tierra, no explotación a los trabajadores, no explotación del hombre por el hombre. Que viva el Ecuador. Muchas gracias.

23:21 MARLON SANTI COORDINADOR DEL MOVIMIENTO PACHAKUTIK

Buenas tardes señores de la prensa nacional e internacional, señor presidente de la CONAIE, compañero Leonidas Iza, compañero Carlos SUCUZHÑAY nuestro representante de la región amazónica, le decimos H.Cristo pero Andrés Tapia, que ha estado desde el inicio de la lucha y saludarle al representante de esta casa, Casa de la Cultura, Camilo Restrepo a quien le conocí cuando era pequeño. Nos ha dejado esta casa donde se ha escrito la historia del país. Estamos dolidos muchos por qué encima de los muertos, el gobierno vino a dialogar por la paz, pudiendo haber hecho eso antes, pero tuvieron que morir hermanas y hermanas, derramar la sangre para que el gobierno tenga que sentarse con el movimiento indígena. Qué desgracia de país y todos los gobernantes han sido así, por eso quizás el movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria.

No hemos venido aquí por ningún interés mezquino, simplemente, hemos venido a decir al país de ese decreto 883 nos va a sacar los centavos a los más pobres de los bolsillos. Esa fue la voz y la tónica de todos los sectores sociales y tenemos que condenar esto. No puede haber una república, no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas.

No puede haber una república con estúpidos que aún desconocen las naciones originarias y nos dicen que nos vayamos al páramo que nos vayamos a la jungla. Esos ignorantes quieren gobernar al país- Ellos no tienen que volver a gobernar al país. Ellos tienen que estar allí, en sus estructuras.

Tienen que gobernar el país, de aquí en adelante hermanos ecuatorianos, quienes entienden la democracia, quienes han luchado por la justicia por la paz y con los oprimidos. No podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial. Acabamos de recibir amenazas. ¿Noche de diálogo por la paz?

Estoy seguro que los grupos de poder son los perdedores en este triunfo de los 14 millones de ecuatorianos. Estoy seguro de que el loco del ático, ya nos pintó y nos va a mandar a los sicarios. Los ecuatorianos tenemos que estar atentos. Han tratado de boicotear después de la decisión oficial del movimiento indígena con el gobierno, para que se movilicen nuevamente.

Hoy estamos escuchando las palabras oficiales del presidente de la CONAIE. Ya hay procesos que van establecerse esta tarde o posiblemente hasta mañana. Los líderes hoy están sufriendo la persecución. De todo lado. Pero, ojo, ecuatorianos y comunidad internacional. Algún rasguño algún desaparecimiento de los líderes que han hecho esta movilización nacional, habrá responsables el estado y quienes configuran hace 12 años está mal llamado revolución, y quienes han configurado la conspiración para desestabilizar la democracia en el país. Contra ellos nos vamos a ir. Si algún dirigente se pierde en este proceso, si algún dirigente es maltratado, acribillado.

Lo digo con seriedad porque todos los líderes, esta mañana, hemos recibido amenazas. Quiero agradecer a la mujer, especialmente esas mujeres que hicieron posible esta movilización nacional. Sin mujeres no hay movilización ni revolución. Sin mujeres no hay democracia. Y muchas gracias, mujeres que llevaron el corazón. ¡Y a esos ciudadanos que nos han acogido en este Quito, Luz de América! Y que se vuelva a decir, Quito, Luz de América, encubriendo a los pueblos originarios. Gracias

28:51 LUISA LOZANO DIRIGENTA DE LA MUJER CONAIE

Buenas tardes hermanos y hermanas de todos los rincones que nos acompañan en este día. Agradecer a todos los medios de comunicación especialmente a los medios digitales que han transmitido día a día esta lucha que hemos hecho los pueblos indígenas y también los ecuatorianos.

Como mujeres indígenas, como mujeres del campo y la ciudad, nos hemos puesto frente a esta lucha, exponiendo nuestra vida para defender los derechos colectivos de todo y todas. Nunca nos rendiremos y nunca agacharemos la cabeza frente a la represión que vivimos estos

últimos días. Es decir, una vez más nuestras vidas han estado amenazadas, pero eso no ha hecho que nosotras bajemos la cabeza.

Nos hemos enfrentado, hemos parado la represión, nos hemos enfrentado sin taparnos la cara. Le hemos dicho al gobierno aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos, aquí estamos las mujeres exigiendo los derechos en la constitución y en la ley nos amparan a nosotras las mujeres. Pero lamentablemente es letra muerta para las mujeres, específicamente para las mujeres indígenas. También queremos agradecer este día de hoy, hemos tenido un día muy aglomerado, de todos los estudiantes, de toda la ciudadanía. Nos están apoyando en la limpieza. Eso es la minga que nosotros vivimos día a día en nuestras comunidades y eso se ha ido construyendo durante el camino.

Nuestro agradecimiento sincero a todas y todos que estuvieron todos los días. Todos pusieron su granito de arena, unos de frente otros detrás pero aquí estuvimos. Agradecerle también a usted estimado presidente de la Casa de la Cultura. Gracias por permitir este espacio. Nos han refugiado en otras universidades nos hemos sentido muy bien. Tal vez en algunas cometimos errores pero en otras nosotros tal vez supimos superar.

Decirles una vez más que la lucha es el camino. Hemos venido recibiendo más de 530 años y ahora le hemos retado al estado que somos capaces de seguir construyendo un estado plurinacional, un estado libre, un estado democrático para que no nos sigan discriminando como pueblos indígenas. Agradecer a toda la ciudadanía y a nivel nacional a toda la gente de los rincones de todos los espacios, a los niños a las niñas que estuvieron día a día en nuestro proceso de lucha. Decir también y reconocer a toda esa gente bonita que siempre estuvo pendiente de nuestra salud y de nosotros como dirigentes nos estuvieron resguardando, diciéndonos cuídense. También hacemos un llamado. De esas noticias falsas que circulan en redes sociales. Eso también es intimidación y eso lo vamos a denunciar a nivel internacional. No podemos permitir que a nuestros niños, a nuestra familia les estén dañando psicológicamente. Que les van a botar una bomba, que les van a matar a los dirigentes. Esas cosas tenemos que ir rompiendo y no caigamos en esto. Nosotros sabemos quién está trás de eso nunca van a querer que nosotros como pueblos indígenas o como luchadores sociales estemos sobre ellos y eso hace que día a día ellos quieran destruir al movimiento indígena. Que día a día quieran apagar la voz de las mujeres. Ya hemos dicho, ni la cárcel ni la muerte callará nuestra voz. ¡Qué viva la lucha carajo!

CONAIE H3Doc 6- 23 de octubre 2019

Rueda de prensa CONAIE

<https://www.youtube.com/watch?v=KVbDokkemPk>

01:30 VOCERO MODERADOR

Agradecemos a los señores compañeros y compañeras de los medios de comunicación y ya estamos más tranquilos el día de hoy. Solamente pedimos que al tema así que se va a referir a lo que ustedes ya saben sobre las versiones que ha dicho el compañero Jaime y el llamado de la fiscalía. No vamos a tocar ningún otro tema por eso pedimos que nos centremos en eso.

Si van a haber preguntas o alguna cuestión sobre la rueda de prensa que sea estrictamente sobre ese tema. De ahí más adelante, ya cuando terminemos la rueda de prensa, si tienen que ir sobre los bienes que también han estado sacando otros aspectos, eso lo harán de forma personal pero fuera de la rueda de prensa. Es el primer pedido que estamos haciendo. Luego pedimos que esperemos las intervenciones que nosotros haremos, para cualquier inquietud o que haya sobre el tema. Entonces vamos a empezar con esta rueda de prensa con el compañero Jaime Vargas presidente de la CONAIE, quien dará no es cierto del pronunciamiento oficial sobre estas recién los recientes acontecimientos. Después, hablará el compañero Marlon Vargas presidente de la CONFENIAE y estará cerrando a mi persona también, que tengo que hacer unas intervenciones sobre el tema de seguridad. Empezamos con el compañero Jaime Vargas presidente de la CONAIE.

2:41 JAIME VARGAS

Buenos días hermanos y hermanas de los medios de comunicación, medios comunitarios, alternativos, medios públicos, compañeros dirigentes de los pueblos y nacionalidades. Creo para nosotros, para el movimiento indígena, para todos los sectores sociales es importante hacer conocer al país. Soy Jaime Vargas, presidente de la CONAIE, de conocimiento público de la nacionalidad Ashuar del Ecuador, que vive en una comunidad Ashuar llamado Guaraní, que está desde la Shell a 45 minutos volando en avioneta. En lo cual quisiera primero, llamar a la tranquilidad de todos los hermanos y hermanas del país. Así es que quiero hacer conocer al país, de lo que se ha manifestado, de los pronunciamientos que se han dado en estos últimos días. Los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza al derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral o indígena. En ese marco se ha propuesto crear guardia indígena, comunitaria que brinden la seguridad dentro de nuestros territorios, apegado a la constitución, de cooperación entre la justicia ordinaria y la justicia indígena y con las autoridades de la justicia ecuatoriana. Segundo lugar, los pueblos y nacionalidades, reconocemos a las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano, y en especial al presidente constitucional del Ecuador de lo cual somos parte de aquello. Por tanto, nos hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno, para construir el verdadero estado plurinacional que tanto soñamos todos los ecuatorianos y ecuatorianas.

Tres, somos pueblos valientes, como pueblos indígenas y nacionalidades del Ecuador, pero pacíficos, que hemos ejercido nuestro derecho de la resistencia, buscando los mejores días para todo el pueblo ecuatoriano, en especial de nuestros pueblos y nacionalidades, más olvidadas por el país o por el mismo Estado.

Cuarto. Quiero manifestar al país, a América Latina y al mundo y que no he cometido ningún delito. Si la fiscalía ha pronunciado la investigación pertinente y me he propuesto dar mis versiones, estaré dispuesto y estoy dispuesto en colaborar, dar toda la información necesaria, porque no tengo nada que temer y lo he dicho frontalmente al país. El que nada debe nada teme.

Y esta lucha importante del pueblo ecuatoriano, esta lucha importante, histórico del pueblo ecuatoriano, ha sido en busca de la libertad, en busca de mejores días de todo el pueblo ecuatoriano.

Presidente la CONAIE Jaime Vargas, un ciudadano como ustedes, me he propuesto luchar, luchar por los derechos colectivos, luchar en busca de la justicia social, en busca de la libertad, en busca de la igualdad, que tantos años, siglos y siglos hemos esperado, los pueblos, la gente campesina, los pueblos y nacionalidades. Y es por eso, me he propuesto estar aquí y estaremos aquí. No vamos a correr y no nos iremos a esconder en ninguna embajada. Estaremos aquí presente para responder y estamos dispuestos para colaborar al Estado ecuatoriano, al Estado ecuatoriano apegado al derecho.

Y quisiéramos también convocar a todos los medios de comunicación informar tal cual como se está expresando. Ningún momento, ningún momento, en todas mis expresiones, no lo he dicho ejército armado. Nunca dije ejército subversivo y lo cual los medios se enteren, han tergiversado la información. Más luego también lo diremos lo que está pasando en tema del sistema informático. Así es que convoco a la unidad, a la tranquilidad. Los pueblos y nacionalidades siempre hemos sido solidarios. Siempre hemos sido defensores de los pueblos y nacionalidades. Sin ser ejército, hemos cuidado nuestras fronteras vivas. Cuidamos nuestra selva, nuestra frontera entre Perú y Ecuador, Colombia Ecuador. Hemos estado en esas fronteras y lo sabemos y ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo a la constitución y los tratados internacionales. Muchas gracias

09:08 MARLON VARGAS

A continuación, el compañero presidente de la CONFENIAE, el compañero Marlon Vargas. Muchas gracias, buenos días consejo de gobierno de la CONAIE y sus estructuras. Amigos y amigas de los medios de comunicación, mi nombre es Marlon Vargas, soy presidente de la Confederación de Nacionalidades Indígenas de la Amazonía ecuatoriana CONFENIAE.

Nuestra sede está en la comunidad de Unión Base, en la provincia de Pastaza. Quiero reiterar una vez más. Nosotros las nacionalidades de la región amazónica conocemos nuestro hábitat, nuestros territorios, nuestra selva. Represento a más de 1500 comunidades en toda la Amazonía ecuatoriana. Nosotros, enmarcados en la constitución donde se nos otorga el autogobierno, autodeterminación, defender los territorios, eso ha sido único objetivo de las nacionalidades.

Sobre todo, nuestro objetivo también, ha sido luchar contra el extractivismo que solamente han venido a saquear los recursos naturales renovables y no renovables por las transnacionales. Por eso, nosotros conocemos que las nacionalidades cuidamos la frontera, la frontera viva y conocemos, porque vivimos y nuestro Cuidado de los linderos de la frontera internacional ha sido la responsabilidad de las nacionalidades. Que muchas veces el Estado ha tenido la incapacidad de controlar en absoluto los territorios fronterizos. En eso quiero decir y quiero ser enfático, las nacionalidades, los pueblos, hemos sabido cuidar la frontera más que ningún ecuatoriano.

Un indígena o una indígena conoce a profundidad cómo se tiene que cuidar una frontera y nosotros hemos demostrado, durante la creación de la república del Ecuador. Mientras por irresponsabilidad, miles miles, miles de hectáreas el Ecuador ha sabido perder, por irresponsabilidad de las autoridades. Pero nosotros, compañeros y compañeras, hemos sabido cuidar esos espacios territoriales.

Y quiero ser enfático, nosotros no somos terroristas, no somos vándalos, no somos subversivos, no somos guerrilleros, como nos han tratado de decirlo a las nacionalidades. Sin las nacionalidades, qué pasaría con este es con esas fronteras compañeros y compañeras, que hemos demostrado en el año 1995, compañeros. Por eso pues, nosotros si tenemos guardia indígena en los territorios.

Por eso invito a todos los medios de comunicación ir a visitar, a caminar, caminemos, todos los medios de comunicación, que han tratado de tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía ecuatoriana. Yo sí quisiera invitar a todos los medios de comunicación a caminar un día, dos días, tres días, cinco días, quince días, un mes, a recorrer todo el territorio amazónico para conocer en qué situación vivimos, cómo vivimos, cómo están nuestras comunidades, nuestros hijos, nuestras hijas, nuestra familia, nuestros padres nuestros abuelos, nuestras abuelas.

En eso sí invitó, porque no es posible desinformar desde arriba, desde Quito y desde Guayaquil, pero mientras nuestras comunidades viven de distinta manera. Yo creo que hay que ir a los territorios, para informar cómo vivimos a nivel nacional e internacional. Por eso, yo rechazo rotundamente la persecución que los hace y no vamos a permitir, compañeros y compañeras. Porque nosotros, hemos sabido luchar no solamente por los intereses de las nacionalidades, sino por un interés colectivo y común.

Lo que acabamos de derogar el decreto 883. Si alguien está en contra de la derogatoria de 883, quiere decir que está en contra del pueblo ecuatoriano. Eso nosotros sí hemos defendido. Muchas gracias

14:56 APAWKI CASTRO DIRIGENTE CONAIE

Como vemos, esta faceta de llamado al supuesto diálogo es realmente un ataque y un seguimiento contra los dirigentes y contra todas las plataformas que están operando, desde quienes han hecho la vocería. En este caso, desde la CONAIE, desde el movimiento indígena y campesino de Cotopaxi, la CONFENIAE y otros espacios más.

Nos preocupa mucho las afirmaciones que ha hecho María Paula Romo, en el sentido de que, las redes sociales, en la parte digital, ha servido como un espacio de desinformación. Eso nosotros lo desmentimos totalmente y queremos, nosotros también, dejar claro de que las informaciones que se están vertiendo, sobre todo por las cuentas oficiales de la CONAIE, de la CONFENIAE y de todas las otras organizaciones que fueron parte de la estructura nuestra, es prácticamente corroborada y verificada, no cierto, antes de las publicaciones que se hacen.

En ese sentido, nosotros también queríamos anunciar, los ataques cibernéticos que estamos viviendo. Hay una suerte de un fuerte hackeo, no es cierto, a los correos nuestros institucionales, a las cuentas tanto del compañero Jaime, de la CONAIE, del movimiento indígena campesino de Cotopaxi y todos otros espacios.

Un ataque cibernético muy fortalecido, no cierto, y esto nosotros queremos responsabilizar también al gobierno y de todos los espacios desde donde esten operando. Recientemente, habían sacada una cuenta de Twitter, donde van supuestamente a exponer CONAIE Leaks, que estarían dando a conocer las supuestas dineros que estamos recibiendo, sin un conocimiento previo.

Esto queremos dejar sentado ante la opinión pública. El seguimiento que estamos viviendo todos los dirigentes, sin excepción de nadie, tanto hombres y mujeres, quienes estamos en las dirigencias de la CONAIE y de las regionales, estamos viviendo este atraco, no cierto, sobre todo virtual. Ya los compañeros han dicho, el seguimiento, la persecución que lo están haciendo de manera de manera pública a las distintas acciones que se han tenido. Eso nada más. Después si ya las preguntas sobre el tema concreto que se ha convocado quien tiene las preguntas, los dirigentes de la CONAIE.

MATRICES DE ANÁLISIS HITO 3 CONAIE

CONAIE H3 MC1: Mediación Institucional

CONAIE H3 MC2: Reivindicación de lucha social de los Pueblos y Nacionalidades

CONAIE H3 MC3: Límites del diálogo y la paz. Retos de futuro

CONAIE H3 MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: PRESIDENTE-PAÍS- ECUADOR/ECUATORIANA/O/OS PUEBLO/POBLACIÓN-NACIÓN/NACIONALIDADES GOBIERNO/GOBERNAR-UNIÓN/UNIR	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? MEDIACIÓN INSTITUCIONAL	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : ECUATORIANOS/AS- PUEBLO/S- NACIONALIDADES- GOBIERNO- PRESIDENTE	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA MEDIACIÓN INSTITUCIONAL?
CONAIE H3Doc 1 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1	1 Los importantes desafíos que estamos viviendo y juntos buscar con sabiduría las soluciones apropiadas. Que las decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos y particularmente de los sectores marginados tanto de los campesinos como de los indígenas para conseguir la paz. Se necesita valor, mucho más que para hacer la guerra.	"ecuatorianos" designa a todos los habitantes de la nación Ecuador SIMILAR	"ecuatorianos" asociado a "las decisiones que tomen" refiere a que los presentes son la representación institucional y social de "todos" PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Los actores "presidente", "pueblos y nacionalidades" son descritos como los actores activos de este diálogo de mediación. Son las partes convocadas y así lo subrayan los moderadores que cumplen con el papel de mediadores. El papel activo por participación de estos actores se marca por "las decisiones que tomen", "presidente propuso". Por otro lado, los actores pasivos y que suponen ser beneficiarios de las decisiones son "los ecuatorianos", "el país", "el pueblo", "el Ecuador". Se describen de forma pasiva como "las decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos"; "El Ecuador ha sufrido", "lo que espera el país", "el pueblo está esperando resultados" <u>Sentido:</u> la responsabilidad de resolución recae sobre los representantes institucionales	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena las partes institucionales, es decir los actores y los sectores a los que representan y que tienen la responsabilidad del diálogo "presidente", "líderes y lideresas de los movimientos indígenas", "representantes de las funciones del Estado"; "autoridades de pueblos y nacionalidades", "autoridades del Estado nacional", como también a los beneficiarios de los resultados de este diálogo personificados en un ente homogéneo materializado en su pertenencia al ente nación, "ecuatorianos", "país", "pueblo". Se apela a la figura de autorización, en este caso haciendo un reconocimiento de las instituciones del Estado y demostrando a la vez la amplia representación contenida en el vocero CONAIE. <u>Sentido:</u> la institucionalidad de la vocería ONU enmarca el diálogo en la legitimidad de las instituciones tanto del Estado como de la sociedad civil en el contexto nación del Ecuador.
	2 Muy buenas tardes con todas y con todos. Estimado señor presidente estimados y estimados líderes y lideresas de los movimientos indígenas ecuatorianos , Monseñor Cabrera. Estimados representantes de las funciones del Estado, estimados representantes de los medios de comunicación, señoras, señores, colegas todos. Señoras y señores quisiera en primer lugar felicitar la voluntad de diálogo la voluntad de paz la voluntad de reconciliación. El Ecuador ha sufrido muchísimo esos últimos días y ya llegó el momento de la reconciliación, el momento de ir reconstruyendo un camino de paz y dejar atrás la violencia, dejar atrás el odio. Eso es la mano tendida y les felicito por esta mano tendida.	"presidente" referente al presidente de la república. "ecuatorianos" referente a pertenecientes a la nación Ecuador "Ecuador" referente a la nación, sus habitantes. SIMILAR	"estimado señor presidente" carácter institucional en el orden de prelación. "ecuatorianos" asociado a "movimientos indígenas" designa que aquellos se reconocen en la institucionalidad de la nación Ecuador y que existen varios. "Ecuador" asociado a "ha sufrido" designa la nación homogénea PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN		
	3 Quisiera expresar mis condolencias y solidaridad con las familias de las personas que han fallecido en esta crisis, a sus seres queridos, a todas las personas que han sufrido de una forma u otra, les invito en esta mesa a ir buscando los puntos que nos unen y no seguir insistiendo en los puntos que nos dividen. El Ecuador un país que amo profundamente es un país de paz, es un país de hermanos de hermanas, es un símbolo en el mundo.	"unen" referente a la búsqueda de consenso "Ecuador" y "país" designa a la nación SIMILAR	"buscando los puntos que nos unen" sugiere el cumplimiento del papel de mediador "Ecuador" asociado a "país que amo", "país de paz", "país de hermanos, de hermanas" sugiere valoración positiva que afianza la institucionalidad como nación.	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN		
	4 Moderadora Para esta mesa y seguimos adelante con las palabras, diría, por favor muy buenas tardes con todos con todas señor presidente autoridades de los pueblos y nacionalidades , de autoridades del estado nacional . Lo que tenemos aquí son solamente unos elementos facilitadores del diálogo para que sea más fácil fluya sea más rápido y sea concreto.	"presidente" referente al presidente de la república. "pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas "estado nacional" referente a la institución de gobierno de la nación Ecuador SIMILAR	"señor presidente" refiere a la máxima autoridad de la institucionalidad del Estado. "pueblos y nacionalidades" asociado a "autoridades" sugiere un reconocimiento de la representación institucional de este sujeto político y social. "autoridades del Estado nacional" sugiere el reconocimiento de las personerías legítimas en representación del Estado. PRÓXIMO	MODERADORA ONU CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

	5	Muchísimas muchísimas gracias señor. Jaime Vargas, quisiera antes de darle de nuevo la palabra recoger las coincidencias de las dos intervenciones esta mesa es una victoria esta mesa estar aquí sentados todos es una victoria y de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos que salga paz reconciliación que miremos adelante como pueblo unido . En ese sentido quisiera retomar dos elementos que veo de convergencia de un lado el señor presidente propuso la creación de una comisión de inmediato sugeriría que esta comisión no dure más de 48 horas porque el tiempo apremia y el pueblo está esperando resultados. Ya nada más que 48 horas con una comisión compuesto ojalá puedan aceptar esta proposición contrapropuesta o digamos como moderador de dos representantes de cada parte es solamente una sugerencia pero 48 horas.	"país" referente a la nación Ecuador "pueblo unido" refiere a todos los habitantes de la nación Ecuador "presidente" referente al presidente de la república SIMILAR	"el país" asociado "espera" sugiere un ente homogéneo institucionalizado que se refuerza con "pueblo unido" "pueblo" asociado a "está esperando" sugiere la misma idea de homogeneidad e institucionalidad PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN		
	6	Primero empezar diciendo los pueblos y nacionalidades siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos y somos los constructores de este estado. Somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional, un estado de derecho, un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador . Y lo cual que hasta este momento no se ha cumplido el objetivo fundamental. El objetivo de un estado plurinacional, señor presidente . Creo los presidentes, cuando no funciona el equipo de trabajo, creo el que pague es el presidente .	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "Ecuador" en sentido de Estado ecuatoriano "presidente" referente al presidente de la república del Ecuador SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "construir un verdadero estado plurinacional" refiere a la propuesta política históricamente impulsada por el sujeto político indígena encarnado en los pueblos y nacionalidades. "señor presidente" refiere al reconocimiento de la autoridad del Estado PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero CONAIE describe a los actores "pueblos y nacionalidades" como los actores activos en la construcción de una institucionalidad más inclusiva y justa con todos los sectores de la sociedad y también siempre predispuestos al diálogo. Así se autodenominan como "los constructores de este estado", "somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional, un estado de derecho, un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador". El presidente de la CONAIE también se califica como "presidente y gobierno de mi pueblo" sugiriendo una igualdad de condiciones jerárquicas en el diálogo. Es el representante legítimo de los pueblos y nacionalidades. Por otro lado, se representa al actor "gobierno", "presidente", "ministros" como los interlocutores legítimos institucionalmente pero que no cumplen a cabalidad con su función o lo hacen de manera equivocada. Aquello se expresa en "no funciona el equipo de trabajo", "ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno". Tienes ministros que no planifican de acuerdo a las realidades de nuestras comunidades, de nuestros pueblos , de nuestra gente, y eso creo que no se ha cumplido.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena las partes institucionales, es decir los actores y los sectores a los que representan y que tienen la responsabilidad del diálogo "presidente" como presidente de la república y máxima autoridad del Estado y presidente de la CONAIE y presidentes de la filiales regionales de la CONAIE. Se apela a la figura de autorización demostrando que CONAIE aglutina la representación de una franja importante de los sectores sociales, que sus acciones son a favor de la mayoría y que aboga por valores de interés general. Así invita al Estado a cumplir con decisiones en ese mismo sentido de interés colectivo: "somos millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz", "busquemos juntos ese horizonte de prosperidad, justicia social, equidad y paz social", "tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país", "estamos dispuestos de construir y trabajar de manera conjunta, tomar decisiones de manera participativa e incluyente, solidaria para que este país se transforme", "tenemos que ser gobiernos de todos", "tenemos que estar unidos"
	7	Cuando el equipo no funciona, la cabeza en función no puede funcionar. Y cuando hubo un primer encuentro del 11 de diciembre del 2017, señor presidente , me acuerdo claro cuando yo dije, señor presidente , tienes ministros que no te funcionan, tienes ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno . Tienes ministros que no planifican de acuerdo a las realidades de nuestras comunidades, de nuestros pueblos , de nuestra gente, y eso creo que no se ha cumplido.	"presidente" referente al presidente de la república "pueblos" referente a "pueblos y nacionalidades indígenas" SIMILAR	"señor presidente" refiere a la máxima autoridad de la institucionalidad del Estado. "nuestros pueblos" asociado a "nuestras comunidades", "nuestra gente" refiere a los pueblos y nacionalidades indígenas como sujetos sociales y políticos dentro del Estado ecuatoriano PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	8	Y es por eso quiero, este momento, permítirme leer el sentimiento de mi pueblo . Primero, señor presidente si estamos indignados de todo lo que ha pasado y me duele el corazón pero voy a hablar con valentía y con coraje. Saludarle a nombre de 15 nacionalidades , 18 pueblos del Ecuador.	"pueblo" y "nacionalidades" referente a pueblos y nacionalidades indígenas "presidente" referente al presidente de la república SIMILAR	"saludarle a nombre de 15 nacionalidades, 18 pueblos del Ecuador" marca la enunciación del sujeto colectivo social, político y cultural de los pueblos y nacionalidades indígenas del Ecuador y el vocero como su representante. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	Finalmente, los actores beneficiarios es el "pueblo ecuatoriano", "estratos más pobres de la población", "millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz"	
	9	Primero agradecer al país por la solidaridad, por el compromiso, por la unidad , y por el acompañamiento sin condiciones al movimiento indígena y a los movimientos sociales en estas jornadas de resistencia en busca de la libertad.	"país" referente a la nación Ecuador "unidad" refiere a una postura política hacia la institución colectiva SIMILAR	"país" asociado a "solidaridad", "compromiso", "unidad", "acompañamiento sin condiciones" sugiere un agradecimiento de carácter institucional PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	Sentido: CONAIE se presenta como un actor con legitimidad en el diálogo porque representa a una gran parte de la población del Ecuador y no solamente al sector indígena. Esa representación le otorga dialogar en igualdad de condiciones. Al mismo tiempo reconoce la institucionalidad del Estado.	

ANEXOS

10	Agradecimiento al pueblo de Quito Luz de América y el reconocimiento al pueblo quiteño por todo su apoyo en estas jornadas de resistencia. También agradecer a todas las bases de mi movimiento indígena a nivel nacional , a la organización FEINE y FENONCIN Y UNORCAG y a las organizaciones de trabajadores del FUT, a los transportistas y a las organizaciones de mujeres. Esas mujeres valientes que han salido a las calles con sus hijos cargados a defender su derecho.	"pueblo" referente a los habitantes, en este caso de Quito. "nivel nacional" refiere al Ecuador como nación. SIMILAR	"pueblo de Quito", "pueblo quiteño" sugiere un agradecimiento de carácter institucional hacia una entidad homogénea "a nivel nacional" asociado a "mi movimiento indígena" sugiere una afirmación institucional contenida dentro de una nación a la que se reconoce. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
11	A las organizaciones barriales, a las organizaciones de comerciantes, a los estudiantes, a los jóvenes que hoy cientos y miles de jóvenes no tienen la oportunidad de ingresar libremente a las universidades. A los hermanos del pueblo montubio, afroecuatoriano , a los campesinos, a los sectores de las universidades, universidades Católica de Quito, universidad Salesiana, Politécnica Nacional, universidad Andina, universidad Central del Ecuador. Gracias a esas universidades quienes han sido uno de los aliados que siempre han trabajado en fortalecer a nuestras organizaciones y a las organizaciones sociales, ciudadanos de todo el país que apoyaron esta movilización, arriesgando sus vidas por defender al pueblo ecuatoriano y un agradecimiento especial a los jóvenes.	"pueblo montubio, afroecuatoriano" refiere a entidades identitarias específicas dentro de la nación Ecuador. "país" como nación Ecuador "pueblo ecuatoriano" referente a los ciudadanos que conforman la nación Ecuador. SIMILAR	Mención de "pueblo montubio, afroecuatoriano" sugiere reconocimiento de esa entidad identitaria. "ciudadanos de todo el país" sugiere los que pertenecen y los que no pertenecen a cuerpos sociales organizados. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
12	Es una medida que golpea a los estratos más pobres de la población porque sus gastos en transporte y en canasta básica se incrementan de tal manera que los llevan directamente hacia la miseria. Es una medida que no genera ningún beneficio social, más bien genera injusticia social y no tiene ninguna relación con el plan de desarrollo "toda una vida" del gobierno nacional . Señor presidente , es una medida que no tiene ninguna coherencia fiscal porque se adopta el mes de octubre cuando se tiene que presentar a la asamblea nacional la nueva proforma fiscal.	"población" como sector social "gobierno nacional" como representante del Estado electo legítimamente "presidente" como presidente de la república. "asamblea nacional" como institución legislativa dentro del aparato del Estado. SIMILAR	"población" asociada a "estratos más pobres" sugiere una clase social. "gobierno nacional" asociado a "plan de desarrollo" sugiere el reconocimiento de una institucionalidad estatal encargada de la planificación "se tiene que presentar a la asamblea nacional" sugiere un reconocimiento al ente legislativo y sus responsabilidades. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
13	Es una medida que ha provocado una convulsión social y una pérdida millonaria para todos los sectores económicos, productivos de nuestro país . Es una medida que no tiene ninguna relación con la dolarización de la economía como irresponsablemente lo afirmó el vicepresidente de la república. Por todo ello pedimos la derogatoria de este decreto 883 y le solicitamos al presidente república que respete el ordenamiento jurídico vigente. Existen leyes fiscales que deben ser respetadas.	"país" refiere a la nación Ecuador "vicepresidente" como vicepresidente de la república. "presidente" como presidente de la república. SIMILAR	"nuestro país" sugiere un reconocimiento de la nación del Ecuador "vicepresidente" y "presidente" sugiere un reconocimiento de los cargos institucionales del Estado. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

CONAIE H3Doc 2 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1	14	Existen leyes fiscales que deben ser respetadas. La improvisación de la política económica nos ha llevado como país a este estado de convulsión nacional . Pedimos señor presidente , antes que el gobierno nacional a la asamblea las reformas legales anunciadas, envíe a la corte constitucional del Ecuador . Realice el respectivo control de constitucionalidad de estas medidas.	"país" refiere a la nación Ecuador "nacional" refiere a la nación Ecuador "gobierno nacional", "asamblea", "corte constitucional del Ecuador" referentes a instuciones del Estado del Ecuador SIMILAR	"convulsión nacional" sugiere que todos los sectores sociales están concernidos. "gobierno nacional", "asamblea", "corte constitucional del Ecuador" asociado a respectivo control de constitucionalidad de estas medidas" sugiere el reconocimiento de un ordenamiento jurídico e institucional del Estado PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
	15	A instancias nuestras, la intransigencia le está haciendo mucho daño al país . Señor presidente , demuestre que usted es una persona de diálogo, y por fuera de todo, demuestre que está pensando en el país . Somos millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz, por la estabilidad, por la recuperación del país . Derogue este decreto 883 y busquemos juntos ese horizonte de prosperidad, justicia social, equidad, paz social, el Buen Vivir, Sumak Kawsay, "beguer p justine".	"país" refiere a la nación Ecuador "presidente" como presidente de la república. SIMILAR	"país" asociado a "daño", "somos millones", "estabilidad", "recuperación" sugiere que se alude a toda la nación del Ecuador. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
	16	Ahora la decisión de recuperar la patria está en sus manos señor presidente . Señor presidente tenemos bajo nuestra responsabilidad la dignidad de un país que nos reconoce como su legítimo interlocutor. No vamos a negociar esa dignidad, no vamos a negociar nuestros caídos.	"presidente" referente a presidente de la república "país" refiere a la nación Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "nuestra responsabilidad", "legítimo interlocutor" sugiere el rol desempeñado por los voceros PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
	17	Los pueblos y nacionalidades señor presidente estamos dispuestos de construir y trabajar de manera conjunta tomar decisiones de manera participativa e incluyente solidaria para que este país se transforme un verdadero país de libertades señor presidente . Si así no se da pues quisiera lamentar de todo lo que hayamos dicho señor presidente . En calidad de presidente y gobierno de mi pueblo de los pueblos y nacionalidades con mis propios ojos he visto morir a mi gente, a mi pueblo a mis jóvenes, a mis líderes eso sí me ha indignado y con lágrimas hemos dicho, tenemos que unir fuerzas para seguir luchando Si en verdad hay esa voluntad de decir de que somos gobiernos de todos, tenemos que ser gobiernos de todos.	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "pueblo" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador "presidente" referente al presidente de la república del Ecuador SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "estamos dispuestos" sugiere que el vocero representa a ese colectivo social y político. "en calidad de presidente y gobierno de mi pueblo" sugiere lo mismo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
	18	Esperamos que no se repita y sentimos como que continúa antes nos dijeron la patria era de todos, hoy nos dicen gobierno de todos. Tenemos que hacer ese gobierno señor presidente , el buen gobierno es el que escucha al pueblo , es el que respeta y respalda al pueblo . El buen gobierno es el que defiende a su pueblo , no los intereses dolosos de los transnacionales. Y hoy se ve y se siente clarito señor presidente , que la derecha está administrando en el país y el Fondo Monetario Internacional y es por eso señor presidente estamos aquí. Estoy con todos mis presidentes de las nacionalidades . Hemos hecho todo el esfuerzo posible.	"pueblo" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. "gobierno" en el sentido de acción de gobernar. "presidentes de las nacionalidades" refiere a los líderes que representan a los pueblos y nacionalidades indígenas. SIMILAR	"escucha al pueblo", "respeta y respalda al pueblo" sugiere el mandante dentro de una estructura estatal democrática. "gobierno" asociado a "tenemos que hacer" y "el bueno gobierno" sugiere la manera correcta de practicar la gobernanza, sujeta a la voluntad de la mayoría. "mis presidentes de las nacionalidades" sugiere también el carácter institucional y legítimo de la organización colectiva indígena PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

19	El artículo 98 de la constitución sobre derecho a la resistencia, yo creo que eso tenemos que analizar también. Nos hemos propuesto una agenda de diálogo al gobierno nacional bajo los siguientes puntos. Osea ha habido un proceso importante. Pedimos no, si sabemos de que hay problemas fiscales, por ello pedimos se conforme una auditoria de los costos que le signifiquen al país la ley de fomento productivo y su respectiva reforma por parte de la Asamblea Nacional . Pedimos a la Corte Constitucional que ejerza el respectivo control de constitucionalidad de todas las medidas económicas y las leyes que el presidente pretenda llevar adelante.	"gobierno nacional" como ente legítimo de la función ejecutiva del Estado. "asamblea nacional" como ente legítimo de la función legislativa del Estado. "presidente" referente al presidente de la república. SIMILAR	"gobierno nacional" asociado a "agenda de diálogo" sugiere el reconocimiento institucional. "asamblea nacional" asociado a "pedimos (...) una auditoria" sugiere un reconocimiento de la legitimidad del ente legislativo PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
20	Pedimos que el gobierno nacional transparente los acuerdos, señor presidente , los acuerdos a los que llegó con el Fondo Monetario Internacional. También se yo, presidente , ha habido una convulsión social.	"gobierno nacional" como ente legítimo de la función ejecutiva del Estado. "presidente" referente al presidente de la república SIMILAR	"gobierno nacional" asociado a "transparente los acuerdos" sugiere un reconocimiento del ente ejecutivo y una exigencia como mandante. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
21	Así es que también están mis presidentes de las tres regiones está la CONAICE, la CONFENIAE. Dueños del petróleo.	"presidentes" referente a los líderes de la organización indígena CONAICE, CONFENIAE. SIMILAR	"presidentes" asociado a "mis", "de las tres regiones" sugiere la legitimidad institucional de la organización indígena PRÓXIMA	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
22	Estimados compañeras y compañeros, pueblo del Ecuador . Nosotros creemos que vamos a ser absolutamente responsables. En este momento para bajar los niveles de violencia que enfrenta el Ecuador queda únicamente en la responsabilidad del presidente de la república. Nosotros queremos ser absolutamente claros.	"pueblo" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. "Ecuador" referente a la nación "presidente" referente al presidente de la república. SIMILAR	"presidente" asociado a "responsabilidad" sugiere reconocimiento del poder asociado al cargo ejecutivo. PRÓXIMA	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN		
23	Por ello yo saludo al Ecuador . Tenemos que estar unidos aquí nadie quiere la guerra, pero necesitamos resolver estos temas y ya y eso depende de quien está comandando en el Ecuador . Señor presidente de la república muchas gracias	"Ecuador" referente a la nación "presidente" referente a presidente de la república SIMILAR	"Ecuador" asociado a "quien está comandando" sugiere reconocimiento del poder ejecutivo PRÓXIMA	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN		
24	En el espíritu en el cual ha empezado con respeto con altura y todo para el bien del país , de todos los ecuatorianos y las ecuatorianas este espacio de receso ha sido un poquito más, bastante más largo, pero ha sido muy importante porque ha permitido a las partes conversar, intercambiar puntos de vista, acercar posiciones y tenemos un texto. Tenemos un acuerdo y me permiten leer este acuerdo entre las partes.	"país" como nación Ecuador "ecuatorianos" "ecuatorianas" designa a todos los habitantes de la nación Ecuador SIMILAR	"país" asociado a "bien del" y "todos los ecuatorianos" sugiere un consenso mayoritario PRÓXIMA	ARNAUD PERAL ONU	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor moderador del diálogo coloca como actor pasivo beneficiario del diálogo y del acuerdo al que se llega con las siguientes expresiones "bien del país" "de todos los ecuatorianos y las ecuatorianas", "restablecer la paz en el país", "benefician a todo el país", "toda la nación" Los actores activos del diálogo son "las organizaciones del movimiento indígena" y el "gobierno nacional" y en un segundo plano como mediadores "las Naciones	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización para mostrar la legitimidad de todos los actores del diálogo reivindicando el aval que les otorga las organizaciones legítimas como Naciones Unidas y Conferencia Episcopal Ecuatoriana. Así se refiere a la conducción del diálogo "con respeto y altura", "a través de un diálogo respetuoso", "proceso de pacificación"

ANEXOS

CONAIE H3Doc 3 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2	25	Tenemos un acuerdo y me permiten leer este acuerdo entre las partes. Como resultado del diálogo se establece un nuevo decreto que deja sin efecto el decreto 883 para lo cual se instala una comisión que elaborará este nuevo decreto integrada por las organizaciones del movimiento indígena, participantes en este diálogo y el gobierno nacional con la mediación de las naciones unidas y la conferencia episcopal ecuatoriana y con la veeduría de las otras funciones del Estado. Con este acuerdo se terminan las movilizaciones y medidas de hecho en todo el Ecuador y nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país .	"gobierno nacional" como ente legítimo de la función ejecutiva del Estado. "Ecuador" referente a la nación "país" referencete a la nación Ecuador. SIMILAR	"gobierno nacional" asociado a "diálogo", "mediación de naciones Unidas y la Conferencia episcopal ecuatoriana" sugiere la mediación institucionalizada PRÓXIMA	ARNAUD PERAL ONU	INTEGRACIÓN	Unidas" y la "Conferencia Episcopal Ecuatoriana". <u>Sentido:</u> Las diferentes partes del diálogo gozan de institucionalidad	Se dota de cierta solemnidad al acto de lectura del acuerdo alcanzado gracias a esa mediación institucional. <u>Sentido:</u> La mediación institucional cumplió con su propósito y por tanto se confirma la solidez y legitimidad institucional de los organismos mediadores.
	26	En nombre del sistema de Naciones Unidas en Ecuador y de la Conferencia Episcopal ecuatoriana, agradecemos una vez más al gobierno y a las organizaciones de todos los pueblos y nacionalidades por haber llegado, a través de un diálogo respetuoso, a acuerdos concretos que benefician a todo el país . Del mismo modo, reconocemos la participación de muchas organizaciones sociales en este proceso de pacificación y diálogo como también la de los medios de comunicación por transmitir en vivo y en directo las distintas intervenciones a toda la nación .	"Ecuador" referente a la nación "gobierno" referente al ente ejecutivo del Estado ecuatoriano "pueblos y nacionalidades" referente a a los pueblos indígenas y su representación política SIMILAR	"Naciones Unidas del Ecuador" y "Conferencia Episcopal ecuatoriana" asociada a "en nombre de" sugiere una representación formal institucional del vocero. "gobierno" y "pueblos y nacionalidades" asociados a "agradecemos" sugiere un reconocimiento institucional formal. PRÓXIMO	MONSEÑOR CABRERA CERCANO	INTEGRACIÓN		
CONAIE H3Doc 4 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2	27	Mis queridos hermanos y hermanas de este estado plurinacional, primero antes de es decir lo yo creo que es importante, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador , solamente cambiar una letra. En lugar de este nuevo decreto, poner otro nuevo decreto.	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "Ecuador" en sentido de Estado ecuatoriano SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "a nombre de" sugiere un pronunciamiento formal en representación del colectivo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor CONAIE es activo y representa a los "pueblos y nacionalidades del Ecuador". Se autodenomina como "gobierno de los pueblos y nacionalidades de este país plurinacional", "somos autoridades comunitarias" y sus acciones son "a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador" y "en nombre del pueblo ecuatoriano", "a nombre de las mujeres valientes", "a nombre de esa juventud". El actor beneficiario pasivo es "el pueblo ecuatoriano" con expresiones como "proyectos que benefician verdaderamente al país y al pueblo", "cumplimos el mandato de nuestro pueblo". <u>Sentido:</u> CONAIE es el vocero de las mayorías y por eso tiene legitimidad.	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se busca desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad o legitimidad de las acciones del otro actor social. Se recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones sobre ciertos actores y rechazar su lugar. Así por la "violación de derechos humanos" se pide la "renuncia inmediata de la Señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa. Sentido: Se aprovecha la mediación para denunciar aspectos de injusticia en el marco del respeto y del orden institucional
	28	Muchas gracias hermanos presidente de las nacionalidades en calidad de gobierno de los pueblos y nacionalidades de este de este país plurinacional señor presidente creo que ha sido importante este acercamiento. Nosotros veníamos pidiendo hace tiempo conversar estos procesos así es que quisiéramos también de corazón ponernos y decir de que, los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales que nos hemos levantado en busca de la de la libertad, en defensa de nuestros derechos pues decirlo sí y reconocemos la valentía de hombres y mujeres que salimos a nuestras calles y creo que es el único camino de buscar vías importantes para un verdadero desarrollo del país	"presidente" referente a presidente de la CONAIE "pueblos y nacionalidades" referente a pueblos y nacionalidades indígenas "país" refrente a la nación Ecuador SIMILAR	"presidente" asociado a "nacionalidades" sugiere la autoridad legítima de la organización colectiva indígena y su jerarquía. "gobierno" asociado a "de los pueblos y nacionalidades" sugiere un autoridad institucional legítima de la organización colectiva indígena PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	29	Y eso es una violación de derechos humanos. Argumento suficiente señor presidente, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador , la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa. Solo así el pueblo ecuatoriano tendrá paz y libertad. Y tendremos la oportunidad de seguir conversando, seguir dialogando para construir proyectos importantes, proyectos participativos, proyectos que benefician verdaderamente al país y al pueblo . Porque hemos revisado señor presidente, siempre aquí en el Ecuador , todas las medidas económicas nunca han beneficiado a las comunidades más aledañas de nuestro país .	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "Ecuador" en sentido de Estado ecuatoriano "pueblo ecuatoriano" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "a nombre de" sugiere un pronunciamiento formal en representación del colectivo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

30	Así es que en nombre del pueblo ecuatoriano , a nombre de las mujeres valientes, a nombre de esa juventud que en medio de humos gritaba la libertad, en medio de humos gritaban presidente , luchemos juntos y con lágrimas en los ojos nos decía, presidente hay que seguir caminando. Y a nombre de mis dirigentes de los pueblos y nacionalidades , preocupados porque estábamos ahí, señor presidente. Somos autoridades comunitarias y es por eso cumplimos también un mandato de nuestro pueblo . Y por eso venimos acá para encontrar o reencontrarnos y buscar el mejor camino,	"pueblo ecuatoriano" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. "pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "presidente" referente al presidente de la república. SIMILAR	"pueblo ecuatoriano" asociado a "a nombre de" sugiere una representación formal del colectivo PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
31	Y también terminando con esto quisiera también señor decirlo. Con esto decirlo a todos los presidentes de las nacionalidades y pueblos del Ecuador. Informar a todas nuestras bases, que se levanta una medida de hecho, en cada uno de nuestros territorios por la libertad.	"presidentes" refiere a los presidentes de las filiales regionales de la CONAIE SIMILAR	"presidentes" asociado a "nacionalidades y pueblos" y "todas nuestras bases" sugiere la estructura organizativa institucional del colectivo indígena PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
32	Así nos dijeron. Pero yo creo que es importante reconocer y es reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país . Hemos liberado un derecho compañeros y compañeras.	"nacional" referente a la nación Ecuador "país" referente a la nación Ecuador SIMILAR	"nacional" asociado a "reconocimiento nacional e internacional" sugiere la legitimidad del colectivo como institución PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor CONAIE es el protagonista activo que ha conseguido su objetivo en beneficio de la mayoría. Aquellos se expresa en "hemos liberado al país", "hemos liberado un derecho", "hemos perdido el miedo. Ya no somos esos indígenas que nos dejábamos humillar". Además se define como un actor activo en el marco institucional y político "no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas", "no podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial".	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de la representación de la realidad. Se recurre a la figura de autorización apelando a la ley, moral y justicia para obtener un reconocimiento por el objetivo alcanzado "es importante reconocer y es reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país", "hoy es el pueblo el que tiene que decidir", "hemos pedido (...) a la fiscal general de la nación, que no criminalice, que no se inicien investigaciones contra (...)ninguno de los manifestantes", "reconocer a nuestros hermanos caídos y declararlos como héroes nacionales", "las demandas presentadas en esta jornada de lucha deben cumplirse", "no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas", "no podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial".
33	Hemos perdido el miedo. Ya no somos esos indígenas que nos dejábamos humillar de un gobierno , sino hoy el pueblo es el que tiene que decidir. El pueblo tiene que expresarse como piensa o como pensamos.	"gobierno" como ente legítimo de la función ejecutiva del Estado. "pueblo" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. SIMILAR	"pueblo" asociado a "es el que tiene que decidir" sugiere la exigencia del mandante en un sistema legítimo democrático PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	<u>Sentido:</u> CONAIE es un referente político en el Ecuador.	
34	Por tanto, nosotros hemos pedido el día de ayer, a la fiscal general de la nación , que no criminalice, que no se inicien investigaciones contra ninguno, ninguno, absolutamente ninguno, de los manifestantes compañeros.	"fiscal general de la nación" referente a la función de justicia SIMILAR	"fiscal general de la nación" asociada a "no criminalice" sugiere una acción formal institucional. PRÓXIMO	DIRIGENTE	INTEGRACIÓN		
35	Muy buenas tardes a todo el pueblo ecuatoriano nosotros como región costa por primera vez hemos salido a las calles, a luchar y a defender por nuestro pueblo ecuatoriano . Agradezco a nombre de la CONAICE , a mis hermanos de las nacionalidades de la costa, Chachi, Epera, Awá, Tsáchila, Manta Huancavilca, también, a los hermanos	"pueblo ecuatoriano" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. " nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política SIMILAR	"CONAICE" asociado a "agradezco a nombre de" sugiere la representación institucional formal PRÓXIMO	JAVIER AGUAVIL PRÓXIMO	INTEGRACIÓN		<u>Sentido:</u> Las demandas de CONAIE son justas y a favor del bien de la mayoría y en contra de los abusos.

ANEXOS

CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)	36	Es por eso que estamos aquí, pero antes de nada, señor presidente quiero hacer un pedido al consejo y sobre todo a toda la nación . Hay que reconocer a nuestros hermanos caídos y declararlos como héroes nacionales del Ecuador, porque han dado su vida para defender por esta patria. A ellas familias que están ahorita con el dolor en el alma, pero también estamos con ese sentimiento que nos duele por la pérdida de la vida humana.	"presidente" referente a presidente de la república "nación" referente a Ecuador "Ecuador" referente a la nación SIMILAR	"nación" asociado a hacer un pedido implica el reconocimiento de la institucionalidad del Estado nacional. "héroes nacionales del Ecuador" asociado a "nuestros hermanos caídos" sugiere el reconocimiento y homenaje por parte del Estado AISLADO	JAVIER AGUAVIL DISTINTO	SEGMENTACIÓN	
	37	Estimados compañeros y compañeras. Nada más agradecer y sumarme a las palabras de todos muchos dirigentes nacionales . Nosotros no somos dirigentes políticos. Nosotros lo que hacemos es dirigir desde las bases para sostener las estructuras nacionales y regionales. Por ello decir, que estamos totalmente convencidos que las demandas presentadas en esta jornada de lucha deben cumplirse.	"nacional" referente a la nación Ecuador SIMILAR	"nacional" asociado a "dirigentes" y "estructuras" sugiere el alcance de la organización institucional indígena PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN	
	38	No puede haber una república, no puede haber una república jamás, sin los pueblos indígenas . No puede haber una república con estúpidos que aún desconocen las naciones originarias y nos dicen que nos vayamos al páramo que nos vayamos a la jungla. Esos ignorantes quieren gobernar al país - Ellos no tienen que volver a gobernar al país .	"pueblos indígenas" referente a los pueblos indígenas y su representación política "naciones originarias" equivalente a nacionalidades indígenas "gobernar" como acción de ejercer el poder SIMILAR	"pueblos indígenas" asociado a "no puede haber una república sin los pueblos indígenas" sugiere la dimensión política y social de los pueblos indígenas como colectivo de la nación ecuatoriana. PRÓXIMO	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN	
	39	Tienen que gobernar el país , de aquí en adelante hermanos ecuatorianos, quienes entienden la democracia, quienes han luchado por la justicia por la paz y con los oprimidos. No podemos aceptar que en el Ecuador siga existiendo esta segregación racial.	"gobernar" como acción de ejercer el poder ejecutivo y legítimo del Estado "Ecuador" como nación SIMILAR	"gobernar el país" asociado a "la democracia" sugiere el reconocimiento del sistema institucional vigente del Estado ecuatoriano. PRÓXIMO	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN	
CONAIE H3Doc 6- 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	40	En lo cual quisiera primero, llamar a la tranquilidad de todos los hermanos y hermanas del país. Así es que quiero hacer conocer al país, de lo que se ha manifestado, de los pronunciamientos que se han dado en estos últimos días. Los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza al derecho de autodeterminación, autogobierno , y a la justicia ancestral o indígena.	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política "Ecuador" en sentido de Estado ecuatoriano "autogobierno" como forma de ejercer el poder SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "derecho constitucional", "autodeterminación", "autogobierno", "justicia indígena" sugiere la existencia de un sujeto colectivo de derecho. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero CONAIE se coloca como el actor activo, responsable y garante del cumplimiento de los acuerdos alcanzados. Así su pronunciamiento tiene un carácter institucional, formal y lo hace hacia a todos los ecuatorianos: "Quiero hacer conocer al país". Se pronuncia a nombre de los pueblos y nacionalidades que representa adoptando una dimensión institucional inserta en el marco jurídico y político de la nación Ecuador. Por tanto su acción se expresa en "nos hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno, para construir el verdadero estado plurinacional", "estamos dispuestos para colaborar al Estado ecuatoriano apegado al derecho".
	41	Segundo lugar, los pueblos y nacionalidades, reconocemos a las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano , y en especial al presidente constitucional del Ecuador de lo cual somos parte de aquello. Por tanto, nos hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno , para construir el verdadero estado plurinacional que tanto soñamos todos los ecuatorianos y ecuatorianas.	"pueblo ecuatoriano" referente a los ciudadanos de la nación Ecuador y también a la clase popular entendida como la mayoría. "presidente" referente al presidente de la república "gobierno" referente a aparato ejecutivo del Estado SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "reconocemos las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano", "presidente constitucional del Ecuador" sugiere que son un colectivo inserto en la nación ecuatoriana y por tanto actúa en el diálogo bajo esa legitimidad. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	<u>Sentido:</u> CONAIE negocia en igualdad de condiciones y en el terreno institucional formal Se recurre a la figura de autorización apelando a la ley, moral e institucionalidad para marcar el terreno de la negociación. Así, por un lado el actor CONAIE recuerda en el marco de los derechos que "los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza el derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral o indígena", "hemos ejercido nuestro derecho de la resistencia", y por otro lado, reitera que "los pueblos y nacionalidades, reconocemos a las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano, y en especial al presidente constitucional del Ecuador de lo cual somos parte de aquello" para hacer notar su pertenencia a la nación ecuatoriana tanto con derechos como con obligaciones obligaciones y respeto de la institucionalidad. <u>Sentido:</u> CONAIE es un actor político y social formal, legítimo, que ejerce sus derechos y obligaciones. No es un criminal.

ANEXOS

42	Tres, somos pueblos valientes, como pueblos indígenas y nacionalidades del Ecuador , pero pacíficos, que hemos ejercido nuestro derecho de la resistencia, buscando los mejores días para todo el pueblo ecuatoriano , en especial de nuestros pueblos y nacionalidades , más olvidadas por el país o por el mismo Estado.	"pueblos y nacionalidades" referente a los pueblos indígenas y su representación política SIMILAR	"pueblos y nacionalidades" asociado a "más olvidadas por el país o por el mismo Estado" sugiere un colectivo que se reconoce como parte de la nación ecuatoriana. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
43	No vamos a correr y no nos iremos a esconder en ninguna embajada. Estaremos aquí presente para responder y estamos dispuestos para colaborar al Estado ecuatoriano , al Estado ecuatoriano apegado al derecho. Y quisiéramos también convocar a todos los medios de comunicación informar tal cual como se está expresando.	"estado ecuatoriano" sugiere el aparato institucional de la nación Ecuador SIMILAR	"estado ecuatoriano" asociado a "estamos dispuestos para colaborar", "apegado al derecho" sugiere un reconocimiento a la institución estatal de la nación Ecuador PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		

CONAIE H3 MC2- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: COMPAÑERO/A-INDÍGENA-HERMANO/A- MUJER- CONAIE- MOVIMIENTO- TERRITORIO- DIRIGENTE-INTERNACIONAL- COMUNIDAD/COMUNITARIO- CONOCIMIENTO/ RECONOCIMIENTO/CONOCER- DEROGATORIA/DEROGAR- DECRETO/DECRETAR- LUCHAS/LUCHAR- COMUNICACIÓN/MEDIOS/ COMUNICAR	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? REIVINDICACIONES DE LUCHA SOCIAL Y DE LOS PUEBLOS Y NACIONALIDADES	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES : INDÍGENAS- MOVIMIENTO INDÍGENA- MOVIMIENTOS SOCIALES- REPRESENTANTE DE NACIONES UNIDAS- PRESIDENTE CONFERENCIA EPISCOPAL-CONAIE-COMPAÑEROS- HERMANOS - ECUADOR-PAÍS-MUJERES	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LAS REIVINDICACIONES DE LUCHA
CONAIE H3Doc 1 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1	1 El Ecuador un país que amo profundamente es un país de paz, es un país de hermanos de hermanas , es un símbolo en el mundo. Y en este mundo este momento todos los ojos están dirigidos hacia el Ecuador todo el país está mirando en este preciso momento esta mesa y lo que quiere escuchar el país y el mundo, es paz, reconciliación.	"hermanos", "hermanas" como reconocimiento entre seres humanos. Una misma especie. SIMILAR	"un país de hermanas de hermanas" asociado a "es un símbolo en el mundo" y "paz, reconciliación" sugiere una declaración solemne en la que los valores del común vencen a las diferencias. PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una figura de personalización a través de la especificación e individualización singular para nombrar a "El Ecuador". <u>Sentido:</u> Dimensión activa del Ecuador, como un ser que tiene vida.	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN Se busca la adhesión de la mayoría a un proceso de acuerdo. Se recurre a la figura de autorización apelando a valoraciones positivas como "país de hermanos y hermanas", "símbolo en el mundo", "paz", "reconciliación" para empoderar a los actores discursivos. <u>Sentido:</u> Procurar un acuerdo en nombre de valores positivos para la mayoría por encima de desacuerdos puntuales entre las partes.
	2 Primero empezar diciendo los pueblos y nacionalidades siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos y somos los constructores de este estado. Somos los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional , un estado de derecho , un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador. Y lo cual que hasta este momento no se ha cumplido el objetivo fundamental. El objetivo de un estado plurinacional , señor presidente. Creo los presidentes, cuando no funciona el equipo de trabajo , creo el que pague es el presidente.	"plurinacional" refiere a una forma de estado en el que se reconoce la existencia de las distintas nacionalidades indígenas "estado de derecho" referente a una democracia SIMILAR	"construir un verdadero estado plurinacional" sugiere que es un proceso que aún está en curso y que está en conflicto. Se lo asocia además a "estado de derecho", "un estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad" lo que sugiere que esos derechos no se respetan a cabalidad y por tanto no se ha llegado a cumplir con el objetivo de alcanzar un "estado plurinacional" PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	"USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor vocero CONAIE se describe a sí mismo como el protagonista activo de la lucha y el responsable por seguir velando por los derechos y demandas que aún se encuentran en conflicto. Así, se presentan como "los que hemos planteado al Ecuador de construir un verdadero estado plurinacional", "por el compromiso, por la unidad y por el acompañamiento al movimiento indígena (...) jornadas de resistencia en busca de la libertad", "el compromiso inculcable de defender nuestro pueblo", "realizar todos los sacrificios posibles" "dar nuestra vida", "estamos dispuestos a construir y trabajar de manera conjunta", "CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional", "todas las mujeres amazónicas (...) hemos venido desde la selva caminando" Frente a eso, el Estado es descrito como el actor pasivo que no aporta para el cumplimiento de los derechos. Así se	"USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación atribuyendo valoraciones a los actores. Así CONAIE se presenta como el actor positivo, garante y defensor de los derechos y el Estado como el actor, que no solo no cumple con su responsabilidad de hacer respetar los derechos sino que abusa de su poder. Aquellos se expresa por ejemplo en la descripción de CONAIE y sus miembros como ""siempre hemos sido hombres de bien, solidarios, dignos"", ""somos los que hemos planteado al Ecuador (...) un Estado donde exista libertades de expresión, de pensamiento, de organización, de libertad para todos los hombres y mujeres del Ecuador"" ""nos mujeres

ANEXOS

3	Cuando el equipo no funciona, la cabeza en función no puede funcionar. Y cuando hubo un primer encuentro del 11 de diciembre del 2017, señor presidente, me acuerdo claro cuando yo dije, señor presidente, tienes ministros que no te funcionan, tienes ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés de construir su propuesta de gobierno. Tienes ministros que no planifican de acuerdo a las realidades de nuestras comunidades, de nuestros pueblos, de nuestra gente, y eso creo que no se ha cumplido. Y es por eso quiero, este momento, permitirme leer el sentimiento de mi pueblo.	"ministros" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. SIMILAR	"ministros" asociados a "no te funcionan", "no planifican", "no tienen interés" sugiere un punto de conflicto pendiente en relación con el Estado y con el presidente. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	Campanario de los derechos. Así, se dirigen al presidente de la república diciendo "no funciona el equipo de trabajo", "tienes ministros que no te funcionan, tienes ministros que no planifican, tienes ministros que no tienen interés", "no se han cumplido", "ministros no midieron, nunca analizaron para tomar decisiones", "ministros que no tienen voluntad política", "ministros vagos que no hacen nada por la patria". Sentido: CONAIE es el protagonista de la defensa de los derechos. " USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a una figura de personalización a través de la especificación e individualización singular para nombrar a "El Ecuador".	valientes", ""tomar decisiones de manera participativa e incluyente solidaria"" frente a una descripción de los actores del Estado en los siguientes términos: ""el equipo no funciona, la cabeza en función no puede funcionar"", ""ministros que no te funcionan"", ""ministros que no planifican"", ""ministros que no tienen interés"", ""ministros no tienen voluntad política"", ""ministros vagos que no hacen nada por la patria"". Sentido: La CONAIE tiene legitimidad por su actuación por el bien común. El Estado es abusador. "
4	Saludarle a nombre de 15 nacionalidades, 18 pueblos del Ecuador. Primero agradecer al país por la solidaridad, por el compromiso, por la unidad, y por el acompañamiento sin condiciones al movimiento indígena y a los movimientos sociales en estas jornadas de resistencia en busca de la libertad. Agradecimiento al pueblo de Quito Luz de América y el reconocimiento al pueblo quiteño por todo su apoyo en estas jornadas de resistencia.	"resistencia" refiere a una postura política y social que permanece en oposición o vigilancia frente al abuso. SIMILAR	"resistencia" asociado a "estas jornadas" o "en busca de libertad" sugiere que la lucha social y política por los derechos nunca termina ya que los objetivos que quiere alcanzar están en permanente conflicto. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	Sentido: Dimensión activa del Ecuador, como un ser que tiene vida.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan al veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación al asignar cargas valorativas específicas a los actores, presentando una positiva de "nosotros" al vocero y a quienes representa y negativa de "ellos", es decir el Estado y sus instituciones. Así, para describir al movimiento indígena y sus aliados se habla de "solidaridad", "compromiso", "valientes", "salvadores del país", "darnos la mano y gritar la libertad", "construir y recuperar la paz", "construir un verdadero estado plurinacional", "gesto de paz social", "garantizar la paz". Por otro lado, las acciones del Estado se describe como "irresponsablemente afirmó el vicepresidente de la república", "nos mandaron a la cárcel, nos persiguieron", "malos gobiernos entregaron esos territorios", "han muerto a nuestros hermanos", "nuestro presidente nos manda a atacar con hombres armados"
5	Primero agradecer al país por la solidaridad, por el compromiso, por la unidad, y por el acompañamiento sin condiciones al movimiento indígena y a los movimientos sociales en estas jornadas de resistencia en busca de la libertad. Agradecimiento al pueblo de Quito Luz de América y el reconocimiento al pueblo quiteño por todo su apoyo en estas jornadas de resistencia. También agradecer a todas las bases de mi movimiento indígena a nivel nacional, a la organización FEINE y FENONCIN Y UNORCAG y a las organizaciones de trabajadores del FUT, a los transportistas y a las organizaciones de mujeres. Esas mujeres valientes que han salido a las calles con sus hijos cargados a defender su derecho.	"movimiento indígena" referente a la CONAIE y sus filiales regionales. "movimientos sociales" referente a otros colectivos organizados "mujeres" como categoría específica dentro de las organizaciones sociales. SIMILAR	Alusión a "movimiento indígena" y "movimientos sociales" sugiere que son organismos diversos pero que se han unido en este contexto de lucha. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
6	Esas mujeres valientes que han salido a las calles con sus hijos cargados a defender su derecho. A las organizaciones barriales, a las organizaciones de comerciantes, a los estudiantes, a los jóvenes que hoy cientos y miles de jóvenes no tienen la oportunidad de ingresar libremente a las universidades.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad "universidades" referente a centros de educación superior SIMILAR	"defender su derecho" sugiere que aún adquirido el derecho permanece en conflicto para su pleno ejercicio. "ingresar libremente a la universidad" asociado a "no tienen la oportunidad" sugiere que el derecho a la educación está en conflicto. PROXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		<u>Sentido:</u> la negociación confronta la justicia y la acción hacia el bien común con la injusticia y el abuso de poder.
7	Es una medida que no tiene ninguna relación con la dolarización de la economía como irresponsablemente lo afirmó el vicepresidente de la república. Por todo ello pedimos la derogatoria de este decreto 883 y le solicitamos al presidente república que respete el ordenamiento jurídico vigente. Existen leyes fiscales que deben ser respetadas.	"derogatoria" referente a anulación de una norma jurídica. "decreto" refiere a un instrumento jurídico emitido por el presidente de la república en el que implementa medidas económicas. SIMILAR	"derogatoria" asociado a "respete el ordenamiento jurídico" sugiere que se emitió el decreto de forma irregular PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

8	Esperamos que hoy se encuentre una solución definitiva y duradera. Si eso no se cumple, seguiremos señor presidente firme y unidos y con el compromiso ineludible de defender a nuestro pueblo y estamos dispuestos a realizar todos los sacrificios posibles. Si así y aquella que dar nuestra vida lo haremos, no dude de eso señor presidente.	"defender" referente a amparar en una situación de vulneración o abuso SIMILAR	"defender nuestro pueblo" sugiere que se encuentra en permanente situación de vulneración o propenso a estarlo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
9	Nos mandaron a la cárcel, nos persiguieron, tuvimos que abandonar a nuestras familias, vivir lejos, un año dos años y eso es lo que hemos vivido y hoy, esa gente demuestra que son salvadores del país y hemos rechazado y hemos dicho a todas las funciones del Estado, la fiscalía, a ellos tienen que seguir los militares. los policías, no estos indígenas que con dignidad y con un frente en alto defendemos nuestra patria. Los shuar, los actuar, los quichuas, los indígenas defendimos en el Cenepa, en alto Cenepa, en cordillera del Cóndor derramamos nuestra sangre, recuperamos territorios . Pero los malos gobiernos entregaron esos territorios donde derramamos la sangre señor presidente, eso nos indigna, pero estamos aquí señor presidente. Los indígenas nos gusta hablar fuerte y después si hay que damos la mano y gritar la libertad de este país. Buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado y de nuestras familias ecuatorianas.	"indígena" como sujeto social y político y con autodeterminación cultural "territorios" referente a zonas geográficas SIMILAR	"indígenas" asociado a "defendemos nuestra patria" sugiere una autodefinición de pertenencia a la nación ecuatoriana. La mención a "defendimos en el Cenepa" hace referencia a la guerra que libró Ecuador contra Perú en 1985 y en la que combatieron soldados indígenas denominados Fuerza Iwias (batallón compuesto en su mayoría de nativos de la Amazonia). PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
10	Así es que, si en verdad queremos paz señor presidente, es un pedido en honor del movimiento indígena , hoy no estamos hablando como movimiento indígena señor presidente. La CONAIE se ha construido y se ha hecho ver que la CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional y por eso estamos entre todas las organizaciones sociales como un gesto de paz social.	"movimiento indígena" referente a la CONAIE y sus filiales regionales. "CONAIE" referente al movimiento indígena SIMILAR	"no estamos hablando como movimiento indígena" sugiere que la lucha es más amplia que las demandas de los pueblos y nacionalidades. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
11	Nuestra decisión, nuestra decisión, aquí no venimos para conformar comisiones, para trabajar. El pedido del país, esto no es pedido del movimiento indígena , el pedido del país es la derogatoria del decreto 883. Si este momento se decide, el país se tranquiliza totalmente en todos los territorios del país muchas gracias.	"derogatoria" referente a anulación de una norma jurídica. "decreto" refiere a un instrumento jurídico emitido por el presidente de la república en el que implementa medidas económicas. "territorios" referente a al área geográfica que contiene el Ecuador SIMILAR	La mención a "no es pedido del movimiento indígena, el pedido del país" sugiere que la lucha es más amplia que las demandas de los pueblos y nacionalidades. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
12	Si así y aquella que dar nuestra vida lo haremos, no dude de eso señor presidente. Los pueblos y nacionalidades señor presidente estamos dispuestos de construir y trabajar de manera conjunta tomar decisiones de manera participativa e incluyente solidaria para que este país se transforme un verdadero país de libertades señor presidente. Si así no se da pues quisiera lamentar de todo lo que hayamos dicho señor presidente.	"trabajar" en el sentido simbólico de contribuir en ideas y proyectos para un bien común "decisiones" referente a resoluciones políticas. SIMILAR	"trabajar" asociado a "manera conjunta" sugiere un acción política por el bien común "tomar decisiones" asociado a "manera participativa, incluyente y solidaria" y "transforme un verdadero país de libertades" sugiere que es una meta que aún no se alcanza y que está en conflicto. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

CONAIE H3Doc 2 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1	13	Muchas gracias creo es importante recalcar a algunas y algunos puntos importantes. Señor presidente se han violado muchos derechos humanos. El artículo 98 de la constitución sobre derecho a la resistencia , yo creo que eso tenemos que analizar también.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad "resistencia" refiere a una postura política y social que permanece en oposición o vigilancia frente al abuso. SIMILAR	"derechos humanos" asociado a "violado" sugiere que el derecho no está respetado. "derecho a la resistencia" asociado a "tenemos que analizar también" sugiere que aún vigente el derecho no se respeta a cabalidad. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	14	También se yo, presidente, ha habido una convulsión social. Entendemos y el respeto a los derechos humanos, la violencia desmedida contra el pueblo y el terrorismo de estado se representa. Osea yo creo que aquí sus ministros , no midieron, nunca analizaron para tomar decisiones como es la ministra antes interior y ahora de gobierno, y su ministro de defensa.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad "ministros" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. SIMILAR	"derechos humanos" asociado a "violencia desmedida contra el pueblo y el terrorismo de estado" sugiere que los derechos están en riesgo. "ministros" asociado a "no midieron, nunca analizaron para tomar decisiones" sugiere un irrespeto de derechos y abuso de poder por parte de funcionarios de Estado. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	15	Así es que, si en verdad queremos paz señor presidente, es un pedido en honor del movimiento indígena, hoy no estamos hablando como movimiento indígena señor presidente. La CONAIE se ha construido y se ha hecho ver que la CONAIE busca construir un verdadero estado plurinacional y por eso estamos entre todas las organizaciones sociales como un gesto de paz social. Al país, pedimos señor presidente, esperamos no estar fuera de la decisión tuya, pedimos su inmediata separación de estos dos ministros .	"plurinacional" refiere a una forma de estado en el que se reconoce la existencia de las distintas nacionalidades indígenas "organizaciones" como colectivos representantes de ciertos sectores de población SIMILAR	"buscar construir un verdadero estado plurinacional" sugiere que aquello aunque está establecido en la constitución, no se cumple a cabalidad y está en conflicto. "pedimos su inmediata separación de estos dos ministros" sugiere los puntos de conflicto no resueltos y que se relacionan con la criminalización de la protesta de la que han sido víctimas. Autoridades de estado vulneran derechos. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	16	Todavía no tenemos autonomía como habíamos hablado, señor presidente. Usted dijo públicamente aquí les entregó mediante el decreto 445, está en sus manos hermanos de los pueblos y nacionalidades, pero todavía está en manos de la actual ministra y de los viceministros . Todavía no se ha avanzado en tema de educación superior, la universidad . Eso quiere decir, con esto termine, eso quiere decir que tiene ministros que no tienen voluntad política. Dos años de diálogo señor ministro , un año teníamos medio medio acercamiento, 2018. Todo este 2019, no hemos dialogado ni hemos tenido acercamiento ni reuniones de trabajo para avanzar el diálogo con ninguno de los ministros señor presidente. Tiene ministros vagos que no hacen nada por la patria y le hacen quedar mal señor presidente.	"ministros" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. "universidad" referente a centros de educación superior SIMILAR	"ministros" asociado a "no tienen voluntad", "ministros vagos que no hacen nada por la patria" sugiere un punto de conflicto pendiente en relación con el Estado y con el presidente. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

17	Por ello nosotros hemos dicho, queremos garantizar la paz y la paz va a depender, y no estamos diciendo señor presidente que nos revisemos. En este momento, si queremos la paz es derogar , derogar y ¿Qué podemos conversar? Nosotros, no somos, no soy economista, pero mínimamente cuando se ha puesto este criterio que se va a dejar en juego el tema de la dolarización, estamos mintiendo.	"derogar" refiere a la anulación de una norma jurídica. SIMILAR	La relación entre "derogar" es condicional a "si queremos la paz" sugiere que el punto de reivindicación y negociación está en la derogatoria del decreto. PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANA	INTEGRACIÓN
18	Nosotros, no somos, no soy economista, pero mínimamente cuando se ha puesto este criterio que se va a dejar en juego el tema de la dolarización , estamos mintiendo. Lo que tenemos entendido, hemos revisado la oferta monetaria en el Ecuador en este mes, es de 54 mil millones de dólares. Decimos ¿Cuánto se está en juego en este momento? En este momento, son 1300 millones en el año. Si dividimos para los 12 meses, es 100 millones de dólares. 100 millones de dólares es apenas 0.2 por ciento de todo el conjunto de la dolarización. Entonces no creo que el tema de los subsidios ponga en duda el tema de la estabilidad de la dolarización.	"dolarización" referente al dólar como moneda que circula en Ecuador SIMILAR	"dejar en juego el tema de la dolarización" asociado a "estamos mintiendo" pone en evidencia otro de los puntos conflictivos no resueltos, y que tienen ver con los argumentos del gobierno para el retiro del subsidio a los combustibles. PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
19	Agreguemos un impuesto más a los que tienen más. No es posible que en el último año se haya ganado más de 500 millones de dólares , un sector, y el resto del pueblo no haya ganado nada. Entonces creemos que se tiene que focalizar en donde está concentrado la plata y con ello creemos que podemos recuperar mucho más de esos 100 millones de dólares que será un grano de arena a todo el sistema económico que mueve en este país.	"dólares" referente a la moneda que circula en Ecuador SIMILAR	"agreguemos un impuesto más a los que tienen más" sugiere el desacuerdo en cuanto a la gestión económica del país. PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
20	Por favor es una cuestión lógica. Asimismo, con la ley de fomento productivo se condonó más de 4500 millones de dólares , donde sí, la clase media y baja si se beneficiaron, pero si vamos a ver cuáles fueron los grupos económicos que se beneficiaron. Fue en una gran cantidad de recursos económicos que seguramente alcanzaba mínimamente para tres años ¿Qué más podemos hacer?	"dólares" referente a la moneda que circula en Ecuador SIMILAR	"dólares" asociado a "se condonó más de 4500 millones" y "vamos a ver cuáles fueron los grupos económicos que se beneficiaron" sugiere un desacuerdo en cuanto a la gestión económica del país. PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
21	Me duele en el alma cuando nuestros compañeros han tenido que entregar sus vidas ahogándose con bombas lacrimógenas. Han muerto a nuestros hermanos eso quiere decir que nuestro presidente nos manda a atacar con hombres armados cuando nosotros hemos venido con una lucha pacífica señor presidente. ¿Qué es lo que está pasando en un estado plurinacional?	"compañeros" referente al apelativo entre los miembros de la organización social "hermanos" refiere a los miembros de pueblos y nacionalidades.	"lucha pacífica" asociado a "presidente nos manda a atacar con hombres armados" sugiere una lucha desigual e injusta PRÓXIMO	MIRIAM CISNEROS CERCANA	INTEGRACIÓN
22	Como mujer amazónica en nombre de todas las mujeres amazónicas, quiero decirles que hemos venido desde la selva caminando, dejando a nuestros hijos en la casa, dejando nuestros quehaceres en la casa, porque pensando en un estado digno y soberano, queremos que el Estado ecuatoriano responda a las necesidades de los pueblos y nacionalidades del Ecuador. Cuando hablamos de un estado plurinacional , como estado, somos nosotros, no somos consultados.	"plurinacional" refiere a una forma de estado en el que se reconoce la existencia de las distintas nacionalidades indígenas SIMILAR	"cuando hablamos de un estado plurinacional" asociado a "no somos consultados" sugiere que la no se ejerce el derecho que dicta el sentido de estado plurinacional. PRÓXIMO	MIRIAM CISNEROS CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

	23	No nos tuvieron compasión señor presidente. Acaso no te duele cuando sus hijos tengamos que estar en la calle gritando y cuando tengas que ordenar a hombres armados que nos vengan a enfrentar a mujeres a jóvenes quienes estamos luchando por una vida justa, reclamando nuestros derechos . Porque esta patria tiene que ser digna y soberana.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"reclamando por nuestros derechos" sugiere que estos no están siendo respetado o que están en riesgo PRÓXIMO	MIRIAM CISNEROS CERCANA	INTEGRACIÓN		
	24	¿Qué es lo que está pasando en un estado plurinacional? Cuando tengamos que hablar de desarrollo, cuando nuestros territorios donde nosotros vivimos por cientos de años están siendo explotados, están siendo concesionados, entregando a nuevos bloques petroleros. Eso si verdaderamente nos afecta.	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"nuestros territorios" asociado a "están siendo explotados, están siendo concesionados" sugiere una reivindicación del movimiento indígena. PRÓXIMO	MIRIAM CISNEROS CERCANA	INTEGRACIÓN		
	25	Nuestro pedido y pedir también que nuestros hermanos que están en la cárcel sean liberados porque la lucha no es sólo para los pueblos indígenas sino para todo el Ecuador. Y pedir también que nuestros dirigentes no sigan siendo perseguidos. Después de todo lo que está pasando en el Ecuador yo no me siento sola porque la lucha ha sido justa de todos los pueblos, ecuatorianos, mestizos, campesinos, negros, afros, pueblos indígenas , sectores sociales, todos hemos unido con una sola voz. Entonces eso pido que por favor nos escuches.	"hermanos", "hermanas" como apelativo de los miembros del movimiento indígenas en su interior "lucha" refiere a la disputa en el plano político y social "dirigentes" refiere a los miembros del movimiento que representan a colectivos locales, regionales, nacional. SIMILAR	"lucha no es solo para los pueblos indígenas sino para todo el Ecuador" sugiere que las demandas rebasan las del movimiento indígena. Se reivindica la unión PRÓXIMO	MIRIAM CISNEROS CERCANA	INTEGRACIÓN		
CONAIE H3Doc 3-13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2	26	Tenemos un acuerdo y me permiten leer este acuerdo entre las partes. Como resultado del diálogo se establece un nuevo decreto que deja sin efecto el decreto 883 para lo cual se instala una comisión que elaborará este nuevo decreto integrada por las organizaciones del movimiento indígena , participantes en este diálogo y el gobierno nacional con la mediación de las naciones unidas y la conferencia episcopal ecuatoriana y con la veeduría de las otras funciones del Estado. Con este acuerdo se terminan las movilizaciones y medidas de hecho en todo el Ecuador y nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país.	"decreto" refiere a un instrumento jurídico emitido por el presidente de la república en el que implementa medidas económicas. SIMILAR	"nuevo decreto que deja sin efecto el decreto 883" sugiere la derogación del dicho decreto, es decir el cumplimiento de la reivindicación del movimiento indígena y movimientos sociales. PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO Se asigna lugares específicos a los actores para representarlos. Así "movimiento indígena" y "gobierno" son los actores activos por participación pues son quienes han establecido un acuerdo. Los actores "naciones unidas" y "conferencia episcopal ecuatoriana" como mediadores son activos por circunstancialización pues esta coyuntura los coloca en la posición de moderadores. Finalmente "país" es el actor pasivo por beneficiación pues es quien se favorecen de las decisiones. <u>Sentido:</u> Darle solemnidad y valor vinculante al acuerdo que se establece entre las partes.	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN Se busca la adhesión de la mayoría al acuerdo alcanzado entre las partes. Se recurre a la figura de narrativización (lectura del acuerdo) para darle un carácter excepcional y hacer que las decisiones tomadas se propongan como obligatorias e inevitables en virtud de las circunstancias y particularidades del acontecer. Así, se menciona expresiones decisivas como "se establece un nuevo decreto", "deja sin efecto al decreto 883", "se terminan las movilizaciones y acciones de hecho en todo el Ecuador". <u>Sentido:</u> Dotar de solemnidad y legitimidad al acuerdo alcanzado para su aplicación obligatoria e inmediata.
	27	Un país capaz de acoger la diversidad cultural como una riqueza y no verla como un obstáculo. Un país donde hombres y mujeres queremos vivir como hermanos y hermanas como compañeros de un camino y no una tierra de enemigos o rivales. Sigamos construyendo la paz sobre los cimientos de la justicia, de la verdad de la libertad y de la equidad.	"hermanos y hermanas" como apelativo de miembros que reconocen la fe católica "compañeros" remite al compañerismo de la fe católica que sugiere la vida en común, la solidaridad. PRÓXIMO	La mención a "justicia", "verdad", "libertad" "equidad" sugieren valores de bien común que pueden asemejarse a las reivindicaciones de los movimientos sociales PRÓXIMO	MONSEÑOR LUIS CABRERA CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H3Doc 4 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2	28	Mis queridos hermanos y hermanas de este estado plurinacional, primero antes de es decir lo yo creo que es importante, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, solamente cambiar una letra. En lugar de este nuevo decreto , poner otro nuevo decreto .	"hermanos", "hermanas" como apelativo de los miembros del movimiento indígenas en su interior "decreto" refiere a un instrumento jurídico emitido por el presidente de la república en el que implementa medidas económicas. PRÓXIMO	"hermanos y hermanas" asociado con "pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador" sugiere que habla solo en nombre del movimiento indígena. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN Para hablar de las luchas y el logro conseguido del acuerdo alcanzado con el gobierno, el actor y vocero "movimiento indígena" suprime parcialmente al otro actor del acuerdo, es decir "el gobierno". La presencia de este actor solo se puede desentrañar a través del contexto pero su acción está ausente del discurso como actor activo en la confección del acuerdo. El actor vocero CONAIE se describe a sí mismo como el protagonista activo de la lucha y el responsable por seguir velando por los derechos y demandas que aún se encuentran en conflicto. Así, presenta su acción como ""nos hemos levantado en busca de la libertad, en defensa de nuestros derechos"" , ""valentía de hombres y mujeres que salimos a nuestras calles (...)único camino de buscar vías importantes para un verdadero desarrollo del país"" , ""hemos tenido un proceso de luch de resistencia"". Al mismo tiempo, el vocero hace una supresión parcial del actor presidente, pues no lo nombra directamente en el discurso pese a que está presente en el desentrañamiento del contexto. Así, se describen las consecuencias de la represión sin emitir acusaciones directas al Estado, sino señalar responsabilidades en las instituciones y los ministros, con expresiones como: ""es importante respetar la constitución, el derechos a la consulta previa, libre e informada y otros derechos"" , ""hemos tenido en este proceso de lucha de resistencia (...) más de 2000 heridos, más de mil presos, alrededor de 10 asesinados"" , ""hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional"" , ""pedimos (...) la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa"" Sentido: Condicionar el levantamiento de medidas de hecho con el cumplimiento del respeto de otros derechos y demandas y renuncia de ministros". El gobierno no es un actor de la lucha social	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan al veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de racionalización en la que se toman acciones como premisas para emitir conclusiones sobre ciertos actores y rechazar su lugar. Así se expresa: "es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa libre informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades" Se recurre también a la figura de autorización apelando a la ley para dotar el discurso y a las condiciones de negociación de legitimidad. Así se señala que las demandas se enmarcan en instrumentos jurídicos y que el Estado ha infringido la ley al irrespetar ciertos de esos derechos. Así CONAIE actúa "en defensa de nuestros derechos", "en este proceso de lucha de resistencia" mientras que el Estado no siempre ha respetado "el derecho a la consulta previa, libre e informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades", ha incurrido en "tortura de las fueras armadas y también de la policía nacional" y "violación de derechos humanos". Sentido: el Estado es abusador el gobierno no respeta la Constitución y abusa de su poder
	29	Señor presidente quisiera también aprovechar de esta ocasión, quisiéramos de que la constitución se respete y conocemos de que, nuestros territorios donde vivimos, y el señor contralor lo sabe, todos sabemos. Nuestros territorios también están viviendo consecuencias por la presencia de las empresas transnacionales y tendremos graves problemas. Y así es que es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa libre informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades.	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto- determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"territorios" asociado a la "presencia de las empresas transnacionales" sugiere la reivindicación del movimiento indígena sobre el derecho al territorio consignado en Constitución e instrumentos internacionales. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	30	Nosotros veníamos pidiendo hace tiempo conversar estos procesos así es que quisiéramos también de corazón ponernos y decir de que, los pueblos y nacionalidades y los sectores sociales que nos hemos levantado en busca de la libertad, en defensa de nuestros derechos pues decirlo si y reconocemos la valentía de hombres y mujeres que salimos a nuestras calles y creo que es el único camino de buscar vías importantes para un verdadero desarrollo del país	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"en defensa de nuestros derechos" asociado a "nos hemos levantado en busca de libertad" sugiere que los derechos están en constante vulneración o propensos a serlo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	31	Nuestros territorios también están viviendo consecuencias por la presencia de las empresas transnacionales y tendremos graves problemas. Y así es que es importante respetar la constitución, el derecho a la consulta previa libre informada y otros derechos de los pueblos y nacionalidades. Así es que también quisiéramos agradecer a las Naciones Unidas, Conferencia Episcopal por esta intermediación.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"derecho a la consulta previa, libre e informada" y "otros derechos de los pueblos y nacionalidades" asociado a "es importante respetar la constitución" sugiere que aun siendo vigentes, estos derechos son vulnerados, o en riesgo de serlo. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	32	Creo que es importante señor presidente e informar este momento y es un resumen que hemos hecho. Hemos tenido en este proceso de lucha de resistencia de nuestros pueblos más de 2.000 heridos, más de mil presos, alrededor de 10 asesinados y el número puede aumentarse este momento.	"resistencia" refiere a una postura política y social que permanece en oposición o vigilancia frente al abuso. SIMILAR	"este proceso de lucha de resistencia" asociado a "más de 2000 heridos" y "10 asesinados" sugiere que el conflicto no está saldado y que existen responsabilidades pendientes PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

	33	Alrededor de más de 100 desaparecidos a nivel del país y hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional. Y eso es una violación de derechos humanos. Argumento suficiente señor presidente, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad "ministra/o" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. SIMILAR	"violación de derechos humanos" asociado a "100 desaparecidos", "tortura de las fuerzas armadas y también de la policía" sugiere un abuso de poder por parte del Estado. "ministros" como representantes del Estado señalados como responsables de los abusos. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	35	Así es que en nombre del pueblo ecuatoriano, a nombre de las mujeres valientes, a nombre de esa juventud que en medio de humos gritaba la libertad, en medio de humos gritaban presidente, luchemos juntos y con lágrimas en los ojos nos decía, presidente hay que seguir caminando. Y a nombre de mis dirigentes de los pueblos y nacionalidades, preocupados porque estábamos ahí, señor presidente. Somos autoridades comunitarias y es por eso cumplimos también un mandato de nuestro pueblo.	"luchemos" refiere a la disputa en el plano político y social "dirigentes" refiere a los miembros del movimiento que representan a colectivos locales, regionales, nacional. "comunitarias" refiere a la forma de organización social, económica y con carácter colectivo de los pueblos y nacionalidades SIMILAR	"dirigentes de los pueblos y nacionalidades", "autoridades comunitarias" hace alusión a un tipo de organización social y política de los pueblos indígenas a través de los que se ejerce un proyecto colectivo con tintes sociales y políticos que se develan en las reivindicaciones de la CONAIE PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	36	Se ha dejado sin efecto el decreto 883 y eso es para todo el país. Muchas gracias hermanos y hermanas de todo el país y autoridades por ese apoyo, por esa conciencia. Deciré el movimiento indígena del Ecuador CONAIE , ese Ecuador es un estado plurinacional.	"decreto" refiere a un instrumento jurídico emitido por el presidente de la república en el que implementa medidas económicas. SIMILAR	"sin efecto el decreto 883" asociado "es para todo el país" sugiere que la lucha reivindicativa del movimiento indígena rebasa las demandas de los pueblos y nacionalidades. "movimiento indígena del Ecuador" junto a "Ecuador es un estado plurinacional" enfatiza en que el movimiento indígena se reconoce en esa nación plural que ha conseguido poner en marcha. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	37	Muchas gracias por esa entrega y compromiso, ese compromiso no solamente para los pueblos y nacionalidades indígenas sino compromiso y una decisión firme pues para el país todos los hermanos y hermanas , para 16 millones ecuatorianos y ecuatorianas. Compañero Marlon, nuestro coordinador del movimiento plurinacional Pachakuti muchas gracias Hermanos de los medios de comunicación, en especial queremos reconocer de corazón también, a nombre del consejo de gobierno de la CONAIE , en nombre del movimiento indígena y todos los pueblos y nacionalidades del Ecuador, a los medios comunitarios digitales, a los lancesos digitales. A todos los medios que han estado siguiendo paso a paso todo lo que estaba sucediendo en este proceso de resistencia, en este proceso de lucha de estos 13 días.	"medios de comunicación" referente a los canales de radio, prensa, televisión e internet "movimiento plurinacional Pachakuti" referente al brazo de representación política y electoral del movimiento indígena CONAIE "medios comunitarios" refiere a los medios de comunicación conducidos por comunidades indígenas "lucha" refiere a la disputa en el plano político y social SIMILAR	"hermanos y hermanas" asociado a "para 16 millones de ecuatorianos y ecuatorianas" sugiere que la lucha del movimiento indígena rebasa las demandas de los pueblos y nacionalidades Reconocimiento a "medios comunitarios digitales" sugiere un rol de contrapoder determinante de la difusión de la información en la lucha reivindicativa para convocar, unir e informar oportunamente. Se diferencian de los medios de comunicación tradicionales. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE ELISIÓN Y DE REORDENAMIENTO ESTRATEGIA DE ELISIÓN Se suprime parcialmente a un actor de manera que desaparezca en relación con ciertas acciones, en este caso se invisibiliza parcialmente al gobierno, suprimiendo su papel en el acuerdo alcanzado. Así "movimiento indígena" como vocero se representa como el único actor presente y activo. Es el protagonista de las reivindicaciones y de la lucha no solo por demandas propias sino por los derechos de toda la población del Ecuador. Por tanto es el protagonista principal del acuerdo alcanzado. Se suprime la participación del gobierno en la concreción del acuerdo. Así se describe a sí mismo y sus aliados con las siguientes expresiones "ese compromiso no solamente para los pueblos y nacionalidades indígenas sino compromiso y una decisión firme para el país (...) 16 millones de ecuatorianos y ecuatorianas", "compañeros de lucha, para poder lograr un objetivo importante", "reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país", "hemos derogado juntos con la lucha, se ha derogado el decreto 883".	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Y DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de autorización apelando a la ley y a la moral (el bien común) para validar las acciones y dotar el discurso de veracidad. Así el vocero "movimiento indígena" valora positivamente sus acciones en pos del bien común con expresiones como "muchas gracias por esa entrega y compromiso", "hemos derogado juntos con la lucha", "la lucha no es solamente para los indígenas sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas", "luchar por nuestra patria", "ha sido una lucha de todo el pueblo", "este lazo de unidad que demuestra que la lucha que llevamos desde las organizaciones / ... también por

ANEXOS

38	Compañeros de lucha, para poder pues lograr un objetivo importante. Agradecer de corazón a mi amigo, a mi hermano presidente de la casa de la cultura Camilo, ¿Dónde está Camilo? Muchas gracias hermano de corazón, te apreciamos mucho. Simplemente el reconocimiento por ese compromiso, no por los indígenas, sino por el país.	"compañeros" referente al apelativo entre los miembros de la organización social "reconocimiento" como acción de agradecimiento y consideración por una actitud solidaria. SIMILAR	"compañeros de lucha" sugiere un colectivo unido bajo los mismos valores y reivindicaciones. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	se ha derogado el decreto 883, luchar por nuestra patria", "lucha que llevamos dede las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas", "seguiremos firmes la lucha", "el día de ayer acaba de firmar la historia del movimiento indígena", "ellos han hecho más que pedirle al presidente que derogue el decreto 883", "movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria", "luchamos por los derechos colectivos". <u>Sentido:</u> el gobierno no es un actor de la lucha social. ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El actor vocero CONAIE se describe a si mismo como el protagonista activo de la lucha y el responsable por seguir velando por los derechos y demandas que aún se encuentran en conflicto. Mientras tanto los miembros del gobierno son descritos como pasivos. Así, las acciones de la CONAIE se expresan con: "luchar por nuestra patria", "lo han levantado porque lo han exigido el Estado, no ha levantado sin motivo alguno", "haciendo uso del derecho a la resistencia", "estamos defendiendo nuestros territorios", "esta lucha que hemos hecho los pueblos indígenas", "nos hemos puesto frente a esta lucha, exponiendo nuestra vida", "nos hemos enfrentado, nos hemos parado a la represión", "luchamos por los derechos colectivos", "aquí estamos las mujeres exigiendo los derechos en la constitución" El Estado y sus miembros por su parte se describen como "ministros que ganan con nuestra plata", "ministros vagos", "a pedido verbal hacen los oídos sordos" Sentido: la CONAIE es garante de hacer respetar los derechos.	organizaciones (...) es también para velar por los intereses de todos los ecuatorianos", "se puede estar convirtiendo en uno de los mayores levantamientos de la historia del Ecuador", "el movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria", "luchamos por los derechos colectivos", "exigiendo los derechos en la constitución y en la ley nos amparan a nosotras las mujeres" Sentido: la lucha y reivindicaciones de la CONAIE son justas y en favor de toda la población ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Implica un proceso tendiente a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad de las acciones de un sector social. Así se recurre en el discurso del vocero CONAIE a la figura de racionalización para señalar las acciones de abuso del gobierno y rechazar su lugar, y al mismo tiempo legitimar las acciones de CONAIE. Así se expresan las acciones del Estado a través de las siguientes expresiones: ""la sangre derramada de nuestros hermanos"", ""le tocaron el bolsillo de los más pobres"", ""a pedido verbal hacen de los oídos sordos"", ""nos reprimió sin pena"", ""han incrementado un nivel de violencia brutal en el Ecuador que ha dejado muertos, que ha dejado heridos, desaparecidos"". Frente a eso la acción de CONAIE es: ""no ha quedado más que acudir al derecho constitucional que es el derecho a la resistencia"", ""nos hemos enfrentado, hemos parado la represión"", ""le hemos dicho al gobierno aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos"". Sentido: la acción de CONAIE es justa frente a la injusticia y el abuso de poder
39	A la prensa internacional que han hecho un alcance importante Si, mucha gente dijo, bueno son la marcha de los indígenas ¿que estarán buscando? ¿que estarán reclamando?	"prensa internacional" refiere a los medios de prensa, televisión, internet y radio de otros países fuera de Ecuador. SIMILAR	"A la prensa internacional que ha hecho un alcance importante" sugiere un rol importante de la difusión de la información a nivel mundial para evidenciar, contrarestar, denunciar las posibles acciones abusivas del Estado y la difusión de otras narrativas distorsionadas. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
40	Así nos dijeron. Pero yo creo que es importante reconocer y es reconocimiento nacional e internacional, hemos liberado al país. Hemos liberado un derecho compañeros y compañeras.	"reconocimiento nacional e internacional" como acción de agradecimiento y consideración por una actitud solidaria.	"reconocimiento nacional e internacional" asociado a "hemos liberado un derecho" sugiere un resultado positivo del esfuerzo de lucha PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
41	Juntos con nuestros pueblos y hemos logrado compañeros y compañeros. Hemos derogado juntos con la lucha, se ha derogado el decreto 883. Me han confirmado si es la posibilidad desde esta tarde, o más tardar hasta mañana o desde mañana tendrán que normalizarse todas las tarifas la gasolina, diésel.	"derogar" refiere a la anulación de una norma jurídica. "lucha" refiere a la disputa en el plano político y social SIMILAR	"hemos derogado" asociado a "juntos con la lucha" sugiere un resultado positivo del esfuerzo fruto de las reivindicaciones. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
42	Eso tiene que normalizar. Eso quiere decir que la lucha no es solamente para los indígenas sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas Y agradecer también de corazón, compañeros y compañeras, a todos los dirigentes de las organizaciones de base. Hasta hoy están todavía paralizadas en otras provincias tal vez los medios tratan de hacer confundir.	"lucha" refiere a la disputa en el plano político y social "dirigentes" refiere a los miembros del movimiento que representan a colectivos locales, regionales, nacional. "medios" referente a los canales de radio, prensa, televisión e internet SIMILAR	"lucha no solamente para los indígenas sino para todos los ecuatorianos y ecuatorianas" insiste sobre la dimensión amplia de la lucha del movimiento indígena. "dirigentes de las organizaciones de base" sugiere una organización política propia PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
43	El pueblo tiene que expresarse como piensa o como pensamos. Por eso dije ayer, a esos ministros que ganan con nuestra plata. Sentados se ganan más de dos mil dólares y les dije, señor presidente, te hacen quedar mal, tienes ministros vagos que no hacen nada por la patria. Que no planifican, que no hacen bien.	"ministros" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. SIMILAR	"ministros" asociado a "que ganan con nuestra plata", "vagos que no hacen nada por la patria" sugiere un punto de conflicto pendiente con el Estado y el presidente. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H3Doc 5 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimient os)	44	Estamos recibiendo amenazas en este momento. Lo único que hemos hecho compañeros , es luchar por nuestra patria y dijimos que tiene que ir la señora Romo, la ministra del gobierno tiene que bajarse. Y el ministro de defensa, el señor Jarrín, tiene que ir a la casa. Pero más allá de eso con todo lo que ha pasado, la sangre derramada de nuestros hermanos no va a quedar así. Esos dos ministros tienen que pagar por todo este crimen al pueblo ecuatoriano. Tienen que ir a tener procesos legales, compañeros y compañeras .	"ministros" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente.	"ministra" asociado a "tiene que bajarse" y "dos ministros tienen que pagar por todo este crimen", "tienen que ir a procesos legales" sugiere una demanda de responsabilidad por la vulneración de derechos	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	45	Estamos recibiendo amenazas en este momento. Lo único que hemos hecho compañeros , es luchar por nuestra patria y dijimos que tiene que ir la señora Romo, la ministra del gobierno tiene que bajarse. Y el ministro de defensa, el señor Jarrín, tiene que ir a la casa.	"lucha" refiere a la disputa en el plano político y social	"luchar por nuestra patria" indica que el movimiento indígena se autoidentifica con la nación Ecuador. Sus reivindicaciones son de carácter amplio.	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	46	Con ese compañero estuviera de lucha entre el campo y la ciudad. Queremos felicitar a esos jóvenes a esas mujeres a todas esas brigadas médicas a todo el pueblo porque está ha sido la lucha de todo el pueblo. Y el pueblo quiteño ha podido entender, ha podido encontrar también las nacionalidades de la Amazonia de la sierra de la costa, este lazo de unidad que demuestra que la lucha que llevamos desde las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas , es también por velar por los intereses de todos los ecuatorianos y de todas las ecuatorianas. Nosotros exigimos y hemos hablado con la fiscal general de la nación en la reunión que se mantuvo que no haya criminalización a todas las personas, a todos los detenidos que ha habido durante este paro nacional.	"lucha" refiere a la disputa en el plano político y social "indígena" como sujeto social y político y con autodeterminación cultural	"lucha que llevamos desde las organizaciones sociales, las organizaciones indígenas, es también por velar por los intereses de todos los ecuatorianos y de todas las ecuatorianas" reitera la idea de una lucha social amplia y no solo por las demandas de pueblos y nacionalidades indígenas.	ANDRES TAPIA CERCANO	INTEGRACIÓN	
	47	De igual manera, el parque del Arbolito que nosotros lo hemos llamado el parque de la Resistencia, se ha convertido en el sitio histórico de este segundo levantamiento indígena y popular, que tenemos bastante autoridad para decir compañeros , se puede estar convirtiendo en una de los mayores levantamientos de la historia del Ecuador y sin duda, en el mayor levantamiento indígena en la historia de la CONAIE compañeros así que nuestro saludo a todos los que han hecho posible esto. Seguiremos firmes en la lucha , a nuestras bases de la región amazónica están ahí pendiente, están movilizadas.	"indígena" como sujeto social y político y con autodeterminación cultural "lucha" refiere a la disputa en el plano político y social	"levantamiento indígena" hace referencia a las protestas de la CONAIE en el año 1990 que marcó un hito histórico en la lucha de los pueblos y nacionalidades y del pueblo ecuatoriano en general contra el neoliberalismo.		INTEGRACIÓN	
	48	Buenas tardes, señores periodistas, señor compañero presidente de la CONAIE , compañeros presidentes de organizaciones regionales. En esta tarde tengo que agradecer a todos los medios de comunicación que han hecho la cobertura de este levantamiento indígena histórico, denominado el mes de la resistencia.	"medios de comunicación" referente a los canales de radio, prensa, televisión e internet	"agradecer a todos los medios de comunicación que han hecho la cobertura de este levantamiento indígena" sugiere un rol de contrapoder determinante de la difusión de la información en la lucha reivindicativa para convocar, unir e informar oportunamente.	CARLOS SUKUSHUÑAY CERCANO	INTEGRACIÓN	
	49	Como al pedido verbal hacen de los oídos sordos, no ha quedado más que acudir al derecho constitucional que es el derecho de la resistencia. Haciendo uso del derecho a la resistencia, el día de ayer, acaba de firmar la historia del movimiento indígena de la región interandina del Ecuador, partiendo de Zamora Chinchipe, de las provincias de Loja, Saraguro, Cañar, Azuay, Chimborazo, Tungurahua, Cotopaxi, Bolívar y Pichincha, Cayambe, Imbabura y Carchi y una parte de la zona de Esmeraldas. Ellos han hecho más que pedirle al presidente que derogue el decreto 883.	"movimiento indígena" referente a la CONAIE y sus filiales regionales.	"firmar la historia del movimiento indígena" sugiere que el logro conseguido por la lucha es un hito que se equipara con las luchas más fuertes que ha llevado adelante el movimiento indígena. Rebasa las reivindicaciones de los pueblos y nacionalidades.	CARLOS SUKUSHUÑAY CERCANO	INTEGRACIÓN	
	50	Muy buenas tardes a todo el pueblo ecuatoriano nosotros como región costa por primera vez hemos salido a las calles, a luchar y a defender por nuestro pueblo ecuatoriano. Agradezco a nombre de la CONAIE, a mis hermanos de las nacionalidades de la costa, Chachi, Epera, Awá, Tsáchila, Manta Huancavilca, también, a los hermanos	"lucha" refiere a la disputa en el plano político y social	"luchar" asociado a "nuestro pueblo ecuatoriano" sugiere el reconocimiento de pertenencia a la nación Ecuador y que la lucha rebasa las reivindicaciones de los pueblos y nacionalidades	JAVIER AGUAVIL CERCANO	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

51	A mí me duele el alma, me duele en el corazón que este gobierno nos reprimió sin pena a nosotros. Pero el día de ayer, hicimos notar hicimos eco, la voz del pueblo, la voz de dios y aquí estamos defendiendo nuestros territorios. También queremos agradecer a mis hermanos quienes en cada uno de los rincones aportaron con un grano de arena alimentos, medicamentos, que vinieron aquí a la casa de la cultura.	"defendiendo" referente a amparar en una situación de vulneración o abuso SIMILAR	"estamos defendiendo nuestros territorios" indica que el derecho al territorio está vulnerado o en riesgo de serlo PRÓXIMO	JAVIER AGUAVIL CERCANO	INTEGRACIÓN
52	Estimados compañeros y compañeras . Nada más agradecer y sumarme a las palabras de todos muchos dirigentes nacionales. Nosotros no somos dirigentes políticos. Nosotros lo que hacemos es dirigir desde las bases para sostener las estructuras nacionales y regionales.	"compañeros" referente al apelativo entre los miembros de la organización social "dirigentes" refiere a los miembros del movimiento que representan a colectivos locales, regionales, nacional. SIMILAR	"no somos dirigentes políticos" sugiere que no toman decisiones de forma jerárquica sino que son los representantes de las bases locales. Forma organizativa propia. PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
53	Ni un milímetro atrás, compañeros y compañeras, Estamos a expectativas, todo el país está a expectativas, que salga ese decreto que deroga definitivamente el 883. Así también el pueblo ecuatoriano está a las expectativas, en el momento, en este caso, que renuncie la señora ministra Romo y el señor ministro Jarrín. Es de manera inmediata e innegociable porque han incrementado un nivel de violencia brutal en el Ecuador que ha dejado muertos, que ha dejado heridos, desaparecidos.	"ministra/o" como funcionarios del Estado y miembros del gobierno designados por el presidente. SIMILAR	"ministra Romo y el señor ministro Jarrín" asociado a "que renuncie" y "de manera inmediata e innegociable porque han incrementado un nivel de violencia brutal" sugiere una demanda de responsabilidad por la vulneración de derechos PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
54	Estar unidos y estar atentos. En cada rincón, en cada territorio que haya problemas, actuaremos de manera conjunta, colectiva. Necesitamos salir de este modelo económico extractivista. El tema petrolero, el tema minero está acabando con nuestros territorios . Esa es la siguiente batalla que tenemos que enfrentar hermanas y hermanos .	"nuestros territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico. SIMILAR	"nuestros territorios" asociado a "el tema minero, el tema petrolero" sugiere una de las reivindicaciones del movimiento indígena de luchar contra el extractivismo PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
55	Por ello decimos, esas son las fuentes de economía que nos garantizan el equilibrio entre la naturaleza y el ser humano sino seguiremos siendo, compañeras y compañeros , aportantes a la destrucción de la madre tierra. Nosotros luchamos no sólo porque queremos ser hijos de la madre tierra, sino porque si no tenemos madre, simplemente nos perecemos como seres humanos.	"luchamos" refiere a la disputa en el plano político y social	"luchamos" asociado a "ser hijos de la madre tierra" sugiere una reivindicación propia de los pueblos y nacionalidades relacionado a su concepción de la relación entre el hombre y la naturaleza PRÓXIMO	LEONIDAS IZA CERCANO	INTEGRACIÓN
56	Nos ha dejado esta casa donde se ha escrito la historia del país. Estamos dolidos muchos por qué encima de los muertos, el gobierno vino a dialogar por la paz, pudiendo haber hecho eso antes, pero tuvieron que morir hermanos y hermanas , derramar la sangre para que el gobierno tenga que sentarse con el movimiento indígena . Qué desgracia de país y todos los gobernantes han sido así, por eso quizás el movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria. No hemos venido aquí por ningún interés mezquino, simplemente, hemos venido a decir al país de ese decreto 883 nos va a sacar los centavos a los más pobres de los bolsillos.	"movimiento indígena" referente a la CONAIE y sus filiales regionales. SIMILAR	"movimiento indígena" asociado a "la reserva moral de la patria" sugiere que la lucha de los pueblos y nacionalidades es en nombre de toda la nación del Ecuador por sus objetivos son por una idea de bien común y no particular PRÓXIMO	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN
57	Quiero agradecer a la mujer , especialmente esas mujeres que hicieron posible esta movilización nacional. Sin mujeres no hay movilización ni revolución. Sin mujeres no hay democracia. Y muchas gracias, mujeres que llevaron el corazón. ¡Y a esos ciudadanos que nos han acogido en este Quito, Luz de América!	"mujer" como categoría específica de representación social y política SIMILAR	"sin mujeres" asociado a "no hay movilización", "ni revolución", "no hay democracia" sugiere el lugar de reivindicación social y política desde el género planteado desde la CONAIE. PRÓXIMO	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN
58	Buenas tardes hermanos y hermanas de todos los rincones que nos acompañan en este día. Agradecer a todos los medios de comunicación especialmente a los medios digitales que han transmitido día a día esta lucha que hemos hecho los pueblos indígenas y también los ecuatorianos.	"medios de comunicación" referente a los canales de radio, prensa, televisión e internet SIMILAR	"medios de comunicación" asociado a "han transmitido día a día esta lucha" sugiere un rol de contrapoder determinante de la difusión de la información en la lucha reivindicativa para convocar, unir e informar oportunamente. PRÓXIMO	LUISA LOZANO CERCANA	INTEGRACIÓN

ANEXOS

59	Nos hemos enfrentado, hemos parado la represión, nos hemos enfrentado sin taparnos la cara. Le hemos dicho al gobierno aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos, aquí estamos las mujeres exigiendo los derechos en la constitución y en la ley nos amparan a nosotras las mujeres . Pero lamentablemente es letra muerta para las mujeres , específicamente para las mujeres indígenas .	"mujer" como categoría específica de representación social y política SIMILAR	"mujeres" y "mujeres indígenas" asociado a "luchamos por los derechos colectivos", "exigiendo los derechos en la constitución y en la ley" sugiere el lugar de reivindicación social y política desde el género y la raza PRÓXIMO	LUISA LOZANO CERCANA	INTEGRACIÓN		
60	Agradecer a todos los medios de comunicación especialmente a los medios digitales que han transmitido día a día esta lucha que hemos hecho los pueblos indígenas y también los ecuatorianos. Como mujeres indígenas, como mujeres del campo y la ciudad, nos hemos puesto frente a esta lucha, exponiendo nuestra vida para defender los derechos colectivos de todo y todas. Nunca nos rendiremos y nunca agacharemos la cabeza frente a la represión que vivimos estos últimos días.	"defender" referente a amparar en una situación de vulneración o abuso "derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"defender los derechos colectivos" asociado a "exponiendo nuestra vida" sugiere que los derechos están siendo vulnerados o en riesgo de estarlo. PRÓXIMO	LUISA LOZANO CERCANO	INTEGRACIÓN		
61	Nos hemos enfrentado, hemos parado la represión, nos hemos enfrentado sin taparnos la cara. Le hemos dicho al gobierno aquí estamos las que luchamos por los derechos colectivos, aquí estamos las mujeres exigiendo los derechos en la constitución y en la ley nos amparan a nosotras las mujeres. Pero lamentablemente es letra muerta para las mujeres, específicamente para las mujeres indígenas.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"luchando por los derechos colectivos" y "las mujeres exigiendo los derechos en la constitución" asociado a "es letra muerta para las mujeres" sugiere que los derechos son vulnerados. PRÓXIMO	LUISA LOZANO CERCANO	INTEGRACIÓN		
62	Hemos venido recibiendo más de 530 años y ahora le hemos retado al estado que somos capaces de seguir construyendo un estado plurinacional , un estado libre, un estado democrático para que no nos sigan discriminando como pueblos indígenas.	"plurinacional" refiere a una forma de estado en el que se reconoce la existencia de las distintas nacionalidades indígenas SIMILAR	"seguir construyendo un estado plurinacional" sugiere que a pesar de que es un modelo consignado en la constitución, no se ejerce a cabalidad y que es un tema pendiente y en conflicto. PRÓXIMO	LUISA LOZANO CERCANO	INTEGRACIÓN		
63	Los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza al derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral o indígena . En ese marco se ha propuesto crear guardia indígena , comunitaria que brinden la seguridad dentro de nuestros territorios , apegado a la constitución, de cooperación entre la justicia ordinaria y la justicia indígena y con las autoridades de la justicia ecuatoriana.	"indígena" como sujeto social y político y con autodeterminación cultural "comunitarias" refiere a la forma de organización social, económica y con carácter colectivo de los pueblos y nacionalidades SIMILAR	"guardia indígena comunitaria" asociado a "nuestros territorios" sugiere una relación con la concepción de territorios indígenas como espacio de reproducción de los modos de vida y organización social, como eje de reivindicación del movimiento indígena. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se recurre a la figura de personalización por indeterminación que otorga una dimensión orgánica al vocero del discurso. Así se utiliza varias formas para hacer referencia al colectivo que se representa con expresiones como "los pueblos y nacionalidades del Ecuador", "las nacionalidades de la región amazónica", "1500 comunidades", "las nacionalidades", "nuestras comunidades". Se recurre también a la figura de impersonalización por especificación para nombrar al actor presidente de la república utilizando el recurso singular para asignarle su papel legítimo de acuerdo al cargo que ostenta. . Asimismo se utiliza aquella figura de impersonalización pero por generalización para nombrar a las "autoridades electas por el pueblo ecuatoriano". En ninguno de los casos, se mencionan los nombres de las personas con la intención de restarles su aspecto de humano y subrayar más bien su papel representativo institucional, es decir, el Estado. De la misma forma, CONAIE se autorepresenta mediante varias figuras como "los pueblos y nacionalidades del Ecuador", "represento a 1500 comunidades en toda la amazonia ecuatoriana", "nosotros" que corresponden a procesos lingüísticos de especificación por asimilación colectiva. Sentido: Los miembros del Estado son cargos institucionales con una responsabilidad. CONAIE es un colectivo representativo. Sentido: la CONAIE es un organismo que lleva adelante la lucha	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Y DE NEGOCIACIÓN ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Implica un proceso tendiente a desequilibrar un ejercicio de poder a través del cuestionamiento de la veracidad y de las acciones de un sector social y una respuesta tendiente a restablecer el orden social. Aquello se aplica en este caso a los medios de comunicación a los que se acusa de no ser objetivos en la forma de referirse al movimiento indígena. Se recurre a la figura de racionalización para emitir conclusiones morales sobre los actores a partir de sus acciones y así rechazar su lugar. Así, se señala a los medios de comunicación con expresiones como: "no es posible desinformar desde arriba", "han tratado de tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades", "rechazo rotundamente la persecución que nos hace y no vamos a permitir" Se hace aclaraciones frente a lo emitido con las siguientes expresiones "nosotros no somos terroristas, no somos vándalos, no somos subversivos, no somos guerrilleros, como nos han tratado de decirlo a las nacionalidades", "invito a todos los medios de comunicación ir a visitar", "quisiera invitar a todos los medios de comunicación (...) para conocer en qué situación vivimos, cómo vivimos, cómo están nuestras comunidades". <u>Sentido:</u> Develar el desconocimiento y el prejuicio de los medios de comunicación sobre los pueblos y nacionalidades indígenas. ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de autorización
64	Y esta lucha importante del pueblo ecuatoriano, esta lucha importante, histórico del pueblo ecuatoriano, ha sido en busca de la libertad, en busca de mejores días de todo el pueblo ecuatoriano. Presidente la CONAIE Jaime Vargas, un ciudadano como ustedes, me he propuesto luchar , luchar por los derechos colectivos, luchar en busca de la justicia social, en busca de la libertad, en busca de la igualdad, que tantos años, siglos y siglos hemos esperado, los pueblos, la gente campesina, los pueblos y nacionalidades. Y es por eso, me he propuesto estar aquí y estaremos aquí.	"lucha" refiere a la disputa en el plano político y social SIMILAR	"lucha" asociado a "busca de la libertad, en busca de mejores días de todo el pueblo ecuatoriano", "derechos colectivos" "justicia social", "libertad", "igualdad" sugiere los ejes reivindicativos del movimiento indígena que tienen carácter social y con dimensión del bien común más allá de las demandas específicas de los pueblos y nacionalidades. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
65	Cuidamos nuestra selva, nuestra frontera entre Perú y Ecuador, Colombia Ecuador. Hemos estado en esas fronteras y lo sabemos y ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo a la constitución y los tratados internacionales . Muchas gracias	"comunitarios" refiere a la forma de organización social, económica y con carácter colectivo de los pueblos y nacionalidades SIMILAR	"nuestros propios derechos comunitarios" asociado a "la constitución y los tratados internacionales" hace referencia a los derechos de los pueblos y nacionalidades específicos que otorgan derechos colectivos en materia de territorio, justicia, organización social. La defensa de estos derechos son parte de la lucha del movimiento indígena. PRÓXIMO		INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H3Doc 6 23 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE	66	Quiero reiterar una vez más. Nosotros las nacionalidades de la región amazónica conocemos nuestro hábitat, nuestros territorios , nuestra selva. Represento a más de 1500 comunidades en toda la Amazonía ecuatoriana. Nosotros, enmarcados en la constitución donde se nos otorga el autogobierno, autodeterminación, defender los territorios , eso ha sido único objetivo de las nacionalidades. Sobre todo, nuestro objetivo también, ha sido luchar contra el extractivismo que solamente han venido a saquear los recursos naturales renovables y no renovables por las transnacionales.	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico.	"territorios" asociado a "luchar contra el extractivismo" sugiere un eje prioritario en las reivindicaciones de los pueblos y nacionalidades.	MARLON VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	apelando a la ley para dotar el discurso y a las condiciones de negociación de legitimidad. Así, como actor colectivo hace mención de "tenemos el derecho constitucional que nos garantiza", "derecho de autodeterminación, autogobierno", "justicia ancestral o indígena", "apegado a la constitución", "ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo a la constitución y los tratados internacionales", "enmarcados en la constitución", "se nos otorga el autogobierno, autodeterminación"
	67	Por eso, nosotros conocemos que las nacionalidades cuidamos la frontera, la frontera viva y conocemos, porque vivimos y nuestro Cuidado de los linderos de la frontera internacional ha sido la responsabilidad de las nacionalidades. Que muchas veces el Estado ha tenido la incapacidad de controlar en absoluto los territorios fronterizos.	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico.	"frontera internacional" asociado a "territorios fronterizos" sugiere una doble interpretación de la frontera. Una nacional que remite a la soberanía del Estado ecuatoriano y otra, a los territorios indígenas que se encuentran en los confines de la nación Ecuador. El cuidado de los pueblos y nacionalidades no es por la soberanía sino por la integración "frontera viva".	MARLON VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	Sentido: CONAIE defiende y vela por los derechos ya adquiridos pero que no se respetan.
	68	Pero nosotros, compañeros y compañeras , hemos sabido cuidar esos espacios territoriales . Y quiero ser enfático, nosotros no somos terroristas, no somos vándalos, no somos subversivos, no somos guerrilleros, como nos han tratado de decirlo a las nacionalidades. Sin las nacionalidades, qué pasaría con este es con esas fronteras compañeros y compañeras , que hemos demostrado en el año 1995, compañeros . Por eso pues, nosotros sí tenemos guardia indígena en los territorios .	"territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico.	"territorios" asociado a "guardia indígena" sugiere un ejercicio de cuidado del territorio acorde a una concepción del territorio como espacio de reproducción de vida comunitaria, diferente de la seguridad a la propiedad privada. Reivindicación por el territorio como eje de la lucha del movimiento indígena.	MARLON VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	69	Por eso invito a todos los medios de comunicación ir a visitar, a caminar, caminemos, todos los medios de comunicación, que han tratado de tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades de la Amazonía ecuatoriana. Yo sí quisiera invitar a todos los medios de comunicación a caminar un día, dos días, tres días, cinco días, quince días, un mes, a recorrer todo el territorio amazónico para conocer en qué situación vivimos, cómo vivimos, cómo están nuestras comunidades , nuestros hijos, nuestras hijas, nuestra familia, nuestros padres nuestros abuelos, nuestras abuelas. En eso sí invitó, porque no es posible desinformar desde amba, desde Quito y desde Guayaquil, pero mientras nuestras comunidades viven de distinta manera. Yo creo que hay que ir a los territorios , para informar cómo vivimos a nivel nacional e internacional . Por eso, yo rechazo rotundamente la persecución que los hace y no vamos a permitir, compañeros y compañeras .	"medios de comunicación" referente a los canales de radio, prensa, televisión e internet "comunitarios" refiere a la forma de organización social, económica y con carácter colectivo de los pueblos y nacionalidades "territorios" referido como territorios indígenas. Desde donde se materializa la auto-determinación indígena. Sentido simbólico y jurídico.	"medios de comunicación" asociado a "tergiversar la lucha histórica de los pueblos y nacionalidades" refiere a los medios tradicionales en manos de corporaciones que han difundido una versión de la lucha del movimiento indígena. "recorrer todo territorio amazónico" asociado a "nuestras comunidades" sugiere informar objetivamente sobre las necesidades y demandas de los pueblos y nacionalidades. Retratar la realidad con información objetiva.	MARLON VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	
	70	Así es que quiero hacer conocer al país, de lo que se ha manifestado, de los pronunciamientos que se han dado en estos últimos días. Los pueblos y nacionalidades del Ecuador, tenemos el derecho constitucional que nos garantiza al derecho de autodeterminación, autogobierno, y a la justicia ancestral o indígena. En ese marco se ha propuesto crear guardia indígena, comunitaria que brinden la seguridad dentro de nuestros territorios, apegado a la constitución, de cooperación entre la justicia ordinaria y la justicia indígena y con las autoridades de la justicia ecuatoriana.	"derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"tenemos derecho constitucional" y "derecho de autodeterminación y autogobierno y a la justicia ancestral indígena" sugiere que aun si estos derechos están vigentes, es necesario recordarlos y aclarar sus alcances. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

71	Segundo lugar, los pueblos y nacionalidades, reconocemos a las autoridades electas por el pueblo ecuatoriano, y en especial al presidente constitucional del Ecuador de lo cual somos parte de aquello. Por tanto, nos hemos propuesto y hemos decidido frontalmente y abiertamente mantener el diálogo con el Estado, con el gobierno, para construir el verdadero estado plurinacional que tanto soñamos todos los ecuatorianos y ecuatorianas.	"plurinacional" refiere a una forma de estado en el que se reconoce la existencia de las distintas nacionalidades indígenas SIMILAR	"construir un verdadero estado plurinacional" sugiere que es un proceso que aún está en curso y que está en conflicto. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
72	Cuidamos nuestra selva, nuestra frontera entre Perú y Ecuador, Colombia Ecuador. Hemos estado en esas fronteras y lo sabemos y ejercemos nuestros propios derechos comunitarios de acuerdo a la constitución y los tratados internacionales. Muchas gracias	"derechoS" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad SIMILAR	"ejercemos nuestros propios derechos comunitarios" sugiere la vigencia de derechos que están en disputa permanente. PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN
73	Represento a más de 1500 comunidades en toda la Amazonia ecuatoriana. Nosotros, enmarcados en la constitución donde se nos otorga el autogobierno, autodeterminación, defender los territorios, eso ha sido único objetivo de las nacionalidades. Sobre todo, nuestro objetivo también, ha sido luchar contra el extractivismo que solamente han venido a saquear los recursos naturales renovables y no renovables por las transnacionales.	"defender" referente a amparar en una situación de vulneración o abuso SIMILAR	"defender los territorios" implica las nociones en disputa del concepto de "territorio" que para los pueblos y nacionalidades está ligada a su forma social de organización y ejercicio político "autogobierno", "autodeterminación". Aquellos derechos están en permanente conflicto. PRÓXIMO	MARLON VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN

CONAIE H3 MC2- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: DERECHOS-MINISTRO/A/S- SOCIALES- PALABRA- TRABAJO/TRABAJAR/DORES- ORGANIZACIÓN/ORGANIZAR- UNIVERSIDAD- DECISIÓN/DECIDIR- PLURINACIONAL/IDAD- RESISTENCIA/RESISTIR- DEFENSA/DEFENDER- PAZ- DIÁLOGO/DIALOGAR- CONSTRUCCIÓN/CONSTRUIR. MEDIDAS/MEDIR	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO- TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? LIMITES DEL DIÁLOGO Y LA PAZ. RETOS DE FUTURO	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DE LA
CONAIE H3Doc 1 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 1	1 Los importantes desafíos que estamos viviendo y juntos buscar con sabiduría las soluciones apropiadas. Que las decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos y particularmente de los sectores marginados tanto de los campesinos como de los indígenas para conseguir la paz . Se necesita valor, mucho más que para hacer la guerra.	"paz" como fin del conflicto "decisiones" referente a resoluciones políticas. DISTINTO	"decisiones" asociado al objetivo de "conseguir la "paz" sugiere el lexico de mediadores cuya negociación buscar llegar a un objetivo concreto. PRÓXIMO	ARNAUD PERAL DISTINTO	AMBIVALENTE	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero quien es el mediador del diálogo para la resolución del conflicto señala a los actores activos de la discusión en manos de quienes están las decisiones y los actores pasivos beneficiarios de las decisiones. El objetivo final es la paz. Los actores activos se señalan como "señor presidente estimados y estimados líderes y lideresas de los movimientos indígenas ecuatorianos" y los actores beneficiarios se describen como "todos los ecuatorianos y particularmente de los sectores marginados tanto de los campesinos como de los indígenas". <u>Sentido:</u> Plantear la responsabilidad que está en juego	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN Se busca la adherencia de sectores que están en oposición. En este caso, alrededor de valores superiores, se busca que tanto el actor CONAIE como el actor Estado adhieran a la paz. Se recurre a la figura de autorización apelando a valores indiscutibles para legitimar la acción. Así se utilizan las expresiones "buscar con sabiduría las soluciones apropiadas", "decisiones que tomen respondan a las aspiraciones de todos los ecuatorianos", "seamos valientes, apostemos por la paz", "felicitar la voluntad de diálogo, la voluntad de paz, la voluntad de reconciliación", "momento de ir reconstruyendo un camino de paz y dejar atrás la violencia, dejar atrás el odio", "les felicito por esa mano tendida", "esta mesa es una victoria", "salgan acuerdos que salga paz, reconciliación". Sentido: La paz es en beneficio de la mayoría.
	2 Se necesita valor, mucho más que para hacer la guerra. Iniciemos este diálogo con un minuto de silencio en memoria de todas las personas que han perdido la vida en estos días de violencia. Bienvenidos a esta mesa de escucha y negociación cuenten con nuestro incondicional apoyo seamos valientes apostemos por la paz muchas gracias	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "paz" como fin del conflicto DISTINTO	"diálogo" en este contexto como medio para conseguir el objetivo, es decir la "paz" PRÓXIMO	ARNAUD PERAL DISTINTO	AMBIVALENTE		
	3 Muy buenas tardes con todas y con todos. Estimado señor presidente estimados y estimados líderes y lideresas de los movimientos indígenas ecuatorianos, como señor Cabrera. Estimados representantes de las funciones del Estado, estimados representantes de los medios de comunicación, señoras, señores, colegas todos. Señoras y señores quisiera en primer lugar felicitar la voluntad de diálogo la voluntad de paz la voluntad de reconciliación el Ecuador ha sufrido muchísimo esos últimos días y ya llegó el momento de la reconciliación, el momento de ir reconstruyendo un camino de paz y dejar atrás la violencia, dejar atrás el odio. Eso es la mano tendida y les felicito por esta mano tendida.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "construcción" como antónimo de "destrucción" que causa el conflicto. "paz" como fin del conflicto DISTINTO	"diálogo" en este contexto como medio para conseguir el objetivo, es decir la "paz". Utilización del léxico de la guerra. PRÓXIMO	ARNAUD PERAL DISTINTO	AMBIVALENTE		
	4 Muchísimas muchísimas gracias señor. Jaime Vargas, quisiera antes de darle de nuevo la palabra recoger las coincidencias de las dos intervenciones esta mesa es una victoria esta mesa estar aquí sentados todos es una victoria y de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos que salga paz reconciliación que miremos adelante como pueblo unido en ese sentido quisiera retomar dos elementos que veo de convergencia.	"paz" como fin del conflicto DISTINTO	"salga la paz" asociado a "reconciliación", "miremos adelante" sugiere un objetivo de futuro PRÓXIMO	ARNAUD PERAL DISTINTO	AMBIVALENTE		

ANEXOS

CONAIE H3Doc 2 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 1	5 la intransigencia le está haciendo mucho daño al país. Señor presidente, demuestre que usted es una persona de diálogo, y por fuera de todo, demuestre que está pasando en el país. Somos millones los que ahora le pedimos que apueste por la paz, por la estabilidad, por la recuperación del país.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "paz" como fin del conflicto SIMILAR	"diálogo" en este contexto como medio para conseguir el objetivo, es decir la "paz" PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero CONAIE se coloca como el actor activo que toma la iniciativa en el diálogo para provocar un consenso, por lo que emplaza al actor "presidente" a actuar activamente "señor presidente demuestre que usted es una persona de diálogo", "le pedimos que apueste por la paz". Se presupone entonces que ese actor es pasivo. El actor activo CONAIE se suma además a "somos millones" para mostrar que los que "pedimos" son un colectivo activo. También se presenta como protagonista "los indígenas nos gusta hablar fuerte", "gritar la libertad de este país", "buscamos recuperar la paz de nuestro estado" Sentido: CONAIE es líder	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de su representación de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación para asignar valoraciones distintas a los actores. Así al emplazar al presidente a que "demuestre que usted es una persona de diálogo" se insinúa que no lo ha sido. Frente a eso CONAIE se presenta como un actor con valoración positiva, "buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado" Sentido: CONAIE busca el bien común
	6 Los indígenas nos gusta hablar fuerte y después si hay que darnos la mano y gritar la libertad de este país. Buscamos construir y recuperar la paz de nuestro estado y de nuestras familias ecuatorianas. Muchas gracias	"paz" como fin del conflicto SIMILAR	"paz de nuestro estado" sugiere que los indígenas se reivindican como parte del estado ecuatoriano y por tanto ciudadanos a los que se les tiene que respetar sus derechos PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
CONAIE H3Doc 3 13 de octubre 2019 Intervenciones Moderadores Diálogo con el gobierno parte 2	7 Tenemos un acuerdo y me permiten leer este acuerdo entre las partes. Como resultado del diálogo se establece un nuevo decreto que deja sin efecto el decreto 883 para lo cual se instala una comisión que elaborará este nuevo decreto integrada por las organizaciones del movimiento indígena, participantes en este diálogo y el gobierno nacional con la mediación de las naciones unidas y la conferencia episcopal ecuatoriana y con la veeduría de las otras funciones del Estado. Con este acuerdo se terminan las movilizaciones y medidas de hecho en todo el Ecuador y nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "paz" como fin del conflicto DISTINTO	"resultado del diálogo" asociado "tenemos un acuerdo" sugiere que la negociación ha cumplido con su objetivo. "restablecer la paz" sugiere el cumplimiento del objetivo de la negociación PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REODENAMIENTO El vocero, mediador del diálogo señala a los actores activos del diálogo como el movimiento indígena y el gobierno nacional. Como actores activos en un segundo plano, también nombra a las Naciones Unidas y la conferencia episcopal y la "veeduría de las otras funciones del Estado", como también "muchas organizaciones sociales", "los medios de comunicación por transmitir en vivo", para el reconocimiento del papel activo de mediación. También se describen los actores pasivos que se benefician de la acción como: "el país" con expresiones como "restablecer la paz en el país", "acuerdos concretos que benefician a todo el país". <u>Sentido:</u> Los mecanismos de negociación y mediación son efectivos.	USO DE LA ESTRATEGIA DE PERSUASIÓN Se busca la adherencia de sectores que están en oposición. En este caso, alrededor de valores superiores, se busca que todos los sectores del país se congreguen alrededor del objetivo conseguido que es la paz, por encima de los desacuerdos. Se recurre a la figura de autorización apelando a la moral a través del valor de la paz como objetivo supremo que debe ser alcanzado por encima de cualquier otra consideración. A partir de esa premisa, todas las acciones deben propender hacia ese objetivo superior. Así, se utilizan expresiones como: "nos comprometemos de manera conjunta a restablecer la paz en el país", "llegó el momento de la paz", "llega el momento de mirar el futuro para el Ecuador", "el país tiene tantas fuerzas", "reconocer que esta diversidad es la mayor riqueza que tiene el Ecuador", "tenemos que construir puentes entre todas y todos", "construyamos este país que se necesita". Sentido: mostrar que la acción del mediador es eficiente.
	8 Desde hace 12 días ha habido muertos, heridos personas que han perdido su empleo, que han perdido su entorno, que han sufrido por sus familias, muchísima angustia, muchísima preocupación. Ya llegó el momento de la paz, llegó el momento del acuerdo, llega el momento de mirar el futuro para el Ecuador. El país tiene tantas fuerzas, tantas riquezas por su diversidad, la naturaleza tiene mucha riqueza y es lo que le da fuerza y el Ecuador tiene una diversidad que es la que le da fuerza. Reconocer que esta diversidad es la mayor riqueza que tiene el Ecuador es lo que nos permite avanzar. Pero tenemos que respetarnos, tenemos que construir puentes entre todas y todos. Este acuerdo es un fantástico, extraordinario paso adelante. Bajemos las armas, bajemos las palabras violentas. Construyamos este país que se necesita en este momento. Eso es el clamor que estamos escuchando de	"paz" como fin del conflicto "construir" como edificar en sentido figurado SIMILAR	"paz" asociado a "mirar el futuro para el Ecuador" sugiere la existencia de retos pendientes. "construir puentes" y "construyamos este país" sugiere la existencia de retos pendientes PRÓXIMO	ARNAUD PERAL CERCANO	INTEGRACIÓN		
	9 En nombre del sistema de Naciones Unidas en Ecuador y de la Conferencia Episcopal ecuatoriana, agradecemos una vez más al gobierno y a las organizaciones de todos los pueblos y nacionalidades por haber llegado, a través de un diálogo respetuoso, a acuerdos concretos que benefician a todo el país. Del mismo modo, reconocemos la participación de muchas organizaciones sociales en este proceso de pacificación y diálogo como también la de los medios de comunicación por transmitir en vivo y en directo las distintas intervenciones a toda la nación. Ha triunfado la sensatez, la pasión y la decisión de vivir en paz podemos seguir soñando en un país donde se respetan los derechos individuales y colectivos.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "pacificación" como acción de terminar con el conflicto "derecho" referente a una garantía legal para el ejercicio de libertad DISTINTO	"diálogo" asociado a "respetuoso", "acuerdos concretos que benefician a todo el país" sugiere que la labor de mediación ha sido exitosa "paz" asociado a "seguir soñando" sugiere que existen retos a futuro. PRÓXIMO	MONSEÑOR LUIS CABRERA CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

CONAIE H3Doc 4 13 de octubre 2019 Intervenciones CONAIE Diálogo con el gobierno parte 2	10	Alrededor de más de 100 desaparecidos a nivel del país y hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional. Y eso es una violación de derechos humanos. Argumento suficiente señor presidente, pedir a nombre de los pueblos y nacionalidades del Ecuador, la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa. Solo así el pueblo ecuatoriano tendrá paz y libertad. Y tendremos la oportunidad de seguir conversando, seguir dialogando para construir proyectos importantes, proyectos participativos, proyectos que beneficien verdaderamente al país y al pueblo.	"paz" como fin del conflicto "construir" como edificar en sentido figurado "diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. SIMILAR	"paz" asociado a "la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín, ministro de defensa" sugiere una condición de negociación para "seguir dialogando" y "construir proyectos importantes" PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se presentan a los actores "la señora Romo, ministra de Gobierno" y "señor Jarrín, ministro de defensa" mediante un proceso lingüístico de personalización por especificación asociando sus nombres a sus cargos y haciéndolos responsables de "100 desaparecidos a nivel de país", "tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional" por la íntima relación de sus cargos con las instituciones que dirigen y que han cometido esos actos. <u>Sentido:</u> Romo y Jarrín son responsables de violación a los derechos humanos	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se recurre a un proceso tendiente a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones de un sector social. Se apela a la figura de racionalización en la que se presenta las acciones de un actor como premisas para emitir conclusiones morales sobre él "Alrededor de más de 100 desaparecidos a nivel del país y hemos tenido tortura de las fuerzas armadas y también de la policía nacional". Se llega entonces a la conclusión de "Y eso es una violación de derechos humanos". Frente a eso y para reequilibrar el poder se pide "la renuncia inmediata de la señora Romo, ministra de gobierno y señor Jarrín" <u>Sentido:</u> CONAIE negocia con condiciones
	12	Y por eso venimos acá para encontrar o reencontramos y buscar el mejor camino, buscar la paz de nuestros hermanos y hermanas del país. Y decir, señor presidente, ya no queremos más represión.	SIMILAR	"buscar la paz" sugiere que aún no es una realidad PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
CONAIE H3Doc 5- 15 de octubre 2019 Rueda de prensa CONAIE (Agradecimientos)	13	Ayer un joven, creo que era de Manabí me dijo, señor presidente, misión cumplida. Ya no quisiéramos ver más muertos y gracias por esta paz . Yo creo que es importante. Los ecuatorianos siempre somos hombres y mujeres de paz , así es que creo es importante. A la Cruz Roja quisiéramos también agradecerle.	SIMILAR	"gracias por esta paz", y "somos hombres y mujeres de paz" sugiere que la paz es una condición primordial PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Se presentan a los actores afines a CONAIE con procesos lingüísticos de personalización con el uso del pronombre posesivo, "nuestros" o los verbos conjugados a la segunda persona del plural "nosotros" para mostrar el sentido de pertenencia colectiva "los ecuatorianos siempre somos hombres y mujeres de paz", "nuestros hermanos", "somos hombres de paz, nuestras movilizaciones serán pacíficas", "estamos muy dolidos". Frente a eso, se presentan a los actores contrarios a CONAIE bajo procesos lingüísticos de impersonalización por individualización al referirse a "esos dos ministros tienen que pagar por el crimen" que están asociados al hecho de "la sangre derramada de nuestros hermanos". <u>Sentido:</u> Los ministros son criminales y por tanto no humanos	USO DE LA ESTRATEGIA DE ACUSACIÓN/JUSTIFICACIÓN Se recurre a un proceso tendiente a desequilibrar el ejercicio de poder a través del cuestionamiento de las acciones de un sector social. Se apela a la figura de racionalización en la que se presenta las las acciones de un actor como premisas para emitir conclusiones morales sobre él "la sangre derramada de nuestros hermanos", "este crimen al pueblo ecuatoriano". Frente a eso y para reequilibrar el poder se emiten expresiones como "no va a quedar así", "tienen que pagar por todo este crimen", "tienen que ir a procesos legales" <u>Sentido:</u> El Estado es criminal
	14	Pero más allá de eso con todo lo que ha pasado, la sangre derramada de nuestros hermanos no va a quedar así. Esos dos ministros tienen que pagar por todo este crimen al pueblo ecuatoriano. Tienen que ir a tener procesos legales, compañeros y compañeras. Nosotros venimos diciendo, somos hombres de paz , nuestras movilizaciones serán pacíficas , pero también diciendo, señores del gobierno, si la policía, si la fuerza armada, empieza reprimir, el pueblo está decidido a defenderse. Eso hemos sostenido compañeros.	SIMILAR	"somos hombres de paz", "nuestras movilizaciones serán pacíficas" sugiere una condición como premisa que se contrapone a "si la policía, si la fuerza armada, empieza a reprimir, el pueblo está decidido a defenderse" PRÓXIMO	JAIME VARGAS CERCANO	INTEGRACIÓN		
	15	Estamos dolidos muchos por qué encima de los muertos, el gobierno vino a dialogar por la paz , pudiendo haber hecho eso antes, pero tuvieron que morir hermanos y hermanas, derramar la sangre para que el gobierno tenga que sentarse con el movimiento indígena. Qué desgracia de país y todos los gobernantes han sido así, por eso quizás el movimiento indígena se convierte en la reserva moral de la patria.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "paz" como fin del conflicto SIMILAR	"dialogar por la paz" asociado a "tuvieron que morir hermanos y hermanas" sugiere que la paz es incompleta. PRÓXIMO	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN		
	16	Acabamos de recibir amenazas. ¿Noche de diálogo por la paz ? Estoy seguro que los grupos de poder son los perdedores en este triunfo de los 14 millones de ecuatorianos.	"diálogo" como conversación para resolver una controversia o conflicto. "paz" como fin del conflicto	La interrogación "¿noche de diálogo por la paz?" sugiere una distancia irónica para marcar que es una paz incompleta. PRÓXIMA	MARLON SANTI CERCANO	INTEGRACIÓN		

HITO 3 ESTADO

Diálogo con el gobierno y derogatoria Decreto 883

13 a 23 de octubre 2019

ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 1

ESTADO H3Doc 2 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervención Moderadores

ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 2

ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019

Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 1

<https://www.youtube.com/watch?v=58VQYVEh1gI>

8:26 INTERVENCION 1 LENIN MORENO

Bueno buenas tardes a todos. Hermanos indígenas, siempre los he tratado con respeto y con cariño. Jamás he proferido un insulto contra ustedes. Nunca los he tratado con desprecio. Desde que fui alfabetizador voluntario en Pesillo, aprendí a quererlos, aprendí a respetarlos, aprendí a respetar su forma de pensar. Por eso ahora tengo preocupación realmente de que las decisiones que se hayan tomado, se hayan concebido como que no no están destinadas precisamente a favorecer a los más pobres, a los más postergados, a los más indefensos de la patria. Por eso quiero únicamente manifestar: el día de ayer indique que esperaba que en conjunto, podamos analizar, revisar, llegar a conclusiones y que esas conclusiones por supuesto van a ser incluidas en el nuevo decreto que sustituya al anterior. Que lo mejore, que la perfeccione. Que todo esté direccionado, vuelvo a recalcar, a estabilizar el país, a estabilizar las cuentas fiscales del país que andan deterioradas por supuesto y que nosotros de esa forma la recibimos y que hemos tratado permanentemente de mejorarlas y de dar confianza a nivel nacional e internacional. Pero, fundamentalmente están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres y por fin, por fin, por fin, después de tantos ofrecimientos de tantos gobiernos llegar al ansiado desarrollo y progreso del campo que es lo que todos necesitamos. Este mensaje va fundamentalmente para todos los hermanos campesinos de la patria.

Tengo una preocupación sí, se los digo con toda sinceridad. Tengo una preocupación y creo que debo agradecerles y felicitarles a ustedes por haberse desprendido definitivamente de aquellos que se quisieron enancar en una protesta justa de ustedes, se quisieron enancar y generar el caos y la situación terrible que ha alcanzado el país. Ustedes no son así, nunca los he conocido en el plano de la gente que ha salido a violentar las calles, que ha salido a violentar la integridad de la gente, y que ha sabido arañar nuestras hermosas ciudades patrimoniales. Ustedes no lo han hecho nunca y ustedes no son responsables de lo que ha pasado en estos días. Lo son eso sí, lo son, y qué bueno que hayan decidido separarlos extirparlos como un cáncer maligno. Están allí, los correístas que quieren volver y que perfectamente saben que el momento en que inician los juicios, no es casualidad, este jueves debían haber iniciado el juicio a los correístas. Este jueves. No es casualidad queridos compañeros que ellos hayan salido a sembrar el caos a convertir casi en una situación apocalíptica el sitio por donde pasaban. No es casualidad. No es casualidad tampoco que el sistema que hayan utilizado es un sistema que de casualidad también utiliza las FARC en

Colombia, la guerra de guerrillas. No es casualidad tampoco que esten inmersos acá, personas extranjeras que ingresaron auspiciada seguramente por un gobierno mercenario, tiránico, atrabiliario extranjero que perfectamente está identificado. No es casualidad. No es casualidad tampoco, no es casualidad tampoco, que acá estén también dineros del narcotráfico, dineros del narcotráfico porque saben perfectamente que la decisión tomada por el presidente de la república, porque he recibido la información del equipo económico, pero quien ha tomado la decisión soy yo. Y soy yo el que tengo a la final que receptar aquellas conclusiones a las que lleguen ustedes y poder transformarlo en algo que realmente sea positivo para ustedes, consensuado con ustedes.

No puede ser, bajo ninguna circunstancia que no se haya bien interpretado la interpretara la intención, la intención precisamente fue esa, el dedicar, y desde el principio lo dijimos, desde el inicio elegimos propiciar el desarrollo tan ansiado de nuestro campo por fin regresar los ojos al campo, que fuera, como ha sido una promesa permanente, secular de los gobiernos y que nosotros queremos convertirlo en una feliz realidad.

No es coincidencia digo que esté la gente del narcotráfico inmersa acá porque saben perfectamente que mediante el costo de la gasolina disminuían sus costos en frontera para poder transformar la , para poder transformar las hojas de coca en la cocaína que tanto daño hace a nuestros niños, nuestros jóvenes en el país y en el mundo.

Vuelvo a recalcar, en forma particular sugiero que se establezcan comisiones para que de forma inmediata, empiecen a trabajar y vuelva a recalcar también, que las que los temas que se traten, las condiciones a las que se lleguen, se conviertan en acuerdos que se transformen en, vuelva a recalcar, un nuevo decreto perfeccionado que permita canalizar los recursos precisamente hacia quienes más lo necesitan.

No hagamos el juego a quienes dejaron despedazando el país. No hagamos el juego a quienes jamás lo trataron con respeto. No hagamos el juego a quienes les dijeron que eran corruptos, que las dirigencias indígenas eran corruptas. Aquellos que les quitaron inclusive su casa que yo la devolví. Aquellos que les quitaron la educación intercultural bilingüe, que yo la devolví. Aquellos que les quitaron las escuelas comunitarias y los centros médicos comunitarios que estamos empeñados en devolverlos precisamente con los recursos que genere la medida. De eso se trata, de eso se trata compañeros, de eso se trata.

Si todo eso hace que yo merezca el odio pues es decisión únicamente de ustedes. Vuelvo a recalcar, mi propuesta es generar esas comisiones de diálogo que de la forma más rápida posible, con gente de buena fe, como entiendo que somos todos los estamos acá, generen las nuevas condiciones que, por supuesto, después de la revisión después del análisis del decreto y que podamos mejorarlo sustanciarlo y renovarlo, convertirlo en algo que realmente sea de utilidad para el desarrollo del Ecuador. Yo creo que por mí es más suficiente si es necesario tomaré nuevamente la palabra.

36:00 INTERVENCIÓN 2 LENIN MORENO

En la primera intervención hice el saludo a los hermanos indígenas. Por supuesto mi saludo más afectuoso a quienes hacia las funciones de control del estado, a los compañeros

ministros, a queridas personas que intervienen que han intervenido en este proceso de iniciar el diálogo, como el señor rector de la universidad Central, distinguido y querido maestro, porque lo fue cuando fui estudiante universitario a todos quienes están aquí presentes a los medios de comunicación.

Unicamente para argumentar, por qué se firmó ese decreto? En primer lugar recibí la información acerca de todos los rubros que componían ese subsidio a la gasolina extra y al diesel. Yo había manifestado que soy un hombre de principios, he sido toda mi vida toda la vida, he sido un hombre de principios. Jamás he faltado a mi palabra. Creo que ustedes recordarán, porque recorrí junto con la misión Manuela Espejo, el Ecuador entero, peinandolo, haciendo la misión más exitosa que habido jamás de servicio a aquellos olvidados entre los olvidados de la patria.

Dije que soy un hombre de principios y me ratifico en ello. Si el subsidio de la gasolina está siendo destinado a que las personas que trafican y se enriquecen inmoralmemente del tráfico del diésel y la gasolina por cualquier medio, por mar o por tierra, están enriqueciéndose indebidamente de un dinero que debería estar destinado, que debería tener otra direccionalidad. Me opongo a que eso pase no pongo a que eso pase. Si es que los más ricos del Ecuador están enriqueciéndose más utilizando el diésel y la gasolina me opongo a que eso pase. Pero por supuesto, jamás ha sido la intención afectar a los sectores más desposeídos, de ninguna manera. ¿Por qué habría de hacerlo? Precisamente por eso cuando se emitió el decreto, se manifestó que se iba a empezar un gran programa de desarrollo del agro, además de las compensaciones necesarias, las compensaciones necesarias, para que nadie se vea afectado. Que los más pobres no se vean afectados. Que los ricos, que los narcotraficantes, que los traficantes de diésel, que los traficantes de gasolina se vean afectados. Pues me alegro porque está dentro de mis principios. Pero que no se afecten los más pobres. Es por eso que ha aceptado el diálogo. Es por eso que ha aceptado el diálogo. Y si es que algunos de ustedes se han referido en términos despectivos a mí jamás le voy a contestar con los mismos términos. No está en mi forma de ser, no soy así. Vuelvo a recalcar yo soy un hombre de principios. Y como uno de los principios es el diálogo, es la concertación es llegar a acuerdos el conversar, es interesarse en la forma de ser del otro, para tratarlo mejor, de sus conceptos y tratar de imbuir lo mejor de nuestros conceptos para formar uno solo, uno solo porque eso es lo que tenemos que ser los ecuatorianos, uno solo, un solo. Concepto que tiene que ser básicamente el de justicia el de equidad y el cumplimiento de la ley para eso existe la ley. Es por eso que ha aceptado el diálogo, porque el diálogo ha sido la tónica de mi gobierno y porque mediante el diálogo inclusive, el señor vicepresidente ha estado recogiendo las opiniones de todos, absolutamente de todos. Cuando Jaime manifiesta, que no se pone en peligro a la dolarización, yo digo que sí, que si se pone en peligro la dolarización. Pero claro está, no es cuestión de que yo lo diga o que Jaime lo diga. Es cuestión de convencernos mutuamente de lo contrario. Para eso hay la práctica, porque ninguna teoría adquiere terrenalidad, ninguna teoría es importante si es que la práctica no se demuestra que es verdad,

que es aplicable. Pero sobre todo, que esta práctica es aplicable en beneficio de quienes más lo necesitan. Y de eso es lo que entiendo va a conversar la comisión a conversar la comisión. Lo que no quiero dar, bajo ninguna circunstancia, satisfacción, y con los que no voy a conversar ni un solo momento, que quede bien claro, es con los correístas que se robaron la patria, con los correístas que nos bastardearon a ustedes, con los correístas que es que

quisieron que quitar inclusive las organizaciones sociales a las cuales yo firmé un decreto de que se devuelva el ejercicio de las organizaciones sociales, vuelvo a recalcar.

No es que esté sacándoles en cara. Bajo ninguna circunstancia pero más se demoraron ustedes en solicitarme que se devuelva a la casa que yo en devolvérsela. ¿Fue así o no fue así compañero Vargas? Verdad que fue así. Estamos componiendo la educación intercultural bilingüe y cuando pensamos en la devolución del edificio de UNASUR, de esa malhadada UNASUR, que lo único que intentó fue imponer una ideología, una única ideología, sin permitir ni siquiera el diálogo de la conversación, ni el acuerdo. Apenas vimos la posibilidad de salir de esa malhadada UNASUR dije la universidad indígena, debe estar allí. La universidad indígena debe estar allí. No debe ser porque les tengo desprecio, porque les tengo odio pues. Pero si es necesario creo yo y eso no dejaré no cejaré, porque en principio entiendo que ustedes tampoco cejarán y el principio de ustedes es el bienestar de sus pueblos, y está bien y está bien, porque es un principio que los tenemos todos. Pero que no cejaré es que ese dinero se lo sigan llevando los ricos, los narcotraficantes y los traficantes de diésel y gasolina. En eso no cederé. Veamos la fórmula y yo veo distinguidos distinguidos intelectuales, economistas que nos acompañan y me alegro mucho porque pueden ser parte de ese diálogo. Veamos la fórmula de como logramos que ese ese dinero vaya a manos de los más pobres. ¿Y quiénes son las más pobres? Los campesinos de la patria pues. Algunos dicen, pero ya están en las ciudades. Si, porque tuvieron que emigrar por las condiciones del campo que no permitían el desarrollo humano que ellos requerían, que necesitaban, que ellos exigían y que ellos soñaban.

Vuelvo a recalcar, en los principios, no claudicaré. En los principios, en ese principio del cuál les he conversado, no claudicaré. De lo otro, por favor, de no afectar a los más pobres de la patria, abierto completamente, de que esos recursos vayan para los más pobres de la patria abierto completamente. Ustedes han dicho y yo me alegro me alegro de corazón de que esto no vaya en modificaciones, que no vaya en en bonos. De acuerdo, que vaya en proyectos, en proyectos macro medianos y micro proyectos que ayuden a desarrollar el campo, que sean proyectos de riego, que sean proyectos de provisión, de maquinaria, de equipos. de insumos, de pesticidas, de fungicidas, de semillas, de abonos que permitan desarrollar el campo.

En eso si, verdaderamente, yo creo que estamos completamente de acuerdo y creo que además no solamente estamos de acuerdo sino que la comisión va a encontrar rápidamente los puntos para poder convertirlo en una feliz realidad. Yo también agradezco, a todos aquellos que han apoyado el proyecto porque lo han entendido de manera diferente. No digo ni menor, ni mejor, ni peor. Lo han entendido de manera diferente que es un proyecto, que es un decreto que estaba destinado a mejorar las

condiciones del país. Agradezco a todos ellos que dios amigos también y por supuesto estoy un abrazo fraterno a todos los ecuatorianos. Agradezco a los negociadores le agradezco a los negociadores que han hecho unexcelente trabajo porque precisamente de eso se trata precisamente se trata. Se trata de reencontrar aquello que algún momento por A o B circunstancias ha sido separado y que no debe estar separado jamás, en los pueblos indefensos de la patria con su gobierno.

55:57 INTERVENCIÓN CRISTIAN CRUZ- PRESIDENTE DEL CONSEJO DE PARTICIPACION CIUDADANA Y CONTROL SOCIAL

Soy Cristian Cruz presidente del consejo de participación ciudadana y control social. Señor presidente, hermanos indígenas. Valoro mucho la postura del día de hoy, el pueblo necesita paz y necesita autoridades sabias y desprendidas. Y creo que el día de hoy como decía nuestro delegado de la de las Naciones Unidas ya el pueblo está ganando. Quiero apelar a la sensibilidad de todos ustedes para que el día de hoy podamos tomar decisiones acertadas consensuadas y con sabiduría. No podemos darnos el lujo de cometer errores de buena fe peor de mala fe. Tengamos consciente que estamos aquí de manera efímera. Quiere decir que estamos por corto tiempo como seres humanos y quiero valorar toda la energía y todo el entusiasmo que están poniendo, tanto el gobierno nacional, cuanto los hermanos indígenas que durante estos días de tenido una serie de conversaciones tratando de conciliar y de tratar de cristalizar lo que estamos haciendo ahora. Es momento de tomar las decisiones con tranquilidad. Les invito a profundamente al gobierno nacional ya los hermanos indígenas a que consensuemos dentro de los equipos que tenemos ahora la oportunidad. Tengamos claro que cada problema es una oportunidad disfrazada y como ecuatorianos tenemos la oportunidad de estar unidos. Encontremos fuerza en la adversidad. El país pide paz y esa paz se está inaugurando el día de hoy. Quiero agradecerles por esta invitación al gobierno nacional y a los hermanos de indígenas porque este es el diálogo este es el momento de construir este es el momento de consensuar. Y si tienen la necesidad de tomar una decisión en función de pedir unos 5 ó 10 minutos de pausa antes de poder emitir un pronunciamiento oficial hagámoslo, hagámoslo con desprendimiento, con sabiduría por favor. Y apeló a la sensibilidad de usted señor presidente. Aplauzo esta gestión así como aplauzo la gestión y el y el alto a la violencia de parte de esas marchas que el país necesita ahora tranquilidad. muchísimas gracias.

1:02:46 INTERVENCIÓN LENIN MORENO 3

Muchas gracias. Todo aquello que afecte a los más pobres de la patria pero en lo que es principios poner mi puesto adelante jamás. El puesto siempre siempre ha estado allí. Nunca, nunca he puesto delante una situación personal antes que mis principios. Se los dije. Así como este pueblo decidió sancionar al corrupto Correa, a los corruptos que se llevaron la patria, como principio, como principio jamás claudicaremos en aquello. Vuelvo a recalcar

compañeros, vuelvo a proponer. Naciones Unidas conversará con ustedes los y los mediadores conversarán con ustedes para ver la posibilidad de que esta comisión se forme y que lo más rápidamente posible nos dé sus conclusiones y yo aceptaré por supuesto las conclusiones porque esas conclusiones entiendo yo que son acuerdos, porque una cosa es de diálogo otra cosa son los acuerdos.

1:12:56 INTERVENCIÓN PABLO CELI CONTRALOR DEL ESTADO

Señor presidente, queridos y respetados dirigentes del movimiento nacional de nacionalidades indígenas del país. Como presidente de la función de transparencia y control social concurrió a este diálogo aceptando la invitación de las dos voluntades que deben confluir con responsabilidad nacional a enfrentar como una sola, la situación que vive el país.

El movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social y el gobierno nacional expresa una decidida voluntad política. Tenemos por lo tanto en la mesa a los dos actores que están en plena capacidad para resolver la problemática que el país vive, con gran expectativa, y resolverla para generar un reencuentro nacional que cuide las condiciones económicas y políticas de una democracia con derechos sociales. Por esto, yo quiero partir del planteamiento que hizo el mediador de las Naciones Unidas al concluir la primera exposición del señor presidente y la primera exposición del presidente de la CONAIE, y creo que ahí debemos reconocer dos aspectos muy importantes que el país necesita oír. Primero, que las dos voluntades que están sentadas en esta mesa reconocen a este diálogo como el espacio de resolución de este conflicto. Esto es muy importante para el país. Y segundo, que en el espacio de resolución de este conflicto, que es este diálogo, se avance como lo ha planteado en su exposición inicial el señor presidente de la república, a formular un nuevo decreto. Planteadas estos dos puntos de acuerdo el diálogo como en este diálogo y no otro este como el espacio para resolver un conflicto que el país necesita ver resuelto. Y segundo, para resolver este conflicto a partir del planteamiento inicial del señor presidente de acordar un nuevo acuerdo. Los mecanismos para implementar esto supondrán un trabajo técnico, por supuesto, un trabajo incluso jurídico y para eso pueden haber mecanismos como comisiones. Pero las decisiones políticas que el país necesita oír son las dos diálogo resolutivo y un nuevo acuerdo que recoja este sentido de un compromiso del estado con las organizaciones sociales muchas gracias.

1:21:26 INTERVENCIÓN RICHARD MARTÍNEZ- MINISTRO DE ECONOMÍA

Muchas gracias a las Naciones Unidas por este acompañamiento. Un saludo señor presidente, un saludo a las autoridades del Estado, a los compañeros del gabinete y a los representantes de las comunidades indígenas. Un saludo también al país. Decía me parece que el compañero Iza relacionado a que hemos perdido 12 días. Efectivamente, 12 días que pasan sin acuerdos

con un país que está perdiendo su actividad económica y el Ecuador no puede seguir perdiendo. Es por eso que el planteamiento del señor presidente de la república busca llegar a un consenso. Si el decreto se deroga señor presidente usted lo ha señalado bien, el día de mañana quiénes van a estar favorecidos de estos de manera inmediata son los contrabandistas y los más ricos. Es por eso, que el objetivo es revisar mejorar ese decreto para evitar que estos efectos que ustedes han anticipado, que pueden afectar a las personas más vulnerables, efectivamente lo hagan y existen alternativas por supuesto. Pero lo que no puede suceder, queridos amigos, es que sigamos beneficiando a estas mafias, que sigamos beneficiando a las personas que más tienen. Y tampoco puede suceder que el decreto afecte a los más pobres. Por eso la apertura al diálogo, para buscar un punto de encuentro.

He escuchado algunos ejemplos, pero también hay otros nos permiten salir de la generalidad donde las personas afectadas evidentemente están viendo una realidad con la cual nosotros nos solidarizamos. He escuchado algunos ejemplos que afectan a su día a día. Por supuesto, eso no puede suceder y estamos dispuestos a encontrar formas para que aquello no suceda. Pero también pongamos un ejemplo de un vehículo cualquiera que este momento tiene el uso en la ciudad, en Quito, que está utilizando y consumiendo gasolina extra. Una persona que conduce un vehículo de 40 mil dólares, que no utiliza servicio público es acaso justo, me pregunto yo, ¿es acaso justo que los ecuatorianos le subsidios a esa persona? Yo, como

ecuatoriano no puedo aceptar un subsidio de la gasolina extra porque ese dólar que se subsidia amigos, es justamente el dólar que le quitamos a las personas y a los jóvenes. Jaime, que hoy no pueden ir a la universidad. A esos jóvenes les estamos quitando la oportunidad, la oportunidad de que él pueda financiar de manera sostenida ese gasto, esa inversión.

Yo no estoy de acuerdo como ecuatoriano en que le financiamos la gasolina extra a las personas que tienen vehículo y que conducen en la ciudad. Es esa realidad entonces señor presidente en la que tenemos que encontrar, objetivamente, y yo sé que ustedes tampoco están de acuerdo con que le subsidiemos a esas personas. Yo sé que ustedes tampoco están de acuerdo. Por eso, la mesa de diálogo es para buscar aquellos mecanismos, que nos permitan no subsidiar a esas personas y evitar el impacto en las actividades diarias que ustedes sienten ese efecto. Son ejemplos reales que traemos a la mesa para materializar un diálogo.

Amigos no podemos seguir subsidiando a estas personas. Se hablaba de la dolarización, por supuesto que cada dólar que le entregamos a las manos de un contrabandista para que lo lleve a Perú o a Colombia es desangrar a la dolarización señor presidente. Eso sí tiene que dolernos. Porque cada contrabandista que compra el combustible aquí, que carga un camión en el Ecuador y que lo vende a un mejor precio en Colombia o en Perú, se están llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando, a costa de las personas más pobres.

Es eso lo que no queremos que pase. Y yo estoy seguro que ustedes van a estar de acuerdo conmigo en esto. En que no quieren tampoco que se lleven estas personas el dinero a través del contrabando y mafias. Evidentemente, no queremos que eso suceda para no seguir sacrificando dólares que desangran a nuestra economía. Porque son dólares que se van a través de la mafia y el contrabando y son dólares que se sacrifican para la inversión social.

Se ha dicho presidente que la medida no tiene coherencia fiscal. Todo lo contrario, todo lo contrario. Esto dado que muchas veces en conferencias y en charlas que tengo la oportunidad de dar a jóvenes estudiantes, se me consulta, me dicen ¿Por qué el déficit fiscal es un problema en el día a día? ¿Cómo podemos explicar esto en el día a día? Bueno es muy sencillo. Si los ingresos de la familia al fin de mes no alcanzan, ¿qué hacen naturalmente los ecuatorianos? Pedimos dinero. Pedimos dinero a un pariente, pedimos dinero un primo, le pedimos prestado en la tienda, pedimos fiado. Eso es lo que sucede. Y eso también le pasó al Ecuador, que gastaba más de lo que tenía. Y cómo fue gastando más de lo que tenía, entró a una zona de insostenibilidad fiscal. Porque una cosa es que yo pida dinero un mes para financiar los gastos de mi familia y que al siguiente mes le pague a la persona que le pedí. Pero si al siguiente mes no tengo para pagar y vuelvo a pedir a otra persona, y al siguiente mes no tengo para pagar y me endeudo ya con el chulco, pues bueno quiere decir que algo no estoy haciendo bien. Mis finanzas personales no son sostenibles. Exactamente lo mismo sucede a nivel macro fiscal. El Ecuador ha venido con un déficit fiscal crónico durante los últimos años. En el año 2017 el déficit fiscal alcanzó 6.500 millones de dólares. 6500 millones de dólares. Es una cifra muy difícil de asimilar porque en el día a día hablamos de dólares de 100 dólares, de mil dólares. Ya hablar de un millón de dólares es mucho dinero. Pero fueron seis mil quinientos millones de dólares. ¿que se los financió como? Con deuda. La única forma de financiar ese déficit si no se corrige el desequilibrio fiscal es con deuda y es por esto presidente, que esta decisión busca justamente encauzar al país para que en el

largo plazo se endeude menos. Para que pueda sostener el gasto social y la inversión social. Hay muchas cosas por hacer todavía en el Ecuador. Y sin lugar a dudas, no podemos seguirlas haciendo a punta de deuda. No podemos presidente.

Ya en el año 2015 lo que el Ecuador pagó, en el año 2015, por deuda externa fue superior a lo que invirtió en salud y educación. Allí se fracturó la sostenibilidad fiscal presidente. No puede un país seguir pagando más por deuda de lo que paga y de lo que invierte en salud y educación. Eso no es justo eso no es justo porque estamos hipotecando y embargando a nuestros hijos. Porque ellos van a tener que afrontar decisiones duras en el futuro. Es así presidente a partir del año 2015, 2016 también el gasto por subsidio per cápita en el Ecuador fue superior al gasto por su inversión en educación y en salud. Es decir se está subsidiando más a las personas que más tienen. No se corrige un problema y estamos dejando de invertir en salud y educación. Se señalaba también que, las leyes fiscales deben ser respetadas. Por supuesto señor presidente y amigos. La constitución establece que cada año el presupuesto en educación y en salud tiene que incrementarse en cerca de 500 millones de dólares en cada sector hasta alcanzar un nivel de establecido en la constitución. 500 millones de dólares, todavía no llegamos a esos techos voy terminando presidente. Si no logramos tener capacidad de recursos para financiar aquello, el camino es la deuda. Porque el Ecuador está en zona de déficit. El Ecuador está gastando más de lo que tiene y no es justo presidente que sigamos subsidiando a esas personas a las que más tienen, a esas mafias, y a esos contrabandistas que desangran la economía del Ecuador, a cambio de la salud y de la educación de nuestros hijos, de las personas más pobres. Porque son las personas más pobres aquellas que utilizan la

educación y la salud pública. Se han planteado varias cosas aquí presidente. En honor al tiempo voy a ir cerrando. Creo que hay algunas, que nosotros podemos acoger en términos de análisis de las leyes. Usted mismo lo ha señalado, pero el Ecuador hoy se merece un espacio de paz para discutir eso de manera inmediata. muchas gracias.

ESTADO H3Doc 2 13 de octubre 2019

Diálogo con gobierno Intervención Moderadores

<https://www.youtube.com/watch?v=58VQYVEh1gI>

<https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>

33:15 INTERVENCION ARNAUD PERAL

Muchísimas muchísimas gracias señor. Jaime Vargas, Quisiera antes de darle de nuevo la palabra, recoger las coincidencias de las dos intervenciones. Esta mesa es una victoria, esta mesa estar aquí sentados todos es una victoria y de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos, que salga paz, reconciliación, que miremos adelante, como pueblo unido.

En ese sentido quisiera retomar dos elementos que veo de convergencia. De un lado el señor presidente propuso la creación de una comisión de inmediato sugeriría que esta comisión no dure más de 48 horas porque el tiempo apremia y el pueblo está esperando resultados ya. Nada más que 48 horas con una comisión compuesto ojalá puedan aceptar esta proposición, contrapropuesta o digamos como moderador de dos representantes de cada parte. Es solamente una sugerencia, pero 48 horas.

El señor presidente decía, retomó sus palabras, un acuerdo, generar un acuerdo para un nuevo decreto, perfeccionado que permita a redireccionar direccionar los recursos a los que más necesitan. Y retomando las palabras del señor Vargas, decía que la medida o sea el decreto actual es una medida que no tiene beneficio social. Ahí ven veo en sus dos intervenciones un punto de conexión y yo creo que si las partes podrían aceptar ahora mismo ante los ojos del país, la creación de esta comisión y darle un plazo muy corto para que sea emitido un nuevo decreto sería una gran victoria de esta mesa y de todas las partes. Hay la propuesta también por parte de señor Vargas de que las reformas que se vienen tengan primero un control constitucional antes de ir a la asamblea. O sea, las dos partes han hecho ya propuestas concretas. El señor presidente me estaba diciendo que quería hacer una tener una reacción entonces le doy la palabra señor presidente.

ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019

Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 2

<https://www.youtube.com/watch?v=L0kASd1SM0s>

14:29 INTERVENCIÓN JUAN SEBASTIÁN ROLDÁN

Presidente buenas noches, buenas noches a los compañeros miembros de las organizaciones indígenas aquí presentes, mis compañeros ministros, a los presidentes y jefes de los poderes del estado.

Estos 12 días han sido días profundamente duros para todos los ecuatorianos. El Ecuador ha preservado durante su historia, una historia de paz, una historia de encuentro, una historia de hermanamiento, que estos 12 días han golpeado severamente. Nadie quiere un preso, nadie quiere un herido, pero de ningún lado. Ningún policía, ningún militar tienen la intención de agredir a nadie. Pero muchos de esos militares y policías han cumplido con su deber en las calles y ellos hoy también celebran la tranquilidad. Nadie quiere ser atemorizado en sus casas, nadie, nadie quiere que mucha gente pase con palos al frente suyo atemorizando los. Y esas personas cuentan con esos militares y esos policías para defenderles. Nosotros como estado tenemos que garantizar la paz.

Y ustedes compañeros tienen la obligación de acompañarnos en ella. Porque las heridas que no se cierran, son las heridas que matan. Y nosotros tenemos la obligación de trabajar juntos para que no exista nunca más una situación como la actual, nunca más. El presidente de la república, desde el primer día extendió su mano, desde el primer día. Porque es un presidente de diálogo, porque es un presidente de encuentro, porque es un presidente de unión. Y hoy de la mano de la Conferencia Episcopal ecuatoriana y de Naciones Unidas, construye una nueva página en nuestra historia. Es momento de devolverle la tranquilidad al Ecuador.

Es el momento de entender que ceder, no es perder. Y aquí estamos cediendo todos, porque hoy nos quedamos aquí redactando un nuevo decreto. Un nuevo decreto que discuta cómo nosotros vamos a lograr, que los subsidios no se vayan para los contrabandistas. Cómo nosotros vamos a lograr, utilizando las palabras de algunos de ustedes, cómo vamos a racionalizar esos subsidios para que no afecten al campesino del tractor del que hablaba hace un momento el señor Iza. Eso nos tenemos que preocupar. Pero de aquí nos levantamos con un nuevo decreto, de aquí. Ese es nuestro compromiso y eso lo que nos hemos comprometido el Ecuador espera. Que del diálogo salgan resultados. Y ese es nuestro compromiso en este momento. Es momento de juntar las manos, de deponer acciones, de ceder para ganar. Pero tenemos que lograr enfrentar esos graves problemas que como el contrabando, que como la delincuencia, son los que llevaron a momentos muy difíciles de estos días. Nunca más una contraloría en llamas. Nunca más del agua potable de una ciudad parada. Nunca más hospitales sin insumos. Nunca más cinco ciudades sin acceso de alimento. Nunca más. Para adelante tenemos que pensar que sus familias y las nuestras han pasado días difíciles. Y

hoy es nuestra responsabilidad de las que estamos sentados aquí, de salir con un nuevo documento que garantice, que garantice que los contrabandistas no se enriquezcan más. Que los ricos no se llenen el dinero con el dinero de los subsidios que no les corresponden, porque esa es nuestra tarea.

Pero también, tenemos que poner todos, el hombro juntos, porque este país se saca si todos deponemos acciones. Nosotros no hemos combatido ni vamos a combatir nunca. Y el trabajo del gobierno es precautelar la realidad de todos los ecuatorianos, de todos, hermanos indígenas hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos y de los extranjeros que viven en este país.

No perdamos la brújula los delincuentes se tienen que ir a la cárcel. Los que saquearon se tienen que ir a la cárcel. Los que secuestraron se tienen que ir a la cárcel. Los que protestaron tienen derecho a hacerlo y eso hay que partir, pero no atemorizando, no haciendo que las familias se cierren con seguro en su casa. Hermanos indígenas y Ecuador entero, es el momento de la paz y esa paz, se construye con acciones concretas.

19:29 INTERVENCIÓN LENIN MORENO

Ya poco queda por decir. Hemos tenido un acuerdo que como bien lo manifiestan, y se ha manifestado de lado y lado, ha significado sin duda algún sacrificio de cada una de las partes, porque eso es precisamente un acuerdo, el ceder de parte y parte. Un acuerdo no significa ganarlo todo. Un acuerdo significa ceder algo. Por eso digo que poco queda por decir. Qué bueno, que bueno que la palabra que, en esta última instancia, que más se ha repetido, ha sido la de la paz. Todos han mencionado la palabra paz, es que no existe otro bien más maravilloso es que no existe otro principio de vida más maravilloso, que la paz que, no siendo la consecuencia del amor, de querernos.

En un comienzo yo manifesté que aprendí a querer a los hermanos indígenas desde muy pequeño. Cuando recibí de ellos los mayores cariños, los mayores afectos y por eso siempre los he tratado con respeto, siempre los he tratado con cariño e inclusive jamás he contestado ofensas, que perfectamente cualquiera lo podría haber hecho. No, yo no quiero hacerlo. Pero claro está, así como Jaime agradecido a quienes se han manifestado por los derechos de los hermanos indígenas, yo no puedo menos que agradecer también a los hermanos militares y a los hermanos policías que a veces en gran cantidad son de origen campesino, de origen indígena. No tengo menos que agradecerles porque sé de la sacrificada labor que cumplen. Sacrificada, esforzada y de mucho riesgo también. Porque muchos de ellos están en este momento también, lesionados.

A todos, a todos quienes han participado en este proceso de paz, pues el agradecimiento del presidente de la república. Con relación a los pedidos extras que se puedan hacer, recordemos sin duda a los vamos a considerar, siempre hay que considerarlos, pero recuerden que son decisión del presidente de la república. Respetémonos cada uno en los espacios que a cada uno le corresponden también. Muchísimas gracias que los hermanos. Yo con eso doy por cerrado. Inmediatamente por favor de acuerdo a lo que dice la resolución que se instale la mesa de acuerdos, muchísimas gracias.

MATRICES DE ANÁLISIS HITO 3 ESTADO

ESTADO H3 MC1: Diálogo y pobreza

ESTADO H3 MC2: Acercamiento y voluntad de Paz

ESTADO H3 MC3: Principios y Patria

ESTADO H3 MC1- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: ECUADOR/ECUATORIANOS- SUBSIDIO/SUBSIDIAR-PAÍS-SOCIAL- DINERO-PRESIDENTE- DIALOGO/DIALOGAR-DECRETO- POBRE-GASOLINA	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? DIALOGO Y POBREZA	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
1	Desde que fui alfabetizador voluntario en Pesillo, aprendí a quererlos, aprendí a respetarlos, aprendí a respetar su forma de pensar. Por eso ahora tengo preocupación realmente de que las decisiones que se hayan tomado, se hayan concebido como que no no están destinadas precisamente a favorecer a los más pobres , a los más postergados, a los más indefensos de la patria.	"pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"los más pobres" como categoría social, asociado a "los más postergados", "los más indefensos de la patria" sugiere una disparidad social en el seno de la nación	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LAS ESTRATEGIAS DE DE SUSTITUCIÓN El vocero recurre a varias figuras lingüísticas para nominar a los actores y así asignarles características humanas o no humanas y así otorgarles determinados roles en el discurso. En varias ocasiones, los voceros que pertenecen al gobierno y otras funciones del Estado, y sobre todo el presidente de la república, se refieren bajo la forma de personalización por especificación y asimilación colectiva a "los más pobres" para designar a un cierto sector de la ciudadanía del Ecuador. Esta forma de nominar, que es indeterminada, se presenta al mismo tiempo como el objeto de las decisiones tomadas "tengo preocupación realmente de que las decisiones que se hayan tomado, se hayan concebido como que no están destinadas precisamente a favorecer a los más pobres"; "fundamentalmente están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres"; "que los más pobres no se vean afectados"; "la fórmula de como logran que ese dinero vaya a manos de los más pobres. ¿Y quiénes son los más pobres? Los campesinos de la patria pues", "no afectar a los más pobres", "que esos recursos vayan para los más pobres de la patria", "tampoco puede suceder que el decreto afecte a los más pobres", "se están llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando a costa de las personas más pobres", "desangran al economía del Ecuador a cambio (...) de las personas más pobres" Sentido: El gobierno asimila las personas de menos recursos al campesinado. El gobierno toma decisiones en beneficio de ese sector social.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de sus representaciones de la realidad. El argumento central consiste en que los subsidios a los combustibles solo favorecen a los que hacen un uso ilegal de estos y por ende, la pérdida del Estado de los montos de los subsidios perjudica la inversión social que beneficia a los que menos ingresos tienen y dependen de los servicios públicos. Se recurre a la figura de evaluación que implica la valoración positiva de las acciones de "nosotros" frente a las negativas de las de "ellos" Aquello está presente en la descripción de las acciones del gobierno en beneficio de la mayoría y de los considerados "más pobres" : "todo está direccionado (...) a estabilizar el país, a estabilizar las cuentas fiscales del país", "están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres", "después del análisis del decreto y que podamos mejorarlo, sustanciarlo y renovarlo, convertirlo en algo que realmente seade utilidad para el desarrollo del Ecuador", "cuando se emitió el decreto, se manifestó que se iba a empezar un gran programa de desarrollo del agro", "he aceptado el diálogo, porque el diálogo ha sido la tónica de mi gobierno", "yo firmé un decreto de que se devuelva el ejercicio de las organizaciones sociales", "veamos la fórmula de como logramos que ese dinero vaya a manos de los más pobres". Por otro lado, se señalan las actuaciones de los actores que perjudican al Estado y por extensión a los ciudadanos: "las personas que trafican y se enriquecen inmoralmemente del tráfico de diésel", "cada dólar que le entregamos. alas manos de un contrabandista para que lo lleve a Perú o a Colombia es desangrar a la dolarización", "cada contrabandista que compra el
2	Que todo esté direccionado, vuelvo a recalcar, a estabilizar el país , a estabilizar las cuentas fiscales del país que andan deterioradas por supuesto y que nosotros de esa forma la recibimos y que hemos tratado permanentemente de mejorarlas y de dar confianza a nivel nacional e internacional. Pero, fundamentalmente están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres y por fin, por fin, por fin, después de tantos ofrecimientos de tantos gobiernos llegar al ansiado desarrollo y progreso del campo que es lo que todos necesitamos	"país" como nación Ecuador "pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"estabilizar el país", "cuentas fiscales del país" sugiere el sistema institucional de la nación Ecuador. "los más pobres" sugiere una categoría social relacionada con el nivel de los ingresos y condiciones de vida.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
3	De eso se trata, de eso se trata compañeros, de eso se trata. Si todo eso hace que yo merezca el odio pues es decisión únicamente de ustedes. Vuelvo a recalcar, mi propuesta es generar esas comisiones de diálogo que de la forma más rápida posible, con gente de buena fe, como entiendo que somos todos los estamos acá, generen las nuevas condiciones que, por supuesto, después de la revisión después del análisis del decreto y que podamos mejorarlo sustanciarlo y renovarlo, convertirlo en algo que realmente sea de utilidad para el desarrollo del Ecuador . Yo creo que por mí es más suficiente si es necesario tomaré nuevamente la palabra.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "Ecuador" como nación	"generar esas comisiones de diálogo" sugiere que la discusión que se mantiene no será concluyente y tendrá que seguir en otros espacios.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
4	En la primera intervención hice el saludo a los hermanos indígenas. Por supuesto mi saludo más afectuoso a quienes hacia las funciones de control del estado, a los compañeros ministros, a queridas personas que intervienen que han intervenido en este proceso de iniciar el diálogo , como el señor rector de la universidad Central, distinguido y querido maestro, porque lo fue cuando fui estudiante universitario a todos quienes están aquí presentes a los medios de comunicación. Unicamente para argumentar, por qué se firmó ese decreto? En primer lugar recibí la información acerca de todos los rubros que componían ese subsidio a la	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "subsidio a la gasolina" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste del combustible gasolina	"diálogo" asociado a "proceso" sugiere que tendrá una cierta duración en el tiempo. "subsidio a la gasolina" asociado a "todos los rubros que componían" sugiere que la discusión reside en asuntos financieros.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	También, para señalar a los actores que hacen un uso ilegal de los combustibles subsidiados, los voceros utilizan procesos lingüísticos de personalización por indeterminación y generalización con apelativos como "los contrabandistas", "los traficantes de gasolina", "los traficantes de diésel y gasolina", "los más ricos", "los narcotraficantes". Sentido: los subsidios a los combustibles por parte del Estado benefician en prioridad a los criminales y deben retirarse.	

ANEXOS

5	Yo había manifestado que soy un hombre de principios, he sido toda mi vida toda la vida, he sido un hombre de principios. Jamás he faltado a mi palabra. Creo que ustedes recordarán, porque recorrí junto con la misión Manuela Espejo, el Ecuador entero, peinandolo, haciendo la misión más exitosa que habido jamás de servicio a aquellos olvidados entre los olvidados de la patria. Dije que soy un hombre de principios y me ratifico en ello. Si el subsido de la gasolina está siendo destinado a que las personas que trafican y se enriquecen inmoralmemente del tráfico del diésel y la gasolina por cualquier medio, por mar o por tierra, están enriqueciéndose indebidamente de un dinero que debería estar destinado, que debería tener otra direccionalidad. Me opongo a que eso pase no pongo a que eso pase. Si es que los más ricos del Ecuador están enriqueciéndose más utilizando el diésel y la gasolina me opongo a que eso pase. Pero por supuesto, jamás ha sido la intención afectar a los sectores más desposeídos.	"Ecuador" como nación "subsido a la gasolina" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste del combustible gasolina	"el Ecuador" asociado a "recorri" sugiere el espacio territorial que compone la nación Ecuador. "subsido a la gasolina" asociado a "personas que trafican y se enriquecen inmoralmemente" sugiere que la prestación no favorece a quienes la necesitan	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	combustible aquí (...) está llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando, a costa de las personas más pobres", "no es justo, señor presidente que sigamos subsidiando (...) a esas mafias, y a esos contrabandistas que desangran la economía del Ecuador" <u>Sentido:</u> El gobierno toma decisiones para beneficio de los que menos ingresos tienen y contra el crimen organizado.
6	Precisamente por eso cuando se emitió el decreto, se manifestó que se iba a empezar un gran programa de desarrollo del agro, además de las compensaciones necesarias, las compensaciones necesarias, para que nadie se vea afectado. Que los más pobres no se vean afectados. Que los ricos, que los narcotraficantes, que los traficantes de diésel, que los traficantes de gasolina se vean afectados.	"pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen. "gasolina" como combustible	"los más pobres" como categoría social, sugiere una disparidad social en el seno de la nación. "traficantes de gasolina" sugiere una actividad ilícita con un producto lícito	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	
7	No está en mi forma de ser, no soy así. Vuelvo a recalcar yo soy un hombre de principios. Y como uno de los principios es el diálogo, es la concertación es llegar a acuerdos el conversar, es interesarse en la forma de ser del otro, para tratarlo mejor, de sus conceptos y tratar de imbuir lo mejor de nuestros conceptos para formar uno solo, uno solo porque eso es lo que tenemos que ser los ecuatorianos, uno solo, un solo. Concepto que tiene que ser básicamente el de justicia el de equidad y el cumplimiento de la ley para eso existe la ley. Es por eso que ha aceptado el diálogo, porque el diálogo ha sido la tónica de mi gobierno y porque mediante el diálogo inclusive, el señor vicepresidente ha estado recogiendo las opiniones de todos, absolutamente de todos.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "ecuatorianos" como miembros de la nación Ecuador	"diálogo" asociado a "concertación", "acuerdos", "conversar" y también a "he aceptado", "ha sido la tónica de mi gobierno" s sugiere una voluntad política de negociación.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	
8	Lo que no quiero dar, bajo ninguna circunstancia, satisfacción, y con los que no voy a conversar ni un solo momento, que quede bien claro, es con los correístas que se robaron la patria, con los correístas que nos bastardearon a ustedes, con los correístas que es que quisieron que quitar inclusive las organizaciones sociales a las cuales yo firmé un decreto de que se devuelva el ejercicio de las organizaciones sociales, vuelvo a recalcar. No es que esté sacándoles en cara. Bajo ninguna circunstancia pero más se demoraron ustedes en solicitarme que se devuelva a la casa que yo en devolvérsela.	"organizaciones sociales" como colectivos organizados y reconocidos por el Estado con personería jurídica.	"organizaciones sociales" asociado a "yo firme un decreto para que se devuelva el ejercicio" sugiere que ese ejercicio había sido coartado	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	
9	Pero que no cesaré es que ese dinero se lo sigan llevando los ricos, los narcotraficantes y los traficantes de diésel y gasolina. En eso no cederé. Veamos la fórmula y yo veo distinguidos distinguidos intelectuales, economistas que nos acompañan y me alegro mucho porque pueden ser parte de ese diálogo. Veamos la fórmula de como logramos que ese ese dinero vaya a manos de los más pobres. ¿Y quiénes son las más pobres? Los campesinos de la patria pues.	"gasolina" como combustible "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos	"traficantes de diésel y gasolina" sugiere una actividad ilícita con un producto lícito "lo más pobres" como categoría social, asociado a "los campesinos" sugiere una disparidad social en el seno de la nación y también una categorización absoluta	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	

ANEXOS

ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 1	10	De lo otro, por favor, de no afectar a los más pobres de la patria, abierto completamente, de que esos recursos vayan para los más pobres de la patria abierto completamente. Ustedes han dicho y yo me alegro me alegro de corazón de que esto no vaya en modificaciones, que no vaya en en bonos.	"pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"los más pobres" como categoría social, sugiere una disparidad social en el seno de la nación	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN
	11	Quiero agradecerles por esta invitación al gobierno nacional y a los hermanos de indígenas porque este es el diálogo este es el momento de construir este es el momento de consensuar. Y si tienen la necesidad de tomar una decisión en función de pedir unos 5 ó 10 minutos de pausa antes de poder emitir un pronunciamiento oficial hagámoslo, hagámoslo con desprendimiento, con sabiduría por favor. Y apeló a la sensibilidad de usted señor presidente . Aplaudó esta gestión así como aplaudó la gestión y el y el alto a la violencia de parte de esas marchas que el país necesita ahora tranquilidad. muchísimas gracias.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"diálogo" asociado a "este es el momento de construir", "este es el momento de consensuar indica voluntad política	CRISTIAN CRUZ Presidente del Consejo de Participación Ciudadana y Control Social CERCANO	INTEGRACIÓN
	12	Muchas gracias. Todo aquello que afecte a los más pobres de la patria pero en lo que es principios poner mi puesto adelante jamás. El puesto siempre siempre ha estado allí. Nunca, nunca he puesto delante una situación personal antes que mis principios.	"pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"los más pobres" como categoría social, sugiere una disparidad social en el seno de la nación	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN
	13	Señor presidente , queridos y respetados dirigentes del movimiento nacional de nacionalidades indígenas del país . Como presidente de la función de transparencia y control social concuro a este diálogo aceptando la invitación de las dos voluntades que deben confluir con responsabilidad nacional a enfrentar como una sola, la situación que vive el país. El movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social y el gobierno nacional expresa una decidida voluntad política. Tenemos por lo tanto en la mesa a los dos actores que están en plena capacidad para resolver la problemática que el país vive, con gran expectativa, y resolverla para generar un reencuentro nacional que cuide las condiciones económicas y políticas de una democracia con derechos sociales .	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "país" como Estado-nación "sociales" relativo a la sociedad	"nacionalidades indígenas" asociadas a "del país" sugiere una pertenencia reconocida de las nacionalidades a la nación Ecuador. "este diálogo" asociado a "invitación de las dos voluntades" y "movimiento indígena y "gobierno nacional" sugiere el reconocimiento de la igualdad de condiciones en la conversación. "derechos sociales" asociado a "democracia" sugiere que el diálogo tiene lugar en el marco de un estado de derecho .	PABLO CELI Contralor General del Estado CERCANO	INTEGRACIÓN
	14	Primero, que las dos voluntades que están sentadas en esta mesa reconocen a este diálogo como el espacio de resolución de este conflicto. Esto es muy importante para el país . Y segundo, que en el espacio de resolución de este conflicto, que es este diálogo , se avance como lo ha planteado en su exposición inicial el señor presidente de la república, a formular un nuevo decreto. Planteadas estos dos puntos de acuerdo el diálogo como en este diálogo y no otro este como el espacio para resolver un conflicto que el país necesita ver resuelto.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "país" como Estado-nación	"este diálogo como el espacio de resolución" sugiere una voluntad política "para el país" sugiere el interés de la nación ecuatoriana	PABLO CELI Contralor General del Estado CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

15	Los mecanismos para implementar esto supondrán un trabajo técnico, por supuesto, un trabajo incluso jurídico y para eso pueden haber mecanismos como comisiones. Pero las decisiones políticas que el país necesita oír son las dos, diálogo resolutorio y un nuevo acuerdo que recoja este sentido de un compromiso del estado con las organizaciones sociales muchas gracias.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "país" como Estado-nación "sociales" relativo a la sociedad	"país necesita oír" asociado a "decisiones políticas" sugiere que el conjunto de la nación reconoce la legitimidad del diálogo y los que lo encarnan. "diálogo resolutorio" sugiere una voluntad de toma de decisiones definitivas. "organizaciones sociales" asociadas a "un compromiso del Estado" sugiere que se negocia en igualdad de condiciones	PABLO CELI Contralor General del Estado CERCANO	INTEGRACIÓN
16	Muchas gracias a las Naciones Unidas por este acompañamiento. Un saludo señor presidente , un saludo a las autoridades del Estado, a los compañeros del gabinete y a los representantes de las comunidades indígenas. Un saludo también al país. Decía me parece que el compañero Iza relacionado a que hemos perdido 12 días. Efectivamente, 12 días que pasan sin acuerdos con un país que está perdiendo su actividad económica y el Ecuador no puede seguir perdiendo. Es por eso que el planteamiento del señor presidente de la república busca llegar a un consenso. Si el decreto se deroga señor presidente usted lo ha señalado bien, el día de mañana quiénes van a estar favorecidos de estos de manera inmediata son los contrabandistas y los más ricos. Es por eso, que el objetivo es revisar mejorar ese decreto para evitar que estos efectos que ustedes han anticipado, que pueden afectar a las personas más vulnerables, efectivamente lo hagan y existen alternativas por supuesto. Pero lo que no puede suceder, queridos amigos, es	"país" como nación Ecuador "Ecuador" como nación		RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
17	Pero lo que no puede suceder, queridos amigos, es que sigamos beneficiando a estas mafias, que sigamos beneficiando a las personas que más tienen. Y tampoco puede suceder que el decreto afecte a los más pobres . Por eso la apertura al diálogo , para buscar un punto de encuentro. He escuchado algunos ejemplos, pero también hay otros nos permiten salir de la generalidad donde las personas afectadas evidentemente están viendo una realidad con la cual nosotros nos solidarizamos. He escuchado algunos ejemplos que afectan a su día a día. Por supuesto, eso no puede suceder y estamos dispuestos a encontrar formas para que aquello no suceda.	"pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen. "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"los más pobres" como categoría social, sugiere una disparidad social en el seno de la nación "la apertura al diálogo" indica voluntad política	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
18	Pero también pongamos un ejemplo de un vehículo cualquiera que este momento tiene el uso en la ciudad, en Quito, que está utilizando y consumiendo gasolina extra. Una persona que conduce un vehículo de 40 mil dólares, que no utiliza servicio público es acaso justo, me pregunto yo, ¿es acaso justo que los ecuatorianos le subsidiemos a esa persona? Yo, como ecuatoriano no puedo aceptar un subsidio de la gasolina extra porque ese dólar que se subsida amigos, es justamente el dólar que le quitamos a las personas y a los jóvenes. Jaime, que hoy no pueden ir a la universidad. A esos jóvenes les estamos quitando la oportunidad, la oportunidad de que él pueda financiar de manera sostenida ese gasto, esa inversión.	"gasolina" como combustible "ecuatorianos" como miembros de la nación Ecuador "subsidio" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina.	"los ecuatorianos" asociado a "subsidiemos a esa persona" sugiere que la prestación del Estado proviene de los impuestos de todos los miembros de la nación (contrato social)	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

19	Yo no estoy de acuerdo como ecuatoriano en que le financiamos la gasolina extra a las personas que tienen vehículo y que conducen en la ciudad. Es esa realidad entonces señor presidente en la que tenemos que encontrar, objetivamente, y yo sé que ustedes tampoco están de acuerdo con que le subsidiemos a esas personas. Yo sé que ustedes tampoco están de acuerdo.	"ecuatoriano" como miembro de la nación Ecuador "subsidiemos" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina.	"subsidiemos a esas personas" asociado a "las personas que tienen vehículo y que conducen en la ciudad" sugiere que se benefician de la prestación del Estado personas que no la necesitan	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
20	Por eso, la mesa de diálogo es para buscar aquellos mecanismos, que nos permitan no subsidiar a esas personas y evitar el impacto en las actividades diarias que ustedes sienten ese efecto. Son ejemplos reales que traemos a la mesa para materializar un diálogo . Amigos no podemos seguir subsidiando a estas personas.	"diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia "subsidiando" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina.	"la mesa de diálogo" asociado a "mecanismos que nos permitan no subsidiar a esas personas" sugiere que el tema central de discusión es el subsidio a los combustibles y a quien está destinado.	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
21	Se hablaba de la dolarización, por supuesto que cada dólar que le entregamos a las manos de un contrabandista para que lo lleve a Perú o a Colombia es desangrar a la dolarización señor presidente . Eso sí tiene que dolernos. Porque cada contrabandista que compra el combustible aquí, que carga un camión en el Ecuador y que lo vende a un mejor precio en Colombia o en Perú, se están llevando el dinero de los ecuatorianos y se lo está llevando, a costa de las personas más pobres .	"Ecuador" como nación "ecuatorianos" como miembros de la nación Ecuador "pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"el dinero de los ecuatorianos", "a costa de los mas pobres" asociado a "contrabandista" sugiere que se está perjudicando a los ciudadanos.	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
22	Con deuda. La única forma de financiar ese déficit si no se corrige el desequilibrio fiscal es con deuda y es por esto presidente, que esta decisión busca justamente encauzar al país para que en el largo plazo se endeude menos. Para que pueda sostener el gasto social y la inversión social . Hay muchas cosas por hacer todavía en el Ecuador . Y sin lugar a dudas, no podemos seguir las haciendo a punta de deuda.	"país" como nación Ecuador "Ecuador" como nación "social" relativo a la política pública de redistribución para los servicios colectivos	"encauzar al país" sugiere una acción en beneficio de la nación "sostener el gasto social y la inversión social" sugiere que se lleva adelante una política social	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
23	Eso no es justo eso no es justo porque estamos hipotecando y embargando a nuestros hijos. Porque ellos van a tener que afrontar decisiones duras en el futuro. Es así presidente a partir del año 2015, 2016 también el gasto por subsidio per cápita en el Ecuador fue superior al gasto por inversión en educación y en salud. Es decir se está subsidiando más a las personas que más tienen. No se corrige un problema y estamos dejando de invertir en salud y educación.	"subsidio" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina.	"gasto por subsidio" asociado a "superior al gasto por inversión en educación y salud" sugiere que el subsidio no beneficia a la mayoría.	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
24	Si no logramos tener capacidad de recursos para financiar aquello, el camino es la deuda. Porque el Ecuador está en zona de déficit. El Ecuador está gastando más de lo que tiene y no es justo presidente que sigamos subsidiando a esas personas a las que más tienen, a esas mafias, y a esos contrabandistas que desangran la economía del Ecuador , a cambio de la salud y de la educación de nuestros hijos, de las personas más pobres . Porque son las personas más pobres aquellas que utilizan la educación y la salud pública. Se han planteado varias cosas aquí presidente .	"Ecuador" como nación "subsidio a la gasolina" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste del combustible gasolina "pobres" referente a la situación social de las personas que menos ingresos tienen.	"Ecuador" asociado a "está en zona de déficit", "está gastando más de lo que tiene", "desangran la economía del Ecuador" sugiere la situación económica de la nación. "las personas más pobres" como categoría social, sugiere una disparidad social en el seno de la nación	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y de Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

ESTADO H3Doc 2 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervención Moderadores	25	Quisiera antes de darle de nuevo la palabra, recoger las coincidencias de las dos intervenciones. Esta mesa es una victoria, esta mesa estar aquí sentados todos es una victoria y de aquí lo que espera el país es que salgan acuerdos, que salga paz, reconciliación, que miremos adelante, como pueblo unido.	"país" como nación Ecuador	"lo que espera el país" sugiere el conjunto de los ciudadanos que conforman la nación Ecuador	ARNAUD PERAL Moderador Naciones Unidas CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero hace una nominación de los actores activos y pasivos para asignarles lugares específicos en el discurso. Como moderador, el vocero señala el papel activo tanto de los actores del Estado como de las organizaciones sociales, frente al papel de beneficiado de la ciudadanía. Aquello se expresa cuando el vocero subraya la voluntad activa de las dos partes que constituyen el diálogo con la expresión "esta mesa es una victoria, esta mesa, estar aquí sentados todos es una victoria". También puntualiza sobre las acciones avanzadas en formas de propuestas, tanto por parte del Estado "generar un acuerdo para un nuevo decreto, perfeccionado que permita redireccionar los recursos a los que más necesitan", como por parte de CONAIE "de que las reformas que se vienen tengan primero un control constitucional antes de ir a la asamblea". Estas propuestas, presentadas por el vocero como acciones son en beneficio del actor "el país" que "espera (...) es que salgan acuerdos, que salga paz, reconciliación" Sentido: El moderador anima a los dos actores enfrentados a encontrar puntos de	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de sus representaciones de la realidad. Se recurre a la figura de autorización apelando a valores morales para dotar el discurso de fuerza. Así a nombre de "lo que espera el país", "acuerdos", "paz", "reconciliación" se alienta a los actores del diálogo a encontrar puntos de encuentro para llegar a un acuerdo. <u>Sentido:</u> Moderadores de Naciones Unidas quieren cumplir con su objetivo de lograr un acuerdo entre las partes.
	26	El señor presidente decía, retomó sus palabras, un acuerdo, generar un acuerdo para un nuevo decreto, perfeccionado que permita a redireccionar dirección los recursos a los que más necesitan. Y retomando las palabras del señor Vargas, decía que la medida o sea el decreto actual es una medida que no tiene beneficio social . Ahí ven veo en sus dos intervenciones un punto de conexión y yo creo que si las partes podrían aceptar ahora mismo ante los ojos del país , la creación de esta comisión y darle un plazo muy corto para que sea emitido un nuevo decreto sería una gran victoria de esta mesa y de todas las partes. Hay la propuesta también por parte de señor Vargas de que las reformas que se vienen tengan primero un control constitucional antes de ir a la asamblea. O sea las dos partes han hecho ya propuestas concretas.	"social" relativo a la política pública de redistribución para los servicios colectivos "país" como nación Ecuador	"medida que no tiene beneficio social" sugiere que no hace una redistribución adecuada para el conjunto de la sociedad. Solo beneficia a pocos.	ARNAUD PERAL Moderador Naciones Unidas CERCANO	INTEGRACIÓN	encuentro para un acuerdo	
ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 2	27	Estos 12 días han sido días profundamente duros para todos los ecuatorianos . El Ecuador ha preservado durante su historia, una historia de paz, una historia de encuentro, una historia de hermanamiento, que estos 12 días han golpeado severamente.	"ecuatorianos" como miembros de la nación Ecuador "Ecuador" como nación	"días duros" asociado a "todos los ecuatorianos" sugiere un impacto al conjunto de la nación "El Ecuador" asociado a "historia de paz", "historia de encuentro", "historia de hermanamiento" sugiere un relato histórico homogéneo de la nación	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario del Gabinete de la Presidencia CERCANO		USO DE LA ESTRATEGIA DE REORDENAMIENTO El vocero hace una nominación de los actores activos y pasivos para asignarles lugares específicos en el discurso. Así, el vocero insiste en el papel activo que deben jugar los actores del diálogo con expresiones como "hoy nos quedamos aquí redactando un nuevo decreto (...) señor Iza", "es de nuestra responsabilidad de las que estamos sentados aquí de salir con un nuevo documento", "tenemos que poner todos el hombro juntos". Frente a eso, los actores pasivos que se benefician de todas	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización apelando a valores o tradiciones apelando a valores o tradiciones de legitimidad. Así se hace referencia con un tono de elocuencia a la historia del Ecuador calificándola de "historia de paz, una historia de encuentro, una historia de hermanamiento" para argumentar sobre la necesidad de llegar a un acuerdo que ponga fin al conflicto.
	28	Es el momento de entender que ceder, no es perder. Y aquí estamos cediendo todos, porque hoy nos quedamos aquí redactando un nuevo decreto . Un nuevo decreto que discuta cómo nosotros vamos a lograr, que los subsídios no se vayan para los contrabandistas. Cómo nosotros vamos a lograr, utilizando las palabras de algunos de ustedes, cómo vamos a racionalizar esos subsídios para que no afecten al campesino del tractor del que hablaba hace un momento el señor Iza. Eso nos tenemos que preocupar. Pero de aquí nos levantamos con un nuevo decreto , de aquí. Ese es nuestro compromiso y eso lo que nos hemos comprometido el Ecuador espera. Que del diálogo salgan resultados.	"subsidio" se refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina. "diálogo" en términos políticos, es decir, canal de comunicación para establecer una discusión sobre temas que generan controversia	"los subsidios no se vayan para los contrabandistas" sugiere que se está perjudicando a la ciudadanía "racionalizar esos subsidios" sugiere voluntad política	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario del Gabinete de la Presidencia CERCANO		las acciones se describen como "precautar la realidad de todos los ecuatorianos, de todos, hermanos indígenas, hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos" Sentido: El gobierno propicia un diálogo conciliador en favor de la mayoría de la población.	También apela al bien colectivo como razón para llegar a este acuerdo con las expresiones "es el momento de entender que ceder, no es perder. Y aquí estamos cediendo todos", "que del diálogo salgan resultados", "tenemos que pensar en sus familias", "tenemos que poner todos, el hombro juntos", "el trabajo del gobierno es precautar la realidad de todos los ecuatorianos" <u>Sentido:</u> El gobierno no defiende intereses particulares pero el bien común.
	29	Para adelante tenemos que pensar que sus familias y las nuestras han pasado días difíciles. Y hoy es nuestra responsabilidad de las que estamos sentados aquí, de salir con un nuevo documento que garantice, que garantice que los contrabandistas no se enriquezcan más. Que los ricos no se llenen el dinero con el dinero de los subsídios que no les corresponden, porque esa es nuestra tarea. Pero también, tenemos que poner todos, el hombro juntos, porque este país se saca si todos deponemos acciones. Nosotros no hemos combatido ni vamos a combatir nunca.	"subsídios" e refiere a la prestación que asume el Estado sobre el coste de productos y servicios, en este caso se habla del subsidio al combustible gasolina "país" como nación Ecuador	"los ricos no se llenen con el dinero de los subsidios" sugiere que se está perjudicando a una mayoría	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario del Gabinete de la Presidencia CERCANO			
	30	Y el trabajo del gobierno es precautar la realidad de todos los ecuatorianos , de todos, hermanos indígenas, hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos y de los extranjeros que viven en este país .	"ecuatorianos" como miembros de la nación Ecuador "país" como nación Ecuador	"todos los ecuatorianos" sugiere el conjunto de los ciudadanos que conforman la nación Ecuador referido como "este país"	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario del Gabinete de la Presidencia CERCANO			

ESTADO H3 MC2- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: INDÍGENAS- HERMANO- DECISIÓN/DECIDIR- PAZ	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? ACERCAMIENTO Y VOLUNTAD DE PAZ	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
	1 Bueno buenas tardes a todos. Hermanos indígenas , siempre los he tratado con respeto y con cariño. Jamás he proferido un insulto contra ustedes. Nunca los he tratado con desprecio.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario "indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"hermanos indígenas" sugiere que se dirige a estos actores en igualdad de condiciones, voluntad política.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Los voceros recurren a figuras lingüísticas para nominar a los actores y así asignarles características humanas o no humanas y así otorgarles determinados roles en el discurso. El actor que es nominado más a menudo por parte de los voceros es "indígena" bajo varias formas. Se recurre a una figura de personalización a través de la especificación por asimilación y colectivización con el uso de "hermanos indígenas", "movimiento indígena" que hace referencia a un colectivo al que se reconoce institucionalmente. La mención de "hermanos" incluso sugiere un grado de familiaridad y de consideración. Al mismo tiempo, cuando se hace uso de "hermanos" precedido por el artículo definido "los" sugiere una personalización por especificación que marca un cierto grado de distancia "los hermanos campesinos", "los hermanos indígenas que durante estos días han tenido una serie de conversaciones", "les invito al gobierno nacional y a los hermanos indígenas a que consensuemos" al nombrarlos tan específicamente sugiere un "ellos" que es distinto a un "nosotros"	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de sus representaciones de la realidad. Se recurre a la figura de mitigación para atenuar la confrontación. Aquello se registra en varias expresiones como el uso de "hermanos indígenas" para generar cierta familiaridad, "agradecerles y felicitarles a ustedes por haberse desprendido definitivamente de aquellos que quisieron encajar en una protesta justa de ustedes", "no hagamos el juego a quienes les dijeron que eran corruptos, que las dirigencias indígenas eran corruptas", "el movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social" Sentido: El gobierno se muestra condescendiente y tolerante para obtener la adhesión de la CONAIE frente a los enemigos políticos del correísmo.
	2 Este mensaje va fundamentalmente para todos los hermanos campesinos de la patria. Tengo una preocupación sí, se los digo con toda sinceridad. Tengo una preocupación y creo que debo agradecerles y felicitarles a ustedes por haberse desprendido definitivamente de aquellos que se quisieron encajar en una protesta justa de ustedes, se quisieron encajar y generar el caos y la situación terrible que ha alcanzado el país.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario	"hermanos campesinos de la patria" sugiere que se dirige a estos actores en igualdad de condiciones, voluntad política.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	3 No es casualidad tampoco, no es casualidad tampoco, que acá estén también dineros del narcotráfico, dineros del narcotráfico porque saben perfectamente que la decisión tomada por el presidente de la república, porque he recibido la información del equipo económico, pero quien ha tomado la decisión soy yo. Y soy yo el que tengo a la final que receptor aquellas conclusiones a las que lleguen ustedes y poder transformarlo en algo que realmente sea positivo para ustedes, consensuado con ustedes.	"decisión" como acción legítima de autoridad.	"decisión tomada por el presidente de la república" sugiere que el mandatario es la máxima autoridad del Estado	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	Sentido: El gobierno reconoce la institucionalidad indígena pero marca ciertas distancias con los miembros de pueblos y nacionalidades que no contempla con la misma pertenencia identitaria.	
	4 No hagamos el juego a quienes dejaron despedazando el país. No hagamos el juego a quienes jamás lo trataron con respeto. No hagamos el juego a quienes les dijeron que eran corruptos, que las dirigencias indígenas eran corruptas. Aquellos que les quitaron inclusive su casa que yo la devolví. Aquellos que les quitaron la educación intercultural bilingüe, que yo la devolví.	"indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"dirigencias indígenas" se refiere más específicamente a los líderes del movimiento indígena en su estructura institucional.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	5 Verdad que fue así. Estamos componiendo la educación intercultural bilingüe y cuando pensamos en la devolución del edificio de UNASUR, de esa malhadada UNASUR, que lo único que intentó fue imponer una ideología, una única ideología, sin permitir ni siquiera el diálogo de la conversación, ni el acuerdo. Apenas vimos la posibilidad de salir de esa malhadada UNASUR dije la universidad indígena , debe estar allí. La universidad indígena debe estar allí. No debe ser porque les tengo desprecio, porque les tengo odio pues.	"indígena" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"la universidad indígena debe estar allí" asociado a "edificio de UNASUR" sugiere que el proyecto de Universidad pública de los pueblos y nacionalidades denominada Amayta Wasi debería tener su sede en el edificio que alojaba el organismos de la Unión de Naciones Suramericanas UNASUR cuya sede se encontraba en Quito	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 1	6	Soy Cristian Cruz presidente del consejo de participación ciudadana y control social. Señor presidente, hermanos indígenas . Valoro mucho la postura del día de hoy, el pueblo necesita paz y necesita autoridades sabias y desprendidas. Y creo que el día de hoy como decía nuestro delegado de la de las Naciones Unidas ya el pueblo está ganando.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario "indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas "paz" como ausencia o fin de un conflicto	"hermanos indígenas" sugiere que se dirige a estos actores en igualdad de condiciones, voluntad política. "el pueblo necesita paz" sugiere la población de la nación Ecuador	CRISTIAN CRUZ Presidente del Consejo Nacional de Participación Ciudadana y Control Social CERCANO	INTEGRACIÓN
	7	Tengamos consciente que estamos aquí de manera efímera. Quiere decir que estamos por corto tiempo como seres humanos y quiero valorar toda la energía y todo el entusiasmo que están poniendo, tanto el gobierno nacional, cuanto los hermanos indígenas que durante estos días han tenido una serie de conversaciones tratando de conciliar y de tratar de cristalizar lo que estamos haciendo ahora. Es momento de tomar las decisiones con tranquilidad. Les invito al gobierno nacional y a los hermanos indígenas a que consensuemos dentro de los equipos que tenemos ahora la oportunidad. Tengamos claro que cada problema es una oportunidad disfrazada y como ecuatorianos tenemos la oportunidad de estar unidos. Encontremos fuerza en la adversidad. El país pide paz y esa paz se está inaugurando el día de hoy.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario "indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas "decisiones" como acción legítima de autoridad "paz" como ausencia o fin de un conflicto	"hermanos indígenas" sugiere que se dirige a estos actores en igualdad de condiciones, voluntad política. "tomar las decisiones con tranquilidad" asociado a "serie de conversaciones", "tratando de conciliar" sugiere que existe voluntad política para negociar "el país pide paz" sugiere que la mayoría de los ciudadanos de la nación Ecuador claman por el fin del conflicto en curso	CRISTIAN CRUZ Presidente del Consejo Nacional de Participación Ciudadana y Control Social CERCANO	INTEGRACIÓN
	8	Señor presidente, queridos y respetados dirigentes del movimiento nacional de nacionalidades indígenas del país. Como presidente de la función de transparencia y control social concurrió a este diálogo aceptando la invitación de las dos voluntades que deben confluir con responsabilidad nacional a enfrentar como una sola, la situación que vive el país. El movimiento indígena expresa una vigorosa voluntad social y el gobierno nacional expresa una decidida voluntad política. Tenemos por lo tanto en la mesa a los dos actores que están en plena capacidad para resolver la problemática que el país vive, con gran expectativa, y resolverla para generar un reencuentro nacional que cuide las condiciones económicas y políticas de una democracia con derechos sociales.	"indígena" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"indígena" asociado a "movimiento nacional de nacionalidades", "el movimiento indígena" sugiere que se está dirigiendo a los representantes institucionales del movimiento en igualdad de condiciones. Voluntad política de diálogo.	PABLO CELI Contralor General del Esatdo CERCANO	INTEGRACIÓN
	9	Muchas gracias a las Naciones Unidas por este acompañamiento. Un saludo señor presidente, un saludo a las autoridades del Estado, a los compañeros del gabinete y a los representantes de las comunidades indígenas . Un saludo también al país. Decía me parece que el compañero Iza relacionado a que hemos perdido 12 días.	"indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"representantes de las comunidades indígenas" sugiere que se está dirigiendo a los representantes institucionales del movimiento en igualdad de condiciones. Voluntad política de diálogo.	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN
	10	¿que se lo financió como? Con deuda. La única forma de financiar ese déficit si no se corrige el desequilibrio fiscal es con deuda y es por esto presidente, que esta decisión busca justamente encauzar al país para que en el largo plazo se endeude menos. Para que pueda sostener el gasto social y la inversión social. Hay muchas cosas por hacer todavía en el Ecuador.	"decisión" como acción legítima de autoridad.	"decisión" asociado a "busca justamente encauzar al país" sugiere que es para el beneficio de una mayoría y en el largo plazo .	RICHARD MARTÍNEZ Ministro de Economía y Finanzas CERCANO	INTEGRACIÓN

ANEXOS

ESTADO H3Doc 3 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones Estado Parte 2	11	Presidente buenas noches, buenas noches a los compañeros miembros de las organizaciones indígenas aquí presentes, mis compañeros ministros, a los presidentes y jefes de los poderes del estado. Estos 12 días han sido días profundamente duros para todos los ecuatorianos. El Ecuador ha preservado durante su historia, una historia de paz , una historia de encuentro, una historia de hermanamiento, que estos 12 días han golpeado severamente.	"indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas "paz" como ausencia o fin de conflicto	"compañeros miembros de las organizaciones indígenas" sugiere que se está dirigiendo a los representantes institucionales del movimiento en igualdad de condiciones. Voluntad política de diálogo. "paz" asociado a "El Ecuador ha preservado", "una historia de" sugiere que la narrativa nacional del Ecuador es de ausencia de conflictos	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario de Gabinete de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LA ESTRATEGIA DE SUSTITUCIÓN Los voceros recurren a figuras lingüísticas para nominar a los actores y así asignarles características humanas o no humanas y así otorgarles determinados roles en el discurso. Se hace un uso del lema "hermanos" recurriendo a la personalización por especificación y asimilación colectiva para asimilar en un mismo orden valores a varios actores. Así se menciona "hermanos indígenas, hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos" para sugerir que todos están en un pie de igualdad. Bajo la misma figura se menciona a los "los hermanos indígenas" junto "los hermanos militares" y "los hermanos policías". Sentido: Mostrar que existe igualdad de consideración para todos los sectores de la sociedad sin distinción.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se recurre a la figura de autorización apelando a valores morales para conseguir la aprobación social y darle veracidad al discurso. Así los voceros argumentan, apelando a la tradición y características culturales "El Ecuador ha preservado durante su historia, una historia de paz, una historia de encuentro, una historia de hermanamiento", a las obligaciones éticas y legales "nosotros como Estado tenemos que garantizar la paz", o los valores de solidaridad "tenemos que poner todo, el hombro juntos" o de igualdad "el trabajo del gobierno es precautelar la realidad de todos los ecuatorianos" Sin embargo, y pese al tono conciliador y grandilocuente que sugiere unidad y solidaridad se hacen referencias que sugieren discriminación, particularmente en la expresión del presidente: "manifesté que aprendí a querer a los hermanos indígenas desde muy pequeño. Cuando recibí de ellos los mayores cariños, los mayores afectos y por eso siempre los he tratado con respeto, siempre los he tratado con cariño" insinuando que habría razones por las que no debería haberlos tratado así (por ser indígenas). Este doble sentido de la frase es una forma sutil de coaccionar la negociación pues sugiere que al haberse comportado adecuadamente con ellos, los "hermanos indígenas" tienen una deuda con él. Sentido: la negociación se hace bajo ciertas condiciones.
	12	Nadie quiere ser atemorizado en sus casas, nadie, nadie quiere que mucha gente pase con palos al frente suyo atemorizando los. Y esas personas cuentan con esos militares y esos policías para defenderlos. Nosotros como estado tenemos que garantizar la paz .	"paz" como ausencia o fin de un conflicto	"como estado tenemos que garantizar la paz" asociado a "esos militares y esos policías para defenderlos" sugiere el uso legítimo de la fuerza del Estado para la defensa y la paz.	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario de Gabinete de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	13	Pero también, tenemos que poner todos, el hombro juntos, porque este país se saca si todos deponemos acciones. Nosotros no hemos combatido ni vamos a combatir nunca. Y el trabajo del gobierno es precautelar la realidad de todos los ecuatorianos, de todos, hermanos indígenas hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos y de los extranjeros que viven en este país. No perdamos la brújula los delincuentes se tienen que ir a la cárcel. Los que saquearon se tienen que ir a la cárcel.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario "indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"hermanos indígenas, hermanos afros, hermanos mestizos, hermanos blancos" sugiere la presencia de múltiples identidades culturales en el país y a las que se dirige en igualdad de condiciones.	JUAN SEBASTIAN ROLDAN Secretario de Gabinete de la Presidencia de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	14	Un acuerdo significa ceder algo. Por eso digo que poco queda por decir. Qué bueno, que bueno que la palabra que, en esta última instancia, que más se ha repetido, ha sido la de la paz . Todos han mencionado la palabra paz , es que no existe otro bien más maravilloso es que no existe otro principio de vida más maravilloso, que la paz que, no siendo la consecuencia del amor, de queremos.	"paz" como ausencia o fin de un conflicto	"paz" asociado a "no existe otro bien más maravilloso", "otro principio de vida más maravilloso" sugiere la voluntad de que cese el conflicto	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	15	En un comienzo yo manifesté que aprendí a querer a los hermanos indígenas desde muy pequeño. Cuando recibí de ellos los mayores cariños, los mayores afectos y por eso siempre los he tratado con respeto, siempre los he tratado con cariño e inclusive jamás he contestado ofensas, que perfectamente cualquiera lo podría haber hecho. No, yo no quiero hacerlo. Pero claro está, así como Jaime agradecido a quienes se han manifestado por los derechos de los hermanos indígenas , yo no puedo menos que agradecer también a los hermanos militares y a los hermanos policías que a veces en gran cantidad son de origen campesino, de origen indígena . No tengo menos que agradecerles porque sé de la sacrificada labor que cumplen. Sacrificada, esforzada y de mucho riesgo también.	"hermanos" como apelativo de reconocimiento igualitario "indígenas" relativo a la población que se autodetermina como pueblos y nacionalidades indígenas	"hermanos" asociado tanto a "indígenas" como a "militares", "policías" y "en gran cantidad son de origen campesino, de origen indígena" sugiere un amalgama entre campesinos e indígenas y sugiere una muestra de consideración en el mismo nivel hacia esos actores.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		
	16	Con relación a los pedidos extras que se puedan hacer, recordemos sin duda a los vamos a considerar, siempre hay que considerarlos, pero recuerden que son decisión del presidente de la república. Respetémonos cada uno en los espacios que a cada uno le corresponden también. Muchísimas gracias que los hermanos . Yo con eso doy por cerrado. Inmediatamente por favor de acuerdo a lo que dice la resolución que se instale la mesa de acuerdos, muchísimas gracias.	"decisión" como acción legítima de autoridad.	"son decisión del presidente de la república" sugiere que insiste sobre el poder que le otorga ser la máxima autoridad del Estado.	LENIN MORENO Presidente de la República CERCANO	INTEGRACIÓN		

ESTADO H3 MC3- ANALISIS CUALITATIVO

DOCUMENTO FUENTE	SEGMENTOS QUE CONTIENEN LAS UNIDADES DE ANÁLISIS: PRINCIPIO-PATRIA/PATRIO	TEMA /TÓPICO	CONTEXTO/CO-TEXTO	VOCES	ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA	ESTRATEGIAS DE TRANSFORMACIÓN	ESTRATEGIAS DE LEGITIMACIÓN
	TEMA: ¿DE QUÉ HABLA EL DISCURSO EN ESTE CONGLOMERADO? PRINCIPIOS Y PATRIA	DETERMINAR QUE RELACIÓN EXISTE ENTRE EL TEMA/TÓPICO, EL CONTEXTO Y LAS VOCES PARA IDENTIFICAR QUÉ TIPO DE ESTRATEGIA DE CONSISTENCIA Y COHERENCIA UTILIZA EL DISCURSO				NOMINACIÓN: ¿CÓMO SE REPRESENTAN A LOS ACTORES EN EL DISCURSO? ACTORES IDENTIFICADOS EN ESTE CONGLOMERADO SEGÚN UNIDADES DE ANÁLISIS FRECUENTES :	¿CÓMO SE LEGITIMA EL DISCURSO DESDE EL PUNTO DE VISTA DEL ESTADO EN RELACIÓN CON LAS ?
ESTADO H3Doc 1 13 de octubre 2019 Diálogo con gobierno Intervenciones	1 Pero, fundamentalmente están direccionadas a solucionar los problemas de los más pobres y por fin, por fin, por fin, después de tantos ofrecimientos de tantos gobiernos llegar al ansiado desarrollo y progreso del campo que es lo que todos necesitamos. Este mensaje va fundamentalmente para todos los hermanos campesinos de la patria.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"los hermanos campesinos de la patria" designa su pertenencia a la nación Ecuador	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN	USO DE LAS ESTRATEGIAS DE DE SUSTITUCIÓN El vocero recurre a varias figuras lingüísticas para nominar a los actores y así asignarles características humanas o no humanas y así otorgarles determinados roles en el discurso. El vocero presidente de la república, se refiere bajo la forma de personalización por especificación y asimilación colectiva a "los más pobres", "los olvidados de la patria", "los más pobres de la patria", "los pueblos indefensos de la patria" para designar a un cierto sector de la ciudadanía del Ecuador al que se quiere dirigir en su discurso. Esta forma de nominar, que es indeterminada, se presenta como la preocupación primordial que mueve sus principios. En efecto, la forma de autonomiación bajo la descripción "soy un hombre de principios" con el que se asocia, pretende mostrar su comportamiento y su forma de ser por naturaleza como éticas. En contraparte, nombra a través de un proceso de personalización por asociación a "los correistas que se robaron la patria", "los correistas que nos bastardearon", "el corrupto de Correa" para referirse a los individuos que ejercieron poder durante el gobierno de Rafael Correa o que son sus seguidores. Los "correistas" únicamente son descritos con actuaciones negativas. Sentido: Lenin Moreno es un hombre ético preocupado por las personas más vulnerables mientras que Rafael Correa es un criminal.	USO DE LA ESTRATEGIA DE NEGOCIACIÓN Se pone en escena los poderes que se disputan la veracidad de sus representaciones de la realidad. Se recurre a la figura de evaluación que asigna valoraciones normativas específicas positivas de "yo" o "nosotros" que en este caso se expresan por la forma de autonomiación del presidente de la república asociando su comportamiento a valores positivos "jamás he faltado a mi palabra", "recorrí junto con la misión Manuela Espejo el Ecuador entero, peinandolo, haciendo la misión más exitosa que habido jamás", "soy un hombre de principios", "no cejaré es que ese dinero se lo sigan llevando los ricos, los narcotraficantes y los traficantes de diesel y gasolina", "de que esos recursos vayan para los más pobres de la patria abierto completamente", "nunca he puesto delante una situación personal antes que mis principios". Frente a aquello, puntualiza las acciones negativas ligadas a su enemigo político Rafael Correa y sus seguidores "los correistas que se robaron la patria", "los correistas que nos bastardearon", "los correistas que quisieron quitar inclusive las organizaciones sociales" Sentido: Lenin Moreno obra en beneficio de la mayoría mientras Rafael Correa hace daño
	2 En primer lugar recibí la información acerca de todos los rubros que componían ese subsidio a la gasolina extra y al diesel. Yo había manifestado que soy un hombre de principios, he sido toda mi vida toda la vida, he sido un hombre de principios. Jamás he faltado a mi palabra.	"principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta	"soy un hombre de principios" sugiere que su comportamiento está supeditado a valores éticos	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	3 Jamás he faltado a mi palabra. Creo que ustedes recordarán, porque recorrí junto con la misión Manuela Espejo, el Ecuador entero, peinandolo, haciendo la misión más exitosa que habido jamás de servicio a aquellos olvidados entre los olvidados de la patria.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"los olvidados de la patria" sugiere que existen disparidades entre los miembros que conforman la nación Ecuador	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	4 Que los ricos, que los narcotraficantes, que los traficantes de diésel, que los traficantes de gasolina se vean afectados. Pues me alegro porque está dentro de mis principios. Pero que no se afecten los más pobres.	"principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta	"dentro de mis principios" asociado a "no se afecten a los más pobres" sugiere que la conducta ética es justa	CRISTIAN CRUZ Presidente del Consejo Nacional de Participación Ciudadana y Control Social CERCANO	INTEGRACIÓN		
	5 No está en mi forma de ser, no soy así. Vuelvo a recalcar yo soy un hombre de principios. Y como uno de los principios es el diálogo, es la concertación es llegar a acuerdos el conversar, es interesarse en la forma de ser del otro, para tratarlo mejor, de sus conceptos y tratar de imbuir lo mejor de nuestros conceptos para formar uno solo, uno solo porque eso es lo que tenemos que ser los ecuatorianos, uno solo, uno solo. Concepto que tiene que ser básicamente el de justicia el de equidad y el cumplimiento de la ley para eso existe la ley.	"principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta	"uno de los principios es el diálogo, es la concertación (...)uno solo" sugiere que la conducta que se sigue es de tolerancia, de justicia y apertura	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	6 Y de eso es lo que entiendo va a conversar la comisión a conversar la comisión. Lo que no quiero dar, bajo ninguna circunstancia, satisfacción, y con los que no voy a conversar ni un solo momento, que quede bien claro, es con los correistas que se robaron la patria, con los correistas que nos bastardearon a ustedes, con los correistas que es que quisieron que quitar inclusive las organizaciones sociales a las cuales yo firmé un decreto de que se devuelva el ejercicio de las organizaciones sociales, vuelvo a recalcar. No es que esté sacandolos en cara.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"que se robaron la patria" asociado a "los correistas" designa al ex presidente Rafael Correa y sus simpatizantes de haber cometido actos de corrupción en contra del Estado ecuatoriano. Por ende han robado a la patria como el sentido simbólico de este Estado.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		

ANEXOS

Estado Parte 1	7	No debe ser porque les tengo desprecio, porque les tengo odio pues. Pero si es necesario creo yo y eso no dejaré no cejaré, porque en principio entiendo que ustedes tampoco cejarán y el principio de ustedes es el bienestar de sus pueblos, y está bien y está bien, porque es un principio que los tenemos todos. Pero que no cejaré es que ese dinero se lo sigan llevando los ricos, los narcotraficantes y los traficantes de diésel y gasolina.	"principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta	"principio de ustedes es el bienestar de sus pueblos" asociado a "es un principio que los tenemos todos" sugiere que la escala de valores éticos es similar	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	8	¿Y quiénes son las más pobres? Los campesinos de la patria pues. Algunos dicen, pero ya están en las ciudades.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"campesinos de la patria" designa una pertenencia a la nación Ecuador	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	9	En los principios , en ese principio del cuál les he conversado, no claudicaré. De lo otro, por favor, de no afectar a los más pobres de la patria , abierto completamente, de que esos recursos vayan para los más pobres de la patria abierto completamente. Ustedes han dicho y yo me alegro me alegro de corazón de que esto no vaya en modificaciones, que no vaya en en bonos.	"principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta "patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"principio" asociado a "no claudicaré" sugiere que los principios no son negociables "más pobres de la patria" sugiere que hay desigualdad en el seno de la patria	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	10	Agradezco a los negociadores le agradezco a los negociadores que han hecho unexcelente trabajo porque precisamente de eso se trata precisamente se trata. Se trata de reencontrar aquello que algún momento por A o B circunstancias ha sido separado y que no debe estar separado jamás, en los pueblos indefensos de la patria con su gobierno.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador	"pueblos indefensos de la patria" sugiere que hay desigualdad en el seno de la patria	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		
	11	Muchas gracias. Todo aquello que afecte a los más pobres de la patria pero en lo que es principios poner mi puesto adelante jamás. El puesto siempre siempre ha estado allí. Nunca, nunca he puesto delante una situación personal antes que mis principios. Se los dije. Así como este pueblo decidió sancionar al corrupto Correa, a los corruptos que se llevaron la patria , como principio, como principio jamás claudicaremos en aquello. Vuelvo a recalcar compañeros, vuelvo a proponer.	"patria" designa el lugar simbólico de la nación Ecuador "principios" como normas o ideas que rigen el pensamiento o la conducta	"los más pobres de la patria" sugiere que hay desigualdad en el seno de la patria "los corruptos que se llevaron la patria" asociado a "al corrupto de Correa" designa al ex presidente Rafael Correa y sus simpatizantes de haber cometido actos de corrupción en contra del Estado ecuatoriano. Por ende han robado a la patria como el sentido simbólico de este Estado.	LENIN MORENO Presidente de la república CERCANO	INTEGRACIÓN		

RÉSUMÉ DE LA THÈSE

Contexte et cadre de l'objet de la recherche

Depuis les dernières décennies du siècle dernier, la région sud-américaine est plongée dans la logique globale d'accumulation de capital, trait qui marque l'orientation politique économique, sociale et politique de la plupart des pays qui la composent. Plus précisément, dans ce contexte, l'Équateur, le plus petit des pays andins, joue un rôle croissant dans l'exploitation des ressources naturelles et l'exportation de matières premières. En outre, il a pris aujourd'hui une place importante dans la géopolitique du trafic de drogue tout en subissant les attaques de la montée du crime transnational organisé, intensifiée par les ravages générés par la réorganisation des groupes armés colombiens qui ont débordé la frontière sud de ce pays vers son voisin équatorien, suite au récent accord de paix entre la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires et l'État colombien¹.

En même temps et en réaction à tous les cycles d'accumulation et de crise auxquels le pays a été confronté depuis plus de cinquante ans, certains secteurs de la société équatorienne ont construit des processus sociaux dynamiques dans lesquels les sujets politiques, culturels et les organisations sociales recréent sans cesse leurs stratégies de représentation et de revendication, renforçant ainsi leur portée nationale et faisant face aux défis présents sur la scène mondiale.

Grâce à ces processus persistants, notamment du mouvement indigène équatorien, en 2008, le peuple équatorien a approuvé, lors d'un processus d'assemblée constituante via des élections démocratiques, une Constitution qui reconnaît un État plurinational et interculturel. Ce texte constitutionnel contribue à garantir l'exercice des droits des peuples historiquement exclus (indigènes et afroéquatoriens), ainsi que la promulgation de la nature comme sujet de droits.

¹ Le 26 septembre 2016, Juan Manuel Santos, alors président de la République de Colombie, a signé l'accord de paix avec le groupe armé Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée Populaire (FARC-EP), mettant ainsi fin à un conflit armé interne qui durait depuis plus de cinquante ans sur le sol colombien.

L'incorporation de la protection de ces droits et de ces nouveaux concepts dans le texte entré en vigueur, et qui n'avait de précédent dans aucune autre Constitution dans le monde, a marqué une étape importante dans la région. Cela promettait de rompre avec la conception instrumentale de la nature comme une ressource à commercialiser et permettrait du même pas, rééquilibrer les relations avec les puissances étrangères intéressées par l'exploitation de ces ressources. Cela ouvrait également l'opportunité d'établir des relations sociales, culturelles et politiques différentes, puisque la plurinationalité et l'interculturalité se présentaient comme des préceptes qui brouilleraient les catégories imposées par un ordre républicain classique dans lequel s'était perpétuée la logique de domination héritée de la Colonie. C'était aussi l'occasion de renverser les inégalités plus actuelles issues du nouvel ordre du capital mondial.

Cependant, cette Constitution, malgré d'avoir été portée par une grande majorité, n'a pas été pleinement appliquée. Pendant la présidence de Rafael Correa (2007-2017), et bien que ce projet constitutionnel ait été développé sous son gouvernement dont le programme promettait une reconstruction du pays face à la domination des groupes oligarchiques et aux intérêts des entreprises étrangères, il a été autorisé la vente anticipée de pétrole et la concession de territoires pour des projets miniers à grande échelle à des sociétés privées asiatiques et nord-américaines. Pendant la période de la présidence de Lenin Moreno (2017-2021), élu continuateur du projet de son prédécesseur Correa, une forte priorité a été accordée à l'alignement sur la politique de sécurité hémisphérique, dont les dimensions de sécurité et de relations internationales étaient axées sur des intérêts géostratégiques extrarégionaux, compromettant sérieusement la protection de la nature contre les sociétés transnationales. Dans la même période, se sont mis en place des recours à l'endettement externe auprès d'organismes internationaux, engageant le pays à long terme auprès de créanciers aux conditions drastiques. Autant dire que l'engagement en faveur d'une plus grande protection de la nature et la promotion des droits collectifs n'a pas du tout été la priorité.

En effet, maintes ont été les contradictions entre, d'une part, le discours politique de la rhétorique anti-capitaliste et anti-impérialiste soulevé par le projet de parti au pouvoir de Correa lors de l'Assemblée constituante qui a consolidé sa permanence au pouvoir, et, d'autre part, la réalité de sa gestion gouvernementale pendant les dix années de sa formule

gouvernementale de la « Révolution citoyenne » et celle des années suivantes de Lenin Moreno. À bien des égards, au cours des deux mandats, les groupes de pouvoir économiques, financiers et médiatiques traditionnels ont été favorisés, ainsi que certaines puissances étrangères en ce qui concerne l'accès à l'exploitation des ressources naturelles. Des rapports d'investigations faisant état d'affaires de corruption impliquant de hauts fonctionnaires de l'État se sont également multipliés dans cette période. Cependant, dans le même temps, des progrès incontestables ont été réalisés en matière de politique sociale, en termes de redressement des institutions étatiques et dans la construction d'infrastructures publiques qui ont bénéficié à une large couche populaire de la population. Cette politique à double face a conduit à une polarisation politique sans précédent au sein non seulement de la population mais aussi dans le milieu des mouvements sociaux et des partis de gauche, car pour beaucoup, il n'était pas possible d'adhérer à un projet qui, bien qu'il mettait en œuvre des avancées sociales, continuait en revanche d'impulser une idée du développement basé sur l'exploitation de la nature et la dépossession des territoires des peuples indigènes, piétinant également la construction des relations interculturelles, trahissant ainsi toutes les avancées en termes de droits du texte constitutionnel.

Le contexte économique et politique de l'année 2019 était alors chargé de toutes ces fortes tensions sociales après l'euphorie de la décennie « corréiste ». Ce moment a alors été propice à la discussion entre deux visions. D'une part, celle d'un modèle d'État-nation moderne, homogène et unique dont le développement économique, même s'il pouvait occasionnellement remplir les caisses de l'État, continuait de reposer sur l'exploitation des matières premières et sur les logiques globales du capital. D'autre part, l'approche d'un modèle différent qui s'inscrivait dans les changements conceptuels apportés par la nouvelle Constitution en termes d'avancées en matière de droits, de nouvelles visions du monde et imaginaires collectifs qui envisageaient un changement de paradigme, en termes d'organisation politique, sociale, culturelle et territoriale, sous de nouveaux codes d'interprétation.

A partir de ces antécédents, nous avons choisi de concentrer notre recherche sur le mois d'octobre l'année 2019, marqué par un événement transcendantal dans la vie politique et sociale récente de l'Équateur : la grève nationale d'Octobre 2019. En effet, cette étape, point

culminant de cette année-là condense l'ambiance conflictuelle qui s'était tissé au cours des années précédentes. De plus, cette année 2019, correspond à la première décennie de l'entrée en vigueur de cette Constitution, considérée comme l'une des plus garantes de droits au monde, ce qui nous permet de faire un bilan de son application. Enfin, l'année 2019 correspond à la fin d'une ère, puisqu'elle a précédé la pandémie mondiale du COVID19 qui, sans aucun doute, modifierait bien des réalités politiques et sociales qui pourraient faire l'objet d'une autre recherche.

Notre étude de cas traitera donc des manifestations populaires d'Octobre 2019, au cours desquelles l'Équateur a été paralysé pendant treize jours en raison des mobilisations de divers secteurs sociaux menés par le mouvement social indigène « Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE). Ces manifestations, qui se sont amorcées à la suite de l'annonce du gouvernement de Lenin Moreno de l'augmentation des prix du carburant, ont aussi soulevé des revendications dénonçant la déprédation de l'environnement au nom du développement et de l'accumulation de capital.

Il nous semblait alors que ce contexte particulier faisait état de plusieurs conditions idéales pour l'analyse puisque les axes discursifs de l'État, tout comme ceux du mouvement indigène, étaient à même de déployer leurs stratégies rhétoriques en toute intensité pour prendre position face aux problématiques présentes, révélant ainsi tout leur potentiel narratif. Ainsi, cela était propice pour extraire, à partir des revendications formulées avec force, différentes interprétations du concept de « frontières », dans ses dimensions sociales, politiques, culturelles et territoriales.

Objet de recherche et hypothèse

L'objet central de cette étude consiste alors à élucider les récits discursifs alternatifs, critiques et de résistance au modèle classique de l'État-nation, à partir d'une cartographie discursive dans un contexte spécifique (la grève d'octobre 2019 en Équateur), en tenant compte des dimensions politiques, sociales, culturelles et territoriales du concept de « frontières ». Cette

interprétation discursive se voulant abordée à partir d'un courant de recherche liminal en sciences sociales².

Pour atteindre cet objectif, nous proposons les étapes spécifiques suivantes. Pour aborder le sujet, nous présentons une révision transdisciplinaire, du concept de « frontières », à partir de la confrontation avec d'autres concepts tels que l'identité, la culture, la nation et l'altérité. Nous situons le point de départ de notre recherche dans une vision critique à la matrice de la modernité qui a construit un déterminisme social et racial, sur lequel s'est fondé un certain modèle d'organisation sociale, politique, culturelle et territoriale des sociétés dites modernes, et qui a exclu et rendu invisibles les réalités de certaines populations qui ne s'ajustaient pas à cette matrice. Parallèlement, nous cherchons à situer le rôle actuel de l'Équateur dans la logique globale de l'accumulation du capital afin de tenter de comprendre les conflits qui opposent l'État aux différents secteurs sociaux. Nous entendons également replacer dans son contexte la construction historique de l'identité équatorienne, au travers du discours, pour établir les bases de la construction des conceptions des frontières politiques, culturelles, sociales et territoriales, depuis l'Indépendance jusqu'à l'entrée en vigueur de la Constitution de 2008, dans laquelle l'Équateur est reconnu comme un État plurinational, interculturel. Enfin, nous aspirons à décrypter, à partir d'une analyse critique du discours, quels sont les récits mobilisés, tant par l'État que par la « Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE), lors de la grève nationale d'Octobre 2019.

Plus précisément, ce qui précède vise à répondre à l'hypothèse suivante : identifier si les récits discursifs produits par la « Confédération nationale des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE), lors des manifestations d'Octobre 2019 favorisent ou non des interprétations différentes de celles fondées par le modèle de l'État-nation, du concept de « frontières » dans ses dimensions sociales, politiques, culturelles et territoriales.

² Ce type de recherche vise à intégrer dans la production académique, des savoirs qui ne se retrouvent pas nécessairement dans le spectre classique et hégémonique des sciences sociales. En Amérique latine en particulier, il existe de multiples processus de restructuration des sciences sociales pour la production d'une « pensée propre » qui se caractérisent également par leur caractère pluri, trans et multidisciplinaire, comme par exemple, la pensée décoloniale.

Développement de la recherche

Notre quotidien est en permanence traversé par des limites physiques ou symboliques qu'il nous est permis ou non de franchir : le terrain de notre voisin, le quartier d'à côté, le pays proche ou lointain, la langue et la manière d'agir de ceux qui nous entourent. Ces lignes de démarcation sont devenues une représentation tellement inaltérable dans notre jugement que nous en sommes venus à les intérioriser, au point de les respecter sans les remettre en question.

Ces bords, même s'ils ne sont pas physiquement dessinés, étant communément acceptés, acquièrent cet aspect de réalité, et en pensant qu'ils sont réels, ils se naturalisent sans objection. Ces limites intériorisées sont ce que nous appelons souvent des « frontières ».

Les dispositifs frontaliers, en tant qu'éléments qui nous obligent à penser le monde en termes de catégories compartimentées ont joué un rôle déterminant dans la manière dont nous concevons la vie en société. Ceux-ci construisent les cadres de référence qui mobilisent nos comportements et nos relations avec nos pairs. Les univers que dessinent ces délimitations, conformément au transfert de connaissances qui nous a été inculqué tout au long de notre vie, deviennent les mondes dans lesquels nous forgeons notre réalité. Cela affecte notre formation cognitive, les représentations de notre identité et de celle des autres, la manière dont nous gérons les relations collectives et exerçons le pouvoir en accord avec certaines valeurs, ainsi que la manière dont nous imaginons l'espace mondial dans lequel nous vivons et développons notre vie.

Bien qu'au cours de l'histoire, les frontières ont pris un aspect transcendantal et inaltérable qui a fini par forger cette apparente réalité, elles sont dynamiques, relatives et re-signifiables. Comme le souligne Alejandro Grimson, les frontières « peuvent bouger, se brouiller, se dessiner à nouveau mais elles ne peuvent pas disparaître (...) puisqu'elles ne peuvent être vécues en dehors de l'espace et sans catégories de classification » (Grimson 2003, 22). Tout le débat réside alors dans la question de savoir où les placer, quand les renforcer ou les affaiblir, mais aussi, qui ou quoi motive le besoin de diversifier leurs significations (Grimson 2003).

Le monde occidental a conçu un ordre mondial conforme à sa vision du monde et a créé une division de la planète en parcelles appelées pays, dont les formes d'organisation sociale, politique et territoriale sont régies par une entité historiquement créée appelée l'État. Ce dernier qui s'organise autour d'un dispositif culturel et politique construit, désigné comme la nation.

La construction de l'État-nation, tel que nous le connaissons aujourd'hui, comme une construction imaginaire qui a permis l'organisation des populations et a ainsi rendu possible une vie collective ordonnée, bien qu'elle ait été une création utile pour permettre la coexistence des êtres humains et une coopération à grande échelle, a été en même temps un projet qui a imposé des lignes de démarcation qui ont exclu et divisé de nombreuses populations.

On se demande alors s'il est possible de réinterpréter ces lignes de démarcation à partir d'autres univers cognitifs.

Cette question nous a amené à orienter notre réflexion sur la nécessité d'approfondir le concept de « frontières » et d'aller au-delà de la connotation prohibitive qui imprègne traditionnellement son sens. En effet, s'il a été communément compris comme une limite pour séparer les personnes, fragmenter et classer les sociétés, réguler les échanges et limiter les espaces, nous avons voulu proposer et vérifier si le terme, dans son sens social, culturel, politique et territorial, pouvait intégrer des significations différentes, en particulier de celles construites par les récits de l'État-nation moderne. Notre intérêt consiste à explorer ces autres sens et leur portée.

Dans l'horizon temporel du mois d'octobre 2019, et à partir du contexte décrit précédemment, ce travail vise à mettre en perspective, d'une part, le récit de l'État et, d'autre part, les voix qui expriment des expériences de revendication de la « Confédération nationale des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE).

Plus précisément, l'étude de cas analysera, dans une perspective sociocognitive d'analyse du discours, les déclarations écrites et orales des acteurs de l'État équatorien, ainsi que des

principaux dirigeants institutionnels de la « Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE) au cours des treize jours de grève.

Nous soulignons avec une attention particulière que l'interprétation des concepts que nous explorons est sans aucun doute marquée par son point d'énonciation, c'est-à-dire l'Amérique latine et plus spécifiquement l'Équateur. En ce sens, nous exerçons ce que Stuart Hall appelle la « politique de la localisation » (Hall 2013, 8), qui indique que la connaissance est façonnée par la position géographique d'où elle émane, sans pour autant que cela signifie qu'elle sera limitée ou cataloguée. Au contraire, cet exercice de conceptualisation et de reconceptualisation, en l'occurrence de la notion de « frontières », ouvrira peut-être plus de doutes que de certitudes et ne se limitera pas aux extrêmes fondamentalismes ou essentialismes.

Cette position que nous adoptons recoupe par ailleurs une autre tout aussi importante que Hall soulève également, et qui réside dans l'importance de « théoriser à partir de la pratique, en reconnaissant la pratique même de la théorie » (Hall 2013 : 13) et qui implique la remise en question permanente de la théorie en la mettant en perspective avec la réalité. Cette position assumée pour ce travail permettra de contribuer à l'articulation entre travail intellectuel et *praxis*, relation pas toujours très évidente.

Pour tisser ce dialogue conceptuel, nous délinéons progressivement certains nœuds problématiques et, en allant plus loin, nous déconstruisons les concepts et les idées préconçus pour les aborder ensuite à nouveau, avec de nouvelles perspectives.

Sans prétendre présenter un catalogue complet de la multitude de discussions autour de la notion de « frontière », nous abordons des courants de penseurs qui ont discuté sur le terme et qui l'ont problématisé, en prenant la région latino-américaine comme contexte d'argumentation.

Pour cela, nous proposons dans un premier chapitre, un cadre théorique qui navigue entre différentes matrices épistémiques pour entrer dans un exercice de détachement des structures de pensée considérées comme uniques et qui permettra d'avancer vers de nouvelles possibilités de construction de connaissances en dehors des canons les plus classiques.

Premièrement, dans le but de fixer des orientations théoriques et d'approfondir la réflexion à partir de courants de pensée qui nous permettent d'élargir notre vision et de remettre en question la conception classique des « frontières », nous abordons dans une perspective interdisciplinaire qui dépasse la vision anthropologique traditionnelle de la culture, les *Border Studies* (Études de la Frontière) en tant qu'école de pensée qui a placé le concept au centre du débat académique, l'éloignant de sa dimension uniquement territoriale ou géopolitique, pour souligner ses différentes épaisseurs culturelles, sociales et politiques. Nous nous référons à la genèse de ce mouvement intellectuel pour situer le contexte dans lequel émerge cette école de pensée et ses principaux représentants, ainsi que sa relation intime avec les *Cultural Studies* (Études de la Culture), qui constituent une autre catégorie utile pour faire avancer la réflexion.

Afin d'établir une compréhension large du terme « frontières », nous le confrontons à d'autres termes essentiels à la réflexion. Nous le faisons dialoguer avec d'autres concepts tels que la culture, l'identité, la nation et l'altérité, des éléments qui -apparemment- s'entrelacent les uns avec les autres, sont interdépendants, certains donnent du sens aux autres. En outre, nous essayons de déconstruire ses définitions issues des logiques de domination qui ont imposé des définitions que nous avons acceptées comme uniques.

Nous faisons ensuite appel à des cadres de pensée plus critiques à la lignée première des *Border Studies* pour en souligner les limites et soulever quelques questions critiques sur la relation complexe entre culture, identité et nation. Nous abordons ensuite le concept d'altérité comme axe convergent sur lequel se construit la différence et les discours sur l'identité.

Les *Border Studies* nées dans les années 80 du XXe siècle sont le résultat d'une profonde préoccupation intellectuelle sur les interactions culturelles à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Ce lieu, traversé par une longue histoire de guerre, de fortes migrations est le témoin privilégié de la séparation entre les mondes anglo-saxon et hispanique. Dans cette intersection, les similitudes et désaccords culturels et identitaires sont devenus des problèmes de recherche centraux, apportant de nouvelles perspectives aux études mexicaines, alors caractérisées par leur caractère très nationaliste et centraliste, et aux études américaines, qui,

bien qu'elles essayaient de critiquer la vision impérialiste des sciences sociales, ont continué à s'étudier uniquement en anglais (McKee, 2018, 912).

L'essor des *Border Studies* est venue avec les *Chicano Studies* du côté américain, tandis que du côté mexicain, elles ont pris de l'ampleur en 1982 avec la création du Centre d'études de la Frontière du Nord du Mexique, qui deviendra en 1986 le Collège de la Frontière Nord situé à Tijuana, une ville qui deviendra le laboratoire par excellence des phénomènes transfrontaliers. De chaque côté de la frontière entre le Mexique et les États-Unis convergeaient des courants de réflexion qui proposaient de nouvelles manières d'aborder la recherche en sciences sociales, remettant en question « les identités figées, les cultures nationales et les paradigmes hégémoniques » pour laisser place aux « mobilités et ambiguïtés, multiplicités, interstices, déséquilibres et hybridités » (McKee 2018, 912). Parallèlement, la montée de cette vague de réflexion est liée à une étape marquée par plusieurs phénomènes : la signature de l'Accord de libre-échange Nord-Américain (*Tratado de Libre Comercio de América del Norte* TLCAN) en 1994, une montée de la mobilité de la population du sud vers le nord, mais aussi l'intensification des violences liés au trafic de drogue au Mexique.

Cette ligne de réflexion, qui a connu depuis lors une large diversification et une expansion dans ses aspects, est d'une importance centrale pour notre objet d'étude. Sa naissance surgit en réaction aux conceptions théoriques essentialistes et folkloristes liées aux versions promues par les États nationaux pour expliquer et souligner les mélanges culturels des populations et plus encore ceux que l'on retrouve dans les espaces transfrontaliers. Elle s'inscrit donc comme une analyse critique de la construction des États-nations au XIX^e siècle et de la pensée hégémonique sur les identités. Elle contribue en cela à notre réflexion. De plus, elle place le terme « frontière » au centre du débat et offre la possibilité d'en démontrer toute l'épaisseur conceptuelle.

Leurs apports innovateurs quant aux interactions culturelles et identitaires de la frontière mexico-américaine ont constitué un point de départ important pour la configuration de nouvelles significations du terme « frontières ».

Ainsi, dans le courant qui jaillit du côté étatsunien, on trouve la réflexion qui se concentre autour de la condition des *Chicanos*, c'est-à-dire des citoyens d'origine mexicaine qui vivent ou sont nés sur le sol américain. Les réflexions se centrent sur un examen des relations sur le lien culturel, les dynamiques et les expériences partagées de part et d'autre des frontières et se caractérisent par un ton engagé qui visibilise des particularités culturelles au sein de deux États qui revendiquent de forts nationalismes. Ce courant de pensée se distingue également par sa relation intime avec les *Cultural Studies* lorsqu'il s'agit d'aborder les problèmes frontaliers, les questions liées à l'ethnicité, au genre et aux pratiques de la vie quotidienne.

Dans cette lignée, la figure la plus importante est l'autrice mexico-étatsunienne Gloria Andalzúa. Elle est identifiée non seulement pour sa contribution littéraire mais aussi pour son engagement militant qui incarne une voix de la pensée *chicano* et féministe. Sa littérature propose, à travers des essais et de la poésie, la récupération d'expressions culturelles qui donnent lieu à des définitions de la « frontière » au-delà de l'espace géopolitique qu'elle implique.

Le travail d'Anzaldúa, considéré comme une étape importante dans la conceptualisation innovante de la « frontière », a été étudié et révisé en profondeur. Sa notion de territoire frontalier et de métissage fait référence aux mélanges qu'il décrit comme faisant partie de sa propre expérience vécue.

Du côté mexicain de la frontière, on retrouve des auteurs qui ont travaillé sur des catégories d'analyse discutées dans le cadre des *Cultural Studies* et qui font référence à des dynamiques culturelles diversifiées telles que « l'hybridité » ou « l'hybridation », « l'hétérogénéité », la « déterritorialisation ». Il s'agit de Néstor García Canclini et José Manuel Valenzuela Arce.

L'idée principale de l'hybridité ou « hybridation », concept conçu par García Canclini dans son ouvrage *Cultures hybrides: Stratégies pour entrer et sortir de la modernité* (1989) consiste à décrire la nature hétérogène des configurations et des rencontres entre les cultures et la manière dont cette hétérogénéité devient plus évidente tant dans les frontières territoriales que symboliques dans lesquelles se conjuguent les différentes visions du monde.

Ainsi, au centre de l'analyse de l'ouvrage, qui couvre le Mexique, le Brésil et l'Argentine, se trouvent les cadres culturels qui combinent l'indigène avec l'occidental, le rural avec l'urbain, le local avec le global, auxquels s'ajoute le mélange des récits nationaux.

L'analyse de Canclini se situe spécifiquement dans les phénomènes culturels de la fin du XX^e siècle, dans le cadre de la transition de la modernité au cadre de la globalisation. En ce sens, il se situe dans le mélange d'expressions culturelles qui se nourrissent les unes les autres dans un contexte dans lequel les possibilités de communication et la mobilité des personnes se sont développées à grande vitesse et dans lequel les frontières territoriales nationales des pays qui le composent sur le continent américain sont politiquement définies entre les structures étatiques. C'est-à-dire, le cadre d'énonciation de cette catégorie d'analyse se situe dans une vision qui identifie la modernité avec ses codes associés au monde occidental, qui entre en conjugaison avec les différents mondes autochtones présents. L'hybridation décrit ainsi les processus qui s'enchaînent et génèrent de nouvelles expressions, au sein de structures culturelles nationales décrites comme plus ou moins stables.

Valenzuela Arce, pour sa part, auteur mexicain et membre fondateur du département d'études culturelles du *Colegio de la Frontera Norte* de Tijuana, reconnaît une version de l'hybridation qui implique une résistance culturelle dans des situations de pouvoir asymétriques. Il souligne les complexités et les contradictions de ces interactions et relie les espaces frontaliers aux identités particulières qui se constitueraient même avec ce que lui et les artistes de l'époque, appelaient la « troisième nation » pour parler de Tijuana, lieu central de ses recherches. Cette idée controversée, également présente dans la littérature d'Anzaldúa et largement discutée et critiquée, surgit dans cette partie de la frontière entre les États-Unis et le Mexique où fut érigé le premier mur entre les deux pays. En ce sens, la principale contradiction de cette idée est que, à partir des études culturelles, le rôle de la nation est remis en question en tant qu'appareil qui normalise et soumet les diverses cultures et, cependant, cette même catégorie de nation est utilisée pour réfléchir à ces espaces où se construisent l'hybridité et la résistance (Velasco 2015, 14). Les critiques suggèrent que reproduire la nation dans les espaces locaux finit par reproduire les mêmes sphères de pouvoir et de domination sans laisser place à aucune forme d'émancipation.

Ces réflexions et analyses conceptuelles issues de la recherche de définitions dans les pratiques culturelles au cours du dernier quart du XXe siècle puis du début du XXIe siècle, ont placé la question des frontières comme un axe de réflexion incontournable pour aborder la problématisation de la migration, de la culture, de l'identité et la nation dans le cadre des études latino-américaines dans toute la région. Les croisements qu'impliquait la réflexion sur la frontière ont continué à élargir le terme dans ses sens les plus symboliques, qui incluent la nécessité de brasser les disciplines et de briser davantage les marges de pensée.

À partir des années 2000, s'ouvre une ère prolifique en termes de rencontres et de dialogues intellectuels dans lesquels les penseurs - depuis des espaces géographiques au-delà du Mexique, comme l'Amérique du Sud - font naître des regards plus critiques sur les Études des Frontières et se concentrent sur des problématiques qui remettent l'accent sur le rôle de l'État-nation comme acteur dans la construction historique des identités, sur les conflits et les inégalités existant entre et à l'intérieur des frontières, mais aussi sur des recherches ethnographiques plus approfondies qui permettraient d'explorer l'aspect factuel et moins métaphorique de la frontière.

Ce tournant critique, sans doute nourri par les premiers courants, a cherché à explorer de nouvelles dimensions du concept de frontières, en récupérant les processus historiques qui ont donné naissance à la construction des frontières dans leur épaisseur culturelle, sociale, politique et territoriale. Les penseurs auxquels nous nous sommes référés dans cette partie et qui représentent une partie de ce courant plus critique sont Alejandro Grimson, Pablo Vila, et Miguel Alberto Bartolomé.

Nous retenons deux principales idées critiques sur lesquelles cette nouvelle vague de penseurs va se pencher. Une première idée vise à prendre de la distance en relation aux premiers apports des *Border Studies* en signalant et critiquant que ceux-là se concentraient avant tout sur les phénomènes transfrontaliers du côté nord-américain de la frontière. Cette idée a été spécialement soulignée par des auteurs mexicains (Vila 2015, 394).

L'autre des limites soulignées est, qu'après avoir mis un accent particulier sur l'imposition culturelle et identitaire opérée par les transformations historiques et la formation des États-

nations, certaines réflexions des *Border Studies* ont fini par adopter une vision essentialisée des populations qui y vivent, en leur attribuant certaines caractéristiques d'« authenticité transhistorique » (Grimson, 2003,9), c'est-à-dire une idée romancée selon laquelle les populations indigènes auraient toujours été là et que, de plus, si les États n'avaient pas tracé leurs frontières en ces lieux, ces populations y seraient restées indemnes au fil du temps. Une tendance est également observée dans la première littérature des *Border Studies*, vers une amplification essentialiste des traits identitaires des habitants des frontières selon leurs caractéristiques ethniques, de genre ou de nationalité, critiquant l'idée selon laquelle ces communautés seraient harmonieusement unies, omettant ainsi la complexité des tendances de domination/subalternisation qui s'y reproduisaient en leur sein.

Cette affirmation met plus spécifiquement en évidence la façon erronée dont est abordée l'exacerbation de certains traits revendiqués par certaines communautés, qu'ils soient ethniques, de genre ou de tout autre type. C'est-à-dire, que s'il est vrai qu'il existe des communautés qui construisent leurs revendications autour de leur passé commun, une identité ancestrale qui trouve son origine et sa force dans leur mode de vie, une langue ou des traditions communes, la nature politique qui sous-tend la mise en scène de ces traits n'est pas correctement interprétée. En effet, il ne s'agit pas de la récupération d'un passé nostalgique, d'une essence primitive ou d'un ordre social utopique. Certains auteurs comme Miguel Alberto Bartolomé recadrent sur l'intention politique derrière la récupération de ce type de traits et précisent qu'en substance, cela vise à générer un discours, avec des revendications précises qui s'appuient sur des éléments différenciateurs.

Ce parcours depuis les Études de la Frontière et ses différentes ramifications nous a permis de poser certaines bases pour des discussions complexes qui traversent le concepts de « frontières » et il nous a surtout permis d'établir qu'en Amérique latine, les limites sur lesquelles les entités nationales ont été établies au cours des processus d'indépendance au XIXe siècle ont maintenu les classifications du régime colonial et/ou en ont établi de nouvelles, uniquement basées sur des stratégies fonctionnelles aux intérêts centraux de perpétuation de la domination. Ces stratégies, d'une certaine manière, se sont maintenues au fil du temps et se reproduisent aujourd'hui au sein d'un système global, dans lequel les frontières qui servent à exclure sont toujours en vigueur.

Comme deuxième apport théorique de ce chapitre, nous avons fait appel aux principaux postulats du courant Modernité/ Colonialité/ Décolonialité qui a émergé à la fin du XXe siècle en Amérique latine et dont les principaux apports visaient à démasquer les dimensions de l’empreinte coloniale dans la formation des États-nations indépendants de l’Amérique issue de l’invasion espagnole.

A partir des réflexions de ce collectif académique, nous extrayons trois concepts clés qui expliquent la façon dont l’empreinte coloniale s’exerce encore de nos jours. Ces concepts c’est ce que ces auteurs ont identifié comme la « colonialité du pouvoir », « la colonialité du savoir » et « la colonialité de l’être », que nous relient aux trois composantes nodales sur lesquelles se problématise la critique de la modernité, qui sont : la relation dialectique modernité/colonialité, la « race » et la « différence coloniale ». Nous soulignons dans les réflexions présentées, les aspects qui ont une relation et un intérêt particuliers avec l’objet de notre étude, et nous les explorons en recherchant un dialogue entre les auteurs pour pouvoir rendre compte de leurs développements dans toute leur dimension.

L’idée de la « colonialité du pouvoir » comme pilier de la pensée décoloniale apparaît comme telle dans les écrits du sociologue péruvien Aníbal Quijano (1928-2018), en 1998. Le premier texte dans lequel il aborde le sujet et qui deviendra par la suite une référence importante sur la relation colonialité/modernité, a été publiée en 1992 dans la revue *Perú Indígena*, sous le titre « Colonialité et modernité/rationalité ». Quijano invente ainsi le concept de « colonialité culturelle » qu’il définit comme la manière dont l’imaginaire des dominés est colonisé dans les processus de colonisation. Cette catégorie, qui se transformera plus tard en « colonialité du pouvoir » fait référence aux modalités par lesquelles les entités colonisatrices exercent leur domination, réprimant systématiquement les modèles d’expression des colonisés, ainsi que leurs connaissances et leur signification, en imposant à la fois leurs propres codes.

La « colonialité du savoir » pour sa part, comme la version épistémique de la « colonialité du pouvoir », opère à partir de la construction d’un imaginaire qui impose une version unique du monde. Ce que Quijano appelle « eurocentrisme » est précisément cette façon de concevoir le monde dans laquelle la civilisation européenne présuppose qu’elle est la seule

capable de produire des connaissances à partir de la rationalité et qu'elle est donc supérieure à toute autre civilisation.

L'idée de « colonialité de l'être » finalement, représente l'aspect ontologique de la « colonialité du pouvoir » et a été développée en premier lieu par Walter Mignolo à partir de sa généalogie sur les effets de la colonialité dans les différentes dimensions de la vie sociale. La « colonialité de l'être » est définie comme l'expérience vécue de la colonisation et son impact sur l'aspect ontologique des colonisés, c'est-à-dire la marque qu'elle laisse sur leur constitution en tant que sujets et non seulement sur leurs visions du monde, mais sur les strates les plus profondes de leur être (Mignolo 2015). D'autres auteurs comme Nelson Maldonado-Torres s'y penchera en profondeur.

Les auteurs qui se réclament de ce courant ont amplement problématisé autour de la structuration inégale et de domination de certains groupes sociaux dans les sociétés latinoaméricaines actuelles, en identifiant le fondement de cette structure hiérarchique sur la construction narrative autour de la « race » comme élément inventé de toutes pièces pour légitimer les relations inégalitaires. Nous avons passé en revue leurs principaux postulats pour comprendre les racines de cette construction narrative autour du concept de la « différence coloniale ».

Cette manière d'établir des hiérarchies et de les enraciner au point qu'elles paraissent naturelles, c'est ce que l'auteur décolonial Walter Mignolo (2003) appelle la « différence coloniale ». Cette « différence coloniale » se caractérise par la mise en évidence constante, des « défauts ou excès » de certains groupes de personnes afin de mettre en place dans l'imaginaire social, certains degrés de supériorité ou d'infériorité. Cette stratégie, véhiculée par le discours officiel constant de ceux qui détiennent le pouvoir colonial, en l'occurrence la civilisation européenne blanche, se positionne ainsi comme l'étalon de référence idéal d'une civilisation supérieure.

Face à tous les aspects de la colonialité qui ont façonné les sociétés latino-américaines comme on les connaît aujourd'hui, ces auteurs proposent des voies décoloniales, qui consistent à dépasser les traces laissées par la modernité vers une sorte d'émancipation face

à cette colonialité. Ainsi nous passons en revue trois propositions de la pensée décoloniale. Il s'agit de la « pensée frontalière », la « transmodernité » et « l'interculturalité ».

La proposition décoloniale, consiste à réfléchir depuis les marges de la modernité, c'est-à-dire depuis des temporalités différentes de la conception linéaire rationnelle. C'est ce que Mignolo appelle la pensée /sensibilité /action frontalière ou plus communément, la « pensée frontalière ». La voie vers la décolonialité consiste donc à faire appel à d'autres épistèmes existants, souvent dévalorisés ou effacés par l'universalisme occidental.

La démarche émancipatrice consiste alors à ne pas accepter d'uniques options philosophiques, mais plutôt faire disparaître de leur socle, les frontières imposées. Cette démarche vise alors à déconstruire la colonialité qui s'est fondée sur le discours de la différence raciale et sociale, qui a fait appel à la rationalité pour justifier sa supériorité, et qui a donc imprégné les dimensions ontologiques et épistémiques de la vie en société. En d'autres termes, décoloniser consiste à rompre des catégories imposées par l'hégémonie occidentale et qui ont abouti à un imaginaire catégorisé d'une seule manière, qui inclut le placement de certains individus dans des catégories inférieures.

Dans cette même démarche décoloniale, le concept de « transmodernité » développé par Enrique Dussel, repose sur une critique de la modernité sous toutes ses formes. C'est ainsi qu'il propose « l'extériorité » comme cet espace exclu de la logique de la modernité comme un espace propice à la construction d'autres logiques. Pour Dussel (2005), c'est à partir de cette « extériorité » que surgit une prise de conscience et donc une possibilité de construire une option différente avec des caractéristiques qui remettraient en cause toute la logique homogénéisante construite par la modernité. Cette option décrite par Dussel s'inscrit intimement dans l'urgence de décoloniser le pouvoir et surtout le savoir. Il s'agit de donner à cette externalité, longtemps resté invisible, une place qui lui appartient, dans un monde où prévaut une seule version : celle de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Ce projet « transmoderne », qui ne se veut pas universel, se présente comme une option pour diversifier le récit unique de la modernité, mettant en lumière les expériences survenues en même temps que cette modernité et qui n'ont jamais été visibilisées.

Finalement, l'interculturalité, selon la définition de Catherine Walsh (2006, 2008, 2009) est une catégorie d'action, non seulement pour contrecarrer la logique unidirectionnelle de la modernité mais pour démontrer qu'il peut y avoir des manières de relier et de concevoir le monde qui peuvent coexister, sans nécessairement s'imposer les unes sur les autres. L'interculturalité survient comme un élément qui consiste non seulement à adhérer à la reconnaissance de la diversité, mais à construire de nouvelles relations et conditions sociales pour les personnes, afin qu'elles transforment radicalement les structures, les institutions et les relations au sein de la société. Son objectif n'est pas seulement la transmission de nouvelles connaissances qui rompent avec les formes de communication duales, mais aussi la recherche de la promotion de la réciprocité comme pratique transversale. La conception même de l'interculturalité, dans laquelle les relations de domination/subordination ne sont pas reproduites, suggère la construction d'identités diverses et plurielles.

Ces voies d'émancipation proposées dans le cadre des réflexions du collectif Modernité/Colonisation/ Décolonialité soulignent la nécessité de modifier ou de dépasser la matrice de pensée unique à partir desquelles sont conçues les frontières dans toutes leurs dimensions. En ce sens, ces outils théoriques sont d'un intérêt central pour notre étude qui cherche à établir la présence d'un discours frontalier, qui s'éveille et interagit dans la douleur de la marginalisation, offrant d'autres matrices pour appréhender le monde.

Dans la troisième partie du premier chapitre, nous introduisons le concept du géographe critique britannique David Harvey (1998) « d'accumulation par dépossession », pour tenter de comprendre comment les phénomènes globaux et les intérêts du capital exercent leur influence dans l'espace géographique. Ainsi nous intégrons la dimension territoriale du concept « frontières » dans le cadre de la globalisation.

Cette perspective de la géographie critique, qui se veut néo-marxiste³, est complétée par la notion de « développement géographique inégal », développée par Neil Smith (2020), dont

³ En effet, cette compréhension minutieuse de la théorie marxiste, qui, selon les mots de Harvey lui-même, a été le résultat d'un travail inlassable d'analyse et de lecture des œuvres de Marx, s'est également nourri de la formation du projet « Lire le Capital de Marx avec David Harvey » en 2001 à la City University de New York (CUNY) où il était professeur. Cette initiative académique née d'un groupe d'étudiants consistait à enregistrer et à diffuser sur internet les conférences de Harvey, permettant ainsi un accès beaucoup plus large et la création d'archives audiovisuelles et textuelles de grande valeur. La capacité pédagogique de Harvey à transmettre la

les travaux offrent des indices pour comprendre comment et pourquoi, les territoires et les populations qui ont souvent subi des processus de dépossession de leurs territoires sont souvent les plus oubliés de l'imaginaire national et les plus touchés par les inégalités, en plus de se situer aux confins des États-nations. Ces notions seront utiles dans notre étude de cas pour mettre en évidence l'équation entre l'expansion du capital, la dépossession des territoires, l'exploitation de la nature et la place des populations indigènes dans les processus de développement social et géographique inégaux.

Cette perspective nous offre un appareil très large et cohérent pour réfléchir au concept d'espace, non seulement à partir de sa signification territoriale mais aussi de sa signification sociale, politique et culturelle. D'autre part, elle place la tension entre la nature et l'être humain au centre du débat ontologique et philosophique qui détermine les voies de perpétuation des systèmes d'organisation sociale actuels et leurs contradictions. À partir de ce cadre qui sert de fondement à la compréhension du fonctionnement du capitalisme dans son stade le plus récent, la globalisation néolibérale et transnationale, nous pouvons voir comment, depuis la fin du XXe siècle en Amérique latine, les récits sécuritaires et antisocialistes ont été configurés et utilisés pour renforcer les politiques ultralibérales sur la scène régionale. Cela nous permet de cartographier les effets de cet agenda néolibéral en Équateur et les réactions sociales qu'il a provoquées, en l'occurrence de la part du mouvement indigène équatorien.

Pour le deuxième chapitre, le cadre précédent nous fournit une base théorique pour revoir, étape par étape, des œuvres d'auteurs équatoriens afin de conceptualiser la construction historique de l'identité équatorienne à travers du discours. À partir de là, et en complétant la réflexion basée sur la pensée des intellectuels et des dirigeants des peuples indigènes, nous approfondissons les catégories conceptuelles de l'interculturalité, de la plurinationalité et de *Sumak Kawsay* qui nous permettent d'élucider s'il est possible de construire de nouvelles

complexité de la théorie marxiste à un public large et pas seulement académique, a servi à « lui faire remonter ses propres idées et à le forcer à se connecter avec des réalités ou des lieux inconnus et avec des idées ou des thèmes peut être inattendus » (Benach et Albet 2019, 41)

définitions des « frontières ». » autour des dimensions territoriales, sociales, politiques et culturelles, comme catégories transversales à l'étude de cas.

Dans ce chapitre, nous abordons donc le concept de « frontières », en le reliant à un parcours historique spécifique dans lequel nous verrons comment, à partir du discours, une rhétorique identitaire nationale s'est installée à partir d'une matrice aux traits impériaux et coloniaux, et qu'à partir de là, ont émergé des voix et des imaginaires qui ont cherché à offrir une alternative à cette unique version discursive.

Dans un premier temps, nous passons en revue quelques aspects pertinents de la construction discursive qui a accompagné la formation de la nation équatorienne, ce qui montrera l'importance des récits dans la légitimation des frontières entre les identités comme conséquence de la colonialité et de la modernité.

Cette analyse qui replace la formation de la nation équatorienne dans un contexte historique relie les fils entre le débat théorico-épistémologique autour de la race, de l'identité et de l'altérité, avec certaines des options émancipatrices proposées par la pensée décoloniale comme alternative pour déconstruire les formes hégémoniques qui traversent la savoir, le pouvoir et l'être. Elle met également en évidence les impacts de la globalisation et les processus d'accumulation par dépossession qui affectent particulièrement les territoires des peuples et nationalités indigènes, ce qui fait partie du discours politique du mouvement indigène équatorien. Il s'agit de révéler, en anticipant ce qui pourra être corroboré par notre étude de cas, d'autres manières possibles d'aborder la diversité des identités et des notions de frontières et leur manière de s'exprimer et de se représenter dans la société d'aujourd'hui

Dans un deuxième temps, nous explorons certaines voies critiques de la colonialité qui ont permis la construction d'autres récits d'émancipation face à l'imaginaire unificateur et régulateur établi par la construction libérale. Ces autres récits basés sur les concepts de plurinationalité, interculturalité et la philosophie du *Sumak Kawsay* ont en partie été repris et incorporés – selon quelques interprétations différentes- à la Constitution équatorienne en 2008.

Nous partons du principe qu'en Amérique du Sud, les États-nations et les identités nationales qui se sont érigés avec les indépendances de la couronne espagnole se sont forgés autour d'une action discursive qui a invisibilisé, dans leur construction institutionnelle, la présence des peuples qui habitaient auparavant sur les territoires envahis. En réaction à cette exclusion, et au travers de longues luttes pour ses droits et sa visibilité, s'est construit un sujet politique : « le sujet indigène ».

En Équateur, les « indigènes » ont construit leur lutte à partir de cette identité reléguée et ont réussi à la positionner dans une dimension nationale à travers le mouvement de la « Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur » CONAIE (1986).

L'émergence de ce nouveau sujet politique collectif marque une étape importante transcendante dans la scène politique traditionnelle équatorienne. En juin 1990, alors que certaines conditions néfastes convergeaient, telles l'application stricte de politiques néolibérales et une faible participation de la population aux décisions politiques, eu lieu le « soulèvement des peuples indigènes » (*Levantamiento Indígena* en espagnol). Lors de ces manifestations intenses dans tous le pays, des revendications ont été rendues visibles, mais surtout a surgi au sein de la scène publique, un nouveau discours qui remettait en question les notions d'« État », de « Nation », de « démocratie », de « citoyenneté » et de « territorialité » comme fondements sur lesquels reposait jusqu'à lors l'imaginaire équatorien.

Des débats ont commencé à germer sur la scène politique autour des propositions de la CONAIE, qui parlaient déjà d'un projet d'« État plurinational » et d'une « société interculturelle », rompant ainsi avec les paradigmes classiques de la conception de l'État libéral et des catégories de « multiculturalisme » et « pluriculturalisme », termes qui ne servaient qu'à caractériser une population diverse, mais qui ne rendaient pas visibles les relations entre les cultures et, surtout, la domination exercée les unes sur les autres (Walsh 2008, 140).

La plurinationalité, dans ce nouveau discours désigne en premier lieu la façon dont, malgré l'imposition permanente d'un État-nation homogénéisateur puisant son imaginaire basé sur le métissage et d'une conception occidentale, les peuples indigènes en particulier maintiennent

leurs systèmes de vie, la construction de leurs identités et de leurs territorialités au sein de ce spectre national. La plurinationalité vise alors volontairement à souligner la diversité des peuples et nationalités⁴ indigènes au sein de la nation présentée comme homogène et linéaire, en plus de remettre en question la conception unique de nation.

Les débats de cette période, tant dans le milieu des mouvements sociaux que dans le milieu universitaire, consolidaient un discours philosophique et conceptuel de plus en plus affiné, permettant de promouvoir une communication plus fluide entre les différents secteurs sociaux, en ajustant les dialogues - dans le cadre d'un exercice interculturel - pour que les revendications sociales et politiques soient plurielles et inclusives et que la société équatorienne dans son ensemble s'y reconnaisse en elles.

Dans ce contexte, se positionne également un autre des principes largement discutés par le mouvement indigène et qui vise essentiellement à modifier la structure de l'économie capitaliste et donc la construction de l'État dans sa conception libérale. Ce principe est ce qu'on a désigné comme le « Bien Vivre » dans la Constitution et associé dans le même texte constitutionnel au concept de *Sumak Kawsay* en langue quichua. Toutefois, quelques précisions méritent d'être formulées sur le concept et ses significations.

Le *Sumak Kawsay* au sens le plus strict ne parle pas seulement d'un modèle à appliquer mais plutôt d'une manière d'appréhender le monde ontologiquement. L'intellectuel indigène de la communauté Saraguro et membre fondateur de la CONAIE Luis Macas le définit ainsi :

Sumak Kawsay, c'est la vie dans sa plénitude, c'est le résultat de l'interaction de l'existence humaine et naturelle. Autrement dit, le *Sumak Kawsay* est l'état de plénitude de toute la communauté vitale. C'est la construction permanente de tous les processus vitaux, dans lesquels se manifeste l'harmonie, l'équilibre interne et externe de toute la communauté, non seulement humaine mais aussi naturelle. Cette orientation ou système de vie, du point de vue de la conception et de la pratique communautaires, est appelée la phase supérieure de la vie, le *Kapak Ñan* (Macas 2014, 184).

⁴ Pour la CONAIE, la « nationalité » est différente du « peuple », ce dernier étant entendu comme « une communauté unie par un ensemble de facteurs ; Ils occupent un territoire défini, parlent une langue commune, partagent une culture, une histoire et des aspirations communes ; facteurs qui les différencient des autres peuples et qui leur ont permis de développer des institutions sociales particulières et des formes d'organisation relativement autonomes. [...] Un peuple indigène se définit comme tel par rapport à une société qui ne l'est pas en raison de la prise de conscience que ses membres développent de cette situation » (CONAIE 2001). Il existe actuellement 14 nationalités et 18 peuples indigènes en Équateur.

Sumak Kawsay, dans le discours du mouvement indigène, se traduit par une position idéologique de rejet du modèle néolibéral, destructeur de la nature et responsable de l'accumulation par dépossession que nous avons évoquée précédemment.

Ces trois principes sont donc ceux qui guident la construction idéologique de la CONAIE, qui vise à revitaliser une forme d'organisation sociale qui rompt avec l'imposition du seul modèle de vie occidental et qui, en outre, en raison de ses caractéristiques authentiques, devient une solution alternative à la crise civilisationnelle actuelle, dans laquelle la destruction de la nature par l'homme au nom du progrès, met en danger la survie même de l'espèce humaine. Par conséquent, la plurinationalité, l'interculturalité et le *Sumak Kawsay* est présenté comme un projet qui cherche à articuler et à inclure l'ensemble de la société et pas seulement les peuples autochtones.

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous soulignons les limites – dues à la permanence de l'héritage colonial et libéral – de l'application de ces concepts et principes malgré leur présence dans la Constitution. Nous expliquons comment cela impacte spécialement l'application de l'éducation interculturelle et bilingue, le fonctionnement des institutions qui gèrent les politiques publiques pour les peuples indigènes et surtout nous décrivons la permanence de la criminalisation de la protestation sociale des peuples indigènes qui réclament l'application de leurs droits.

Le troisième chapitre est consacré à l'étude de cas qui se développe à partir des Études Critiques du Discours (ECD) selon une perspective sociocognitive. Nous présentons d'abord les principaux axes des ECD en tant que domaine de recherche qui abordent l'analyse discursive d'un point de vue critique et s'inspirent de multiples écoles de pensée, comme la linguistique critique, ou les visions critiques de la sociolinguistique, de la pragmatique, de la sociologie ou d'autres disciplines des sciences sociales (Van-Dijk 2016).

Cette option à caractère multidisciplinaire qui se veut engagée, prétend à partir de sa mise en pratique sur les discours, les textes et les déclarations publiques, rendre visibles les relations inégales et les abus de pouvoir, ainsi que les stratégies de résistance face à ces abus. Elle

permet d'appréhender le discours à partir de son cadre contextuel, en tenant compte des tensions qui s'exercent autour de lui.

Comme le décrit l'auteure colombienne, spécialiste des ECD, Neyla Pardo Abril, dont l'œuvre sera la référence méthodologique centrale de cette étude de cas, l'ECD permet « d'analyser et de comprendre les problèmes socioculturels à partir des discours des groupes et des communautés, en vue de démanteler et de résister à l'exercice du pouvoir, en particulier lorsqu'il est exercé pour aggraver les formes d'inégalité, de discrimination et, en fin de compte, d'exclusion sociale » (Pardo 2013, 13).

Les principaux axes des ECD résident dans la compréhension et l'interprétation des phénomènes sociaux au travers des relations qui se tissent entre discours, pouvoir et idéologie. L'analyse prend donc en compte des éléments contextuels, tels que la dimension conceptuelle recueillie dans le premier chapitre, le cadre historique et social décrit dans le deuxième chapitre et les aspects cognitifs et les orientations linguistiques que nous donne le corpus d'étude, afin de décrypter les relations structurelles de domination sociale, culturelle ou politique. En élucidant ces relations, nous vérifions si l'émergence de formes discursives remettent en question les rhétoriques dominantes et aboutissent donc à d'autres versions du concept de « frontières ».

Nous présentons ensuite dans ce chapitre le cheminement détaillé de l'analyse du discours suivant la méthodologie proposée par Neyla Pardo Abril extraite de son ouvrage *Cómo hacer análisis crítico del discurso. Una perspectiva latinoamericana*. (2017) (Comment faire une analyse critique du discours. Une perspective latino-américaine). Concrètement, cette partie du chapitre comprend le corpus de recherche ainsi que la définition de ses limites, qui donnent lieu à la constitution de la base de données sur laquelle repose l'analyse. Ensuite, nous procédons à l'analyse quantitative à l'aide d'un logiciel de traitement de texte, en l'occurrence *Maxqda 2024*, pour établir les relations du lexique utilisé et ainsi marquer certaines associations qui permettent de définir les principaux thèmes abordés dans le discours. Finalement, une analyse qualitative est réalisée pour dégager les modèles répétitifs qui marquent le positionnement des schémas linguistiques et culturels qui circulent au sein

des groupes émetteurs de discours. Les détails du développement de l'analyse sont consignés dans un document annexe et les résultats sont l'objet de ce troisième chapitre.

Le corpus que nous avons utilisé pour notre étude de cas est le résultat de l'exploration de références qui peuvent représenter de manière tangible notre objet de recherche. Il est également le produit des variables qui ont été soulevées dans le cadre de la préoccupation intellectuelle proposée tout au long du chapitre théorico-conceptuel et du cadre contextuel. Le corpus de recherche est donc un recueil de contenus représentatifs de la réalité de la période choisie pour l'analyse et qui nous permet d'élucider les présomptions qui ont été formulées tout au long du chemin réflexif. En effet, ce corpus aborde certains des problèmes déjà soulevés dans le cadre théorique et dans le contexte historique, et contribue à mettre en évidence des structures sociales de domination et d'inégalité ainsi que des cadres idéologiques tels que le racisme et le classisme.

Ce corpus se concentre spécifiquement sur les déclarations et communiqués officiels émis lors des manifestations populaires de la grève nationale qui ont eu lieu en Équateur du 1er au 14 octobre 2019. Dans ce cadre, nous interrogeons à travers l'analyse de ces déclarations publiques, deux types d'acteurs qui représentent deux groupes sociaux et institutionnels différents dont l'importance présente des caractéristiques contextuelles politiques dans la vie publique de l'Équateur.

D'une part, la « Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur » (CONAIE) au travers de ses principaux dirigeants/porte-parole, continentaux, nationaux et locaux⁵. D'autre part, l'État, au travers ses principaux représentants au niveau stratégique du pouvoir exécutif dans les fonctions liées à la défense et à la sécurité ainsi que d'autres représentants⁶.

⁵ La CONAIE a ses affiliés régionaux : la Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE) dans la région amazonienne (est du pays) ; la Confédération des peuples de nationalité kichwa de l'Équateur, également connue sous le nom d'Équateur Runakunapak Riccharimui (ECUARUNARI) dans la Sierra (centre du pays, bande de la cordillère des Andes qui s'étend du nord au sud) ; et la Confédération des nationalités et des peuples autochtones de la côte équatorienne (CONAICE) sur la côte (bande côtière du nord au sud du pays). Dans chaque filiale régionale, il existe des mouvements de base provinciaux, dont les porte-parole sont également intervenus à plusieurs reprises.

⁶ Seront recueillies les déclarations du président de la république, du vice-président de la république, du secrétaire général de la présidence de la république, du secrétaire général du cabinet de la présidence de la république, du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie et des finances, du président de la Cour des comptes et du président du Conseil de la participation citoyenne et du contrôle social.

Le quatrième chapitre compile les résultats obtenus tout au long des analyses précédentes et tente de répondre à l'hypothèse proposée.

En ce sens, il répond d'abord à la question : quels systèmes idéologiques circulent dans le discours de l'État équatorien ?

De l'analyse produite dans le chapitre précédent nous avons trouvé comme éléments centraux, la figure de la nation comme entité vivante, à la fois assimilée au père protecteur à qui il faut obéir, ainsi que celle du « citoyen » global travailleur et respectueux de l'ordre. Ces deux figures qui occupent à grand traits le discours des porte-paroles de l'État, nourrissent les systèmes de croyances fondés sur une idée de reproduction systématique de l'accumulation du capital à travers de la productivité illimitée et l'exaltation de l'individualité comme valeur transversale. C'est-à-dire, des systèmes idéologiques dont les codes de représentation répondent aux valeurs véhiculées par l'occident et qui, en outre, cherchent à s'imposer au niveau mondial et de manière impériale. Ces savoirs, pour se perpétuer et se renforcer, doivent fonder leur légitimité sur la différence et l'exclusion entre expressions d'identité et classes sociales, et sur la domination des uns sur les autres. De plus, ils nécessitent une expression dans l'espace territorial comme condition inexorable de leur reproduction.

Au cœur de ces connaissances, nous identifions trois éléments idéologiques clés, liés les uns aux autres, et que nous avons développé dans le premier chapitre. Le premier élément concerne la notion de progrès ancré à la liberté et la démocratie, caractéristiques récentes de la modernité et valeurs centrales d'un système qui fonde sa reproduction sur la différence sociale et raciale : le néolibéralisme.

Le deuxième élément est lié à la volonté d'étendre cette idéologie néolibérale au niveau mondial, autour de l'imposition d'un projet civilisateur autour de ses valeurs, c'est-à-dire une nouvelle version du colonialisme et de l'impérialisme.

Le troisième élément idéologique est celui de la « sécuritisation »⁷ et est présenté comme celui qui opérationnalise les deux premiers en légitimant un récit autour de la sécurité et de l'ordre pour justifier une agence politique verticale qui se traduit par la force et la restriction des droits.

Au regard de la pensée du collectif Modernité/ Colonialisation/ Décolonialité qui a construit une réflexion sur les processus coloniaux du XVe siècle et ses vestiges sur les architectures sociales, politiques et culturelles des peuples de ce qui est aujourd'hui l'Amérique, le dispositif en cours est celui d'une continuité de la « différence coloniale » (Mignolo, 2007).

En effet, sur ce concept se définit le récit sur lequel s'est forgée la modernité et qui requiert d'établir les différences et les limites pour construire discursivement - autour de ces différences - les instruments du « progrès et du développement » (Mignolo, 2003). Ces valeurs, également ancrées dans la logique globale de liberté et de démocratie, sont alors présentées comme les nouveaux objectifs d'un projet civilisateur. La « différence coloniale » symbolise alors ce lieu où se marque la séparation entre modernité et non-modernité.

Dans la généalogie réalisée par Walter Mignolo (2003), la configuration de l'autre différent est née de la rencontre entre Européens et indigènes, au cours de la période coloniale, et le système de domination capitaliste est né, grâce à l'expansion et domination des européens sur les peuples qui vivaient sur les terres colonisées.

Au travers de ce système de domination, se reproduisent les besoins du capitalisme, qui se condensent dans le domaine des sphères sociales et culturelles sous une logique de pouvoir décrite par Quijano (2014) comme : le contrôle du travail, de la nature et de ses ressources de production, du sexe et de la reproduction de l'espèce, de l'autorité collective pour assurer le contrôle des relations et réguler les changements, et la manière de produire des connaissances. De même, pour garantir le contrôle et la division du travail nécessaires à la reproduction du capitalisme, l'idée de race surgit pour hiérarchiser et justifier la différence

⁷ Ce terme désigne l'acte de langage par lequel un problème politique est identifié et traité comme enjeu sécuritaire. La sécuritisation, c'est l'ensemble des processus à travers lesquels un enjeu social, public, est élevé au rang d'enjeu de sécurité, avec tout ce que cela peut entraîner (Balzacq 2021). Voir : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-de-justice/qu-est-ce-que-la-securitisation-6478211>

entre les rôles imposés par le capitalisme, c'est-à-dire au sommet de la hiérarchie, le « propriétaire capitaliste » et en bas, « le travailleur » (Quijano, 2014).

Lorsque nous parlons aujourd'hui du racisme comme idéologie transversale au capitalisme, nous pensons aux systèmes de croyances partagés par des groupes larges et hétérogènes. En ce sens, la « colonialité du pouvoir », « du savoir » et « de l'être », dont les expressions se fondent sur les signalements des différences, sur les catégorisations des groupes sociaux en compartiments, mais surtout sur la hiérarchisation des groupes et la domination ou la supériorité des uns sur les autres, sont des exemples de la façon dont le racisme, dans ses nouvelles versions mondiales néolibérales, continue d'opérer dans de multiples domaines, et influence la formation et l'expression des identités culturelles et sociales, sous des formes plus masquées.

L'adhésion à un modèle imposant des relations de pouvoir inégales s'obtient à partir d'un travail discursif qui s'opère progressivement, alimenté par des évaluations positives autour de certains codes de conduite.

Concernant notre étude de cas, les manifestations de ce racisme latent, fondé sur la différence et la domination des identités, sont le résultat d'un travail de longue haleine, cimenté au fil du temps et par l'exercice effectif du pouvoir. L'acceptation de l'acculturation par l'adhésion à des identités globales uniformes et plates, que nous illustrons au travers de l'analyse de la figure du « citoyen », qui gravite autour d'un comportement de respect de l'ordre imposé, du travail productif et de la consommation comme fins, ne sont pas nécessairement fait avec violence, mais avec la participation active ou inconsciente de ceux qui sont soumis à un pouvoir inégal.

Bien entendu, les formes diffuses que nous dégageons dans le discours ne sont pas apparues avec l'agence gouvernementale du mois d'octobre 2019, mais sont le résultat de la reproduction des structures de domination forgées par ce que le collectif Modernité/ Colonialité/ Décolonialité a identifié comme le début de la modernité et qui remonte au XVe siècle.

Parmi les multiples étapes de l'histoire de l'Équateur que nous avons analysées, nous avons trouvé plusieurs références à l'exercice de ce racisme structurel. Nous soulignons également celles qui ont précédé de plus près la crise d'octobre 2019, en référence à la décennie du mandat de Rafael Correa (2007-2017), car c'est celle qui a le plus clairement consigné les incohérences entre le discours et les faits. En effet, au cours de cette étape, et malgré les acquis politiques et juridiques obtenus par la CONAIE après des décennies de lutte qui se sont cristallisés avec l'incorporation du concept d'interculturalité et de plurinationalité dans la Constitution de la République de l'Équateur en 2008, de manière contradictoire, le racisme s'est fortement manifesté à travers, par exemple, de la destruction des institutions indigènes telles que le système juridique (INREDH, 2018), le système interculturel bilingue (Maldonado et Jijón, 2011) et la criminalisation systématique de la protestation sociale émanant du mouvement indigène (INREDH, 2011). 2018). Ces abus, qui ont entraîné des reculs dans la mise en œuvre des droits des peuples indigènes, sont apparus encore plus violents lorsqu'ils provenaient d'un groupe politique qui se disait de gauche et progressiste.

Dans l'analyse discursive de notre cas, derrière la figure exaltée du « citoyen » comme référence à atteindre, se cache la représentation d'un sujet dépourvu à la fois de sa capacité à se définir en termes de classe sociale et donc incapable de s'organiser politiquement. Dénué d'auto-reconnaissance identitaire, il est de plus empêché de se constituer comme un sujet politique représentant un contrepoids à l'État, facilitant ainsi une identification à des référents plats et atomisés. Il en résulte la persistance d'une structure de pouvoir exercée verticalement dans laquelle l'ordre social et culturel homogène est imposé et continue de produire des écarts sociaux et raciaux. Et même si, dans le discours public, le racisme ne s'exprime pas par des allusions ouvertement désobligeantes à des identités différentes, son sens est bien présent dans l'indication de ce qui n'est pas inclus dans la catégorie de « citoyen ». Cela a été évident dans l'analyse de discours où les représentations sociales faites des « plus pauvres » et des « paysans » sont assimilés aux « indigènes », ainsi qu'à ceux qui « favorisent le désordre ».

À partir du cas analysé, on voit que ce racisme omniprésent se matérialise à travers la construction de l'identité sans identité du « citoyen ». Ceci est reproduit et encouragé par le dispositif étatique comme système interconnecté, qui nécessite la perpétuation et le renforcement de cette différence pour assurer son contrôle sur les individus. Cela explique

en grande partie pourquoi les discours classistes et racistes émis par les autorités étatiques dans notre corpus d'étude acquièrent une certaine légitimité, car ils reflètent cette dimension cachée, presque inconsciente de la société, de considérer naturellement certaines identités diverses, comme inférieures et en dehors des catégories traditionnelles de l'ordre social, assimilant la différence et la séparation des identités - en considérant certaines au-dessus d'autres - comme inhérentes à la manière de concevoir le monde.

Le racisme persistant dans les structures de l'État équatorien, hérité du colonialisme et résultat de la structuration du capitalisme dans sa version libérale du XIXe siècle qui a construit l'idée d'État-nation, se révèle aujourd'hui avec plus de force au sein de l'État dans le cadre d'une stratégie à plus grande échelle avec des caractéristiques globales.

Il n'est en effet pas surprenant qu'avec les possibilités offertes aujourd'hui dans un monde hyper connecté, que le rôle que les États libéraux avaient déjà joué dans la transition vers le modèle capitaliste aux XIXe et XXe siècles, se soit considérablement renforcé. En effet, selon David Harvey, dans cette transition, les États ont été utiles « non seulement pour forcer l'adoption de dispositifs institutionnels capitalistes, mais aussi pour acquérir et privatiser certains biens comme fondement originel de l'accumulation du capital » (Harvey 2004, 82).

Ainsi, dans le contexte actuel, pour que ces logiques subsistent et se perpétuent, Harvey évoque de nouveaux processus coloniaux et impériaux qui, tout comme ils se sont produits aux différentes étapes de l'accumulation du capital aux XIXe et XXe siècles à travers l'invasion souvent violente des territoires, se présentent aujourd'hui sous de nouvelles fonctionnalités et modalités, mais fondamentalement, répondent au même objectif d'expansion.

Le « Nouvel Impérialisme » (Harvey, 2004), renforcé au XXIe siècle grâce aux possibilités infinies offertes par la technologie et la globalisation des marchés, a cédé la place au contrôle non seulement de l'espace, mais aussi au contrôle du temps, donnant l'avantage aux capitaux hégémoniques sur les plus faibles qui ont besoin de ressources immédiates pour se maintenir. Ainsi, par exemple, l'endettement des pays auprès des organisations bancaires internationales, dans des conditions qui impactent leurs économies à moyen et long terme,

sont des formes de pression qui contribuent à la subordination de certaines nations par rapport à d'autres et garantissent le maintien d'un « développement géographique inégal » (Smith 2020) comme condition inhérente au maintien du capitalisme.

Dans la situation dans laquelle se déroule notre étude, ce que dit Harvey se matérialise précisément dans les mesures gouvernementales qui ont donné lieu aux protestations et qui sont la traduction de la stratégie globale d'expansion de l'accumulation du capital, qui, au travers des organisations internationales, dicte des politiques d'intervention dans les économies locales au nom du développement et du progrès. En effet, les décisions prises par le gouvernement de Lenin Moreno, concernant la suspension des subventions aux carburants et la réduction de l'appareil public, répondent aux exigences du Fond Monétaire International (FMI) auprès duquel le pays s'est endetté et qui impose ses conditions pour garantir le remboursement de cette dette.

L'acquisition et la privatisation de certains actifs dont parle Harvey se perfectionnent dans l'endettement sans fin qui contraint l'État équatorien à se mettre dans une position perpétuelle de domination et de dépendance. Cette pratique fait penser aux systèmes tributaires en vigueur au XIX^e siècle et dont on a fait référence dans le deuxième chapitre avec les descriptions de l'auteur équatorien Pablo Dávalos (2003), dans lesquels les propriétaires des grandes exploitations agricoles endettaient leurs travailleurs afin que leur domination sur eux persiste continuellement et qu'ils ne puissent jamais sortir de ce rapport de subordination.

L'insistance sur la promotion d'un système basé sur le « travail », « l'ordre » et le « développement » ainsi que la défense réitérée des mesures économiques prises présents dans le discours de l'État analysé, n'est rien d'autre qu'un autre signe de la volonté de renforcer le modèle néolibéral. Dans son besoin actuel d'expansion à échelle globale, le discours qui légitime ce modèle consiste à inscrire dans l'imaginaire collectif, les valeurs de progrès, de prospérité et de développement comme objectif à atteindre au sein d'un projet civilisateur. Pour atteindre cet objectif, les idées de « travail », « d'ordre » et de contrôle sur la nature sont promues comme des conditions incontournables. Le revers de la médaille de cette logique d'expansion est que, pour qu'elle se réalise, un développement inégal est nécessaire à différentes échelles géographiques.

En effet, comme nous l'avions vu avec Harvey et Smith, pour se maintenir, cette logique exige de creuser constamment les inégalités entre les espaces géographiques puisque, pour que les cycles d'accumulation et de réinvestissement du capital continuent à se maintenir, et ainsi éviter les crises de suraccumulation (Harvey, 2004), la répartition du monde à différentes échelles est nécessaire, d'où la subordination de certains espaces à d'autres comme condition inexorable.

Ce qui précède expliquerait en quelque sorte pourquoi la logique d'un système mondial maintient certains espaces géographiques, ceux-ci matérialisés en États-nations, comme des fournisseurs de matières premières avec peu de possibilités de modifier leurs matrices productives et que, du fait de cette situation volatile et instable, ceux-ci sont obligés de s'endetter pour survivre. En raison de l'endettement, ils sont soumis à des conditions qui conduisent à d'énormes mesures économiques et sociales, comme celles qui ont donné naissance au conflit que nous analysons dans cette étude.

L'Équateur est un pays marginal dans l'ordre mondial, mais il abrite des ressources naturelles désirables pour le capital mondial, ce pourquoi il est devenu une cible d'intérêt. Les réformes internes, qui visent en fin de compte à accroître la dette extérieure et à faciliter les investissements massifs de capital, sont un exemple criant de la manière dont le capital mondial opère dans sa soif d'expansion. Dans ce contexte, l'État agit fonctionnellement pour « sécuriser et promouvoir les dispositifs institutionnels externes et internationaux qui font que les asymétries des relations d'échange profitent au pouvoir hégémonique » (Harvey 2004, 139).

Une fois de plus, ces asymétries reposent sur une domination sociale et raciale, dans laquelle les travailleurs subissent le plus grand impact car les mesures économiques prises affectent directement leur vie en réduisant leur pouvoir d'achat et leurs possibilités d'emploi décent et, en même temps, ont un impact sur les peuples indigènes car, souvent, sur leurs territoires de vie, se trouvent des ressources naturelles qui sont commercialisées par l'État au profit d'entreprises étrangères.

Pour garantir le fonctionnement de l'ordre néolibéral et son projet d'expansion incessant, outre un appareil idéologique qui renforce ses atouts, il faut un appareil opérationnel, qui repose sur les valeurs de « sécurité », « d'ordre » et de « droit » et qui imposent la peur comme stratégie de pouvoir.

Comme le prédisait David Harvey (2004), la tendance à un renforcement du modèle néolibéral s'accélérait, au vu du « projet néoconservateur » qui a caractérisé la politique du gouvernement de George Bush aux États-Unis au début du XXI^e siècle. En effet, le discours de Bush qui associait les termes de « liberté », de « démocratie » à « respect » envers la propriété privée, l'individu et la loi » (Harvey 2004, 147) a pris encore plus d'ampleur après l'attentat du 11-S sur les Tours Jumelles de New York en 2001 qui a constitué un jalon fondamental pour légitimer mondialement une stratégie d'expansion du capital aux formes ouvertement violentes, en plaçant l'hégémonie des États-Unis comme un boussole morale et symbolique de la démocratie, lui donnant ainsi le rôle de dicter les ennemis à contrer.

Pour les réalités de l'Amérique latine, ces ennemis se sont traduits, dans le discours des États-Unis, comme les acteurs du crime transnational organisé, désormais élevés au rang de « terroristes ». Mais aussi, grâce à un glissement discursif, les collectifs de défense des droits et les représentants des organisations sociales de gauche ont également été amalgamés à la catégorie d'ennemis, puisque leurs actes de protestation, à l'encontre de ce que le discours officiel décrit comme « l'ordre » et la « sécurité, ont commencé aussi à être considérés comme criminels et terroristes.

Lors de l'analyse du discours de l'État équatorien lors de la Grève nationale d'Octobre 2019, nous avons retrouvé cette habile stratégie discursive, qui associe la lutte sociale au crime, assimilant la protestation au chaos et donc à ses acteurs comme des transgresseurs.

Mais au-delà de la fonction immédiate de cette stratégie discursive, comme réponse du gouvernement de Moreno pour tenter de sauver son capital politique, cette construction narrative se constitue comme un trait idéologique qui parvient à renforcer une inversion des valeurs, puisque, à force de condamnation morale de la contestation, la vidant de son contenu politique pour le faire passer pour une simple action violente sans but, on aboutit à son rejet

à plus grande échelle, fondé sur l'association entre la défense des droits et la volonté des minorités de semer le désordre.

Ainsi, la « sécuritisation » en tant que stratégie discursive visant à proposer des réponses coercitives aux problèmes criminels sert aussi à contenir toutes les tentatives de protestation contre les abus de pouvoir et se constitue comme une caractéristique inhérente au néolibéralisme. Pour maintenir le *statu quo*, et alimenter la logique du « développement géographique inégal », le système néolibéral a besoin de condamner, à partir de la rhétorique de la morale, tous les acteurs qui tentent de remettre en cause les préceptes qu'il a positionnés. Cette idéologie qui repose sur l'exaltation du travail, de la production et de la prospérité matérielle ne négocie pas avec ceux qui la contredisent.

Ainsi, tous ceux qui tentent renverser cet ordre sont considérés comme des ennemis de ce progrès présenté comme possible pour tous, à condition que les règles et l'effort au travail soient le comportement adopté. Dans le même temps, cet ordre a besoin de trouver une certaine légitimité et blanchir ses actions violentes au nom de valeurs morales supérieures telles que « la sécurité » et « le progrès », en montrant que le bien commun est garanti lorsque le système fonctionne correctement. Ainsi, l'intervention de la force publique contre la population civile, au nom de l'ordre intérieur, est présentée comme l'instrument légitime du pouvoir, chargé de rétablir cet « ordre » et d'empêcher que la machine productive ne cesse de fonctionner. L'État, remplissant son rôle responsable dans l'utilisation de son bras armé, justifie ses actes en alléguant sa responsabilité dans le maintien de cet ordre économique et politique, et se présente ainsi comme le garant du système néolibéral à l'échelle territoriale de cette nation.

Les éléments discursifs de l'État que nous avons passés en revue démasquent donc toutes les caractéristiques de l'exercice du pouvoir selon un ordre néolibéral, fonctionnel à une logique capitaliste globale dont le moteur est l'accumulation de capital et les valeurs, telles le progrès, l'individualité et de la protection de la propriété privée. Dans ce cadre, l'État équatorien, dans la situation de 2019, semble fonctionnel à ce système de valeurs, et même s'il tente faiblement de construire une rhétorique autour des intérêts de la nation et du bien collectif, ses arguments sont désamorçés par ses actions et décisions.

Dans ce cadre sont identifiées les principales conceptions transversales à son discours et qui marquent des frontières sociales claires, qui classifient les secteurs sociaux selon une logique simpliste dans laquelle la pauvreté est comprise comme le manque de biens matériels. Cette conception est associée au maintien d'une structure sociale libérale obsolète du XIX^e siècle, dans laquelle l'imaginaire qui persiste est que les « indigènes » et les « paysans » sont une même catégorie et que, leur manque de biens matériels est une condition qui leur est innée. Le reste de la population, identifiés comme les « citoyens », sont représentés comme une entité amorphe, dépourvue de conditions sociales et d'identités culturelles diverses, mais qui se caractérise par son engagement dans le travail et un imaginaire national homogène et obéissant.

Enfin, la conception territoriale est marquée par les frontières géographiques nationales institutionnalisées au sein d'un système international et dont l'État est le garant. La souveraineté nationale est donc inscrite par l'autorité exercée dans l'espace géographique au travers du contrôle de la force publique.

Après le parcours interprétatif réalisé à partir de l'analyse discursive, la deuxième partie de ce quatrième chapitre établit les réponses à l'hypothèse proposée. Les récits de la CONAIE, permettent-ils ou non des interprétations différentes de celles fondées sur ce modèle d'État ? À quelles autres définitions du concept de « frontières » culturelles, sociales, politiques et territoriales pouvons-nous parvenir ?

Le projet politique et social de la CONAIE se présente comme une lutte de longue haleine. Même si, en tant qu'organisation sociale, elle n'a cessé de participer à la situation politique et a mené ses luttes face au pouvoir à partir de situations concrètes, sa vision du changement à moyen et long terme est constante. En même temps, elle est consciente qu'obtenir une adhésion massive à des contenus idéologiques différents est un long chemin qui nécessite, étape par étape, réinventer et resignifier les imaginaires qui ont longtemps ancré les esprits.

Les manifestations d'Octobre 2019 ont sans nul doute contribué à rendre visible la présence d'autres réalités qui font partie du panorama social de l'Équateur loin de ce que les élites imaginent depuis leurs positions privilégiées.

La dernière partie de la recherche révèle les contenus idéologiques présents dans les discours et les déclarations publiques de la CONAIE, comme les fils conducteurs qui guident leur action permanente et qui donnent des indices de la configuration d'un modèle de pensée différent.

En effet, les enjeux idéologiques qui jaillissent du discours, à la lumière de la généalogie de la lutte de la CONAIE, marquent définitivement des différences dans les définitions des « frontières » que l'État libéral a construites, même si le cadre choisi par la CONAIE pour mobiliser son projet politique se développe au sein de cette structure institutionnelle.

En ce sens, nous identifions dans la construction narrative de la CONAIE trois éléments idéologiques centraux qui organisent un plateforme discursive alternative dans laquelle les « frontières » deviennent, des éléments qui prônent l'inclusion et le consensus.

Ces trois aspects idéologiques, étroitement liés, ne peuvent être expliqués de manière atomisée. La stratégie de la CONAIE pour défier le pouvoir de l'État et sa structure idéologique néolibérale se concentre sur trois propositions centrales, l'une de nature décoloniale, une autre anticapitaliste et la dernière environnementale, toutes trois ayant pour but de démonter les relations de domination qui imprègnent un système dont les fondements reposent sur les différences raciales et sociales et la domination sur la nature.

En s'inscrivant dans une lignée décoloniale, dont les axes d'orientation se consolident autour de la plurinationalité, de l'interculturalité et du *Sumak Kawsay*, la CONAIE expose les fondements philosophiques de son projet et sa finalité sociale et politique. Cependant, consciente que son agence se développe dans un cadre réel et déterminé, son institutionnalité s'inscrit dans les marges de la construction nationale de l'Équateur, dont elle reconnaît ses autorités, ses entités administratives et politiques, ses codes culturels homogénéisés par l'histoire de la nation et ses limites territoriales. Les relations établies avec les peuples et nationalités indigènes d'autres latitudes se construisent par un lien de fraternité qui se définit par l'autodétermination, mais qui entretient également la reconnaissance de l'appartenance nationale.

En vertu de cette double conception, sa lutte n'a cessé d'être compatible avec une conception décoloniale, puisque à partir de son expérience, la CONAIE a perçu l'importance stratégique de construire un projet politique et social dans lequel l'État est inclus comme structure de référence pour bâtir un modèle de société différent sur une base historique existante. Son engagement en ce sens repose sur la modification depuis son intérieur, des codes de référence de cette société, sans aucune volonté de les faire disparaître. L'idée consiste plutôt à les récupérer et les re-sémantiser à partir de valeurs différentes pour construire un avenir dans lequel tous les groupes humains contenus dans ce cadre, appelé Équateur, ait des possibilités de vie digne.

En ce sens, le modèle décolonial promu par la CONAIE et appliqué à la réalité de l'Équateur, bien qu'il remette en question la conception linéaire de sa composition culturelle et défends la reconnaissance plurielle des identités, reconnaît également la richesse du patrimoine historique et des sédiments qui sont le produit de ces mélanges. Elle propose une nouvelle interprétation de cette diversité dans laquelle disparaissent les divisions sociales et raciales qui ont acculé des populations entières dans des conditions de subalternité. La récupération de l'histoire et de ses épisodes est aussi l'opportunité de garder en mémoire les échecs et abus systématiques commis contre ces populations et ainsi d'éradiquer ces logiques de pouvoir.

En ce sens, son regard décolonial fait écho de la pensée du collectif Modernité/Colonialisation/ Décolonialité, dans sa capacité critique envers la modernité qui lui permet de mettre en lumière les dimensions dans lesquelles la « colonialité du pouvoir », « du savoir » et « de l'être » continuent d'opérer.

Dans sa finalité de changement, la CONAIE parvient à développer, en passant de la théorie à la pratique, un récit qui contient et déchiffre les complexités des peuples qui, tout au long de leur histoire, ont constitué de multiples identités sociales et culturelles et qui ont inclut la trace coloniale comme une blessure qu'ils veulent panser, mais qui représente à la fois une richesse qu'il ne faut pas ignorer. Ainsi, lorsque la CONAIE fait allusion au « peuple » (en espagnol *el pueblo*), les communautés rurales, les syndicats ouvriers, les habitants des centres urbains marginaux, les habitants de la côte, des montagnes et de l'Amazonie, ceux qui se

définissent comme peuples indigènes et ceux qui ne le font pas, se reconnaissent et se sentent inclus dans le projet politique de la CONAIE.

Les frontières culturelles et sociales deviennent ainsi plus poreuses car les conditions qui décrivent ces groupes, en termes d'appartenance sociale ou syndicale, ou encore en termes d'origine culturelle ou lieu de naissance ou résidence, même si elles définissent une partie de ce qu'ils sont, ne les excluent pas d'autres caractéristiques sociales ou identitaires. Ainsi, les conditions sociales ou raciales décrites par la logique libérale qui signifiaient délimitation et différence, deviennent, au sens de la CONAIE, multiplication et richesse.

Les frontières politiques, quant à elles, restent à l'intérieur des marges du système d'État-nation dont la CONAIE a choisi de faire partie pour participer à une vie démocratique fondée sur les règles établies par ce système en particulier. Cet engagement cependant s'inscrit également dans une perspective décoloniale dans le sens où, tout en étant conscient que ce système reproduit les formes de domination des élites sur les subordonnés, la CONAIE prétend, sur cette base, établir des relations différentes entre les acteurs qui le composent. L'une des voies pour y arriver consiste à introduire d'autres codes de valeurs plus inclusifs, basés sur les orientations proposées par les principes philosophiques du *Sumak Kawsay*, de l'interculturalité et de la plurinationalité et de modifier, sur la base de ces idées, les imaginaires.

Bien que l'interculturalité et la plurinationalité sont devenues des représentations sociales associées au mouvement indigène, le *Sumak Kawsay* pour sa part est empreint de conceptions plus complexes, qui incluent fondamentalement des éléments cosmogoniques des peuples et indigènes et qui s'est traduit, au travers des principes philosophiques qu'il contient, en traits idéologiques et politiques qui font aujourd'hui partie des principales revendications de la CONAIE.

L'axe transversal de la « défense des droits » présent tout au long du discours de la CONAIE porte alors l'empreinte du *Sumak Kawsay*, qui comprend les quatre principes qui mobilisent son agence : la complémentarité, la réciprocité, l'intégralité et la relationnalité.

La présence de la notion de *Sumak Kawsay* renvoie à des conceptions qui concernent les différentes dimensions de la vie sociale, l'organisation de l'économie, la gestion d'une collectivité, le rapport au monde et à ses pairs ainsi que le rapport à l'environnement naturel qui inclut toutes les formes d'existence. En ce sens, le fondement politique central dérivé du *Sumak Kawsay* et qui cherche une transformation sociale à partir de l'intérieur de l'État s'appuie sur ce que Luis Macas (2014 : 183) appelle « la pratique du système communautaire » et qui se révèle par exemple dans le discours dans la manière de se référer à l'action à partir d'une vision collective. Le pronom « nous » très présent dans le discours de la CONAIE, rend compte du sujet communautaire comme celui autour duquel les décisions sont prises.

La référence communautaire est alors celle qui façonne les frontières politiques puisqu'elle détermine, entre autres, la relation qui peut s'établir avec les autres mouvements sociaux et politiques. Dans ce cadre s'appliquent les principes de complémentarité et de réciprocité lorsqu'il s'agit de cultiver des coïncidences qui peuvent être gérées positivement en unissant plusieurs forces. Cependant, dans le désir de rechercher l'équilibre, en tenant compte du principe de relationnalité, les frontières politiques peuvent être renforcées lorsqu'il s'agit de confronter des fondements idéologiques contraires. Dans ces cas, les distances et les compartiments se renforcent lorsque, en plus de présenter des intérêts antagonistes, les acteurs politiques contraires cherchent à affecter et à délégitimer la lutte collective.

Les frontières politiques anticapitalistes se révèlent à travers du rejet constant d'un système qui exalte l'accumulation de richesses au détriment de l'exploitation disproportionnée des corps et de la nature. De plus, ces frontières politiques qui marquent des principes non négociables matérialisent le rejet des expressions visibles et cachées du racisme comme condition constitutive du système capitaliste. En ce sens, la position anticapitaliste présente dans le discours de la CONAIE révèle une fois de plus une orientation décoloniale.

Si ces frontières sont fermes pour délimiter des principes intransigeants, en tenant compte du principe d'intégralité, elles laissent place à des espaces de dialogue et de consensus lorsque les intérêts en jeu prédominent sur certains désaccords formels. Cela a été évident lors du dialogue amorcé avec le gouvernement et qui a compté avec le consentement du peuple équatorien qui sentait que ses intérêts étaient représentés par les dirigeants de la CONAIE.

L'exercice du pouvoir et de la gouvernance est constitué de manière horizontale et principalement axé sur le dialogue sur un pied d'égalité. La conception politique répond de manière cohérente aux principes philosophiques inhérents à l'interculturalité et au *Sumak Kawsay*, qui prônent une lutte pour un espace de consensus et de paix au lieu de l'imposition et de l'autoritarisme.

Au-delà de sa dimension philosophique, à partir d'une conjugaison du culturel, du politique et du social, le *Sumak Kawsay* propose un modèle de construction d'une société différente, qui repense la logique de l'expansion, mettant de côté l'accumulation de biens traditionnellement associés à la prospérité, à la richesse et à l'abondance.

À partir de ces logiques, dans lesquelles le *Sumak Kawsay* guide idéologiquement le projet de la CONAIE dans une perspective décoloniale et anticapitaliste, il contribue également à construire un récit sur la territorialité et, en ce sens, intègre à son discours le souci de la défense et de la protection de la nature.

Le lien entre la nature et la proposition d'un modèle économique alternatif devient alors central dans ce concept, puisque le *Sumak Kawsay* ne peut exister dans une logique de prédation de la nature au nom du développement économique. Le *Sumak Kawsay* rejette un modèle économique et social basé sur l'expansion illimitée du marché, de la production et de la domination de l'homme sur la nature.

Pour cette construction conceptuelle, il n'est pas possible de reproduire la vie humaine si l'environnement qui fournit toutes les ressources nécessaires à sa survie est détruit.

Le sens philosophique du *Sumak Kawsay* s'exprime tout au long du discours de la CONAIE dans sa construction narrative autour de la relation entre l'homme et la nature basée sur le respect et la coexistence harmonieuse, à l'opposé de la représentation étatique autour du « développement » dont la condition est la domination de la nature par l'homme pour assurer sa survie.

Ainsi, dans le texte analysé, l'engagement de la CONAIE dans la philosophie du *Sumak Kawsay* s'exprime dans sa dénonciation des mesures prises par le gouvernement et qui ont

déclenché le mécontentement général (la principale mesure étant la suppression des subventions sur le carburant et autres mesures économiques visant à faciliter l'exploitation des ressources naturelles), lesquelles, non seulement tendent à renforcer le modèle économique basé sur l'exploitation pétrolière et minière, mais aggravent également les inégalités en conduisant à une augmentation du coût de la vie qui affecte en premier lieu les secteurs populaires.

Cette philosophie, qui rassemble les revendications incontournables et non négociables de la CONAIE constitue le sceau de son projet politique. C'est aussi l'empreinte de son horizon idéologique qui dessine des frontières alternatives au modèle libéral classique et au néolibéralisme dans sa version globale, sur lesquels repose l'État-nation équatorien moderne.

A travers ces aspects idéologiques combinés, les frontières en termes de territoire sont décrites à leurs multiples échelles. Le lien entre une position anticapitaliste et la globalisation s'exprime dans la dénonciation permanente par la CONAIE des mécanismes du capital mondial en tant que prédateur des ressources naturelles qui affectent les territoires du monde par une répartition inégale. En ce sens, la CONAIE dénonce les intérêts impériaux des pays hégémoniques et les outils qu'ils utilisent pour dominer les pays les plus faibles du système, tel l'Équateur.

À échelle locale, leurs revendications se concentrent sur l'impact direct des opérations des sociétés transnationales minières, pétrolières et forestières sur les territoires du spectre géographique équatorien, et surtout sur ceux habités par les communautés de peuples indigènes, qui abritent souvent une importante biodiversité, et qui représentent également des espaces symbiotiques pour la reproduction de la vie en raison de la relation particulière de ces peuples avec le milieu naturel.

Cela prend tout son sens lorsque les frontières territoriales ne sont pas marquées comme les limites de la propriété privée, mais prennent forme dans l'autodétermination comme principe qui définit, sur la base de décisions collectives, la formation de communautés et d'autonomies qui prônent leurs propres formes de gouvernement. Cette forme d'organisation sociale implique également la responsabilité de la protection et la défense des espaces de vie et de

tout ce qu'ils contiennent. En effet, la survie actuelle et future des communautés qui s'autodéterminent en tant que telles, dépendent de la défense de ces espaces contre la destruction et la prédation.

Les frontières territoriales en ce sens ne visent pas à marquer des espaces atomisés et isolés, mais au contraire, elles deviennent des espaces de revendication de vie, dans lesquels les peuples luttent pour garantir des conditions saines permettant la reproduction et la sauvegarde de leurs individus et par extension la vie de tous les peuples humains. En effet, sur les territoires que les peuples indigènes défendent et protègent, se concentrent les éléments essentiels à l'équilibre de la planète.

Le *Sumak Kawsay* condense donc tous les principes qui permettent de construire des « frontières » différentes du modèle libéral. La logique qui le conduit, et qui est assumée par la CONAIE dans son projet politique, se révèle comme un véritable pari alternatif puisqu'elle propose une option différente pour chaque domaine de la vie sociale, culturelle et politique, et offre même d'autres possibilités de concevoir l'espace.

La réalité est que le chemin pour que cette idéologie ait une plus grande place dans l'imaginaire et devienne un modèle viable pour renverser la logique de pouvoir hiérarchique des structures libérales et globales qui dictent le fonctionnement des sociétés, est encore long et semé d'embûches.

Toutes les luttes du mouvement indigène dans les rues et dans les communautés dans ce que les peuples indigènes appellent *Abya Yala* (qui correspond à ce que l'occident connaît comme l'Amérique Latine), pour la reconnaissance et la revendication de la dignité, ont été rendues possibles grâce à la résistance des peuples indigènes de ce continent depuis plus de 500 ans. La persévérance de maintenir vivant et partager un héritage qui célèbre la vie, la symbiose et le respect de l'environnement continuera d'être l'élan de son action. Comme l'a dit la célèbre dirigeante du peuple Cayambe, Dolores Cacuango⁸ : « Nous sommes comme l'herbe de la

⁸ Dolores Cacuango (1881-1971) était une militante équatorienne, précurseur de la lutte pour les droits des peuples indigènes et des paysans.

bruyère qui est déracinée et qui repousse... et avec l'herbe de cette bruyère nous sèmerons le monde ».

Conclusions

Au début de cette recherche, nous avons identifié la centralité de l'État-nation comme une construction qui cimentait certaines formes d'organisation de la vie sociale, culturelle, politique et territoriale. Nous avons également pu observer que les normes et paramètres qui ont accompagné cette construction conditionnaient cognitivement les populations à se représenter le monde et à construire des compartiments pour donner forme à ces représentations imaginées. C'est ce que nous avons appelé dès le début les « frontières ».

L'Équateur, en tant que lieu d'énonciation de notre recherche et en tant qu'État-nation, a représenté un laboratoire utile pour explorer, dans quelle mesure ces frontières ont été construites à partir du discours créé par les groupes sociaux qui ont exercé une domination dans certains contextes. Le parcours de son histoire a contribué à comprendre l'évolution de ce discours pour obtenir les clés du contexte social et politique actuel marqué plus que jamais par une logique globale et transnationale d'accumulation du capital.

A partir de ces prémisses, nous avons identifié que face au discours qui domine l'imaginaire social il pouvait exister des réponses alternatives et critiques. En d'autres termes, nous avons démontré, sur la base de l'analyse d'un événement spécifique et de la voix d'un groupe représentatif, que les récits discursifs proposant une version unique des frontières pouvaient être démantelés et que d'autres interprétations de ce concept pouvaient surgir.

Principales conclusions en relation avec les objets de la recherche

Premièrement, en ce qui concerne la révision théorique du concept de frontières par rapport à d'autres concepts tels que l'identité, la culture, la nation et l'altérité, nous sommes arrivés à la conclusion que le modèle moderne d'État-nation n'existerait pas, sans la présence marquée de frontières culturelles, sociales, politique et territoriale.

En effet, les principales notions que nous avons retenues à travers les contributions de Grimson (2000, 2003, 2010, 2013, 2020), Hall (2003), Bartolomé (2015), Vila (2015), est que les dispositifs de représentation identitaire et culturelle se forment au fil du temps et que les interactions entre groupes humains laissent des sédiments qui modulent en permanence ces représentations. La nécessité de construire ces représentations qui différencient les groupes humains les uns des autres répond à des stratégies de survie et souvent à des intérêts partagés et à des manières différentes de rechercher des conditions de vie conformes à une certaine conception du monde. En ce sens, les forces qui mobilisent l'agence pour construire, nourrir, sauvegarder et reproduire ces visions du monde, jusqu'à ce qu'elles deviennent une tradition, sont proportionnelles et conformes aux intérêts inhérents à chaque groupe humain. Dans certains cas, la vision du monde est présentée comme inclusive et ouverte et dans d'autres, comme exclusive et ségrégationniste. L'altérité est le point de convergence où se détermine cette exclusion.

A partir de ces approches, la construction de ces représentations, dans une perspective nationale, s'expose comme la nécessité de forger une vision collective à plus grande échelle, également soutenue par un appareil institutionnel qui lui donne forme, consistance et pouvoir : l'État. Dans cette dimension nationale, le modèle d'organisation de cette vision partagée pour perdurer dans le temps et dans l'espace nécessite l'accentuation de ses limites pour révéler son existence.

Ainsi, l'approche de la configuration de l'État-nation basée sur l'expression permanente de ses frontières dans toutes ses dimensions était évidente dans l'étude de cas qui révélait, à travers l'analyse du discours de ses acteurs, dans une situation de crise, une insistance systématique à accentuer les limites, cimentant ainsi un récit basé sur le domaine social, moral et identitaire.

Deuxièmement. Ce même récit forgé par l'État-nation corrobore également l'idée esquissée dès le début, avec une position critique assumée à l'égard de la matrice de la modernité, selon laquelle l'organisation sociale, politique, culturelle et territoriale ancrée à cette matrice, repose sur la division sociale et raciale.

A partir du parcours historique réalisé dans le deuxième chapitre, ainsi qu'à partir des éléments issus de l'analyse de cas, des coïncidences ont été trouvées avec les lignes proposées par le collectif Modernité/ Colonialisation/ Décolonialité. Le plus notable est l'évidence de la permanence, dans le discours véhiculé par l'État, ainsi que dans l'exercice de son pouvoir, d'une structure raciste et classiste. Et même si ce pouvoir a nuancé ses formes discursives, il continue d'exercer sa violence sur le corps d'une partie importante de la population. L'étude de cas a clairement montré que cette structure de pouvoir est toujours en vigueur et que, dans ce contexte, les peuples indigènes sont exclus des canons considérés comme acceptables. En plus d'être compartimentés en catégories différentes et inférieures en raison de leur auto-reconnaissance identitaire, ils sont souvent assimilés et figés dans des catégories sociales subalternes, voire transgressives.

La construction théorique de la lignée décoloniale, et qui a nourrit les réflexions du collectif Modernité/ Colonialisation/ Décolonialité, s'est puisé dans les contributions et réflexions autour des expériences des mouvements sociaux, notamment dans le mouvement indigène de l'Équateur tout au long de sa vie institutionnelle. Ainsi les apports théoriques sur le terrain de l'expérience, démontrent que le dialogue entre le monde universitaire et la société est non seulement possible, mais essentiel.

Troisièmement. Les contributions de Harvey (1998, 2004, 2014, 2022) et Smith (2006, 2020) nous ont permis de configurer et aborder l'un des sujets critiques présent tout au long du discours de la CONAIE sur la prédation de la nature et sur la manière dont les besoins de l'accumulation globale du capital expliquent les phénomènes de dépossession et de violence. Cela nous a permis de relier le rôle joué par l'État-nation dans cette configuration et aussi d'interpréter, avec des clés de compréhension plus précises, le discours mené par l'État équatorien, ainsi que le discours de résistance de la CONAIE.

Quatrièmement et, comme dernier et principal constat qui permet de répondre à l'hypothèse proposée, on peut dire que les voix divergentes matérialisées par les dirigeants de la CONAIE ont bel et bien conduit à l'installation, dans l'imaginaire collectif, de versions narratives alternatives du concept de « frontières », différentes du modèle dominant.

Contre vents et marées, le discours construit par la CONAIE tout au long de sa vie institutionnelle et nourri des processus contestataires antérieurs a semé les graines dont parlait Dolores Cacuangó, ce qui a permis d'entrevoir la persistance de certains paradigmes qui font appel au sens commun, dénués de prétentions de pouvoir. Ces sentiments ont non seulement subsisté dans le cœur des communautés de peuples indigènes mais ont imprégné une conscience collective qui a mobilisé le peuple équatorien face à des situations exceptionnelles.

L'agence politique de la CONAIE, qui a choisi d'entreprendre des relations interculturelles sur un pied d'égalité, dans le respect entre êtres humains pour atteindre une coexistence pacifique au milieu des différences, dans une symbiose avec l'environnement naturel qui permet des conditions vitales et un projet qui envisage la survie de l'espèce humaine, du fait d'avoir été transmises au fil des années, a très probablement réussi à se positionner dans l'imaginaire collectif et à contenir la destruction des conditions de vie d'une grande partie de la population et de l'environnement naturel, qui serait encore plus considérable, s'il elle n'avait pas eu lieu.

Cette recherche a démontré la manière dont il est possible, au travers des discours, de placer des versions narratives différentes et alternatives. Elle a démontré également que, malgré la disqualification et les distorsions constantes de ces discours par ceux qui protègent un récit qui cherchent à maintenir un *statu quo*, il est possible d'élever des voix de résistance. Et même si ces voix sont perçues comme minoritaires, elles représentent malgré tout un contre-pouvoir suffisamment puissant pour forcer l'État à négocier, à dialoguer et à prendre certains engagements.

L'intention de récupérer le sens politique des représentations de la réalité véhiculées par le discours, qui est par excellence ce qui permet l'action et la mobilisation des populations lorsqu'il est nécessaire de rééquilibrer l'exercice du pouvoir, est ce qui se révèle de l'analyse réalisée. Cela confirme en quelque sorte que les processus de résistance contre les abus de pouvoir peuvent être construits par la force collective.

Dans ce contexte de lutte pour dominer la construction symbolique de la réalité, les revendications qui montrent des connotations identitaires plurielles ou bien, les propositions politiques qui tendent à récupérer le sens grégaire et communautaire de l'être humain, ont tendance à être assimilées comme marginales et même répréhensibles par ceux qui gèrent le domaine du discours.

En ce sens, l'approche sociocognitive des Études Critiques du Discours a rempli son objectif d'engagement critique en explorant la manière dont les abus de pouvoir et les inégalités sociales sont représentés et légitimés dans le texte, mais aussi la manière dont le discours parvient aussi à contester cet abus de pouvoir.

L'étude de cas constitue un exemple significatif des deux fonctions énoncées ci-dessus. Elle a montré que la corrélation d'éléments historiques, linguistiques, cognitifs, sociaux et politiques offre un spectre large et complet pour comprendre les phénomènes et découvrir les structures et les stratégies du pouvoir, mais elle a également confirmé que les pratiques discursives et politiques, collectivement, peuvent affronter ce pouvoir abusif et contrecarrer ses effets.

Ainsi, les interprétations des significations du concept « frontières », déchiffrées dans ses différentes dimensions et par les multiples acteurs, ont permis de situer le caractère inclusif ou exclusif des modèles de gouvernance mis en place. D'une part, ils ont révélé les brèches que creusaient les frontières prohibitives des récits agressifs et inflexibles qui ont prévalu dans les récits et imaginaires hégémoniques libéraux et néolibéraux. En revanche, ils ont corroboré que, grâce à la lutte constante pour la reconnaissance dans le champ symbolique, il est possible de moduler les frontières apparemment tracées dans la pierre et d'élargir les horizons.

Limites de la recherche

Ayant choisi une approche pluri et interdisciplinaire pour dénouer les discours et leur rôle dans l'articulation de la domination et du pouvoir, nous comprenons qu'il est possible d'avoir laissé de côté de l'analyse les complexités et les détails du jeu politique qui s'est probablement forgé dans des cas de structures institutionnelles partisans et en dehors de l'espace public

dans lesquels les acteurs n'ont pas fait connaître ouvertement leurs décisions et leurs négociations.

Nous reconnaissons également que nous n'avons pas mentionné ni analysé les impacts en termes de violence physique, de destruction et de traumatisme social découlant des événements qui ont frappé l'Équateur au cours de la période étudiée. On sait en effet que les confrontations entre positions contradictoires étaient traitées au-delà de la scène publique, ainsi que dans la rue.

Comme cela a été démontré tout au long de l'analyse du discours, au sein des négociations pour la défense des droits et des idéaux au sens large, des luttes politiques entre groupes politiques et collectifs organisés étaient présentes. Cela nous oblige à reconnaître que dans notre analyse, nous avons ignoré ces situations spécifiques au profit d'une lecture plus large et plus systématique de la situation pour générer des fils d'interprétation qui nous permettent de démêler la continuité d'une narrative. Dans ce cas, les circonstances les plus spécifiques du moment ont été exclues de l'étude.

Enfin, concernant la dimension académique de cette recherche, nous sommes conscients que, tant dans le courant des *Border Studies* et de la pensée décoloniale que dans la perspective critique de l'espace et de la géographie critique, nous avons laissé de côté de nombreux auteurs qui auraient pu compléter la théorisation du concept de « frontières » pour l'aborder plus en profondeur.

Nous considérons que le thème des « frontières », dans toutes ses dimensions symboliques et dans les phénomènes qui découlent de ses interprétations, continuera d'être au centre de notre préoccupation intellectuelle et de notre objet d'étude.

Contributions et réflexions finales

Dans un sens plus large, cette recherche a exploré certaines pistes de réflexion qui ont mis en évidence que le monde actuel souffre d'une crise généralisée qui remet en question la validité des modèles politiques, économiques et sociaux qui ont prévalu au cours des deux derniers siècles dans les sociétés occidentales et, par extension, dans le monde entier. À l'échelle la

plus identifiable de ce système, l'État-nation apparaît comme l'instrument le plus remis en question ayant perdu sa capacité de satisfaire les besoins et les demandes des populations diversifiées et nourries par les échanges mondiaux. Il ne remplit plus son rôle de conteneur pluriel et inclusif des dimensions essentielles de la vie en société tels que les aspects culturels, politiques, sociaux et territoriaux. Mais surtout, étant devenu un appendice de la structure du marché, il a failli à son rôle de régulateur, de conciliateur et d'architecte de l'égalité et de la liberté.

L'atmosphère de polarisation qui prédomine, empreinte de haine, d'intolérance et exprimée dans de multiples formes de violence physique et symbolique, découle, entre autres raisons, de l'excès d'informations et d'opinions dépourvues d'analyse raisonnée qui ont réussi à orienter cette ambiance généralisée vers un plus grand repli individuel, vers la défense des intérêts personnels et de la propriété privée, ainsi que vers le rejet et la peur de l'autre.

Autrement dit, on assiste à un renforcement des valeurs véhiculées par un modèle libéral qui se présente aujourd'hui sous ses connotations les plus exacerbées. Les mantras de la productivité comme signe de réussite sociale et économique dans la sphère privée et la consommation illimitée de biens et services comme synonyme de bonheur sous-tendent constamment les messages du spectre de la communication médiatique, politique et numérique.

La rapidité avec laquelle l'information circule, permet même que les aspects les plus intimes, comme les liens personnels ou familiaux, soient relayés par des récits qui établissent leurs lois morales et régulent les comportements en fonction des besoins utiles au marché.

Cette recherche, terminée en 2024, a permis d'assister aux événements postérieurs à la grève d'Octobre 2019 en Équateur et ainsi, a permis d'observer le déclin d'un système global qui, se voyant fissuré, a renforcé ses stratégies de pression dans sa logique « d'accumulation par dépossession » (Harvey 2004).

Du point de vue du « développement géographique inégal » (Smith 2006), l'Amérique latine continue d'être un fournisseur de matières premières sur la scène mondiale en plus de jouer un rôle de premier plan dans la production et la logistique de l'industrie du crime organisé.

S'il fournit du pétrole, des minéraux (extraits et vendus régulièrement ou irrégulièrement), du bois, de l'huile de palme et divers types d'aliments consommés sur la planète, il fournit aussi des substances psychotropes comme la cocaïne, consommées principalement dans les pays du Nord. C'est aussi le fournisseur de main-d'œuvre bon marché, matérialisée dans les corps, souvent racialisés et extraits des secteurs populaires, qui traversent les frontières nationales au prix de leur vie, et dont le destin est de soutenir une économie de consommation effrénée (Ordóñez 2023).

Le coût du maintien du système actuel est de plus en plus élevé et pèse davantage sur le dos des personnes qui ne dépendent que de leur force de travail pour survivre. La nécessité impérieuse du pouvoir hégémonique de promouvoir un récit légitimé des dominants et des dominés augmente l'intensité d'un discours fondé sur la division entre races et classes sociales, dans lequel, ceux qui n'entrent pas dans le canon de la productivité, ou du comportement soumis et obéissant, sont punis moralement ou physiquement. Ainsi, la pauvreté continue d'être essentialisée dans le discours comme une condition innée avec prédisposition naturelle à la délinquance et au crime. À partir des discours des dirigeants des blocs occidentaux, se construit la représentation d'une boussole morale qui s'octroie le rôle de régulateur de ce qui est acceptable ou non, au nom de la démocratie et de la sécurité.

L'Équateur, en raison de sa stature secondaire sur la scène latinoaméricaine et mondiale, a davantage souffert des vicissitudes de cette logique implacable. L'élection en 2021 du banquier Guillermo Lasso, après la gestion catastrophique de la pandémie de COVID19 de l'ex-président Moreno au cours de l'année 2020, et qui a laissé, proportionnellement, l'un des bilans de décès par habitant les plus lourds au monde (Iturralde 2020), a accéléré une politique de privatisation, de dette extérieure et d'alignement sur la politique de sécurité hémisphérique initiée précédemment. Lasso, défendant une idéologie ultralibérale, a débuté son mandat en mai 2021, trahissant presque immédiatement les accords conclus pendant les dialogues d'Octobre 2019, disposant l'augmentation des prix du carburant. (Europa Press 2021).

Tout cela, en plus d'une situation d'insécurité inquiétante résultant de l'attaque la plus violente du crime organisé dans le pays, a encore une fois accru les tensions sociales

(Ordoñez 2022). Au mois de juin 2022, des protestations populaires éclatèrent à nouveau, conduisant à une grève nationale, encore plus longue que celle survenue en 2019, puisqu'elle a duré dix-huit jours.

La CONAIE, avec d'autres organisations sociales, a une fois de plus mené cette lutte populaire dans laquelle ont été soulevées des revendications concernant les prix du carburant, le moratoire sur les dettes des banques publiques, privées et coopératives, le non-élargissement des frontières de l'extractivisme minier, la lutte contre l'insécurité, un budget plus important pour l'éducation interculturelle et des prix plus équitables pour les produits agricoles (Colmenares 2023).

L'évolution des événements, selon un schéma assez similaire à celui de 2019, a conduit à l'intensification des récits émis par chaque acteur impliqué dans lesquels le pouvoir de l'État était déployé avec force, criminalisant la protestation sociale, amalgamant les actions des manifestations populaires à des actes criminels pour appliquer le droit pénal. Selon le rapport de l'Alliance pour les droits de l'homme de l'Équateur, les abus commis par l'État au cours de cette période de protestation se sont résumés en, l'absence de protection et de garanties du droit de manifester, la réticence du gouvernement à engager un dialogue, l'utilisation excessive de la figure de « l'état d'exception » et de la force publique, la discrimination contre les peuples indigènes et ses institutions, parmi les effets les plus graves (Alliance pour les droits de l'homme Équateur 2022).

Lors de ce dernier épisode de mobilisation, au cours duquel le peuple équatorien a une fois de plus laissé entre les mains de la CONAIE la défense de ses droits et où, une fois de plus, la CONAIE a répondu à l'appel d'une lutte politique au nom d'un peuple pluriel et diversifié, a fini avec sept morts, mais aussi avec des accords favorables face aux principales revendications soulevées (Ospina 2022).

Ainsi, la négociation, grâce au dialogue comme instrument privilégié de la CONAIE, a réussi à faire céder le gouvernement à plusieurs des revendications populaires. Il a été possible de faire baisser le prix du carburant et de commencer à élaborer des plans visant à concentrer les subventions de ces carburants; un décret a été abrogé, laissant sans effet l'élargissement

des frontières extractives pour la protection des territoires des peuples indigènes; un autre décret a été réformé interdisant ainsi l'exploitation minière dans les zones protégées et les territoires ancestraux, remplissant le mandat du instruments internationaux reconnus par l'Équateur (CONAIE 2022).

La CONAIE a également réussi à engager le gouvernement à : renforcer les mécanismes de contrôle des prix des produits essentiels afin d'éviter la spéculation; déclarer l'état d'urgence dans le domaine sanitaire pour réapprovisionner les hôpitaux publics du pays en médicaments et en fournitures; augmenter le montant des aides sociales; subventionner 50 % du prix de l'urée pour les petits producteurs; réduire le taux d'intérêt sur les prêts auprès des banques publiques pour les petits entrepreneurs; annuler les petites dettes de crédit; accorder un portefeuille de 100 millions de dollars pour des prêts productifs; et enfin, installer un suivi technique de ces engagements pour les quatre-vingt-dix prochains suivants ces accords (CONAIE 2022). La voix de la CONAIE fut à nouveau présente et a accaparé une nouvelle fois le pouvoir de l'État, l'obligeant à repositionner ses « frontières ».

L'inégalité, l'injustice et la violence restent à l'ordre du jour dans le milieu équatorien comme dans toute la région latino-américaine. Et s'il peut encore sembler que la lutte et la voix des peuples indigènes et du mouvement social sont marginales, minoritaires et inutiles face à un système mondial prédateur doté de beaucoup de pouvoir, l'engagement de continuer à faire ces autres « frontières » visibles permettent de créer un monde plus inclusif, plus tolérant et plus solidaire.